TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound January 1917

72206

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXXIV. — 1er JUILLET 1916.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1916

92206

L'ITALIE

APRÈS UN AN DE GUERRE

I

UN PEUPLE SOUS LES ARMES

Que ceux qui ont vu l'Italie avant la guerre, qui ne lui ont demandé que des émotions esthétiques, qui s'y sont promenés comme dans un musée et comme dans un lieu de plaisir, que ceux-là ne s'y aventurent pas aujourd'hui : ils ne la reconnaîtraient plus. Ils n'y trouveraient que le spectacle austère d'un peuple tout entier sous les armes.

Qu'on y arrive par Vintimille ou par Modane, l'impression est la même. Par delà la frontière, le décor guerrier continue celui de chez nous : tunnels gardés militairement, stations envahies par des uniformes de toutes armes, où tranche le gris-vert de la tenue de campagne. Continuellement, sur les grandes lignes, on croise des convois de munitions, obus empilés, affûts et caissons, canons à longue portée amarrés sur des prolonges, escadrons de chevaux et de mulets, qui, par les ouvertures des wagons de marchandises, vous regardent de leurs grands yeux apeurés. Trains militaires bondés de soldats et d'officiers, qui se déversent incessamment sur le front et les garnisons de la zone de guerre ; wagons de toutes classes, où l'on mange, où l'on dort, comme on peut, où la discipline, en dépit de la presse et de l'encombrement, réussit à sauvegarder l'ordre et la

tenue, où toute une jeunesse ardente reste grave et recueillie dans le sentiment du devoir si proche, malgré l'air de fête qui accompagne les départs, malgré les musiques guerrières, les guirlandes et les bouquets à rubans tricolores qui fleurissent les portières... Ce tumulte belliqueux s'apaise dans l'immuable sérénité des campagnes. On traverse les vastes plaines fécondes du Piémont et de la Lombardie : les femmes remplacent les hommes dans les champs. Elles ont fait les labours et les semailles. Les voici qui râtellent les foins coupés par les vieux, en attendant la moisson d'août. Dans les gares importantes, des buvettes et des buffets pour les soldats sont installés sur les quais. Les salles d'attente sont transformées en postes de secours pour les blessés. Infirmières drapées de blanc, la croix rouge au front; serveuses en jupe de toile beige, qui s'activent à la descente du train, la cafetière ou la théière à la main. Là-bas, sur les lignes de garage, des sleepings de trains de luxe, des wagons-restaurans des grands express internationaux sont devenus des ambulances provisoires et des réfectoires roulans pour le service de santé. Les dîneurs en smoking d'autrefois sont remplacés par des majors en blouses de clinique... A l'arrivée, aux abords des stations, c'est un grouillement perpétuel de soldats qui vont partir. Scènes d'adieux et d'exhortations. J'ai vu des messieurs en cheveux blancs embrasser de jeunes recrues, après leur avoir adressé des paroles patriotiques, à la romaine. Des jeunes filles, qui se faufilaient à travers les groupes, glissaient dans la main des troupiers des médailles pieuses, des images du Sacré-Cœur, des paquets de cigarettes et des boîtes de chocolat...

Évidemment, dans les grandes villes maritimes et commerçantes, comme Gênes ou Naples, l'activité guerrière est moins perceptible au premier abord. Elle se perd un peu dans l'habituel mouvement du transit et des affaires. Mais ce mouvement lui-même est commandé presque exclusivement par les nécessités de la défense nationale. Pour peu qu'on regarde dans les rues, sur les quais, tout y rappelle la guerre : les dockers militarisés qui se pressent aux abords des manutentions et des usines; les ouvriers des services techniques ou des services auxiliaires, chacun avec leurs brassards et leurs insignes particuliers; les receveuses des tramways qui, dans un grand nombre de villes, ont remplacé les hommes et qui arborent

crânement sur leurs chignons la coiffure masculine, une sorte de bonnet de police en soie noire, agrémenté de la cocarde rouge, verte et blanche. Sur les murs, des affiches placardées par l'autorité militaire rappellent les graves soucis de l'heure présente : ce sont des prescriptions et des recommandations pratiques, en cas d'attaque aérienne. On se dit que Milan a été bombardé et que Gênes n'en est pas très loin. C'est pourquoi toutes les précautions ont été prises. L'illumination nocturne est, partout, singulièrement restreinte. Les vitres des réverbères sont peintes en bleu, ce qui donne une petite lumière mystérieuse, infiniment moins lugubre que celle de nos becs de gaz coiffés de leurs sinistres abat-jour.

Dans les villes voisines de la frontière, l'obscurité est à peu près complète. A Milan, on chemine à tâtons le long des canaux déserts, où se reflète mélancoliquement la petite flamme couleur de pervenche d'un falot lointain. Sur la place du Dôme, la galerie Victor-Emmanuel, qui est le véritable forum de la grande cité industrielle, s'ouvre comme une bouche d'ombre, où l'on distingue vaguement les remous de la foule nocturne, obstinée à venir y faire les cent pas coutumiers et à s'entasser aux devantures des cafés masqués de tentures sombres. Au dehors, l'énorme nef de la cathédrale dresse sa mâture géante, émerge fantastiquement des ténèbres du parvis, où les fanaux bleus des tramways, dans leur circulation incessante, se croisent et se poursuivent comme des vols de lucioles dans un soir d'été. Pendant le jour, des ronflemens de moteurs font vibrer tout l'espace. Les avions montent la garde. Leurs escadrilles sillonnent, au-dessus de la ville, toutes les avenues célestes. Parfois un dirigeable passe, évolue majestueusement sur les pinacles du Dôme; puis il vire brusquement et se perd, en semant sur la cohue des badauds de petits papiers multicolores. Le soir, à l'hôtel, c'est encore au bourdonnement des hélices aériennes que l'on s'endort, rideaux tirés et persiennes closes; car les règlemens de police sont draconiens, et les mauvais oiseaux d'Autriche sont là tout près, derrière la crête des Alpes, de partout visibles.

A Rome même, où il semble que l'on soit à l'abri de leurs incursions, le spectacle nocturne est à peu près le même. Sauf le Corso où l'animation se concentre et où l'on discute les nouvelles, jusqu'à une heure avancée, devant le café Aragno, la

Ville Éternelle est plongée dans l'ombre. J'ajoute qu'elle y gagne un charme merveilleux et que jamais elle ne m'a paru plus majestueuse ni plus belle. A la lueur crépusculaire des petites flammes azurées reflétées dans le lit du fleuve, la solitude des quais du Tibre est un enchantement. Au delà du Vélabre, le désert commence. Silence profond, rompu, de loin en loin, par le grincement brutal d'un tramway qui s'engouffre dans les ténèbres ; et puis, tout à coup, après une pause délicieuse à l'oreille, des trilles éperdus de rossignols, — les rossignols qui fêtent le printemps romain dans les cyprès du Palatin et du Janicule. Le cœur repris par toutes les poésies des jours heureux, par toutes les nostalgies d'autrefois, on écoute la divine musique... Et soudain, venu on ne sait d'où, le hululement de la chouette brise le charme et ramène la pensée superstitieuse à l'obsession des deuils possibles. Mais devant cette ville qui supporte le poids de tant de siècles et qui a triomphé de tant de désastres, on ne veut pas y songer un instant. On se sent plein de sécurité et de confiance. On sort d'un entretien tout frémissant de foi patriotique. On vient d'écouter un discours, où, de nouveau, dans un langage magnifique, se sont affirmés les espoirs de la jeune Italie. On marche dans la nuit splendide, et, à mesure que la ville développe devant vous les masses enténébrées de ses beautés millénaires, on en comprend davantage le prix. Parce qu'une menace confuse plane sur elle, toute cette beauté prend quelque chose de tragique et de hautain, qui défie la destinée. C'est un trésor qu'il faut défendre une fois de plus contre le Barbare, et, après tout ce qu'on a vu, tout ce qu'on vient d'entendre, on est sûr que les petits-fils sauront garder le dépôt des ancêtres.

Ah ! le temps est bien passé des contemplations esthétiques, des méditations chateaubrianesques sur la mélancolie des ruines ! La fête est finie, ou plutôt, — espérons-le fermement, — elle est interrompue. A Naples même, la ville de joie, on sent tout le poids des pensées sévères qui occupent l'âme italienne. Les figurans de la bacchanale cosmopolite sont dispersés sur tous les champs de bataille de l'Europe. Le vrai visage de la ville, qu'ils offusquaient par leurs gesticulations factices, se montre à nu : il est grave, il est sérieux comme dans tout le reste de l'Italie. La plupart des hôtels sont fermés. Pour beaucoup de ces établissemens, dont la clientèle était

surtout allemande et anglaise, la guerre a été un véritable désastre. L'aspect même des rues, cet aspect bigarré, brillant et lumineux, s'est modifié. Comme partout, l'éclairage nocturne est voilé. Plus de promeneurs exotiques sur la Mergellina, plus d'équipages ni d'automobiles, en longues files ininterrompues, sur la montée du Pausilippe. Les mandolinistes eux-mêmes ont à peu près disparu : ils sont au front, ou dans les casernes de la Péninsule. Ce sont des orgues de Barbarie qui jouent *la Marseillaise* ou l'hymne de Mameli.

Mais c'est surtout dans les mille détails de la vie privée que l'on éprouve les effets de la guerre, en Italie. Je dirai même qu'on s'en aperçoit peut-être plus que chez nous. Une sage et stricte économie préside à la distribution des vivres. D'un bout à l'autre du pays, riches et pauvres sont au régime du pain de seigle. Le vin tend à devenir une boisson de luxe, le sucre est rationné, les menus sont spartiates : dans la plupart des hôtels, ils se réduisent à deux plats. Et tout a renchéri dans des proportions beaucoup plus considérables qu'en France, depuis le charbon de terre jusqu'au prix des voitures de place. Malgré cela, le gouvernement, les associations charitables ne cessent de faire appel à la générosité publique, ou de grever les budgets domestiques. A chaque coin de rue, jusque dans les tramways et dans les couloirs des wagons, des sébiles sont tendues : pour les blessés, pour les mutilés, pour les couchages militaires, pour les Maisons du soldat...

Ainsi nos sacrifices et nos privations sont partagés par nos voisins. Il faut le répéter bien haut, non par satisfaction égoïste, mais pour trouver dans l'épreuve commune de nouveaux motifs de concorde et de fraternité. Ce qui réjouit surtout le Français qui passe en Italie, c'est la tenue excellente de la nation tout entière, une tenue vraiment digne de respect et d'admiration. On sent que, chez tous, du plus grand au plus humble, les volontés sont raidies dans un effort unique, dans une détermination inébranlable, et que la nation est prête à tout. Comme chez nous, on accepte le devoir, tout le devoir, sans forfanterie, ni enthousiasme factice, avec une dignité ferme et résolue. Mais en Italie, dans cette terre classique de la beauté et de la joie, peut-être y met-on une grâce unique, qui est vraiment le fruit particulier de ce sol béni. Je me souviens d'avoir assisté, dans le hall de mon hôtel, aux adieux d'un sous-lieute-

nant imberbe à sa fiancée. C'était un officier-aviateur. Il partait pour le front. Il allait exécuter, là-bas, son premier vol de guerre : il le disait, il en était tout tremblant de fierté et d'allégresse : son premier vol!... Des jeunes filles l'entouraient, le félicitaient, lui criaient : « Au revoir! Bonne chance! » Cela me rappelait le jeune torero qui, pour la première fois, revêt « l'habit de lumière » et qui vient se montrer aux dames avant d'affronter, dans l'arène, la brute furieuse. Lui, très élégant et très cérémonieux, il s'inclinait, saluait comme pour une visite ordinaire. Et, soudain, brusquant la scène, il baisa la main de sa fiancée, — une superbe Triestine aux grands yeux de velours, — il lui tendit un bouquet de roses et d'œillets, — fragile souvenir, — et, joyeux, léger, impatient de prendre son vol, il s'en alla vers la gloire et vers la mort...

*
* *

On respire donc, en Italie, la même atmosphère que chez nous. La physionomie du pays, l'état des âmes, tout est pareil. Pourtant, sitôt qu'on a passé la frontière, on s'aperçoit qu'il y a quelque chose de plus que cette similitude imposée aux deux nations par des circonstances analogues : une réelle, une profonde et de plus en plus consciente sympathie réciproque. Quelle différence avec ce qu'on remarque ailleurs, chez des neutres, fussent-ils nos plus proches parens intellectuels et même nos consanguins! Je ne voudrais désobliger aucun de nos voisins. Mais, si amis qu'ils nous puissent être, on se heurte toujours, chez eux, à une réserve un peu défiante, à une sorte de quant-à-soi un peu égoïste. C'est comme une peur d'être envahi, ne fût-ce que par l'amabilité française. Ici, non seulement on ne se défend pas, mais on va généreusement au-devant de vous. Tout de suite, tête et cœur, on se trouve à l'unisson. Évidemment, dans l'arrière-fond des consciences, il y a bien encore des points obscurs ou délicats, sur lesquels on s'expliquera plus tard. Mais, dès le seuil, on se livre de part et d'autre, on se sent en confiance et en communion.

Qu'il n'en ait pas toujours été ainsi et que l'ennemi commun n'ait que trop exploité nos bisbilles, nous pouvons, Italiens et Français, en battre notre coulpe. En revanche, depuis l'agression brutale de l'Allemagne, on peut dire que la fraternité latine s'est refaite spontanément. Nos voisins ont tremblé pour

nous, ils ont ressenti une grande part de nos angoisses au lendemain de Charleroi. Ils se sont réjouis de notre victoire après la bataille de la Marne. En même temps qu'une joie fraternelle, ç'a été, pour eux, — il faut bien l'avouer, — une réconfortante surprise. Les scandales qui s'étaient produits en France avant la guerre, et surtout certain procès retentissant nous avaient fait tomber très bas dans l'opinion italienne. On nous croyait finis. Et voilà qu'au contraire l'épreuve suprême devenait, pour nous, une véritable résurrection. Depuis Verdun principalement, l'estime grandissante de nos voisins s'est changée en la plus unanime admiration. La Commission des parlementaires italiens, qui récemment a visité notre pays, est revenue émerveillée de son voyage au front. L'un d'eux, le sénateur Maggiorino Ferraris, l'éminent directeur de la *Nuova Antologia*, me disait combien il avait été frappé de l'attitude si digne et si fière de notre Paris, — un Paris renouvelé, purifié de toutes les lies et de toutes les lèpres cosmopolites, — et aussi quelle impression de force et de sécurité lui avaient laissée nos travaux de défense autour de Verdun et l'ensemble de notre organisation :

— Après la Marne, me disait-il, les pessimistes pouvaient croire que c'était là une réussite désespérée, une victoire sans lendemain. Mais maintenant il n'y a plus moyen de douter. Une résistance contre laquelle se brisent, depuis deux ans, les assauts les plus furieux et les plus formidables qu'on ait vus, apparaît bien comme inébranlable...

Un député catholique, qui, autrefois, n'était pas tendre pour la France, a tenu à exprimer publiquement, dans une conférence très applaudie, son revirement d'opinion. Il a fait amende honorable au Paris nouveau et il a exalté l'héroïque résistance de la France entière. Ces sentimens de haute admiration chez les parlementaires deviennent de l'enthousiasme chez les gens du peuple qui connaissent, ou qui ont seulement traversé notre pays depuis la guerre. Outre des ouvriers, j'ai pu interroger quelques-uns des carabiniers royaux, qui, dernièrement, sont venus à Paris, avec leur musique, pour le concert du Trocadéro. Les exclamations les plus chaleureuses, les épithètes les plus superlatives ont accueilli mes questions :

— Paris !... Votre immense métropole ! Prodigieux ! Admirable ! Nous n'oublierons jamais cette réception ! Nous avons été traités comme des souverains ! Ah ! que vos gardes républi-

cains viennent à Rome ! Ils verront comme ils seront reçus !

Cette neuve et ardente sympathie fait que nous nous comprenons mieux, que nous sommes plus justes les uns pour les autres, — que, réciproquement, nous voyons nos défauts avec des yeux moins prévenus.

Une chose, dès l'abord, nous charme chez nos voisins, non pas comme une découverte, mais comme un don merveilleux, auquel les circonstances donnent un prix plus grand : leur intelligence si complexe, si brillante et si souple. Une discussion avec un Italien, même de moyenne culture, est un véritable régal intellectuel. Quelle subtile entente des nuances ! Plus je discutais avec eux, plus je m'en ébahissais. Quels chatoiemens, quelle opulence de colorations déploie devant vous une conscience italienne ! Nul n'a plus qu'eux le sentiment du pour et du contre. Nul ne pousse plus loin l'horreur des distinctions brutales, des affirmations tranchantes. Un écrivain catholique, à qui je proposais des conclusions peut-être un peu trop pressantes, me disait :

— Pour vous, il y a le oui, ou le non. Pour nous, il y a les raisons que voici en faveur du oui, et les raisons que voilà en faveur du non !

Cette intelligence si prudente, si avisée, si positive, si pratique, — si essentiellement politique, — ne peut pas dégénérer en sophistique maladive. Ce qui nous étonne le plus, chez les Italiens, c'est leur bel équilibre mental. La logique, chez eux, n'abolit jamais le sentiment. Ce sont des passionnés lucides. Ils s'émeuvent, s'exaltent, se précipitent avec fougue sur l'objet de leur amour ou de leur aversion, mais leur jugement reste libre. L'exaltation une fois tombée, la sévère raison revient compléter ou corriger les intuitions tumultueuses du sentiment. Un riche fond de santé et de vigueur physiques les empêche de verser dans les rêveries décadentes et malsaines, dans les mièvreries et les raffinemens morbides du dilettantisme, ennemi de l'action. J'avais en quelque sorte la vision immédiate de cette psychologie, en écoutant tel écrivain en renom, tel chef de parti, tel professeur d'université. Dans les yeux bruns, et comme voilés d'une buée chaude, de l'interlocuteur, on sentait jaillir toutes les sources de la vie animale. Poil noir et dru, prunelles dorées et profil de bouc,

Faune, ayant de la terre encore à ses sabots,

il bondissait d'un pied leste sur l'échelle de la dialectique; il se révélait théoricien de vaste culture, penseur hardi, orateur disert, styliste amoureux de belles formes. Très certainement, ils sont plus près que nous de la nature, et cette nature intacte leur permet de porter sans plier tout le poids de la pensée moderne.

Fils d'un peuple fécond, dont la prolification s'accroît d'année en année, sobres et endurans, indemnes d'alcoolisme, ils capitalisent ainsi et ils décuplent progressivement les réserves et les forces de leur jeunesse. C'est cela qui frappe d'abord : l'Italie est un peuple jeune et par conséquent riche d'avenir. J'avais continuellement l'obsession de cette jeunesse, tandis que je visitais, à Sampierdarena, les chantiers de constructions métallurgiques. Les ingénieurs, qui m'accompagnaient, étaient tous des adolescens. L'un d'eux me disait : — « Le plus âgé d'entre nous n'a pas vingt-cinq ans! » — Je songeais aux compagnons de Bonaparte, aux jeunes lieutenans de l'armée d'Égypte. Enthousiastes, prêts à l'action, dévorés du désir de jouer un grand rôle dans le monde, tels ils m'apparurent. Même dans le peuple, dont l'éducation civique est encore si incomplète, même chez les émigrés, isolés de la mère patrie, chez tous ces humbles travailleurs agricoles que j'ai rencontrés dans notre Afrique française et dans les pays du Levant, j'ai constaté un sentiment très vif de la dignité nationale et surtout une extraordinaire solidarité de race.

Si, comme je l'espère, une grande tâche attend, demain, les nations latines, nous pouvons compter que nous trouverons en eux, non seulement des associés, mais des émules, des stimulateurs et des créateurs d'énergie.

***

Ce large courant de sympathie, — sympathie peut-être inattendue au lendemain de dissentimens pénibles, autant qu'involontaires, qui sont encore dans toutes les mémoires, — ce courant ne s'est pas créé précisément tout seul sous la menace de la ruée germanique. Italiens et Français, beaucoup ont pensé qu'il ne suffisait pas de l'indication brutale des circonstances pour céder à cet entraînement. Certains même avaient prévenu, préparé peut-être les événemens. Ils ont cru qu'il était de leur devoir de faire collaborer les puissances obscures du

sentiment et les vieux instincts de famille avec les intérêts immédiats des deux nations, de façon que le rapprochement s'opérât de part et d'autre en pleine conscience et comme à la lumière d'une évidence irrésistible. A des degrés divers, chacun à sa place et dans la mesure de son influence, ces Français et ces Italiens ont bien servi leur pays. Au début d'une étude sur l'état actuel de l'opinion en Italie, il serait injuste de ne pas proclamer bien haut la part qu'ils ont prise à son heureuse direction. D'ailleurs, ces compatriotes et ces amis de la France sont forcément les premiers interlocuteurs qu'un Français, qui passe les Alpes, rencontre sur son chemin. C'est ce que j'appellerai les bonnes figures du seuil. Il convient de les saluer, en le franchissant, et de leur dire notre reconnaissance.

D'abord, notre ambassadeur à Rome, M. Camille Barrère, qui, parmi les magnificences du Palais Farnèse et en face d'une très ancienne et très pointilleuse aristocratie, sait représenter, avec la plus fine et la plus élégante distinction, un grand État démocratique. L'œuvre de réconciliation, poursuivie par lui avec prudence et ténacité pendant de longues années, échappe à la compétence d'un simple passant. On ne peut que constater le résultat obtenu et s'en réjouir, en s'inclinant devant celui qui a le plus contribué à dissiper les malentendus entre les deux pays et à faciliter leur nouvel accord. Parmi ceux qui l'y ont aidé, on m'excusera si, au mépris de toutes les distances protocolaires, ma pensée va tout de suite au-devant de mon vieux camarade, Jean Carrère, à qui son ascendant personnel a pu donner, à Rome, une situation, que son titre de correspondant d'un grand journal parisien et même son talent d'écrivain n'auraient pas suffi à lui conquérir. Carrère est un Italien d'adoption. Originaire de notre Midi, il a ces manières ondoyantes, ces souplesses et ces caresses de parole qui le font reconnaître immédiatement comme un frère par nos voisins. Avec cela, des momens d'éloquence et de lyrisme, un don d'entraînement verbal qui agit, au premier contact, sur les foules de là-bas. Je ne sais s'il a reçu officiellement le droit de cité, mais il est très certainement *persona grata* auprès du Peuple romain. Une promenade avec Carrère dans les rues de Rome est une véritable marche triomphale. Je n'exagère rien. Au lendemain de l'expédition de Libye, on lui a décerné au moins

deux fois les honneurs du triomphe. Il y est d'ailleurs habitué de longue date. Je me souviens encore des ovations joyeuses, qui, au temps de notre jeunesse, en Provence, ou dans sa Gascogne natale, accueillaient ses vibrans discours de propagande régionaliste. Mais, chez lui, ce rôle décoratif se double d'un autre plus discret et non moins efficace. En des circonstances difficiles, son action persuasive a obtenu de la presse locale un concours des plus utiles à la cause des Alliés; et, à de certains tournans critiques, en des momens de trouble et d'hésitation, il a su provoquer, d'accord avec ses amis italiens, des gestes décisifs.

Je n'ai pas la prétention de nommer ici tous ceux qui, pour nous ou avec nous, ont mené le bon combat, soit du côté des nôtres, soit du côté de nos amis d'Italie. Je suis obligé de me borner. Pourtant, entre ces derniers, il en est un, qu'il est impossible d'omettre; qui, par ses origines, son éducation, ses sympathies, est un vivant trait d'union entre nos deux pays, homme de cœur et de haut raffinement intellectuel, figure aussi parisienne que romaine, à laquelle chacun songe, dès qu'il s'agit d'entente cordiale entre la France et l'Italie. Il n'est pas un Français, ayant passé par Rome, qui ne devance ma pensée et ne prononce aussitôt le nom du comte Joseph Primoli. Qui ne le connaît?... Pour peu qu'il appartienne au monde proprement dit, ou à celui des lettres ou des arts, quel est celui d'entre nous qui n'a pas traversé les salons de l'Avenue du Trocadéro, ou de la Via Zanardelli? Qui n'a été l'hôte du Palais Primoli, cette somptueuse demeure familiale, à la fois musée et bibliothèque, où notre littérature occupe des territoires privilégiés, où s'accumulent les autographes de nos grands écrivains, de Flaubert à Bourget, où se pressent, à côté de mille richesses d'art, de précieuses reliques napoléoniennes? Depuis la guerre, personne, à Rome, n'a plaidé plus chaleureusement notre cause que le maître de cet admirable logis. Pendant les premières semaines de la bataille de Verdun, je l'ai vu angoissé dans l'attente des communiqués français, et néanmoins prompt à combattre les défaillances ou les scepticismes de son entourage, courant d'un bout de la ville à l'autre pour propager les bonnes nouvelles; et je l'ai vu pleurer, devant des auditoires assez tièdes, en exaltant la vaillance de nos soldats.

Par ses relations, le comte Primoli est à même d'exercer une réelle influence dans les milieux aristocratiques romains; et, par ses liens de famille, comme descendant des Bonaparte, il touche à la maison de Savoie. C'est un des familiers de la Reine mère. Je doute qu'il ait eu beaucoup à faire pour la convertir. Dès les premiers événemens de la guerre, les sentimens de Sa Majesté la reine Marguerite se sont manifestés avec une courageuse franchise. D'abord, son âme de Latine s'est révoltée contre les atrocités tudesques, contre les dévastations monstrueuses accomplies par les modernes Vandales. Ensuite, elle est trop dévouée à l'avenir de son pays, pour n'avoir pas compris aussitôt de quel côté l'intérêt vital de l'Italie devait la faire pencher. Et c'est pourquoi elle peut être mise au tout premier rang parmi les amis de la France.

Depuis son grand deuil, la reine Marguerite vit retirée dans son palais du Pincio, se défendant scrupuleusement de s'immiscer dans les choses de la politique. Pourtant, jusque là, nulle n'avait été plus complètement reine, nulle n'avait porté le diadème avec une grâce plus souveraine, et, souvent aussi, avec plus de sagesse et de bon conseil. Mais, du fond de sa retraite, on peut dire qu'elle règne toujours, par son autorité morale et par la vénération qu'elle inspire universellement, jusque dans les milieux populaires. Et ainsi les sentimens bien connus de la Reine mère ont pu être d'un grand poids sur la partie réfractaire de l'opinion.

Comme beaucoup de nos compatriotes, j'ai eu l'honneur d'approcher d'Elle. On ne me demandera pas, j'espère, à propos de cette entrevue, des détails qui ne seraient guère que de pure curiosité. On sait quelle réserve et quelle discrétion président généralement à des entretiens de ce genre. Si j'y fais allusiont c'est uniquement parce que la faveur accordée s'adressait beaucoup plus à mon pays qu'à moi-même. La noble simplicité de l'accueil est si parfaite qu'on oublie la Reine et qu'on ne voit plus que la femme qui a cruellement souffert. Son beau visage porte tous les stigmates de la douleur. On s'incline avec respect devant cette grande infortune, on se laisse aller au charme d'une conversation, que la Reine, par une sorte de coquetterie féminine, veut maintenir exclusivement sur le terrain littéraire. Comme le sont toutes les Italiennes de haut rang, elle se révèle non seulement très cultivée, mais érudite. Elle passe avec aisance

de la littérature ecclésiastique au siècle de saint Augustin, à la littérature française la plus contemporaine. La *Revue des Deux Mondes* n'a pas de lectrice plus assidue ni plus fidèle. Et elle prend prétexte de ses admirations intellectuelles, pour faire remarquer que les écrivains français et les écrivains italiens ont été les premiers messagers de paix et comme les ambassadeurs de la concorde fraternelle entre les deux nations.

Dans ce recensement sommaire des amitiés françaises en Italie, comment ne pas songer, en effet, à tous les écrivains de l'autre côté des Alpes, qui, longtemps d'avance, ont préparé l'accord nouveau; et, parmi eux, à celui qui, à la fin d'un discours désormais historique, proposait à la foule d'acclamer la reine Marguerite, *grand cœur italien;* à celui que la France peut considérer presque comme une de ses gloires, et qui domine les autres de toute la hauteur de son génie et de son héroïsme civique, — à Gabriele d'Annunzio?...

*
* *

Des suffrages comme ceux-là peuvent nous rendre fiers, parce qu'ils manifestent d'une façon éclatante l'état général de l'opinion. Cette prépondérance des *interventionnistes*, comme on appelle, en Italie, les partisans de la guerre contre les Empires centraux, — c'est là le point capital. Ailleurs, dans certains pays neutres, on s'est amusé à dresser des listes de francophiles, — jeu extrêmement dangereux : car à une liste s'oppose immédiatement une contre-liste beaucoup plus empanachée. Jeu inutile aussi : quand on entre dans une chambre, on n'a pas besoin de thermomètre pour savoir s'il y fait froid ou s'il y fait chaud. Cela se sent dès la porte. Or, en Italie, il est trop sensible qu'il fait chaud pour nous. Une fois qu'on a été enveloppé par cette chaude atmosphère de sympathie, on ne s'inquiète pas, si l'on constate que, dans tel ou tel recoin du logis, la température est plus basse.

On n'en a point l'impression dès l'abord. L'effort patriotique paraît entraîner toute la masse de la nation. Dans la presse, pas une note discordante. Et cependant, l'opinion, tout en étant à peu près unanime dans sa volonté de poursuivre la guerre, trahit bien des nuances et même des diversités. La chose qui nous surprend le plus, nous autres Français, c'est qu'il y ait

encore, en Italie, des germanophiles et, — Dieu leur pardonne! — des austrophiles. Mais ne craignons pas de l'avouer! Nos ennemis n'en peuvent tirer contre nous aucun avantage. Il convient même de mettre en pleine lumière ces petites divergences, pour éviter, dans l'avenir, des malentendus ou des surprises. Du moment que l'entente s'impose à nos voisins, aussi bien qu'à nous, comme une nécessité vitale et inéluctable, toutes les intrigues de nos adversaires, tendant à profiter de ces divergences, ne réussiront pas à l'ébranler. Leurs tentatives maladroites ne feraient qu'exciter davantage contre eux la majorité interventionniste et même provoquer des froissemens irréparables dans les milieux restreints qu'ils cherchent à conquérir ou à garder dans leur clientèle.

Encore une fois, n'ayons pas peur de le dire : il est trop certain qu'une partie du clergé, toute une catégorie d'intellectuels, — principalement parmi les universitaires, — d'officiers en retraite, de hauts fonctionnaires, de parlementaires, d'industriels et de commerçans, d'hommes de banque et d'hommes d'affaires, qu'une minorité, en somme très restreinte, conserve, après un an de guerre, des inclinations plus ou moins secrètes pour l'Allemagne. Mais ce n'est qu'une minorité honteuse. Pour bien comprendre cet état d'esprit, il faut se rappeler ce que les Italiens ne cessent de nous répéter : c'est que l'Italie n'a pas été attaquée, ni envahie comme la France, et que « l'union sacrée » n'a pas pu s'y produire spontanément, comme chez nous, sous la menace de l'étranger. Ils nous font observer d'ailleurs que cette union sacrée nous a coûté cher et que, pour qu'elle se produisît, pour fermer la bouche à nos pacifistes et à nos socialistes, il a fallu laisser violer notre frontière. En outre, on ne doit pas oublier quel prestige l'Allemagne exerçait, en Italie, avant la guerre, et cela dans tous les domaines de l'activité nationale. Comme l'écrit Guglielmo Ferrero, dans son beau livre, *La guerre européenne* : « Tout le monde, en Italie, était devenu germanophile. » L'Allemand pénétrait partout. On s'accorde même à reconnaître, chez nos voisins, que cette invasion fut momentanément bienfaisante. Aujourd'hui qu'on s'évertue à purger la fameuse *Banca commerciale* de toutes ses infiltrations germaniques, un nationaliste fervent n'hésite pas à proclamer que cette institution rendit des services à son heure : « Les Italiens intelligens, dit Enrico Corradini, se rendent

compte de tout le bien que la Banque commerciale nous a fait, en s'établissant en Italie, avec sa direction allemande. Ce fut même parce que cette direction était allemande qu'elle fit un grand bien. Sans cela, la Banque commerciale aurait été une banque comme toutes les autres, — une banque de type démodé... Mais cette direction allemande portait la tare de son origine : elle était allemande et, dans le secret de son cœur, elle travaillait pour des fins allemandes. Elle n'était un agent de l'évolution italienne que dans la mesure où elle était un agent de l'expansion germanique. Ainsi procèdent toujours les peuples conquérans, qui communiquent leurs progrès à autrui, non par altruisme, mais par égoïsme. Il ne s'agit pas de les condamner, ou de les exalter de ce chef, mais de les payer avec leur propre monnaie : profiter d'eux, éventer leur jeu au moment opportun, et, à la première occasion, *les mettre à la porte.* »

Cette « mise à la porte » est devenue, aujourd'hui, le mot d'ordre de quiconque, en Italie, a le souci de l'avenir national. On s'est aperçu à temps que le pays allait être pris dans le filet germanique. Néanmoins, il est clair qu'on ne peut pas rompre du jour au lendemain toutes les mailles d'un réseau si longuement et si ingénieusement tissé. Et c'est ce qui explique que, l'année dernière, à pareille époque, la déclaration de guerre à l'Autriche n'ait été en somme, — et contrairement à ce que l'on croit chez nous, — que l'œuvre d'une minorité, d'une élite recrutée dans tous les partis. Hallucinés par notre imagerie révolutionnaire, nous nous représentons toujours des foules hurlantes, drapeau rouge en tête, allant cerner dans leurs palais les rois ou les gouvernans, et les sommant, le revolver au poing, de ratifier le bon plaisir du peuple souverain. En réalité, dit Guglielmo Ferrero, « les masses, sauf quelques exceptions, sont restées étrangères à l'agitation interventionniste. » C'est l'élite qui, à Rome, à Milan, à Gênes, a fini par les émouvoir et par provoquer, çà et là, d'imposantes manifestations populaires.

Toutefois, il est hors de doute que, dans les couches profondes de la nation, le sentiment général était on ne peut plus favorable à la cause des Alliés. Paysans et ouvriers, surtout ceux qui avaient travaillé en France, tous repoussaient avec horreur l'idée de combattre notre pays. C'est pourquoi la neutralité, proclamée par l'Italie, dès les premières hostilités, fut un véri-

table soulagement de la conscience publique. Ensuite, la pitié pour les malheurs de la Belgique, puis pour ceux de la Serbie, cette pitié tout instinctive contribua extraordinairement à développer et à exaspérer la haine contre le *Tédesque*, autrichien ou allemand. On ne dira jamais assez quel adjuvant fut, pour l'effort interventionniste, la violation des petits États, de la Belgique surtout. Les discours enflammés des députés belges qui parcouraient le pays, les Lorand, les Mélot, les Destrée, déchaînaient partout une indignation qui ne pouvait pas tarder à se traduire en hostilité déclarée. L'éloquence même était inutile : il suffisait d'être Belge pour conquérir le cœur des foules. Maeterlinck n'avait qu'à se montrer pour susciter de frénétiques ovations. On me contait qu'à Milan il fut littéralement couvert de fleurs. Lui, avec sa dévotion d'homme du Nord pour les fleurs comme pour les arbres, il se détournait modestement, dans la crainte de les écraser. Et, comme on en jetait toujours, ce triomphateur malgré lui ne savait plus où poser le pied...

Auparavant, après la bataille de Charleroi, on avait eu peur de se trouver seuls en face du colosse germanique victorieux. Puis, après la victoire de la Marne, la constatation qu'il n'était pas invincible fit rebondir soudain le sentiment national. Les moins clairvoyans comprirent alors que, seule, une intervention contre les Empires centraux pouvait sauver les destinées de l'Italie. Néanmoins, le risque était grand pour un pays qui ne s'était pas préparé à la guerre. Dans une lourde angoisse, on attendit la décision du gouvernement. Mais, dès qu'elle fut connue, tout le monde accepta le fait accompli. Sans exception, tous les partis décidèrent qu'ils feraient jusqu'au bout leur devoir patriotique. Évidemment, plusieurs se réservèrent, dans leur conscience, le droit de juger et de se prononcer plus tard sur l'opportunité et l'utilité de cette guerre. Telles furent leurs dispositions du début. Mais, maintenant que la menace autrichienne est plus prochaine et que le développement logique de la guerre impose à l'Italie des obligations de plus en plus strictes et pressantes, toute arrière-pensée tend à s'évanouir devant la nécessité de s'engager à fond. Et ainsi, malgré les réserves encore affirmées ou sous-entendues par certains partis, on peut dire que, pratiquement, l'unité de l'effort national est réalisée, et que l'intensité de cet effort ne cesse de s'accroître.

*
* *

Où l'accord se manifeste avec la plus complète franchise, en même temps que l'adhésion la plus généreuse au programme des Alliés, c'est, naturellement, chez nos amis de la première heure, — tous ces démocrates et ces radicaux de gouvernement, qui collaborèrent si énergiquement à l'intervention. Ce groupe est loin d'être homogène, puisqu'il comprend, avec des monarchistes de gauche, des républicains et des socialistes indépendans, ou, comme on les appelle en Italie, des évolutionnistes, enfin tous ceux qui croient pouvoir réaliser par la royauté les aspirations pratiques de la démocratie.

Quelles que soient ses convictions personnelles, le Français qui traverse ces milieux y rencontre l'accueil le plus cordial, pour ne pas dire le plus fraternel. Il y retrouve l'air de son pays. L'éducation est française, comme les tendances, les préférences intellectuelles et littéraires, les idées, le vocabulaire, et même la rhétorique. On y entend les formules auxquelles nous ont habitués nos journaux : « triomphe du Droit et de la Justice, combat pour la Liberté et la Civilisation, destruction du militarisme prussien, sauvegarde des nationalités. » On y admire et on y cite avec prédilection nos grands auteurs républicains, Victor Hugo, Michelet, Anatole France. Sortis presque tous de la moyenne bourgeoisie, avocats, journalistes, médecins ou professeurs, tous ces démocrates italiens sont volontiers grandiloquens, ils parlent, ils écrivent, ils se répandent en articles, en discours et en conférences. S'ils sont des professionnels, des spécialistes de la science et de l'érudition, ils vous montrent, preuves en main, qu'ils n'ont pas attendu la guerre, pour secouer le joug de la culture allemande. Si ce sont des hommes politiques, ils vous chargent les mains de brochures, où, longtemps avant la tourmente actuelle, ils dénonçaient le péril allemand et l'équivoque de la Triplice. S'ils sont militaires, — et beaucoup d'entre eux ont été mobilisés, — ils se piquent avant tout d'être des intellectuels.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir plusieurs fois avec des officiers de territoriale, qui allaient rejoindre leurs corps dans le Trentin, la partie la plus exposée du front. Pendant ces derniers soirs, qui étaient, pour eux, de véritables veillées d'armes, ils mettaient une sorte de crânerie à ne parler que de sujets

littéraires, philosophiques ou sociaux. L'un d'eux, grand amateur d'Horace, nous déclamait le *Carmen sæculare* ou l'Ode à la République : *O navis, referent in mare te novi fluctus*... Il me semblait ressaisir là quelque chose de ce qui fut l'âme de nos armées de l'An II, l'esprit qui animait nos officiers de ce temps-là, jeunes bourgeois transformés en guerriers, aussi férus d'antiquité latine que de chimères républicaines. Depuis leur départ, j'ai reçu d'eux des lettres qui me prouvent que, malgré la rigueur de l'offensive autrichienne et les rudes épreuves endurées, leur foi patriotique n'a pas faibli. Au début de cette offensive, un de ces officiers m'écrivait : « Nous travaillons avec zèle et allégresse. Espérons que cet énorme effort aidera au triomphe du Droit et que la Latinité affirmera encore une fois sa suprématie sur la Force brutale. » Et, quelques jours après : « La lutte est dure, mais nous sommes soutenus par une foi immense, qui n'a d'égales que les atrocités d'un ennemi qui méconnaît les lois de la civilisation et qui foule aux pieds le droit des nations. » Dans ces phrases et d'autres pareilles, outre le bel élan de bravoure et de générosité, nos démocrates français peuvent admirer le style et les idées qui leur sont chers.

A côté de ces républicains selon notre formule traditionnelle, les radicaux monarchiques et les socialistes indépendans, qui se rattachent à leur groupe, paraissent non pas plus froids, mais plus circonspects. Ce sont gens de bon sens et d'esprit positif, ce qui ne les empêche pas d'être, à l'occasion, comme, par exemple, M. Bissolati, des orateurs de grande envolée. Ceux-là supputent les maux de la guerre, — cette guerre qu'ils ont voulue, — ils en envisagent courageusement toutes les conséquences. Ils vous disent que l'armée n'était pas prête, qu'on a dû tout improviser en quelques mois, et que, peut-être, en France, on ne rend pas suffisamment justice à ce difficile travail de préparation. Ils s'inquiètent de la situation qui va être faite à leur pays, au lendemain de la paix. Outre des attaches intellectuelles déjà anciennes, il va falloir rompre des relations financières, industrielles et commerciales, qui pourtant donnaient toute satisfaction à l'Italie. Il va falloir lui créer une nouvelle assiette économique : ce ne sera pas l'œuvre d'un jour ! Ils considèrent aussi les difficultés intérieures, qui, à l'heure qu'il est, requièrent toujours la plus grande attention. Si vous témoignez devant eux quelque étonnement de ce que

l'Italie n'ait pas encore déclaré la guerre à l'Allemagne, ils vous répondent : « La raison en est bien simple. D'abord, cette guerre est déclarée de fait, puisque notre action militaire est étroitement liée à celle des Alliés. Ensuite, remarquez que l'Allemagne ne nous a pas attaqués la première. Prendre la responsabilité de l'agression, nous charger d'un nouvel ennemi, c'est fournir des argumens aux partis qui, dans notre pays, font encore des réserves sur l'opportunité de notre intervention. Ces partis, pour l'instant, marchent avec nous. Est-il d'une bonne politique de nous les aliéner, au moment où nous avons besoin de tout leur concours ? » Si, après cela, vous insinuez qu'une coopération de l'armée italienne sur tous les fronts serait peut-être un bien, ils invoquent les mêmes motifs d'ordre intérieur : « Supposez, disent-ils, qu'un fléchissement se produise sur notre front à nous, vous nous exposez aux criailleries de ces partis, qui ne manqueraient pas de nous accuser d'avoir affaibli criminellement nos frontières ! » Il convient d'avouer que les événemens de ces dernières semaines semblent justifier leur prudence.

Ces hommes avisés songent donc à tout cela, ils s'appliquent à prévoir toutes les éventualités fâcheuses. Néanmoins, ils se battent, comme les autres, pour des idées. Je sais bien ce que l'on peut arguer contre eux : qu'ils ménagent leurs adversaires par ambition politique, que certains d'entre eux, comme les socialistes, cherchent à entrer dans le ministère et à exercer leur action sur le gouvernement. L'essentiel pour nous, c'est qu'ils comptent parmi les partisans les plus résolus de la guerre. A eux, comme à leurs journaux, revient la part prépondérante dans l'intervention italienne. Outre des raisons matérielles, des raisons doctrinales les y ont poussés. Ils savent trop quel danger de mort le triomphe germanique ferait courir aux idées libérales, non seulement dans leur pays, mais dans le monde entier. En tout cas, et quels que soient les mobiles auxquels ils obéissent, nous pouvons saluer en eux nos plus fermes soutiens.

*
* *

Justement à cause de cette communauté doctrinale avec nos démocrates, un autre groupe, non moins partisan de la guerre à outrance, se livre à des critiques acerbes contre les démocrates

italiens. Les nationalistes, — car ce sont eux dont il s'agit, — les tournent volontiers en ridicule, en les appelant « des Français honoraires. » Un de leurs plus brillans et vigoureux polémistes, Francesco Coppola, écrivait récemment dans l'*Idea nazionale :* « Il était naturel que les partis démocratiques italiens, qui tiraient leurs origines et leur décalogue idéologique de la Révolution française, et qui voyaient dans la république radicale-socialiste de nos voisins le prototype et le modèle de leurs réalisations hypothétiques, sentissent leur fortune liée à celle de la France. Sous son nom, c'étaient eux-mêmes qu'ils défendaient et qu'ils exaltaient... A ceux-là, la guerre européenne, avant même qu'elle fût déclarée, apparut naturellement sous l'angle visuel français, — comme un nouveau duel franco-prussien, multiplié par l'Europe : un nouvel épisode de l'éternel conflit entre la Civilisation et la Barbarie, entre le Bien et le Mal, entre la Lumière et les Ténèbres, entre le Marduk et le Tiamàt du mythe babylonien, un conflit jugé *a priori*. Ils voulurent la neutralité italienne, non point parce que les nécessités historiques de l'Italie le voulaient ainsi, — ils ne les connaissaient pas plus qu'ils n'en avaient souci, — mais parce que l'idée de combattre contre « notre chère France de Quatre-vingt-neuf » leur apparaissait comme une monstruosité et comme un parricide. Ils ont voulu l'intervention de l'Italie, non point parce que les nécessités dynamiques de notre avenir l'exigeaient, — mais parce qu'il fallait à tout prix recouvrer la parfaite moralité et le souverain Bien de l'alliance française, parce que, surtout, il fallait, à n'importe quel prix, sauver la France, non seulement la France, comme synonyme de la Civilisation, de la Liberté, de la Justice, du Progrès, mais purement et simplement en tant que France, c'est-à-dire comme leur patrie honoraire. »

Et l'irascible adversaire concluait ainsi son réquisitoire : « Aujourd'hui, s'ils demandent encore quelque chose, c'est une plus vaste action de l'Italie, au sens français, belge ou serbe du mot, et jamais au sens italien. Pour eux, l'Italie se confond et s'annule dans la Quadruplice, si bien qu'une victoire sur le front français ou sur le front italien leur semble « parfaitement équivalente. » ... Et ils nous reprochent, à nous, de parler, en ce moment, à nos alliés de France, le nécessaire langage de la nécessaire sincérité, grâce à laquelle seulement notre soli-

darité peut être durable. Eh bien ! ce sont eux, précisément, qui, par leur silence italien et leur soumission française, ont tout fait pour déprécier notre guerre et notre droit aux yeux de nos Alliés et pour affermir les Français dans leur équivoque originelle, dans leur conviction sommaire que toute la guerre de la Quadruplice n'est pas autre chose que la guerre française multipliée par quatre. Ce sont eux, finalement, qui perpétuent de la sorte l'incompréhension française, laquelle peut être, aujourd'hui, également pernicieuse pour les deux nations... »

Cette diatribe, que j'ai tenu à citer tout au long, malgré ce qu'elle a d'évidemment injuste et de passionné, cette diatribe nous touche d'assez près, pour que nous accordions aux revendications des nationalistes italiens une attention, que réclameraient déjà leur talent et l'originalité de leurs théories.

Des amis me disent : « Mais ces nationalistes ne représentent qu'une fraction infime de l'opinion. C'est un parti tout récent, qui s'est déjà disqualifié par ses excentricités et ses intempérances de langage, et qui n'a d'ailleurs aucune influence. » — Tel n'est pas précisément mon avis. J'ai pu constater que leurs idées, même violemment combattues, finissent par influencer leurs adversaires et qu'elles s'infiltrent peu à peu jusque dans les programmes gouvernementaux. D'ailleurs, eux-mêmes se font gloire de leur impopularité : ils se vantent de leur petit nombre, tant ils sont assurés d'être une élite, et tant ils ont de confiance dans la solidité comme dans l'avenir de leurs principes. Leur organe, l'*Idea nazionale*, est peut-être, de tous les journaux d'Italie, le plus intéressant à lire, le plus nourri de faits et d'idées. Ce sont des logiciens et des disputeurs intrépides, très cultivés, très munis d'érudition, de science historique, économique et sociale. Ils se piquent surtout d'être les meilleurs interprètes de l'âme et des aspirations nationales : en quoi ils me paraissent un peu sujets à caution. Au début de la guerre, en raisonneurs conséquens avec leurs principes, n'ont-ils pas réclamé que l'Italie marchât avec ses Alliés de la Triplice ? C'était se méprendre complètement sur le sentiment populaire : il est vrai qu'ils le distinguent du sentiment national. Mais le peuple n'en est pas moins la nation, et que faire sans lui ? De sorte que ces logiciens admirables rappellent, à de certains égards, ce fameux chien de chasse, qui détenait toutes les qualités requises chez un animal de ce genre, mais qui n'avait pas de nez.

Ces restrictions faites, si nous voulons bien comprendre leur attitude vis-à-vis de la France, il me paraît indispensable, auparavant, de dire quelques mots de leurs théories. Ces théories, j'ai eu la bonne fortune de me les entendre exposer et commenter par l'un d'eux, qui est un écrivain politique de premier ordre, — Enrico Corradini. Nous étions voisins, à Rome, à l'*Hôtel d'Angleterre*, vieux logis qui garde toujours un reflet de son antique splendeur, ayant vu passer dans ses murs tant d'illustrations, depuis le Pape Pie IX et Dom Pedro, roi de Portugal et des Algarves, jusqu'à Ferdinand Brunetière, pèlerin et conférencier. Et si je songe à Brunetière, ici, c'est surtout parce que Corradini me le rappelait de façon frappante par son éloquence abrupte, sa dialectique, son intransigeance âpre et passionnée. Nous nous retrouvions, comme en terrain neutre, dans la chambre de Jules Destrée, l'éminent député de Charleroi, et il était assez plaisant de voir ce socialiste s'interposer, en conciliateur, entre nos deux impérialismes.

D'abord, le nationalisme italien se différencie essentiellement du nôtre, dès son point de départ : il se défend de toute attache avec le passé, ce qui se comprend sans peine, l'Italie n'ayant point, comme nous, de tradition monarchique. Il n'est l'esclave d'aucun parti politique. Il se vante de les dominer tous. Et il se moque également du régionalisme, cher à Charles Maurras, qui est d'ailleurs très admiré de ces théoriciens. Essentiellement, et dans l'intérêt exclusif de la nation, les nationalistes italiens sont des étatistes. Peu leur importe la forme du gouvernement, pourvu que l'État soit très fort. Ils acceptent d'être monarchistes, si la monarchie veut bien obéir à ce qu'ils appellent « les nécessités dynamiques de l'Italie » et travailler uniquement à la grandeur de la nation : « Ou le nationalisme, dit Corradini, a une âme étatiste, ou il n'en a aucune. Proclamons que l'État libéral, l'État démocratique, l'État social, sont des dégénérescences de l'État. Celui-ci peut donner la liberté, accueillir la démocratie, réaliser même le socialisme; mais, en tant qu'il est État, il ne peut être qu'un État qui ne tolère pas de qualificatif, hormis un seul : celui de *national.* »

Ceci posé, ce que Corradini et ses amis nous reprochent le plus, à nous autres Français, c'est de ne pas comprendre assez que l'Italie, à son tour, est devenue une nation, — et une nation qui a les plus grandes ambitions nationales. Ils nous reprochent

aussi de trop ignorer le développement intérieur de l'Italie contemporaine : en quoi ils sont d'accord avec tous les Italiens. Et, si nous nous plaignons des excès de leur impérialisme, ils nous rétorquent que nous sommes nous-mêmes, et sans le savoir, des impérialistes impénitens. Comment et en quoi? Un autre nationaliste, Francesco Coppola, va nous l'expliquer : « La France, dit-il, constituée, organisée et développée dans son unité matérielle, politique et spirituelle, a été, pendant huit siècles, la première nation de l'Europe... Une histoire comme la sienne éduque inévitablement, dans un peuple, un sentiment hyperbolique et égocentrique de sa propre supériorité. Les Français se sont accoutumés peu à peu à considérer la France, non seulement comme la nation privilégiée, non seulement comme la Nation par excellence, mais comme un univers clos, parfait et indépendant en soi. A l'exemple des anciens Hellènes, ils ont fini naturellement par diviser le monde en deux moitiés, la France et la non-France, c'est-à-dire, d'une part, une humanité accomplie et parfaite, digne de toute étude et de tout amour, et, de l'autre, une humanité hybride, pâle copie de la première et cataloguée en deux grandes catégories : « francophile » et « antifrançaise, » d'ailleurs entièrement dépourvue d'intérêt. Et ainsi, uniquement occupés à cultiver, à fouiller, à creuser le sol de leur propre patrie, les Français en sont arrivés à ne plus regarder que rarement et distraitement par-dessus leurs frontières, plutôt pour chercher à l'étranger un repos intellectuel, des jouissances d'esthètes, des émotions exotiques, qu'une connaissance vraie, sérieuse, *intéressée* des nations étrangères, qui, en fin de compte, n'en valaient pas la peine. De sorte que jamais peuple n'a eu à la fois une plus grande conscience mondiale abstraite et une plus pauvre conscience mondiale concrète... »

C'est ce que, pour ma part, j'essaie de démontrer, depuis bientôt vingt ans, à mes compatriotes. Faut-il en conclure que les Italiens nous ignorent autant qu'ils nous reprochent de les ignorer? En tout cas, le récent livre de Jacques Bainville (1), dont un chapitre important a paru ici même, a pu prouver à leurs nationalistes les plus susceptibles que non seulement, en France, on connaît, mais qu'on favorise fraternellement toutes les aspirations légitimes de l'Italie.

(1) *La Guerre et l'Italie*, Paris, 1916; Arthème Fayard, éditeur.

Mais il ne leur suffit pas d'une reconnaissance platonique et sommaire; ils tiennent à préciser, comme ils disent, « les nécessités historiques » et « les nécessités dynamiques » de leur pays. Ils veulent en amorcer dès maintenant la réalisation. Ils revendiquent l'hégémonie dans l'Adriatique et la liberté d'expansion dans la Méditerranée orientale. Ils nous somment de choisir entre eux et les Grecs et aussi les Slaves balkaniques. Qu'on ne vienne pas leur parler d'un jugo-slavisme, ou d'un panhellénisme ridicules! Ils réclament le Dodécanèse, la région d'Adana, peut-être Smyrne et l'Asie Mineure. Que ne réclament-ils point? La *vastità romana*, l'immensité romaine, est leur idéal.

Hâtons-nous d'ajouter que, ces « droits italiens » une fois affirmés comme imprescriptibles, ils se déclarent résolument et sans restriction nos alliés. Ils préconisent même une alliance durable, qui devra subsister après la guerre, tant qu'elle sera compatible avec l'intérêt de l'Italie. Pour le moment, ils font appel à toutes les énergies belliqueuses de la nation ; ils exigent une action militaire de plus en plus étendue et de plus en plus intense. Ils réprouvent toute hésitation et toute arrière-pensée. Personne ne flagelle plus impitoyablement, dans les milieux politiques ou administratifs, les négligences, les faiblesses et les compromissions. Quoi qu'on en puisse penser, il est certain que ce petit groupe, très remuant et très actif, a une conscience extraordinairement aiguë des ressources actuelles et des destinées futures de la jeune Italie : secrètement, ces farouches patriotes ont des complices dans la nation entière, dont ils flattent les appétits d'expansion et de conquête. Peut-être seulement sont-ils un peu trop pressés. Dans leur ardent désir de grandeur nationale, ils suppriment en imagination les obstacles, les lacunes et les insuffisances du moment, et ils traversent au vol les espaces qui les séparent encore de l'avenir.

*
* *

C'est de quoi ils sont blâmés par leurs intimes adversaires, les libéraux, les gens de juste milieu. Ceux-ci dénoncent la mégalomanie des nationalistes. Ils s'irritent contre un zèle trop bouillant, qui risque de tout compromettre avant l'heure.

Pour eux, ils sont beaucoup moins affirmatifs, beaucoup moins tranchans et aussi beaucoup moins embrassans dans

leurs revendications. Ils admettent qu'il convient de faire sa part à la Serbie et même à la Grèce, et ils prévoient toutes les difficultés que rencontrerait l'italianisation complète de la Dalmatie. Mais il n'y en a pas un qui ne pose en principe que l'Italie doit avoir la maîtrise de l'Adriatique. Pour tous les Italiens, c'est là un dogme intangible. Cependant l'Autriche, leur plus dangereuse rivale, est toujours debout. Si ridicule que puisse paraître un panhellénisme actuellement réduit à l'impuissance, il n'en est pas moins aussi tenace, aussi intraitable et démesuré dans ses ambitions que le nationalisme italien. Enfin la Serbie, même vaincue, cherche naturellement à se refaire, à assurer ses conditions d'existence, lesquelles exigent un débouché maritime. Que de difficultés encore! Il faut bien en tenir compte. D'autre part, en Orient et dans la Méditerranée orientale, quelle va être, au lendemain de la guerre, l'attitude de la Russie, supposée victorieuse, et même celle de l'Angleterre? Les modérés italiens se préoccupent de tout cela. Les « nécessités historiques et dynamiques » de leur pays restent toujours présentes à leur esprit, mais elles reculent au second plan devant les nécessités actuelles. Avant de se partager la peau de l'ours, il faut l'abattre. L'Italie ne peut pas se flatter d'en venir à bout toute seule, par une guerre qui ne serait que « sa guerre. » Le concours de tous les Alliés contre l'ennemi commun lui est indispensable. Avec la France, particulièrement, l'union s'impose.

Non seulement, ils en demeurent d'accord, mais ils sont les premiers à réclamer une coopération toujours plus intime et plus amicale des deux pays. Seulement, là encore, ils ont la claire vision des difficultés de la tâche, ils sentent qu'il y faudra beaucoup de temps, et aussi beaucoup de tact, beaucoup de persévérance et une extraordinaire bonne volonté de part et d'autre. L'un d'eux me citait des articles de M. Maggiorino Ferraris parus dans la *Nuova Antologia*, au lendemain de l'intervention italienne, et où l'auteur préconisait, entre la France et l'Italie, « la coopération militaire non seulement pour le matériel de guerre, mais pour l'unité d'action sur les champs de bataille, — la coopération diplomatique vis-à-vis des États restés neutres jusqu'ici, — la coopération économique entre les Alliés, pour faire face aux énormes dépenses de la guerre, pour en réparer promptement les conséquences désastreuses, pour

assurer la prospérité des pays qui, ensemble, auront conquis la victoire. » Et il me disait : « Tout cela est juste, au fond, tout cela est excellent. Mais n'allons pas si vite en besogne ! Ne demandons pas ce que personne ne peut nous donner et que nous devrons conquérir par les armes, si nous voulons l'avoir. Commençons par de simples accords diplomatiques et financiers sur des points précis ! Par exemple, pour raffermir notre confiance réciproque, pour écarter tout malentendu, tout sujet de conflit dans l'avenir, pourquoi la France se refuserait-elle à faire ce que proposait récemment M. Gabriel Hanotaux, dans un article du *Figaro*, — ce qu'elle a fait, en 1914, avec l'Angleterre, — une convention délimitant notre zone d'influence en Méditerranée, dans le Levant et en Afrique?... Voilà pour l'avenir ! Pour le présent, la question du fret, celle du change monétaire, celle de la taxe des charbons sont, pour nous, des questions vitales, qu'il faut résoudre au plus vite et au mieux de notre intérêt, qui, dans l'occurrence, est l'intérêt commun. Après cela, au lendemain de la paix, nous aurons beaucoup à faire, pour accorder notre activité économique avec la vôtre. Songez que l'Italie est un pays agricole, comme la France, donc sa concurrente. Jusqu'ici, pour les produits de notre sol, l'Allemagne a été notre principale cliente. Il va falloir détourner notre exportation vers l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, peut-être les pays scandinaves. Pour cela, nous devrons passer par la France : un abaissement des tarifs douaniers, des communications moins coûteuses et plus rapides, surtout pour les primeurs et les denrées périssables, vont être nécessaires... Autre question non moins délicate : notre immigration ouvrière se dirigeait, pour une notable part, vers l'Allemagne. A présent, elle devra se rabattre sur votre pays, d'autant plus qu'il faudra combler, après la guerre, les vides de votre main-d'œuvre. Dans ces conditions, il me paraît difficile, pour vous, d'éluder un remaniement de votre législation du travail. Nos ouvriers, soutenus par nos syndicats socialistes, voudront être traités sur le même pied que les vôtres : égalité des droits, égalité des salaires : tout cela ne sera pas commode et ne se fera pas du jour au lendemain !... »

Évidemment, voilà bien des réserves. Les plus belles protestations sentimentales ne les supprimeront point. Mais, si réels que soient les obstacles, la volonté d'en triompher est

aussi ferme chez nos voisins que chez nous. En ce qui concerne les libéraux italiens, nous en avons une première preuve dans leurs sympathies très chaleureuses pour la France : rien de plus naturel, étant donnée leur orientation politique. Ce sont aussi des sympathies raisonnées, qui se fondent sur l'estime et même sur l'admiration. Ils proclament que, de toutes les nations belligérantes, la nôtre est la plus durement éprouvée, celle qui supporte le poids le plus lourd. Ils calculent que nos pertes en hommes, tout en étant beaucoup moins élevées que celles de l'ennemi, sont encore très considérables par rapport au chiffre de notre population, et que nos dépenses de guerre sont les plus fortes. En outre, ils constatent que nos plus riches provinces ont été dévastées ou envahies. Mais ils ont confiance dans notre avenir. Ils disent bien haut que notre attitude depuis la guerre nous a valu, dans le monde entier, un immense accroissement de prestige moral. Ils espèrent, après la paix, un relèvement de notre natalité et, par ailleurs, — Dieu les entende ! — une diminution de l'indiscipline syndicaliste et du parasitisme socialiste, en d'autres termes une réforme des mœurs et de la morale publique (1). Enfin, ils estiment que, lors des règlemens de comptes, nous aurons droit à des compensations proportionnées à l'étendue de nos sacrifices.

A l'égard de la guerre elle-même, n'oublions pas qu'ils la soutiennent avec non moins de zèle que les nationalistes. Ils ont été des premiers à comprendre que l'indépendance politique de l'Italie exigeait son entrée en lice à côté des Alliés. Le plus important organe libéral, le *Corriere della Sera*, fut, pendant des mois, l'ardent propagateur du mouvement interventionniste, — et cela sans jactance, sans emballement, mais avec fermeté, décision, intelligence très nette des nécessités du moment, comme des problèmes de l'avenir.

*
* *

On peut affirmer que ces sentimens représentent ceux de la nation tout entière. Tels sont du moins ceux de la très grande majorité. Quand on s'est bien convaincu de cette unanimité de l'ensemble, on n'attache plus qu'une très médiocre importance

(1) Cf., dans *La Vita italiana* du 15 avril 1916, un magistral article du professeur Maffeo Pantaleoni : *Problemi italiani dopo la guerra.*

aux partis dissidens, qui voudraient retenir ou arrêter l'Italie dans la voie où elle s'est engagée.

Parmi ces groupes qui font bande à part, celui des socialistes se montre le plus irréductible dans sa résistance et son parti pris d'obstruction. Mais entendons-nous bien : il ne s'agit ici que des socialistes *officiels*, comme ils s'intitulent en Italie, c'est-à-dire des socialistes selon la formule allemande, des orthodoxes de l'Internationale. Il est cependant hors de doute que leur propagande et leur organisation ont fait, chez nos voisins, des progrès considérables. Il faut s'en affliger pour eux comme pour nous. Les progrès du socialisme sont une grande cause de faiblesse nationale. Après nos désastres de 1870, Renan écrivait, avec une singulière perspicacité, que la principale raison de l'affaiblissement de la France, *comme de l'Angleterre*, c'est que les questions sociales y avaient pris le pas sur les questions nationales. Et, en logicien impitoyable, il prophétisait que les nations socialistes, énervées et désarmées par l'unique souci du bien-être matériel, étaient destinées à devenir la proie de l'Allemagne. Heureusement que nous nous sommes ressaisis à temps et nos socialistes avec nous. Quant à leurs coreligionnaires d'Italie, si nous devons juger leur attitude scandaleusement contraire aux intérêts de leur pays, avouons du moins qu'elle est conforme à leurs principes. Théoriquement, ils sont hostiles à la guerre, à celle-ci comme à toutes les autres. Et ils font remarquer que le cas de légitime défense ne peut pas être invoqué pour l'Italie, attendu qu'elle n'a pas été provoquée, ou du moins attaquée ouvertement.

Dès les origines du conflit européen, ils ont réédité leurs lieux communs et leurs habituelles déclamations pacifistes. Ils ont eu le courage d'imprimer que, pour un prolétaire, il est indifférent d'être italien, chinois, ou allemand. Bien plus, tandis qu'une minorité socialiste, même après l'invasion de la Belgique et de la France, après Reims et Louvain, continuait à se laisser éblouir par le prestige germanique, les polémistes du parti se livraient à une campagne de dénigrement et d'insinuations perfides contre nous et nos Alliés : « Je veux espérer, écrit Guglielmo Ferrero, que les influences allemandes ont été entièrement étrangères à la campagne acharnée et venimeuse faite par le journal officiel du parti socialiste, pour démontrer que tous les belligérans devaient être également exécrés, que la

France et l'Angleterre combattaient pour des intérêts capitalistes et des appétits de conquête, aussi bien que l'Allemagne. » A la Chambre, le 20 mai de l'année dernière, lors de la déclaration de guerre à l'Autriche, M. Turati, personnalité éminente du socialisme officiel, refusa de voter la loi accordant pleins pouvoirs au gouvernement pour toute la durée de la campagne. Le surlendemain 22, la direction du parti socialiste italien publiait un manifeste, adressé aux prolétaires du pays, qui se terminait par ces mots : « A bas la guerre! Vive l'Internationale! »

Cependant, il est juste de reconnaître d'abord que la majorité des officiels n'a pas cessé de manifester ses sympathies pour l'Entente, et ensuite que leurs chefs, se retranchant dans un abstentionnisme paradoxal, n'ont rien fait pour entraver la mobilisation : pas d'excitation à la grève générale, au sabotage des voies ferrées et des munitions! Beaucoup même, touchés par la mobilisation générale, acceptent d'accomplir strictement leur devoir militaire, mais sans enthousiasme et avec de perpétuelles restrictions de conscience. On les sent gênés dans leur attitude d'emprunt, tiraillés entre le souci de rester fidèles à leurs principes et la nécessité de suivre le mouvement national. J'avais demandé un entretien à l'un d'eux, maire d'une grande localité industrielle. Bien qu'il eût endossé l'uniforme, je le savais toujours en fonctions. Il se déroba par une lettre un peu sèche, où il était dit, en substance, qu'étant soldat, la discipline lui interdisait d'avoir aucune opinion sur l'actuel « imbroglio » de la situation politique internationale, mais que cela ne l'empêchait point de « souhaiter chaleureusement une pleine victoire aux armes de l'Entente, pour le Droit et la Liberté des nations. » C'était se tirer spirituellement d'embarras. Toutefois, j'avais de la peine à concilier la bénédiction finale avec les réticences du début.

Aujourd'hui même, alors que l'Italie s'engage de plus en plus dans la lutte, cette hostilité plus ou moins latente contre l'intervention ne semble point avoir faibli. En certaines villes, on m'assure que des municipalités socialistes s'abstiennent de participer à des œuvres de guerre, même lorsqu'elles sont purement de bienfaisance et d'assistance publique. Elles refusent de recevoir les parlementaires des pays alliés, même démocrates, s'ils viennent prêcher la résistance aux Empires centraux. Les

populations, d'abord un peu déconcertées, en ont pris lestement leur parti : elles laissent bouder leurs élus. Néanmoins, ceux-ci ne restent pas inactifs dans leur isolement. Avant tout préoccupés de sauver leur situation parlementaire, ils songent dès maintenant à exploiter les mécontentemens que les maux inévitables de la guerre auront pu provoquer dans les campagnes, plus cruellement éprouvées que les villes. Ils se préparent une plate-forme électorale des plus commodes. Cependant, au milieu de ces petits manèges, leur conscience ne semble pas en repos. J'ai pu m'entretenir quelques instans avec un de leurs grands chefs. Je l'ai trouvé désemparé, angoissé, perplexe, vieilli et comme dépassé par les événemens. Par une sorte d'automatisme verbal, il continuait à réclamer la paix, — la paix à n'importe quel prix, — à développer les thèmes archaïques du cléricalisme et de la réaction : l'Italie, à l'en croire, serait encore enfoncée dans le Moyen Age. Allait-elle interrompre l'œuvre à peine commencée de son affranchissement? Enfin, l'Europe, saignée aux quatre veines, allait-elle se suicider au profit de l'Amérique et du Japon ? Il me disait encore :

— On nous a trompés ! On nous assurait que l'intervention italienne devait mettre fin à cette abominable guerre, qu'elle entraînerait celle d'autres pays neutres et qu'ainsi tout serait bientôt terminé. Mais personne n'a bougé et les massacres s'éternisent !...

Que répondre à ces jérémiades, sinon que, si par hasard elles étaient écoutées, elles n'aboutiraient qu'à paralyser la défense nationale, et ainsi à faire le jeu du militarisme et du féodalisme prussiens, à renforcer tout ce « Moyen Age, » que, par une singulière perversion visuelle, on veut bien voir en Italie, alors qu'on néglige de le voir en Allemagne? Le jugement le plus modéré que l'on puisse formuler sur une telle attitude, c'est que, au lendemain de la guerre, les socialistes officiels auront de terribles comptes à rendre devant l'opinion, ne fût-ce que pour leur abstention théorique, dans une guerre où l'indépendance de leur pays était engagée.

*
* *

Il n'en est pas de même pour les catholiques, bien qu'au premier abord et pour un observateur superficiel leur ligne de conduite offre une certaine analogie avec celle des socialistes

orthodoxes. Évidemment, ils éprouvent un peu d'embarras à mettre d'accord leurs actes d'aujourd'hui et leurs principes de toujours. Au fond, ils craignent de se compromettre politiquement, de trop pencher du côté des Alliés, de la France en particulier. Et pourtant, ils combattent ouvertement dans les rangs de l'Alliance, ils ne discutent pas sur le principe de l'intervention. Dès que le gouvernement la décida, ils s'inclinèrent devant sa décision avec une louable unanimité patriotique. Si leurs mouvemens ne sont pas absolument contradictoires, il faut avouer aussi qu'ils ne s'harmonisent pas très bien entre eux. Ils ont l'air de faire, ici, deux pas en avant, pour faire, ailleurs, deux pas en arrière. Ces marches et ces contremarches excitent les plaisanteries des socialistes officiels, qui s'en vont répétant que les catholiques sont « favorablement contraires à la guerre. » Et ainsi ils donnent à entendre que leurs adversaires sont en réalité avec eux.

Ce n'est là qu'un argument de presse ou de réunion publique. A y regarder de près, les positions des deux groupes sont très différentes. Mais, tout de suite, dans la catégorie qui nous occupe, il sied d'établir des distinctions et de bien préciser de quels catholiques il s'agit. Il va sans dire que la grande masse de la nation italienne est catholique, non pas seulement, comme chez nous, parce que la majorité de la population se range nominalement sous cette étiquette, mais parce qu'elle pratique sa religion, tout en étant très libérale et très tolérante, ou que, sans la pratiquer au sens rigoureux du mot, elle s'en montre très respectueuse et qu'elle y reste profondément attachée. Sans doute, elle se défend de tout cléricalisme, mais elle ne souffre pas qu'on porte atteinte aux traditions religieuses du pays. Est-il besoin de rappeler que, pour cette raison, une loi sur le divorce n'a jamais pu être promulguée en Italie? Bien plus : un projet de loi sur « la précédence obligatoire du mariage civil, » qui, pourtant, ne blesse point les principes fondamentaux du catholicisme, a rencontré la même obstruction et pour les mêmes motifs confessionnels. Je me souviens, à ce sujet, d'une conversation déjà ancienne avec un magistrat italien, un président de tribunal civil. Comme il m'avait parlé très librement, ne se privant pas de critiquer, avec beaucoup de verve, certains abus ecclésiastiques, ridiculisant certains travers de telle façon que je pouvais prendre le change sur ses sentimens, il me dit tout

à coup, d'un ton très sérieux, avec un accent de conviction profonde :

— Ne vous y trompez pas : je suis un homme de foi !

Or, tous ces hommes de foi, plus ou moins fervens, ou plus ou moins tièdes, ces catholiques pratiquans ou simplement attachés à la religion de leurs pères, toute cette grande masse italienne est, de cœur, avec nous contre le Tédesque. Non seulement leurs fils se battent, à l'heure qu'il est, sur le front du Trentin, contre l'ennemi héréditaire, mais ils répudient toute compromission avec les principes de la culture allemande.

Il ne s'agit donc pas, ici, du catholicisme italien proprement dit, mais d'un parti politique, à la vérité considérable, des catholiques organisés et militans. Encore, dans le clergé lui-même, convient-il de signaler un grand nombre de dissidences. Beaucoup de prêtres, qui sont des journalistes et des publicistes très distingués, comme l'abbé Vercesi, ou comme l'auteur de *La Germania alla conquista dell' Italia*, l'abbé Giovanni Preziosi, comptent parmi nos amis les plus chauds et les adversaires les plus déterminés du germanisme sous toutes ses formes. Jusque dans les antichambres des archevêques et des cardinaux, j'ai été accueilli joyeusement par de jeunes vicaires, qui m'ont témoigné une francophilie aussi cordiale que démonstrative. Mais le fait est que tous ne leur ressemblent pas. Et toutefois, même en le reconnaissant, gardons-nous de rien exagérer. Ces catholiques italiens ont beau juger sévèrement la politique antireligieuse de notre gouvernement, ils conservent une très vive sympathie intellectuelle pour la France prise en bloc, la France historique, comme ils disent : ils savent trop les services qu'elle a rendus à l'Église. Et, de même que les catholiques espagnols, ils confessent, non sans admiration, que leur pays n'aurait pas supporté comme le nôtre les conséquences désastreuses de la loi de Séparation. Néanmoins, il est hors de doute aussi que nous ne sentons point, chez eux, l'élan spontané de leurs autres compatriotes, et que, d'eux à nous, en dehors des articles de croyance, la communion des idées et des sentimens n'est pas aussi complète qu'ailleurs.

Ce sont des gens calmes, prudens, méthodiques, qui se piquent avant tout d'esprit positif, et que, malgré leurs protestations amicales, je persiste à trouver un peu froids. L'art de tourner sa langue sept fois dans sa bouche a été porté par eux

à un haut degré de perfection. Ils ont des silences lourds de blâme, ou inquiétans comme une nuée chargée de grêle et de frimas. Je ne pouvais m'empêcher de le leur dire : ce manque de chaleur étonne chez les disciples d'une religion fondée sur l'amour et la charité; cette défiance à l'égard des idées généreuses, ce souci prédominant des « réalités » ne laissent pas que de surprendre chez les serviteurs de Celui qui a dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde, » et qui a poussé jusqu'à la négation de ce monde transitoire l'affirmation de son Royaume idéal.

Mais je me hâte d'ajouter que, par leur supériorité intellectuelle, ils se placent immédiatement à la tête des partis politiques italiens. Avec les nationalistes, ce sont les plus cultivés, les plus originaux, les plus munis d'idées et les plus intéressans parmi ceux qui aspirent à diriger l'opinion. Les entretiens, que j'ai pu avoir avec quelques-uns d'entre eux, m'ont laissé une impression ineffaçable. C'est à la fois un charme et un grand profit que de les écouter. Ils discutent avec une abondance, une précision, une souplesse et un art admirables. Je songe, en écrivant ces lignes, à Ernesto Calligari, l'éloquent directeur du *Cittadino* de Gènes, ou encore et surtout à Filippo Crispolti, une des personnalités les plus en vue du parti catholique, et qui, en maintes circonstances, a été le porte-voix autorisé du Vatican. Ce gentilhomme est non seulement un écrivain de race, qui joint à une extrême acuité d'esprit critique un sentiment très large de la nature et des grandes sources du lyrisme, mais un conférencier et un orateur qui domine de haut son auditoire. Nul ne m'a mieux expliqué et justifié l'attitude des catholiques italiens dans le conflit actuel. Tout ce que j'avais lu, observé ou entendu ailleurs prenait, à la clarté de ses commentaires, une signification nouvelle et moins paradoxale.

Il est certain qu'au début de la guerre, — en Italie autant qu'en Espagne, — il existait dans les milieux catholiques des préjugés très forts contre la France. La rupture de nos relations diplomatiques avec le Saint-Siège et notre loi de Séparation y avaient produit de tenaces ressentimens. L'hostilité non dissimulée de certains partis politiques français contre le catholicisme ne faisait qu'exaspérer ces rancunes. Et il faut bien le dire, ces rancunes des catholiques trouvaient un écho non seu-

lement chez les libéraux italiens, mais même chez les démo crates et dans la grande majorité de la nation. J'ai entendu un ministre anticlérical réprouver, dans les termes les plus courtois, mais les plus catégoriques, le mauvais esprit qui anime nos sectaires. Des libres penseurs, comme le professeur Maffeo Pantaleoni, des Israélites comme Luigi Luzzatti, ont protesté devant moi contre leur intolérance. Quand donc nous déciderons-nous à renoncer à ce sectarisme borné, dont le pire inconvénient est de décourager les amitiés de nos voisins et de compromettre partout la vieille réputation libérale de la France ?

On comprend que, sous l'influence de ces griefs religieux, les catholiques italiens aient hésité d'abord à faire cause commune avec un gouvernement qu'ils considéraient comme leur pire ennemi. Ils ont craint aussi de travailler pour leur ennemi intérieur. La franc-maçonnerie italienne ayant été une des plus énergiques ouvrières de l'intervention, ils ne voulaient pas favoriser son jeu, se rendre en quelque sorte ses complices inconsciens. C'est pourquoi ils ont prêché la neutralité, mais sous cette réserve, toutefois, que, si le gouvernement estimait l'intervention nécessaire, ils ne lui marchanderaient pas leur concours. Il faut reconnaître qu'ils ont tenu loyalement leur parole. Mais, s'ils ont accepté la guerre avec une bonne volonté unanime, certains avec une belle ardeur patriotique, il est évident aussi qu'ils conservent encore, non pas précisément des arrière-pensées, mais des appréhensions, des préoccupations d'avenir. Comme les socialistes, ils ne dissimulent point leur souci de ménager l'électeur de demain. Sans doute, les populations des campagnes font preuve d'un magnifique esprit de sacrifice, mais n'est-il pas expédient de leur prouver qu'on a tout mis en œuvre pour leur épargner les privations, les deuils et les ruines de la guerre ? D'autre part, en tant que catholiques, ils se demandent s'il est bien conforme aux principes d'une religion qui s'affirme universelle, de diviser la catholicité en deux moitiés irréconciliables? Ils s'inquiètent encore des problèmes sociaux, qui vont se poser au lendemain de la paix, et dont le plus important, à leurs yeux, est celui du désarmement. Pour l'obtenir, disent-ils, l'initiative des gouvernemens ne suffira pas : une pression intérieure très forte de l'opinion sera indispensable. Dans ces conditions, on aura besoin de l'appui

non seulement des catholiques, mais aussi des socialistes allemands. N'est-il pas imprudent de se les aliéner d'une façon définitive et irrémédiable ?

Cet état d'esprit nous permet de saisir les raisons intimes de certaines réserves, et, pour tout dire, de certaine attitude défensive, qui, chez les catholiques italiens, déçoit et attriste un Français. Tout récemment, des personnes bien intentionnées conçurent le projet d'un rapprochement plus intime entre les catholiques des deux nations. Quoique ce projet d'union ne fût pas dirigé explicitement contre l'Allemagne, les circonstances actuelles lui donnaient forcément cette signification. On pouvait espérer néanmoins qu'il serait accueilli d'enthousiasme en Italie. En effet, des adhésions nombreuses ont déjà encouragé ce mouvement. Mais des gens bien placés pour sonder les dispositions des dirigeans m'assurent qu'il n'a aucune chance d'aboutir, et pour une raison bien simple, me disent-ils : « C'est qu'une ligue de ce genre est inutile. S'agit-il d'affirmer une même foi et de défendre d'identiques intérêts spirituels? Mais cette ligue existe déjà dans le monde entier : c'est le catholicisme lui-même, qui n'est pas autre chose qu'une « Internationale sacrée. » S'agit-il d'affirmer, entre Italiens et Français, un même idéal politique et de défendre d'identiques intérêts matériels? Mais cette alliance est réalisée, puisque l'Italie est l'alliée de la France. » Ce raisonnement géométrique ne manque pas d'élégance. Il n'y a qu'un malheur, c'est qu'à travers toutes ces subtilités transparaît trop évidemment le désir de ménager l'Allemagne, — et cela, pense-t-on, pour le plus grand bien de cette « Internationale sacrée » qu'est le catholicisme. Dernièrement encore, les catholiques militans, après avoir soutenu les nationalistes dans les luttes électorales et pactisé ouvertement avec eux, jugèrent à propos de les désavouer et, si j'ose dire, de les débarquer avec fracas. Un article de l'*Osservatore romano* les anathématisa, sous prétexte qu'ils « ont substitué à la lutte des classes la lutte entre les peuples, montrant clairement qu'entre les aspirations du socialisme et celles du nationalisme, il n'y a, en substance, qu'une diversité de limites et de proportions dans les tendances, également antisociales. » Voilà qui est clair! Cependant, ces tendances des nationalistes étaient connues de longue date. Ils n'ont jamais fait mystère de leurs doctrines. Au contraire, on

ne peut que leur reprocher la violence, à dessein hyperbolique, de leur propagande. Alors, faut-il soupçonner que la vraie raison de ce débarquement, c'est leur campagne nettement anti-allemande et interventionniste ?

Quoi qu'il en soit, nous devons constater que cette fraction militante des catholiques italiens a vaillamment rempli tout son devoir national, elle aussi, depuis la déclaration de guerre. Les grandes familles du « monde noir » ont leurs fils aux armées, comme les autres. Tandis que les socialistes boudent et se tiennent à l'écart, les catholiques se montrent et prennent part à toutes les manifestations patriotiques. Les princesses romaines se multiplient dans les ouvroirs et dans les hôpitaux. Les prêtres militarisés arborent fièrement les insignes de leurs grades. Avec les étoiles d'argent au collet de leurs soutanes, ils s'en vont rejoindre leur poste sur le front des Alpes ou sur les cuirassés de l'Adriatique. Le seul regret qu'on puisse exprimer, c'est que, peut-être, ils n'aient pas suffisamment confiance dans la force et dans les ressources, comme dans la grandeur de leur pays. Mais la victoire, j'en suis sûr, leur donnera l'élan qui leur manque encore et dissipera tout le vague à l'âme qui voile la pureté de leurs intentions.

*
* *

Il faut distinguer ces catholiques d'un petit monde à part, très isolé et très fermé, séparé du reste de la nation par des tendances et par des traditions séculaires, cependant très mêlé, puisqu'il est cosmopolite ou international, à la fois clérical et laïque, et que nous appellerons, si l'on veut, le « monde romain. » Justement parce qu'il est très contaminé d'élémens étrangers, le sentiment national italien ne peut pas y être très vif. Et, parce que nos ennemis y sont largement représentés, parce qu'il s'y trouve des Allemands, des Bavarois, des Autrichiens, comment s'étonner que les sympathies y soient assez rares pour la France et pour ses alliés ? De même que dans les autres milieux cosmopolites, soumis à toutes espèces d'influences plus ou moins occultes et souvent contradictoires, une opinion générale y est difficile à former. En tout cas, elle ne saurait y prendre la fermeté qu'elle a dans les milieux nationaux. Sous l'afflux quotidien des fausses nouvelles et des commérages venus de tous les coins du monde, la vérité est lente à s'y faire

jour. En outre, l'habitude de discuter le pour et le contre, de peser lentement et avec défiance les témoignages les plus divers, finit par y engendrer une sorte de sophistique diamétralement opposée au but initial, qui est la distinction exacte et circonspecte du vrai. Enfin, tant d'intérêts divergens, tant de passions hostiles et acharnées les unes contre les autres s'y entre-choquent en une mêlée continuelle, qu'on préfère les considérer en spectateurs amusés plutôt que de prendre parti entre les combattans. A tout le moins, on ne se presse pas d'intervenir et de se prononcer. Et, peu à peu, à force de temporiser, on en arrive au dilettantisme de l'inaction, et, parce qu'on se déclare étourdis par les criailleries incohérentes des adversaires, on se laisse aller à un scepticisme commode. On devient indifférens à tout ce qui n'est pas article de foi, et, comme me le disait un saint religieux, on perd, dans les choses humaines, la notion du bien et du mal.

L'intrigue germanique augmente encore ce désarroi des consciences. Tout est mis en œuvre : les flatteries, les promesses, les dons, « invincibles appâts ! » Qu'on se rappelle seulement la mission officieuse du prince de Bülow, et, pendant les mois qui ont précédé la déclaration de guerre italienne, quel lieu de délices et d'enchantemens était devenue la villa Malta. Aujourd'hui encore, l'indiscrète pression continue, si elle ne redouble pas d'intensité. A ces efforts obstinés de la propagande allemande, nous autres Français nous n'avons rien opposé jusqu'ici que de platoniques protestations. Nous nous plaignons que la vérité soit lente à pénétrer dans cet étrange pays. On m'assure qu'on ne demande qu'à nous y écouter. Le fait est que nous n'ouvrons pas la bouche, du moins officiellement. Nous n'avons même pas d'ambassadeur, non seulement pour défendre notre cause auprès du Souverain Pontife, mais pour arrêter, dans ces milieux mondains et cléricaux, l'avalanche de calomnies que nos ennemis ne cessent de précipiter contre nous. Seul, un personnage officiel pourrait organiser cette lutte de tous les instans contre le mensonge, par la diffusion méthodique des nouvelles et des idées, qui peuvent accroître en notre faveur la confiance et la sympathie. Et qu'on ne dise point que l'intérêt est médiocre pour nous! La Rome catholique est un centre cosmopolite en relation avec le monde entier. Non seulement une foule d'étrangers viennent s'y faire

une opinion, mais, par son magistère spirituel et moral, elle donne un mot d'ordre, qui est obéi par des millions de vivans. Cela vaut qu'on y réfléchisse. Si l'intérêt n'était pas considérable pour elle, comment s'expliquer que l'Allemagne, nation en grande majorité protestante, et d'ailleurs si positive et si pratique, remue terre et ciel pour conquérir l'amitié des milieux romains? Aussi, les Allemands y tiennent-ils le haut du pavé; ils y parlent en personnages consciens de leur force et de leur importance, tandis que la France y est humiliée. C'est cela qui nous attriste le plus, nous catholiques français, ne fût-ce que dans nos sentimens de patriotes, — cette diminution du prestige de la France aux yeux du catholicisme mondial. Courageusement, nos évêques essaient bien d'élever la voix. Mais la France n'est pas derrière eux. Tout est là. On les reçoit avec défiance et comme à regret, on les expédie comme des importuns. Sans défenseurs autorisés, ils sont obligés de souscrire à tout, de se résigner à la condition défavorable qui leur est faite. L'Allemagne, en cela, nous offre un exemple utile à méditer. Elle ne souffre pas que ses nationaux, quels qu'ils soient et à quelque confession qu'ils appartiennent, aient à baisser la tête n'importe où. Que ce soit à la cour du Pape, ou à celle du Mikado, un Français doit pouvoir parler librement et fièrement, comme il sied, quand on est le fils d'une telle patrie.

Je sais bien que les erreurs de notre politique antireligieuse sont, en grande partie, la cause de cette situation si préjudiciable à nos intérêts. Là, plus qu'ailleurs, on a gardé un long ressentiment de notre loi de Séparation, comme de notre loi sur les associations, avec leurs conséquences lamentables pour l'Église de France : la confiscation des biens et des établissemens ecclésiastiques, l'expulsion des Congrégations, la fermeture des écoles et d'une foule d'édifices destinés au culte ou à la bienfaisance. Je ne puis que répéter ici ce que j'ai déjà écrit dans mon enquête sur l'Espagne. Nos gouvernans, avec une intrépide ignorance du monde extérieur, ont pratiqué une politique de vase clos. Ils ne se sont pas demandé, avant de consommer la rupture avec l'Église, si ces procédés agressifs ne risquaient point de provoquer au dehors des répercussions fâcheuses et, pour commencer, s'ils n'allaient point nous mettre à dos la majorité de nos voisins. Il est certain qu'à Rome ces procédés nous ont été particulièrement funestes et qu'ils nous

y ont suscité des inimitiés très violentes et très agissantes. Dans tous les milieux conservateurs, ou même modérés, — et non pas seulement dans les milieux cléricaux, — on en vient à redouter notre esprit révolutionnaire. On s'y habitue à considérer la France comme un foyer d'anarchie, non pas seulement intellectuelle, mais politique et sociale. L'Allemagne, au contraire, apparaît comme la personnification de l'ordre et de la discipline. Par là, surtout, on essaie de justifier la suspicion et l'hostilité qu'on nous témoigne. Mais ces esprits timorés, qui nous font si rudement notre procès, ne semblent point s'inquiéter de savoir si le germanisme sous toutes ses formes ne constitue pas, pour la foi catholique, un pire danger que la libre-pensée française, et si l'attitude du protestantisme allemand à l'égard du catholicisme sera encore demain, après la victoire qu'ils supposent, ce qu'elle est aujourd'hui, en pleine incertitude de l'avenir. Et puis enfin, quand on se vante d'être catholique, il ne faudrait pas abuser de cet argument de l'ordre et de la discipline imposés par des gouvernemens à poigne. Pour des conducteurs d'âmes surtout, quel aveu d'impuissance! On a donc bien peu de confiance dans ses vertus apostoliques, puisqu'on fait appel au despote et au soudard pour évangéliser les peuples? On se sent donc incapables de faire régner l'ordre dans les âmes, puisqu'on attache un si haut prix à l'ordre extérieur, garanti par la potence, le canon et les baïonnettes?...

Mais, en dépit de toutes les prudences même plausibles, de toutes les rancunes même légitimes, il y a une question de morale, à laquelle des catholiques, quels qu'ils soient, ne peuvent rester indifférens. On a beau se flatter d'être avant tout des diplomates et des politiques, on n'en est pas moins d'une Église, dont la principale mission est d'être, sur cette terre, la vivante incarnation de la vérité et de la justice. Elle est aussi le refuge des âmes libres. Sa religion est une religion de liberté, qui a commencé par revendiquer contre César les droits de la conscience individuelle. Des Chrétiens vont-ils s'efforcer de lui ôter ce haut caractère, en essayant de la solidariser avec des Empires de proie et de tyrannie, pour qui la religion n'est qu'un moyen plus sûr et plus efficace d'enrégimenter les peuples? Enfin, une nation a inauguré dans le monde une guerre ignoble, qui est la négation de tout le progrès moral réalisé par dix-huit siècles de christianisme. Elle a fait litière

du droit des gens et du droit de la guerre, tels que les avait établis l'enseignement des Pères et des Docteurs de l'Église. Elle a multiplié les atrocités sans excuse et les dévastations inutiles. Ces mêmes Chrétiens vont-ils absoudre la nation qui s'est rendue coupable de ces crimes ? N'auront-ils pas pour ses victimes, en attendant l'heure des justes réparations, au moins une parole de réconfort et de charité? Toutes les arguties du monde n'y feront rien. L'opprobre d'une complicité honteuse pèsera sur eux. Jusqu'au jour du Jugement, la conscience universelle protestera que la Guerre allemande a été un monstrueux attentat contre toutes les lois divines et humaines...

*
* *

Au-dessus de ces controverses, de ces disputes et de ces intrigues, plane la personnalité mystérieuse du Pape.

Une bonne moitié de la planète s'évertue à deviner, ou à conjecturer ses sentimens. On voudrait bien savoir ses préférences intimes. De pieuses gens nous assurent que, dans le secret de son cœur, il est tout avec nous. Et c'est là une consolation, dont nous sentons le prix. Mais, au fond, peu nous importent les pensées secrètes de Giacopo della Chiesa. Ce qui nous intéresse avant tout, c'est ce que pense le Père commun des fidèles, et, — justement parce qu'il est le Père commun des fidèles, — il n'en peut rien manifester.

Et pourtant, on ne se résigne point à ne pas savoir. A Rome surtout, le sujet des sympathies pontificales défraie toutes les conversations. A force d'en avoir les oreilles rebattues, certains finissent par s'en impatienter. Un prélat, homme d'esprit, nous disait, un jour : « De grâce! laissez le Pape tranquille ! Il n'est plus un souverain temporel ! Alors, pourquoi voulez-vous le faire descendre dans la mêlée? Pourquoi le sommer de prendre parti entre les belligérans? D'abord, personne ne lui a demandé son avis. Et si, par hasard, on le lui demandait, il est trop évident que la plus élémentaire prudence lui conseillerait de ne rien dire... Non, non, que le Saint-Père se tienne en repos dans son Vatican! Laissez-le travailler en paix au bien des âmes et conduire son troupeau d'une houlette légère et paternelle! » Évidemment, beaucoup de gens embarrassés seraient tentés d'arranger ainsi les choses. Mais ce n'est là qu'une boutade, une

façon élégante de couper court à des bavardages de salon. Les choses ne sont pas si simples dans la réalité. On a beau faire et beau dire, nous ne pouvons pas laisser le Pape tranquille. Nous avons besoin de lui. Même chez nous, ceux qui répugnent le plus à engager, avec lui, l'entretien, seront forcés de l'aller chercher dans son Vatican. Au jour des règlemens de comptes, nous ne pouvons pas nous passer de son concours, si nous voulons résoudre, sans trop de désavantage, certaines questions de politique extérieure et, par exemple, la question toujours pendante du Protectorat français en Orient. Si nous y renoncions, ce ne pourrait être qu'au détriment de nos intérêts. Nous y perdrions toute une clientèle plusieurs fois séculaire, qui ne demande qu'à se rattacher plus étroitement à notre pays, peut-être même la possibilité de nouvelles acquisitions territoriales, en tout cas notre prestige de grande Puissance protectrice aux yeux du monde musulman. Mais, d'une façon générale, — bien que sa mission ait un caractère avant tout spirituel, — le Pontife romain est toujours obligé d'intervenir en faveur des intérêts matériels de l'Église, lesquels dépendent, en grande partie, des nations belligérantes. Alors commencent, pour lui, d'inextricables, de torturantes difficultés. Essayons plutôt de nous en rendre compte!

Que les circonstances actuelles, encore si troubles, si indécises, lui imposent une extrême réserve, c'est ce que tout le monde admettra. Ses préférences personnelles doivent rester, pour l'instant, impénétrables. En attendant, il ne peut qu'accorder aux victimes de cette horrible lutte des paroles de compassion et d'amour, s'interposer, s'il se peut, pour diminuer l'atrocité des méthodes de guerre, pour adoucir le sort des prisonniers et des blessés. Nous savons qu'il s'en occupe avec un zèle inlassable. Ce grand devoir accompli, peut-il aller au delà?

Après beaucoup de Français, j'ai pu franchir, moi aussi, le seuil des appartemens pontificaux. Le Saint-Père a bien voulu m'accueillir avec la plus flatteuse et la plus cordiale bonté. L'impression dominante que j'ai rapportée de cet entretien, c'est celle de l'angoisse perpétuelle où vit ce pasteur d'hommes. On sent qu'il assiste muet à un conflit terrible, où non seulement les intérêts matériels, mais les principes essentiels du christianisme sont engagés; — et qu'il se désespère, et qu'il souffre

cruellement de ne pouvoir agir selon son cœur et selon les vues de sa haute sagesse. Il doit attendre en silence le moment où son intervention ne risquera pas de produire une recrudescence de haines et d'horreurs, et peut-être des déchiremens irréparables.

Vraiment, quand on approche de cet homme, que son ministère met si haut au-dessus des passions et des rivalités nationales, il faut se dépouiller de ses sentimens individuels. J'en avais l'intuition particulièrement lucide, en montant les escaliers du Vatican, en traversant ces antichambres, où se pressent des visiteurs et des solliciteurs, venus de tous les pays du monde, pour apporter là leurs doléances, leurs récriminations, voire leurs conseils, et qui, tous, se disputent avec âpreté l'audience et la bienveillance pontificales. Et puis, quand on est arrivé tout en haut, dans la galerie aérienne qui précède le cabinet des Papes, quel coup d'œil sur les siècles et sur les plus sombres tragédies de l'histoire! On comprend que celui qui habite un tel logis ne puisse considérer les choses sous l'angle habituel de notre vision. Rome est là tout entière sous ses pieds, avec ses ruines, avec les stigmates partout reconnaissables des catastrophes et des dévastations qu'elle a subies. Là-haut, par la porte Salaria, se sont rués les Goths d'Alaric; ici, derrière les palais de Michel-Ange, ils ont arraché les tuiles d'or du Capitole; plus bas, les Vandales de Genséric ont brisé les derniers marbres du Forum; par cette brèche ont pénétré les reîtres de Charles-Quint; et, par cette autre porte, bien des Papes ont pris le chemin de l'exil. Du haut de son Vatican, la Papauté domine ce grand champ de bataille. Elle en a tant vu! Elle a dû passer par tant d'épreuves et de vicissitudes! Rien ne saurait plus la surprendre. Elle sait trop de quoi est capable la férocité humaine. C'est pourquoi, si douloureuse que soit cette heure, le spectacle toujours offert d'un tel passé atténue peut-être, chez celui qui résume en soi une si vieille tradition, les horreurs trop vives du présent. Avec cette longue patience, dont l'Église a le secret, il guette la minute opportune pour intervenir. Il se fait violence jusqu'au moment où il lui sera permis d'agir pour le plus grand bien de tous.

Quel sera son rôle, au jour de la paix? On en discute dès maintenant, comme on discute son attitude actuelle. On se livre, à ce sujet, à toute espèce de commentaires, d'hypothèses et

d'insinuations tendancieuses. Je ne me flatte pas d'être plus perspicace ni mieux renseigné que les autres. Je n'ai reçu aucunes confidences. Mais j'ai pu m'entretenir, à ce sujet, avec un personnage; — il me dispensera de le nommer, — qui fut un ami d'enfance de Benoît XV et qui, aujourd'hui encore, est un de ses familiers. Si je me permets de répéter ce qu'il m'a dit, c'est que peut-être il le souhaitait; que lui-même a déjà publié des considérations de ce genre, dans la presse catholique italienne, et qu'enfin les intentions qu'il prête au Saint-Père sont tout à l'honneur de celui-ci et ne peuvent que lui ramener, dans notre pays surtout, les esprits soupçonneux ou prévenus.

— Oui, me disait-il, le Pape se réserve! Peut-être qu'aujourd'hui il ne peut pas faire grand bien, mais je suis sûr que, demain, il en peut faire et qu'il en fera beaucoup. Nul n'est plus désigné que lui pour offrir ses bons offices. Souverain sans royaume, ses ambitions personnelles ne peuvent porter ombrage à personne. L'important est qu'aucune des Puissances intéressées ne proteste contre son admission. Au fond, un accord sur cette question est moins difficile à réaliser qu'on ne le redoute. L'opinion italienne pressentie ne s'y montre point hostile (1), même dans les milieux à tendances démocratiques et nettement anticléricales, mais sous certaines réserves qu'il faudra bien accepter. Les autres Puissances n'ont aucune raison de ne pas suivre l'exemple de l'Italie, sauf peut-être la France. Se montrera-t-elle plus irréconciliable que les propres adversaires du pouvoir temporel?... Notez d'ailleurs que cette intervention diplomatique est déjà commencée. Ne fût-ce que pour les échanges de prisonniers et de grands blessés, le Souverain Pontife ne cesse de négocier avec toutes les chancelleries européennes. Quand viendra l'heure de la paix, il est qualifié comme personne pour s'interposer entre les belligérans, puisque, grâce à sa réserve, il n'aura d'ennemis nulle part : ce jour-là, des indemnités de guerre, des réparations de dommages matériels, des restitutions de territoires devront être envisagées. Le Saint-Père voudrait s'employer à faciliter tout cela. Si des régions restent encore envahies, il voudrait en obtenir l'évacuation, sans nouvelles effusions de sang. Mais, quoi qu'il obtienne, on peut être sûr d'avance que son arbitrage s'inspirera de la

(1) Cf. *Nuova Antologia*, 1er avril 1916 : « Comè è in quali limité il Papa può essere ammesso al congresso della pace, » par Eugenio Valli.

plus stricte impartialité et du plus haut esprit de justice...

Il faut avouer que, si Benoît XV réussit à réaliser ce généreux programme, il s'acquerra des droits à la reconnaissance de tous les pays et qu'il aura rendu à la Papauté un incomparable prestige. En ce qui nous concerne, nous autres Français, l'essentiel, pour l'instant, c'est que les sympathies du Saint-Père à l'égard de la France ne sont pas douteuses; c'est qu'il manifeste le plus grand désir de s'entendre avec elle; et qu'enfin les directions pontificales ne sont pas en contradiction avec le patriotisme italien, et qu'elles ne contrarient point, chez nos voisins, le superbe effort de la défense nationale.

*
* *

Ainsi, de quelque côté qu'on ausculte l'opinion italienne, on ne perçoit aucun motif d'inquiétude. A l'exception des socialistes officiels, les partis les plus puissans, ou les plus jeunes et les plus riches d'avenir sont bien résolus à poursuivre la lutte. Les autres s'associent de leur mieux à l'entraînement général, et, si, parfois, leur prudence pouvait nous paraître exagérée, leur dévouement absolu à l'intérêt de la patrie suffirait pour nous rassurer. Mais toutes ces nuances se fondent et s'harmonisent dans le sentiment populaire. On ne saurait trop le répéter : le peuple italien tout entier est avec nous.

Le dernier soir que je passai à Rome, je méditais sur les impressions diverses, souvent incohérentes de mon voyage. Et à mesure que j'évoquais les visages, que je me rappelais les voix entendues, je sentais toutes les dissonances s'affaiblir et s'accorder enfin en un concert unanime. C'était par un soir très doux du printemps. Je voulais saluer une dernière fois le Capitole, contempler encore les palais orangés découpant leurs nobles silhouettes sur l'azur velouté du ciel romain. La rampe majestueuse de l'Ara-Cœli était encombrée d'uniformes : culottes grises à liséré jaune de l'infanterie, chéchias écarlates des bersagliers, éclatans comme de rouges coquelicots. Autour de la statue équestre de Marc-Aurèle, la main tendue en un geste d'apaisement, de protection et de bonté, des troupiers assis par terre fumaient leurs pipes, commentaient les lettres arrivées du pays, causaient de la femme et des enfans laissés au foyer. D'un pas rapide, des ouvriers, rentrant du travail, traversaient la place. Tout était calme et joyeux. Malgré la présence insolite

de tant de soldats, l'image de la guerre semblait bien lointaine. Personne ne paraissait y songer. Soudain une voiture découverte passa. Flanquée de sa gouvernante, une petite princesse de la famille royale, très jolie et très sage, faisait sa promenade. On la reconnut. Des hommes se levèrent. Un mouvement de foule se porta vers elle. Les têtes se découvrirent, tandis que l'enfant, d'un petit geste de la main, répondait avec une grâce déjà souveraine. Elle disparut très vite.

Ce ne fut qu'un remous imperceptible, une minute d'agitation dans la béatitude de la flânerie. Déjà les bersagliers s'étaient rassis sous la statue du débonnaire Empereur, les femmes et les bambins s'accoudaient de nouveau à la balustrade de l'escalier, s'amusant à regarder, dans leurs cages, les deux animaux symboliques du Capitole : l'Aigle et la Louve. Un peu plus bas, des étrangers arrêtés devant la stèle de marbre, où sont gravées les strophes lyriques de Carducci, déchiffraient la fameuse invocation à la Rome antique :

. . . . . .
Et toi, de la Colline fatale, à travers le silencieux
Forum, tu tends tes bras marmoréens
A ta Fille libératrice,
Montrant les colonnes et les arcs de triomphe,
Les arcs de triomphe qui attendent de nouvelles victoires
Non plus de Rois, non plus de Césars,
Et non plus de chaînes attachant
Des bras humains sur des chars d'ivoire,
Mais le triomphe, ô Peuple d'Italie,
Sur l'Age noir, sur l'Age barbare,
Sur les Monstres, — par lequel, avec une sereine
Justice, tu affranchiras les nations.
O Italie, ô Rome, ce jour-là, dans l'air tranquille,
Le ciel tonnera sur le Forum, et des cantiques
De gloire, de gloire, de gloire
Courront dans l'azur infini.

Certes, parmi les soldats qui étaient là, nul ne se souciait de la stèle de marbre, aucun peut-être ne comprenait les vers de Carducci. Aucun de ceux qui devisaient tranquillement sous la statue de bronze ne voyait dans ce pacifique Imperator le vainqueur de l'énorme Germanie. Et les femmes arrêtées devant les deux bêtes de proie, suivant d'un œil curieux les évolutions de la Louve dans sa cage ou les sautillemens de l'Aigle sur son

perchoir, ne devinaient que confusément leur caractère d'animaux sacrés. Mais je suis sûr que, dans tous les cœurs, l'appel à la gloire, lancé par le poète, avait des résonances profondes. Ils sont trop nombreux, trop vigoureux, trop environnés d'enfans, trop gonflés de jeune sève, pour n'avoir pas un frénétique appétit d'expansion et de conquête. Déjà ils se sont répandus sur tous les chemins du monde, en quête du pain et de l'or des nations. Demain, ils voudront davantage. Or, ces conquérans ont la haine des Monstres et des Barbares. Dans la lutte contre « l'Age noir, » ils savent qu'ils ont tout près d'eux des alliés et des frères d'armes. Ils se tournent vers nous avec confiance, avec l'infaillible pressentiment que nos destinées sont communes et que le partage des périls n'est que le prélude d'un autre partage plus intime...

Le soir tombait dans un ciel limpide, sans un nuage. Et, devant ce crépuscule, annonciateur d'une journée radieuse, où se dressait la magnificence des édifices couronnés de statues, je sentais non seulement resplendir dans la conscience italienne les affirmations fraternelles du présent, mais se lever les promesses de l'avenir, — l'idée de plus en plus impérieuse et précise de l'alliance définitive et de l'unité latine.

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

LA CORRESPONDANCE DE M. THIERS

PENDANT LA GUERRE DE 1870-1871 (1)

LETTRES INÉDITES DE THIERS, JULES FAVRE, DUC DE BROGLIE, MIGNET, ETC.

Nous poursuivons le choix de documens que nous puisons dans la correspondance de M. Thiers : les lettres que nous donnons dans cette seconde partie vont jusqu'au moment où l'Assemblée nationale, réunie à Bordeaux, ayant accepté les préliminaires de la paix, décide de se transporter à Versailles, — début de mars 1871.

Après la capitulation de Bazaine à Metz et pendant que le gouvernement de la Défense nationale fait des efforts, hélas ! infructueux, pour venir au secours de Paris assiégé, la capitale tente, également en vain, de se dégager, par des sorties, de l'étreinte des Allemands. MM. Duvergier de Hauranne et Mignet écrivent à M. Thiers pour lui faire part des sentimens des populations au milieu desquelles ils se trouvent : l'un, à l'arrière, signale le trouble des esprits, le doute, le manque d'union; l'autre, à Paris, avec les combattans, dit son admiration pour la constance, la fermeté d'âme des Parisiens devant le bombardement, commencé le 5 janvier 1871, et qu'il décrit.

M. Duvergier de Hauranne à M. Thiers.

Herry (Cher), 1er janvier 1871.

Mon cher ami,

Depuis votre voyage à Versailles, je me suis abstenu de vous écrire, d'abord parce que je craignais que ma lettre ne tombât dans d'autres mains que les vôtres, ensuite parce que mon esprit était dans une telle confusion que je n'aurais su que vous dire. D'un côté, je désirais une Assemblée ; de l'autre, j'en

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin.

voyais les inconvéniens et surtout les difficultés, l'armistice étant rejeté. Mais aujourd'hui, les événemens prennent une telle tournure, et le gouvernement paraît s'engager sur une pente si fâcheuse, que mes irrésolutions sont fixées. Nous ne devons pas nous le dissimuler, malgré la résistance héroïque de Paris et quelques succès partiels, la guerre à outrance est odieuse à la France et de toutes parts on aspire à la paix. Le passage tout récent de l'armée de Bourbaki m'en a donné la preuve. On peut dire dans les journaux et dans les réunions publiques que cette armée est pleine d'enthousiasme et d'élan ; cela n'est plus vrai. Il en était tout autrement, il y a un mois, lors du mouvement combiné de Paris et de l'armée de la Loire. Alors, en effet, il y avait beaucoup d'entrain et d'espoir. Depuis que la grande sortie de Paris a avorté et que l'armée de la Loire a battu en retraite, le découragement est partout, et, à moins d'un grand succès qui relève les âmes, l'élan ne renaîtra pas. Il est d'ailleurs évident qu'en envoyant l'armée de Bourbaki dans la Bourgogne et peut-être plus loin, on ne lui fait pas prendre le chemin de Paris. Compte-t-on, pour venir en aide à Trochu, sur Chanzy et Faidherbe? C'est possible, et je n'en sais rien. Mais il me paraît bien difficile que Chanzy et Faidherbe, éprouvés comme ils l'ont été, puissent percer les lignes prussiennes et arriver à temps.

Dans cette situation, il n'appartient, ce me semble, qu'à une Assemblée librement élue de dégager le gouvernement des engagemens un peu imprudens qu'il a pris, et de faire les sacrifices nécessaires. Ce n'est certes pas par formalisme parlementaire que je désire une Assemblée. Si le gouvernement, tel qu'il est constitué, voulait et pouvait faire la paix, j'aimerais autant qu'il en prît la responsabilité. Mais il est dominé, d'une part, par les paroles qu'il a prononcées, de l'autre, par les extravagances du *Siècle* et consorts, et jamais il n'osera revenir sur son programme. Donc il faut venir à son aide. C'est là, je le sais, votre avis depuis longtemps; c'est celui de Rémusat, celui de Sénard, celui de tous les hommes qui voient les choses de sang-froid et qui ont quelque prévoyance. Après y avoir bien pensé dans ma triste solitude, je m'y range entièrement...

Croyez à ma vieille et sincère amitié.

DUVERGIER.

M. Mignet au même.

Paris, mardi 10 janvier 1871.

Mon cher ami,

J'ai été bien heureux d'apprendre hier soir que vous étiez tous bien de santé, et à Bordeaux. Cette bonne nouvelle m'est arrivée par la dépêche du 27 décembre qu'a apportée le dernier pigeon parti de Tours avec des nouvelles rassurantes sur les armées de province. La confiance de Paris s'en est accrue. La victoire de Faidherbe à Bapaume, l'habileté de Chanzy et le bon état de son armée, la jonction vers l'Est de Bourbaki et de ses trois corps avec les troupes des généraux Bressoles, Cremer, etc., donnent des espérances que confirme le bombardement, jusqu'ici différé et maintenant précipité de Paris par les Prussiens qui, selon toute apparence, sentent que leur position peut être compromise. Le bombardement est de la dernière violence. Ne comptant plus avoir Paris par la faim, les Prussiens croient s'en rendre maîtres par la terreur. Ils se trompent. Il n'y a aucun effroi et aucun trouble dans Paris, et un surcroît d'indignation. Ils ont bombardé sans prévenir, après avoir tiré pendant cinq jours, du 30 décembre au 4 janvier, sur les forts de Nogent, de Noisy, de Rosny, sans y faire beaucoup de mal, quoiqu'ils aient, du Raincy à Noisy-le-Grand, des batteries formidables armées de canons Krupp. Ils ont commencé à tirer de Châtillon et de Clamart avec des batteries semblables depuis le 5 janvier, jour et nuit, sur les forts du Sud et sur la ville de la rive gauche. Ils ont tiré avec continuité et avec rage, la nuit surtout, pour produire plus d'effet et plus d'épouvante, moins encore sur les forts d'Issy, de Vanves, de Montrouge et sur les remparts que sur la ville. Leurs obus, d'une dimension effroyable, sont tombés partout. Ils ont atteint les hôpitaux comme les maisons, les monumens publics comme les boutiques des rues. Ils en ont dirigé contre les ambulances du Luxembourg, l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, l'hôpital civil de la Pitié, celui des Enfans, le Panthéon, l'église Saint-Étienne du Mont, le Jardin des Plantes. Des blessés, des malades, des enfans ont été tués. Leurs projectiles sont arrivés jusqu'à la rue des Saints-Pères, la rue Saint-André des Arts, près de la rue Dauphine, le boulevard Saint-Michel, la rue Mouffetard. Ils ont animé la

population et ne l'ont point consternée. Beaucoup de personnes cependant quittent les quartiers les plus menacés et se retirent dans les quartiers de la rive droite de la Seine qui sont à l'abri de toute atteinte. Le vôtre ne peut en aucun cas être exposé. Je suis souvent place Saint-Georges pour voir si tout y est en règle...

On a trouvé des vivres en un peu plus grande quantité qu'on ne croyait en avoir. Il n'en faudrait pas moins que les armées de secours vinssent promptement de province pour aider à délivrer Paris. Les troupes qui sont ici soit de la ligne, soit de la mobile, soit de la garde nationale mobilisée, sont animées des plus valeureuses dispositions et coopéreraient puissamment à cette délivrance.

Adieu, cher ami, je t'embrasse de tout mon cœur. Au revoir, bientôt, j'espère.

MIGNET.

L'Assemblée nationale est élue le 8 février. Les partisans de la paix ont pris pour vedette le nom de M. Thiers, qui a été nommé dans vingt-six départemens. Dès la première séance de l'Assemblée, le 12 février, le gouvernement de la Défense nationale remet sa démission collective.

Le 17 février, l'Assemblée nomme M. Thiers chef du pouvoir exécutif; et le 19 M. Thiers annonce la constitution de son ministère composé de MM. Jules Favre aux Affaires étrangères, E. Picard à l'Intérieur, général Le Flô à la Guerre, Dufaure à la Justice; un peu plus tard, M. Pouyer-Quertier sera désigné pour les Finances. A peine élu, M. Thiers se rend à Versailles afin de négocier avec M. de Bismarck les préliminaires de la paix. Ces préliminaires signés le 26 février, M. Thiers rentre à Bordeaux pour les faire accepter de l'Assemblée nationale, laissant Jules Favre à Paris. Jules Favre rend compte à M. Thiers de l'état inquiétant de la capitale en raison de la fermentation des esprits causée par la signature des préliminaires.

M. Jules Favre au même.

Paris, le 28 février 1871.

Mon bien cher Président,

Vous m'avez fait hier, sans le vouloir, certainement, un gros chagrin. Je ne voulais pas vous laisser partir sans vous serrer la main. Craignant de vous gêner au milieu des amis qui vous entouraient, je vous avais prié, et vous m'aviez promis de me faire prévenir. Je comprends que les préoccupations du départ vous l'aient fait oublier; j'en ai été peiné, mon affection

pour vous est trop sincère pour se passer de ces menus détails toujours précieux au cœur, surtout aux heures où les consolations sont si rares.

Je pense que votre voyage se sera effectué heureusement et qu'en arrivant ce matin, vous aurez trouvé le terrain bien préparé. J'insiste sur la nécessité de finir vite. Je vous en ai télégraphié. C'est dans une lettre adressée à M. de Rothschild que le juif Schroeder [banquier allemand] a écrit que les Prussiens avaient un médiocre goût pour leur entrée dans Paris et qu'ils y renonceraient, si la ratification arrivait ce soir. Je n'ai pas cru devoir vous laisser ignorer ce détail, bien que, d'après vos plans, cette ouverture ne puisse aboutir. Il y aurait peut-être quelque inconvénient à ce qu'un traité de cette nature fût voté avec précipitation, et cependant, à quoi bon le discuter? chacun a son opinion faite et depuis longtemps et profondément enracinée et les phrases n'y changeront rien! Elles mettront à nu nos plaies, provoqueront peut-être des récriminations et des colères. Le silence serait la vraie dignité. Si vous avez l'autorité nécessaire à le faire comprendre, vous aurez ajouté un nouveau service à tous ceux que vous avez rendus au pays, et vous aurez délivré Paris d'une angoisse et d'un danger qui nous causent toujours une vive inquiétude.

En effet, comme je vous le disais dans mon télégramme, l'agitation continue et se traduit par des symptômes d'une certaine gravité. Hier, depuis la place de l'Hôtel-de-Ville jusqu'à Ménilmontant, ont eu lieu des promenades désordonnées de gardes nationaux en armes. Des soldats, des marins et surtout des gardes mobiles de la Seine se sont joints à ces manifestations qui ont duré une partie de la nuit; des canons ont été traînés triomphalement, des magasins d'armes pillés, ce qu'il y a de plus fâcheux, des cartouches enlevées. On aurait remonté de grosses pièces sur le rempart, ce qui est la violation de l'armistice. J'ai insisté auprès de M. le général Vinoy pour que ces faits fussent réprimés, ainsi que l'invasion de la gare du Nord par cinq bataillons qui arrêtent les trains. Mais le général n'a dans la main que sa troupe régulière qu'il ne veut pas éparpiller. La Garde nationale est absolument désorganisée, et les bataillons qui se livrent à ces désordres n'obéissent plus qu'à un Comité qu'on peut appeler insurrectionnel. Vous voyez que la situation est loin d'être commode et qu'il y a un grand intérêt à la dénouer.

Je crains qu'elle ne s'aggrave pendant l'occupation prussienne : les agitateurs trouveront plus d'excitation parmi leurs dupes et moins de facilité de répression de la part de l'autorité. Faites donc tout ce qu'il vous sera possible pour nous délivrer dans le plus bref délai, car, dans l'état des choses, je ne puis répondre de rien et chaque minute peut amener un épisode menaçant...

Je vous envoie, mon bien cher Président, l'expression de mes plus tendres respects...

JULES FAVRE.

Le duc de Broglie a été envoyé à Londres comme ambassadeur, notamment pour assister aux travaux de la Conférence européenne réunie à la demande de la Russie afin de reviser l'article du traité de 1856 qui interdit au gouvernement du Tsar d'entretenir une flotte de guerre dans la Mer-Noire. La lettre suivante qu'écrit M. de Broglie à M. Thiers parle d'un curieux projet d'alliance financière entre la France et l'Angleterre proposé à Londres à propos du paiement des 5 milliards, et de l'idée qu'a eue Jules Favre, — idée plus juridique que politique, — de saisir la Conférence d'une protestation contre les conditions de paix imposées par la Prusse.

Le duc de Broglie, ambassadeur de France à Londres, au même.

Londres, 2 mars 1871.

Cher monsieur Thiers.

Je vous prie, en grâce, de jeter les yeux sur les dernières feuilles de la dépêche que j'écris aujourd'hui à M. Jules Favre et qui contient certaines expressions un peu énigmatiques.

Pour vous, et *pour vous seul*, voici ce que je veux dire, et sur quoi j'attends avec une certaine impatience vos instructions directes.

Comme je l'explique dans la dépêche, les exigences financières de la Prusse ont causé et causent encore ici un véritable scandale. Le public anglais est touché au vif. Il sent parfaitement que c'est lui qui, bon gré mal gré, paiera les cinq milliards ou du moins le plus gros morceau de cet énorme butin. L'appel de capital et de numéraire que nous serions obligés de faire sur tous les marchés du monde et sur celui-ci en particulier (qui est le principal), l'inquiète prodigieusement. La pensée que ce capital, dont les travaux interrompus de la paix attendaient si impatiemment le retour, va leur être soustrait pour aller s'enfouir dans le trésor d'une armée encore conqué-

rante, l'irrite et l'indigne. L'incertitude sur les mesures que nous allons prendre pour faire face à cette charge monstrueuse tient tout en suspens. La Cité est comme une fourmilière où la Prusse a mis le pied.

Dans cette agitation, une pensée s'est produite dès le premier jour et m'a été suggérée par des personnes qui avaient des raisons pour ne pas parler à la légère. Cette pensée, c'est que non seulement les capitalistes anglais, mais le gouvernement lui-même pourrait peut-être se décider à nous venir en aide pour acquitter une partie de ce lourd tribut, en appuyant notre crédit sur le sien. La première fois que cette idée a été émise devant moi, elle m'a paru si étrange, si contraire aux habitudes du gouvernement anglais, que je l'ai rejetée presque sans examen, quoiqu'elle émanât assez directement du voisinage d'un membre du Cabinet. Mais depuis lors, elle m'est revenue par tant de portes différentes, que j'ai dû ouvrir l'oreille. J'ai dû sommer clairement un des intermédiaires qui venait m'entretenir, de s'expliquer sur ce qu'il entendait par cette alliance du crédit des deux gouvernemens. La personne en question, qui occupe un emploi élevé dans l'administration, m'a alors dévoilé un plan à peu près complet qu'elle donnait (bien entendu) comme son œuvre personnelle et qui m'a paru trop soigneusement élaboré pour ne pas provenir de quelque source plus haute. D'après ce plan, le gouvernement anglais emprunterait lui-même une partie de la somme destinée à notre premier paiement, 20 millions de livres sterling, par exemple (500 millions de francs) et nous la prêterait immédiatement aux mêmes conditions où il l'aurait obtenue. Il n'y aurait pas de garantie proprement dite, puisque les deux opérations seraient séparées. Mais la garantie morale consisterait dans le témoignage de confiance donné par le gouvernement anglais, qui mettrait ainsi notre engagement au même niveau que le sien propre.

On m'a demandé si je trouverais bon qu'on entretînt M. Gladstone de cette ébauche d'alliance financière. J'ai répondu que je n'y voyais aucun inconvénient, pourvu qu'il fût bien entendu que je n'y étais pour rien, que je n'en savais pas le premier mot et que vous en saviez encore moins que moi. J'en suis là.

Mais entre nous, je serais bien surpris si M. Gladstone avait

besoin d'être averti. Vous connaissez le premier ministre, singulier mélange d'esprit pratique et d'imagination ardente et qui joint des entraînemens d'artiste à toute l'habileté d'un grand financier. Je sais, à n'en pas douter, qu'il a été de ceux qui ont le plus vivement ressenti l'injurieuse exigence de M. de Bismarck. C'est son influence, jusque là si froide en notre faveur, qui a entraîné le Cabinet à faire *in extremis* une démarche, à la vérité assez insignifiante et venue trop tard, pour nous aider à obtenir la réduction d'un milliard. Le lendemain de ce jour-là, qui était aussi le lendemain de mon arrivée, il m'a fait dîner chez lui avec plusieurs de ses collègues qui avaient évidemment partagé son indignation. Bref, il n'a rien négligé pour me témoigner, si j'ose me servir de cette expression étrange, toute sa sympathie, sinon politique, au moins financière. Je ne puis m'empêcher de croire que mon interlocuteur d'hier s'était muni de son autorisation avant de me parler. Je n'ose rien affirmer cependant, ayant encore si peu d'expérience du terrain, et puis M. Gladstone est très mobile, et ce qu'il a voulu hier, il pourrait ne plus le vouloir demain.

A tout hasard, j'achève ma conversation pour que vous sachiez tout et ayez devant vous tous les élémens de votre décision. Avant de me quitter, le porteur de paroles m'a fait, d'un air assez indifférent, quelques questions, ce que tout le monde d'ailleurs m'adresse, sur les mesures financières que vous alliez prendre pour subvenir à nos charges nouvelles et j'ai démêlé tout de suite une inquiétude (qu'on voulait me cacher) sur la nomination du nouveau ministre des Finances. Cette incarnation du protectionnisme, cet antagoniste ardent du traité de commerce [M. Pouyer-Quertier] n'est évidemment pas le ministre qu'on aurait choisi pour rétablir l'alliance anglaise sur le terrain du budget. Voyant que je soupçonnais la pensée secrète, on s'est tout de suite beaucoup défendu de vouloir acheter le maintien du libre-échange au moyen d'un subside vendu à notre infortune; mais le libre-échange, vous le savez, est chez tout Anglais une conviction en même temps qu'un intérêt, et il est clair que si vous étiez conduit à chercher pour nos finances une ressource dans le rétablissement de droits élevés, tout le monde ici, capitalistes et gouvernement, verrait là une manœuvre de désespoir de nature à accroître les inquiétudes au lieu de les atténuer. Vous devez vous y attendre.

Voilà, cher Président, ma confession tout entière. Veuillez me dire au plus vite si je dois suivre la piste sur laquelle j'ai été inopinément placé. Je me déclare tout à fait incompétent sur la valeur et même la possibilité de l'expédient proposé, au point de vue purement financier. Politiquement, il n'est pas douteux qu'un pareil témoignage d'intimité donné par le gouvernement anglais et sanctionné par le Parlement, après une discussion où la Prusse passerait mal son temps, serait d'un effet incalculable. Ce serait la réponse la plus éloquente à l'odieux dialogue échangé par le télégraphe entre l'empereur de Russie et le roi de Prusse et le point de départ d'une situation diplomatique toute nouvelle. Répondez-moi, je vous prie, le plus tôt possible : d'un instant à l'autre, on peut revenir. Quoi qu'il arrive, d'ailleurs, je n'irai chercher personne, à moins que vous ne m'en donniez l'ordre exprès...

J'ai fini sur ce sujet si en dehors de mes préoccupations habituelles. Un mot encore sur la Conférence et mon apparition dans cette petite assemblée diplomatique.

Sans me presser ouvertement, et accueillant avec bienveillance les trop bonnes raisons que j'ai de penser à toute autre chose qu'à la Mer-Noire, lord Granville est évidemment très pressé d'en finir. Il sent parfaitement qu'il joue un rôle ridicule dans cette réunion qui, en définitive, a donné, de bon accord avec la Russie, beaucoup plus qu'elle n'avait cherché à emporter de haute lutte. Disraëli le lui a fait sentir très amèrement dans le Parlement. Le monde diplomatique n'en parle pas sans sourire. Le plus tôt ce sera fini, et mieux ce sera pour le gouvernement anglais qui sent la faiblesse de la situation.

Que voulez-vous que j'y fasse? Les questions qui restent à régler n'ont aucune importance. Dois-je me présenter comme si j'arrivais d'un voyage ordinaire et mettre une signature au bas des protocoles préparés, à côté de celle du ministre de Prusse de qui je serai obligé de serrer la main, puisqu'on me présentera à lui ce jour-là et que nous sommes en paix, ou à peu près? C'est bien de l'humilité chrétienne! Dois-je faire une protestation comme M. Jules Favre paraît encore le désirer? Quelle apparence de raison puis-je donner, si je proteste contre les principes du traité même que nous venons de signer? On sera en droit de m'envoyer promener comme un enfant grognon qui sent la force, la subit et mord la main qui le frappe. Que

diriez-vous d'une conduite intermédiaire, qui consisterait à rappeler que notre absence a été due à des circonstances douloureuses dont le monde a connaissance, que nous aurions pu y persévérer, n'ayant pas pris part aux premières délibérations, et ne voyant pas bien les motifs de changer un état de choses qui nous paraissait conforme à l'intérêt commun, mais que nous ne voulons nous refuser à rien de ce qui peut rétablir en Europe la bonne harmonie entre les États; saisissant d'ailleurs avec empressement l'occasion d'affirmer le principe tutélaire de la société européenne, à savoir qu'aucune altération ne doit être apportée aux relations réciproques du gouvernement, sans le concours de toutes les grandes Puissances, principe auquel trop de funestes dérogations ont été apportées dans ces dernières années? Bien entendu, ce n'est que le fond et pas la forme qui est à trouver.

Un mot aussi sur ce point : et puis laissez-moi vous dire combien j'ai été avec vous de cœur, d'affection et d'admiration pendant les horribles journées que vous venez de traverser. Vous avez été grand jusqu'à l'héroïsme. Recevez mes plus dévoués hommages.

BROGLIE.

M. Jules Favre au même.

3 mars 1871.

Mon bien cher Président et excellent ami,

Je vous demande pardon de vous désoler par la pluie de mes télégrammes; vous me le pardonnerez en vous rendant compte de notre situation et de nos devoirs dont personne n'est meilleur juge que vous. Nous avons échappé à tant de dangers, réalisé tant d'impossibilités, qu'il serait cruel de sombrer, quand nous paraissons avoir dominé les difficultés les plus considérables. Celles que nous avons à vaincre sont immenses, et nous ne devons pas être une minute sans y songer. Les hommes qui ont l'honneur insigne de servir leur pays ont l'obligation de se donner sans réserve, surtout quand une défaillance, un retard, peuvent être mortels.

Si Paris ne s'est pas abîmé dans l'anarchie, c'est que vraiment il s'est tenu tout seul et il en a profité vraiment pour se fort mal conduire. Il est indispensable de lui donner un gou-

vernement; c'est pour s'en entendre définitivement avec vous, c'est pour nommer un préfet que notre cher Picard [ministre de l'Intérieur] part ce soir. Je vous supplie de le retenir le moins possible. Nous en avons besoin ici, où, d'un moment à l'autre, un incident peut se présenter. En réalité, nous avons tous besoin les uns des autres, et tout ce qui divise ou affaiblit notre faisceau tourne contre l'intérêt général. C'est pourquoi j'ai jeté mes cris de détresse, comme les apôtres de l'Évangile : « Seigneur, sauvez-nous, nous périssons! »

La Garde nationale est en pleine insurrection : elle obéit à un comité central que nous ne pouvons faire arrêter. Elle pille les fusils, les canons, les obusiers, les munitions. Jusqu'ici, ce désordre a eu pour prétexte la résistance aux Prussiens. Voici les Prussiens partis. Ce serait donc contre le gouvernement que ces forces désordonnées sont préparées. Je ne vois pas toutefois dans quel intérêt prendre l'Hôtel de Ville ou les Affaires étrangères peut être une tentation. D'abord, elle n'est pas absolument facile à satisfaire, puis où mènerait-elle? MM. Blanqui et Millière sont audacieux, mais pas tout à fait sots. Victorieux, ils seraient honnis par la population et ils le savent, attaqués et battus par la province et ils s'en doutent. Mais beaucoup disent que leurs séides n'y regardent pas de si près et qu'ils auraient un grand goût à installer la Commune, ne fût-ce que pour une heure et même à se donner un peu de pillage, pour célébrer la retraite de l'ennemi. J'avoue n'en avoir pas bien peur, ce qui n'empêche pas que la situation ne soit très trouble, très dangereuse et ne demande un prompt remède. A mon sens, voici ce qu'il faut faire :

Nommer un préfet et un secrétaire général; un préfet de police; présenter d'urgence une loi qui, à titre provisoire, ordonnera la nomination d'un Conseil municipal par arrondissement : l'électeur devra être domicilié à Paris au moins depuis un an; remettre en vigueur la loi du 17 mai 1819 et celle du 26 mai sur la Presse; rétablir le cautionnement et le timbre comme taxe de guerre; transférer de suite la Chambre à Paris, si elle s'y refuse à Saint-Germain, préférable à Versailles; à Versailles, si Saint-Germain est repoussé; à Fontainebleau en désespoir de cause; nommer de suite aux ambassades de Vienne et de Madrid, à la légation de Bruxelles.

Je m'arrête. Il est cinq heures. Voici les intendans qui vien-

nent de Versailles ; il me faut régler avec eux l'entretien des troupes ennemies; nous n'en aurons jamais fini avec leurs exigences.

Je vous attends, vous attends, et vous attends encore. Ne me gardez pas Picard : ses préfets, sa loi de Paris, l'Assemblée à Saint-Germain ou à Versailles, voilà sa tâche : il peut ne mettre qu'un quart d'heure à l'affaire et nous revenir : renvoyez-le-nous bien vite.

Je vous envoie, mon bien cher Président et excellent ami, l'expression de ma vive et sincère amitié.

JULES FAVRE.

M. Rouland, ancien ministre de l'Instruction publique, gouverneur de la Banque de France, au même.

Paris, 3 mars 1871.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me donner une autorisation précieuse, celle de m'adresser directement à votre expérience et à votre autorité, quand il s'agira de choses graves. J'en use aujourd'hui précisément parce que je suppose que les communications que je vous soumets, au milieu de vos fatigues et de vos préoccupations, ne sont point indignes de votre attention.

Permettez-moi de vous exprimer le vœu, au nom de la Banque de France et du commerce, de voir l'Assemblée et le Gouvernement revenir promptement l'un à Paris, l'autre à Versailles. En présence de si nombreuses et si graves affaires que chaque jour soulève ou va soulever, il est impossible, aux hommes qui y prennent part, de ne pas se trouver en contact rapide et fréquent avec les hommes qui gouvernent et près de l'Assemblée souveraine qui décide de tout. A chaque moment, et pour ce qui me concerne seulement, je suis arrêté court, soit par les mesures à proposer dans l'intérêt du commerce, soit pour les négociations avec le Trésor, soit enfin pour préparer, discuter ou prévoir bien des choses se rattachant au crédit, aux besoins de l'État, de la Banque ou de l'industrie : je suis, dis-je, arrêté court ou par l'absence des ministres titulaires ou par l'empêchement des intérimaires chargés d'un autre fardeau.

Mais ce que j'éprouve, monsieur le Président, dans ma

modeste sphère, se fait vivement sentir pour toutes les parties de l'administration de notre pays. *On n'y sent pas encore la main qui dirige, l'unité qui rallie, la décision qui fixe les incertitudes.* Tel est le sentiment général de tous les hommes que je vois, qui vivent au centre des affaires et des plus grands intérêts.

Il ne faut pas non plus que Paris, quelque peu ému, surtout fort décontenancé, qui veut revenir à l'ordre, qui est affamé de mouvement et de bien-être, se croie comme abandonné et ne profite pas, pour la restauration de la sécurité et du travail, des instincts et des besoins qu'il s'agit de satisfaire.

Nul mieux que vous, monsieur le Président, ne connaît le prix de la paix publique, de l'ordre et du travail, quand il s'agit de relever notre pays abattu par d'effroyables calamités. Ce pays a confiance en vous, rendez-lui le plus tôt possible l'énergie et l'unité dans son gouvernement et nous vous remercierons par une prompte reprise de nos forces vitales...

Veuillez agréer...

ROULAND.

M. Jules Favre au même.

4 mars 1871.

Mon cher Président et excellent ami,

Vous me reprochez, dans le télégramme que je reçois, de ne penser qu'à Paris. Je vous reproche de l'abandonner à lui-même et par là de le livrer à des chances qui peuvent détruire et déshonorer notre œuvre. Nous avons besoin de liberté et de crédit. L'un et l'autre ne survivraient pas à une sédition. Il n'y a rien à faire en dehors d'une politique résolue. Rester à la fois à Bordeaux et à Paris, couper le Cabinet pour qu'une partie fasse tête à la Chambre, l'autre à Paris, est un système que je repousse de toutes mes forces, le considérant comme mortel. D'ailleurs, je vous pose des questions auxquelles vous ne me répondez pas. Vous nous envoyez des troupes ; je vous en suis fort reconnaissant, mais ce n'est là qu'un côté de la question. Avant de réprimer, il faut administrer et nous n'avons ni administration ni administrateur. Les questions les plus capitales s'imposent à nous, nous n'en résolvons aucune. Vous me dites que Ferry [Jules Ferry, maire de Paris] doit rester, — il

s'en va, — vous ne pouvez le condamner à un rôle où il s'épuise sans résultat. Il ne suffit pas de le retenir à l'Hôtel de Ville pour détruire son impopularité. Or conserver, malgré l'opinion, un magistrat qui n'a ni autorité morale, ni volonté de résister, c'est vouloir amener un conflit. Chaque minute peut en amener un et vous continuez à les provoquer! Nous n'avons pas de parquet, nous n'avons pas de justice! Que fait M. Dufaure à Bordeaux? Imite-t-il le procédé que vous recommandez à Picard? Cherche-t-il près des députés les nominations et les révocations? Si nous entrons dans cette voie, nous avilissons la justice. Pendant ce temps, les coquins tiennent ici le haut du pavé. Quand on les arrête, les agens du garde des Sceaux les mettent en liberté. On pille les armes et les munitions; on assomme les agens de la paix et les prétendus Prussiens, et tout cela finira par une catastrophe. Quant à moi, je ne nomme pas les ambassadeurs qui devraient être à leurs postes. Il y aura huit jours demain que le traité est signé. Nous avons un intérêt considérable à presser les négociations : je n'ai pu choisir les négociateurs, ni le ministre de Belgique. De plus, nous n'avons pas dit un mot de notre politique, de nos intentions, de nos desseins. Je crains, mon cher ami, que tout cela ne nous mène à mal, et pour moi, je vous le répète, si vous êtes d'une opinion contraire, si vous croyez qu'il est bon de laisser à Paris un fantôme de gouvernement exposé à chaque minute à tout faire sombrer, je vous supplie de me chercher de suite un successeur. Je ne changerai jamais de sentiment pour vous. Mon cœur est pénétré d'admiration pour votre patriotisme, votre courage; mais voyant clairement les difficultés à combattre et les devoirs qu'elles imposent, je n'ai pas le courage de mettre mon amitié pour vous au-dessus de ma conscience. Je me résume donc : je demande que le Cabinet tout entier vienne de suite à Paris et la Chambre à Versailles ou à Saint-Germain. Que, si cette dernière opération nécessite une semaine, le Cabinet se réunisse ici lundi et y reste au moins trois jours pour arrêter, et pour le personnel et pour la direction, ce qui est le plus pressé. En dehors de ces conditions, je ne vois que danger, impossibilité, manquement au devoir. Les intérêts que froisse, suivant moi, ce manquement, sont si importans, que je me reproche de les avoir si mal servis, et je ne voudrais pas continuer à les compromettre.

Pardonnez-moi, mon cher Président, ces franches explications; plus je vous aime, plus je vous dois une entière sincérité.

Notre journée a été plus calme que la nuit et la matinée ne le présageaient, mais je redoute celle de demain.

En recevant les télégrammes m'annonçant l'arrivée des troupes par Versailles, j'ai de suite fait demander à M. de Bismarck l'autorisation pour elles de traverser Versailles. Il me fait immédiatement répondre que l'autorisation est accordée pourvu que les soldats passent en wagon sans s'arrêter...

Croyez bien, cher Président et excellent ami, à ma profonde affection.

JULES FAVRE.

Un préfet! — un procureur général! — un préfet de police! — un procureur de la République! un ambassadeur à Madrid, à Vienne, un ministre à Bruxelles! — des négociateurs! — et surtout un gouvernement! — une loi municipale pour Paris, — réélection, conseils généraux, municipaux, — mesures financières. Et si tout cela ne se peut maintenant, ma liberté!...

M. Thiers à M. Jules Favre.

Bordeaux, 5 mars 1871.

Mon cher collègue et bien cher ami,

Vous êtes bien cruel pour moi en me parlant tout de suite de démission pour des difficultés qui ne sont ni mon ouvrage ni celui de nos collègues, ni celui même des hommes. L'Assemblée est composée de partis divers, vous le savez, et quelques-uns d'une impatience intolérable. Elle m'est pour le moment dévouée, je ne sais pour combien de temps, mais elle est profondément défiante, non pas de moi, mais de la situation elle-même et je ne puis pas la quitter un moment, nos collègues eux-mêmes ayant besoin d'être tenus ensemble à cause de leur différence d'origine. Dans cette situation, je ne puis vous arriver qu'avec l'Assemblée elle-même. Or, la déplacer est difficile. Pourtant elle y a consenti en ayant pour Fontainebleau une préférence très prononcée. Succéder aux Prussiens à Versailles lui est odieux. Elle a entendu parler de l'infection du palais; elle trouve le voisinage trop rapproché et je crois qu'on l'aura plus faci-

lement et avec plus d'avantage à Fontainebleau. Je vous ai envoyé M. Jolly [architecte] et je vous prie, après qu'il aura fait un examen rapide de Versailles et de Saint-Germain, de l'envoyer à Fontainebleau.

Cela fait, nous partirons en laissant à l'architecte quelques jours pour l'installation. J'ai constaté avec M. de Franqueville qu'on pouvait établir quatre trains spéciaux de Paris à Fontainebleau, de Fontainebleau à Paris, qui viendront en une heure au plus. Les affaires se feront donc aussi facilement que si on était à Paris même. On passera ainsi le temps d'une session plus financière que politique, et on viendra ensuite à Paris, je n'en doute pas. Quant à moi, je regarde Paris comme le but final.

Quant aux affaires, vous n'êtes pas juste sur la manière d'apprécier la lenteur de leur marche. Il a fallu choisir les 30 000 hommes qu'on vous envoie, pour ainsi dire à la fourchette, car toutes nos troupes sont dans un état pitoyable. Ajoutez que le général Le Flô [ministre de la Guerre] est toujours un peu humoriste : quand on veut le presser, il s'écrie qu'on le surmène. Enfin les ordres sont donnés depuis avant-hier, mais précisés hier avec une extrême rigueur. Les troupes qui vous arrivent seront formées en deux colonnes, l'une arrivant du Havre et de Cherbourg à Mantes, l'autre de Poitiers et du Mans à Chartres. Il faut envoyer au-devant d'elles pour les diriger sur le point que vous préférerez si Versailles n'était pas libre. A Mantes et à Chartres, on trouvera deux officiers qui les précèdent et avec lesquels la communication sera plus facile. Avec 30 000 hommes et en ayant déjà 18 000 disponibles sans compter les gardiens de la paix, vous aurez 48 000 hommes et vous pouvez rétablir l'ordre peu à peu, si un combat n'a pas lieu, ou tout de suite si une bataille est livrée. Je crois que lorsque les troupes seront arrivées, les tapageurs y regarderont avant de se donner carrière. Je recommande toujours de ne pas risquer ces nouveaux arrivés au sein de la population. On pourrait faire pour eux à l'École-Militaire, aux Invalides, aux Tuileries, en envoyant les troupes du général Vinoy réoccuper certains postes abandonnés, ou la caserne du Prince-Eugène (Château-d'Eau) [les installations nécessaires]. On reprendra ainsi peu à peu tout Paris et la police se fera toute seule, à moins, toutefois, d'une bataille que vous ne provoquerez pas,

mais que vous livrerez résolument si on nous force à l'accepter. Le général Vinoy a très bien fait jusqu'ici.

Le général d'Aurelle est sans doute auprès de vous depuis hier, je lui ai donné Roger du Nord pour chef d'état-major. On trouvera pour le travail un sous-chef d'état-major qui s'en chargera. J'espère qu'avec ces moyens la garde nationale se réorganisera peu à peu et qu'on aura avec soi une grande partie de cette garde, ce qui vous permettra de dominer tous les obstacles.

Vous me demandez un préfet et un préfet de police, c'est-à-dire deux raretés. Pour le préfet de la Seine, j'ai livré un nouvel assaut à M. Casimir-Perier, et j'ai échoué devant la résistance de sa femme. M. Léon Say, outre que sa position est inférieure à la charge, ne passe pas pour assez vigoureux. Je vais faire de nouvelles recherches.

Pour le préfet de police, on est enchanté ici que M. L... n'ait pas été nommé, car on le tient pour mille fois au-dessous du poste, sous le rapport du caractère. Le gendre de M. Dufaure, M. Monicault, qui s'est couvert d'honneur pendant le siège, qui a beaucoup de sens et de caractère, serait un excellent préfet de police. J'ai chargé M. Dufaure de le séduire, mais je ne sais s'il aura réussi. S'il accepte, je vais le nommer tout de suite et vous l'envoyer. S'il n'accepte pas, je vous dirai que vous, qui êtes à Paris, vous devriez bien nous aider à en chercher un, c'est-à-dire à en trouver un. Faire un mauvais choix ne serait pas un grand secours, tout au contraire. Vous parlez comme si le personnel abondait. Tout au contraire, il est rare, très rare, sous le rapport du mérite comme sous celui du dévouement...

Vous ne tenez aucun compte des difficultés; vous croyez que tout va tout seul. Oui, quand on se résigne à mal faire, tout va tout seul, mais non quand on veut faire de son mieux. Vous regardez comme la chose la plus simple et la plus indifférente de vous envoyer 30 000 hommes. Je vous dirai que vous en parlez à l'aise. Le travail pour les 30 000 hommes nous a coûté des peines infinies, et à moi des tribulations véritables... Vous parlez des préfets dont on abandonnerait la nomination à la Chambre. Cela est bon à dire de loin, mais pas bon à dire à moi, qui n'ai jamais voulu affaiblir le pouvoir et qui ne l'ai jamais laissé affaiblir dans mes mains. Mais souvenez-vous des ombrages de toutes les oppositions à l'égard des préfets, leurs tyrans électoraux, et vous comprendrez que l'Assemblée actuelle, ayant sur

les bras presque partout des préfets détestables, choisis après le 4 septembre, veuille en être délivrée. Elle ne veut pas imposer les remplaçans, mais elle veut être délivrée des occupans actuels. Or, pour vous rendre Picard, il a fallu lui imposer de nouveaux retards qui l'indisposent visiblement. Vous êtes plus sévère pour nous que vous ne l'étiez pour la délégation de Tours et de Bordeaux. Du reste, la vraie cause du mal est dans la coupure du gouvernement en deux parts, placées à 150 lieues l'une de l'autre : cela va cesser. Nous allons demander la translation, et nous l'obtiendrons, mais pour Fontainebleau et non pour Versailles, tout plein encore de l'infection prussienne et du typhus.

A Fontainebleau, tous les ministres pourront choisir leur résidence, ou à Fontainebleau (le château pouvant loger tout le monde), ou à Paris, dans leurs hôtels. En une heure, nous pourrons nous rejoindre, et les affaires se feront peu à peu aussi facilement qu'à Paris, et d'ailleurs, je suis sûr que ce ne sera pas long. Le jour de notre arrivée à Fontainebleau, j'irai vous rejoindre à Paris, vider les questions qui auraient besoin d'être vidées. Il en restera bien peu au surplus...

Ne soyez donc pas si méchant, mon cher ami. Votre vivacité me peine et ajoute à toutes mes tribulations. Je me couche à minuit, je me lève à quatre heures, et je n'ai pas *un seul, un seul* instant de repos... Adieu, je vous aime bien sincèrement. A vous de cœur.

THIERS.

P.-S. — Je ne suis pas d'avis qu'on prenne l'offensive avec l'émeute. Avec une grande force militaire dans la main, une forte attitude et un peu de patience, on a grand'chance d'en finir sans bataille. S'il le faut, on la livrera, mais alors vigoureusement.

Le même à M. Rouland.

Bordeaux, 5 mars 1871.

Mon cher Rouland,

J'ai reçu votre lettre, et je vous en remercie. M. Pouyer-Quertier est resté ici pour prendre quelque connaissance des faits qui se sont accomplis en province pendant le Siège et qui

nous ont coûté onze ou douze cents millions. Cela valait bien la peine d'être connu, lorsqu'il s'agit de faire un bilan. Aujourd'hui, il va tâcher d'avoir la loi sur les échéances, et il partira ce soir ou demain matin avec nos idées sur les moyens de se procurer les ressources dont nous avons besoin. Il est inutile de vous dire que la Banque figure dans nos plans comme notre principal instrument, et elle n'y perdra pas, je vous assure.

Quant aux réflexions dont vous accompagnez votre lettre, de grâce, ne nous répétez pas les propos des oisifs tels que ceux-ci, par exemple : *la main qui doit diriger ne se fait pas sentir*, etc.

La main qui doit diriger existe et n'est pas oisive, et, si vous ne la sentez pas, c'est que nous sommes à 150 lieues de distance et que toute la force perd de son énergie apparente à grande distance.

J'ai été élu le 17 février. Le 19, le ministère, qui prenait autrefois quinze jours, trente, quatre-vingt-dix, pour être bâti, était fait et présenté immédiatement à l'Assemblée. Le 20, j'étais à Paris et à Versailles. Le 26, la paix était faite, paix douloureuse, mais qui aurait pu être plus cruelle encore, car nous étions dans la situation d'une armée réduite à se rendre à discrétion.

Le 27 était (jour et nuit) employé à donner les premiers ordres à Paris pour la réception des Prussiens, qui se passait sans encombre. Le 28, j'arrivais à Bordeaux, et, sans me déshabiller, j'allais à l'Assemblée. Le 2 mars, la ratification était à Paris, et vous étiez débarrassé des Prussiens.

Le 3, le 4, étaient employés à vous envoyer 40 000 hommes, et vous croyez peut-être que les envois de troupes se font comme autrefois : le télégraphe, en une journée, pouvait remuer 50 000 hommes, parce qu'on avait une seule armée et qu'on savait où elle était : il faut choisir, sur 150 000 hommes de mille espèces différentes, répandus dans vingt départemens, ce qui est bon, le détacher, le réunir et composer des brigades, des divisions, l'acheminer sur des routes abîmées occupées par les Prussiens, et il faut obtenir une convention à Versailles pour que les Prussiens se laissent traverser pour arriver à Paris. Je ne vous parle pas d'une Assemblée de 700 membres, tous agités, tous rêvant le gouvernement de leur choix, et qu'il faut réunir dans la pensée unique de réorganiser la France, de lui rendre la vie, avant de savoir à quel gouvernement, monar-

chique, républicain, de telle branche ou de telle autre, on la donnera quand elle sera refaite.

Je travaille vingt à vingt-deux heures sur vingt-quatre, et si je venais à tomber malade, ce qui me menace à tout moment, je ne sais ce que tout cela deviendrait.

Prenez donc un peu patience, mon cher Rouland, et songez à tous ces faits avant de juger. Donnez-moi quinze jours encore et bien des choses seront débrouillées.

Recevez mes amitiés.

A. Thiers.

M. Jules Favre à M. Thiers.

Paris, 6 mars 1871.

Cher Président et bien excellent ami,

Je viens de recevoir votre dépêche d'aujourd'hui. J'y ai répondu en vous demandant de vous servir de chiffre. J'aurais dû vous faire cette observation plus tôt. Vos dépêches courent tous les ministères et le secret sur ce qu'elles renferment ne peut être gardé. Je n'ai pas bougé de chez moi ; il est quatre heures. Je n'ai reçu aucune nouvelle de Paris, ce qui est fort bon signe. La situation de Montmartre et de Belleville reste la même, ces deux quartiers restant barricadés et armés d'artillerie : cela est plus ridicule que dangereux. Cependant il est impossible de le tolérer longtemps. Les généraux sont de cet avis, mais ils demandent à user de prudence, et je suis tout à fait de leur avis. Je n'ai eu d'autre préoccupation intérieure, depuis le 4 septembre, que d'éviter l'effusion du sang. Aujourd'hui, il faut la pousser presque jusqu'à la dernière extrémité. Une collision pourrait arrêter court le commencement de l'œuvre réparatrice que nous entreprenons. Elle nous jetterait dans une réaction périlleuse et tuerait notre crédit. C'est précisément cette raison qui me fait désirer énergiquement que l'Assemblée vienne s'installer à Paris, ou tout au moins à côté de Paris, c'est-à-dire à Versailles. Rien ne me paraît plus fâcheux, plus impolitique, plus compromettant que d'avoir l'air de craindre Paris. C'est le moyen infaillible d'encourager les turbulens, les malintentionnés, et d'affaiblir ceux qui veulent nous défendre. C'est entrer dans les idées de rancune et de

jalousie de la province contre la capitale; c'est menacer celle-ci dans son importance morale et dans sa prospérité. Paris sans souverain n'est plus Paris. Il le sentira et le mécontentement qui en sera la conséquence deviendra un gros embarras. Versailles à titre transitoire, en motivant cette résolution sur l'occupation de l'ennemi, est un expédient acceptable. Fontainebleau serait pris pour une déclaration d'hostilité. D'ailleurs, il est loin d'être libre : placé sur le passage de la retraite, il peut être longtemps occupé. Je vous fatigue par mes répétitions et vous en demande pardon; mais j'ai la conscience de remplir un devoir. Montrez de la confiance à cette population, et vous la conquerrez sans peine. Ne l'avons-nous pas prouvé ? N'a-t-elle pas été contenue pendant le siège ? Si l'Assemblée venait à elle, sans crainte, elle recueillerait les meilleurs résultats de sa décision. C'est là ce que vous diront tous ceux qui connaissent Paris et qui, ainsi que moi, considèrent qu'y maintenir l'ordre est une question de salut...

Pour mes négociateurs, il y a urgence. Les Prussiens se conduisent comme des Vandales. Sans respect du traité, ils mettent les pays occupés au pillage. Je suis accablé de réclamations et je demeure impuissant à leur opposer un obstacle sérieux. Je recommande partout des enquêtes et des procès-verbaux. Mais notre lenteur à ouvrir les négociations les encourage. Ils prennent nos délibérations pour de l'indifférence. Je ne puis vous dire ce que je souffre à cet égard. Que vous me rendriez service en me permettant de remettre en de plus dignes mains ce fardeau qui m'accable! Donnez-moi donc une solution. Vous me dites que l'Assemblée ne veut pas vous quitter. Cela est fort bien, et je comprends son attachement pour vous. Mais sans vous je ne puis remplir mon devoir, et chaque jour est pour moi un nouveau remords...

Surtout revenez. Déterminez l'Assemblée à se former en commission, à prendre trois jours de vacances... Dimanche, elle pourra siéger à Versailles, si elle n'aime mieux jeudi à Paris...

Je n'ai pas le temps de me relire : le courrier attend et j'ai plusieurs personnes à recevoir. Mille tendres amitiés pour vous : ne vous fatiguez pas trop...

JULES FAVRE.

M. Thiers au duc de Broglie, ambassadeur à Londres.

Bordeaux, 6 mars 1871.

Mon cher ami,

Vous ne m'avez pas écrit, mais vous avez écrit à M. Jules Favre, et c'est l'essentiel. Nous avons mené une vie cruelle depuis votre départ. J'étais élu le 17 février, j'avais fait le ministère le 19; j'étais le 20 à Paris, le 21 à Versailles. Rien ne peut vous donner une idée de tout ce que j'ai souffert. Nous étions dans la position d'une armée réduite à se rendre à discrétion et par conséquent dans l'impossibilité de résister. J'ai résisté pourtant et quelquefois avec violence. On voulait nous ôter les trois quarts de la Lorraine : nous en avons conservé les quatre cinquièmes, mais nous avons perdu Metz. La question était entre Metz et Belfort. On voulait nous ôter les deux. J'ai porté tous mes efforts sur Belfort, car Metz ne ferme rien et Belfort ferme la frontière de l'Est et surtout celle de l'Allemagne méridionale. La lutte a duré neuf heures. Enfin, j'ai recouvré Belfort. La question financière a été plus mal résolue que la question territoriale. Le motif, c'est que, voulant réduire nos armemens militaires, comme Napoléon Ier l'avait fait pour la Prusse, et n'osant l'avouer, on a cherché à nous mettre le frein de l'argent. Il a fallu céder, car l'armistice n'avait plus que vingt-quatre heures de durée. Mais, en trois ans, il n'y a que deux milliards de dus. J'ai signé la douleur dans l'âme, et je l'ai fait pour tirer la France des mains de l'ennemi. Nous verrons plus tard.

Maintenant, je travaille à tout réorganiser et tout est à reprendre, de la cave au grenier. La Chambre est pour moi parfaite de confiance et je dirai de bonne volonté. Mais elle est travaillée de divisions profondes. Je la rallie à la pensée qui est celle de la situation, à la pensée de réorganiser, œuvre à laquelle tout le monde peut dignement mettre la main. Jusqu'ici cette pensée conserve sa puissance de ralliement.

Aujourd'hui vient la grave question de la translation, car nous ne pouvons plus gouverner de Bordeaux. La Chambre a horreur de Paris. Elle consentira à se rendre ou à Versailles ou à Fontainebleau. Elle se décidera aujourd'hui.

Les troubles de Paris sont plus une maladie nerveuse qu'autre

chose. Je vais y réunir, par des renforts, 50 000 hommes. Cette pensée calmera les nerfs des uns et la scélératesse des autres, je l'espère du moins. S'il faut nous battre, nous nous battrons. Du reste, chaque jour résout une difficulté. Il faut donc avoir patience et nous franchirons, je l'espère, tous les mauvais passages de la route.

Parlons de Londres et de la Conférence. Le Cabinet anglais remué par vous s'est manifesté à Versailles assez vivement. Remerciez-le de ma part. Mais son insistance ne reposant pas sur une résolution d'agir au besoin, a agité M. de Bismarck et l'a rendu plus irritable qu'il n'était. La cause de son agitation ne pouvait être ignorée de nous, car chaque fois il laissait échapper quelques mauvais propos contre l'Angleterre. Il n'en faut pas moins remercier le Cabinet britannique.

Quant à la Conférence, j'en ai causé avec lord Lyons et je ne crois pas qu'il soit utile de faire quelque chose de précis. Une démarche sérieuse ferait croire que nous voulons en appeler du traité et suspendrait peut-être, et certainement ralentirait l'évacuation qui est notre grand intérêt auquel nous avons tout sacrifié. Ce n'est donc pas le cas d'une action positive. Mais on peut dire que l'Europe nous ayant abandonné est le vrai auteur du cruel traité que nous avons signé, traité aussi cruel pour elle que pour nous, car les milliards qui, de notre caisse, passeront dans la caisse prussienne, seront des forces ôtées à l'Europe et apportées au despotisme germanique qui se prépare. Quant à la balance à tenir entre les Anglais et la Russie, il faut plutôt la faire verser du côté anglais, mais d'un mouvement presque insensible à l'œil nu et de manière à pouvoir au besoin changer l'inclination.

Je suis levé depuis quatre heures du matin, et je vous quitte car j'expire de fatigue.

A vous de cœur.

A. THIERS.

P.-S. — Je reçois, à l'instant, à une heure, votre intéressante lettre du 2, et quoique pressé de me rendre à l'Assemblée, je vous réponds en courant.

Notre rôle serait sot et ingrat si nous avions l'air de refuser le concours anglais. Il faut vous borner à répondre que nous serons certainement fort touchés d'un témoignage de sympathie

de la part de la Grande-Bretagne, mais que, pour dire oui ou non, il faudrait en savoir davantage.

Quant à notre plan, il serait difficile de vous l'exposer en cet instant; mais il est certain que nous ferons cette année même un appel au crédit. Il sera diminué de tout ce que l'Angleterre nous procurerait et comme nous paierons 6 pour 100 au taux actuel de la rente française et que l'Angleterre paiera tout au plus 3 1/4, le bénéfice serait grand pour nous. Je m'expliquerai plus amplement demain. Quant au traité de commerce, je ne veux pas le dénoncer, ni le rompre, mais je demanderai à relever un peu les tarifs, certains surtout, d'accord avec le Cabinet anglais. J'en ai déjà parlé à lord Lyons. Quant à l'attitude envers le ministre de Prusse, elle doit être polie, mais digne et un peu froide, sans raideur. La paix est rétablie, donc il ne faut pas avoir l'air d'être encore en guerre.

Le même au général Suzanne,
délégué du ministre de la Guerre à Paris.

Bordeaux, 7 mars 1871.

Mon cher général Suzanne,

Je vous écris en courant quelques mots, bien courts, mais indispensables. Nous viendrons à bout du désordre avec un suffisant mélange de prudence et de force. Si on vous attaque, soyez prompt et vigoureux et écrasez les misérables qui veulent faire succéder la guerre civile à la guerre étrangère. Si vous n'êtes pas provoqué, attendez l'effet moral des concentrations de forces sur les fauteurs de désordre. Il faut avoir l'œil sur la Banque et ce serait l'un des désordres qu'il ne faudrait souffrir à aucun prix. J'espère que vous allez recevoir 30 000 hommes. La Chambre en se transportant à Versailles (point à peu près gagné) nous en amènera de 10 000 à 11 000. Avec ce que vous avez, ce sera un total de 60 000 hommes que nous porterons, avec quelques détachemens choisis pour leur qualité, à 70 000. Le nombre y sera donc. Restera l'esprit des troupes. C'est là ce qui m'occupe tout particulièrement. La fidélité des troupes est notre principale affaire et doit être l'objet de tous nos soins. Je vous supplie, le général Vinoy et vous, de les voir de vos propres yeux, de bien rechercher la qualité des officiers, de vous assurer de leurs dispositions, d'opérer tout de suite les change-

mens qui seraient nécessaires. Il faut aussi choisir les emplacemens de manière à garantir les nouveaux venus des mauvaises influences. Mais de grâce, voyez les troupes, voyez-les. On ne fait rien qui vaille si on n'a vu les hommes et les choses de ses propres yeux. Si les troupes manquent de quelque chose, ne manquez pas d'y pourvoir. Faites même pour cela les dépenses nécessaires, fussent-elles un peu en dehors de la mesure ordinaire.

Je fais prononcer la dissolution de l'armée de Chanzy. Qu'on aille le dire à M. de Bismarck pour le rassurer.

Après avoir vu vos troupes, faites dans votre pensée le triage de ce qu'il y aura de mieux et disposez-le de manière à porter des coups sûrs si vous aviez à en frapper quelque part. Il ne faudrait pas porter des coups incertains. Comme le nombre sera au-dessus du besoin, il faut faire un choix de ce que vous avez de meilleur, pour n'agir qu'à coup sûr, autant que possible.

Cette lettre est pour le général Vinoy, comme pour vous. Allez le voir tout de suite et dites-lui bien que c'est sur lui et spécialement sur lui que la France compte pour la préserver de l'anarchie.

A vous et à lui de tout cœur.

A. THIERS.

Le maréchal Bazaine à M. Thiers.

Cassel, 8 mars 1871.

Monsieur le Président,

M. le comte de Mornay-Soult, mon officier d'ordonnance, aura l'honneur de remettre cette lettre à Votre Excellence ; elle a pour but de lui offrir mes services, s'ils peuvent être utiles à mon pays, dans les circonstances actuelles, et d'exprimer mes sentimens de respect et de dévouement au chef de la République.

Votre très obéissant serviteur,

Maréchal BAZAINE.

M. Jules Favre au même.

Paris, le 9 mars 1871, onze heures matin.

Mon bien cher Président,

Le Conseil est unanime pour vous demander, comme une condition de paix et de prospérité, la translation de l'Assemblée à Paris. L'opinion se prononce en ce sens dans toutes les classes de la population. On dit avec raison que cette marque de confiance seule peut faire renaître le travail et désarmer les mauvaises passions. Si l'Assemblée faisait cet acte de résolution, si, en même temps, elle s'associait à votre noble langage en déclarant qu'elle entend loyalement faire l'essai de la République, elle rendrait tout trouble impossible et gouvernerait ensuite avec la plus entière sécurité. J'avoue que je comprends peu ses hésitations en face des périls qui nous menacent. Paris n'a d'autre bouclier que l'ordre. L'ordre dépend du parti qu'on va prendre à Bordeaux. Si ce parti amène une sédition, adieu le crédit, les emprunts. Les Prussiens se vengeront de nos dédains et cette fois entreront tout à fait chez nous. Je voudrais que chacun de mes collègues vît ce danger aussi clairement que je le vois. Le problème serait vite décidé. Que si Paris est impossible, qu'on choisisse Versailles. C'est déjà un très grand péril, mais Versailles est une étape rapprochée ; en se gênant beaucoup, on peut gouverner. A Fontainebleau, cela est impossible. C'est pourquoi, à votre place, j'en ferais une question de pouvoir. Je dirais à l'Assemblée : « Si vous voulez vous installer à Fontainebleau, choisissez un autre président. » En ce qui me concerne, ne croyant pas le gouvernement possible dans de telles conditions, je ne pourrais pas conserver mon portefeuille. Picard est dans le même sentiment. Nous ne voulons pas prendre la responsabilité d'une résolution qui décapite Paris, l'expose à un bouleversement et la France à un retour offensif des Prussiens. La Chambre oublie que Paris a tenu quatre mois et demi, qu'il a souffert toutes les tortures et qu'il n'a pas donné le droit à ses adversaires de se défier de lui. Si elle veut d'un gouvernement provincial, libre à elle : je me soumets et je me retire. J'y suis fermement décidé et je ne me charge plus de maintenir la tranquillité ici. Il ne me convient pas de faire tirer

sur mes concitoyens pour défendre une résolution que je condamne...

Je m'arrête, voulant que cette dépêche parte cette nuit...

JULES FAVRE.

M. Thiers à M. Jules Favre.

Bordeaux, vendredi 10 mars 1871.

Mon cher collègue et ami,

Voici une lettre pour vous et nos collègues, mais particulièrement pour vous et Picard. Je vous ai adressé ce matin une dépêche télégraphique nécessairement résumée et discrète; je vais vous dire les mêmes choses plus en détail et plus en confiance.

Les difficultés pour la translation ont été énormes parce que la question de Paris met aux prises le parti républicain et le parti décentralisateur. A ces dispositions sincères sont venues se joindre les intrigues de certains personnages. Les hommes qui sous l'Empire, obligés de céder, composaient le ministère du 2 janvier et ses variantes et se considéraient comme nécessaires, sont désolés de n'être même plus possibles... MM. Daru, Buffet, en prenant des peaux de mouton, sont entrés dans la Commission et, abusant des préventions des députés monarchiques, nous ont tourmentés. Mais cela va finir tout à l'heure par un vote considérable; je l'espère, en faveur de Versailles.

(Ceci a été écrit avant la séance.)

Samedi matin, 6 heures.

La séance d'hier soir a déjoué tous les calculs de cette petite et bête opposition, et les a réduits à néant. Nos collègues vous diront l'effet produit par mon improvisation (car je n'avais pas eu le temps de me préparer) et tous les points de la question ont été gagnés l'un après l'autre. La gauche modérée a été enchantée et m'en a témoigné sa vive satisfaction, nous avons à nous, entre l'extrême gauche et l'extrême droite, une majorité sur laquelle nous pouvons compter.

Ces effusions où, vous le voyez, l'amour-propre a sa part, terminées, je passe aux affaires.

La Chambre est convoquée à Versailles pour le lundi 20. Nous allons donc être réunis tous ensemble et nous soutenir les uns les autres. Je n'ai pas besoin de vous dire combien ce sera une chose douce à mon amitié et tranquillisante pour ma sollicitude qui est continuelle. Pour moi, je partirai lundi et serai mardi matin à Versailles, où il faut que j'aille avant tout, pour voir les apprêts qui se font. Si vous pouvez y venir, ce sera fort commode pour moi. Sinon, j'irai vous voir et vous réunir en conseil dans le courant de l'après-midi...

Neuf heures, samedi.

Je reçois votre dépêche d'hier deux heures trente minutes et je me hâte d'y répondre... Pour la Conférence, je n'ai pas grand goût à des démonstrations mal écoutées ou pas écoutées du tout et n'étant suivies d'aucun effet. Elles irritent M. de Bismarck sans l'arrêter et elles sont plus nuisibles qu'utiles. Obtenons l'évacuation, celle de la droite de la Seine jusqu'à la frontière de l'Est (en faisant le premier paiement) et puis, quand nous n'aurons plus le pied de l'ennemi sur la gorge, alors nous verrons. Pour le moment, veillons surtout à l'évacuation et ne la retardons pas par des démonstrations inefficaces à Londres. Nous n'obtiendrons aucun appui réel des neutres, parce que, délivrés de la guerre, ils auraient une affreuse peur de la voir renaître. Du reste, nous nous entretiendrons de tout cela à Versailles ou à Paris...

Quant à la situation de Paris, je suis toujours d'avis de ne rien brusquer, persuadé que je suis, que la patience et le ridicule ont grande chance de triompher de toutes ces résistances. Au surplus, la Chambre en arrivant vous amènera 10 000 hommes excellens, et ce sera un nouvel argument ajouté à beaucoup d'autres.

Adieu, mon bien cher ami, à mardi; je me fais une vraie joie de vous revoir cette fois pour ne plus vous quitter.

A. Thiers.

LA BATAILLE NAVALE

DU 31 MAI

La bataille navale du 31 mai 1916 offre ce caractère particulier qu'elle n'est pas l'aboutissement tactique d'une opération stratégique qui se déroule normalement. Elle ne résulte pas non plus d'une rencontre fortuite d'adversaires opérant sur le même théâtre, mais qui ne se recherchaient pas expressément. Non ; cette bataille qui, après vingt-deux mois d'attente, a mis aux prises les armées navales d'Allemagne et d'Angleterre, a été parfaitement voulue par les deux partis, sans autre préoccupation, — quoi qu'on ait pu dire des prétendus objectifs stratégiques des Allemands, — que de mesurer leurs forces dans les meilleures conditions de leur emploi.

Mais, avant d'entreprendre mon étude, je dois dire au lecteur qu'il ne saurait être question, en ce moment, de fixer avec exactitude les traits d'un événement maritime sur lequel nous n'avons pas encore de relations officielles. Ces relations, d'ailleurs, si elles étaient livrées au public, ne resteraient-elles pas volontairement imprécises, à supposer qu'elles ne fussent pas nettement tendancieuses ? Au cours d'une guerre, tout est sacrifié, dans cet ordre d'idées, à l'effet que l'on veut produire sur l'opinion. De part et d'autre, avec plus ou moins d'habileté et d'opportunité, on cherche à pratiquer ce que le colonel Feyler, l'éminent critique militaire suisse, appelle si justement la « manœuvre morale. »

Bornons donc notre ambition à tracer une simple esquisse, à ébaucher une physionomie incertaine. Gardons-nous surtout

des conclusions hâtives. Celles que l'on a voulu tirer déjà de détails d'une authenticité douteuse ou de faits mal interprétés sentaient par trop le parti pris et nous ramenaient au beau temps des polémiques qui suivirent la bataille de Tsou-Shima.

Oserai-je ajouter qu'au moment même où j'écris ces lignes, on veut bien m'avertir qu'il existe déjà une *vérité officielle* au sujet de la bataille du 31 mai et qu'il serait vain de prétendre s'en écarter d'une manière sensible? Malheureusement, cette vérité n'a pas encore jugé convenable de sortir de son puits. On ne s'étonnera pas si je tâtonne un peu, privé de ses rayons.

« Après vingt-deux mois d'attente... » disais-je tout à l'heure. Je ne pense pas, en effet, que jamais bataille navale ait été plus attendue que celle-ci, plus désirée des uns et avec une passion que l'on comprend quand on songe que le plus bel et le plus juste orgueil militaire était en jeu, plus désirée des autres aussi, mais point de la même façon ni avec la même unanimité; car, s'il s'agissait de la satisfaction de haines furieuses en même temps que d'ambitions désordonnées, on n'était pas complètement d'accord, dans ce camp-là, sur les moyens les plus expédiens d'arriver au but que l'on se proposait. D'ailleurs, les moins clairvoyans des marins allemands, — c'est d'eux que je parle, n'est-ce pas? — ne pouvaient se faire illusion sur l'étendue des risques que leur faisait courir une rencontre avec la flotte anglaise, quelque habileté qu'ils pussent mettre à en limiter les conséquences tactiques; et si une appréhension parfaitement justifiée ne diminuait ni leur courage, ni leur résolution, c'est peut-être que le danger porte en lui-même une sorte d'attirance à laquelle les tempéramens énergiques résistent difficilement.

Il faut tenir aussi un large compte, dans l'appréciation de la mentalité des marins de Guillaume II au sujet de cette grave affaire de la bataille navale, de l'inévitable réaction que produisait sur eux la violence des sentimens populaires qu'ils avaient eux-mêmes provoqués, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire ici (1). Je ne sais pas si les cris de triomphe qui éclatent autour d'eux peuvent les persuader de leur victoire. J'en doute. Ils ont

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1916 : « La sortie de la flotte allemande, » page 383.

tous vu de trop près la déroute de la nuit du 31 mai au 1er juin. Mais il est très possible que la confiance aveugle, exaltée, de la nation allemande ait singulièrement fortifié la leur. A force de s'entendre louer de cette supériorité technique qui devait balancer la supériorité numérique des Anglais, sans doute ils ont fini par y croire.

Enfin, et puisque je parle du peuple d'Allemagne, comment oublier que ce peuple souffre et qu'il souffre du blocus anglais? Ses cris de détresse se faisaient entendre dans tous les ports et jusqu'à cet îlot d'Helgoland, poste avancé du camp retranché maritime de la *Hoch see flotte*. Et l'on avait beau se dire que même une bataille indécise, — on ne pouvait prétendre à plus que cela, — ne desserrerait pas l'étreinte britannique d'une manière appréciable, il ne semblait pas possible de se refuser du moins à une tentative...

Ainsi, — psychologiquement, — cette bataille allait résulter du *consensus omnium*, les alliés des deux partis et les neutres compris. Dirai-je, en toute sincérité, que les alliés de l'Angleterre, nous en tête, souhaitaient depuis longtemps que cette supériorité de la magnifique flotte britannique, dont personne ne pouvait douter, s'affirmât toutefois par des actes éclatans et non pas seulement par la vertu, un peu mystérieuse et voilée aux yeux des simples, d'un blocus trop lointain? Les alliés de l'Allemagne,— l'Autriche, du moins, — désiraient une « sortie » de la flotte allemande, ou de la partie la plus mobile de cette flotte, qui pût se lier avec certaines opérations sur le théâtre méridional de la guerre. J'en ai parlé discrètement, ici, il y a quelques semaines, et je n'y reviens pas (1). Rappelons-nous seulement que la visite à Berlin et à Kiel de l'archiduc Karl-Stephan, chef de la flotte autrichienne, fut bientôt suivie de la retraite de l'amiral von Tirpitz, très opposé, comme on le sait, à l'idée de faire jouer un rôle actif, mais très dangereux, aux belles escadres qu'il avait créées.

Quant aux neutres, — mais d'abord y a-t-il vraiment des *neutres* dans l'extraordinaire conflit où presque toute l'Europe est engagée?... — quant aux neutres, dis-je, les uns étaient directement intéressés, mais en sens divers, à la solution de la question du *blocus effectif*, les autres attendaient avec impa-

(1) *Revue* du 15 mai 1916 : article déjà cité.

tience un événement qui pouvait, en rompant l'équilibre, jusqu'ici trop exact, des deux plateaux de la balance, rapprocher la date de la fin de la guerre. Je ne prétendrai pas que l'une de ces Puissances, pourvue, elle aussi, d'une belle flotte, fût en droit de considérer comme un avantage d'une réelle valeur politique l'affaiblissement éventuel de la force navale anglaise après une grande bataille, même victorieuse. On l'a dit. On l'a écrit presque officiellement, et non sans quelque imprudence. Je crois avoir montré (1) ce que les craintes exprimées à ce sujet avaient d'irraisonné. Laissons donc cela de côté. La victoire, fût-elle chèrement payée, est toujours la meilleure des polices d'assurance contre les coalitions.

Quand deux armées modernes résolues à combattre marchent l'une contre l'autre, il est aisé de prévoir à peu de chose près où et quand se produira la rencontre. Elles ont un théâtre d'opérations nettement délimité et surtout des chemins, — voies ferrées ou routes carrossables, — tracés d'une manière invariable et au réseau desquels tous leurs mouvemens restent liés.

Il n'en va pas tout à fait de même pour les flottes. Les limites de leurs théâtres d'opérations sont généralement beaucoup plus élastiques, et à la mer tout est chemin. Ajoutons, — et ceci est capital, — que ces armées ont aujourd'hui une surprenante mobilité, une mobilité qui ne cesse de croître en même temps que la vitesse absolue des élémens qui les composent, alors que celle des armées de terre à effectifs considérables, alourdies par un énorme matériel, décroît de plus en plus, dans tous les cas du moins où la faiblesse relative des distances à parcourir supprime le bénéfice des transports par voies ferrées.

Allemands et Anglais eussent donc pu se chercher quelque temps sans en venir aux mains, si leurs bases, — leurs points de départ respectifs, par conséquent, — n'eussent été aussi rapprochées. Mais qu'est-ce que 400 ou 450 milles, au maximum, pour des escadres qui, en vue d'une opération de durée limitée, comme c'était le cas, peuvent parcourir 200 ou 225 milles en moins d'une demi-journée ?

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1916 : « Le nouveau blocus, » page 855.

En fait, les choses ne se passèrent point ainsi, et les Anglais, parfaitement décidés à offrir le combat à leurs adversaires, allaient leur épargner la moitié du chemin en marchant, non pas tout droit de leurs ports d'Écosse, ou de l'Humber, sur Helgoland, car il eût fallu traverser la région du Doggerbank qui passe pour être minée, mais vers la courbe de la côte de Norvège, à peu près sur le parallèle moyen du Skager-Rack, quitte à revenir au Sud quand ils seraient arrivés à la hauteur du méridien Lindesnœs-Borkum.

Il y a tout lieu de croire que l'État-major naval de Berlin fut averti aussitôt après le départ des escadres britanniques. On sait assez quelle est la perfection des moyens d'investigation et de renseignemens de nos ennemis. A ceux de ces moyens qui paraissent les plus illicites et aux observations qu'ont pu faire à leur profit certains navires « neutres » munis de la télégraphie sans fil, ont-ils joint les reconnaissances directes de leurs zeppelins? C'est un point sur lequel je reviendrai au sujet des *engins nouveaux* employés par les Allemands. Toujours est-il que la *Hoch see flotte* appareillait de son camp retranché maritime d'Helgoland-Cüxhaven-Wangeroog (1) au moment voulu pour prendre le contact avec l'avant-garde anglaise dans l'après-midi du 31 mai, au large de la côte occidentale du Jutland et, semble-t-il, au Nord-Ouest du plateau de roches du Horn's Reef, entre les parallèles d'Esbjerg et de Ringkiöping.

A ce moment, un peu après trois heures du soir, la situation des deux armées était fort différente. Tandis que le « groupe d'éclairage » allemand de l'amiral Hipper, qui allait heurter si violemment l'escadre Beatty, était suivi à peu de distance, — 15 ou 20 milles, peut-être? — par le gros de la *Hoch see flotte*, sous l'amiral Scheer, cette escadre Beatty qui jouait, en somme, le rôle d'avant-garde comme le groupe d'éclairage, était séparée du corps de bataille de l'amiral Jellicoë par un intervalle beaucoup plus considérable, — 60, 70 milles? — tel, en tout cas, qu'il fallait plusieurs heures au commandant en chef pour apparaître sur le champ de bataille, si son subordonné ne manœuvrait pas pour se rapprocher de lui en n'acceptant qu'un combat en retraite.

Pouvait-on attendre une conduite aussi « prudente » de la

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 1er août 1913 : « Les progrès de la défense des côtes de l'Allemagne. »

part de cette brillante escadre des *croiseurs de combat* anglais qui avait vu fuir les Allemands devant elle au combat du Doggerbank, le 24 janvier 1915 ? Certainement non ; et l'événement l'a prouvé.

Le vice-amiral Beatty se trouvait en face d'un problème des plus délicats, celui de l'application du principe général de guerre qu'il faut « mordre » dans l'adversaire pour le retenir, si l'on a des raisons de croire qu'il veuille se dérober. Or les Anglais s'estimaient assez fondés par les précédens à croire que telle était en effet l'intention de leurs ennemis. D'ailleurs le gros de la *Hoch see flotte* n'apparaissait pas encore au moment où l'amiral anglais fonçait sur le groupe d'éclairage et l'on sait que nos alliés n'ont pas de zeppelins de découverte. Enfin leur escadre de croiseurs de combat avait été renforcée de quatre *dreadnoughts* tout récens et assez rapides pour suivre à quelque distance le *Lion*, le *Tiger* et les autres croiseurs. Sir David Beatty avait donc ou allait avoir en mains de sérieux élémens de résistance en cas d'intervention des escadres cuirassées allemandes. Il n'hésita pas un instant à s'engager à fond, parfaitement résolu, comme il l'a dit lui-même, à aller jusqu'au bout. J'avoue qu'à supposer que je puisse me le permettre, je ne me sentirais pas le courage de lui reprocher une audace que d'aucuns ont déjà taxée d'imprudence et où je ne puis voir que la manifestation inévitable d'un beau tempérament militaire.

Mais il est bon, au moment où nous sommes arrivés, d'essayer de nous rendre compte, — très approximativement, — des effectifs des forces navales en présence.

L'escadre Beatty, — escadre rapide d'avant-garde, d'exploration ou de couverture de la « grande flotte » anglaise (1), — se composait fondamentalement de :

4 croiseurs de combat (2) du dernier type, — le *Lion*, — bâtimens de 27 000 à 30 000 tonnes, de 28 à 30 nœuds de vitesse maxima, armés tous de 8 canons de 343 et de 16 canons de 102 millimètres ; c'étaient, par ordre de date de lancement : le *Lion* (1910). la *Princess Royal* (1911), la *Queen Mary* (1912) et le *Tiger* (1913) ;

(1) *The Great fleet*, expression qui a remplacé celle de *Home fleet*.

(2) Les *croiseurs de combat* ne sont autres que des *dreadnoughts* rapides, un peu moins cuirassés, un peu moins armés, à déplacement égal, que les *dreadnoughts* d'escadre, sensiblement plus lents.

4 croiseurs de combat plus anciens, du type *Invincible* (1907-1909), bâtimens de 18 000 tonnes, filant 26 nœuds, armés de 8 pièces de 305 millimètres et de 16 pièces de 102 millimètres ;

8 croiseurs cuirassés des types *Black Prince* (1904), *Warrior* (1905) et *Defence* (1906-1907), bâtimens de 13 500 à 14 600 tonnes, filant de 22 à 23 nœuds et armés de canons de 234 millimètres avec, les uns, des 190 millimètres, et les autres, des 152 millimètres en nombre variable.

Quant aux bâtimens légers, *light armoured cruisers* (1), *light cruisers* et *destroyers*, nous n'en connaissons pas le nombre, qui était certainement considérable.

Enfin je viens de dire que l'escadre des croiseurs avait reçu un appoint tout à fait précieux par l'adjonction des quatre *dreadnoughts* tout récens du type *Warspite* ou *Queen Élisabeth* (1913). C'étaient le *Warspite*, le *Valiant*, le *Barham* et le *Malaya*, bâtimens de 27 000 tonnes, *filant 25 nœuds*, point capital et qui les rapproche singulièrement des croiseurs de combat, brûlant d'ailleurs exclusivement du pétrole, dont ils portent 4 000 tonnes, armés de 8 canons de 381 millimètres et 16 pièces de 152.

Le « groupe d'éclairage » de la flotte allemande, sous le vice-amiral Hipper, ne semble pas avoir pu disposer d'un renfort aussi sérieux et si les quatre *Warspite* eussent pu se présenter au combat en même temps que les *Lion* et les *Invincible*, il est fort probable que le sort de l'escadre Hipper eût été réglé avant l'arrivée, si prompte qu'elle pût être, de la flotte de l'amiral Scheer.

Quoi qu'il en soit, voici, — à peu près, — la composition de ce « groupe d'éclairage » :

7 croiseurs de combat de valeur assez diverse, échelonnés de 1909 à 1915, déplaçant de 20 000 à 26 000 tonnes, armés, les quatre premiers, de 8 et 10 canons de 280 millimètres, avec 10 ou 12 canons de 150 millimètres, deux autres de pièces de 305, deux autres de canons de 356 ou 380 millimètres. Vitesse à peu près uniforme de 27 à 28 nœuds.

2 *dreadnoughts* rapides, tout neufs, sur le type, ou plutôt sur la catégorie desquels on n'est pas très fixé. Étaient-ce des cuirassés d'escadre ou des croiseurs de combat qui, j'en fais

(1) Ce sont de petits croiseurs cuirassés, assez faiblement armés, mais très rapides, dont les Anglais sont très satisfaits.

de nouveau la remarque, semblent se rapprocher singulièrement aujourd'hui les uns des autres?

S'il est vrai que l'un d'eux était l'ancien *Salamis*, que la Grèce faisait construire à Stettin, chez Vulkan, en 1913-1914, et que l'Allemagne a réquisitionné, il s'agissait d'un cuirassé d'escadre de 20 000 tonnes, protégé à 250 millimètres, ce qui est un peu faible, mais donnant 23 nœuds de vitesse et armé de 8 canons de 356 millimètres avec 12 pièces de 150. L'autre était-il le *Hindenburg*, où l'on reconnaît tantôt le cuirassé Ersatz *Brandenburg*, tantôt le croiseur de combat Ersatz *Victoria-Luise* (1)? Mais voici qu'aux dernières nouvelles, on affirme que le *Hindenburg* n'a pu, pour une cause inconnue, prendre part à la bataille...

8 *Kleine Kreuzer* (petits croiseurs), les plus récens, depuis le *Rostock*, le *Graudenz*, le *Wiesbaden*, jusqu'aux Ersatz *Hela*, Ersatz *Gefion*, Ersatz *Irene*, etc., bâtimens de 5000 tonnes, de 27 à 28 nœuds de vitesse, ceinturés de 101 millimètres d'acier, armés de 12 pièces de 105 millimètres ou de 10 canons de 150 millimètres (de 50 calibres);

4 flottilles de 10 « destroyers, » que les Allemands appellent plutôt grands torpilleurs *(grosse Torpedoboote)* (2) et dont le déplacement va de 570 à 650 tonnes, avec 4 tubes lance-torpilles et deux canons de 88 millimètres;

Quelques sous-marins, en nombre inconnu.

Quant au corps de bataille des deux armées, c'est, aussi bien pour les Allemands que pour les Anglais, une question de savoir s'il n'y figurait absolument que les cuirassés qualifiés de *dreadnoughts*, c'est-à-dire ceux qui, postérieurs au prototype, l'anglais *Dreadnought*, datant de 1906, portent au moins 8 pièces de gros calibre, à partir du 280 millimètres allemand et du 305 millimètres des autres Puissances.

J'inclinerais à croire que, pour constituer 3 escadres de 8 unités, — non compris le bâtiment hors rang du commandant en chef, — les Allemands avaient dû faire état des quatre derniers *pré-dreadnoughts*, ceux du type *Deutschland* (1904-1906), au nombre desquels figurait le *Pommern*. En effet, même

(1) *Ersatz* veut dire *remplacement*. L'Ersatz *Victoria-Luise* est le bâtiment, non encore baptisé, qui doit remplacer numériquement l'ancien croiseur *Victoria-Luise*.

(2) On les nomme aussi *Hoch see torpedoboote*, torpilleurs de haute mer.

en supposant qu'ils aient pu achever en temps utile les cuirassés prévus au programme de 1914, on ne trouve sur leur liste que 21 *dreadnoughts*. Or, il semble, d'après des renseignemens concordans, qu'ils se soient présentés au combat avec 24 unités au moins.

Pour mettre en ligne un même nombre de puissans *dreadnoughts*, l'Angleterre n'avait pas besoin de faire appel aux beaux cuirassés de 1906-1907-1908-1909, qui n'ont que des pièces de 305, au nombre de 10. Elle pouvait se contenter des bâtimens qui, depuis 1910, sont armés de 10 canons de 343 et, depuis 1913, de 8 canons de 381 millimètres. Ayant cédé quatre de ces derniers à l'amiral Beatty (les quatre *Warspite*), l'amiral Jellicoë était encore en état d'amener sur le champ de bataille 18 ou 20 cuirassés appartenant à la classe des *superdreadnoughts* et tels qu'il n'y en a dans les autres marines de premier ordre qu'en nombre très restreint. Toutefois, comme nos alliés connaissent fort bien la valeur du facteur *nombre*, dès qu'on en arrive aux mains, je suppose que le commandant en chef anglais avait avec lui quelques *Neptune* et quelques *Saint-Vincent*. Un doute subsiste néanmoins pour qui remarque que l'amirauté britannique parle toujours de *nombre inférieur* dans les récits succincts de la bataille.

Il importe assez peu, d'ailleurs, puisque l'intention du commandant en chef allemand n'était certainement pas de s'engager à fond. Écraser l'escadre Beatty, isolée pendant plusieurs heures, suffisait parfaitement à sa gloire. Et cette gloire, un peu vaine, car même un succès complet sur les croiseurs de combat britanniques n'eût pas modifié sensiblement le rapport des forces navales, lui aurait pourtant été acquise, s'il avait pu se retirer du combat assez tôt et n'éprouver point lui-même des pertes très sérieuses.

On distingue assez volontiers cinq phases dans cette action confuse qui se déroula depuis trois heures et demie de l'après-midi du 31 mai jusqu'aux premières lueurs de l'aube du 1er juin.

Dans la première de ces phases, les deux avant-gardes seules sont aux prises avec des forces qui se balancent. Pour la seconde, un point fort important reste douteux : comme le vice-amiral Beatty avait devancé, avec ses rapides croiseurs de combat

et ses croiseurs cuirassés, les quatre *Warspite*, l'intervention de ceux-ci s'est-elle produite avant ou après celle du gros de la flotte allemande?

Celle-ci suivait son « groupe d'éclairage » à 18 ou 20 milles de distance ou, en temps, à une heure environ d'intervalle. A cet égard, le témoignage du capitaine Van Peel du chalutier à vapeur hollandais *Anna Josina* (1) est très positif. J'avais d'abord penché à croire que les quatre *dreadnoughts* anglais n'étaient pas à une distance aussi grande de leur chef et qu'ils avaient par conséquent pu l'aider, d'abord à combattre le groupe d'éclairage allemand, ensuite et surtout à soutenir une lutte devenue extrêmement inégale à partir de l'arrivée sur le champ de l'action du corps de bataille ennemi. Mais il semble bien qu'il n'en ait pas été ainsi et qu'en effet, dans la deuxième phase, l'escadre Beatty primitive, où ne figuraient que les croiseurs de combat et les croiseurs cuirassés, — je ne parle pas des bâtimens légers, — ait dû supporter l'effort de la presque totalité de la *Hoch see flotte*. Et c'est très naturellement ainsi que s'expliquent les graves pertes subies par nos alliés, pertes qui ne portent, on le remarquera, que sur les croiseurs.

Dans la troisième phase, qui s'ouvre sans doute un peu plus d'une heure après le début de l'action, l'intervention des quatre *Warspite* rétablit déjà le combat. Certains récits anglais témoignent de l'impression profonde que produit l'entrée en ligne de ces quatre magnifiques unités dont, à plusieurs milles de distance déjà, les 32 canons de 381 millimètres font sentir leur puissance aux cuirassés allemands. Le *Lion*, le *Tiger*, la *Princess Royal*, sont aussitôt dégagés de l'étreinte de leurs plus dangereux adversaires qui se jettent sur la nouvelle division anglaise.

Ce qui reste de la primitive escadre Beatty revient bientôt à la rescousse. A ce moment-là, sans doute, le groupe d'éclairage du vice-amiral Hipper doit être, lui aussi, fort diminué : le *Lützow* est sans doute déjà coulé, le *Derfflinger* ne vaut guère mieux et le *Seydlitz* a subi les avaries majeures que constatait récemment le correspondant d'un journal neutre. Le vaillant amiral anglais peut donc se retourner du côté des

(1) Ce petit bâtiment s'est trouvé toute la journée et une partie de la nuit du 31 mai « dans les eaux » de la bataille. Son récit est très intéressant à divers points de vue.

dreadnoughts qui accourent à son aide et que le gros des Allemands cherche à envelopper. Sir David Beatty a d'ailleurs, dès le début de la deuxième phase, lancé un croiseur léger à la recherche de la *Great fleet*, car ses radio-télégrammes peuvent avoir été *brouillés* par ceux qu'émettent continuellement, avec intention, ses trop nombreux adversaires. En fait, l'amiral Jellicoë a reçu les appels de son subordonné, et tous ses bâtimens s'élancent en faisant donner à leurs chaudières la pression maxima.

Mais on est loin, trop loin ! S'astreindra-t-on à naviguer en ordre, les plus rapides enchaînés aux plus lents ? Non pas ! on sent trop bien l'urgence de secourir les vaillans camarades que l'ennemi va accabler ; aux nouveaux *dreadnoughts*, donc, aux *Marlborough* et aux *Royal Sovereign* de prendre les devans et de dépasser, si possible, les 22 nœuds de leurs vitesses d'essais pour tomber sur la flotte allemande ; et en effet, à la chute du jour, les voici qui apparaissent à l'horizon déjà embrumé par les vapeurs et les fumées de la bataille (1). La quatrième phase commence.

Quelle en a été la durée ? C'est ce qu'il n'est pas aisé de dire. Ce que l'on sait, ce que l'on croit savoir, du moins, c'est que le commandant en chef allemand donna avant dix heures du soir le signal de la retraite, probablement quand il eut acquis la certitude que le nombre de ses adversaires allait enfin dépasser celui de ses propres unités.

Était-il trop tôt ? Était-il trop tard ?... Évidemment, ce point sera fort discuté. J'incline à croire qu'il était déjà trop tard, et cela parce que la retraite allemande prit tout de suite une allure précipitée, une physionomie de déroute ; parce que les diverses unités tactiques de la flotte impériale étaient déjà confondues, quoique dispersées sur un très vaste espace de mer, à ce point que bon nombre de bâtimens, au lieu de suivre l'amiral Scheer vers Helgoland, trouvèrent plus court, — et plus sage, — de se dérober aux Anglais en passant dans la Baltique le Skager Rack et le Cattégat : parce qu'enfin, en principe, un chef d'armée qui sait bien qu'il ne peut pas compter sur une pleine victoire contre un ennemi très supérieur en nombre ne

(1) Les relations anglaises parlent volontiers du défaut de visibilité ; mais les navires marchands ou les pêcheurs qui se tenaient dans les parages de l'action ne mentionnent pas de brume.

doit s'engager que dans la mesure exacte où ses pertes resteront nettement inférieures à celles qu'il aura infligées aux corps isolés qu'il lui a été donné de surprendre. Or, outre que déjà, fort probablement, dans les trois premières phases de la lutte, les pertes allemandes étaient égales aux pertes anglaises, les avaries subies par les unités qui se maintenaient à flot étaient d'une telle gravité qu'il y avait imprudence à les exposer, dans le désordre qui suit un engagement long et acharné, désordre que la nuit favorisait encore, aux coups d'un adversaire arrivant sur le champ de bataille en pleine possession de tous ses moyens.

Nous ne saurons que plus tard si la cinquième phase, celle de la poursuite jusqu'aux abords du camp retranché maritime d'Helgoland-Cüxhaven, n'a pas en effet coûté plus cher à la *Hoch see flotte* que ses six heures de combat à peu près en ordre. Nous saurons peut-être aussi pourquoi, exactement, cette poursuite fut arrêtée à bonne distance de l'îlot fortifié qui défend le centre du front de ce camp retranché.

Le gros de la *Hoch see flotte* put ainsi mouiller avec quelque sécurité à l'ancrage classique, à l'Est du Sand Insel, là même où l'escadre française de 1870 venait prendre un peu de repos et refaire le plein de ses soutes. Et sans doute, pour atteindre ce mouillage, elle avait dû franchir par des « portières » ménagées à cet effet et connues des seuls Allemands, un certain nombre de lignes de mines; mais justement, en serrant de près les grandes unités qui se dérobaient à la lutte décisive, n'était-il pas possible de profiter des mêmes passages? Remarquons qu'il ne peut être question, dans ce cas, d'ouvertures de faible largeur, — 40 ou 50 mètres, — qui ne conviennent qu'aux entrées de port parfaitement balisées (1) et où séjournent toujours des pilotes spéciaux ou des bâtimens guides. Non, s'il y a des « champs de mines » aux abords d'Helgoland, ce que je considère comme douteux en ce qui touche le secteur du Nord-Est au Sud-Est de l'îlot, ces champs de mines doivent être séparés par des intervalles qui assurent une sécurité suffisante aux navires allemands désireux de se rapprocher du Sand Insel, la nuit ou par « temps bouché, » sinon par temps de brume.

En somme, la poursuite *à fond* à laquelle je fais allusion

(1) Balisage spécial du temps de guerre, bien entendu.

n'eût pas dépassé en hardiesse tels coups d'audace que nos alliés connaissent bien, par exemple, celui du *Goliath*, capitaine Foleÿ, passant à l'Ouest de la ligne d'embossage française à Aboukir, c'est-à-dire du côté de la terre et au grand risque de s'échouer, si nos vaisseaux avaient été bien mouillés ; ou encore celui de Nelson lui-même s'entêtant, devant Copenhague, à remonter le Konge Dyb sous le feu écrasant des pontons et des forts danois.

Mais les temps ne sont peut-être plus à ces brillantes et décisives témérités. La responsabilité est trop grande! Un *dreadnought* coûte trop cher et porte trop de marins!...

Il y a autre chose : outre les mines fixes des lignes préparées à l'avance, les vainqueurs lancés à la poursuite des vaincus n'avaient-ils pas à craindre les mines libres, abandonnées dans le sillage des navires en retraite, comme lors du premier « raid » sur la côte d'Angleterre, le 3 novembre 1914? Et n'était-ce pas une raison tout à fait suffisante de les empêcher de se tenir exactement dans les eaux de leurs adversaires, précaution indispensable pour bénéficier des « portières » dont je parlais tout à l'heure?

Cela se peut. En fait, nous ignorons si les Allemands ont fait un usage de ce genre d'engin dans la nuit du 31 mai au 1er juin. Peut-être les circonstances ne s'y prêtaient-elles pas. Savait-on bien, dans cette obscurité, cette demi-brume, ce désordre de l'armée, si les mines ne heurteraient pas une carène amie aussi bien qu'une ennemie? Il est vrai que les Allemands ne s'embarrassent pas beaucoup de ce genre de considérations et que, chez eux, tout cède au désir de nuire à l'adversaire.

Il faut attendre, au demeurant, attendre longtemps encore, sans doute, pour pouvoir répondre avec quelque certitude à la question qui a été posée aussitôt après la bataille : l'ennemi a-t-il vraiment, comme on le craignait, fait usage d'engins nouveaux, d'armes inconnues jusque là?...

D'armes vraiment inconnues, dirai-je (sans vouloir rien affirmer de positif), je ne le pense pas. D'armes nouvelles, ou du moins peu employées, c'est possible et même certain, il me semble. Seulement, là, déjà, le parti pris apparaît dans les affirmations contradictoires des chroniqueurs maritimes. Exemple : « les zeppelins n'ont été d'aucune utilité aux Allemands, » tran-

chent quelques-uns. Or, non seulement il existe de fortes raisons de penser que l'amiral Scheer s'est servi de ses dirigeables pour s'éclairer au loin et reconnaître le dispositif d'ensemble de ses adversaires, mais les marins anglais reconnaissent que ces appareils aériens ont été employés tactiquement, qu'ils ont pris part à la lutte et que l'un d'eux, avant d'être abattu, « laissait tomber bombes sur bombes sur la *Queen Mary*, tandis que celle-ci était engagée à courte portée avec un *dreadnought* allemand (1). »

Remarquons qu'il est fort possible que les services rendus par les « super zeppelins » navals ne répondent ni aux espérances de nos adversaires, ni à leur prix de revient, fort élevé, je crois. Mais cela, c'est affaire d'appréciation et d'appréciation fort délicate, en ce moment. Bornons-nous à dire que si, à l'égard de ce genre d'appareils, les Allemands sont en avance d'une guerre, il vaut mieux, d'une manière générale, être en avance qu'en retard.

Que faut-il penser, d'autre part, des *obus asphyxians* que mentionnent beaucoup de relations anglaises?

Il serait bien étonnant que nos ennemis consentissent à se passer dans une bataille navale des moyens d'action dont ils ont été les premiers à se servir, — avec grand avantage, pensent-ils, — dans la guerre à terre. Ils doivent donc avoir des obus aphyxians comme il semble qu'ils aient des obus dont les propriétés incendiaires sont particulièrement développées, celles-ci pouvant d'ailleurs se confondre avec les propriétés asphyxiantes. On se rappelle que le *Good Hope* et le *Mammouth* prirent feu très rapidement au combat de Coronel, déjà, le 1er novembre 1914.

Mais si nous parlons d'obus à facultés spéciales, il convient de dire un mot — discret — d'un projectile que nous connaissons fort bien, puisqu'il a été inventé par un officier français, il y a déjà une vingtaine d'années. C'est celui qui jouit de la propriété, tombant dans l'eau en avant du navire visé, — coup court, — de continuer sa course en ligne droite dans l'élément liquide, au lieu de ricocher, et d'atteindre la carène au-dessous de la flottaison, au-dessous même de la ceinture cuirassée, *à la façon d'une torpille automobile*. Je dis là les choses fort en gros; mais cela suffit sans doute pour qu'on se rende

(1) Journal le *Scottsman*, d'Edimbourg, du 5 juin (cité par le *Petit Parisien* du 6). C'est le récit d'un des officiers du *Lion*.

compte de la supériorité de ce genre d'obus, dans les circonstances favorables à son emploi. C'est, je le répète, le véritable *obus-torpille*, nom que l'on a donné fort improprement à un projectile aérien de la guerre de tranchée.

Après le combat du Doggerbank, du 24 janvier 1915, on avait admis dans les cercles maritimes que les avaries assez graves et assez particulières subies par le croiseur de combat *Lion* (qui portait alors, comme au 31 mai 1916, le pavillon de l'amiral Beatty), pouvaient avoir été causées par un obus de ce genre. J'ignore si cette opinion s'est trouvée confirmée. Ce que je puis dire, c'est que j'ai l'impression très nette que la *Queen-Mary*, sinon les autres croiseurs de combat, a été définitivement mise à mal par des engins sous-marins. Comme on le voit, il n'est pas nécessaire qu'un *engin sous-marin* soit une torpille automobile ou une mine automatique, et rien n'empêche désormais le canon d'ajouter cette palme à celles qu'il a méritées depuis longtemps déjà. Voilà qui fera plaisir à bien des gens...

Et les torpilleurs? Et les sous-marins eux-mêmes? Quel rôle ont-ils joué? En ce qui concerne les torpilleurs, ou plutôt les « destroyers, » nul doute sur l'importance du concours qu'ils ont prêté aux grands bâtimens. Dans beaucoup de relations, il n'est question que d'eux, des Allemands, — que l'on savait d'ailleurs très bien entraînés, — comme des Anglais, toujours très audacieux, très « allans. » Il y aurait, au point de vue de la tactique de combat des escadres, d'intéressantes remarques à faire sur ce trait particulier du récit d'un officier de la flotte britannique : « Au début de l'engagement, nous tirions par-dessus notre rideau de « destroyers. » Les Allemands lancèrent alors les leurs en avant, de sorte que deux batailles se livrèrent simultanément, l'une centrale entre les « destroyers, » l'autre périphérique entre les grands bâtimens. » Attendons la confirmation des rapports officiels. En tout cas, on a signalé déjà les *charges* exécutées par les flottilles allemandes à la fin de la bataille, quand il a fallu couvrir la retraite de la *Hoch see flotte*. Les pertes subies par ces divisions de grands torpilleurs prouvent assez qu'elles n'ont pas marchandé leur dévouement.

Est-ce à un torpilleur, est-ce à un sous-marin allemand, qu'il faut faire honneur de la grave avarie qui paralysa le dreadnought *Marlborough?* Je ne crois pas qu'on le sache exac-

tement. D'une manière générale, les conditions de l'engagement ne paraissent pas avoir été favorables à l'action des submersibles. Il ne faut pas se représenter la lutte si complexe du 31 mai comme une *bataille rangée*, type de combat où les théoriciens jugeaient à peu près certaine l'intervention efficace des « sous-marins d'escadre, » lançant à point nommé leurs torpilles *dans le tas*. J'imagine que les élémens qu'engageaient successivement les Anglais ne se présentaient pas en ordre rigide. Ajoutons qu'ils devaient marcher à la vitesse maxima. Enfin, des témoins oculaires affirment que la surface de la mer était fouettée par une telle trombe de projectiles qu'aucun périscope n'eût pu s'y risquer. Il y a un peu d'exagération dans ces dires. On soupçonne aisément que, de trois heures et demie de l'après-midi à dix heures du soir, il a dû se produire quelques accalmies dans la canonnade...

Attendons, encore une fois.

Un capitaine de petit navire marchand rapporte qu'il vit, en pleine nuit, des torpilleurs et des sous-marins anglais qui se dirigeaient du côté d'Helgoland. Si le fait est exact, c'était évidemment dans l'intention de torpiller les grandes unités qui venaient de mouiller derrière le « Sand Insel. » Et l'intention était excellente : voilà un judicieux emploi du sous-marin. Mais le fait est-il exact ? Et, s'il est exact, quel a été le résultat de cette attaque ? Nous l'ignorons pour le moment.

Tout ceci nous conduirait à la question des pertes subies par les deux flottes, si je pouvais, à cet égard, fournir aux lecteurs de la *Revue* d'autres et de plus exactes indications que celles qui ont été données à profusion par les journaux quotidiens. Ne parlons pas des pertes anglaises, qui sont bien connues, et qui ont été immédiatement déclarées avec une belle franchise, avec, même, une sorte d'abandon. On sait aussi que le gouvernement allemand s'est fort piteusement décidé, quelques jours après son triomphant « radio, » à reconnaître qu'il fallait ajouter la destruction du *Lutzow* et du *Rostock*, — croiseur de combat *dreadnought* et croiseur léger du type dit « des villes d'Allemagne, » — à celles du *Pommern* (1), du *Wiesbaden* et du *Frauenlob*.

(1) Il s'agit très probablement d'un *dreadnought* neuf, qui a pris le nom du cuirassé assez ancien coulé par un sous-marin anglais dans le golfe de Dantzig, le 1er juillet 1915. A moins cependant que celui-ci ait pu être remplacé.

Il semble que, depuis, la liste des pertes se soit sensiblement allongée (1), malgré le soin apporté par l'amirauté de Berlin à faire le silence, « en faveur de considérations d'ordre militaire, » sur les suites de la prétendue victoire de la *Hoch see flotte*. En tout état de cause, il y a lieu de considérer comme disparus définitivement une vingtaine de torpilleurs de haute mer dont on n'avait pas de nouvelles immédiatement après la bataille. Peut-être quelques-uns de ces petits bâtimens se retrouveraient-ils, — internés jusqu'à la fin de la guerre, — dans certains ports danois où leurs avaries les retinrent plus de vingt-quatre heures après la terrible nuit du 1er juin.

Mais le plus certain, par les aveux faits au Reichstag même, c'est que la flotte allemande a énormément souffert. Tous les chantiers, tous les arsenaux de la mer du Nord et ceux de la Baltique, au moins jusqu'à Dantzig, sont employés à la réparation des avaries subies par les unités de tout rang; et alors que la plus grande partie, de beaucoup, de la *Great fleet* était prête à combattre, après avoir fait le plein de ses soutes, le surlendemain de la bataille, les cuirassés de l'empereur Guillaume restaient amarrés aux quais des ports, où ils recevaient d'ailleurs la visite et les félicitations de leur souverain, justement empressé à relever les courages d'officiers et de marins qui ne s'abusaient pas, eux, sur leur triomphe...

Quelles seront les conséquences de ce triomphe, ou plutôt de ce triomphe de la « manœuvre morale? »

Il me sera sans doute plus facile de dire ce qu'elles pourraient être, à condition de le dire avec une grande prudence.

Après la bataille d'Eylau, et comme Bennigsen et Lestocq, stupéfaits de n'avoir pas été détruits, remplissaient de cris de victoire, tout en battant en retraite, les gazettes du continent, Napoléon se contenta de dire : « La suite des opérations montrera bien quel est le vainqueur. » Et en effet!...

C'est sous la protection de cette haute autorité que je me hasarde à rappeler que la seule sanction profitable de la victoire, c'est l'offensive.

De cette offensive qui, pour être énergique, n'en doit pas moins s'entourer de précautions et se fonder sur des plans bien

(1) On cite les cuirassés *Ost-Friesland*, *Westphalen*, le croiseur de combat *Derfflinger*, frère jumeau du *Lützow*, etc. Mais les Allemands bénéficient du doute.

mûris, — des plans déjà tracés, j'en suis sûr, — de cette offensive, dis-je, je ne puis exposer ici les modalités diverses. Ce n'est pas le lieu; ce ne serait plus le moment, puisque ce moment, — fugitif, ne l'oublions pas! — doit être tout à l'action.

Ne laissons pas à ces arsenaux, à ces chantiers d'Allemagne dont je parlais tout à l'heure le temps d'achever les réparations qu'ils poursuivent avec une hâte fébrile, car l'État-major de Berlin sait quelle est la gravité des risques que lui ferait courir une vigoureuse intervention des Alliés sur le front septentrional de l'immense théâtre d'opérations, alors que la plus grande partie de la flotte allemande est paralysée par ses blessures.

Le petit combat qui a été livré dans la Baltique, le 14 juin, montre bien à quelle extrémité on est réduit en ce moment chez nos ennemis, puisque, pour convoyer un groupe important de paquebots qui leur apportaient de Suède les plus précieux approvisionnemens, ils n'ont trouvé, — si près des Russes! — qu'un croiseur auxiliaire, faible vapeur de commerce armé tant bien que mal, des chalutiers et deux ou trois vieux torpilleurs de faible tonnage.

Tout cela a été détruit ou dispersé par nos alliés, dans un combat fort bien conduit, du reste, en pleine nuit.

Mais, n'est-ce pas? je ne suis pas trop téméraire en supposant que ce n'est pas là tout le fruit que nous pouvons tirer de la belle victoire anglaise du 31 mai et qu'à la grande offensive de nos armées qui se prépare correspondra celle des flottes alliées du Nord, la flotte britannique, la flotte russe, la flotte française, combinant d'abord et bientôt unissant leurs efforts.

Contre-Amiral Degouy.

LE CHEMIN SANS BUT[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

XVII

Et ce fut dans le Forum qu'ils se rencontrèrent.

Florence était assise près d'un fût de colonne. Elle était venue se promener ici tandis que Claude était à une réunion socialiste. Elle se reposait en lisant une lettre de Jacqueline, qu'on lui avait remise au moment où elle quittait l'hôtel.

Jacqueline était sur la Riviera, toujours affairée, toujours éreintée, quoique jamais lasse de ce tourbillon qui faisait un vide bourdonnant dans sa cervelle. Elle geignait en enfant gâté :

« Mon mari est grognon parce qu'il perd au jeu. Je voudrais qu'il allât passer sa mauvaise humeur autre part ; il y a cependant assez de petites femmes par ici. J'ai rencontré mon numéro un, cela m'a bien amusée ; nous avons flirté pendant toute une semaine. J'ai eu un instant la pensée de lui faire tromper sa seconde femme avec moi ; le cœur m'a manqué au moment de conclure ; cela ne m'a rien dit. Rien ne me dit. Tu ne t'imagines pas à quel point je m'ennuie par instans. J'envie les joueurs de Monte-Carlo qui vont jusqu'au bout de leur passion et sautent le pas au dernier acte... »

Florence remit lentement la lettre dans l'enveloppe.

« Drôle de corps, cette Jacqueline ! » pensait-elle. Après tout, elle avait peut-être raison !

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai, des 1er et 15 juin.

(2) *Copyright by* Jules-Philippe Heuzey, 1916.

Un drame violent, exaspéré, mais rapide, qui n'a pas le temps de laisser des regrets... Cela valait mieux que la vie que traînerait la jeune femme si elle arrivait à la vieillesse; cela valait mieux que ce qu'elle faisait du temps présent, cette succession de menus plaisirs, de plaisirs bêtes. Elle n'était qu'un jouet qui cherche à s'amuser et qui trouve de toutes parts les chemins de ses plaisirs barrés par l'ennui. Ce que serait la vieillesse d'une telle jeunesse : épaississement du corps et de l'esprit, plus de temps passé autour d'attraits disparus, préoccupation constante de la bonne nourriture ou souci permanent de l'estomac qui se détraque.

Un drame brutal, exaspéré, une action dont la durée ne dépasse pas vingt-quatre heures, comme dans la tragédie. Ne serait-ce pas la vérité pour bien des vies?...

Florence était à Rome depuis trois jours. Claude ne connaissait pas la Ville, mais c'était à peine s'il avait le temps d'en saluer les ruines immortelles. Il n'avait encore visité que le Forum et le Colisée; les socialistes qui accaparaient toutes ses heures ne se souciaient des vieilles pierres que pour ce qu'ils pouvaient en prendre, afin de lapider la société moderne.

Cet après-midi-là, Florence avait la sensation dans sa solitude d'être bien elle, Florence tout court, dégagée de sa vie quotidienne et des liens de cette vie. La lettre de Jacqueline venait de lui rappeler que les chaînes n'étaient qu'oubliées, qu'elles existaient toujours.

Soudain, elle tressaillit : deux hommes se dirigeaient de son côté, montant la Via Nuova; l'un était le romancier italien Castellani, l'autre était Vivien. Elle se leva; elle voulait se dissimuler derrière quelque débris et de là gagner le Palatin; il était trop tard. Castellani l'avait vue et de loin la saluait. Il s'avançait vers elle.

Vivien aperçut Florence à ce moment. Il eut un brusque mouvement, et son premier geste, à lui aussi, qui désirait si ardemment la rencontrer, fut de fuir.

— Lemire, lui cria Castellani, qui l'avait devancé de quelques pas, cher ami, venez donc que je vous présente à Mme Herpin.

— C'est inutile, dit vivement Florence, en serrant la main de l'Italien, M. Lemire et moi nous connaissons depuis longtemps.

— J'aurais dû m'en douter : des Parisiens du Tout-Paris comme vous !

Lemire saluait Florence sans rien dire. Elle lui tendit la main. Heureusement, Castellani parlait pour trois ; il ne s'aperçut pas du mutisme de ses deux interlocuteurs.

— Vous êtes pour quelque temps ici, madame ? demanda enfin Vivien.

— Pour une semaine environ ; vous êtes en séjour à Rome ?

— Depuis une quinzaine.

Puis ils parlèrent du Forum. Les deux Français exprimèrent à l'Italien, par quelques phrases banales, leur admiration pour Rome. Après deux ou trois minutes d'entretien, ils se séparèrent.

Le cœur de Vivien lui faisait mal, et il n'avait que ce désir grandissant de fuir la présence qu'il avait tant souhaitée ! Quand Florence se fut éloignée, il n'eut plus que le désir contraire : la revoir.

L'hôtel des Herpin, comme celui de Lemire, était sur la place d'Espagne. Vivien, de sa fenêtre, guettait les sorties de la jeune femme. Dès le surlendemain, l'ayant vue s'en aller seule, il la suivit et, quand elle monta dans un fiacre, il en prit un à son tour et s'engagea dans la même direction qu'elle. Ils se retrouvèrent à la Farnésine.

— Me permettez-vous, dit-il après l'avoir saluée, de m'asseoir un instant près de vous ?

— Certainement, répondit-elle sans aucun élan.

Cette froideur agaça Vivien. Il dit, ironique :

— Personne, je pense, ne peut trouver à redire à notre entretien ; nous sommes simplement d'anciennes relations qui se retrouvent.

Elle le prit sur le même ton.

— Oh ! moi, vous savez, le qu'en-dira-t-on !... Je ne m'en suis jamais inquiétée ; je ne le respecte, ni ne le brave : je n'en ai cure.

— Et je suppose que votre mari actuel n'a pas non plus de préjugés d'un autre temps, lui, l'homme de l'avenir ?

Elle le regarda tout droit :

— Mon mari a confiance en moi...

— Ah !...

Il se fit un silence ; un pli amer marqua la lèvre de Vivien ; il reprit :

— Vous vous occupez activement, m'a-t-on dit, de l'organisation du socialisme féminin.

— J'aide mon mari dans son œuvre.

— Vous êtes toujours aussi enthousiaste?

— Enthousiaste? On n'est pas enthousiaste à perpétuité. Je suis très convaincue.

— Tant mieux pour vous!

Il se fit encore un silence. Elle se tenait sur la défensive. Connaissant la curiosité de Vivien, elle était résolue à ne pas lui livrer le moindre accès dans sa pensée; elle voulait encore moins lui ouvrir la plus petite fenêtre sur sa vie intime. Il la quitta énervé et accablé tout à la fois. Les beautés de Rome, au lieu de le distraire, l'irritaient; il les fuyait. L'homme qui souffre ne s'intéresse qu'à sa souffrance, même quand il l'ennoblit en l'acceptant; la sérénité qui nous vient des choses ne touche le cœur qu'après, quand la résignation est venue.

Ils se revirent à un thé chez la comtesse Ghiberti, qui ouvre si largement les portes de ses salons à toutes les célébrités des deux côtés des monts.

Les Herpin sont arrivés les premiers. Vivien entre à son tour. Deux peintres français qui connaissent leurs histoires conjugales guettent d'un œil amusé la rencontre des trois personnages.

Vivien salue la maîtresse de la maison, qui se répand en éloges sur l'œuvre du cher maître. Vivien s'attend à rencontrer Florence. Florence l'a vu entrer. Elle est troublée intérieurement, nul ne s'en doute. Vivien, arrivé devant elle, s'incline sans un mot. Elle répond par un geste poli, mais indifférent, et continue de converser avec Castellani.

« Très forte, très chic! » pensent les peintres narquois. Et Vivien se trouve face à face avec Claude. Les deux hommes se regardent droit dans les yeux, et Vivien passe. Il va s'asseoir près de la comtesse qui lui fait signe. Tout en lui parlant, son regard se porte sur Florence. C'est bien la Florence d'autrefois, celle du salon du docteur Daubenoire, c'est son élégante aisance et son fier sourire.

La comtesse tient à grouper autour d'elle les célébrités françaises qui ornent cette réception. Elle interpelle Herpin; celui-ci est obligé de s'approcher d'elle. Vivien le suit des yeux avec l'indéfinissable ironie de son regard voilé.

— Monsieur Herpin, dit la comtesse, j'aurais bien envie de vous entendre, mais je ne puis aller dans les salles où vous parlez. Et je le regrette tant !

— Vous ne perdez rien, madame, dit Herpin en s'inclinant.

— Oh ! je connais votre réputation. Et vous, monsieur Lemire, est-ce que vous avez aussi le don de la parole que les Français prisent si fort ?

— M. Lemire a eu de retentissans succès comme orateur ; vous l'ignoriez, madame ? dit un des deux peintres.

— Comment ? Alors toutes les gloires ?

— Oh ! madame, je ne tire nulle vanité de ces soi-disant succès. C'est si facile de faire vibrer un auditoire auquel on ne rend, en somme, que ses propres idées vêtues d'habits plus somptueux. L'orateur et l'auditoire s'entraînent l'un l'autre ; pour convaincre, il faut que l'orateur plaise au public, d'où forcément quelque cabotinage chez celui-là.

— L'éloquence est ce jeu de bateleurs quand l'orateur aime l'éloquence pour elle-même, dit Herpin, qui a senti la pointe, mais quand il a avant tout l'ardent désir de persuader, elle est un des arts les plus nobles de l'homme.

— Oh ! persuader... dit Lemire avec son demi-sourire narquois. La parole, en général, n'a déterminé que la conversion de ceux qui étaient convertis d'avance. On se convertit par coup de foudre comme Saul sur le chemin de Damas, ou parce qu'une voix parle au plus secret de notre être.

— On voit que M. Lemire est tout imprégné du parfum de Rome, dit la comtesse, les comparaisons chrétiennes lui viennent naturellement à la pensée. Et vous, monsieur Herpin, quelle impression vous a faite la Ville Éternelle ?

Mme Ghiberti a senti l'hostilité des propos des deux hommes, elle change le terrain de la conversation.

— Elle m'a surtout parlé de force, de ténacité, de volonté splendidement humaines, répond Claude. Les *disjecta membra* du colosse ont une vertu spéciale pour nous imposer avec tant de fierté le nom de Rome, après les innombrables flots de barbares qui les ont submergés. Ne croyez pas que j'aie une conception primaire, — comme dirait M. Lemire, — des Romains et de leur République ; je sais que celle-ci fut une aristocratique tyrannie, mais au moment où elle s'exerça, elle fut le gouvernement le plus propre à former des hommes vrai-

ment libres dans la plénitude de leur raison et de leur force.

— Et les Catacombes? demanda Mme Ghiberti qui n'aimait pas à suivre longtemps le même raisonnement.

— Je n'y suis pas encore allé, mais j'irai avec respect, j'y vénérerai le souvenir d'hommes qui nous apprirent comment on mourait pour la liberté de ses croyances.

— Et la Rome des Papes?

— C'est au point de vue artistique qu'elle est à admirer ou à critiquer aujourd'hui. Je n'ai que faire d'une histoire que le présent ne continue pas. Rome n'appartient plus à l'hôte du Vatican. Elle est provisoirement à la Maison de Savoie, pas pour longtemps, j'espère.

— Vous prévoyez la Rome du grand maître de la maçonnerie, dit Mme Ghiberti. Je ne vous suis pas jusque là, tout en reconnaissant, ajoute-t-elle vivement, pour prouver sa liberté d'esprit, que ce Nathan a de fort bonnes idées sur bien des points.

— Et qu'il prononce parfois des paroles pleines de tact, remarque Lemire ironique. Mais, continue-t-il, s'adressant à Claude, puisque vous prévoyez l'avènement du futur Messie, homme ou abstraction, vous devez rendre grâce à ces pauvres papes, que vous envoyez prendre place parmi leurs collections, d'un geste si dédaigneux, d'avoir, si l'on peut dire, préparé la Rome de l'Antéchrist.

La comtesse eut un mouvement comme si elle ébauchait un signe de croix.

— C'est la succession apostolique qui n'a égard ni aux castes, ni aux nations, qui a donné à Rome son caractère d'éternité et vous permet d'y rêver l'établissement de la cité future. Les ruines antiques n'en feraient qu'une nécropole grandiose. Vous aurez beau dire, Rome est la ville des Papes, autrement que par ses Églises, par ses fontaines et par ses berninades; chaque pierre de la Ville crie leur nom.

— C'est vrai, dit Florence à son voisin, je ne me suis pas souvenue une seule fois que Rome était la capitale du moderne royaume d'Italie, depuis que je suis ici.

Herpin se retourne vers sa femme d'un geste brusque et fronce les sourcils. Leurs regards se croisent; ceux de Florence interrogent, étonnés. Vivien a entendu la remarque de Florence; il éprouve un secret contentement de cette communauté d'impressions; aussi continue-t-il sur un ton plus dégagé :

— Votre internationalisme devrait éprouver quelque sympathie pour ces pèlerins qui viennent des quatre coins du globe vers celui dont le royaume ne connaît pas de frontières, et qui apportent le tribut de leur soumission sans que nulle loi humaine les y contraigne.

— Mon internationalisme a salué les Catacombes, monsieur, il ne saurait s'incliner devant le Vatican. Je laisse ce geste aux croyans et aux dilettantes

— Le dilettantisme a du bon, il empêche d'être dupe ; c'est un avantage au point de vue de la raison : il permet de sympathiser avec un plus grand nombre de manifestations humaines.

— C'est cette soi-disant sympathie philosophique qui a ouvert dans la barque de saint Pierre ses voies d'eau les plus profondes, reprend Herpin. Les Ponce-Pilate avec leur : « Qu'est-ce que la vérité ? » envoient le Christ au gibet. S'il ne se trouvait en présence, dans la lutte, que des convaincus, la victoire resterait à la conviction la plus forte ; mais il y a les indifférens sympathiques qui énervent la défense et paralysent l'attaque. Au fond, ce que le passé de l'Église vous fait éprouver, c'est la piété lyrique d'un Chateaubriand parmi les ruines.

— Non, je ressens autre chose qu'un pieux respect pour l'Église, ou bien comparez-le à celui qu'inspire à son fils une mère âgée et lointaine. Quand ce fils sent sa mère menacée, il vole à son secours, même s'il fut un fils ingrat et oublieux. Et vous savez que les liens qui nous attachent à notre mère sont les plus forts ; l'amour que nous inspirent les femmes ne dure que le temps de leur jeunesse et meurt de notre satiété.

Vivien avait regardé Florence en parlant. Elle soutint ce regard, de l'air parfaitement indifférent qui était le sien depuis leur première rencontre.

— Ceux qui sont dans la vérité, s'écria Castellani, sont ceux qui goûtent sans arrière-pensée la beauté stupide et magnifique de la Junon Ludovisi ou la grâce exquise de la Naissance d'Aphrodite, ou qui se contentent de rêver devant le sommeil douloureux de l'Érinnye...

— Oui, dit Florence à son tour, mais les musées exhalent forcément un parfum de nécropoles. Le catalogue tue l'œuvre d'art. Je goûte beaucoup plus vivement les peintures et les sculptures qui sont restées dans les demeures qui leur étaient destinées dès le principe. Dans tout le Vatican, rien n'a le

charme de la chapelle de Nicolas V, et y a-t-il quelque chose de plus naïvement touchant que les fresques de l'église basse de Saint-Clément ?

— N'est-ce pas ? s'écrie Vivien, ne songeant plus à qui il s'adresse, elles sont exquises. Le geste de la mère qui retrouve son enfant est si joyeux et les assistans sont émerveillés avec tant de décence ! Le miracle ne les surprend pas. Avez-vous aimé aussi la Vie de saint Alexis ?

— Certes ! La figure de la fiancée qui attend à la fenêtre est délicieuse. D'ailleurs, tout l'ensemble nous prend, on n'est plus gêné par le porte-clefs ni par les touristes ânonnant leur guide, dans la lumière insuffisante. C'est une impression artistique inoubliable.

— Autrefois, vous n'aimiez que l'œuvre d'art moderne.

— Dans la Ville éternelle, le passé vous devient du présent.

Claude encore une fois avait froncé les sourcils. Il vit un sourire amusé se dessiner sur les lèvres d'un des deux peintres. Brusquement, il se leva, s'approcha de sa femme :

— Il est temps de nous retirer, dit-il ; j'ai ma conférence de ce soir à préparer.

— Très bien ! je vous suis...

Claude tressaillit. Florence et lui se tutoyaient. Pourquoi ce *vous* qui semblait si naturel ? Il se souvint qu'elle ne tutoyait pas Vivien jadis. Il pressa le départ, nerveux, répondit distraitement à la comtesse qui les invitait à revenir. Il sentait que le regard de Vivien suivait Florence, et cela l'irritait.

Ils montèrent en fiacre, et tandis que le léger véhicule les secouait sur le dur pavé de Rome, Claude demeurait silencieux.

— Quel beau ciel et quel beau temps ! dit Florence au bout d'un instant.

Il ne répondit rien. Elle tourna les yeux vers lui et le considéra avec étonnement.

— Qu'as-tu donc ? Es-tu souffrant ?

— Je n'ai rien.

Il se tut, regardant d'un autre côté. Quand ils furent rentrés dans leur appartement, il se mit à marcher de long en large, la figure toujours contractée.

— Mais qu'y a-t-il ? demanda Florence qui avait réfléchi le long du chemin. Tu as une mine de traître de mélodrame.

Il haussa les épaules.

— Nous partirons après-demain, dit-il, d'un ton tranchant qu'elle ne lui connaissait pas encore. J'en ai assez de votre Ville éternelle : l'air en est malsain.

— Est-ce à cause de notre rencontre chez la comtesse Ghiberti que tu as tes nerfs?...

— Oui.

A son tour, elle haussa les épaules.

— C'est absurde!

Elle se dirigea vers la table, s'assit, et se mit à écrire.

— Tu écris chez nous?

— Oui, pour avoir des nouvelles du petit.

— Écris plutôt que nous rentrons après-demain.

Elle se tourna vers lui :

— Alors, c'est sérieux, cette lubie?

— Ce n'est pas une lubie. Il m'est odieux de rencontrer M. Lemire à chaque pas.

— A chaque pas! C'est aujourd'hui la première fois que vous vous trouvez ensemble.

— Oui, mais dorénavant, j'en suis sûr, cela arrivera plus souvent. En tout cas, vous vous rencontrerez, toi et lui, tandis que je serai à mes réunions. Vos goûts sont si semblables, ajouta-t-il ironiquement, que vous vous retrouverez à coup sûr devant les mêmes tableaux et dans les mêmes églises...

— Alors, positivement, tu es jaloux de Vivien, de lui que j'ai laissé sans un remords, sans même un regret pour te suivre?

— Je n'étais pas jaloux avant de vous avoir revus côte à côte. Il te parlait, il te regardait, surtout; cela m'a été insupportable...

— Nous avons causé comme deux étrangers qui se rencontrent dans un salon, ni plus, ni moins...

— Ce n'était pas la même chose. Vos propos s'emboîtaient l'un dans l'autre, ils semblaient retrouver le pli d'une ancienne habitude. Déjà, plus d'une fois, quand j'ai remarqué chez toi certaines de ses manières de voir, des tournures de phrases semblables aux siennes, j'en ai été secrètement irrité. Ce soir, c'était autre chose : une rage sourde, le besoin impérieux de le voir disparaître.

— Je suis pourtant plus à toi que si j'étais veuve. J'aurais pu regretter alors mon premier mari, tandis que j'ai quitté Vivien volontairement, comme un étranger.

Claude secoua la tête sans répondre.

— Vous êtes tous pareils, continua Florence, ironique, parce qu'elle se sentait blessée par les pensées de Claude, même quand vous professez de belles théories sur la liberté de l'amour. La liberté pour toutes les autres femmes, sauf pour la vôtre.

— La liberté complète, tu as raison. J'aurais préféré, entends-tu, qu'un amant eût traversé ton passé, plutôt que ce mari. Un amant... on peut toujours douter, tant que vous n'avez pas avoué, tandis que le mari, c'est une réalité inéluctable. Nos pensées, à lui et à moi, se sont fatalement rencontrées à ton sujet... Ah !...

Il crispa les poings.

Tout à l'heure, tu ne t'en es pas aperçue, chez la comtesse Ghiberti, quand je t'ai demandé de partir, tu m'as répondu du ton le plus naturel : « Oui, mon ami, si vous voulez. » Tu ne le tutoyais pas, lui ! Tu croyais lui répondre, comme autrefois...

Florence rougit.

— Tu es absurde, dit-elle. Je te pardonne cette scène de jalousie dont j'aurais le droit de m'offenser, parce que tu es malheureux et que cela me fait de la peine de te voir souffrir. Si tu savais à quel point il me laisse indifférente !.

— Qui sait ? Tu dis ce que tu veux. Tu ne m'avouerais pas, bien entendu, qu'à toi aussi il revient parfois des souvenirs du commencement de ton premier mariage.

— Tais-toi, dit-elle avec force. Si tu éprouves un mouvement d'aussi basse jalousie, aie au moins la pudeur de me le cacher.

— Pardon, dit-il. J'ai parlé malgré moi.

Il prit son front dans ses mains.

— Il faut que je prépare ma conférence de ce soir : je n'y ai guère la tête.

Florence ne dit rien : elle souffrait trop des dernières paroles de Claude. La rancune barrait ses lèvres et fermait son cœur à la tendre pitié. Tout ce qu'elle pouvait faire était de contenir en elle le flot de paroles frémissantes qui aurait soulagé son indignation.

La chambre était très grande. Claude alla s'asseoir à une seconde table, dans un angle de la pièce. Florence quitta celle où elle avait commencé d'écrire, incapable de la moindre tension d'esprit. Elle prit un livre par contenance, s'assit près

d'une fenêtre, et regarda machinalement dans la rue obscure.

Le soir, après le dîner, elle resta dans le salon, feuilletant des journaux illustrés, l'esprit vague, mais toujours douloureux. Puis elle se coucha. Elle entendit Claude rentrer; elle feignit de dormir quand il se pencha sur elle. Il ne tenta pas de lui faire ouvrir les yeux.

Le lendemain matin, il lui annonça avec un peu d'humeur qu'ils ne partiraient pas le jour suivant. On l'avait contraint de rester jusqu'à la fin de la semaine pour le *meeting* de clôture.

— Bien, dit Florence, simplement.

Ils ne reparlèrent pas du différend de la veille, mais quelque chose demeurait sur le cœur de la jeune femme, quelque chose qui l'inquiétait, parce que jamais elle n'avait éprouvé cette sensation avec une telle intensité, aux sources mêmes de sa vie, de la vanité de tout désir, et de toute joie humaine. Cela se traduisait par une souffrance physique, une sorte d'oppression. C'était la première fois que son cœur était atteint. Elle ne souffrait pas dans son amour, et pourtant c'était bien son cœur qui souffrait; il souffrait de se sentir vide. La douleur que nous causent les autres, nous trouvons contre elle un refuge en nous-mêmes. Dans la douleur qui nous vient de nous-mêmes, nul être humain ne nous peut être un secours.

Après le déjeuner, Florence sortit; Claude lui avait donné rendez-vous dans le Forum, vers quatre heures.

Florence commença par errer dans les rues, puis la pensée de Saint-Clément surgit dans son esprit; il lui sembla qu'elle s'y distrairait un instant les yeux. Elle prit un fiacre qui bientôt l'arrêtait près de la porte de la rue Saint-Jean de Latran. Trois petites filles, comme elle-même, s'apprêtaient à entrer; l'aînée pouvait avoir six ans. Toutes trois nouaient sur leurs cheveux leur petit mouchoir. Elles avaient dans leurs mouvemens la grâce aisée des femmes du Midi. Florence les suivit, entra derrière elles dans l'église. Les petites se dirigeaient délibérément dans l'antique basilique, sans bruit, parce qu'elles n'étaient pas naturellement bruyantes, mais on les sentait « chez elles. » Elles portèrent leurs pas vers un grand Christ en croix qui se dressait le long d'une muraille. L'aînée fit un petit salut et baisa les pieds du Crucifié. La seconde, pour que ses lèvres arrivassent aux pieds divins, dut se hausser sur l'extrême

pointe de ses orteils. La troisième fit un vain effort et tendit ses petits bras vers le Sauveur. Alors, les deux aînées réunirent leurs forces, la soulevèrent, la hissèrent, tandis que cette « picciolina » agrippait ses mains innocentes aux pieds du Christ. Les lèvres enfin touchèrent le clou sacré, l'enfant revint un peu brusquement sur le sol. Et satisfaites, les trois petites filles, avec trois petits saluts, quittèrent l'église. Florence avait suivi des yeux cette scène si pleine de grâce naïve et pure. Ces innocentes étaient venues faire une courte visite, en passant, à un grand ami, à Celui qui les caressait lorsqu'il marchait sur les routes de Galilée.

Le bruit de la porte qui s'ouvrait à nouveau : une femme, cette fois-ci, entra. Ses pas n'avaient plus la légèreté des pieds enfantins. C'était une femme du peuple, dans les trente ans peut-être, qui aurait pu être la mère des petites filles... Comme elles, elle alla baiser les pieds du Christ, mais elle ne se borna pas à ce geste d'affection, elle s'agenouilla sur les dalles et se mit à prier...

Elle n'avait pas pris garde à Florence. Elle avait une figure triste. A un moment, elle baissa la tête et ferma les yeux. On sentait que ses épaules portaient un lourd fardeau de douleur.

« Elle est venue le déposer un instant ici, se dit Florence. Elle a de la chance dans sa détresse; elle connaît un refuge contre le mal qui lui vient des hommes. Les petites filles, plus tard, s'agenouilleront comme elle, avec le fardeau de la vie sur les épaules; elles goûteront quelque repos et repartiront avec un peu d'espoir. Si elles gardent cette confiance naïve le long de la route, elles seront heureuses, même dans leur misère. Comment pourrait-on remplacer pour celles-là ce dialogue avec un Dieu?... »

Florence, tout en se faisant ces réflexions, était ressortie de l'église. Elle était entrée à Saint-Clément pour y chercher un plaisir artistique; elle en était repartie sans songer à le goûter. L'œuvre d'art en ce moment ne pouvait l'émouvoir; elle lui aurait même été importune. La pauvre femme qu'elle avait rencontrée aux pieds du Christ, elle aussi, restait insensible à l'œuvre d'art, mais elle était touchée par ce que cette œuvre d'art représentait. Florence enviait cette créature misérable qui jamais ne connaîtrait la détresse de l'âme, nommant soudain faux-semblans ce qu'elle avait appelé jusqu'alors principes de vie.

Et ce qui accablait plus encore Florence, c'était cette sensation de défaite dont souffrait sa nature conquérante. La défaite... la servitude... deux mots qu'elle ne voulait même pas formuler, en se parlant à elle-même, mais qui s'inscrivaient secrètement dans son cœur, qu'elle découvrirait fatalement comme, sous un peu de poussière, les lettres gravées dans la pierre des ruines antiques... Elle avait gagné, tout en marchant, le Palatin. Elle sentit soudain la fatigue ; l'idée seule de reposer ses membres lui fut un apaisement. Elle s'assit près du palais d'Auguste, sur le fût d'une colonne renversée, et peu à peu sa pensée s'engourdit. Elle regardait les lézards glisser, rapides, sur les dalles polies et se dissimuler dans les fentes envahies par l'herbe; cela sentait la verdure nouvelle. Florence se mit à chantonner entre ses dents. Un promeneur qu'elle n'avait pas vu approcher s'arrêta devant elle : c'était Vivien.

Elle eut un mouvement de surprise.

— Permettez-moi de m'asseoir un instant près de vous. Ne voyez en moi qu'un compatriote qui est heureux de retrouver une payse en terre étrangère. Ces vieilles pierres parlent de la vanité de nos querelles...

Il s'était assis en disant ces mots.

— Ne trouvez-vous pas, continua-t-il, qu'il est difficile de donner du prix à sa propre histoire, lorsque, à chaque pas, on est sollicité par l'histoire de l'humanité?

Elle sourit, disposée, elle aussi, à l'oubli.

— C'est vrai, dit-elle, que de ruines autour de nous!

— Oui, que de ruines! répéta Vivien en écho.

Ils restèrent un instant silencieux.

— Mais, voyez, reprit-elle, continuant leur pensée semblable, la vie reprend ses droits, même au milieu de ces désastres.

— Elle les reprend pour ceux qui sont encore au printemps de leur âge, dit Vivien. Pour les autres... le printemps n'a plus que de fugitives douceurs faites de souvenirs; il n'est plus une espérance.

— Tous ceux qui ont vécu sont « les autres, » dit-elle pensive. Croyez-vous que je m'abandonne encore aux promesses du printemps?...

— Mais il ne vous est pas douloureux. Il ne vous parle pas des joies que vous avez perdues ou plutôt de celles que vous n'avez jamais eues?

— Nos joies ne sont-elles pas toujours celles que nous n'avons jamais eues ?

— Eh quoi! vous aussi, avez de ces mots désenchantés?... Vous partiez si pleine d'enthousiasme à la conquête du bonheur, quand vous m'avez quitté, il n'y a pas encore tant d'années! Est-ce le voisinage de ce palais ruiné qui vous fait dire le « tout est vanité, » ou bien ce bonheur que vous imaginiez si merveilleux a-t-il déçu votre espérance?

Vivien n'éprouvait à ce moment aucune émotion du cœur, ni des sens. Il n'avait qu'un désir : savoir de quelle façon les deux dernières années avaient modifié l'âme de Florence.

Elle restait silencieuse.

— Oui, êtes-vous heureuse? J'ai ardemment désiré de le savoir, il y a quelque temps, puis je n'y ai plus pensé; mais, en vous revoyant, mon désir est revenu, plus impérieux. Je ne suis pas mû par une vaine curiosité, mais il me semble qu'en lisant dans votre âme, je pourrais éclairer un coin obscur de la mienne. Vous voyez, je vous parle très franchement, sans vous cacher mon égoïsme. Répondez-moi de même, voulez-vous?

— Que vous importe? dit Florence secouant la tête; nous ne sommes plus que des étrangers l'un pour l'autre.

— Mais nous ne l'avons pas toujours été... Vous ne pouvez abolir ce passé.

— Je suis heureuse, dit Florence, d'une voix ferme, comme si elle voulait s'affirmer sa conviction à elle-même, parce que j'aime Claude et que j'en suis aimée. Le reste, qu'importe!. Le reste n'a pas d'importance.

— Vous voulez vous le persuader. Il me semble que dans une union comme la vôtre la communauté de convictions doit entrer pour beaucoup. Vous ne semblez plus aussi enthousiaste, je vous l'ai déjà dit, pour les idées qui sont la vie de votre mari. N'accomplissez-vous pas, à certains momens, votre tâche par point d'honneur?

— Je sers fidèlement, dit-elle.

Elle se repliait sur elle-même; il n'arrivait pas jusqu'à ce cœur dont le secret seul lui importait.

— Et vous? demanda-t-elle. Êtes-vous heureux?

— Moi, dit Vivien : j'ai beaucoup souffert, je ne souffre plus, mais je ne suis pas heureux. J'ai toujours été paresseux, vous le savez; je le suis de plus en plus; même quand un simple

effort me suffirait pour saisir le bonheur, je ne pourrais le faire. J'ai des satisfactions. C'est dans l'édifice le plâtre qui remplace la pierre, c'est du joli trompe-l'œil.

— Vous m'en avez beaucoup voulu? demanda-t-elle d'une voix plus basse.

— Voulu n'est pas le mot. Après le premier moment de colère, j'ai été trop malheureux pour que la rancune me soulageât; ensuite ce fut le mal latent, sans crise aiguë, mais qui vous ronge. Et puis je me suis distrait. Mais je ne puis plus que me distraire, c'est une chose terrible quand on y songe! Passer son temps à s'oublier, à oublier sa propre personnalité, cela serait risible, si ce n'était si triste. Je me distrais de moi et je me distrais de vous. J'ai voulu aimer d'autres femmes; je n'ai pu aller jusqu'aux paroles qui les attiraient sur mon cœur. Ce n'était pas votre image qui s'interposait malgré moi, entre elles et mon amour, mais c'était vous, tout de même. Je sais bien que la vie commune avec vous n'aurait été que le malentendu grandissant qui nous a séparés dès le premier soir de notre rencontre; mais chaque fois que j'ai pensé à vous et plus encore, depuis que je vous ai revue, j'ai compris que vous étiez la seule femme que je pouvais aimer, que vers vous seule j'étais attiré invinciblement. C'était votre intelligence, votre esprit, et nul autre, dont la possession eût ravi mon esprit et mon intelligence, si vous aviez compris à votre tour ce qu'il y a de plus intime, de plus personnel dans mon intelligence et dans mon esprit. C'est votre cœur seul, que mon cœur pouvait désirer, si j'avais su l'éveiller à l'amour que je sentais en moi. Les autres femmes, je puis aimer ce que je connais d'elles : ce que je ne vois pas ne m'attire pas.

Il s'arrêta un instant. Elle restait silencieuse, les regards au loin, ses doigts jouant nerveusement avec un brin d'herbe. Il continua :

— Lui, le connaissant comme je le connais, je ne puis croire que votre union avec lui soit parfaite.

— C'est vrai, répondit-elle, regardant toujours dans le lointain, je n'ai pas le bonheur par lui; mais il est pour moi, à certaines heures, l'oubli heureux. Voyez-vous, c'est de votre faute si son amour ne me donne pas la joie; vous avez développé en moi de desséchantes facultés d'analyse... Nos idées, à Claude et à moi, ne se heurtent pas à proprement parler, ce sont nos

deux natures, dans ce qu'elles ont de plus intime, qui parfois se repoussent. Claude est un dominateur, je ne l'aimerais pas, s'il n'était pas ainsi, mais son joug m'irrite. L'amour est une servitude, et vous savez que j'aime ma liberté, par-dessus tout.

— Vous avez votre enfant, dit Vivien qui éprouva le besoin de consoler Florence, comme autrefois.

— J'ai mon enfant. Mon chéri!... dit-elle avec une profonde tendresse. C'est une angoisse parfois pour moi de lui avoir fait présent de la vie. S'il me ressemble, quelle sera sa destinée? Je ne comprends pas les femmes qui sont heureuses rien que parce qu'elles ont un enfant, sans que jamais la crainte de l'avenir n'empoisonne leur fragile joie du présent. — S'il tient de moi, que fera-t-il avec sa nature d'homme? Peut-être n'aura-t-il pas les dons qui embellissent la vie, parce que les sentir se développer est une perpétuelle allégresse. Alors il souffrira et se distraira tour à tour, sans connaître ces joies que vous oubliez en ce moment, mais qu'à d'autres heures vous glorifieriez parce qu'elles furent les seules vraies, ne venant que de vous-même!

Vivien ne dit rien. Il pensait à cet enfant. Oh! qu'il aurait aimé celui que Florence aurait pu lui donner! mais quel sujet de conflits entre eux deux, ou du moins de défaites pour lui dont la faiblesse eût cédé!...

Une voix derrière eux tout d'un coup les tira de leur rêverie.

— Je te cherchais, disait Claude, d'un ton sarcastique; je ne croyais pas te trouver dans un aussi intéressant tête-à-tête, parmi les ruines.

Florence et Vivien s'étaient levés et retournés du même coup. Claude était pâle de colère contenue.

— J'ai rencontré M. Lemire et nous nous sommes promenés un instant ensemble, dit-elle; cela n'a rien que de très simple.

L'émotion de Florence était violente.

— C'est bon, dit sèchement Claude, mais je te prierai désormais de ne prendre d'autre compagnon de promenade que moi-même.

— Monsieur, dit Lemire à son tour, le hasard seul nous a mis en présence, Mme Herpin et moi; mais, même s'il en eût été autrement, je m'étonnerais de votre attitude. Ne vous ai-je pas entendu préconiser naguère, et cela maintes fois, lorsque vous faisiez le procès du mariage tel que nous le pratiquons, la confiance absolue du véritable amour, de l'union telle que vous

l'entendiez, la liberté des couples s'enlaçant et se désenlaçant comme dans un quadrille, ignorant ce geste grossier qui se nomme la jalousie?

Herpin haussa les épaules.

— Je n'ai que faire de vos subtilités! Monsieur, je vous salue, et vous prie désormais de ne plus vous trouver sur le chemin de ma femme...

— Qui fut la mienne, répondit Vivien en s'inclinant.

— Viens, Florence, dit Claude d'un ton si impérieux que la jeune femme en frémit toute. Elle suivit son mari, sans un mot, sans lever les yeux vers Vivien qui demeurait immobile, la regardant s'éloigner.

— Tu vas m'accompagner chez Rosmini, dit Herpin à Florence; il faut que j'y sois à cinq heures.

Florence ne répondit rien. Ils gagnèrent la via del Foro romano. Elle monta dans le fiacre où Claude lui-même prit place.

Au bout d'un instant, il dit :

— Je te défends de revoir M. Lemire.

— Pour que je tolère que tu me parles sur ce ton, il faut que je me dise que tu n'es pas maître de toi : Vivien a raison...

— Ne prononce pas ce nom et ne va pas me citer ses opinions; moi non plus, je ne le tolérerais pas.

— Tu me fais une scène ridicule. Décidément, tu as dit vrai, l'air du Midi est malsain pour toi. A mon tour, j'ai hâte de regagner Paris.

Cette façon de le traiter comme un malade ou un enfant irrita Claude. Il y vit une intention dédaigneuse.

— A Paris, on peut se retrouver encore plus facilement qu'à Rome.

— Claude! prends garde aux mots que tu vas dire. Prends garde! Je te jure que je te suis fidèle, non seulement de fait, mais encore d'intention. Je ne suis pas de celles qui trompent. Je n'ai pas trompé Vivien, tu t'en souviens. Je hais le mensonge qui nous dégrade. Je te le répète : prends garde! Prends garde aux irréparables blessures que tes paroles pourraient faire.

Il ne répondit rien. Ils étaient arrivés chez Rosmini. L'indignation agitait de soubresauts le cœur ulcéré de Florence. Tout en feignant de s'intéresser à ce qu'elle disait, elle songeait au geste impérieux de Claude. Elle lui en voulait de l'avoir humiliée devant Vivien, de l'avoir entraînée à sa suite comme s'il

l'avait tenue par une longe au col. Pourquoi aussi avait-elle obéi ? Elle aurait dû se raidir dans sa fierté outragée... Claude parlait ; on faisait cercle autour de lui. D'abord ses paroles arrivèrent aux oreilles de Florence, vides de sens ; puis, tout à coup, au contraire, elle les entendit nettement dans son intelligence, et à mesure qu'elles passaient, elle les jugeait. Elle reconnut certaines phrases que Claude avait prononcées toutes pareilles en d'autres lieux. Aujourd'hui comme précédemment, elles enchantèrent l'auditoire, et elle comprit que Claude les aimait pour le succès qu'elles lui valaient. « Rhéteur ! » pensa Florence en elle-même. Claude continuait. « Il se répète, se disait-elle, les clichés vont figer sa pensée dans sa tête. »

A un moment, elle s'aperçut qu'il avait quelque chose de solennel dans l'attitude, et elle fut sur le point de le trouver ridicule.

« Comme il simplifie ces sujets complexes, afin de les croire simples en réalité ! Ou bien vraiment n'en voit-il pas les faces multiples ? »

L'image de Vivien passa devant ses yeux. Elle pensa que s'il avait été là, ils auraient échangé le même sourire railleur.

« Claude ne voit dans l'homme qu'une entité, se dit-elle encore : cet automate, ce ne sont pas des passions qui l'agitent, c'est une théorie qui le fait mouvoir. Claude ne voit pas les hommes, des êtres divers composés de nerfs et de sang, avec les contradictions de leur nature, ange et bête... C'est drôle ! ces gens-là qui ne croient pas à un Dieu ordonnateur de l'univers voudraient régler le monde comme une horloge, et avec cela ils ne parlent que de liberté humaine. Leur « tête, » si je faisais tout haut ces réflexions !... Claude prendrait une figure de croquemitaine. »

Le froncement de sourcils de son mari, qu'elle imagina soudain, lui rappela la scène du Palatin ; elle ressentit plus vive la blessure de son orgueil, plus insupportable l'humiliation venant de celui auquel elle ne reconnaissait plus de supériorité...

Elle rentra seule à l'hôtel, soulagée de trouver enfin la solitude. Dans sa chambre, elle se laissa tomber dans un fauteuil et resta longtemps immobile, les yeux clos, entendant sa pensée marteler ses tempes douloureuses, mais une pensée qui ne se précisait pas, qui n'était que les mots sans suite d'une souffrance. Vivien... Claude... le Palatin... Saint-Clément... le salon

de la comtesse Ghiberti... des fragmens de conversation... et surtout l'image de Claude lui intimant l'ordre de le suivre... et elle obéissant, docile... tout cela tournait, virait dans son esprit, sans ordre. Par momens, elle frémissait ; parfois, un gémissement arrivait jusqu'à ses lèvres fermées. La douleur dont elle avait ressenti les signes avant-coureurs depuis quelques jours, avait envahi son âme; elle la connaissait, enfin, dans sa plénitude... Le premier choc l'étourdissait, l'enivrait presque. Le cri de révolte, elle ne le poussait pas ; elle ne se disait pas non plus qu'elle avait fait souffrir, qu'il était juste qu'elle souffrît à son tour ; il eût fallu pour cela que sa souffrance fût semblable à celle qu'elle avait infligée naguère. C'était la dévastation de tout son être ; son amour pour Claude, sa fierté, son orgueil, jonchaient le sol comme d'informes débris qu'on ne pourra même pas rassembler.

De toutes les images qui se croisaient et se recroisaient dans sa tête, celle de Claude enfin se détacha.

— Je ne l'aime plus, proféra-t-elle, à voix haute.

Cette première lueur dans le chaos douloureux de son âme la réveilla. Elle rouvrit les yeux, se redressa et continua de réfléchir. Elle voulait, avec sa raison, voir clair dans ce désastre. Sa raison lui montra que tout était ruiné, qu'une fois les débris balayés, ce serait le vide absolu : Florence en sentit l'horreur. Elle voulait vivre. Si elle avait connu ce désert au seuil de l'âge mûr, peut-être eût-elle renoncé à la lutte, et se serait-elle renfermée dans un dédain silencieux; elle avait à peine vingt-cinq ans, elle voulait vivre. Encore une fois la détresse l'accabla. Où trouver les alimens de sa vie? Elle ne s'était attachée aux idées que par ce qu'elle leur demandait pour elle-même; elle ne s'était pas donnée à elles, pas plus qu'elle ne s'était réellement donnée dans l'amour. C'était elle-même qu'elle avait cherchée en toutes choses. Aussi, à ce moment où tout lui manquait, ne trouvait-elle aucun secours. C'était le néant, c'était la mort, et elle voulait vivre... Devant elle, rien; elle remonta en arrière. Elle était le prisonnier qui cherche une issue. Soudain, dans ce passé, une lueur attira son regard : un seul instant de joie véritable avait éclairé sa vie, c'était lorsque l'enthousiasme l'avait emportée vers les idées de Claude, et qu'elle s'était imaginé les aimer pour elles-mêmes. Elle définissait ce regret imprécis qu'elle portait dans son cœur depuis

ce jour où elle s'était rendu compte que l'idole avait des pieds d'argile. Un instant, elle avait connu le véritable amour, celui qui ne demande rien parce que tout entière on se donne avec lui. Cette joie seule méritait d'être désirée. Elle l'avait entrevue l'espace d'un éclair, puis tout s'était éteint.

C'était par son orgueil humilié que Florence avait été amenée à la souffrance, mais c'était son cœur seul qui souffrait à présent, et l'orgueil ne pouvait le secourir.

Son accablement était tel qu'elle n'entendit pas Claude rentrer.

— Pas encore couchée? dit-il.

Elle le regarda un instant sans comprendre.

— Non, dit-elle enfin.

Elle ne se souvenait pas qu'elle n'avait pas dîné et qu'il était onze heures du soir.

— Je viens d'envoyer la dépêche annonçant que nous quittons Rome demain à minuit, dit-il.

— Ah!

Elle s'était levée, elle commençait à se déshabiller. Il s'était mis à ranger des papiers sur la table. Elle le regardait machinalement; ses paroles n'avaient pas de sens pour elle. Une extrême lassitude l'accablait.

Le lendemain matin, à son réveil, elle retrouva sa rancune.

Ainsi, il avait télégraphié sans même la prévenir!

— Je sors, dit Claude, vers onze heures, je ne rentrerai pas pour déjeuner, je vais chez Rosmini.

— Bien.

Quelques minutes plus tard, on apporta une lettre. Elle était de Vivien; Florence songea qu'il était heureux qu'on ne la lui eût pas remise en présence de Claude.

« Florence, disait la lettre, laissez-moi vous revoir une dernière fois... Après, nous ne nous reparlerons jamais, si telle est votre volonté. Je vous attendrai à une heure et demie à Saint-Onuphre, devant l'église. Nous n'y rencontrerons personne. Je vous en conjure, venez! J'ai su hier, par hasard, que votre mari déjeunait chez Rosmini.

« V. L. »

Florence haussa les épaules. A quoi bon ce rendez-vous? Mais le geste de Claude, ce geste dominateur, son regard dur lui revinrent à l'esprit. Elle irait. Ne pas y aller, c'était obéir.

Elle considérait cette soumission comme une lâcheté... Les heures de la veille semblaient oubliées ; ce suprême colloque avec elle-même, elle n'en évoquait pas le souvenir. Le présent la ressaisissait avec la douleur précise qu'il lui causait ; la vue de Claude avait suffi pour raviver sa rancune. Elle éprouvait d'autant plus le besoin d'affirmer sa liberté qu'elle sentait obscurément que des liens la retenaient encore captive.

Il lui semblait, dans les circonstances actuelles, que Vivien la comprendrait, que lui seul la plaindrait, sachant ce qu'elle pouvait souffrir, parce qu'il la connaissait mieux qu'aucun autre.

C'est dans ces dispositions d'esprit qu'elle arriva à Saint-Onuphre.

Il la vit avant que la voiture ne s'arrêtât. Il s'avança vivement au-devant d'elle. Subitement l'âme de Florence s'était refermée, toute sa fierté lui était revenue. Pour rien au monde, elle n'aurait raconté la scène de la veille avec son mari. Elle ne voulait pas que Vivien la vît encore une fois dans une humble posture. Sa pitié l'aurait plus profondément blessée que tous les sarcasmes. Ils s'assirent devant l'église, à l'ombre de l'arbre du Tasse, mais ni l'un ni l'autre ne songeait qu'ils foulaient une terre vénérable.

Ils ne s'étaient pas serré la main, ils ne s'étaient même pas salués. Il commença :

— Florence, depuis hier tout mon être est bouleversé. Quand vous êtes partie avec cet homme, j'ai eu envie de courir après vous, de vous reprendre. Vous ne me quittiez pas ; on vous arrachait à moi, Florence, j'ai tout oublié de ces temps mauvais où vous n'avez pas été là. Revenez ! il n'y a plus que vous et moi. Je vous aime comme au premier jour où vous m'êtes apparue.

Elle secouait la tête sans répondre.

— Vous n'êtes pas heureuse, avec l'autre. Vous ne pouvez pas l'être.

Elle ricana douloureusement.

— Heureuse ! heureuse ! croyez-vous donc que je le serais avec vous ? Heureuse !... Comme vous êtes dupe des mots !

— Eh bien ! c'est vrai, je ne crois pas au bonheur avec vous, mais je suis malheureux sans vous. Rien qu'à la pensée que vous allez sortir pour toujours de ma vie, je sens quelque chose qui me déchire... Florence, je saurai vous comprendre.

Nous avons souffert l'un et l'autre. Nous avons connu les désenchantemens de l'amour qui apprennent à aimer avec plus d'intelligence et moins d'égoïsme. Florence, croyez-moi, je vous en prie!...

Une immense lassitude appesantissait soudain les membres de Vivien, un dégoût affreux de tout l'envahissait.

Florence reprit :

— Ni avec vous, ni avec lui, je vous le répète, je ne puis trouver le bonheur. Si son amour dominateur m'irrite, je ne vous aime pas, Vivien. La chaîne qui me pèse parfois si lourdement, je sens que je n'aurais pas le courage de la rompre. Loin de lui, je m'y résoudrais. En sa présence, j'aurais des paroles de révolte, j'accepterais le joug.

— Florence, ce qui vous lie à cet homme, c'est ce qui passera demain, c'est ce qui vous humilie, vous le reconnaissez vous-même ; c'est ce que je demande, moi, aux autres femmes. Vous l'avez pénétré jusqu'au fond, le maître que vous vous êtes donné ; un esprit comme le vôtre ne peut accepter sans révolte d'être soumis à une intelligence comme la sienne. Avec moi, vous serez libre... Votre liberté vous est le bien le plus cher.

— Oui, mais pas comme vous l'entendez. C'est de moi-même que je voudrais m'affranchir. Je ne souffrirais pas avec vous, c'est possible ; mais j'en suis arrivée à tenir à la souffrance qui me vient par lui, parce qu'elle me prouve que je vis, et je veux vivre, ajouta-t-elle plus bas, avec une sorte d'avidité sur le sens de laquelle Vivien se méprit.

— Vous l'aimez ? dit-il avec un morne découragement.

— Non... Oui... Je ne sais plus. Ce que je sais, c'est que je ne pourrai jamais plus être heureuse par lui. Je ne l'ai jamais été. Peut-être cet aveu vous sera-t-il une consolation ? dit-elle avec une triste ironie.

Vivien haussa les épaules.

— Je l'envie.

— Vous lui enviez donc ce que vous méprisiez tout à l'heure ?

— J'envie autre chose. A un certain moment, il vous a réellement possédée toute, corps et âme, et ce que j'ai pu mettre en vous, c'est à lui que vous l'avez porté.

— Je l'ai gardé pour moi seule, croyez-le, comme j'ai gardé mon âme. Oui, c'est vrai, dans le premier élan qui m'entraî-

nait vers lui, il y avait moi tout entière ; mais ce don absolu ne se peut faire qu'à un maître, en vérité, à celui que ne subit pas seule notre chair, mais que reconnaît notre esprit et notre cœur. Aucun homme au monde ne saurait être ma raison de vivre, et je veux vivre.

Encore une fois, en disant ces mots, il semblait à Florence qu'elle les entendait au plus profond de son être, et en même temps elle avait la sensation qu'ils venaient de mettre une distance infinie entre elle et Vivien.

Et à partir de ce moment, le dédoublement se fit en elle, très net. Sous ses propos, sous les sentimens qu'exprimaient les paroles qu'elle échangeait avec Vivien, d'autres sentimens l'agitaient qui, ceux-là, traduisaient la vie réelle de son âme. Vivien, Claude, leurs conflits, tous les actes de sa vie même, ne semblaient plus à Florence que des images qui passaient devant ses yeux et qu'elle ne reliait pas entre elles. L'affreux néant de ses gestes enchaînés par le hasard, soumis au temps, lui apparut. C'était dans le domaine de la mort qu'elle avait cherché la vie... Mais il y avait une vie ; le cri d'appel éperdu de son âme le proclamait.

— Je veux vivre, répéta-t-elle d'une voix sourde.

Vivien ne comprit pas ce que ces mots contenaient de désir passionné, encore moins de quelle source profonde ils venaient. Pourtant il dit :

— Allez à Dieu.

Un frisson contracta le cœur de Florence ; une hâte fébrile en accéléra les mouvemens, comme sous le choc de la peur. Elle répondit :

— Je ne crois pas en Dieu.

— Désirez la foi, elle vous sera donnée.

Il parlait d'une voix pressante, mais ses paroles d'apparence désintéressée ne traduisaient que l'égoïste désir de son cœur. Donner Florence à Dieu, c'était la séparer des hommes, l'éloigner de l'amant futur qu'il imaginait. La donner à Dieu, c'était se la réserver à lui-même.

— La Foi, je ne puis que regretter de ne pas l'avoir ; j'envie les femmes qui sont à genoux sur les dalles des églises, je ne les comprends pas. Ce qui les fait vivre ne saurait me suffire.

Mais tandis qu'elle parlait, il lui semblait qu'au fond de son

être quelque chose de puissant, d'irrésistible, de doux et de terrible tout à la fois, grandissait, croissait, allait faire éclater tous les tissus, quelque chose dont l'irruption déterminerait ou la mort ou la vie.

— Alors, Florence, venez avec moi! dit-il d'une voix suppliante. Nous oublierons ensemble. Vous êtes malheureuse : laissez-vous aimer par moi. Votre cœur a besoin de tendresse. Je saurai si bien l'envelopper dans la mienne! Venez avec moi!...

Il lui avait pris les mains, sa voix tremblait. Cette Florence plus faible, plus femme, il lui semblait qu'elle se rapprochait de son cœur. Il voulut l'attirer sur sa poitrine.

Mais elle se dégagea et dit en se levant :

— Non, c'est impossible, je ne puis ni ne veux. Séparons-nous, mon ami.

Il eut un gémissement.

— Pardonnez-moi de vous causer cette peine, reprit-elle plus doucement, — une de plus! — Je vous ferais souffrir davantage en restant dans votre vie. Je retourne vers Claude, mais dites-vous que je serai solitaire à ses côtés. Je suis seule pour toute ma vie.

Elle avait senti une angoisse lui monter à la gorge, en proférant ces mots, une angoisse immense; elle la refoula, rien n'en parut au dehors. Le désespoir de la solitude était dans son cœur; un cri déchirant retentit dans ce silence : Dieu!... un cri d'appel, de détresse infinie. Tout à l'heure elle avait refusé de le proférer lorsque Vivien pressant l'y invitait. Il fallait qu'il jaillît de son âme, dans son âme, sous une impulsion qui lui fût personnelle.

Elle parlait; les mots qu'elle prononçait n'avaient aucun rapport avec ce qui se passait en elle.

Vivien ne soupçonna rien de ce drame intérieur.

Elle avait posé la main sur son épaule.

— Votre orgueil seul vous retient près de cet homme, dit-il, lui seul; nul autre lien...

Elle l'interrompit :

— Notre enfant, dit-elle simplement, mettant entre elle et Vivien la barrière définitive de sa maternité.

Il frémit, mais se tut.

— Adieu, Vivien, dit-elle.

Elle lui avait tendu la main; il la serra machinalement.

Florence partit. Sa voiture l'attendait un peu plus bas sur la route. Vivien la regardait s'éloigner sans la voir. Elle avait les yeux pleins de larmes; mais par delà la tristesse présente, par delà les douleurs futures, au-dessus des luttes, plus haut que son orgueil, elle voyait briller cette lumière dont jadis elle n'avait aperçu que le mirage. Ses yeux s'y attachaient à travers les pleurs qui les obscurcissaient momentanément.

Elle disparut. Les yeux clos, le front dans sa main, Vivien, toujours immobile, souffrait, sans pensée.

Le soleil baignait ses pieds, les oiseaux se poursuivaient dans l'arbre séculaire. Une petite cloche se mit à tinter. D'abord Vivien ne l'entendit pas, mais peu à peu, sa note égale, tombant goutte à goutte, finit par irriter sa torpeur. Il se redressa :

« Le cloître de Saint-Onuphre. Le Tasse! pensa-t-il... Ah! il était plus heureux que moi, ce génie tourmenté. Il a connu la misère, l'ingratitude, il a connu cette souffrance atroce de sentir sa raison sombrer, je l'envie ; il ne s'est jamais dit : « La vie n'a pas de sens ; tous mes gestes, toutes mes pensées sont inutiles. »

Vivien remuait la tête avec inquiétude comme un malade qui voudrait de l'apaisement. L'angoisse de son cœur était telle qu'il ne pouvait plus la supporter. Il ne cherchait plus la fuite seule, mais aussi le soulagement.

« J'irai trouver un prêtre, se dit-il, je lui dirai ma misère, peut-être saura-t-il les paroles qui me consoleront. »

Il se souvint du couvent de Saint-Anselme, où se trouvaient des bénédictins français.

« Des prêtres de mon pays, je ne serai pas tout à fait un inconnu pour eux. »

Il descendit rapidement jusqu'à Saint-Pierre in Montorio. Là, il prit un fiacre qui stationnait et jeta l'adresse du couvent.

Arrivé à Saint-Anselme, il demanda à voir un des bénédictins français et fit passer sa carte. Celui qui vint était un homme aux environs de cinquante-cinq ans, un de ces religieux graves et réfléchis, que les hommes ne peuvent pas décevoir parce qu'ils se sont établis en Dieu, mais qui les jugent avec miséricorde, parce que rien d'humain ne leur est étranger.

— Mon Père, commença Vivien, ce n'est pas un croyant qui vient vers vous, mais je suis dans une grande détresse morale et les paroles d'apaisement que je cherche ne peuvent tomber que des lèvres d'un prêtre.

— Monsieur, répondit le religieux, je vous connais de nom ; j'ai même lu certaines de vos œuvres ; de plus, je suis du pays chartrain, c'est entre nous une sympathie. Mon pauvre enfant ! continua-t-il avec l'affectueuse compassion des serviteurs du Christ qui vont entendre la confession d'un de leur frères en faiblesse humaine, ouvrez-moi votre cœur, le mien l'écoute.

Vivien alors raconta l'histoire de son mariage, parla de ce qui venait de le blesser si douloureusement.

— Vous voyez, mon Père, conclut-il, il n'y a, dans ma vie, rien de particulièrement dramatique, aucune souffrance surhumaine, rien qui ne puisse atteindre le commun des hommes. Aussi, n'est-ce pas des événemens que je me plains, mais de mon âme elle-même. Je viens d'éprouver une secousse très douloureuse ; pourtant, tout en souffrant comme celui qui n'analyserait pas son mal, je puis dire que c'est de moi surtout que je souffre, de cet état permanent qui est le mien, dans la joie, comme dans la peine, quand je vis par le cœur, ou quand je vis par la pensée, cet état fait du désir de connaître qu'accompagne le dégoût de ce que je vais connaître : la curiosité et l'A quoi bon ? de l'Ecclésiaste, la sensation de la vanité, de la souffrance ressentie, même dans le désespoir...

— Vous avez été élevé chrétiennement ?

— Oui, j'ai eu des parens vraiment chrétiens par leurs vertus et leur sens évangélique. De cette éducation, il m'est resté une tournure d'âme catholique. Je sens que ce qu'il y a de bon en moi, c'est cette première éducation religieuse qui l'y a mis. Je suis comme le dernier rameau d'un arbre que la sève alimente encore assez pour le soutenir, pas assez pour lui faire produire des fruits. Il y a en moi du Ponce-Pilate de « Qu'est-ce que la vérité ? » et du jeune homme de l'Écriture qui ne se décidait pas à suivre Jésus-Christ qu'il aimait, tout en ne tenant guère aux biens qu'il aurait dû abandonner.

— Le jeune homme de l'Écriture aura fini par suivre Jésus, repartit le Père, parce qu'il avait besoin de lui, et qu'il était un homme de bonne volonté.

— La bonne volonté, dit Vivien rêveur, je l'ai eue, mais je n'étais pas dans l'état d'âme du disciple mondain qui croyait que le Christ seul était la vérité. On pouvait lui dire le mot sublime de Pascal : « Tu ne me chercherais pas, si tu ne

m'avais déjà trouvé. » J'ai égaré cette bonne volonté sur des chemins divers. Elle est gaspillée ; je n'ai plus que le désir de ne plus souffrir de la vie.

— Oui, vous faites de vous-même de plus en plus le centre de l'Univers. Vous êtes le seul refuge que vous trouviez contre les déceptions que vous infligent les autres hommes. Vous vous repliez sur vous-même pour n'y trouver que vous-même ; cela vous épargne certaines souffrances, cela tarit en vous des sources vivifiantes. L'inertie du dédain silencieux vous semble le dernier mot de la sagesse. Mon fils, je vous plains ; c'est une pitié très compréhensive qui va vers vous. Dieu seul pourrait vous guérir, il est le seul remède que vous ne cherchiez pas. Vous avez le dégoût, dites-vous, des choses que vous désirez, même avant de les atteindre, c'est le propre des natures privilégiées. Ne secouez pas la tête, ne dites pas : triste privilège ! Comprendre le néant de tout ce qui est terrestre, c'est la suprême intelligence donnée à l'homme, mais à la condition qu'il ne prenne pas pour point d'arrivée ce qui n'est que le point de départ.

Vous m'avez parlé de votre humilité, et je vous crois humble, en effet, par rapport à vous-même, et, dans un certain sens, par rapport aux autres hommes ; cette humilité qui est une forme de l'intelligence supérieure des choses, la logique conséquence du : « Connais-toi toi-même, » il ne faudrait pas du tout la confondre avec l'humilité des Saints.

Votre humilité, mon cher monsieur, c'est de l'orgueil au regard de Dieu ; vous ne prenez pas en face de la Divinité une attitude superbe, mais vous ne voulez pas être dupe, même de Dieu, et n'est-ce pas un suprême orgueil, quoique vous lui donniez le nom de liberté d'esprit ?

Et vous n'êtes pas heureux ; la certitude suprême seule pourrait combler le vide que votre intelligence a fait dans votre âme.

— Je ne suis pas heureux, c'est trop vrai, mais je ne sens pas en moi le besoin de croire, du moins je ne le sens plus. Cela ne me manque pas. J'ai perdu la foi sans drame, elle s'en est allée de moi comme une eau qui fuit par quelque invisible fissure, mais j'ai le respect des manifestations religieuses de l'âme humaine.

— Vous avez plutôt le respect des formes extérieures de la religion, une piété d'âme bien née devant ce que des êtres vénérables et aimés ont cru. Le respect est un culte, ce n'est pas un

principe de vie. Oh! que votre vieillesse pourrait être quelque chose de beau, de noblement humain, si vous compreniez enfin que vous êtes né pour l'absolu!... Les hommes comme vous, quand ils vieillissent et si leur scepticisme a respecté le domaine de Dieu, s'en vont vers plus de clarté, d'étapes en étapes, d'éliminations en éliminations (qu'on nomme des sacrifices). Leur but, c'est l'unité. Mais la vieillesse de ceux qui restent sur le seuil du temple, c'est le néant. Votre vieillesse n'aura que des goûts. Quand vous n'aurez plus la force cérébrale de créer et que vous serez revenu, vous, littérateur, de la joie orgueilleuse de produire, vous ne serez plus qu'un homme de goût, vous vous distrairez.

Vivien tressaillit. Ce moine prononçait le mot que lui-même avait dit dans une telle détresse à Florence, et qu'à son tour elle avait prononcé avec une morne résignation.

— Vos distractions, continua le Père, ne pourront vous faire oublier que vous vous rapprochez du terme fatal; vous ne direz plus le : « j'ai le temps, » que vous répondez à certaines inquiétudes subites de votre âme. Oh! mon frère, mon frère, que ne puis-je vous insuffler un peu de ce qui brûle dans mon âme, ce qui est ineffable, et qui est le *Cor cordis* de ma vie intérieure!... J'ai pour vous la pitié du Christ qui pleure sur Jérusalem, car vous êtes bien le fils de ce siècle, et vos curiosités, vos incertitudes, votre désir de tout comprendre avec votre raison, tous, nous les avons éprouvés!

L'accent du religieux avait tant de chaleur qu'il toucha le cœur de Vivien; il lui sembla qu'une main compatissante se posait sur sa peine. Des larmes emplirent ses yeux.

— Mon Père, dit-il, je suis un pauvre être rempli de contradictions et de misère. Je n'ai plus l'inquiétude religieuse, mais je voudrais croire; priez pour moi. Je ne prie pas moi-même, mais je vous le répète dans toute la sincérité de mon cœur : priez pour moi! comme je le dis à mes morts, à celle qui me porta dans ses flancs et qui m'aima avec la prière de son cœur.

Il avait mis un genou en terre devant le moine. Celui-ci, un instant, posa sa main sur la tête inclinée, et, sans paroles, pria...

Puis, affectueusement, il releva Vivien.

— Je ferai comme votre mère, je vous garderai dans mon oraison. Que Dieu vous accorde sa Paix que le monde ne donne pas!

Vivien s'en alla. Quand la porte du couvent se fut refermée

sur lui, le Père rentra dans le parloir qu'ils venaient de quitter. Il s'accouda à l'une des fenêtres qui donnaient sur la ville. Une grande tristesse était en lui. Ses yeux (comme ceux de la jeune amie de Vivien, en sortant des catacombes) cherchèrent la croix de Saint-Pierre ; ils s'y attachèrent. La pensée de la *navicella* du péristyle surgit dans son esprit : *Salva me, nam pereo!* Le geste de secours, le Christ pouvait toujours le faire.

XVIII

Verneuil, 6 mai.

Voilà huit jours que j'ai quitté Rome. Je suis venu directement ici. Oh! le morne retour! Quand je suis entré dans cette maison, toujours close, cette maison qui fut la mienne, celle de mon enfance, j'ai d'abord éprouvé, à l'abri des persiennes fermées (il faisait un soleil éblouissant), une bienfaisante sensation de silence, cependant que les odeurs d'autrefois flottaient autour des meubles; mais j'ai eu cette sensation aussi que les chambres ne se réveillaient pas à mon entrée. Il n'y avait personne, et les allées du jardin sont pleines d'herbe.

J'habite la chambre de maman. Le premier soir, j'ai ouvert croisées et persiennes et je me suis accoudé à la fenêtre; alors un sentiment de lassitude extrême m'a envahi. Ma mère, mon enfance... « Ces voix qui se sont tues » cela m'a semblé loin, loin comme l'histoire d'un autre. Sans émotion, j'ai revu le lit de mort de maman, Florence à mes côtés. Que la tristesse m'eût été douce! Je n'ai rien ressenti. L'aridité de notre cœur, à certains momens, est notre plus grand sujet d'humilité. Le passé surgit devant mes yeux secs, le présent ne m'intéresse pas davantage. Est-ce bien moi qui me promenais, il y a quinze jours, parmi les ruines du Palatin? Ces émotions récentes, je les ai donc vécues? J'ai souffert; j'ai repoussé la souffrance comme intolérable. J'ai désiré le bonheur comme si je le désirais pour la première fois... Et tout cela est comme si cela n'avait jamais été...

8 mai.

C'est décidé, je vais vendre la maison. J'emporte les quelques meubles que ma mère préférait et je ne reviendrai jamais ici. Dans cette maison vénérable, parmi les témoins de mon enfance,

au bout de quelques heures, je n'éprouve que de l'ennui. M'ennuyer au milieu de tout ce qui me rappelle la vie de ma mère me semble une impiété. Hier, je me suis promené dans la campagne, je n'ai associé aucune de ses lignes familières à mes pensées; je m'ennuie. L'insignifiance de tous nos gestes m'apparaît avec une évidence qui m'accable, depuis le geste du laboureur jusqu'à celui de l'écrivain... Florence! Je ne la désire plus et ne la regrette plus. Je la sens loin, très loin de mon cœur, auquel jamais son cœur ne se mêla. Mais c'est pourtant d'elle que me vient cet accablement. Elle a été l'image imparfaite d'un bonheur qu'il me sera impossible de réaliser avec aucune autre femme.

11 mai.

Je viens de lire dans la *Revue de France* un article de ce psychologue enthousiaste qui se nomme Thouvenin. Ses idées sur bien des points sont les miennes. Il a le goût sûr et sait mettre en valeur ce qu'il veut faire admirer. Mais ce qui a réveillé en moi une corde qui n'avait pas vibré depuis longtemps, ce sont certains vers qu'il cite. Les beaux vers isolés prennent une beauté idéale; ce sont des ailes qui nous emportent à l'aventure dans les nuages, ou sur les rayons du soleil...

C'est le voyage où il vous plaira. Certains vers de La Fontaine m'induisent à la plus douce rêverie; ils sont couleur du temps, comme la robe de Peau d'Ane; et les vers de Racine, le :

Pourquoi m'enviez-vous l'air que vous respirez?

de Bérénice, ou le :

Dieux! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts?...

de Phèdre, me font évoquer l'âme de ces victimes d'amour dans leur pose douloureuse, avec d'autant plus d'intensité que je fais abstraction du drame précis dont elles sont les héroïnes. Des vers d'Hugo me font vibrer, qui me laisseraient froid, si je les rencontrais encadrés de ceux qui les précèdent, et de ceux qui les suivent... Certaines phrases de Pascal me causent le même genre d'émotion...

Moi aussi, je suis peintre!

Ce moine de Saint-Anselme m'a prédit des choses lamentables. Avait-il tort ou raison? Je ne sais. Je le saurai quand je vieillirai; je n'ai pas encore quarante ans. Goûter et jouir, il

m'y condamne comme à une punition : j'accepte. Il ne peut comprendre les jouissances artistiques. Ceux-là seuls qui les ont éprouvées en savent les vertus. Elles sont les *templa serena* de l'homme. Je veux y habiter. Désormais, je méprise les joies que donnent les femmes. Avec mon âge mûr, mon esprit sera de moins en moins troublé par les appétits inférieurs, du moins je l'espère. Les vieux messieurs qui ne peuvent regarder chastement les jeunes filles me dégoûtent.

Je rentre à Paris ; je vais travailler. Le reste, qu'importe ?

20 mai.

Je suis rentré, j'ai repris ma vie. Je sors tous les soirs. Je n'ai pas écrit l'article que je projetais d'écrire, le goût m'en a passé. Je vais dans le monde qui m'assomme et dans le demi-monde qui ne m'amuse pas davantage, et cependant, ici et là, je suis accueilli par de bien jolis sourires féminins. Si je voulais ? Non... je m'ennuie.

15 juin.

Rien... Je m'ennuie.

26 juin.

Temps admirable. Hier, dîner à la campagne chez mon confrère Bourdeilles. Femmes gracieuses et désirables, chère exquise. Au moment de se mettre à table, Montargis ouvre le journal qu'il avait apporté de Paris : « Oh ! s'exclame-t-il, l'archiduc héritier d'Autriche et sa femme ont été assassinés. » — « Pas possible !... Où cela ? Par qui ? » — « A Sarajevo. Par un Serbe... » — « Voilà qui pourrait compliquer bien des choses, » dit Bourdeilles. — « Qu'est-ce que cela peut nous faire, ce qui se passe si loin de nous ? » remarque une des jolies femmes qui ornent notre table et qui n'a pas l'habitude de regarder au delà des frontières, voire des fortifications de Paris. Là-dessus, Montargis se lance dans des considérations diplomatiques, qui « rasent » l'auditoire féminin. La petite Zita, des Variétés, finit par lui jeter une rose sur le nez. — « Oh ! assez ! parlons d'autre chose. S'il y a la guerre, on le verra bien. En attendant, amusons-nous. »

Elle est dans le vrai : jouir, jouir par les sens. Je fais comme elle, je n'ai cure des complications diplomatiques, politiques, ethnographiques. Quelle que soit la surprise que demain réserve

à l'Europe, elle ne saurait vraiment m'émouvoir. Ai-je une patrie ? J'en suis venu à douter même de cela. La patrie, la religion, la morale !... Ce que l'homme arrive à édifier sur de l'artificiel, c'est inimaginable !... Car tout est artificiel, hors manger, boire, dormir et faire l'amour. Quand je pense que ce serin de Rousseau ajoutait la vertu aux appétits susnommés ! La vertu est une contrainte. Le petit animal de joie que j'ai chez moi en ce moment, Zita à la frimousse de sapajou, vous le dira. Les raffinemens du luxe qui l'entourent ne sont pour elle qu'une habitude. Ses exigences intellectuelles ne vont pas au delà de celles des bons nègres de l'Afrique équatoriale. Jouir comme elle ! de la même façon qu'elle !... La vie n'a pas de sens.

2 août.

Mobilisation générale. Je m'engage. Vive la France !...

« Demain, dit l'officier qui commande la compagnie, dès l'aube, nous irons en reconnaissance. Il me faut vingt hommes de bonne volonté. Très hasardeux, vous savez... » Une demi-seconde de silence, puis plus de cinquante mains se lèvent : « Moi, moi, mon lieutenant ! » — Il rit : « J'en ai trop. » On tire au sort. Vivien est au nombre des élus. « J'ai de la chance ! » dit-il joyeusement à l'officier. — « J'espère que vous rapporterez vos galons de sergent. » — « Je l'espère aussi, » répond Vivien qui a été nommé caporal la veille et en est fier... « Demain, dès l'aube... »

Vivien est étendu sur le sol. Il sort d'un long évanouissement, il vient de se réveiller. Que s'est-il donc passé ? Il fait nuit, nuit noire, jamais la nuit n'a été si noire. — Il ne comprend rien. Où est-il ? — Un bruit assourdissant ; il se rappelle, ce formidable ouragan tout à l'heure l'entourait. Il passe la main sur son visage ; il rencontre quelque chose d'humide et de gluant. Ah ! oui, il est sur le champ de bataille, il va mourir... Non, il veut vivre, il veut s'en aller. Il se redresse, mais aussitôt il retombe, ses jambes ne peuvent plus le soutenir, sa tête est lourde, lourde. — Où est-il ? — Cette nuit est opaque. Il faut cependant qu'il sache. Le lieutenant a-t-il rempli sa mission ? Quand

ils ont été découverts par l'ennemi, il a dit à Vivien et à dix de ses camarades : « Faites-vous tuer à votre poste, pour que nous puissions regagner nos lignes. » — C'est fait. Vivien a vu tomber les neuf autres. Il va mourir à son tour, c'est entendu, c'était convenu, mais la mission a-t-elle été remplie? Le reste n'est rien. — Il s'agite, il essaie de ramper. Il entend non loin de lui un bruit rythmé et saccadé, le râle d'un mourant. Il étend la main, ses doigts rencontrent le drap d'une capote, il tâte, c'est un mort. Alors, il ne bouge plus, il attendra le jour... Mais pourquoi cette sensation de chaleur, presque de brûlure sur son visage, sur ses mains? Il tourne péniblement la tête, il n'est plus brûlé que d'un côté, c'est le soleil. Le soleil!... mais... alors, il fait grand jour... il est aveugle! — L'angoisse est affreuse. Il passe la main sur ses yeux, c'est la nuit opaque, toujours. Des larmes coulent de ses yeux éteints. — Quel refuge?... Où?... « Maman ! » gémit-il. — Une défaillance l'anéantit. Quand il se réveille à nouveau, il ne sent plus la chaleur des rayons, le soleil est couché. Il se trouve bien, il va mourir. Il ne pense plus à ses yeux, ni à la terre, ni à la guerre qui l'entoure. Il est une âme face à face avec son créateur; sur tous les points de l'immense champ de bataille où râlent tant d'agonies, le même dialogue immortel a lieu. Qu'est-ce qu'un combat? qu'est-ce qu'une guerre, même la plus formidable qui ait jamais ébranlé le monde, quelle importance a-t-elle pour l'âme qui ne voit plus les choses de la terre que du rivage de l'éternité?... Nous ne comprenons la vie qu'à cette suprême minute, tout ce qui ne l'a pas préparée ne vaut. L'existence entière de Vivien passe dans sa pensée, rapide comme un cavalier lancé au galop... La plupart de ses actes, néant; ses désirs ambitieux, néant; néant, cette avidité de jouir pour jouir, néant, néant! — « Seigneur, dit-il, je vous fais le sacrifice de ma vie pour la France... » Il a oublié ses yeux crevés, il ne demande rien pour lui-même, il ne désire même plus savoir si la reconnaissance a atteint son but. Il se donne dans un complet oubli de soi. — Et voici que, de son cœur purifié, une clarté se lève, resplendissante, éblouissante. Ses lèvres s'agitent, elles murmurent : « La lumière! » puis elles sourient, puis elles se ferment... à jamais.

JULES-PHILIPPE HEUZEY.

LE FRONT BRITANNIQUE

ET

LES FRONTS VOISINS

Les masses allemandes en France sont réparties en deux grands groupes. L'un, sous les ordres du Kronprinz, est devant Verdun ; il menace ce qu'on peut appeler la branche orientale des lignes françaises. L'autre, qui a pour noyau l'armée du Kronprinz de Bavière, est opposé entre l'Yperlée et la Somme aux forces britanniques. Cette armée, qui a derrière elle des troupes au repos, n'a pas été dégarnie pour l'offensive du 21 février sur Verdun ; les armées voisines, qui avaient fourni des corps pour cette offensive, en ont reçu de nouveaux pour combler leurs vides. Ce n'est que très tard, et visiblement à contre-cœur, que les Allemands ont commencé à y puiser pour nourrir les combats sur la Meuse. Il y a donc là une masse allemande très puissante, intacte, désireuse sans doute de venger l'échec de Verdun ; quand elle aura été mise hors de cause, la destinée de la guerre sera définitivement fixée sur le front français.

On peut dire que le dernier noyau des forces allemandes est là. Sur le front russe, il n'y a plus qu'un rideau de 49 divisions, entre la Baltique et le Pripet, tenant le front à une densité de moins d'un homme par mètre courant. En Serbie, il restait en avril 1916 deux divisions allemandes seulement, la 101e et la 103e, une autre encore peut-être. D'autre part, les troupes engagées devant Verdun doivent être considérées comme dépensées ; quelques-uns des corps qui en font partie sont à ce point

épuisés que, même rajeunis par des effectifs nouveaux, ils sont incapables d'offensive. Reste donc cette armée du prince de Bavière, qui, avec la IVe armée à sa droite et la IIe à sa gauche, forme un total de 40 divisions d'infanterie, soit environ 500 000 combattans. Ces combattans sont répartis sur un front qui, à vol d'oiseau, n'atteint pas 150 kilomètres ; il faut y compter plus de 3 hommes au mètre courant, ce qui est une densité de combat.

Définir cette masse, étudier ce front, montrer comment il a été établi et quelles y sont les conditions de la lutte future, tel est l'objet de cet article.

I

Quand, au bord de la mer, à la hauteur de Nieuport-Bains, par une belle journée de printemps, on regarde vers le Nord, le spectacle est singulier. On est dans un paysage de sable pâle, une onduleuse entrée de désert, aux dunes coiffées de plaques d'oyats. A gauche, en contre-bas, la plage où la mer déroule son flot vert. Un air pur, un ciel bleu et blanc, un grand silence. La forme des maisons bombardées est encore debout. Les dunes paraissent inhabitées. La grand'route pavée, claire et nue qui suit la côte, mène droit des lignes françaises aux lignes allemandes. Les deux adversaires voient ensemble cette route commune. Un rassemblement attire le canon.

J'y suis allé par un jour calme. Point d'action engagée. Pour passer le temps, une batterie de 75 réglait son tir, aidée par ses avions qui volaient au-dessus d'elle. On entendait dans l'air tranquille les coups isolés. Le réglage terminé, les détonations pressées d'une salve roulèrent un instant, et le silence s'établit de nouveau. Les Allemands ripostaient à la fois sur nos pièces et sur nos avions. On reconnaissait au loin le départ sourd de leurs coups. Un obus passa en gémissant. Un autre vint tomber derrière une crête d'où s'éleva une fumée noire. Contre nos avions, les shrapnells éclataient deux par deux : on voyait soudain se former dans le ciel deux champignons blancs, lumineux; après quelques secondes, on entendait l'explosion, et la masse entière de l'air paraissait vibrer. Cependant l'avion menacé volait en cercle, comme font les buses au haut des arbres. Des soldats regardaient le duel. Ce fracas troublait le calme universel

sans le détruire, comme une pierre dans un étang ride la surface sans émouvoir les eaux. Une balle perdue claqua sur un mur.

Voilà à peu près quel est le train familier de la vie à l'arrière de ce secteur d'extrême gauche. On voit parfois sur les eaux glauques la forme noire d'un bateau. Quant aux tranchées de première ligne, établies en avant à la hauteur d'une colline de sable plus élevée que les autres et qu'on appelle la Grande-Dune, leur histoire est singulière : elles marquent encore les positions de fin de combat d'une action qui eut lieu le 22 décembre 1914. Depuis lors, chacun des deux adversaires a essayé de bousculer l'autre, sans y parvenir. Les Allemands ont fait une dernière tentative, le long de la côte, le 9 mai 1915.

Ce fait doit être marqué, parce qu'il se répète en beaucoup de points du front. Les unités restent figées, parfois depuis plus d'une année, dans la position où les a surprises la fin d'une journée de lutte. De là tant de situations paradoxales. Mais aucun n'a voulu depuis lors rectifier son front ni céder un pouce. Dans cette guerre, on tient dans les conditions les plus invraisemblables. Le principe de ne rien abandonner à l'adversaire a prévalu sur tous les autres. On a vu en Argonne les Français accrochés à des pentes où les tranchées ennemies dominaient immédiatement les leurs. On a vu sur les Hauts-de-Meuse les Bavarois s'incruster à Saint-Mihiel dans la position en flèche la plus téméraire. Nous allons voir tout à l'heure que, n'ayant presque personne sous la main, le commandement français a tenu la circonférence du saillant d'Ypres au lieu de raccourcir sa ligne en défendant le diamètre.

A droite de l'ourlet de sable qui borde la mer, on entre tout à coup dans une région complètement plate qui jusqu'au XIIe siècle a été un golfe marin. L'eau imbibe encore le pays. Elle apparaît pour peu qu'on creuse le sol à quelques décimètres. Il est impossible de tailler des tranchées, et tout le travail de fortification doit être établi en relief. Des inondations, maintenues depuis le 25 octobre 1914 étalent un plan d'eau entre les adversaires. D'une manière générale, les Belges sont établis sur la voie ferrée de Nieuport à Dixmude. C'est un remblai, haut de 1 m. 30, qui à la bataille de l'Yser a arrêté le flot allemand et changé les destinées de l'Europe. En avant de ce remblai, un certain nombre de fermes, sur des bombemens, sont occupées par des avant-postes.

Le fond de l'ancien golfe marin est à Dixmude; mais les conditions tactiques ne changent guère jusqu'aux abords d'Ypres. Le front quitte le chemin de fer trois kilomètres environ avant Dixmude, et faisant une saillie d'un kilomètre vers l'Est vient atteindre la rivière canalisée de l'Yser, qu'il longe désormais. Cette saillie est sous la protection du poste avancé de Stuyvekenskerke.

Le front passe ainsi devant Dixmude, qui est aux Allemands depuis le 10 novembre 1914. A Knocke, il quitte l'Yser pour suivre le canal de l'Yser à Ypres. A Steenstraete, une division française succède aux Belges. C'est toujours la même région basse, plate, où l'eau affleure. Les Allemands, établis sur la rive orientale du canal, sont dans une condition un peu meilleure, leur rive dominant légèrement la nôtre. Mais c'est un secteur très difficile à tenir pour tout le monde. Il est de plus très abondamment arrosé d'obus par l'un et l'autre parti. Les photographies faites du haut des avions montrent les abords du canal criblés de trous comme un paysage lunaire; comme il est à peu près impossible de creuser le sol, on juge de la difficulté des relèves. C'est une partie du front dont on ne peut approcher que la nuit.

En face de Boesinghe, les lignes décollent du canal pour se bomber vers l'Est. On entre dans le saillant d'Ypres et bientôt dans la zone des armées britanniques.

II

Sur la carte, Ypres, au fond d'une cuvette, à 20 mètres d'altitude, est au centre d'une ceinture de collines qui culminent à 60 mètres. Mais là comme en beaucoup d'endroits, les conditions du terrain ne se conforment pas rigoureusement aux données de la carte. Le caractère boisé du pays ôte beaucoup d'importance aux points dominans. L'avantage de ces points est en effet de donner des vues, et les couverts ont pour effet de les supprimer. Pendant la grande bataille de novembre 1914, le général Foch suivait l'action du haut de la tour de la Halle. Il n'avait devant les yeux qu'une mer d'arbres, où les troupes étaient invisibles.

C'est sur ces collines qui enveloppent Ypres du côté de l'Est que le front est établi, constituant une sorte de demi-cercle. Les

raisons qui ont fait conserver cette position un peu paradoxale peuvent être de deux sortes : d'une part, il est naturel d'avoir voulu conserver, même en ruines, la dernière ville de la Belgique; d'autre part, au point de vue militaire, la bataille d'Ypres, qu'on admirera d'autant plus qu'on la connaîtra mieux, a été menée (par 6 corps alliés contre 14 corps allemands!) non pas sous la forme d'une défensive tactique, mais d'une offensive constante. Attaquer dans ces conditions peut paraître une folie et s'est trouvé une profonde sagesse. En tout cas, cette méthode imposait de ne pas lâcher le terrain en avant d'Ypres. Il est d'ailleurs probable qu'une tactique sage, raisonnable, qui eût consisté à se retirer à l'Ouest du canal, eût en même temps permis à l'ennemi de développer librement tout son effort pour nous rompre, d'asséner le coup de poing et peut-être de passer.

Quoi qu'il en soit, le front tel qu'il était à la fin de la bataille, vers le 15 novembre 1914, sur la ligne Steenstraete-Langhemarcq-Brodseinde, est resté fixé jusqu'au 22 avril 1915, jour où les Allemands employèrent pour la première fois les gaz asphyxians, immédiatement à l'Est du canal, entre Steenstraete et Langhemarcq. Les coloniaux du général Putz, qui occupaient les tranchées, virent au loin un rideau de fumée jaune-vert qu'ils prirent d'abord pour l'explosion d'obus; la fumée s'avança vers eux, et l'asphyxie commença sans qu'ils eussent compris; mais les Allemands marchaient derrière cette fumée. L'effet de la surprise fut de rabattre la ligne de Langhemarcq jusqu'au canal. Les Allemands le franchirent derrière nos troupes et enlevèrent Lizerne le 24 au matin. Sur la droite de la division Putz, une division canadienne tenait les lignes jusqu'à Brodseinde, sur un front d'environ 5 kilomètres. Le recul des Français ouvrait un large trou sur la gauche des Canadiens. Les Allemands avaient saisi un bois à l'Ouest de Saint-Julien, d'où ils menaçaient directement Ypres. Le général Foch et sir John French jetèrent en toute hâte dans la trouée une poignée de troupes en réserve, quatre bataillons du 5e corps anglais. En même temps, pour raccourcir la ligne, la brigade de gauche des Canadiens, la 3e, après avoir soutenu victorieusement deux assauts, se replia; puis, dans la nuit, elle tenta de reprendre le bois de Saint-Julien. Cette contre-attaque, exécutée par un bataillon de la 3e brigade et un de la 2e, est un des faits d'armes les plus brillans de l'armée britannique. A minuit, les Canadiens, arrivés

sans être vus à 300 mètres du bois, étaient déployés, chaque compagnie sur deux lignes; il y avait 80 mètres entre les lignes.

BATAILLE D'YPRES

Le canon s'était tu, et un silence profond régnait; la lune apparaissait et disparaissait derrière les nuées. L'ordre fut murmuré

de fixer les baïonnettes. On atteignit ainsi une petite crête d'où l'on était vu en plein. Les Allemands ouvrirent le feu, mais trop haut. Aussitôt les Canadiens se précipitèrent à la charge. L'ennemi rectifia le tir, et la première ligne des assaillans sembla fondre. Mais la seconde ligne se jeta sur le bois, qui fut nettoyé par un combat sauvage. La position était prise, mais elle se trouva intenable, et les Allemands y rentrèrent.

A quatre heures du matin, le 23, les Allemands lancèrent un nouveau nuage de chlore. Puis ils débouchèrent du bois de Saint-Julien. Ils furent reçus par la première brigade canadienne jusque là en réserve. Il était six heures du matin. Sous la pluie d'obus et de balles, un bataillon canadien flotta. Le lieutenant-colonel qui le commandait, le ralliait avec calme, une badine à la main. Il fut tué, mais ses hommes se jetèrent en avant. A onze heures du matin, la ligne devant la gauche était fixée de Saint-Julien à Boesinghe.

Pendant ce temps, la brigade de droite de la division canadienne était restée sur ses anciennes positions, près de Brodseinde. Le recul de la 3e brigade la découvrait complètement. Il fallut donc qu'elle pivotât en repliant sa gauche, afin de rester en liaison. Cette manœuvre, délicate dans un pareil moment, fut bien exécutée; mais la ligne était à peine constituée, qu'à midi les Allemands tentaient de la percer en plein centre, à Saint-Julien. Ils prirent le village; de nouveau, la situation était critique. Cependant, les renforts accouraient à toute vitesse; à la gauche, dans l'après-midi du 24, les zouaves, avec les carabiniers belges, reprenaient Lizerne; le canal était franchi, et il s'en fallait de peu que Pilkem fût enlevé. Le 25, les Français à gauche, la 2e brigade canadienne à droite, tenaient bon; mais le sort du centre restait encore très douteux. Le 26, il était repoussé jusqu'au delà de Fortuin, tandis que la droite fléchissait à son tour et perdait Brodseinde. Mais les troupes fraîches arrivaient, après une marche forcée; la division de Lahore avait fait cinquante kilomètres en vingt-sept heures. A dix heures quinze, la contre-attaque britannique commença contre Saint-Julien et le bois, tandis qu'à gauche les coloniaux français attaquaient Pilkem, et que plus loin encore d'autres unités françaises combattaient dans la région de Lizerne. Les Allemands se défendirent avec des nuages de gaz. Ce fut un combat extraordinaire. Les hommes devenaient

jaunes, puis bleus, étouffaient, vomissaient, et quand ils revenaient à eux, ils retournaient au combat. Les troupes arrivèrent jusqu'aux lisières de Saint-Julien sans pouvoir les garder; elles avaient gagné par endroits 7 à 800 mètres. Le bois restait à l'ennemi.

Le 27, nouvelle tentative, arrêtée encore par des nuages de chlore. Le 28, les deux adversaires restent épuisés; mais à l'Ouest du canal les Français attaquent le dernier point d'appui de l'ennemi, la tête du pont de Het-sas. Sir John French voulait arrêter là la bataille, et replier ses lignes du secteur Est, pour les accorder à ses nouvelles positions du secteur Nord. Le général Foch obtint qu'il fût sursis à ce mouvement, jusqu'à la nouvelle attaque que montait le général Putz. Cette attaque eut lieu le 30. A droite du canal, les Allemands furent repliés sur Pilkem, mais à gauche, les têtes de pont de l'ennemi ne purent être définitivement enlevées que le 16 mai.

Le 2 mai, ce furent les Allemands qui firent sans succès une nouvelle émission de chlore. Ce même jour, la ligne anglaise exécutait son repli. Liée aux Français vers la route d'Ypres à Pilkem, elle se dirigeait au Sud-Est par Wieltje, jusqu'à la colline de Frezenberg, qui s'élève au milieu des prairies. De là elle tournait au Sud, couvrait l'étang de Bellewarde et le village d'Hooge, et se recourbait enfin au Sud-Ouest jusqu'à la colline 60. Le raccourcissement était d'environ 5 kilomètres. Ainsi se constitua le front actuel. Il n'a subi depuis lors que des modifications de détail. Le 24 mai 1915, les Allemands attaquèrent le secteur Nord-Est, de Wieltje à Hooge, et gagnèrent du terrain. Mais le 31 mai, les Anglais reprenaient les écuries de château d'Hooge (à l'Est du village) et le 2 juin, le château lui-même. Les combats durèrent pendant tout juin et juillet; le 30 juillet, les Allemands, se servant pour la première fois dans ce secteur de *Flammenwerfer*, enlevèrent de nouvelles tranchées près de Hooge. Le 9 août, les Anglais en reprirent 400 mètres, et la bataille s'arrêta.

Ainsi les troupes britanniques, qui depuis le début de juin ont étendu leur gauche jusqu'à Boesinghe, couvrent Ypres en demi-cercle, à une distance qui est environ d'une lieue. Ce demi-cercle n'est pas une position arbitraire. Il existe dans la nature, et il est formé d'une bande de sable, superposée à l'argile qui

fait le fond du pays. L'axe de cette bande de sable, sèche, ondulée, couverte de bois, passe à Passchendaele, puis à Zonnebeke, à Zillebeke, et devant Saint-Éloi. C'est elle qui, entre Zillebeke et Saint-Éloi, forme l'éminence de la colline 60, conquise par les Anglais le 17 avril 1915, et depuis lors perpétuellement disputée entre les deux adversaires.

La pointe Sud du front d'Ypres est encore au point exact où elle était au milieu de novembre 1914, à l'endroit où une route jusque là unique envoie deux branches, l'une au Sud-Ouest sur Armentières, l'autre au Sud-Est sur Lille. Cette fourche s'appelle Saint-Éloi. Les Allemands y ont fait, à la fin de la bataille de 1914, une de leurs plus mémorables attaques. Les Français et les corps Anglais, qui tenaient côte à côte, virent s'avancer à travers les couverts une masse énorme, quatre divisions marchant en carré, deux accolées en première ligne, deux en seconde ligne, plus de soixante mille hommes. Cette masse vint s'engouffrer dans cet angle rentrant que formaient nos lignes à Saint-Éloi. Elles recevaient de front le feu du secteur Sud d'Ypres, et dans le flanc gauche le feu de la forêt de Ploegsteert. Elles furent écrasées sur place. Les lignes marquent encore ce même angle droit. Au sommet, devant Saint-Éloi, les Allemands ont fait exploser au mois de mars 1916 cinq mines, ouvrant d'énormes cratères dont les deux adversaires se sont disputé la possession. Sur la face Nord de l'angle, les positions ont oscillé autour de la colline 60. Sur la face Ouest, elles sont restées fixées à la lisière de la forêt de Ploegsteert.

Au Sud de cette forêt nous atteignons la Lys, que le front franchit à une lieue environ au-dessous d'Armentières, vers Frelinghien, un peu en amont de l'ancienne forteresse de Warneton. Nous entrons en France. Le paysage est vert et très mollement ondulé. Ce n'est plus l'étendue rectiligne d'alluvions de la Flandre maritime. C'est l'argile éternellement docile à la main du sculpteur et que la pluie et les ruisseaux modèlent. Des mouvemens de terrain varient et se succèdent. Des courbes lentes se raccordent. Je n'ai vu la Lys que plus haut à Saint-Venant. C'est un canal ayant juste la largeur de deux chalands, et qui coule entre des peupliers. Les petites maisons de briques, souvent peintes, présentent leur long côté à la route, et s'accolent par des pignons jointifs, de sorte que les routes se changent en rues interminables. Les villes vont ainsi à la ren-

contre les unes des autres. Imaginez le ciel bleu et blanc des Flandres, les vapeurs du sol mouillé, la verdure brillante. Militairement, un mauvais pays. Il n'y a pas de vues dans ces plaines coupées. Ces lignes de maisons suffisent à faire un masque et exposent à une surprise. On m'a conté qu'à Vermelles, dans deux de ces rues parallèles, des Allemands et des chasseurs français étaient installés, s'ignorant les uns les autres. Des dragons arrivèrent et avertirent les chasseurs. Enfin ces maisons de briques tombent comme des châteaux de cartes et ne constituent pas un abri. Les troupes françaises dans ces régions regrettaient les belles caves lorraines, dont la pierre défie les obus de 15 et de 21.

Le front enveloppe Armentières et, tournant au Sud-Ouest, suit à peu près la longue rue qui va d'Armentières à Neuve-Chapelle. Là cette rue vient buter presque à angle droit sur une route qui d'Estaires sur la Lys se dirige au Sud-Est sur La Bassée. Les Anglais ont saisi cette jonction de Neuve-Chapelle le 10 mars 1915. Ils ont ensuite consolidé et élargi le front dans les deux batailles d'Aubers (9-10 mai 1915) et de Festubert (15-25 mai). Ils tiennent ainsi la charnière du compas; ils tiennent la pointe Nord avec Armentières; mais la pointe Sud, l'ancienne forteresse de La Bassée, est aux Allemands.

Cette forteresse commande le cours d'un canal, d'un chemin de fer et d'une route, qui marchent parallèlement d'Ouest en Est. Il est bien évident qu'une pareille accumulation de voies correspond à un accident naturel. En effet nous sommes ici à la lisière méridionale de la plaine de Flandre. Immédiatement au Sud, le terrain se relève et nous nous trouvons sur les plateaux picards.

III

Ici tout change. Nous sommes sur une plaine ondulée de craie, couverte d'un limon argileux. La craie, très pure et très fine à sa partie supérieure, est grise et grossière à sa partie inférieure, qui est exploitée comme pierre de taille. De là ces carrières qui vont jouer un rôle important sur le champ de bataille. — De plus, nous sommes, de La Bassée à Lens, sur la bande des charbonnages. De là des agglomérations, des fosses, et enfin ces étranges collines grises et pointues qu'on voit de

très loin s'élever sur le ciel comme des pyramides d'Égypte, et qu'on appelle des crassiers : masques, forteresses et observatoires.

Le limon argileux conserve au pays son humidité. S'il n'a point de bois, que quelques vergers, il est du moins verdoyant. Partout des haies bordent les chemins. Les ondulations du sol se déroulent, suivant le mot du duc d'Aumale, comme une houle déterminée par un vent du Nord-Ouest. Il est évident que ces mouvemens du terrain règlent ceux des armées. Chaque parti aura tendance à s'établir sur une crête, et les axes d'attaque seront perpendiculaires aux ondulations. C'est ainsi qu'en 1648 l'armée de Condé d'une part et l'armée espagnole de l'autre s'étaient rangées sur deux hauteurs parallèles : l'armée espagnole de Lievin à Lens, l'armée de Condé en avant de Loos, sur cette cote 70, qui redeviendra si célèbre dans les combats de septembre 1915. — De la même façon, pendant la guerre actuelle, les attaques des Français, en décembre de 1914, se sont faites Nord-Ouest au Sud-Est, de rideau à rideau, d'abord sur Vermelles, puis sur le Rutoire, puis sur Loos.

Mais pour comprendre un pays ondulé, il faut presque toujours se représenter non pas une houle, mais deux systèmes de houles se croisant à angle droit. Nous venons de voir des plis qui font face au Nord-Ouest. En arrivant devant Lens, nous rencontrons un autre système d'accidens, perpendiculaire au premier, c'est-à-dire regardant au Nord-Est, mais beaucoup plus important. Il s'agit cette fois d'une véritable cassure du sol. A qui vient du Nord elle apparaît comme une falaise abrupte, dont le bord s'abaisse par paliers et terrasses, et qui constitue la position de Notre-Dame-de-Lorette. Sur la cime on est à la cote 194, et on domine de près de 140 mètres toute l'étendue des charbonnages.

Cette colline de Notre-Dame-de-Lorette a la forme d'une longue arête, la pointe au Sud-Est et tournée vers Lens, qui est au pied. C'est à la fois un observatoire, un cap, une forteresse et la limite de deux régions. Bien mieux; sur cette hauteur, la nature elle-même a élevé un édifice particulier; elle a laissé là des sables, en partie agglomérés en grès, qu'elle a enlevés partout ailleurs en Picardie; de sorte que nous avons la surprise de trouver là-haut un bois, jeté en travers sur la colline, comme une couverture sur l'échine d'un cheval. C'est le bois de Bouvigny.

Naturellement, les Allemands avaient saisi dès l'automne de 1914 une région si importante et ils avaient couvert le revers Sud, du côté des Français, en fortifiant le village avancé de Carency : il a fallu les combats épiques qui ont duré tout l'hiver et qui se sont terminés en mai 1915, pour la rendre aux Français. L'éperon de Lorette a été attaqué de trois côtés : de l'Ouest, sur l'éperon même, par les bois de Bouvigny; du Nord-Ouest, le long de la route d'Aix-Noulette à Souchez; du Sud, enfin, où il s'abaisse par des éperons festonnés sur un premier palier à 130 mètres, qui porte Ablain-Saint-Nazaire, et qui est lui-même bordé par une vallée, à 80 mètres, où se trouve Carency.

Le 7 décembre 1914, les Français enlevaient des tranchées au Sud de Carency. Du 17 au 20, sur la colline même, ils refoulaient les Allemands vers l'Est. Le 15 janvier 1915, énergiques contre-attaques des Allemands, qui reprennent des tranchées tant sur la colline que devant Carency. Mais dans la nuit du 6 au 7 février, les Français font sauter une mine et arrivent aux lisières du village. Le 3 mars, les Allemands gagnent de nouvelles tranchées sur la colline, mais, le 4 et le 6, d'énergiques contre-attaques reprennent le terrain. Une lutte furieuse se prolonge. Le 16, les Français enlèvent trois lignes de tranchées et font un progrès important. Ils sont assez avancés pour prendre à revers, le 19, les lignes de communication qui descendaient de la crête vers Ablain, par le grand Éperon. Ce succès était complété le 15 avril par une brillante attaque à la baïonnette, qui nous mettait aux lisières d'Ablain.

Telle était la situation au début de mai; sur la colline, nous étions à un kilomètre à l'Ouest de la chapelle de Notre-Dame de Lorette, ayant devant nous cinq lignes de tranchées blindées et bétonnées, appuyées par des fortins, dont l'un avait des abris jusqu'à 14 mètres de profondeur. Ces tranchées se prolongeaient au Nord jusqu'à la route d'Aix-Noulette; sur le flanc Sud de la colline, les Allemands tenaient Ablain et Carency. Carency formant l'angle méridional de la ligne, était puissamment défendu : quatre lignes de tranchées, une garnison de quatre bataillons et six compagnies de pionniers. Le 9 mai, à six heures du matin, les Français commencèrent l'attaque par un formidable bombardement. 20 000 obus tombèrent sur Carency, pendant que 17 mines explosaient sous les pieds des Allemands. A dix heures, l'assaut fut donné. Devant Carency, les tranchées furent enle-

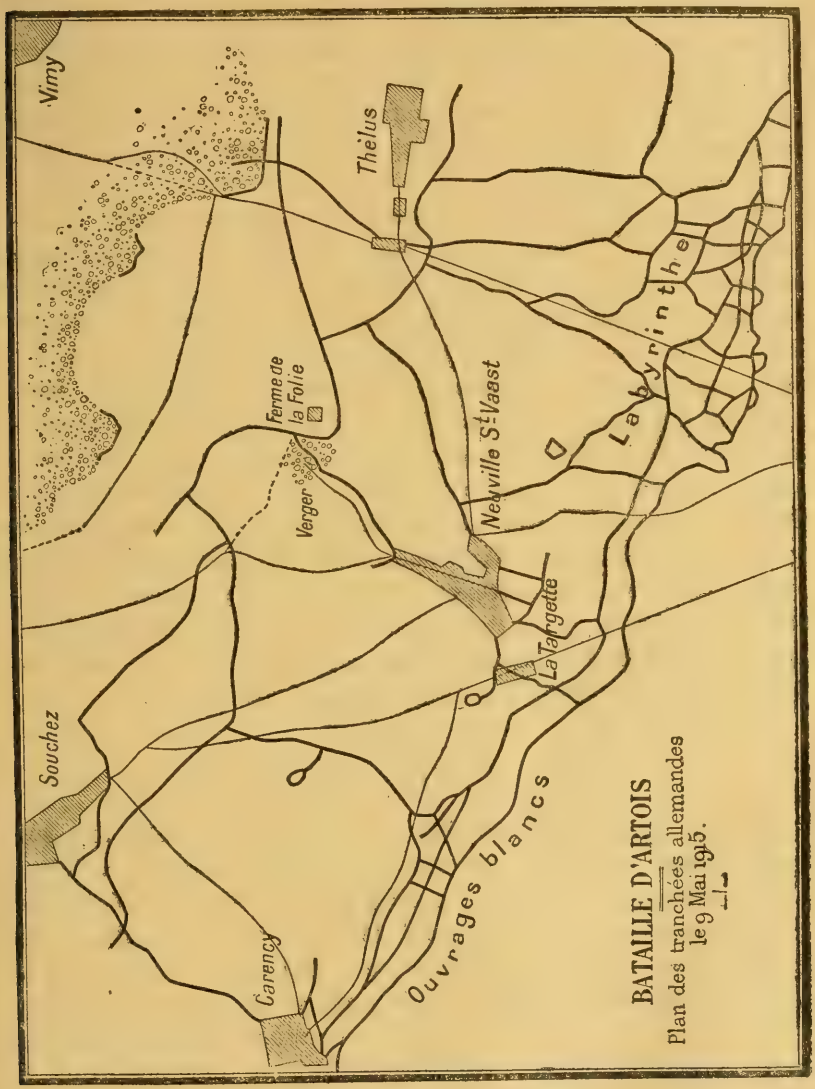
vées; une tentative sur le village, exécutée malgré les ordres, échoua; mais plus à l'Est, il se trouva presque coupé de Souchez. Sur la colline de Lorette, les Français enlevèrent trois lignes de tranchées et se maintinrent, recevant dans le flanc gauche les feux de la route d'Aix-Noulette, de front, les feux d'Angres, dans le flanc droit, le tir des mitrailleuses d'Ablain. Le combat continua les jours suivans. Le 11, les Français, sur la colline, enlevaient la chapelle et le fortin voisin ; dans la nuit du 13, au Sud de la colline, ils enlevaient Carency. Le 21, ils enlevaient l'avant-dernier des éperons méridionaux de la colline, celui de Blanchevoie. Le 29, ils enlevaient les dernières maisons d'Ablain. Le 31, ils enlevaient deux positions avancées au delà d'Ablain, le moulin Malon et la sucrerie de Souchez.

Toute la colline de Lorette était dans nos mains, et le front allemand passait désormais par Souchez. Souchez est juste à l'extrémité Sud-Est de l'éperon, en plaine. Les routes qui vont du Sud au Nord, d'Arras vers Béthune, et qui se gardent d'escalader l'éperon le contournent par Souchez. Elles traversent là une petite rivière, la première des rivières picardes que nous rencontrions, mince et pure, avec une large vallée, humide et verte, bordée de prairies et de marécages.

La trouée de Souchez interrompt l'accident de Lorette, mais ne le termine pas. Il renaît immédiatement à l'Est de la ville, et se prolonge vers le Sud-Est; mais il change de nom ; il s'appelle maintenant la falaise de Vimy. De même que la colline, de par sa face Nord, dominait toute la plaine du charbonnage, de même la falaise de Vimy, qui la continue, domine toute la plaine de Douai. Dans l'un et l'autre cas, le regard de faille est à pic, face au Nord-Est.

Seulement il existe entre les hauteurs de Lorette et de Vimy deux différences. L'une est d'ordre géographique; c'est l'inégalité de hauteur et d'étendue. Lorette s'élève à 194 mètres, la falaise de Vimy culmine à 140. L'autre différence est d'ordre militaire. A Lorette les deux adversaires barraient l'éperon en travers. A Vimy les fronts sont non plus perpendiculaires, mais parallèles à la faille. Les Allemands tiennent toute la longueur de la colline, adossée à la crête, pour nous interdire de l'atteindre et de redescendre vers Douai. Ils sont pour ainsi dire placés sur le mur d'une place, le fossé derrière eux. Nous essayons de les pousser dans ce fossé.

Naturellement ils ne se sont pas mis de plein gré dans cette position difficile. Au printemps de 1915, ils occupaient à deux



BATAILLE D'ARTOIS
Plan des tranchées allemandes le 9 Mai 1915.

kilomètres environ dans l'Ouest une position avancée, plus basse, le long de la route d'Arras à Souchez. Cette position avait l'inconvénient de n'avoir qu'un seul point d'appui, juste au centre, le village de Neuville-Saint-Vaast. Les Allemands y

remédièrent en construisant pour la première fois, à gauche et à droite, deux de ces centres de résistance, véritables cités et forteresses, dédales de tranchées, qui ont été depuis reproduits et encore amplifiés en Champagne. Le centre septentrional avait reçu de nos soldats le nom d'Ouvrages blancs, le centre méridional celui de Labyrinthe. Ainsi le champ de bataille présentait l'aspect d'un immense front fortifié où des courtines de tranchées reliaient trois gros bastions également composés de tranchées.

A ce champ de bataille nouveau, il fallait une tactique nouvelle. Pour la première fois aussi l'action allait prendre la forme d'un assaut. Elle en aurait la soudaineté, la rapidité et la violence. Comme pour un assaut encore, il fallait des troupes d'élite. On les entraîna physiquement et moralement, et le 9 mai, après une puissante préparation d'artillerie, elles sortirent d'un seul mouvement des parallèles de départ, magnifiquement alignées, couronnées du scintillement de leurs baïonnettes. En une heure, toute la droite allemande, entre Souchez et Neuville, fut submergée, et les troupes arrivaient jusque sur la falaise de Vimy. Ce magnifique succès ne put être exploité à temps. D'autre part, devant notre droite, le Labyrinthe présenta une résistance qui ne fut réduite que le 19 juin, après de longs et continuels combats. En fait, la bataille d'Artois dura sans interruption du 9 mai au 25 juin.

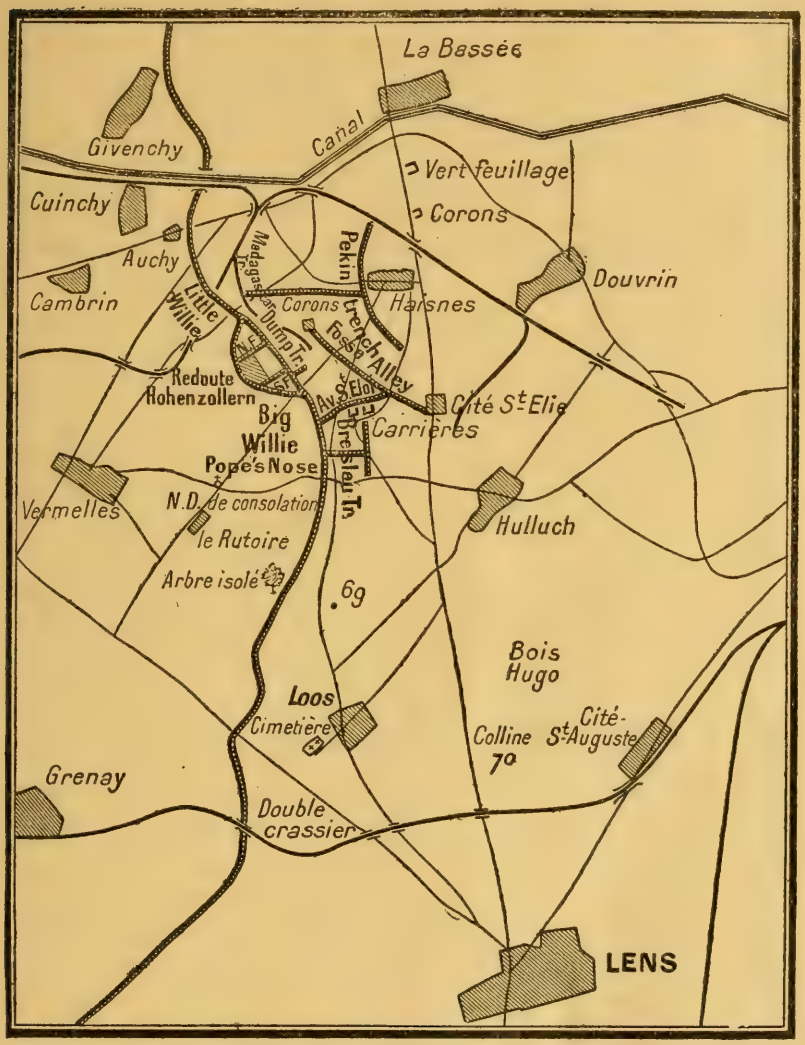
IV

Le 25 septembre 1915, l'attaque fut reprise, cette fois sur tout le front entre La Bassée et Arras. Cette bataille a déterminé le front actuel. Elle a donc pour nous un vif intérêt. Les troupes britanniques occupaient le front entre La Bassée et Grenay (inclus). Un récit officiel de leur action a été publié par les journaux anglais le 20 et le 22 mai 1916.

Les trois mois qui précédèrent l'action se passèrent dans une trêve relative, occupée principalement par les Alliés à accumuler les munitions nécessaires à une grande bataille. Quant aux Allemands, leurs efforts portaient surtout sur le front oriental. La jonction entre les troupes françaises (10e armée) et les troupes britanniques (1re armée) se faisait à peu près en face de Lens. Mais l'attaque d'un grand centre manufacturier

et minier, avec son dédale de rues, fait perdre nécessairement la cohésion aux troupes et le contrôle aux chefs, et morcelle

BATAILLE DE LOOS



Les positions le 25 septembre.

l'action. On décida donc de masquer la ville, de la déborder s'il se pouvait de l'un et l'autre côté, et, par une jonction à

l'Est, de l'envelopper. Le front anglais était tenu depuis Grenay jusqu'au canal de La Bassée, au Sud par le 4e, au Nord par le 1er corps ; leur jonction se faisait sur la route perpendiculaire de Vermelles à Hulluch. Au Nord du canal, le reste de la 1re armée devait fournir une diversion, à Givenchy, au moulin du Piètre, et un peu plus au Nord encore aux tranchées de Bridoux. La 2e armée, de son côté, devait attaquer par le 5e corps en face d'Ypres, à Bellewaarde. — L'attaque devait être couverte par des gaz : l'heure de départ dépendait donc de conditions météorologiques, et fut enfin fixée à 6 h. 30 ; les Français, qui ne se servaient pas de gaz et qui désiraient voir clair pendant les dernières heures de leur bombardement, devaient commencer l'attaque à midi 30 seulement. Ainsi, pendant six heures, la droite anglaise ne serait pas appuyée. Mais, d'autre part, l'avance de la droite anglaise permettrait (et a permis en effet) à la garde française, placée dans des conditions défavorables, de se porter en avant.

Le front du 1er corps anglais faisait, entre le canal de La Bassée et la route Vermelles-Hulluch, une courbe concave. Le trait saillant de la défense allemande était un gros ouvrage qui faisait saillie à plusieurs centaines de mètres en avant des lignes. Cet ouvrage, qui subsiste encore aux mains des Allemands et qui reste un des traits essentiels du champ de bataille, avait été appelé par les Anglais la redoute Hohenzollern. Il est placé à deux kilomètres au Nord du Rutoire et au Nord-Est de Vermelles, sur la crête Est et sur la contrepente du plateau de Vermelles. Deux grandes tranchées le prolongent et l'appuient à gauche et à droite. La tranchée droite, tournée à l'Ouest, enveloppe les bâtimens de la fosse n° 8 de Béthune ; on l'appelle le Little Willie. La tranchée gauche, tournée au Sud, barre les promontoires de Vermelles et du Rutoire ; on l'appelle le Big Willie. Ainsi la redoute Hohenzollern fait une sorte de bastion d'angle saillant, tandis que les deux Willie sont comme deux courtines à angle droit. A l'arrière, la redoute se relie par des boyaux, dits North Face et South Face, aux tranchées de l'alignement général, la Dump trench et la Fosse trench. A 1 500 mètres environ en arrière de leur première ligne de défense, les Allemands en ont une seconde, appuyée sur Auchy, Haisnes et la cité Saint-Élie. Les deux systèmes sont reliés par des boyaux, et ces boyaux, suivant le système allemand, peuvent

être eux-mêmes transformés en tranchées, dont le tir prendrait de flanc l'assaillant qui aurait pénétré dans les lignes. La défense se trouve ainsi compartimentée, et les changemens de front se font d'eux-mêmes.

Le 1er corps (général Gough) était formé à trois divisions : la 2e à gauche, avec une brigade au Nord du canal, devant Givenchy; la 9e au centre, troupe écossaise à qui était confiée la tâche difficile d'enlever la redoute Hohenzollern et la fosse 8; enfin, à droite, la 7e (général Capper), une de celles qui avaient pris part à la première bataille d'Ypres, et qui devait maintenant, après avoir enlevé la première ligne, attaquer la seconde entre la cité Saint-Élie et Hulluch.

A 5 h. 50, les Anglais commencèrent à envoyer les nuages asphyxians, qui se développèrent pendant les quarante dernières minutes du bombardement. Malheureusement, sur la gauche, devant le front de la 2e division, ces nuages se mirent en mouvement si lentement qu'ils gênèrent l'attaque au lieu d'y aider; de plus, au lieu de prendre la direction de l'Est, ils prirent celle du Nord, le long des lignes anglaises. — Cette attaque de la gauche, entre le canal de La Bassée et le chemin de fer de La Bassée à Vermelles, lancée avec une extrême énergie, arriva en plusieurs points aux tranchées allemandes, mais ne réussit pas à s'y maintenir. — Au centre, la 9e division attaqua par sa brigade de gauche, la 28e, juste à l'Est du chemin de fer de Vermelles, au point qu'on appelle la tranchée de Madagascar; cette brigade tomba malheureusement sur une tranchée dissimulée, remplie de fils barbelés; quelques élémens atteignirent les lignes allemandes, et s'y maintinrent jusqu'au matin du 26 où ils revinrent en ramenant des prisonniers; le reste de la brigade ne put que tenir ses anciennes tranchées. La brigade de droite, la 26e, avait au contraire trouvé les fils de fer détruits et avait remporté un splendide succès; la première ligne, formée du 7e Seaforths et du 6e Camerons, enleva les deux Willie, la redoute Hohenzollern, la fosse 8, et, poussant encore à un kilomètre, emporta ce qu'on appelle les corons de Pékin; mais là elle fut prise par le feu d'un cimetière situé à 600 mètres sur la gauche, près de la route d'Auchy à Haisnes. Elle se mit alors face au Nord, pour couvrir la gauche de la seconde ligne. Cette seconde ligne était formée par le 8e Black Watchs à gauche et le 8e Gordons à droite. Les

Black Watchs arrivèrent aux corons de Pékin, les traversèrent et se réunirent aux Seaforths et aux Camerons de la première ligne. Les Gordons traversèrent la redoute Hohenzollern, cueillant dans leurs abris les Allemands qui avaient été dépassés par la première attaque, — puis ils marchèrent vers l'Est sur Haisnes. Ils atteignirent la tranchée de Pékin, à quelques centaines de mètres devant ce village ; il était huit heures du matin. Mais ils restaient en flèche, sans soutiens ; ce n'est qu'à onze heures que la 27e brigade, qui arrivait en seconde ligne, put les renforcer. Cette 27e brigade avait trouvé les boyaux encombrés de blessés et de prisonniers, et elle avait eu beaucoup de peine à avancer ; ce n'est qu'à neuf heures que ses élémens de tête avaient franchi la ligne allemande et qu'elle avait pu marcher à son tour vers Haisnes, en se déployant à la droite des Gordons. Au passage de la crête qui est en face du village, elle fut accueillie par un feu terrible ; elle avança néanmoins jusqu'à la tranchée de Pékin ; quelques élémens atteignirent les avancées d'Haisnes, mais pour recevoir dans le flanc droit le feu de la cité Saint-Élie. Le gros se borna donc à tenir la tranchée de Pékin, au Sud-Ouest du village. La 9e division n'alla pas plus loin ; il aurait fallu, pour forcer la seconde ligne allemande à Haisnes, un bombardement puissant qui ne put être fourni.

A droite de la 9e division, la 7e attaqua également par deux brigades, la 22e à gauche et la 20e à droite. La 22e brigade trouva des fils de fer non coupés, et sa première ligne fut arrêtée par un feu violent ; mais la seconde ligne, formée par le 1er Royal Welsh Fusillers réussit à percer le front allemand ; puis le 2e Queen's, entraînant les bataillons déjà engagés, fonça jusqu'aux carrières qui marquent l'arrivée sur la colline d'Haisnes, à 1 500 mètres au Sud de ce village, les nettoya et, poussant à l'Est, pénétra dans la cité Saint-Élie. Telle fut l'avance de la 22e brigade ; mais elle était trop réduite pour se maintenir aussi loin. Elle s'établit donc dans une tranchée allemande au Nord-Ouest de Saint-Élie. Plus au Sud, la 20e brigade avait remporté un magnifique succès ; en une demi-heure, ses unités de première ligne, 2e Gordons et 8e Devons, avaient poussé jusqu'à l'endroit où la route de Vermelles à Hulluch croise celle de Lens à La Bassée ; là, bien en tête du reste de l'armée et réduites à une poignée d'hommes, elles durent s'arrêter.

Ainsi à midi, le 1er corps, quoique tenu en échec à sa gauche, avait vigoureurement poussé sa droite en avant. En trois points, il avait atteint la seconde ligne allemande, et il avait pris neuf canons; mais il avait perdu beaucoup de monde, et dépensé toutes ses réserves. — A sa droite, le 4e corps avait donné avec la même énergie et le même succès. Il était à trois divisions, la 1re au Nord, la 15e au centre, la 47e au Sud. Chaque division avait deux brigades en première ligne et une en réserve. Chaque brigade faisait un front de deux ou trois bataillons, les autres en soutien. Devant les Anglais, s'étendait la grande ondulation qui porte Loos, et au delà une seconde vague qui porte la cote 70. Anglais et Allemands allaient se battre, orientés comme les Espagnols et les Français en 1648. La 47e division, après avoir rompu le front allemand, devait former un flanc défensif, face au Sud, de façon à couvrir le reste de l'armée contre les contre-attaques qui viendraient de la région Liévin-Lens. A l'abri de cette couverture, la 15e division devait enlever Loos et pousser par la colline 70 jusqu'à la cité Saint-Auguste; plus au Nord, la 1re division devait avancer entre la colline 70 et les lisières Sud d'Hulluch.

A 5 h. 50, les nuages de gaz furent lancés. Le rideau était si épais qu'on ne voyait plus les tranchées ennemies, éloignées de 300 mètres; un joueur de cornemuse écossais, à la 15e division, sortit de la tranchée et se mit à jouer la marche du régiment. L'artillerie allemande tirait avec fureur, mais les mitrailleuses et la mousqueterie faiblissaient. A 6 h. 30, les troupes de tête sortirent, et en quelques minutes elles avaient rompu le front allemand.

A la droite de la 47e division, le 7e London City enlevait un de ces crassiers dont nous parlions tout à l'heure et qui forme au Sud-Ouest de Loos une double colline. A sa gauche, le 6e enlevait la première et la seconde ligne allemandes et s'y consolidait. En une heure et demie, ces deux bataillons avaient saisi leurs objectifs. — Plus à gauche, les London Irish, formant le 18e de Londres, enlevaient la deuxième ligne allemande depuis la route de Lens jusqu'au cimetière de Loos. Deux bataillons qui les suivaient passèrent l'un à droite pour saisir des jardins au Sud de Loos, l'autre à gauche à travers les lisières Sud de cette ville jusqu'à son extrémité Sud-Est. Le soir, la 47e division restait sur ces positions, malgré les plus violentes contre-

attaques. Elle y demeura jusqu'au 29 septembre-1er octobre, où elle fut relevée par le 9e corps français.

La 15e division prolongeait au Nord la 47e. Sa droite était formée par la 44e brigade, juste à l'Ouest de Loos. Celle-ci enleva la première ligne allemande sous un feu terrible de mitrailleuses, dont les servans furent tués jusqu'au dernier; la seconde ligne fut également défendue avec énergie, puis enlevée. A sept heures, le 9e Black Watch, le 8e Seaforths et derrière eux le 7e Camerons entraient dans Loos, livraient dans les rues, dans les maisons, dans les caves un combat sanglant, émergeaient aux issues Est, et pêle-mêle, victorieux, se jetaient en avant. Malheureusement, ils n'avaient plus pour les guider ces deux tours qui de loin désignent Loos dans le paysage ; cette foule de soldats presque sans officiers, au lieu de marcher à l'Est tourne au Sud-Est. Ils passent en torrent la colline 70, et viennent donner sur les fils de fer et les mitrailleuses de la cité Saint-Laurent, un des faubourgs fortifiés de Lens. Ils s'arrêtèrent là, sous un feu de plus en plus violent.

Pendant ce temps, la brigade de gauche, la 46e, avançait brillamment. Pris d'enfilade par un feu qui venait du Nord, les élémens de gauche faisaient face dans cette direction; mais ceux du centre et de la droite enlevaient deux lignes allemandes et occupaient le vallon qui est entre Loos et Hulluch. Ainsi, vers dix heures du matin, toute la 15e division avait remporté un éclatant succès; mais il fallait des renforts pour poursuivre, et ils avaient été entièrement employés. Enfin, la gauche était complètement en l'air.

Cependant, les troupes qui étaient venues donner dans la cité Saint-Laurent se repliaient, suivies de près par les Allemands. Elles trouvaient sur la cote 70 quelques unités qui avaient fortifié la contre-pente Ouest, à 2 ou 300 mètres de la crête et qui les recueillirent. Elles tinrent là héroïquement, mêlées, décimées, mais indomptables, et revenant à la charge chaque fois qu'elles étaient repoussées. La brigade de gauche, pareillement repliée, tint pareillement sur les pentes Ouest de la colline 70, et toute la 15e division y était accrochée quand le soir tomba, — la gauche au puits 14 *bis*, la droite au Double Crassier. Elle fut relevée pendant la nuit.

Le centre de la ligne anglaise était formé par la 1re division, qui devait marcher en direction d'Hulluch. A sa gauche, le

8e Royal Berkshires, avec de grosses pertes, avait réussi à forcer les fils de fer et la première ligne allemande, puis deux autres lignes, et il était arrivé à petite distance d'Hulluch. A la droite des Berkshires, le 10e Gloucesters avait péniblement enlevé la première ligne, puis, appuyé par le 1er Camerons, la seconde. Les Camerons avaient alors poussé jusqu'à la troisième ligne, l'avaient prise, enlevé deux canons, et ils s'étaient frayé un chemin jusqu'à Hulluch, où quelques hommes étaient entrés. Mais il arriva là ce qui est arrivé partout. Berkshires, comme Camerons, décimés par leur succès, éloignés de leurs soutiens, ne purent ni poursuivre, ni maintenir leur avance, et durent se retrancher à 500 mètres à l'Ouest de la route de La Bassée à Lens. Ils tinrent là avec la dernière énergie, seuls pendant plusieurs heures, jusqu'à l'arrivée des renforts.

Pendant que la brigade de gauche (1re) de la 1re division avançait ainsi, la brigade de droite (2e) souffrait d'une cruelle mésaventure. Au moment de l'attaque, une saute de vent rabattait le rideau de gaz sur les tranchées, et le 60e Rifles et le 1er Royal North Lancashires perdirent du monde avant même d'être sortis. Ils attaquèrent néanmoins, mais pour tomber sur des fils de fer bas, difficiles à voir, couvrant un large espace, et qui n'avaient pas été détruits. Ils se replièrent, se rallièrent, revinrent à l'assaut, mais pour être reçus par la fusillade et le feu des mitrailleuses. Le 2e Royal Sussex, rapidement envoyé en soutien, n'eut pas un meilleur sort. Des hommes arrivaient jusqu'aux fils de fer et tombaient. Le 1er Northamptons vint s'écraser à son tour. Ainsi, toute la 2e brigade avait échoué devant ces 1 200 mètres de tranchées intactes, à un kilomètre au Sud-Est du Rutoire, à un point marqué par un arbre isolé. Après elle, deux bataillons de territoriaux préparés pour intervenir entre la 1re et la 2e brigades, puis la réserve de la 1re brigade, puis la réserve divisionnaire, composée de la 3e brigade, furent appelés pour venir à bout de cette résistance acharnée. Une partie passa au Nord sur le terrain gagné par la 1re brigade et fit un à droite. Une autre partie passa au Sud, et fit un à gauche. Les Allemands se trouvèrent entourés de trois côtés et levèrent les mains. Plusieurs centaines furent pris. Mais leur résistance avait arrêté tout le jour la 2e brigade et paralysé en réalité le mouvement de toute la 1re division. La journée était

maintenant trop avancée pour que l'attaque sur Hulluch pût être reprise.

On peut dire que la défense des Allemands aux tranchées de l'Arbre Isolé, en aspirant les réserves qui auraient été nécessaires à soutenir les progrès des corps qui avaient avancé, décida de la journée. Les diverses unités anglaises restèrent au point où elles étaient parvenues; celles qui avaient gagné le plus de terrain étaient dans la condition la plus difficile, réduites en nombre, découvertes aux deux flancs, bombardées, fusillées, et presque sans abri. De plus, dans l'ombre de la nuit, le front anglais se trouva forcé par une contre-attaque allemande, entre la 9e et la 7e division, à ce point où sont des carrières, à un kilomètre environ dans l'Ouest de Saint-Élie. La position britannique y semblait si assurée qu'elle fut dégarnie. Tout à coup, les Allemands apparurent en masse, et toute la 22e brigade, formant la gauche de la 7e division, fut rejetée sur l'ancienne première ligne allemande, où elle se cramponna, au Sud de la redoute Hohenzollern, à un point appelé le Nez du Pape. Mais ce recul avait découvert les flancs des brigades voisines. A gauche, la 27e, déjà en l'air devant Haisnes, dut se replier d'abord à la hauteur de la seconde ligne allemande, puis, complètement tournée, refluer jusqu'à ses tranchées de départ. Plus à gauche encore, sur le front de la 26e brigade, maintenant relevée par la 73e, une attaque allemande enleva les Trois-Cabarets, position avancée à 800 mètres à l'Est de la fosse 8; mais elle fut vivement rejetée.

A droite, la 20e brigade était également compromise. Elle se trouvait si en avant qu'une attaque allemande, partie du Nord-Est, vint tomber derrière elle sur ses ravitaillemens. Il fallut non seulement se replier, mais s'ouvrir un chemin par une lutte sauvage, en reculant jusqu'à la hauteur de l'ancienne seconde ligne allemande. Au matin du 26, la ligne anglaise, infléchie par la perte des carrières et fortement pressée par places, était toutefois rétablie.

Dans la journée du 26, on essaya de reprendre les carrières. Trois bataillons de la 2e division réussirent à s'établir à 200 mètres de cette position, tandis qu'à leur gauche, la 27e brigade, rejetée, comme nous l'avons vu, dans ses lignes pendant la nuit, au Sud-Est de la redoute Hohenzollern, regagnait un peu de terrain.

Mais les Allemands préparaient une violente contre-attaque pour le 27. Sur le front des carrières, et plus au Nord, sur le front de la 27e brigade, ils furent repoussés; mais plus au Nord encore, la 73e brigade, qui couvrait la fosse 8, fut repoussée; une lutte désespérée s'engagea dans les ruines des maisons de mineurs; enfin, à une heure de l'après-midi, la fosse tout entière avait repassé aux mains de l'ennemi, qui débordait ainsi la redoute Hohenzollern par le Nord. — La position des unités anglaises, Argylls et Sutherlands, qui tenaient à l'Est de cette redoute, dans l'ancienne seconde ligne allemande, dite la Fosse Allee, devenait très dangereuse; elles durent se replier, serrées de près par les Allemands. Ainsi, la redoute Hohenzollern, attaquée du Nord et de l'Est, était dans la position la plus critique.

On se rappelle que la 73e brigade avait relevé la 26e; celle-ci, réduite à un quart de son effectif, se sacrifia une fois de plus. Dans une charge magnifique, elle donna le temps aux débris des corps qui se repliaient de la fosse 8 et de la Fosse Allee d'organiser la défense de la redoute. Enfin, à huit heures du soir, la 28e division vint relever les héroïques survivans de la 9e. Mais la 28e division elle-même prenait la défense dans des conditions extrêmement difficiles. On se rappelle que la redoute avait été construite par les Allemands en avant de leur front de tranchées, comme une sorte de cap avançant vers l'Ouest. Le front de tranchées passait donc à l'Est de la redoute et portait là le nom de Dump trench. La redoute était reliée aux tranchées : 1° par deux boyaux perpendiculaires, North face et Sud face; 2° par deux courtines obliques, Little Willie au Nord et Big Willie au Sud.

Le 28, la 85e brigade fit une très brillante attaque pour reprendre la Dump trench, sans pouvoir s'y établir solidement. En fin de journée, les Anglais ne tenaient entièrement que la redoute principale et le Big Willie; tout le reste, le Little Willie, la North et la Sud face, et la Dump Trench, étaient partagés entre les deux adversaires. Le 29, à quatre heures, les Anglais perdirent la South face, et même un instant le Big Willie qu'ils reprirent. Le 30, pas de changement, quoiqu'on se batte toute la journée. Dans la nuit, la 85e brigade est relevée par la 84e, dans les ruines de la redoute, dont certaines tranchées étaient complètement détruites.

Le 1er octobre, après un combat acharné, les Allemands occupaient entièrement le Little Willie, c'est-à-dire la courtine Nord qui relie la redoute à la fosse 8. Le 3, ils faisaient un violent effort depuis la redoute jusqu'aux carrières. La 84e brigade, déjà très réduite, ne pouvait soutenir le choc, et à midi les Allemands rentraient dans les ruines.

V

Le 8 octobre, une large attaque allemande sur tout le front de bataille depuis Cuinchy jusqu'à Grenay échoue : dans cette affaire, l'ennemi laissa, dit-on, 7 à 8 000 morts sur le terrain. Le 13 et le 14, les Anglais attaquaient à leur tour et rentraient dans la redoute Hohenzollern. Le 15, la bataille pouvait être considérée comme terminée. Dans son rapport, le 19, sir John French décrivait le nouveau front. Ce front se séparait de l'ancien à 1 200 mètres au Sud d'Auchy, passait par la tranchée principale de la redoute Hohenzollern, et poursuivant vers l'Est, à 400 mètres au Sud de la fosse 8, allait atteindre les carrières, dont les Anglais occupaient l'angle Sud-Est. De là le front courait au Sud-Est jusqu'à 500 mètres d'Hulluch, suivait au Sud la route d'Hulluch à Lens jusqu'à la colline 70, tournait au Sud-Ouest par les pentes occidentales de cette colline, puis enfin à l'Ouest, et se raccordait ainsi à l'ancienne ligne. Le terrain gagné représentait un saillant dont la corde était à peu près de 7 000 mètres, la flèche de 3 000.

Le front britannique est encore aujourd'hui à peu près ce qu'il fut alors. De Cuinchy il vient au Sud-Est par la redoute Hohenzollern; seulement, comme la guerre a depuis sept mois pris surtout la forme d'une guerre de mines, le front de la redoute apparaît maintenant comme une suite de cratères. — Puis la ligne continue toujours au Sud-Est vers les carrières, tourne ensuite au Sud vers Loos qui est aux Alliés, et de Loos se replie au Sud-Ouest, par le Double-Crassier, pour contourner la grosse agglomération Lens-Liévin-Angres, qui est à l'ennemi. A la fin de 1915, le front passait à 1 500 mètres à l'Ouest d'Angres, et il n'a pas varié depuis.

Mais nous sommes ici sur le terrain où l'attaque a été menée le 25 septembre 1915 par la 10e armée française. — Nous n'avons pas pour cette attaque autant de détails que pour

l'attaque anglaise, ni que pour la bataille de Champagne, dont il existe des récits assez détaillés. Le seul document publié sur la composition de l'armée du général d'Urbal se rapporte à l'action du 9 mai et des semaines suivantes. C'est une note officieuse allemande du 17 juillet 1915 énumérant les unités françaises qui ont pris part à la bataille d'Artois jusqu'à cette date. Elle cite les 3e, 9e, 10e, 17e, 20e, 21e, 33e corps, les 48e et 53e divisions.

L'objectif, le 25 septembre, était limité à la région Souchez-crête de Vimy. L'attaque sur Souchez fut déclenchée à 12 h. 35. Elle se faisait de trois côtés. Par l'Est de Notre-Dame-de-Lorette, le 33e corps, marchant sur Givenchy, devait atteindre le ruisseau de Souchez, en aval de cette ville. En vingt minutes, il avait atteint le bois en Hache qui forme l'extrémité Est du plateau de Lorette, et il se trouvait sur le ruisseau, ayant débordé Souchez par le Nord. Deux autres colonnes marchaient de l'Ouest, l'une par Ablain, l'autre par Carency. Enfin, une dernière venait du Sud, partant de la Targette, et suivant face au Nord la route d'Arras à Béthune, son objectif étant le Cabaret-Rouge, avancée de Souchez au Sud. L'énergie de la défense allemande sur les avant-positions obligea le commandement français à remettre l'attaque finale sur Souchez même au lendemain. Mais les Allemands, presque cernés, évacuèrent la position où les Français entrèrent le 26. L'ennemi se retira à un kilomètre environ en arrière sur sa seconde ligne qui passait par la colline 119 et se reliait au Sud-Est avec la falaise de Vimy, à la cote 140.

Les Français se préparèrent donc à donner le 28 l'assaut aux collines 119 et 140. De son côté, le prince de Bavière y établit deux divisions de la Garde, récemment rappelées du théâtre oriental. L'attaque française emporta au Nord une partie des bois de Givenchy; mais, plus à droite, elle ne put forcer la colline 119, et plus à droite encore, sur la colline 140, elle ne put arriver qu'à 800 mètres environ du sommet. Au Nord-Est de Neuville, le 3e corps trouva une résistance très énergique : le verger de la Folie fut atteint, mais non la ferme; enfin, à l'Est de Neuville, à l'extrême droite des Français, Thélus ne put être atteint par le 21e corps. Le 3 et le 4 octobre, la bataille continua avec fureur au bois de Givenchy et à la colline 119, sans amener de résultat. Puis du

9 au 15, les Allemands firent une série de contre-attaques également inutiles, la ligne française tenant toujours par le bois en Hache, le bois de Givenchy, l'Est de Souchez, et les pentes de la colline de Vimy. Ce sont toujours dans l'ensemble les positions de nos lignes, à ceci près que, dans leur dessin, quatre saillans qu'elles faisaient ont été rabotés par les Allemands en janvier 1916.

VI

Nous voici arrivés à la hauteur d'Arras. De là jusqu'à l'Oise, nous sommes sur un champ de bataille consolidé depuis près de vingt-deux mois, et qui en 1915 a vu des jours aussi calmes que la région précédente a vu des jours orageux.

Les accidens de terrain, comme ceux qui ont donné lieu à la crête Lorette-Vimy, sont terminés. Maintenant, les assises du sol sont si faiblement ondulées qu'il a fallu le travail persévérant des géologues pour reconnaître cette ondulation. Le terrain est une nappe homogène de craie, épaisse de 60 à 80 mètres, et couverte elle-même d'un manteau de plusieurs mètres de limon. C'est une vaste étendue de céréales et de champs de betteraves, avec de gros villages, espacés les uns des autres, assemblés autour des points d'eau et enveloppés de vergers. Ils apparaissent comme des bouquets verts sur le plateau de culture. Ils se suffisent à eux-mêmes, et chacun contient les industries qui lui sont nécessaires.

Les rivières, petites, limpides, d'humeur paisible et égales dans leur débit, coulent dans de larges vallées creusées dans le plateau, et dont les berges sont à pic. L'eau des pluies, absorbée par le limon et la craie du plateau, reparaît de toutes parts dans la vallée. Autant ce plateau est sec, autant la vallée est humide, remplie de tourbières, de canaux, d'hortillons où se font les cultures maraîchères, ou de marais solitaires, dont les roseaux sont habités par le gibier d'eau. Cette largeur des vallées parcourues de courans incertains augmente leur valeur défensive.

Au Sud de la Somme, l'horizontalité est plus complète encore : on est dans la région du Santerre, haute d'environ cent mètres. Entre la Somme et l'Avre, la différence du point le plus haut avec le point le plus bas n'atteint pas vingt mètres.

Mais aux sources de l'Avre, le terrain se relève, recommence à onduler, et un dos de terrain sépare le domaine de cette rivière de celui de l'Oise : buttes de sable couronnées d'argile, dernières hauteurs par où le bassin de Paris vient mourir sur la plaine picarde; l'amplitude de ces mouvemens atteint environ 80 mètres, la cote la plus haute, entre Lassigny et Ribécourt, étant à 188 mètres. De plus le sable amène la présence des bois, qui change la figure du pays. Ainsi le front qui s'étend entre la Somme et l'Oise change de caractère de la gauche à la droite; Roye, au Nord-Ouest, est encore sur le plateau nu du Santerre; Lassigny, au centre, est juste à la naissance des collines; puis ces collines s'élèvent, se boisent, redescendent vers l'Oise, et Ribécourt est à leur pied Est.

Le front s'est fixé là aussitôt après la bataille de la Marne, au moment où chacun des deux adversaires cherchait à déborder l'autre par son flanc occidental. Dès le 11 septembre 1914, le commandant en chef des forces françaises prescrivait au général Maunoury, commandant la 6e armée, d'avoir sur la rive droite de l'Oise des forces aussi importantes que possible. Le 17 septembre, il renouvelait et précisait l'ordre. Il faisait revenir de Lorraine la 2e armée, alors commandée par le général de Castelnau, et il la mettait à la gauche de l'armée Maunoury, de l'Oise à Arras; puis il plaçait à sa gauche l'armée Maudhuy (10e armée).

De leur côté, les Allemands, par une manœuvre analogue, faisaient passer à la droite de l'armée von Klück, qui jusque là avait été leur armée d'aile, une armée nouvelle, qui emprunte le nom et le général de la IIe armée, mais qui est faite de corps qui ont livré sur le front lorrain la bataille du Grand-Couronné; le Ier et le IIe bavarois et le XXIe viennent de la VIe armée; le XIVe de réserve vient de la VIIe. Ainsi les soldats de Castelnau retrouvent devant eux, sur la Somme, les mêmes adversaires qu'ils ont combattus dans l'Est. On y a seulement joint le XVIIIe corps, emprunté à la IVe armée. Puis, de même que les Français alignaient l'armée Maudhuy à la gauche de l'armée Castelnau, les Allemands alignaient la VIe armée (prince royal de Bavière) à la droite de la IIe, avec le IVe corps, la Garde, le Ier corps bavarois de réserve, et une forte cavalerie qui le prolongeait vers le Nord, comme nous étions nous-mêmes prolongés par les corps de cavalerie Conneau et de Mitry.

En somme, la 2e armée française a devant elle, au Nord de l'Oise, la droite de l'armée von Klück (IXe corps de réserve), puis le XVIIIe corps, le XXIe, le Ier bavarois, le XIXe de réserve, une division de la Garde et le IIe bavarois, qui forment la IIe armée allemande (von Bülow); enfin, le IVe corps, qui forme la gauche du prince de Bavière. C'est entre ces forces que se livre, au début d'octobre 1914, une bataille acharnée, qui laisse aux Allemands Lassigny et Roye et qui fixe le front sur les positions actuelles.

A la faveur de cette bataille, l'armée Maudhuy plus au Nord s'établit dans Arras où elle devance l'ennemi, puis sur les hauteurs de Lorette où elle ne peut l'empêcher de se retrancher, mais où elle le contient, enfin dans la plaine des charbonnages jusqu'au canal de La Bassée. Elle est à son tour attaquée; à la bataille de Roye-Lassigny succède une bataille d'Arras. Mais elle tient bon devant la ville, et cette fixation du front permet à l'armée anglaise de s'établir à son tour au Nord de l'armée Maudhuy.

Les positions actuelles sont encore, à peu de chose près, les positions finales de ces deux batailles d'Arras et de Roye-Lassigny. A Arras, les lignes enveloppent la ville, par Saint-Laurent et Blanzy. Elles passent au Sud-Est d'Arras, en laissant Beaurains aux Allemands, puis tournent au Sud-Ouest entre Foucquevillers et Gommecourt, passent devant Hébuterne (Français), Beaumont-Hamel (Allemands), franchissent l'Ancre à 6 kilomètres environ en amont d'Albert, et interdisent l'angle aigu qui est entre l'Ancre et la Somme, laissant aux Allemands Thiepval, La Boisselle et Fricourt, mais mettant dans nos lignes Carnoy.

La Somme est franchie à la hauteur de Frise. Entre Carlu et ce village, la rivière dessine un coude vers le Nord. Frise, sur la rive Sud, exposé et indéfendable, était une proie facile aux Allemands, qui l'ont enlevé en effet au début de 1916. De là le front court vers le Sud, à travers les plateaux du Santerre. Il coupe la voie romaine d'Amiens à Vermand à l'Est de Foucaucourt, et plus au Sud la voie ferrée d'Amiens à La Fère, entre Lihons (Français) et Chaulnes (Allemands). De là il enveloppe Roye, dont les Allemands tiennent les avancées par Parvillers (Nord-Ouest), Andéchy (Ouest) et Beuvraignes (Sud). De Beuvraignes, le front court vers le Sud-Est, laissant Lassigny aux Allemands, et il atteint l'Oise.

VII

Voilà le dessin du front. Il représente une série de positions de fin de combat, figées en décembre 1914 à Nieuport, en avril 1915 au Nord d'Ypres, en août à l'Est d'Ypres, en mars entre Armentières et La Bassée, le 13 octobre entre La Bassée et Lens, au début d'octobre avec des modifications au début de 1916 entre Lens et Arras, le 15 juin 1915 entre Hébuterne et Serre, en octobre 1914 entre la Somme et l'Oise.

Ainsi il paraît comme le résultat d'une série d'événemens accidentels, superposés dans le temps et juxtaposés dans l'espace. Mais c'est mal comprendre cette ligne de feu que de la réduire à l'épaisseur des tranchées. Elle se développe sur un théâtre d'opérations qui a des propriétés particulières. Quelles sont ces propriétés? Que représente, au point de vue militaire, l'échiquier sur lequel une partie si importante va se jouer?

Partons de Paris et marchons vers le Nord ; nous trouvons d'abord devant nous la vallée de la Somme, constituée en barrière; puis, au delà de la Somme, à la hauteur de Lens, la ligne de falaises qui marque la limite des charbonnages ; enfin, plus au Nord encore, la ligne qui fait le pied des falaises picardes, avec La Bassée, et enfin la ligne de la Lys. Il y a eu de tout temps une ligne des places de la Lys, avec Aire et Warneton; une ligne des falaises picardes, avec, à leur pied, Lillers et La Bassée ; une ligne des hauteurs de Gohelle, en face de Lens; une ligne de la Scarpe, avec le front Arras-Saint-Pol ; une ligne même de l'Authie, avec Doullens; et enfin une ligne des places de la Somme, Amiens, Péronne, Ham, Saint-Quentin.

Le pays se présente donc comme une suite de rideaux, de vallées larges et marécageuses, de crêtes, d'obstacles qui couvrent Paris; mais cette propriété s'interrompt bientôt sur la droite, et les conditions changent complètement.

Pour peu en effet que nous nous déplacions vers l'Est, toute cette ondulation du sol s'éteint. Les accidens que nous avons vus viennent mourir à l'Est du méridien d'Arras, et une vaste plaine les remplace, un véritable golfe, ouvert vers le Nord et qui a sa tête vers Saint-Quentin. Le mot de golfe n'est point ici une figure. Il s'agit, en effet, d'une dépression réelle par où les

eaux des mers tertiaires, venant du Nord, ont envahi le bassin de Paris. Les sables qu'elles ont laissés près de leurs rivages, et qui se sont couverts de bouquets de bois, rappellent encore leur présence. Les rivières, sur le fond desséché du golfe, coulent encore suivant sa pente. Et il est curieux, mais non pas surprenant, de voir, après des milliers de siècles, le flot des armées suivre le même chemin que jadis le flot des mers.

Militairement, ce golfe se présente sous la forme d'une trouée, large d'une trentaine de kilomètres à son goulot le plus resserré, entre l'Escaut à gauche et la Sambre à droite. Dans les plans de défense faits après la guerre de 1870, cette trouée, grand'route obligée de l'envahisseur, devait être solidement barrée par une ligne de quatre places : à gauche, Condé et Valenciennes sur l'Escaut; au centre, le Quesnoy; à droite, Landrecies sur la Sambre.

Cette barrière qui constituait la position centrale, le point d'appui de l'armée de campagne, avait en outre une position avancée qui l'éclairait et qui était Maubeuge. Mais on comptait peu sur cette place, qui pouvait être débordée dès le début des hostilités.

On considérait comme peu probable que l'ennemi jetât de grandes forces plus à l'Ouest, dans les Flandres. Toutefois, on admettait que Lille, à cause de son importance, devait être défendu. Entre Lille et la gauche de la position centrale, deux rivières, affluens de gauche de l'Escaut, formaient deux fossés successifs : le plus avancé était la Scarpe, qui se reliant vers Douai à la Deule formait avec elle un fossé continu entre l'Escaut et Lille; en seconde ligne, cette coupure était redoublée par la Sensée.

A l'Ouest de Lille, les vieilles places d'Aire et de Saint-Omer, qui pouvaient, en cas de guerre, être armées d'ouvrages semi-permanens, faisaient liaison avec le camp retranché formé au bord de l'Océan au moyen des quatre anciennes places de Dunkerque, Calais, Gravelines et Bergues.

Sur la droite, le noyau défensif entre Escaut et Sambre était prolongé par une région naturellement facile à défendre, la Thiérache, où les taillis et les forêts se prêtent à une défense pied à pied. L'envahisseur devait y trouver nos avant-postes établis dans les bois, entre Landrecies et Rocroi, sur de bonnes

positions. Des rivières comme les deux Helpe forment des coupures, redoublées en arrière par le haut cours de l'Oise qui, d'Hirson à Guise, coule d'Est en Ouest. Enfin, le fort d'Hirson devait donner un point d'appui à la défense.

En somme, de la mer à la Meuse, d'après les plans établis au lendemain de la guerre de 1870, l'envahisseur devait trouver : 1° le camp retranché Dunkerque-Calais-Bergues-Gravelines ; 2° à droite de ce camp, les vieilles places de Saint-Omer et d'Aire, tenant l'une l'Aa, l'autre la Lys ; 3° à droite encore, Lille ; 4° de Lille à l'Escaut, le fossé de la Deule-Scarpe, gardé par Douai, et redoublé en arrière par la Sensée ; 5° entre l'Escaut et la Sambre, le noyau défensif principal formé par Condé et Valenciennes à gauche, le Quesnoy au centre, Landrecies à droite ; l'intervalle entre le centre et la droite était de plus couvert par la forêt de Mormal ; enfin, Maubeuge en avant éclairait la position ; 6° à droite de la Sambre, une région naturelle de défense, constituée par des bois et des coupures, et qui avait sa limite méridionale au fossé de l'Oise entre Guise et Hirson.

On sait ce qu'ont pesé ces défenses dans la guerre actuelle. La partie occidentale a été préservée au mois d'août par sa position excentrique, et au mois d'octobre par la défense d'Ypres et de l'Yser, de sorte que l'ennemi n'a pas pu dépasser de beaucoup vers l'Ouest Lille et La Bassée ; mais la partie orientale, le rideau défensif proprement dit, a sauté au moment de la bataille des frontières (22-24 août). La barrière de l'Oise à la hauteur de Guise aurait pu servir à arrêter les Allemands, et elle a été le théâtre d'un brillant combat. Mais le commandement français a craint d'être tourné sur sa gauche et a ordonné la retraite jusqu'à la Marne.

Une fois le rideau défensif forcé, on se trouve dans la région que nous avons déjà décrite : collines de Picardie à l'Ouest, plaine de Douai à l'Est. Naturellement, la limite commune entre la plaine et les collines forme une ligne Nord-Sud très importante, que chacun a cherché à saisir. Elle est jalonnée par La Bassée, Lens et Arras. Les Français ont saisi Arras, mais se sont laissé devancer à Lens et à La Bassée. Le front depuis lors continue à festonner autour de cette ligne.

VIII

Cet échiquier a été, en 1648, le théâtre d'une action qui s'est jouée précisément sur cette ligne Nord-Sud qui jalonne aujourd'hui le front. Tous les champs de bataille sont des lieux obligés! Après des siècles, les nations ennemies, pour vider leurs querelles, se donnent les mêmes rendez-vous. — A la fin de 1647, les Espagnols tenaient, sur la ligne où l'on se bat aujourd'hui, Dixmude, Ypres et Armentières; mais ils s'arrêtaient là; au Sud d'Armentières, les Français tenaient La Bassée et Lens. De plus, chacun des partis avait des positions avancées à gauche et à droite. A l'Ouest, les Espagnols tenaient Aire, et à l'Est Landrecies. En revanche, les Français avaient une position jetée en flèche au Sud-Est d'Ypres à Courtrai; à l'Ouest, ils tenaient Dunkerque et les petites places qui l'entourent. Le quartier général français était à Arras, le quartier général ennemi à Lille, où est encore celui du Kronprinz de Bavière. Au mois de mai 1648, commence une véritable partie de quatre coins. Les garnisons françaises de Dunkerque d'une part, de Courtrai d'autre part, marchent sur Ypres, qui est à mi-chemin des deux villes. Condé, venant de Péronne avec le gros de l'armée, arrive en même temps qu'eux. La tranchée devant Ypres fut ouverte le 19 mai, et la ville capitula le 27. Mais pendant que le gros des forces françaises assiégeait Ypres, l'archiduc ripostait en allant le 19 mai prendre Courtrai, fort avancé dans ses lignes et dégarni. A Paris, les ennemis de Condé lui imputèrent la perte de la place. Il répondit par un mémoire où il y a des phrases bien curieuses : « On n'a travaillé cet hiver en pas une de nos places du côté de la mer, si bien qu'elles ne se peuvent défendre qu'à force d'hommes; *les ennemis n'épargnent rien pour fortifier les leurs*, si bien qu'avec cinq cents hommes ils peuvent mieux défendre une place que nous avec quinze cents. » (4 juin.)

Ayant enlevé Ypres, les Français tiennent donc la ligne Dunkerque-Ypres-La-Bassée-Lens-Arras, semblable en beaucoup de points à la ligne actuelle. En face d'eux, les Espagnols ont Ostende-Aire-Dixmude-Courtrai-Armentières-Douai-Cambrai. De Dunkerque, Rantzau essaie une entreprise sur Ostende, et échoue. Entre Ypres (Français) et Dixmude (Impériaux), nous

tenons à Knocke le confluent de l'Yperlée et de l'Yser, non loin du point où se fait maintenant la liaison entre les Français et les Belges ; — Knocke, que Condé appelle « le poste le plus considérable de Flandre, sans lequel Ypres ne peut subsister. » (29 juin.)

A la mi-juin, l'archiduc, avec le gros de ses forces, entreprit l'opération classique de la descente en France. Tandis que ses avant-gardes venaient insulter les places de la Somme, lui-même venait prendre position devant le Catelet, tout à fait à l'extrémité Sud de la ligne de l'Escaut, à la naissance du plateau commun à ce fleuve et à la Somme, et qui fait crête de partage entre leurs sources ; à la limite par conséquent des deux grands versans, l'un vers la mer du Nord, l'autre vers la Manche : étape importante sur la route des Pays-Bas vers Paris. — Les avant-gardes tenaient sur la ligne de l'Oise supérieure entre Saint-Quentin, Guise et Rocroi, là même où se fera la halte principale dans la retraite de 1914. Condé traversa Arras, le 22 juin, arriva devant le Catelet le 26, et obligea l'archiduc à reculer au delà de Landrecies. Les deux adversaires se retranchèrent sur ce que nous avons appelé le rideau défensif. L'archiduc était couvert à droite par la forêt de Mormal, au centre par Landrecies et à droite par l'Helpe. Après trois semaines, il leva le camp et rentra à Lille. L'armée française en fit autant et revint vers Arras par Souchez (20 juillet).

On a vu comment, en 1914, l'armée de Lorraine avait été transportée entre l'Oise et la Somme, et avait passé ainsi de l'aile droite de notre dispositif général à l'aile gauche. Un mouvement analogue fut exécuté en 1648. L'armée d'Alsace commandée par d'Erlach reçut l'ordre du Roi, expédié le 20 juin, de marcher vers Luxembourg : puis, le 27 juillet, un second ordre de s'acheminer de Metz sur Guise.

Les Espagnols cependant avaient repris l'offensive à leur aile droite. Le corps opérant en Flandre maritime investissait Furnes (24 juillet), et le gouverneur d'Aire, sur la haute Lys, menaçait Saint-Venant, ville située un peu en aval sur la même rivière. Condé fit faire demi-tour à son armée à Souchez, et la ramena à Béthune, puis à Hinges, d'où il pouvait à sa gauche secourir Saint-Venant, et à sa droite surveiller l'archiduc, qui était à dix lieues dans le Nord-Est, à Warneton. Mais, à notre extrême

gauche, Rantzau, qui commandait Dunkerque, laissa prendre Furnes (3 août).

On se rappelle cette petite ville, à l'arrière de l'Yser, si souvent bombardée depuis 1914. Sa chute en 1648 fit à Paris un effet déplorable. Mais au même moment, les troupes d'Alsace atteignaient l'Oise, et allaient renforcer l'armée de Condé. La grande partie allait se jouer. C'est l'archiduc qui l'entama. Le 11 août, les colonnes quittant le camp de Warneton remontèrent la Lys et vinrent assiéger le château d'Estaires. Ce point, disputé aussi en octobre 1914, commande le confluent de la Lys avec un affluent qui vient de Béthune, le Lawe. En d'autres termes, il domine la croisée de la Lys sur la route qui mène de Béthune à la Flandre maritime. C'est donc un point très important. Condé ne put le sauver, et le château se rendit le 12 août. Tout ce que put faire M. le Prince fut de barrer la Lys un peu en amont, à Marville, en couvrant ainsi Saint-Venant du côté de l'Est. L'archiduc n'insista pas dans cette direction. Il fit tête de colonne à gauche et fila au Sud sur Béthune. Condé aussitôt fait colonne à droite, vient lui interdire le chemin.

Les 4 000 hommes de l'armée d'Alsace qui étaient sur l'Oise le 9, arrivaient à Arras le 14, tournaient au Nord et rejoignaient Condé à Béthune le 16. Mais, en même temps, l'archiduc entreprend une nouvelle manœuvre. Dans la nuit du 15 au 16, il décampe d'Estaires, file au Sud-Est, passe devant La Bassée, franchit le canal, et le 18 au matin il débouche dans la plaine de Lens. Cette place, qui était en fort mauvais état, se rendit dans la nuit du 18 au 19. Ainsi l'archiduc, par ce vaste mouvement circulaire, avait tourné autour de la droite de Condé, et venait se placer sur ses communications, coupant la route entre Béthune et Arras. Condé, qui avait deviné la manœuvre, se porta de La Bassée sur Lens; mais il était trop tard; arrivé à Loos, il trouva l'archiduc devant lui, et la bataille se livra à fronts renversés, l'archiduc adossé à la France, Condé adossé aux Pays-Bas.

La victoire de Condé arrêta l'invasion; mais supposons maintenant qu'un envahisseur ait réussi à se rendre maître du rideau défensif et qu'aucune force sur les plateaux picards ne soit venue menacer son flanc droit entre La Bassée et Arras. Il poursuit sa marche sur Paris. Quel nouvel obstacle va-t-il rencontrer devant lui? Il n'en existe plus qu'un, la vallée de la

Somme. Elle est étendue comme une barrière d'Ouest en Est, entre Amiens et Péronne. Puis à six lieues environ dans le Sud-Est de Péronne, en amont de Ham, elle est continuée par le canal Crozat jusqu'à l'Oise, à peu près à la hauteur de La Fère.

Cette ligne Amiens-La Fère apparaît d'une manière très différente, suivant que l'envahisseur vient du Nord ou vient de l'Est. Pour celui qui vient du Nord, elle est la dernière barrière à forcer avant le camp retranché de Paris. C'est là qu'en 1712 Louis XIV veut, en cas de revers, mourir avec sa dernière armée, ou sauver l'État. C'est par là qu'après Waterloo le flot des alliés descend sur la France, Blücher par Saint-Quentin, Wellington par Cambrai et Péronne. La Somme fut passée entre Bray et Ham.

A un envahisseur qui vient de l'Est, et qui est maître de l'Oise, la conquête de la ligne de la Somme donne le débouché sur Rouen, qui permet d'envelopper Paris par l'Ouest. C'est dans cette direction que les Allemands se présentèrent en 1870. Une grande ligne ferrée circulaire entoure Paris par Reims, Laon, La Fère, Amiens et Rouen. Cette ligne était capitale pour les Allemands : dès le milieu de novembre (ils avaient déjà Reims et Laon), Moltke ordonnait à Manteuffel de prendre Amiens comme objectif. Manteuffel attaqua du Sud-Est, en venant de la région de Roye-Montdidier. Le 27 novembre, il entrait à Amiens. De là il filait sur Rouen, qui était occupé quelques jours plus tard. La voie circulaire autour de Paris était entièrement aux mains de l'ennemi.

IX

Au début de 1916, les forces britanniques en France, par un accroissement continu, se sont étendues au Sud jusqu'à la Somme, libérant notre 10e armée, qui a pu être envoyée ailleurs, et se mettant en liaison avec la gauche de la 6e. — De son côté, quelles forces l'ennemi a-t-il rassemblées ? Nous avons dit qu'elles se composaient de trois armées. Comme les armées françaises qui leur faisaient face, ces armées sont venues, après la bataille de la Marne, prolonger progressivement le dispositif depuis l'Oise jusqu'à la mer. Et, toujours comme les armées françaises, elles sont venues se souder l'une à l'autre en s'étendant de plus en plus vers le Nord.

Ce fut d'abord une armée qui prit le nom de la IIe armée, composée comme nous l'avons dit, d'unités retirées à trois armées de l'Est, la VIIe, la VIe et la IVe. On remarquera que la Ve armée, l'armée du Kronprinz, qui était déjà devant Verdun, est la seule qui n'ait rien fourni. Au contraire, elle reçut un des corps de la VIe armée, le IIIe bavarois.

Cette VIe armée, qui avait combattu devant Nancy sous les ordres du Kronprinz de Bavière, avait donc donné tous ses corps, sauf un, le Ier bavarois de réserve. Le prince de Bavière se transporte avec ce corps devant Arras, à la droite de la IIe armée, et reconstitue là une nouvelle VIe armée, avec un corps de la Garde, le XIXe corps donné par l'armée de Champagne, le IVe donné par l'armée de l'Oise, le VIIe qui vient de l'ancienne IIe armée, et le XIVe qui vient d'Alsace.

Ainsi, à l'automne de 1914, toutes les forces allemandes de l'Est et une partie de celles du centre regroupées en deux armées nouvelles remontent précipitamment vers la mer. La défense de la Lorraine et des Vosges sera désormais assurée par des formations d'Ersatz et de Landwehr. — Cependant le front continue à s'élever vers la mer. Alors, à la droite de la VIe armée va se placer une armée pareillement nouvelle. Comme les deux précédentes, elle va prendre le nom et, pour ainsi dire, relever le titre d'une armée antérieurement existante, et elle sera dite IVe armée, quoiqu'elle n'ait avec l'armée qui avait combattu sous ce nom d'autre rapport que d'être commandée par le même chef, le duc Albert de Wurtemberg.

Cette IVe armée est composée de deux unités qui viennent de faire le siège d'Anvers, la IVe division d'Ersatz et le IIIe corps de réserve. Mais surtout elle est faite de quatre corps de seconde ligne, préparés dans le plus grand secret, qui apparaissent pour la première fois sur le champ de bataille, et qui portent les numéros XXII, XXIII, XXVI, XXVII.

Ce sont ces trois armées, qui tiennent encore le front de Roye jusqu'à la mer. Mais naturellement, il y a eu des remaniemens dans la suite de ces dix-huit mois. L'esprit de ces remaniemens est bien net. Les Allemands ont grossi l'armée centrale, l'armée du prince de Bavière, et diminué les deux armées d'ailes, celle du duc de Wurtemberg au Nord, celle du général von Bülow au Sud.

Il est aisé de comprendre le mécanisme de ce mouvement.

Le jour où les Allemands ont renoncé à l'entreprise sur Calais, le front des Flandres est revenu à son degré naturel d'importance, c'est-à-dire à celui d'une zone où aucun des deux adversaires n'avait de raison de tenter d'opération de premier ordre. Quant à la région entre la Somme et l'Oise, nous avons vu quel calme y a régné pendant toute l'année 1915. — Au contraire, au centre de la ligne, les Français avaient un intérêt considérable à s'avancer dans la plaine de Douai. Il y avait donc pour les Allemands urgence à se renforcer dans cette région.

Avant l'attaque du 9 mai, la VIe armée comprenait 16 divisions, plus deux en réserve à l'arrière, la LVIIIe à Roubaix, la CXV^e à Douai. Pendant la bataille, il arriva en renfort huit divisions, unités qui étaient au repos derrière le front, ou qu'on prélève sur les unités des secteurs tranquilles : la IVe armée donne la valeur d'une division, l'armée de Champagne en donne une, le détachement de Woëvre en donne une.

Pendant la bataille du 25 septembre, nouvelle arrivée de renforts ; mais cette fois, le problème est plus compliqué, puisque les Français attaquent en même temps en Champagne. Néanmoins, 45 bataillons sont prélevés, soit sur les corps voisins, soit sur les corps au repos à l'arrière. C'est ainsi que la Garde revient de Charleroi, et qu'une division du Xe corps accourt de Cambrai. Quant aux bataillons prélevés sur les corps voisins, voici comment ils ont été amenés. Chaque régiment allemand avait un bataillon en première ligne, un bataillon en seconde ligne et un bataillon à l'arrière, au repos. Ces troisièmes bataillons ont été ramassés et jetés en toute hâte dans le combat, soit en Champagne, soit en Artois.

Avant de décrire l'ordre de bataille actuel, rappelons une autre donnée. Au début de la guerre, tous les corps allemands étaient en ligne. La plupart des théoriciens allemands condamnaient les réserves stratégiques. La longue durée de la guerre, le service des tranchées, la fatigue des batailles, la nécessité d'entraîner spécialement des troupes pour les assauts, ont ramené d'autres principes. Il a fallu organiser un roulement et envoyer les corps se refaire à l'arrière. Il y a actuellement derrière le front de toutes les armées un certain nombre d'unités qui dorment. A la mise en ligne de toutes les forces a succédé un échelonnement en profondeur. Un autre changement a été

d'avancer les bases en même temps qu'on repliait les troupes. Les Allemands ont constitué sous le nom de Feld dépôts de véritables bases avancées où les unités décimées viennent se recompléter.

Le dernier ordre de bataille connu des armées allemandes entre la Somme et la mer a été publié par le *Times* le 17 avril 1916. Depuis lors, des prélèvemens ont été faits pour renforcer l'armée de Verdun; ainsi le Ier corps bavarois a été envoyé sur la Meuse. Tout récemment, le VIIe corps a été expédié sur le front russe. Sous ces réserves, cet ordre de bataille peut encore aujourd'hui être tenu pour exact. La IVe armée comprend à sa droite, devant Nieuport, le corps naval, face aux Français. Devant les divisions belges, elle a une brigade de Landwehr et une d'Ersatz, formant la division von Basedow, de Saint-Georges à Dixmude; puis, dans le secteur de Dixmude, la IVe division d'Ersatz, qui est dans les Flandres depuis le début de la guerre. Sur le canal, là où se joignent Belges et Français et où commence l'armée anglaise, le front est tenu par la XIe brigade de Landwehr. On peut dire que, jusqu'au secteur d'Ypres, les Allemands font une extrême économie d'hommes. Le saillant d'Ypres, qui encore en septembre 1915 était tenu par quatre corps, ne l'est plus que par deux, le secteur Nord-Est par le XXVIe, le secteur Sud-Est, de Zonnebeke à Saint-Éloi, par le XIIIe.

A Saint-Éloi commence la VIe armée. Elle comprend au Nord le XXIIIe corps, un de ceux de la première bataille d'Ypres, qui tient le front de Saint-Éloi à la Lys. Au Sud de la Lys, de Frelinghien à La Bassée, il y avait en avril deux corps et demi, XIXe corps, VIe division bavaroise de réserve et VIIe corps; mais le VIIe corps vient d'être retiré. De la Bassée à Lens, nous trouvons la IIe division de réserve de la Garde, puis le IIe corps bavarois, et enfin dans la région de Loos le IVe corps. Au Sud de Lens, jusqu'à Arras, il y avait à la fin de mars deux corps, le IXe de réserve et le Ier bavarois; celui-ci a été envoyé sur la Meuse et sans doute remplacé par une des unités au repos.

Ainsi, c'est de La Bassée à Arras que se fait la principale accumulation des forces allemandes. Au Sud d'Arras, l'aile gauche de la VIe armée était formée en avril par la Ire division bavaroise de réserve, la XXXVIIIe brigade de Landwehr et la CXIe division.

La IIe armée est à la gauche de la VIe, vers Mouchy-aux-Bois.

Elle comprenait, en septembre 1915, la valeur de quatre corps; elle est réduite à trois, ayant donné le XVIIIe corps pour l'attaque du 21 février devant Verdun. Elle est aujourd'hui composée au Nord, sur les plateaux, par la LIIe division; sur l'Ancre, par le XIVe corps de réserve; sur la Somme, par le VIe corps; enfin, du Sud de la Somme jusqu'à Chaulnes, par la Xe division bavaroise.

Enfin, il y avait, au début d'avril, derrière la IVe et la VIe armées, un certain nombre de divisions au repos : la CXXIII^e au Sud de Bruges, la LIIIe et la CXVII^e sur la Lys, la LIVe au confluent de la Lys et de l'Escaut, à Gand; beaucoup plus au Sud, un autre groupe était formé par le XXIIe corps à Valenciennes et deux divisions de la Garde à l'Est de Cambrai.

X

Telles sont les conditions sur cet échiquier du Nord où il est inévitable qu'une formidable partie s'engage. Il faut ajouter qu'elle s'engage en potence sur le flanc droit des armées allemandes du Soissonnais et de Champagne. L'armée du prince de Bavière, constituée en masse de sûreté, est établie comme un barrage couvrant Lille, la plaine de Douai et l'Oise. Une rupture de ce barrage mettrait toutes les autres armées allemandes dans une situation extrêmement difficile. Pour obtenir cette rupture, les armées françaises et britanniques ont déjà livré deux grandes batailles. Que sera la troisième?

Du Nord au Sud, les armées ennemies sont établies sur un vaste dos d'âne. Le sommet en est constitué, à peu près à la hauteur du point où se joignent les armées françaises et anglaises, par un plateau, lieu de sources d'où les eaux rayonnent en tous sens, la Somme à l'Ouest, l'Oise au Sud, l'Escaut au Nord, la Sambre au Nord-Est. Le moyeu de cette roue coïncide avec le nœud de voies ferrées de Busigny, d'où les lignes divergent en étoile sur Maubeuge, sur Valenciennes, sur Cambrai, sur Saint-Quentin, sur Hirson. L'œuvre des hommes s'est posée comme un calque sur l'œuvre de la nature.

De cette région centrale, les lignes allemandes s'abaissent, au Nord et au Sud, dans des bassins opposés; au Nord, c'est la plaine de Douai et de Lille, tributaire de la mer du Nord; au Sud, c'est l'Oise, inclinée vers le réseau de la Seine. — Dans les deux premières batailles d'Artois, notre mouvement s'est fait

sur Douai. Cette ville est à l'intersection de trois axes d'attaque, l'un vient du Nord-Ouest, par La Bassée; l'autre, de l'Ouest, par Lens; le troisième du Sud-Ouest, par Arras, le long de la Scarpe. La Bassée, Lens et Arras, sont les trois bastions d'un front fortifié Nord-Sud, qui couvre Douai. Les Allemands ont saisi La Bassée et Lens, mais nous tenons Arras. Ne pouvant nous le reprendre, ils en barrent du moins la sortie dans la direction dangereuse, celle de la Scarpe. Nous avons, en mai et en septembre attaqué, non pas sur les bastions tenus par l'ennemi, mais dans les intervalles, à Festubert, à Loos, à Vigny.

Sur ce terrain brûlant, la lutte n'a jamais cessé. Au Nord, la bataille d'Ypres s'assoupit et se réveille. Le 2 juin 1916, les Allemands ont tout à coup attaqué le secteur Est à Hooge, et une lutte acharnée a suivi jusqu'au 12, où les Canadiens ont repris le terrain qu'ils avaient d'abord perdu. L'objectif allemand est là de réduire le saillant d'Ypres et sans doute de pousser jusqu'à cette colline de Kemmel, à quelques kilomètres dans le Sud-Ouest, d'où l'on domine toute la Flandre. Plus au Sud, dans le saillant de Loos, sur les positions du 13 octobre 1915, la lutte est pareillement incessante. Dans son rapport du 19 mai, sir Douglais Haig compte, depuis le début de 1916, une soixantaine de combats...

HENRY BIDOU.

LE BUDGET ET LES IMPÔTS NOUVEAUX

I

Voilà plus d'un an que nous réclamions des impôts nouveaux. Dans l'article que nous consacrions ici même, le 15 janvier 1915, aux Finances françaises, nous en dressions la liste. « Il faudra, disions-nous, écarter les systèmes absolus, rejeter à la fois les programmes qui voudraient faire table rase de ce qui existe et ceux qui prétendent demander la totalité des ressources nouvelles à une seule catégorie de taxes. Pour réunir les sommes considérables dont on aura besoin, il sera nécessaire de s'adresser aux impôts de toute nature, les indirects aussi bien que les directs. Comme le disait Gladstone, on courtisera les deux sœurs, la brune et la blonde, qui devront, l'une et l'autre, accorder leurs faveurs au ministre des Finances. » M. Ribot s'est inspiré de ces principes dans le projet de loi qu'il a déposé le 18 mai à la Chambre et qui porte ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916, ainsi que l'autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics.

Nous allons l'examiner et indiquer les moyens auxquels le ministre a eu recours pour augmenter quelque peu le côté des recettes. Rappelons d'abord que, suivant une procédure qui est en vigueur depuis le début de la guerre, le gouvernement présente maintenant des budgets trimestriels. C'est aux mois de juillet, août et septembre 1916 que s'appliquent les demandes de crédits formulées dans le projet de loi déposé le 18 mai. A cette occasion, le Parlement est saisi, pour la première fois, depuis le 1er août 1914, de projets d'augmentation d'impôts existans ou de créations de taxes nouvelles.

I

Les crédits demandés s'élèvent à 7 891 millions pour le budget général et 620 millions pour les budgets annexes. Afin de préciser les idées du lecteur non familiarisé avec les complications de la comptabilité publique, rappelons que ces budgets annexes sont les suivans : au ministère des Finances, la fabrication des Monnaies et médailles, l'Imprimerie nationale; au ministère de la Justice, la Légion d'honneur; au ministère de la Guerre, le service des Poudres et salpêtres; au ministère de la Marine, la Caisse des invalides de la marine; au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, l'École centrale des arts et manufactures, la Caisse nationale d'épargne; au ministère des Colonies, les chemin de fer et port de la Réunion ; au ministère des Travaux publics, les chemins de fer de l'État. Ces derniers réclament 164 millions; les poudres, 430 millions : c'est-à-dire qu'à eux seuls ces deux chapitres absorbent la presque totalité des budgets annexes. Des 7 891 millions qui sont affectés aux services généraux des ministères, 6 280 vont à la Guerre et 193 millions à la Marine, soit ensemble plus des quatre cinquièmes du total. Dans ce tourbillon de milliards, les autres ministères, dont les exigences nous paraissaient souvent excessives en temps de paix, passent au second plan.

La Dette publique, qu'on peut en majeure partie considérer comme une dépense de guerre, est inscrite pour 686 millions; le ministère de l'Intérieur, chargé des allocations qui prennent leur source dans les événemens actuels, pour 203 : ce sont les deux gros chiffres des services civils. Quand on réfléchit qu'il faut les multiplier par 4 pour se rendre compte de leur importance annuelle, on ne laisse pas que de mesurer avec un certain effroi le chemin parcouru depuis deux ans. Avant la guerre, nous avions un budget en apparence de 5, en réalité de 6 milliards : les crédits demandés aujourd'hui correspondent à un chiffre annuel de 34 milliards. En les supposant votés, le total des crédits ouverts depuis le 1er août 1914 jusqu'au 30 septembre 1916, c'est-à-dire pour vingt-six mois de guerre, s'élève à 52 milliards et demi. La dépense mensuelle a été en progressant : elle était de 1 300 mil-

lions en 1914, de 1 900 millions en 1915, de 2 600 millions pour l'année en cours. En admettant que notre train de maison normal fût de 500 millions par mois, on voit que la guerre y ajoute en ce moment plus de 2 milliards.

Après avoir dressé le tableau des dépenses, il convient de rechercher quelle a été la marche des recettes. Les contributions directes et taxes assimilées ont, à l'heure présente, fourni, sur l'exercice 1915, près d'un milliard, soit 15 pour 100 de moins que la somme portée aux rôles. Les contributions indirectes sont en plus-value. Néanmoins, les unes et les autres représentent peu de chose en face des sommes que le Trésor doit payer chaque jour, et c'est à l'emprunt, sous toutes ses formes, que la France, comme les autres belligérans, doit demander des ressources extraordinaires. Celles-ci ont été fournies par les Bons de la Défense nationale, dont le chiffre a passé, au cours des quatre premiers mois de 1916, de 7 à 10 milliards de francs; par le solde d'un milliard environ encaissé sur l'emprunt franco-anglais émis aux États-Unis, l'automne dernier; par les derniers versemens de l'emprunt national 5 pour 100 émis en vertu de la loi du 16 novembre 1915, qui se sont élevés, eux aussi, à près d'un milliard; par la Banque de France, qui a porté ses avances, durant les quatre premiers mois, de 5 à 7 milliards. De ces quatre chefs, il est entré 6 milliards dans les caisses du Trésor, qui, au cours de la même période de quatre mois, a eu à faire face aux avances de 158 millions consenties à nos Alliés, sans compter les prêts accordés à la Russie sous forme de bons escomptés par la Banque de France.

Il est évident qu'un nouvel emprunt en rentes consolidées devra être émis avant la fin de l'année. En attendant, c'est à la Dette flottante, et particulièrement à la Banque de France, que le Trésor s'adresse. Il en résulte une augmentation notable dans le chiffre des billets de cet établissement. Il est bon toutefois de rappeler que l'accroissement de la circulation n'a été en France, depuis le début de la guerre, que de 113, alors qu'il a été de 320 pour 100 en Allemagne, et que notre encaisse or a augmenté de 600 millions, en dépit du milliard de métal jaune que nous avons expédié à l'étranger. Il y a longtemps qu'on a remarqué l'abus fait par nos compatriotes, dans le règlement de leurs transactions, de la monnaie métallique ou fiduciaire,

et la tendance qu'ils ont à thésauriser non seulement sous forme d'espèces sonnantes et trébuchantes, mais même sous celle de billets. Le Trésor s'efforce de lutter contre cette tendance; la Caisse centrale, pendant la première quinzaine de mai 1916, a payé 94 pour 100 en viremens. Les trésoriers généraux ont reçu l'ordre de remettre aux fournisseurs de l'État les sommes supérieures à 1 000 francs en chèques ou mandats de virement. Le chèque barré, c'est-à-dire celui qui ne peut être encaissé que par un banquier mandataire du bénéficiaire, va recevoir un nouveau développement, grâce à la loi qui affranchit du timbre l'apposition, par le tiré du chèque, de la mention indiquant que le chèque sera porté au débit de son compte par la Banque de France ou par une chambre de compensation. Les versemens à faire aux comptables du Trésor et des régies financières, notamment pour le paiement des impôts, peuvent être effectués en chèques barrés. L'administration, — il faut l'en féliciter, — rajeunit ses procédés de perception et de comptabilité, et les met en harmonie avec les habitudes commerciales plus simples et plus économiques. Elle exerce ainsi une influence restrictive sur la circulation des billets.

Cette restriction peut avoir quelque action sur les cours des changes, bien que la hausse doive en être presque exclusivement attribuée aux achats considérables que nous ne cessons d'effectuer à l'étranger. C'est un problème ardu, dit très justement M. Ribot, que de combler le déficit de notre balance commerciale. Le gouvernement a donné sa garantie à des crédits qu'ont pu obtenir, au dehors, des fournisseurs français d'objets intéressant la défense nationale. Il a émis à Londres des Bons du Trésor; il y a placé des titres de l'emprunt 5 pour 100, dont le cours s'est élevé de plusieurs unités au-dessus du prix d'émission, ce qui, soit dit en passant, indique la confiance que les Anglais ont dans le crédit de la France. Il a acheté des titres américains cotés à la Bourse de Paris, qui lui ont procuré des ressources sur la place de New-York. Il vient enfin, à l'exemple du chancelier de l'Échiquier britannique, d'adresser un appel aux porteurs français de titres de pays neutres, en les invitant à lui prêter, pour la durée de la guerre, ces titres, qui lui permettront d'acquérir du change sur un certain nombre de places étrangères. Les arrangemens pris avec la Trésorerie britannique et ceux qui sont intervenus entre la

Banque de France et la Banque d'Angleterre, à qui la première a remis une quantité importante de métal jaune, sont à l'avantage des deux pays ; si la Grande-Bretagne nous a ouvert des crédits pour les paiemens que nous avons à faire chez elle et à l'étranger, nous l'aidons, par des avances en or remboursables après la paix, à maintenir le change de Londres, sur les autres pays et en particulier sur les États-Unis, au niveau nécessaire pour que les paiemens en espèces de la Banque d'Angleterre ne soient pas arrêtés.

II

Si les dizaines de milliards par lesquelles se chiffrent les dépenses actuelles ne peuvent être demandées à l'impôt, il n'en est pas moins certain que c'est lui qui devra payer les intérêts et l'amortissement des emprunts contractés pour réunir les ressources immédiatement nécessaires. Il était temps d'aborder ce côté du problème et de demander aux contribuables leur part de collaboration à l'œuvre de la Défense nationale. Aussi bien étions-nous les seuls, parmi les belligérans, à n'avoir pas encore pris à cet égard les résolutions viriles que commandent les circonstances. Dès les premiers mois du conflit, l'Angleterre et la Russie ont agi dans ce sens, l'Italie elle-même a établi 400 millions de taxes nouvelles qui représentent, par rapport à son budget, ce que serait un milliard chez nous. Nous ne pouvions pas rester plus longtemps inertes dans cette voie où, pour notre part, nous n'avons pas cessé de demander au gouvernement de s'engager. Il nous déclare aujourd'hui qu'il le fait en se préoccupant de tenir la balance égale entre les impôts qui pèsent sur la fortune et atteignent directement les revenus des contribuables et ceux qui s'étendent à la généralité des habitans, en proportion de leurs besoins aussi bien que de leurs facultés. Tout en évitant de frapper d'une façon excessive les choses nécessaires à l'existence ou de rendre trop lourdes les taxes qui gênent le développement des transactions, le plan actuel procède par le relèvement des droits existans plutôt que par la création d'impôts. Les seuls qui soient vraiment productifs en temps de guerre sont ceux auxquels le peuple est habitué et dont la perception ne donne pas lieu aux mécomptes inséparables de la mise en œuvre d'une fiscalité nouvelle.

On s'adresse en première ligne aux contributions directes, qui frappent les revenus ou l'ensemble des revenus. La revision de notre système, sur un plan qui se rapproche de celui de l'*income tax* anglais, n'est pas encore achevée. L'impôt foncier sur les propriétés bâties et non bâties, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ont été mis au point; mais il reste à déterminer l'assiette de l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales, industrielles et libérales, sur les bénéfices agricoles, traitemens, salaires et pensions. Aucune augmentation n'est envisagée pour l'impôt des portes et fenêtres, destiné à disparaître de notre législation.

On propose de doubler la contribution foncière, le mieux établi de nos anciens impôts : il porte en effet sur le revenu réel des biens et lui est exactement proportionnel. C'est ainsi que des dégrèvemens sont accordés pour pertes totales ou partielles de récoltes, pour vacances de maisons ou chômages d'usines. Les diminutions de revenus qu'entraîneraient, pour les propriétaires, des exonérations ou réductions de loyers édictées par les lois en préparation, seraient assimilées, au point de vue des dégrèvemens, à celles qui résultent de la non-location des immeubles. Sous ces réserves, il serait perçu pour 1917, au profit du Trésor, en addition au principal des contributions foncières des propriétés bâties et non bâties, un nombre de centimes suffisant pour doubler la part de l'État.

La contribution des patentes et la contribution mobilière ne sont pas aussi bien assises que la contribution foncière. La première frappe les revenus professionnels et la seconde l'ensemble des revenus du contribuable d'après des indices extérieurs. Elles aboutissent donc à des taux divers selon les cas. Aussi le projet porte-t-il que, lorsque le doublement de la patente donne à l'État plus du dixième des bénéfices nets du contribuable, celui-ci peut demander une modération. En ce qui concerne la contribution mobilière, il est admis que le doublement ne devra pas avoir pour effet de faire supporter au contribuable une charge dépassant le vingtième de l'ensemble de ses ressources. Une procédure expéditive est instituée qui permet à celui qui réclame un dégrèvement de s'adresser au préfet : celui-ci statuera en premier ressort, avec faculté d'appel devant le ministre des Finances qui statuera définitivement.

Les quatre contributions devaient donner pour 1917, sur la

base antérieure, un total de 415 millions. Les circonstances actuelles font que le ministre ne prévoit, du chef du doublement proposé, qu'un accroissement de recette de 275 millions de francs.

Le taux de l'impôt général sur le revenu institué par la loi du 15 juillet 1914 était de 2 pour 100. Le projet l'élève à 5, proportion considérable pour une taxe complémentaire. Il ne faut pas oublier, en effet, que nous sommes en présence d'un nouvel impôt sur les revenus, qui sont tous déjà frappés! Pour ne parler que des valeurs mobilières au porteur, leurs coupons supportent une amputation qui varie de 12 à 20 pour 100. Il faut donc se garder, si l'on veut faire une comparaison avec d'autres pays, l'Angleterre par exemple, de mettre en parallèle des choses qui sont dissemblables. L'*income tax* britannique frappe directement des revenus qui n'ont pas encore acquitté un centime entre les mains du fisc. Notre impôt de 5 pour 100 se superpose au contraire à d'autres impôts sur les revenus. A ce propos, le ministre donne la statistique des contribuables qui ont fait une déclaration; ils sont au nombre de 163 000, à peu près la moitié du total de ceux que l'Administration estime devoir être assujettis. Les évaluations primitives portaient sur un chiffre beaucoup plus élevé : 450 000. Mais les déductions pour charges de famille ont été élargies au point que ce n'est plus à partir de 5 000, mais d'une moyenne de 7 000 francs de revenu que le contribuable est atteint. Les revenus déclarés sont d'environ 3 milliards. En tenant compte des abattemens et des déductions accordés, le revenu taxé au taux de 2 pour 100 s'élève à 1 200 millions. En admettant que les taxations d'office portent ce total à 2 milliards, l'impôt au taux de 5 pour 100 produirait 100 millions.

Certaines taxes assimilées aux contributions directes seraient, elles aussi, doublées. Elles comprennent les redevances minières, les taxes sur voitures, chevaux, mules et mulets, sur les billards, les cercles, les gardes-chasse. On ne touche pas aux droits de vérification des poids et mesures, aux droits de visite des pharmacies, aux redevances pour la rétribution des délégués mineurs, qui ne sont pas à proprement parler des taxes fiscales et qui ont pour unique objet de subvenir aux frais de services spéciaux. On laisse également de côté la taxe sur les biens de mainmorte, représentative des droits de transmission entre vifs

et par décès. Le taux de cette taxe est en effet fixé à raison de la charge moyenne effective qui pèse sur les autres immeubles du chef de ces droits : il ne devra être augmenté que lorsque ces droits seront majorés.

Il a fallu éviter que le doublement du principal des taxes assimilées que nous avons énumérées entraînât une augmentation des surtaxes communales. Les municipalités perçoivent jusqu'ici un sixième du principal de la redevance des mines et un vingtième du principal de la contribution sur les chevaux et voitures : ces prélèvemens seraient ramenés à un douzième et à un quarantième, c'est-à-dire maintenus au niveau actuel. Le maximum des taxes que les communes sont autorisées à percevoir en remplacement des droits d'octroi, sur les voitures, chevaux, billards et cercles, serait ramené de cinquante à vingt-cinq pour 100. Ce doublement procurerait 27 millions au Trésor.

Aux taxes assimilées, M. Ribot propose d'en ajouter une sur les chiens, qui serait de 5 francs par chien de garde et 10 par chien d'agrément, et fournirait 22 millions par an. Les communes seules imposaient jusqu'ici ces animaux.

Les valeurs mobilières sont, elles aussi, appelées à fournir leur contingent, bien qu'à de nombreuses reprises, et en dernier lieu par la loi du 29 mars 1914, les droits qui les frappent n'aient cessé d'être majorés. On sait que les titres au porteur d'actions et d'obligations acquittent trois taxes : le timbre de neuf centimes par 100 francs du capital nominal, le droit de transmission de trente centimes par 100 francs du cours coté, et enfin 4 pour 100 du revenu. C'est cette dernière taxe que le ministre propose de relever à 5 pour 100. L'exposé des motifs reconnaît qu'elle est, dans une large mesure, un impôt de superposition, puisqu'elle s'ajoute aux impôts directs payés par les sociétés, augmenté des droits de timbre et de transmission : elle pèse lourdement sur les valeurs mobilières.

On demande en même temps que l'impôt sur les lots à payer aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt, soit porté de 8 à 10 pour 100, et que l'impôt de 5 pour 100, établi par la loi du 29 mars 1914 sur le revenu des fonds d'État étrangers et des valeurs mobilières étrangères non abonnées, soit fixé à 6, au lieu de 5 pour 100.

Une taxe de 5 pour 100 serait établie sur les bénéfices qui,

par suite de dispositions statutaires, sont distribués aux membres des Conseils d'administration des sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres circulent en France ou qui y possèdent des biens.

Ces diverses dispositions, relatives aux valeurs mobilières et aux traitemens des administrateurs des sociétés étrangères, sont estimées devoir fournir un supplément annuel de recettes de 44 millions, ramené en temps de guerre à 38 millions. En les ajoutant aux 384 millions auxquels sont évalués les produits des autres mesures indiquées plus haut, nous trouvons que cette partie du programme donnerait 422 millions de ressources nouvelles.

III

Voyons maintenant ce que le projet demande aux contributions indirectes, par voie d'élévation de celles qui existent. Le ministre nous annonce en même temps qu'un projet de loi séparé est en préparation pour en créer de nouvelles.

Avec beaucoup de raison, M. Ribot s'attaque à l'alcool, qui devrait être surtaxé depuis longtemps. Le projet de loi déposé le 25 août 1915 organisait un nouveau régime, supprimait le privilège des bouilleurs de cru et fixait à 500 francs par hectolitre d'alcool pur le tarif unifié, qui aurait compris le droit d'entrée et une part représentative des droits d'octroi, annuellement perçus pour le compte des communes. Afin d'assurer à celles-ci une compensation légitime de la recette qui leur serait ainsi enlevée, le projet de 1915 constituait un fonds commun avec le cinquième du droit et le répartissait entre les villes, selon leur consommation, à raison de 200 francs par hectolitre pour Paris, 150 francs pour les communes du département de la Seine, 125 francs pour les villes de plus de 40 000 habitans, 100 francs pour les villes de 4 000 à 40 000 âmes. Le surplus du fonds commun devait être réparti entre les autres communes à raison du nombre d'habitans. Un maximum par tête d'habitant, allant de 5 à 8 francs, était prévu, de façon que les villes n'eussent pas intérêt à provoquer une augmentation de la consommation. L'ensemble des dispositions était calculé de manière que cette répartition fût, à peu de chose près, égale aux sommes que les municipalités perçoivent du chef des droits d'octroi.

En fixant aujourd'hui à 400 francs le droit général de consommation sur l'alcool, le ministre ne le frappe pas moins que dans son projet de 1915; la différence de 100 francs correspond à la moyenne des taxes d'octroi que le projet actuel ne supprime pas, et qui à Paris atteint 165 francs, à Lyon, Marseille, Nantes 100 francs l'hectolitre. Le privilège des bouilleurs de cru serait supprimé pour la durée de la guerre : à l'exception des genièvres, toute production d'alcool propre à la consommation de bouche et provenant de matières autres que celles désignées ci-après ne pourrait se faire que pour le compte de l'État. Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits serait opérée : 1° soit en atelier public, 2° soit par des associations coopératives ou par des bouilleurs de cru ou de profession, distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie. M. Ribot déclare que les mesures prises au cours de la guerre nous dispensent d'examiner pour l'instant quelques-unes des questions les plus délicates : c'est ainsi que l'étude du monopole de l'alcool d'industrie n'a pas d'intérêt pratique, à raison de la réquisition des distilleries de grains, mélasses et betteraves et de la prohibition de l'importation. D'autre part, les bouilleurs de cru trouveront, dans l'absence de concurrence de l'alcool d'industrie, un bénéfice qui compensera la perte de la franchise dont ils jouissaient. La plus-value à attendre du relèvement du droit est difficile à estimer : en 1913, l'impôt sur l'alcool donnait 400 millions; le rendement a diminué de moitié par suite de la hausse des prix et de la raréfaction des consommateurs. On estime que, grâce à la suppression du privilège des bouilleurs et à la fixation du droit à 400 francs, la recette se monterait à 350 millions de francs.

Les boissons hygiéniques ont été très largement dégrevées en 1880 et en 1900. On propose des tarifs qui restent encore très inférieurs à ceux qui furent en vigueur de 1871 à 1880, et qui s'élevaient alors à 6 fr. 45 par hectolitre de vin, 3 fr. 33 par hectolitre de cidre, 2 fr. 85 par hectolitre de bière. On porterait à 0 fr. 80 par degré-hectolitre le droit de fabrication sur les bières, à 5 francs par hectolitre le droit de circulation sur les vins, à 3 francs par hectolitre le droit de circulation sur les cidres, poirés, hydromels; à 15 francs par 100 kilogrammes le droit sur les raisins secs employés à la fabrication de vin pour la consommation familiale. Ce dernier chiffre est fixé par ana-

logie avec celui du droit sur les vins, puisque, avec 100 kilogrammes de raisins secs, on obtient 3 hectolitres d'une boisson ayant à peu près la composition normale du vin.

Ces relèvemens de droits sur les boissons dites hygiéniques sont d'autant plus justifiés que, même au taux nouveau, ils ne représentent qu'une fraction souvent faible du prix de la matière elle-même qui a subi, particulièrement dans les derniers temps, une hausse considérable : avant la guerre, le prix de l'hectolitre de vin atteignait 30 et 40 francs; il les dépasse de beaucoup en ce moment. Un relèvement de 3 francs 50 est tout à fait insignifiant en présence de cours semblables. Cette partie de la réforme ne devrait pas donner moins de 191 millions.

Il est une autre denrée de consommation courante qui ne pouvait échapper à la réforme : c'est le sucre, qui, depuis 1903, ne payait plus que 25 francs par 100 kilogrammes, alors qu'auparavant il acquittait un droit de 60 francs. Le relèvement à 40 francs est modéré : il devrait produire, si la consommation était celle d'une année normale comme 1913, une somme de 108 millions. A cause de la guerre, il convient de n'estimer la plus-value qu'à 75 millions.

Le prix des tabacs, que vend sous des formes multiples la Régie, devra être augmenté d'environ 20 pour 100. La loi vise expressément les tabacs ordinaires (scaferlatis, poudres et carottes) parce que, seuls, les tarifs de ces tabacs dépendent du pouvoir législatif et que ceux des cigares, cigarettes, produits supérieurs, sont réglés par décret. Mais il est entendu que le relèvement doit être général; une expérience récente a démontré que, restreint à certaines catégories, il n'aboutit qu'à un déplacement de consommation. L'accroissement de 20 pour 100 porterait de 12 francs 50 à 15 francs le prix du scaferlati ordinaire, dont la vente représente près de la moitié des produits du monopole. Les prix des cigares seraient majorés dans une proportion allant de 20 à 50 pour 100. Appliquée aux quantités vendues en 1913, la modification du prix de vente des tabacs ordinaires donnerait une plus-value de 55 millions, et celle des articles tarifés par décret 45 millions, soit au total 100 millions. Tenant compte de la restriction de consommation qu'amène la hausse des prix, il convient de tabler sur 80 millions, ce qui porte à 485 millions l'ensemble des plus-values de

cette catégorie, escomptées par le projet de loi. Le budget recevrait ainsi 900 millions environ de ressources nouvelles, demandées pour un peu moins de la moitié aux contributions directes, et pour le reste aux contributions indirectes.

IV

Tel est l'ensemble des mesures proposées au Parlement. Il est sagement combiné et n'appelle pas de nombreuses observations. Le doublement des contributions directes, de trois des « quatre vieilles, » est une sorte d'hommage rendu à la bonne assiette de cet impôt, qui a été longtemps l'objet de critiques virulentes, mais qu'un ministre expérimenté déclare être assis dans des conditions très satisfaisantes en ce qui concerne la propriété immobilière et les valeurs mobilières. Par lui, nous avions depuis longtemps un véritable impôt sur le revenu qui n'était ni vexatoire ni inquisitorial et dont le rendement allait en augmentant sans que les contribuables fussent molestés. Aujourd'hui, d'un trait de plume, sans avoir à ajouter un centime aux frais de perception, on peut doubler les cotes foncières et augmenter de 25 pour 100 le prélèvement sur les coupons d'actions et d'obligations. Le doublement des patentes atteindra les bénéfices industriels et commerciaux, et ceux de certaines professions libérales. C'est un domaine, nous le reconnaissons avec M. Ribot, où l'assiette de l'impôt n'est pas encore aussi parfaite que dans les autres. Mais on y a déjà beaucoup amélioré les bases de la perception, et, lorsque ce travail sera terminé, nous aurons en France un véritable système d'impôt sur le revenu, comparable dans son esprit, sinon dans son mécanisme, à l'*income tax* anglais, qu'on invoque si souvent comme un modèle à imiter.

Du moment où tous les revenus sont atteints, l'établissement d'un impôt général sur le revenu, d'un impôt complémentaire, comme on a voulu l'appeler, est une matière délicate. Ici encore on invoque l'exemple britannique et on nous cite la *supertax* comme justifiant le nouvel instrument fiscal dont nous avons été dotés par la loi du 15 juillet 1914, votée à la veille de la guerre. Le raisonnement n'est pas concluant : la *supertax* consiste simplement en une élévation du taux de l'*income tax* sur certains revenus, sans qu'une atteinte soit portée de ce chef

au principe cédulaire, en vertu duquel l'impôt est perçu sur des catégories de revenus et non sur le revenu global. Chez nous, l'impôt nouveau s'applique à la totalité des revenus du contribuable. D'autre part, il n'atteint qu'une minorité, dont le chiffre est même devenu bien plus faible que celui qui était tout d'abord envisagé par les auteurs de la loi. Ceux-ci calculaient que 450 000 Français environ seraient appelés à payer l'impôt nouveau, qui frappait en principe les revenus supérieurs à 5 000 francs. Mais on a admis, au cours de la discussion, des abattemens tels que ce n'est plus guère que 300 000 personnes qui seront touchées. Or, dans une démocratie, dans un pays de suffrage universel, il est bon qu'un nombre suffisant de ceux qui votent les taxes en ressentent les effets, ne fût-ce que dans une mesure faible. Il est mauvais que, lorsqu'un impôt est augmenté de 250 pour 100, comme ce sera le cas, si le projet de M. Ribot est accepté en ce qui concerne l'impôt général sur le revenu, ceux qui s'en apercevront représentent moins de 1 pour 100 de la population et 3 pour 100 des contribuables.

Nous applaudissons au contraire des deux mains à la partie du projet qui vise l'alcool. Jamais on ne frappera assez cette substance néfaste, cet ennemi de notre race, aussi dangereux que les hordes teutonnes. Nous déplorions le retard apporté à la discussion du projet déposé il y a huit mois sur le bureau de la Chambre : nous espérons que la suppression du privilège des bouilleurs sera enfin votée.

Toutes les autres dispositions se justifient d'elles-mêmes. L'impôt sur le sucre devra sans doute être encore augmenté et ramené à son taux d'avant 1903 ; les droits sur les boissons laissent, eux aussi, de la marge. En outre, il conviendra d'établir les taxes nouvelles que le ministre nous annonce et parmi lesquelles figurera sans doute celle qui vise la lumière électrique : elle sera d'une perception particulièrement aisée : elle pourra être prélevée par les sociétés de distribution pour compte du Trésor. Nous pensons aussi qu'il faudra rétablir les impôts sur les transports, supprimés à la fin du XIXe siècle, instituer une taxe sur la navigation intérieure, rendre le réseau d'État à l'exploitation privée, en un mot reprendre les autres points du programme dressé par nous, ici même, au mois de janvier 1915, et qui trouveront sans doute place dans les futures propositions du ministre des Finances. Il y a en réserve, dans

ces différentes ressources, un autre milliard qui, s'ajoutant à celui que le Parlement est invité à voter en ce moment, représentera à peu près l'intérêt de la dette consolidée et flottante qui aura été contractée pour les besoins de guerre, à la fin de l'année 1916. C'est un commencement de mise en ordre de nos finances.

V

Les propositions de M. Ribot n'ont pas trouvé bon accueil auprès de la Commission du budget, qui a fait de nombreuses objections au plan élaboré par le ministre des Finances, notamment au chapitre des contributions directes, et qui, des diverses propositions relatives aux impôts indirects, ne retient que ce qui touche l'alcool. Et encore la Chambre a-t-elle adopté l'idée singulière de racheter le soi-disant droit des bouilleurs de cru. Nous espérons que le Parlement ne persistera pas dans cette conception aussi contraire à la véritable justice que dangereuse pour nos finances.

Le motif invoqué par les opposans, en ce qui concerne la contribution foncière sur les propriétés non bâties, est qu'elle atteint les propriétaires du sol, les cultivateurs, dont un grand nombre sont au front. On peut répondre à cela, d'une façon générale, que, dans un pays de service obligatoire, il n'est pour ainsi dire pas de famille dont un ou plusieurs membres ne soient sous les drapeaux; il est bien difficile d'exempter une catégorie de Français d'un impôt, par la raison qu'il les frappe peut-être, dans certains cas, d'une façon un peu plus lourde que d'autres citoyens. Le doublement de la contribution mobilière a soulevé aussi des critiques, qui sont la reproduction de celles qui ont été jadis formulées contre les taxes assises d'après les signes extérieurs : on prétend qu'aux époques de guerre les inconvéniens du système sont plus sensibles qu'en temps ordinaire, parce que, dit-on, il est difficile de réduire brusquement son train de vie et de changer, par exemple, d'appartement, c'est-à-dire de diminuer la dépense qui sert de base à l'établissement de l'impôt. Ici encore, il nous semble que M. Ribot peut répondre que la cote mobilière a ses défauts, mais qu'en général cet impôt est proportionné aux facultés des contribuables; que ceux-ci, d'ailleurs, grâce aux moratoires

renouvelés, n'ont pas payé, dans bien des cas, leurs loyers; qu'une loi votée par la Chambre accorde de très importans dégrèvemens, qui vont souvent jusqu'à l'exonération totale : les locataires acquitteront leur dette envers le percepteur d'autant plus aisément qu'ils ne l'ont pas encore soldée vis-à-vis de leur propriétaire.

On critique encore le doublement des patentes, et on rappelle à cet égard les imperfections de cette taxe, qui a cependant été remaniée et améliorée à plusieurs reprises par notre législation fiscale. On fait valoir que les inégalités qu'elle implique seraient naturellement aggravées par le fait de la multiplication par 2. Nous répondrons que le projet ministériel suspend l'effet de l'augmentation dès que le chiffre réclamé atteindrait le dixième des bénéfices, et corrige ainsi à l'avance, dans une large mesure, les inconvéniens pouvant résulter du taux nouveau.

D'une façon générale, la Chambre semble vouloir profiter de la situation pour imposer au Sénat l'adoption du projet d'impôt général sur le revenu qu'elle avait voté en mars 1909, et qui, depuis lors, n'avait pas encore été approuvé par la haute Assemblée. Rappelons à nos lecteurs les dispositions essentielles d'un programme qui avait donné lieu à des débats prolongés entre partisans et adversaires de cette transformation de notre législation. Le titre du projet était : « Suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu. » Il supprimait la perception, pour compte de l'État, de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties, de la personnelle-mobilière, des portes et fenêtres, des patentes. En vue de l'impôt général, les revenus imposables étaient répartis en sept catégories : 1° revenus des propriétés foncières bâties; 2° revenus des propriétés foncières non bâties ; 3° revenus des capitaux mobiliers ; 4° bénéfices du commerce, de l'industrie, des charges et offices ; 5° bénéfices de l'exploitation agricole ; 6° traitemens publics et privés, salaires et pensions; 7° revenus des professions libérales et de toutes occupations lucratives non dénommées dans les précédentes catégories.

En ce qui concerne les revenus autres que ceux des capitaux mobiliers, l'assiette et la perception de l'impôt devaient être faites annuellement par voie de rôles nominatifs. Le taux prévu

était de 4 pour 100 dans les trois premières catégories ; de 3 et demi dans la quatrième ; de 3 pour 100 dans les cinquième, sixième et septième.

L'impôt sur les valeurs mobilières continuait à être perçu suivant le mode actuellement en vigueur pour les valeurs françaises, mais les droits de timbre et de transmission sur les titres au porteur étaient supprimés et remplacés par des taxes annuelles de 2 et de 6 pour 100 sur le revenu des titres. Un système spécial était institué pour les coupons de valeurs étrangères : il n'a plus de raison d'être aujourd'hui, puisque la loi de 1914 a réglé cette partie de la question. L'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales, ainsi que des charges et offices, devait être établi annuellement à raison du revenu moyen des trois années précédentes.

Le projet ajoutait à l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales une taxe spéciale de 1 à 3 pour 1 000 sur le chiffre d'affaires réalisé par les magasins où se débitent plusieurs espèces de marchandises, qui vendent en demi-gros, occupent plus de dix personnes et font plus d'un demi-million d'affaires par an. Il créait un impôt complémentaire de 5 pour 100 sur le total des revenus compris dans chacune des catégories de l'impôt général, lorsque ce total dépasse 5 000 francs. Cette partie du projet a été réalisée par la loi de 1914 instituant l'impôt général sur le revenu.

La Chambre avait ainsi préparé en 1909 un code complet d'imposition sur les revenus, qui était destiné à remplacer notre ancienne législation. Sera-t-il possible au Sénat, dans les circonstances actuelles, d'étudier et de voter un projet aussi vaste, soulevant des problèmes aussi nombreux? Est-il sage, en temps de guerre, de modifier de fond en comble les bases d'un système fiscal qui a ses défauts comme tout ce qui est humain, mais qui a été singulièrement perfectionné depuis un certain nombre d'années et qui a montré qu'il était à la fois élastique et productif? Il est permis d'en douter.

Afin de procurer au Trésor une partie des ressources dont il a besoin, certains députés songent à une taxe militaire qui serait acquittée par les Français non combattans. De toute façon, il faut se hâter de voter des impôts nouveaux et de majorer ceux qui existent. Les chiffres de nos dépenses rappelés au début de cette étude démontrent de la façon la plus saisissante la néces-

sité impérieuse de promptes résolutions. Nous sommes étonnés de voir la Commission du budget rejeter en bloc les propositions ministérielles qui étaient empreintes d'une grande sagesse, notamment en ce qui concerne les impôts de consommation. Il est évidemment pénible de majorer en ce moment le prix du tabac, les droits sur le sucre et sur les boissons, mais ces élévations ne feraient, dans la plupart des cas, que nous rapprocher d'un niveau de taxation qui a existé antérieurement et qui serait encore loin d'être atteint.

Les membres du Parlement hésitent encore à demander des sacrifices à leurs électeurs. Ils ont tort de ne pas compter sur la clairvoyance et le patriotisme des Français. Qu'ils réfléchissent à l'abnégation sublime avec laquelle toutes les familles du pays donnent ce qu'elles ont de plus précieux au monde, leurs enfans, pour le salut public, et ils seront rassurés sur l'accueil que trouveront des mesures fiscales indispensables. Il n'est personne qui ne soit prêt à fournir au Trésor sa part des milliards dont la France a besoin. Tout ce que nous demandons, et ce que nous avons le droit de demander, c'est, d'une part, que les charges de l'impôt soient réparties avec sagesse et justice ; d'autre part, que notre argent soit employé avec intelligence, discernement, méthode, de façon à donner le maximum du résultat utile et à hâter la victoire de nos armes et de celles de nos Alliés.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

D'ANNUNZIO ET LA MUSIQUE

C'est toujours avec plaisir, et même avec une secrète fierté, qu'un musicien reconnaît, chez tel ou tel grand écrivain de son temps, l'intelligence et l'amour de la musique. Chez un Maurice Barrès, le sens musical se cache et semble s'ignorer. Dans *la Colline inspirée*, nous avons pourtant essayé naguère d'en surprendre les traces. Nous en voudrions aujourd'hui relever les signes, plus apparens et plus nombreux, à travers l'œuvre de Gabriele d'Annunzio.

Il pourrait dire, l'auteur des *Ode navali*, de l'*Isotteo* et de la *Chimera*, des *Vergini delle Rocce*, du *Trionfo della Morte* et d'*Il Fuoco*, il pourrait dire, en ne changeant qu'un mot à certaine profession de foi connue : « Je suis un homme pour qui le monde *sonore* existe. » Oui, le monde des sons, ou des bruits, avant même celui de la musique véritable, est déjà pour d'Annunzio non seulement une réalité, mais un enchantement. Autant que du monde des formes et des couleurs, il en a fait son royaume. Il l'anime et le domine. Il s'y plonge, il en jouit, et, comme de toute chose qu'il aime, avec une ardeur, une volupté qui peut aller jusqu'à la frénésie. Proche ou lointain, le ramage des oiseaux, le mugissement d'un bœuf et le bêlement d'un agneau, puis, dans le brusque silence, la plainte seule d'un enfant, il ne faut rien de plus pour émouvoir, pour troubler encore davantage le héros déjà troublé du *Triomphe de la Mort*.

Il rentre un jour, le sombre Giorgio Aurispa, dans une chambre de musique, depuis longtemps fermée, asile et sanctuaire autrefois de ce Demetrio Aurispa, musicien étrange, désolé comme lui-même, et qu'il aimait. Là, pas un souvenir qui

ne soit musical, qui ne vienne des instrumens aujourd'hui silencieux : du piano de palissandre, où les objets se reflètent comme dans un miroir; du violon de Guarnerius, endormi dans sa « custode » de velours vert olive; d'un pupitre même, sur lequel une page de musique abandonnée semble doucement palpiter au souffle et selon le rythme de la brise pénétrant par la porte rouverte. Le silence est animé de menus bruits mystérieux. L'air vif, la chaleur du jour fait tressaillir les fibres des meubles immobiles. Une multitude légère et murmurante sort de toutes choses sur les pas du survivant, et l'environne.

Mais surtout, il est un élément, une force de la nature, dont le romancier-poète des *Vierges aux rochers* a célébré, glorifié la beauté sonore : c'est l'eau, ce sont les eaux, les « grandes eaux, » qui jaillissent dans les jardins solitaires et sous les mains, elles-mêmes harmonieuses, des trois princesses de rêve : Anatolia, Violante et Massimilla. Musicales toutes trois, même quand elles gardent le silence, elles forment un parfait accord. Tandis qu'il gravit, derrière elles, les degrés de leur triste palais, Claudio les voit monter, les trois sœurs, non pas seulement devant ses yeux, mais dans son désir, dans sa prière, chacune d'elles obéissant à la musique secrète qui dirige leur destin vers un but inconnu.

Imaginations, direz-vous, et rêveries. Mais voici de réels et magnifiques concerts. Voici, muette encore, mais déjà prête à chanter, toute une architecture de pierre et de marbre, un ensemble pompeux de chevaux neptuniens, de tritons, de dauphins et de vasques à triple étage. Aidée par Claudio, l'une des trois sœurs, Anatolia, soulève le disque de bronze dont la clef retenait l'eau prisonnière. « Ce fut un moment d'attente anxieuse, comme si toutes les bouches des monstres allaient nous donner une réponse. Involontairement, j'imaginai la volupté de la pierre envahie par cette vie fraîche et fluide et j'en crus sentir en moi-même l'impossible frémissement. » Alors commence, et se développe, et s'exalte, un poème à la fois pittoresque et musical, éblouissant, retentissant aussi, où l'on ne sait trop quelles images et quelles sensations, visuelles ou sonores, ont le plus de puissance, d'éclat et de beauté. « *Symphonialis est aqua,* » disait le Moyen Age. Et depuis, jamais écrivain n'avait ainsi commenté cette parole, traduit, égalé, surpassé peut-être cette symphonie.

Sensible à la musique des choses, d'Annunzio l'est naturellement plus encore à celle dont les êtres, et tous les êtres, simples

ou raffinés, artistes ou paysans, sont les musiciens. Par un soir pluvieux, dans une rue de son village, le Giorgio du *Triomphe de la Mort* prend plaisir, « sombre plaisir d'un cœur mélancolique, » au chant des boulangers qui se mêle à l'odeur des pains, aux grincemens d'une guitare, à la ritournelle d'une chanson. Un matin, au contraire, un matin de mai, dans la vaste plaine que les genêts fleuris recouvraient tout entière d'un seul manteau d'or, il rencontra cinq jeunes filles. « Elles cueillaient les fleurs et elles en remplissaient leurs corbeilles en chantant. Elles chantaient un chant qui se déployait, avec des accords de tierce et de quinte, parfaits. Quand elles arrivaient à une cadence, elles relevaient leur buste de dessus les buissons, afin que la note jaillît plus libre de leur poitrine ouverte, et cette note, elles la tenaient longtemps, longtemps, se regardant les yeux dans les yeux, étendant leurs mains chargées de fleurs. » Favetta, la petite Favetta, conduisait le chœur. Brune comme une olive, sa voix était pure, fluide, cristalline comme une source. Elle chantait un distique et ses compagnes reprenaient le refrain. Toutes, elles prolongeaient la cadence, et leurs bouches se rapprochaient pour ne former qu'un même flot sonore. Ce matin-là, Giorgio, par extraordinaire, crut trouver dans la musique le secret de la joie.

Deux ou trois fois encore il espéra l'y surprendre, l'associant même à de plus augustes mystères. « Les chants des moissonneurs et des glaneuses se répondaient, de l'aube jusqu'au soir, sur les flancs de la colline féconde. Les chœurs masculins célébraient, avec une violence bachique, la joie des repas abondans et le bienfait annuel du vin... Mais les chœurs féminins se prolongeaient en cadences quasi religieuses, avec une douceur lente et solennelle, révélant la sainteté originelle de l'œuvre du blé, la noblesse primitive de ce travail, où la sueur de l'homme, en coulant sur la terre paternelle, consacrait la naissance du pain. » Même grandeur et même beauté symbolique dans les chants de bénédiction et d'actions de grâces, par où les moissonneurs encore accueillent les femmes qui leur apportent, marchant en double théorie et chantant elles-mêmes, les cruches pleines de vin.

Ainsi, pour le poète italien aujourd'hui comme autrefois pour un des nôtres, « une voix est dans tout, un hymne sort du monde. » Tout est musique et le fut toujours. Les plus

curieuses coutumes de son pays, aux bords lointains et presque perdus de l'Adriatique, en rendent éternellement témoignage. Là-bas, « hommes et femmes exprimaient sans trêve leur âme par le chant. Tous, ils accompagnaient par le chant toutes leurs œuvres, celles du dedans et celles du dehors; tous, ils célébraient par le chant et la vie et la mort. Autour des berceaux, autour des cercueils, ondoyaient les mélopées lentes et répétées, très vieilles, aussi vieilles peut-être que la race dont elles traduisaient la tristesse profonde. Tristes, graves, et fixées dans un rythme jamais altéré, elles semblaient des fragmens d'hymnes appartenant à d'immémoriales liturgies et survivant à la ruine de je ne sais quel mythe primordial. Elles étaient en petit nombre, mais si puissantes, que les chansons nouvelles n'étaient pas capables d'en combattre ou d'en amoindrir le pouvoir. Elles se transmettaient de génération en génération comme un héritage intérieur, inhérent à la substance corporelle. Chacun, en s'éveillant à la vie, les entendait résonner en soi-même comme un langage inné auquel la voix donnait les formes sensibles. A l'égal des montagnes, des vallées et des fleuves, à l'égal des coutumes, des vices, des vertus et des croyances, elles participaient de la structure du pays et de la race. Elles étaient immortelles comme la glèbe et comme le sang. »

Souhaitez-vous d'ouïr une autre musique? Après celle du peuple, celle d'un seul, d'un grand virtuose? Retournez, en compagnie de Giorgio Aurispa, dans la chambre déserte. Avec le survivant, évoquez la figure du mort : ce visage haut et mince, un peu courbé, ce cou long et pâle, ces cheveux rejetés en arrière et cette mèche blanche au milieu d'un front extraordinairement pur. Il a pris son violon. Déjà, vous croyez le voir et bientôt vous croirez l'entendre. Il n'existe pas de plus beau portrait, plus vivant, surtout plus chantant, d'un violoniste; non pas au repos, comme celui que Raphaël a peint, mais dans la chaleur, dans le feu de l'action : tel celui que notre Sully Prudhomme a tracé, mais plus sombre, plus inspiré, plus pathétique encore.

Si d'Annunzio ne dit pas avec Verlaine : « De la musique avant toute chose, » à toute chose, il mêle de la musique. Il a fait des vers sur un morceau de Grieg et sur un *adagio* de Brahms. Une de ses poésies a pour titre : « *Sopra un' aria antica.* » Une autre s'appelle : « *Romanza della donna velata.* » Il y est

question de musique et d'un songe, d'un jour d'automne, où le soleil, dans le ciel blanc, luisait comme une grande opale. Le piano brillait dans l'ombre, et « dans l'enchantement souverain du jour mourant, la musique coulait avec une telle douceur, que mon pauvre cœur humain ne put la soutenir. » Autant qu'à la sensibilité du poète, pour sa joie, et quelquefois pour son tourment, la musique est unie à son imagination. Elle la peuple de figures magnifiques ou charmantes. C'est « avril, le jeune troubadour, » qui, « sur les roseaux sonores, chante la bienvenue aux avoines naissantes. » Ou bien encore, cette silhouette de femme : « Elle tenait, de ses deux mains élevées, une grande lyre; et, marchant au-devant du soleil, on voyait à travers les cordes son visage resplendir. »

Pour témoigner de quel amour ce maître du verbe aime la musique et quelle ardeur il met à la poursuivre, quel est son désir, sa fièvre de l'atteindre et de la posséder elle aussi, il suffirait de cette phrase, écrite à propos de guerre et de beauté, de génie et de conquête : « Une mélodie vaut une province. » Ailleurs, avec plus d'effusion et de lyrisme, le héros du *Feu*, Stelio Effrena, le mieux nommé parmi tant de frénétiques héros, s'anime, s'exalte presque jusqu'à l'égarement. Dans un formidable ouragan dont Venise est secouée tout entière, il ne croit, ne veut entendre qu'une voix : « Ah! je t'ai saisie, » s'écria Stelio avec une joie triomphante. » La ligne entière de la mélodie s'était révélée, lui appartenait maintenant, immortelle dans son esprit et dans le monde. De toutes les choses vivantes, nulle ne lui parut plus vivante que celle-là. Sa propre vie même cédait à la puissance illimitée de cette idée sonore, à la force génératrice de ce germe capable de développemens infinis. Il l'imaginait plongée dans la mer symphonique où elle se déployait sous mille aspects jusqu'à sa perfection. « Daniele, » cria-t-il à son ami, « Daniele, j'ai trouvé ! »

Puis il ajoute : « C'est vrai, Daniele, ce dont tu m'as fait part un jour : la voix des choses est essentiellement différente de leur son... Le son du vent imite tantôt les gémissemens d'une multitude frappée d'épouvante, tantôt les hurlemens des fauves, tantôt le fracas des cataractes, tantôt le frémissement des étendards déployés, tantôt le défi, tantôt la menace, tantôt le désespoir. La voix du vent est la synthèse de tous ces bruits : c'est la voix qui chante et qui raconte le travail

terrible du temps, la cruauté du sort humain, la guerre éternellement soutenue pour une illusion éternellement renaissante. »

Tout cela peut-être est surtout d'un poète. Mais ce qui suit est d'un musicien : « As-tu jamais songé que l'essence de la musique n'est pas dans les sons? — demanda le docteur mystique. — Elle est dans le silence qui les précède et dans le silence qui les suit. C'est dans ces intervalles de silence qu'apparaît et vit le rythme. Chaque son et chaque accord éveillent dans le silence qui les précède et qui les suit une voix que notre esprit seul peut entendre. Le rythme est le cœur de la musique; mais ses battemens ne sont perçus que pendant la pause des sons. »

Certains musiciens d'aujourd'hui l'oublient trop ou l'ignorent, cette vertu musicale du silence. Un Beethoven l'a bien connue. Et justement, quelques lignes plus bas, à l'appui de sa thèse, c'est Beethoven qu'atteste d'Annunzio, le Beethoven parfois si tragiquement silencieux de *Coriolan* et de *Léonore*, le Beethoven aussi du point d'orgue qui suit, de deux en deux, les quatre premières mesures de la Symphonie en *ut* mineur, le Beethoven enfin que Wagner, avant d'Annunzio, faisait parler ainsi : « Tenez mon point d'orgue longuement et terriblement ! Je n'ai pas écrit des points d'orgue par plaisanterie ou par embarras, comme pour avoir le temps de réfléchir à ce qui suit... Alors la vie du son doit être aspirée jusqu'à extinction. Alors j'arrête les vagues de mon océan et je laisse voir jusqu'au fond de ses abîmes; ou je suspends le vol des nuages, je sépare les brouillards confus, je fais apparaître au regard le ciel pur et azuré, je laisse pénétrer jusque dans l'œil rayonnant du soleil. Voilà, pourquoi je mets des points d'orgue (1). » Et voilà pourquoi dans la musique, le silence a ses droits, son rôle et sa beauté.

« D'Annunzio et la musique, » avons-nous écrit en tête de ces pages. On dirait aussi bien, peut-être mieux : « d'Annunzio musicien. » Jamais homme ne ressembla moins à cet homme que maudit Shakspeare, « qui n'a pas de musique en lui. » Bien plus, on croirait par momens que l'écrivain est lui-même dans la musique. C'est elle qui l'environne, qui l'enveloppe et l'étreint. « Te rappelles-tu, » demande Stelio Effrena à sa maî-

(1) Traduit et cité par M. Maurice Kufferath dans sa brochure : *L'art de diriger l'orchestre.*

tresse, « te rappelles-tu ce soir de tempête où je revenais du Lido ? » (Le soir dont nous avons nous-même parlé plus haut.) « Peu auparavant, sur le pont du Rialto, j'avais trouvé un motif; j'avais traduit en notes la parole de l'élément... Sais-tu ce que c'est qu'un motif ? Une petite source d'où peut naître un troupeau de fleuves, une petite semence d'où peut naître une couronne de forêts, une petite étincelle d'où peut naître une chaîne d'incendies sans fin. Dans le monde des origines idéales, il n'y a pas un être plus puissant, un organe de génération plus efficace. Et, pour un cerveau actif, il n'y a pas de joie plus haute que celle que peuvent lui donner les développemens d'une telle énergie...

« ... Tantôt je m'étais mis à développer le motif de ce soir orageux, que je veux appeler l'Outre d'Éole. Le voici.

« Il s'approcha du clavier, frappa d'une seule main quelques touches.

— « Cela, et rien de plus. Mais tu ne saurais imaginer la force génératrice de ces quelques notes. Il est né d'elles un tourbillon de musique, et je n'ai pas réussi à le dominer... »

Ainsi, constamment hanté par la musique, on comprend, lorsqu'il se souvient du fameux conseil de l'oracle à Socrate, qu'un d'Annunzio se demande, s'il avait eu pour maître un Socrate, « quelles musiques il aurait pu trouver. »

Deux sortes de musique, deux génies musicaux se sont partagé son âme orageuse : celui de l'ancienne Italie et celui de Wagner. Entre tous les romans contemporains, le *Triomphe de la Mort* est sans doute le plus directement issu de *Tristan et Iseult*. Du commencement à la fin, surtout vers la fin, il en porte le signe fatal et la pernicieuse empreinte. La dernière partie du roman contient une analyse de *Tristan* qui n'a pas sa pareille pour l'intelligence et la fidélité, pour la complaisance que l'écrivain apporte à se reconnaître, à s'admirer (sous les traits de son héros), en son terrible, en son funeste modèle. La mort, la mort proposée, au lieu de la vie, pour fin et pour idéal à l'amour, telle est la malsaine et détestable beauté partout présente, honorée et glorifiée partout, dans le commentaire, ou la glose littéraire, comme dans l'œuvre musicale elle-même.

Dès le prélude de *Tristan*, d'Annunzio nous signale « l'insatiable désir, exalté jusqu'à l'ivresse de la destruction. » Plus loin, qui l'accuserait de calomnier Iseult en écrivant : « La

puissance de destruction se manifestait en la femme magicienne contre l'homme qu'elle avait élu, qu'elle avait voué à la mort... La passion mettait en elle une volonté homicide, réveillait dans les racines de son être un instinct hostile à l'être, un besoin de dissolution et d'anéantissement. Elle s'exaspérait à chercher en elle et autour d'elle une puissance foudroyante qui frapperait et détruirait sans laisser de trace. » Quand Iseult, au second acte, éteint et foule aux pieds la torche annonciatrice, c'est avec une joie farouche, et de cette joie son cœur bondit non seulement à l'approche de l'amour, mais de la mort. « Elle offrait sa vie et celle de l'élu à la nuit fatale; elle entrait avec lui dans l'ombre pour toujours. » Critique littéraire, va-t-on dire, ou de littérateur et de poète, partant extra-musicale. Attendez : voici qui va droit à la musique, au fond même de la musique et jusqu'au foyer du mal, mais, — il nous semble du moins, — pour s'y complaire et non pour s'y opposer : « Dans l'impétuosité des progressions chromatiques, il y avait la folle poursuite d'un bien qui se dérobait à toute prise, quoiqu'il resplendît très proche. Dans les changemens de ton, de rythme et de mesure, dans la succession des syncopes, il y avait une recherche sans trêve, une convoitise sans limites, il y avait le long supplice du désir toujours déçu et jamais éteint. L'effrayante vertu du philtre opérait sur l'âme et sur la chair des deux amans déjà consacrés à la mort. Rien ne pouvait éteindre ou adoucir cette ardeur fatale, rien, hormis la mort. Ils avaient tenté vainement toutes les caresses; ils avaient recueilli vainement toutes leurs forces pour s'unir dans un embrassement suprême... Leur substance corporelle, leur personnalité vivante, tel était l'obstacle. Et une haine secrète naissait chez l'un et chez l'autre, un besoin de se détruire, de s'anéantir, un besoin de faire mourir et un besoin de mourir. »

La mort! Toujours et partout la mort! Comme l'opéra, c'est d'elle que le roman célèbre le triomphe. Toute activité, toute personnalité détruite, tout effort stérile, toute lutte vaine et toute victoire impossible; tout être enfin englouti, abîmé, dans le néant... Oh! que nous aimons mieux, comme principe et comme fin, non seulement d'une œuvre isolée, mais de tout un art, cette dédicace, inscrite au seuil d'une de ses partitions par un de nos grands musiciens à nous : « Je souhaite que mon humble travail soit de quelque utilité pour l'accroissement de la

vie en mes frères et en moi-même, *ad incrementum vitæ in fratribus meis et in meipso* (1). »

Si l'œuvre de Wagner, et peut-être la plus wagnérienne de toutes, inspire, — de son souffle puissant et redoutable, — l'un des romans du romancier d'Italie, on voit, dans un autre, *le Feu*, la figure de Wagner lui-même passer par intervalles. Venise est le lieu de l'action : Venise, le séjour préféré de Wagner en Italie; Venise, qui fut d'abord le refuge de sa douleur et de son génie, l'une et l'autre au paroxysme, et qui devait un jour être l'asile de sa mort. La fin, l'extrême fin du roman, n'est que le récit, ou le tableau, — splendide, — des funérailles du maître allemand. Ainsi, comme le *Triomphe de la Mort* baigne en quelque sorte tout entier dans la pensée wagnérienne, la vision, la suprême vision de Wagner lui-même emplit et domine les dernières pages du *Feu*.

Mais, dans le roman vénitien, Wagner n'est pas seul à régner. Un musicien d'Italie, et de Venise, de la Venise d'autrefois, lui dispute l'empire, de sorte qu'ici l'on voit répondre, s'opposer même à l'apothéose du maître étranger, du « créateur barbare, » la protestation de l'idéal classique et du vieux génie latin. C'est bien de Venise qu'elle pouvait, qu'elle devait s'élever; de Venise, la cité mélodieuse entre toutes ses sœurs, et dont personne aussi bien que le romancier du *Feu* n'a compris, senti la musique, ou la « musicalité » tout entière, depuis ses chants les plus graves jusqu'à ses plus légères chansons.

« A Venise, » dit quelque part Stelio Effrena, « à Venise, il est impossible de sentir autrement que selon des modes musicaux. » Et encore : « N'est-ce pas d'un désir musical que Venise est pleine, d'un désir immense et indéfinissable? Tous les bruits s'y transforment en voix expressives. » Mais il y a des degrés et comme une hiérarchie dans l'expression de ces voix. Un soir de septembre, une barque, ornée de lanternes multicolores, chargée de musiciens et de chanteurs, était arrêtée devant le palais de Desdémone. Une sérénade en dialecte vénitien, « la vieille chanson de la jeunesse brève et de la beauté passagère, » montait doucement vers une femme attentive et souriante. « Ne vous semble-t-il pas, Effrena, que voici l'âme vraie de Venise?...

« — Non, répondit Stelio, ceci n'est point l'âme vraie de

(1) Gounod, dédicace de *Mors et Vita* au pape Léon XIII.

Venise. Il y a en nous, vagabonde comme un papillon voltigeant à la surface de notre âme profonde, une *animula*, un minuscule esprit joyeux qui souvent nous séduit et nous amène à nous incliner vers les plaisirs aimables et médiocres, vers les passe-temps puérils, vers les musiques légères... Ce que vous entendez maintenant chantonner sur les guitares, c'est l'*animula* de Venise; mais son âme vraie ne se découvre que dans le silence... »

Non pas seulement dans le silence; mais quelquefois, il est vrai, dans le silence même, et rien que dans le souvenir de concerts évanouis. Parmi tant de belles histoires que Stelio Effrena raconte à sa compagne, au cours de leurs promenades sur la lagune, il est une poétique et pathétique légende, celle d'un orgue merveilleux, à sept mille tuyaux de verre, qu'avait parié de construire nn maître verrier d'autrefois. « *Corpo di Bacco!* s'écria Dardi, vous verrez quel orgue je saurai faire! Je veux faire le dieu des orgues... Je veux que l'eau de la lagune lui donne le son et que les pieux, les pierres, les poissons chantent aussi. » Le Conseil de la République tint la gageure, décrétant seulement à l'avance que le maître aurait la tête tranchée dans le cas où son œuvre serait inférieure à son orgueil. Au jour dit, le *Bucentaure*, portant le Sérénissime et sa suite, sortit du bassin de San Marco et se dirigea vers une île, voisine de Murano, où devait avoir lieu l'épreuve. Temodia, c'était le nom de l'île, disparue aujourd'hui. Déjà les vannes qui retenaient l'eau sont ouvertes et « l'instrument gigantesque répand sous les doigts magiques du nouveau musicien une onde d'harmonies si vaste, qu'elle arrive jusqu'à la terre ferme et se propage dans l'Adriatique. Le *Bucentaure* s'arrête... mais tout à coup l'onde se brise, se réduit à quelques sons discordans, s'affaiblit, s'éteint. Dardi sent tout à tout à coup l'orgue s'assourdir sous ses doigts, comme si l'âme de l'instrument défaillait, comme si une force étrangère dévastait le prodigieux appareil dans ses profondeurs... Une embarcation se détache du *Bucentaure*, amenant l'homme rouge avec le billot et la hache... La tête tombe : elle est lancée sur l'eau, où elle flotte comme celle d'Orphée... Regarde, Fosca! Nous passons sur le souvenir de Temodia, peut-être! Les tuyaux de l'orgue sont ensevelis dans la vase, mais ils ne pourriront pas. Il y en avait sept mille. Nous passons sur les ruines d'une forêt de verre mélodieux. »

Si des voix même éteintes, que dis-je ! des voix imaginaires, concourent au sortilège musical de Venise, de quel charme ses voix encore vivantes, et vibrantes, ne nous enchanteront-elles pas? C'est l'heure de l'*Ave Maria*. « Les cloches de San Marco donnèrent le signal de la Salutation Angélique, et leurs puissans éclats se dilatèrent en larges ondes sur le miroir du bassin, vibrèrent dans les vergues des navires, se propagèrent sur la lagune infinie... De proche en proche, par tout le domaine de l'Évangéliste... les voix du bronze se répondirent, se confondirent en un seul chœur immense, étendirent sur le muet assemblage des pierres et des eaux une seule coupole immense de métal invisible dont les vibrations semblèrent communiquer avec le scintillement des premières étoiles. Ces voix sacrées donnaient une idéale grandeur infinie à la Ville du Silence. »

D'autres voix, un autre soir, la plongent dans une égale horreur :

« Alors, un chant lointain flotta dans l'air sans changement, trembla dans la stupeur immense : un chant de voix féminines qui semblait sortir de poitrines brisées, de gorges fendues comme de fragiles roseaux, pareil à ces sons qui s'éveillent dans le fond des vieilles épinettes aux cordes lâches, lorsqu'une main en presse les touches usées; un chant inégal et strident, sur un rythme vulgaire et allègre qui était triste comme les plus tristes choses de la vie, dans cette immobilité et dans cette lumière.

« ... — Ce sont les folles de San-Clemente! »

« Venu de cette île de la Folie, de cet hospice clair et désolé, des fenêtres grillées de la terrible prison, le chœur allègre et lugubre tremblait, hésitait dans l'immensité extatique, devenait presque enfantin, s'affaiblissait, était sur le point de s'évanouir; et puis il se relevait, se renforçait, grinçait, se faisait presque déchirant; et puis il s'interrompait comme si toutes les cordes vocales se fussent cassées à la fois, il remontait comme un cri de torture, comme un appel de naufragés éperdus qui voient passer à l'horizon un navire, comme une clameur de moribonds; et il s'éteignait, finissait, ne ressuscitait plus. »

Voilà pour la Venise en quelque sorte musicale. Dans les sensations, les rêveries ou les imaginations du romancier-poète, on voit quelle est sa place et son rôle. Quant à la Venise musicienne, celle d'autrefois, l'auteur du *Feu* ne l'a ni moins bien

comprise, ni célébrée avec moins de splendeur. A la ressusciter il a mis tous ses soins, tout son amour. Au début du roman, le héros, un soir d'automne, dans la grande salle du Palais des Doges, parle, devant le plus noble auditoire, du génie, ou de l'âme de Venise. A propos de l'un des chefs-d'œuvre de la peinture vénitienne, le *Concert* de Giorgione, non pas le *Concert champêtre*, du Louvre, mais celui de Florence, plus vêtu, masculin et religieux, voici comment s'exprime Stelio :

« Quinconque a vu le *Concerto* avec des yeux sagaces, connaît un extraordinaire et irrévocable moment de l'âme vénitienne...

« Le moine assis au clavicorde et son compagnon plus âgé ne ressemblent pas à ceux que Vettor Carpaccio représentait, fuyant devant la bête apprivoisée par saint Jérôme, à San Giorgio-degli Schiavoni. Leur essence est plus forte et plus noble ; l'atmosphère où ils respirent est plus haute et plus riche, propice à la naissance d'une grande joie, ou d'une grande tristesse, ou d'un rêve superbe. Quelles sont les notes que ces mains belles et sensitives tirent des touches où elles s'attardent ? Des notes magiques sans doute, puisqu'elles ont la puissance d'opérer chez le musicien une transfiguration si violente. Celui-ci est parvenu au milieu de son existence mortelle, déjà loin de sa jeunesse, déjà près de son déclin ; et voilà qu'alors seulement la vie se révèle à lui, riche de tous les biens, telle une forêt chargée de fruits vermeils, dont ses mains, occupées ailleurs, ne connurent jamais le frais velours. Comme sa sensualité est assoupie, il ne tombe pas sous la domination d'une seule image tentatrice ; mais il souffre d'une confuse angoisse où le regret domine le désir, tandis que, sur la trame des harmonies qu'il recherche, la vision de son passé, — tel qu'il aurait pu être et qu'il ne fut pas, — se compose comme un tissu de chimères. Son compagnon devine cette tempête, lui qui déjà est au seuil de la vieillesse, calmé ; doux et grave, il touche l'épaule de l'autre avec un geste pacificateur. Mais là se trouve aussi, émergeant de l'ombre chaude, comme l'expression même du désir, le jeune homme au chapeau empanaché et à la longue chevelure... Il est là, présent, mais étranger, séparé des premiers comme un être qui n'a souci que de son propre bien. La musique exalte son indicible rêve et semble multiplier indéfiniment sa faculté de jouir. Il se sait maître de cette vie qui échappe aux deux autres, et les harmonies recherchées par le

musicien ne sont pour lui que le prélude de sa propre fête. ».

A ce curieux exemple de critique d'art, ou de deux arts, peinture et musique, mêlés, fondus l'un dans l'autre, je ne sais rien d'analogue, hormis certaine analyse, également en partie double et comme transposée, de la Sainte Cécile de Raphaël, par Liszt. Mais bientôt voici la musique seule, voici la musique reine : musique classique cette fois, musique latine, celle que nous avons, nous aussi, nous Français, le droit de reconnaître et d'aimer comme nôtre. Au discours de Stelio, dans la salle du Grand Conseil, un concert succède. L'œuvre exécutée est l'*Arianna* du vieux Marcello. Dès les premières notes, le caractère, le grand style se révèle. « Une idée sonore, nette et forte comme une personne vivante, se développait selon la mesure de sa puissance. » Rien qu'à ces mots, ne sentez-vous pas qu'il ne va plus être ici question de Wagner? En effet, durant des pages, un commentaire du drame lyrique italien se développe, aussi éclatant, aussi sain, aussi débordant de vie et de joie, que l'analyse de l'autre, l'allemand, était sombre, maladive, et ne respirant que la mort.

Oui, la vie et la joie animent, exaltent ce magnifique et somptueux dithyrambe en l'honneur du vieux et bachique chef-d'œuvre vénitien.

« Il (Stelio) tressaillit à l'éclat des voix humaines qui saluaient d'une triomphale acclamation le dieu invaincu :

Viva il forte, viva il grande!

« La salle profonde résonna comme une immense timbale vigoureusement frappée et le résonnement se propagea par l'escalier des Censeurs, par l'escalier d'or, par les passages, par les vestibules, jusqu'aux puits, jusqu'aux fondemens du palais, comme un tonnerre d'allégresse dans la nuit sereine.

« Dans cet impétueux mouvement fugué, les basses, les contralti, les soprani répétaient l'acclamation frénétique vers l'Immortel aux mille noms et aux mille couronnes... Toute l'antique ivresse dionysiaque renaissait et s'épanchait en ce chœur divin... Dionysos libérateur réapparaissait tout à coup aux yeux des hommes sur les ailes du chant, couronnait pour eux de félicité cette heure nocturne ainsi qu'une coupe débordante, plaçait devant eux une fois encore les biens sensibles de la vie. »

En vérité, lorsqu'il vient à lire, à relire de telles pages, un critique musical de notre connaissance, et qui, lui-même, parla naguère de l'opéra de Marcello, ne peut que s'excuser, avec un peu de honte, d'en avoir si pauvrement parlé.

« Le chant croissait en force; dans l'essor, les voix se fondaient... Mais, tout à coup, surgissait, des sonorités héroïques, un large rythme pastoral évoquant le Bacchus thébain au front pur, ceint de pensées suaves... » Puis l'esprit de la « fugue passait dans l'orchestre et s'y déployait en belles volutes légères, tandis que les voix battaient sur la trame orchestrale avec une percussion simultanée. » Enfin, c'était l'acclamation dernière et la suprême explosion d'allégresse. Le tumulte s'apaisait peu à peu. Une voix solitaire, une voix féminine, ardemment attendue, désirée, allait se faire entendre. « Quelqu'un chuchota près de Stelio le nom de Donatella Arvale. Il tourna les yeux vers l'estrade, par delà les violoncelles, qui formaient une haie brune. La cantatrice demeurait invisible, cachée dans la forêt délicate et frémissante d'où allait sortir l'harmonie douloureuse qui accompagne la lamentation d'Ariane.

« Enfin, dans le silence favorable, monta un prélude de violons. Les violes et les violoncelles unirent à cette plainte suppliante un plus profond soupir. N'était-ce pas, après la flûte et le crotale, après les instrumens orgiaques dont les sons troublent la raison et provoquent le délire, n'était-ce pas l'auguste lyre dorienne, grave et suave, harmonieux support du chant?... » Bientôt, les lèvres de la chanteuse s'entr'ouvrirent : « La mélodie de l'antique amour et de l'antique douleur coula de cette bouche avec une expression si pure et si forte, que, soudain, dans l'âme innombrable, elle se convertit en une félicité mystérieuse. Était-ce bien la divine plainte que jetait la fille de Minos, abandonnée sur la rive de Naxos déserte, les bras en vain tendus vers le blond Étranger? La fable s'évanouissait, l'illusion du temps était abolie. Ce qui s'exhalait dans cette voix parfaite, c'était l'éternel amour et l'éternelle douleur des dieux et des hommes. L'inutile regret de toute joie perdue, le rappel de tout bien fugitif, l'imploration suprême s'enfuyant à toute voile à travers les mers, se cachant à tout soleil derrière les montagnes, et l'implacable désir, et la nécessité de la mort, toutes ces choses passaient dans le chant solitaire, transmuées par la vertu de l'art en sublimes essences que l'âme pouvait

recevoir sans souffrir. Les paroles s'y dissolvaient, y perdaient toute signification, s'y changeaient en notes d'amour et de douleur infiniment révélatrices. Comme un cercle qui serait clos, mais qui se dilaterait continuellement, selon le rythme même de la vie universelle, la mélodie avait enveloppé l'âme innombrable qui se dilatait avec elle dans une immense félicité. »

Sommes-nous assez loin de Wagner et de *Tristan!* Si loin, qu'il nous semble toucher à l'autre pôle de l'art, à l'idéal contraire. Certes, de cette analyse d'un chef-d'œuvre italien, et de ce chef-d'œuvre même, il s'en faut que la passion, la douleur, fût-ce la mort, soit absente. Mais voyez comme un sentiment, un mot, y revient sans cesse, y commande, y triomphe partout : la félicité. Dans l'esprit du poète-musicien et dans son âme latine, jusqu'au fond de cette âme, voyez réapparaître, ou plutôt rentrer, en vainqueur, le génie de sa race. Du coup, son idée générale et comme sa conception de la musique en est modifiée. Alors qu'il parlait tout à l'heure d' « une idée sonore, nette et forte comme une personne vivante, » ne rendait-il pas un hommage instinctif à la forme par excellence, à la forme arrêtée et plastique, à la forme-type de l'art musical italien? Sans compter que, sur la perfection définitive de l'art germanique, un doute, une inquiétude maintenant lui vient : « Parmi les matières aptes à recevoir le rythme, la Parole est le fondement de toute œuvre d'art qui aspire à la perfection. Crois-tu que, dans le drame wagnérien, soit reconnue à la Parole toute sa valeur propre? Et ne te semble-t-il pas que le concept musical y perde sa pureté primitive, par le fait qu'il dépend souvent de représentations étrangères au génie de la musique? Certes, Wagner a le sentiment de cette faiblesse, et il l'avoue tacitement, lorsque, à Bayreuth, il s'approche d'un de ses amis et lui couvre les yeux avec ses deux mains, pour que celui-ci s'abandonne tout entier à la vertu de la symphonie pure et soit ravi dans une plus profonde vision par une joie plus haute. »

Plus loin maintenant, plus loin que Marcello même, voici que Stelio se plaît à remonter le cours des âges, des âges fortunés de la musique d'Italie : « Il reste, s'écrie-t-il, il reste à glorifier le plus grand des innovateurs, celui que la passion et la mort sacrèrent Vénitien, celui qui a son tombeau dans l'église des Frari, digne d'un pèlerinage : le divin Claudio Monteverde... Voilà une âme héroïque, de pure essence italienne. » Et déjà,

sur la demande d'Effrena, la belle cantatrice, l'Ariane de Marcello tout à l'heure, devient l'Ariane de Monteverde.

« Soudain les âmes furent ravies par un pouvoir comparable à cet aigle qui en songe ravit Dante jusqu'à la région du feu. Elles brûlaient toutes ensemble dans l'éternelle vérité, entendaient la mélodie du monde passer à travers leur extase lumineuse...

« La voix se tut; la cantatrice ne reparut point. L'air de Claudio Monteverde se composa dans le souvenir des auditeurs comme une ligne immuable. »

« — Y a-t-il un marbre grec qui soit arrivé à une perfection de style plus ingénue et plus sûre ? dit Daniele Glauro...

« — Voilà, dit Stelio, un artiste de notre race qui, par les moyens les plus simples, réussit à s'élever jusqu'au plus haut degré de cette beauté dont le Germain ne s'approcha que rarement dans sa confuse aspiration vers la patrie de Sophocle... »

Cependant, pour défendre « le Germain » en péril, un des auditeurs intervient et, rappelant *Parsifal :*

« — Connais-tu la lamentation du roi malade ? »

Mais Stelio, continuant d'évoquer l'une après l'autre, et de siècle en siècle, les gloires musicales de sa patrie :

« Toute la détresse d'Amfortas est déjà contenue dans un motet que je connais bien : *Peccantem me quotidie;* mais avec quel essor lyrique, avec quelle simplicité puissante ! Toutes les forces de la tragédie s'y trouvent pour ainsi dire sublimées, comme les instincts d'une multitude dans une âme héroïque. Le langage de Palestrina, beaucoup plus ancien, me paraît encore plus pur et plus viril. »

Bientôt, dans cet esprit et dans cette âme italienne, la lumière et la flamme latine vont achever de l'emporter :

« — Vous n'admirez pas l'œuvre de Wagner? lui demanda Donatella Arvale...

« — L'œuvre de Wagner, répondit-il, est fondée sur l'esprit germanique, est d'essence purement septentrionale. Sa réforme n'est pas sans analogie avec celle que tenta Luther. Son drame n'est que la fleur suprême du génie d'une race, l'abrégé extraordinairement puissant des aspirations qui travaillèrent l'âme des symphonistes et des poètes nationaux, depuis Bach jusqu'à Beethoven, depuis Wieland jusqu'à Gœthe. Si vous

imaginiez son œuvre sur le rivage méditerranéen, parmi nos clairs oliviers, parmi nos lauriers sveltes, sous l'éclat glorieux du ciel latin, vous la verriez pâlir et se dissoudre.

« Puisque, selon sa propre parole, il est donné à l'artiste de voir resplendir dans la perfection future un monde encore informe et d'en jouir prophétiquement par le désir et l'espérance, je vous annonce l'avènement d'un art nouveau ou renouvelé, qui, par la simplicité forte et sincère de ses lignes, par sa grâce vigoureuse, par l'ardeur de ses inspirations, par la pure puissance de ses harmonies, continuera et couronnera l'immense édifice idéal de notre race élue. Je me glorifie d'être latin, et, veuillez me pardonner... en tout homme de sang différent, je ne reconnais qu'un barbare. »

De tout notre esprit et de tout notre cœur, unissons-nous à cette conclusion, à l'expression d'un pareil vœu, à l'annonce, à la promesse d'un si bel avenir. Il nous plaît que d'aussi fières paroles nous soient venues de Venise, de cette Venise où, naguère, le romancier-poète glorifia l'Italie, où, blessé, le poète-soldat hier encore souffrait pour elle. Sous le ciel, au bord des flots, que ses yeux rouverts peuvent de nouveau contempler, qu'il reçoive notre hommage et nos actions de grâces. Parlant de musique toujours, et toujours à Venise, ne disait-il pas aussi : « Réaffirmons le privilège dont la nature a ennobli notre sang latin. » Et nous pareillement, nous, Français, nous le réaffirmerons par les arts, après l'avoir rétabli par les armes. Musiciens, mes frères, il nous appartiendra de libérer la musique de France après la terre française, et de ne plus souffrir que l'air natal, sur les lèvres de la patrie, module des chants étrangers.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE LITTÉRAIRE

UNE ÉTUDE SUR LA FONTAINE (1)

M. Gustave Michaut a publié pendant la guerre le second tome d'un *La Fontaine* qu'il ne destinait pas à une telle époque. Et ce n'est pas à dire que cet ouvrage inattendu soit inopportun ; bien au contraire! Non que je voie ou désire voir, entre La Fontaine et la guerre, aucun rapport, certes, et nulle analogie. Si jamais poète fut l'ornement d'un pays tranquille et qui profite de sa sécurité, c'est le poète des *Contes* et des *Fables*. Il a célébré la paix, « sœur du doux repos ; » et il a détesté, quand il y songea, peu souvent, le « noir démon des combats. » La paix et la guerre lui semblent affaires de rois, et qui ont pour les peuples diverses conséquences, mais qui n'ont pas leurs conséquences à Paris. Que le Roi déchaîne ou enchaine Bellone, cela ne change pas beaucoup les journées de La Fontaine. « Louis consent qu'elle nous quitte : » et la paix de Nimègue est, pour La Fontaine, l'occasion de chanter, après les victoires de Louis, sa clémence. La politique du Roi, fidèle au principe déjà formulé par Marillac sous le règne de Henri II, « tenait sous main les affaires d'Allemagne en la plus grande difficulté qu'il se pouvait. » Le désordre des Allemagnes garantissait le salut de l'Europe ; et la France n'était pas menacée.

Il n'en va plus de même ; et, depuis que l'Europe a laissé la race de proie organiser ses coups de brigandage, Bellone est souveraine. Ainsi, les poètes des temps heureux et confians nous étonnent et risqueraient de nous devenir un peu étrangers, un peu indifférens à force d'étrangeté, si un autre sentiment ne nous ramenait à eux. Lisez La Fontaine et je crois que vous l'aimerez plus que jadis encore. C'est que nous, qui avons vécu et peut-être vivons dans une France menacée, nous nous sommes épris davantage et du sol disputé chère-

(1) *La Fontaine*, par G. Michaut, deux volumes, chez Hachette.

ment et aussi de l'âme ancienne et continue de la France. L'invasion ne chapardait pas seulement les arpens du sol; la défaite eût saccagé les siècles de la France et tout son génie élaboré par les siècles. Dans la tribulation, le précieux passé nous émeut, nous alarme. Lisez La Fontaine : et vous vous apercevrez que vous êtes attentifs nouvellement, ou plus intimement, à quelque chose de secret, de profond, de difficile à indiquer, non à sentir, et ne fût-ce qu'au son des mots français les plus parfaits et justes, arrangés au gré de notre pensée intacte et pure à merveille. La maison de La Fontaine à Château-Thierry, peu s'en est fallu que les hordes allemandes n'en fissent des décombres : et, pareillement, du génie de la France, qui est vivant, jeune et qui florit dans les poèmes de La Fontaine. Relisez La Fontaine et vous y prendrez un plaisir tendre et inquiet.

Le *La Fontaine* de M. Michaut n'est pas une révélation. M. Michaut n'apporte pas de documens inédits : il n'en a pas cherché; sans doute n'en aurait-il pas trouvé. M. Michaut ne souhaite non plus d'interpréter d'une façon toute neuve et originale un poète que les critiques ont commenté sans relâche. Il a raison et suit, sans le dire, un conseil que donnait Sainte-Beuve, il y a cinquante ans : « Ne subtilisons pas sur nos grands auteurs; n'imitons pas les érudits qui dissèquent à satiété les odes d'Horace et qui disent : ceci est plaqué, ceci ne l'est pas. Qu'en savent-ils? Les plus fins sont conduits plus loin qu'ils ne le veulent et ne savent plus où s'arrêter... » Il s'agissait, pour Sainte-Beuve, de taquiner l'auteur méticuleux de *Notes* sur Corneille, Édouard Fournier, dit le furet des grands hommes. Et il l'admonestait ainsi : « Pourquoi remettre éternellement en question ce qui est décidé? Pourquoi venir infirmer, même en des matières légères, ce qui est appuyé suffisamment et ce qui est mieux?... » M. Michaut ne s'est pas établi le furet de La Fontaine. Il a une manière simple et franche de lire, de se faire une opinion, de la dire et, quelquefois, rudement. Il ne « subtilise » pas et, quelquefois, on le regrette. Il vous juge le poème sur *La captivité de Saint Malc* sans ménagemens et n'y trouve qu un trés ennuyeux mélange de vers cornéliens, de vers galans et de vers « qu'on dirait bêlés par la Deshoulières. » Que de sévérité! Mme Deshoulières ne bêle pas toujours ; et ce n'est pas bêler que d'invoquer, comme elle a fait, les bocages d'automne, dévastés par le vent, qui chasse

Jusqu'à l'heureux débris de vos frêles beautés!

Quant à *La captivité de Saint Malc*, M. Michaut n'est-il pas enchanté, lorsque le saint moine, à qui les Arabes ont donné pour compagne une « bergère » chaste et jolie, se plaint au ciel :

> Tu m'as donné pour aide au fort de la tourmente
> Une compagne sainte, il est vrai, mais charmante...?

Puis une lionne mangera le barbare qui s'est mis en tête de marier Malc et la bergère. Alors Malc aura licence de retourner au cloître et de s'y enfermer avec sa pudeur définitive; la bergère entrera au couvent. Mais avant cela et quand Malc en est à regretter le cloître et sa calme sagesse, on n'est pas sûr que La Fontaine, en lui prêtant ces paroles de nostalgie, ne songe pas du tout à l'Oratoire, où il a passé, dans sa jeunesse, un peu de temps :

> Je vous ai fait récit quelquefois de ces heures
> Qu'en des lieux séparés de tout profane abord
> Je passais à louer l'arbitre de mon sort.
> Alors, j'avais pitié des heureux de ce monde,
> Maintenant j'ai perdu cette paix si profonde ;
> Mon cœur est agité...

C'est en 1673 que parut, chez Claude Barbin, le *Poème de la captivité de Saint Malc*. La Fontaine avait cinquante-deux ans; et il n'était pas au bout de son erreur, qui a duré presque jusqu'à la veille de sa mort. Beaucoup plus tard, à soixante-six ans, il écrivait à M. de Bonrepaus, lecteur du Roi : « Je continuerai encore quelques années de suivre Chloris, et Bacchus, et Apollon, et ce qui s'ensuit ; avec la modération requise, cela s'entend. » Bref, les souvenirs de l'Oratoire ne sont pas, dans sa pensée et dans son cœur, si actifs qu'ils le divertissent de sa vie amusante ; mais il les garde gentiment et il réserve pour plus tard leur activité.

Certes, M. Michaut n'a pas tort de préférer les *Fables* aux *Contes* et de blâmer les *Contes*. Il acquiesce au jugement de Brunetière qui déclarait les *Contes* « un mauvais livre, un livre à garder sous clef dans les bibliothèques. » C'est la vérité. Cependant, ni Brunetière ni M. Michaut ne disent qu'il ne faut pas avoir les *Contes* dans sa bibliothèque. J'avoue aussi que les *Contes*, si choquans pour tant d'immoralité, ont l'inconvénient de ressasser leur plaisanterie : les aventures de moinillons éperdus et de nonnes folâtres finissent par lasser la complaisance du lecteur et, par endroits, le font rougir de sa complaisance. Mais je ne sais si La Fontaine a rien écrit de plus ravissant que *Joconde*, au moins que la première partie de *Joconde*.

Et *La Coupe enchantée* ne vaut pas *Joconde*, à beaucoup près ; mais il y a, dans *La Coupe enchantée*, ces deux vers :

> Ménélas rencontra des charmes dans Hélène
> Qu'avant d'être à Pâris la belle n'avait pas...

Avec l'idée de ces deux vers si jolis, La Fontaine aurait pu faire tout un conte, une comédie, un roman de petite honnêteté, de vif agrément. Les deux vers lui suffisent ; et ils suffisent. La Fontaine n'épargne pas ses trouvailles. Il les prodigue. Elles sont perpétuelles, dans les *Contes*, variées, attrayantes. Et elles ont un charme périlleux, tel que M. Michaut nous est bien utile, quand il nous avertit de ne pas céder à tant de séductions.

Ce n'est pas tout ce dont nous remercierons M. Michaut. Mais il a très finement examiné, très finement et avec un loyal entrain, la plupart des problèmes que posent la vie de La Fontaine, l'histoire de ses œuvres, ses œuvres même. Par exemple, il y a, dans le roman de *Psyché*, quatre personnages, Polyphile, Acante, Ariste et Gélaste, à propos desquels les critiques ne sont pas unanimes. Généralement, on veut que Polyphile soit La Fontaine ; Acante, Racine ; Ariste, Boileau ; Gélaste, Molière. Ce serait fort agréable : nous aurions le portrait de La Fontaine par lui-même et le portrait de Racine, de Boileau, de Molière par leur ami. Seulement, Walckenaër reconnaît Boileau dans Acante et Racine dans Ariste. Saint-Marc Girardin prend Gélaste pour Boileau et Ariste pour Molière. M. Roche, l'auteur d'une précieuse *Vie de Jean de La Fontaine*, se demande si Gélaste ne serait pas Molière d'abord, et puis Chapelle. Enfin, quant à ce Gélaste, Faguet déclare qu' « on ne sait pas qui c'est. » Molière, non ; Chapelle, peut-être : « ou plutôt on doit renoncer à donner aucun nom réel. » La question n'est pas facile à résoudre, et d'autant moins qu'aux argumens les plus rigoureux se mêlent d'autres argumens, de l'ordre sentimental : « Que l'on a de peine à ne plus trouver Molière dans la société des *Amours de Psyché!* » s'écrie M. Paul Mesnard ; et nous éprouvons, avec lui, ce regret. Je ne dis pas que M. Michaut ne l'éprouve pas du tout ; mais il résiste là contre et n'est pas la dupe de son cœur. Il écoute sa raison, qu'il a très nette. Il discute ; et il arrive à cette conclusion. La Fontaine, dans Polyphile, Acante, Ariste et Gélaste, n'a pas eu l'intention de peindre lui-même et tels de ses amis. Ses personnages sont des personnages de roman ; si l'on veut, des personnages de dialogue philosophique : chacun d'eux représente une opinion. D'ailleurs, il a pu emprunter à ses amis

quelques traits de leur caractère, qui convenaient aux personnages de *Psyché*. Sans doute y a-t-il du Boileau, du Racine, du Molière et du Chapelle dans les interlocuteurs qu'il imagine, et du La Fontaine dans chacun d'eux : du La Fontaine, surtout dans Polyphile, et dans Acante aussi. Mais nous n'avons point ici des portraits Tant pis !... Afin de nous consoler, disons-nous que les portraits, si c'en étaient, ne seraient pas d'une ressemblance criante, lorsque les commentateurs reconnaissent, dans le seul Gélaste, Boileau, Molière ou Chapelle ; dans le seul Ariste, Racine ou Boileau, comme dans le seul Acante ; et lorsque, dans Gélaste, Faguet ne reconnaît, au bout du compte, personne. Puis, M. Michaut ne nous invite pas à nous consoler : il cherche, tout bonnement, la vérité ; dès qu'il a conscience de la posséder, il nous l'impose. Il ne va pas par quatre chemins. Sa critique ne fait pas la renchérie. Elle fait de bonne besogne.

Avec tout cela, et après tant de livres savans consacrés à La Fontaine, après M. Michaut, M. Roche, après un essai joli de M. Edmond Pilon, après Faguet, donc bien après Walckenaër, après la remarquable notice de Paul Mesnard et après les admirables notes et notices de M. Henri Regnier dans l'édition des *Grands écrivains de la France*, La Fontaine est bien mystérieux encore. Mystérieux, cet écrivain si clair ? Si clair en chacune de ses phrases, oui. Si habile à choisir exactement ses mots, à dire ce qu'il entend et à ne pas dire davantage? A ne pas dire davantage ; et, quelquefois, à dire moins. Que de fois ne soupçonne-t-on pas qu'il entend plus qu'il ne dit, et ne vous offre-t-il pas la tentation d'aller, avec lui qui vous accompagne en secret, au delà de ce qu'il a dit! En outre, la diversité de sa pensée nous amuse et, volontiers, nous égare. Dans la campagne, par les beaux jours et quand l'air est parfaitement pur, tous les détails du paysage que nous regardons nous sont bien visibles et, jusqu'à l'horizon, nous voyons les bouquets d'arbres, les clochers, les routes et les chemins. Ce n'est pas la lumière, qui manque : plutôt y aurait-il trop de lumière éparpillée ou répandue partout également. C'est la quantité des objets visibles, et tous également visibles, et divers, qui dissémine nos regards et qui empêche que notre idée du paysage soit aussi nette que notre idée de chacun de ses élémens. Le paysage nous échappe, et La Fontaine. Il est difficile à tenir et, si l'on peut ainsi parler, difficile à réunir.

Les contemporains de La Fontaine semblent avoir éprouvé, à son égard, cette incertitude. Ils l'admirent et ils l'aiment : ils ne savent

pas où le placer. Boileau, qui l'admire et qui l'aime, et qui a défendu *Joconde*, et qui ne doute pas que « c'est beaucoup dire, » mais qui n'hésite pas à déclarer la nouvelle de son ami « même plus agréablement contée que celle d'Arioste, » Boileau ne sait pas où placer La Fontaine dans son *Art poétique;* et il ne l'y place nulle part. En 1675, Mme de Thiange, que La Fontaine appelle un ange et à qui La Fontaine donnait « sa gloire à ménager, » fit présent, pour les étrennes, au duc du Maine d'un petit théâtre doré, dit « la Chambre du Sublime. » Mathieu Marais a décrit ce petit théâtre : « Au dedans étaient M. le duc du Maine, M. de La Rochefoucauld, M. Bossuet, alors évêque de Condom, Mme de Thiange et Mme de La Fayette. Au dehors du balustre Despréaux, avec une fourche, empêchait sept ou huit méchans poètes d'approcher. Racine était auprès de Despréaux... Toutes ces figures étaient en cire, en petit, et très ressemblantes... » Et La Fontaine? Mme de Thiange n'aurait pas oublié La Fontaine. La Fontaine est là, sans y être. Il est là, mais non pas au même rang que Racine ou Despréaux : il est « un peu plus loin; » Racine lui fait signe d'approcher. Il a de la timidité : c'est qu'il est timide ; mais encore on l'est pour lui, Mme de Thiange n'ose ni l'écarter de la chambre du sublime ni tout à fait l'y installer.

Ce qui montre aussi l'embarras où furent les contemporains, à l'égard de La Fontaine, c'est la légende qui se forma autour de lui. Une légende, habituellement, se substitue à la vérité et la remplace, quand la vérité n'est pas commode. Pour peu que la vérité soit toute simple, on s'en contente. Or, du vivant même de La Fontaine, on lui créa un personnage assez plaisant pour que lui-même en fût satisfait, un personnage qui est celui dont la tradition dure et qui n'est pas véritablement le sien. Je ne prétends pas que cette légende n'eût, avec la vérité, nulle analogie : aucune légende n'est absolument fausse. Et je ne prétends pas que La Fontaine, au bout du compte, ne fût pas « le Bonhomme ; » mais on lui a orné sa bonhomie. Je crois qu'il s'y prêtait ; et on lui en a prêté. Certaines anecdotes célèbres et qui servent à le peindre sont toutes dépourvues d'authenticité, de sorte qu'on vient à se méfier des autres. En 1691, il fit représenter à l'Académie royale de musique son opéra d'*Astrée*. Et l'on raconte qu'il sortit après l'acte premier, pour aller au café Marion ; là, il s'endormit et, comme un quidam s'étonnait de le rencontrer hors du théâtre, l'auteur d'*Astrée* affirma que le premier acte l'avait ennuyé à l'excès. Que d'abnégation ! quel détachement de toutes les passions naturelles à un auteur ! Mais, peu de semaines avant qu'*Astrée* parût aux chan-

delles, Mmes d'Hervart, de Virville et de Gouvernet, qui sont des « muses, » qui sont « les Grâces, » l'avaient prié de les rejoindre au château de Bois-le-Vicomte. Il leur répond : « De demeurer tranquille à Bois-le-Vicomte pendant qu'on répétera à Paris mon opéra, c'est ce qu'il ne faut espérer d'aucun auteur, quelque sage qu'il puisse être. » Et il ne manqua pas de suivre les répétitions d'*Astrée;* et, quand l'opéra fut tombé, si bien qu'on plaignît Céladon « qui, sortant des eaux du Lignon, s'était noyé dans la Fontaine, » il eut tout le chagrin d'un autre en pareil cas. On raconte aussi qu'à la représentation de sa pièce, La Fontaine, qui s'ennuyait, demanda de qui elle était ; de lui : « Elle n'en vaut pas mieux ! » Cette anecdote, qui n'est pas vraie, de La Fontaine qui oublie que l'*Astrée* est son ouvrage, vaut l'anecdote de La Fontaine qui, voyant son fils, demande quel est ce jeune homme et dit : « Je crois l'avoir vu quelque part... » Ce mot fâche Lamartine et ravit d'aise d'autres personnes : ce mot ridicule, absurde, et qui n'est pas de La Fontaine. La légende veut aussi que La Fontaine fût un garçon très paresseux, — mais son œuvre n'est pas si courte ; — paresseux et qui dort sans cesse, et qui se réveille avec ennui, se réveille à demi, se rendort et, dans l'intervalle de ses deux sommes, n'a pas de conversation. La Bruyère écrit : « Un homme paraît grossier, lourd, stupide; il ne sait pas parler ni raconter ce qu'il vient de voir... » Cet homme se met à écrire : et c'est La Fontaine. La Bruyère a peut-être connu La Fontaine; sans doute l'a-t-il entrevu : il ne l'a pas trouvé brillant. Et Louis Racine : « Autant il était aimable par la douceur du caractère, autant il l'était peu par les agrémens de la société. Il n'y mettait jamais rien du sien ; et mes sœurs qui, dans leur jeunesse, l'ont souvent vu à table chez mon père, n'ont conservé de lui d'autre idée que celle d'un homme fort malpropre et fort ennuyeux. Il ne parlait point, ou voulait toujours parler de Platon. » Voilà deux témoignages. Mais il résulte de ces deux témoignages que, ni dans la maison de Condé, chez « les grands, » ni auprès d'une famille un peu austère, La Fontaine n'était bien à son aise et fort content : il s'ennuyait. L'auteur du *Portrait de M. de Lafontaine*, dans les *Œuvres posthumes*, avoue qu'il ne soignait beaucoup ni sa toilette, ni sa mine; puis : « Dès que la conversation commençait à l'intéresser et qu'il prenait parti dans la dispute, ce n'était plus cet homme rêveur : c'était un homme qui parlait beaucoup et bien. Il était encore très aimable parmi les plaisirs de la table ; il les augmentait ordinairement par son enjouement et par ses bons mots ; et il a toujours passé, avec raison, pour un très charmant convive. » Eh ! il fallait que la causerie

l'intéressât : faute de quoi, il préférait le silence !... Comme il devait aller, pour quelques semaines, à Bois-le-Vicomte, Vergier, qui le connaissait de longtemps, écrivit à Mme d'Hervart :

Je voudrais bien le voir aussi,
Dans ces charmans détours que votre parc enserre,
Parler de paix, parler de guerre,
Parler de vers, de vin et d'amoureux souci,
Former d'un vain projet le plan imaginaire,
Changer en cent façons l'ordre de l'univers ;
Sans douter, proposer mille doutes divers :
Puis tout seul s'écarter, comme il fait d'ordinaire,
Non pour rêver à vous qui rêvez tant à lui,
Non pour rêver à quelque affaire,
Mais pour varier son ennui.

Ce n'est pas là le portrait d'un homme grossier, lourd et stupide. La Fontaine, à Bois-le-Vicomte et dans une société fort élégante, où il se sent chez lui, non point en cérémonie, comme il était en cérémonie dans la maison de Condé ; auprès de jolies femmes indulgentes et qui n'ont pas la pruderie que Racine n'eut pas toujours en sa vie, mais eut toujours en son ménage : alors La Fontaine se montre ce qu'il est, vif, enjoué, le plaisir des autres et de lui-même. Il a besoin d'une excitation perpétuelle : et c'est le propre des sensibilités les plus délicates et frémissantes et, plus elles sont frémissantes, bientôt lasses. Elles ont un grand remuement, puis tombent, se reposent. Après qu'il a « changé en cent façons l'ordre de l'univers, » La Fontaine « s'ennuie : » il se repose.

Dans le conte des *Filles de Minée*, La Fontaine s'écrie : « Je veux des passions ! » S'il ne voulait pas de passions, il croirait que les morts sont heureux. Entre la vie morne d'un « cœur froid » et le néant, il ne fait pas de différence.

La sensibilité de La Fontaine, telle qu'on la voit dans sa poésie, et non dans la légende, mais dans la vérité de son personnage, lui est extrêmement particulière ; et elle étonne chez un écrivain de son temps. Je ne dis pas que le XVIIe siècle ne soit que raison, comme les faiseurs de sytèmes historiques ne découvrent aussi, dans la Renaissance, que la luxure et ses prouesses. Le XVIIe siècle aurait inventé la raison, qui dompte la sensibilité, l'opprime, la supprime ? Niaiseries ! et ni Ronsard n'est dénué de raison ni, de sensibilité, Racine. Cependant, il est vrai qu'au temps de Ronsard l'idéal de la vie et de l'art a

plus de fougue, au temps de Racine plus de mesure. Au temps de Racine, il est vrai que la raison fut à la mode. Et La Fontaine, s'il n'a pas été le seul poète de son temps qui eût, pour les mouvemens de sa prompte sensibilité, une obligeante prédilection, du moins ne se cachait-il pas de ne contraindre guère son humeur. Il y avait alors, à l'égard de la sensibilité, une certaine pudeur, qu'il ignorait, ou peu s'en faut.

De cette manière, il ressemble à tels écrivains de l'époque précédente, plutôt qu'à ses contemporains. L'amitié qu'il témoigne à maître Clément, par exemple, et à maître François, et à nos vieux conteurs les moins raisonnables, à leurs facéties les plus audacieuses et à leur langage, est un indice : il eût aimé leur compagnie, comme leurs ouvrages. Et, en quelque sorte, il les continue, dans une société qui a changé de caractère et dans laquelle il paraît un peu dépaysé. L'auteur de l'*Art poétique* ne le nomme pas; surtout l'idée de la poésie et de la littérature que l'*Art poétique* formule n'a pas de rapport avec l'idée poétique et littéraire de La Fontaine. C'est tout une autre idée. L'ami de Boileau, de Racine et même de Molière est tout un autre homme. Et c'est ainsi qu'il n'entre ni dans l'*Art poétique*, ni tout à fait dans la Chambre du Sublime. Ses contemporains les plus illustres sont, à propos de lui, très embarrassés : ils le devinent grand ; et ils ne le reconnaissent pas pareil à eux. La Fontaine n'est pas pareil à eux. Et, comme il ressemble à des écrivains du siècle passé, il ressemble, dans son siècle, à des écrivains d'une autre catégorie, et d'une catégorie inférieure. Il y a plus d'analogie de nature entre lui et Saint-Amant ou Saint-Évremond ou Bussy qu'entre lui et Boileau ou Racine. Mais il est de la qualité des plus grands. Le résultat de cette contrariété, c'est qu'on ne savait au juste que faire de lui.

La liberté qui s'épanouit durant tout le précédent siècle avec tant d'exubérance, le XVIIe siècle ne l'a pas annihilée : il l'a disciplinée ou, s'il ne le pouvait, il l'a reléguée au second plan. Durant tout le XVIIe siècle, il y a des libertins et qui font la transition de la Renaissance à la Régence ou de Rabelais à Voltaire. Libertins de conduite et libertins de pensée. La Fontaine est l'un d'eux, s'il est, par le génie, l'égal de Racine.

La Fontaine écrit à Saint-Évremond : « Vous me louez de mes vers et de ma morale, et cela de si bonne grâce que la morale a fort à souffrir, je veux dire la modestie. » La morale de La Fontaine, que loue Saint-Évremond, ce n'est pas tout uniment la morale des *Fables* ni, je l'avoue, la morale des *Contes* : c'est la philosophie de La Fon-

taine, sa philosophie épicurienne et libertine. Mais La Fontaine ajoute : « J'en reviens à ce que vous dites de ma morale, et suis fort aise que vous ayez de moi l'opinion que vous en avez. Je ne suis pas moins ennemi que vous du faux air que prend un libertin. Quiconque l'affectera, je lui donnerai la palme du ridicule. » Ainsi, La Fontaine, que nous serions tentés de ranger parmi les libertins, les condamne. Ce qu'il condamne, plus exactement, c'est la doctrine et c'est le dogmatisme du libertinage ; c'en est l'affectation : c'en est le cynisme. Un Nicolas Vion-Dalibray, un Desbarreaux et un Lhuillier sont des cyniques ; et voilà ce que La Fontaine a blâmé. Ce sont des gens qui font la théorie de leur désinvolture, qui affichent leur mécréance et leur débauche, et qui ont de la superbe dans l'inconduite. Il y faut de la modestie, au moins de la simplicité.

Il y faut de la bonhomie. Et ce fut, dans sa vie hasardeuse, l'art de La Fontaine. Cette bonhomie, c'est ce qu'on appelle sa naïveté ; c'est ce qu'il appelle son ingénuité. Il n'était pas du tout naïf et il suffit de l'avoir lu pour être sûr qu'il ne l'était pas. Il était fort avisé, très malin, dans son art, dans ses pensées, dans l'arrangement de son existence. On a de lui des lettres d'affaires qui montrent que, s'il a négligé parfois ses intérêts, pourtant il ne les ignorait pas. Mais il aimait assez qu'on le crût naïf. Et il n'était pas ingénu le moins du monde ; mais il aimait assez qu'on le crût tel. Dans son remerciement à Messieurs de l'Académie française, il dit : « Mon ingénuité... » L'abbé de La Chambre, alors directeur de la Compagnie, va le chapitrer sans douceur : « Songez que ces mêmes paroles que vous venez de prononcer et que nous insérerons dans nos registres, plus vous avez pris peine à les polir et à les choisir, plus elles vous condamneraient un jour, si vos actions se trouvaient contraires, si vous ne preniez à tâche de joindre la pureté des mœurs, la pureté du cœur et de l'esprit, à la pureté du style et du langage. » A une telle semonce, que répondre ? — « Mon ingénuité... »

Son ingénuité ?... Il n'est pas ingénu dans ses *Contes*, où la polissonnerie n'est rien, mais où la perversité est délicieuse. « S'il y a quelque chose dans un écrit qui puisse faire impression sur les âmes, ce n'est nullement la gaîté de ces contes ; elle passe légèrement... » Mais il sait qu'il n'y a pas que de la gaîté dans ses contes ; et il n'est pas ingénu, quand il se vante d'y avoir observé les lois de la bienséance, qu'il nous invite à ne pas confondre avec la pudeur. Il n'est pas ingénu dans ses fables, où Lamartine trouve l'expérience désabusée d'un vieillard et, si c'est trop dire, où il y a pourtant une science

très avertie de l'humanité, du monde et des précautions utiles. Au jour la journée, il n'est pas ingénu, si on lui voit « les petites façons qu'il emploie quand il veut caresser les jeunes filles. » Sa fausse ingénuité lui est commode pour éconduire ce qui ne lui agréerait pas et pour se donner des libertés ou licences.

Mais, à défaut de son ingénuité, sa bonhomie !... La bonhomie, c'est une espèce d'humilité envers les gens et envers les choses, envers la philosophie et, pour ainsi dire, envers soi-même. C'est le contraire du pharisaïsme ; et il y a du pharisaïsme à se croire parfait, mais pareillement à se croire détestable. C'est de l'indulgence à la disposition du prochain : et l'on se traite aussi comme le prochain. C'est, dans le péché même, une sorte de pardon, qui vaut presque l'innocence. Les docteurs considèrent que, le péché grave, on le commet avec le propos d'offenser Dieu. Ainsi fait don Juan, s'il a dessein de railler la charité, d'avilir le pauvre homme auquel il tend un louis d'or ; et ainsi fait la jolie dame de Stendhal qui, sur la Piazza, par un beau soir de Venise, regrette que le sorbet qu'elle hume ne soit pas un péché ; ainsi font les libertins qui lancent leur éthique insolente à l'encontre de l'Évangile. Les libertins, la jolie dame de Stendhal et don Juan sont dénués de bonhomie. Non La Fontaine : il a de la modestie dans son erreur. Et il écrit à Mme de La Sablière :

> Si j'étais sage, Iris... Mais c'est un privilège
> Que la nature accorde à bien peu d'entre nous !

Son libertinage n'est pas une doctrine ; et son libertinage ne dépend guère d'une métaphysique. Les philosophes l'ont séduit, Platon surtout et Socrate dans les écrits de Platon. Mais, aux dialogues des philosophes, il « se laisse amuser insensiblement comme par une espèce de charme » ; et il ne s'aventure pas à chercher avec eux la vérité : eux-mêmes avaient « peu d'espérance » de la trouver. « Leur modestie les a empêchés de décider dans cet abîme de difficultés presque inépuisable. Ils faisaient avouer au moins qu'on ne peut connaître parfaitement la moindre chose qui soit au monde... » La Fontaine aboutit à une sorte d'agnosticisme où il n'est ni malheureux ni impertinent. L'incertitude philosophique le dispense de rien affirmer : elle lui épargne aussi les négations : et, quand il retournera aux croyances religieuses, il n'aura point à quitter un système. Il fera sans peine son chemin de retour. En attendant, l'incertitude philosophique et la bonhomie l'engagent à regarder la vie humaine, et la sienne, comme une chose de petite conséquence. Le prêtre qui s'occupera de

le convertir, ou de le ramener plutôt, ne rencontrera de sa part aucune répugnance aux mystères et miracles; mais il ne le persuadera point aisément de craindre l'enfer et les châtimens éternels : c'est que La Fontaine, avec bonne foi, ne parvient pas à croire la vie assez importante pour mériter de telles représailles.

Si la vie est peu importante, elle admet la « plaisanterie, » d'où résulte quelque tristesse et qu'il faut égayer. La volupté est un secours.

Volupté, volupté, qui fus jadis maîtresse
Du plus bel esprit de la Grèce,
Ne me dédaigne pas, viens-t'en loger chez moi.
Tu n'y seras pas sans emploi.
J'aime le jeu, l'amour, les livres, la musique,
La ville et la campagne, enfin tout : il n'est rien
Qui ne me soit souverain bien,
Jusqu'au sombre plaisir d'un cœur mélancolique.

Le « plus bel esprit de la Grèce » organisait le bonheur. La modestie de La Fontaine veut, souhaite plutôt, qu'il se contente du plaisir. Il en a paré sa vie et ses poèmes, sans orgueil et avec adresse. Le « passe-temps » a été l'objet de son art et de sa conduite; et il lui a donné des grâces tantôt rieuses, tantôt souriantes à peine et dont le sourire cache ou esquive du chagrin. Tout allait bien, sans la mort! Mais, quand il fut à l'article de mourir, il écrivit à son ami le chanoine : « O mon cher! mourir n'est rien. Mais songes-tu que je vais comparaître devant Dieu? Tu sais comme j'ai vécu. »

Il y a la mort! et même en un temps jadis où la vie était douce, anodine, et pouvait être inutile avec innocence.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

UN PEU D'AÉROTECHNIQUE

Ce nom d'*aérotechnique*, qui n'est, je crois, pas encore dans le Dictionnaire de l'Académie, mais qui dans la prochaine édition trouvera à n'en pas douter une place méritée par sa neuve importance, ce nom est celui dont les physiciens ont convenu d'appeler l'étude scientifique de l'aéronautique. Cette science nouvelle n'en est guère encore qu'à ses premiers vagissemens, mais il convenait que, pareille aux nouveau-nés sur qui toute une lignée fonde de fabuleux espoirs, on la baptisât dès l'abord d'un beau nom solennel emprunté aux racines grecques. On a disputé et on dispute encore beaucoup sur le point de savoir si l'aviation est une création de la science. Non, affirment, les uns, car, disent-ils, les savans n'ont cru à l'aéroplane que lorsqu'il a été réalisé, car cette réalisation est due à des expérimentateurs et non à des théoriciens, car enfin, une foule de faits, comme les cabrioles d'un Pégoud, ont paru défier et contredire même les prévisions de la théorie. Oui, disent les autres, — car la théorie complète de l'aéroplane a été faite il y a un siècle par Cayley, et les *réalisateurs* n'ont fait que se conformer à ses données et à celles de ses successeurs.

Comme toujours, hélas !... ou presque, lorsqu'il s'agit des doctrines humaines, il y a du vrai dans l'une et l'autre de ces opinions. Il est certain que l'aéroplane n'est pas sorti tout armé du sein de la théorie, comme jadis Minerve du cerveau jovien, ou, pour prendre une comparaison moins mythologique, comme naguère la télégra-

phie sans fil de la théorie électromagnétique de Maxwell. Il est certain que les problèmes posés par les premiers hommes volans ont pris d'abord un peu au dépourvu les servans du calcul intégral. Il est certain que si des points importans du vol par le plus lourd que l'air avaient été traités par les théoriciens que nous avons cités, leurs travaux avaient passé inaperçus, ils n'avaient point eu l'honneur de la considération ou même de l'attention des académies. Je n'ai pas entendu dire que les Wright fussent même bacheliers, et si Ader est docteur ès sciences, ce qui est possible après tout, cela n'a pas suffi à lui assurer, lors de ses premières et magnifiques tentatives, les investitures officielles qu'il méritait. Comme le disait, il y a trois ans, le grand savant américain Graham Bell, il est certain que le progrès a été beaucoup plus sensible, d'abord dans l'art que dans la science de la locomotion aérienne.

Mais si, en des matières aussi complexes, la théorie seule est impuissante, ou incomplète, car toujours quelque circonstance existe qui glisse comme un fin poisson dans les mailles trop larges des équations, — on a vu des ponts, calculés par de forts mathématiciens, s'écrouler au premier passant, — en revanche, l'empirisme, livré au seul hasard, à ses tâtonnemens aveugles, demeure infécond et risque de s'égarer en des tentatives sans issue. Poincaré l'a dit et répété : une accumulation de faits n'est pas plus une science qu'un tas de pierres n'est une maison. Il importait donc de classer pour le passé, de dresser suivant des plans définis pour l'avenir, d'*ordonner* en un mot, l'étude technique de l'aviation naissante ; il importait de remplacer, l'empirisme hasardeux par l'expérimentation définie. Cette œuvre est celle de l'aérotechnique, et les progrès faits dans cette voie, les méthodes élaborées, dont nous allons dire un mot, et qui touchent aux procédés les plus délicats de la philosophie naturelle, — j'entends ces mots dans leur sens anglais, — ont certainement été pour une large part, pour la plus large part, dans les progrès étonnans que l'aviation a faits depuis quelques années ; c'est d'eux qu'il faut attendre surtout de nouveaux perfectionnemens et de nouvelles découvertes pour l'avenir. Et c'est ainsi que si l'aviation n'est peut-être pas la fille légitime, ni même la fille naturelle de la science, elle en est la fille adoptive tendrement aimée.

*
* *

Nous avons vu que l'équilibre et la vitesse d'un avion dépendent avant tout de la résistance de l'air sur ses surfaces diverses. Cette

résistance augmente très vite avec la vitesse, comme le carré de celle-ci, c'est-à-dire que, pour une vitesse double, la résistance est quadruple. Sur un objet qui se déplace à 100 kilomètres à l'heure, cette résistance est donc 100 fois plus forte que sur le même objet à la vitesse de 10 kilomètres à l'heure. La révélation de cette énorme résistance aérienne aux grandes vitesses est une des sensations les plus nettes et les plus curieuses que j'aie eues lors de mon premier vol : c'était dans un petit biplan Bréguet, faisant près de 150 à l'heure; soigneusement tapi derrière la lucarne en celluloïd transparent du capot, et voulant signaler un objet intéressant au pilote placé derrière, il me souvient que mon bras inconsidérément étendu hors du capot fut aussitôt projeté vers l'arrière avec une violence qui me rappela aussitôt que nous ne volions pas dans le vide.

La résistance qu'exerce l'air sur un avion peut être, comme je l'ai déjà expliqué, ramenée à deux composantes : l'une qui s'exerce de bas en haut, et qu'on appelle *la poussée*, l'autre qui s'exerce perpendiculairement à la poussée, en sens inverse de la marche de l'appareil, et qu'on appelle *la traînée*. Lorsqu'on vole horizontalement, il s'établit un équilibre tel qu'évidemment la poussée est exactement égale au poids de l'appareil, et la traînée exactement égale à la traction de l'hélice. La poussée est la composante utile, puisque c'est elle qui soulève et soutient l'avion, la traînée est la composante nuisible, puisque c'est elle qui empêche l'avion d'avancer; elle mesure la résistance passive de l'appareil à l'avancement. Un avion sera donc, toutes choses égales d'ailleurs, d'une qualité d'autant meilleure que la traînée sera plus petite et la poussée plus grande. C'est pourquoi on est convenu d'appeler *finesse* d'un avion, le rapport de sa traînée à sa poussée correspondant à l'angle d'attaque le plus favorable.

La finesse moyenne des bons avions est de 0,14 environ, c'est-à-dire que la traction nécessaire à la marche horizontale, dans les meilleures conditions, est égale aux 14 centièmes du poids total de l'avion, c'est-à-dire encore, pour prendre un exemple, qu'un tel avion pesant 500 kilos, subira en vol horizontal une traction de son hélice égale à 70 kilog. Dans certains avions particulièrement bien étudiés, la finesse atteint même 0,12, c'est-à-dire qu'une force de 12 kilos par 100 kilos de leur poids suffit à les faire voler horizontalement.

A ce propos, les aérotechniciens qui ont établi ces définitions me permettront, avec tous les égards dus à leur science, de leur faire une remarque : plutôt que d'appeler finesse d'un avion le rapport de sa traînée à sa poussée, il aurait été beaucoup plus logique d'appeler

ainsi le rapport inverse, c'est-à-dire celui de la poussée à la traînée. On aurait évité par là le résultat absurde auquel ils aboutissent, et qui leur fait dire qu'un avion, dont la finesse est égale à 0,12 est plus fin, c'est-à-dire en bon français *a une finesse plus grande* que celui dont la finesse égale 0,14. On oublie un peu trop, parfois, dans le langage technique, d'écorcher le simple bon sens, et je prétends qu'il n'est pas nécessaire de creuser, hors de propos, des tranchées infranchissables entre le parler savant et celui de tout le monde. Il y a bien d'autres exemples, d'ailleurs, de cette curieuse manie, ne fût-ce que l'expression de « corps noir » que, suivant moutonnièrement l'exemple des savans allemands, nous avons appliquée au corps idéal, dont le pouvoir émissif est égal à l'unité. L'expérience prouve que les corps incandescens se rapprochent d'autant plus de ce « corps noir » qu'ils sont plus blancs, et c'est ainsi que nous avons été récemment amené à donner en toute rigueur la réponse suivante à quelqu'un qui nous demandait de définir la couleur blanche parfaite : « Le blanc est la couleur d'un corps noir de température infinie. » Je ne sais si cette définition ne sera pas pour les peintres un sujet d'étonnement, mais, comme physicien et en donnant aux mots leur sens convenu, je n'en saurais trouver de meilleure. Cet exemple montre, comme la « finesse » des avions, que le langage savant a parfois ses raisons que la raison ne connaît pas.

D'après ce que nous venons de voir, il est clair que la qualité d'un avion, sa capacité de voler et de transporter des charges, sa vitesse et sa sustentation dépendent avant tout des réactions produites sur lui par l'air, des composantes de la résistance qu'exerce celui-ci sur les diverses parties de l'appareil.

La mesure systématique des résistances aériennes sur les diverses surfaces utilisables en aviation était donc le premier et le plus fondamental des problèmes posés à l'aérotechnique. Nous allons voir maintenant, d'un coup d'œil rapide, et sans prétendre faire un exposé complet de la question, comment ce problème a été résolu.

***

Deux méthodes principales ont été et sont encore employées pour étudier les actions de l'air sur un objet en mouvement. Dans la première, on meut effectivement l'objet à étudier dans l'air immobile; dans la seconde au contraire, l'objet restant fixe, on étudie sur lui l'action d'un courant d'air.

La première méthode (objet mobile dans l'air) tend à se rapprocher

autant que possible des conditions effectivement réalisées dans l'aviation où le mobile se déplace dans un air pratiquement immobile par rapport à lui. Quatre procédés principaux et distincts ont été employés pour appliquer cette méthode.

1° Chute directe et libre d'un objet dans l'air, sous l'action de la pesanteur. Il est clair qu'un objet tombant ainsi d'une grande hauteur prend une vitesse qui croît d'abord, puis cesse d'augmenter et devient constante, lorsque la résistance de l'air (proportionnelle, rappelons-le, au carré de la vitesse, c'est-à-dire très rapidement croissante) est devenue égale à cette résistance. A ce moment, celle-ci est mesurée par ce poids. Cette méthode a été appliquée avec beaucoup d'ingéniosité par M. Eiffel, notamment au cours d'expériences classiques faites du haut de la Tour de 300 mètres qui porte son nom. Ces expériences, qui ont porté sur les objets les plus variés, ont fourni des résultats fort curieux, elles ont servi de prélude aux recherches remarquables dont nous parlerons ci-dessous, et qu'a exécutées plus récemment ce savant en utilisant la méthode du courant d'air. Ce premier procédé a en effet quelques légers inconvéniens qui en limitaient l'application : difficulté de l'appliquer à des objets un peu étendus et influence perturbatrice du vent qui se retrouve, d'ailleurs, dans toutes les méthodes de plein air.

2° L'emploi d'un *manège* dont le bras porte à son extrémité les objets à étudier. Le manège peut être en plein air, ce qui a des inconvéniens, ou dans une rotonde fermée où les irrégularités atmosphériques n'agissent plus. Un magnifique manège de ce genre ayant 32 mètres de diamètre et pouvant animer les mobiles étudiés d'une vitesse de 30 mètres à la seconde (108 kilomètres à l'heure), ce qui est une vitesse moyenne d'aéroplane est établi à l'Institut Aérotechnique de Saint-Cyr, dont un intelligent et généreux Mécène, M. Deutsch de la Meurthe, a doté l'Université de Paris et qui constitue un des plus précieux instrumens de recherches actuellement réalisés dans le monde, d'abord parce qu'on y a réuni les laboratoires et les appareils les plus variés de façon à contrôler tous les résultats par des procédés indépendans, ensuite parce que le professeur Maurain, directeur de l'Institut de Saint-Cyr, grand prêtre de ce temple superbe de la science aéronautique, est une des intelligences les plus nettes et les plus vives de la science française.

Et puisque je parle ici de l'Institut Aérotechnique de Saint-Cyr, on me permettra de signaler, en le déplorant, un fait véritablement regrettable : à l'heure actuelle, dans ce moment décisif où tous les

efforts devraient être tendus vers leur meilleur rendement pour la défense de la patrie, alors que notre aviation dans toute l'effervescence d'une continuelle et glorieuse crise de croissance et de progrès aurait besoin de tous les concours techniques propres à la garder des tâtonnemens inutiles, l'Institut Aérotechnique est détourné de son rôle pourtant si essentiel, et il sert de caserne : son personnel, au lieu d'être mobilisé sur place, est disloqué, dispersé de tous côtés, ses laboratoires et ses précieux instrumens sont immobiles et sans emploi.

3° Un autre procédé consiste à disposer les corps à étudier sur un *véhicule* qui se déplace à grande vitesse. Des recherches importantes dans cette voie sont dues à M. de Guiche qui a été ici un précurseur doublé d'un technicien remarquable. En fixant les surfaces à étudier au-dessus d'un automobile roulant à diverses vitesses, au moyen d'un bâti élevé, et grâce à d'ingénieux manomètres, M. de Guiche a obtenu de nombreuses et intéressantes données qu'il a publiées naguère en plusieurs volumes précieusement documentés.

La méthode du véhicule a été également employée à l'Institut Aérotechnique au moyen d'un chariot mû électriquement sur une voie ferrée rectiligne de 1 360 mètres de long qui permet d'étudier jusqu'à des vitesses de 85 kilomètres à l'heure de très grandes voitures, et même des aéroplanes entiers.

Cette méthode a d'ailleurs l'inconvénient des perturbations et des remous inévitables produits dans l'air par le voisinage du sol et la proximité du véhicule, bien que l'objet à étudier soit placé aussi haut que possible au-dessus de celui-ci. La méthode du manège a les mêmes inconvéniens et en outre celui-ci : dans son mouvement circulaire l'objet étudié, pour peu qu'il ne soit pas très petit, n'a pas la même vitesse dans sa partie externe que dans sa partie tournée vers le centre du manège ; d'où des dissymétries et des remous perturbateurs dans les actions de l'air. Comme on le voit l'antique carrousel de nos fêtes rurales, le manège musical aux coursiers ligneux et concentriques n'est point encore la panacée universelle qui nous fournira impeccablement toutes les solutions de l'aérotechnique. La distance reste grande, qui sépare de Pégase les « bons chevaux de bois » chers à Verlaine.

4° Enfin le procédé le plus simple, mais le plus délicat dans la pratique consiste à *faire les mesures sur un aéroplane en plein vol.* C'est ce qui a été réalisé heureusement, grâce notamment aux appareils du commandant Dorand, qui permettent d'enregistrer simultané-

ment pendant le vol les diverses réactions horizontales et verticales de l'air et la traction de l'hélice.

La seconde méthode générale employée pour expérimenter l'action de l'air sur divers corps est fondée sur le principe de relativité. Elle admet que de l'air en mouvement sur un objet mobile produit sur lui le même effet que si l'objet se déplaçait d'une vitesse égale et contraire dans de l'air calme.

En France, cette méthode a été appliquée d'une manière particulièrement heureuse par M. Eiffel dans son laboratoire du Champ-de-Mars, puis plus récemment à Auteuil. L'espace me manque pour décrire en détail, à mes lecteurs, l'arsenal instrumental à la fois puissant et délicat, que le grand ingénieur a réalisé dans son laboratoire d'Auteuil, les instrumens de mesure précis, les méthodes graphiques et les procédés de calcul ingénieux qu'il a imaginés pour mettre en œuvre et interpréter ses expériences. Il faut admirer sans réserve l'activité infatigable et le génie inventif sans cesse renouvelé de cet octogénaire ; son plus beau titre de gloire dans l'histoire de la science ne sera sans doute pas la Tour de Mille coudées, bien que, jadis simple phénomène métallurgique, elle soit devenue l'antenne frémissante et sensible qui par la T. S. F. fait sentir au monde les vibrations du cœur de la France. Non, ce sera plutôt son œuvre aérodynamique, les résultats aujourd'hui classiques de ces milliers d'expériences qui ont été et sont chaque jour si précieuses à tous ceux qui construisent, inventent ou perfectionnent des aéroplanes ou des organes quelconques d'aéroplanes.

Dans le laboratoire d'Auteuil qui constitue sans doute la plus puissante installation de ce genre dans le monde, se trouve réalisé un courant d'air d'un diamètre d'environ 2 mètres pouvant atteindre une vitesse d'environ 40 mètres à la seconde (144 kilomètres à l'heure). Dans ce courant d'air sont suspendus les *modèles réduits* des avions ou parties d'avions (hélices, etc.) dont on veut mesurer la tenue dans l'air, le rendement, la sustentation. Des appareils délicats permettent de faire ces mesures à distance. La valeur de la pression, exercée par exemple sur une aile réduite, par le courant d'air, est mesurée au moyen d'une balance dynamométrique dont le principe est simple et ingénieux : la surface est portée par un levier relié au fléau d'une balance ; ce fléau étant soulevé par la pression de l'air, on rétablit l'équilibre au moyen de poids qui déterminent exactement la pression cherchée.

La méthode du courant d'air avait soulevé d'abord quelques

objections. On craignait que les résultats obtenus avec les modèles réduits (seuls utilisables ici, étant donné le diamètre forcément minime des courans d'air artificiels puissans) ne fussent pas rigoureusement applicables aux aéroplanes en vraie grandeur, même en utilisant des lois de similitude expérimentalement établies. En fait, ces craintes étaient heureusement vaines : il paraît démontré qu'à condition de ne pas employer des modèles très petits, et d'avoir, comme dans le cas des expériences de M. Eiffel, des courans d'air d'une amplitude correspondante, la méthode du courant d'air fournit des résultats, à peu de chose près, corrects. La comparaison des résultats obtenus sur les modèles réduits avec ceux que donnent les appareils en vraie grandeur a été concluante à cet égard. Des expériences comparatives faites avec le chariot électrique de Saint-Cyr ont conduit à une conclusion analogue.

Comme on le voit, chacune des méthodes employées pour l'étude de la science de l'air a ses avantages et ses inconvéniens. Elles se complètent et se contrôlent réciproquement. C'est ainsi qu'en attaquant simultanément de divers côtés, sur tous les fronts à la fois, cet ennemi de la science qu'est l'inconnu, celle-ci arrive à le maîtriser, alors qu'une attaque unilatérale le laisserait invulnérable par ailleurs et ne donnerait sur lui qu'une victoire locale et fallacieuse.

***

C'est par ces méthodes qu'ont été obtenus les résultats relatifs à l'angle d'attaque optimum, aux dimensions des surfaces portantes, etc., auxquelles j'ai fait allusion dans ma dernière chronique. Il ne saurait être question d'entrer ici dans le détail systématique des mesures numériques qui ont été ainsi faites. Je voudrais seulement par quelques exemples, en quelque sorte sporadiques, montrer l'intérêt souvent imprévu de ces résultats et signaler quelques-unes de leurs conséquences pratiques.

Si on fait agir de l'air à une vitesse donnée sur diverses surfaces planes de même forme, mais de dimensions différentes, la résistance de l'air n'est pas la même par centimètre carré pour les diverses surfaces. Par exemple, sur un carré de 10 centimètres de côté, la résistance de l'air est beaucoup plus petite que sur chacun des décimètres carrés d'une plaque d'un mètre de côté. — Si on prend deux surfaces de même étendue, mais de formes différentes, la résistance de l'air diffère : par exemple, si on prend un carré et divers rectangles de même surface totale, M. Eiffel a montré que la résistance est bien plus grande

pour les rectangles, jusqu'à augmenter de la moitié de sa valeur primitive quand on a un rectangle 50 fois plus long que large.

Si on prend deux demi-sphères identiques et terminées par un cône de 20 degrés d'angle, et qu'on les mette dans un même courant d'air, l'une la pointe en avant, l'autre la pointe en arrière, celle dont la pointe est dirigée vers le courant subira de la part de l'air une résistance presque deux fois plus grande que l'autre. Les bons fuselages doivent donc être effilés vers l'arrière et non vers l'avant; il faut à cet égard imiter les poissons, et les savans ingénieurs qui naguère munirent nos locomotives de coupe-vent eussent mieux fait de placer ceux-ci à l'arrière du train. Les derniers modèles de dirigeables sont d'ailleurs effilés vers l'arrière.

Des expériences ont d'autre part montré qu'en allongeant suffisamment le fuselage terminal d'une demi-sphère, la résistance de l'air peut être réduite à moins d'un sixième de sa résistance primitive sur la sphère.

Voici un autre exemple curieux de l'influence énorme de la forme des objets sur la résistance que leur oppose l'air : si l'on déplace dans celui-ci, dans le sens de sa longueur, un cylindre à bases circulaires dont la longueur soit quatorze fois le rayon, et qui aura donc un peu la forme d'un bâton de maréchal, la résistance de l'air a une certaine valeur. Si on recouvre les deux extrémités planes de ce cylindre de deux petites calottes hémisphériques, la résistance de l'air devient du coup cinq fois plus faible, c'est-à-dire qu'elle est réduite des quatre cinquièmes.

Tout cela, ainsi que beaucoup d'autres résultats analogues obtenus notamment par M. Maurain à Saint-Cyr, a conduit à améliorer sensiblement les formes données aux divers élémens des avions. On a donné aux nacelles des profils pisciformes et effilés, on a profilé semblablement les mâts, dissimulé les moteurs dans des capots, entoilé les roues. L'aviation anglaise a même créé récemment des fils d'acier spéciaux destinés au haubannage, et dont la section n'est pas circulaire, mais affecte la forme d'une ellipse allongée. C'est ainsi qu'on a obtenu des avions fins.

C'est par les mêmes méthodes qu'on établit les meilleures dispositions à donner aux avions bi ou multiplans. Il n'y a d'ailleurs aucune différence essentielle entre les deux catégories (monoplans et biplans) où l'on classe d'ordinaire les aéroplanes. On a dit et répété souvent que les monoplans sont moins stables que les biplans ; il n'y a pour cela aucune raison théorique ou pratique. Non moins hasardée est

l'opinion d'après laquelle les biplans sont systématiquement moins rapides que les monoplans.

La raison pour laquelle on a été amené parfois à substituer à deux ailes uniques, deux ou plusieurs paires d'ailes superposées est simple : pour augmenter la force portante d'un appareil monoplan, il faut, comme nous l'avons expliqué dans notre dernière chronique, augmenter l'envergure de ces ailes (puisque leur largeur est limitée par une dimension de moins de 2 mètres qu'on ne peut dépasser sans diminuer la force portante). Or, en augmentant indéfiniment la longueur des ailes, on compromettrait évidemment leur solidité au point d'attache unique qui les supporte, et on augmenterait leurs flexions. C'est pourquoi on a été amené de préférence à superposer plusieurs paires d'ailes.

Ces ailes sont réunies entre elles par des longerons qui donnent à l'ensemble une grande rigidité et une indéformabilité parfaite. Le voisinage des deux surfaces cause évidemment quelques perturbations dans l'air, mais l'expérience prouve que, lorsque ces deux plans sont à une distance convenable et au moins égale à leur profondeur, la diminution de poussée qui en résulte sur l'ensemble ne dépasse pas 20 p. 100. C'est-à-dire que deux ailes superposées de 6 mètres portent autant qu'une aile unique de 10 mètres.

Quant à l'inclinaison la plus favorable, à la disposition et à la distance qui conviennent le mieux dans les avions à plusieurs plans, on les étudie notamment au moyen du chariot dynamométrique. Certaines expériences montrent en particulier qu'il semble y avoir avantage à décaler vers l'avant la surface supérieure du biplan. L'étude des actions réciproques des surfaces est d'ailleurs loin d'être achevée, et il y a encore là de belles mines d'expériences à creuser pour les aérotechniciens.

***

Pour compléter ce bref aperçu, je devrais parler aussi des résultats aérotechniques relatifs au groupe motopropulseur de l'avion, c'est-à-dire à l'hélice et au moteur. On me permettra de laisser de côté ce qui concerne l'hélice, dont l'étude soulève des problèmes techniques assez délicats et pratiquement impossibles à exposer sans le secours de quelques formules trop rébarbatives pour venir s'insérer ici. Il me suffira de dire que les hélices actuellement employées en aviation ont un excellent rendement qui atteint jusqu'à 80 pour 100, c'est-à-dire qu'environ 80 pour 100 de la puissance fournie par le moteur est transformé

intégralement en travail utile de l'hélice (ce travail utile étant le produit de la traction de l'hélice par la vitesse imprimée à l'appareil).

L'étude des hélices, de leurs formes, de leurs conditions de rendement maxima, qui varient avec la nature et le poids de l'appareil à propulser, constitue une des parties les plus importantes de l'aérotechnique.

Je dois signaler cependant un curieux effet de la rotation de l'hélice dans les appareils à une seule hélice qui sont les plus nombreux. La force qui fait tourner l'hélice dans un certain sens, ou, comme dit le jargon des idoines, le *couple* de l'hélice tend par réaction à faire tourner l'aéroplane tout entier en sens inverse, à le faire chavirer sur l'aile opposée au mouvement de l'hélice. Pour y remédier, le réglage de l'aéroplane est fait de sorte que cette action soit compensée par une très légère dissymétrie de l'incidence des plans. Il s'ensuit cette conséquence curieuse que, lorsque l'avion vole, l'hélice arrêtée, en vol plané par exemple, l'appareil tend à chavirer du côté où l'hélice tournait. Le pilote y remédie, en général inconsciemment sans doute, par la manœuvre convenable des ailerons ou du gauchissement.

Des divers moteurs d'aviation j'aurai l'occasion de parler dans ma prochaine chronique, qui sera consacrée aux divers types d'avions de guerre. Dès maintenant pourtant, une remarque importante s'impose, qui s'applique à tous les moteurs d'avion indistinctement : elle est relative à l'action de l'altitude sur la puissance des moteurs.

Les moteurs actuellement utilisés en aviation sont tous des moteurs à explosion à 4 temps dans lesquels la puissance est fournie par l'explosion d'un mélange en proportions convenables d'essence et d'air. A mesure qu'un avion s'élève dans l'atmosphère, la pression et la densité de l'air diminuent. Une plus faible quantité d'air est donc introduite à chaque cylindrée, et si la composition de celle-ci reste constante, ce qui est pratiquement réalisé, il s'ensuit que la puissance du moteur diminue avec l'altitude. A 2500 mètres d'altitude par exemple, un moteur de 100 chevaux-vapeur n'en donne plus que 73 ; à 5000 mètres, il n'en donne plus que 50 environ, la pression de l'air étant à cette hauteur réduite de moitié. Il est clair, dans ces conditions, que le poids que peut porter ou plutôt traîner un avion donné diminue à mesure que celui-ci s'élève, et il existe pour tout avion une altitude limite pour laquelle la surcharge que peut porter l'avion est nulle. Cette altitude est ce qu'on appelle le *plafond* de l'avion. Un raisonnement très simple montre que, dans le cas examiné, où la puissance du moteur est proportionnelle à la densité de l'air, le *plafond* d'un

appareil peut être immédiatement calculé connaissant la surcharge maxima qu'il peut porter près du sol. Par exemple, un appareil pouvant porter près du sol une surcharge égale à son poids aura comme plafond l'altitude où la densité de l'air est réduite de moitié, c'est-à-dire 5 000 mètres.

A vrai dire, la raréfaction de l'air avec l'altitude influe aussi sur la poussée de l'avion, sur la traction de l'hélice qui se déplace dans un milieu moins résistant, sur les résistances passives. En fait, les diverses modifications qui résultaient de ces causes se compensent sensiblement, et peuvent être, en première approximation, négligées, à côté de la diminution de la puissance du moteur.

***

A la lumière des quelques indications générales que nous venons de donner, nous pourrons maintenant, sinon en toute connaissance de cause, du moins à la lueur de cette obscure clarté que projettent les exposés techniques dont on a volontairement banni toute technicité, passer en revue les diverses fonctions que la guerre a données aux oiseaux humains, et les organes variés que, conformément au vieux principe darwinien, ces fonctions ont créés. En tout cas, dès maintenant, de ce bref exposé il résulte, croyons-nous, clairement que la France a eu une part importante dans cette jeune science déjà si brillante qu'est l'aérotechnique. En donnant à la Patrie sur les pièces d'argent la silhouette élégante d'une semeuse, le graveur Roty a vraiment eu une pensée profonde et juste. Semeuse, la France l'a toujours été ; il faudra bien quelque jour qu'elle devienne aussi moissonneuse. Dès maintenant dans l'empire... je veux dire dans la république de l'air, elle s'y essaie brillamment, comme nous verrons.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Tandis que la Chambre française se formait en un comité secret d'où le ministère devait sortir, après sept longues séances, raffermi par un vote qui exprime d'abord l'union perpétuée et renouvelée de tous les partis dans une inébranlable volonté de vaincre, en Italie le Cabinet Salandra est tombé, sur un incident, savamment ménagé, de vie parlementaire. Voici comment en fut montée la mécanique. Le député Chiesa commença par demander au gouvernement de faire à la représentation nationale, sur la situation militaire (au lendemain de l'offensive autrichienne et pendant que la bataille se poursuit), « les communications compatibles avec les exigences de la guerre, » c'est-à-dire de s'expliquer publiquement au sujet d'événemens en cours, dans la mesure où il croirait pouvoir parler et dans la forme qu'il jugerait convenable. M. Salandra répondit qu'il en aurait une occasion toute naturelle si l'on entamait au plus tôt la discussion des crédits provisoires, qui, comme à l'ordinaire, mettrait en jeu la politique générale du gouvernement : on était alors au jeudi, on pouvait bien prendre le lundi suivant ; car il n'avait pas moins hâte que la Chambre de voir s'ouvrir le débat attendu. Là-dessus, des conciliabules : ah ! le gouvernement était pressé ? on allait donc marcher très vite. Et, coup sur coup, au galop, les budgets de quatre ministères étaient adoptés sans observation. Adoptés, oui, mais avec un nombre non négligeable et croissant de bulletins « contre, » comme si l'on voulait rassembler, entraîner et tenir en haleine une opposition que les derniers scrutins, en énorme majorité favorables au gouvernement, n'avaient encore jamais permis de dégager. Le rapport étant prêt, le rendez-vous fut avancé au samedi 10 juin. Ce jour-là, dès le début de la séance, le président du Conseil prit la parole. Il rappela, d'un trait bref, l'œuvre qu'il avait accomplie, dit, simplement et noblement, en face de quels devoirs et de quelles difficultés il se trouvait : « Nous devons avoir et

nous avons avec nos Alliés une communauté de joies et de douleurs; nous devons avoir, et, — ce qui vaut mieux, — nous avons en commun les fins immédiates et les fins les plus lointaines de la guerre. Pour le matériel de guerre, dont la consommation dépasse toute prévision humaine, nous donnons et nous recevons, avec une mutuelle générosité, tout le secours possible. » La « puissante offensive » des Autrichiens aux limites du Trentin, leur ruée vers la plaine fait que l'Italie soutient, en ce moment, une dure épreuve. Mais si c'est encore l'heure de la vigilance et du souci, l'heure de l'angoisse est déjà passée. Il faut élargir ses vues, ne point regarder seulement un coin de l'immense champ de bataille, ne point penser seulement à soi, mesurer et peser le travail que font les autres, et auquel aident grandement la résistance que l'on oppose et la peine même que l'on supporte. Surtout il ne faut ni subir ni, bien pis, affecter ou provoquer du découragement. « C'est une besogne néfaste, même si elle est inconsciente, que celle des gens qui répandent de soudaines alarmes et propagent des idées noires; ils échappent d'autant plus aisément à la répression que leur action ne se borne pas aux couches populaires, mais s'étend jusque dans les plus hautes sphères sociales et politiques, où elle devrait être aussitôt corrigée et étouffée par une réaction spontanée du milieu. » Sans doute des erreurs ont-elles pu être commises, et peut-être des fautes. Ici M. Salandra a prononcé une phrase qui, relevée avec habileté, détournée de son véritable sens, et interprétée tendancieusement, allait fournir un prétexte à l'attaque. Par ses mauvaises frontières, si artificieusement tracées en 1866 afin de laisser à l'Autriche la porte toujours ouverte, l'Italie eût été, en tout état de cause, placée dans des conditions défavorables pour empêcher que la poussée de l'ennemi n'obtienne un premier et rapide succès. « Cependant, il convient de reconnaître virilement que des défenses mieux préparées...(le compte rendu officiel note, en cet endroit: *commentaires vifs et prolongés, suivis d'un tumulte de voix incompréhensible*); il convient donc de reconnaître que des défenses mieux préparées l'auraient, à tout le moins, arrêtée plus longtemps et plus loin des bords de la zone montagneuse. »

Ainsi le gouvernement entrait en conflit avec le haut commandement ; le président du Conseil blâmait le général en chef ; et Salandra venait de découvrir Cadorna! Rien de moins vrai ; rien de plus étranger à la pensée et aux intentions de l'orateur, qui, tout au contraire, s'appuyant sur l'opinion du haut commandement, du général Cadorna lui-même, faisait allusion aux négligences punies par la

mise à la retraite d'office d'un des deux frères Brusati. Mais M. Salandra avait eu le tort de ne pas s'exprimer en termes nets et qui ne pussent prêter à l'équivoque ; quand, un instant plus tard, il le fit, il était trop tard. Le prétexte avait été fourni, et il avait été saisi. Quiconque a tant soit peu l'habitude des assemblées sent bien que désormais l'affaire était jugée et que la Chambre n'écoutait plus. Elle se dressa certainement, ou tout entière, ou presque tout entière, pour applaudir l'armée, dans une acclamation qui dura plus de trois minutes. Mais vainement M. Salandra chercha et rencontra, ou rencontra naturellement sans les chercher, les plus dignes, les plus fiers accens. Vainement il se retrouva, il s'affirma tel qu'on l'avait connu aux meilleurs jours du mois radieux de mai 1915. Il se rassit dans le silence. Seuls la droite et le centre, quelques fidèles à gauche, marquaient une de ces approbations molles, timides et tristes qui, dans les Chambres, ont des airs de consolation et comme de condoléance : furtive poignée de main d'amis pressés de quitter le convoi. Les « démocrates constitutionnels, » « les socialistes réformistes » et les radicaux, hier ou avant-hier fervens et vibrans, demeuraient immobiles. Et cette immobilité était une condamnation, ou plutôt une exécution, car la condamnation avait été portée en secret et d'avance, sans avoir rien entendu, dans la volonté longuement mûrie de ne rien entendre.

Ce fut, pendant quelque temps encore, selon le rite accoutumé, le défilé des « interventions » annoncées et des explications de vote. Les socialistes Graziadei et Turati, le républicain Pirolini, qui se chargea d'exploiter le pseudo-dissentiment Salandra-Cadorna, le radical Alessio, apparurent successivement. Puis la Chambre fut mise en face de deux ordres du jour ; l'un, de M. Luciani : « La Chambre, confiante dans l'œuvre du gouvernement, approuve le projet de loi ; » l'autre, de M. Turati : « La Chambre ne consent pas au ministère actuel l'exercice provisoire des budgets, et passe à l'ordre du jour. » M. Salandra déclara accepter le premier, repousser le second, et demander le vote par division, pour ne pas lier au sort du Cabinet les nécessités de l'État, et pour que, même le ministère renversé, la vie de la nation en guerre ne fût pas interrompue. Alors se levèrent tour à tour le radical Girardini, le giolittien à demi repenti, autrement dit non neutraliste, rallié à l'intervention, Leonardo Bianchi, le nationaliste Medici del Vascello, le socialiste réformiste Berenini, le catholique Meda, un autre giolittien converti, M. Carlo Schanzer ; et, par surcroît, MM. Gallenga, Cavagnari, Arlotta. Et tous, à l'exception des deux derniers, refusèrent leur confiance à M. Salandra ; et tous, à peu

près, dirent la même chose : les circonstances exigeaient que l'Italie eût un ministère vraiment national, et elle n'aurait de ministère vraiment national que lorsque tous les partis y seraient représentés. A quoi bon insister longuement? On vota. Il n'y eut que 158 voix pour l'ordre du jour Luciani ; il y en eut 197 contre ; le ministère Salandra était en minorité de 39 voix. Dans la majorité hostile, on compte : 35 socialistes officiels ; une dizaine de socialistes indépendans, genre Enrico Ferri, Arturo Labriola, Ettore Ciccotti ; autant de républicains; 16 socialistes réformistes; 48 radicaux ; 4 députés du groupe Luzzatti, et M. Luzzatti en personne, dont le *non*, inattendu de beaucoup, a soulevé une certaine émotion ; deux ou trois nationalistes ; autant de syndicalistes catholiques; sept ou huit « isolés » de la droite et du centre, une quinzaine de démocrates de gauche; autant de démocrates-constitutionnels ; enfin une trentaine de députés, plus ou moins étroitement attachés à l'ancienne majorité giolittienne : entre autres, MM. Schanzer, déjà nommé, Facta, Cocco-Ortu, et le confident, le correspondant, le disciple à qui le maître adresse ses épîtres, le dépositaire des grands secrets du *parecchio*, l'ex-chef du cabinet de M. Giolitti, M. Peano, et le propre gendre de M. Giolitti, M. Chiaraviglio. Quant au « patron » lui-même, il n'a pas bougé de Cavour, au moins pour venir à Rome. Il est, dit-on, amateur de rosiers, et voici la saison des roses. Qu'il soit à Cavour ou ailleurs, un homme qui a joué le rôle qu'il a tenu dix années durant, ne manque pas de quoi s'occuper, ne fût-ce qu'à se souvenir. Détail que la chronique peut transmettre à l'histoire, et où la morale aussi est intéressée : au moment du scrutin, on vit entrer en troupe dans la salle un nombre assez important de giolittiens repêchés, sous la conduite de M. Peano, et l'on en vit sortir une cinquantaine de membres des différens partis, amis de Platon certainement, mais plus encore amis de *la Fortuna*, stoïciens surtout en ce qu'ils supportent sans peine les tribulations d'autrui, et en ce que, dans le doute sur l'issue de la bataille, ils s'abstiennent volontiers. C'est pourquoi, de 415 députés dont la présence avait été pointée, il n'y eut que 355 votans. Une soixantaine livrèrent la place, en la quittant, à la façon dont les rats de la fable abandonnèrent le vaisseau qui naufrageait.

M. Salandra ne pouvait que se retirer, ou du moins qu'offrir sa démission. Il n'hésita pas. Le Roi, revenu en hâte du front, n'hésita pas non plus sur la solution à donner à la crise. Le motif le plus honorable pour lequel elle s'était ouverte, c'est que, dans la situation où était l'Italie, particulièrement à l'heure où l'effort ennemi se déployait

pressant vers Vicence et les débouchés du pays lombard-vénitien, il fallait à la nation un ministère national. Pour qu'elle l'eût, il fallait d'abord que l'homme qui le constituerait portât un nom qui dît quelque chose à la nation, qui, avant toute déclaration ministérielle, fût, à soi seul, un programme, un symbole, et comme un drapeau. M. Salandra, quand, du consentement et presque sur la désignation de M. Giolitti, il avait reçu le pouvoir, n'était pas cet homme. Il l'était devenu peu à peu depuis le mois d'août 1914, plus encore depuis le mois de mai 1915, tout à fait depuis l'admirable et mémorable discours du Capitole. Lui parti, il fallait quelqu'un qui arrivât, possédant d'emblée ce qu'il avait mis deux ans à acquérir, deux années toutes pleines, deux très grandes années, qui ont compté comme deux siècles. Le Roi fit appeler M. Paolo Boselli. Officiellement ou protocolairement, M. Boselli est le doyen de la Chambre des députés, né en 1838, — âgé, par conséquent, de soixante-dix-huit ans, — le dernier membre survivant du Parlement subalpin, le chancelier des ordres du royaume d'Italie; mais, bien plus, il est le président de la *Société Dante Alighieri*, à la tête de laquelle il succéda à Ruggero Bonghi. Or, la *Société Dante Alighieri*, c'est, pour Trieste, pour le Trentin, et pour toute *terra irredenta*, ce qu'a été, avec Paul Déroulède, pour l'Alsace-Lorraine, notre Ligue des Patriotes ; mais c'est une Ligue des Patriotes portée à la plus haute puissance, et dont les actes ont failli dix fois faire rompre l'alliance et dix fois compromis les relations entre l'Italie et l'Autriche, unies, en 1882, par un traité qui faisait violence au sang, au cœur, à l'esprit, à la langue et à l'histoire de l'Italie. Dès 1890, à la suite de la dissolution par l'autorité autrichienne d'une autre société, la *Pro Patriâ*, considérée comme une de ses filiales et dont le siège était à Trente même, les choses avaient été sur le point de se gâter, tout un chapitre des Mémoires de Crispi en témoigne. M. Boselli, président de la *Société Dante Alighieri*, par cela seul qu'il en est le président, incarne donc aux yeux des Italiens du dedans et du dehors le patriotisme italien levé et armé contre l'Autriche. D'autres qualités, d'ailleurs, ou d'autres vertus, contribuent à donner à son nom la valeur d'un symbole : en premier lieu, la parfaite droiture d'une vie qui mérite et attire le respect de tous. Né à Savone, en Ligurie, dans une de ces familles où c'était la tradition de conspirer pour la liberté, fonctionnaire à ses débuts, puis professeur d'économie industrielle à l'Université de Turin, puis professeur de science des finances à l'Université de Rome, où il est venu avec la Monarchie, il n'est point sorti de la Chambre depuis

sa première élection, le 27 novembre 1870. Comme député, pendant quarante-six ans, il a pris une part importante aux travaux et aux débats parlementaires, notamment en 1876, dans la discussion sur le régime des chemins de fer, en 1881, à l'abolition de la taxe sur le sel; par-dessus tout, il a été l'incomparable rapporteur de l'enquête sur la marine marchande : « Un peuple de marins forts et hardis, s'écriait-il, placé sur la grande route des nations, voit et sent que, dans les entreprises et les risques de la navigation et des commerces maritimes, il doit retrouver de nouvelles destinées. » Cette foi dans les destinées de l'Italie, c'est le fond du caractère de M. Boselli, c'en est l'élément permanent, c'est son principe et sa règle, c'est sa marque. A quarante-quatre ans de distance, elle lui fait tenir le même langage, le 20 novembre 1871, quand, dans un discours d'une forme classique, il montre à la Chambre enthousiaste « l'Italie pensive et émue sur la tombe d'Ugo Foscolo, » et tout dernièrement, le 20 mai 1915, à la veille de la résolution définitive, quand il lui dépeint « la douleur des populations italiennes arrachées à l'Italie par les usurpations de la force et le déchirement des nationalités » ou quand, il évoque devant elle « les grands esprits des auteurs de la rédemption et de l'unité nationale saluant avec nous les événemens tant appelés et désirés. » Cinq fois ministre, de 1887 à 1906, — trois fois, avec Crispi, une fois avec le général Pelloux, une fois avec M. Sonnino; trois fois à l'Instruction publique, une fois aux Finances, une fois au Trésor, — il y avait déjà dix-sept ans qu'il était député lorsque, pour la première fois, Crispi lui confia un portefeuille, celui de l'Instruction publique. Auparavant, il l'avait essayé dans une mission à Paris, après la dénonciation du traité de commerce italo-français du 3 novembre 1881. A peine installé à la Consulta en août 1887, Crispi avait envoyé M. Boselli auprès de M. Rouvier, alors président du Conseil, qu'il avait connu comme négociateur de la Convention de navigation, et nous avons de lui, dans cette circonstance, trois lettres très intéressantes, des 5, 7 et 10 septembre, qui non seulement traitent du point un peu spécial sur lequel portait principalement sa mission, mais touchent accessoirement à la politique générale, à la politique internationale. Au ministère de l'Instruction publique, il fut prompt à faire ses preuves, et ses talens, la finesse, l'agilité de son intelligence, son aisance à se mouvoir dans les questions techniques, lui eurent bientôt assuré les plus précieux suffrages. Que ce temps paraît loin, lorsque le hasard vous remet sous la main et qu'on se distrait à feuilleter la collection de quelque vieux journal, celle, par exemple, du *Don Chisciotte*,

disparu avec beaucoup d'autres, où il se dépensa, par la plume et par le crayon, un tel trésor de verve et de fantaisie, et qui ne fut pas toujours juste, mais qui fut toujours amusant ! Il nous était resté, avouons-le, grâce au *Don Chisciotte*, le souvenir d'un Boselli, — Paolino, comme il l'appelait, à cause de sa petite taille, à peu près celle de M. Combes, — d'un Paolo Boselli, sentencieux, archi-prudent et enveloppant de précautions oratoires excessives, — *per avventura!* — les propositions les moins téméraires. Et voilà que ce petit homme, à la pensée et à la parole craintives, s'est fait, au jour du suprême sacrifice, la voix magnifique d'un grand peuple, qui, dans le danger, ayant cherché son âme, est unanime à la retrouver en lui !

Sous sa présidence se sont groupés dix-huit ministres : quatorze secrétaires d'État, pour les diverses administrations (quelques portefeuilles ayant été dédoublés), et quatre ministres sans portefeuille. Du ministère Salandra survivent ou revivent : en premier lieu, M. Sidney Sonnino, à l'acceptation ou au refus de qui a été un après-midi suspendue la combinaison ; M. Orlando, naguère garde des Sceaux, maintenant ministre de l'Intérieur ; — en novembre 1915, ses amis avaient fait pour lui un autre rêve ; — le vieux garibaldien Carcano, ministre du Trésor ; le général Morrone, ministre de la Guerre, et le vice-amiral Corsi, ministre de la Marine. Des quatre nouveaux ministres sans portefeuille, le plus actif sera M. Leonida Bissolati-Bergamaschi, — tout court, Bissolati, socialiste réformiste, qui entre dans le Cabinet avec une sorte de délégation permanente aux armées, en qualité de commissaire civil de la guerre (quoiqu'il ne veuille pas de ce titre) et pour servir, comme représentant du président du Conseil, d'agent de liaison entre le gouvernement et le commandement. La position est délicate ; elle réclame un rare crédit et politique et personnel, que seul peut-être offrait l'initiateur et l'inspirateur de l'*Alliance démocratique*, maître, depuis des mois, de l'existence, sinon de l'action, du ministère Salandra. Les autres sont : le sénateur Vittorio Scialoja, brillant avocat, juriste éminent, protagoniste déclaré de l'Alliance de la Culture latine, et qui veut la réaliser pratiquement jusque dans le domaine du droit civil et du droit commercial ; le giolittien « interventiste » Leonardo Bianchi, et le républicain Ubaldo Comandini, qui prend la place du républicain Salvatore Barzilaï. Notons encore la présence d'hommes remarquables à différens égards, comme M. Francesco Ruffini, nommé ministre de l'Instruction publique, hier professeur et recteur de l'Université de Turin, spécialiste réputé du droit ecclésiastique, dans l'étude duquel

il aura marqué une trace, par ses travaux et par son enseignement, auteur, en un autre genre, de deux charmans et piquans volumes sur *la Jeunesse de Cavour;* M. Ivanoe Bonomi, professeur, lui aussi, et publiciste distingué, MM. Sacchi et Luigi Fera, M. Filippo Meda, dont la participation au pouvoir fera date en ce qu'elle consacre et enregistre pour l'avenir la participation des catholiques à la vie politique du royaume. Au point de vue de leur classification parlementaire, les dix-neuf ministres auxquels se sont adjoints ou vont s'adjoindre, en nombre à peu près égal, des sous-secrétaires d'État, se répartissent de la sorte : douze libéraux de toute nuance, et de droite ou de gauche, deux radicaux, deux giolittiens, deux socialistes réformistes, un catholique. C'est bien un ministère national, puisque tous les partis, — à l'unique exception des socialistes officiels, qui s'en sont eux-mêmes exclus en se séparant de la nation, — y ont au moins un représentant ; et c'est encore un ministère national, parce que toutes les régions y figurent au moins par un de leurs fils ou de leurs élus, condition tacite de la formation d'un Cabinet durable dans l'Italie depuis un demi-siècle unifiée, mais divisée pendant des siècles. M. Boselli, d'origine ligure, représente une circonscription piémontaise ; M. Ruffini vient de Turin ; M. Meda, de Milan ; M. Carcano, de Come ; M. Raineri, de Plaisance ; M. Bissolati est de Crémone ; M. Sonnino est Toscan ; l'amiral Corsi est Romain ; M. Bonomi, avant d'être député, a été conseiller municipal et assesseur ou adjoint de la ville de Rome ; M. Comandini est Romagnol ; le général Morrone et M. Arlotta sont Napolitains ; M. Colosimo est Calabrais, comme M. Luigi Fera ; M. Orlando est Sicilien. La crise ouverte par la chute du ministère Salandra a donc été parfaitement résolue en ses raisons mêmes, ou en ses motifs, ou en ses prétextes. On a dit de cette crise qu'elle remontait au mois de janvier ou de février, que M. Salandra l'avait rendue inévitable quand, dans son discours de Turin, il avait hautement fait entendre que son ministère resterait jusqu'au bout ce qu'il était, conservateur et libéral, qu'il vivrait et qu'il mourrait dans la même doctrine et avec les mêmes hommes. Ce n'est pas encore assez dire. Dès le mois de novembre ou de décembre 1915, des menées que nous nous refusons le droit de qualifier d'intrigues, le minaient et le rongeaient déjà, et il allait ou il traînait, se dépouillant chaque jour de sa substance, quels que fussent ses mérites et ses services. Qu'est-ce qu'on lui reprochait alors ? Une seule chose, qui revenait dans toutes les conversations ; nous l'avons cent fois entendue là-bas et nous l'avons dix fois répétée ici : une certaine mollesse, *una certa fiacchezza.*

Mais il ne faut pas être injuste et, pour notre part, nous ne voulons pas l'être. Nous ne laisserons pas partir sans un hommage M. Salandra, à qui, dans notre gratitude, nous associons M. Martini. Tous les deux, avec un troisième, M. Sonnino, furent les bons artisans de la grande œuvre ; il y eut un jour où ils se révélèrent non inférieurs aux plus grands.

Dans la séance du 10 juin, un orateur, M. Graziadei, je crois, s'est ingénié à écraser M. Salandra sous le poids de la mémoire de Cavour. « Cavour, à votre place, aurait fait ceci, aurait fait cela. » Qui le sait ? C'est le cas de le dire : *Chi lo sà ?* Cavour n'eût peut-être pas fait du tout, dans le détail de la conduite à tenir, ce que croit M. Graziadei, — nous nous en remettons là-dessus à l'arbitrage de l'expert M. Ruffini, qui, sans doute, connaissant à fond le sujet, entourerait de réserves sa sentence. Mais, pourtant, j'ose bien écrire que, dans l'ensemble, Cavour eût fait précisément ce qu'a fait M. Salandra. Comme lui, il eût vu, dans le même ciel, à la même place, « l'étoile d'Italie. » Comme lui, entre le « oui » et le « non, » il eût du même ton, à la même heure, prononcé le « oui » solennel sans détour et sans retour. Parlant, comme lui, du Capitole, il eût exactement dit ce que dit le « modeste citoyen » de Lucera, haussé par la majesté du lieu à la majesté même des consuls de Rome. Pas plus que lui peut-être, il n'eût fait fléchir ses principes, ni élargi son gouvernement; pas plus que lui, et peut-être moins encore, car un Cavour s'accommode mal de se détendre et en quelque sorte de se dissoudre, en se multipliant, en se monnayant. Que M. Salandra retourne donc avec sérénité à ses études de politique et de législation, qui ne cessèrent jamais de lui être plus chères que le pouvoir ou ce qu'on nomme ainsi dans le train courant des temps ordinaires. Le pis que l'histoire, même partiale, puisse dire de lui, c'est ce qu'il a, de sa propre main, dans son élégant essai sur *Manfred au Chant troisième du Purgatoire*, noté que Dante dit de Virgile : « Ce fut l'homme à la conscience pleine de dignité et nette, qui ne pécha tout au plus que par « *ne pas faire.* » Nous ne demandons pas mieux que de saluer d'avance, en ses successeurs, l'énergie dont ils l'ont accusé de manquer, et qui se mesurera à ce qu'ils feront.

L'état-major italien, au milieu de ces agitations, a déjà donné des preuves de sa fermeté. Qu'il soit vrai ou qu'il ne le soit pas qu'une défensive mieux préparée eût pu arrêter plus longtemps et plus loin l'attaque de l'armée autrichienne, cette attaque est maintenant contenue. Lentement, par une répétition d'efforts locaux, puis

brusquement par une opération plus ample, vers Arsiago et Arsiero, la situation s'est renversée. Les troupes royales qui, depuis la première, surprise, n'avaient plus reculé, recommencent à avancer. Évidemment, ou très probablement, la vigoureuse, la furieuse et victorieuse offensive prise à l'improviste par les Russes sur une grande partie de leur front n'y a point été étrangère. L'Autriche s'est vue subitement en tout autre posture qu'en posture de conquérante. A-t-elle dû, comme on le croit à Pétrograd, rappeler des troupes engagées ailleurs, et, de cette manière, la Volhynie ou la Bukovine ont-elles allégé le Trentin? Les Italiens, qui sentent encore l'étreinte, ne paraissent pas en être convaincus. Pourtant il est certain qu'un corps d'armée, et peut-être plusieurs corps d'armée allemands, ont été enlevés de chez nous ; à moins qu'on ne se soit contenté de les faire passer d'un secteur à un autre et de les amener, c'est une supposition, des Flandres ou de l'Artois à Verdun ; mais, dans ce cas, comment et de quoi, sur la Dwina, Hindenburg s'est-il renforcé? De quoi et comment se sont tant bien que mal regarnis les rangs autrichiens vidés par les assauts foudroyans de Broussilof? Plus de 180 000 hommes, près de 200 canons, un matériel de guerre considérable, une province presque tout entière, des villes comme Czernovitz, des milliers de kilomètres carrés, pris ou repris ; une des armées autrichiennes séparée des autres, coupée en deux tronçons, eux-mêmes réduits à l'état de squelettes, rejetée dans les passes ou clouée à la muraille des Carpathes ; les Bavarois, au Centre, et les Prussiens, au Nord, ayant assez et trop à faire que de secourir leurs alliés en déroute ; Kimpolung et Kouty occupés après Czernovitz ; Kolomea menacée ; tels sont, en une quinzaine, les résultats proprement militaires. Les conséquences politiques ne sont pas moindres ; elles sont plus importantes encore. C'est premièrement un effet moral, la démonstration, à la face du monde, amis, ennemis et neutres, que cette Russie qu'on disait morte depuis l'année dernière vit, au contraire, d'une vie intense et formidable, tirant de ses immenses réservoirs des ressources que toute la voracité d'une guerre infernale n'épuiserait pas en dix ans. C'est aujourd'hui, ou ce sera demain, le contre-coup d'événemens heureux sur la Roumanie, à la frontière de laquelle tout se passe, vers qui refluent les débris de l'armée Pflanzer pourchassée, et qui regarde, troublée et nerveuse revenir à elle une occasion, une chance, une possibilité. Sans doute, dans le même temps, Verdun est pressé et Vicence ne respire pas encore tout à fait librement. Mais si, avec une coordination que tant

d'obstacles font imparfaite, bien qu'on ait pu dire récemment qu'elle se resserre de jour en jour, de si grands avantages ont été obtenus, que ne serait-on pas fondé à en espérer quand, par la concordance exacte des mouvemens dans le temps, la formule : une action unique sur un front unique, serait devenue une vérité? Elle ne le deviendra absolument que lorsque l'action unique aura été assurée par une direction, tranchons le mot : par un commandement unique ; au commandement unique est liée cette concordance nécessaire. C'est la faiblesse des coalitions, de celles surtout dont les membres sont séparés par de vastes espaces, sans même tenir compte des autres différences, d'être des machines très lourdes et très difficiles à régler. Il n'y a qu'un remède à cette faiblesse, et c'est d'assembler, de réunir, autant qu'il se peut, malgré la politique et la géographie, tous les ressorts dans une seule main. Ce remède, l'antiquité l'avait trouvé : *Saluberrimum in administratione magnarum rerum est, summam imperii apud unum esse.* Les nations modernes n'en ont point trouvé d'autres, parce qu'il n'y en a pas d'autres. Mais, dira-t-on, ce serait à merveille si nous avions un César, un Napoléon. Même sans César et sans Napoléon, l'unité vaut mieux que le partage. « On peut légitimement conclure qu'il vaut mieux confier une expédition à un seul homme de commune prudence, qu'à deux hommes ensemble, fussent-ils de génie, s'ils étaient revêtus de la même autorité. »

De concert, les trois Puissances protectrices de la Grèce, — la France, l'Angleterre et la Russie, — se sont enfin décidées à prendre vis-à-vis du gouvernement du roi Constantin l'attitude qui convenait. Elles ont signifié à Athènes leurs conditions : 1° démobilisation réelle et totale de l'armée grecque ; 2° remplacement immédiat du ministère Skouloudis par un cabinet d'affaires, provisoire ; 3° dissolution de la Chambre des députés, suivie, dans le délai le plus court, de nouvelles élections, réellement générales et libres ; 4° remplacement, d'accord avec les Puissances, de certains fonctionnaires de police plus spécialement compromis. L'Italie, qui ne pouvait agir comme Puissance garante, a fait de son côté une démarche parallèle visant la démobilisation des troupes grecques en Épire : l'Entente, ici encore, se présente donc au complet. Il n'y a pas eu lieu d'insister. M. Zaïmis, par commission du Roi, s'est rendu auprès des représentans des trois Puissances protectrices, pour leur apporter sans retard toute satisfaction. Le ministère Skouloudis est parti ; l'armée va être remise sur le pied de paix ; la Chambre va être dissoute, et des élections sont prévues pour la première semaine d'août ; quant aux fonctionnaires de la po-

lice, on en sacrifierait de plus intéressans. — En résumé, il a suffi que, du Pirée, les Athéniens subtils aperçussent à l'horizon la fumée des navires de l'amiral Moreau : tout est rentré sur-le-champ dans une apparence d'ordre. Mais ne nous y trompons pas et disons-nous sans illusion : une apparence. Les résolutions du roi Constantin étant ce qu'elles ont dû être, on n'a pas de peine à imaginer quels peuvent être ses sentimens, attisés à la flamme du foyer domestique. Il sera sage, après avoir fait approcher l'escadre, de ne pas la faire éloigner : Patras, Calamata, le Pirée et Volo, décrivent et ferment, pour un moment, le cercle de ses évolutions.

Ce n'est certes pas de gaieté de cœur que Guillaume II a laissé son beau-frère incliner et même immoler son orgueil. L'impassibilité, de sa part, ne peut être, en la circonstance, que de l'impossibilité. Et de fait, en dépit de l'acharnement contre Verdun, à quoi que les hécatombes accumulées doivent aboutir, les affaires de l'Empire, somme toute, vont mal. L'Allemagne, par force et par rage, se montre plus hargneuse, plus perfide, plus effrontée et éhontée que jamais. Elle intime à la Suisse une sommation insolente; elle suscite aux États-Unis tous leurs embarras mexicains, dans un dessein qu'il n'est pas malaisé de percer, mais qui échouera. Si l'on veut se rendre compte de ce qu'elle a dès à présent perdu dans l'opinion universelle, on n'a qu'à observer le jeu des deux candidats à la présidence de la République américaine : aussi bien le républicain M. Hughes que le démocrate M. Wilson, tous deux se défendent, et chacun d'eux accuse son concurrent, d'être le favori des Allemands de l'ancien ou du nouveau monde. En d'autres temps, ils se seraient disputé leur appui. Mais il en est d'un mauvais pas comme d'un mauvais ouvrage : plus n'ont voulu l'avoir fait l'un ni l'autre. Ce n'est pas seulement le mark qui baisse. L'Empereur n'est pas déprécié seulement en effigie. Le désert se fait autour de l'Allemagne; autour d'elle s'établit comme un blocus moral auprès duquel le blocus naval n'est rien. Les peuples, grands et petits, s'écartent. Il n'est pas jusqu'aux Arabes qui ne se soient, à cause d'elle, brouillés avec les Turcs. — Encore une indication du dynamomètre.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

CHOSES D'ESPAGNE

I

Les fidèles de la science, de la philosophie et de l'art sont, en France, et de tous les Français, les moins familiers avec la politique. Ils lui sont devenus plus étrangers à mesure qu'elle-même s'est faite plus étrangère à l'étude, à la raison et à la beauté. Ce n'est pas à dire qu'ils se désintéressent de leur patrie. Leurs travaux mêmes les obligent à connaître la continuité, les renouvellemens, les richesses du génie national : envers lui leur compétence rend leur piété plus consciente, plus universelle, et si d'autres aiment autant la France, eux savent mieux ce qu'il en faut aimer.

La France n'ignore pas combien ils sont à elle et, à son tour, elle tient à adopter pour siens les principaux de ceux qui l'honorent par un effort où ils ne paraissent pas occupés d'elle. Dans leurs retraites elle les cherche ; de leur dispersion elle les rassemble en un corps de l'État ; elle a donné son nom à leur compagnie, l'Institut de France, et en attirant sous une seule et célèbre Coupole les supériorités qu'elle consacre, elle les encourage à servir d'un zèle commun l'intérêt public.

L'Institut de France n'a pas failli à cette mission. Depuis la guerre, les sollicitudes de son patriotisme furent multiples. Des manifestes collectifs ont associé sa voix à celle de la patrie, ses savans ont mis au service de la défense nationale leurs laboratoires, ses messagers volontaires ont porté aux pays où l'on hésite à nous être favorable les bonnes raisons de se décider. La dernière de ces collaborations était tentée en Espagne, il y a

quelques semaines, par quelques membres de nos Académies.

A leur projet n'avaient pas manqué les contradictions. « Qu'allez-vous faire, leur disait-on, chez le plus résolu, le plus impassible, le plus fermé des peuples neutres? Comptez-vous sur une justice que l'invasion de la Belgique n'a pas émue, sur une humanité que les excès dénoncés par les victimes mêmes n'ont pas attendrie? D'avance vous désespérez de le gagner, puisque vos plans se bornent à l'entretenir de philosophie, de science, d'histoire et d'art, c'est-à-dire des sujets les plus étrangers aux conjonctures actuelles, quand il n'y a d'yeux et d'oreilles que pour le drame de la guerre. Les plus illustres maîtres de la pensée pure égarent leur autorité, s'ils la hasardent parmi les agitations des armes et des foules. Archimède ne se trouva pas bien d'avoir quitté la solitude de son cabinet pour suivre les problèmes habituels à son génie, dans le tumulte d'une ville assiégée. Un sort plus obscurément funeste, mais fâcheux encore se prépare pour vous : les orateurs, comme la nature, ont horreur du vide, au moins du vide dans les auditoires, et c'est le vide qui vous attend. »

A quoi les partisans du voyage répliquaient :

« Avant de blâmer, veuillez comprendre. Nous ne prétendons pas changer les dispositions militaires de l'Espagne. Elle seule a à prendre conseil d'elle-même. Ses troupes, si estimables soient-elles, ne manquent pas à nos armées. Il nous serait précieux qu'au moins ses sympathies fussent avec nous; mais c'est encore son affaire plus que la nôtre. Ne pas obtenir justice n'est qu'un malheur; la refuser est une faute, où ne s'obstinera pas l'Espagne, car l'Espagne est une conscience. Il ne faut pas retarder ses scrupules par ses défiances contre l'importunité des sollicitations : le plus court est d'attendre l'heure où elle se lassera d'accorder, comme à des fautes vénielles, l'amnistie de son silence aux iniquités criantes et aux crimes atroces.

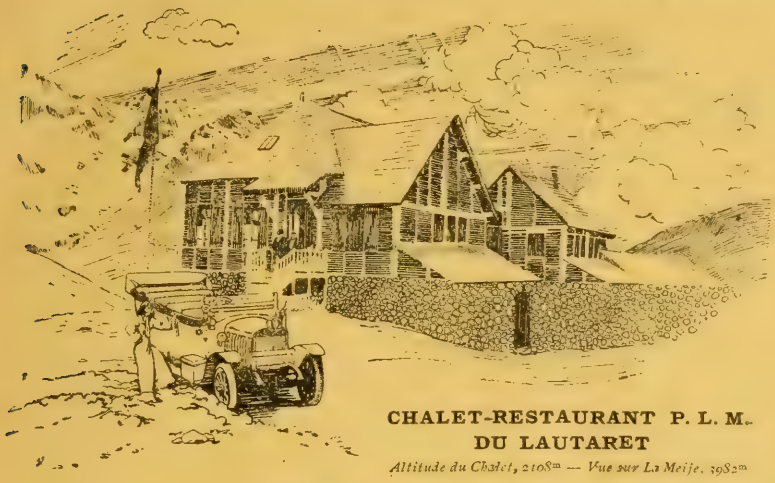
« Mais dans cette guerre il y a autre chose que la guerre. Elle est plus qu'un accès chronique des colères habituelles entre peuples, elle est l'affirmation d'une doctrine née avant la guerre et née pour survivre à toutes les guerres. Elle est une tentative pour mettre les faits d'accord avec le dogme que l'ordre naturel du monde exige la souveraineté universelle de l'Allemagne. La voix cruelle et confuse de ses canons s'ajoute à la

voix calme de ses philosophes, précise de ses savans, prophétique de ses poètes, impérieuse de ses écrivains, hautaine de tous les Allemands répandus sur la terre, et c'est l'immense rumeur d'une seule pensée. Le genre humain a une mission : transformer en grandeur la petitesse de l'homme. Par des êtres fixés chacun sur une imperceptible parcelle du sol, il occupe l'univers; par la somme de leurs forces minuscules, il assemble sa force irrésistible; et par la succession de leurs vies éphémères, il perpétue sa continuité. Il a donc toute l'importance qu'ils n'ont pas, et il ne peut rien que par leur aide : de l'homme il a à la fois tout à attendre et tout à craindre. Car chacun, mû par son libre arbitre, heurte aux désirs des autres ses désirs, et l'anarchie des efforts contradictoires n'est pour les individus que souffrance et pour le genre humain que stérilité. La civilisation a commencé avec la discipline qui limitait cette anarchie. Peu à peu les luttes entre les personnes furent contenues par l'autorité de la famille, celles entre les familles par l'autorité de la tribu ou de la commune, celles entre communes ou tribus par l'autorité de la race ou de l'État. Aussi loin que l'État commande, ses lois règlent souverainement les rapports des hommes entre eux, avec lui, et maintiennent parmi ses sujets la paix, c'est-à-dire la société. Mais l'État est la plus vaste étendue où les hommes vivent sous la dépendance d'un seul pouvoir. Entre les États, multiples comme les races, il n'y a pas de droit reconnu et sanctionné. Ils gardent les uns contre les autres le droit de nature, c'est-à-dire le droit de la force. C'est par grandes masses qu'ils sont organisés pour se soustraire à tout pouvoir supérieur à eux et rester redoutables les uns aux autres. Même lorsqu'ils se disent pacifiques, ils mesurent leurs progrès au déclin de ceux qui les entourent, pratiquent la paix de façon qu'elle prépare les guerres, imposent aux faibles les lois de la violence heureuse, et nomment ce régime la civilisation.

« Un ordre si imparfait, conclut la logique allemande, ne saurait être tout l'avenir du monde. Ce qui est commencé réclame et prépare un achèvement. Ainsi que les individus se sont groupés par familles, les familles par régions, les régions par États, les États doivent se subordonner à un pouvoir universel. L'évidence de cette nécessité est telle, que plusieurs fois ils ont entrepris de se créer l'ébauche d'un droit commun et

d'une autorité commune. Mais toujours la crainte de se lier l'a emporté sur la volonté de s'unir, ils se sont défendus des plus légitimes engagemens comme d'une dépossession, et toutes les tentatives faites pour amoindrir leur arbitraire ont prouvé qu'ils tenaient à leur arbitraire comme à l'essentiel de leur souveraineté. Il n'est pas probable que leurs volontés se donnent jamais un tuteur, et, fait selon leurs vœux, il n'aurait ni prestige, ni permanence, ni autorité; mais son avènement, sa stabilité, sa puissance peuvent être l'œuvre de la nature. Elle ne saurait préparer un changement plus fécond et plus légitime que si elle rompt entre les États l'équilibre conservateur d'anarchie, pour remettre à l'un des peuples les dons avec les signes du commandement. Et douter qu'elle prépare les évolutions faites pour rendre certain et durable le progrès utile à l'univers serait prétendre que le destin de l'univers appartient au hasard. Tôt ou tard donc, une race choisie pour compléter la civilisation présentera, comme preuves de sa tâche, ses mérites. Le jour où cette race deviendra sans égale, les temps seront proches pour la dernière transformation de la société. Dès lors, le devoir impérieux s'imposera à cette race de hâter son avènement, de donner, par ses desseins, ses vertus, son savoir, ses méthodes et ses goûts, une direction aux peuples, de mettre toutes leurs activités obéissantes au service d'une pensée maîtresse. Quelle économie d'efforts, quelle fécondité de résultats, quelle transformation du monde quand, au lieu de se combattre au profit de leurs égoïsmes contradictoires, les peuples serviront de leurs forces unies et dociles les plans conformes à l'intérêt du genre humain! C'est pourquoi la race capable de former ces plans n'a pas le droit de se montrer patiente aux indépendances qui entretiennent les anarchies. S'il est souhaitable que les peuples acceptent de bon gré le progrès, il est nécessaire que le progrès s'accomplisse, et, plus vite le genre humain obéira, plus vite il sera heureux. La race éducatrice, par cela seul qu'elle sera la plus parfaite, sera la plus féconde et la plus saine, et comme à ses supériorités du corps elle joindra les supériorités de l'esprit, elle n'aura pas de rivaux dans la puissance militaire. Elle a le devoir strict de contraindre par cette puissance tous ceux qui lui résistent. Comme leur avantage est inséparable de sa suprématie, plus vite elle les contraint, mieux elle les sert, et tout ce qui est efficace est légitime.

LA SAISON D'ÉTÉ DANS LES ALPES FRANÇAISES



CHALET-RESTAURANT P. L. M. DU LAUTARET

Altitude du Chalet, 2108m — Vue sur La Meije, 3982m

Au moment où les familles forment leurs projets de voyages à l'occasion des grandes vacances, il est intéressant de leur signaler qu'elles trouveront cette année, au triple point de vue des trains, des hôtels et du tourisme, de nombreuses ressources dans la région des **ALPES FRANÇAISES,** qui comprend à la fois :

d'importantes villes d'eaux telles que : **Aix-les-Bains, Evian-les-Bains, Thonon-les-Bains, Saint-Gervais-les-Bains, Allevard-les-Bains, Uriage, Moutiers-Salins, Brides;**

et les centres de tourisme les plus réputés : **Chamonix** et ses environs, **Mégève, Annecy** et les bords du lac, **Grenoble, Saint-Pierre-de-Chartreuse, Bourg-d'Oisans** et le **Lautaret, Pont-en-Royans** et **Villard-de-Lans** en Vercors, **Pralognan** en Tarentaise.

Les bons trains qui mettent en relations Paris avec la **SAVOIE** ou avec le **DAUPHINÉ** sont des express *de nuit* qui prennent des voyageurs de toutes classes et comportent des voitures directes sur les principales destinations, avec places de luxe : lits-salon, couchettes, vagon-lits. Les sujétions imposées par les transports de la défense nationale, qui se suivent sans interruption sur les

grandes artères du réseau P. L. M., n'ont pas permis de rétablir les grands trains de jour qu'avant la guerre la Compagnie mettait en circulation l'été.

Les hôtels sont ouverts pour la plupart et en parfait état pour recevoir la clientèle, qui peut trouver, même dans les principales stations balnéaires, des établissements de différentes catégories appropriés à toutes les convenances.

Au point de vue du tourisme, les voyageurs ont à leur disposition, pendant la saison du *1er Juillet* au *15 Septembre*, les voitures **des SERVICES AUTOMOBILES DE LA ROUTE DES ALPES,** créés en 1911 par la Compagnie P.-L.-M. pour desservir la grande voie touristique qui s'étend de **NICE à EVIAN-LES-BAINS,** en longeant le majestueux massif des Alpes Françaises. Ces services ont dû être restreints depuis l'ouverture des hostilités, en raison des réquisitions qui ont été pratiquées sur le matériel automobile, mais ils seront rétablis, l'été prochain comme l'été dernier sur le parcours **de BRIANÇON à EVIAN-LES-BAINS** *par le Col du Lautaret, Bourg-d'Oisans, Uriage, Grenoble, les Trois-Cols de la Chartreuse, Chambéry, Aix-les-Bains, Annecy, le Col des Aravis, Saint-Gervais-les-Bains, Chamonix et Thonon-les-Bains.*

L'organisation des services permet d'effectuer, dans la même journée, à des prix réduits, le voyage aller et retour *de Grenoble au Lautaret, où se trouve le chalet-restaurant P.-L.-M. à 2.108 mètres d'altitude, de Grenoble ou Chambéry ou Aix-les-Bains ou Annecy à la Grande-Chartreuse, avec visite du Monastère, d'Annecy au Col des Aravis, etc....*

En **TARENTAISE**, la Compagnie P.-L.-M. a maintenu le service *de Bourg-Saint-Maurice à Val-d'Isère*, d'où l'on peut franchir facilement le Col de l'Iseran qui sépare la Tarentaise de la Maurienne, ainsi que le service *de Moutiers-Salins à Pralognan* qui aboutit au pied des Glaciers de la Vanoise.

Si l'on ajoute à cela que la Savoie et le Dauphiné abondent en lieux de villégiature où l'on peut jouir pendant l'été, grâce à l'air vivifiant des montagnes, d'un séjour agréable et reposant, les familles se décideront à passer leurs vacances dans la belle et attirante région des Alpes françaises.

L'Agence P.-L.-M. de renseignements, 88, rue Saint-Lazare, est en mesure de fournir tous renseignements.

18131 Imp. MAULDE, DOUMENC et Cie, 141, rue de Rivoli, Paris.

« Cette race existe. Le titre certain de l'Allemagne à l'hégémonie n'est pas son éminence en certaines qualités, privilège qui appartient à plusieurs peuples : c'est l'équilibre des dons universels, privilège qui, avant elle, n'avait appartenu à personne. Elle produit des ouvriers pour toutes les tâches. Qui a pénétré si profondément les subtiles ténèbres de la raison pure ? Qui a illuminé par plus de certitudes les recherches de la science ? Qui a tiré du savoir autant d'avantages ? qui a, par l'industrie et le commerce, créé une richesse si rapide ? qui a mieux défendu la vie contre la maladie, le vice et la misère ? Qui a mis une égale méthode dans une égale activité, et, par un art comparable d'organisation, prêté aux spontanéités de l'effort individuel la beauté d'une marche sûre et d'un génie général ? Qui, après avoir tout prévu, tout entrepris, tout régularisé en Allemagne, a autant porté aux autres races, par la surabondance de sa population, l'exemple partout le même de sa fidélité à ses origines, de sa concorde, de ses aptitudes, de ses mœurs et de sa prospérité ? qui s'est fait une pareille place, si vite, par tant de dons, en tant de lieux ? Il ne reste plus qu'à étendre partout cette culture, fût-ce par les armes. Car lorsque la force appartient à un peuple comme la récompense et la forme synthétique de ses autres supériorités, et quand il l'emploie à préparer au genre humain un avenir meilleur, la force est le droit.

« Nous pensons, nous, qu'un temps où une telle doctrine domine une telle guerre n'est pas seulement le jouet de la pire violence, mais est menacé par une maladie de la raison. Et cette déraison nous effraie plus que toutes les douleurs : car, pour le genre humain, le mal suprême est de prendre l'erreur pour la vérité. Les batailles les plus vastes n'entraînent pas dans leur mêlée tous les États, les plus cruelles ne détruisent pas les peuples entiers, les plus longues sont courtes dans la vie nationale, les plus décisives ne changent que les bornes de quelques frontières sur le vaste monde, et la durée n'est pas promise à leur malfaisance. En vain la hache a eu raison de la forêt, sous les générations abattues poussent les générations nouvelles : après un peu de temps, le bûcheron n'est plus et la forêt demeure. Ainsi, tant que les vaincus du droit gardent leurs griefs contre l'iniquité de leur sort, leur constance peut trouver une complice dans l'inconstance de la fortune et

prendre sa revanche. Mais si l'intelligence humaine se laisse tromper sur ce qui est le bien et le mal du genre humain, si la raison donnée à l'homme pour le conduire s'égare, si la lumière l'aveugle, où est le remède? Tandis que la violence exerce sur la matière seule un empire impuissant sur l'esprit, le sophisme s'empare de la volonté même et, sous apparence de se soumettre à elle, la soumet à ce qu'il persuade. Tandis que la violence a le bras court et, même où elle atteint, se lasse par la durée de son effort, le sophisme gagne d'avance les intelligences aux faits qu'il prépare, trouve à conquérir partout où elles pensent, et, loin de s'affaiblir, se fortifie de toutes les adhésions qui le propagent. Qu'une confiance crédule se laisse prendre au piège tendu par l'Allemagne, que la tentatrice déconcerte par l'ostentation de sa force, qu'elle séduise par l'apparence de son infaillibilité, qu'elle abuse sur les suites de son empire, qu'elle donne à la servitude universelle un air d'avantage général et de nécessité invincible, le vœu ou la soumission de tous conspireront avec le régime le plus humiliant et le plus funeste pour le monde.

« C'est contre ce péril qu'il faut défendre les intelligences et que nous voudrions lutter. La doctrine qui le prépare se recommande de la philosophie, de la science, de l'histoire, d'une évolution naturelle. Ceux qui ont quelque droit d'engager l'histoire, la science et la philosophie sont mis en demeure de répondre. Les principales Universités d'Espagne nous ouvrent leurs chaires et l'opportunité de rapports avec les professeurs, les étudians, et la minorité éducatrice qui aime les idées, les reçoit et les répand. Par les sujets de nos leçons, un démenti sera opposé à certains postulats du mensonge qui tente de servir la tyrannie universelle. Nous le combattrons d'une parole plus libre et plus directe dans les réceptions auxquelles nous sommes conviés déjà, dans les banquets où l'on désirera nous entendre, et dans les entretiens particuliers. Et nous tentons l'épreuve en Espagne, parce que, de tous les peuples peut-être, le plus contraint par son caractère, par ses croyances, par ses gloires à répudier toute mainmise d'une race sur l'indépendance des autres races, est le peuple espagnol. »

C'est ainsi qu'il y a bientôt deux mois, MM. Perrier quittant le Muséum, Bergson le Collège de France, Widor le Conservatoire, et Imbart de la Tour ses livres sur la Réforme, passèrent

les Pyrénées. Je m'étais joint à eux. Si l'on demande à quel titre, je répondrai comme le Petit-Jean des *Plaideurs* : « Moi, je suis l'Assemblée. » Après avoir vu et entendu, et pour ne pas rester tout à fait inutile parmi eux, je veux dire ce qu'ils ont fait.

II

Entreprendre une longue route avec l'espoir de trouver à qui parler, et cela parce qu'on se sait résolu à taire toutes les controverses irritantes et qu'on invoquera seulement la raison, est un très audacieux acte de foi dans la conscience humaine. La tentative serait simple, si l'état naturel des gens était l'impartialité. Mais il n'y a de simples que les psychologues, quand la bonté de la cause les rend sûrs du juge. Hommes et peuples, au contraire, font de leurs préjugés leurs conseilleurs intimes et ne se laissent guère persuader par qui leur déplaît.

C'est une de nos faiblesses nationales de croire que nous sommes aimés. Comme nous nous sentons sans jalousie, que nous ne formons de mauvais desseins contre personne et que même le bonheur des autres est une part de notre propre bonheur, nous espérons d'eux la même justice. Nous l'obtiendrions mieux sans une disposition d'humeur que nous tenons pour un agrément. Comme nous nous distrayons sans méchanceté aux aspects plaisans des choses et des êtres, sans nous excepter nous-mêmes, nous convions les autres à prendre leur part de la gaîté qu'ils nous inspirent. Or cette disposition d'esprit n'appartient qu'à nous, elle reste incomprise des autres peuples. Pour eux, la malice contient de la malignité, la raillerie est un commencement de mépris, notre verve spontanée renouvelle les preuves d'une malveillance continue. Nous ne saurons jamais combien cette habitude nous a valu d'inimitiés. Et si nous avions encore une école de diplomates, il faudrait leur répéter comme un des préceptes les plus essentiels à leur métier : « Gardez-vous de la belle humeur au dehors; l'esprit français n'est pas un article d'exportation. »

Il n'y a pas un pays où ce rire ait sonné plus faux qu'en Espagne. L'Espagnol ne rit guère. Sa destinée lui a rendu familières les grandeurs et les épreuves; ni les unes ni les

autres n'enseignent la gaîté. A l'image de son sol et de son histoire, il est grave. Dans les étroitesses de sa fortune présente, le souvenir d'un passé où il fut le premier ajoute à ce sérieux une susceptibilité qui trouve souvent, et cherche peut-être, les occasions de souffrir. Il aime les temps où nos fortunes traitaient en égales, où ses infantes devenues nos reines renouvelaient le sang de nos rois, tandis que sa littérature venait féconder la nôtre, dans une aussi noble union. Mais après le XVIIe siècle, le dernier où la France ait eu du sérieux et l'Espagne du bonheur, les destinées se séparent. Les nôtres demeurent éclatantes, les siennes vont s'effaçant, et tandis que nous imposons nos succès ou nos revers à l'attention du monde, notre voisin immobile sent s'épaissir sur lui l'obscurité de l'isolement, et, plus jaloux dans sa puissance amoindrie, a peur d'être devenu pour nous un parent pauvre. Ne s'occupe-t-on pas de lui, on le néglige : s'en occupe-t-on, on le méconnaît. Tantôt les Pyrénées trop hautes élèvent entre lui et nous un grand mur d'oubli, tantôt trop accessibles elles laissent passage à nos offenses, à l'irrespect de nos surprises, de nos critiques, de nos incompréhensions, devant ses œuvres, ses sentimens, ses mœurs, ses goûts. Un peu oublieux des Français qui n'ont pas cessé d'être pieux et tendres pour toutes ses gloires, il garde quelque rancune à l'homme qui rit, au Français qui n'a vu dans les Espagnols que des rôdeurs de balcon, des tueurs de taureaux, des rouleurs de cigarettes et des racleurs de guitares.

Serait-il vrai que ces griefs de l'Espagne contre la France soient querelles d'amoureux, que, précisément depuis le XVIIIe siècle, les précédentes concordes des deux pays aient été fortifiées par une union plus continue, plus intime, plus essentielle, et que la sympathie soit une conséquence forcée des doctrines entre deux peuples parvenus à penser de même sur les droits des hommes et l'avenir des sociétés? Il y aurait au contraire une extrême légèreté à tenir les emprunts de la politique espagnole à certaines méthodes de la Révolution Française comme la preuve d'une solidarité intellectuelle et morale. Et il n'y a pas plus dangereuse méprise dont il faille éclaircir les confusions.

Jusqu'au XVIIIe siècle, l'Europe faite par les débris de l'Empire romain vivait de stabilité. Elle avait, comme règle

suprême de sa vie, une morale qu'elle croyait révélée par Dieu même et dont le sacerdoce gardait le dépôt immuable; elle partageait le soin des intérêts terrestres entre des corps autonomes, hiérarchisés, perpétuels, qui, par l'autorité des plus aptes et des meilleurs, tenaient la multitude en obéissance, en ordre et en paix. Le XVIIIe siècle s'aperçut que, dans cette solide structure, l'homme n'était pas seulement clos, mais captif, mais emmuré : non seulement les pouvoirs sociaux l'empêchaient d'ébranler les fondations qui dans l'édifice étaient l'œuvre divine, mais ils régnaient en maîtres sur les affaires purement terrestres de la communauté et sur la vie de chacun. Transmettre intacte à l'avenir une tradition des intérêts généraux et collectifs, ne pas abandonner les murs de soutènement au caprice du premier venu qui ébranlerait leur équilibre et leur durée, était une sollicitude légitime; mais la pousser au superflu était sacrifier les vivans à ceux qui ne sont plus et à ceux qui ne sont pas encore. Sans démanteler l'enceinte des institutions intangibles, n'était-il pas juste de reconnaître aux hommes plus de droits sur leurs affaires purement terrestres? Puisque la raison suffit à conduire celles-ci et que la raison n'est pas un monopole confié à quelques-uns pour le profit de tous, mais se partage entre tous comme le trésor de chacun, chacun n'avait-il pas aptitude pour régler seul ses activités particulières, et pour jeter sur les affaires générales, c'est-à-dire communes à tous, le regard non d'un étranger, mais d'un maître? Ce que la raison avait droit de se demander, la France, au XVIIIe siècle, se le demanda. Contre les excès de l'autorité, ses excès et non ses principes, elle soutint les franchises de l'autonomie individuelle. Cette modestie de désirs qui bornait la réforme à la guérison de l'abus, cette certitude que l'avènement de la liberté était contenu dans les révélations du christianisme sur la dignité humaine, cette justice pacifique, ardente, tendre, qui cherchait sa perfection, remplirent alors l'âme française. Et par le rayonnement cette foi devenue apostolat, puisqu'elle était française, devint à son tour l'espérance universelle. Cette réforme ne suffisait pas à une minorité d'esprits absolus, haineux et destructeurs, qui imposaient à la raison, pour droit suprême, de croire à elle seule, et, pour tâche essentielle, d'assigner à son tribunal, comme suspectes, toutes les lois respectées jusque là comme intangibles. L'existence d'un créateur qui eût borné la souve-

raineté à l'homme par ses commandemens et par ses mystères, une morale de continence et d'humilité importunaient à la fois l'orgueil et les faiblesses de ceux qui se jugeaient parfaitement sages et bons. Et tandis que le vœu général aspirait seulement à accroître dans la société la place de l'homme, l'effort des philosophes tendait surtout à supprimer dans la société la place de Dieu.

Si, depuis le jour où nos révolutions commencèrent de s'essayer au nom de la volonté publique, le respect pour elle eût été sincère chez tous les réformateurs, jamais ce plan d'athéisme ne fût passé des théories dans les faits, car il n'a jamais cessé d'être le concept d'une minorité. Jamais volonté d'un peuple ne laissa un témoignage plus authentique, plus unanime, plus intelligent que les cahiers de 1789. Ils ne furent pas la voix d'un emportement ou d'une surprise, mais l'expression calme de vœux conçus à loisir. Ils ne portent pas seulement la signature confuse de la foule, mais les signatures distinctes de chaque classe, de chaque corps, de chaque intérêt, les plus élevés et les plus humbles. Les cahiers sont pleins de réformes civiles et politiques, ils ne contiennent pas une attaque à la croyance religieuse et à la morale. Cette guerre n'était pas plus dans les projets de ceux qui firent la seconde République pour accroître l'influence du populaire sur le gouvernement. Elle n'était pas davantage dans le dessein de la France quand, après la chute du second Empire, et désillusionnée du pouvoir personnel, elle établit la troisième République par les mains d'une Assemblée conservatrice et chrétienne. Et pourtant, les changemens entrepris en faveur de la liberté ont toujours mené aux luttes religieuses. A la faveur tantôt de leur habileté, tantôt de la violence, les libres penseurs se trouvent les maîtres. Et la logique de leurs doctrines prépare toujours la même réforme. La raison attentive seulement à la vie présente et persuadée que l'homme a cet étroit domaine et ce court espace pour accomplir sa destinée, c'est-à-dire être heureux, aboutit à une foi, celle-ci : tout ce qui oppose un obstacle au bonheur immédiat de l'homme est un désordre social. Dès lors, les inégalités des conditions, des richesses, du labeur ne se justifient plus et les formes diverses du socialisme apparaissent comme légitimes. Et en attendant, tout ce qui asservit l'homme dans son existence personnelle, le mariage indissoluble, la famille nom-

breuse, ne peut plus lui être imposé, et tour à tour il se libère par le divorce, l'union libre, la stérilité volontaire. Or, chacune de ces réformes a la même conséquence et plus elles émancipent la vie de l'homme, plus elles attentent à la vie de la société.

Dans l'Espagne du XVIIIe siècle, presque tous ceux qui pensaient s'associèrent à notre vœu de libertés légitimes. Ils étaient trop attentifs aux leçons de notre philosophie pour que son scepticisme ne trouvât point parmi eux quelques adeptes. Nulle part la structure religieuse de la société n'était plus complète, aussi intacte, aussi rude aux dissidences. Nulle part, les adversaires de l'Église ne devaient être plus passionnés. Mais cette hostilité les faisait trop étrangers au sentiment national pour qu'ils comptassent dans le parti des réformes, et ce parti lui-même était trop faible pour changer rien aux choses. La Révolution ne passa des idées dans les faits qu'apportée de France par Napoléon. L'Empereur, là comme partout, se montra un organisateur du pouvoir; pas plus là qu'ailleurs, il ne fut un maître de liberté; sa connaissance de ses adversaires et de ses besoins le poussait à amoindrir l'autorité et les richesses de l'Église. Dans la mémoire de l'Espagne, le premier de ses gouvernemens modernes demeura inséparable d'une invasion qui avait voulu être une conquête, et d'attaques à l'Église qui avait été l'initiatrice de la révolte et de la délivrance nationales. Pourtant la même passion d'indépendance, qui, par l'élan du peuple entier, venait de vaincre Napoléon, survécut, dans les classes les plus cultivées de ce peuple, contre une autre tyrannie, quand Ferdinand II prétendit relever son absolutisme intact dans la ruine de l'Empire français. Ces Espagnols n'admirent pas que les quelques franchises offertes à la nation par un maître étranger et le plus capable de gouverner seul, fussent refusées à l'Espagne par un roi espagnol, le plus médiocre des souverains. Contre lui ils voulurent une constitution, et lorsque, en 1823, la France revint en Espagne défendre contre eux la plénitude du pouvoir monarchique, les libertés leur furent plus chères pour avoir été combattues par l'étranger.

Ces libertés d'ailleurs, de presse, de parole, de représentation politique, n'étaient à l'usage que des classes bourgeoises : un cens élevé dans ce pays pauvre enlevait et continue d'enlever à la multitude l'influence sur les affaires générales, et un

enseignement peu expert à réduire le nombre des illettrés les laisse sans aptitude et sans curiosité pour les complications subtiles de la politique. Elles-mêmes offraient une matière restreinte à la minorité d'intellectuels qui, désireux d'organiser le régime le meilleur pour eux, ne souhaitaient ni bouleversemens dans les richesses, ni agitations dans les esprits, ni nouveautés hasardeuses. Les antipathies de quelques-uns contre le catholicisme étaient contenues par la gratitude intéressée de tous envers un si puissant gardien de la stabilité sociale. L'Église, consciente de n'être pas menacée par ces réformes, se contentait de les ralentir avec sa prudence ordinaire, et parce que l'exercice des libertés les plus légitimes prépare à la désuétude des disciplines nécessaires. Les novateurs ne se distinguaient que par les graduations infinitésimales de leurs timides audaces. Leurs idées étaient si peu différentes qu'ils ne cherchaient pas le pouvoir pour y appliquer des doctrines : les divergences de programmes fournissaient aux ambitions un prétexte pour se disputer le pouvoir. Comme les principes servaient surtout de déguisement aux intérêts, ce sont les intérêts personnels des électeurs que les hommes publics songeaient à servir ; comme personne dans l'État ne pouvait satisfaire, à l'égal du gouvernement, les cupidités, ceux qui possédaient le pouvoir avaient toutes les chances de le conserver par les suffrages. C'est pourquoi la meilleure ressource des oppositions était d'infirmer les suffrages par les émeutes, et comme la plus efficace des émeutes est celle des troupes, puisqu'elle tourne contre le pouvoir la force préparée par lui contre la révolte, les séditions militaires, tour à tour au service de tous les partis, devinrent le moyen habituel de donner ses chefs à l'État. Ainsi s'établit, au nom de la volonté nationale, un régime auquel ce qui faisait le plus défaut était le concours de la nation, et le peuple tolérait ces agitations auxquelles il restait étranger, parce que, si elles se perpétuaient à l'avantage exclusif de quelques-uns, elles ne lui causaient pas de trop grave préjudice, que les changemens de personnes ne changeaient pas sa vie, que les guerres des partis laissaient les institutions en paix.

Cette paix dura jusqu'au moment où la chute du second Empire fit en France la place à une troisième République. Dans cette République, la substitution ordinaire s'accomplit de la liberté civile à la lutte religieuse, et les hommes furent vite

ses maîtres qui tenaient pour leur fonction essentielle de remplacer la morale fondée sur une loi surhumaine par une morale fondée sur la raison incrédule. Les échos de la tentative réveillèrent en Espagne les hommes encore somnolens de la Révolution. Sous la suggestion de l'exemple, les plus hardis empruntèrent d'abord à la France la forme du pouvoir et essayèrent, de 1873 à 1875, la République; puis, par une imitation plus durable, s'instruisirent à sa philosophie d'État. Plus ils s'avouèrent adversaires du passé, plus leur faiblesse dans leur pays avait besoin de s'affermir par leur solidarité avec le gouvernement français, et celui-ci, conscient que sa tentative philosophique rompait avec l'opinion générale des peuples, sentit le prix d'une entente faite pour le soustraire à sa solitude, le transformer en initiateur et l'Espagne en disciple. Avec la hardiesse des novateurs espagnols s'accrut donc leur attraction pour la France. Ils y trouvaient répandues les formules et entreprise l'expérience d'une société meilleure, et le parti maître de la France mit une coquetterie intéressée à les convaincre qu'aussi en Espagne il suffisait à la minorité de vouloir pour s'imposer. Jamais donc la politique révolutionnaire des deux peuples n'eut des acteurs plus ressemblans, des efforts plus concertés, des desseins plus pareils.

Et, à cause de cela, cette politique souleva dans l'Espagne une hostilité toute nouvelle. En France comme en Espagne, les partis désavoués par cette opposition ne méconnurent pas son caractère, qui était surtout religieux. Mais les libres penseurs de France jugeaient moins exactement son importance en Espagne, s'ils crurent ce mouvement paralysé par l'inertie générale, s'ils le dédaignèrent comme une manœuvre du sacerdoce pour défendre ses privilèges et ses richesses. Rien de plus sommairement incomplet que de limiter une telle dissidence aux intérêts, à l'égoïsme d'un seul corps. Dans cette lutte, au contraire, l'homme d'Église fut puissant, en Espagne, parce qu'il ne combattit pas seul et pour lui seul. Personne comme lui n'a contact avec les inconnus, compagnie avec les humbles, prise sur les ignorans; mais il les émut, et avec eux les classes cultivées, parce qu'il appelait la nation entière au secours d'une cause universelle. L'Espagne, étrangère d'habitude aux querelles minuscules des factions, connut par lui la grande menace, et à lui, pour prédire les résultats pré-

parés à l'Espagne par les sectateurs de l'incrédulité française, il suffisait de montrer, dans la société française, les conséquences de ces doctrines. Elle était purement destructrice, cette raison résolue à ne maintenir rien de ce qu'elle n'avait pas créé et impuissante à rien remplacer de ce qu'elle abolissait. Génératrice d'inconstance, de provisoire, de caducité par ses prétentions mêmes à se perfectionner sans cesse, elle épuisait de fatigue dans ce mouvement perpétuel les intelligences à jamais incertaines, et refusait à l'humanité le plus nécessaire des biens, le repos dans la vérité. C'est ce repos que l'âme espagnole possédait et qu'elle ne voulait pas perdre : elle avait foi en Dieu, en l'immortalité de l'homme, en des lois données à l'homme par Dieu. Sa fidélité à ces lois avait conservé l'honneur de l'union perpétuelle entre l'époux et l'épouse, la dignité de la famille nombreuse, la décence des mœurs publiques, le courage patient sous le poids de la vie, la conscience de la dignité égale dans l'inégalité des conditions. Voilà ce que, par une volonté presque unanime, l'Espagne entendait garder intact. Les laïcs étaient nombreux qui auraient vu sans déplaisir diminuer les richesses et les privilèges du clergé et se montraient égaux à lui par leur énergie à garder l'ordre fondé sur leurs croyances. C'est la race et l'histoire qui, en eux, protestaient contre une invasion étrangère, c'est la civilisation chrétienne qui s'élevait en eux contre des nouveautés inférieures à elle. Et le principal de leur réprobation et de leur crainte allait à la France parce qu'ils redoutaient la contagion de nos doctrines sur leur propre avenir.

Ce n'est pas dans les dissentimens moraux que les sympathies grandissent. A un tel désaccord de principes s'ajouta une contradiction d'intérêts, quand la France chercha au Maroc la revanche de ses pertes en Égypte. L'Espagne considérait que, depuis l'expulsion des Maures, elle gardait contre eux un droit de suite sur leur terre africaine, et se souvenait d'avoir, sous Charles-Quint, dominé l'Afrique du Nord. Elle gardait au Maroc les débris de ces conquêtes, enclaves stériles pour elle, incommodes pour nous, et afin d'obtenir qu'elle nous les cédât, il fallut lui reconnaître des compensations ailleurs. Ce conflit se traîna long et lourd. Les trop nombreuses allées et venues de nos transactions se heurtèrent à l'idée fixe de l'Espagne que toute cette terre lui appartenait et qu'elle n'avait pas besoin de

l'avoir jamais possédée pour être frustrée par tout renoncement.

Toutes ces mésintelligences avaient eu un témoin, le plus habile à les exploiter à son profit. L'Allemagne, la dernière née des grandes Puissances et déjà par le renom la première, n'avait pas eu le temps de donner des griefs à l'Espagne, quand elle y installa en colonie une part de sa surabondante population. Elle, chez ce peuple ami de la gravité, sut prendre tout au sérieux. Par la variété de leurs marchandises, la persévérance de leurs offres, les commis voyageurs, ces uhlans de la paix, pénétrèrent dans les moindres commerces, et les premiers s'y firent vite à notre détriment des clientèles. Puis d'autres, industriels, ingénieurs agronomes et financiers, inspectèrent le sol et le sous-sol, évaluant les richesses à exploiter. Les savans vinrent enfin soumettre à leur observation la littérature et l'art espagnols. Tous poursuivaient des travaux depuis longtemps entrepris par nous. Eux avaient d'autres mérites, une patience plus obstinée, une attention plus minutieuse, des méthodes plus régulières, des prudences plus prévoyantes. Mais ce qu'ils avaient surtout de supérieur en ces mérites était l'art de les faire valoir. Entre eux et nous il y avait la différence signalée par La Bruyère entre l'homme docte et le docteur : à eux « la ceinture large et placée haut sur l'estomac. » Par les solennités de l'arrogance ils l'emportèrent sur nous aux yeux de la foule à qui la modestie n'impose pas. Grâce à elles, leurs érudits opposèrent à nos synthèses pénétrantes et à notre ingéniosité créatrice l'avantage de mépriser l'originalité et de proscrire les divinations, et satisfirent à bon compte l'Espagne, par les inventaires épais et la comptabilité fragmentaire de ses trésors. Non seulement seuls ils la comprenaient, seuls ils l'aimaient : ils accusaient les injustices de son histoire, ils la plaignaient que sur son propre sol, à Gibraltar, elle dût subir l'Angleterre, et la France sur la terre presque aussi espagnole du Maroc. Eux n'étaient pas de ceux qui prennent, mais de ceux qui délivrent, et quand Guillaume II, à Tanger, parut étendre sur l'Espagne, contre les avidités de la France, un bras protecteur, l'Espagne admira ce geste impérial qui symbolisait le désintéressement de l'Allemagne et se prit de gratitude pour les Allemands. Ils employèrent leur prestige contre les restes du nôtre, ils cherchèrent partout les confidens et les complices de leur malveillance, ils annoncèrent qu'une dernière rencontre était prochaine

où ils écraseraient sous le talon germanique la bulle de savon française. Ils firent défiler au pas de parade toutes leurs vertus. Ils opposèrent à leur bon sens persévérant la fièvre de nos caprices, à leur méthode laborieuse nos ardeurs inopérantes, à leur force en progrès notre faiblesse croissante, à leur avance continue notre universel recul, à la surabondance de leur population la stérilité de nos familles, à leur moralité nos corruptions, à leur foi notre impiété. Le jour où ils commencèrent la lutte qu'ils avaient prédite, l'intelligence espagnole enseignée par eux vit d'une part un Empire où la guerre répondait à une attente, où le pouvoir concentré en une seule main possédait l'unité du commandement, où la parfaite vigilance apportée à chaque service assurait l'ordre dans les moindres détails, où de tous les intérêts le premier était, en tout temps, la perfection de l'armée; de l'autre, une République, c'est-à-dire un gouvernement d'opinion où, au nom de l'opinion, la mobilité des partis se succédait et se contredisait au pouvoir, où ces luttes ne laissaient pas le loisir de songer suffisamment au péril du dehors, où la guerre surprendrait un pays désarmé. Même entre des adversaires égaux, si l'Espagne avait dû choisir, ses vœux n'auraient pas été pour le peuple dont elle redoutait les ambitions, les doctrines, et dont la victoire rendrait les ambitions plus efficaces et les doctrines plus contagieuses; ses préférences auraient été pour le peuple dont le triomphe ne menaçait ni l'avenir de l'Espagne, ni l'ordre traditionnel des sociétés. Mais l'Espagne jugeait superflu de solliciter par des souhaits un destin fixé d'avance : l'avenir appartenait à l'Allemagne, aussi inépuisable qu'une force de la nature. Au début de la guerre aucune tentative de persuasion n'eût prévalu sur cette certitude faite tout ensemble de suggestions habiles, de répugnances légitimes, de faits vrais et d'apparences trompeuses.

Si le bloc infrangible de cette foi espagnole se désagrégea peu à peu, c'est qu'il fut usé par la guerre même. La longueur de la lutte et ses chances partagées opposèrent le démenti des faits à cette prétendue fatalité de la victoire en faveur d'un peuple irrésistible, à cet anéantissement inévitable et providentiel d'un peuple condamné. Que l'agresseur si prêt n'eût pas eu plus raison de son adversaire surpris révélait, dans l'un, de secrètes faiblesses, et, dans l'autre, des énergies latentes. Le prestige même de l'Allemagne ajoutait de l'éclat à la résistance française : la fortune des

armes n'est pas faite de hasards, la nôtre prouvait la durée de notre sens guerrier. La vertu militaire ne se maintient dans une race qu'à la faveur d'autres vertus : celles qui semblaient les plus épuisées en nous renaissaient intactes, et d'autres qui n'avaient jamais été les nôtres donnaient à notre vaillance un air nouveau. Notre courage d'autrefois avait l'éclat et les éclairs de l'épée, le goût d'éblouir, l'impatience de vaincre, et, dans la coquetterie des prouesses, ce sourire que l'Espagne n'aimait pas. Notre nouveau courage se révélait grave, silencieux, patient : au lieu de provoquer le danger il l'attendait de pied ferme, au lieu de chercher un plaisir il acceptait le devoir. La veille, sur nos propres lèvres, avait été recueilli l'égoïste aveu que le premier droit de chacun est de faire et de conserver sa vie, que l'intérêt général des hommes est leur intérêt particulier, que cet intérêt les fait perpétuellement adversaires et que se sacrifier aux autres est l'héroïsme de la niaiserie : et soudain le danger de la France détruisait dans les âmes toute autre sollicitude que la cause nationale, fondait toutes les discordes dans l'union sacrée, et dans les aridités des égoïsmes faisait jaillir les sources pures du sacrifice. Non seulement les socialistes qui légitimaient hier la désertion, se groupaient autour du drapeau; mais les anciens déserteurs rentraient pour combattre; mais les vieillards s'ingéniaient à servir de quelque manière la cause commune ; mais les enfans connaissaient la première douleur d'être jeunes, trop jeunes pour s'enrôler; mais les femmes, gardiennes des demeures et cultivatrices des terres abandonnées par les soldats, vivaient près d'eux par toutes les présences de la générosité, défendaient les défenseurs du pays contre les privations des tranchées, contre le froid de l'hiver, contre le froid de l'oubli, soignaient les blessés, protégeaient les existences précieuses à la France; mais les mères savaient sacrifier les plus chères de ces existences et par le don de leurs fils se montrer plus héroïques encore que les hommes. Enfin tant de menaces, tant de douleurs, tant de sacrifices qui remplissaient la vie avaient contraint ce peuple à chercher hors d'elle l'espérance. Le voisinage de la mort, également cruelle à ceux qui sentaient toujours imminent le malheur de périr ou celui de survivre, leur rendait nécessaire une autre vie où les immolés volontaires obtiennent la justice d'une récompense, où les séparés se retrouvent.

Ce n'était pas seulement une armée qui relevait sa puissance militaire, c'était une nation qui restaurait sa discipline morale. Toutes les vertus nécessaires à l'existence d'un peuple germaient dans la fécondité du sang répandu. Ainsi notre soldat conservait à la France plus que le sol convoité par l'envahisseur, il reconquérait à la France le respect du monde. L'Espagne surtout, que sa fidélité aux vieilles croyances avait rendue plus hostile à ce qu'elle croyait être notre reniement national, fut surprise et troublée dans les quiétudes de ses malveillances par ces revanches éclatantes du sentiment religieux. Contre le gouvernement d'esprits forts qui mettaient leur supériorité à épaissir la nuit sur la destinée humaine et leur bienfaisance à arracher les ailes de l'espérance, l'Espagne gardait ses griefs. Mais elle voyait ces ailes, victorieuses des mutilations, s'élever au-dessus de la misère terrestre vers les vérités qui sont la paix, la lumière et la noblesse de la vie. Et si certains avaient voulu, durant la paix, faire la solitude autour de la croix, ils se trouvaient eux-mêmes isolés dans une France de soldats qui entourait de ferveur le signe le plus auguste de la rédemption par le sacrifice.

Si le gouvernement d'hier et la nation d'aujourd'hui n'étaient pas la même chose, la nation n'avait pas une part nécessaire dans toutes les erreurs du gouvernement. Voilà l'évidence qui s'imposait aux animosités les plus tenaces de l'Espagne. La face véritable de la France était apparue. Le témoignage des faits, de faits accomplis par tout un peuple, avait précédé le témoignage des paroles qu'apportaient en Espagne les quelques pèlerins partis de l'Institut. Ils ne représentaient pas le gouvernement, ils venaient en témoins. Ce fut la meilleure chance de leur entreprise. Car pour combattre les droits d'une race à la tyrannie sur l'univers, les plus solides défenses étaient précisément les traditions qui avaient été le passé commun de l'Espagne et de la France.

ÉTIENNE LAMY.

(A suivre.)

IL FAUT TOUJOURS COMPTER

SUR

L'IMPRÉVU

PROVERBE EN UN ACTE

PERSONNAGES

CÉCILE DE MORNAGES, 26 ans. | BERNARD DE VÉZELAY, 25 ans.

UN GROS DOMESTIQUE, 60 ans.

A Paris, en mars 1916.

SCÈNE PREMIÈRE

La scène représente un salon meublé avec goût et simplicité et qui peut servir aussi de cabinet de travail. — Table à écrire. — Téléphone. — Bibliothèque ; livres sur les tables. — Quelques jolis bouquets. — Fauteuils profonds. — Épais rideaux tirés sur la nuit. — Dans la grande cheminée, bon feu flambant rose; éclairage discret et voilé. — Haute pendule, marquant huit heures trente-cinq minutes.

Un paravent noir et or divise la scène, et n'est pas assez grand pour dissimuler tout à fait une table petite et très brillamment servie : deux couverts, fleurs, fruits en profusion; verrerie joyeuse; enfin, très galant et élégant appareil d'un dîner en tête à tête.

Le gros domestique, seul, au lever du rideau, vérifie autour de lui si tout est en ordre. Puis, obèse et sentencieux, après avoir regardé la pendule, il parle.

LE GROS DOMESTIQUE.

Monsieur m'a dit de ne pas dire que nous attendons une dame. J'ai l'ordre de faire entrer cette dame ici et de la prier

d'attendre Monsieur... Entendons-nous d'abord sur Monsieur : Monsieur n'est pas monsieur ; c'est-à-dire que Monsieur qui est « Monsieur, » diplomate fort éminent, réside en ce moment à Londres, pour affaires d'État ; en son absence, il loge et reçoit Monsieur, l'actuel monsieur, son ami, jeune lieutenant français, fort sympathique ma foi, et fort brave, si j'en juge par ses croix, mais un peu... communicatif. Il vient du front et demeure ici passagèrement, non pas en permission, mais en mission.

Monsieur est encore, à cette heure, retenu au ministère de la Guerre et m'a téléphoné déjà trois fois ce soir, afin de savoir si Madame était arrivée. Je dois présenter à Madame toutes les excuses de Monsieur et la supplier d'avoir la bonté d'attendre Monsieur ; mais cependant Monsieur m'a bien recommandé de ne pas insister, d'une façon gênante pour Madame, sur Monsieur... Monsieur, s'il me connaissait mieux, pourrait être tranquille sur ma façon de recevoir « incognito » les dames de ces messieurs. Je m'y connais en amoureux mystère. Je suis le tact personnifié. Aussi ai-je toujours été placé chez des gens de mérite et d'importance, grâce à cette particulière qualité qui ne s'acquiert pas... Ainsi, voyez ce bouquet de roses rouges. Fut-il bien placé là par Monsieur ? Non ! Dès l'entrée, Madame, enfin la « dame » du monsieur qui n'est pas Monsieur, le verra ; et, dans l'émotion d'arriver sans être reçue par Monsieur, elle n'appréciera pas ces fleurs. Je vais les mettre ici, près du fauteuil de Monsieur, où Madame va s'asseoir pour chauffer ses jolis pieds... en pensant à Monsieur... et se remettre du battement de cœur inévitable.

(Il pose le bouquet sur un petit guéridon.)

Alors le parfum lui dira qu'il y a là des roses. Et elle les trouvera bien plus belles et se félicitera du bon goût de Monsieur. Je ne crois pas que l'on puisse trouver nulle part un serviteur ayant au même point que moi le sentiment des choses délicates... Mais j'entends une voiture dans la cour... On a donné congé au maître d'hôtel, au valet de pied et aux femmes de chambre, afin que je sois seul avec Monsieur à savoir qu'une dame vient voir Monsieur... Voici l'instant.

SCÈNE DEUXIÈME

Il sort; quelques secondes plus tard, il ouvre cérémonieusement la porte et Cécile, tout en fourrures grises, entre. Elle est jolie, avec je ne sais quoi de rêveur et de piquant à la fois. De la simplicité et de la bonté dans la physionomie. Elle laisse le gros domestique enlever son manteau et elle apparaît alors en robe très modeste, d'un mauve pâle, robe d'intérieur plutôt que de dîner; une orchidée violette à la ceinture comme tout ornement.

CÉCILE.

Merci. Je suis bien en retard?...

LE GROS DOMESTIQUE, confidentiel, respectueux.

Du tout. Du tout. Il faut même que Madame ait la bonté d'attendre un moment...

CÉCILE, surprise et voyant que la pendule marque neuf heures moins le quart, l'interrompt.

Très bien...

Elle s'assied dans le fauteuil près du feu et respire les roses. Le gros domestique, ému, attend un instant et, n'osant rompre le silence, sort en emportant le manteau; on voit à sa figure attendrie que son impression est excellente.

LE GROS DOMESTIQUE, à part, en se retirant.

Elle a l'air si distingué que je n'ose prononcer devant elle le nom de Monsieur.

SCÈNE TROISIÈME

CÉCILE, seule; elle regarde distraitement autour d'elle, puis contemple le feu.

Paris est méconnaissable dans ces ténèbres! C'est à se casser le cou... Tiens! on a fait des changemens dans cette pièce... Depuis la guerre, chacun a restreint son personnel, resserré ses habitudes; on a besoin de moins de place, on se contente de moins d'argent... Et le petit domestique est au front sans doute. Ce gros-là ressemble à un personnage de comédie... J'ai faim... Mais le convive n'est jamais en retard

dans cette hospitalière et fantaisiste maison... Ah! ces roses sentent bon... Que se passe-t-il à cette heure dans ma vieille demeure rustique, transformée en petit hôpital? Mes chers blessés, si gentils, si confians, si affectueux pour moi, cela m'a fait de la peine de les quitter, même pour peu de semaines... Je les aime si fraternellement! Déjà près d'un an que je ne suis pas revenue ici, même en passant... Comme ils coulent vite, ces jours sanglans! Ah! je n'aime pas la guerre! Et cependant je n'ai à trembler spécialement pour personne. Des amis, des camarades sont partis... mais aucun qui tienne à mon cœur par tous les liens. Je n'ai pas de frères... Je n'ai plus de mari. Hélas! qu'il est triste de n'avoir à trembler pour personne! Si quelqu'un pouvait lire dans mes pensées, comme il s'étonnerait de ce regret! Mais les femmes me comprendront sans doute. Ce regret signifie une grande solitude... et pourtant combien je crains de troubler cette solitude par une nouvelle affection! Je m'étonne de ne plus souffrir. J'ai oublié... oui, vraiment, j'ai oublié et à la fois je n'ai pas changé... Que tout est singulier en nous-mêmes! Tout à l'heure, nous allons parler de tout cela. Si l'on pouvait n'en pas parler, je le préférerais certainement. (Elle se lève et va curieusement regarder derrière le paravent doré.) Oh! mais quel petit couvert d'amoureux! Quelle charmante idée, et que cela sera plus agréable qu'un repas dans une salle à manger stupide!.. La vue de ces assiettes me donne faim. Oui!... C'est trop gentil et j'ai une faim de loup. D'ailleurs, neuf heures vont sonner, et c'est bien tard lorsqu'on se sent encore habituée à la régularité campagnarde. (Elle revient à la cheminée, et, une main sur le marbre, de l'autre retenant sa jupe légère, le dos tourné à la porte du salon, elle se regarde dans le miroir, tout en tendant alternativement ses pieds à la chaleur du feu.) Que ces roses sentent bon! Et que toutes les choses douces ont donc pris, en ces sombres jours, une valeur profonde, émouvante! Le plus petit plaisir, la moindre beauté deviennent tout de suite sentiment, souvenir, repos, apaisement. (Elle arrange une mèche de sa coiffure et soupire.) Que toutes les douleurs passées semblent vaines! Que les rancunes les plus tenaces ont donc disparu dans le néant auprès de ce qu'à présent on souffre, on regrette, on pleure! Et pourtant, hélas! je n'ai ni espoir, ni crainte à moi toute seule... Je n'ai personne qui...

SCÈNE QUATRIÈME

CÉCILE, BERNARD

La porte s'ouvre et se referme en coup de vent sur un charmant officier vêtu d'azur qui se précipite vers Cécile.

BERNARD.

Ah! chère! chère! chère amie! Je savais bien que vous viendriez! que vous entendriez mon appel! que vous ne partiriez pas sans me revoir!...

Cécile se retourne stupéfaite. — Bernard recule avec étonnement; puis de nouveau très ému, les mains tendues :

Elle ne peut pas venir? Dites! dites vite. Et elle vous envoie, madame? Viendra-t-elle plus tard? De quel message vous a-t-elle chargée? Parlez-moi... Quel est votre nom? Pardonnez mon trouble. Il est si tard! J'arrive en telle hâte!... Je croyais si fermement la trouver ici!...

CÉCILE.

Monsieur, il faut que vous m'excusiez, mais je ne comprends absolument rien à tout ce que vous me dites, sinon que je suis pour vous une pénible déception.

BERNARD, ayant ressaisi son calme et très courtoisement :

Madame, c'est moi qui dois vous adresser toutes mes excuses. Je suis le lieutenant Bernard de Vézelay. A qui ai-je l'honneur?...

CÉCILE.

Je suis Mme de Mornages.

BERNARD, mélancoliquement.

J'ai rencontré votre mari jadis... et vous, madame, je vous ai souvent vue passer, dans des réunions, dans des bals, dans des théâtres, enfin dans des temps très anciens et qui me semblent préhistoriques... et je me souviens de votre nom comme je me souvenais au fond de moi de votre visage. Madame, je suis un de vos grands admirateurs. Mais cela ne m'explique pas par quel hasard vous voici chez moi, attendant mon retour.

Car certainement vous ne me connaissez point, et si vous avez jamais entendu mon nom prononcé par quelque amie, vous avez dû très vite l'oublier.

CÉCILE, hésitante, polie.

En effet, monsieur, je ne vous connais point personnellement, mais votre nom est loin de m'être étranger... Suis-je donc ici chez vous?... Habitez-vous donc en ce moment chez mon amie, la comtesse Gernois?

BERNARD.

La comtesse est ma voisine... momentanément du moins. Car je suis pour quelques jours l'hôte de lord Vincent, et son hôtel n'est séparé de celui de votre amie que par une maison et un petit jardin.

CÉCILE, très confuse.

Monsieur, tout ceci est, je le vois à présent, la faute de mon chauffeur et de l'obscurité absolue de ce faubourg Saint-Honoré. Jamais il n'a fait plus noir que ce soir... Votre porte ouverte, bien que faiblement éclairée, rayonnait dans cette rue si noire et a trompé mon distrait chauffeur; et moi, absente de Paris depuis bien longtemps, je n'ai pas remarqué dans cette pénombre universelle que la cour de cet hôtel, que son escalier, que tout enfin, différait de la maison de mon amie... Je suis bien étourdie, monsieur. Pardonnez-moi cette stupide erreur et soyez assez bon pour me faire donner mon manteau.

Bernard s'incline et pose son doigt sur une sonnette, mais il ne sonne pas; il écoute, le doigt levé, attentif.

BERNARD.

Madame, il pleut à verse; permettez-moi de m'en assurer et de vous envoyer chercher une voiture.

CÉCILE.

Mais, monsieur, pour quelques pas...

BERNARD entr'ouvre la fenêtre; on entend le bruit de l'eau.

En quelques pas, vous avez le loisir d'être trempée; et, avec ces petits souliers, vous attraperez un rhume.

CÉCILE.

Soit! vous êtes tout à fait gentil. Mais cela va prendre quelques instans et, déjà, ma pauvre Albertine doit me croire morte. Puis-je lui téléphoner que j'arriverai dans dix minutes?

BERNARD, très nerveux, visiblement agacé.

Comment donc!

Cécile, installée au téléphone, y commence tous les rites d'usage : « Allo! allo! 80-19. Allo, mademoiselle, » etc. Pendant ce temps, Bernard a sonné et parle bas au gros domestique en même temps que Cécile parle haut au téléphone.

SCÈNE CINQUIÈME

BERNARD, à mi-voix.

Écoutez bien : s'il vient une dame...

CÉCILE.

Allo? 80-19?

LE GROS DOMESTIQUE, suffoqué d'étonnement.

Encore une dame...

BERNARD.

Vous la ferez entrer dans le salon du rez-de-chaussée. Et dites bien vite au portier d'aller chercher un taxi-auto. Il faut qu'il soit ici dans deux minutes.

LE GROS DOMESTIQUE, à part, tout en s'inclinant.

Une dame! un taxi-auto! Je ne comprends pas; le sens de cette situation m'échappe et j'en suis contrarié. (Il sort.)

SCÈNE SIXIÈME

CÉCILE, toujours au téléphone.

Allo... allo! Mais ce ne me semble pas pour moi... La communication est coupée... Allo, allo... mademoiselle. Voyons,

mademoiselle, Champs-Élysées 80-19. Allo, allo. Ah ! non... oui. (Se levant et tendant le récepteur à Bernard.) Monsieur, c'est à vous qu'on parle... Je n'ai pas la communication, parce que quelqu'un vous parle;... oui, à vous...

BERNARD se précipite et saisit le récepteur avec un entrain soldatesque.

Allo !... Ah ! (Puis subitement consterné.) Répétez ! je n'ai pas compris... Bien... Oui... J'entends... Et c'est tout ? On ne vous a pas dit autre chose ? Fort bien. Non ! il n'y a pas de réponse de ma part. Merci. Bonsoir. (Il raccroche brusquement et vient près de Cécile qui, très gênée, debout près du bouquet, tourmente une rose.)

BERNARD, très ému et, en dépit de lui, laissant parler son chagrin.

Madame, vous voilà malgré vous en possession d'une partie de mes secrets. J'attendais une amie... Je croyais la rejoindre ici, et c'était vous qui m'attendiez... A présent, je sais qu'elle ne viendra plus. Oh ! elle n'a pas daigné me prévenir elle-même. Elle est partie, chargeant du message une femme de chambre quelconque qui s'en est souvenue un peu tard... (De plus en plus ému.) Madame, vous ne me connaissez pas ; je ne vous connais pas, et vous devez me juger bien ridicule et bien confidentiel, mais ce n'est vraiment pas ma faute si vous êtes là, ennuyée de ce que je vous raconte... Madame, vous allez me trouver bien bête ; mais je manque absolument de présence d'esprit ; je ne sais rien vous dire de galant ni de poli. Je ne sauve pas la situation... J'ai du chagrin. Vous avez des yeux très bons et très doux. Vous ne vous moquerez pas de moi. J'ai du chagrin. (Il s'assied dans un fauteuil bas aux pieds de Cécile et met la main sur ses yeux.)

CÉCILE, gentiment et très maternelle, bien que contrariée.

Mon pauvre enfant ! je vous plains de tout mon cœur ! Puis-je faire quelque chose pour vous ? Puisque le hasard nous a mis en présence... dites, puis-je vous être utile ?... (Et à part, elle murmure.) Je n'ai toujours pas prévenu Albertine, je n'ai pas de voiture et il est neuf heures vingt ! Tout cela est terriblement ennuyeux... et... il pleut toujours.

SCÈNE SEPTIÈME

BERNARD, CÉCILE, LE GROS DOMESTIQUE

LE GROS DOMESTIQUE.

Monsieur, il est absolument impossible de trouver un taxi-auto, ni aucun fiacre. Paris est désert et il fait noir comme dans un four. Je vais téléphoner au cercle. (Il sort majestueusement.)

BERNARD.

Madame, je suis désolé.

CÉCILE.

Mais, monsieur, il est tellement simple que je m'en aille à pied.

BERNARD, très confus d'avoir tant parlé.

Permettez au moins que je vous accompagne...

Tout à coup la pendule sonne neuf heures et demie. C'est une pendule à répétition : cela n'en finit plus de sonner.

Bernard et Cécile se retournent ensemble et s'écrient tous les deux :

Neuf heures et demie ! ! !

BERNARD.

Votre amie a dîné depuis longtemps et si vous étiez une dame aimable et bonne, savez-vous ce que vous feriez ? Vous dîneriez avec moi. Sans compter que, moi, j'avais fait préparer un dîner froid et que celui de votre amie sera calciné. Oh ! vous protestez déjà du regard et du geste ! Les femmes ont un étonnant sentiment du protocole ! Mais qu'y a-t-il là de si effrayant ? D'ailleurs, nous vivons dans une époque singulière, extraordinaire, où tout est permis. (S'inclinant très enfantinement.) Acceptez, madame, de dîner avec un petit soldat de France.

CÉCILE, amusée, souriante, hésitante...

Mais je ne sais si je peux..., si je dois...

BERNARD.

Vous devez, vous pouvez ; vous savez déjà de moi des tas de

choses, que mes meilleurs amis ignorent; le hasard l'a voulu, nous n'y pouvons rien; le hasard veut aussi qu'il soit neuf heures et demie, qu'il n'y ait pas de voiture, etc. Prenez mon bras et dites-vous bien que vous me faites une grande charité. Me voyez-vous tout seul en face de ce petit dîner... (Il replie le paravent et offre un fauteuil à Cécile qui s'assied d'un air confus.) J'ai beaucoup de peine, madame, et vous avez, sans nul doute, soigné déjà depuis ces longs mois beaucoup de pauvres blessés... Eh bien ! moi aussi, je suis blessé... tout au fond du cœur... Ayez pitié de moi... (Plus gai.) Et dînons ! car les émotions me creusent et j'ai terriblement faim... Et vous, belle madame, avez-vous faim ?

CÉCILE, riant.

Je l'avoue... très, très, très faim ! Mais que cela est incorrect ! Je suis combattue entre mes remords, mon appétit, et ma sympathie pour vous... Et cette pauvre Albertine...

BERNARD, lui servant des hors-d'œuvre.

Albertine est beaucoup moins à plaindre que moi qui suis l'infortuné Bernard... Nous la préviendrons tout à l'heure, cette pauvre Albertine... Pour le moment, il sied d'avoir l'état d'esprit du soldat en campagne : un camarade est à vos côtés... d'inconnu, il vous devient frère... Un dîner se trouve servi, on ne sait par qui, on ne sait comment : on s'attable et on dîne. En temps de guerre, il n'y a pas beaucoup d'hier et pas du tout de demain. L'instant présent n'attend pas. Donc, madame, vous devez faire ainsi ce soir, tout bonnement et simplement. Et puis, vous avez un si doux visage, il y a tant de bonté dans vos yeux, que je me sens déjà un peu consolé.

CÉCILE, ironique, sans méchanceté.

Ce n'est pas très long, ni très difficile de vous consoler, et votre chagrin ne devait pas être bien profond.

BERNARD, versant le champagne.

Mais il ne faut pas que vous ne finissiez pas de dîner, parce que je ne suis pas assez malheureux... Au dessert, si vous le voulez bien, je vous ferai toutes mes confidences

et vous comprendrez alors tout à fait. Je pourrais vous dire que, toujours à la guerre, on ne pleure pas longtemps le bras ou la jambe que l'obus vous taille; on succombe, ou on veut vivre... Il en sera ainsi pour ce petit morceau de mon cœur. D'ailleurs, ce n'est qu'un vieux chagrin... un ancien chagrin, sur lequel j'ai versé devant vous, — et je m'en excuse, — une dernière larme... Tout était fini... depuis très longtemps, comprenez-vous?... Et puis, j'ai su par hasard qu'Elle, l'ancienne bien-aimée, passait quelques heures à Paris, entre deux trains, et comme je m'y trouvais aussi, j'ai cru voir dans cette coïncidence un signe de la destinée... Et j'ai voulu follement la revoir, parce que je l'ai vraiment beaucoup aimée, et qu'elle était mon souvenir le plus tendre, le plus cher, le plus constant.

CÉCILE.

Imprudent!

BERNARD.

Oui! que voulez-vous? Je suis fidèle comme Troïlus... Elle fut toujours aussi fausse que Cressida : elle n'avait même pas d'amitié. Mais nous ne sommes pas au dessert. Et vous en savez déjà trop... Tant pis... Au dessert, nous aurons bien quelques autres choses à nous dire. C'est vous qui me raconterez vos chagrins passés. (Geste de Cécile.) Ne protestez pas. Plus on est jeune et plus on a de chagrins dans sa mémoire la plus tendre... C'est qu'on n'a pas encore eu le temps de les étouffer... Voulez-vous que nous buvions, madame, à toutes nos douleurs passées?

Ils lèvent leurs coupes mousseuses et les entre-choquent doucement. Le cristal tinte.

CÉCILE, baissant la tête.

Il y a dans les douleurs passées un attendrissement mortel pour certaines âmes trop fidèles; il ne faut pas se souvenir. Il ne faut pas toucher à ses souvenirs...

BERNARD.

Pourquoi? Êtes-vous donc tellement oublieuse? Il est doux de songer aux maux qu'on a soufferts et aux joies qu'on a goûtées. Ainsi nos bonheurs se prolongent-ils en nous, en dépit du temps et de leur propre fragilité, car il ne leur appartient

pas de durer ou de s'éteindre; c'est dans notre cœur, dans le cœur de celui qui sait se souvenir le plus longtemps, que les brèves amours trouvent leur tombe, ou leur commencement d'éternité.

CÉCILE pose son verre sur la nappe et du bout des doigts essuie une larme au coin de ses yeux.

Oui! pouvoir éterniser en soi de beaux jours, d'enivrans instans serait presque divin. Mais il me semble que nous savons ressusciter surtout nos peines. Nous goûtons à nouveau toute la saveur de leur amertume. Tandis que nos bonheurs, nous tâchons en vain de les faire surgir de l'ombre. Ils échappent à nos mains vaines, ils ne sont plus que cendre et fumée.

BERNARD, très gentil.

Ah! vous aussi, vous avez pleuré! Nous voilà donc amis. Je n'ai plus honte de mes stupides larmes et je ne me souviendrai que des vôtres...

CÉCILE, touchée.

Comme nous voilà vite en confiance!...

BERNARD.

L'amitié, la sympathie, ont-elles besoin de tant de jours pour naître? Le choc en est parfois aussi soudain que la rencontre qui les motive... Mais continuez à me parler des souvenirs? Pourquoi n'y faut-il pas toucher?

CÉCILE.

Avez-vous quelquefois, en rouvrant un livre depuis longtemps oublié, découvert entre ses pages des feuilles ou des fleurs séchées avec amour? En vain vous essayez de vous rappeler quand vous les avez placées là, pour prolonger quelque instant calme, tendre ou triste... Vous les contemplez, vous les admirez; une infinie mélancolie vous étreint en face de leurs couleurs flétries, et puis, d'un doigt hardi vous tentez de les soulever hors de leur tombeau pour mieux les rendre à la lumière. Alors, elles s'effritent, se détachent, se cassent, s'émiettent, se pulvérisent... Il ne faut pas toucher à ses souvenirs.

BERNARD.

Quelle tendre douleur dans votre accent!... (Un petit silence.) Moi, j'aurais tant voulu entr'ouvrir de nouveau le livre où les fleurs dorment! Je ne me souvenais plus assez et je sentais mes anciens bonheurs se retirer de moi sans laisser plus de trace dans ma mémoire que la mer sur le sable... Ainsi que tout à l'heure vous l'avez dit, je ne me souvenais que de mes jalousies, de mes angoisses, de mes chagrins... Et c'est pourquoi j'ai tenté de me retrouver un instant en face de l'apparence de mes anciens espoirs, de ce qui fut jadis la réalité de ma joie... Je ne demandais que cela... et comme j'étais ému! Car nous nous étions si âprement quittés! Il y a certains cœurs où les passions passées se transforment trop facilement en religions. J'ai le malheur de posséder un de ces cœurs-là. Oh! madame, une femme comme vous aurait compris, serait venue, et puisqu'elle s'en allait, et puisque je repars et que tout est entre nous depuis longtemps fini, il nous serait resté à tous les deux de cette singulière et unique entrevue un souvenir noble et doux, apaisant et pur.

CÉCILE.

Peut-être a-t-elle eu raison; et ne pas vous voir était-il de sa part une suprême coquetterie. Vous ne vous seriez plus souvenu d'elle ensuite aussi fortement; le « revoir » aurait pris la place des visions anciennes... et sa visite vous aurait laissé, qui sait?... plus détaché et plus oublieux qu'auparavant. Elle a voulu, pour que vous gardiez le goût du passé et des vieilles souffrances, ne pas le remplacer par cette douceur où vous vouliez abolir peut-être l'ancienne amertume...

BERNARD, après un silence.

C'est un raisonnement sans doute très féminin, mais je le comprends mal, car il manque de générosité. Opposer un calcul à un élan aussi sincère qu'était mon appel vers elle et de la coquetterie à un si tendre et si fidèle souvenir, ce n'est pas bien; et l'effet de toutes ces belles réflexions est complètement raté... Car, après un premier moment de détresse causé par cette déception suprême s'ajoutant à tant d'autres que j'avais voulu effacer, me voilà plus près du total oubli que je ne le fus jamais...

Je trouve pitoyable d'être coquette. Sûrement, vous ne l'êtes pas, vous.

CÉCILE, riant.

Et à quoi voyez-vous cela si vite?

BERNARD.

A la confiante candeur de vos yeux, à la simplicité de vos gestes, au naturel de votre voix.

CÉCILE, confuse.

Vous savez! je ne suis pas restée pour que vous me fassiez des complimens.

BERNARD.

Soit! vous n'en aurez plus; ou plutôt, vous n'en avez jamais reçus; car ce n'est pas à vous qu'ils s'adressent, mais à ce que vous êtes, c'est-à-dire à ce pour quoi vous ne pouvez absolument rien... Madame, soyez mon amie! J'ai tant besoin en ce moment-ci d'un peu de loyauté, d'un peu d'amitié!... Oh! je sais bien que c'est une demande un peu prompte; mais le temps passe vite en époque de guerre; il faut se hâter... Et en somme, je ne suis pas tout à fait un inconnu pour vous. Vous savez mon nom; vous savez que je suis un officier français fidèle et chérissant son devoir; vous venez de juger par vous-même à quel point je suis un bon jeune homme simple et candide, peu dissimulé et pas bien fat... Alors, soyons deux amis à partir de cette heure imprévue où le hasard nous a réunis, voulez-vous? J'aurais pu vous arriver blessé à votre ambulance et vous m'auriez accueilli, dorloté, aimé; j'aurais pu aussi vous être présenté « dans le monde » de jadis... Mais, Dieu merci, cette banalité nous fut épargnée par le sort, car nous ne nous serions malgré cela peut-être jamais connus. L'occasion m'a montré à vous tel que je suis... pas en « beau, » en « vrai. »

CÉCILE, rieuse.

Il est certain que je vous connais mieux en cette soirée qu'après de longs mois de visites et d'officiels dîners... Mais il ne faut pas que celui-ci, tout charmant qu'il soit, me fasse oublier

Albertine... et les convenances. La voiture est peut-être là... Si vous sonniez?

BERNARD, pressant la sonnette.

Il me faut bien obéir; mais je promets la forte somme à saint Antoine qui ne me refuse jamais rien, s'il n'y a pas de voiture... Partir! mais nous n'avons pas entamé ce pâté de faisan qui est parfait. Partir! lorsque nous avons à peine commencé à nous raconter des choses. Vous m'aviez promis qu'au dessert...

LE GROS DOMESTIQUE, entrant.

Monsieur a sonné?

BERNARD.

Avez-vous pu trouver une voiture?

LE GROS DOMESTIQUE.

Certainement... (Geste triste de Bernard.) Mais elle est repartie, car le cocher a refusé d'attendre, et comme Monsieur m'avait tout fait préparer pour servir le dîner lui-même, je ne me suis pas permis de déranger Monsieur.

BERNARD, enchanté.

Vous avez très bien fait... Je n'ai plus besoin de vous. (Le gros domestique sort.)

CÉCILE.

Mais c'est terrible! car enfin, il faudra tout de même que je finisse par rentrer chez moi, et comment ferai-je?

BERNARD.

Ne vous inquiétez de rien. J'irai moi-même vous chercher un carrosse et, si je n'en peux dénicher un, je frapperai de mon épée la croûte de ce pâté qui ne manquera pas, ainsi que dans Cendrillon, de se transformer en berline. Vous voilà tranquille, n'est-ce pas? Et jusqu'à ce fatal instant, n'y pensons plus...

CÉCILE, pensivement.

Votre épée... Savez-vous que j'oubliais absolument la guerre, les batailles, les horreurs, les tristesses, les blessures et les morts en vous entendant me raconter votre histoire sentimentale?...

BERNARD.

Pour un soir, voulez-vous, n'en parlons pas... Oublions que la grande guerre, à la fois belle et affreuse, morne et effroyable, nous entoure d'un cercle infernal... Parlons de nous et seulement des guerres sentimentales qui se passèrent dans nos cœurs.

CÉCILE.

Est-ce que vraiment les forces du sentiment n'ont pas été affaiblies en vous par toutes les violences directes de ce présent terrible?

BERNARD.

Tout au contraire! Je suis devenu bien plus tendre et bien plus sensible et bien plus romanesque, aussi. Croyez-vous donc que, si nous n'étions pas en mars 1916, j'aurais eu l'idée de revoir la dame qui n'a pas daigné venir? Je ne le crois pas; très sincèrement. Ah! c'est que nous avons le temps de rêver, de nous souvenir, de penser aux plus profondes et déchirantes choses, et nous devenons pieux envers l'amour autant que religieux envers la mort.

CÉCILE.

Mais vous n'êtes pas tous ainsi...

BERNARD, riant.

Quelle enfant vous faites! Bien sûr « pas tous. » (Il l'imite avec gaminerie.) Je ne vous parle que de moi et de ceux qui me ressemblent... Voulez-vous que nous partagions ce fruit? on le nomme un « chirimoya. »

CÉCILE.

Qu'il est singulier! on dirait une grosse pomme de pin.

BERNARD.

Voyez ces jolis noyaux de jais dans la chair rose... Paul et Virginie en ont partagé peut-être un pareil sous les cocotiers et je l'avais choisi pour... Cressida, qui aime les choses singulières.

CÉCILE, vaguement dépitée.

Alors, je n'en veux point... car je ne suis pas comme Cressida et je n'aime que les fruits de France...

BERNARD.

M'offrirez-vous alors cette belle petite pomme d'api... bien que nous ne soyons pas précisément dans le Paradis terrestre ?

CÉCILE.

Mais... non ; je n'ai rien de madame Ève.

BERNARD.

Allons, un doigt de champagne encore... Tiens, il y en avait plus que je ne pensais : votre verre est plein, la bouteille est vide; vous êtes assise, n'en doutez pas, sous une poutre du plafond... Belle dame, vous vous marierez dans l'année.

CÉCILE, fâchée.

A Dieu ne plaise!...

Ils se lèvent tous deux et font quelques pas dans le salon. Bernard présente une cigarette à Cécile et l'allume; il en prend une lui-même et la tourne entre ses doigts.

BERNARD.

Et pourquoi donc : A Dieu ne plaise ! Vous êtes veuve, jeune...

CÉCILE convaincue.

Jeune ? Ma vie est finie et je pourrais être votre mère.

BERNARD.

Non ? Quel âge avez-vous donc, en toute sincérité ?... Puisqu'on se dit tout, ce soir...

CÉCILE.

Je n'ai jamais caché mon âge... J'ai vingt-six ans.

BERNARD, s'inclinant.

Et moi vingt-cinq... Vous auriez donc pu tout au plus naître ma tante... Vous devriez vous marier. Ce ne doit pas être gai pour une douce jeune femme comme vous, de vous sentir toute seule... car je le sais, à votre mariage vous étiez orpheline, et vous n'avez pas d'enfans...

CÉCILE.

Oui; c'est vrai, je suis très seule; mais j'ai le calme, la tranquille paix de chaque jour. Je ne suis plus en lutte contre un autre ou contre moi-même.

Elle s'est assise de nouveau près de la cheminée. Bernard s'assied à ses pieds sur un coussin après avoir remis une bûche dans l'âtre.

BERNARD.

Pauvre petite madame ! Avez-vous été très malheureuse ?

CÉCILE, faisant « oui » de la tête.

Quand une femme a été très malheureuse, ou elle tâche très vite de découvrir avec un autre le bonheur dont elle a été privée, ou bien elle renonce, elle a peur; elle se retire et se réfugie... c'est mon cas.

BERNARD.

On voit les anémones de mer rentrer ainsi tous leurs pétales... mais lorsque tout danger leur semble écarté, on les voit ensuite qui lentement, paresseusement, délicatement, peu à peu, de nouveau s'épanouissent.

CÉCILE, demi-triste, demi-rieuse.

Je ne m'épanouirai plus... Je suis toute repliée, froissée, enroulée pour jamais... je ne suis plus qu'une petite tige noire aussi laide que celle de la fleur salée.

BERNARD.

Il vous a donc fait bien du mal, ce Mornages? J'aurais pu le connaître davantage, mais... je ne l'aimais pas. Il ne m'a jamais été sympathique... (Gêne de Cécile.) Il est mort depuis deux ans, n'est-ce pas?

CÉCILE.

Oui.

BERNARD.

Et vous avez eu beaucoup de chagrin encore en le perdant ?

CÉCILE.

Non. Depuis déjà deux années, nous nous étions séparés et je me sentais veuve.

BERNARD, hésitant.

Et... lorsqu'il est mort, lui avez-vous pardonné ?

CÉCILE.

Pardonné ? c'est encore bien tendre. Non, ce brusque accident me laissa presque indifférente. J'avais déjà porté le deuil de mon amour... et quant à ma souffrance... je n'avais plus à la lui pardonner, je l'avais presque oubliée, tout simplement.

BERNARD, impétueusement.

Ah ! que cela me fait plaisir, ce que vous me dites là !

CÉCILE, naïvement.

Mais pourquoi ?

BERNARD.

Je n'en sais rien... Mais cela me fait un immense plaisir.

CÉCILE, avec mélancolie.

Oui, — l'oubli, — l'apaisement, — tout cela est depuis longtemps venu, mais sans m'apporter le goût de revivre, ni la force de renaître.

BERNARD, d'un air vexé.

Cela prouve à quel point vous aviez aimé cet homme indigne de vous... (Mouvement de Cécile.) Oui, excusez-moi ; cela me met en colère. Il suffit qu'un homme devienne le tourment et le désespoir d'une femme, pour que cette femme, souvent exquise, et

tout en se rendant compte de l'indignité de celui qu'elle aime, continue à l'aimer à la folie... Tenez, madame, je suis furieux, je suis indigné, je suis... je suis... jaloux...

CÉCILE, ahurie.

Jaloux? pourquoi? de qui? comment?

BERNARD, allant et venant dans la pièce tout en tourmentant sa cigarette.

Eh bien! jaloux, tout simplement. Moi, je n'ai torturé personne; j'ai toujours été bon, charmant, attentionné, fidèle, reconnaissant, et aussi doux dans mon cœur que je savais être passionné...

Il s'interrompt brusquement.

CÉCILE, effeuillant les roses rouges.

Vous avez une excellente opinion de vous...

BERNARD.

Moi? Mais ce que je dis là n'a rien d'extraordinaire. Attendez la fin. Conclusion : malgré tant de qualités, je n'ai jamais été aimé un dixième de fois autant qu'un sacripant sans foi ni loi, se faisant un jeu de torturer et de perdre les femmes.

CÉCILE.

Le contraire peut aussi se soutenir...

BERNARD, déjà flatté.

En quel sens?

CÉCILE.

Il n'est pas de femme honnête et tendre qui soit chérie autant que celles ne le méritant pas.

BERNARD, déçu.

Ah! je croyais que vous alliez m'affirmer qu'un honnête et charmant garçon peut aussi être aimé...

CÉCILE, riant.

Tout peut arriver.

BERNARD, sombre.

Enfin tout cela est affreux...

CÉCILE.

Décourageant...

BERNARD.

Désespérant, atroce...

CÉCILE.

Misérable...

BERNARD.

Injuste...

CÉCILE.

Amer...

BERNARD.

Inqualifiable... (Et d'un ton si contrit qu'ils se mettent à rire tous les deux.)

CÉCILE.

Nous ne sommes pas sérieux.

BERNARD.

Je parierais que nous le sommes au fond beaucoup plus que nous n'en avons l'air.

CÉCILE.

Aussi, pour terminer nos confidences, vous avouerai-je que j'ai très simplement renoncé à l'amour et au bonheur ?

BERNARD, ironique.

Rien qu'à cela ! Et que vous reste-t-il, ma pauvre dame ?

CÉCILE, romanesque.

L'amitié, la charité, la nature, les livres et les jardins, le plaisir de rendre heureux, ou moins malheureux, de plus tristes que nous, la musique, les voyages, les rêves...

BERNARD.

Pas grand'chose assurément, lorsque l'amour ou son espoir ne plane au-dessus de tout cela.

CÉCILE, baissant la tête.

Pas grand'chose pour qui fut heureux; mais trésor inestimable pour qui connut toutes les tristesses et toutes les misères du cœur.

BERNARD, assis à ses pieds.

Vous avez une petite voix toute dépouillée en me vantant ce beau trésor... Dites! chère visite imprévue, voulez-vous me conseiller de renoncer aussi à l'amour, à ses pompes et à ses œuvres?

CÉCILE.

Je ne vous donne aucun conseil...

BERNARD.

C'est pourquoi je veux le suivre... Adieu, méchant amour aux promptes ailes; chacune de leurs plumes est une flèche; et chacun de leurs battemens une sombre et chaude tempête... Nous avons assez vécu sous l'ombre traîtresse de ton vol. Va planer sur d'autres destins! Moi, j'aurai le devoir, et la camaraderie sacrée, et la belle gloire des armes, et peut-être, hélas! — car ce n'est pas beau, — ces plaisirs faciles et rapides qui vous laissent triste, mais non malheureux... Mais je voudrais aussi... est-ce trop demander à mon sort?... l'amitié, l'amitié sûre et charmante d'un être loyal et doux, la tendresse d'une sœur, la sollicitude pleine de grâce d'une femme comme vous...

CÉCILE, avec une confiance ingénue.

Soyons amis! Le hasard nous l'a proposé, et moi je le veux bien.

BERNARD lui baise la main.

Vous êtes charmante. Vous êtes la plus charmante personne du monde. Soyons amis! Du reste, que savions-nous déjà de l'amitié? Nous n'avons jamais le loisir, lorsque nous sommes amoureux, de consacrer à cette amitié tout le temps qu'elle mérite. L'amour nous consume, nous réduit en cendres sous son rayonnement; nous donnons le meilleur de nous à notre pire ennemi, et cependant nous possédions une source fraîche,

un secret ombrage, et nous ne nous accordions qu'avarement à leur limpide et amicale sécurité.

CÉCILE.

Combien cela est vrai ! et de tant d'autres joies profondes l'amour nous frustre...

SCÈNE HUITIÈME

BERNARD, CÉCILE, LE GROS DOMESTIQUE

BERNARD.

Eh bien ? qu'y a-t-il ?

LE GROS DOMESTIQUE.

Je me permets de déranger Monsieur parce qu'on sonne le « garde à vous. »

BERNARD.

Le « garde à vous ? » Quelle plaisanterie !

LE GROS DOMESTIQUE.

Monsieur n'a donc pas entendu les pompes ? Elles ont passé sous les fenêtres, — ainsi que le clairon. — Aucune erreur n'est possible. Ce sont les Zeppelins.

BERNARD.

Que voulez-vous que j'y fasse ?

LE GROS DOMESTIQUE.

J'avertis Madame qu'il serait imprudent de partir en ce moment...et de m'envoyer chercher une voiture. (Cécile rit.)

BERNARD.

Qui vous parle de cela ?

LE GROS DOMESTIQUE.

Monsieur veut-il me dire si je dois faire descendre à la cave toute la domesticité ?...

BERNARD, amusé.

Mais si vous le jugez bon, n'y manquez pas. Ah! pendant que vous y serez, remontez-moi une bouteille de champagne et donnez à Madame son manteau; car nous irons sur la terrasse.

LE GROS DOMESTIQUE, d'un ton de blâme.

Bien, Monsieur... (Il sort.)

SCÈNE NEUVIÈME

BERNARD, CÉCILE

BERNARD.

Il y a tout en haut de cet hôtel une très belle terrasse, — l'ascenseur y mène, rassurez-vous, — et cela sera charmant de voir les projections dans la nuit, car il ne pleut plus.

CÉCILE

Il est écrit que je ne dois pas quitter votre maison avant une heure indue...

BERNARD, avec élan.

Et j'en suis joliment content...

On entend le clairon et les pompes : Cécile écoute, écarte le rideau et regarde par la fenêtre.

BERNARD.

Avez-vous peur ?

CÉCILE, naïvement.

Mais certainement; j'ai très peur.

BERNARD, déçu.

Ah! alors vous ne voulez pas aller sur la terrasse?

CÉCILE.

Mais au contraire!

BERNARD.

Puisque vous avez peur.

CÉCILE.

C'est justement pour ça; si je n'avais pas peur, cela ne m'amuserait pas d'aller sur la terrasse...

(Le gros domestique rentre avec le champagne et le manteau. Bernard emmitoufle Cécile.)

BERNARD.

Ne prenez pas froid... ah! ma petite lampe électrique... Venez; je vous précède.

Ils sortent tous deux et le gros domestique reste seul.

SCÈNE DIXIÈME

LE GROS DOMESTIQUE, essayant mollement de déboucher la bouteille de champagne.

Je ne sais pourquoi je m'imagine que cette charmante femme n'est pas du tout celle que Monsieur attendait... (Il met la bouteille entre ses jambes et tourmente furieusement le bouchon.) Cela n'a certes aucune importance. J'ai trop d'expérience pour ne pas savoir que la femme qu'on attend n'est pas toujours exactement la femme qu'on attendait... Il n'y a donc pas d'inconvénient à recevoir la femme qu'on n'attendait pas et dans laquelle on peut découvrir justement celle-là que toujours on avait attendue... Ce bouchon me cause des inquiétudes; s'il part avec brusquerie, toute la mousse va se répandre sur le tapis... Mais je crois que je ne suis si maladroit que parce que ma main tremble. Ma main tremble! Aurais-je peur? Peur! moi qui ai servi des généraux, des philosophes et des diplomates! Peur? Il n'est pas raisonnable de ma part de me poser une question pareille... car enfin, si je la résolvais par l'affirmative, cela serait fertile en angoisses et anxiétés de toutes sortes. Tant que je ne me demande pas si j'ai peur, je n'ai pas encore peur d'avoir peur... Les caméristes se sont déjà moquées de moi fort lestement; à chaque fenêtre on peut voir un nez en l'air, narguant la prudence la plus simple. L'inconscience des femmes est fabuleuse. Quant à Monsieur, je le juge coupable : on n'invite pas

une dame à venir attraper sur une terrasse, soit un refroidissement, soit une bombe... Ah! (Il écoute.) Quel est ce bruit lointain? Une bombe?... cette bombe dont je viens de prononcer le nom... (Il écoute encore.) Ce bruit lointain... est-il si lointain? Peut-être ne me semble-t-il si lointain que par manque d'expérience... Cette explosion a sans doute eu lieu à quelques pas d'ici... mes jambes fléchissent. (Machinalement, avec une lenteur adroite, il retire le bouchon du champagne.) Oh! comme cela est fait! Mes forces m'abandonnaient et ainsi j'ai pu mettre toute la douceur désirable au débouchage de ce champagne! (Il marche vers la table et se verse un verre du vin mousseux.) Ouf! je l'ai bien mérité. Je bois à ma santé. J'y ai droit. Je bois le vin que j'aurais répandu si je n'avais été amolli par la terreur... Eh bien! oui (Il boit.) Je suis terrorisé. Et je songe avec épouvante que l'extravagance des hommes devient de jour en jour plus meurtrière que les aveugles folies de la nature... (Il arrange la table et dessert.) Tiens! Monsieur et Madame ont mangé bien du pâté pour des amoureux... Emporterai-je ces précieuses assiettes? Tenterai-je l'aventure? Si je ne les lâche pas dans l'escalier... c'est que, si j'ai pu être un instant éprouvé par un bruit insolite, dans le fond obscur de mon inconscient, je n'ai quand même eu peur de rien... (Il prend les assiettes et sort.)

SCÈNE ONZIÈME

BERNARD, CÉCILE

BERNARD, tendrement.

N'avez-vous pas eu froid?

CÉCILE.

Non. Oh, non! Ce grand vent mouillé de mars apportait des parfums de printemps.

BERNARD.

Ces immenses faisceaux de clarté qui tournaient dans l'air obscur me faisaient songer aux armes de quelques licteurs géans...

CÉCILE.

Moi, j'y voyais un grand bouquet terrible, offert par la vieille terre en deuil à quelque jeune planète heureuse.

BERNARD.

On ne distinguait pas les étoiles... tout était étrangement et funèbrement noir...

CÉCILE.

Et surtout quel silence! Un tel silence que vous auriez pu y entendre mon cœur.

BERNARD, doucement.

Vous aviez peur?

CÉCILE.

Non; pas précisément; je ne pensais pas à cela, j'étais ému.

BERNARD, insidieux.

Pourquoi?

CÉCILE.

Cette ombre fraîche, ces souffles tièdes... et tout le mystère de cette vaste obscurité m'oppressaient; si vous n'aviez pas été là, j'aurais pleuré.

BERNARD, lui prenant la main.

Il y a toujours de l'amour dans les ténèbres.

CÉCILE, confuse, retirant sa main.

Vous m'avez dit des choses qui m'ont attendrie; et j'avais confiance en vous parce que je me sentais protégée par votre présence contre ce danger rôdeur, affreux et inconnu.

BERNARD.

Ah! Madame, qu'il m'était doux de rester tout près de vous dans l'ombre!...

CÉCILE, essayant de dissiper l'émotion qui vient.

Cette terrasse doit être charmante en été... Y plante-t-on des fleurs?

BERNARD.

Oui... Je ne sais... Comment vous nommez-vous?

CÉCILE, très douce.

Je vous l'ai dit.

BERNARD.

Mais non...

CÉCILE.

Cécile...

BERNARD.

Quel joli nom! comme il vous sied! On dirait le pincement léger d'une corde aérienne par les doigts savans de la Sainte.

On entend un bruit éclatant.

CÉCILE, tressaillant.

Ah!

BERNARD, entr'ouvre la porte, puis la referme.

Je crains que le service de Chine de mon hôte ne soit fort endommagé... Qu'importe! ce malheur est dû à la maladresse de son domestique de confiance, et la vaisselle cassée porte bonheur.

CÉCILE.

Non! les verres...

BERNARD.

Qu'à cela ne tienne! (Il saisit une coupe et la brise.) Je veux à tout prix que ce soir soit un soir de bonheur. Je ne veux pas vous laisser partir, Cécile. Me voici habitué à vous dans la plus complète et satisfaisante acception du mot habitude.

CÉCILE tombe sur un fauteuil avec un accablement comique.

Est-ce possible? Vous ne voulez plus me laisser partir?

BERNARD, à genoux sur le coussin.

Non, ma chère visiteuse, plus jamais; les dieux punissent les mortels assez fous pour repousser les présens qu'ils leur envoient.

CÉCILE.

Vous plaisantez très gentiment; mais cette plaisanterie me

fait souvenir qu'il me faut rentrer, que j'habite à Passy et que je n'ai toujours pas prévenu Albertine.

BERNARD.

Si vous voulez, nous irons demain tous deux nous jeter aux pieds d'Albertine, afin d'implorer son pardon. (Railleur.) Comment n'avez-vous pas pensé à lui faire porter un mot? elle habite à deux pas...

CÉCILE.

Pourquoi nous, je vous prie? *nous* jeter...

BERNARD.

Parce que, douce reine que vous êtes, j'irai vous rendre votre visite dès que le jour se lèvera sur demain ; vous connaissez trop les convenances pour nier que je vous doive à tout le moins une visite?

CÉCILE.

C'est entendu; puisque nous sommes amis, vous avez toujours le droit et tout le temps de me venir voir.

BERNARD.

Le temps! Je pars dans trois jours... et que me réserve la destinée?

Un silence.

CÉCILE, timidement.

Nous sommes beaucoup plus tristes qu'avant de monter sur la terrasse.

BERNARD, s'exaltant.

Oh! Cécile, entre le feu, les bouquets et les livres, il était ravissant, il était reposant, il était délicieux d'invoquer l'amitié; mais nous nous sommes moqués de l'amour, et nous avons fait des sermens contre lui... Alors chassé de cette chambre il nous a guettés sur la terrasse, et ce grand vent qui portait les parfums du printemps, c'était lui ; et ces grands rayons tournoyans, c'était lui; et le danger, c'était lui ; et votre cœur battait pour lui, et votre émotion et tout le mystère et tout l'invisible c'était lui, toujours lui. Nous nous sommes accoudés aux balustres de pierre, comme Juliette et Roméo suppliant

l'ombre de ne pas céder au jour ; et nous ne voulons plus aimer, et pourtant nous étions là tout près l'un de l'autre, et je suis jeune et vous êtes belle... vous êtes plus que belle, Cécile, vous êtes émouvante et simple comme un jardin dans la nuit... Et je vous respirais sous le ciel noir comme une belle fleur chargée de larmes... Et quand les puissantes lueurs des phares vous éclairaient un instant, vous m'apparaissiez alors comme une enfant faible et pâle et vous m'attendrissiez en élevant vos petites mains au-devant de la clarté... Cécile... Cécile... je vais vous aimer... Je sens en moi tous les mouvemens qui précèdent l'amour... Je suis bouleversé, je suis ravi... Ne me dites pas que vous ne m'aimerez jamais...

Cécile très émue a écouté toutes ces paroles en maniant les tiges des roses et elle pousse un léger cri.

BERNARD.

Vous vous êtes piquée? égratignée? Voulez-vous que je demande de l'alcool, de l'iode, de l'ouate?

CÉCILE, en souriant.

Non, non! je n'ai pas besoin d'un pansement... Mon mouchoir suffit...

BERNARD.

Aimerez-vous encore les roses?

CÉCILE, tendrement.

Pourquoi me demandez-vous cela? les roses pourpres sont mes fleurs préférées...

BERNARD.

Et quand vous respirerez de nouveau leur épineuse odeur, quand vous manierez leurs tiges armées, vous ne craindrez pas de vous piquer, de vous déchirer, de blesser encore vos petites mains?

CÉCILE.

Mais non! Mais non! Curieux! indiscret que vous êtes! Je veux qu'elles m'égratignent toute ma vie et qu'elles sentent toujours aussi bon.

BERNARD, reprenant la main de Cécile et posant ses lèvres sur la goutte de sang.

Alors, pourquoi ne voulez-vous plus aimer personne et refusez-vous à l'avenir d'être heureuse?

CÉCILE, confuse, détournant la tête.

Je n'ai pas dit cela...

BERNARD.

J'aurai mal entendu... Est-ce que votre doigt vous fait encore mal?

CÉCILE, penaude.

Oh! non. Cela n'est rien, mais j'ai taché ma robe.

BERNARD.

Je me suis laissé dire jadis par mes amies que cela aussi portait bonheur... Vous voyez... Tout veut nous porter bonheur ce soir. Tous les présages sont favorables... Sans doute parce que nous sommes confians et sincères... Nous avons été si sincères l'un envers l'autre!

CÉCILE, d'un ton subitement mondain.

Oui; d'habitude on perd bien du temps à se composer une apparence, et à persuader ensuite à son ami que l'on n'était pas telle qu'il nous avait jugée d'abord... C'est un jeu habituel...

BERNARD.

Et bien vain, voyez-vous!

CÉCILE.

Le hasard nous a dispensés de voir d'abord, pour commencer, vous en moi, et moi en vous, un amour probable et, pour finir, une inimitié possible. Alors point de coquetterie, point de flirt et point de réticente méfiance en vue de l'avenir... Tout de suite est venue la franchise, ennemie de l'amour, mère de l'amitié...

BERNARD.

Ennemie de l'amour! Au contraire... (Il s'arrête, hésitant, gêné,

devant l'air conventionnel de Cécile.) Savez-vous bien, Madame, que si nous n'étions pas en temps de guerre, rien de tout cela ne se serait passé ainsi ce soir, du commencement...

CÉCILE, résolument.

Jusqu'à la fin... Car il faut que je m'en aille.

BERNARD.

La fin! Il n'y a point de fin à ce qui commence de nous arriver, et vous ne partirez pas avant que le Zeppelin n'ait fui.

CÉCILE, de nouveau naturelle, suppliante.

Mais, mon cher ami...

BERNARD, franchement.

Cécile! trop sincère Cécile! je vous ai déplu en vous parlant d'amour et vous avez profité de votre piqûre au doigt pour tenter de dissiper l'émotion qui nous environnait... Vous en serez pour votre sang et votre peine, car cette émotion n'a pas quitté mon cœur.

CÉCILE, mettant les mains sur son visage.

Oh! si vous voulez être mon ami, si vous avez pour moi le plus simple intérêt, la plus petite amitié, n'insistez pas... J'ai peur... Je ne veux plus qu'on m'aime.

BERNARD, essayant de plaisanter.

Mais si vous n'aviez pas eu peur, vous ne seriez pas montée sur la terrasse...

CÉCILE.

O méchant! ô moqueur! ce n'est pas la même chose. Et puis d'ailleurs, peut-être avez-vous cru m'aimer quand vous aimiez la nuit, l'air dangereux, et les circonstances bizarres.

BERNARD.

Non, non! Mais montrez-moi vos yeux... ils sont si francs et si purs que j'y lis ce que vous pensez sans le deviner encore vous-même.

CÉCILE.

Je ne veux pas! Je vous défends de m'aimer; il y a quelques heures, je ne vous connaissais pas.

BERNARD.

Dans l'amour c'est toujours ainsi; il y a toujours un instant étrange où, sans s'être connus vraiment, l'on se reconnaît.

CÉCILE.

Vous me hâtez... vous m'effrayez... laissez-moi le loisir de songer à toutes ces terribles choses...

BERNARD.

Vous n'êtes pas faite pour la réflexion, je gagerais...

CÉCILE, le regardant entre deux doigts écartés...

Tenez... vous m'épouvantez!

Bernard lui saisit les mains et découvre son visage qu'elle détourne obstinément.

BERNARD.

Ayez bien peur, petite dame craintive, et moi aussi... Ayons bien peur... Le destin nous a pris par la main tous deux ce soir et nous a mis en présence... Croyez-vous donc qu'il s'est donné toute cette peine-là et qu'il a imaginé toutes les circonstances auxquelles je dois votre visite, pour que vous vous en alliez bien paisible après que je vous aurai très respectueusement tiré mon chapeau? Non, non! Le destin, qui sourit parfois sous son masque grave, avait, comme on dit, « ses vues sur nous. » Nous sommes forcés de nous aimer, Cécile, et vous aurez beau dire non, et secouer vos boucles, et taper du pied malgré votre douceur, *nous nous* aimerons... Et je ne sais pas du tout si nous serons heureux ou si nous aurons l'un par l'autre beaucoup de peine... Je n'en sais rien, ni vous non plus; mais c'est ainsi. Il faut accepter. Avez-vous dit oui ou non, quand vous êtes née? Vous riez, vous ne savez plus... Eh bien! vous êtes née quand même, et ce soir vous naissez pour moi.

CÉCILE, touchante et penchée.

Mon ami! Mon cher ami!...

BERNARD.

Ah! vous les entendiez comme moi toutes les simples et naturelles voix nocturnes; elles vous disaient là-haut : Aime-le!... et elles me soufflaient : Aime-la! Vous les entendiez et vous refusiez en vous-même de les écouter tout à fait. Pourquoi? On écoute bien sa pitié, sa bonté, sa bienveillance; pourquoi met-on tant de cérémonies à écouter l'amour?

CÉCILE.

C'est que, tout de suite, si vite et si tôt, l'on ne sait pas si c'est vraiment lui qui parle...

BERNARD.

Et l'on est si prudent qu'on laisse passer le bonheur... Ayez du courage, Cécile... Pour saisir le bonheur, il faut être intrépide... Cécile, ne me repoussez pas. Ces heures si pleines et si confiantes comptent comme des mois ou des années... Vous me connaissez et je vous connais. Ne me quittez pas sans m'avoir dit...

SCÈNE DOUZIÈME

BERNARD, CÉCILE, LE GROS DOMESTIQUE.

BERNARD, furieux.

Qu'y a-t-il? Pourquoi venez-vous sans que je vous appelle?

LE GROS DOMESTIQUE.

Je venais avertir Monsieur qu'on a sonné la Berloque. Tout danger est écarté, et comme une voiture passait dans la rue, j'ai pris sur moi de l'arrêter.

BERNARD.

Très bien, très bien, qu'elle attende.

On entend, pendant que le gros domestique referme la porte, les joyeuses notes claires de la Berloque percer la nuit et rassurer les Parisiens. Cécile se lève.

CÉCILE.

Allons, mon ami... il faut partir. Laissez-moi partir...

BERNARD, très doux.

Vous permettez bien que je vous accompagne? Il est trop tard pour que vous vous en alliez ainsi toute seule avec un cocher inconnu... (Il lui met son manteau, puis debout auprès d'elle et l'empêchant de se diriger vers la porte :) Madame, si dans trois jours je vais vous dire adieu...

CÉCILE, vivement.

Mais je vous verrai plus tôt, j'espère?

BERNARD.

Oui, oh oui!... Mais quand j'irai vous dire adieu, me laisserez-vous m'éloigner sans prononcer un mot qui me rende léger et joyeux? Ne m'accorderez-vous nul espoir? Me verrez-vous sans regrets, sans remords, m'en aller tout triste et plus malheureux que je ne l'étais avant ce soir? Que me direz-vous, madame? Me direz-vous encore: Laissez-moi partir?

CÉCILE, le regardant avec grâce et malice.

Non. Je vous dirai... Revenez...

Elle lui tend la main. Il la baise avec bonheur et ils sortent. Et le rideau tombe pendant que le clairon sonne toujours la Berloque.

GÉRARD D'HOUVILLE.

L'UNIVERSITÉ DE FRANCE

ET

LA GUERRE

L'Université, elle aussi, a « tenu. » Elle a offert d'abord le plus généreux et le plus pur de son sang; mais, pendant qu'il coulait, quels que fussent les deuils, quels que fussent les soucis, elle a tout de même continué sa tâche ordinaire. Le ministre de l'Instruction publique d'Angleterre, Henderson, disait récemment de l'éducation et de la guerre (et personne en Angleterre du moins, ni en France, ne le contredira) que ce sont deux genres d'activité diamétralement opposés. « L'éducation construit et la guerre détruit. » « Mais il vient un moment, ajoutait-il, où l'homme qui construit doit abandonner son ouvrage pour lutter contre le danger qui menace sa construction même. » Ainsi professeurs et instituteurs, chez nous, ont abandonné pour d'autres devoirs lycées et écoles. Eux partis, la besogne a été faite cependant. Comment, depuis bientôt deux ans, dans l'Université, on a su mourir, comment elle-même a su vivre, c'est ce que nous voudrions raconter.

L'ÉCOLE NORMALE

La dispense du service militaire, qui fut autrefois le privilège des universitaires, comme des ecclésiastiques, avait, depuis quelque temps, pris fin. Et, avant qu'elle prît fin, en 1870, des normaliens, par exemple, s'étaient courageusement conduits.

« Tu n'en as pas, toi, de normaliens, disait à un de ses camarades un vieux capitaine de l'armée de Chanzy; tant pis pour toi, car c'est de rudes lapins. » A l'entrée même de l'École Normale, notre génération saluait pieusement la plaque commémorative du normalien mort pour la patrie. Demain, le péristyle de la vieille maison sera trop étroit pour les commémorations dues. Un autre normalien avait été décoré pour sa bravoure, qui fut depuis ministre et président de la Chambre. Tous les décorés de la présente guerre ne pourront fournir pareille carrière, évidemment. Mais enfin cette présente guerre était la première où, en masse, professeurs et instituteurs étaient appelés à l'honneur de se battre. Et l'on pouvait craindre, sans aucune malveillance, qu'ils eussent à faire quelque effort, qu'ils feraient sans aucun doute d'ailleurs, sur leurs goûts et leurs habitudes. — Personne n'avait prévu, mais

...quel temps fut jamais si fertile en miracles?

— ce que des faits et des chiffres vont nous apprendre des qualités militaires naturelles et du degré d'héroïsme des hommes d'étude. Ces chiffres, toutefois, nous ne pourrons les donner avec une absolue précision, même quand nous les saurons. C'est un mot d'ordre que nous acceptons, comme tant d'autres, d'éviter la publicité de pourcentages, qui n'ébranleraient pas des courages que rien ne saurait ébranler, mais que l'ennemi ferait servir à des généralisations mensongères. Les approximations seront suffisamment éloquentes. Et, pour l'École normale en particulier, elles permettront de mesurer l'immensité de l'holocauste. Il est juste, pour cette raison, de commencer par elle.

Du jeu de nos lois militaires, chevauchant l'une sur l'autre, il résultait que, au moment où la guerre éclata, six promotions accomplissaient leur temps d'école ou de régiment. Il y eut ainsi plus de normaliens au feu qu'il n'y en eût eu en d'autres temps. Cela explique un chiffre de pertes qui, quoique inexactement connu, semblait à beaucoup dépasser toute vraisemblance. Telle qu'elle est, la vérité est à la fois assez cruelle et assez glorieuse. Nombreux sont ceux qui luttent encore, et qui ne sont pas, nous le savons, indignes des autres. Onze ont été faits chevaliers de la Légion d'honneur. Et j'ai sous les

yeux 86 citations. Je n'en reproduirait qu'une, qui est caractéristique :

Julia, sous-lieutenant au 34e d'infanterie. Le 25 janvier 1915, a montré le plus profond mépris du danger sous un bombardement d'une extrême violence. A su, malgré sa jeunesse, prendre sur ses hommes un réel ascendant, a repoussé une attaque menée contre ses tranchées, et a été atteint d'une balle en pleine figure, lui occasionnant une blessure affreuse. Bien que ne pouvant plus parler, a écrit sur un billet qu'il ne voulait pas être évacué; ne s'est rendu à l'ambulance que quand l'attaque ennemie a été refoulée. Cet officier, reçu le premier à l'École polytechnique et à l'École normale, venait de rejoindre le front et voyait le feu pour la première fois. (*Journal officiel* du 21 février 1915.)

Je n'ajouterai rien ; il y a des textes que tout commentaire affaiblit. Je dirai seulement, car on sera sans doute heureux de le savoir, que celui qui a mérité cette citation a échappé à la mort.

On sait ce que sont, à l'École normale, les agrégés préparateurs. C'est, parmi les scientifiques, une élite qui prolonge ses études, et dans laquelle se recrutent les professeurs d'enseignement supérieur, les savans de demain. Ils étaient dix. Le total des morts et des blessés dépasse le chiffre 5. Elle est de l'un d'eux, qui était marié, qui était père, Chatanay, l'admirable lettre, auguste dans sa simplicité, où tant de force morale s'ajoute à tant de tendresse, lettre qui a été publiée déjà, mais qu'il est impossible de rencontrer sans désirer, en la relisant, s'incliner devant la mémoire de celui qui l'a écrite :

Ma chérie, j'écris à tout hasard cette lettre, car on ne sait pas... Si elle t'arrive, c'est que la France aura eu besoin de moi jusqu'au bout. Il ne faudra pas pleurer; car, je te le jure, je mourrai heureux s'il me faut donner ma vie pour elle. Mon seul souci, c'est la situation difficile où tu te trouveras, toi et les enfans... Tu embrasseras pour leur papa les chères petites, tu leur diras qu'il est parti pour un long, très long voyage, sans cesser de les aimer, de penser à elles, de les protéger de loin...

Il y aura aussi un petit bébé, tout petit, que je n'aurai pas connu. Si c'est un fils, mon vœu est qu'il soit un jour médecin, à moins cependant qu'après cette guerre, la France n'ait encore besoin d'officiers. Tu lui diras, lorsqu'il sera en âge de comprendre, que son papa a donné sa vie pour un grand idéal, celui de notre patrie reconstituée et forte. Je crois que j'ai dit l'essentiel. Au revoir, ma chérie, mon amour. Promets-moi de n'en pas vouloir à la France si elle m'a voulu tout entier. Promets-moi aussi de consoler maman et papa, et dis bien aux petites filles que leur père, si loin soit-il, ne cessera jamais de veiller sur elles et de les aimer. Nous nous

retrouverons un jour réunis, je l'espère, auprès de Celui qui guide nos existences et qui m'a donné auprès de toi et par toi un tel bonheur. Pauvre chérie, je n'ai même pas eu le temps de longuement penser à notre amour, si grand cependant et si fort ! Au revoir, au grand revoir, le vrai. Sois forte. — Ton Jean.

Nous aurons à chercher plus loin en quoi le soldat professeur ou instituteur peut différer d'un autre soldat, tout en ressemblant à tous les soldats de France, ce que le métier ancien a laissé en lui de préoccupations, d'habitudes, dont le métier nouveau profite d'ailleurs. Mais ces jeunes gens, dont nous parlons maintenant, n'ont pas le pli professionnel. Ils ont seulement une culture à la fois plus étendue et plus raffinée, ils ont les exigences de conscience qui en résultent. Le devoir ne se présente pas à eux avec des limitations ; ils vont spontanément au delà. Ils ont la jeunesse, comme tant d'autres qui en ont fait le même usage, l'entrain, l' « allant, » la gaieté, fleur du sacrifice ; ils ont aussi le sentiment vif de la responsabilité ; ils ont un autre sentiment non moins vif, celui de la fraternité. Je ne devine pas, je n'invente pas, je lis ces traits divers dans les citations dont ils sont l'objet, ou dans les notices qui leur ont déjà été consacrées. Dès la mobilisation, ils se découvrent eux-mêmes : « Quelle joie ! quel calme partout !... L'École se distingue par son entrain... Jamais je n'aurais cru que je puisse attendre la guerre avec autant de tranquillité... Avec l'état d'esprit qui règne ici (cette lettre est écrite de Toul), on ne peut qu'être vainqueurs... C'est un des plus beaux momens de ma vie. » Celui qui pensait ainsi en août 1914 avait trompé le conseil de revision sur l'état de sa santé, afin d'être soldat. Un autre que l'on veut retenir dans un laboratoire, qui est cependant un laboratoire d'inventions de guerre, s'évade de ces occupations de l'arrière qui lui répugnent. Aux blessés il faut l'ordre formel de leurs chefs pour qu'ils se retirent du combat où ils croient toujours avoir encore quelque chose à faire. De leurs corps douloureux, de leurs bouches convulsées, des exhortations au courage sortent encore. A moitié guéris d'une blessure, ils ont hâte de retourner au feu. L'un d'eux a ainsi été blessé six fois. Comme leurs traditionnelles amitiés d'École se resserrent dans le danger commun ! Mais pour tous leurs soldats, car eux sont de jeunes officiers, ce sont des frères que leur âge ne permet même pas d'appeler des frères aînés. Beau-

coup ont été tués en allant au secours de soldats blessés ou enfouis dans une mine. Leurs chefs remarquent leur intelligence, ce qui est assez naturel, leur haute valeur morale, ce qui l'est encore, mais aussi, et avec une évidente surprise, l'ascendant naturel de ces tout jeunes gens et leur immédiate adaptation à une tâche pour laquelle ils n'étaient pas faits. L'ennemi même s'incline. Sur la tombe de Piglowski, refusant d'abandonner une mitrailleuse qui, elle pourtant, refusait le service, prenant le fusil d'un soldat blessé et se faisant tuer cramponné à son poste, les Allemands ont élevé une stèle avec cette inscription :

Ci-gît
le sous-lieutenant
JEAN PIGLOWSKI
de la section mitrailleuse du régiment d'infanterie 253
au milieu de ses braves soldats
mort pour la patrie le 18 février 1915.

Des soldats allemands ont érigé ce monument.

On frémit à la pensée de cette gerbe d'épis mûrissans trop tôt fauchée. Hélas ! elle n'est pas la seule ; et le directeur même de l'École normale disait noblement qu'il n'y a pas de hiérarchie entre les morts. Ce que ceux-là représentent d'humbles efforts de familles le plus souvent pauvres, ambitieuses pour un fils bien doué, de travail déjà accumulé, de talens déjà formés, d'espérances perdues, d'œuvres qui ne seront jamais écrites, de découvertes qui ne seront jamais faites, il faut se l'être dit cependant. Sans doute ces deuils sont la rançon de la gloire, et il était impossible d'épargner ceux qui se sont si peu épargnés eux-mêmes. Il reste aux générations futures et aussi aux survivans le devoir de travailler double pour remplacer cette génération du sacrifice. Mais celle-là aura laissé une page d'une beauté inédite dans l'histoire des lettres et des sciences qui n'avait jamais vu immoler tant de pousses de jeunes lauriers. Elle aura ennobli l'idée que l'on se faisait de la jeunesse intellectuelle, puisqu'elle aura montré combien peu sa vocation est exclusive d'autres vertus. L'École normale avait ses promotions célèbres, célèbres par le nombre et la qualité des écrivains et des savans qu'elles avaient fournis. Mais quelle promotion pourra être comparée dans l'histoire normalienne à celles que

le devoir suprême a trouvées si bien préparées, quelle promotion aura mieux servi la patrie et la maison?

L'UNIVERSITÉ AU FEU

S'il était juste de commencer par cet hommage, il cesserait de l'être de croire que l'École normale a été une exception dans l'Université, comme de croire aussi que l'Université a été une exception dans le pays. Il y a eu de l'héroïsme pour tous; et chaque corporation peut faire, même inachevé, le compte de ses gloires qui ne sont que des rayons de la gloire commune. Donc, tous les ordres d'enseignement fournissent d'abord à l'armée le contingent que déterminent les obligations militaires de chacun. Des volontaires s'y ajoutent. Le Conseil d'État est fier de Collignon; le corps diplomatique de Saint-René Taillandier; l'École des Beaux-Arts de Max Doumic; l'Université est fière de Charles Bayet, ancien directeur de l'enseignement supérieur, et aussi ancien volontaire de 1870; il reprend le galon de sous-lieutenant conquis quarante-quatre ans plus tôt, et s'engage à soixante-cinq ans. Cet exemple est symbolique, il n'est pas unique. Ceux-ci sont des pères d'instituteurs; je ne puis affirmer qu'ils soient instituteurs eux-mêmes : leurs fils sont tués; ils partent « pour que la France n'ait pas un soldat de moins. » L'un d'eux a fait part de ses intentions à sa femme. « Si j'étais homme, dit-elle, je serais déjà partie. » Ils s'appellent Huguet et Cartoux. A l'autre extrémité de l'âge, du moins de cette tranche, qui s'allonge chaque jour sous nos yeux, de la vie humaine, pendant laquelle on peut être soldat, de jeunes générations vivent dans l'impatience. Lorsqu'un appel nouveau vide les classes de nos lycées et de nos écoles normales, il faut avoir assisté à l'enthousiasme de ces appelés, qui se considèrent tous comme des élus, et à l'enthousiasme de leurs camarades qui fait cortège au leur. Ceux que la date plus rapprochée de leur naissance empêche d'être appelés, en même temps que leurs compagnons d'études, devancent l'appel, comme si les murs, dans les salles désertes, devaient leur reprocher d'être restés. Le nombre des mobilisés varie avec ces appels successifs. Dans l'enseignement supérieur, au 1er janvier dernier, en comptant le personnel auxiliaire des Facultés, il dépassait 300; encore beaucoup de professeurs de

facultés de médecine sont-ils mobilisés sans l'être, servant sans uniforme dans des hôpitaux militaires. Dans l'enseignement secondaire, il dépassait 3 000 ; dans l'enseignement primaire, il atteignait 30 000. Voilà le corps d'armée universitaire.

Le hasard fit bien les choses pour lui. Le premier Français tué fut un instituteur, André Peugeot, caporal au 44e d'infanterie. Ce fut le dimanche 2 août, à dix heures du matin. La guerre ne fut déclarée que le 3. Une patrouille allemande s'avance ce jour-là jusqu'à 12 kilomètres en territoire français. A Joncherey, près de Delle, Peugeot organisait un petit poste, lorsque les cavaliers allemands furent signalés. Il s'avança vers l'officier et lui fit les sommations d'usage. Celui-ci, le lieutenant Mayer, du 5e chasseurs à cheval de Mulhouse, répondit par trois coups de revolver, quoique l'état de guerre n'existât pas encore. Peugeot, mortellement atteint, eut l'énergie d'épauler son fusil et d'abattre son meurtrier. Puis il fit quelques pas, et tomba sans un cri. Il avait vingt et un ans. Il était fils d'institutrice, et ancien élève de l'école normale de Besançon.

Depuis cette première victime, combien d'autres ! Le *Bulletin de l'Instruction publique* et toutes les revues d'enseignement s'ouvrent, depuis bientôt deux ans, par la liste glorieuse, certains jours effroyablement longue, des morts pour la patrie. C'est, page par page, et au fur et à mesure des événemens, le livre d'or. Pour l'enseignement supérieur aucune addition n'est possible, et pour d'autres raisons encore que celles que nous avons dites. Les fonctionnaires appartiennent à des catégories trop différentes. Mais, ce qu'il faut dire, c'est que ce ne sont plus seulement des espérances, mais des talens dans toute leur floraison qui sont fauchés : membres des Écoles de Rome et d'Athènes, ou de la fondation Thiers, astronomes, maîtres de conférences, professeurs même de nos facultés. Il faudrait autant de notices que de noms. Je pense à ceux que j'ai particulièrement connus. Je pense à vous, Chéneaux, engagé volontaire à quarante-cinq ans, quand votre vie laborieuse vous apportait des fruits bien gagnés, vous dont les pacifiques travaux de juriste et la douce physionomie ne laissaient pas deviner l'ardeur patriotique et le futur héroïsme. Je pense à vous, Rambaud, qui portiez avec modestie un nom cher à l'Université, et comptiez déjà, à votre tour, parmi nos bons historiens, vous,

dont la gravité précoce se mêlait de tant de charme : pressentiez-vous combien votre destinée serait courte ? Je pense à vous, Leroux, l'orgueil de la jeune École de Madrid, après avoir été celui de l'École d'Athènes, qui, brillant archéologue, vous étiez, avec cette souveraine aisance qui fut un de vos dons, transformé en brillant officier, et qui, mal guéri d'une première blessure, étiez parti si allégrement pour les Dardanelles. Mais je devrais aussi penser à d'autres, et je n'ai pas le droit de m'attarder à des regrets où il entre une part d'amitié personnelle. Ceux-là du moins me servent de mesure pour les pertes de même nature et de même prix que la science française a faites. Dans l'enseignement secondaire aussi, il y aurait des noms, trop de noms à retenir et à citer. Hier celui de Malet, bien connu de tous les élèves d'histoire de nos lycées, s'inscrivait sur la liste funèbre. D'une façon générale, les pertes sont plus grandes parmi ceux que leur degré de culture prédestinait aux fonctions d'officier, soit qu'ils les aient occupées dès le début de la campagne, soit qu'ils les aient conquises. L'École de Saint-Cloud qui est l'École normale supérieure de l'enseignement primaire, où se forment les professeurs d'Écoles normales et d'Écoles primaires supérieures, semble avoir voulu rivaliser avec l'École normale de la rue d'Ulm. Un élève sur dix a obtenu une citation. Dans tous les ordres d'enseignement les citations sont innombrables et souvent très belles. Rien ne vaut ces simples récits, faits en termes militaires, des exploits accomplis. Si je ne donne pas de chiffres pour les citations obtenues, c'est que la nature variée de ces citations fausse les statistiques. L'enseignement secondaire a déjà 14 chevaliers de la Légion d'honneur pour faits de guerre, l'enseignement primaire 70. Et rappelons que seuls les officiers peuvent recevoir cette distinction.

A quelques-uns, qui connaissaient mal nos instituteurs, leurs vertus militaires ont causé une agréable surprise. On les jugeait d'après des manifestations tapageuses qui n'engageaient que ceux qui s'y livraient, et qui, eux-mêmes, étaient le plus souvent des esprits généreux grisés par le vin des idées. Ceux qui les fréquentaient ne doutaient pas d'eux, et eussent prédit que de la fougue même de leur nature jaillirait de l'héroïsme : les plus épris de paix n'auraient contre ceux qui ont déchaîné la guerre que de plus saintes colères. C'est ce qui est arrivé. Peut-être même ont-ils mis un point d'honneur à se montrer plus braves,

parce qu'instituteurs, et ce point d'honneur a-t-il coûté des vies. Nous y regarderons désormais à deux fois avant de médire les uns des autres. Les chefs de ceux qu'on appelait les syndicalistes sont morts les premiers : c'est Chalopin, secrétaire du syndicat des instituteurs de la Seine et de la Fédération nationale, c'est Berry, trésorier du même syndicat, c'est Cren, qui présida le Congrès autrefois fameux (mais combien cela nous paraît lointain !) de Chambéry. Aussi de grands écrivains se sont honorés en rétractant des sévérités que les apparences avaient justifiées. L'Académie française a tressé pour les instituteurs ses plus belles couronnes. Des généraux les mettent pour ainsi dire collectivement à l'ordre du jour : « Les instituteurs, tous des poilus, des patriotes, toujours prêts au grand sacrifice, » dit l'un d'eux. Un autre que son nom, sa particule, son éducation, dit le journal *Le Temps*, ne désignaient pas comme un défenseur de l'école officielle, affirme que « les instituteurs constituent une des forces principales, sinon la force principale de son armée. » Voici maintenant l'hommage d'un simple soldat :

Mon capitaine... je veux vous remercier de tout ce que vous avez fait pour moi et pour les autres de la compagnie. Je vous remercie de ce que vous vous faites aimer de vos hommes en étant bon pour eux et en leur montrant que vous les aimez ; je vous remercie de ce que vos hommes vous voient souvent, de ce que votre présence vient souvent leur rendre courage et ardeur, et cela, même la nuit, même lorsque le temps est mauvais, même quand sifflent les balles, et que les obus ne tombent pas loin ; je vous remercie de ce que vous dites à vos hommes de se baisser, tout en regardant, vous, par-dessus le parapet, car tout cela redonne courage au soldat et rend la vie moins dure. Je ne vous dis pas cela pour vous flatter : flatter est une chose bête qui ne sert à rien. Mais je vous dis cela parce que je sais que cela donne courage et force à un homme de savoir qu'il réussit à faire du bien. Et je serais heureux si j'avais pu alléger et rendre moins dure en quelque chose votre tâche si pénible de chef de guerre.

Cette lettre est adressée à un instituteur, fils d'instituteur, capitaine à vingt-huit ans, par un soldat qui, dans le civil, est un Père jésuite. Honorons-les tous deux en passant. De cette lettre il faut rapprocher cette boutade d'un instituteur, sous-lieutenant : « Croyez que, parmi les plus braves, sans vantardise, se trouvent toujours un instituteur et un curé. » — Entre tous ses instituteurs, la France doit à ses instituteurs algériens un tribut particulier de reconnaissance. L'un demande au gou-

verneur général qu'on le prenne comme indigène, si la loi ne permet pas de le prendre comme Français, mais qu'on le prenne. C'est à son directeur d'École normale qu'un autre s'adresse : « La France m'a instruit, elle m'a donné le bien-être, elle me garantit la liberté et la paix. Je mourrai, s'il le faut, pour la défendre. » Un autre encore, en mourant, unit ces deux cris : Vive la France, vive l'Algérie ! Pendant la guerre, comme pendant la paix, les instituteurs algériens ont été de bons serviteurs de la France.

Certes, nous ne voudrions pas même paraître mettre à part les professeurs et instituteurs soldats ou officiers parmi leurs frères d'armes. Eux surtout ne le permettraient pas. Ils ont plutôt éprouvé une noble joie à se perdre dans la communauté française et à faire la connaissance d'hommes et de choses dont la vie d'école les tient d'ordinaire éloignés. Il ne se peut cependant pas qu'il n'y ait, dans leur physionomie, quelques traits qui soient bien à eux, et on peut se demander ce qui est résulté du contraste violent de leurs deux genres de vie, et du brusque renversement de tout leur système d'habitudes. Regardons donc d'un peu plus près ce type de l'universitaire soldat que l'on n'avait jamais vu, que l'on ne reverra peut-être plus de sitôt. Tous les traits d'abord ne sont pas communs à tous. Il en est qui jouissent de ce contraste dont nons parlons, qui s'enivrent de plein air et de vie simple. Ce sont les plus raffinés et les purs citadins. Pour un instituteur rural le plein air n'a pas été une surprise. Cherchons de préférence la marque de la profession commune. L'âme professionnelle subsiste, malgré la secousse subie. Un qui a dit qu'il donnerait Kant et Leibniz pour une carotte crue se repent l'instant d'après. Ils pensent à leurs élèves et évoquent la classe abandonnée. Ils causent pédagogie et il y en a qui corrigent des devoirs dans les tranchées. Les joies de l'étude, dont ils sont privés, leur apparaissent plus douces, et le temps perdu par nécessité leur fait regretter celui qu'autrefois ils auraient pu ne pas perdre. Ils disent que la tranchée est un excellent « pensoir. » Émile Clermont y méditait des sujets de roman. Mais on en sort quelquefois. Alors le géographe observe en géographe, l'historien ne se contente pas de l'histoire à laquelle il collabore et recherche les traces de celle du passé. Un professeur d'école normale envoie à des collègues des collections de fossiles recueillis dans le Soissonnais.

Un instituteur rappelle, sur un ton moitié plaisant, moitié respectueux, qu'une circulaire ministérielle recommande de profiter de toutes les circonstances pour enrichir son fonds. Ils lisent, leurs livres souvent souillés de terre par les obus, ou la nuit dans le voisinage des rats. Et que lisent-ils? Il ne peut être question de dresser un catalogue de livres de tranchées, qui serait sans doute assez mélangé. Mais si on s'en rapporte aux confidences de la catégorie de lecteurs qui nous intéresse en ce moment, on est étonné du sérieux de ces lectures qui devraient être des délassemens. C'est Lucrèce, c'est Démosthène, c'est Racine, c'est Lamartine. « Les plus vieux sont les meilleurs. » « En général, est-il ajouté, nous n'aimons pas beaucoup la littérature de guerre. » La Bible est aussi très demandée. Aux spectacles que ces hommes, qui réfléchissent, ont sous les yeux, aux pensées qu'ils font naître convient seulement le voisinage et comme le commentaire des plus grandes œuvres. Par un effet réciproque, celles-ci sont mieux comprises :

> Je médite Pascal que, cette année seulement, j'arrive à comprendre, non parce que je le pénètre avec mon intelligence, mais parce que je frémis à son unisson avec ma chair, mes sens, mon imagination. Si je n'avais jamais pleinement saisi des mots comme : « Le silence éternel des espaces infinis m'effraye, » c'est que je n'avais jamais pu m'en créer une vision assez forte.

Cela est écrit par un instituteur de vingt ans. Cette âme professionnelle, dont nous parlons, se manifeste encore de plusieurs façons. Il y a généralement dans un maître, un ancien bon élève, et qui le demeure. Il est appliqué, sensible à l'éloge et, par une habitude scolaire, qui se confond d'ailleurs avec sa foi dans sa profession, il reporte volontiers l'honneur de ses propres exploits à l'éducation qu'il a reçue. Un professeur de philosophie, qui vient d'être décoré, écrit à son inspecteur général : « Mon premier mouvement est de vous en faire part comme un élève qui est content de sa tâche. »

De même qu'il devient facilement un maître, le « bon élève » a su devenir un chef. Voici un régiment de l'armée de Champagne où, en octobre 1915, sur huit commandans de compagnie il y a deux instituteurs et, sur les trente instituteurs qu'il compte encore dans ses rangs, cinq sont lieutenans, et vingt sous-officiers. Tous les régimens ne sont peut-être pas

aussi pédagogiques. Cette guerre a certainement révélé cependant l'aptitude de celui qui enseigne aux fonctions de gradé : on eût dû la soupçonner. L'habitude de diriger des enfans l'a préparé à diriger des hommes, « ces potaches barbus, » nom qu'un professeur donne aux poilus. La discipline, l'entraînement font partie de ses qualités professionnelles. Puis il sait qu'avec des enfans, moins respectueux que les hommes, l'exemple seul compte, et c'est cette méthode de commandement qu'il applique à ses nouvelles fonctions, tout en faisant son profit, pour les fonctions d'hier et de demain, de ce qu'a parfois d'utilement définitif un ordre militairement donné. L'uniforme crée moins de différence dans la communauté de la boue; et c'est sur l'ordre des « grandeurs naturelles, » dans l'armée d'aujourd'hui comme à l'école, que se fondent l'ascendant et l'autorité. Faut-il ajouter que parfois ce chef sait l'allemand, ce qui sert dans maintes occasions, et beaucoup d'autres choses, que (ceci est vrai surtout pour l'instituteur) il sait chanter et conduire un chœur où tous se retrempent et communient. Par profession enfin, il est bon. Il lit les lettres de ceux qui ne savent pas lire, il fait leur correspondance. Il refuse, blessé, de se laisser emporter sans son ordonnance, et il en meurt. A l'hôpital, il donnera de son sang à un voisin, que cette transfusion sauvera. Il sait les paroles qui remontent; et les plus belles classes qu'il fit jamais, c'est en face d'hommes dont la volonté faiblissait et qu'il a su rendre au devoir. Il ne s'agissait pas de fautes d'orthographe cette fois. C'est tout de même à son inspecteur primaire qu'il raconte le fait, pour en tirer cette conclusion : « Notre tâche d'éducateurs reste intacte sur le front. » Je crois bien!

S'il a, comme tout Français, ce qu'on appelle maintenant le « cran, » il s'y mêle, plus que chez d'autres peut-être, un sentiment de gravité. Le mot de devoir est celui qui revient le plus souvent sur les lèvres des mourans. « Je suis fichu, mais je crois avoir fait mon devoir. » « Mes amis, continuez à faire votre devoir. » Ces suprêmes paroles sont extraites de citations. Même avant l'approche de la mort, c'est la même idée, autant que celle d'honneur, qui est pour lui ce point fixe dont parle Vigny. Celui-ci, qui prévoit, avant l'assaut, qu'il y restera, se console ainsi : « J'aurai fait mon devoir. » Celui-là, que l'on félicite d'une action d'éclat, répond un peu brusquement : « Il

n'y a pas d'action d'éclat, il y a le devoir. On vous commande d'aller là, on y va, voilà tout. » « Je pleure malgré moi, écrit le 4 août 1914 à ses parens un tendre et noble fils, le sous-lieutenant Morillot, mais l'idée du devoir me réconforte, et je partirai sans faiblir. »

Le professeur enfin comprend et fait comprendre autour de lui le sens et la grandeur des événemens qu'il vit. Il éprouve d'y être mêlé une fierté et comme une jouissance d'ordre esthétique et moral tout à la fois. « Tu sais, cela vaut la peine de risquer sa peau. C'est de la vie condensée... Frôler, à toute heure, à toutes minutes, de sublimes réalités, consentir librement un noble sacrifice! Je vis. » Héroïsme un peu égoïste celui-là. Celui-ci l'est moins. C'est un instituteur qui me fit à moi-même l'honneur d'écrire ce qui suit :

Même sous le canon, nous n'oublions pas l'idéal pour lequel nous combattons. De savoir que l'accomplissement de notre devoir actuel dépasse en portée et notre personne et notre temps, et même notre pays, — puisqu'il intéresse l'humanité au sens le plus profond et complet du mot, — nous est un stimulant d'une vigueur incalculable. Ce sentiment, vous ne le trouverez pas seulement chez ceux qu'une certaine culture a affinés et rendus pleinement conscients du rôle qu'ils jouent; vous le retrouverez très puissant, — bien que nécessairement un peu vague, — chez les plus humbles et les moins cultivés des soldats.

Chez quelques-uns, l'idéal prend la forme touchante des têtes blondes qu'ils connaissent bien ; ils se battent pour l'avenir; ils se battent pour leurs élèves : « Puisque c'est pour eux, allons-y! » De toute façon ils ont senti, dans l'appel aux armes de 1914, un appel simultané aux idées, à celles qu'ils enseignent, à tout ce qui fait leur raison d'exister à eux, si cela fait aussi pour d'autres le prix de la vie. Aussi ont-ils conscience de continuer, en combattant, leur métier, de le faire même mieux que jamais, puisque professer c'est aussi faire profession, et que jamais ils n'auront l'occasion d'un pareil acte de foi.

Quand je parlais à nos enfans de liberté et de patrie, quand, pour commenter un texte de Tite-Live ou de Montesquieu, de Platon ou de Corneille, je tâchais de faire germer ou d'exalter en eux les vertus civiques, je mettais bien toute mon âme dans ce que je disais, et ils le sentaient à mon accent. Mais je n'avais pas encore payé de ma personne, je n'avais pas été soldat ; j'étais passé directement des bancs de l'école à la chaire du professeur ; je connaissais la France de l'histoire et des livres, si

belle, si émouvante qu'elle faisait trembler Michelet d'admiration et d'amour, mais non la France vivante et présente, la France des paysans, des ouvriers, des manuels, des intellectuels, tout entière debout et armée pour la défense de ses foyers et de ses autels, ce qui est bien, et pour le triomphe d'une cause qui est celle de l'Europe et de la civilisation, ce qui est plus beau encore.

Ce qu'exprime si éloquemment M. Sarthou, ses collègues le pensent comme lui. Cette guerre est leur guerre, quoiqu'ils ne l'aient pas voulue.

L'HÉROÏSME CIVIL

Nous avons vu l'Université au feu. Avant d'aller la chercher dans les écoles qu'elle a su rouvrir, il nous faut étudier d'autres formes d'activité que la guerre a imposées ou inspirées à quelques-uns de ses membres. Oh ! la souffrance de se sentir inutile dans les journées d'août 1914 ! On était bon à quelque chose en temps de paix; on jouissait de son travail, on aimait son métier. Et tout d'un coup il n'y a plus qu'une besogne qui compte, à laquelle on n'est pas apte. On voudrait servir de quelque manière que ce soit. La bonne volonté est immense et unanime. Mais il n'y avait pas de plan de mobilisation prévu pour les civils. Il faut s'ingénier, chercher soi-même ou se donner au moins l'illusion de l'action. Les chimistes, les professeurs de langues vivantes offrirent leurs services, qui ne furent pas tout de suite acceptés. Beaucoup de professeurs trouvèrent dans la Croix-Rouge l'emploi de leurs jours, et même de leurs nuits. D'autres utilisèrent leurs vacances dans des mairies ou des préfectures. Je sais un professeur de faculté, correspondant de l'Institut, qui fut dactylographe dans une intendance.

La bonne volonté des instituteurs ne connut pas ces embarras. Ils furent immédiatement utiles, et sur place. Car ils étaient à leur poste. Leur chef à tous, le directeur de l'enseignement primaire, a résumé leur rôle d'après leurs propres rapports. Je n'ai qu'à résumer ce résumé. A la campagne, la plupart sont secrétaires de mairie. Le maire est souvent mobilisé. Ils accomplissent toutes les besognes municipales, sauf de procéder à des mariages. Or, l'état de guerre a compliqué ces besognes. C'est eux qui dressent, par centaines, des bons de réquisition, des passeports, des états de denrées, des listes d'indigens. Ils

sont les distributeurs d'allocations, et apportent, dans cette tâche difficile, l'esprit de justice scrupuleuse dont le maniement ordinaire des enfans leur fait une obligation et une habitude. L'instituteur est, en outre, selon les communes, garde champêtre, appariteur municipal, afficheur public, directeur du fourneau économique ou de la soupe populaire, gérant de la boulangerie coopérative, et presque partout facteur de la poste. Il offre ses bras au cultivateur, et les maîtres qui moissonnent acquièrent, de ce fait, dans le village, un surcroît d'estime. Il offre aussi les bras des autres, car il sait organiser et discipliner. Dans les Basses-Alpes, c'est une institutrice qui crée une association de volontaires pour faire la moisson des mobilisés de la commune. Dans l'Isère, des instituteurs fondent, pour le même objet, une société de la « Jeunesse agricole et scolaire. » Dans les Côtes-du-Nord, une œuvre du même genre est créée pour les « Semailles d'automne. » Voici l'emploi du temps d'un maître, pendant une journée d'août 1914, tel qu'il l'établit pour son inspecteur primaire :

De cinq heures à huit heures du matin, service à la mairie, pour renseignemens au public, laissez-passer aux ouvriers et autres. De huit à neuf heures, rapport à M. le maire sur les faits de la veille et de la nuit. De neuf heures à midi, reprise du service du matin et, au besoin, aide aux mairies voisines. De une heure à trois heures du soir, même service. De quatre à cinq heures, distribution du pain à la boulangerie ouvrière. Entre temps, je dois assurer l'aide au gérant du téléphone, je suis garde auxiliaire, je copie les dépêches officielles, je tiens les comptes et fais les recouvremens de la boulangerie, je signe un tas de papiers par ordre du maire, de sorte que ma journée se termine habituellement entre dix et onze heures du soir, ceci sans m'en plaindre, estimant que ce n'est que faire son devoir de mettre en ce moment toutes ses forces au service du pays.

L'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle a donc raison de dire des instituteurs secrétaires de mairie : « Eux aussi, ils ont fait campagne. »

Tout cela n'est cependant jusqu'ici que de la besogne matérielle. Leur rôle moral est autrement intéressant. L'instituteur est celui qui renseigne, car tout le monde ne reçoit pas de journaux quotidiens, et qui explique. Il commente le communiqué, et le répand, le copiant lui-même à plusieurs exemplaires. Il fait une carte du théâtre de la guerre, et guide les regards anxieux à la suite de nos troupes. Comme il reste

pédagogue, il appelle cela un exercice de « géographie appliquée. » Grâce à lui, on repère, dans chaque village, les localités où se battent les frères et les maris ; et il est le mieux informé des angoisses que chaque cœur enferme. Il est surtout celui qui réconforte. Il arrête en chemin les fausses nouvelles. Dans la mairie de Q..., l'instituteur a établi ce que celui qui relate ce fait appelle une sorte de « permanence du bon conseil. » Le même homme s'efforce de changer la douleur en fierté, et d'élever les courages par le culte des morts. Dans un village des Basses-Alpes, dès le début de la guerre, sur la place publique, sous un faisceau de drapeaux, un instituteur a inscrit les noms des soldats de la commune tués ou blessés.

Quand le même village a gardé instituteur et institutrice, les tâches se répartissent. Mais souvent l'institutrice fait tout. Elle aussi a moissonné. Elle a ouvert des garderies où les mères viennent parfois avec les enfans. Et les pères, qui l'ont appris, qui savent les êtres chers recueillis et entourés, en tirent du courage. On apporte à l'école jusqu'à des berceaux. A la garderie s'ajoute la cantine, et souvent aux frais de l'institutrice. « Des épouses, des mères, des sœurs se donnent rendez-vous chez moi ; on travaille, on cause des absens, on pleure, on s'encourage : tel est le rôle très modeste que je remplis ici. » L'école est ainsi un refuge à la fois matériel et moral. Quand elles ne viennent pas à elle, l'institutrice visite les familles que la mobilisation a privées de leur chef. Elle écrit les lettres adressées à ceux dont nous savons déjà qui écrira la réponse ; elle fait les envois d'argent ; elle accompagne les mères dans les tristes voyages. Étant elle-même un mélange d'autorité et de faiblesse, elle attire les confidences, et on recherche sa compassion. Plus tard ce seront les veillées, où se rendront celles qui se rendaient aux garderies ; puis d'autres devoirs se présenteront pour lesquels l'institutrice sera toujours prête : l'hospitalisation des blessés et le travail pour les combattans. Le ministère enverra des circulaires ; elles sont inutiles, si ce n'est qu'elles sont la mise en commun des initiatives diverses qui surgissent de partout. « Je ferai de mon mieux, dit une brave fille, pour répondre aux intentions de M. le ministre, mais ça nous part tout seul du cœur. »

Cet héroïsme quotidien et monnayé, quand les circonstances

l'exigent, quand l'occasion sublime se présente, devient de l'héroïsme sans épithète. Ce fut au moment de l'invasion. Professeurs et instituteurs sont à leur poste, nous l'avons déjà dit. C'est la consigne. Et l'approche ou la présence de l'ennemi ne leur semblent pas une raison suffisante d'y manquer. Nous ne savons pas tout sur ces braves, puisque beaucoup sont encore au pouvoir de l'envahisseur. Nous savons qu'il y a eu des morts, même parmi les femmes. Queste, professeur au lycée d'Amiens, a été fusillé au moment même où il donnait des conseils de prudence. Nous savons que quelques-uns eurent l'honneur d'être emmenés comme otages, qu'ils sollicitèrent même cet honneur. Brayer, ancien instituteur, s'offrit pour remplacer comme otage une institutrice. Il mourut trois jours après. Nous savons que quelques-uns rendirent à nos états-majors de périlleux services. Nous savons qu'ils furent pour les malheureuses populations un exemple et un soutien, et les défendirent contre l'affolement. Nous savons qu'ils ensevelirent les morts, soignèrent les blessés et sauvèrent des soldats français de la captivité. Nous savons qu'ils réussirent parfois à en imposer à l'ennemi par leur sang-froid et leur courage. Grâce à l'attitude d'un professeur du collège d'Avesnes, une partie de cette ville échappa à l'incendie. Un instituteur de Sancy-lès-Provins (Seine-et-Marne) fit mieux : il arracha d'un général allemand l'autorisation d'employer à éteindre un incendie des troupes plus accoutumées à en allumer. A Clermont (Oise), c'est un ancien instituteur qui est maire. Il réussit à éviter lui aussi le pillage et l'incendie. Et aux officiers allemands, qui veulent forcer les devantures des magasins, il oppose fièrement la loi française qui interdit de pénétrer dans le domicile de citoyens absens. L'institutrice de Lalobbe (Ardennes) va au-devant du général ennemi dont l'armée menaçante approche et, au nom des blessés qu'elle soigne dans le village, obtient qu'il soit épargné. Nous savons encore qu'un inspecteur primaire du Pas-de-Calais a été le premier fonctionnaire civil cité à l'ordre du jour de l'armée, qu'un autre inspecteur primaire a fait quatre-vingts jours de prison pour avoir désobéi à l'ennemi. Nous connaissons l'histoire de l'instituteur de Stenay. Il avait caché des provisions dans un souterrain menant de son école à la Meuse. Des espions connaissaient son secret. Il dut guider dans le souterrain les Allemands qui firent main basse sur les provisions. Mais des soldats

français étaient sur l'autre rive. Ce qui suit est extrait d'un rapport d'inspecteur primaire :

Un Allemand commande à l'instituteur de crier à nos soldats, afin de les attirer dans un guet-apens : « Venez, les nôtres sont ici. » Celui-ci refuse. Aussitôt on lui loge une balle dans la tête. La mort ne venant pas, on lui donne une seconde fois l'ordre de crier. Nouveau refus. Une seconde balle ennemie lui traverse la bouche et les deux joues, et on l'abandonne. La nuit venue, le moribond réussit, au prix d'efforts inouïs, à se traîner jusqu'à la route voisine. Une vache affamée s'approche et vient lécher le sang qui coule de ses blessures. Au matin, un passant le relève, et on transporte le malheureux à l'hôpital. Mais les docteurs allemands refusèrent de le soigner. Abandonné, l'instituteur de Stenay mourut après une longue et douloureuse agonie.

Nous connaissons l'histoire de celles qu'on appellera d'un nom collectif et qui honore tout un département : les institutrices de la Marne. L'autre guerre avait eu les instituteurs de l'Aisne, des martyrs, ceux-là. Elles sont trois qui, infirmières, accomplissent des prodiges à Reims avant, pendant, et après l'occupation allemande. Mlle Fouriaux est celle qui répondit aux remerciemens du major allemand qui s'en allait le 12 septembre : « Monsieur, nous n'avons fait que notre devoir d'infirmières, mais sans oublier jamais que nous sommes Françaises. » Une quatrième, Mme Fiquémont, remplit les fonctions de secrétaire de mairie à T... Voici ce que les rapports officiels nous apprennent à son sujet :

Du 4 au 12 septembre, elle eut à lutter contre les Allemands occupant la localité. Le 12, les Français reviennent; mais T... se trouve sur la ligne de feu, et devient le théâtre de combats quotidiens. Toutes les maisons furent démolies par le bombardement; un obus explose dans la chambre à coucher de Mme Fiquémont, heureusement absente; mais elle refusa toujours d'abandonner sa maison, quoiqu'elle eût avec elle sa fillette de cinq ans et son neveu de six ans. Depuis le 24 septembre, la courageuse institutrice remplace le maire âgé et malade dans ses fonctions. La localité est d'ailleurs encore exposée aux obus allemands, mais Mme Fiquémont demeure quand même à son poste.

Nous sommes injustes en écartant d'autres noms qui se pressent encore sous notre plume. Comme l'*Officiel* est éloquent, même quand il s'agit de citations civiles! et comme on a envie de supprimer toute analyse, tout commentaire et de se contenter d'aligner ces citations! Mme Chéron a accompli successivement les

plus difficiles devoirs en face des Allemands, envers les Français, envers les vivans et envers les morts. Voici ce que dit d'elle l'*Officiel :*

A montré dans des circonstances difficiles la plus grande énergie. Chargée des fonctions de secrétaire de mairie, et seule au moment de l'arrivée des Allemands, elle ne s'est pas laissé déconcerter par les menaces, et a tenu tête à leurs exigences avec une décision et un sang-froid remarquables. Lors du retour de nos troupes, elle a assuré le service du cantonnement et de l'alimentation; elle a pris elle-même toute mesure pour l'identification et la sépulture de nos morts. Enfin, elle a su prévenir la panique au cours du bombardement par son exemple, son attitude et ses encouragemens à la population. (*J. off.* 4 déc. 1914.)

Il y a quelque chose de tragiquement charmant dans la mort de Mlle Sudre, morte pour qu'un enfant n'ait pas froid :

Au moment de l'entrée à Saint-Dié, et alors qu'on se battait encore dans la rue d'Alsace, s'est proposée comme parlementaire. A été tuée ensuite pendant le bombardement de Saint-Dié, le 29 septembre, dans les conditions suivantes : réfugiée dans une cave avec d'autres personnes, a tenu, au plus fort du bombardement, à aller chercher des couvertures pour un petit enfant qui se plaignait du froid. C'est en quittant la cave qu'elle a été mortellement frappée par un éclat d'obus, victime de son dévouement. (*J. off.*, 24 janv. 1915.)

Enfin, voici un ménage d'instituteur et d'institutrice uni dans l'honneur d'une même citation : c'est le ménage Bougreau, de Sablonnières (Seine-et-Marne) :

Ont, au péril de leur vie, aidé quatre cavaliers français d'arrière-garde, surpris par l'ennemi, à se cacher dans leur propre maison, puis à s'enfuir pour rejoindre leur régiment. Contraint de rester debout, pendant un combat, au milieu des Allemands couchés, M. Bougreau fut blessé et gardé comme otage jusqu'au départ des ennemis. (*J. off.*, 28 mars 1915.)

Je ne sais s'il y a un autre exemple d'une citation associant ainsi mari et femme. Il n'y en a pas en effet pour les deuils supportés avec un courage qui est le plus difficile et le plus dur des courages. On admire avec raison des généraux qui, plusieurs fois frappés dans leurs plus chères affections, continuent, sans sourciller, leur tâche de salut. Il y a de semblables exemples parmi des professeurs qui ne me pardonneraient pas de les nommer, et dont la foi patriotique et l'ardeur de propagande

ont été trempées dans des deuils renouvelés. Qu'est-ce qui vous a transformés ainsi, pères et mères aux âmes inquiètes, facilement endolories, et qui aimiez vos enfans comme on ne les a jamais aimés? Votre douleur n'est pas moins profonde. Elle l'est même d'autant plus que ceux qui tombent se sont révélés plus dignes de votre tendresse, et que vous ne reconnaissez pas, dans le coup qui vous frappe, le caractère inévitable d'une loi de la nature. Mais de l'innombrable douleur de la France d'aujourd'hui il sort de la force plutôt que de la faiblesse. Les deuils sont portés comme une noblesse; dans l'universel exhaussement des courages, ceux qui pleurent ont essayé de n'être pas trop inférieurs à ceux qui meurent; et ils ont cru que la continuation de leur effort et la victoire consentie du patriotisme sur les plus puissans des sentimens humains étaient l'hommage même que leurs morts eussent choisi. Vous vous êtes conduit comme un soldat, professeur de Grenoble, qui êtes entré en classe au moment où l'on venait de vous annoncer la mort de votre fils; et vous, professeur de la Faculté de médecine de Nancy qui, recevant la même nouvelle, quand vous soigniez un blessé, n'avez pas interrompu l'opération commencée.

Les femmes ont été ici au moins les égales des hommes. Les lettres d'institutrices veuves valent les lettres d'adieu qu'elles ont reçues. Et que l'on songe que celles-là n'ont pas même droit à leur douleur et à leurs larmes! Tout le monde a l'œil sur elles. Madame l'institutrice doit à son rôle public de donner l'exemple : elle le donnera. Et, passant devant la classe vide où son mari enseignait, elle va retrouver les enfans qui l'attendent et pour qui il n'est pas permis d'être triste. Et elle leur redira, sa voix tremblant un peu, qu'il faut savoir mourir pour la patrie. Voilà des scènes comme il s'en passe tous les jours dans nos humbles écoles. En voici une autre : Mlle V... est en classe. On entre, on lui parle à l'oreille. Elle tremble et sort. Puis elle rentre bientôt, les yeux rouges. « Voyons, mon enfant, où en étions-nous? » Et la classe continue. On vient de lui apprendre la mort de son frère... Ailleurs un inspecteur trouve une mère subitement vieillie depuis la mort de son fils, et s'occupant fébrilement de tricot et de chandails : « Il faut que je m'emploie autant que je peux, monsieur l'inspecteur, pour empêcher mon pauvre esprit de battre la campagne. » Beaucoup de femmes françaises ont fait comme elle. L'Université n'a pas eu le monopole de cette forme

de courage plus que des autres. Disons seulement qu'elle a été une image fidèle du pays entier.

« LA CLASSE CONTINUE »

« La classe continue... » cette phrase que nous venons d'écrire résume tout ce qui va suivre. La guerre avait éclaté pendant les vacances. Elle n'était pas finie pour la rentrée de 1914. Et nous ne savons pas pour quelle rentrée elle sera finie. L'idée que la vie scolaire ne reprendrait pas à date fixe, quoiqu'il y eût alors de plus graves soucis, n'est pas venue un instant à l'esprit de ceux dont c'est la fonction d'en assurer la régularité. Pendant que l'on se bat sur la Marne, quand le lendemain est encore incertain, des fonctionnaires obstinés préparent donc la rentrée. Ainsi le paysan mène son labour jusqu'à la tranchée proche. Rien ne doit être en friche de ce qui a été sauvé de terre française. Les jeunes intelligences, dont nous attendons tant de réparations nécessaires, doivent être en friche moins que tout le reste. Mais poser un principe ne suffit pas. Comment faire? Nous avons dit combien de professeurs et d'instituteurs étaient mobilisés. Or on ne remplace pas un professeur ni même un instituteur comme on remplace le premier employé venu, et l'improvisation en pareille matière est impossible. L'idée vint, surtout lorsqu'on se mit à appeler des classes moins jeunes, d'atténuer la rigueur des lois militaires, non pas en faveur des maîtres, mais par nécessité, parce qu'on ne voulait pas se passer de l'école, et parce que l'école ne pouvait se passer de maîtres. De même on renvoie aujourd'hui à l'usine l'ouvrier indispensable. On eût renvoyé à cette autre usine cet autre ouvrier. Les maîtres ne le voulurent pas. La Fédération des Amicales d'instituteurs protesta contre une proposition de loi déjà déposée : « Les instituteurs estiment, est-il dit dans cette protestation, qu'ils ont le devoir et le droit de participer aux obligations de leurs classes respectives. » Toute mesure d'exception eût compromis à leurs yeux l'honneur de leur corporation. Et l'enseignement secondaire, dans lequel les remplacemens étaient un pire problème encore, suivait nécessairement le sort de l'enseignement primaire, fixé immuablement par ces nobles scrupules. Cette difficulté n'était pas la seule. Les locaux manquaient. Ils étaient réquisitionnés, quelques-uns pour des cantonnemens militaires, le plus grand

nombre pour des hôpitaux. Plusieurs de ces réquisitions étaient prévues par le journal de mobilisation. Les besoins dépassèrent les prévisions; et, comme il s'agissait des blessés, on n'eut pas même la velléité de discuter. Le service de santé militaire fit aux internats secondaires l'honneur d'en trouver l'installation matérielle supérieure à tout ce qu'on pouvait lui offrir ailleurs, et de les occuper presque tous. Au moment de la rentrée de 1914, 2031 écoles publiques étaient réquisitionnées, 150 écoles normales, c'est-à-dire presque toutes, 178 écoles primaires supérieures, et 347 établissemens secondaires, dont 221 en totalité. Il y en a en tout 528. Et ceux qui n'étaient pas réquisitionnés, étaient, sauf quelques lycées de Paris, les moins bien installés. A Bordeaux, pendant le séjour du gouvernement, les facultés elles-mêmes logeaient les différens ministères. Mais cela fut exceptionnel et d'ailleurs ne dura pas. Donc, manque de locaux et manque de personnel. Et on rentra tout de même.

Pour les locaux on s'ingénia. Un inspecteur en tournée raconte avec bonne humeur le problème qui se pose pour lui à la descente du train : « Où est l'école? » Il faut la chercher partout, sauf dans l'école. Cela n'est vrai cependant que pour celles que leurs dimensions rendaient dignes d'une réquisition, et dans les agglomérations qui ont tenu à honneur d'avoir au moins un hôpital de la Croix-Rouge. Mais où sont l'école normale, le collège, le lycée, ce sont de vraies découvertes à faire en effet. Et quand on a cru trouver, on n'a trouvé le plus souvent qu'une partie d'un tout désarticulé et morcelé. Plus l'établissement est important, et plus il a fallu renoncer à le transporter de toutes pièces dans des locaux qui eussent été réquisitionnés eux-mêmes, s'ils avaient existé. Quelquefois une certaine cohabitation du lycée et de l'hôpital fut possible, et donna lieu à une touchante fraternité de l'élève et du blessé. Certaines municipalités se dépouillèrent. Des musées devinrent dortoirs, des salles de conférences réfectoires, des salles de bibliothèque, des salles de mariage classes ou études. D'autres donnèrent de préférence ce qui ne leur servait pas. Les palais de justice furent mis à contribution; les salles d'audience prêtèrent leur majesté à l'enseignement des conjugaisons et des déclinaisons. Des salles de cinéma, de café même, reçurent au contraire un certain prestige de l'emploi imprévu qui était fait d'elles. Beaucoup d'habitations privées furent prêtées par des amis de l'Université, ou

louées. Les internats furent malaisément reconstitués; on leur substitua le placement familial; et il faut reconnaître, malgré les espérances que, même en temps de paix, on fondait sur lui, que le travail n'y trouva pas son compte. Mais dans l'ensemble les familles restèrent fidèles à l'Université dépouillée. Certains établissemens furent rendus à leur destination, à la rentrée de 1915. Et, grâce à une mutuelle bonne volonté, ces restitutions seront plus importantes et plus nombreuses en 1916. La perte d'élèves avait atteint la proportion de 20 pour 100. Elle n'est plus que de 12 pour 100, et elle est causée en grande partie par l'appel prématuré des classes. La crise a été conjurée; on a reçu des nécessités subies d'utiles leçons de simplicité, et les meilleurs parmi les éducateurs surent convertir, chez leurs élèves, la gêne matérielle en intention de sacrifice.

Mais il fallut un concours de bonnes volontés inouï pour qu'un maître fût présent partout où il y avait une école ouverte. A la campagne, ou bien on réunit les garçons et les filles, ou bien, quand l'école des filles a plusieurs classes, l'une des maîtresses fut chargée de l'école des garçons. Souvent c'est une intérimaire qui est spécialement désignée pour ce sujet. Elle arrive dans un village où elle trouve le logement destiné à l'instituteur occupé par la famille du mobilisé, et ne sait où se loger. Il est vrai qu'elle recevra 1 200 francs par an. Mais elle n'est qu'intérimaire; elle songe à son avenir incertain, elle est très jeune, isolée, inexpérimentée. Elle a surtout peur des garçons qu'elle devra régenter, et qui cependant respecteront presque toujours sa craintive et gracieuse autorité. C'est de ces misères et de ces dévouemens féminins que le pays a vécu, en même temps que du courage des hommes.

Dans les établissemens secondaires on fit un appel, qui fut entendu, à des auxiliaires un peu exceptionnels. Ici un sous-préfet, là un président de tribunal et un procureur de la République ont donné l'exemple. Des ingénieurs devinrent professeurs de mathématiques, des pharmaciens professeurs de chimie et de sciences naturelles. Les avocats et les magistrats, gardiens des traditions, enseignèrent le latin. L'histoire eut la préférence des journalistes. Mais il y avait quelque chose de précaire dans ces généreuses improvisations, et une administration éprise de méthode s'efforça d'organiser un provisoire qui durait. Des crédits furent obtenus pour payer ceux ou celles

qui étaient dans la nécessité de vivre de leur travail. Il n'en reste pas moins cent soixante professeurs bénévoles dans nos lycées. Des hommes sont venus qui ont dit aux chefs de l'Université : « Je ne puis servir comme soldat, je veux servir mon pays de quelque façon. Employez-moi... » Et depuis deux ans, ils servent ainsi. Beaucoup de professeurs retraités (126) sont remontés dans leur chaire, quelquefois rajeunis par la joie d'être utiles; plusieurs refusent d'être rétribués. Le traitement d'un professeur se compose d'ordinaire de deux parties, d'ailleurs inégales : le traitement proprement dit et la rémunération d'heures d'enseignement données au delà du nombre qui est dû. Ces heures supplémentaires continuent d'être données, mais elles ont cessé d'être payées. Chaque semaine, il y en a plus de 1 350 faites dans ces conditions, sans compter celles qui sont faites, — aux mêmes conditions, — par les professeurs de faculté, les proviseurs et les censeurs (350). Aux professeurs des régions envahies on offrit, dans d'autres lycées que les leurs, une occupation pour eux le plus souvent salutaire. Force fut cependant de nommer des suppléans et aussi des suppléantes. Il y a, à l'heure présente, quatre cent cinquante femmes environ enseignant dans les lycées et collèges de garçons; il y en a trois dans les facultés mêmes. On se demandait à quoi pourraient bien servir ces jeunes filles qui, depuis quelques années, envahissaient nos facultés des lettres et des sciences, et que les cadres de l'enseignement féminin ne devaient certainement pas suffire à recueillir. L'imprévu est arrivé, et ce que l'on se demande aujourd'hui, c'est comment on aurait pu se passer d'elles. Enfin, surtout dans cette seconde année de guerre, il y a eu des professeurs en uniforme; ils sont trois cents dans tous les ordres d'enseignement. Une entente entre le ministère de la Guerre et le ministère de l'Instruction publique a permis en effet la conciliation de certaines besognes militaires et de la besogne universitaire. Ces professeurs en uniforme font double service, mais ne sont pas les moins écoutés de leurs élèves.

Il y a une catégorie, peu nombreuse il est vrai, de professeurs, dont nous n'avons pas encore parlé : les professeurs belges. Nos lycées s'étaient ouverts aux élèves belges qui y avaient été reçus, lorsqu'il le fallut, gratuitement, comme y sont reçues les victimes françaises de la guerre pour lesquelles le régime trop étroit et trop parcimonieux des bourses ne suffi-

sait plus, comme y seront reçus plus tard les enfans serbes. Mais il y avait aussi des professeurs belges sans emploi et quelquefois sans ressources. L'hospitalité française s'étendit à eux. M. Wilmotte, professeur à l'Université de Liége, eut l'honneur d'ouvrir la série de ces hôtes de notre Université. Cela lui était peut-être dû. Élève de Gaston Paris, il était devenu à Liége, où il enseignait, et dans toute la Belgique, l'apôtre du français et de la France. Contrairement à tous les règlemens, cet étranger fut nommé professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux. Le gouvernement était alors à Bordeaux, M. Wilmotte a depuis suivi le gouvernement à Paris. La date de sa nomination n'est pas indifférente, elle est du 8 septembre 1914. D'autres noms suivirent : M. de la Vallée Poussin a enseigné au Collège de France, M. Brachet à la Faculté de médecine de Paris, M. de Wulff à l'Université de Poitiers, M. Doutrepont à l'École des Hautes-Études, à Paris, et à l'Université de Dijon. En ouvrant ses chaires à des professeurs belges, l'Université de France avait cru d'abord n'accomplir qu'un geste de haute courtoisie. Sa bonne action lui fut profitable. Car, à la suite des maîtres que nous avons nommés, il en vint qui occupèrent dans l'enseignement primaire ou dans l'enseignement secondaire quelques-uns de ces postes dont la vacance momentanée créait de graves embarras. Comment ils furent accueillis, c'est ce qu'il faudrait ajouter. Un seul fait. Un maître d'une école moyenne, située près de Charleroi, est nommé au lycée de Mont-de-Marsan. Il est marié et père de six enfans avec lesquels il a fui, dénué de tout. On le sait à Mont-de-Marsan. Il trouvera, en arrivant, une maison qu'il n'aura pas à louer, dans cette maison des meubles et de la literie qui lui seront prêtés, dans les armoires du linge et des vêtemens d'enfant, dans le buffet des provisions pour les premiers repas. Voilà la gentillesse de l'accueil français. Et voilà des liens qui s'ajoutent à ceux que la fraternité d'armes à créés.

Donc, les classes ont repris. La première classe d'octobre 1914 a été faite à Bordeaux par le ministre même de l'Instruction publique, classe enflammée et vibrante. A la même heure, dans toute la France, pour cette première rencontre des élèves et des maîtres après les mois tragiques, l'enseignement eut le même objet : la patrie, ses épreuves, et ses invincibles espé-

rances. Ainsi fut fait, en particulier à Lille, sous la présidence du recteur Lyon dont, bientôt après, rien ne devait plus nous parvenir, et dont nous savons seulement combien la sensibilité ardente et délicate a dû souffrir. Et l'année continue, scandée, autant que par les traditionnelles vacances, par les journées auxquelles l'école est associée : journée du drapeau belge, journée du 75, journée française, journée de l'orphelinat des armées. La journée serbe fut même exclusivement scolaire et consista dans une leçon d'histoire sur l'épopée lointaine et mal connue d'un peuple subitement jeté dans le cours de nos propres destinées. Puis vinrent des distributions de prix d'un caractère plus grave que les cérémonies coutumières : elles furent présidées par les chefs des établissemens eux-mêmes, ou quelquefois par les chefs de ces chefs, et les discours se bornèrent à raconter la vie mouvementée de chaque maison pendant l'année vécue et sa participation à toutes les œuvres de guerre qui ont surgi. Ces discours constituent par suite de sincères et utiles documens, et n'écartèrent pas la pensée des auditeurs de ce qui est depuis deux ans l'unique objet de la pensée de tous. Et une autre année a recommencé, et d'autres journées, appels répétés à des générosités inlassables, ont eu lieu, et d'autres distributions de prix vont avoir lieu ou viennent d'avoir lieu. Les examens aussi fonctionnèrent, et les sessions de baccalauréat furent même un peu plus nombreuses, la règle adoptée étant de ne pas ajouter aux risques de ceux qui partent le moindre tort fait à la carrière de ceux qui reviendront. On se présente même au baccalauréat entre deux coups de feu. Ce fut le cas d'un petit sergent de dix-huit ans. Le 30 juin, son père écrit au doyen de la Faculté de Nancy : « Je vous envoie mon fils qui descend ce matin des tranchées où il vient de passer une semaine terrible, qui ne l'a guère préparé à l'épreuve de demain. S'il est admissible, je voudrais qu'il passe son oral le plus tôt possible, afin qu'il ne reste pas trop longtemps éloigné de la section qu'il commande. » Le jeune sergent est reçu à l'examen écrit; il est reçu aussi à l'examen oral, le 5 juillet; le soir même, il regagne son poste. Le lendemain, le doyen recevait du père ces quelques lignes : « Merci de l'accueil que vous avez fait à mon cher enfant; aujourd'hui, à dix-huit heures, il a été tué au Bois-le-Prêtre. » Ainsi mourut, le 6 juillet 1915, le sergent Marcel Ferrette, bachelier de la veille.

CLASSES DE GUERRE

Il va sans dire que les classes ne furent pas tout à fait ce qu'elles sont en temps ordinaire. « Depuis de longs mois, écrit M. Buisson, ni les choses ni les idées ne nous apparaissent plus qu'en fonction de la patrie. » Les pédagogues appellent « centre d'intérêt » la note dominante d'un enseignement, celle autour de laquelle tout s'organise, à laquelle tout ramène. La guerre n'eut pas de peine à être le centre d'intérêt de l'enseignement depuis deux ans. Les maîtres français gardèrent cependant là une instinctive mesure. La classe resta partout la classe et ne fut jamais le lieu où l'on bavarde. Elle fut pour la sensibilité enfantine, que les émotions du dehors mettent à une suffisante épreuve, la trêve, l'heure passée dans la contemplation des vérités et des lois, et comme dans une pacifiante éternité. C'est ailleurs que l'éducation est toujours un moyen, un dressage; chez nous, même en ces années de lutte, elle ne s'est ni subordonnée ni abaissée. Nous demandons qu'on ait, en nous lisant, cette remarque toujours présente à l'esprit. Car, en disant ce qu'il y a eu de changé, nous risquons de faire oublier que tout ne l'a pas été. Il y a eu des « classes de guerre, » où la guerre a été racontée dans son origine et dans son développement. Ou bien, dans chaque journée, quelques instans ont été consacrés régulièrement à une méditation des événemens les plus récens, et comme à une patriotique prière. Il y a eu des « cahiers de guerre » faits, dans certaines campagnes, pour les familles autant que pour les enfans. Sur le recto, l'histoire des faits; sur le verso, des pages à lire, les pensées dont il faut se pénétrer. La guerre en a fait éclore de très belles en effet. Les chefs de l'Université ont, à certains jours, eux-mêmes introduit dans les classes cette attention au présent, contre laquelle d'ordinaire ils les protègent. Mais il s'agit d'un présent vraiment exceptionnel, et qui a des proportions d'histoire au moment même où il paraît à l'horizon. M. Liard prit plusieurs de ces initiatives. Il fit lire dans tous les lycées de Paris une admirable page du *Times* sur les sentimens de l'Angleterre envers la France. Plus tard, il invita les maîtres de tous les ordres d'enseignement à raconter pieusement le martyre d'Edith Cavell, et, tous les recteurs ayant suivi son exemple, il n'y a pas un enfant de France

qui ait aujourd'hui le droit d'ignorer le nom de la pure victime. Un autre recteur mettra sous les yeux des élèves tel récit héroïque qui l'aura particulièrement frappé, les associant ainsi à sa propre émotion; tel autre fera donner en dictée la belle page de M. Ribot sur le « devoir de l'emprunt. » Les récits d'événemens militaires parus dans le *Bulletin des armées* servirent aussi de textes de dictées.

Mais ce n'est pas seulement de cette façon épisodique que la guerre pénétra dans nos programmes. Toutes les disciplines s'adaptèrent spontanément, et sans mot d'ordre, aux préoccupations présentes; et beaucoup même furent vivifiées par elles. L'enseignement civique ne passait pas, jusqu'ici, pour très passionnant; aujourd'hui, il est vivant; quand on parle du maire, on le voit veillant sur la cité, mourant pour elle; ou bien on évoque l'image du bourgmestre de Bruxelles. Comment traiter de morale, parler de justice, de charité, de respect de la parole donnée, sans que des exemples concrets assaillent l'esprit, unis à de pieux souvenirs et à de patriotiques colères? Le « prochain » n'est plus un mot vide, c'est le blessé, c'est le réfugié c'est la réalité souffrante que l'on rencontre à chaque pas. Dans la classe d'histoire, on descend involontairement du passé au présent, et c'est une façon, qui en vaut d'ailleurs une autre, d'étudier l'histoire, que cette recherche des antécédens et des causes. La géographie s'anime, non seulement dans cette partie de la terre que le sang humain arrose, mais dans tous les coins du monde où se découvrent des élémens et où se dressent des acteurs possibles du drame européen. Les sciences mécaniques et chimiques sont mises en vedette par les formes nouvelles que la guerre a prises; et l'acier et le brome et le chlore sont devenus des premiers rôles. Le latin est plus actuel que jamais; si la langue est morte, les idées vivent et les faits se répètent. La rude franchise de T. Quinctius Capitolinus devant une plèbe indolente que la préparation à la guerre ennuie et effraie, la riposte du sénateur Appius Claudius au tribun qui se lamente parce que la guerre dure, la semonce que le consul L. Emilius Paulus adresse aux stratèges du forum, — nous disons, dans nos climats où l'on vit moins en plein air : stratèges en chambre, — comme tout cela semble d'hier, et comme la leçon prend de force cependant grâce au recul du temps! L'instinct des maîtres les a conduits

ainsi vers des textes qui semblent faits exprès pour nous apporter le renfort de la vertu romaine et des exemples d'autrefois. Je pourrais faire cent autres emprunts aux « cahiers de textes » que certains professeurs ont fait connaître. Il faut ajouter que, dans le latin, les élèves d'aujourd'hui aiment vaguement aussi cette culture latine, dont ils entendent parler, et dans laquelle ils sentent une alliée.

Mais nul enseignement n'a subi, comme celui du français, les effets de la guerre. La langue française, la littérature française ne sont plus des choses, mais des êtres, des êtres chers, que l'on aime parce qu'ils ont été en danger, et envers lesquels on se sent des torts parce qu'on ne les a pas assez exclusivement aimés. Nous nous tournons vers nos grands écrivains comme vers des génies bienfaisans sur le secours desquels nous comptons; et nous honorons ces représentans de nos traditions, ces maîtres d'énergie selon ce qu'ils nous apportent aujourd'hui. Il en résulte même quelques injustices momentanées, et un certain trouble dans la hiérarchie de nos cultes littéraires. A cette heure où les vivans appellent les morts à la rescousse, notre patriotisme jaloux éprouve quelque prévention contre les morts qui répondent mal à l'appel et font triste figure de combattans. Laissons-les dormir en paix; une autre génération dont les besoins seront autres saura bien les retrouver et les ressusciter. Mais les enfans, dont les jugemens ne connaissent pas la mesure, et qui n'ont pas le souvenir d'enthousiasmes passés, dictent au maître ses choix, sous la menace de n'être pas compris d'eux. Ils veulent cette littérature dont parlait Renan, — un de ceux qui sont injustement peut-être délaissés, — et qui, transportée dans la vie, la fait noble; ils veulent cette littérature où ils reconnaissent le produit authentique du terroir, où ils sentent comme le parfum d'une fleur de France. Le même phénomène se produit, nous assure-t-on, en Angleterre. Le centenaire de Shakspeare vient d'y être célébré avec une piété à laquelle les universités françaises se sont d'ailleurs associées. Dans le choix des devoirs aussi, il faut que le maître se défende contre la tentation de faire appel à des sentimens qui, lui-même, l'obsèdent. Quand il cède cependant, l'élève répond de façon à faire croire que le talent courra les rues demain, comme l'héroïsme aujourd'hui. C'est tout simplement qu'il répond avec tout son cœur. Il y a des devoirs d'enfans

qu'on a publiés. Il y a les devoirs déjà virils de garçons; il y a les devoirs charmans de fillettes qui expliquent pourquoi elles tricotent et continueront de tricoter. Interrogées sur la notion de sacrifice, des jeunes filles plus âgées écrivirent des pages à faire frémir par ce qu'elles laissaient deviner d'expérience déjà douloureuse. Ainsi il y a eu entre l'école et le pays un constant unisson.

Elle fut même en liaison avec le front, et les professeurs ou instituteurs soldats ont été les agens naturels de cette liaison. C'est eux qui commencèrent, et dès la rentrée d'octobre 1914. La pensée de la classe abandonnée se présentait mélancolique à eux, et ils écrivirent. Ils écrivirent à des collègues, souvent même directement aux enfans. Ces lettres expriment vraiment, quoique avec simplicité, l'offrande collective que fait d'elle-même une génération à celle qui la suit. « Nous voulons, dit un maître, effacer des jeunes fronts le stigmate des vaincus qui nous a tant brûlés. » Et ils ne demandent aux enfans, pour les payer de leur sang, que de bien faire leur métier d'enfans et d'être de bons élèves, conseils parfois simplement touchans, mais qui prennent parfois aussi l'accent d'une dernière volonté. Les élèves répondirent. Et l'habitude se prit d'une correspondance entre la classe et le maître d'hier qui reste de cette façon le maître d'aujourd'hui. Le ton s'abaisse quelquefois et le maître raconte ce qu'il sait intéresser les enfans, et par exemple les exploits de leurs petits contemporains du front, dédaigneux de l'obus. On devra faire un recueil des plus significatives de ces lettres. Puis il arriva que des naïves réponses qui leur parvinrent, et de cette tendresse admirative qu'ils sentaient comme un flot monter vers eux, les maîtres reçurent, au milieu des dangers qu'ils couraient, comme un rafraîchissement. Le bienfait de leurs lettres à eux leur était rendu. D'autres fois, c'est avec les pères mobilisés que le maître, qui ne l'est pas, organise une correspondance, les tenant au courant du travail de leurs enfans, et excitant le zèle de ceux-ci par l'idée même de ces rapports qui vont si loin. De cette façon encore, la liaison s'établit.

Quand le maître revient du front, quand il revient avec un galon, une citation, les scènes les plus émouvantes ont lieu. L'école attire le maître, en effet. « Le général m'a accordé un congé de trois mois, écrit l'un d'eux à son chef. Je suis arrivé

hier soir, et j'ai commencé à faire la classe aujourd'hui. » Il croit dire et faire une chose toute simple. Et s'il est blessé, la scène est plus émouvante encore. Elle est émouvante pour les autres, car le soldat ne « s'en fait pas. » L'un d'eux l'a dit philosophiquement : « Une béquille ne va pas mal à un maître d'école. » Vue d'avenir sur notre futur recrutement. Il sera bon que la génération heureuse qui grandit ait longtemps sous les yeux ces témoignages du prix que le bonheur dont elle jouira aura coûté. Aussi est-il question d'ouvrir des sections de mutilés dans nos écoles normales primaires. Dès maintenant, on a introduit, autant qu'on l'a pu, des mutilés dans les emplois de surveillans qui ne demandent aucune préparation technique, mais simplement une faculté d'inspirer le respect que la blessure reçue confère. — Souvent le maître n'est pas revenu et ne reviendra plus ; mais quelque chose de lui demeure : au-dessus de la chaire où il enseignait, dans quelques écoles, on lit ceci : « A la mémoire de M... votre maître, mort au champ d'honneur. Faites votre devoir comme il a fait le sien. » Ainsi sa suprême leçon est toujours présente à la mémoire des élèves. Chaque école a eu d'ailleurs sa façon spontanée et différente d'honorer ses morts à elle. Plus tard, l'Université rendra les honneurs définitifs et perpétuera les souvenirs sur le marbre et sur l'airain. Les projets pieux abondent. Attendons que la victoire jette ses rayons sur nos deuils et grandisse encore nos morts.

RAYMOND THAMIN.

(A suivre.)

LE PROBLÈME FRANCO-ALLEMAND DU FER

Dans un article précédent, j'ai essayé de montrer combien le problème de la houille est une question capitale, économiquement et militairement, pour la France. Il faut, à la France, sous peine de s'étioler et de s'éteindre, des champs houillers nouveaux : il faut l'annexion (ou plutôt la reprise) du bassin de la Sarre, qui doit être notre *delenda Carthago*, puis une mainmise commerciale sur une partie des charbonnages westphaliens. Je voudrais faire voir aujourd'hui comment se pose, entre les deux nations, un autre problème minier qui, dans une certaine mesure, est connexe du précédent et au sujet duquel il peut être bon également que le public français commence à se former une opinion raisonnée pour savoir, à l'heure des négociations définitives, ce qu'il doit exiger, quelles seront les conséquences futures de ses exigences, et aussi quelles résolutions extrêmes celles-ci pourraient entraîner chez l'adversaire. Avant même que cette heure ait sonné, la question du fer lorrain se pose déjà sous une autre forme, mais ici je n'apprendrai rien sans doute à ceux qui nous conduisent vers la victoire. Pour abattre définitivement l'Allemagne, il n'est pas nécessaire de pénétrer très loin sur son territoire, pas même d'atteindre Essen et Dortmund : il suffirait presque d'entrer à Thionville. Une douzaine de kilomètres au delà de notre frontière de 1871 nous livreraient ses mines de fer lorraines. A partir de ce jour-là, l'Allemagne pourrait se débattre encore ; n'ayant plus de quoi alimenter ses hauts fourneaux, ses aciéries, ne pouvant plus subvenir à l'insatiable appétit de ses usines Krupp, malgré ce qu'elle tirerait encore du pays de Siegen ou de la Suède, elle serait blessée à mort. Je semblerai

peut-être grossir démesurément un des côtés très nombreux par lesquels on doit envisager la lutte actuelle ; mais on verra bientôt que cette opinion est partagée par les Allemands eux-mêmes ; et, quand on en est prévenu, on s'aperçoit que la bataille de Verdun n'a pas été seulement une tentative suprême de ruée sur Paris, un assaut sur un saillant supposé faible de notre front, un effort tardif pour reprendre les grands projets d'août 1914, une sortie de garnison assiégée, un essai de réconfort apporté à l'opinion allemande, une manœuvre sanglante en faveur des Hohenzollern, mais qu'elle est aussi « la bataille des minerais de fer. » Car Verdun et Nancy sont, du côté français, les portes qui y donnent accès, comme Metz et Thionville les défendent trop solidement du côté allemand. Nous refouler de Verdun, c'eût été nous ôter, pour longtemps, l'espoir de reprendre nos propres mines et, par conséquent, prolonger la gêne dont souffre notre métallurgie ; c'était plus encore nous enlever toute possibilité d'atteindre les mines allemandes, pourtant si proches, et détourner ce coup mortel que l'État-major allemand, très familier avec ces contingences économiques de la guerre, doit, par-dessus tout, redouter.

***

Je n'ai pas besoin d'insister sur le rôle du fer dans notre civilisation moderne, en temps de guerre comme en temps de paix. Nous vivons dans un âge de fer; nos guerres sont un échange de fer à travers l'espace ; et nos batailles, prolongées pendant des années sur un même front, doivent apparaître aux habitans de la planète Mars, qui supposent peut-être tous les Terriens raisonnables, sinon comme des signaux destinés à frapper leur attention, du moins comme un moyen de créer, pour les générations futures, des gisemens de fer nouveaux, faits d'obus, de balles et de machines brisées. La France et l'Allemagne ne peuvent se passer de fer pour leurs canons et leurs projectiles. Les voies ferrées, les ponts, les convois d'automobiles accumulés à l'arrière du front consomment aussi du métal. Il en faut beaucoup aux deux nations. D'où le tirent-elles?

Et d'abord, quelles sont les ressources en fer de la France? Quelle a été l'évolution passée de leur emploi ? Quand j'ai traité le problème de la houille, j'ai pu causer une désagréable surprise à des lecteurs qui ignoraient l'acuité de notre pénible

situation à cet égard. Fort heureusement, pour le fer, il est permis d'être singulièrement plus réconfortant ; tandis que nous manquions de houille avant la guerre, nous abondions en fer au point de ne pas entrevoir, d'ici bien longtemps, l'épuisement de nos réserves ; le jour où l'Alsace-Lorraine sera redevenue française, nous en regorgerons.

Il n'en a pas toujours été ainsi, et c'est là un des exemples les plus remarquables de la révolution prodigieuse que peut produire, pour tout l'avenir d'un grand pays, une découverte scientifique ayant pris une application industrielle. Si la France possède aujourd'hui cette merveilleuse richesse en fer, si, à la condition de se procurer de la houille, elle peut reconquérir une place industrielle de premier ordre, cela tient à ce qu'on a trouvé le moyen d'éliminer dans la fonte de fer un petit élément chimique, le phosphore, que les minerais contiennent souvent en quantités infimes, par millièmes, et dont la présence suffit pourtant, comme un bacille d'Eberth ou de Koch dans un organisme contaminé, à gâter irrémédiablement le fer obtenu. Le procédé de déphosphoration basique, auquel on donne le nom de Thomas Gilchrist, a permis d'utiliser des minerais de fer qui existaient par milliards de tonnes en Lorraine et qui y semblaient, jusque là, sans valeur.

L'histoire de notre industrie ferrifère, dont c'est là seulement la dernière phase, est bien connue. Rappelons-la pourtant avant de décrire l'état présent ; cela nous servira à montrer comment, avec le temps, une industrie aussi essentielle que celle du fer se déplace, se concentre ou se dissémine et recourt tour à tour à des minerais changeans qui, la veille, étaient méprisés et qui pourront l'être demain. La leçon est bonne à retenir pour l'avenir. C'est pourquoi je vais remonter d'abord un peu loin.

La France celtique et gallo-romaine a été un pays de minières et de petites usines à fer dispersées de tous côtés sur l'étendue du territoire. Les auteurs anciens font fréquemment allusion à la richesse en fer des Gaulois et à leur habileté d'armuriers. César, dans un passage qui pourrait être écrit d'hier, montre les Bituriges utilisant, pour la guerre de tranchées et de contremines autour d'Avaricum, leur talent connu de mineurs. Des restes d'exploitations celtiques ou romaines, avec des outils, des lampes, des fours de fusion, ont été retrouvés un peu partout dans le Bourbonnais, le Berry, le

Nivernais, le Mâconnais, la Bourgogne, la Lorraine, le Jura, l'Anjou, le Tarn ou les Pyrénées. Sur notre grand gisement lorrain, en particulier, des restes de travaux certainement antérieurs au VIe siècle existent à Chavigny, Ludres, Messein, etc. Quelques-uns de ces gisemens antiques, en Lorraine, dans les Pyrénées, dans l'Anjou, se trouvent dans des régions encore exploitées actuellement; mais on y utilisait des minerais d'une autre nature. Il ne s'agissait pas alors, comme aujourd'hui, d'opérer sur de grandes masses, avec des moyens puissans permettant de traiter des minerais pauvres et d'épurer des minerais impurs. On recherchait, avant tout, les facilités de fusion et les substances donnant spontanément de bonnes qualités de fer.

Ce dernier point était particulièrement important alors qu'on ignorait la chimie et qu'on ne pouvait deviner à quoi tenaient les défauts ou les qualités d'un métal. Le fait même que l'on traitait au hasard des minerais de surface fusibles conduisait à obtenir souvent des fers phosphoreux et cassans, auxquels on préféra longtemps avec raison le bronze. Il y avait donc des réputations locales, dont quelques-unes ont traversé les siècles, comme, en Orient, celle des fameux aciers de Damas. Chaque petit groupe de métallurgistes installait provisoirement un atelier semblable à une forge, avec un bas-foyer dont le type s'est perpétué dans le four catalan, sur un endroit où existaient quelques minerais superficiels, quand ce gisement se trouvait au voisinage d'une forêt pour fournir le combustible (ce qui était alors très général) et de préférence près d'un cours d'eau pour actionner mécaniquement le soufflet destiné à donner le vent. Le gisement épuisé, on transportait aisément les installations un peu plus loin. Ces fondeurs de fer étaient souvent des quasi-nomades, comme ces Chalybes du Pont qui créèrent la métallurgie dans les pays gouvernés plus tard par Mithridate, ou comme ces Kabyres antiques dont la légende compliquée laisse deviner des sortes d'alchimistes ayant découvert plus d'un secret chimique qui les rendait redoutables: notamment, celui du vitriol.

Une telle façon d'opérer, qui s'est poursuivie pendant tout le Moyen Age et, en somme, jusqu'à la naissance de la métallurgie moderne à la fin du XVIIIe siècle, a couvert notre pays d'innombrables « Ferrières, » dont les noms se retrouvent un peu partout, là même où nous ne voyons plus rien d'utilisable, et appellent l'attention sur des minerais, auxquels nous n'attri-

buons plus qu'un intérêt minéralogique. De ces exploitations anciennes datent aussi, en grande partie, les tas de scories qui sèment tant de nos bois, par exemple en Bourgogne ou dans le Maine, et qu'un an ou deux avant la guerre on s'est avisé tout à coup de rechercher avidement.

Cependant, au bas-foyer provisoire, on avait commencé bientôt à associer un petit four vertical de 2 mètres, ou 2 m. 50 de haut, à fusion plus active et d'un caractère plus permanent. Ayant vite appris à constituer un lit de fusion par des additions de substances diverses, on put fondre, par ce moyen, des minerais plus divers, plus nombreux, et assurer plus longtemps la marche d'une exploitation. Nos minerais pyrénéens correspondent à un type de ce genre qui a traversé les siècles.

Mais c'est assez parler de ces temps lointains. Pour ne pas me perdre dans l'archéologie, je saute brusquement à la fin du XVIIIe siècle. La phase qui commence sous Louis XVI s'est continuée, sans grand changement, jusque vers 1860. Elle est caractérisée par le développement des hauts fourneaux, où le coke a remplacé progressivement le bois, et par la prépondérance métallurgique du centre de la France. Le nom du Creusot symbolise cette période. Quand, sous Louis XVI, on voulut édifier les premières usines « à la manière anglaise, » une enquête prolongée fit choisir le territoire du Creusot, « aussi abondant en mines de fer qu'en charbon, » où se constitua bientôt la « mine-usine » suivant le type moderne, dont on connaît la persistante fortune. Plus tard, l'exemple fut suivi ailleurs. De cette période datent les usines du Bourbonnais (Montluçon et Commentry), celles de la Nièvre (Imphy), celles de la Loire (Saint-Étienne, Saint-Chamond, Unieux, Rive-de-Gier). Toutes ces usines ont été constituées suivant le même principe pour utiliser sur place la juxtaposition d'un minerai de fer qui a disparu avec une houille qui est maintenant épuisée ou près de l'être.

La période suivante, de 1860 à 1878, est caractérisée par le grand développement des deux procédés de fabrication de l'acier, découverts : l'un par Bessemer (brevets de 1855, 1856, appliqués en France entre 1862 et 1869); l'autre par Pierre Martin (brevet de 1864, vulgarisé dans les années suivantes). Ces deux procédés nécessitaient alors des minerais riches et purs sans phosphore, peu abondans dans notre pays, et ce fut la phase où l'on rechercha tout particulièrement dans nos usines

des minerais d'importation, dits « minerais à acier, » tels que ceux de Bilbao ou de Mokta-el-Hadid. La Lorraine, dont les gisemens étaient, on l'a vu, connus depuis l'époque préhistorique, ne jouait encore qu'un rôle très secondaire dans cette période, comme producteur d'une fonte impure utilisée au moulage. En 1859, les départemens de la Meurthe et de la Moselle, qui comprenaient la totalité du Bassin Lorrain, ne fournissaient que le dixième de la fonte française : 84 000 tonnes sur 864 000. En 1867, on n'atteignait que 321 000. En 1875, la production, réduite par l'occupation allemande qui nous avait pris ce que l'on connaissait alors de meilleur, ne chiffrait que 299 000 tonnes : pas même le dixième de ce qu'elle a donné en 1913 (3 493 000 t.).

Enfin, la phase actuelle a commencé en 1878 quand Thomas Gilchrist, un petit clerc de solicitor londonien qui s'amusait à suivre des cours de métallurgie, eut trouvé le moyen de traiter les minerais phosphoreux, si abondans sur notre sol, dans le gisement normand comme dans le gisement lorrain, et son développement a été surtout marqué le jour où le procédé Thomas est tombé dans le domaine public. Grâce à cette découverte, nos minerais cessaient, en effet, d'être dépréciés par leur phosphore et leur valeur accrue permettait d'aller les chercher à des profondeurs dont il n'avait jamais été question auparavant. Dans la période antérieure, on ne s'était occupé en Lorraine que des affleuremens situés aux deux extrémités du bassin : soit au Nord vers le Luxembourg et Longwy (Saulnes, Godbrange, Hussigny, Micheville, Villerupt, etc.); soit au Sud, vers Nancy. De 1882 à 1896, on entreprit, au contraire, une grande campagne de sondages sur les gisemens profonds situés dans la zone intermédiaire de Briey, et les résultats en furent tels que ce groupe nouveau de Briey a déjà pris et va prendre plus encore une prépondérance absolue. Par suite des résultats obtenus, il se produisit alors, dans toute cette région, une transformation qui métamorphosa un pays agricole en un centre industriel, qui amena la création à Briey de 45 concessions (113 au total pour la Lorraine) avec toutes leurs installations d'extraction et de triage, la multiplication des hauts fourneaux, le groupement de 17 300 mineurs (13 300 à Briey), dont 12 000 étrangers, italiens, belges, etc. Il s'en est suivi, sinon la ruine de nos industries du Centre, du moins la nécessité pour elles de prendre une

orientation toute différente. Auparavant, la région du Centre possédait encore un quart de nos hauts fourneaux et fournissait, pour le fer et l'acier, le tiers de la production française. En 1913, la part de ce groupe est tombée à 3,5 pour 100 pour la fonte et, tandis qu'il se concentrait dans l'élaboration des produits très finis, notre élaboration de produits bruts se transportait en Lorraine et celle des produits demi-finis dans le Nord, sur les mines de houille.

C'est de ce moment que date, pour notre sidérurgie française, l'essor énorme sur lequel je vais insister; mais ce préambule historique n'aura pas été inutile pour rappeler les transformations du passé et mettre en garde contre les transformations de l'avenir. On doit penser que les conditions actuelles ne se prolongeront pas indéfiniment, et de nouvelles révolutions sont à prévoir. Pour n'en citer qu'une seule, le traitement électrique du fer, simple curiosité de l'heure présente, qui se chiffre encore à peine par 30000 tonnes de ferros électriques et 12000 tonnes d'acier, peut, dans un avenir relativement prochain, attirer l'attention sur des catégories de minerais inattendues et amener à disperser de nouveau les usines, comme aux temps primitifs, le long des torrens pouvant leur fournir la houille blanche. Nous aurons tout à l'heure à nous en souvenir.

Si nous envisageons maintenant l'étape finale de cette évolution industrielle à la veille de la guerre actuelle, nous voyons qu'en 1913 la France continentale a produit 21,7 millions de tonnes de minerais de fer, dont 19,5 millions, ou, en chiffres ronds, les neuf dixièmes pour le département de Meurthe-et-Moselle. Si l'on tient compte de l'Algérie, la proportion reste des quatre cinquièmes. Ces chiffres seuls sont parlans par eux-mêmes; ils le deviennent plus encore, si on examine la loi de progression depuis 1890. Cette année-là, Meurthe-et-Moselle produisait seulement 2,6 millions de tonnes, sur 3,5 millions pour l'ensemble de la France continentale. Toutes les autres régions françaises ont donc, dans cet intervalle de vingt-trois ans, passé de 0,9 millions de tonnes à 2,2 millions, tandis que la Lorraine seule montait de 2,6 millions de tonnes à 19,5. Quant aux réserves d'avenir, nous allons voir que la seule Lorraine compte pour 3 milliards de tonnes et tout le reste pour 300 millions.

On a beaucoup parlé, dans ces dernières années, et avec

raison, des minerais de Normandie ou de l'Anjou. Ils constituent un appoint annuel d'environ 1,2 millions de tonnes, qui est destiné à s'accroître. Ils nous sont précieux, comme le sont, par leurs qualités spéciales de pureté et de richesse, les 370 000 tonnes fournies par le groupe pyrénéen ou les 1,2 millions de tonnes d'Algérie. Actuellement surtout où le bassin lorrain est réduit pour nous par l'invasion à la seule région de Nancy, nous sentons l'avantage de posséder tous ces autres gisemens qui nous permettent de réduire nos importations coûteuses d'acier étranger, anglais, américain ou suisse. Il n'en est pas moins de la dernière évidence que les mines de Lorraine constituent, pour le fer, notre richesse principale, et c'est elles qui nous ont permis, dans ces dernières années, d'augmenter, dans une très large proportion, nos exportations de minerais, sinon encore de produits fabriqués. C'est ainsi qu'en 1912 nous en avons exporté 8 millions de tonnes, dont 2 millions en Allemagne et Luxembourg, alors que, cette même année, l'Allemagne, malgré ce qu'elle possédait du même gisement en territoire annexé, était obligée d'importer (balance faite des importations et exportations) 11 millions de tonnes de minerais.

En même temps, notre production de fonte passait en dix ans (1902-1912), de 2,4 millions de tonnes à 5 millions : la part proportionnelle de Meurthe-et-Moselle sur ce total s'accroissant pourtant de 60 à 74 pour 100. En 1912, Meurthe-et-Moselle a produit 3,4 millions de tonnes de fonte ; le Nord et le Pas-de-Calais 0,8 ; tout le reste 0,8. Du même coup, notre production d'acier s'élevait de 1,6 millions de tonnes à 4,4 et il serait facile de constater des progrès analogues dans toutes les industries de construction ou d'élaboration qui utilisent le fer. Il y a longtemps qu'on a comparé la métallurgie du fer à un baromètre de la prospérité industrielle.

Cet essor, dont nous sommes fiers, nous laissait encore loin en arrière de nos voisins, puisque nous atteignions seulement 5 millions de tonnes de fonte, quand ils arrivaient à 16 et bientôt à 19 millions. Il n'en est pas moins vrai qu'ils étaient déjà et allaient devenir de plus en plus les tributaires de leurs vaincus pour une matière première aussi essentielle. Le remède à une telle situation paraît simple, quand on se croit le plus fort et que l'on n'est arrêté par aucun scrupule. Ce ne fut naturellement pas la seule cause de leur agression criminelle ; mais ce

fut, comme la suite va mieux le montrer, un des élémens qui y contribuèrent, et leur juste châtiment doit être de tout perdre pour avoir voulu tout gagner. Ils se sont jetés sur nous, par avidité gourmande ; comme punition, il faudra les faire jeûner.

Si, en effet, nous laissons un instant de côté la Lorraine française, vers laquelle notre étude nous ramènera bientôt comme vers un point central, et si nous passons en Allemagne pour examiner rapidement comment s'y répartit la production ferrifère, nous allons voir que le même gisement, prolongé au delà d'une frontière momentanée, joue, chez nos adversaires, un rôle comparable à celui qu'il tient dans notre pays. Cette constatation faite, nous pourrons alors l'envisager dans son ensemble, en faisant abstraction d'une limite politique que les Allemands prétendaient supprimer à leur profit, mais que nous espérons bien maintenant pouvoir effacer au nôtre.

Pour l'Allemagne, les chiffres sont les suivans. En 1913, la Lorraine allemande, avec ses 30 000 mineurs, a produit plus de 21 millions de tonnes de minerai de fer sur 28,6 millions pour tout le pays. Si l'on ajoute les 6,5 millions de tonnes du Luxembourg, que l'on peut considérer comme une annexe économique et politique de l'Allemagne, on voit que le bassin de ce qu'ils appellent la « minette, » c'est-à-dire le minerai oolithique de Lorraine, leur fournit (indépendamment des pays envahis) entre les trois quarts et les quatre cinquièmes de leurs besoins : à peu près la même proportion que nous venons de trouver en France sur un total un peu moindre.

A côté de la minette lorraine, les autres districts allemands tiennent une place bien secondaire, quoique certains d'entre eux se distinguent par des qualités de minerais supérieures. Le principal est de beaucoup celui du pays de Siegen en Westphalie, dont les 62 mines fournissent environ 2,7 millions de tonnes de minerais à 35 pour 100 de fer, traités, pour la plupart, dans les hauts fourneaux du pays. Puis vient, un peu plus au Sud, le district de la Lahn et de la Dill (Nassau, Hesse) avec 1 million de tonnes. Après quoi, on trouve le district dit sub-hercynien de Peine, Salzgitter, dans le Hanovre au Nord du Harz, avec 0,8 millions de tonnes, le Vogelsberg avec 0,5 millions et un certain nombre de districts produisant environt 300 000 tonnes annuelles, comme la Bavière, le Taunus, Osnabruck, la Silésie et la Thuringe.

Si nous anticipons sur l'avenir et si nous considérons l'Autriche-Hongrie comme devenue la vassale de l'Allemagne, suivant les grands projets que l'on cherche actuellement à réaliser, nous ne trouvons également de ce côté qu'un faible appoint. La production de la monarchie dualiste, en voie d'accroissement très lent, n'atteint pas 3 millions de tonnes de minerais pour l'Autriche (Styrie, Carinthie et Bohême), 2 millions de tonnes pour la Hongrie (Banat et Transylvanie). Ces chiffres sont faibles et conviennent tout juste pour les usines austro-hongroises.

Nous sommes donc ramenés à considérer que la Lorraine est la grande ressource de minerais pour l'Allemagne, comme elle l'est pour la France. Sans elle, la situation de nos ennemis serait, en temps de paix, ce qu'est momentanément la nôtre en temps de guerre. Et cela est d'autant plus frappant que, malgré cet appoint essentiel, l'Allemagne était arrivée, dans les derniers temps, à importer environ un tiers du tonnage traité : surtout des minerais riches de Suède, auxquels s'ajoutaient quelques minerais également riches d'Espagne, mais aussi des minerais calcaires de Briey en Meurthe-et-Moselle. C'est en partie parce que les catégories de minerais correspondantes lui manquaient pour ses lits de fusion (car il n'y a rien de plus différent que deux minerais de fer, décorés du même nom sur les statistiques). Mais c'est encore plus parce que l'Allemagne témoignait, pour le fer, d'un appétit formidable et sans cesse croissant. On peut en juger par sa production de fonte qui, dans la période décennale 1900-1910, avait doublé, comme celle des États-Unis, et dépassé celle de la Grande-Bretagne, à peu près stationnaire. En chiffres ronds, les productions de 1912 se chiffraient : pour les États-Unis, par 30 millions de tonnes; pour l'Allemagne, par 16; pour la Grande-Bretagne, par 9 (moins qu'en 1908); pour la France, par 5 millions de tonnes et la proportion était à peu près la même pour l'acier. En 1913, l'Allemagne dépassait 19 millions de tonnes. Cela explique comment, tandis qu'en 1907 l'Allemagne exportait encore, en résumé, 600 000 tonnes de minerai de fer vers la France, elle était arrivée en 1913 à en importer de France 3 millions de tonnes et 9 millions de tonnes d'autres pays.

Depuis la guerre, cette importance du gisement lorrain pour l'Allemagne n'a fait que s'accentuer, puisque nos ennemis

l'occupent presque totalement. Nous en voyons une affirmation catégorique dans le manifeste des six grandes associations industrielles et agricoles d'Allemagne qui a paru en septembre 1915. Là se trouve ce passage qu'on ne saurait trop méditer : « *Si la production de la minette (minerai de fer) lorraine était troublée, la guerre serait quasiment perdue.* » Et ils l'expliquent en y ajoutant : « Il est certain que, si la production de fer brut et d'acier n'avait pas été doublée depuis le mois d'août 1914, la continuation de la guerre eût été impossible. » Je ne m'attache pas à ce dernier chiffre ; car, même en statistique, on ne peut se fier à une parole allemande ; mais le fait en lui-même est indéniable et du plus haut intérêt.

C'est là le côté actuel du problème, auquel j'ai fait allusion au début de cet article. L'impression s'accentue encore quand on envisage l'avenir, en considérant les réserves de minerais. En 1910, le congrès géologique international de Stockholm a procédé à une vaste enquête pour évaluer les ressources en fer mondiales, avec le concours et sous la responsabilité de tous les pays exploitans, afin d'apprécier sur quoi pourrait compter l'humanité future. On est arrivé alors à des chiffres intéressans comme première approximation. D'après ces chiffres, la Lorraine allemande renfermerait 1 830 millions de tonnes, auxquelles les ingénieurs allemands chargés du rapport annexaient tranquillement 270 millions de tonnes appartenant au Luxembourg, comme faisant partie du Zollverein. En regard de ces 2 100 millions de tonnes, tout le reste de l'Allemagne ne représentait que 700 millions de tonnes. La Lorraine française, de son côté, était estimée à 3 000 millions de tonnes.

Mais ces chiffres ne sont pas rigoureusement comparables entre eux. Il y a bien des manières de procéder à de semblables estimations, dont les nombres, riches en zéros, sont ensuite trop facilement acceptés et reproduits comme parole d'évangile. On peut, par exemple, compter ou négliger les minerais descendant au-dessous d'une certaine teneur en fer, trop chargés de silice, ou s'enfonçant à une trop grande profondeur : minerais actuellement inexploitables avec profit, mais pouvant se prêter à une exploitation fructueuse dans quelques années, par un accroissement du prix de vente ou par une réduction du prix de revient. Dans cette enquête d'apparence toute scientifique, les Allemands se sont montrés très curieusement préoc-

cupés de forcer les chiffres en ce qui les concernait et de les réduire pour nous. Étant donnée leur intention nettement affichée d'annexer un peu plus tard nos minerais français, on a le droit de supposer qu'en agissant ainsi ils n'étaient pas seulement mus par l'amour-propre, mais qu'ils tenaient surtout à diminuer notre part, en prévision des débats ou des estimations auxquelles aurait pu donner lieu cette annexion espérée. Il m'est peut-être permis de rappeler à ce propos un minime incident qui caractérise les méthodes allemandes d'« avant-guerre » et cette préparation minutieusement obstinée, dont les fils plus ou moins adroitement tendus sont apparus peu à peu dans le monde entier. Les rapports avaient été publiés et on pouvait y lire une petite note insidieuse allemande évaluant à 1 300 millions de tonnes des réserves françaises que nos ingénieurs, cependant beaucoup plus prudens et plus sincères, estimaient à 3 milliards de tonnes. Les Allemands se firent charger, toujours à titre scientifique, de continuer et de perfectionner l'enquête. Ayant eu alors à m'occuper de la partie française, je fus assailli de lettres et de télégrammes laissés volontairement sans réponse, jusqu'au jour où, de guerre lasse, un délégué berlinois vint me relancer à Paris pour me suggérer, « en confrère, » une base de calcul qui aurait notablement diminué notre apparente richesse.

En nous bornant, avec ces restrictions, aux chiffres publiés, on voit que les réserves françaises sont aux réserves allemandes dans la proportion de 3 à 2, et, comme l'Allemagne en dévore près de deux fois plus par an, notre avenir au taux actuel serait trois fois plus long que le leur.

*
* *

Ainsi donc le gisement lorrain domine toute la sidérurgie franco-allemande, et l'on peut même dire qu'il domine toute la sidérurgie européenne ; car le plus grand gisement anglais, de beaucoup, celui du Cleveland, ne dépasse pas, comme réserves, 3 milliards de tonnes. Nous pouvons maintenant, pour l'Allemagne comme pour la France, négliger tous les autres gisemens, quelle que soit leur importance accessoire, pour ne considérer que le gisement de la « minette » lorraine, qui est, en même temps, le seul auquel s'appliquent directement les préoccupations et les hasards changeans de la Grande Guerre.

Ce gisement, il n'y a pas lieu de le décrire ici, même succinctement ; une telle étude a déjà été faite à bien des reprises; elle a été suffisamment vulgarisée pour les lecteurs que touchent les détails techniques et elle semblerait fastidieuse aux autres. Je me borne à en rappeler quelques traits principaux dont nous aurons besoin pour discuter. La caractéristique géographique (et, par suite, politique) du gisement lorrain est de constituer un gisement de frontière, exposé, par sa situation, à changer de mains et à être disputé. Si Briey, au lieu d'être à 5 kilomètres de la frontière, s'était trouvé dans le Berry ou dans l'Anjou, il n'aurait pas attiré de si redoutables convoitises. Mais les derniers traités qui ont dessiné nos frontières ont laissé le bassin lorrain divisé entre trois pays : la France, l'Alsace-Lorraine et le Luxembourg, à proximité d'un quatrième, la Belgique, qui en possède une extrémité. C'est un cas singulier dont on ne peut guère rapprocher que celui de l'ancienne Pologne, où les charbonnages sont découpés de même entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Quant à la caractéristique industrielle du gisement, elle est de renfermer un énorme tonnage de minerais pauvres et phosphoreux. L'histoire passée de ce bassin, le rôle qu'il joue dans la guerre actuelle et celui qu'il pourra jouer dans l'avenir, tout dépend de ces observations essentielles, sur lesquelles il convient d'insister.

Et d'abord, revenons sur la complexité politique d'un découpage géographique, qui ne s'est pas produit par hasard, dont le hasard ne déterminera pas non plus les changemens futurs. Ne l'oublions pas. Quand, au mois de mai 1871, les négociateurs français insistèrent pour garder Belfort, si les Allemands firent jouer en échange des questions d'amour-propre, comme la brève entrée de leurs troupes dans un coin de Paris, ils s'attachèrent surtout à une satisfaction plus concrète, celle d'obtenir une bande de terrain de 10 000 hectares sur la frontière du Luxembourg, près de Longwy : bande, dans laquelle leurs géologues avaient cru absorber la presque totalité du fer lorrain. Fort heureusement, ces minerais n'occupaient alors en métallurgie, faute de la déphosphoration, qu'un rang secondaire; on supposait que leur prolongement en profondeur deviendrait très vite inutilisable dans le sens de la France, tant par leur appauvrissement que par les difficultés d'épuisement. Les exigences ennemies portèrent donc seulement sur la région où se

trouvaient déjà les grandes usines de Novéant, Ottange, Ars-sur-Moselle, Hayange, Moyeuvre, Styring, avec leurs quarante-huit hauts fourneaux. Et la finesse normande de Pouyer-Quertier réussit à nous réserver, comme une sorte d'aumône, le coin de Villerupt, que Bismarck voulait d'abord prendre avec le reste :

— Vous prétendez donc, dit-il à l'Allemand, m'annexer aussi, moi, l'un des principaux actionnaires de Villerupt?

— Allons, répondit Bismarck avec sa lourde affectation de bonhomie tudesque, ne pleurez pas, je vous laisse Villerupt; mais ne demandez plus rien...

Si on avait alors soupçonné de l'autre côté du Rhin les résultats que devaient donner, d'abord les procédés de déphosphoration, puis les sondages de 1882-1896 autour de Briey, on nous aurait dépouillés plus complètement, et c'est cette erreur géologique que les industriels d'outre-Rhin ont tenté de réparer par la guerre actuelle.

Peut-être, en France, n'a-t-on pas compris assez vite, au début des hostilités, que le sort de la guerre, ou du moins sa rapide issue, pouvait se décider là. La place forte de Longwy, insuffisamment défendue, succomba comme on le sait et, sur les trois subdivisions du bassin, les deux plus septentrionales, celles de Longwy et de Briey, nous furent pour quelque temps soustraites; la belle défense de Nancy sauva seulement le troisième groupe, le plus méridional, où se trouvent les mines de Maron-Val de Fer et les usines de Neuves-Maisons et dont la production atteint environ 2 millions de tonnes (contre 3 à Longwy et 15 à Briey). On a vu alors, dans la période où Berlin se pavoisait à toute occasion, les pangermanistes étaler leurs prétentions sur tout ce bel ensemble de mines : notamment sur le groupe de Briey qui constituait, pour eux, une proie bien tentante. De notre côté, nous n'avons jamais, depuis le moment où on nous a contraints à nous défendre, cessé, même aux heures les plus douloureuses, de revendiquer les territoires entièrement français de Thionville, où se trouvent toutes les mines devenues allemandes en 1871. La possession totale du bassin lorrain apparaît ainsi comme un des principaux enjeux de la lutte.

Cet enjeu, nous en avons déjà vu l'importance ; mais il faut maintenant additionner des chiffres qu'une frontière avait momentanément divisés en deux et tenter d'évaluer le total. On peut le faire de deux manières : soit en considérant les

réserves, environ 5 milliards de tonnes de minerais; soit en partant des résultats actuels, une extraction de 47 millions de tonnes représentant 16 millions de tonnes de fonte. Mais ce serait un procédé très inexact que de multiplier le chiffre d'extraction par le bénéfice moyen obtenu sur une tonne et de capitaliser le résultat, ou encore que de faire un calcul analogue en partant des réserves. On arriverait peut-être ainsi à apprécier la valeur marchande des mines, on ne se ferait aucune idée de ce que peuvent représenter ces mines pour la fortune du pays. L'erreur serait analogue à celle que commettrait l'État en voulant apprécier l'utilité d'une voie ferrée projetée, uniquement d'après le produit net prévu. Dans un cas comme dans l'autre, il faut faire entrer en ligne de compte tout le mouvement industriel et commercial qui va résulter de l'exploitation minière ou de la voie ferrée. La tonne de minerai de fer lorrain ne vaut guère en moyenne sur la mine que 5 francs. Mais il en sort 350 kilogrammes de fonte brute valant une trentaine de francs, puis environ 60 francs de rails d'acier, et l'élaboration ultérieure continue à accroître une valeur, dont le minerai de fer a été le point de départ nécessaire. Un acier qui, grossièrement élaboré, vaut 150 francs la tonne, permet de fabriquer des machines, des navires, valant 1 500 francs la tonne. La source d'un fleuve n'est pas toût le fleuve, mais elle détermine le large cours futur de l'eau. Si l'on voulait calculer la valeur totale du gisement lorrain (Briey et Thionville) d'après son rendement industriel, on ne dépasserait pas 2 à 3 milliards de francs; mais ces 2 à 3 milliards doivent aboutir à une richesse créée de près de 300 milliards.

Pour apprécier ce que représentent nos mines lorraines, il ne suffit pas d'aller visiter ces mines elles-mêmes, il faut encore voir toutes ces usines dont elles ont provoqué la création à Longwy, Mont-Saint-Martin, Senelle, Rehon, Micheville, Jœuf, Homécourt, Pompey, Neuves-Maisons. Il faut ensuite aller dans le Nord et le Pas-de-Calais vers ces autres usines qui ont trouvé préférable de se construire sur le combustible, mais également pour utiliser la fonte lorraine. Il faut enfin constater ce que deviennent des produits bruts dont la fonte lorraine est la base essentielle dans nos vieilles usines du Centre, au Creusot, à Saint-Étienne, à Montluçon. Et une visite semblable en Lorraine annexée nous montrerait les usines de Thyssen à Hagon-

dange, les Rombacher Hüttenwerke, les aciéries de Wendel à Hayange, celles de Moyeuvre-Grande, Uckange, Ottange, etc.; elle nous ferait voir les usines de Westphalie alimentées en grande partie par la minette lorraine.

Mais alors, devant ce bel ensemble si florissant des deux côtés de la frontière, on est conduit à se poser une question qui revient sans cesse à l'esprit quand on cherche par quelle folie les industriels allemands ont pu pousser à la guerre actuelle. Avec leurs 21 millions de tonnes d'extraction annuelle en Lorraine, avec leurs 2100 millions de tonnes de réserves qui leur assuraient à ce taux un siècle d'extraction, qu'avaient-ils besoin de nous piller? Un siècle, c'est quelque chose en industrie, quoique ce soit une courte période dans la vie d'un peuple. S'il leur fallait des minerais de plus, n'avaient-ils pas, jusqu'à l'excès, toutes facilités de se procurer les nôtres? Pour comprendre cet état d'esprit singulier, ou plutôt pour s'expliquer comment leur outrecuidante présomption de maîtriser le monde a pu se particulariser sur ce point, il faut faire deux observations sur la nature des minerais allemands et sur le calcul des réserves.

Tout d'abord, en ce qui concerne les minerais, remarquons qu'un chiffre de tonnage n'est pas tout. Un minerai de fer ne peut pas toujours en remplacer un autre. Il se trouve que tous les minerais des Allemands et tous ceux qu'ils peuvent faire venir de Suède ou de Norvège sont siliceux. Ce n'est pas s'attacher à un simple détail de chimie, c'est faire une constatation essentielle que d'en tirer la conclusion logique : l'addition de minerais calcaires lorrains, tels que ceux de Briey, était pour eux une nécessité.

Quant au temps que peuvent durer les réserves allemandes, ce temps n'est en aucune façon calculable en se fondant sur l'exploitation de la dernière année. Il faut tenir compte d'une progression analogue à celle qui double les grains de blé de case en case sur un échiquier. Reportons-nous en arrière et comparons les productions de la Lorraine allemande à dix ans de distance : 3 millions de tonnes en 1880, 4,5 en 1890, 7,5 en 1900, 14,8 en 1910, 21 en 1913. Traçons maintenant la courbe représentative et prolongeons-la par continuité; nous arriverons à cette conclusion que l'Allemagne s'était mise sur le pied d'épuiser ses mines lorraines vers 1950 à 1960, c'est-à-dire dans un délai extrêmement bref; ou bien alors il lui aurait fallu

interrompre ce développement incessant qui était la base fragile de toute sa prospérité. Je ne connais pas les chiffres des prévisions allemandes en métallurgie ; mais on peut bien, d'après les habitudes de leurs industriels, supposer qu'ils avaient dû former des ambitions supérieures à celles des nôtres. Or, en France, on comptait, avant la guerre, avoir atteint, dès 1920, un tonnage d'acier supérieur de moitié à celui de 1912. C'est cette nécessité de grandir toujours, avec une vitesse croissante, c'est cette course effrénée vers la fortune qui a grisé des cerveaux, d'ordinaire froidement calculateurs et qui, bientôt, les précipitera dans l'abîme.

*
* *

Au point où nous en sommes arrivés de cette étude, on voit comment, des deux parts, pour les deux pays ennemis, va se poser le problème du fer, si le développement des opérations militaires se poursuit conformément à nos espoirs les plus justifiés. Il est un point, entre tous, sur lequel la France est unanime et ne peut pas ne pas se montrer intransigeante : c'est la réoccupation totale de l'Alsace-Lorraine. La monstruosité commise en 1871 doit être réparée et il n'est pas possible qu'un seul village français reste en esclavage sous le joug allemand. Cette nécessité de droit et de sentiment ne semble, à première vue, avoir aucun rapport avec le sujet qui nous occupe ici. Néanmoins, j'en ai assez dit pour avoir fait comprendre que la réparation nécessaire d'une iniquité nationale va entraîner fatalement pour le fer la situation suivante. Demain, la France possédera la totalité de l'énorme gisement lorrain, et l'Allemagne, qui nous en avait ravi une partie, n'en gardera plus rien. Nous détiendrons du fer pour des siècles, presque à n'en savoir que faire, et l'Allemagne ne trouvera plus, sur son propre sol, les matières premières nécessaires pour alimenter son industrie métallurgique et les industries d'élaborations diverses qui en sont solidaires, pour fournir le fer indispensable sous toutes les formes à sa défense militaire. Une partie de son commerce d'exportation sera supprimée, ses facultés d'offensive seront paralysées et étranglées...

Voilà qui semble fort bien et l'on ne peut qu'applaudir à des prévisions semblables ; mais nous sommes à deux de jeu et, par le fait même que les conséquences seront aussi graves pour

l'Allemagne, il va de soi que celle-ci résistera, sur ce point, jusqu'à l'extrême limite de ses forces. Dans la rétrocession de l'Alsace-Lorraine, il ne se pose pas seulement, pour elle, une question de chauvinisme national, ou une difficulté stratégique de défense ultérieure : il y a une considération d'ordre industriel, importante en temps de paix, peut-être vitale en cas de guerre. Nous devons donc prévoir, dans un cas où notre sentiment national est irréductible, une résistance obstinée. La question lorraine serait beaucoup plus simple, ce qu'on ne doit pas ignorer, si les minerais de fer lorrains n'existaient pas.

Comme ces minerais existent, il se pose à nous un certain nombre de questions graves, parfois angoissantes, qui s'enchaînent les unes aux autres et que nous devons aborder en face, sans réticences; car elles vont se poser à nous, à nos négociateurs, et l'attitude qui sera adoptée à leur égard entraînera des conséquences lointaines pour l'avenir de nos descendans. Ces questions, que j'énumère d'abord pour en montrer la succession et dont la succession même fera suffisamment prévoir mes réponses, sont les suivantes : Devrons-nous nous montrer inflexibles dans les discussions économiques relatives aux minerais de fer lorrains : sujet d'apparence secondaire pour nous, vital pour nos adversaires? Si nous repoussons l'idée de toute transaction, si nous nous réservons tout le fer, devrons-nous ensuite le conserver avec économie, avec parcimonie, pour un avenir lointain, ou le dépenser le plus vite et le plus avantageusement possible? Enfin, si nous nous décidons à cette utilisation rapide, quels en seront les moyens?

La première question est assurément la plus délicate; c'est aussi la seule qui sorte du domaine économique pour se lier étroitement aux opérations militaires et, par conséquent, à un développement de faits encore incertains. Il ne faut pas ici nous placer dans l'absolu, mais dans le relatif et, puisque nous parlons industrie, il faut raisonner en industriels, c'est-à-dire envisager toutes les éventualités, peser tous les argumens, prévoir toutes les objections, sauf à les négliger ensuite de propos délibéré, mais en connaissance de cause, pour adopter la solution de tout le monde, si nous jugeons y avoir avantage.

Actuellement, la guerre se déroule avec ses hasards journaliers et, quelles que soient notre certitude raisonnée de vaincre, notre conviction sans cesse accrue de réduire un jour

l'ennemi à subir toutes nos exigences, nous ne pouvons savoir dans quel délai, par quelle progression, après quelles vicissitudes nous y réussirons. Ce n'est pas du jour au lendemain, par un brusque cataclysme irrémédiable, que toute la puissance allemande s'effondrera. Nous n'entrerons pas à Berlin en aéroplane, sans avoir franchi bien des étapes qui nous donneront chaque fois le loisir de calculer et de réfléchir. On s'est quelquefois demandé si la capitulation de l'Allemagne ne se ferait pas, comme celle d'une place assiégée, sur les tranchées actuelles. Mais, dans toutes les hypothèses, la rédaction d'un traité entre deux belligérans implique des négociations. Qui dit traité, dit marchandage, dit transactions, dit compromis. Je rappelais tout à l'heure comment, en 1871, la cession consentie par nous des minerais lorrains avait contribué à nous conserver Belfort. Le vaincu se débat. Le vainqueur lui-même peut trouver un intérêt d'avenir à modérer ses prétentions. Il serait donc un peu puéril de nous déclarer, tout d'abord et sans examen, décidés, coûte que coûte, à tout obtenir. Le premier point, en pareille matière, est trop évidemment de savoir si on le peut. C'est le côté militaire de la question, que je n'ai pas à envisager. Mais le second est aussi de juger si on a un intérêt majeur à le vouloir. Cet intérêt est-il tel qu'il nous fasse prolonger la lutte jusqu'aux extrémités, après avoir obtenu déjà de l'Allemagne les concessions principales?... Jamais aucune négociation n'a été engagée encore entre nous et nos adversaires. Mais on se comprend souvent sans se parler et, en diplomatie, tout l'intéressant s'écrit entre les lignes. Implicitement, sans qu'il ait été besoin d'aucune précision officielle, des avances ont été faites, des concessions admises par nos ennemis, et ce ne seront pas les dernières. Deux commerçans avisés qui discutent un marché se devinent l'un l'autre et chacun d'eux a d'avance réfléchi aux points, importans pour lui, du marché futur, sur lesquels il ne cédera jamais, puis à ceux qui lui semblent secondaires. Il est vrai qu'il se garde de penser tout haut, comme je le fais ici; mais, dans notre cas actuel, ce que je puis dire est trop directement déterminé par les circonstances pour ne pas être aussitôt prévu; et, d'ailleurs, en le disant, je ne fais qu'exprimer l'opinion d'un « laïque » irresponsable. Je n'apprends absolument rien à aucune personne compétente en Allemagne et j'apprendrai peut-être quelque chose à quelques-uns en France.

Quand donc on réfléchit que chaque journée de guerre supplémentaire entraîne une perte de vies humaines et une dépense d'argent, on est conduit à penser qu'il doit arriver un moment où, l'essentiel étant acquis, les bénéfices supplémentaires à espérer, fussent-ils même assurés, ne compenseront plus les frais supplémentaires nécessaires pour les obtenir. A ce moment, la continuation ou la cessation de la guerre se résume en une balance commerciale qui penche vers la paix et c'est le cas de dire, comme les Anglais : *business are business* ou *no sentiment* (les affaires sont les affaires; pas de sentiment). Nous pouvons être assurés d'avance que les Allemands, très calculateurs, très commerçans et pour lesquels cette entreprise manquée ne fut au début qu'une vaste opération de piraterie mercantile, sauront établir longtemps d'avance ce bilan, et qu'ils céderont ou continueront, suivant que le fléau de la balance s'inclinera dans un sens ou dans l'autre : un certain poids supplémentaire étant introduit par leur amour-propre militaire ou par les préoccupations dynastiques. C'est le même calcul que nous devons faire nous-mêmes, afin de juger, en deux mots, s'il faut admettre la possibilité, tout en reprenant le territoire lorrain qui englobe les minerais de fer, de laisser aux Allemands, sur une partie de ce territoire, tel ou tel avantage économique...

Que le lecteur, arrivé là, ne s'indigne pas trop vite en me voyant me faire ainsi l'avocat du diable! Le sujet vaut la peine d'être froidement examiné. A cette question technique, s'il ne s'agissait que des industries du temps de paix, je répondrais sans doute, au risque de scandaliser, en prêchant la conciliation et j'admettrais, dans une certaine mesure, le raisonnement que plus d'un pourra faire alors. Ce raisonnement, le voici : « Chaque jour de guerre nous coûte actuellement, à nous seuls, indépendamment de toute autre considération moins matérielle, sans compter le manque à gagner et l'atrophie de notre commerce, simplement en dépenses de l'État, environ 70 millions. Un seul mois d'hostilités supplémentaires représente une bien grande quantité de minerais vendus avec bénéfice, de rails, de tôles, de poutrelles, de machines, de produits quelconques fabriqués avec ce fer et exportés fructueusement à l'étranger. Une indemnité de guerre chiffrée par autant de milliards pourra-t-elle être imposée, pourra-t-elle être touchée? Va-t-on sacrifier du sang français et accroître la charge écrasante de

nos impôts futurs pour le bénéfice de quelques métallurgistes et constructeurs? Encore la plupart de ceux-ci ne seront pas très flattés de voir s'augmenter le nombre des mines et usines concurrentes... C'est donc pour fournir plus de travail à nos ouvriers?... Mais, des ouvriers, nous en manquons déjà et nous en manquerons de plus en plus. Donc, cédons sur ce détail et finissons-en. »

Ce raisonnement spécieux, si on ne le fait pas tout haut en France, les Allemands nous le suggéreront abondamment par l'intermédiaire des neutres, qui, tout en trouvant profit à la guerre, voudraient mettre ce profit « au sec » et consolider des créances sur les belligérans, exposées à être compromises par leur irrémédiable faillite. Et certains compères d'Allemagne soi-disant dissidens, des Liebknecht, Haase ou autres, chargés par le gouvernement allemand de jouer le rôle d'agens provocateurs, trouveront bien le moyen de faire parvenir l'idée à nos naïfs socialistes. Mais c'est ici qu'il faut nous tenir en garde; car l'enjeu réel est beaucoup moins l'avenir immédiat de notre industrie pendant la paix, que l'assurance de cette paix future (dans les limites de temps où l'on peut prétendre assurer l'avenir). Discutable pour le temps de paix, le problème se pose avec une clarté lumineuse pour le temps de guerre. Laisser la sidérurgie allemande florissante, c'est lui permettre, après la guerre, de reconquérir aussitôt le marché mondial en écrasant la concurrence débile de nos usines ruinées et pillées, de nos flottes fatiguées et amoindries; c'est lui fournir le moyen de préparer une prompte revanche. La détruire, ou tout au moins charger au-dessous d'elle une mine prête à sauter comme on mine d'avance un tunnel ou un pont, c'est, je l'ai dit déjà, mais j'y insiste, empêcher nos ennemis de nous attaquer plus tard. Or, quand on réfléchit à cela, toutes les considérations commerciales, que j'ai cru devoir exposer tout à l'heure, se retournent entièrement. Ce que coûte une guerre, nous le savons... ou plutôt, malheureusement, nous ne pouvons encore en donner qu'une évaluation minima, c'est 50, 80, 100 milliards : ce sera, après la paix, le prix de la vie doublé. En excluant même toute considération sentimentale (chose presque impossible à un Latin, à un Français), le bilan d'une opération incomplète apparaît désastreux. Il semblait tout à l'heure que les Allemands eussent seuls intérêt à résister sur ce point jusqu'à la dernière extré-

mité; on s'aperçoit maintenant que notre intérêt pratique à nous est plus grand encore, si ce que l'on va débattre, en parlant minerais et concessions, c'est la possibilité d'une guerre future. Rester intransigeans pour les minerais, c'est assurer la paix; car c'est empêcher une agression des Allemands, suivant l'expression de nos communiqués, par « un tir de barrage; » et il est bien évident que l'agression ne viendra jamais du côté de la France. Les Français ont assez montré qu'ils savaient se battre quand on les attaquait; mais ils forment un peuple pacifique; et les Allemands le savent, ils le croyaient même exagérément. Leurs commerçans, leurs industriels peuvent donc compter, si le militarisme prussien qui les a si follement compromis et ruinés est pour jamais anéanti, sur une longue période de développement pacifique et, par conséquent, de prospérité. Ils manqueront un peu de fer, c'est vrai, mais avec leur surabondance extraordinaire de houille, ils feront des échanges. Céder, au contraire, c'est exposer l'Europe entière et les Allemands travailleurs aussi bien que nous, à ce que, dans dix, dans quinze ans, la crise actuelle recommence plus épouvantable encore... Je semblais, en commençant, admettre que l'Allemagne entière se dresserait pour obtenir ce qui lui apparaîtra comme une nécessité vitale. Non, l'Allemagne vaincue, comme nous la supposons ici, se réveillera peut-être de ses illusions militaires et finira par comprendre que le meilleur moyen de s'enrichir n'est pas de construire des 420 et des sous-marins; elle sera aussi intéressée que nous à se débarrasser de ce cauchemar. Ses gouvernans résisteront; son peuple, qui commence à faire entendre sa voix, acceptera, supposons-le, de céder.

Je reviens donc à l'hypothèse élémentaire et que la plupart des Français admettent de prime abord, sans tant de controverses et de phrases : au lendemain de la paix, l'Alsace-Lorraine sera à nous tout entière, économiquement aussi bien que politiquement, avec son annexe de la Sarre; aucune restriction n'aura été admise et nous pourrons utiliser tous ses minerais; nous pourrons, dès le premier jour, employer à nos reconstructions la fonte et l'acier de belles usines restées intactes, qui, ne l'oublions pas cependant (car ce sera là un autre danger à éviter), appartiendront à des particuliers, à des actionnaires Allemands. Mais alors la seconde question va se poser. Quand on a hérité, il faut s'occuper de gérer sa fortune. Pouvoir pro-

duire beaucoup de fonte, c'est à merveille ; mais il ne faudrait pas, faute d'acheteurs, nous trouver bientôt dans la position de l'apprenti sorcier qui avait envoyé un balai magique lui chercher de l'eau et, ne sachant comment l'arrêter, courait risque d'être inondé. D'autant plus que les balais magiques de l'industrie marchent en dépensant de la houille, cette houille dont nous manquons ! Ici encore quelques précisions de chiffres sont nécessaires.

Voyons d'abord ce qui va se passer pour la houille. A la veille de la guerre, la Lorraine restée française produisait 19,5 millions de tonnes de minerais, dont elle exportait plus de 8. Il est vrai que nous en importions, d'autre part, 1,5 millions ; mais ce sont des minerais riches et purs que la Lorraine ne peut nous fournir. A ces 19,5 millions de tonnes vont s'ajouter les 21 millions de la Lorraine allemande (en laissant de côté le Luxembourg) : soit, au total, sur le pied d'extraction actuel, 40,5 millions, au lieu de 11,5 précédemment utilisés. Je suppose que la France ait la prétention de tout traiter et élaborer elle-même, qu'elle ferme ses frontières à toute exportation de minerais, comme le réclament des voix très fortes qui parlent volontiers de trahison, dès que l'on veut commercer avec l'étranger, qu'arrivera-t-il ? Sans entrer dans des calculs techniques dont ce n'est pas la place, on peut admettre que chaque tonne de minerai traitée en France demande, pour arriver à des produits finis, environ 1 300 kilogrammes de charbon (sous la forme de coke ou de houille). 29 millions de tonnes de minerais supplémentaires exigeront donc 37,7 millions de tonnes de houille. Admettons que l'on autorise les exportations en Belgique et en Angleterre (5 millions de tonnes de minerais), il faudra encore 31,2 millions de tonnes en supplément. Or, actuellement, nous produisons 41 millions de tonnes de houille (chiffre stationnaire) et nous en consommons 62 millions. Notre déficit, qui est déjà de 21 millions de tonnes, passerait donc à près de 53. Quand même nous obtiendrions les 17 millions de tonnes de la Sarre (ce dont on voit ici l'intérêt majeur), il en resterait 36 à trouver. Sur les 21 millions de tonnes que nous importions avant la guerre (au lieu de 36), l'Angleterre en fournissait 10 millions et la Belgique 4 millions. Près de 7 millions de tonnes venaient d'Allemagne, en augmentation rapide d'année

en année, et, si nous les y prenions, c'est que nous y avions économie. Avec la meilleure volonté du monde, nos deux alliés, qui ont eux-mêmes une très grosse industrie à alimenter, ne peuvent exporter chez nous un tonnage beaucoup plus fort ; les États-Unis sont loin de nous ; il faudra donc, de toute nécessité, acheter quelque 22 millions de tonnes de houille en Allemagne. L'Allemagne seule a de telles richesses en houille qu'elle peut vendre beaucoup de charbon, surtout si sa sidérurgie décroît. On voit aussitôt combien est vaine la prétention de cesser toute relation industrielle avec les Allemands après la guerre.

Et encore, je n'ai envisagé que les chiffres actuels, sans tenir compte d'un accroissement dans la production industrielle qui se manifeste d'année en année. Pour le traitement du fer, ce gros mangeur de charbon, on s'était outillé, des deux côtés de la frontière, en vue d'un développement intensif. Particulièrement dans notre bassin de Briey, une vingtaine de mines nouvelles devaient atteindre bientôt chacune plus de 2 millions de tonnes de minerais, soit, au total, 40 millions de tonnes, alors que l'extraction de 1913 a été seulement de 19,5. Ce serait quelque 26 millions de tonnes de charbon en plus à acheter. Nous retrouvons donc ici, à l'état aigu, cette difficulté de la houille, sur laquelle j'ai insisté dans un article précédent.

Il y a lieu de considérer aussi, mais, je crois, avec moins d'inquiétude, les possibilités de vente. Sur le marché intérieur, il est certain que l'on peut augmenter notablement la consommation d'acier. Ainsi la consommation de poutrelles, par tête de Français et par an, est seulement encore de 8 kilogrammes, tandis qu'elle a dépassé 12,4 en Allemagne, malgré l'accroissement rapide de la population, qui multiplie ces chiffres par 68 millions d'habitans. La France s'outillait, avant la guerre, pour produire 6 millions de tonnes d'acier en 1920 (dont 2 millions de tonnes dans le Nord), et comptait en trouver aisément le placement. Sur le marché international également, nous avons à reprendre notre place. Tout est à faire dans cet ordre d'idées, comme le montre cette seule observation que le pourcentage de la France dans le syndicat international du rail est le tiers de celui de la Belgique. Mais un marché ne se conquiert pas du jour au lendemain, et, au début, avec les prix que nous serons forcés de demander pour nos produits fabriqués, nos minerais trouveront plus facilement acheteurs que nos aciers.

De toutes façons, on arrive à cette conclusion que, le jour où nous disposerons de la Lorraine allemande, il nous faudra, ou vendre des minerais à l'étranger, ou acheter beaucoup de charbon et de coke en Allemagne, en risquant, chez nous, une crise métallurgique de surproduction, où fermer des mines. La dernière solution a ses partisans, et c'est pour y répondre d'avance que je me suis attaché à rappeler les évolutions passées de la métallurgie. Il peut sembler sage et prudent, si on a trop de minerais pour le présent, de les réserver pour l'avenir et d'assurer l'alimentation des générations futures. Cela rentre bien dans les habitudes françaises.

Nos sociétés industrielles, comme nos gouvernans, nous traitent volontiers en enfans. Quand nous avons pris un intérêt dans une affaire prospère, on nous en dissimule les résultats et on ne nous en distribue que très partiellement les bénéfices, de crainte que nous ne soyons tentés de gaspiller. On stabilise autant que possible nos dividendes à un chiffre modique, de manière à pouvoir les accroître progressivement sans nous causer de déceptions. On pense beaucoup aux générations futures, aussi bien quand il s'agit de ne pas amortir les emprunts que lorsqu'on escompte le retour à l'État, dans un avenir éloigné, de concessions diverses ou de voies ferrées. De même encore, nos exploitans s'attachent à tirer tout ce qu'une mine contient de métal et sont choqués par la méthode anglo-saxonne, où l'on enlève le plus vite possible tout ce qui est immédiatement « payant, » en négligeant le reste, pour reconstituer un capital qui sera employé à une autre affaire. Le système français a du bon ; mais il ne faudrait pas l'exagérer. En particulier, pour le fer, qui peut savoir ce que nous réserve l'avenir ? Du fer, il y en a partout en abondance. Le premier caillou venu du chemin est un minerai de fer, puisque toute l'écorce terrestre en renferme en moyenne 5 pour 100, alors qu'un riche minerai de cuivre est un minerai à 2 ou 3 pour 100. La Lorraine est devenue le centre industriel que nous venons d'étudier parce qu'on a appris à se contenter de minerais phosphoreux à 35 pour 100. Qui peut prévoir si, dans trente ou quarante ans, quelque autre perfectionnement métallurgique ne dépréciera pas ces minerais par rapport à d'autres encore plus pauvres ou plus impurs, auxquels nous ne songeons même pas actuellement, mais qui offriront alors certains avantages : si, par

exemple, les minerais siliceux très abondans, les minerais arsenicaux très décriés ne trouveront pas un débouché économique? Je ne me hasarde pas à rien prévoir; je montre, au contraire, la difficulté des prévisions. Dans cette incertitude, il faut se rappeler que cinq francs de bénéfice assuré demain sont bien préférables, par le seul jeu des intérêts composés, à vingt francs de bénéfice problématique dans un demi-siècle.

Je crois donc qu'il y aurait danger à vouloir empêcher l'exportation des minerais : ce qui, d'après les observations précédentes, équivaudrait à restreindre l'extraction. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas chercher à retrouver, sous une autre forme, au moins partiellement, les bénéfices supplémentaires que nous devons renoncer à obtenir directement, faute de houille et faute de main-d'œuvre. Cette forme tout indiquée est celle des échanges. Les conditions dans lesquelles va reprendre l'industrie après des années de guerre seront très spéciales. On peut s'attendre à une sorte de protectionnisme fédéral qui coupera l'Europe en deux. D'une part, la communauté des dangers et des sacrifices aura resserré nos liens d'amitié avec l'Angleterre; d'autre part, nous serons sans doute en mesure de poser des conditions commerciales à l'Allemagne. Sachons en profiter. Puisque nous aurons trop de fer et trop peu de charbon, nous devons nous tourner, avant tout, vers l'Angleterre dont les besoins sont inverses. Il semble possible de réaliser en Angleterre, ce qui est malheureusement presque impraticable en France, une augmentation notable de l'extraction houillère par la mise en valeur rapide de réserves récemment découvertes. Quant au fer, l'Angleterre n'a été, jusqu'ici, qu'un acheteur presque insignifiant de nos minerais. En 1913, elle nous en a pris 327 000 tonnes (dont seulement 69 000 en Lorraine), quand la Belgique en prenait 5 035 000 et l'Allemagne avec le Luxembourg 4 065 000. Très conservatrice, elle s'est montrée rebelle aux procédés de déphosphoration qui ont envahi la sidérurgie sur le continent. Mais la guerre aura eu sans doute pour résultat de dissiper cette sorte de torpeur dans laquelle nos amis commençaient à s'endormir, et l'Angleterre réveillée, guérie de certaines chimères qui lui étaient communes avec nous, victorieuse enfin de l'Allemagne, a toutes les raisons pour reprendre, dans des conditions modernisées, l'essor interrompu de sa métallurgie.

Toutefois, ce ne seront jamais ni l'Angleterre ni la Belgique qui absorberont les stocks de minerais dont nous allons disposer. Il faudra, malgré toute notre hostilité, en vendre à l'Allemagne, non pas dans son intérêt, mais dans le nôtre. Il sera juste et naturel de ne le faire qu'en échange de charbon, dans des conditions dont les bases auront été posées par le traité de commerce annexé au traité de paix, de manière à nous réserver des avantages analogues à ceux que le traité de Francfort avait assurés à nos vainqueurs contre nous. La prudence exigera d'ailleurs que ces conditions d'échange pacifique soient remises à un délai assez éloigné, après une période pendant laquelle le charbon devra nous être fourni sans contre-partie, et puissent être interrompues par nous à tout moment. Chacun sait quel était le plan allemand pour l' « après-guerre : » détruire l'outillage des pays envahis dans le Nord de la France, la Belgique et la Lorraine, enlever les machines un peu perfectionnées, de manière à défier toute concurrence pendant la phase de remise en état ; profiter alors d'une flotte commerciale restée intacte, précisément parce qu'elle n'a pu sortir des ports, pour exporter les marchandises entassées pendant les années de blocus ; et remporter ainsi, même dans le cas d'une « paix blanche, » une éclatante victoire économique. Contrairement à ce qu'attendaient les pangermanistes, il est probable que la flotte allemande formera la juste compensation des navires torpillés. Mais, même en « réquisitionnant » des machines allemandes en échange des machines volées, les mines, les usines saccagées ne pourront reprendre leur marche normale du jour au lendemain. Dans chaque branche d'industrie, des mesures seront donc à prendre pour parer à cette difficulté. En ce qui concerne le fer, ces mesures seront relativement simples. Il suffira de fermer d'abord entièrement la porte aux exportations de minerais pour paralyser des usines allemandes qui, absorbées par le soin de la défense militaire, n'ont pas dû pouvoir se constituer des stocks bien importans à l'usage du temps de paix (stocks que l'on pourrait, eux aussi, commencer par réquisitionner). De plus, il va sans dire qu'ultérieurement une mesure semblable devrait pouvoir être prise en tout temps du jour au lendemain et serait, par conséquent, à prévoir pour le moment où l'on apercevrait la moindre possibilité de guerre.

L. De Launay.

L'APÔTRE DES INDES ET DU JAPON

FRANÇOIS DE XAVIER

IV [1]

VERS LE JAPON

VIII. — L'HORIZON S'ÉLARGIT

Le retour de François à Malaca fut marqué par deux incidens : l'un qui forme aujourd'hui le sujet d'un des vitraux de la cathédrale ; l'autre qui est à l'origine d'une des plus sanglantes tragédies de l'histoire des Missions.

Le premier se rapporte à une attaque nocturne tentée contre la ville par les Mores et le roi d'Achin. Elle aurait pu être désastreuse; elle ne le fut pas. Les assaillans n'enlevèrent en guise de butin que des oies, qu'ils apportèrent à leur prince pour lui prouver qu'ils avaient vraiment débarqué. On délibéra si la flotte portugaise se jetterait à leur poursuite; et l'expédition fut décidée, dit-on, sur les instances de François. Les jours passèrent Aucune voile ne reparaissait. On crut à une défaite qui mettrait Malaca en grand danger. Les sorciers malais ne se faisaient pas faute d'assurer que tous les marins portugais avaient péri jusqu'au dernier. Ils voyaient leurs cadavres au fond de la mer; et ces beaux masques sinistres

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 15 mars, et 1er mai.

soufflaient sur la panique. Ce fut alors que, du haut de la chaire, François gourmanda la population de sa crédulité et lui annonça la victoire des Chrétiens, le jour même où le roi d'Achin était battu, et, en tout cas, bien avant que la nouvelle ait pu lui en parvenir. Il n'en parle pas dans ses lettres; et le Père Francisco Perez, arrivé à Malaca six mois après l'événement, ne semble pas y avoir attaché l'importance excessive que lui donnèrent plus tard les hagiographes. Mais entre le récit très simple qu'il nous en fait et les dépositions qu'on recueillit au bout d'une dizaine d'années, les imaginations avaient préparé le vitrail. L'expédition prit des proportions épiques, et peu s'en fallut qu'on n'en reversât tout l'honneur sur maître François.

Mais, à ce moment, il en concevait une autre dont les conséquences allaient être plus graves. Il y a dans sa vie, comme dans celle des grands aventuriers, un fort élément de romanesque. La Providence travaille pour lui; mais elle ne peut se manifester que par des concours de circonstances pareils à ceux dont s'alimentent les romans d'aventures. Les plus belles situations sortent d'une rencontre imprévue. Au moment où tout va finir, l'erreur d'un aubergiste, une diligence manquée, fait que tout recommence.

François avait envoyé d'Amboine, l'année précédente, à Mansilhas et à Jean de Beira l'ordre de venir aux Moluques. Il les destinait à ce séminaire de martyrs, comme il nommait les îles du More, convaincu qu'elles seraient de toutes les terres d'évangélisation celle qui donnerait le plus de martyrs à la Société de Jésus. Il comptait sans le Japon et sans la Chine! Mansilhas, qui s'était rebellé, avait trouvé un remplaçant; et les deux missionnaires étaient déjà à Malaca. François put les avertir des labeurs que leur réservait leur nouveau poste. J'imagine que, lorsqu'il les conduisit au navire, il les vit s'éloigner avec une secrète envie sur cette route où, dix-sept mois plus tôt, il s'était éloigné lui-même. Son retour dans l'Inde et à Goa lui causait des appréhensions. Il aurait voulu revivre encore ses nuits de prière au milieu des Alforous, où son âme s'élançait du plus misérable état des hommes jusqu'à Jésus Notre-Seigneur, sous un ciel dont les étoiles resplendissaient comme la face des Saints. Rien ne lui rendra l'émotion qu'il ressentit à mettre ses pieds hors de tous les chemins tracés. Sainte émotion, mais où entre peut-être un peu de cette curiosité profane qui

pousse l'homme à visiter toutes les beautés de la terre. Sainte émotion, mais où perce peut-être un peu de l'amour-propre du voyageur heureux de s'être avancé plus loin que les autres. Il nous semble l'entendre : « Mon Dieu, pardonnez-moi si cet amour-propre, cette curiosité, se sont mélangés aux pieuses convoitises d'un cœur qui ne bat que pour vous! Désormais, je retourne à un monde défloré, dont je connais les aspects, les tristesses, les dangers, où je connais tout, sauf les nouvelles misères qu'il vous plaira de m'y envoyer... Ce Mansilhas! Quelle ingratitude!... Je reviens sur mes pas; mais j'aurais souhaité d'aller au delà et encore au delà. Je reverrai mes pêcheurs de Comorin et ceux du Travancore, et les Portugais de Goa. Et pourtant, ils ont moins besoin de moi que tant d'autres qui vous ignorent comme moi-même j'ignore leur nom. La Chine a des attraits confus. Mais aucune voix ne m'y appelle. Votre volonté ne semble point que j'y aille. Seigneur, où m'avez-vous préparé mon tombeau? L'Inde est vaste. Et il y a Ceylan. O mon Dieu, donnez-moi d'y annoncer votre parole et d'y établir votre règne. A quoi lui servent les trésors dont elle se vante et les amans dont elle fait la fière? Mes yeux sont pleins de larmes à l'idée des belles îles que vous avez tirées du sein des flots et qui languissent dans leur opulence, ne sachant pas qui vous êtes, ne sachant même pas que vous êtes! » Et, tout en songeant ainsi, François se rend à l'église où il doit célébrer un mariage.

Pendant qu'il officie, deux hommes sont entrés et s'arrêtent près du seuil. L'un est Portugais; l'autre, qui paraît tout petit et tout menu, pourrait être un Malais; mais son teint est plus foncé, ses yeux plus bridés; il porte des vêtemens sombres et un sabre dont le fourreau de laque ne ressemble pas à ceux de la Malaisie. Sa main fine serre le manche d'un éventail qu'il a passé dans sa ceinture. Son compagnon s'est penché à son oreille, et, lui indiquant le prêtre : « Voici, dit-il, celui que vous avez tant cherché. » Le petit homme jaune sourit, incline la tête et aspire un peu d'air entre ses dents. La cérémonie se termine. Les nouveaux époux sortent : l'homme, content de lui; la femme, une métisse, toute brillante de sa vertu neuve, car, n'en doutez pas, ce mariage n'est qu'une réconciliation avec Dieu, que le Père maître François a encore opérée. S'il n'a pas marié autant de Portugais qu'il a baptisé d'indigènes, c'est que les Portugais étaient en infime minorité; mais, relativement,

il en a marié bien davantage. Il va, lui aussi, quitter l'église, quand les deux hommes s'avancent vers lui. « Est-ce vous, George Alvarez, mon cher fils? s'écrie doucement et joyeusement François. Loué soit Dieu! » — « Ah! très cher Père, répond le Portugais, nous nous joignons enfin! Si vous venez de loin, nous venons d'encore plus loin, du Japon. Mon ami, le seigneur Yagirô, un Japonais, désespérait de vous rencontrer. » Ici, le seigneur Yagirô, qui s'était tenu en arrière, s'approche, et, trois fois de suite, se courbe si bas que sa tête touche presque ses genoux. Mais François lui tend les mains et sourit à cette âme qui l'a cherché et dont il ne sait pas qu'elle lui apporte un monde. « Notre histoire sera longue, reprend Alvarez, et si vous le permettez, bien que mon ami comprenne le portugais et commence à le parler, c'est moi qui vous la conterai. »

C'était, en effet, une assez longue histoire. Depuis cinq ou six ans, les Portugais, portés par un typhon, avaient retrouvé le fameux Cipangu dont Marco Polo avait entrevu les palais, couverts d'or fin. Les indigènes les avaient accueillis avec une politesse dont ils avaient été charmés, et qu'ils ne semblent pas avoir payée de retour, car on les jugea grossiers, mais d'humeur paisible. Peu à peu, des rapports commerciaux s'établirent sur deux points importans de la grande île du Kiushu : à Funai, capitale de la province du Bungo, et dans la baie profonde de Kagoshima. Or, deux ans plus tôt, Alvarez se trouvait à Kagoshima, prêt à appareiller, quand, une nuit, un Japonais, monté dans une barque et accompagné de deux domestiques, accosta son navire. Ce Japonais, le seigneur Yagirô en personne, avait commis un mauvais coup, probablement un crime passionnel, et supplia Alvarez, qu'il connaissait, de le recevoir et de le sauver. Ce n'était point un Samuraï. Ses relations avec Alvarez nous laissent supposer qu'il appartenait à la classe des marchands ou à celle des patrons mariniers qui faisaient le cabotage sur les côtes japonaises. Mais les Portugais le considéraient comme un personnage, et il était trop poli pour les démentir. On leva l'ancre. Pendant la traversée, Alvarez l'entretint de religion et lui parla de son grand ami, le Père maître François de Xavier. Yagirô avait une intelligence supérieure à la moyenne, et, comme beaucoup de ses compatriotes, le goût passionné de la nouveauté. Le remords de son crime le tourmentait-il? En tout cas, l'idée d'en obtenir l'absolution par le

baptême ne l'étonna point. Alvarez avait du reste remarqué des analogies singulières entre le culte japonais et le culte chrétien : les femmes allaient aux temples avec de gros chapelets, et il avait ouï dire que bien des hommes expiaient leurs fautes au fond des monastères. François ne perdait pas un mot de ce récit, et ses yeux s'abaissaient doucement sur le visage impénétrable et souriant du Japonais, qui regardait la terre.

Dès qu'on fut à Malaca, Yagirô s'était présenté au vicaire et lui avait exposé son désir de se faire chrétien avant de retourner au pays, où il avait laissé sa femme : « Vous êtes donc marié? » lui demanda le vicaire. — « Je suis marié. » — « Et vous irez rejoindre votre femme, une païenne? » Yagirô lui avoua que c'était son intention. « Alors, reprit le vicaire, il faut que vous renonciez au baptême : je ne puis baptiser un homme qui compte vivre encore avec une femme païenne. » François interrompt : « Êtes-vous certain, mon ami Alvarez, que les choses se sont ainsi passées? » — « J'y étais, très cher Père, et je fus même assez surpris, car je sais que vous avez souvent baptisé des femmes dont le mari restait païen, et des hommes dont la femme n'était pas encore chrétienne. Et je dis à mon ami : « C'est dommage que le Père maître François ne soit pas ici : il vous aurait baptisé, lui. » François soupire et pense en lui-même : « Quelle pitié qu'on ait dans les missions des prêtres aussi ignorans des lois de l'Église! »

Repoussé par le vicaire, Yagirô était reparti pour la Chine, et là, il s'était embarqué sur un vaisseau qui devait le ramener au Japon. Il n'était pas à plus de vingt lieues de son pays, qu'une épouvantable tempête le força de regagner les côtes chinoises. Justement, un bateau portugais y était en partance, et un de ceux qui le montaient lui assura que, cette fois, sûrement, il rencontrerait le Père à Malaca. « Et le voici, Maître François. Dieu ne voulait pas qu'il rentrât chez lui sans vous avoir vu. » — « Christ Jésus, très sainte Trinité! murmure François, car, dans toutes ses émotions, ces mots lui montaient naturellement aux lèvres. Dieu vous récompense, mon ami Alvarez! Mais je ne vous tiens pas quitte. Vous me coucherez par écrit tout ce que vous avez vu et observé au Japon, afin que nous fassions connaître ce pays au roi de Portugal et à nos chers Pères de Rome. Et vous, mon enfant, remercions Dieu ensemble d'avoir placé sur votre route des hommes si dévoués

au salut de votre âme. » Il lui a pris la main, il lui caresse l'épaule. Yagirô est habitué à des manières douces, mais régulières et froides. Il rougit de la surprise et de la fierté que lui cause l'effusion de cet accueil insolite. A vrai dire, il ne comprend pas très bien qu'un homme d'aussi haute renommée, un des bonzes les plus vénérés parmi les bonzes de l'Occident, se comporte aussi familièrement à l'égard d'un inconnu. En d'autres circonstances, il aurait vu là une marque de faiblesse, un manque de dignité, et il n'en aurait conçu qu'une plus belle opinion de lui-même et de sa race. Mais l'homme qu'il avait en face de lui ne ressemblait à aucun des hommes qu'il avait encore rencontrés. Et le doux saisissement qu'il éprouvait donnait un sens à toutes les complications de sa vie, depuis la nuit de sa fuite jusqu'au jour où, pour la seconde fois, il avait abordé à Malaca.

C'est ainsi que, d'après une lettre de lui et d'après le rapport d'Alvarez, on peut se représenter la première rencontre de François de Xavier et du Japon. Sans l'inintelligence d'un vicaire et sans une tempête, François, qui n'avait plus que quatre ans à vivre, n'aurait point acquis ce qui fait la moitié de sa gloire, pour ne pas dire plus, aux yeux de la postérité.

Pendant huit jours, Yagirô vécut à ses côtés. L'apôtre n'avait pas encore trouvé en Asie de catéchumène comparable. Le Japonais assistait à ses instructions sur la doctrine chrétienne et prenait des notes comme jadis ses élèves du collège de Dormans-Beauvais. Et ce que François disait en public ne lui suffisait pas : il le questionnait sur les points qu'il craignait d'avoir mal compris. Songez à la joie d'un maître qui, pour la première fois, est interrogé par un élève. Jusqu'à présent il n'a parlé qu'à des ignorans dont la docilité était aussi irraisonnée que leur indocilité ou à des savans, comme les brahmes, qui, persuadés qu'il ne savait rien, ne consentaient même pas à discuter avec lui. Et il s'est vainement adressé à leur raison. Un instinct très sûr, — nous en avons la preuve dans son catéchisme traduit en langue malaise, — l'avertit de ne pas trop insister sur le côté surnaturel de la religion. Il n'a point peur d'offusquer l'entendement de ses auditeurs; mais il se propose avant tout de les ramener par la foi à l'observation de la loi naturelle. Il semble s'être rendu compte que le merveilleux chrétien n'était pas assez merveilleux pour agir sur des esprits saturés d'extra-

vagances. Un évêque italien d'Agra disait, au XIXe siècle : « Dès que nous parlons à un Hindou des miracles de Jehovah ou du Christ, il nous oppose aussitôt les miracles bien plus surprenans de Krichna qui éleva une montagne sur son petit doigt en guise de parapluie. Il ne doute aucunement de la réalité de nos récits; il n'est surpris que de leur simplicité. En pareille matière, rien ne lui paraît trop extraordinaire. Si vous lui racontiez que, pour dessiller les yeux des Corinthiens, saint Paul a fait descendre sur la terre le soleil et la lune et les a fait ensuite rebondir à leur place respective comme des ballons, il le croirait sans difficulté; mais, à l'exemple du chevalier de la Manche, il se rappellerait aussitôt une folie plus incroyable encore de son type idéal, c'est-à-dire de Krichna. » Mais voici un néophyte qui discute, qui veut être persuadé. « Terre! Terre! » crièrent les matelots de Colomb qui oubliaient déjà leurs longs roulis sur des gouffres vides; de même, François eût volontiers crié : « Raison! Raison! » Aucun lever d'aurore ne valait à ses yeux ce point du jour de la raison humaine.

Il y avait donc dans cet Extrême-Orient, si tranquillement enivré de mensonges, des hommes capables de s'élever par leur intelligence réfléchie à la connaissance de la vérité. « Yagirô, mon cher fils, si j'allais dans votre pays, vos compatriotes se feraient-ils chrétiens? » Yagirô penchait la tête de côté, respirait longuement et lui répondait : « Pas tout de suite; ils vous poseraient d'abord beaucoup de questions. Et si vos réponses les satisfaisaient, si votre vie leur paraissait conforme à vos paroles, au bout d'une expérience de six mois, le Roi, la noblesse et les gens distingués se convertiraient, car notre peuple ne se régit que par la raison. » La réponse de Yagirô, que François transmettait aux Pères de Rome, nous donne une idée avantageuse de ce Japonais. Il était assurément sincère; et il indiquait avec finesse quelques-uns des traits caractéristiques de ses concitoyens : leur esprit questionneur, leur sens critique qui, du reste, s'attaque moins aux idées qu'aux personnes, et leur prétention aux méthodes rationnelles. Mais il ne pouvait avertir François que leur raison ne raisonnait pas comme la nôtre, que les syllogismes qui nous convainquent ne les touchaient guère, qu'Aristote nous séparait encore plus que les Océans et qu'ils étaient encore plus des imaginaires que des êtres raisonnables.

Après huit jours d'entretiens qui achevèrent d'enflammer l'apôtre, celui-ci s'embarqua pour Cochin. Il n'avait point baptisé Yagirô; et Yagirô ne l'accompagna pas : en quoi l'un et l'autre rivalisèrent de délicatesse. François prétexta qu'il réservait à l'évêque de Goa la joie de baptiser le premier Japonais; mais, au fond, il ne voulait pas avoir l'air de blâmer ouvertement le vicaire de Malaca qui lui avait refusé le baptême. Peut-être aussi, en reculant cette cérémonie, désirait-il s'assurer que Yagirô ne lui échapperait point. Il était en effet de toute importance que ce Japonais vînt à Goa, qu'il se perfectionnât dans l'étude du christianisme et de la langue portugaise et qu'on lui inculquât le respect des arts et des industries de l'Europe. Quant à Yagirô, qui eût été heureux de voyager en compagnie du Père, il fit passer avant son plaisir son devoir de reconnaissance envers Alvarez, et, en Japonais fidèle aux obligations de l'intraduisible « giri, » il attendit pour partir que celui qu'il considérait comme son bienfaiteur se mît en route. Il arriva à Goa cinq ou six jours avant François qui s'était arrêté à Cochin.

IX. — RETOUR DANS L'INDE

François revenait dans l'Inde; mais l'espoir d'évangéliser le Japon marchait devant lui sur les flots. Il eut à subir pendant sa traversée une tempête qui l'effraya plus que les autres parce que la vie, depuis qu'il avait rencontré Yagirô, lui semblait encore plus désirable. L'évêque était à Cochin, en tournée pastorale. La vue de François lui débonda le cœur. Que de nouvelles et quelles nouvelles! Michel Vaz? Mort. Diogo de Borba? Mort. Michel Vaz avait rapporté de Lisbonne son titre d'Inquisiteur qu'il s'était aussitôt appliqué à justifier; et il était mort dans une forteresse de la côte, à Chaul, empoisonné. Par qui? On soupçonnait des Juifs; on soupçonnait des Brahmes; on soupçonnait de riches Portugais; on soupçonnait des membres du clergé; on l'avait même soupçonné, lui, l'évêque! Le gouvernement ne soupçonnait personne et n'avait manifesté aucun désir de connaître la vérité. Et sa mort en avait causé une autre. Diogo de Borba se trouvait chez le doyen du chapitre quand on la lui avait annoncée. Il était sorti en poussant des cris et des gémissemens et s'était mis au lit où la fièvre, en quatre jours, l'avait envoyé rejoindre l'Inquisiteur. « Ce n'est

pas d'un bon chrétien de se laisser ainsi dominer par la douleur, avait dit le doyen : il devait se soumettre à la volonté de Dieu. » Le doyen s'y était soumis avec une satisfaction évidente. Ces événemens étaient déjà vieux de onze mois; mais l'évêque en tremblait encore. Tout allait de mal en pis : concussions triomphantes, impunités scandaleuses; les chrétiens indigènes pressurés; les juges et les capitans toujours à vendre et à revendre. Et le vice-roi? C'était maintenant Jean de Castro, l'ancien explorateur de la Mer-Rouge. Il avait inauguré son règne par une victoire sur les Musulmans, qui avait sauvé l'empire portugais. Au Nord de Goa, à Diu, ces mécréans avaient juré de baigner dans le sang des Frangui leurs moustaches retroussées et tordues; mais Jean de Castro les avait taillés en pièces. En avril, il était rentré à Goa, le front ceint de lauriers, traînant à sa suite des captifs enchaînés; et de toutes les fenêtres, de tous les balcons pleuvaient sur lui des fleurs et des parfums. Il avait vaincu comme un chrétien et triomphé comme un païen. Il manquait de modestie; et, bien qu'on n'eût rien à lui reprocher du côté des mœurs, on aurait pu souhaiter un gouverneur plus zélé pour la religion. Le Roi, en réponse aux lettres de François et d'après les rapports de Michel Vaz, lui avait adressé des instructions sur la répression des abus et des idolâtries; mais elles l'avaient mis de fort méchante humeur. Il se plaignait de l'ingérence de l'Église dans les affaires politiques de la colonie. Et l'on en était toujours au même point. A Goa, les artisans païens continuaient de ciseler leurs affreuses idoles. A Cochin, les sorciers continuaient de mêler leurs sorcelleries à la vente du poivre. Les nouveaux convertis n'étaient ni soutenus ni récompensés. Les pêcheurs travaillaient à des prix dérisoires pour le compte des seigneurs capitans. Les Portugais vendaient, comme par le passé, des esclaves aux Infidèles. Et les membres du clergé se déchiraient souvent entre eux.

François écouta les doléances de l'évêque. Elles le confirmèrent dans sa résolution de partir au plus vite pour le Japon ; et il écrivit deux lettres, l'une au Roi, l'autre à Simon Rodriguez. Dans la première, il se déclarait incapable de supporter plus longtemps la situation que le gouvernement de l'Inde faisait à la religion chrétienne; et il suppliait le prince de sévir. Trois ans auparavant et l'année précédente encore, d'Amboine, il lui avait proposé un remède dangereux : l'Inqui-

sition. Maintenant il lui en proposait un moins dangereux mais plus chimérique, dont Simon Rodriguez était chargé de le convaincre : « Que le Roi s'adresse à son gouverneur de l'Inde, quel qu'il soit, et lui dise : « Je ne me fie à aucun religieux, à commencer par les membres de la Compagnie de Jésus, autant qu'à vous pour étendre dans cette partie de l'Inde la foi de Jésus-Christ. Je vous commande de faire chrétienne l'île de Ceylan et d'accroître le nombre des Chrétiens du cap Comorin : choisissez des religieux, donnez-leur tout pouvoir sur les membres de la Compagnie... et, si l'île de Ceylan n'est pas tout entière chrétienne, si notre foi ne se propage pas... » oh ! alors, que le Roi fasse un serment et qu'il le tienne !... « Si vous ne déchargez pas ma conscience, je jure que, dès votre retour à Lisbonne, vous serez saisi, mis aux fers, jeté en prison et que tous vos biens seront confisqués. »

On voudrait effacer ce passage des lettres de François : il n'est ni d'un apôtre, car un apôtre n'abdique pas ainsi entre les mains de l'autorité civile, ni d'un organisateur, car, si le Roi et la Compagnie l'ont envoyé dans l'Inde, c'est afin d'organiser les missions, et non pour en remettre le soin au vice-roi. Rien n'est heureux de ces conseils que lui dictent bien moins son expérience, comme il le dit, que son impatience et son irritation. On sent dans cette menace de jeter le gouverneur aux fers une sorte de réplique au récent triomphe de Jean de Castro. Et je n'aime pas plus son insistance à subordonner humblement les membres de la Compagnie aux volontés du gouverneur : elle semble leur créer une place spéciale même dans l'obéissance. Enfin le Roi n'était pas si coupable. Que pouvait-il contre les « saintes jalousies, » *santos ciumes*, qui, selon l'euphémisme de François, paralysaient l'action du clergé ? En quoi était-il responsable des négligences que l'on avait apportées dans l'accomplissement de ses ordres ? Et ces ordres étaient-ils tous applicables ? C'est très joli, quand on est à Lisbonne, d'exiger que les emplois importans soient réservés aux nouveaux convertis; mais, si les nouveaux convertis sont des parias, la politique et le bon sens exigent qu'on ne tienne pas compte des ordres du Roi. Le Roi ne connaissait l'Inde que par des lettres remplies de dénonciations et de contradictions; et ceux qui lui écrivaient ne voulaient connaître que leurs propres affaires. François lui-même, qui y est arrivé depuis

dix ans, la connaît-il quand il parle de christianiser Ceylan en moins de temps qu'il ne faut pour qu'un courrier aille à Lisbonne et en revienne? Quant au vice-roi, qui devait continuellement lutter contre les ennemis de l'extérieur, il était excusable de reléguer au second plan, si bon chrétien qu'il fût, les intérêts immédiats d'une religion dont l'intérêt permanent dépendait de la sauvegarde des possessions portugaises. Fâcheuse lettre qu'on pouvait interpréter comme une mise en accusation de l'homme dont le courage et la décision avaient épargné au Portugal la ruine de ses colonies.

L'air de l'Inde était décidément mauvais pour François, et le souvenir de son échec politique dans l'affaire de Manar ne l'empêcha pas de retomber aux mêmes erremens. Il s'occupa d'abord de l'état des missions qu'il avait fondées. Le roi du Travancore avait changé de sentiment à l'égard des Portugais et des missionnaires; et le Père, que François y avait envoyé, avait quitté son poste, découragé. François l'y rappela sévèrement. Au cap Comorin, Antoine Criminale et Henri Enriquez, deux hommes selon son cœur, parlaient déjà le tamoul, composaient une grammaire et un lexique, et se débattaient avec une belle opiniâtreté dans les embarras que leur créaient chaque jour les Musulmans, les Brahmes et leurs chrétiens. On était loin de la grande moisson rêvée.

Le voisinage de Ceylan raviva son ancienne blessure. Une nouvelle occasion d'y implanter la foi semblait s'offrir. A mesure que le roi de Cotta s'était éloigné des Portugais, son rival le roi de Kandy s'était rapproché d'eux. Il prétendit même avoir reçu le baptême d'un moine franciscain, mais que l'heure n'avait pas encore sonné de publier sa conversion ; et il priait, en attendant, qu'on attachât à sa personne cinquante soldats portugais. Les soldats arrivèrent flanqués de moines. Battu par le roi de Cotta, il lui en fallut bientôt cinquante autres. Et tout à coup on ne fut plus bien sûr que le monarque était chrétien. La pagode de Kandy, qu'il avait fait maquiller en église catholique, redevenait un temple bouddhique parfumé de frangipanes. Les gongs n'y sonnaient plus la messe. On se perdait en conjectures. Les uns croyaient à la conversion ; les autres pensaient qu'elle était imminente ; d'autres estimaient que tout n'était que comédie. Il ne devait pourtant pas être extrêmement difficile de retrouver, s'il existait, le Franciscain qui lui avait administré le baptême.

Mais nous sommes en plein imbroglio. Et les exigences de Sa Majesté grandissaient. Elle réclamait maintenant cent guerriers européens pour défendre sa couronne et sa conscience. François ne resta pas quinze jours à la Pêcherie. Bien que, dans ses lettres, il ne nous ait pas touché mot de son voyage à Ceylan, nous ne pouvons douter qu'il connut, pendant quelques jours, la cité charmante de Kandy, la ville d'or du Ramayana, et le lac où se miraient ses palais de marbre, ses pagodes, ses arbres aux teintes brillantes pareils à des fleurs gigantesques et sa race, une des plus belles, des plus indolentes et des plus fausses du monde. Mais il ne parvint pas à résoudre l'énigme du baptême. Il admit simplement que le Roi vivrait en chrétien et favoriserait le christianisme dans ses États, si le Portugal consentait à le protéger ; et, sur cet espoir, il partit en toute hâte pour Goa, accompagné d'un ambassadeur cinghalais.

Jean de Castro se préparait à retourner au Nord, à Baçaim, d'où il surveillerait les Musulmans et le golfe de Cambaye. Il n'avait pas le temps ou ne voulut pas prendre le temps d'écouter François. L'arrivée de l'apôtre lui fut d'autant plus importune qu'il ne lui avait pas pardonné la part qu'il avait eue dans les instructions royales, et que sa santé défaillante lui faisait mesurer avec terreur la tâche qui lui restait à accomplir aux jours qui lui restaient à vivre. François ne se tint pas pour battu. En dépit des vents contraires, il le poursuivit jusqu'à Baçaim. Il se passa là, entre eux, une scène qui les honore autant l'un que l'autre. On était dans la semaine sainte. François prêcha ; et Jean de Castro, remué par sa parole, ne vit plus en lui que l'homme qui l'aiderait à mourir. Il avait aimé la gloire, sa patrie et Dieu. La gloire ne l'avait pas trompé ; sa patrie lui serait reconnaissante ; et voici que Dieu lui dépêchait un bon pilote à l'heure difficile de franchir la barre. Il lui accorda l'envoi d'une troupe au roi de Kandy, dont l'ambassadeur fut magnifiquement traité. Cela, il le fit moins par conviction que par lassitude, et aussi parce qu'il lisait dans les yeux de François une grande espérance de conquérir Ceylan et qu'après tout, avec ces hommes inspirés, les prévisions humaines les plus probables ont quelquefois tort. Il ne vécut pas assez pour regretter sa faiblesse ; et nous ignorons si François se repentit de s'être engagé dans une affaire qui tourna à la confusion du Portugal. Le roi de Cotta regagna la confiance du

roi de Kandy; et tous deux tombèrent d'accord que le Portugais était leur seul ennemi.

François n'était point de force à déjouer les ruses des princes tamouls ou cinghalais. L'âme hindoue se dérobait à son autorité, demeurait fermée à sa séduction. J'en vois bien des raisons, mais une surtout qu'il faut noter. C'est qu'au fond, au fin fond de lui-même, malgré toute sa charité, il n'aimait pas l'Inde et n'aimait rien de l'Inde. « Nation la plus ignorante que j'aie encore rencontrée! écrira-t-il à Ignace. Nation très barbare, inconstante, sensuelle, fourbe, vicieuse, déraisonnable. » Il ne s'intéresse aux Hindous que par volonté. Le ton change, dès qu'il parle des Japonais. Il manifeste à leur endroit une curiosité qui descend jusqu'aux moindres détails. Il a suivi le pinceau de Yagirô et remarque qu'il écrit de haut en bas. « Pourquoi, lui demande-t-il, n'écrivez-vous pas comme nous de gauche à droite? » Et Yagirô de lui répondre : « Et vous, pourquoi n'écrivez-vous pas comme nous? Puisque la tête de l'homme est en haut et ses pieds en bas, il est naturel que son écriture aille du haut en bas. » François rapporte à Ignace cette belle raison. Ce sont là de petites choses où se sent la vraie tendresse. Il ne nous donnera pas un seul trait semblable sur les mœurs et les usages de l'Inde.

Jean de Castro avait encouragé son projet d'aller au Japon, mais à la condition qu'il ne s'éloignât point de Goa avant de lui avoir fermé les yeux. François y revint en avril; et, le mois suivant, le vice-roi l'y rejoignait, abattu par la maladie et par la nouvelle d'un gros échec de sa flotte devant Aden, dont il avait rêvé la conquête. Il s'éteignit le 6 juin. Sa cassette ne contenait qu'une discipline dont les taches rouges prouvaient qu'elle lui avait servi, quelques pièces de monnaie, et une mèche de sa barbe. Au lendemain de la victoire de Diu, à court d'argent, il avait envoyé un de ses fils demander aux habitans de Goa vingt mille perdaos pour payer ses soldats, et il avait joint à sa demande, comme gage, cette mèche de poils. La ville lui renvoya aussitôt l'étrange nantissement avec ses actions de grâce et la somme dont il avait besoin. Les femmes n'avaient pas hésité à se dépouiller de leurs parures et de leurs pierreries. Avant de mourir, il dicta à François et à trois autres témoins un acte où il recommandait au Roi des officiers qui s'étaient distingués et le priait « pour l'amour de Dieu et en considéra-

tion de l'heure où il se trouvait, » de pardonner à un certain Enrique de Sousa (dont nous ignorons la faute) « eu égard à sa pauvreté personnelle et à celle de l'orpheline qu'il avait épousée. » Nos yeux se reposent sur le lit de mort de ce grand explorateur, grand capitaine, bon politique, gentilhomme chevaleresque et homme de bien qui disparaissait à quarante-huit ans, en pleine gloire et dans toute la noblesse de la pauvreté.

François attendit encore onze mois le moment de partir pour le Japon. Il retourna à la côte de la Pêcherie, il revint à Goa, il redescendit à Cochin, revint une seconde et une troisième fois à Goa. On ne voyait que son embarcation sur les flots. Il réchauffe les courages; il excite les bonnes volontés. Les missionnaires qui reçoivent ses visites ne tarissent pas, dans leurs lettres, sur les émotions qu'ils ressentent à le voir et à l'entendre. Les instructions, qu'il leur laissera par écrit et qu'il leur répétera jusqu'à la fin de sa vie et que sans doute il leur détaillait dans ses entretiens, ont un caractère universel qui en fait encore aujourd'hui un excellent « manuel » du missionnaire.

D'abord, que le missionnaire se préoccupe de sa conscience avant de se préoccuper de la conscience des autres. « S'il n'est pas « bon » pour lui, comment le serait-il pour autrui? » Qu'il ne s'étonne pas de rencontrer des doutes sur les Sacremens et l'Eucharistie : « Comment n'en aurait-on pas en nous voyant, nous prêtres, vivre si différens de ce que nous devons être? » Il insiste sur la gaîté que le visage du prêtre doit refléter, sur sa douceur, sur sa modestie, sur sa bienveillance. Qu'il n'affecte aucune austérité. Mais qu'il ne se livre point; que, dans ses relations spirituelles, il converse comme si ses amis d'aujourd'hui pouvaient être ses ennemis de demain. *(Dure maxime, que les Jésuites n'ont pas inventée, et dont tout homme public appelé à diriger des hommes, et chargé d'intérêts plus considérables que les siens, a souvent, hélas! vérifié la justesse.)* Qu'il n'accepte aucune obligation de personne afin de garder son indépendance. « Il nous en coûte de remplir notre devoir de réprimande envers ceux qui nous ont obligés. » Bien des gens déréglés rechercheront son amitié, qui ne désireront qu'en couvrir leur inconduite. On peut accepter leurs invitations, mais à condition de les sermonner. *(On sait combien de conversions lui valurent ces dîners à la table des pêcheurs.)* Il ne faut recevoir aucun présent de valeur. « S'il vous arrive

des comestibles, envoyez-les aux malades, aux prisonniers et aux pauvres. » Quant aux petits cadeaux faits à la maison, il convient de ne pas les refuser, car « le refus scandalise les Portugais. » Envers le pouvoir civil, respect absolu. Ne jamais rompre avec ceux qui le représentent, quelque erreur qu'ils commettent; le missionnaire essaiera de les ramener par son exemple et par ses entretiens; mais il ne se chargera en aucun cas des doléances que les fidèles le prieraient de leur transmettre.

En second lieu, la prédication. « Que le missionnaire ne prêche jamais sur les questions controversées par les docteurs, mais uniquement de choses claires et de doctrine morale. » *(Excellent conseil et dont peuvent faire leur profit tous ceux qui vont parler à l'étranger, car il importe d'initier les « gentils » non à nos controverses, mais aux idées nettes et précises qui se dégagent de notre civilisation.)* Qu'il s'attache de toute sa force à remuer les passions dans l'âme des auditeurs et qu'il leur tire des larmes. *(Ici, je ne puis m'empêcher de remarquer un des traits les plus féneloniens de François de Xavier : l'apôtre des Moluques et l'auteur du* Télémaque *ont la même conception de l'éloquence et appartiennent à la même famille d'esprits : tous deux impérieux et sensibles, bons observateurs de la nature humaine avec des échappées vers l'utopie, mobiles et autoritaires.)* Que le prédicateur ne reprenne jamais du haut de la chaire des hommes importans, car, repris ainsi publiquement, loin de s'amender, ils deviennent pires.

Après la prédication, la confession. Que le confesseur n'inspire aucune crainte aux pénitens jusqu'à ce qu'ils aient achevé l'aveu de leurs péchés. « Faites léger ce qui en soi est grave. » Il y a des personnes qui n'ont jamais osé dévoiler à leurs confesseurs certains péchés, à cause de la confusion qu'elles en ressentaient. « Aidez-les : dites-leur que vous en connaissez qui en ont commis de plus grands ; s'il le faut, découvrez-leur quelques misères de votre vie passée. Parlez de miséricorde et non de désespoir. » *(Assurément ce ne sera pas la méthode des Jansénistes, du moins leur méthode avouée; mais on surprend ici, à son origine même, celle des Jésuites si humaine, et qui date de beaucoup plus loin qu'eux, du premier confesseur qui a connu les fausses hontes du cœur.)* Enfin, qu'il n'y ait dans les mortifications imposées rien d'étrange, rien qui excite les moqueries ou les risées du public. *(On peut voir dans ce conseil une désap-*

probation formelle des pénitences à grand fracas dont les Portugais aimaient assez le spectacle.) Et voici qui est plus particulier à l'Inde : « Quand vous aurez à confesser des capitaines et des marchands, faites qu'ils vous exposent d'abord la manière dont ils procèdent dans leurs opérations commerciales. Si vous vous contentez de leur demander : « Avez-vous fait quelque tort? » ils vous répondront : « Aucun. » *(Rappelons-nous les trois jours de confession de Juan de Eyro!)*

Enfin des conseils généraux : « Ne mêlez jamais les séculiers à vos querelles, et ne vous plaignez jamais des indigènes devant les Portugais. Quant aux femmes, voyez-les seulement à l'église ou, si vous êtes obligés d'aller chez elles, que ce soit accompagné d'un homme de bien, et le moins souvent possible. Elles prennent beaucoup de temps! Si elles sont mariées, occupez-vous surtout des maris : ils sont moins inconstans. S'il y a discorde dans le ménage, traitez avec l'homme; et n'ayez aucune confiance dans les dévotions de celles qui prétendent qu'elles serviraient Dieu davantage en se séparant de leurs maris. Ces dévotions-là durent peu et se réalisent d'ordinaire en scandales. Ne donnez jamais tort publiquement au mari, même quand il l'aurait; car les femmes sont endiablées. »

Ces instructions devaient être plus agréables à entendre dans le décousu d'un entretien qu'elles ne le sont à la lecture. Il a beau, quand il les rédige, les numéroter article par article : il en est comme des récits de ses lettres où l'ordre naturel est sans cesse rompu. Il n'ordonne point rigoureusement ses pensées, et c'est un défaut pour un organisateur. Il en avait d'autres. On l'admirait; on le vénérait; mais les plus avisés désiraient tout bas un directeur qui ne fût pas uniquement, et par intermittence, un excitateur d'énergie. Ses trois années de Malaca et des Moluques avaient paru lourdes aux nouveaux venus jetés dès leur arrivée dans d'étranges solitudes ou tombés au milieu des stériles agitations de Goa. Ceux qui avaient approché Ignace, comme l'Italien Nicolas Lancilotti, éprouvaient un peu l'impression de gens qui, après avoir travaillé sous la direction d'un homme d'État, se trouveraient tout à coup mis aux ordres d'un poète lyrique. L'écho de leurs déceptions et de leurs plaintes était allé jusqu'à Rome. Les lettres peu substantielles de François, ses absences prolongées, avaient surpris Ignace; et on ne peut attribuer qu'à un étonnement, qui ne voulait pas

s'exprimer, le silence qu'il garda et dont François souffrit cruellement. Quand la flotte royale mouilla le 4 septembre 1548 au port de Goa, le courrier de Rome distribua des lettres de lui à plusieurs missionnaires et n'apporta rien à l'apôtre.

Ces bateaux, si vides pour son cœur, lui amenaient de nouvelles recrues, et particulièrement deux hommes qui étaient aux deux pôles de la Société de Jésus : Gaspard Barzée et Antonio Gomez. Barzée, Flamand des îles de Zélande, ancien élève de Louvain, puis soldat des armées de Charles-Quint, puis ermite au Mont Surat, puis domestique d'un trésorier royal de Lisbonne, enfin novice à Coïmbre et membre de la Compagnie, avait l'âme d'un mystique, les audaces spontanées des Xavier et des Loyola, le coup d'œil sûr et prompt, une incroyable ardeur de vie. Sa profession de novice est belle comme un hymne, avec l'accent farouche de la passion. « Je servirai le prochain quel qu'il soit, sans exception aucune, lépreux, pestiféré, cancéreux, tous les infirmes de l'hôpital, quels que soient la nature et le caractère contagieux de leur mal. Je m'offre pour toute espèce de voyages dans les contrées les plus éloignées. J'irai sous des vêtemens grossiers et déchirés. Je m'exposerai à la faim, à la soif, au froid et au chaud, à la pluie et à la neige, à toutes les privations et à toutes les épreuves... » Il dira plus tard : « Je m'aide de tous les artifices que j'ai appris dans le monde pour voir si par eux je puis autant servir Dieu que par eux je l'ai desservi. Je tâche de rire avec ceux qui rient ; je chante quelquefois avec ceux qui chantent... Si je savais qu'à me voir danser quelqu'un dût en tirer un profit spirituel, je danserais. » Pendant la traversée, qui avait été terriblement houleuse, debout près du timonier, il bénissait la tempête. Du premier coup, il se donna entièrement à François dont il n'était pas digne, disait-il, de délier la chaussure.

Quand on passe de Barzée à Gomez, on passe du tumulte de la vie et du grondement de la mer à une salle de conférences ou de théâtre. Gomez était un homme de bonne famille, dont l'intelligence avait été très remarquée au séminaire de Coïmbre, et qui s'était déjà fait au Portugal une belle réputation de prédicateur. Polanco nous dit que les gens quittaient les courses de taureaux pour aller l'entendre. Il en était devenu aussi avantageux qu'un toréador. Nul don n'est mieux fait pour nuire à la modestie et au jugement que celui d'une parole facile

et brillante. Simon Rodriguez, le plus pompeux et le moins sûr des compagnons d'Ignace, l'avait fait nommer par ce dernier Recteur du collège de Sainte-Foi, et munir par le Roi de pleins pouvoirs pour jeter aux fers et expédier à Lisbonne ceux qui lui sembleraient mal édifians. La raison en était sans doute dans la conduite de François toujours absent de Goa. On lui envoyait un suppléant. Gomez arrivait, frais émoulu du séminaire, et faisant sonner haut ses nobles relations et ses puissans protecteurs.

Le collège de Sainte-Foi, bien bâti, possédait une grande église et de spacieux terrains. Mais ses fondateurs n'avaient aucune expérience pédagogique. Ils y avaient fourré des Hindous, des Malais, des Cafres, des Éthiopiens, des Cinghalais, des Chinois, des êtres bizarres dont on ne connaissait pas le lieu d'origine, des princes, des fils de pêcheurs, des enfans achetés pour deux francs à Baçaïm, les uns en bas âge, les autres déjà moustachus et probablement mariés. Aucun spectacle de Goa ne passait en pittoresque ce jardin d'acclimatation de l'Église goanaise. Vous apercevez d'ici les fiers élèves de l'Université de Coïmbre transplantés dans cette école primaire de Babel. L'un servait de portier; et feu Diogo de Borba, quand il le voyait armé d'un bâton au seuil de sa loge, croyait voir l'Ange chargé de garder, l'épée à la main, l'entrée du Paradis terrestre; l'autre apprenait la grammaire latine aux plus intelligens de ces cacatoès, à ceux dont Diogo disait « qu'ils montraient déjà un talent distingué. » Quand on a rêvé, du fond de son Académie de Coïmbre, la gloire de combattre une armée d'infidèles et de prêcher la loi du Christ, comme le Père maître François, devant des centaines de Brahmes; quand on a, comme saint Paul et comme Ignace, ceint ses reins de vérité, revêtu la cuirasse de la justice, chaussé le zèle de l'Évangile, saisi le bouclier de la foi, le casque du salut et l'épée de l'Esprit, il est dur d'aboutir à une loge de concierge ou à une petite classe d'échantillons humains dépareillés. Lancilotti avait fait contre fortune bon cœur; et l'humble et charmant Micer Paul de Camerino, une de ces âmes exquises dont le monde ne devine le parfum qu'en les foulant aux pieds, vaquait du matin au soir à tous les soins de l'administration. « Sa sollicitude suffirait à éloigner les démons! » s'écriait Diogo : elle suffisait du moins à empêcher le coulage.

Après y avoir installé les nouveaux Jésuites, François partit

pour la côte de la Pêcherie. Quand il revint à Goa, deux mois après, en novembre, il n'était bruit dans toute la ville que de l'éloquence de Gomez. On s'écrasait à ses sermons. Et l'éloquent Recteur lui exposa doctoralement ses projets : fondation d'un petit séminaire ou école préparatoire à Cochin par exemple, et transformation du collège de Sainte-Foi en un grand séminaire, en une sorte d'université de philosophie et de théologie, en un Coïmbre hindou. Il fallait en finir avec ce caravansérail où ne régnait aucune discipline et où les élèves étaient recrutés en dépit du sens commun. Nous avons une lettre de Gomez où il raconte à Simon Rodriguez la satisfaction profonde avec laquelle François l'écouta : « Je lui ai expliqué que le nerf et la force de la Compagnie, selon la pensée du Père Ignace et selon la vôtre, sont dans les collèges créés pour développer la piété et les lettres. » Que cela est bien dit! Mais comme Antonio a manqué sa vocation! Il était né pour professser les belles-lettres dans une petite ville et pour y prêcher le Carême. François l'écoute, moins encore que Gomez ne s'écoute lui-même, et François le juge. Gomez prend pour des marques d'assentiment flatteur le silence et la réserve de l'apôtre. Il est le seul des missionnaires que la présence de François n'intimide pas ou n'exalte pas. Devant cet homme déjà revêtu de sainteté, il ne sent aucune confusion de sa faiblesse, aucun sentiment d'émulation. Je ne serais pas surpris que François lui eût paru un peu surfait.

D'ailleurs, tout n'était pas mauvais dans ses idées; et l'on ne pouvait rien objecter à sa critique du collège de Sainte-Foi. Mais le moins qu'on pût dire des bouleversemens qu'il préméditait, c'est qu'ils étaient prématurés et qu'ils attestaient chez lui, en même temps qu'une ignorance complète et naturelle de l'Inde, une extraordinaire suffisance. Sa lettre à Simon Rodriguez sent d'une lieue le pédant. François lui exposa-t-il à son tour son opinion telle qu'il la donnait un peu plus tard à Ignace : que la chrétienté ne subsisterait dans l'Inde qu'autant que les prêtres d'Europe y demeureraient et y vivraient, et qu'il fallait renoncer à l'espoir de voir la Compagnie s'y perpétuer par les Hindous? On a tout lieu de croire qu'il se contenta de lui recommander la prudence et la modération, soit qu'il comptât sur l'expérience pour l'assagir ou qu'il craignît de ne pouvoir persuader un avocat si disert. Il était venu à Goa se

plaindre au nouveau gouverneur, le vieux Garcia de Sâ, du capitan de Comorin qui pillait et violentait les Paravers. Il repartit ; et, bien que dans sa première lettre à Rodriguez, de janvier 1549, il le remerciât « de la consolation que lui avait procurée l'arrivée d'Antonio Gomez, » il est permis de penser qu'il en éprouva de plus grandes et de moins mélangées d'inquiétude. Mais il ne voulait point attrister ou blesser son cher Simon Rodriguez, le plus cher de ses amis après le Père Le Fèvre.

L'heure approchait de son embarquement pour le Japon. Il était à Cochin, en train d'organiser, non un petit séminaire, mais une simple école, quand tout à coup Barzée l'y rejoignit. Barzée n'aimait point Gomez. L'impérieux Recteur avait décidé d'ouvrir un noviciat sur la côte, à Chali, tout près de la principauté de Tanor, dont le rajah jouait avec les Portugais la même comédie que les rois de Ceylan ; et il avait donné l'ordre à Barzée d'aller reconnaître les lieux. Sa mission remplie, Barzée accourait avertir François et lui apportait les nouvelles de Goa. Les Pères commençaient à murmurer. Les élèves du collège, peu habitués aux façons brusques et à la sévérité d'un recteur qui les traitait comme s'ils avaient eu dix siècles de christianisme dans les veines et qui prétendait les soumettre aux mêmes règlemens que leurs collègues de Coïmbre, se sauvaient par-dessus les murs ; et la peur de la férule les rejetait dans les mille bras de leurs démons. Le manque d'égards d'Antonio Gomez, qui ne daignait même plus le consulter et qui tranchait déjà du Supérieur, et ses agissemens inconsidérés irritèrent d'autant plus François qu'il était à la veille d'entreprendre un long voyage dont ses amis s'efforçaient de le dissuader. On s'effrayait à l'idée qu'il s'aventurât sur des mers si lointaines, infestées de pirates et peuplées de monstres. On lui laissait entendre, et d'aucuns lui disaient sans ambages, que sa présence dans l'Inde ferait plus de bien aux missions que tout l'honneur d'une exploration nouvelle. Les maladresses de Gomez donneraient du poids à leurs argumens. Il reprit en hâte le chemin de Goa, résolu de lui substituer Barzée dans la direction du collège et de le substituer à Barzée au poste d'Ormuz.

Il allait se heurter à plus fort que lui. La faconde et l'esprit superficiel de Gomez convenaient beaucoup mieux aux Goanais que les vertus de François, et il s'était acquis parmi eux des amis influens. Un des fondateurs de Sainte-Foi, le notaire de

la matricule, Cosme Anes, qui craignait d'avoir été desservi près de Sa Majesté, avait obtenu de lui qu'il ferait agir en sa faveur les puissans protecteurs qu'il avait à Lisbonne ; et il lui était aussi dévoué qu'on l'est à un homme par qui l'on espère recevoir une décoration. L'évêque, tiraillé entre son clergé d'une part et de l'autre les Dominicains et les Franciscains, n'avait, pour se consoler de toutes ses tribulations, que les fêtes carillonnées et les sermons de Gomez. Bref, à peine François eut-il exprimé sa volonté de déplacer le recteur, que ces hauts personnages intervinrent et protestèrent. L'apôtre dut céder. Il avait touché de la main les limites de son autorité morale. On est fier d'avoir possédé des saints : leurs reliques font la fortune d'une église. Mais qu'ils sont parfois gênans, quand on les a ! Nous enlever le Père Antonio Gomez, qui parle si bien, lorsque vous vous préparez à nous quitter encore ? O mes chers frères, que diriez-vous si je vous annonçais que je reste ?

Il ne pouvait pas rester. Chaque jour l'abreuvait d'amertume. Le vieux gouverneur venait de conclure la paix avec les Musulmans et s'opposait, par crainte de leur déplaire, à l'envoi de missionnaires dans l'île de Socotora. François n'admettait point cette prudence politique. Il essaya de parer aux querelles intestines que la présomption de Gomez menaçait d'allumer après son départ : Paul de Camerino aurait la haute main sur les Pères qui vivaient loin de Goa, et les attributions de Gomez se borneraient au gouvernement du collège. Ce n'était qu'un arrangement précaire. Mais il brûlait de s'éloigner. Sa dernière lettre au Roi est d'une âpreté saisissante : « Votre Altesse ne peut rien dans l'Inde pour y propager la foi. Elle ne peut qu'acquérir et garder des richesses temporelles. Que Votre Altesse me pardonne de lui parler aussi clairement... L'heure du jugement approche, qui est l'heure de la mort que nul ne peut fuir, si puissant qu'il soit. Pour moi qui sais ce qui se passe ici, je n'ai aucun espoir de voir exécuter les ordres et les provisions qu'Elle enverra en faveur des chrétiens. Et c'est pourquoi je m'enfuis au Japon. Je ne veux pas perdre plus de temps que dans le passé. Que le Seigneur donne à Votre Altesse de sentir du fond de l'âme sa très sainte volonté, et qu'il Lui fasse la grâce de l'accomplir parfaitement comme Elle souhaiterait de l'avoir accomplie à l'heure de sa mort, lorsqu'Elle devra rendre compte à Dieu de toute sa vie ; et cette heure viendra plus vite

que Votre Altesse ne le croit. Qu'Elle s'apprête. Les royaumes et les seigneuries ont une fin. Ce sera une nouveauté pour Votre Altesse et une surprise que d'en être dépossédée à l'heure de la mort et d'entrer dans d'autres seigneuries et royaumes où ce Lui sera encore une nouveauté de recevoir des ordres : et fasse Dieu que ce ne soit pas hors du paradis! » La traduction ne rend pas les négligences abruptes du texte portugais. Qu'il écrive au Roi ou à Mansilhas, François ne se préoccupe que de sa pensée, et il répète les mêmes expressions sans plus se fatiguer de sa monotonie qu'un sonneur de glas.

Et pendant ce temps-là, que devenaient Yagirô et ses deux domestiques? Ils étaient logés, hébergés, traités comme des princes cinghalais au collège de Sainte-Foi, et même mieux que des princes. Yagirô était admis à la table des Pères. On l'avait baptisé en grande cérémonie. Fifres, trompettes, timbales, sonnerie des cloches, rien n'avait manqué. Un Père tenait le bassin, un autre les saintes huiles, un autre le cierge. On avait processionné dans le cloître. Et l'évêque avait jubilé. Quel prestige donne la singularité et à quel titre de noblesse équivaut l'avantage d'être seul de son espèce! Un petit mercier du faubourg Saint-Denis tue son voisin, se sauve, s'embarque sur un navire étranger, et, quand il débarque dans un royaume d'Orient, se voit promu à la dignité de prince ou d'ambassadeur. On l'entoure, on le fête, on le choie, on l'encense. Mais non : les Orientaux sont d'ordinaire un peu plus réservés que nous. Les Brahmes de l'Inde ou les bonzes du Japon n'auraient pas battu tous leurs gongs en l'honneur du petit mercier. Disons-le à l'avantage de Yagirô : il résista à ces vapeurs de gloire. Il édifiait toute la maison. En six mois, il avait appris à lire et à écrire le portugais. Il savait par cœur l'évangile de saint Mathieu et le commentaire que lui en avait composé Cosme de Torrès. C'était près de lui que, pendant ses séjours à Goa, François oubliait ses déboires et reprenait confiance. Il l'interrogeait, il recueillait avidement ses réponses. Était-ce possible? Qui l'aurait cru? Le Japon connaissait l'Enfer, le Purgatoire, le Paradis, les anges, les saints, les pèlerinages, la confession, les jeûnes, les cas de conscience, les sermons où l'on pleure! L'idée seule de ce Japon lui rend toute sa jeunesse. Son âme s'élance sur la route houleuse avec la même allégresse que, sept ans plus tôt, sur le chemin des Indes. Quelle puis-

sance d'illusion! Quel ressort incomparable! Jamais lassé, jamais vaincu. Ses déceptions le font rebondir plus haut et plus loin.

X. — L'ARRIVÉE AU JAPON

François emmenait avec lui Yagirô, le Père Cosme de Torrès, récemment admis dans la Compagnie de Jésus, et un jeune Portugais, Juan Fernandez, qu'un coup de la grâce avait retiré du monde et jeté dans l'apostolat. Le choix de ces deux missionnaires était excellent. Cosme de Torrès avait la passion des aventures; ses longs voyages l'avaient endurci à tous les labeurs; et il suivait François comme l'étoile apparue au plus sombre de sa nuit. Quant à Juan Fernandez, qui, par amour de l'humilité, avait refusé l'ordination pour rester frère, il offrait à François la garantie d'une obéissance absolue; et son éducation mondaine était un avantage quand on allait chez un peuple dont on connaissait déjà la politesse raffinée.

Partis le 25 avril, les voyageurs entrèrent au port de Malaca le dernier jour de mai 1549. Ni tempêtes, ni pirates : la mer souriait à l'entreprise. Mais François est triste, de cette tristesse qui surprend souvent les hommes les plus énergiques à la veille du dernier grand effort que réclame la réalisation de leur rêve. L'image des dangers où il court, et que ses amis ont encore exagérés, a peut-être ébranlé son esprit. Et il se mêle à ce sentiment le souvenir des reproches qu'ils lui ont adressés et que pourraient lui adresser les Pères de Rome : on l'a accusé de tenter Dieu. Non! C'est Dieu qui le pousse vers ces terres lointaines. Il est sûr de ne vouloir que ce que Dieu veut. Et il éprouve, dans ses premières lettres, le besoin de justifier sa conduite. On sent aussi qu'il ne parvient pas à écarter de sa pensée les appréhensions que lui cause Gomez. En écrivant aux missionnaires de Goa, il s'applique à prévenir tous les froissemens d'amour-propre possibles et probables entre les Pères et lui; et, en écrivant à Simon Rodriguez et à Ignace, il insiste sur la nécessité de nommer un Supérieur pour les Indes, qui ne ressemble pas à Gomez, mais qui le décharge de son autorité, et qui le laisse aux prises avec l'inconnu, sans autre souci que celui des vents, des flots et des âmes.

Malaca fit fête à son apôtre; et il y fut satisfait du travail

accompli par le Père Perez. Pourtant, il eut encore à pâtir de la mauvaise volonté ou de l'indifférence des Portugais. Le capitan, Pedro de Sylva, un des fils de Vasco de Gama, très honnête homme, devait mettre un navire à sa disposition ou, du moins, lui assurer le passage sur un bateau portugais. François s'en allait presque en ambassade à la cour du Japon. C'était la première fois qu'il emportait d'autres présens que son catéchisme et sa charité. « Le capitan, dit-il, nous pourvut abondamment de tout le nécessaire et nous donna, pour être offerts au roi du Japon, divers objets d'une valeur de deux cents cruzados. » Le capitan les pourvut de tout, sauf d'un navire. Parmi les marchands portugais, les uns n'étaient pas prêts à partir ; les autres ne demandaient pas mieux que de prendre le Père et ses compagnons ; mais ils voulaient s'arrêter en Chine où, malgré l'hostilité du gouvernement chinois, ils trafiquaient sur les côtes. Cette escale l'eût retardé d'un an : il refusa. Et il se dévorait d'impatience, car les Portugais, qui étaient au Japon, avaient écrit qu'il se passait dans ces îles des choses merveilleuses. Il y avait là-bas un grand seigneur qui désirait être chrétien, et des maisons hantées dont les démons s'étaient enfuis depuis qu'on avait planté des croix tout autour. François, dont les lettres contiennent si peu d'anecdotes, recueille avidement ces racontars, qui devaient singulièrement étonner Yagirô, bien qu'en fait d'invraisemblances, les Japonais aient une tendance à ne s'étonner de rien. Enfin on mit la main sur la jonque d'un pirate chinois qui n'était connu que sous le nom de Larron *(Ladraô)*, et qui consentit à le transporter au Japon. Ce pirate était marié à Malaca et y possédait quelques biens. On lui notifia que, s'il manquait à ses engagemens, il perdrait ses biens et, par-dessus le marché, sa femme. Ce fut donc sous la protection du dénommé et bien nommé Voleur, que l'Europe députa son premier Ambassadeur à l'Empereur du Japon.

Et quelle jonque que celle où il monta le soir de la Saint-Jean ! Le vrai patron de la nef était un dieu chinois. Il se tenait à la poupe, dans un tabernacle, enfumé de chandelles et de bâtons d'encens. On ne faisait rien sans le consulter. On l'interrogeait sur la durée du vent, sur les tempêtes à venir, sur la marche à suivre, sur les ports où s'arrêter. Toute la journée, Ladraô remuait des sorts. Les escales succédaient aux escales. On ne profitait pas de la mousson ; et François se voyait déjà

obligé d'hiverner en Chine. Il était à la merci de l'idole pansue au masque hilare. Quand elle pressait le départ, la joie renaissait dans les cœurs. Si elle annonçait du gros temps, les visages se rembrunissaient. Un jour, elle prédit à Ladraô qu'il arriverait au Japon, mais qu'il ne reviendrait pas à Malaca. Ce jour-là, le Chinois déclara qu'il n'irait pas plus loin que la Chine. La veille de la Sainte-Madeleine, la houle était très forte. Un des serviteurs de l'apôtre, le Chinois baptisé Manoel, trébucha et tomba dans la pompe du bateau que, par mégarde, on avait laissée ouverte. On le crut mort. Heureusement l'eau, dont la pompe était pleine, amortit sa chute. Il en fut quitte pour un bain et pour une blessure à la tête. Comme on le pansait, la fille de Ladraô, que celui-ci avait emmenée on ne sait pourquoi, perdit à son tour l'équilibre, et, précipitée par-dessus bord, sous les yeux de son père, contre le flanc du navire, la malheureuse se noya. Le jour et la nuit se passèrent en lamentations; puis ce furent des sacrifices et des cérémonies sans fin devant le dieu. On tua des oiseaux. On lui offrit à boire et à manger; et Ladraô voulut savoir pourquoi sa fille était morte. Les baguettes magiques lui répondirent qu'elle ne serait pas tombée à la mer, si Manoel était mort dans sa pompe. Les Chinois jetèrent des regards farouches sur le renégat dont le salut avait été payé du malheur de leur capitaine.

Ces sorcelleries, la vue de la jeune fille écrasée par les vagues, l'horrible dieu grimaçant qui semblait rire au hourvari des flots, tout parut infernal à François sur ce navire en perdition. L'idole, que ces Chinois encensaient, n'était plus à ses yeux un pauvre morceau de bois doré : c'était Satan en personne qui trônait parmi les élémens déchaînés comme au milieu de son empire et qui, dans chaque hommage qu'il recevait, outrageait Dieu. Le Maudit travaillait à lui soustraire les millions d'âmes qu'il courait sauver. Il connut, selon sa propre expression, « les horribles et effroyables terreurs que l'Ennemi met dans les cœurs quand Dieu le lui permet et qu'il en trouve l'occasion. » Il comprit que la seule défense à faire était de ne manifester aucun signe de couardise et d'opposer au démon « tous les dehors d'un grand courage. » Et il finit par surmonter les tentations de l'épouvante. « Je sentis que les hommes soumis à de semblables épreuves n'ont qu'à se confier éperdument en Dieu. O mes frères, comme le

démon serait confus, comme il demeurerait sans force, se voyant vaincu par ceux dont un instant il fut le vainqueur ! » L'alerte avait été chaude.

Les voyageurs en eurent d'autres encore. Ladraô décida d'hiverner à Canton. Puis il feignit de se rendre à leurs prières et à leurs menaces. Mais il se dirigea vers Tchang Tchéou ; et, malgré leurs protestations, leur traversée se fût terminée là, si une jonque ne leur eût signalé dans ce port la présence de pirates ou, plus vraisemblablement, de gendarmes que Ladraô ne désirait point rencontrer. Il remit aussitôt le cap sur Canton ; mais un vent providentiel le chassa dans la direction du Japon, et le 15 août 1549, jour de Notre-Dame, François abordait dans la grande île du Kiushu, à Kagoshima.

C'était une heure solennelle dans l'histoire de l'Asie que celle où ces trois pauvres Jésuites, et le Christ avec eux, descendirent de la jonque chinoise et foulèrent le rivage du Japon. Mais, comme de toutes les heures historiques, le son ne s'en détacha clairement que bien plus tard, dans le souvenir des hommes. Que les héros d'épopée sont heureux ! Ils rencontrent toujours sur la rive où la destinée les conduit l'ombre d'un mort ou le personnage d'un dieu qui, s'il ne leur prophétise pas l'avenir, leur expose la situation présente du peuple chez lequel ils atterrissent. Nos trois pèlerins n'avaient pas l'air épique, et pourtant ils amenaient derrière eux des combats, des douleurs, des massacres, de l'héroïsme et du merveilleux à défrayer une vaste épopée. S'ils avaient eu la chance qu'un être fabuleux leur souhaitât la bienvenue, j'imagine que cet être leur eût ainsi parlé :

« Vous arrivez dans un pays qui est en pleine anarchie. Depuis des siècles, le pouvoir est tombé de la main des Empereurs dans celle de leurs Lieutenans ou Shoguns. Des dynasties d'usurpateurs se sont superposées à la dynastie impériale, censée éternelle et intangible. Chacune de ces dynasties s'est usée dans ses luttes perpétuelles contre les grands vassaux et dans l'exercice onéreux et énervant de sa royauté. En ce moment, les Ashikaga touchent à leur fin. L'odeur cadavérique qu'exhale cette illustre famille surexcite les convoitises. Le Japon est divisé en clans dont les chefs aspirent tous à s'emparer de Kioto et du fantôme impérial. Ces chefs, que vous les appeliez des ducs ou des rois, accueilleront les étrangers s'ils peuvent

les utiliser dans leurs querelles, et d'autant plus volontiers que le mouvement d'expansion européenne coïncide avec l'extension de leur commerce et que leur anarchie favorise leur goût d'aventures. Mais gardez-vous bien de les assimiler aux roitelets de Ceylan et aux sultans des Moluques! La terre volcanique du Japon ne supportera jamais l'insolence d'un fortin portugais ou espagnol. Ils n'accepteront et ne solliciteront de l'étranger que l'aide qu'on attend d'un serviteur ou d'un fournisseur. Pour vous qui n'en avez qu'à leur âme, la situation n'est pas mauvaise. Au milieu de ces féroces rivalités, de ces guerres civiles, de toute cette confusion d'intérêts et d'ambitions, la religion chrétienne peut s'introduire sans éveiller les susceptibilités nationales. Le tumulte des factions empêchera sa voix d'inquiéter un gouvernement qui ne gouverne plus et ne l'empêchera pas de se faire entendre d'un certain nombre d'âmes droites et naturellement pieuses. Sous un ciel assombri par des menaces qui s'épaississent de jour en jour, elle ne portera ombrage à personne qu'aux Bonzes. Il est vrai que ces Bonzes sont très puissans. Mais précisément ils le sont trop. Le morcellement de l'autorité civile les a constitués en parti politique. Leurs sectes les plus acharnées à se combattre s'unissent dès qu'on fait mine de porter atteinte à leurs privilèges. Ils ne suivent que leur intérêt à travers les dissensions; et ils alimentent un désordre qui entretient leur force. Certaines de leurs bonzeries se sont transformées en forteresses où affluent les gentilshommes déclassés et les ruffians. Leur arrogance amasse des rancunes et des haines contre eux. Et l'homme qui doit préparer la forte centralisation de l'Empire et abattre à tout jamais leur excès d'insolence, Nobunaga, est déjà né. Une nouvelle religion peut donc rencontrer chez les Daïmio, comme dans le peuple, de sourdes sympathies, en tant qu'ennemie de ces potentats que leurs armes font craindre et leurs vices mépriser... »

C'est ainsi que se fût exprimé, avec la voix de l'histoire, cet ambassadeur que les poètes épiques députent au-devant de leurs héros. Mais les nôtres ne trouvèrent au débarqué qu'une foule de petits hommes, armés de sabres, qui écarquillèrent leurs yeux obliques et qui étaient presque aussi ignorans de l'état de leur pays que des nouveautés qu'apportaient ces étrangers.

André Bellessort.

LETTRES D'ANGLETERRE

II[1]

IMPRESSIONS D'OXFORD ET DE CAMBRIDGE

Monsieur le Directeur,

Chaque année, — vous souvient-il de ce détail de la vie universitaire d'Oxford ? — chaque année, au 1er mai, sur la tour de Magdalen College, la maîtrise de la chapelle, une des plus célèbres qu'il y ait en Angleterre, monte, et ses chants s'envolent dans l'air limpide du matin. Cette année, comme tous les ans, dans le traditionnel Oxford, le chœur de Magdalen est monté, le 1er mai, au sommet de la tour aérienne ; mais l'hymne cette fois s'est envolé au-dessus d'une ville changée, dépeuplée par la guerre. Et pareillement, comme aux soirs d'autrefois, la grosse cloche de Christ Church, — Tom, comme l'appelle depuis bien des siècles la familiarité respectueuse des étudians d'Oxford, — fait résonner chaque soir à neuf heures les cent un coups de son battant sonore. Mais c'est sur une cité vide d'étudians que tombent, lentes et graves, les notes du couvre-feu. La guerre a transformé profondément la vieille ville universitaire : et pareillement elle a transformé toutes les universités d'Angleterre, aussi bien celles qu'illustre, comme Oxford ou Cambridge, un vénérable et glorieux passé, que leurs sœurs plus jeunes, Londres ou Manchester, ou que les dernières venues, Leeds ou Sheffield, aussi bien les universités

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril.

anglaises que celles d'Écosse, Saint-Andrew ou Aberdeen, Edimbourg ou Glascow.

Dans le grand et admirable effort que, depuis deux ans bientôt, l'Angleterre fait pour adapter aux nécessités de la guerre ses institutions et ses mœurs, les universités aussi ont tenu à honneur de prendre leur part : et elles l'ont prise magnifiquement. Ce qu'elles ont fait, quelle énergie elles ont mise à rompre avec leurs habitudes traditionnelles, quels services elles rendent chaque jour à la cause nationale, une occasion récente a permis de l'apercevoir en pleine clarté, et de ramasser, comme en un raccourci saisissant, les traits essentiels de l'œuvre accomplie. Il y a quelques semaines, le gouvernement anglais invitait une délégation de professeurs des universités françaises à visiter les universités d'Angleterre, telles que la guerre les a faites. J'ai eu la bonne fortune de revoir, dans le sillage de cette délégation, Oxford et Cambridge, Londres et Edimbourg, et les jeunes universités de l'Angleterre du Nord. Ce sont les impressions de ce voyage que j'apporte aux lecteurs de la *Revue*, impressions d'un témoin qui a regardé attentivement les choses, qui a interrogé les personnes avec une curiosité passionnée, et dont les observations ne seront peut-être point, pour des lecteurs français, dépourvues de tout intérêt. Il importe, en effet, que l'on sache en France ce que le monde intellectuel anglais, ce que les professeurs, ce que les gens de science ont fait pour l'œuvre de guerre. Ce serait une grande erreur de croire que, dans ces universités d'Angleterre si respectueuses d'un passé séculaire, rien ou presque rien n'a changé. Il m'a semblé qu'à l'heure où la France, à la fin d'une seconde année de guerre, fait le compte de ce qu'elle doit à son Université, il ne serait point inutile de montrer ce qu'a été, durant le même temps, l'œuvre des grandes écoles anglaises. On trouvera tout à la fois, dans ce rapprochement, une preuve nouvelle de la communauté d'idées et d'idéal, de la profonde sympathie de sentimens qui unissent les deux pays, et peut-être aussi, dans l'exemple qu'offre l'Angleterre, quelques enseignemens à retenir.

*
* *

Dans les adresses, souvent fort émouvantes, par lesquelles les universités anglaises souhaitaient la bienvenue à leurs hôtes,

dans les discours par lesquels elles leur marquaient une si chaleureuse cordialité d'accueil, une idée revenait sans cesse, et qui vaut d'être notée tout d'abord. « Les représentans du haut enseignemeut français, lisait-on dans une de ces adresses, verront à Oxford une université toute transformée. Depuis longtemps nos étudians sont aux armées : il ne nous reste, en dehors de quelques jeunes gens venus des États-Unis et des Indes, que des blessés et des hommes impropres au service militaire. Nos collèges sont aujourd'hui des casernes, où des soldats ayant déjà fait campagne reçoivent un complément d'instruction en vue de devenir officiers. Les grandes salles de concours, l'hôtel de ville, un des grands collèges de femmes, sont aménagés en hôpitaux. Parmi les professeurs qui ont dépassé l'âge militaire, les uns sont allés combler les vides dans les divers services publics, à Londres ; les autres, restés à Oxford, font partie comme volontaires d'une milice locale. » « Nos jeunes gens, disait le vice-chancelier de l'Université de Londres, n'ont pas attendu la conscription pour partir au front ; nos salles de classes se sont vidées de tous ceux qui étaient capables de porter les armes. Tout dernièrement, le Roi nous a fait connaître que le chiffre total de nos volontaires a dépassé aujourd'hui cinq millions. A ce chiffre notre université a contribué en payant, et au delà, sa redevance. Depuis le commencement de la guerre, l'*Officers training Corps*, créé dans notre université comme dans les universités sœurs sous le régime de lord Haldane, a fourni plus de deux mille officiers à l'armée, au moment où le développement de cette armée sur une échelle sans pareille rendait le besoin d'officiers d'une nécessité vitale. » « Vous trouverez ici, écrivait le vice-chancelier de l'Université de Cambridge, des salles désertes, des collèges sans élèves, des champs de récréation consacrés au soulagement de la douleur et de l'infirmité. Nous aurions voulu vous faire voir notre ancienne et jolie ville dans la plénitude de son activité intellectuelle d'autrefois — et de demain. Cela est malheureusement impossible. Mais ce n'est pas sans un mouvement de légitime orgueil que nous vous montrons une mère éplorée, abandonnée de ses enfans, qui sont partis, par milliers et de leur plein gré, pour répondre à l'appel de la patrie, notre mère à tous. » Et dans l'adresse éloquente de l'Université de Sheffield, on lisait : « La partie la plus vaillante, tant du

corps enseignant que des étudians, est partie de son propre mouvement pour nos armées; plusieurs sont déjà morts au champ d'honneur. Nous ne les plaignons pas; en mourant, ils auront pu se rappeler les vers d'un grand poète français :

> Moi je meurs. Mon esprit coule par vingt blessures.
> J'ai fait mon temps. Buvez, ô loups, mon sang vermeil.
> Jeune, brave, riant, libre et sans flétrissures,
> Je vais m'asseoir parmi les Dieux, dans le soleil.

Ce ne sont point là de vaines paroles. De la pensée maîtresse qui apparaît dans tous ces documens, du thème qui s'y développe en termes souvent presque identiques, l'examen un peu plus détaillé des faits montrera la magnifique application.

*
* *

On a décrit bien des fois le décor charmant de Cambridge et d'Oxford, et personne n'a oublié les pages exquises où Paul Bourget disait, il y a bien des années déjà, la grâce prenante et délicieuse de la vieille cité universitaire anglaise. Aujourd'hui comme alors, Oxford garde un charme incomparable. Sous le clair soleil de printemps, High Street aligne les pittoresques façades de ses vieux collèges, détachant en vigueur sur le ciel leurs créneaux, leurs clochetons, leurs dentelures gothiques. A la noble et imposante beauté de la grande cour de Christ Church correspond, à l'autre extrémité de la ville, la grâce mélancolique du cloître exquis de Magdalen, où la lumière matinale semble éveiller les vieilles pierres, rendre la vie aux statues ironiques qui surmontent les arcades et allumer une flamme aux géraniums rouges accrochés au rebord des fenêtres. Au-dessus des prairies semées de fleurs qui bordent le Cherwell, les tours, qui sont une des parures d'Oxford, la grosse tour de Christ Church et la flèche aiguë de la cathédrale, le puissant donjon de Merton et la tour aérienne de Magdalen dessinent, dans le soir qui tombe, l'élégance contrastée de leurs lignes différentes. Et dans la cour d'All Souls, entre les fenêtres éclairées du hall et les murs crénelés de la bibliothèque, il semble que le temps même ait cessé de couler. Nulle vision importune n'altère ici la grâce du décor séculaire : au delà des grilles, la Radcliffe Camera élève dans la nuit claire sa coupole majestueuse; les murailles sombres de la Bodléienne se

continuent par les clochetons de Brasenose ; et dans ce coin délicieux, demeuré tel que le purent voir des yeux fermés depuis des siècles, le passé s'évoque en une vision si intense et d'une grâce si rare, qu'on y voudrait vraiment, comme me le disait joliment un de mes hôtes, élever, pour éterniser la minute fugitive, un autel au « génie du lieu, » *genio loci*.

Tout le monde connaît de même le charme de l'autre vieille cité universitaire, de ce Cambridge si calme, si apaisant, dans sa ceinture de grands jardins pleins d'ombre et de prairies fraîches. Tout le monde connaît cette merveilleuse chapelle de King's College, un des plus beaux monumens qu'ait produits en Angleterre l'architecture gothique finissante, où, sous les voûtes d'une élégance si savante, les murs fleuronnés d'écussons font un si pittoresque décor, où la lumière se tamise si joliment à travers les verrières anciennes qui garnissent les hautes fenêtres ciselées. De Peterhouse à Magdalen, les collèges succèdent aux collèges, Pembroke avec ses vieux bâtimens tout tapissés de lierre, Caïus avec ses trois portes, de l'Humilité, de l'Honneur et de la Vertu, Trinity avec sa cour majestueuse et son hall plein de portraits illustres, Saint-John avec sa façade de citadelle et sa bibliothèque ancienne. Derrière les collèges, sous l'arcade des ponts centenaires, sous ce pont des Soupirs qui, derrière Saint-John, fait penser à Venise, la Cam coule, languissante, entre des berges verdoyantes, et les vieilles murailles se mirent dans les eaux moirées de verdure et d'ombre. Et partout, dans ce Cambridge, assez différent d'Oxford, où il semble qu'il y ait plus d'air, plus d'espace et comme une atmosphère plus chaude et plus lumineuse, c'est une impression de calme, de repos, de paix, une impression qui serait délicieuse, si l'on pouvait oublier la guerre...

J'ai eu la bonne fortune, pendant quelques jours, de réaliser ce rêve qu'ont caressé tous ceux qui visitèrent Oxford ou Cambridge, et que Bourget a si joliment rêvé : d'être l'hôte d'un de ces collèges anciens, de me croire devenu un *fellow* de Magdalen à Oxford, ou de King's à Cambridge ; et de ces heures trop brèves, j'ai gardé un souvenir délicieux. Sous mes fenêtres de Magdalen, dans le parc où errent librement les biches familières, les aubépines roses géantes, les grands marronniers blancs mettent une note éclatante dans l'ombre des arbres centenaires. Du haut de la tour aérienne, l'heure tombe et s'enfuit

dans une jolie mélodie de cloches harmonieuses. Dans le cloître, la « tour du fondateur, » élégamment parée de lierre, conserve les tapisseries admirables que jadis, à l'occasion du mariage de son fils avec Catherine d'Aragon, Henri VII donna au collège. L'allée d'Addison, aux frondaisons séculaires, est déserte et sans bruit. Et dans le grand silence et le calme apaisement des choses, il semble que la vie doive s'écouler ici sans troubles et sans heurts. Et c'est, dans mon appartement de King's College, entre la cour que domine la haute façade ajourée de la chapelle merveilleuse et les prairies vertes et souriantes qui s'en vont jusqu'aux rives de la Cam, la même impression de calme et de douceur. Et je me souviendrai longtemps de ces trois pièces charmantes, de ce coin paisible dont le hasard m'avait fait passagèrement le maître, et où il faisait si bon, devant l'horizon infini et calme, se donner l'illusion d'une autre existence.

*
* *

Mais la réalité aujourd'hui efface vite ces rêves trop séduisans. Dans le décor demeuré immuable, la guerre a apporté des formes nouvelles de vie. Jadis les rues d'Oxford et de Cambridge étaient pleines de l'animation joyeuse et jeune qu'y mettait un peuple d'étudians ; sur la rivière couverte de barques résonnaient les cris alertes des rameurs. Aujourd'hui, les rues sont vides, la rivière est déserte. Dans les jardins des collèges, sous les arceaux des cloîtres, on rencontre quelques jeunes gens à peine ; dans les salles de cours, dans les laboratoires, l'assistance, bien clairsemée, se compose presque exclusivement d'étrangers et de femmes ; dans les salles d'examen, des femmes, presque exclusivement, se préparent à subir les épreuves. La guerre a brusquement vidé les universités anglaises de la presque totalité de leurs étudians et d'une bonne partie de leurs professeurs mêmes.

Quelques chiffres seront ici, je pense, plus significatifs que toutes les paroles. Avant la guerre, Oxford comptait de 2 à 3000 étudians ; il n'en a pas 400 aujourd'hui ; dans une seule de ses fondations, à New College, la population scolaire est tombée de 210 élèves à une vingtaine à peine. Il en va de même à Cambridge. En octobre 1913, le plus grand de ses collèges, Trinity, avait 539 étudians ; à Pâques de 1916, il en

avait 66. Pembroke avait 267 étudians avant la guerre, Caïus 259, Saint-John 237 ; ils sont actuellement réduits à 27, 35 et 47 élèves. A King's, de 173 le chiffre des étudiants a passé à 24. On peut faire les mêmes constatations à l'Université de Londres. Des deux plus anciens collèges qui la constituent, l'un, King's College, comptait 977 étudians avant la guerre ; il en a 344 aujourd'hui, dont plus de la moitié sont des femmes ; l'autre, University College, avait 802 élèves avant la guerre ; il en a 442 aujourd'hui, dont 182 sont des femmes. Il en va de même dans le plus jeune des collèges de l'université, dans ce collège d'East London, fondé, il y a quelques années à peine, dans un des quartiers les plus populaires et les plus pauvres de Londres. On y trouve à l'heure actuelle 119 étudians, 51 femmes et 68 hommes, dont 19 sont des étrangers, 31 sont âgés de moins de dix-huit ans, et 12 sont inaptes au service militaire. Il serait aisé d'apporter pour toutes les universités anglaises de semblables indications.

Où se trouve aujourd'hui toute cette jeunesse universitaire? Elle est en France, en Macédoine, en Égypte, en Mésopotamie. Elle n'a point attendu le vote du service obligatoire pour répondre, dès le début de la guerre, à l'appel de la patrie. C'est par milliers que ces jeunes gens, dans l'armée ou dans la marine, comme officiers ou comme soldats, servent, combattent et meurent. Et ce n'est pas là un des moindres services que l'université ait rendus à la cause nationale.

Depuis qu'en 1908, lord Haldane avait supprimé les anciens corps de volontaires et organisé une force territoriale rattachée à l'armée régulière, une mission spéciale avait été confiée aux universités : celle de devenir, pour la nouvelle armée territoriale et pour la réserve spéciale, une pépinière d'officiers. De leurs écoles préparatoires *(Officers training Corps)*, assez sérieusement organisées dès le temps de paix, sortaient en outre, après des examens particuliers et sur la présentation de l'université, des candidats aux emplois de l'armée régulière. Quand la guerre imposa brusquement la nécessité de fournir des cadres aux armées nouvelles de lord Kitchener, l'organisation militaire des universités fut un des moyens qui permirent de suffire à ces exigences impérieuses. Ici encore, les chiffres sont significatifs du service rendu, de l'empressement aussi que cette jeunesse apporta à le rendre. Du commencement de 1909 au

début de la guerre, l'Université de Londres, en quatre ans et demi, avait fourni à l'armée anglaise 189 officiers seulement : elle lui en a, depuis l'ouverture des hostilités, donné plus de 2000. Dans la même période, d'août 1914 à février 1916, Cambridge fournissait à l'armée plus de 3000 officiers, dont plus de la moitié (1790) sert dans l'armée régulière. Mais que dire de la foule de ceux qui s'enrôlèrent comme soldats? Il faut parcourir ces « listes de guerre » *(War lists)*, ces « rôles d'honneur » *(rolls of honour)*, où les universités ont enregistré les noms de leurs membres, anciens ou actuels, gradués, *alumni* ou sous-gradués, qui servent actuellement sous les drapeaux du Roi. Vous y trouverez pour Londres plus de 6000 noms, dont 900 appartiennent au seul University College; vous y trouverez pour Edimbourg, à la date de juillet 1915, plus de 3500 noms, et ils sont 4500 aujourd'hui; dans un seul collège d'Oxford, à New College, plus de 900 élèves, anciens ou actuels, sont au service; et, à la date du 20 mai 1916, la *War list* de Cambridge comprenait 11834 noms.

De cette part prise par les leurs à la grande guerre les universités anglaises sont justement fières, et davantage encore de la façon glorieuse dont ils ont payé leur dette au pays. Les universités enregistrent soigneusement les distinctions, les citations, — et elles sont nombreuses, — dont leurs étudians ont été l'objet; et dans la chapelle de chacun de leurs collèges, pieusement la liste est placée de ceux qui sont morts pour la patrie. Ces pertes ont été lourdes souvent. Sur le contingent d'officiers fourni par l'Université de Londres, 92 avaient été tués à la fin de mai 1916; à Oxford, dans un seul collège, sur 900 étudians qui servent, 90 ont été tués; et, pour l'Université de Cambridge, on comptait au 20 mai 1916 plus de 2000 tués, blessés et disparus.

Dans ce nombre, il faut compter bien des professeurs, bien des *fellows* (dans la seule Université de Londres, on en trouve plus de 600), qui n'ont point hésité à prendre du service dans l'armée ou dans la marine et dont plus d'un est tombé sur les champs de bataille. C'était le cas de ce *fellow* d'Oxford, dont j'occupais passagèrement l'appartement à Magdalen. Très épris, à en juger par les livres de sa bibliothèque, de l'étude des sciences religieuses, particulièrement curieux des choses et des religions de l'Inde, il avait sans regret quitté sa calme et

studieuse retraite, son salon tapissé de gravures anciennes, de dessins de Rossetti, de photographies aimées, son cabinet paisible, plein de livres graves et chers, il avait tout laissé pour aller se battre en France, et depuis plus d'un an on était sans nouvelles de lui. Et voici un détail auquel je ne puis songer sans émotion. Sur une tablette de la bibliothèque, parmi les revues accumulées que nul n'avait ouvertes, un paquet de lettres, venues trop tard, semblait comme à l'abandon : pauvres lettres, pleines peut-être de tendresse, de confidences, de souvenirs, et qui jamais ne seront lues, et qui jamais ne recevront de réponse... Et dans l'appartement élégant et joyeux de Magdalen, cela mettait, même pour le passant que j'étais, quelque chose d'infiniment mélancolique.

D'autres professeurs ont cherché autrement le moyen de se rendre utiles. Les hommes de science, physiciens, chimistes, ingénieurs, ont mis au service de l'État, en particulier pour la fabrication des munitions, leurs capacités spéciales. Les médecins ont répondu avec un empressement unanime à l'appel que leur adressait le service de santé. Les historiens, les juristes, les « littéraires » ont trouvé dans les services du Ministère de la Guerre, en particulier au bureau de la Presse et dans le dépouillement des journaux étrangers, de quoi occuper leur activité. Ce n'est pas tout. Dans un pays comme l'Angleterre où, jusqu'à ces dernières semaines, le service militaire n'était point obligatoire, il importait, plus qu'ailleurs, d'éclairer et de diriger l'opinion publique sur les grandes questions politiques et morales que la guerre a soulevées. A un peuple dont on attendait qu'il s'enrolât volontairement, à un peuple qui soupçonnait à peine la gravité redoutable du conflit, il fallait dire les raisons profondes et l'enjeu de la guerre, faire comprendre la grandeur de la lutte et la beauté de la cause pour laquelle se battait l'Angleterre. Les universités ont considéré que cet enseignement populaire et civique n'était pas le moindre de leurs devoirs, et elles l'ont donné sans compter, par la conférence et par le livre.

Dès le début de la guerre, plusieurs professeurs d'Oxford se réunissaient pour écrire un petit volume intitulé : *Pourquoi nous sommes en guerre (Why we are at war)*, livre excellent et dont une phrase de la préface suffit à marquer l'esprit et à attester l'impartialité : « Nous avons quelque expérience, écri-

vaient les auteurs, du maniement des faits historiques, et nous avons essayé de traiter ce sujet historiquement. » Il y a des pays, on le sait, où l'on a d'autres façons d'écrire l'histoire. A Oxford encore, sous le titre de *Oxford pamphlets*, paraît, depuis le commencement de la guerre, une collection de brochures de propagande destinées à faire connaître au peuple anglais aussi bien les problèmes pratiques que les hautes questions morales soulevées par la guerre actuelle. Et ce ne sont là que quelques exemples pris au hasard et qu'on pourrait multiplier à l'infini.

Mais c'est par la parole surtout que s'est donné cet enseignement. Dans une intéressante brochure sur l'Université de Sheffield, on lit ceci : « Quand la guerre a éclaté, c'était toute une éducation de politique étrangère qu'il fallait faire. Un Comité de conférences sur la guerre *(War Lectures Committee)* se forma à l'université. On faisait des discours dans la ville et dans les villages d'alentour. Quelquefois un conférencier pérorait dans les rues. Quelquefois il parlait aux ouvriers dans l'usine même pendant l'heure du repas. Partout on faisait une propagande énergique. » La même propagande se faisait dans le même temps à Liverpool, à Leeds, à Manchester, et on peut croire qu'elle n'a pas été sans effet dans ces régions industrielles de l'Angleterre du Nord, qui, après avoir été peut-être plus lentes que d'autres à prendre conscience du péril, se sont aujourd'hui engagées dans la lutte avec un acharnement volontaire et passionné. Cette campagne de conférences se poursuit jusque sur le front. Des professeurs de Cambridge et d'Oxford ont fait aux soldats de l'armée britannique, et parfois même aux soldats de l'armée française, des séries de leçons, — jusqu'à une trentaine, — destinées à leur expliquer les problèmes essentiels de l'heure présente, les intérêts engagés dans la guerre, l'enjeu de la lutte et la noblesse de la cause. Et ce n'est point sans doute le gouvernement anglais qui a pris l'initiative de cette propagande, dont l'honneur revient surtout à de puissantes associations, telles que la Y. M. C. A. *(Young men christian association)*; mais il ne l'a nullement entravée; et ce n'est point assurément l'un des moins curieux aspects du rôle des universités anglaises pendant la guerre que cette présence de leurs professeurs jusque dans les camps.

Ainsi, étudians et maîtres, tous ont tenu à honneur de servir.

Voilà pourquoi les universités anglaises sont vides, les cours déserts, les laboratoires dépeuplés. Voilà pourquoi, dans la cérémonie annuelle de la collation des grades, bien peu nombreux sont ceux qui « prennent le degré » de maître ès arts ou de bachelier. Et dans cette solennité même, un trait est bien caractéristique. Conformément aux règles du vieux rituel universitaire, les candidats s'agenouillent toujours pieusement devant le vice-chancelier, qui leur impose sur la tête le livre des Évangiles; les *proctors* font toujours, tout le long de *Convocation House*, la promenade traditionnelle où jadis tout créancier trouvait le moyen de faire opposition à la collation; et toujours les formules séculaires se répondent en un latin solennel. Mais sous les costumes universitaires des candidats, sous le capuchon rouge des maîtres ès arts, sous l'hermine des bacheliers, des uniformes apparaissent. La moitié au moins des récipiendaires sont des soldats. Et ainsi, jusque dans les plus vénérables, dans les plus paisibles cérémonies de l'Université, brusquement l'image de la guerre surgit, et l'heure présente met son angoisse.

*
* *

Ne croyez pas toutefois que, si la vie universitaire est presque interrompue, l'animation ait cessé dans les villes d'université anglaises. Dans les halls des collèges, au-dessous de l'estrade où viennent chaque soir prendre place, pour dîner, les professeurs, — les *dons*, comme on dit à Oxford, — si les tables des étudians sont presque vides, le reste du réfectoire est rempli de soldats. Des soldats sont logés, par centaines, dans les calmes appartemens qu'occupaient les élèves. Dans les grandes cours silencieuses résonne le pas cadencé des sections en marche; les jardins, les cloîtres sont pleins d'uniformes, et la vieille bibliothèque de Pembroke semble devenue un bureau d'état-major. C'est que, depuis le commencement de la guerre, des écoles de cadets ont été instituées dans toute l'Angleterre pour la préparation et l'instruction des futurs officiers. A ces écoles (on en compte 11 pour l'infanterie, 3 pour la cavalerie, 3 pour l'artillerie) les grandes universités anglaises, Oxford, Cambridge, Londres, ont offert avec empressement l'hospitalité de leurs collèges, les terrains de manœuvre nécessaires, et une partie même des instructeurs, empruntés au personnel des *Officers training Corps*. Des officiers de l'armée régulière, parfois revenus

blessés du front, ont été désignés par le War Office pour compléter et renforcer ces cadres. Et ainsi, dans l'ombre des universités, se forment les chefs de l'armée nouvelle.

Chacune de ces écoles comprend 800 cadets, dont le plus grand nombre sont des soldats ayant déjà fait campagne et qui sont revenus du front, proposés pour un emploi d'officier. Ils font à l'école un stage de quatre mois, pendant lequel ils reçoivent le complément d'instruction nécessaire. Je les ai vus, sur le terrain de manœuvre de Wytham, près d'Oxford, creuser des tranchées, des boyaux, des abris; je les ai vus, sur le terrain d'exercice de Cambridge, se lancer à la baïonnette avec une *furia* presque française, à l'attaque des tranchées; et même pour un observateur qui ne se pique pas d'être un spécialiste, il est impossible de ne pas être frappé de la belle allure de ces hommes et des résultats remarquables de l'entraînement auquel ils sont soumis.

Aussi bien, après ce stage fait à l'école, est-il rare qu'ils échouent à l'examen qui les fera officiers. Et dans cette préparation militaire, les universités ont droit de revendiquer une large part. Le colonel Edwards, qui commande l'école de Cambridge, était, dès avant la guerre, attaché à l'Université comme secrétaire du Comité d'études militaires *(board of military studies)*. Le colonel Stenning, qui commande l'école d'Oxford, est, en temps de paix, professeur d'hébreu et d'araméen à l'Université. Je dois ajouter, pour rassurer le lecteur, que ces études pacifiques n'ôtent rien à sa compétence militaire : il y a des années que le colonel est à la tête de l'*Officers training Corps* de l'Université.

Ce n'est pas tout. Dans ces collèges de Cambridge et d'Oxford, entourés de verdure, de grands jardins pleins d'ombre, d'air, de lumière et d'espace, on trouvait une place merveilleusement appropriée pour des installations sanitaires. Aussi n'y a-t-il pas d'université qui n'ait ses hôpitaux. A Cambridge, par exemple, sur le vaste terrain de jeux appartenant à Clare et à King's College, on a construit un vaste hôpital qui ne contient pas moins de 1 570 lits. C'est proprement un hôpital modèle, et dont certaines dispositions sont fort intéressantes. C'est ainsi que les vingt à vingt-cinq baraquemens qui le constituent ont une de leurs parois complètement ouverte à l'air extérieur; et de cette libre circulation d'air, maintenue jour et nuit, hiver

comme été, les médecins assurent qu'ils ont obtenu les meilleurs résultats. Ils se louent fort également, pour le traitement de certaines blessures, de l'emploi des bains chauds, où le membre blessé demeure immergé durant de longues heures; et c'est une des nouveautés encore de l'Eastern General Hopital de Cambridge. A Oxford pareillement, dans les jardins de New College ou sous les portiques de Somerville, une partie des blessés sont soignés en plein air. Les autres sont hospitalisés, soit dans les salles spacieuses du bâtiment d'ordinaire affecté aux examens *(Examination schools)*, soit, pour les officiers surtout, dans les chambres du collège de jeunes filles de Somerville, dont le parc admirable est, pour les convalescens, un merveilleux adjuvant de la guérison. L'ensemble des hôpitaux universitaires d'Oxford comprend 1 050 lits.

Leur installation a eu, d'ailleurs, des conséquences assez inattendues et a produit dans la vieille cité comme une façon de petite révolution. A Oxford et à Cambridge, les collèges de jeunes filles, admis depuis moins d'un demi-siècle dans l'Université, n'y sont point traités encore sur le pied d'une complète égalité. Leurs élèves suivent les cours, elles passent les examens comme les jeunes gens; mais elles ne sont point autorisées à recevoir les grades. Et pareillement, les directrices des collèges féminins ne participent pas à la vie et aux conseils de l'Université. Le vieil esprit monastique de Cambridge et d'Oxford garde toujours quelque défiance, sinon quelque mépris de la femme. Or, quand Somerville College, pour les beaux ombrages de son parc, pour son voisinage aussi du grand hôpital Radcliffe, fut affecté au service sanitaire, il fallut bien loger ailleurs les jeunes filles qui y habitaient. Le joli collège d'Oriel était presque vide d'étudians. Non sans quelque trouble, on en attribua une partie aux pensionnaires de Somerville et on les logea dans ce Saint Mary hall dont, par une rencontre assez ironique, les bâtimens ont été récemment reconstruits aux frais de cet antiféministe farouche qu'était Cecil Rhodes. Quoiqu'on ait soigneusement muré le passage qui unit Saint Mary hall à la partie masculine d'Oriel College, Oxford demeure encore un peu étonné de cet effet imprévu de la guerre. Et peut-être bien, depuis le temps lointain du roi Alfred, fondateur légendaire de University College, ne s'est-il point produit, dans la traditionnelle cité, de plus grave ni de plus significative révolution.

Christ Church n'offre pas un aspect moins inattendu. Le vaste collège donne l'hospitalité aux officiers et aux élèves de l'école d'aviation. Il n'y a pas lieu d'insister ici sur l'organisation tout à fait remarquable de cette école, non plus que sur les ateliers qui ont été installés pour elle dans le spacieux bâtiment des laboratoires de l'université. Mais il sera permis du moins de louer l'esprit si net et si pratique avec lequel a été réglé, pour les futurs aviateurs, cet apprentissage de six mois qui les rend familiers avec tous les détails, avec toutes les exigences de leur tâche.

Une semblable discrétion s'impose pour une autre partie, et non la moins importante, de l'œuvre de guerre des universités anglaises. « Je ne suis point autorisé, écrivait dans un rapport le vice-chancelier de l'Université de Londres, à entrer dans les détails relatifs aux services spéciaux qui ont été rendus par beaucoup d'entre nous. Mais je puis dire qu'ils constituent une œuvre de la plus haute importance, aussi bien pour la conduite directe de la guerre, que pour le soutien des industries nationales qu'elle a affectées. J'espère que plus tard il sera possible de rendre compte de la nature et de la grandeur de l'œuvre qui, durant la crise, a été accomplie par les universités pour l'Empire. On reconnaîtra alors, encore plus pleinement qu'à présent, combien elles sont un élément essentiel dans notre organisation nationale. » Qu'il s'agisse de recherches de laboratoire, servant directement à l'œuvre de guerre, ou d'études destinées à assurer à l'industrie anglaise, pour le temps qui suivra la guerre, les procédés et les secrets possédés jusqu'ici par la seule Allemagne, il est aisé d'entrevoir tout ce qu'ont fait, dans cet ordre de choses, les universités anglaises. Elles ont aussi, avec cet esprit pratique qui est l'un des traits caractéristiques de l'Angleterre, organisé dans leurs ateliers de mécanique des cours spéciaux où se forment en trois mois des ouvriers de munitions ; et il est intéressant de noter que ces cours sont fréquemment suivis par des hommes assez âgés, appartenant à la classe bourgeoise et aux professions libérales : tant est grand, à l'heure actuelle, chez tout Anglais, le désir de servir, où que ce soit, le pays. Dans les jeunes universités surtout de l'Angleterre du Nord, récemment fondées dans de grandes villes industrielles, ce côté de l'activité intellectuelle a pris une place particulièrement importante. Dans la notice

déjà citée sur l'Université de Sheffield, on lit ceci : « On comprend que, dans une ville d'armateurs, une université où s'est développée la science technique des industries du fer peut rendre des services considérables. En effet, le Comité des munitions pour la ville de Sheffield tient ses séances dans l'université, qui est devenue, en conséquence, le centre d'une grande activité industrielle. C'est sous la direction d'un professeur de l'université que se fait la cuisine si délicate et si exactement dosée du cupro-nickel. Ce sont des professeurs de l'université qui, depuis un an, tiennent des classes d'enseignement pour des centaines de volontaires, qui se préparent à la fabrication des obus. Dans les usines de l'université se font des obus, des instrumens de chirurgie de toute espèce, même une partie des canons. »

Un dernier trait doit être signalé, qui est tout à l'honneur des universités d'Angleterre. Lorsque, en septembre et octobre 1914, le torrent de l'invasion allemande submergea la Belgique, Cambridge offrit officiellement l'hospitalité aux professeurs des universités belges, chassés de leur pays. Une vingtaine au moins, venus, les uns de Liége, d'autres de Gand ou de Louvain, acceptèrent avec empressement cette invitation cordiale et fraternelle; autour d'eux, des étudians belges, soldats blessés revenus du front, jeunes gens exilés de leurs villes, se groupèrent. On en compta plus de 200; et d'octobre 1914 à juin 1915, pendant toute une année scolaire, une petite université belge se reconstitua dans la grande université anglaise. Aujourd'hui encore, une dizaine de professeurs belges sont les hôtes de Cambridge, et quiconque connaît l'Angleterre sait quelle est la grâce infinie de cette hospitalité. Dans toutes les universités anglaises, les Belges ont rencontré un semblable accueil. Et c'est une chose singulièrement émouvante que cette confraternité intellectuelle resserrée, fortifiée par la guerre.

*
* *

J'ai tâché, monsieur le Directeur, de dresser aussi exactement, aussi complètement qu'il m'a été possible, le bilan de ce que, depuis deux ans bientôt de guerre, ont accompli les universités anglaises, « de tous les sacrifices qu'elles font, selon l'expression du vice-chancelier de l'Université de Londres, pour la victoire du droit et la liberté de l'humanité. » Mais la crise

profonde qu'elles traversent à cette heure, les transformations souvent radicales que la guerre leur a imposées, ne sauraient demeurer sans effet sur l'organisation future de ces universités. Certaines d'entre elles, les plus récemment fondées, ont été, dès leur origine, animées d'un esprit tout moderne. Elles ont pris très vite un caractère spécial, correspondant au milieu où elles étaient nées. Ainsi Leeds est l'université des textiles, et Sheffield l'université de la métallurgie. Étroitement mêlées par là à la vie générale de la cité et de la région, elles sont devenues, d'autre part, des universités essentiellement populaires, où le prix de la pension, relativement modeste, permet aux classes moyennes d'envoyer leurs enfans. Enfin, dans le milieu ouvrier où elles vivent, elles ont nécessairement donné à leur activité un côté propagandiste et missionnaire ; elles se sont efforcées d'attirer à elles l'élite des travailleurs et de « conquérir pour la science, les lettres et les arts, comme l'écrivait le vice-chancelier de l'Université de Sheffield, cette grande population ouvrière du Nord, si puissante et jusqu'ici si négligée en fait d'éducation. »

Le même esprit a présidé, à Londres, à la fondation de ce collège d'East London, dont une des plus anciennes corporations de la Cité, la *Drapers Company*, a pris initialement et conserve en très grande partie l'entretien à sa charge. Établi dans un quartier populaire et pauvre, East London College, où le prix de la pension n'est pas très élevé, recrute essentiellement ses élèves parmi les enfans de la classe moyenne. En outre, à côté des cours du jour, l'institution des cours du soir permet de faire pénétrer l'enseignement dans l'élite de la population ouvrière. Et il est intéressant de noter en passant que, dans ce collège tout populaire, l'histoire de la littérature anglaise est professée par un homme du talent et du renom de sir Sidney Lee, l'éminent historien de Shakspeare.

A cet esprit nouveau s'accordent bien, ce semble, les tendances du gouvernement. J'ai entendu exprimer par M. Henderson, le ministre actuel de l'Instruction publique, le désir et la volonté d'élever progressivement le peuple jusqu'aux universités, parce que, disait-il justement, « il n'y a pas de pire chose pour un gouvernement qu'une démocratie ignorante. »

Dans quelle mesure les vieilles universités aristocratiques de Cambridge et d'Oxford se laisseront-elles pénétrer par cet esprit nouveau? Je ne sais. Mais c'est un fait bien significatif que,

dans ces universités même, on parle dès maintenant de la nécessité, après la guerre, de simplifier le système d'éducation, de réformer les méthodes, d'aller vite, de répondre aux besoins multiples et pressans que créera, après la paix, cette autre guerre qui suivra la guerre, la lutte industrielle et commerciale. Sans doute, ni Oxford ni Cambridge n'abandonneront leurs traditions séculaires, et il n'est point à souhaiter qu'ils les abandonnent entièrement. Mais il est impossible que de cette guerre, qui les a matériellement transformés, ils ne sortent pas, intellectuellement et moralement, un peu changés aussi.

Il est un point, et qui est d'importance, où ce changement est certain, inévitable, et on le rencontrera, semblable, dans toutes les universités d'Angleterre. Avant la guerre, les universités anglaises avaient pour la science allemande la même vénération respectueuse qui se retrouvait même en France. Il n'est pas douteux que, sur ce point, le lien brisé ne se renouera pas. « Nous n'aurons plus d'amis en Allemagne après la guerre, me disait un professeur d'Oxford. Les relations seront impossibles à rétablir. » Un des hommes les plus considérables, les plus remarquables de l'Angleterre intellectuelle déclarait non moins nettement qu'après la guerre les rapports scientifiques ne pourraient être restaurés entre Anglais et Allemands. Et, dès maintenant, la direction de la *Cambridge Mediaeval History*, à laquelle collaboraient des historiens anglais, français et allemands, a senti l'impossibilité pour l'avenir de semblables rencontres et écarté définitivement ses collaborateurs allemands.

Inversement, c'est le désir unanime des universités anglaises de se rapprocher par des liens de plus en plus étroits des universités de France. Rappelant les fêtes qui, en 1906, accompagnèrent la constitution de l'Université de Londres, le vice-chancelier, sir Alfred Pearce Gould, disait : « C'est peut-être dans les universités des deux nations que l'entente s'est réalisée au sens le plus profond, le plus entier, du mot, — entente d'idées, entente d'idéal. Et c'est sur cette entente d'hier que s'est fondée si solidement l'alliance d'aujourd'hui. » Tout le monde aspire à rendre pour demain cette alliance plus intime encore, à compléter par l'entente intellectuelle la confraternité des armes et des cœurs. Ç'a été le thème de tous les discours qui ont souhaité la bienvenue à la délégation française, et ce n'étaient point là paroles de simple courtoisie ou

effets cherchés d'éloquence. Lorsque, à King's College, à Londres, lord Reay, qui fut durant tant d'années le président de l'Association franco-écossaise et qui est l'un des meilleurs amis de la France, insistait sur la nécessité d'une collaboration étroite entre les universités des deux pays ; lorsque, au ministère de l'Instruction publique, le ministre, M. Henderson, appelait de ses vœux le renforcement de ces liens intellectuels nécessaires à l'amitié durable des deux pays ; lorsque, dans vingt conversations particulières, se recherchaient les modalités de ces rapports futurs, si importans en particulier dans l'ordre des choses économiques et scientifiques, un même accent de sincérité profonde sonnait dans toutes ces paroles, comme il sonnait dans l'admiration, souvent exprimée en termes émouvans, qu'inspirait en Angleterre la magnifique bravoure des soldats de Verdun. Ce n'est point ici le lieu de rechercher quelles formes pourra prendre cette collaboration future, dans quelle mesure, par exemple, l'échange des professeurs et des étudians pourra servir à l'échange des idées et à la connaissance réciproque, plus exacte, plus intime, des deux pays. Mais on peut affirmer dès maintenant que, de ces échanges, l'Angleterre comme la France tireront un égal avantage, et qu'ici encore, dans l'œuvre civilisatrice poursuivie en commun par nos deux pays, un rôle capital appartiendra à ces universités, dont la guerre actuelle a montré quel puissant moyen d'action elles représentent.

*
* *

« Nous avons, disait le vice-chancelier de l'Université de Sheffield, une tâche à accomplir aux yeux de la postérité. » Malgré toutes les difficultés, tous les obstacles, toutes les angoisses, toutes les pertes, cette tâche sera accomplie. Il y a, dans ce pays d'Angleterre, des réserves de courage calme, de ténacité inébranlable, d'endurance stoïque, de froide énergie, qui créent la certitude tout ensemble de la lutte implacable et de la victoire finale. Dans les universités comme partout, ces hautes qualités morales apparaissent, et je n'en veux pour preuve qu'un souvenir par où je voudrais terminer.

C'était au lendemain de la bataille navale du Jutland, au lendemain de ce communiqué, d'une si fière franchise, où l'Amirauté, sans réticences, avait appris au pays les lourdes

pertes subies par la flotte. L'émotion avait été profonde et douloureuse, en ce matin surtout où, pour l'anniversaire du Roi, les drapeaux flottaient, avec un air de fête, sur tous les édifices de Cambridge. Le courage pourtant n'avait point fléchi, et rarement j'ai vu plus de stoïcisme calme à supporter ce qui d'abord sembla la mauvaise fortune. Le lendemain, — c'était un dimanche, — on célébrait dans la chapelle de King's College les offices accoutumés. L'assistance était nombreuse et recueillie; sous les hautes voûtes les chants montaient avec une ampleur solennelle et magnifique; et parmi eux, un psaume était, à cette heure d'angoisse, singulièrement émouvant. Sur une musique de Mozart, qui de la gravité des paroles prenait en ce jour un sérieux inaccoutumé, le chœur implorait la protection du Dieu des batailles : « *Arena stamus et pugnamus. Adjuta nos.* » Puis, aux supplications succédaient les paroles de confiance et d'espoir : « *Pugnanti certa est, opitulante te, spes.* » Certes, au fond de tous les cœurs, vivait le souvenir de la bataille, de la bataille dont on ne savait pas encore combien elle avait été glorieuse pour la marine britannique; mais, plus forts que cette émotion, le dessein de lutter jusqu'au bout, la ferme espérance de vaincre emplissaient toutes les âmes. Sous les voûtes de la vieille chapelle universitaire, toute l'Angleterre religieuse et patriote vibrait à l'unisson du chant sacré, et l'Université, une fois encore, représentait, exprimait magnifiquement l'âme collective du pays.

***

PROPOS D'UN COMBATTANT

Depuis l'époque où Alexander Powell publiait le livre que je présentai aux lecteurs de cette Revue (1), les manifestations de la guerre se sont bien modifiées. Les journalistes audacieux et favorisés par le sort ne peuvent plus observer tour à tour chez les deux partis les dispositifs, les mouvemens des armées, les péripéties et les résultats des rencontres, les angoisses et les souffrances des populations, les espérances et les crimes des envahisseurs. La lutte s'est figée aux abords des tranchées. De temps à autre, les adversaires semblent sortir de leur apparente apathie et secouent violemment les doubles grilles de fer qu'ils ont dressées pour arrêter l'invasion comme pour protéger les territoires conquis. Ces grilles sont solides. Elles résistent encore aux pesées les plus savantes, aux poussées les plus furieuses. Et les peuples dont l'existence est l'enjeu de la lutte se demandent : « Combien de temps cela va-t-il encore durer? »

En France, pour tromper l'impatience, des littérateurs innombrables ont surgi. Les « carnets de campagne, » les « feuilles de route, » les Impressions et les Souvenirs, sont accueillis avec intérêt dans les périodiques les plus divers. Pas de revue, pas de quotidien qui n'ait adopté comme collaborateur occasionnel quelque militaire, quelque infirmière, pour initier les lecteurs de l'« arrière » aux émotions, aux dangers, à la psychologie des combattans du « front. » La plupart des écrits ainsi rédigés dans l'oasis des cantonnemens de repos, dans

(1) Voyez le numéro du 1er mai 1915 : *la Guerre en Flandre vue par un journaliste américain.*

le bien-être fugitif des convalescences, dans les tièdes escales des ambulances ou des hôpitaux, sont modestes et francs. Ils donnent sans effort la note vécue. Les sensations et les actes n'y sont pas déformés par la griserie du Moi, comme si les auteurs éprouvaient une insurmontable répugnance à grossir leur rôle dans le drame où tant de leurs contemporains furent leurs égaux, et parfois leurs maîtres en infortune et en vertu.

Moins intéressante est la série des productions, où des professeurs patentés d'énergie s'évertuent à donner de la guerre une idée toute conventionnelle et à fabriquer du « Poilu » une image factice. Les pages qui suivent ont été écrites pour substituer la vision de la réalité aux broderies faites de chic par certains artistes et littérateurs bien intentionnés sans doute, mais dont le manque de mesure n'est pas le moindre défaut.

I

Sur la longue bande du front français, la guerre ne sévit pas partout avec la même rigueur. Les Corps que leurs aptitudes spéciales ou les formations fortuites de nouveaux groupemens promènent entre la Somme et l'Alsace, arrivent parfois dans des secteurs où règne depuis longtemps un calme relatif. Il semble que, de part et d'autre, les belligérans se soient mis tacitement d'accord pour observer une sorte de trêve, tandis qu'aux environs immédiats les adversaires soutiennent une lutte acharnée et luttent sans cesse avec fureur.

Cette apparente inertie des « secteurs tranquilles » a des causes diverses. Tantôt, c'est la topographie qui impose aux Allemands comme aux Français une attitude passive : l'assaillant ne retirerait aucun avantage d'une attaque même heureuse, dont le développement l'amènerait sur un mauvais terrain, sur une organisation puissante, où le succès initial se terminerait par un échec. Tantôt, c'est le principe de l'économie des forces qui est appliqué : les axes d'invasion et de contre-offensive déterminent les zones où les groupemens importans doivent être toujours tenus prêts à l'action comme à la réaction ; partout ailleurs un rideau suffit pour empêcher des surprises. Tantôt des tentatives infructueuses ont révélé, au prix de lourds sacrifices, l'inviolabilité réciproque de secteurs où l'art et la

patience ont complété l'œuvre de la nature : on n'insiste plus jusqu'à ce que la supériorité acquise de l'armement permette de renverser soudain tous les obstacles.

Dans ces zones parfois assez étendues, on finit par s'accoutumer, paraît-il, au régime de la paix armée. Elles sont d'ailleurs occupées par des troupes que l'âge ou leur destination ne prédisposent pas aux attaques vigoureuses et aux élans de l'assaut. Ces braves gens, qui sont aussi des gens très braves et en ont fourni et en fourniront à l'occasion maintes preuves éclatantes, ont pris pour baromètres l'artillerie et les engins de tranchée adverses. Les canons et les crapouillots sont en effet les plus expressifs des parlementaires. De leur mutisme ou de leur bavardage, on déduit vite les intentions ou le caractère du voisin. S'il se contente de vérifier de temps à autre ses « réglages, » on peut s'installer sur la position sans crainte d'être dérangés. Mais tant pis pour qui, confiant dans la durée indéfinie du *statu quo* et dédaigneux des labeurs de terrassier, mineur ou portefaix, a préféré mettre en pratique le principe du moindre effort. Sans qu'il s'en doute, la situation stratégique s'est modifiée, et, quelque jour, à l'improviste, l'ouragan se déchaîne, nivelant sous un déluge d'acier les cases champêtres, les tranchées et boyaux peu profonds, les réseaux ébauchés; la garnison est incapable de longue résistance, et l'adversaire passe et progresse jusqu'à la limite de ses canons.

Tout autre est le régime des secteurs où des troupes belliqueuses se trouvent en présence, où les moindres gains de terrain peuvent avoir des conséquences importantes pour le développement des affaires à grande envergure qui germent dans le secret des états-majors. Les conditions d'organisation, d'habitabilité, de préparation à la bataille y sont très différentes, selon que les premières lignes sont en contact ou qu'elles sont séparées par un intervalle de cent à deux cents mètres environ. Les chefs et la troupe, chez nous, ne sont pas encore bien fixés sur les avantages respectifs de l'un ou de l'autre système, quand le choix n'est pas imposé par la nature du terrain. Ce choix, le plus souvent, est affaire de tempérament. Mais, dans tous les cas, les modestes tranchées, les minces réseaux qui nous ont arrêtés après la bataille de la Marne et qui brisèrent la ruée des Allemands sur l'Yser, ne suffisent plus.

Si l'on est tout près de l'ennemi, le « marmitage quotidien » est sans effet sur les premières lignes, tranchées de surveillance et tranchées de soutien. On ne s'expose pas bénévolement à subir les caprices de ses propres projectiles pour se donner la joie d'ennuyer le voisin. Les défenses accessoires sont peu importantes, car il devient très difficile de placer d'épais réseaux sous les yeux et proches des fusils de guetteurs toujours vigilans. Au moment d'une attaque, quelques torpilles ou quelques coups de canon feront voler les oursins et chevaux de frise mal attachés, et la brèche sera ouverte. Mais à ces argumens on peut opposer l'efficacité d'une guerre de mines que les occupans des tranchées, dans l'un et l'autre camp, ne voient pas esquisser sans déplaisir, car on ne sait jamais, jusqu'à l'explosion, quelle équipe allumera la première le fourneau.

Gaz et flammes n'ont jamais encore procuré de résultats décisifs. Ils peuvent être meurtriers, mais ils sont d'un usage qui répugne et, tant que leurs effets resteront aussi localisés, la théorie de la justification par le succès, chère à l'esprit germanique, ne les ennoblira pas. D'ailleurs, à se servir de ces armes sournoises pour mettre hors de cause quelques centaines ou quelques milliers de combattans, nos ennemis ont prouvé une fois de plus leur ignorance de la psychologie. Autant que les atrocités du début de la campagne, elles ont soulevé contre eux l'opinion en Europe et ailleurs. Nous n'aurions pas ménagé notre estime à des chefs et à des troupes employant avec bravoure et énergie toutes les ressources de la guerre; nous la refusons aux bénéficiaires de ces infernales inventions. Gonflés d'orgueil, fanfarons de dureté, ils proclament qu'ils n'en ont cure et qu'ils s'accommodent, mieux que jadis l'Angleterre, de leur « splendide isolement. » Soit. Mais peut-être regretteront-ils, au jour du règlement de comptes et plus tard, la quarantaine morale où leur absence de scrupules les enfermera. Pour moi, je ne leur pardonnerai jamais les centaines de notes, circulaires, prescriptions contradictoires qui mettent à de pénibles épreuves la mémoire et le jugement; les innombrables types de masques protecteurs aussitôt démodés que perçus; les réveils brusques en pleine nuit, quand un planton apporte le message téléphoné d'extrême urgence : « vent d'Est, attention »; l'obsession que produisent à la longue les nuages qui courent, les girouettes qui

se fixent, les ballonnets qui volent, les bruits insolites de ferrailles ou de terrassemens signalés par les observateurs. Cependant, même au contact, il est parfois possible de déjouer les projets éventés de l'adversaire, en les traitant par la méthode préventive ; mais la complicité du vent est indispensable, et chacun sait que le vent est un allié peu sûr. En prenant les précautions d'usage, un tir à démolir, exécuté au moindre indice, bouleverse les travaux préparatoires et endommage le matériel. L'ennemi comprend qu'il est deviné, et tente l'aventure ailleurs.

A cent ou deux cents mètres de ses tranchées, gaz et flammes sont pratiquement inoffensifs. Les *flammenwerfer* sont hors de portée ; les guetteurs signalent dès son début l'émission des gaz et l'on a le temps de s'affubler du masque. La tranquillité morale qui en résulte paraît à beaucoup de chefs être assez précieuse pour justifier le sacrifice des avantages du contact. Il y en a d'autres en échange. Ce sont, par exemple, la suppression de la guerre de mines, car les sapeurs les plus fanatiques n'ont pas encore pensé à pousser aussi loin leurs galeries et leurs rameaux ; la solidité des défenses accessoires qui rend impossibles les coups de main, puisque l'ennemi devra, pour les détruire, faire une préparation d'artillerie qui dénoncera ses projets. Mais en préservant ses propres tranchées contre les explosions de mines, on se prive du plaisir de faire sauter celles de l'adversaire ; si l'on a de bons réseaux, les siens ne seront pas moins forts. Des deux côtés il faut donc rivaliser d'ingéniosité, afin de se nuire le plus possible à distance.

Pour les spécialistes de la torpille, du fusil à grenades, du tuyau de poêle, du tir indirect par mitrailleuses ; pour les agens de liaison d'artillerie, pour les anciens braconniers ou amateurs de la chasse à l'affût, les heures de jour et de nuit ne s'écoulent plus dans leur ordre normal. Le danger rôde sans cesse ; il n'est jamais aussi proche que lorsqu'on le croit éloigné. C'est « une bande » ou « un fusant » sur des travailleurs qui se confiaient à la pluie torrentielle, au brouillard, au silence tardif et prolongé pour accomplir en terrain découvert quelque besogne urgente ; c'est la torpille ou le tuyau de poêle ou la grenade à fusil qui décrivent leurs courbes par séries défiant toutes les martingales et qui tombent là où ils ne sont pas attendus ; c'est un percutant qui s'abat au loin sur le boyau

quand passe la corvée de soupe et de café; c'est une salve de gros obus qui détruit sans motif apparent quelque abri supposé à l'épreuve, quelque observatoire que l'on espérait avoir bien camouflé. Le tumulte est partout, la sécurité nulle part.

La nuit elle-même ne donne pas la protection qu'elle prodigue aux amoureux et aux malandrins. D'une extrémité à l'autre du front, un feu d'artifice incessant de fusées éclairantes zèbre l'air. Des lueurs intenses, précédées de sifflemens rageurs, révèlent soudain aux regards vigilans des sentinelles et des gradés de quart les groupes affairés qui renforcent des réseaux, maquillent des terrassemens. Ils s'aplatissent sur le sol avec lequel ils croient se confondre. Trop tard. Les shrapnells pleuvent, les mitrailleuses claquent : il y a de l'ouvrage pour les brancardiers.

Pressés par l'aiguillon du danger, les plus paresseux travaillent avec autant d'ardeur que les plus zélés. Si les matériaux abondent, si les chefs ont la méthode et la persévérance, l'adaptation au milieu est promptement réalisée. Sauf en temps de crise, obus et torpilles, balles et grenades peuvent déchirer l'espace et labourer la position : les projectiles chercheront en vain les guetteurs dans leurs abris blindés, les gradés et les soldats dans les postes et les abris-cavernes. Des régimens entiers, pendant plusieurs jours de suite, n'éprouvent pas une seule perte. La formule d'autrefois est désuète : il faut en acier non plus le poids de l'homme, mais un wagon pour le tuer. Toutefois, des faits en apparence bizarres prouvent sans cesse que le coefficient personnel de « guigne » ou de chance n'a pas encore perdu sa valeur; et plaise au Ciel que sa miséricorde s'étende sur les cortèges qui évoluent trois fois par jour entre les cuisines et les tranchées !

Pauvres gens de corvées de café ou de soupe, quel puissant prosateur, quel poète épique célébrera congrûment leur abnégation touchante et leur héroïsme inconscient? Pour accomplir leur sacrifice quotidien, ils n'ont pas comme les camarades aviateurs les vêtemens confortables, la vaste scène du plein ciel, la griserie de la vitesse à travers l'espace, le stimulant de la chasse au vol; des milliers de regards ne suivent pas leurs gestes, et leurs dangers n'oppressent pas des milliers de poitrines; ils ignorent, au retour, la douce récompense que

donnent les femmes éblouies, la gloire que dispensent les photographes et les reporters. Mais je les admire et je les aime. Empêtrés dans leurs marmites et leurs bidons, les doigts gourds et les jambes flageolantes, ils vont et viennent dans les boyaux au sol glissant et boueux où les puisards débordans, les caillebotis instables, les fils téléphoniques décrochés dissimulent leurs pièges. Parfois, les pluies persistantes ont transformé les boyaux en ruisseaux profonds, en gouffres de vase où s'enlizent les imprudens ; il faut alors renoncer au couvert tutélaire des talus pour se lancer en terrain découvert, dans le chaos des anciens réseaux et des trous d'obus. Aux heures troubles de l'aube et du crépuscule, dans la lumière grisâtre des jours d'hiver comme dans les clartés indiscrètes des belles saisons, par tous les temps, ils circulent, tandis que les artilleurs ennemis, devinant les usages et les itinéraires, font du tir sur zone et que les bombardiers lancent leurs tuyaux de poêle ou vident leurs seaux à charbon. Quand le barrage est trop précis, quand l'insouciance deviendrait folie, ils invectivent les gêneurs et s'arrêtent, mais pas longtemps : les camarades attendent. Tant pis pour qui tombe ; s'il n'est pas mort, on l'exhorte à la patience, on partage son chargement et l'on repart cahin-caha sous la voûte des trajectoires, vers les éloges rares et les reproches fréquens qui sont le lot de récompense des pourvoyeurs. Certes les brancardiers, les téléphonistes, les agens de liaison brillent plus souvent dans les ordres du jour ; les secours aux blessés, les réparations de lignes, la transmission des ordres sont des actes méritoires qui exigent des âmes fortes et des nerfs obéissans. Mais ces modestes auxiliaires des chefs ne pratiquent l'héroïsme qu'aux heures de bataille ; les autres en font profession quotidienne et ne sortent jamais de l'anonymat.

A vivre ainsi comme des troglodytes, dans un perpétuel vacarme qui fait songer aux cataclysmes naturels des époques préhistoriques, quel est en réalité l'état d'esprit des habitans des tranchées ? Pour avoir fait au front une visite rapide et sans danger, des politiciens dont jusqu'alors nul n'avait soupçonné l'humeur guerrière nous en présentent un portrait sans nuances. Or la mentalité du « poilu » est difficile à discerner pour quiconque passe, interroge et ne revient pas. Elle varie selon les jours, soit que l'activité guerrière fasse trêve, soit que les pertes s'avèrent lourdes, soit que le cantonnement de repos

mérite l'éloge ou le blâme. La dernière lettre reçue, le soleil ou la pluie, le caporal d'ordinaire, l'officier de détail ne sont pas sans influence sur les idées de nos combattans. Ils pensent à la Patrie, pour laquelle ils ont accepté sans réserve le sacrifice; ils la veulent victorieuse et débarrassée de l'envahisseur, et cela passe avant tout. Faut-il leur en vouloir, s'il leur arrive de songer aussi à la famille qu'ils ont fondée, à leurs affaires qui périclitent, au métier qu'ils oublient. Il me semble que cela même ajoute à leur mérite et fait davantage ressortir leur bravoure et leur vertu. Ces préoccupations paraîtront peut-être bien vulgaires aux spécialistes d'un certain héroïsme théâtral, moins beau mille fois que l'héroïsme vrai. Je les invite à se souvenir que le Christ au Mont des Oliviers fut un instant terrassé par le doute et le désespoir. Il était Dieu. Or nos combattans sont des hommes et ils souffrent depuis vingt-deux mois dans leur corps, dans leur esprit et dans leur cœur. Et ils sont bien décidés à tout supporter, jusqu'au bout!

Le panache, ils l'ont tous, quand une attaque sérieuse est proche, quand il faut sortir en masse des tranchées pour livrer la bataille qu'ils espèrent décisive. Ils courbent le dos, mais contractent les mâchoires sous les tempêtes apocalyptiques des préparations d'artillerie. Beaucoup se montrent gouailleurs, la plupart plaisantent comme chante l'enfant qui traverse tout seul un bois pendant la nuit. Quand tombe l'excitation de la lutte imminente, ou présente, ou passée, ils se retrouvent seuls avec leurs soucis. Ils « tiennent » parce qu'« il faut tenir; » ils sont consciens de leur sacrifice, mais ils l'acceptent avec une froide et tenace volonté. Ils sont résignés, mais non moroses; ils grognent, mais ils ne geignent pas. Ils subissent tous les événemens futiles ou tragiques avec une placidité presque toujours déconcertante, une raillerie souvent spirituelle, un égoïsme parfois contrarié par de touchans élans du cœur. Ils trouvent que la guerre est longue, mais ils ne se résoudraient pas à rentrer chez eux en laissant la tâche inachevée. Presque tous jugent par comparaison et considèrent l'Allemand comme un voisin sans scrupules qui a tenté d'empiéter sur notre propriété collective ou de s'emparer du matériel de la communauté : le voisin doit remettre les bornes en place, rendre les outils et payer les frais du procès, puisque nul arrangement amiable ne fut possible avant le conflit. Cette

constance dignement soutenue, quoi qu'il en coûte, est moins brillante que les attitudes déclamatoires imaginées par certains littérateurs de l'arrière, mais elle est de meilleur aloi. Elle sera la cause principale du succès indiscuté, qui nous paiera d'avoir su attendre.

Attendre! Il a fallu du temps pour que nous traduisions ainsi la phrase « je les grignote » attribuée au général en chef. Pendant de longs mois, on la comprit à contresens. D'Arras aux Vosges, ce fut une série de secousses fébriles, de pesées individuelles où l'ardeur guerrière s'exerçait trop souvent avec plus de force que de bonheur. Beaucoup d'entre nous, plus étourdis que les émigrés en 1815, inattentifs aux leçons de l'expérience, n'avaient rien appris et tout oublié. Ces petites offensives, sans coordination et sans but précis, entretenaient sans doute l'esprit guerrier, mais au prix de lourdes pertes. On espérait totaliser de petits gains répétés et obtenir en détail le résultat qu'on ne voulait pas demander en bloc à une opération de grand style, parce qu'il semblait alors trop incertain et trop coûteux. Malgré la faiblesse des moyens d'action, la vaillance des combattans, stimulée par la foi dans la victoire que préparaient ces luttes locales, faisait merveille. On progressait ainsi par à-coups jusqu'à la réaction brutale de l'adversaire qui parfois reprenait en quelques heures, grâce à son artillerie supérieure et aux armes déloyales qu'il y ajoutait, le terrain gagné par nous en plusieurs mois d'efforts. Les théâtres de ces agitations stériles et sanglantes, nous savons tous où les placer. Les deux partis virent s'affaiblir les effectifs de leurs meilleures troupes sans que la ligne de démarcation, cristallisée après la bataille de la Marne, en fût sensiblement modifiée. Les nôtres y accomplirent de beaux exploits, dont le récit officiel réconforta les pessimistes et calma les impatiens. Mais il n'était pas besoin de quelques pages ajoutées au recueil imposant des épisodes glorieux de notre histoire militaire pour savoir que l'enjeu de la guerre ne se gagnerait pas à coups d'actions de détail.

En effet, l'adversaire profitait tôt ou tard de l'avance que lui assurait sa préparation du temps de paix. Il pouvait concentrer sur le secteur menacé les 36 obusiers de 105, les 16 obusiers de 150 dont il était doté par corps d'armée; il pouvait y ajouter une copieuse artillerie d'armée où les 210 faisaient

déjà leur apparition dès le début de la guerre. A ce matériel formidable pour l'époque nous opposions les canons de Bange, de Siège et Place, excellens sans doute, mais d'ancien modèle, et faiblement approvisionnés, les pièces de marine que notre maîtrise de la mer rendait inutiles sur les côtes, et quelques 155 CTR. Nous n'avions pas résolu d'un seul coup le problème des « affectations spéciales ; » avant de confectionner les nouvelles pièces d'A. L. réclamées par les combattans, il fallait alimenter l'ancien matériel en service avec des usines et un personnel improvisés. Pendant ce temps, l'ennemi ne restait pas inactif. Sa puissante organisation industrielle l'aurait rendu invulnérable, si les Alliés n'avaient pas su *durer*. Grâce à leur patience et à leur ingéniosité, ils pourront enfin lutter à armes égales, et dès lors l'équilibre maintenu jusqu'à présent par leur persévérance et leur bravoure sera rompu en leur faveur. Donc, plus que jamais nous devons maintenant observer le principe de l'économie des forces et n'employer nos troupes qu'à bon escient, car, après vingt-trois mois de guerre, les chefs et les soldats ne se fabriquent pas et ne se remplacent pas aussi facilement que les canons et les munitions.

II

La guerre contemporaine est affaire de science et de méthode. Depuis 1870, sauf dans la première phase de la campagne actuelle, dans les manœuvres du voïvode Putnik et les récentes opérations du grand-duc Nicolas, l'art ne vivifie plus les conceptions stratégiques et tactiques des belligérans. Sur le front français, Napoléon Ier lui-même, s'il pouvait remplacer aujourd'hui le général Joffre, ne ferait pas mieux que lui. Tout au plus est-il permis aux malins de supposer qu'il aurait dirigé autrement les événemens du début de la campagne et qu'il n'aurait pas laissé l'adversaire, ni ses propres armées, demander la supériorité finale à une lente usure ou à quelque rupture brutale du front.

Ce n'est pas aux seuls progrès de l'armement qu'il faut attribuer l'invulnérabilité actuelle des positions dont les flancs sont bien appuyés. De tout temps, devant des lignes défensives

organisées en profondeur, garnies par une troupe nombreuse, déterminée, bien ravitaillée, l'assaillant a été condamné à un échec, quand le terrain et parfois l'infériorité numérique l'ont empêché d'esquisser ou d'exécuter une menace d'enveloppement. Masséna fut impuissant à Torres-Vedras, comme Savoff à Tchataldja; mais Oyama contraignit Kouropatkine à la retraite parce que la manœuvre débordante était possible autour des grands fronts fortifiés de Liao-Yang et de Moukden. Le théâtre de la guerre mondiale est bien plus vaste que celui de Mandchourie; les combinaisons stratégiques doivent donc augmenter d'ampleur en conséquence, et le dénouement doit être cherché à la fois du côté cour et du côté jardin.

Depuis les tentatives infructueuses des Allemands sur l'Yser, on sait chez nous que la simultanéité des efforts est la condition essentielle du succès. Mais on a longtemps escompté, pour diverses raisons, les effets de la bravoure des exécutans, de la supériorité locale et momentanée des effectifs et du matériel, de la surprise ou de la démoralisation de l'ennemi. Nous avons ainsi livré quelques batailles, en Artois et en Champagne notamment, qui, si elles changèrent peu les situations respectives des adversaires, ont permis d'établir pour les rencontres prochaines une doctrine dont les événemens de Verdun ont démontré la valeur.

Toute opération offensive, si minime soit-elle, est devenue peu à peu une affaire très compliquée. Il ne s'agit plus de recevoir un ordre d'attaque, de le transmettre pour exécution, d'entraîner son monde en avant selon les principes des anciens règlemens, et de tomber à bras raccourcis sur l'ennemi. Pour les grands chefs, c'est le choix des directions de marche et de la zone de manœuvre qui exige des calculs minutieux et précis; ce choix lui-même ne pourra être fait qu'au dernier moment, car les conditions diplomatiques et militaires varient sans cesse. Or il convient de ne pas être pris au dépourvu. Aussi fait-on « aménager » simultanément plusieurs « champs de bataille » dans les régions désignées par l'expérience des événemens antérieurs. Pendant plusieurs semaines, les troupes au repos creuseront les voies d'accès, les places d'armes; elles construiront les batteries vraies ou simulées, les dépôts de munitions, les magasins, les hôpitaux; les lignes de ravitaillement et d'évacuation seront préparées; les journaux discuteront diverses hypo-

thèses, et la lumière ne jaillira pas de leurs discussions. Ainsi l'adversaire, dont le service de renseignemens n'est pas inactif, reste-t-il indécis ; il flaire une menace prochaine et il n'en peut deviner l'échéance et la portée. Il n'a plus qu'à disséminer ses forces pour parer à la surprise ou à monter pour son compte, comme à Verdun, une attaque préventive qui détournera peut-être le danger auquel il se sait exposé.

Dans les troupes, l'audace et le coup d'œil ne suffisent plus. Quoique l'objectif initial se trouve rapproché entre 10 et 200 mètres sur presque toute la longueur du front français, le succès dépend d'une foule de détails, et le moindre oubli peut faire tout échouer. Un chef, quel qu'il soit, doit prévoir les besoins des nombreuses « spécialités » entre lesquelles se partagent les assaillans. Il doit y pourvoir largement. C'est parce que les grenades manqueront au bon moment que la brèche ne sera pas ouverte ; si les fanions, les cartouches-signaux ou les fusées font défaut, l'artillerie est mal orientée sur les progrès des troupes amies et tape à tort et à travers ; si l'on n'a pas songé aux sacs à terre, aux outils, on ne pourra pas faire de barrages dans les tranchées ou boyaux contestés, ni organiser contre une réaction le terrain conquis ; les liaisons optiques, les chaînes de coureurs, les ravitaillemens de toute nature seront étudiés et préparés avec soin. On distribue les rôles, on délimite à chacun son champ d'action ; si on le peut, on répète à l'arrière, dans tous ses détails, le drame qui va se jouer.

Pendant ce temps, tous les moyens d'investigation sont employés pour compléter les renseignemens que l'on possède sur la position de l'adversaire. Les aviateurs sillonnent l'espace qu'ils s'efforcent d'interdire aux appareils ennemis. On exécute des coups de main sur des points judicieusement choisis dans tous les secteurs du front, pour dissimuler jusqu'au dernier moment la zone de l'attaque, pour faire des prisonniers grâce auxquels on vérifiera « l'ordre de bataille, » pour conquérir de bons observatoires, car l'artillerie la plus puissante et la plus perfectionnée est à peu près inutilisable, si l'on ne peut observer les résultats du tir. On repère avec soin les postes d'observation, les blockhaus de mitrailleuses, les engins de tranchée, les batteries du défenseur. Mais, autant que possible, rien ne doit déceler une activité anormale, jusqu'au moment précis où commencera le bombardement, prélude obligatoire de toute attaque.

Naguère, la préparation d'artillerie était longue. La puissance croissante des projectiles, qui rend plus efficace le tir à démolir, en abrège maintenant la durée. Il convient en effet d'obtenir la plus grande destruction dans le moindre temps, afin de profiter de la surprise, d'empêcher la concentration de l'artillerie et des réserves de l'adversaire. En quelques heures, il doit être paralysé dans la zone déterminée par la portée-limite de nos canons. Selon la règle formulée dès avant la bataille de Champagne, l'artillerie conquiert et l'infanterie submerge. Mais toute règle a des exceptions. La préparation la plus parfaite laisse subsister çà et là des organes de défense qui pourront gêner, parfois même arrêter, l'assaillant. L'élan des troupes, l'initiative et le jugement des chefs de tous grades, la poussée bien ordonnée de l'arrière vers l'avant reprennent alors dans l'offensive la part prépondérante qu'elles avaient autrefois.

Si le front d'attaque n'est pas très étendu, si la tranquillité des secteurs limitrophes n'inspire pas d'inquiétudes à l'ennemi, si le défenseur n'est pas menacé en même temps vers d'autres régions, il fait affluer sans retard des troupes et du matériel qu'il prélève dans les zones paisibles et dont le transport s'exécute avec rapidité. Ces renforts sont placés sur des positions organisées à loisir hors de la portée de l'artillerie adverse ou improvisées d'après les progrès de l'adversaire et l'appui que donnera le terrain. L'assaillant est ainsi contraint de forcer des obstacles successifs dont le nombre et la solidité dépendent des ressources totales du défenseur et aussi des conditions stratégiques et tactiques dans les divers théâtres de la guerre. Devant chacun de ces obstacles, la moyenne et la grosse artillerie, qui sont aujourd'hui indispensables, ne peuvent intervenir aussi promptement que l'infanterie. Le déplacement et la protection des pièces sont contrariés par le tir de l'ennemi; l'emploi presque exclusif des calibres supérieurs au 105 rend le transport des munitions difficile et lent; tout délai est mis à profit par le défenseur dont la situation s'améliore chaque jour. Si rien ailleurs ne vient le compromettre, l'équilibre des forces ne tarde pas à s'établir; l'assaillant doit reprendre haleine avant de livrer une nouvelle bataille. Ainsi s'expliquent l'arrêt de nos offensives de 1915 en Artois et en Champagne, et la durée de notre résistance autour de Verdun.

Ces périodes où le bombardement fait rage sont vraiment pénibles à vivre. Les journalistes qui célèbrent l'insouciance et la jovialité des « poilus » dans la tempête d'acier et les volcans des explosions ne se sont jamais trouvés à pareille épreuve, et ils en parlent bien à leur aise. Quand l'échange quotidien de projectiles se maintient dans la moyenne habituelle, on arrive, cela est certain, à ne plus y prêter qu'une attention distraite, car on s'accoutume vite au danger dont on connaît l'importance et la durée. Mais quand la densité du tir augmente, quand les calibres se révèlent particulièrement puissans, quand les obus et les grosses torpilles martèlent avec méthode tous les élémens de la position, les sentimens ne tardent pas à se modifier. Aux premiers coups qui tombent dans le voisinage, on dit : « Ils se sont trompés ; ils tirent mal... » ou toute autre plaisanterie analogue. Aux coups suivans, les minutes paraissent déjà longues. Les sifflemens révélateurs des arrivées sont étouffés par le vacarme des éclatemens ; les miaulemens des éclats innombrables qui sillonnent l'espace, les ronflemens des matériaux qui volent de toutes parts, les gémissemens des blessés se confondent dans une mélodie stridente ; l'air est empesté par les fumées des explosifs, par les obus à gaz suffocans et lacrymogènes ; la terre tremble et s'entr'ouvre. Étourdis, assommés, les combattans sont semblables aux malheureux que torture le mal de mer ; ils sont plongés dans l'angoisse qui précédera la fin des temps. A de brefs intervalles, les gradés, courbés comme par un vent de tempête, se faufilent à travers les décombres des boyaux et tranchées bouleversés ; ils stimulent leurs hommes qui se font tout petits dans les abris dont chacun observe furtivement, parfois avec des réflexions cocasses, les fissures grandissantes, et ils pourvoient à la relève fréquente des guetteurs. Il importe en effet que la vigilance soit incessante. L'irruption inattendue de l'assaillant dans les tranchées, grâce aux nuages de poussière et de fumée, grâce à l'allongement du tir que le tumulte rend imperceptible aux troupes abritées sous terre, condamne celles de la première ligne à la reddition sans honneur ou au massacre sans profit ; bloquées par les grenadiers qui surgissent aux entrées des abris, elles doivent presque toujours capituler, car toute résistance est vite réprimée par les grenades lancées à profusion. Mais les occupans ainsi surpris ne peuvent plus songer même à se défendre : une

seule idée, un seul instinct subsiste en eux : voir cesser l'affreux cauchemar. J'ai rencontré maintes fois des cadavres dont le visage reflétait une expression de béatitude infinie que nulle description, nul pinceau n'auraient su fixer. On devinait que ces hommes avaient eu le temps de bénir la mort qui venait les délivrer et qu'ils avaient eu la vision brève d'une éternité de repos et de douceur sans torpilles et sans obus.

Malgré la violence du tir de riposte, l'assaillant a le moral moins affecté par le bombardement. D'abord, il sait qu'il doit attaquer ; ensuite, si l'attaque a été bien préparée, il profite d'une supériorité matérielle dont les effets sont bientôt apparens. Au moment voulu, les vagues d'assaut se forment et partent. Parfois, l'adversaire a su attendre et il a pu dissimuler ses moyens d'action. A l'allongement du tir de l'attaque correspond un tir de barrage infranchissable qui est dirigé sur les lignes et places d'armes où sont rassemblés les assaillans ; les patrouilles de reconnaissance sont arrêtées par des réseaux intacts ou par des mitrailleuses bien servies et les survivans reviennent comme ils peuvent dans la tranchée de départ. On n'insiste pas et l'on se réserve pour une meilleure occasion. C'est ce que les combattans appellent « une attaque de pied ferme, » et les communiqués officiels des deux partis la traduisent identiquement par le cliché connu : « L'ennemi n'a pu déboucher, » ou : « Après avoir éprouvé des pertes énormes, l'ennemi est rentré dans ses tranchées. »

Quand l'enthousiasme et la foi précèdent les assaillans, comme au début de la bataille de Champagne, on assiste à un spectacle inoubliable. Semblables à la marée montante, les « vagues » d'infanterie mordent peu à peu la zone attaquée, recouvrent successivement les lignes de la défense que l'artillerie a désagrégées ; çà et là, elles tourbillonnent en remous devant un obstacle qui cède à son tour. Dans l'espace submergé, quelques îlots subsistent encore : ce sont les « centres de résistance » où des garnisons bien commandées, bien abritées, ont pu se maintenir et que le souci de leur honneur militaire, ou l'esprit de corps, fait lutter avec l'énergie du désespoir ; mais, battus à coups pressés par l'assaillant qui recule pour s'élancer de nouveau avec plus de fureur, leurs défenseurs disparaissent l'un après l'autre dans la captivité ou dans la mort. Puis, le flot des assaillans devient étale ; épuisé par sa violence même,

il s'arrête devant la digue établie alors par l'adversaire pour arrêter l'inondation.

Ainsi, pendant quelques heures, quelques jours, ou même quelques semaines, selon la ténacité ou les espérances de leurs chefs, les ressorts moraux des combattans sont tendus à la limite de leur puissance. Et cette limite s'éloigne encore quand les intéressés croient l'avoir atteinte, car « une âme vigoureuse est maîtresse du corps qu'elle anime. » La beauté de tel acte, où l'observateur croit apercevoir l'ultime fond de l'héroïsme ou du sacrifice, est éclipsée aussitôt par un acte accompli tout proche, que la raison ne peut comprendre et que l'imagination la plus riche n'aurait su concevoir. La fièvre de la bataille, l'ambition, ou l'aveugle témérité, ne suffisent pas à tout expliquer, car l'intelligence froide, la charité ou la camaraderie consciente, le sentiment du devoir, inspirent les combattans autant que l'amour de la gloire, le désir de représailles ou la férocité en sommeil dans le cœur humain. Sans doute ces vertus, quoi qu'en ait dit Moltke l'Ancien, n'ont pas besoin de la guerre pour se manifester; on en trouve assez d'exemples dans les discours académiques sur l'attribution des prix Montyon, comme dans les *Annales de la Propagation de la foi*. Mais la guerre leur permet d'exercer une influence salutaire par la publicité des ordres du jour, moins efficace d'ailleurs que l'anonymat de la vie en commun où les extrêmes se coudoient. Les philosophes peuvent à bon droit flétrir les passions exacerbées que la violence belliqueuse développe; mais pour être justes, tout en condamnant les excès et les crimes, ils ne doivent pas oublier de mettre dans la balance les splendeurs morales que cette violence fait fleurir au grand jour et qui réhabilitent l'humanité.

Pendant ces longues crises que sont les batailles contemporaines, l'acharnement de l'attaque et de la résistance est sans bornes. Dans les deux partis, le mépris de la vie s'affirme avec fureur. Cependant, les assaillans qui s'efforcent de pratiquer la générosité chevaleresque sont souvent plus habiles que les partisans de la lutte sans merci. Outre que la violence inutile souillera la gloire du vainqueur, elle prolonge les résistances en obligeant à combattre jusqu'à la mort des ennemis que le sentiment de leur impuissance rendrait moins intraitables, si leur désir de survivre à une défaite honorable était exaucé. Il suffit parfois de quelques hommes que la crainte d'une fin certaine

a déterminés au sacrifice d'où toute espérance n'est pas bannie, pour arrêter une offensive qui s'annonçait triomphante.

Quand les troupes ont fait un effort violent et prolongé, soit pour l'attaque, soit pour la défense, le commandement les remplace par des troupes fraîches qui devront continuer la tâche commencée. Il serait imprudent de différer la « relève » jusqu'à ce que les combattans engagés dans la zone de la bataille aient atteint la limite de leurs forces physiques et morales. Bien des faits en apparence inexplicables n'ont pas d'autre cause qu'une dépression à la faveur de laquelle l'adversaire, s'il la devine, peut tout se permettre. Un chef expérimenté sait toujours, même au passage, tâter le pouls de la troupe. Quoi qu'il en coûte à son amour-propre, il fera donc preuve de caractère et de jugement s'il ne confond pas ses désirs avec la réalité, et si, grâce à lui, renseignée à temps, l'autorité suprême, par une relève opportune, dispose pour ses combinaisons ultérieures d'exécutans sur qui elle pourra compter.

Les relèves pendant la bataille sont dangereuses et délicates. Elles mettent à de rudes épreuves la patience et la chance personnelle des chefs de tous grades qui, le plus souvent pendant la nuit, conduisent leur troupe par des cheminemens bouleversés, à travers des terrains arrosés à intervalles variables par des tirs de barrage, jusqu'à l'emplacement qu'elle doit occuper. Les repères topographiques sont illusoires dans l'obscurité que rendent plus profonde les fulgurances des fusées éclairantes; on ne trouve pas les guides aux rendez-vous que des ordres minutieux prévoyaient; on erre comme dans un labyrinthe inextricable sans arriver au but où l'on est attendu; les heures fuient, les patrouilles lancées à la découverte ne reviennent pas; les difficultés s'amoncellent et le découragement effleure les plus confians. Puis, sous l'influence d'une fée bienfaisante, tout s'aplanit et tout s'arrange. Au point du jour chacun est en place; les camarades remplacés ont disparu, l'âme légère, et, comme disait l'autre, la séance continue. Il y a beaucoup de relèves meurtrières; on n'en citerait pas qui n'ont pu être effectuées à temps.

Dans les batailles de la guerre mondiale, les comparses les plus obscurs, même ceux que les combattans classent avec une ironie sans amertume sous la rubrique « embusqués du front, » doivent souvent faire preuve d'énergie et de courage. Brancar-

diers et conducteurs, notamment, qui sont en principe gens âgés et de caractère paisible, personnifient alors l'abnégation. Par leurs actes ils s'égalent aux plus vaillans, et les troupes d'attaque ont dû maintes fois leurs succès à ces modestes collaborateurs.

D'avance, en effet, le soldat qui va se lancer dans la mêlée accepte d'y périr ou d'y recevoir de graves blessures; mais il ne lui est pas indifférent de savoir qu'il sera secouru. Les cadavres étendus, les blessés qui agonisent pendant des heures ou des jours sur le terrain de la lutte ne sont pas un spectacle réconfortant. C'est alors que les médecins de troupe et leurs auxiliaires interviennent et qu'ils se révèlent dignes d'admiration et de respect. J'en ai vu que le sentiment de l'honneur professionnel poussait aux pires témérités. Ils allaient en rampant chercher les blessés qui gisaient devant les réseaux ennnemis; ils ramassaient même les morts pour leur donner une sépulture décente. L'acharnement de la bataille est devenu tel qu'ils peuvent rarement opérer au grand jour, malgré leurs insignes et leurs allures de non-combattans. La nuit même ne leur accorde qu'une faible protection : dénoncés par les fusées éclairantes que lance à jets continus l'adversaire aux aguets, leur funèbre besogne les fait traiter comme des patrouilles hostiles. En arrière des lignes, leurs allées et venues sont considérées comme des mouvemens suspects et provoquent des pluies de projectiles variés. Les victimes sont nombreuses, les postes de secours sont éloignés, la tâche des sauveteurs est pénible et longue; il faut porter les brancards avec douceur, s'arrêter souvent pour attendre du renfort ou calmer les souffrances. Plusieurs journées, plusieurs nuits s'écouleront avant que les infirmiers, les brancardiers aient mis tous les blessés à l'abri. Les yeux lourds de sommeil, les muscles endoloris, ils circuleront sans repos, et nul ne songe alors à leur reprocher la quiétude relative où ils ont vécu pendant les semaines ou les mois qui ont précédé la bataille. Parfois un obus massacre les porteurs et respecte leur pantelant fardeau; souvent une balle couche près d'un blessé celui qui s'apprêtait à le secourir; et les pertes du service sanitaire égalent celles des troupes les plus éprouvées. Mais quel stimulant à l'esprit offensif d'un régiment donne la foi dans le zèle et le courage des « toubibs » et de leur personnel! De savoir qu'on sera, quoi qu'il arrive,

ramassé par des mains amies, absous par le prêtre-soldat de la compagnie ou du bataillon, que les êtres aimés connaîtront l'endroit où ils pourront venir s'agenouiller après la guerre, quel combattant n'a senti au moment suprême s'affermir sa volonté d'aller jusqu'au bout?

Plus utile encore dans le développement de la bataille est l'intervention des agens de transport, conducteurs souvent jalousés et raillés des voitures régimentaires et même des autos-camions. Sans doute, ils échappent eux aussi aux dangers quotidiens des longues périodes d'accalmie, et ce n'est pas eux que les peintres de mœurs militaires à la recherche de types de « poilus » bien pittoresques prennent pour modèles. Pourtant ils ont quelque mérite à faire en temps de crise leur obscure besogne de ravitailleurs. Ils entretiennent les offensives, ils rendent possibles les longues résistances, par les vivres, les munitions, le personnel, le matériel qu'ils apportent; des milliers de blessés leur doivent la vie pour la rapidité avec laquelle ils les éloignèrent du théâtre de la lutte. Quelque violens que soient le bombardement et la fusillade, quelque sombre et mauvaise que soit la nuit, les théories de véhicules s'allongent et se suivent sur les routes défoncées, sur les pistes balayées par le vent meurtrier des projectiles. On voit alors se transformer le conducteur égoïste et paresseux qui grognait en quittant chaque soir sa paisible grange du cantonnement où la sécurité est presque absolue, qui ne connaissait que sa voiture et ses chevaux et qui laissait volontiers se tirer d'affaire à sa guise un confrère dans l'embarras, qui savourait sa quiétude en mangeant chaud et buvant frais et qui dédaignait les railleries en songeant que le camarade voudrait bien être à sa place au lieu de monter la garde ou de se battre dans les tranchées. Le charretier indolent et madré se révèle énergique et diligent. « Ils ne doivent manquer de rien là-bas » est le principe indiscuté qui pendant la bataille inspire les pensées et les actes de ces braves gens. Vétérans de la réserve et territoriaux des régimens actifs, chefs de famille presque tous, ils ne connaissent pas d'obstacles. L'ennemi a beau tirer sur les ravitaillemens que lui dénoncent entre deux accalmies le grincement des roues, le pas lourd des attelages, le ronflement des moteurs; il peut démolir des voitures, tuer ou blesser hommes et chevaux : les vivres arriveront aux cuisines, les obus aux canons; le maté-

riel et les engins de toutes sortes s'entasseront le plus près possible de la ligne de feu, afin que torpilles, rondins, fils de fer et munitions endolorissent le moins possible les épaules fatiguées des corvées de combattans.

Ainsi, depuis décembre 1914, toutes les batailles livrées sur le front français sont du même type, ont évolué suivant des phases identiques, ont abouti aux mêmes résultats. Même dans celle de Verdun où nos adversaires espéraient obtenir la *décision*, les Allemands n'ont rien innové, sinon l'abondance des gros calibres d'artillerie. Après de longues périodes d'accalmie où l'on remplace le matériel et les approvisionnemens dépensés pendant la tentative précédente, une préparation brutale anéantit les premières lignes ; l'infanterie rassemblée devant la zone d'attaque réduit les résistances locales et progresse jusqu'à la deuxième position que la prévoyance du commandement a fait aménager de longue date pour limiter l'échec. Jusqu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, c'est-à-dire jusqu'à la date où s'est engagée la bataille de la Somme, ces deuxièmes positions étaient restées à peu près inviolables, aussi bien en Belgique, qu'en Artois, en Champagne et à Verdun. Faut-il croire que les batailles ultérieures ne donneront toujours qu'un gain illusoire de quelques kilomètres carrés de terrain où le vainqueur ramassera du butin de guerre et quelques milliers de prisonniers ? Faut-il croire que les combattans du front prophétisaient juste quand ils disaient déjà, pendant les chocs sur l'Yser : « Ils ne passeront pas, mais nous ne passerons pas ? » Peut-être, si nous étions aveugles et sourds aux leçons de l'Histoire comme à celle des faits actuels. Pendant la guerre de Sept-Ans, Frédéric II, souverain d'un petit royaume, réussit à vaincre une coalition d'États dont chacun était plus puissant que lui, en profitant de leurs lenteurs et de leurs rivalités d'intérêts. Les Alliés de 1814 n'abattirent Napoléon qu'après avoir décidé de marcher tous ensemble sur Paris sans se laisser arrêter par l'échec de l'une quelconque de leurs armées.

Il serait oiseux de disserter sur les événemens passés de la guerre mondiale. Nous ne trouverions pas la recette de la victoire dans les « si » de la critique enveloppés de regrets. Il est non moins malséant d'esquisser pour l'avenir un plan de campagne : l'observateur raisonnable doit laisser aux grands chefs

qui possèdent la confiance des armées et des gouvernans le soin de résoudre un problème aussi compliqué. Eux seuls savent si nos ennemis céderont pour éviter la ruine, et si le blocus de plus en plus resserré suffira pour les contraindre à demander la paix, ou si la supériorité de nos armes doit seule leur arracher l'aveu de leur défaite. D'ailleurs, depuis vingt-trois mois, les prévisions les plus sagaces ont été souvent démenties par les faits ; de ces contradictions déconcertantes, on peut conclure que « l'invisible chef d'orchestre » n'a pas dit son dernier mot. Il n'est pas douteux toutefois que les dirigeans de l'Entente n'aient puissamment hâté le verdict en coordonnant leurs préparatifs, comme nous le voyons, dans les diverses zones d'offensive qu'ils ont choisies, de façon que les Alliés frappent tous ensemble, tous en même temps et tous à plein cœur.

III

En bordure de la frontière provisoire que limitent les tranchées de première ligne, jusque sur les terrains bouleversés où la mort passe sans cesse en sifflant, une population d'autochtones et de réfugiés affairés, résignés et patiens, vit et travaille au fil de l'heure présente. Elle a vu passer et se fixer l'invasion. Les progrès et les reculs imposés ou subis l'ont réjouie ou consternée, selon les vicissitudes des luttes quotidiennes et des grandes batailles où chacun des adversaires semblait jouer son dernier coup de dés. Elle espère et elle attend. La paix la trouvera prête à relever les ruines, d'après les traditions de labeur et d'ordre qui faisaient des régions septentrionales de la France une enviable proie.

Les villages, les bourgs et les cités disséminés dans l'étroite zone où tombent les projectiles ont eu des fortunes bien diverses. Dans les secteurs que la géographie et les combinaisons militaires vouent aux batailles périodiques, partout enfin où le terrain a été disputé pied à pied, les bâtimens modestes, confortables ou luxueux sont transformés en tas de décombres par l'obus égalitaire. Ce qui a échappé au canon et à l'incendie est utilisé au gré de soldats inventifs et pratiques. Quand les habitans, aujourd'hui dispersés au loin,

reviendront dans leur petite patrie, ils trouveront dans les endroits les plus invraisemblables les épaves de leur mobilier. Au fond des postes téléphoniques, dans les abris de commandement et les galeries-cavernes, s'entassent les glaces, les objets de cuisine et de literie, les portraits de famille, les fauteuils Louis-Philippe et les commodes Dufayel. La théorie : « Nul bien sans maître, » appliquée avec soin, donne aux combattans, pendant les jours souterrains de leur incertaine existence, l'illusion du chez soi, tout en limitant les pertes des légitimes possesseurs. La destruction complète ne confère pas, en effet, aux ruines la paix de la mort. L'adversaire suppose toujours que les caves sont intactes et transformées en cantonnemens de repos; il croit que les pans de murs abritent les cuisiniers; il voit des observatoires dans les cheminées qui jaillissent comme des colonnes au-dessus des gravats ; il flaire, dans ces pignons décapités, dans ces vestiges de façades, dans ces monticules de pierres, de briques et de pisé, un écran pour les artilleurs, un point d'appui formidable pour les fantassins. Fusans et percutans s'abattent sur les ruines que fréquentent cependant les corvées régulières et les braves troupiers, en quête d'une bonne aubaine qui leur assurera un minimum de confort : le génie envoie si peu de matériaux !

La déchéance des jardins, des parcs, des bois, qui les embellissaient naguère, fait paraître plus farouche encore l'aspect de ces lieux dévastés. Les arbres dressent en moignons informes leurs troncs calcinés ; les feuilles ne verdiront plus sur les branches déchiquetées. Plus destructeurs que les cyclones, les obus ont coupé comme des allumettes les bouleaux centenaires, les peupliers gigantesques, les frênes robustes, les chênes majestueux. Mais, entre ces colosses décapités, les baliveaux grandissent, préservés par leur faiblesse ; ils sont les gages d'une richesse et d'une beauté que le temps reconstituera.

Le temps! Sous l'action lente, mais incessante des jours qui passent, les campagnes incultes ressemblent aux pampas des continens inexplorés. Les champs et les prés se confondent sous la neige de l'hiver, sous la végétation folle des belles saisons; l'herbe désagrège le macadam des routes, efface les chemins de culture et les sentiers ; les fossés, les rigoles se comblent, et les eaux de pluie s'étendent en marécages que les

drains éventrés par les pioches des combattans ne peuvent plus dessécher. Les machines et les engins agricoles, abandonnés par les industriels et les paysans dans la hâte de leur exode, se rouillent ou s'enlizent sans emploi. Peut-être l'administration, civile ou militaire, aurait-elle été prévoyante en faisant réunir en temps opportun à l'arrière tout cet outillage qu'il sera difficile et coûteux de remplacer quand la paix réveillera les champs et les ateliers. Les lièvres et les lapins, les cailles et les perdrix pullulent sur les jachères, joyeux de vivre dans une époque où les humains ne pensent plus qu'à se chasser entre eux. Pourtant leur quiétude n'est pas sans bornes. Parmi les soldats tapis dans les tranchées, des braconniers irréductibles veillent, à qui la volupté des visites aux collets bien placés fait oublier le danger des promenades furtives hors des boyaux.

Dans les secteurs réputés tranquilles, où la canonnade intermittente n'atteint jamais une grande intensité, la population a préféré les risques d'un obus hypothétique aux tristesses de l'exil. Seules, quelques maisons aux façades éventrées, aux toits défoncés, témoignent çà et là de l'insécurité ambiante. Ailleurs, c'est la topographie qui assure aux localités une inviolabilité relative. Les Allemands n'aiment guère gaspiller leurs munitions et, s'ils ne possèdent pas d'observatoires convenables, ils ne font pas volontiers sur les cantonnemens des tirs qu'ils seraient incapables de régler. Ainsi, dans la région du bois Le Prêtre, les villages étaient à peu près intacts et les habitans y vivaient sans trop d'alarmes à deux kilomètres environ de tranchées où l'on se battait jour et nuit avec fureur.

Quand ce n'est pas le profil du terrain ou les difficultés d'observation qui préservent les agglomérations rurales et urbaines, il faut attribuer la longanimité apparente de l'ennemi à de machiavéliques desseins. Nos combattans, dont l'esprit est sans cesse en éveil, ne sont jamais à court d'explications. D'après eux, les Allemands ménageraient des centres agricoles ou industriels dont il espèrent s'emparer tôt ou tard; ils respecteraient les localités où leurs nationaux ont conservé des intérêts d'actionnaires, de commanditaires ou d'associés, grâce à des artifices que les enquêtes les plus subtiles ne permettent pas toujours de découvrir. Mais le temps a fait justice de ces combinaisons d'avant-guerre. En réalité, l'ennemi ne bombarde pas

nos villages pour que nos artilleurs respectent ses cantonnemens dans les zones où il ne juge pas opportun de se montrer agressif. Il contraint donc au moins quelques familles françaises à séjourner dans les petites villes et les villages qu'il occupe à proximité de ses tranchées. Nous ne pouvons pas, sans nécessité pressante, tirer sur nos compatriotes pour troubler le repos d'adversaires qui ne manqueraient pas d'user de représailles. Ferions-nous évacuer les localités en arrière de notre front pour avoir la liberté de nos actes, que la situation ne serait pas modifiée. Des otages qu'il nous répugne de mettre à mal sans raison majeure habiteraient toujours les villages français derrière le front allemand. Aussi laisse-t-on jusqu'au dernier moment les indigènes profiter des avantages économiques et militaires qui résultent d'une entente tacite, rarement violée d'ailleurs par l'un ou l'autre parti.

Les pertes matérielles que l'invasion a fait éprouver aux autochtones comme aux réfugiés sont en effet quelque peu atténuées par les affaires de toutes sortes qui germent autour des troupes nombreuses. Chaque maison devient un petit bazar où, pendant les relèves entre deux séjours aux tranchées, les gradés et les soldats se procurent à des prix de guerre l'indispensable et le superflu. Outre la lingerie, la mercerie et la parfumerie de pacotille, la vente licite ou clandestine de liquides variés assure d'importans bénéfices aux habitans. Certains d'entre eux, actifs et débrouillards, réalisent assez vite de petites fortunes en devenant les fournisseurs bénévoles et diligens des ordinaires et des officiers d'approvisionnement. Ainsi le Sénat et la Chambre des Députés, quand ils votaient « les Cinq sous du poilu » ne se doutaient pas qu'ils aidaient au relèvement économique des malheureuses régions où se décidera le sort du pays. Les centimes multipliés chaque jour par les centaines de milliers d'hommes rassemblés sur le front français font des sommes considérables que se partagent, selon leur adresse, les « civils » de nos cantonnemens.

Faut-il les blâmer si, comme l'affirment quelques grincheux, ils exploitent les militaires en leur vendant très cher des colifichets et des denrées de mauvais aloi? Non, car ces pauvres gens, qui sont aussi des gens pauvres, méritent notre commisération. Autant que les combattans, ils ont l'obus errant sur leurs têtes et les lendemains douteux. Leurs manies, leurs préjugés, leurs

coutumes séculaires sont contrariés, désorganisés par les « consignes de la Place » et les ordres des majors de garnison. Les réfugiés ont tout quitté, souvent tout perdu. Les natifs sont contraints de nettoyer leurs cours, de renoncer au libre usage de leurs granges et de leurs caves, de faire diparaître les beaux tas de fumier dont ils s'enorgueillissaient, de s'enfermer quand la nuit tombe. Leurs actes, leurs gestes, leurs correspondances sont surveillés, épiés, contrôlés. Ils ne peuvent aller et venir sans laissez-passer; ils vivent dans une atmosphère de méfiance où la lettre anonyme sévit. Ils s'observent entre eux, et souvent dans chacun d'eux le militaire soupçonneux voit un traître ou un espion : « Les Boches se gardent bien de bombarder par ici; ce n'est pas naturel... » Et les imaginations galopent. Elles transforment des incidens futiles en preuves de connivences criminelles. Les éclipses fortuites d'une bougie derrière une fenêtre, la fusée ou le pétard lancés le soir par des enfans qui s'amusent, la flânerie sur la route ou dans les champs de trois personnes qui s'éloignent et se rapprochent au fil de la conversation comme les traits et les points de l'alphabet Morse, les ombrelles que les femmes balancent en se promenant, le linge mouillé qui sèche au soleil, les ailes des Eurekas ouvertes ou fermées, sont des signaux qui transmettent aux guetteurs ennemis les relèves imminentes, les projets éventés, les variations d'effectifs, les emplacemens de canons.

Certes, nos adversaires sont rusés et dépourvus de toute espèce de scrupule; ils sont capables de toutes les astuces; il ont sûrement mis à profit leur voyage d'aller et retour entre la Belgique et la Marne pour organiser ou compléter sur place leur service de renseignemens. Mais je ne pense pas qu'il en reste quoi que ce soit aujourd'hui. Les coïncidences regrettables dont nous sommes parfois victimes ont surtout pour cause, quand elles sont localisées, les bavardages imprudens de téléphonistes qui ne se méfieront jamais assez des appareils à induction. Quand elles se manifestent à propos d'événemens importans, ce n'est pas les téléphones des tranchées, ni les habitans de la zone des cantonnemens qu'il faut incriminer.

Sans doute les secrets militaires seraient mieux gardés dans une région déserte. Sans doute l'évacuation tardive des villes et des villages où pendant longtemps ont pu résider « les civils » devient un indice certain de projets que l'ennemi devrait ignorer

et qu'il devinera toujours trop tôt. Mais, outre les avantages matériels qu'assure la présence des habitans, elle exerce une salutaire influence sur le moral des troupes au repos. Que de regrets, pendant les accalmies parfois assez longues en Champagne pouilleuse, attisait le souvenir de la Woëvre et du bois Le Prêtre au vacarme infernal, mais à qui l'accueillante et plantureuse Lorraine donnait tant de charmes!

Certes la relève des tranchées ne ressemble pas à une partie de plaisir; mais chacun reprend contact dans les cantonnemens populeux avec l'existence à peu près normale des pays civilisés. Tous y détendent leur esprit : ils y voient d'autres humains que leurs compagnons habituels de misère et de bataille; ils y font laver leur linge et réparer leurs vêtemens. Presque tous, en souvenir de la mort qui les a frôlés, sentent s'aviver ou se réveiller leur foi religieuse, et la plupart s'accoutument à chercher dans l'assiduité aux offices du soir une garantie contre les risques prochains. Beaucoup, en échange d'un matelas ou d'une botte de paille supplémentaire, se rendent utiles; ils aident leurs hôtes dans les travaux agricoles ou remplacent les ouvriers absens chez les patrons que la guerre a désemparés.

Ainsi, proche du champ de bataille, l'agriculture ne manque plus de bras. Cette affirmation paradoxale ne sera pas contredite par tous ceux qui ont vu pendant ces temps troublés les terres bien cultivées donner d'abondantes récoltes. C'est en effet un spectacle peu banal que celui des cultivateurs poussant la charrue ou balançant la faux à quelques centaines de mètres des tranchées avancées. Mais ces oasis de jardins, de vergers et de champs rendent plus pénible le contraste des immensités incultes qui les entourent, déchiquetées par les tranchées et les boyaux, parsemées d'excavations où sommeillent des projectiles intacts dont le réveil accidentel, plus tard, sera terrible, hérissées de boursouflures qui dissimulent mal des tombes entr'ouvertes, jalonnées çà et là de petites croix sans nom.

A cette population flottante des villages du front s'ajoutent des colonies stables de militaires que leurs fonctions exemptent du séjour périodique dans les tranchées. Chaque localité possède sa petite garnison : territoriaux employés à l'établissement des positions successives et des voies ferrées; conducteurs et scribes des trains régimentaires et des compagnies hors-rang; états-majors des brigades et des divisions; escadrons divisionnaires et

compagnies du génie, artilleurs de la Lourde et personnel des ambulances. Tout ce monde vit comme en villégiature, papote, s'agite et travaille, gêne et enrichit les habitans. Les moindres réduits sont catalogués chambres, et la plus mauvaise paillasse isolée entre quatre murs est cédée au plus offrant et dernier enchérisseur. Ainsi, dans les localités urbaines et rurales, les « civils » sont en camp-volant, tout secoués par la fièvre de l'attente et du gain, et la vie communale n'est plus qu'à l'état de souvenir.

L'autorité militaire y pourvoit de son mieux, secondée par les débris des conseils municipaux. Elle réglemente la voirie, multiplie les abreuvoirs, les lavoirs et les fontaines ; elle répartit les caves qui sont les meilleurs abris contre les bombardemens, distribue des masques protecteurs contre les émissions de gaz, fournit des vivres, procure des travailleurs. Elle réagit contre le gaspillage en improvisant des garde-meubles où s'entassent les richesses des indigènes qui se sont expatriés. Mais la vigilance utilitaire des majors de garnison ne s'étend pas au delà des limites de la commune ou du cantonnement. J'ai rarement vu employer ou démonter et transporter hors de la zone des obus les outillages complets d'usines, les réserves de matières premières, les stocks de produits ouvrés que les industriels et les commerçans chassés par l'invasion laissaient à la garde de Dieu et de nos armées.

Ils retrouveront tout cela, comme les grands propriétaires terriens retrouveront leurs machines et leurs granges, comme les habitans pauvres ou non qui se sont éloignés des coups retrouveront leurs maisons et leurs mobiliers, si les fureurs des batailles prochaines ne ravagent pas celles des régions du front qui n'ont pas jusqu'à présent trop souffert de la guerre. Mais partout ailleurs il faudra du temps, des sommes immenses, un labeur acharné, le cordial accord de tous, pour rebâtir villes et villages, pour niveler les champs bouleversés, pour rendre sa fertilité à la terre brûlée par les obus percutans. Que de ressources ne trouvera-t-on pas, alors, dans les barrières édifiées par nos labeurs de fourmis, si l'État donne aux communes réorganisées les matériaux enfouis dans les positions de défense qui sillonnent leurs territoires !

L'ardeur ne manquera pas aux exilés d'aujourd'hui pour refaire leurs petites patries plus belles qu'autrefois. Ils ne sont

pas allés loin pour attendre la fin du cataclysme. Parfois on en voit qui reviennent explorer, sous les ruines, la cachette où ils avaient abrité leurs biens les plus précieux. Ils ne croyaient pas que leur absence durerait si longtemps. Entassés dans les bourgades ou les villes qui bordent la zone d'opérations, ils observent le va-et-vient des voitures d'ambulance, ils écoutent les bruits lointains des canonnades, ils contemplent les lueurs qui font à certains soirs flamboyer l'horizon comme les éclairs des orages lointains, ils épient sur les troupes qui passent les signes prometteurs d'espérance et de foi.

L'espérance et la foi, ils l'ont quand même, malgré la stabilité apparente du front, malgré les mois qui s'écoulent. Ils savent que notre tâche est rude, mais ils nous ont vus à l'œuvre, et ils nous ont ouvert un crédit illimité de confiance et de patience. Que les geignards de l'arrière, s'il y en a, fassent comme eux : les Alliés n'en abuseront pas. Dans la digue circulaire que nos ennemis cherchent à renverser ou à franchir, les vannes tôt ou tard s'ouvriront en même temps, qui donneront passage à notre irrésistible reflux.

PIERRE KHORAT.

CHEZ NOS AMIS DE L'AUTRE FRANCE

On sait avec quel loyalisme le Canada, dès le début de la guerre, a répondu à l'appel de l'Angleterre. Aucun sacrifice ne lui a coûté, ni en hommes, ni en argent, pour soutenir la cause des Alliés qui est la sienne.

J'ai eu l'occasion de visiter Ottawa, Montréal et Québec, alors que les soldats du Dominion combattaient déjà en Artois ou dans les Flandres à côté des nôtres. J'avais été invité par la *Fédération de l'Alliance Française* à donner des conférences aux États-Unis et au Canada. Mon voyage a été rapide, et les impressions que j'en ai rapportées sont sans doute bien incomplètes. Du moins sont-elles vives et profondes. En y joignant de nombreux témoignages qui me sont venus de là-bas depuis mon retour en France, peut-être me sera-t-il possible d'esquisser la physionomie du Canada pendant la guerre, et de rendre à nos frères d'armes, — j'allais dire à nos frères tout court, — l'hommage auquel ils ont droit.

I

Quand je suis parti de New-York pour Ottawa, j'étais depuis plusieurs semaines aux États-Unis. J'y avais trouvé un inoubliable accueil. Les groupes de la *Fédération* sont dès longtemps acquis à notre cause, et partout où j'avais passé j'avais vu se manifester une si chaude, si vibrante sympathie pour la France, qu'en plus d'une occasion j'en avais été véritablement ému. Je ne crois pas avoir pénétré dans une maison sans y voir en bonne place le portrait du général Joffre. Il ne faut pas se lasser de répéter qu'aux États-Unis non seulement toute l'élite intellectuelle, mais beaucoup d'humbles et pauvres gens sont

avec nous, travaillent pour nous. C'est un fait, et j'en pourrais fournir mainte preuve. Qu'il me suffise de renvoyer les sceptiques, ceux qu'a pu d'abord déconcerter l'attitude du président Wilson, à la brochure du grand romancier, Owen Wister, récemment traduite sous ce titre : *La Pentecôte du malheur*. Ils y verront, non sans émotion, ce que pensent les vrais Américains, et je dirais même ce que souffrent les plus nobles d'entre eux.

Faut-il l'avouer pourtant? J'avais le cœur un peu serré. J'entendais dignement parler de la France, j'entendais glorifier ses soldats, je voyais de jolies mains fines tricoter pour eux des passe-montagnes et des chandails; mais enfin personne en parlant d'eux ne disait : « nos soldats; » en parlant de ceux qui ont péri, personne ne disait : « nos morts. » Autour de moi la vie normale suivait son cours, vie de plaisirs pour les uns, vie d'affaires pour les autres. La langue, les usages, la structure des édifices, tout me rappelait que j'étais à l'étranger; et cela est dur en de pareils jours.

Le chemin de fer qui va de New-York à Ottawa, remonte la rive gauche de l'Hudson. C'était l'hiver, une fin d'après-midi humide et grise. Les « gratte-ciel » disparurent derrière moi; sur la rive opposée surgit la longue rangée de roches basaltiques, bizarrement découpées en colonnes, qui plonge à pic dans le fleuve; dans la brume du soir, des vols d'oies sauvages tournoyèrent au ras de l'eau : la nuit vint. De temps à autre, le train traversait une ville, plus violemment illuminée que ne l'est Paris un soir de 14 juillet, et j'étais soudain aveuglé par des flots de lumière électrique, par le flamboiement de mille réclames rouges, vertes ou bleues. Puis le nègre du Pullman fit son entrée, avec son éternelle veste blanche et son éternel sourire, prépara ma couchette, tira les rideaux...

Quelle surprise au réveil, ou plutôt quel émerveillement!

Nous avons franchi la frontière, nous sommes au Canada, et sous un ciel bleu, sous un clair soleil, se déploie le radieux hiver. La neige, la neige à perte de vue; une vision de féerie! Aux fils télégraphiques, aux branches des sapins poudrés à frimas pendent d'étincelantes baguettes de glace. Je ne distingue ni plaines, ni collines, ni barrières, ni cours d'eau : partout l'immense tapis resplendissant, partout la même blancheur immaculée.

J'ai contemplé depuis, du sommet qui domine Montréal et surtout à Québec du haut de la terrasse, des panoramas plus grandioses encore; ils ne m'ont pas fait oublier ce premier réveil au milieu des immensités blanches.

Et quelle joie m'attendait à Ottawa!

A peine descendu de wagon, je me vois accueilli par des membres de la Fédération : M. de Celles, M. Brodeur, M. Lemaire, le docteur Ami. Les noms sont français, et françaises les voix, et, sous l'épais bonnet de laine ou d'astrakan, si françaises les figures! Ils me tendent un journal rédigé en français : « Le communiqué est bon, » observe l'un. — « Nous avons fait des prisonniers, » ajoute un autre. *Nous!* Il y a longtemps que je n'avais entendu dire : *nous*.

— Mais oui, me disent-ils, nous sommes les fils des Bretons, des Normands ou des Poitevins qui ont jadis colonisé le Canada; nous appelons la France : « le vieux pays, » et le vieux pays nous est très cher, — ce qui ne nous empêche pas d'être les loyaux sujets du roi d'Angleterre.

Et ils me content leurs angoisses d'août 1914, après Charleroi :

— Savoir les Allemands à quelques heures de Paris! Nous étions fous de douleur et de colère. Mais ne croyez pas que nous ayons douté de la France. Pendant la bataille de la Marne, un journal de Montréal ayant publié un bulletin pessimiste, des ouvriers se rassemblèrent devant ses bureaux et menacèrent le gérant de lui faire un mauvais parti. Ensuite, quand on eut la certitude de la victoire, ce fut de l'ivresse. On criait : « Vive la France! » On chantait la *Marseillaise*.

J'avais choisi pour sujet de ma première conférence : *Mœurs de la vieille France*. Cela me conduisait naturellement à comparer le présent au passé. Ah! les braves gens! Dès la première allusion aux événemens actuels, ils étaient debout, frémissans, applaudissant, et jamais applaudissemens ne me furent si doux, car ils n'étaient point pour moi, mais pour cette France meurtrie et glorieuse dont j'évoquais l'image et dont, pour un instant, j'étais auprès d'eux l'interprète. Comme ils m'entouraient lorsque j'ai quitté l'estrade! Ils me serraient les mains; celui-ci avait un frère à l'armée, celle-là un fils; d'autres me montraient leur vêtement de deuil... L'illustre chef des libéraux, qui fut naguère et pendant quinze ans premier ministre,

sir Wilfrid Laurier, était là, droit et fier sous sa couronne de cheveux blancs. Je revois ce large front, ces yeux vifs, ces lèvres fines.

La même scène, à peu de chose près, s'est renouvelée pour moi à Montréal et à Québec. De nouveau, je me suis senti chez des compatriotes.

Il n'y a rien de plus étrange ni de plus touchant que cette obstinée survie de la race au Canada. En vain, il a cessé depuis un siècle et demi d'être à nous : la France n'y est pas seulement aimée, elle y est vivante. Et le plus singulier est que cette France qui vit là est, à beaucoup d'égards, la France d'autrefois. On dirait qu'elle s'y est conservée par une sorte de miracle. Les Canadiens de souche française sont, en somme, des Français de l'ancien régime. Ils en ont le bon sens malicieux, la foi monarchique et la foi religieuse; ils en ont le vocabulaire et la prononciation. Que dis-je? l'empreinte est visible jusque dans leur être physique. Plus d'une fois, dans les rues de Québec, j'ai cru voir passer la France du XVIIIe siècle. En apercevant ces visages ouverts, hardis et gais, la plupart entièrement rasés selon une mode qui fut d'abord française, je reconnaissais d'anciens portraits ; un peu de poudre sur les cheveux, et l'illusion eût été complète. Je disais à M. Turgeon, président du Conseil législatif : « Vous avez l'air du colonel de Royal-Infanterie, » — et M. Laurier me faisait penser à Rivarol, un Rivarol qui, au lieu de mourir à quarante-huit ans, eût vécu tête haute jusqu'à soixante-quinze.

Il y a évidemment pour nous quelque mélancolie à parcourir le beau domaine que nous avons jadis négligé de défendre. La devise inscrite au blason de Montréal : « Je me souviens, » nous semble une plainte lointaine et un tendre reproche. Mais plutôt que de nous attarder à de vains regrets, ne devons-nous pas être fiers d'un souvenir qui nous demeure si fidèle, et louer l'Angleterre de n'en avoir jamais pris ombrage? Quand bien même la grande nation, qui fut longtemps notre rivale, ne serait pas devenue notre amie et notre alliée, il faudrait admirer son incomparable libéralisme et la sagesse de ses méthodes administratives. Il faudrait l'admirer, parce qu'elle a toujours et partout respecté les droits de l'âme humaine; parce qu'en s'établissant sur les bords du Saint-Laurent elle a permis aux premiers possesseurs de conserver leurs

coutumes juridiques, leur religion et leur langue; parce qu'elle concède à leurs fils tous les avantages dont jouissent ses propres fils; parce qu'au Parlement fédéral d'Ottawa, comme au Parlement régional de Québec ils peuvent à leur guise discourir en français ou en anglais; parce qu'ils peuvent remplir les plus hautes fonctions, voire, et ç'a été le cas de M. Laurier, celles de premier ministre.

Et sa récompense est dans le loyalisme dont en aucun temps ils ne se sont départis, dont ils lui donnent aujourd'hui une nouvelle et si éclatante preuve.

II

Je n'ignore pas qu'au Canada la situation politique était naguère assez troublée. Aux ordinaires querelles des libéraux et des conservateurs s'ajoutaient les revendications d'un nouveau parti, celui des nationalistes. Par cela même que l'Angleterre a généreusement accordé au pays une autonomie presque complète et le laisse s'administrer à peu près tout seul, entre les deux élémens dont la population se compose et qui sont inégalement répartis dans les différentes provinces, des rivalités et des heurts étaient inévitables. Dans la province d'Ontario, et dans celle du Manitoba, la minorité française et catholique se plaignait d'être tyrannisée par la majorité anglaise et protestante. Je le sais, et pourquoi ne pas le dire, si l'union qui s'est faite dès qu'a éclaté la guerre, et qui là aussi s'appelle « l'union sacrée, » n'en doit paraître que plus admirable?

A peine l'Angleterre était-elle entrée en lice, que les conservateurs qui sont au pouvoir et les libéraux qui représentent l'opposition ont été d'accord pour lui envoyer des soldats. M. Laurier a tenu le même langage que M. Borden; le prêtre et le clergyman ont fait entendre du haut de la chaire le même appel aux armes; et, s'adressant aux étudians de l'Université Laval, à Québec, Mgr Bruchesi s'écriait : « Nous avons envers la couronne d'Angleterre des obligations saintes, et c'est un devoir pour chacun de nous de seconder les Anglais dans leur héroïque défense de la liberté. S'ils étaient vaincus, les Allemands régneraient sur les bords du Saint-Laurent. Écoutez-moi bien, Canadiens-Français : je ne veux pas, quant à moi, devenir Allemand! »

Et qu'allaient faire ces « nationalistes, » qui portent tout aussi fièrement que les autres leur titre de citoyens anglais, mais dont la doctrine est qu'en dehors de leur territoire les Canadiens n'ont aucun devoir envers l'Empire? L'un d'eux s'est chargé de la réponse. On vient de m'envoyer le texte d'un discours prononcé à Montréal par M. Olivar Asselin, et qui porte en titre : *Pourquoi je m'enrôle.* Je ne connaissais pas M. Asselin, n'ayant pas eu l'heureuse fortune de me rencontrer avec lui quand j'ai passé à Montréal ; je le tiens désormais pour un orateur de premier ordre. En lisant ce discours si magistralement ordonné, d'une éloquence si vigoureuse, si nerveuse, si passionnée, j'ai cru par instans réentendre Brunetière. Je ne m'arrête pas aux premières pages, quoique je les aie lues avec l'intérêt le plus vif. C'est un peu un examen de conscience et un drame de conscience. M. Asselin nous peint ses premières hésitations, les résistances qu'il a eu à vaincre chez les chefs de son parti et en lui-même, l'intime débat entre ses idées et ses instincts, entre ses plus légitimes rancunes et les exigences soudaines de son cœur : j'entrevois là des souffrances dans le détail desquelles je ne veux pas entrer, malgré ce qu'elles ont de poignant. Il me suffit d'en arriver à sa conclusion, et cette conclusion est qu'il s'enrôle.

Je m'enrôle, déclare-t-il, parce que « les institutions britanniques valent la peine qu'on se batte pour elles, » parce que je chéris et vénère « les principes de liberté collective et individuelle qui sont à la base de la Constitution anglaise, » parce que moi, Canadien-Français, si j'étais persécuté dans ma province, c'est vers l'Angleterre que je me tournerais pour demander justice. — Je m'enrôle, parce que la Belgique ensanglantée agonise, et que devant certains crimes aucun homme n'a le droit de rester impassible. — Je m'enrôle, « parce que le monde ne peut pas se passer de la France, » — et ici il faut citer textuellement ses paroles :

« D'autres nations, comme l'Angleterre, peuvent vanter aussi justement leur attachement à la liberté. D'autres, comme l'Italie, peuvent trouver dans un passé magnifique et dans une renaissance politique sans pareille, le motif des plus hautes ambitions, des plus enthousiastes espérances. D'autres, par les réserves de vie neuve et fraîche que nous savons qu'elles nous cèlent, provoquent en nous une attention sympathique, mêlée

il est vrai de quelque inquiétude; et c'est la Russie. D'autres enfin ont donné, jusque dans les œuvres de mort, des preuves, hélas! irrécusables, de leur esprit méthodique et organisateur; et celles-là, inutile de prononcer leur nom, il s'est tout de suite vomi sur vos lèvres. Mais ce qui fait de la France une nation unique dans l'histoire, — supérieure à la Grèce par le sérieux et à Rome par le sens de la justice, — c'est son culte inlassable et profond des idées. Tant que par spiritualisme il faudra entendre la subordination de la matière à l'esprit, non la poursuite d'un but spirituel par les voies les plus misérables de la matière, la France sera la plus grande puissance spirituelle des temps présens. Nous allons nous battre pour la France comme nos pères allaient se battre pour le Pape en 1869 : parce que, dans un âge où l'accroissement subit de la richesse économique a partout fait crever comme autant d'abcès la cupidité, l'égoïsme, l'envie et la haine, la France, victorieuse après l'épreuve qu'elle traverse en ce moment, — ne disons pas : la France régénérée, — la France recueillie, la France grave, sans peur et sans haine, abaissant son glaive et laissant déborder de son sein fécond sur le monde « le lait des humaines tendresses, » sera plus que jamais nécessaire à l'humanité. »

Voilà pourquoi M. Asselin s'est offert à lever un régiment, et pourquoi il est à présent « major dans les troupes du Roi. » Si les Canadiens-Français, également incapables d'oublier le « vieux pays » et de renier leur seconde patrie, ont pu éprouver parfois quelque difficulté à concilier ces deux cultes, c'est un malaise qu'ils ne connaissent plus aujourd'hui qu'en servant l'Angleterre ils défendent la France. Et la vérité est qu'au Canada les questions de races ou d'opinions ont cessé d'exister. Les élections qui devaient avoir lieu dans le courant de l'automne prochain, auraient pu réveiller les passions : elles ont été d'une seule voix renvoyées à l'année suivante. De l'Atlantique au Pacifique et du lac Erié à la baie d'Hudson, tout un peuple est uni dans le même effort.

III

Ce peuple de commerçans, d'industriels et d'agriculteurs était bien le moins militaire de tous les peuples. Point d'autre armée que l'inoffensive milice, et cinq ou six mille vétérans

qui avaient servi dans l'armée anglaise pendant la campagne du Transvaal. Tout était à créer, à organiser. Ce qui a été fait, dès le début de la guerre, tient du prodige.

Le Parlement était en vacances; le premier ministre, M. Borden, voyageait dans l'Ouest. Il revint en hâte à Ottawa, rassembla les membres du Cabinet, convoqua la Chambre des Communes et le Sénat, et proposa la formation d'un corps expéditionnaire : la proposition fut votée à l'unanimité des voix. Il demandait 20 000 volontaires, il s'en présenta près du double. Et pour les recevoir, le ministre de la milice, M. Hughes, réalisa en quinze jours ce tour de force d'établir à Valcartier, non loin de Québec, un camp non seulement gigantesque, mais confortable, à la manière anglaise, avec conduites d'eau, éclairage électrique, appareils de désinfection, bains, douches, cuisines bien outillées et bien pourvues, etc. (1).

Pendant ce temps, les ateliers de Montréal tissaient des kilomètres de drap khaki, et d'innombrables tailleurs confectionnaient les uniformes.

En un clin d'œil, sous le commandement du lieutenant-général Alderson, la 1re division, — infanterie, cavalerie, artillerie lourde et légère, service de santé, train des équipages, — se trouva constituée. Le gouverneur, Son Altesse royale le duc de Connaught, put venir dès le mois de septembre la passer en revue. Le 3 octobre, elle s'embarquait avec armes et bagages. Toute une flotte de transports avait été rassemblée dans le Saint-Laurent; ils descendirent le fleuve et s'acheminèrent vers Plymouth. Six croiseurs de Sa Majesté leur faisaient escorte, le *Charybdis*, le *Diana* et l'*Éclipse* en tête, le *Glory* et le *Suffolk* sur les flancs, à l'arrière le *Talbot*. L'Union jack claquait au vent. Jamais l'Océan n'avait vu passer pareille Armada.

Il n'avait fallu que deux mois pour réunir et expédier 35 000 hommes.

Actuellement, il y en a 290 000 sous les drapeaux, et il y en aura bientôt 500 000; les crédits nécessaires ont été votés le 8 janvier dernier.

Or, il faut bien remarquer que, d'après le recensement de 1911, le Dominion ne compte que 7 200 000 habitans. Il faut remarquer en outre que la conscription y est et très certaine-

(1) Voyez le petit livre si documenté et si vivant de M. Max Aitken : *Canada in Flanders*, 1916.

ment y restera chose inconnue. Elle est inutile. Ces milliers de soldats viennent d'eux-mêmes s'offrir. Il en vient de jeunes et de vieux, il en vient de la plaine et de la montagne, de la Nouvelle-Écosse et du Yukon, de la Colombie anglaise et du Labrador, il en vient de la boutique et du bureau, de la pêcherie et de la ferme, de la scierie et du moulin. Durant le mois de décembre 1915, il en venait encore en moyenne mille par jour.

Tout concourt à exalter en eux le sentiment du devoir. Dans certaines villes de l'Ouest ceux qui ne s'enrôlent pas sont montrés au doigt. Les associations féminines, non moins nombreuses et non moins actives qu'en Angleterre, ont leurs missionnaires qui vont de porte en porte prêcher la guerre sainte et battre le rappel. Comme en Angleterre, comme en France, les femmes donnent l'exemple du sacrifice. L'une d'elles avait un fils de dix-huit ans, dont le recrutement n'avait pas voulu, en raison de sa petite taille; loin de s'en réjouir, elle alla trouver le commandant et lui dit : « Pourquoi ce refus, pourquoi une si stricte observation des règlemens quand nous avons besoin de toutes les bonnes volontés ? Je connais douze jeunes gens de la même taille que mon fils : prenez-le, et je vous amène les autres. » Tous furent pris. — Une jeune fille n'accepterait plus le bras d'un jeune homme en habit noir ou en smoking. Seul, le khaki est en honneur. Il est porté même à la Chambre des Communes par des députés qui ont signé leur engagement et qui attendent leur affectation. Il y eut l'été dernier grande fête à l'Université Mac-Gill, à Montréal. Le duc de Connaught avait annoncé sa visite. Il inspecta l'hôpital installé dans les bâtimens du collège, et distribua des diplômes à une trentaine d'étudians en médecine qui allaient partir pour les hôpitaux du front. Il avait eu la courtoisie, en venant dans une Université, d'endosser la robe académique ; mais sous cette robe, que l'usage anglais est de ne pas boutonner, le duc, beaucoup d'étudians et plusieurs professeurs laissaient voir la tenue khaki.

J'ai sous les yeux deux grandes affiches, les mêmes qui tapissent tous les murs, en ce moment, dans la province de Québec.

L'une représente un soldat canadien, le bras droit levé, agitant sa casquette, et le bras gauche appuyé sur l'épaule d'un de nos fantassins en capote bleue et pantalon rouge ; derrière eux s'entrevoit, lointain défilé d'ombres chinoises, un régiment en marche. Tout en haut, en gros caractères rouges, cette

inscription : *Canadiens-Français, enrôlez-vous.* Sur le côté, à droite, en caractères noirs : *L'Angleterre, rempart de nos libertés, est menacée : resterons-nous indifférens? Préférerons-nous le caporalisme prussien au régime qui nous a conservé notre foi, notre langue, nos institutions et nos lois? Le cœur de la France saigne ; la voix du sang parle.* En bas, en lettres géantes : *N'oubliez pas, Canadiens-Français, que vous êtes les descendans des compagnons de Dollard, des soldats de Montcalm et de Lévis, les fils des vainqueurs de Chateauguay, les frères des héros de Saint-Julien et de Festubert.*

L'autre affiche porte deux drapeaux, celui de l'Angleterre et le notre, croisant leurs hampes, et plus bas :

Le Canada fait appel au patriotisme de ses fils.
Recrues demandées pour service d'outre-mer.

Solde du soldat.	$	33	par mois.
Allocation payée par le gouvernement à son épouse ou à sa mère veuve.	$	20	—
Contribution payée actuellement par le Fonds patriotique canadien aux familles de trois enfans :			
A l'épouse ou à la mère veuve.	$	10	—
A l'enfant de 10 à 15 ans.	$	7,50	—
A l'enfant de 5 à 9 ans.	$	4,50	—
A l'enfant au-dessous de 5 ans.	$	3	—
Total.	$	78,00	—

Une famille de cinq enfans retire un total de $ 83 par mois.

Pension : En cas de mort, l'épouse du soldat recevra une pension mensuelle de $ 22, et de $ 5 par mois pour chaque enfant au-dessous de 18 ans. La mère veuve dont le soldat était le seul soutien est considérée comme l'épouse et retire la même pension.

Ces sommes sont comptées en dollars. Multiplions par 5 pour les convertir en francs, et nous en mesurerons l'importance : 165 francs par mois pour un soldat, 150 pour sa femme ou sa mère veuve, 415 pour sa famille, s'il y a cinq enfans. Quant aux officiers, la solde d'un capitaine égale ou surpasse celle de nos généraux.

C'est beaucoup? C'est probablement moins que ne gagnait hier ce capitaine, ingénieur ou professeur, chef d'industrie ou directeur d'exploitation agricole, moins que ne gagnait ce soldat, ouvrier à Toronto ou garçon de ferme aux entours de

Winnipeg. S'ils ont abandonné un pays riche et un pacifique emploi pour s'en aller par delà les mers affronter la mort dans la boue sanglante des tranchées, si une famille, celle de M. Boucher, issue des premiers fondateurs de Trois-Rivières, a vu successivement partir sept de ses fils, croirons-nous qu'ils ont agi par un calcul d'intérêt? Aux actions généreuses chercherons-nous de misérables motifs? Allons donc! Le sentiment qui les entraîne est celui qui enflamme autour d'eux toutes les âmes, sentiment fait d'enthousiasme et d'indignation, ivresse de combattre pour une cause juste, pour tout ce qui fait la vie digne d'être vécue, impérieux désir de venger les victimes et de châtier les bourreaux. Ainsi qu'en Angleterre, à chaque nouveau crime de l'Allemagne le nombre des enrôlemens s'est accru, et en particulier après l'assassinat de miss Cavell. Lorsqu'on en connut toutes les circonstances, on frissonna d'horreur. On ne se contenta pas de célébrer des services funèbres. Des habitans de la Nouvelle-Écosse envoyèrent à M. Hughes un chèque de 35 000 francs destiné à l'achat de mitrailleuses, avec cette mention : « Pour venger miss Cavell » *(to avenge miss Cavell)*. Depuis l'invasion de la Belgique, plusieurs villes avaient une « avenue de Liége » ou une « avenue de Louvain. » Cette fois, la ville d'Hamilton proposa de lever un régiment qui porterait le nom de la douce et sainte fille : *Cavell Battalion*.

C'est cette exaltation des esprits qui a permis au gouvernement de suffire à sa tâche, et de faire face à des dépenses qui se chiffraient par milliards. Il a établi des impôts nouveaux, des taxes sur les bénéfices de guerre, et pas une protestation ne s'est élevée. Il a dû recourir à trois emprunts, et toujours il a obtenu plus qu'il ne demandait. Lors du premier emprunt qui devait être de 250 millions, il en a recueilli 500. Il lui est devenu possible, non seulement de payer la solde et les allocations promises, non seulement de pourvoir à tous les besoins de l'armée, mais encore de songer à nous. Il a donné 500 000 fr. pour l'hôpital de Dinard. Il a fondé à Saint-Cloud un hôpital de 1 500 lits qui est ouvert depuis le mois de mars, et dont il a pris à son compte tous les frais. Il est vrai que l'Université Laval l'a aidé à en recruter le personnel médical. Tout le monde l'aide. Personne ne se désintéresse de la grande lutte et ne veut rester les bras croisés. *Fonds patriotique canadien, Canadian War Contingent Association, France-Amérique, Union*

nationale française, *Comité franco-belge*, *Fonds du secours serbe*, *Croix rouge*, sous un nom ou sous un autre les œuvres se multiplient. Les unes se chargent de secourir les familles des combattans et les autres celles des réfugiés, celle-ci envoie de l'argent et celle-là des dons en nature ; toutes tendent au même but, qui est de remédier aux maux de la guerre, et toutes rivalisent de zèle. Quinze millions ont été versés pour le ravitaillement de la Belgique et de nos départemens envahis. Les hommes organisent des souscriptions, les écoliers font des collectes, les femmes fondent des ouvroirs. L'on pense à tous ceux qui souffrent, aux blessés, aux vieillards, aux enfans ; il y a une *Œuvre des bébés belges* et une *Œuvre des bébés français*.

Et, bien entendu, il y a aussi un *Comité des marraines*. M. Brieux s'en revenait d'Amérique à l'époque où j'y suis allé ; il y avait lu çà et là, et lu comme il sait lire, sa *Lettre à celui qui ne reçoit pas de lettres*, et au Canada comme aux États-Unis cette page exquise, d'une si profonde et si mélancolique tendresse, était dans toutes les mémoires. « Celui qui ne recevait pas de lettres » en reçoit à présent du Canada presque autant que de France et d'Angleterre ; d'aucuns prétendent même qu'il en reçoit trop ! Un soldat du *Royal Higlanders of Canada* ayant fait annoncer dans les journaux de son pays qu'il souhaitait d'avoir des lettres, le pauvre garçon se vit en un rien de temps accablé sous le nombre.

Qu'on ajoute à ce tableau le travail intense des usines qui produisent le matériel de guerre, plus de cent mille ouvriers occupés dans les fabriques de munitions, des commandes pour près de trois milliards, une activité qui ne s'interrompt ni le jour ni la nuit dans toutes les gares et dans tous les ports : on saura ce que les Canadiens font chez eux pour seconder ceux qui sont au front.

IV

Débarqués à Plymouth, les premiers volontaires étaient allés camper dans la plaine de Salisbury, où leur fut donnée l'instruction militaire qui manquait à la plupart d'entre eux. En février 1915, ils furent transportés à Saint-Nazaire, et acheminés de là vers la frontière belge. En mars, la bataille de Neuve-Chapelle ne fut pour eux qu'un combat d'artillerie. Mais

bientôt on les envoya au Nord d'Ypres, dans un secteur tenu jusqu'alors — et avec quel inlassable héroïsme! — par nos soldats. Ils avaient les Anglais à leur droite, vers Zonnebeke; à leur gauche, entre Poelcappelle et Langhemarcq et jusque vers Steenstraate, des troupes françaises. Ils y étaient encore le 22 avril, quand se produisit l'attaque infâme, la première attaque avec gaz asphyxians (1).

Il faisait très beau temps, grand soleil, fraîche brise du Nord-Est. Tout à coup, dans la direction de Langhemarcq et Steenstraate, le nuage de lourdes vapeurs jaunes s'avança, roulant ses volutes, et les Allemands se ruèrent à sa suite dans les tranchées françaises dont ils n'avaient pas vaincu, mais empoisonné, assassiné les défenseurs. Ils parvinrent jusqu'au canal de l'Yser. La brèche était ouverte, et la gauche canadienne composée de la troisième brigade se trouvait sans appui, en grand danger d'être tournée. Elle se rabattit en toute hâte, formant avec le reste de la ligne un angle droit dont la pointe était orientée vers Poelcappelle et dont les deux côtés couvraient Saint-Julien. Malgré le bombardement et malgré les vapeurs asphyxiantes dont l'effet se faisait sentir jusque là, quoique moins fortement, la difficile manœuvre s'accomplit sans désordre. Il fallut toutefois abandonner quatre canons dans un petit bois à l'Ouest de Saint-Julien. Les Canadiens se battaient dans la proportion de 1 contre 5. Le soir, ils contre-attaquèrent, rentrèrent dans le petit bois, parvinrent jusqu'aux canons abandonnés que l'ennemi n'avait pu emmener et qu'il n'eut que la ressource de faire sauter. Pendant deux jours et deux nuits, la lutte se poursuivit, âpre, acharnée, furieuse.

Il semblait impossible qu'ils ne fussent pas débordés; il y eut un moment où une de leurs batteries tirait dans un sens avec deux de ses pièces et dans le sens opposé avec les deux autres. Ils résistèrent obstinément, magnifiquement. Presque tous leurs officiers étaient hors de combat. Un bataillon ayant paru se troubler un peu sous les rafales, le lieutenant-colonel Burchill s'en vint, sa petite canne à la main, rallier tranquillement ses hommes, se mit à leur tête, et tomba mort devant eux. Ils l'aimaient; ils bondirent avec des cris de rage, enlevèrent

(1) Ici encore je renvoie au livre de M. Aitken dont les récits sont ceux d'un témoin oculaire. Voyez aussi le *Times* des 26 avril, 1er et 5 mai, 28 juin et 13 juillet 1915.

la première tranchée allemande, y massacrèrent tous ceux qui tardaient à se rendre, et s'y maintinrent. Dans la nuit du 23, pendant un mouvement de repli, le major Mac-Cuaig, grièvement blessé, refusa de se laisser emporter, se fit donner deux revolvers Colt chargés, outre celui qu'il étreignait encore, et resta seul, résolu à se défendre jusqu'à son dernier souffle : personne ne devait plus entendre parler de lui. Cependant, des troupes anglaises accouraient, les Français vite réorganisés regagnaient dès le 23 une partie du terrain perdu ; la ligne se reformait, un peu au Sud du front primitif, mais tout aussi forte ; et quand les Canadiens décimés, épuisés, furent renvoyés pour quarante-huit heures à l'arrière, le War Office put dire dans son communiqué du 24 avril : « Ils ont subi de graves pertes, mais leur courage et leur fermeté ont sans nul doute sauvé la situation. »

J'ai interrogé un de nos officiers, lieutenant au 58e d'artillerie, qui était à cet endroit du front en avril et mai 1915 ; je lui ai demandé s'il avait pu voir combattre les Canadiens. Il m'a répondu : « Je les ai même très bien vus, non pas le 22 ou le 23 avril, mais quelques jours plus tard. J'étais au poste d'observation, fort en avant de ma batterie, et presque en contact avec eux. Je les ai vus marcher à l'attaque d'une tranchée qui avait encore tout son réseau de fils de fer. Ils allaient à grandes enjambées, la hache sur l'épaule, sans s'abriter ni se presser ; de rudes gaillards, ma foi ! des hommes superbes. Ils ont dû y rester tous. »

Ces rudes gaillards, c'étaient, je pense, les « Princess Pat's. »

Le régiment qui porte le nom de la fille du duc de Connaught, *The Princess Patricia's Canadian Light Infantry*, est un des premiers qui aient été formés. Le 23 août 1914, à Ottawa, dans Lansdowne Park, il avait paradé musique en tête, au son de ses fifres et de ses cornemuses, devant la princesse, et elle avait remis au colonel Farquhar le drapeau brodé de sa main. Les « Princess Pat's, » qui étaient pour la plupart des vétérans de la guerre Sud-Africaine et savaient par conséquent leur métier, ne firent qu'un bref séjour au camp de Salisbury. Leur brillante conduite à Saint-Éloi en janvier, février et mars 1915, leur valut les éloges du maréchal French. Après la journée des gaz asphyxians, ils vinrent renforcer leurs camarades à l'Ouest d'Ypres, et le 4 mai ils étaient en première ligne. Ce jour-là, le

colonel Buller, qui avait succédé au colonel Farquhar tué deux mois auparavant, reçut une blessure grave et fut remplacé par le major Gault. Le 8, ce fut terrible : bombardement ininterrompu, trois attaques de l'infanterie allemande. Blessé au bras et à la jambe, le major Gault dut céder le commandement au lieutenant Niven. Celui-ci, à la nuit tombante, prit dans sa main le drapeau donné par la princesse et qui n'était plus qu'une loque glorieuse, fit aligner dans la tranchée tous les morts, et récita pour eux ce qu'il put se rappeler de l'Office funèbre. La veille, à l'appel du matin, 835 hommes avaient répondu; on n'était plus que 150 et quatre officiers, dont le lieutenant Niven. Mais les Allemands n'avaient pas passé.

Depuis, les Canadiens se sont héroïquement battus à Festubert, à Givenchy, aux Dardanelles. En dépit de leurs pertes, leur nombre augmentait toujours. Dès que la mort avait fait des vides dans leurs rangs, le camp de Salisbury ou celui de Shorncliffe leur envoyait de solides recrues.

Et ils ont continué, comme tous, à vivre la vie des tranchées. Comme tous, ils ont passé l'hiver sous la pluie et sous les obus, les pieds dans la fange glacée, l'œil au créneau. On fait au Canada tout le possible pour qu'ils ne manquent de rien, pour qu'ils soient bien nourris et bien équipés. On leur avait fabriqué, avant les premiers froids, 150 000 paires de « shoepacks » avec semelles, espèces de mocassins, grandes guêtres de cuir épais, mais souple, qui se bouclent au genou et où le pied est à l'aise. On leur a même fourni quatre paires de pantoufles à chacun, et peut-être sommes-nous un peu surpris de voir figurer tant de pantoufles dans un équipement de guerre, mais quelle idée nous faisions-nous jusqu'ici de la guerre que les faits ne soient venus contredire? Grâce aux associations patriotiques dont j'ai parlé, ils sont abondamment pourvus de papier à lettres et de tabac, de ces « magazines » indispensables au bonheur de tout vrai citoyen britannique, de ces « candies » et de cette « chewing gum » dont il se fait dans toute l'Amérique du Nord une si formidable consommation. Quand ils sont de loisir et qu'il ne tombe pas trop d'obus dans le voisinage, ils jouent au cricket, au football, ou organisent des meetings athlétiques sous la présidence de leurs officiers. Ils ont eux aussi des journaux qu'ils rédigent et impriment eux-mêmes : le British Museum s'occupe d'en rassembler une collection com-

plète, et elle pourra être curieuse. Il y a *le Poste d'écoute*, journal du 7e bataillon *(1st British Columbia Regiment)*; il y a *la Gazette du Coin du cheval mort*, etc., etc. Gaillarde chronique qui entremêle la prose et les vers, les jeux de mots et les historiettes, et sous la rubrique « Soirées mondaines » conte de sanglans combats de nuit; chronique qui sent la poudre, qui égaie la mort, et chansonne les « Huns. » Ils disent *les Huns*, comme nous disons *les Boches*. J'extrais du *Poste d'écoute* cette *Litanie du simple soldat*, en anglais dans le texte :

Des trois jours de corvée appelés jours de repos,
Du brouillard qui dure jusqu'à huit heures du matin et au delà,
Des cadavres d'Allemands,
Des mouches,
Des chansons sentimentales et de *Tipperary*,
Du camarade qui emprunte toujours et de celui qui ne prête jamais,
De la bière française,
De la marchande qui vous vole en vous disant qu'elle ne comprend pas l'anglais,
Délivrez-nous, Seigneur!

Même bonne humeur, même gaîté vaillante dans leurs lettres. *Le Canada*, revue hebdomadaire qui paraît à Londres et à Toronto, en a publié plus d'une. On me saura gré d'en traduire quelques fragmens.

Lettre du sergent D. Grieve :

La canonnade fait rage, je suis pris entre leur artillerie et la nôtre, et je me sens secoué dans ma niche comme dans la cabine d'un paquebot; au-dessus de moi, l'air est rempli du sifflement et du gémissement des obus. A ces menus détails près, je pourrais oublier que je suis à la guerre. Sur une table suspendue au plafond et que je peux décrocher en un tour de main, il y a ma pipe, mon tabac et une boîte de cigares. La porte de notre placard est ouverte, j'entrevois les boîtes de fer-blanc où sont les gâteaux d'avoine, le pain, les confitures, le fromage, le chocolat, le café, le beurre, toute sorte de produits concentrés, le lait condensé, les conserves de fruits, etc. Notre logis n'est pas bien grand; nous avons tout de même pu placer contre la paroi de gauche une planchette qui porte un bon choix de magazines et de livres. Bref, nous faisons de notre mieux pour nous installer confortablement, et jusqu'à un certain point nous y réussissons.

Letttre de W. H. O'Grady, officier de cavalerie :

Une Française, une bonne vieille dame, me donne toutes les semaines deux gros pains. Une nuit, elle a fait le trajet depuis sa maison à demi ruinée par les obus jusqu'à notre campement, un trajet de deux kilo-

mètres et sous une pluie battante, pour nous apporter un grand plat de légumes qu'elle avait fait cuire pour nous. J'avais envie de lui sauter au cou. Mais j'ai pensé à mes nombreux flirts d'outre-mer, et je me suis retenu.

Une dernière citation. Elle a trait, celle-là, aux infirmières canadiennes, à ces *nurses* si dévouées et si réputées qu'après l'accident de cheval qui faillit lui coûter la vie, le roi d'Angleterre tint à être soigné par une d'elles. Elles ont suivi les soldats sur le front, les unes en blouse blanche et bonnet blanc, les autres en tenue khaki, et ce passage d'une lettre reproduite dans le *Daily Mail* et datée des Dardanelles atteste les services qu'elles leur ont rendus. Je traduis :

Les braves petites Canadiennes qui ont traversé les mers avec leur excellent hôpital de campagne pour venir nous soigner, sont devenues une part, un élément de notre vie. Elles sont actives, gaies, énergiques ; nous ne pourrions nous passer d'elles. Il nous est doux de sentir qu'elles nous appartiennent.

V

Depuis, ils ont attendu.

Ils savaient qu'un jour viendrait où ils s'élanceraient hors de leurs tranchées et bousculeraient les « Huns. » Ils ont trompé l'ennui des longues veilles en échangeant avec eux des coups de fusil. Ce sont en général d'excellens tireurs ; ils avaient chassé l'orignal avant de faire la chasse aux « Huns. » Chaque fois que le coup porte, ils font une petite marque au bois de leur carabine Ross, et ils parlent entre eux d'un certain Ballendine dont la carabine a 36 de ces marques. Ils ont attendu, calmes, confians, en chantonnant *Tipperary* ou *Toronto*. Ils savaient que, non loin de Folkestone, au camp de Schorncliffe, de puissans renforts venus du Canada s'apprêtaient à les rejoindre.

Il ne peut nous être indifférent d'apprendre que dans les nouvelles formations figurent des régimens exclusivement composés de Canadiens-Français. Au début, quand il s'était agi de constituer le contingent de 1914, on avait incorporé les recrues en hâte et pêle-mêle, sans s'inquiéter de leur origine première, et comme beaucoup de Canadiens-Français n'ont qu'une très médiocre pratique de la langue anglaise, ils s'étaient parfois trouvés fort en peine au milieu de camarades et de chefs qui

n'en parlaient pas d'autre. M. Aitken nous conte avec humour une anecdote dont il garantit l'authenticité. Un Canadien-Français bien connu à Montréal, le major Hercule Barré, arrivé sur le front pendant la bataille de Saint-Julien, était à la recherche de la compagnie à laquelle il venait d'être affecté. Il faisait déjà presque nuit. Il rencontre des officiers anglais et essaie de se renseigner auprès d'eux. Au premier mot qu'il leur dit ou croit leur dire dans leur langue, ils le prennent pour un espion et le conduisent au quartier général. Il s'y trouvait par hasard un de ses frères d'armes qui l'accueille en riant et lui fait rendre sa liberté. Il se remet en route : presque aussitôt, des cyclistes, non moins étonnés de son accent, l'arrêtent à leur tour. Nouvelle comparution au quartier général, nouvelle intervention du frère d'armes, troisième départ dans la direction des tranchées. Cette fois, c'est une balle qui l'arrête ; il tombe, et se traîne au bord de la route en appelant. Quelqu'un vient à passer, et précisément l'officier d'état-major qui à deux reprises l'avait tiré d'embarras : « Qui appelle ? — Moi, Barré. — Comment, Barré, c'est encore vous ? Et cette fois, qu'est-ce que vous voulez ? — Des brancardiers. »

Le major Hercule Barré est aujourd'hui lieutenant-colonel, et commande un nouveau régiment, le 150e, où, fort heureusement pour lui, tout le monde parle français.

Il en va de même au 22e, qui est déjà sur le front et qui s'y est même distingué en plusieurs occasions. Un jour qu'il changeait de secteur, les hommes, en traversant un de nos villages entonnèrent une vieille chanson de route qui se chantait en France au XVIIIe siècle, et que les soldats de Montcalm leur ont apparemment léguée :

V'là l'beau temps,
V'là l'joli temps,
Ma mie m'appelle.
V'là l'beau temps,
V'là l'joli temps,
Ma mie m'attend.

Sur le seuil des portes, les villageois écoutaient et regardaient, ébahis. — Quoi ! des soldats anglais qui chantent une chanson française, et dont les voix sonnent comme des voix de chez nous ? Et pourtant, ceux-ci sont bien des Anglais : ils

portent le fusil sur l'épaule gauche, et voilà l'uniforme khaki, la casquette plate, la blouse de sport à quatre poches avec ceinturon de cuir fauve et chapelet de cartouchières en sautoir, les bandes de drap enroulées aux jambes depuis le bas de la culotte jusqu'en haut du brodequin... Le commandant, amusé de leur étonnement, permit aux chanteurs de faire halte et de dire qui ils étaient. Cela n'alla pas tout seul : nos bons campagnards ne savaient peut-être pas très bien où est situé le Canada, ni ce qui a pu s'y passer au temps de Louis XV. Mais on leur expliqua la chose, et alors ce fut à qui trinquerait avec les « cousins d'Amérique. »

N'est-ce pas un des plus bizarres effets de la guerre que ce retour des Canadiens-Français au « vieux pays? » Un jour peut-être, l'un d'eux nous dira ce qu'ils ont ressenti en foulant le sol sur lequel sont nés leurs ancêtres, et en voyant de leurs yeux cette France dont ils avaient si souvent rêvé. Beaucoup, hélas! n'y revenaient que pour y trouver un tombeau, et les glorieux survivans n'en ont guère vu jusqu'à présent que les régions dévastées, la zone des ruines et de la mort. N'importe, ils en ont vu assez pour savoir si, depuis les temps de Jacques Cartier ou de Champlain, de Frontenac ou de Montcalm, la race française s'est abâtardie. Ils avaient souvent entendu répéter que nous étions une nation frivole; ils avaient même entendu dire, propos courant en Amérique et ailleurs, que nous étions une nation finie. Ils savent désormais à quoi s'en tenir sur notre « décadence; » ces liens de parenté qui les attachent à nous, ils savent qu'ils peuvent en être plus fiers que jamais. Qu'ils sachent aussi avec quelle sympathie fraternelle nous avons salué leur arrivée parmi nous et leurs premiers exploits. Ils ne m'en voudront pas si j'ajoute que notre sympathie ne distingue pas entre eux et les autres soldats du Dominion, non plus qu'entre ceux-ci et les autres soldats de l'armée britannique. Tous combattent avec nous le bon combat, tous ont mêlé leur sang à celui des nôtres dans les champs de la Flandre ou de l'Artois; et que le mot *Canada* soit ou non gravé sur le cuivre des pattes d'épaule, nous n'honorerons jamais trop cette tenue khaki dont la couleur, selon la belle expression de M. Asselin, « s'est pendant déjà tant de mois confondue avec la terre de France. »

André Le Breton.

ANGELLIER

POÈTE DE LA GUERRE

Les vers n'ont pas manqué aux deux années déjà écoulées de cette guerre, non plus qu'à nos poètes le talent ou la ferveur. Il en est sorti du fond des tranchées comme des chambres abritées de l'arrière, vers d'artistes et vers de soldats, ciselés ou improvisés, poèmes de réflexion ou poèmes anecdotiques, les uns signés de noms fameux, les autres d'inconnus. Longue serait déjà la liste de ces effusions guerrières qui ont paru dans nos journaux, dans nos revues, voire en volumes indépendans. Il a été possible de les recueillir, de les trier, d'en publier des pages choisies. Et cependant, on a pu entendre exprimer la surprise et le regret qu'une guerre aussi formidable et nouvelle que celle-ci n'ait pas encore produit en France une poésie à sa taille, qui fût sa voix distincte et rendît son accent. Il semble que nos ennemis comme nos alliés aient mieux trouvé le cri lyrique de ralliement, celui qui est fait des passions de millions d'hommes. La colère démente des Allemands contre la Grande-Bretagne a su s'exhaler en un hymne de rage qui siffle dans l'air et éclate avec la violence de leurs plus monstrueux obus :

Nous ferons la paix, peut-être, un jour; — mais toi, nous te haïrons d'une longue haine; — nous ne cesserons pas dans notre haine : — haine sur mer et haine sur terre, — haine du cerveau et haine de la main; — haine des marteaux, haine des couronnes, — haine qui serre la gorge de

soixante-dix millions ; — nous aimons comme un seul homme, nous haïssons comme un seul homme ; — nous n'avons tous qu'un seul cnnemi : — l'Angleterre.

Et de l'autre côté de la mer, répond à ce hurlement de fureur l'appel nerveux et bref de Kipling à toutes les énergies de sa nation :

Pour tout ce que nous avons et pour tout ce que nous sommes, — pour le destin de tous nos enfans, — debout et face à la guerre ! — Le Hun est à nos portes ! — Notre monde s'est écroulé — avec ses plaisirs frivoles. — Il ne reste rien aujourd'hui — que fer et feu et pierre...

Bien-être, contentement, joie, — ce gain lentement acquis par les siècles — s'est flétri dans une nuit ; — notre seule force de nature demeure — pour affronter les jours dénudés...

Ce ne sont pas espoirs ou mensonges faciles — qui nous mèneront à notre but, — mais le farouche sacrifice — du corps, de la volonté et de l'âme. — Il ne s'offre qu'une tâche à tous : — celle pour chacun de donner une vie. — Qui reste debout si la liberté tombe ? — Qui meurt si l'Angleterre vit ?

En regard de ces vers si caractéristiques, émanant de la guerre présente et n'ayant pu naître que d'elle, trouverions-nous quelque traduction poétique de nos sentimens français également décisive ? Ceux qui se plaignent de n'en pas découvrir n'ont peut-être pas tout à fait tort. Il y a dans la France qui combat aujourd'hui une nouveauté d'âme et d'attitude dont nul poète n'a encore été l'interprète triomphant. Allègres ou douloureux, chevaleresques ou sentimentaux, parfois trop spirituels et trop habiles, les vers récens ont, pour la plupart, l'air de continuer une tradition qui s'est rompue. On en citerait malaisément qui rendent cette intensité grave, cette marche sans fanfare, cette âpreté presque sombre, cette longue endurance et ce refus d'illusion qui ont frappé par-dessus tout les observateurs du dedans et du dehors depuis les jours de la mobilisation générale. Mais aussi avons-nous tort de borner nos recherches à ces deux dernières années. La poésie qui convient à nos âmes existe ; elle existe depuis plus de dix ans. Le poème de la guerre actuelle a été écrit avant la guerre. Il passa alors presque inaperçu, lu et admiré seulement de quelques-uns. Il emplit presque à lui seul le second volume de ce vaste recueil qui a pour titre : *Dans la Lumière Antique*. Il est

dans les deux ou trois mille vers dont Auguste Angellier forma ses deux dialogues du Vieillard et du Guerrier.

L'apparition de ce poème martial, dur et rude, avait d'abord dérouté les fervens des sonnets d'amour *A l'Amie perdue* et des vives chansons du *Chemin des Saisons*. De tels accens surprenaient chez celui qui semblait absorbé par le pathétique de la passion intime ou par les spectacles de la nature. Mais c'était en réalité le résultat de longues réflexions amassées au cœur d'un patriote dont les vingt ans avaient été témoins et acteurs dans le drame de l'Année terrible, et qui dès lors avait gardé saignante la blessure de la défaite, passant par des alternatives d'espoir et de colère, selon qu'il voyait la France s'approcher ou s'éloigner du relèvement rêvé pour elle. Engagé par sa carrière dans la littérature, il y portait le dédain du dilettantisme, la préférence pour l'action. En 1875, il répondait à une dame américaine qui lui avait envoyé les œuvres de ses poètes nationaux préférés, en lui envoyant à son tour des vers de France. Lesquels choisirait-il?

Nous avons aussi maints nouveaux poètes :
Gautier, dahlia brillant et royal;
De Lisle, éclatant lotus tropical;
Banville, muguet aux blanches clochettes;

Et puis Baudelaire, aloès pesant,
A la fleur pourprée, à la tige aiguë;
Et Coppée aussi, feuille de laitue
Sur laquelle un soir vint un ver luisant;

Millien, bourgeon blanc et rose de pomme,
Et le lys penché de Sully Prudhomme...

Mais il écartait ces raffinés délibérément. Tous ceux-là avaient le tort de n'être que des artistes à une époque où il fallait des artisans :

Pas un ne travaille et pas un ne lutte,
Beaucoup de bouquets, pas un grain de blé!

Nous ne voulons plus de ces fleurs fripées,
Nous voulons le fer qui fait les épées,
Et le cuivre ardent qui fait les clairons.

A ceux d'à présent il faut pour chansons
Les métaux frappés, et pour mélopées
Celles des soldats et des forgerons.

C'est pourquoi, au lieu de tous ces vers délicats, il se décidait à faire présent à la dame américaine des *Chants du soldat* de Déroulède :

Veuillez donc, Madame, accepter ce livre
Vivant et français, qu'on porte en son sac,
Qu'on chante en marchant, qu'on lit au bivouac
Et qui dit pourquoi se venger c'est vivre ;

Digne qu'un soldat fasse une cartouche
De chaque feuillet, un jour de combat,
Et que ses refrains, pendant qu'on se bat,
Comme des clairons soient sur chaque bouche.

Vingt-sept ans devaient s'écouler avant que cette veine guerrière reparût dans l'œuvre d'Angellier. Elle était toujours là, mais, cachée au fond de lui, elle n'affleurait plus. A mesure qu'il avançait dans la vie, il avait pu voir les espoirs et les ardeurs de revanche des années qui avaient suivi 1870 faire place chez beaucoup de ses compatriotes à un autre rêve grandissant : celui d'une paix européenne définitive dont la France serait la principale ouvrière.

Il frémissait à l'idée du danger où courait, les yeux clos, sa patrie illusionnée; il la voyait travaillant à briser ses propres armes, en gage de volonté pacifique, dans un monde où régnaient toujours, où régneraient pendant des siècles encore la force et l'envie. Contre les prophètes de la paix universelle et les apôtres du désarmement, il lança son cri d'alarme.

C'était en 1902. A cette époque, Angellier transposait ses méditations et ses tableaux « dans la lumière antique. » Il leur ôtait ainsi la vulgarité de l'heure trop proche, leur donnait par le recul une noblesse harmonieuse. Il avait donc transporté le grand débat dans la Grèce ancienne, mère des héros et des philosophes. Il avait imaginé, au lendemain d'une ruée de barbares arrêtés et vaincus par la vaillance des soldats hellènes, le dialogue du jeune stratège victorieux et d'un vieillard, d'un sage, qui a l'horreur de la guerre et le mépris de la victoire. Doux rêveur, le Vieillard esquisse sa vision d'un avenir où les temples élevés aux dieux des tueries auront disparu, où chaque homme aura dressé en lui-même « un invisible autel à la

Mansuétude. » Une sorte de Congrès de La Haye est dans le champ de son regard :

> Les causes des combats deviendront des problèmes
> Par les sages traités en d'austères débats
> Avant d'appartenir à la main des soldats...

Les sirènes du pacifisme chantent par sa voix et rarement la séduction de leurs promesses se fit plus pressante que dans ses discours.

A ce noble esprit chimérique la réplique est donnée par le Guerrier, dont le poète a fait l'interprète de sa pensée profonde. C'est lui qui justifiera, sinon la guerre, du moins la tâche des soldats.

On a beaucoup reparlé dans ces derniers temps d'une « mystique de la guerre, » d'une sorte de beauté divine que l'on apercevrait derrière ses horreurs. A voir tant d'héroïsme qui, sans elle, ne se fût sans doute jamais produit au jour, plus d'un s'est senti enclin à glorifier cette chose redoutable qui soudain brise l'égoïsme de l'individu et fait jaillir la source du sacrifice.

Le guerrier des Dialogues n'est pas sans avoir sa part de cet enthousiasme. Certes, il préfère la guerre à l'anarchie d'une société corrompue par une longue mollesse où l'abnégation aurait cessé d'être. Il admire au contraire cette union des corps et des âmes dont le plus saisissant exemple, le chef-d'œuvre, est une armée disciplinée. Il n'ignore pas non plus ni ne cache comme une honte cette exaltation spéciale qui s'empare du soldat dans les mêlées. Il avoue l'enivrement du sang :

> Il est vrai qu'en buvant l'âpre vin du danger,
> Mon être fut saisi d'une ivresse farouche
> Dont j'ai gardé le goût surhumain dans ma bouche,
> Et dans mon cœur l'orgueil, la surprise et l'effroi,
> Comme si quelque dieu, se mélangeant à moi,
> M'avait rendu plus fort, — et plus cruel peut-être.

Mais s'il semble rejoindre ici les apologistes allemands de la guerre pour la guerre, ceux qui y voient un sommet de la nature humaine, ce n'est que pour un instant. La guerre qui est dans sa pensée, la seule qu'il justifie, est la guerre défensive. Il n'est question pour lui que des batailles destinées à sauver une civi-

lisation précieuse contre l'assaut des barbares. A ceux-ci il peut reconnaître de fortes vertus :

Quelques vices qu'ils aient, les Barbares sont braves,
Leurs corps sont vigoureux, leurs cœurs virils et graves,
Capables de trépas pour leur Dieu, pour leur nom,
Amoureux de combats et de gloire...

Mais lui-même n'est pas dans leurs rangs. Son rôle est de protéger un peuple illustré par ses artistes et ses philosophes et chez lequel les trésors des âges laborieux se sont accumulés. Il n'a pas le culte de la force, quelle qu'elle soit. Il prépare et entretient celle qu'il faut pour résister à la force, celle qui protège la beauté contre la sauvagerie, qui arme l'esprit contre la brutalité. Et c'est parce qu'il croit impossible de maintenir une vigueur de résistance efficace chez un peuple qui tend à voir dans toute guerre le fléau suprême, dans toute armée le mal par excellence, qu'il se fait l'avocat de la guerre et de l'armée. C'est pour cela qu'il prophétise sinistrement la ruine des nations désarmées par trop de bien-être ou de confiance.

Il y a dans sa riposte telle page d'éloquence qu'il eût été presque trop effrayant de relire dans la semaine tragique qui précéda la victoire de la Marne, alors qu'une catastrophe paraissait possible, alors que le regret ou le remords d'une préparation insuffisante hantait les esprits. Nous pouvons aujourd'hui, après l'orage passé, en sentir utilement le frisson :

Si durant cette paix dont tu parlais naguère,
Les corps perdent leur force en un trop long loisir,
S'ils se font délicats, ou lourds et las d'agir;
Si les cœurs qu'un repos amollissant entoure,
Et qui n'apprennent plus du péril la bravoure,
Redoutant de souffrir pour n'avoir pas souffert,
Et déshabitués du sursaut âpre et fier
Qui rassemble tout l'homme en des coups d'énergie,
Flottent dans l'indolente et vague nostalgie
D'un bonheur dont la terre est le riant décor ;
S'ils deviennent, surtout, incapables d'accord ;...
Si le rythme ordonné qu'est toute discipline
Se relâche, languit, se rompt, se dissémine,
En stupide inertie, en dément désarroi ;
Si le pouvoir d'aimer un même objet décroît,
Et le commun vouloir devant un même obstacle,...

Alors, quand ni les corps, ni les cœurs, ni l'État,
Quand rien n'existe plus, alors vient l'attentat!
Alors vient le tonnerre et l'heure expiatrice,
Car il faut qu'un destin préparé s'accomplisse!
Alors, l'âpre voisin, le Barbare surgit,
Le premier incendie à l'horizon rougit,
Et sur ce vain troupeau tout effaré d'alarmes,
Qui ne sait plus comment on ajuste des armes,
Qui s'agite et se cherche en tumultes épars,
Et par momens s'arrête avec des yeux hagards, —
Comme des sangliers qui saccagent des seigles,
Des légions aux rangs serrés autour des aigles,
Ou de noirs escadrons aux galops écrasans,
Passent, — et c'en est fait d'un peuple pour longtemps!

Tableau trop noir pour convenir à la France de la guerre présente, même en ses heures les plus sombres. Car cela était écrit en 1902, avant cette reprise de l'énergie nationale que provoquèrent les incidens du Maroc, avant ces premiers essais de concorde patriotique, qui préparèrent les voies à la grande unanimité des jours de la déclaration de guerre et de la mobilisation générale. Mais, tout de même, ces sursauts devaient être trop tardifs pour réfuter entièrement la terrible prophétie. Le pays fut sauvé, mais non, hélas! sans être envahi, sans qu'une partie de son territoire fût dévastée.

Cependant les dialogues d'Angellier renferment d'autres pages où il y a un plaisir moins amer à se reporter et qui préfigurent quelques-uns des aspects héroïques ou glorieux que la France a revêtus au cours de la lutte. Il y aurait, certes, un peu de puérilité à y chercher par avance une description littérale d'événemens que le poète n'a pu connaître. Mais il se trouve que son talent massif et rude l'a bien servi pour rendre l'énormité des chocs que nous avons vus depuis. On entend dans les longs mouvemens d'éloquence, dans le déroulement vaste des argumens, comme le bruit de masses innombrables. Les armées y semblent faire sonner leurs pas et rouler le tonnerre de leurs chariots. Par une fortune singulière, le travesti grec du poème, qui devait l'éloigner de la réalité contemporaine, l'y ramène dans un symbolisme transparent. Il met en belle lumière le rôle de la France luttant pour la civilisation contre de nouveaux barbares. Ce n'est assurément pas pour avoir lu les vers d'Angellier que la *New York Tribune*, à la date du

14 juillet dernier, faisait éclater, dans un article ardent, le rapport entre les luttes médiques et les combats de septembre 1914. « Il n'est guère douteux, disait le journal américain, que, pour les temps à venir, la bataille de la Marne prendra place dans l'histoire de l'humanité à côté de celle de Marathon. » Et certes, nous pouvons l'accepter pour la transfiguration de notre victoire, cette page où Angellier disait la Grèce sauvée par la vaillance de ses soldats combinée avec le génie de leur chef :

Le salut du pays tenait en des instans.
Ah! la rude journée, et comme il était temps!
S'ils étaient parvenus à forcer le passage,
Les barbares venaient comme un flux sur la plage :
Dans la plaine où pouvaient s'ouvrir leurs escadrons,
Leurs flots illimités, audacieux et prompts,
Débordaient les deux flancs de notre infanterie...
Nous sommes arrivés, par fortune, avant eux
D'un jour...
Le jour fut, malgré tout, menaçant et douteux!
Redoutables momens, où l'on voit la fortune,
Hésitante entre deux, voler tantôt vers l'une,
Tantôt vers l'autre armée, et les faire trembler
En lourds oscillemens qu'un cri peut ébranler
Et pousser brusquement au sens de la victoire!
Et quel autre moment, gros d'un siècle d'histoire,
Quand, tout d'un coup, l'armée, — et nul ne sait comment, —
Sent qu'elle a la journée, et d'un seul glissement
Refoule l'ennemi brisé dans la défaite!
Puis ce fut leur déroute et leur vaste retraite,
Et la poursuite...

Et sans doute, non plus que cette bataille ne représente en traits précis celle de la Marne, le portrait du stratège qui devait assurer la victoire n'est tout à fait celui de notre généralissime, mais quelle intime ressemblance y aurait découvert, au lendemain de l'événement, tout cœur français!

Il faut à cette foule
Un chef dont le dessein par elle se déroule,
Un chef qui la connaisse et dont il soit connu,
Un homme au long vouloir, au labeur continu,
Qui sache les pays jusqu'aux moindres vallées,
Qui, sur des régions sans cesse contemplées,
Fait planer un coup d'œil qui ne s'endort jamais,
Qui vit dans la clarté d'invisibles sommets,

Un homme qui connaît l'âme et le caractère,
L'obscur entêtement, la fougue passagère
Des peuples, et prévoit ce qu'ils peuvent d'effort,
Les uns jusqu'aux revers, d'autres jusqu'à la mort;
Un homme aux sûrs regards, minutieux et vastes,
Qui domine les jours glorieux ou néfastes.
Calme dans les succès, calme dans les reculs,
Jetant tous les hasards dans de nouveaux calculs,
Et brisant ces calculs dans des coups de génie
Dont l'éclair les dissipe ou bien les remanie;
Un chef tel qu'il ait droit d'imposer des hauts faits !...

Et si c'est à quelque chant de Tyrtée que faisait allusion le guerrier grec, quand il décrivait l'effet d'une musique de marche, il se trouve du même coup avoir dit mieux que personne la puissance magique et redevenue toute neuve de cette *Marseillaise* qui paraissait ternie par plus de cent années d'usage. Quels mots en ont su jamais analyser ainsi et transfigurer l'effet?

Comme on suit un cortège ardent, quand l'air est ivre
D'hymnes, de chants de lyre et d'appels de buccins,
Et qu'un choral puissant, jailli de tous les seins,
S'élevant triomphal, sur les fronts, comme une arche,
Proclame la grandeur du Dieu vers qui l'on marche,
Au flot d'enthousiasme on se jette entraîné,
Poussant l'élan commun au temple deviné
Et recevant le Dieu dans le chant qui l'adore...

C'est ainsi que ce poème qui porte le costume antique, qui est avant tout une argumentation, qui fut écrit dans des jours déjà lointains où la France semblait déchue de son énergie et n'était pas encore dégrisée de l'opium que lui avaient versé tant de mains imprudentes, — ce poème d'un homme qui ne devait pas vivre jusqu'à la guerre actuelle, qui n'eut pas la douleur d'en connaître les maux infinis, à qui fut refusée la joie plus grande encore d'y voir le relèvement souhaité, — ce poème est peut-être encore aujourd'hui celui qui exprime le mieux les sentimens profonds de la patrie. Il n'exalte pas la guerre à la façon germanique, la guerre déchaînée pour le déploiement de la force, le lucre et la conquête ; il glorifie la guerre telle que la fait présentement la France, guerre de sauvegarde et de nécessité. Il demeure l'un des meilleurs toniques, le plus approprié

aux besoins de nos cœurs, que nous offre notre poésie. Il dit la beauté non moins que la dangereuse illusion de nos visions d'universelle concorde; il ne nous blâme pas de les avoir connues. Le Guerrier demande au contraire au Vieillard d'entretenir en lui-même ce rêve magnifique qui fait l'esprit de l'homme supérieur au dur destin dans lequel sa vie est enfermée. Mais il réclame la constante vigilance d'un réalisme farouche, l'inlassable préparation des corps et des cœurs à repousser les assauts des « barbares. » Ceux-ci ne sont-ils pas, et pour longtemps, la majorité parmi les hommes, et, quand on les croit réduits à quelques tribus incultes et hurlantes de l'Afrique et de l'Asie, ne les voit-on pas subitement apparaître au cœur même de l'Europe, forts de toutes les inventions de la science, voire parés à leurs propres yeux de la mission civilisatrice?

Écoute encor ceci, vieillard : la Barbarie
Commence autour de nous où commence l'envie!
Partout où le sol est plus riche, où quelque port
Est la clef d'une mer, où des monts emplis d'or
Promettent la richesse à qui tiendra leurs mines,
Où les vignes parant les pentes des collines
Versent dans les celliers un flot pourpre ou vermeil,
Alors que le vin manque aux versans sans soleil,
Sous des masques divers reparaît le Barbare.
Le prétexte est bientôt forgé pour qu'il s'empare
Des champs, de l'estuaire, ou des monts ou des vins.
Tu lèveras au ciel des bras chétifs et vains,
S'ils ne montrent aux dieux qu'ils tiennent, l'un le glaive,
L'autre le bouclier. Et sans cesse ton rêve,
Entre la servitude et la guerre écrasé,
Se débat, se meurtrit et retombe épuisé.
Être un peuple qui lutte, une race qui tremble,
Il faut choisir, vieillard, et pour longtemps! Il semble
Que le destin de l'homme est de porter du fer.
Il faut, selon qu'il a le cœur servile ou fier,
Qu'il le porte en guerrier, ou le porte en esclave!...

La France a fait son choix avec une décision unanime dont elle s'est montrée justement fière, après s'être si longtemps acharnée à détruire par l'analyse et le scepticisme son héroïsme traditionnel. Si la mort avait accordé au poète des *Dialogues* un répit de quelques années et lui avait permis d'atteindre les

mois terribles et grands que nous venons de vivre, s'il avait vu les premières défaites supportées sans défaillance et connu l'orgueil de la première victoire, il aurait constaté à la fois la réalité et l'excès des inquiétudes que lui donnait, il y a quelque douze ans, l'attitude nationale. Il se serait réjoui de découvrir que « les marchands d'emphase » n'avaient pas encore détruit en nous le ressort d'énergie, que leurs proclamations n'avaient été si sonores que pour avoir retenti dans le creux des controverses abstraites, non dans le milieu plus dense des instincts et des affections.

Il aurait sans doute déploré de voir une de ses craintes confirmée, la patrie envahie qui eût pu ne pas l'être, la ruine de maint chef-d'œuvre qu'il eût voulu entouré d'une muraille d'airain; mais, en revanche, quel réconfort de constater que le mal de l'anarchie n'avait jamais entamé plus que l'écorce, que l'union des cœurs n'avait pas été brisée en tronçons impossibles à réunir, que l'esprit de sacrifice sommeillait seulement, que la conscience nationale pouvait encore se refaire, arrêter la horde innombrable et préparer à force de patience tenace la victoire définitive !

Émile Legouis.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN PRISONNIER DE GUERRE ANGLAIS AU CAMP DE WITTENBERG

The Story of a Prisoner of War, par Arthur Green, 1 vol. in-16, Londres, librairie Chatto et Windus, 1916.

Ah! il faudra bander ses nerfs et cuirasser son cœur pour achever quelques-unes de ces pages! Jamais plus âpre réalisme n'a travaillé sur des sujets plus repoussans. Ressuscitez les pires visions de Dante, rappelez-vous, si vous avez pratiqué cette littérature, le *Malleus maleficorum*, les procès-verbaux de questions extraordinaires rapportés par Llorente : vous serez encore mal préparés à la lecture de certains chapitres.

C'est ainsi que jadis le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé nous disposait à prendre contact avec les *Souvenirs de la Maison des Morts ;* et ses paroles me sont irrésistiblement revenues en mémoire, — comme aussi celles de Tourguenef, comparant à une « évocation directe de l'enfer » tel tableau de l'admirable livre de Dostoïevsky, — lorsque, l'autre jour, un hasard m'a fait découvrir l'humble brochure consacrée par un soldat anglais, M. Arthur Green, au récit de ses aventures de prisonnier de guerre dans les camps allemands de Darmstadt et de Wittenberg. Pour la première fois depuis le temps lointain de l'inoubliable apparition, à notre horizon littéraire, des *Souvenirs de la Maison des Morts*, des pages imprimées me donnaient de nouveau l'illusion d'assister vraiment à des scènes de l'enfer : sans compter que, cette fois encore, l'horreur tragique des images suscitées devant moi se trouvait renforcée par l'accent étrangement « serein et résigné » d'un témoin déjà tout prêt à pardonner, — de la même façon que naguère Dostoïevsky, sinon précisément pour les mêmes motifs, — les atroces tortures de corps et d'esprit qu'il avait

traversées. Et semblablement aussi, dans les deux témoignages, une odeur saisissante de simple et loyale franchise documentaire; de telle sorte que, pour ce qui est de la brochure anglaise, en particulier, pas un lecteur ne saurait mettre en doute l'entière bonne foi de M. Arthur Green quand il nous déclare, par manière de préface :

Mon frère Syd m'a demandé d'écrire un court récit de ma vie pendant la guerre, car il m'est arrivé d'être fait prisonnier, et d'avoir à passer plus d'un an et demi dans des camps d'Allemagne. J'espère seulement que mes amis qui liront les pages suivantes voudront bien excuser les fautes de mon style. Naturellement, je ne suis pas un homme de lettres; et donc, que si mon histoire ne vous paraît pas intéressante, vous n'aurez simplement qu'à refermer le livre. Du moins y a-t-il une chose que je puis jurer sous parole d'honneur : c'est que tout ce que j'ai écrit est strictement vrai...

Mais combien avec cela, par-dessous toutes ces ressemblances entre les deux récits, combien il s'en faut que celui du prisonnier anglais nous laisse au cœur l' « impression consolante » qui ressortait pour nous des sombres souvenirs du forçat sibérien ! Trop heureux de s'être désormais réveillé du cauchemar qu'avait été pour lui, jusqu'à ces temps derniers, sa « vie pendant la guerre, » — car il avait été fait prisonnier dès le mois d'août 1914, et c'est seulement voilà six mois que sa qualité de « grand blessé » lui a enfin valu d'être rapatrié, — M. Arthur Green a beau nous raconter presque en souriant ses propres souffrances et celles de ses compagnons d'infortune; il a beau éprouver même, semble-t-il, un penchant naturel à regarder, lui aussi, toutes les manifestations du vice et du crime comme autant d'effets inévitables de la faiblesse humaine, sans que jamais le spectacle de la fourberie ou de la cruauté allemandes provoque chez lui d'autre geste qu'un rapide haussement d'épaule : c'est pourtant chose certaine qu'à tout moment ce spectacle, tel qu'il nous le transmet, vient raviver en nous un mélange infiniment pénible de stupeur effarée et de profond dégoût. Vainement nous essayons, à notre tour, de nous accoutumer à l'acceptation « philosophique » de l'état d'esprit que nous révèle de page en page, dans sa brochure, la conduite des soldats et du public allemands envers d'inoffensifs prisonniers mutilés : toujours encore nous sommes tentés de ne voir là d'abord que des exceptions, des « cas » anormaux et monstrueux, incapables de nous traduire toute l'âme d'une grande race européenne. Et lorsque ensuite nous nous rappelons d'autres peintures non moins authentiques de la même barbarie, lorsque aux bourreaux allemands de Wittenberg nous accouplons les massacreurs

de Dinant et d'Aerschot, et la foule innombrable de ces bourgeois d'outre-Rhin qui, naguère, se sont divertis à supplicier durant des semaines des milliers de femmes et d'enfans russes égarés parmi eux, un flot soudain de colère prend possession de nous, où s'ajoute volontiers, par surcroît, une ombre de frayeur. Nous songeons à l'immensité de la catastrophe qui serait nécessaire pour relever jusqu'à notre niveau moyen de civilisation cette race qu'un siècle de richesse et de puissance imméritées a fait tomber si bas ! Quelque infaillible que nous apparaisse, dès aujourd'hui, le triomphe prochain de la France et de ses Alliés, lui sera-t-il donné d'être assez complet pour imposer sérieusement à l'Allemagne l'espèce de « baptême » d'angoisse et d'humiliation dont elle aurait besoin pour redevenir un peuple pareil aux autres? Ou bien, faute pour elle d'être contrainte à subir ce salutaire baptême, quel danger permanent pour l'avenir de la chrétienté, — résultant de la présence néfaste, au centre même de l'Europe, d'un tel foyer de corruption morale et de sauvagerie !

Mais il est temps que j'arrive aux détails du récit du soldat Arthur Green. Avec son ton habituel de naïve bonhomie, celui-ci nous raconte d'abord de quelle façon, aux environs du Cateau, le matin du 19 août 1914, — cinq jours après son arrivée en France, — il a eu le malheur d'être grièvement blessé, ce qui l'a empêché de continuer à suivre la retraite de son régiment :

C'était le capitaine Watson qui nous commandait. Les balles ennemies ne cessaient pas de pleuvoir ; et, tout juste au moment où je me redressais, le capitaine ayant ordonné la retraite, voilà qu'une de ces balles m'enlève mon chapeau ! Puis nous reculâmes d'environ cent mètres d'un seul coup, sans plus rien voir, car nous étions un peu en contre-bas. Après cela, de nouveau, nous eûmes à reculer d'une vingtaine de mètres ; et ce fut alors que ma course me conduisit au mauvais endroit, car voilà que mon « copain » Johnnie Ashment et moi nous trouvâmes sous le feu d'une mitrailleuse ! J'eus mon affaire, à moi, en plein dans la cuisse. Il me sembla que j'avais reçu un coup de pied d'un éléphant. La chose me rendit malade, je peux bien le dire ; et j'eus vite fait de m'abattre à terre. Je trouvai pourtant assez de force pour déboutonner mon pantalon, je bus toute mon eau, et j'essayai de me relever, en me figurant que j'allais pouvoir courir : mais je constatai que ma jambe ne voulait absolument pas me laisser aller. Du moins fus-je trop heureux de pouvoir me traîner à cent mètres en arrière, de l'autre côté d'une haie.

Je vis là les deux capitaines de ma compagnie, avec environ trente hommes de différens corps. Du Premier Somerset, dont je faisais partie, deux hommes seulement étaient avec eux. Le capitaine Mortimer me dit :

— Pas de chance, hein? mon pauvre Green! Mais, tout de même, garde bon courage et reste étendu bien à plat! Peut-être aura-t-on moyen, tout à l'heure, de venir te ramasser!

Juste à ce moment, les Anglais eurent à s'éloigner de ma haie. Les Allemands s'étaient mis à tirer sur eux, et je fus ravi de voir que pas un seul d'entre eux ne tombait. Mais, en même temps, je me sentais fort mal à l'aise pour mon propre compte, attendu que les Allemands ne cessaient pas de tirer par-dessus la petite haie basse qui m'abritait. Aussi me tenais-je bien à plat, je vous en réponds! Et ce fut la dernière fois que je vis mon régiment.

Je suppose que j'étais là depuis environ une heure, lorsque j'entendis s'approcher des voix qui parlaient une langue étrangère. Et bientôt les voici devant moi, un groupe de quatre hommes. — *Spraken German?* me demande celui qui paraissait le chef. Et comme j'avais répondu que non, le voilà qui essaie de m'interroger en un vague semblant d'anglais! Là-dessus l'un des hommes, qui avait tout l'air d'un gredin, se met à me menacer du bout de son fusil; et moi, tout en comprenant aussitôt que je faisais une folie, ne voilà-t-il pas que je lui tire la langue, pour me moquer de lui! L'homme recule de vingt pas, je l'entends qui charge son fusil, et il ne me reste qu'à prier, à prier tout haut, en disant : « Veuille Dieu qu'il ne rate pas son coup! » Ma foi, je croyais bien que mon compte était réglé, lorsque le caporal qui commandait le groupe donna l'ordre de courir de l'autre côté de la haie. Plus tard, je vis venir deux Allemands qui me bandèrent ma plaie. Cela se passait vers dix heures du matin, après quoi personne ne s'occupa de moi jusqu'à la fin de l'après-midi. J'eus à rester comme j'étais, extrêmement affaibli, mais sans perdre conscience un seul instant. Tout l'après-midi, m'étant retourné sur le côté, je fus témoin de la bataille; et je vis là des choses terribles, je vous le garantis! Mais le plus affreux était que les Allemands avaient placé des canons à une centaine de mètres de l'endroit où j'étais couché, de telle sorte que ce fracas incessant me rendait presque sourd. Vers le soir, deux autres Allemands s'approchèrent, et l'un d'eux me fit un nouveau bandage, tandis que l'autre allait prendre sur des morts, non loin de là, trois capotes dont il voulut bien me couvrir, ce dont je lui fus très reconnaissant, car il commençait à faire nuit, et les cris des blessés, c'était comme si je me trouvais dans un jardin zoologique au moment où toutes les bêtes sont en train de hurler. Oh! c'était horrible!

Et puis, comme il pleuvait toujours, je me couvris la tête, et, sans doute sous l'effet de la fatigue et de la perte de sang, je dormis tout d'un trait jusque vers sept heures du matin. J'étais trempé jusqu'aux os, et, avec mon mélange de boue et de sang, je devais faire une belle figure! Je pouvais encore voir l'ennemi, mais je comprenais trop que les nôtres avaient été repoussés, chose d'ailleurs inévitable, étant donné le nombre des Allemands. Les cris, tout à l'entour, étaient pires que jamais. J'apercevais des soldats anglais gisant les uns sur les autres, morts ou blessés. Ah! c'était vraiment un spectacle lugubre. Enfin, vers dix heures et demie, des paysans français arrivèrent, qui me hissèrent dans une carriole et m'emmenèrent jusqu'à un village appelé Beauvois (département du Nord).

De ce village, Green est transporté à l'hôpital civil de Cambrai, où sa plaie ne tarde pas à se cicatriser, mais en le laissant pour toujours incapable de se servir de l'une de ses jambes. « Depuis lors jusqu'à mon retour au pays, nous dit-il, aucun médecin ni aucun infirmier n'a plus pris la peine de s'occuper de moi. » Et puis, le 16 octobre, pendant qu'il est encore trop faible pour se lever, voici que les Allemands viennent le reprendre, le jeter dans un wagon qui va le conduire au camp de Darmstadt!

Je n'étais pas dans ce wagon depuis une heure, qu'arrive devant moi un officier allemand qui m'arrache mon manteau, et me frotte le visage avec ma blague à tabac! A neuf heures, on nous donne trois ou quatre cuillerées de fèves noires, avec une goutte de café. Nous démarrons vers minuit, d'un pas de procession. Le lendemain, traversée de la Belgique. Ce que nous voyons du pays est horrible : des maisons abattues par des obus ou par l'incendie, et des Allemands partout, rien que des Allemands. Encore allions-nous être bien plus mal servis le jour d'après, en territoire allemand. A chaque arrêt du train, une foule de gens du pays venaient nous bafouer, nous mettre le poing sous le nez, nous cracher au visage. C'est seulement au bout de trois jours et demi de route que nous arrivâmes à la gare de Darmstadt, le 19 octobre, vers six heures du soir. On nous fit descendre du train: nous étions une vingtaine d'Anglais, tous plus ou moins estropiés. Nous eûmes à nous asseoir sur des bancs, dans la gare, et la population de la ville fut admise à venir se payer notre vue. C'est là que nous en avons entendu, des « cochons d'Anglais! » On nous a laissés là pendant trois heures, après quoi, de nouveau, l'on nous a fourrés dans des wagons, avec la ville entière nous suivant, hurlant des *Schweins!* et nous lançant à la tête toute sorte d'ordures. Et puis encore une heure de route, et nous arrivâmes à la prison.

Cette prison de Darmstadt, où M. Arthur Green n'a d'ailleurs demeuré que jusqu'au mois suivant, a eu pourtant de quoi lui donner déjà, — selon sa propre expression, — un « avant-goût » des agrémens coutumiers de la vie du prisonnier anglais. Les vingt éclopés, en y arrivant, avaient eu à s'installer de leur mieux dans une salle où se trouvaient logés 200 « civils » français; et c'est là que notre misérable héros s'est vu contraint de passer presque tout le temps de son séjour à Darmstadt, faute pour lui de pouvoir encore se procurer des béquilles. La nourriture, en vérité, était « relativement bonne : » mais les autorités allemandes, connaissant la passion de tout soldat anglais pour la cigarette ou la pipe, avaient imaginé dès lors de faire « expier » aux nouveaux venus la conduite « scandaleuse » de sir Edward Grey en leur interdisant strictement de fumer, — sous peine de se voir infliger « sept ou huit jours de cellule! » Après quoi ce fut

un nouveau voyage : les prisonniers anglais, qui étaient maintenant au nombre d'une quarantaine, furent transférés dans un autre camp, que M. Green appelle *Ghesun*, — ce qui, peut-être, signifie Giessen. Là, dans la « salle de garde » du camp, se produisit un incident assez banal par soi-même, mais qui va nous livrer excellemment, si je puis dire, toute la « philosophie » de l'auteur de la brochure. Un soldat prussien s'étant avisé de faire entendre aux prisonniers que, « bientôt, l'Angleterre, son roi, et son fameux Kitchener ne manqueraient pas de recevoir leur compte, » l'un des camarades de M. Arthur Green « commit l'imprudence » d'éclater de rire ; sur quoi, tous les Allemands qui étaient dans la salle se ruèrent sur lui, l'accablèrent de coups de pied, lui meurtrirent le visage de toute la force de leurs poings. « Oh ! des gaillards terribles ! ajoute le témoin de la scène. Et bien sûr que j'ai plaint le pauvre garçon : mais bah ! cela ne lui a point fait trop de mal, et ce mal qu'il a eu n'a pas duré trop longtemps. »

Vient ensuite le récit du premier bain qu'ont pu prendre les prisonniers anglais, depuis leur départ de Cambrai. Et comment ne pas nous rappeler, à ce propos, que c'est précisément la peinture d'une baignade des forçats sibériens qui, dans les *Souvenirs de la Maison des Morts*, faisait songer Tourguenef à une « vision infernale ? »

Il s'agissait d'aller à un kilomètre environ de notre camp. Deux autres soldats anglais devaient venir avec moi, qui étais en train de m'entraîner à me servir de béquilles. Quatre gardes étaient chargés de nous escorter. Je me sentais encore si faible qu'au bout de quarante mètres il me fallait m'arrêter. Aussi les gardes trouvaient-ils que je n'allais pas assez vite, de sorte qu'ils ne cessaient pas de me crier : *Schwein scurry !* (1) mots allemands qui voulaient dire : « Cochon, hâte-toi ! » Ah ! je leur en aurais donné, du « cochon, » si seulement j'avais pu le faire ! Combien j'aurais aimé leur mettre la tête sous ma botte ! Enfin j'eus mon bain, trop heureux de cette aubaine : mais les brutes continuaient à me crier leur *Scurry !* et puis, quand je me fus déshabillé, voilà qu'ils aperçurent mon tatouage ! Et comme ils reconnaissaient les armes de l'Angleterre, c'est là que j'en ai entendu, des *Englisch Schwein*, et d'autres *Englisch* de toutes les espèces, en même temps que l'un des gardes m'assénait un coup de poing sur la bouche. Dès la seconde suivante, mon sang ne fit qu'un tour : mais j'ai plaisir à ajouter que je me suis suffisamment ressaisi pour prendre la chose en plaisanterie. Je réfléchissais simplement en moi-même, et me disais que tout cela était l'effet naturel de leur célèbre « culture » allemande. Puis, lorsque nous eûmes à revenir au camp, voilà qu'il y avait au moins une centaine de badauds, occupés à nous attendre ; et là encore je

(1) Impossible de deviner à quel véritable « mot allemand » correspond ce *Scurry !* — répété à chaque page par M. Arthur Green.

vous promets que j'ai eu un moment bien agréable, pendant que tous ces gens hurlaient des injures ou bien nous lançaient à la tête toute sorte d'objets, et que nos gardes se tordaient de rire ! De manière qu'en arrivant dans notre salle, les camarades me disent : « Quoi donc, Jim, tu n'as pas l'air ravi de ton bain? » Alors je leur racontai tout ce qui s'était passé. Il y avait là un sergent que mon récit avait rendu fou : ne voulait-il pas nous entrainer tous à assommer les gardes? Mais, cette fois, ce fut mon tour d'éclater de rire, et bientôt personne de nous ne pensa plus à toute cette histoire.

Mais tout cela ne nous offre, décidément, qu'un « avant-goût » encore bien médiocre des épreuves qui attendaient M. Arthur Green au camp de Wittenberg, où ses compagnons et lui sont arrivés le matin du 3 décembre 1914. On les avait entassés, pour les y conduire, dans un wagon à bestiaux, avec de hautes fenêtres grillées; et, à chaque station, des foules furieuses d'hommes et de femmes les outrageaient, s'efforçaient de les aborder pour les rouer de coups, leur criaient qu'on les emmenait à Berlin pour les fusiller. Le camp de Wittenberg contenait, à ce moment, environ 15 000 prisonniers russes, plus de 2 000 Français, 850 Anglais, et une quarantaine de « civils » belges, population misérable que le typhus et la faim allaient bientôt réduire de l'effroyable façon que l'on sait. Mais aussi bien, dès ce début de l'hiver, les prisonniers anglais surtout apparaissaient-ils tristement déchus de leur ancienne élégance ; dépouillés de leurs manteaux et de leurs casquettes, les uns portaient des vêtemens hors d'usage que leur avaient donnés, par compassion, des collègues français ; d'autres, le plus grand nombre, s'étaient fabriqué des habits et des bonnets avec des morceaux de leurs couvertures. « Quant à moi, ajoute notre narrateur, toute ma garde-robe consistait en une veste et un pantalon avec des trous comme des soucoupes, un fragment de chaussette sur mon bon pied, un chiffon autour de l'autre pied, une botte que j'avais ramassée à Darmstadt, un vieux fragment de chapeau de feutre dont je m'étais fait un soulier pour mon pied gauche, et une calotte qu'un Russe m'avait taillée dans un coin de couverture. » Avec cela un froid mortel, des torrens de neige à peu près chaque jour.

Et nul moyen d'écrire au pays, ou d'en recevoir des nouvelles. Nul moyen, même, d'obtenir sa pleine part du maigre « menu » de la « cantine : » car « à peine voulait-on s'en approcher, que voilà qu'arrive un Allemand qui, reconnaissant un *cochon d'Anglais*, se hâte de le chasser, à grands coups de fouet ! » Quelques jours après son arrivée, M. Green a vu venir une troupe lamentable de 200 Anglais,

amenés là « tout droit de la tranchée. » Les gardiens les ont fait sortir du wagon « en les frappant de toutes leurs forces avec des bâtons, des ceintures, des sabres, ou n'importe quoi qu'ils avaient sous la main. » Puis ces mêmes gardiens, probablement ivres, « et qui avaient l'allure féroce de chiens enragés, » ont fouillé les pauvres diables, leur ont enlevé leur tabac et les quelques sous qui leur restaient, et puis leur ont déclaré, avec leur gros rire, que, par exception, il leur serait permis de fumer ! Sous le moindre prétexte, le « cochon d'Anglais » était condamné à la bastonnade, ou encore à la privation de toute nourriture. « L'un de nous est ainsi resté trois jours sans un morceau de pain. D'autres étaient enfermés, pour la journée entière, dans une cave humide; et pas de soupe pour eux pendant ce jour-là ! Mais nous avions coutume de mettre de côté, à leur intention, un peu de notre soupe, que nous leur donnions quand ils revenaient. Cela nous était dur, je vous prie de le croire : mais quoi ! il fallait bien s'entr'aider ! »

Le 27 décembre, M. Arthur Green a été pris de fièvre. « Ma température était si haute que j'ai dû me faire porter à l'hôpital du camp, où l'on m'a jeté dans un coin, sur un vieux matelas pourri. L'hôpital était d'une saleté dégoûtante, avec des millions de poux, que l'on voyait grimper tout le long des murs. Le 30, l'on a déposé près de moi un Russe, un vrai paquet d'os. Sa couverture semblait garnie d'une couche de gelée : mais je vis bientôt que c'était un monceau de poux. Personne n'osait approcher du malheureux, qui d'ailleurs n'a point tardé à mourir, probablement dévoré par ces vilaines bêtes. »

La fièvre dont souffrait notre soldat anglais devait être, sans doute, l'indice d'une légère atteinte de typhus. Car le fait est que, depuis lors, cette maladie a commencé à envahir le camp; et le récit de M. Green ne va plus être désormais qu'un navrant nécrologe.

Un copain de la Brigade des Fusiliers fut le premier d'entre nous à devoir se coucher. Il mourut le lendemain. Il s'appelait Johnnie Date. Douze de nos hommes sont sortis du camp pour l'enterrer; ils ont été hués par les gens du pays pendant qu'ils portaient le cercueil. Quelques jours après, ce fut le tour de Ristol, qui ne mourut qu'au bout d'un mois. Puis, la semaine suivante, le caporal Thatcher nous quitta pour l'hôpital. Il avait à la fois le typhus et la fièvre scarlatine... Depuis des mois, pas un de nous ne s'était rasé, ni n'avait vu un morceau de savon. Au commencement de mars, plus de cinquante hommes de ma chambrée étaient partis pour l'hôpital. En février, ce fut le sergent Phillips qui s'y rendit, dans un état affreux. Il mourut trois jours après, et puis ce fut le soldat Green, du régiment de Bedford. Celui-là réussit à s'en tirer. Deux jours après, les

soldats Day et Young, et le lendemain encore, le soldat Turner, tous les trois avec le typhus. Puis ce fut Parker : son cas était mauvais, mais il put s'en tirer. Puis Metcalf : il a traîné deux mois, et puis a fini par mourir. Des quarante Anglais venus le 3 décembre, nous ne restions plus que dix, et chaque jour en nous demandant quel serait le suivant.

Les prisonniers mouraient avec une moyenne de trente cas par jour. On les enterrait deux par deux dans une même caisse, que l'on emportait aussitôt pour la déposer à côté des autres. Tous les médecins et infirmiers allemands s'étaient enfuis depuis les premiers jours de la contagion : mais il nous était venu, vers le 7 février, six médecins anglais qui, de leur gré, s'étaient offerts pour essayer de lutter contre la maladie. Ils nous disaient combien ils déploraient l'absence de tous moyens de traitement, pour les victimes du typhus : et eux-mêmes étaient forcés de se nourrir comme nous, car nous étions absolument séparés du monde, sans aucune possibilité de rien avoir que notre soupe et nos pommes de terre, — le pain nous ayant été presque entièrement supprimé. Nous perdîmes d'abord l'un de nos médecins ; puis un second, la semaine d'après, et puis le major Fry, frère du célèbre joueur de *cricket*, et encore deux autres officiers. Un seul des officiers anglais n'a pas été malade : un capitaine, qui se trouvait encore au camp lorsque j'en suis parti. C'est seulement en juin que le typhus a cessé de dévaster notre camp, vaincu par les soins des médecins prisonniers. Le total des morts avait été de 1 500 Russes, plus de 300 Français, et 87 Anglais.

Quant aux prisonniers qui avaient eu, par miracle, la chance d'échapper à la contagion, nous savons déjà, par le rapport des médecins survivans, que plus d'un enviait sincèrement le sort de ses camarades ainsi « délivrés. » « Ce fut pendant les mois de mars et d'avril, — nous dit, de son côté, M. Arthur Green, — que nous eûmes à passer les plus cruels momens. Affamés et anéantis de misère, chacun de nous était comme un loup furieux. Sans compter la démangeaison de nos poux, qui allait jusqu'à nous faire perdre la raison. Mais aucun remède à cet affreux fléau, si bien que nous n'avions qu'à pester et à supporter. » Du moins le départ d'un très grand nombre de leurs gardiens leur rendait-il la très précieuse faculté de fumer ; mais, hélas ! il y avait longtemps que personne d'entre eux n'avait plus réussi à se procurer la moindre pipée de tabac. « Nous fumions de la paille extraite de nos lits, ou bien, surtout, l'écorce des poteaux qui entouraient le camp. »

Encore les quelques gardiens allemands qui étaient restés au camp ne se privaient-ils pas du plaisir de torturer leur « bétail, » — et, de préférence, les « cochons d'Anglais ». M. Green nous décrit toute espèce de « bonnes farces » qu'ils avaient inventées, et qu'en-

suite ils répétaient infatigablement. Par exemple, ils ordonnaient qu'au premier coup de sifflet tout le monde eût à rentrer en hâte dans les salles, sous peine d'être aussitôt fusillé. « Et donc, à peine venions-nous de sortir dans la cour, que voilà que nous entendons le coup de sifflet ! Puis, quand on nous a tenus enfermés pendant une demi-heure, on nous fait dire que nous pouvons de nouveau prendre l'air ; et de nouveau, sitôt sortis, voilà le coup de sifflet ! Cette comédie nous énervait à tel point que plusieurs d'entre nous avaient entièrement renoncé à sortir. »

Un autre amusement des geôliers consistait à repaître les prisonsonniers de fausses nouvelles touchant leur pays. A ces malheureux qui, depuis près d'une année, se trouvaient empêchés de recevoir le moindre bout de lettre, on distribuait généreusement un journal imprimé en langue anglaise, et intitulé le *Continental Times*. « Jamais certes vous n'avez lu rien de plus comique, — écrit, avec sa résignation ordinaire, M. Arthur Green. — A en croire ce journal, nous avions perdu toute notre flotte, et nos troupes sur le front français étaient réduites à rien. Nous lisions que des zeppelins avaient détruit Londres, que le bombardement de Scarborough avait été une grande victoire allemande, comme aussi le torpillage de la *Lusitania*, qui transportait en France des milliers d'obus. On nous apitoyait sur le sort misérable des prisonniers allemands, traités par les Anglais avec une cruauté infernale. En un mot, ces sales bêtes mettaient dans leur feuille tous les mensonges qu'ils pouvaient imaginer pour nous empoisonner l'âme. » Semblablement, le journal publiait des listes de prisonniers anglais, où le nom de notre narrateur, en particulier, avait l'honneur de figurer au moins à deux reprises. Et malheur au prisonnier qui faisait mine d'incrédulité, en présence de ces abominables « canards : » celui-là était sûr d'avoir à « expier » plus rudement encore que ses compagnons la « trahison » des Kitchener et des sir Edward Grey !

Parfois aussi un véritable vent de folie s'emparait, soudain, des gardiens allemands. On les a vus déjà tout à l'heure se ruant sur des prisonniers anglais, « comme des bêtes enragées. » Le 20 mai, de nouveau, il y eut à Wittenberg une de ces « crises, » résultant peut-être, chez les tortionnaires, d'une sorte de sentiment « néronien » de leur toute-puissance. Le fait est que soudain, sans l'ombre d'un motif, ces hommes que le départ de leurs chefs avait rendus maîtres absolus du camp se sont mis à tirer sur les prisonniers. Ils en ont tué trois, et grièvement blessé quatre. « Un Français récem-

ment sorti de l'hôpital marchait le long de la barrière, lorsqu'une sentinelle a tiré sur lui, et l'a atteint une première fois. Puis, au moment où il se relevait, un second coup de fusil l'a étendu raide mort. Un jeune garçon russe a été blessé au ventre, mais a eu l'heureuse fortune d'en réchapper. Un autre Russe a reçu son affaire tout juste vis-à-vis de la porte de notre chambrée ; et personne n'osait aller le ramasser. Enfin le soldat Willis, mon camarade, s'est élancé au dehors et nous l'a ramené : mais le pauvre garçon est mort environ une demi-heure plus tard. Quant à Willis, celui-là peut se vanter d'avoir eu de la chance, car quelqu'un a tiré sur lui pendant qu'il était dehors, mais sans pouvoir l'atteindre. » Ou bien, d'autres fois, les gardiens entraient dans les chambrées avec d'énormes chiens, qu'ils lâchaient contre tel ou tel prisonnier dont la figure leur déplaisait. Les prisonniers étaient mordus, et toute la troupe des gardiens s'esclaffait de plaisir.

De même encore, c'était sans doute en manière de « bonne farce » que les autorités feignaient, à tout instant, de vouloir rendre la liberté aux « cochons d'Anglais. » Le 19 août, par exemple, M. Arthur Green et plusieurs de ses compatriotes, après avoir passé une nouvelle visite médicale, ont appris qu'ils quitteraient le camp dès le lendemain matin, pour être échangés contre des « grands blessés » allemands. L'après-midi, nos prisonniers, qui jusque là n'avaient pas osé croire pleinement à la réalisation d'une promesse aussi merveilleuse, ont reçu l'ordre de dire adieu à leurs compagnons. Ils ont été emmenés à la salle de bains, puis soigneusement rasés et coiffés ; après quoi avec leurs plus beaux habits bien désinfectés, ils ont été installés pour la nuit dans une salle voisine de l'entrée du camp, où personne n'était admis à les approcher. Le lendemain à sept heures, pendant qu'ils étaient en train de déjeuner, tout rayonnans de joie, voilà qu'arrive un sous-officier allemand qui leur crie : « Hors d'ici, cochons d'Anglais, et *scurry*, hâtez-vous de retourner dans vos chambrées ! » La même comédie s'est renouvelée plusieurs autres fois : « mais nos hommes s'étaient dorénavant juré de ne prendre au sérieux les promesses allemandes que lorsqu'ils seraient déjà sur le bateau. »

Autre comédie : les visites à Wittenberg de M. Gérard, l'ambassadeur des États-Unis. Ce jour-là, dès l'aube, tout l'intérieur du camp subissait un nettoyage radical ; les rations de pain étaient au moins doublées, et la soupe devenait infiniment plus mangeable. Et comme l'ambassadeur Gérard, après l'avoir goûtée, déclarait, que, vraiment, « elle ne lui semblait pas trop mauvaise, » l'un des com-

pagnons de M. Arthur Green s'enhardit à lui répondre : « Revenez demain matin, monsieur l'ambassadeur, et flairez seulement la marmite à soupe : je vous garantis que vous n'aurez plus envie de rien manger, de toute la journée ! »

Par degrés, cependant, le sort des prisonniers anglais commençait lentement à s'améliorer. Un hasard qu'ils ne pouvaient s'empêcher de regarder comme « providentiel » les avait délivrés du plus puissant à la fois et du plus méchant de leurs geôliers, un terrible « sergent-prévôt » qui avait sous ses ordres le reste des gardiens. « Cet odieux personnage ne cessait pas de mettre son nez partout, toujours armé d'un gros bâton, et toujours prêt à frapper les prisonniers sans aucun motif, simplement pour leur montrer son pouvoir sur eux. Combien j'en connais qui ont dû entrer à l'hôpital, pour l'avoir rancontré sur leur chemin ! Or donc, une nuit, voilà qu'il est allé du côté du cimetière ; et voilà que la sentinelle, se figurant que c'était un prisonnier qui voulait se sauver, a fait feu sur lui, et, pour notre grande chance, l'a blessé à mort ! Nous n'avons appris la chose que trois mois plus tard, et sans trop de chagrin, je vous en donne ma parole ! » Il est vrai que, dès que l'un de ses nombreux successeurs manifestait une tendance à se montrer plus bienveillant, aussitôt ses chefs l'enlevaient de là pour l'envoyer « sur le front. » Mais il n'en reste pas moins que, depuis cette mort du premier « sergent-prévôt, » l'atmosphère du camp était devenue un peu plus respirable.

Au mois de mai, les soldats anglais ont été autorisés à correspondre, tous les quinze jours, avec leur famille, et à recevoir des paquets de provisions. Écoutons encore le récit de l'arrivée au camp du premier paquet :

Enfin, un matin, mon camarade Burgess reçoit l'ordre de se présenter au bureau, vers quatre heures, pour prendre livraison d'un colis. Nous n'en croyions pas nos oreilles. Nous étions follement agités, incapables de nous tenir tranquilles, nous demandant ce que pouvait être ce paquet, et ce que nous allions en faire quand il viendrait, et si, peut-être, il n'allait pas nous être volé au dernier moment. Ah ! comme la journée nous a paru longue ! A quatre heures, mon Burgess s'en va avec sept ou huit camarades : mais quant à moi, j'étais forcé de rester dans la salle, en raison de ma maudite jambe. Et puis, voilà que nos hommes reviennent, criant et riant, avec une caisse à savons anglaise ! Pas un des Russes de la chambrée qui ne s'approche, pour jouir du spectacle. On enlève le couvercle, et quel soupir de soulagement lorsque nous découvrons le contenu de la caisse ! Burgess avait les souliers demandés, ce qui prouvait que

sa carte postale était bien arrivée; et puis il y avait dans la caisse un gros pudding de Noël, un bon gâteau fait à la maison, un kilo de sucre, et un respectable paquet de tabac, — du tabac anglais, le premier que nous voyions depuis neuf mois! Et encore un paquet de papier à cigarettes! Nous voulions commencer tout de suite par goûter au tabac ; mais Burgess a déclaré que non. Il a coupé en tranches le pudding, ainsi que le gâteau, et en a partagé les morceaux entre nous. Et puis, après que j'eus mangé ces énormes morceaux, j'ai dit : « Burgess, mon vieux, nous avons eu tort! Cela est beaucoup trop, après neuf mois sans rien avaler d'un peu solide! » Et, en effet, j'ai été malade, après cela, pendant deux ou trois jours. Mais, pour en revenir à cette fameuse soirée, ah! je vous promets que nous ne nous sommes pas privés de fumer! Burgess, surtout, se relevait de son matelas toutes les demi-heures pour allumer une cigarette. Non certes, si même je devais vivre cent ans, jamais je n'oublierais ce 18 mai 1915, où nous est arrivé le colis de Burgess!

Enfin, le matin du 29 novembre 1915, — « encore un des plus beaux jours de ma vie! » nous déclare M. Arthur Green, — un camarade plus ingambe est revenu dans la chambrée annoncer à ses compagnons que l'on allait partir aussitôt pour Londres! Et je n'ai pas besoin de dire quel fut, durant tout le voyage, le ravissement de nos éclopés ; mais combien à ce ravissement s'est encore mêlé de stupeur, lorsque, dans une gare toute proche de la frontière hollandaise, M. Green et ses compagnons ont reçu l'ordre de quitter le misérable wagon à bestiaux qui les avait amenés depuis Wittenberg, pour être transportés dans un superbe wagon sanitaire, avec « dix admirables couchettes à ressorts! » Là, poursuit M. Arthur Green, « nous fûmes invités à nous dévêtir, ou plutôt à nous laisser dévêtir par une équipe entière d'infirmiers des deux sexes. Nos vêtemens furent rangés dans des sacoches dont on nous fit cadeau, tout cela propre et commode au possible. Auprès de chaque lit se trouvaient, d'un côté, une petite table mobile, de l'autre côté une étagère à livres, un cendrier, et un écritoire. Sans compter, naturellement, des lavabos, et des miroirs, et trente-six autres inventions du dernier modèle. » C'est dans ce wagon merveilleux que, dès l'heure suivante, les « rescapés » de Wittenberg ont eu la joie de pénétrer sur le sol hollandais. « Nous savions que nous étions dans un pays neutre, ajoute en terminant l'auteur de la brochure; mais, jusqu'au bout de cette journée, nous n'en avons pas moins continué à trembler de peur. »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

C'est elle, cette fois, nous ne disons pas précisément : « la grande offensive, » nous n'en savons rien, mais l'offensive générale, l'action concertée. Car, cette fois, les choses se passent presque comme si le commandement était unique, et il n'y a pas de doute que l'action n'ait été concertée entre les Alliés. Est-ce à la Conférence même de Paris, et dès le mois de mars, puisqu'il faut à ces vastes mouvemens de longues préparations ? Est-ce depuis lors, en quelque réunion moins exposée aux regards ? Il n'importe qu'à la curiosité, heureusement rétrospective, des journaux de la *Mitteleuropa*. L'essentiel, pour le présent et pour l'avenir, est que ce qui est déjà fait, ce qui se fait et ce qui va suivre ait été délibéré, arrêté, préparé, exécuté, d'un seul mot *voulu* en commun. S'il n'y a pas eu une concordance mathématique entre l'offensive russe, la contre-offensive italienne, l'offensive anglo-française, la raison en est qu'à de telles distances, sur une ligne qui couvre plusieurs milliers de kilomètres, de Nieuport à Belfort, du val Lagarina à Monfalcone, puis à Vallona, puis à Salonique et à la Strouma, de Riga au bas Danube, puis au Caucase, puis à l'Euphrate, puis au golfe d'Aden, il est impossible que le déclenchement soit absolument simultané. Comme l'incendie, cette bataille, où l'univers brûle, gagne de proche en proche.

La quinzaine précédente avait appartenu encore à la coalition de l'Europe centrale, qui, dès le début de la guerre. avait pris l'initiative de la manœuvre, et qui, sauf accident, n'avait cessé de la garder. Nous avions vu de nouveau des assauts furieux, et plus furieux que jamais, poussés alternativement de droite et de gauche contre les avancées de Verdun ; l'armée du Kronprinz tâchant de s'ouvrir un chemin à grands coups d'épaules, tantôt l'une, tantôt l'autre, vers le cœur de la place emphatiquement proclamé « le cœur de la France ; » s'interrompant, non pas pour réparer des pertes qui ne se répareront plus,

mais pour combler les vides, boucher les fissures dans les rangs serrés, et refaire tous les approvisionnemens, à commencer par la chair à canon. Divisions avaient été jetées sur divisions, enlevées de partout où l'on avait pu en ôter, sur l'Yser, sur la Somme, en Russie, en Orient, avec de toutes jeunes recrues et de vieux débris de *landwehr* ou de *landsturm*, les fonds de tiroir de l'Empire, dans l'espoir de gagner enfin cette partie infernale, au jeu le plus enragé qui se soit en aucun temps joué entre les hommes, sans résultat appréciable, sinon de se casser les dents et de s'user jusqu'à la mâchoire à grignoter, caillou par caillou, quelques mottes de terre. Au même instant, on dirait presque au même signal, les troupes austro-hongroises, s'étaient glissées hors des hautes cavernes où, depuis trois mois, conformément à l'espèce de plan perpétuel, revisé et mis au point par Conrad de Hœtzendorf, l'État-major les entassait; elles étaient descendues, en quatre coulées, du Trentin sur le pays d'où elles furent chassées il y a un demi-siècle, mais qu'elles n'ont pas cessé de regretter et de convoiter. Les Bulgares en habit d'Allemands, sous les ordres d'Allemands à l'âme de Bulgares, avaient occupé, de connivence avec le gouvernement grec, les forts qui bordent la Strouma, marchant au Midi, du côté où Cavalla luit à leurs yeux dans le soleil, au-dessus de la mer étincelante. Les Turcs eux-mêmes, ramenés de loin, avaient fait ferme en Asie Mineure et essayé de casser, tandis qu'elles s'allongent et avant qu'elles se renforcent, les branches encore minces de la tenaille russe. Chose plus extraordinaire enfin, la flotte allemande était sortie; quelle que fût la manière dont la bataille s'était engagée, que l'un des deux adversaires l'eût cherchée ou qu'elle eût été simplement l'effet d'une rencontre dans le brouillard, ses navires s'étaient heurtés à une escadre anglaise. Si l'amiral von Scheer avait voulu tenter quelque coup, il n'était pas passé ; s'il avait voulu rompre le blocus, il ne l'avait pas rompu ; mais il restait intéressant et significatif qu'il eût risqué l'aventure et pris sur lui de bouleverser le catalogue de ce Musée de la marine impériale qu'en ses eaux placides enfermait précieusement le canal de Kiel.

Aujourd'hui, tout change. Nous ne sommes plus « manœuvrés, » nous manœuvrons. Nous avons pris, pour la garder, cette initiative dont l'absence était la pire cause de notre impuissance, en tout cas brisait ou diminuait l'efficacité de nos efforts. C'est nous, à présent, qui partons au même instant et au même signal. Du coup, l'ennemi est « fixé, » remarque le colonel suisse Secrétan. Fixé en Galicie, en Volhynie, en Pologne; fixé aux Sette Comuni ; fixé dans les

Flandres et à Verdun. Comme tout le secret de ses succès était dans sa mobilité, due elle-même à la facilité de ses communications qui lui permettait de se déplacer rapidement le long des lignes intérieures, une fois fixé, avec le temps, il est battu. Il est excellent que nous le sachions, le temps et l'espace travaillent pour nous : mais leur collaboration, qui nous rend la victoire finale infaillible, ne nous dispense pas d'agir. Agir pleinement, c'est faire soi-même ce que l'on fait et ne faire que ce que l'on veut. Ce n'est pas subir, c'est imposer. Ce n'est pas suivre, c'est conduire. Nous menons! Voici, autrement que dans une phrase, le commencement de l'action, qui sera le commencement de la fin.

Les Russes se sont ébranlés les premiers, en réponse à la menace que, de ses repaires du Trentin, l'Autriche-Hongrie dirigeait contre Vicence et Venise. Cette menace même, que l'Autriche l'ait dessinée dans le moment où elle l'a fait; qu'elle l'ait entourée de tant d'éclat et de tant de bruit; qu'elle ait appelé, si tôt et si haut, à la couronne de lauriers, avant la couronne de perles, l'archiduc héritier et, pour le triomphe de la famille, deux autres archiducs en supplément, c'est une nouvelle preuve de sa naturelle et traditionnelle inaptitude à comprendre les choses et à les faire en leur saison. Mais, contrairement à sa nature et à ses traditions, tandis qu'à l'ordinaire elle est, selon le proverbe, en retard d'une idée, d'une année et d'une armée, dans la circonstance, elle s'est vue, par un orgueilleux délire d'imagination, en avance peut-être d'une idée, probablement d'une année, et certainement d'une armée. Elle a cru que la Russie, épuisée par les terribles saignées de 1915, ne pourrait plus remuer, que ce n'était plus que le corps gisant d'un géant aux membres disjoints, dont le souffle seul rendait encore un son de puissance, mais vain et dérisoire, et qui, plus il se relevait par soubresauts et comme par hoquets, plus il sentait et il annonçait l'agonie. A cette ruine d'un Empire colossal, tombé plus vite que ceux de l'histoire ancienne, l'Allemagne, à l'apogée de sa force, se contentait, avec dédain, d'opposer à peine cinquante divisions, pour sa part; très exactement, quarante-neuf. Elle, l'Autriche-Hongrie, le « brillant Second, » elle ne devait pas laisser à l'Allemagne prussienne tout l'honneur et tout le profit; s'être défendue contre les Cosaques, avoir libéré de l'invasion moscovite ses provinces insultées, c'était, elle se le disait bien, un rôle d'autant plus modeste dans une pareille guerre que l'Autre, l'éblouissant Premier, ne se gênait pas pour le lui rappeler en chaque occasion; c'est par lui, plus que par elle-même, qu'elle avait été défendue, qu'elle avait été libérée; parce qu'il

avait été derrière elle, il était maintenant et il serait désormais devant elle; elle le trouvait toujours entre elle et son miroir. Mais la maison de Habsbourg, aussi, avait son Kronprinz; et elle avait aussi ses revendications territoriales. Ah ! combien de revendications, après tout ce que le XVIIIe siècle lui a fait perdre ! D'abord, le Lombard-vénitien, et d'abord le dernier joyau soustrait, abandonné ou donné de si mauvaise grâce, la Vénétie même. Pour penser que 1848, 1859, 1866 avaient pu être effacés, il fallait n'avoir pas regardé la forme du crâne de François-Joseph. Au bout de soixante-huit ans de règne, qui ont été soixante-huit années de défaites, de malheurs publics et privés, le vieil Empereur est demeuré le prince adolescent, presque enfant, qui, obligé d'accepter le fait accompli, mais obstiné à en nier et le sens et la raison, se refusait, en une sorte de bouderie hautaine, à reconnaître « le vœu des populations. » Les « populations, » quelques fous, à son jugement, ou quelques intrigans, quelques conspirateurs qui prêtent aux masses muettes et stupides leur agitation bavarde, et qu'une clémence juvénile avait eu le tort d'épargner ! Durant ces soixante-huit années, de dix ans en dix ans traversées de calamités, François-Joseph avait attendu, sans rien oublier et sans rien apprendre, qu'un retour de la fortune, salué par lui comme une revanche de la justice, lui ramenât son heure. La Russie écartée, rejetée hors de combat et hors de cause, cette heure lui avait paru revenue. On allait châtier du même coup, en ces Savoyards et ces Piémontais, la « rébellion » du grand-père et la « trahison » du petit-fils. Tranquille sur ce qui se passait, ou plutôt sur ce qu'on était persuadé qui ne se passait pas dans les Carpathes, on entassait dans les Alpes les régimens et les canons. Et l'on s'ingéniait à rallumer, par des ordres du jour enflammés, les antiques passions de la race, par quoi l'Autrichien de sang mêlé se révèle et s'affirme tudesque : dans une prose de soudard, qu'un Blücher ou un Radetsky eussent rougi de signer, on promettait pour la fin de la course, aux bandes impériales et royales, ces deux trésors de l'Italie : « le bon vin et les belles femmes. » Or, pendant que le « kaiserlick, » tout comme un Brandebourgeois ou un Poméranien, s'excitait à ces douces images, vers l'Orient, le géant endormi secouait le sommeil de sa fausse mort; l'immense front de douze cents kilomètres se ranimait.

On sait que, des rives de la Baltique à la frontière roumaine, il s'articule, pour ainsi dire, en trois secteurs. Dans le secteur du Nord, Kouropatkine a en face de lui Hindenburg, dont la naïve grossièreté allemande fait à plaisir une manière de croquemitaine, « notre

Hindenburg, » qui va tout dévorer, qui ne va faire que deux enjambées jusqu'à Pétrograd et qu'une bouchée de l'Empire des tsars, le type même de l'homme d'armes tel que l'Allemagne se l'est de tout temps figuré, et tel qu'il était peint dans l'inscription que lut Montaigne quelque part en Bavière : *Horridum militem esse decet.* « Il faut que le soldat soit effrayant. » L'autre semaine, lorsque arrivaient les listes de prisonniers, montant successivement à cent quarante mille, à cent soixante mille, à cent quatre-vingt mille, à deux cent mille, à deux cent vingt mille hommes, les gazettes d'outre-Rhin, contraintes, malgré elles, de les enregistrer, riaient jaune, ou même ne riaient pas du tout, mais se consolaient : La joie de la Russie est troublée, à la pensée de ce que lui réserve Hindenburg. Eh bien ! oui, le « brillant Second, » en la personne de son général Pflanzer-Baltin, se laissait battre ; mais Hindenburg arrangerait tout. Quels coups il porterait, quand il lui conviendrait seulement de lever le poing, et, dès qu'il foncerait, il enfoncerait ! Hindenburg a levé le poing, ses coups sont tombés dans le vide ; il a foncé et n'a point enfoncé. Il a déjà sur la poitrine la tête de Kouropatkine, qui passe pour être assez dure, formée à l'école opiniâtre autant qu'ardente des Skobeleff et des Dragomiroff, lesquels n'ont jamais eu la réputation de manquer d'allant ou de mordant. Aussi, les plus récens communiqués l'avouent, Hindenburg lui-même en est-il réduit à la défensive : le marteau est devenu enclume. Ce n'est vraisemblablement ni son goût ni sa faute. Il est la première victime de la nécessité, de la fatalité dynastique. On lui a pris ce dont le Kronprinz avait besoin pour la folle équipée de Verdun, et l'on n'a pas pu le lui rendre : il n'a plus avec lui beaucoup de monde. Et devant Riga, sur la Dwina, devant Dvinsk, près du lac Narotch, du côté de Vilna, qui est le nœud de ses voies ferrées et de ses routes, les Russes accourent par essaims. De longs mois, Hindenburg s'était flatté de les écraser sous le poids de son artillerie : ils lui opposent dorénavant les 105, 107, 152, 200 de leurs usines Poutiloff, les 120 et les 122 des usines françaises Schneider, alimentés, comme le fait observer amèrement la presse allemande, de munitions japonaises et américaines, que transportent en abondance des convois d'automobiles anglaises et belges. C'en est fait de son grand dessein, dont il étourdissait Berlin et l'Allemagne, et où Guillaume II, après en avoir ri et en avoir fait rire, avait fini par découvrir une vue de génie ; il n'a plus de quoi nourrir que de tout petits projets, qui, le plus souvent encore, sont des projets d'autrui.

Au centre, la même artillerie russe, cette artillerie toute neuve,

tient sous son feu Baranovitchi. Là, de quatre lignes de défense allemandes, tirées les unes derrière les autres, deux se sont déjà effondrées. En face d'Evert et de Broussiloff, le prince Léopold de Bavière, von Linsingen, et von Bothmer, bien qu'ils s'étudient à faire le meilleur visage qu'ils peuvent, ne fût-ce que pour donner une leçon aux Autrichiens, ne sont guère plus assurés. Les Russes leur reprennent peu à peu ce qu'ils avaient repris aux Russes. Un peu plus au Sud, le progrès de nos alliés continue dans la direction de la frontière galicienne. Plus au Sud encore, Letchitsky avance toujours ; les Autrichiens errent en déroute sur la rive droite du Dniester ; Pflanzer, si c'est encore lui, est à la recherche de son armée ; le chemin de fer étant coupé à vingt kilomètres à l'Ouest de Kolomea, c'est donc plus de 100 kilomètres que les Russes ont gagné depuis Czernovitz, et c'est, à dire d'expert, un point capital.

Dans quelle mesure l'énergique poussée de Broussiloff s'est-elle répercutée sur le front italien? Y a-t-il eu vraiment réaction de cette action, ou fut-ce simple coïncidence? N'y a-t-il eu que des mouvemens concomitans, sans relation directe ni effet réciproque, pas même en ce que la Bukovine, ainsi qu'on l'avait espéré, aurait « décongestionné » le Trentin? Toujours est-il qu'attaquant à son tour, le général Cadorna a repoussé les Autrichiens de la majeure partie du territoire dont ils s'étaient emparés avec une apparente aisance qui n'avait fait que raviver leurs rancunes et aiguiser leurs convoitises. Ils combinaient, paraît-il, une double entreprise, par les deux bords du lac de Garde, sur Vicence et sur Brescia, c'est-à-dire sur Venise et sur Milan, comme pour reconquérir, en un accès de nostalgie envieuse, leur défunt royaume lombard-vénitien. Vicence, Brescia, noms classiques dans l'histoire des guerres, noms sacrés dans les fastes de l'Italie. Entre les deux, est le fameux quadrilatère, formé par les quatre places de Vérone et de Legnago sur l'Adige, de Peschiera et de Mantoue sur le Mincio. Ce sont les lieux célébrés par Dante, au chant vingtième de *l'Enfer :* « Là-haut, dans la belle Italie, gît un lac, au pied des Alpes, qui ferme l'Allemagne, sur le Tyrol, et a nom Benaco. Par mille fontaines, je crois, et davantage, entre Garde, et le Val Canonica, et l'Apennin, coule l'eau qui s'attarde dans ce lac. Au milieu, il est un point (le promontoire de Sermione) où le pasteur du Trentin, et celui de Brescia, et celui de Vérone pourraient tous trois, s'ils faisaient ce chemin, donner la bénédiction. A l'endroit où la rive va déclinant, est assise Peschiera, belle et forte citadelle capable d'affronter Brescians et Bergamasques. Là, il faut que tout ce

qui ne peut tenir dans le giron de Benaco tombe et se fasse fleuve en bas par les verts pâturages. Sitôt que l'eau se met à courir, ce n'est plus Benaco, mais Mincio qu'elle s'appelle, jusques à Governo où le Pô la reçoit. » Ce sont les lieux séculairement illustrés par la victoire, qui commandent « les plus fertiles plaines du monde, » les plaines lombardes. C'est cette ligne de l'Adige qu'illumina, dès son aube, la gloire du jeune Bonaparte, vainqueur à Lonato et à Castiglione, poursuivant le maréchal Wurmser du lac de Garde sur la Brenta, le battant à Bassano et revenant l'assiéger dans Mantoue; vainqueur ensuite d'Alvinczy au pont d'Arcole près de Vérone et à Rivoli, passant plus tard le Tagliamento derrière l'archiduc Charles, franchissant le col de Tarvis et ne s'arrêtant en territoire autrichien qu'à Leoben, à vingt-cinq lieues de Vienne. C'est le quadrilatère où se sont à tant de reprises réfugiés, comme des barons pillards dans leur *rocca,* les Autrichiens filant devant la révolte des peuples opprimés, y gardant férocement l'entrée du couloir à demi souterrain qui pouvait être leur unique issue pour retourner chez eux ; le quadrilatère qui vit, en 1848, le geste libérateur du roi Charles-Albert. Bonaparte à Leoben et Charles-Albert aux portes du Trentin, il y aurait là pour l'Autriche de bons sujets de réflexion, si l'Autriche savait réfléchir. Mais elle préfère nier. Elle nie impudemment le fait, l'évidence et le jour. Ses départs en débâcle ne sont, à ses yeux aveuglés, que des « retraites volontaires. » Elle n'est chassée que parce qu'elle le veut bien. Et s'il lui plaît, à elle, d'être battue ? Tout dernièrement, le 2 juillet, après Czernovitz et Kolomea, après Arsiero et Asiago, l'officieuse *Reichspost* imprimait : « Le raccourcissement de notre front en Italie ne nous a pas fait abandonner, comme le prétendent certains stratèges d'estaminet à l'étranger, les points les plus importans du terrain conquis. Il suffit de regarder les positions dominantes où nous sommes établis pour voir que le coin que nous avons enfoncé dans la chair italienne y demeure où nous avons besoin qu'il soit. » Il y a des gens tellement habitués à parler par euphémisme qu'ils appelleraient la guillotine même un « raccourcissement du front ! »

Comme s'il était autrichien, le front allemand s'est aussi raccourci cette semaine, en France, au Nord et au Sud de la Somme. L'armée britannique, l'armée de Kitchener, a fait ses preuves. En liaison étroite et solide avec nous, elle martèle les lignes du prince de Bavière, les aplatit, les amincit, et les courbe, en attendant qu'elle les crève. Si elle ne paraît pas marcher à la même allure que nous, c'est pour des motifs que nous connaissons bien, et que les Allemands, peut-être,

connaissent également, mais qui ne sont pas ceux qu'ils allèguent. De toute façon, l'inquiétude de l'Allemagne est visible. Elle s'affirme jusque dans le soin qu'on met à la démentir. Nous le savons, nous ne devons pas encore laisser ouvrir toutes grandes les ailes de nos espérances; nous devons dompter nos désirs frémissans, les tenir en bride. Comme résultats positifs, nous n'en sommes qu'à une avance d'une dizaine de kilomètres et à la reprise d'une vingtaine de villages. Mais nous avons appris la patience, depuis vingt-trois mois que nous sommes envahis, il nous importe peu que ce soit long, pourvu que ce soit certain et définitif. Long, dur, sûr, c'est le mot d'ordre et c'est le mot de passe. Nous supporterons, nous les lasserons, nous les « aurons. »

On voudrait prendre garde ici d'écrire une ligne qui puisse sembler l'expression d'un avis pour lequel la compétence ferait défaut, et de se donner le ridicule de jouer au stratège de cabinet qui, à la morale près, vaut tout juste son confrère, le « stratège d'estaminet » Mais comment ne pas relever, à la charge des Allemands, la même erreur de sens critique et psychologique, signalée chez les Autrichiens? Manque de psychologie, et même quelque chose de plus, car l'observation, en l'espèce, offrait des données matérielles, saisissables et contrôlables; ni en Allemagne, ni en Autriche, il n'y a disette d' « observateurs, » de quelque nom qu'ils méritent d'être nommés; il y en a, au contraire, à foison, de toutes les qualités et pour toutes les besognes. Est-ce que le service d'espionnage, cette spécialité de la culture allemande, baisserait? Ou bien est-ce l'État-major qui ne sait plus assembler les renseignemens, les interpréter, et qui raisonne de travers? Les Autrichiens se sont trompés en se mettant en tête que les Russes étaient hors d'état de bouger et que, par conséquent, ils pouvaient eux-mêmes se jeter sans danger sur l'Italie. Les Allemands se sont trompés en se faisant le tableau, agréable pour eux, d'une bataille de Verdun qui use jusqu'au dernier homme les réserves de l'armée française, et en déduisant de là que, par conséquent, ils ne pouvaient plus, à l'Occident, avoir affaire qu'aux seuls Anglais, sur qui d'ailleurs ils se trompaient encore, par infatuation à la fois nationale et professionnelle : ces troupes de hasard n'étaient point une armée : elles avaient beau former une masse, large et profonde, plus il y en aurait, plus aisément on les battrait, et voilà tout. Ces sortes de choses sont toujours bonnes à dire, à la condition de n'y pas croire, et bien souvent, en lisant les journaux allemands, en voyant, par exemple, dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, il y a quinze jours, le 1er juillet : « Nous avons à ce point épuisé l'armée

française sur la Meuse, qu'elle est incapable d'entreprendre une offensive par ses propres moyens, nous avons empêché l'offensive du printemps, » un Français, le premier venu, d'information moyenne, était porté à hausser les épaules : allons donc, ils n'en croyaient rien! Mais ils le croyaient; ils croyaient la France vide de sang. Répétons que, pour le coup, c'est plus qu'une erreur de psychologie, et qu'il ne s'agit pas de finesse. C'est, militairement, une faute de métier, que le grand Frédéric eût corrigée de sa canne, et que son ombre ne pardonnera pas à son arrière-petit-neveu.

En présence de l'événement, de ces trois événemens enfin réglés sur le même plan, l'offensive russe, la contre-offensive italienne, l'offensive anglo-française, l'Allemagne se montre nerveuse autant que s'y prête son tempérament lymphatique, irrité cependant par une nourriture rationnée d'un peu court. Les Allemands font les rassurés: l'offensive russe est arrêtée, les prétentions italiennes sont risibles, l'offensive franco-anglaise s'apaise sans avoir abouti ; ou même les fanfarons : on va la voir de près, cette fameuse armée britannique ; c'est le vieux Dieu allemand, préposé particulièrement à la punition de l'Angleterre, qui livre au peuple élu ces Amalécites. Tant mieux, le bras allemand va s'abattre; le fléau allemand va frapper; et toute la série des métaphores belliqueusement horrifiques. Mais il faudrait être aussi piètre psychologue que l'est un Allemand même, pour ne pas deviner ce qui se cache, et qui se cache mal, là-dessous.

Les marques d'agacement, comme les symptômes d'affaissement, se multiplient. La note de l'Empire allemand à la Confédération helvétique en est un. Ce n'est peut-être pas tout à fait un ultimatum, quoiqu'un délai y fût fixé pour la réponse; mais c'était au moins ce que la langue juridique qualifie de « menace sous condition » et le langage familier, de « chantage. » Si, d'ici à tant de jours, la Suisse ne s'était pas arrangée pour fournir à l'Allemagne telles et telles marchandises, l'Allemagne cesserait, par représailles, de lui fournir du fer et du charbon. Or, il y a, entre les deux pays, cette différence : c'est son fer et c'est son charbon que l'Allemagne envoie en Suisse, tandis que les marchandises qu'elle lui demande si impérieusement d'envoyer en Allemagne, ce sont les nôtres, celles que nous lui vendons et que nous lui portons, celles que nous lui faisons ou lui laissons passer. La note allemande était donc une tentative de chantage sur les Alliés, par l'intermédiaire de la Confédération, justement et dignement récalcitrante. On a voulu qu'elle fût à triple détente, et que l'Allemagne se proposât par surcroît ou d'abord pour objet de brouiller les

cartes, soit entre la Suisse et la Quadruple-Entente, soit entre la Suisse et l'Empire allemand lui-même, afin de pouvoir, dans un cas comme dans l'autre, s'ouvrir un chemin à travers le territoire neutre, et tourner Belfort par le Sud. Tout est possible. Mais la première intention suffit : il n'est pas besoin de compliquer. L'Allemagne exige de la Suisse, non pas vaguement de la marchandise, non pas une marchandise ou une autre indifféremment ; mais elle dit laquelle, et elle le dit tout net, et elle le dit très fort : elle veut du coton. Mais, par là même, c'est très simple. Nous qui n'ignorons pas ce qu'elle ferait de ce coton, et que dans le même temps elle en réclame à Stockholm, à Copenhague, et sans doute à Amsterdam ou à Rotterdam, comme à Berne, nous répondons : A la Suisse, tout ; rien pour l'Allemagne. Nous regrettons que la Suisse en éprouve indirectement quelque tracas ou quelque gêne, mais le souci de notre salut, qui est notre suprême loi, nous interdit d'en démordre. C'est l'Allemagne qui en démordra, quand elle verra que même notre ancienne amitié envers la Confédération helvétique, accrue de notre reconnaissance pour les soins attentifs dont elle a comblé nos blessés, n'a pu et ne pourrait pas nous émouvoir : déjà elle desserre les dents. Elle négocie, elle s'humanisera. Ce sera, alors plus que jamais, le moment de la surveiller.

Mais l'Allemagne, au dedans et au dehors, donne bien d'autres signes de sa nervosité. A l'intérieur, le ton des discussions parlementaires, des polémiques qui sonnent comme des querelles non seulement de parti à parti, mais de personne à personne, les changemens brusques, les démissions et les élévations, les sorties, les rentrées, depuis le renvoi de M. de Tirpitz jusqu'à la réapparition de M. de Bülow, qui n'a pas quitté ses villégiatures d'hiver et d'été pour le fade plaisir d'ajouter une conclusion banale à un livre en somme médiocre ; le mécontentement, l'angoisse, l'agitation populaires ; les répressions policières et les poursuites judiciaires ; tout ce qui décèle un état de fièvre, un grand malaise, sinon encore un mal aigu. A l'extérieur, les faux pas qui se précipitent, les trames qui s'entre-croisent, partout, dans tous les pays et dans toutes les parties du monde, en Roumanie pour la retenir, en Grèce pour l'exciter, en Espagne pour se la concilier ; aux États-Unis pour les détourner des affaires d'Europe en lançant Hughes contre Wilson et Wilson contre Hughes, au Mexique pour paralyser les États-Unis en leur faisant tirer leur poudre aux moineaux, contre les Villa et les Carranza ; en Irlande, dans l'Islam africain et asiatique, pour provoquer des défections et fomenter des

insurrections; en Chine pour occuper le Japon, aux Indes néerlandaises on ne sait pas pourquoi.

Pour nous, notre situation est bonne. Avec l'espace et le temps, qui étaient de notre côté, la grande partie que nous jouons ne pouvait guère être perdue. Mais il s'agissait de faire ce qu'il faut pour la gagner, et la gagner n'est pas la même chose que ne pas la perdre. Nous y avons mis près de deux ans, mais c'est fait. Les Allemands se vantent à tort d'avoir inventé l'organisation. Ils nous ont emprunté, — comme ils empruntent, — le terme même. On s'en servait chez nous depuis un quart de siècle quand ils l'ont employé pour la première fois. Qu'ils prétendent l'accaparer, n'empêche nullement que l'organisation, si c'est l'ordre, ne soit une vertu française, clarté dans la pensée, justesse dans l'exécution. Potsdam n'a fait que s'aligner sur Versailles ; mais les alignemens de Versailles, l'ordre français, viennent du fond de l'histoire et des origines de la race. Par rapport à ce fond permanent, toutes nos révolutions ont été de surface. Plus que personne, et depuis plus longtemps que personne, nous avons l'unité, qui est la condition de l'ordre. Nous pouvions donc, et nous devions donc avoir l'ordre, qui est la condition de la victoire.

Nous l'avons maintenant en son plein, étendu de nous à nos alliés et de nos alliés à nous, se déroulant synchroniquement et systématiquement dans le temps et dans l'espace. A aucun prix, sous aucun prétexte, et même pour aucune raison, s'il en était, il ne faut le compromettre. Cette idée nous poursuit et nous assiège, à propos de la réunion du Sénat en Comité secret après le Comité secret du Palais-Bourbon (du moins n'ont-ils pas mal fini), à propos aussi du projet, qui rencontre faveur à la Chambre, d'instituer une délégation aux armées. Nous ne sommes pas ici, et nous ne laisserons pas échapper une occasion d'en faire souvenir, des adversaires du régime représentatif. Nous ne croyons pas qu'il fût possible, ni qu'il fût désirable, de supprimer purement et simplement toute vie parlementaire pendant la durée de la guerre. Nous accorderions volontiers que la guerre moderne, une guerre industrielle, quasi universelle et qui se prolonge comme celle-ci, en tendant à l'extrême tous les ressorts de la nation, veut, pour se soutenir, la coopération de tous, et premièrement des représentans de la nation. Nous inclinerions, de plus, à penser que, si tant d'activités se démènent, c'est que trop de bonnes volontés ont été, et sont peut-être encore, inutilisées : là aussi, il y avait eu défaut de coordination, et, pour tout dire, défaillance du gouvernement. Mais pas d'excès, pas de confusion; chacun à sa place, dans le cadre de

l'ordre français. Plutôt une force qui ne rende pas, un organe qui ne fonctionne pas, que deux organes qui s'embrouillent et que deux forces qui se contrarient.

Ayons toujours présent que la victoire dépend de l'ordre, qui repose sur l'unité. Qu'il y ait un commandement, et que ce soit un commandement. Ceux d'entre nous que leur âge écarte de la seule tâche essentielle n'ont, pour calmer l'anxiété des heures, rien de mieux à faire que de lire et de méditer. Une page qui se recommande d'elle-même, c'est celle du *Discours sur la première Décade de Tite-Live* où le Secrétaire florentin (on nous excusera de le citer encore) examine « comment les Romains donnaient aux capitaines de leurs armées les commissions libres; » traduisons : de pleins pouvoirs, ou carte blanche. Elle nous conte l'aventure de deux délégués que le Sénat avait détachés au consul Fabius pour le dissuader de passer en Toscane : « Ils arrivèrent lorsqu'il était déjà passé, qu'il était déjà victorieux, et, au lieu d'empêcher l'expédition, ils revinrent en ambassadeurs de sa conquête et de sa gloire. » Ce fut, nous dit-on, fort sage : « parce que si le Sénat avait voulu qu'un Consul procédât dans la guerre de point en point selon ce qu'il lui ordonnait, il l'aurait fait et moins circonspect et plus lent. En outre, le Sénat s'obligeait à conseiller une chose à laquelle il ne se pouvait entendre ; car, encore qu'il comptât des hommes très exercés dans la guerre, néanmoins n'étant pas sur les lieux et ne sachant pas une infinité de détails qu'il est nécessaire de savoir pour conseiller bien, ils eussent, en conseillant, fait une infinité d'erreurs. » Et c'est l'auteur même qui ajoute : « J'insiste là-dessus, parce que je vois que les républiques du temps présent, comme la Vénitienne et la Florentine, le comprennent tout autrement; et si leurs capitaines, provéditeurs et commissaires ont à mettre en position une artillerie, elles veulent être averties, et conseiller. Procédé qui mérite le même éloge que tous les autres, dont la réunion les a réduites à l'état où elles se trouvent de nos jours. »

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

LES TRAITS ÉTERNELS

DE

LA FRANCE

M. Maurice Barrès, qui vient d'être pendant quelques jours l'hôte du gouvernement anglais, a été invité à prendre la parole dans une réunion organisée par l'Académie britannique. Nous sommes heureux de pouvoir donner ici le texte de sa belle et émouvante conférence qui, dans les circonstances où elle a été prononcée, prend toute la valeur d'un acte :

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans sa *Litanie des Nations*, votre Swinburne prête à la France, parlant à la Liberté, ces paroles :

Je suis celle qui fut ton enseigne et ton porte-drapeau,
Ta voix et ton cri;
Celle qui te lava de son sang et te laissa plus belle;
Je suis celle-là, la même.
Ne sont-ce pas là les mains qui t'ont relevée gisante et t'ont nourrie,
Ces mains meurtries?
Ne suis-je pas la langue qui a parlé pour toi, l'œil qui t'a conduite?
Ne suis-je pas ton enfant?

Cet éloge qui nous a été au cœur, il s'est trouvé depuis 1870 tant d'hommes et de tant de pays pour croire que nous en avions démérité! On doutait de nous, on disait : « Ils ne sont plus les mêmes... La France est une nation du passé, une vieille nation... »

Comme on insistait sur ce mot : une *vieille nation!* C'est vrai, la France existait quand il n'y avait pas encore un sentiment allemand, un sentiment italien, anglais; c'est vrai, nous sommes la nation qui, la première de toute l'Europe, a eu l'idée qu'elle formait une patrie; mais on ne s'explique pas que ces grands titres aient pu nous discréditer auprès des nations plus récentes.

Parmi ceux qui parlaient ainsi, beaucoup nous regardaient sans haine, parfois même avec sympathie.

La France, pensaient-ils, a accumulé un immense trésor de vertus, de hauts faits, de services rendus, de gloires incomparables; mais, aujourd'hui, elle est au milieu de tout cela comme un vieillard au soir de la plus belle vie, ou mieux encore comme certains aristocrates frivoles qui, d'une illustre ascendance, n'ont gardé que leurs titres de noblesse, de charmantes manières, de superbes portraits, des tapisseries royales, des reliures écussonnées, un luxe grandiose et frivole.

C'est ainsi, nous le savons bien; on nous croyait frivoles, usés, trop riches, trop heureux, et faisant du plaisir le seul mobile de notre activité; les Français livraient à l'instinct et à la passion la conduite de leur vie; leur fin suprême était le bonheur, et l'on venait à Paris pour participer à ce bonheur...

Injustes étrangers, quand le plaisir facile et cosmopolite de Paris vous enivrait, comment auriez-vous connu ce qui reposait au foyer français, qui a pour vertu de se tenir isolé de la rue passante, et ce qui fermentait dans des cœurs qui attendent toujours un cri de croisade et comme l'appel d'un monde surnaturel pour produire et pour connaître eux-mêmes leur héroïsme?

I

Mois d'août 1914! L'appel aux armes retentit. Les cloches, dans tous les villages, s'ébranlent sur la vieille église dont le fondement repose au milieu des morts. Elles sont redevenues soudain les voix de la terre de France. Elles convoquent les hommes, elles plaignent les femmes; leur clameur est si forte qu'il semble qu'elle pourrait briser la pierre des tombeaux, et tout de suite elle fait sortir du cœur français tout ce qu'il renferme.

Les enfans, les femmes, les vieillards se dressent autour du soldat, l'accompagnent jusqu'au train... C'est le départ, non pas tel que Rude l'a sculpté dans le coup de vent de *la Marseillaise*, mais un départ plus tragique encore, les dents serrées : « Puisqu'ils le veulent, il faut en finir! »

C'est le départ. Nous ne pouvons pas être à la fois dans toutes les gares de Paris et de toutes nos villes, sur tous les quais d'embarquement, ni sur tous ces bateaux qui ramènent de l'étranger les Français. Voulez-vous que nous allions au cœur même de la France militaire, dans cette École de Saint-Cyr, où se forment les jeunes officiers ?

Chaque année, à Saint-Cyr, a lieu en grande pompe la fête du Triomphe. On nomme ainsi une cérémonie traditionnelle où la promotion sortant, c'est-à-dire les jeunes gens qui viennent de passer deux ans à l'École, baptisent la promotion qui les suit et donnent un nom à leurs cadets.

En juillet 1914, cette cérémonie coïncida avec les événemens qui, en se précipitant, déterminèrent la guerre, et par là elle devait prendre un caractère plus grave. Le 31 du mois, le général commandant l'École fit savoir aux *Montmirail* (c'était le nom des aînés) qu'ils eussent à baptiser leurs cadets, le soir même, militairement et sans les réjouissances traditionnelles.

Tous comprirent qu'ils allaient avoir peut-être dans la nuit à gagner leurs régimens respectifs.

Écoutez un jeune poète de la promotion de *Montmirail*, Jean Allard-Méeus, raconter à sa mère cette soirée déjà devenue légendaire chez nous : « Après le dîner, prise d'armes devant le capitaine et le lieutenant de garde, seuls officiers autorisés à assister à cette cérémonie intime. Belle soirée; dans l'air, des parfums oppressés. L'ordre le plus parfait et le silence le plus grand. Les officiers de *Montmirail* avec le sabre, les « hommes » avec le fusil. Les deux promotions se massent sur le grand terrain, sous le commandement du major de la promotion. Discours patriotiques fort bien ; puis, au milieu de l'émotion grandissante, j'ai dit :

DEMAIN

Soldats de notre illustre race,
Dormez, vos souvenirs sont beaux!
Le temps n'efface pas la trace
Des noms fameux sur les tombeaux.

Dormez; par delà la frontière,
Vous dormirez bientôt chez nous;
Notre vaillance reste entière,
Et sur vos tombes, à genoux,
Nous viendrons déposer nos armes,
Vengés de vos anciens malheurs;
Les arrosant avec nos larmes,
Nous y ferons fleurir nos fleurs.

« Jamais, ma petite maman, je ne dirai plus ces vers, car jamais plus je ne serai à la veille d'un jour de départ pour là-bas, au milieu de mille jeunes gens tremblant de fièvre, d'orgueil et de haine. J'ai sans doute trouvé dans mon émoi personnel l'accent qu'il fallait avoir, car j'ai fini mes vers au milieu d'un frisson général. Ah! pourquoi le clairon ne les a-t-il pas soulignés de l'*Alerte?* Nous en aurions tous porté les échos sur le Rhin... »

C'est dans cette atmosphère d'enthousiasme que les jeunes officiers reçurent le titre de promotion de *la Croix du drapeau*, et c'est à ce moment que l'un des *Montmirail*, Gaston Voizard, s'écria :

— Jurons que pour aller au feu nous serons en grande tenue, gants blancs et casoar au chapeau.

— Nous le jurons! répondirent les cinq cents *Montmirail.*

— Nous le jurons! crièrent à leur tour les cinq cents *Croix du drapeau.*

Terrible scène, trop française, toute pleine de l'innocence et de la bonne volonté admirable de ces jeunes gens, et toute pleine aussi de conséquences désastreuses.

Ils ont tenu leur vœu téméraire. Il n'est pas permis que je vous dise la proportion des morts. Les enfans charmans que je viens de vous citer ne sont plus. De quelle manière sont-ils tombés?

Tous n'eurent pas leurs témoins, mais tous tombèrent à la façon du lieutenant de Fayolle.

Le 22 août, Alain de Fayolle, de la promotion *Croix du drapeau*, est à Charleroi à la tête d'une section. Ses hommes hésitent. Le jeune sous-lieutenant a mis ses gants blancs. Mais il s'aperçoit qu'il a oublié son casoar. Il tire de sa sacoche le plumet blanc et rouge et il le pique à son shako.

— Vous allez vous faire tuer, mon lieutenant! dit un caporal.

— En avant! crie le jeune homme.

Ses hommes le suivent, électrisés; quelques instans plus tard, une balle le frappe en plein front, juste au-dessous du plumet.

Le même jour, 22 août 1914, Jean Allard-Méeus, le poète des *Montmirail*, tombe frappé de deux balles.

Gaston Voizard, celui qui eut l'idée du serment, leur survécut de quelques mois seulement. Il semble s'en excuser dans la lettre charmante et déchirante que voici :

25 décembre 1914.

« Il est minuit, mademoiselle et amie, et, pour vous écrire, j'enlève à l'instant mes gants blancs (oh! n'admirez pas, le geste n'a rien d'héroïque; mes derniers gants de couleur sont aux mains d'un pauvre pioupiou qui a froid). Je cherche en vain les mots qu'il faudrait pour vous dire la joie et l'émotion que m'a causées votre lettre arrivée le soir d'un bombardement terrible du pauvre village que nous occupons. Cette lettre fut reçue là comme un baume contre tous les énervemens et les malédictions possibles. Cette lettre lue, le soir, — j'en demande pardon à votre modestie! — aux officiers de mon bataillon, réconforta les plus abattus, après cette rude journée, et prouva à tous que le cœur des jeunes filles de France est tout simplement admirable de générosité.

« Donc, il est minuit. L'honneur et le bonheur que j'ai de commander ma compagnie depuis huit jours (mon capitaine ayant été blessé) me valent le plaisir de vous écrire à cette heure, de la tranchée où, par des prodiges d'astuce, j'ai réussi à allumer une bougie, sans que soit éveillée l'attention de ces messieurs d'en face. Ils sont d'ailleurs à une centaine de mètres.

« Mes hommes, en sourdine, entonnent le traditionnel : *Il est né, le divin enfant.* Le ciel luit d'étoiles. On voudrait rire de tout cela... et on est tout près d'en pleurer!

« Pour moi, je pense aux Noëls d'antan, passés en famille; je pense à l'effort gigantesque à fournir encore, au peu de chance que j'ai d'en sortir vivant : je pense, enfin, que je vis peut-être en cette minute mon dernier Noël...

« Du regret, direz-vous ?... Non, pas même de la tristesse! Seulement un peu de mélancolie de n'être pas au milieu de tous ceux que j'aime!

« Toute la tristesse de mes pensées est pour les meilleurs amis tombés au champ d'honneur, et qu'une amitié fidèle avait presque faits mes frères : Allard, Fayolle, autant d'amis chers que je ne reverrai plus!

« Ah! quand le soir du 31 juillet, en ma qualité de Père Système de la promotion, j'eus prononcé, au milieu d'un silence religieux, le fameux serment de nous distinguer en ne mourant que gantés de blanc, ce bon Fayolle, qui était bien l'ami le plus enthousiaste que j'aie jamais connu, me disait en souriant :

« — Quel effet nous allons produire devant les Boches! Ils seront tellement stupéfaits qu'ils ne tireront pas! »

« Hélas! pauvre Fayolle! Il a payé cher à sa patrie la dette de son titre de Saint-Cyrien! Et tous, ils tombent autour de moi, semblant se demander quand viendra le tour de leur Père Système pour que *Montmirail*, entrant chez Dieu, soit béni au complet...

« Mais, trêve aux lamentations inutiles, n'est-ce pas? Ne pensons qu'à notre France nécessaire, impérissable, éternelle! Et, par cette belle nuit de Noël, croyons plus que jamais à la victoire...

« Il faut encore, mademoiselle et amie, me pardonner cet affreux gribouillage. Voulez-vous aussi me laisser espérer une réponse prochaine et permettre au jeune officier français de baiser très respectueusement la main de la jeune fille de France à l'âme grande et au cœur généreux? »

Le 8 avril 1915, il tombait à son tour.

Ah! que le panache, à toutes les époques, a coûté cher à la France! On doit s'incliner devant l'austère sévérité des grands chefs qui désapprouvèrent la générosité de ces enfans trop prodigues du trésor de leur vie. La guerre réserve à des conducteurs d'hommes assez d'occasions utiles de se dévouer pour qu'ils ne se complaisent pas à provoquer d'avance le destin. Mais comprenons bien que ces conducteurs d'hommes sont des enfans. La circonstance soudain les oblige. Il leur faut conquérir leur autorité. Par la science? Par l'expérience? Ils n'ont à leur service que de s'imposer par la bravoure, en osant quelque chose d'exceptionnel.

C'est bien la pensée qu'exprime fortement l'un d'eux, Georges Bosredon, Saint-Cyrien de vingt ans, quand il écrit à sa sœur :

« N'en dis rien à papa et à maman. Mais, partant officier, j'ai bien peu de chances d'en revenir. Je le sais, et j'ai dès maintenant fait de grand cœur le sacrifice de ma vie... Nous allons arriver jeunes, sans grande valeur, pour commander des hommes entraînés et de vieux soldats déjà. Pour les faire marcher, il faudra payer de notre personne, et nous paierons. »

Généreux jeune homme, qui ne dit rien des fautes commises avant qu'il fût en âge, et qui, nouveau venu, trouve tout naturel de payer de sa vie la victoire!

Et dans toutes nos grandes écoles, dans tous nos collèges, les jeunes gens sont les frères de ces jeunes chefs militaires. Pour eux, une seule chose compte : le besoin que la France ne soit plus une vaincue. Ils sont les jeunes, les purs, les régénérateurs, les hosties de la patrie. Ils accepteront tout pour être dignes de leurs aïeux, pour remplir leur destin et racheter la France.

Les professeurs dans les collèges ne s'y trompaient pas. Depuis quelques années, ils voyaient apparaître « une génération au clair regard, à la démarche assurée, au cœur sans crainte. » La destinée préparait à la France des sauveurs. « D'où sort la France du 2 août? s'écrie un maître du lycée Janson-de-Sailly (1). De quarante années courbées sous la menace de l'Allemagne. C'est une douleur, une longue humiliation qui explosent enfin en espérances. »

Voilà nos jeunes gens. Mais la guerre a réuni à l'armée toute la nation mâle de dix-huit à quarante-huit ans.

Évidemment, un quadragénaire ne part pas avec cette ivresse de bonheur que nous venons de voir chez nos Saint-Cyriens. Il n'éprouve plus « ce coupable amour du danger » que Tolstoï, causant avec Déroulède, sur le tard de sa vie, s'accusait d'avoir, lui aussi, connu dans sa jeunesse. C'est le refroidissement du sang, c'est aussi l'ouverture d'un nouvel horizon. En fondant un foyer, le jeune homme d'hier a assumé

(1) M. S. Rocheblave.

des devoirs de protection envers sa famille. Comment aurait-il la magnifique impétuosité du Saint-Cyrien qui dit : « Jeune officier pendant la guerre, c'est vraiment la carrière où l'on recueille de suite les fruits de son honneur, de son énergie, de son dévouement (1). » Le père de famille a derrière lui déjà les fruits de sa vie; il les abandonne, et, à défaut de cette beauté d'allégresse, ce qu'il nous fait voir, c'est la beauté d'un sacrifice perpétuellement médité. Il existe chez le jeune homme le sentiment de son sacrifice, mais il écarte en hâte cette inquiétude, ne se l'avoue pas, et même, seul à seul, la repousse avec colère. Au contraire, le soldat plus âgé l'accueille et s'en fait un mérite, soit auprès de Dieu, soit auprès de la Patrie.

Gemens spero, avait pris pour devise, dans les boues de sa tranchée d'Artois, le soldat François Laurentie, père de six enfans. Il gémissait, réconforté par l'espérance que ses enfans n'auraient pas à gémir. Toutes les lettres testamentaires qui sortent des tranchées apportent la même note. Le territorial se bat pour que ses enfans n'aient pas à se battre. Il fait la guerre pour détruire la guerre.

Il se bat aussi pour sa terre. Quelle fut l'émotion des hommes du 20e corps quand ils répandirent leur sang devant Nancy, devant Verdun; des hommes de Péguy, ces faubouriens de Belleville et de Bercy, quand ils virent au bout de leur retraite, en septembre 1914, l'immense Paris dans sa brume qu'ils allaient défendre! L'un d'eux, Victor Boudon, un blessé de la bataille de l'Ourcq, écrit à cette date : « On aperçoit dans le lointain les lueurs blanches des projecteurs des forts parisiens, et, par instant, à travers les feuillages, les lumières de la capitale. Nos cœurs battent violemment à la fois d'émotion, de joie et de crainte. »

Un soldat, qui a bien su observer ces débuts de la campagne, résume ainsi son témoignage : « Atmosphère générale d'offrande. »

De ces vieux, de ces jeunes, qu'est-ce que la guerre fait? Une fraternité. Binet-Valmer, engagé volontaire pour la durée de la guerre, m'envoie, du front où il se bat, un mot

(1) Jean Allard-Méeus : *Lettre à sa mère.*

bien beau, le cri de tous : « Nos hommes sont admirables, et *nous nous aimons tous.* »

Les hommes sont admirables, c'est-à-dire prêts au sacrifice. Soldats qui s'offrent comme volontaires, soldats qui s'en vont de leur initiative propre relever entre les tranchées des camarades blessés, ensevelir des morts. A quoi bon dénombrer de tels épisodes, en donner aucune preuve ? On sait que les Fils de France sont braves. Et par exemple, on sait dans tout l'univers la bataille qui dure depuis cinq mois et que nous avons le droit d'appeler la victoire de Verdun.

Mais quoi ? dans les autres armées aussi on est brave...

Ce qui est particulier et ce qui a frappé votre grand Rudyard Kipling comme une splendeur qu'on ne voit nulle part ailleurs à ce degré, c'est l'attachement des soldats français pour leurs chefs, et des chefs pour les soldats et de tous entre eux.

Parmi eux, nul mensonge possible. C'est une vie de vérité et de la part de tous. Au début, il existait une nuance de sans-culottisme, une sorte de goguenardise, où survivait à l'encontre des chefs chez le soldat citoyen un sentiment excessif de l'indépendance. Mais depuis, sous les épreuves communes, ce sentiment dangereux s'est mûri et ennobli. Ces hommes continuent à se regarder les uns les autres avec une critique aussi sévère, mais en prenant pour mesure les services rendus au bien commun. Ils ne s'attachent plus qu'aux vraies supériorités, celle de l'esprit, celle du cœur.

En pleine tuerie, ces Français se rappellent constamment qu'ils sont des âmes. Les meilleurs élèvent leurs mains sanglantes vers le ciel, chacun vers son Dieu. Chacun d'eux est préoccupé de prouver la valeur de sa pensée par sa bravoure et par son sacrifice. Chacun agit comme s'il savait (et il le sait) que ses coreligionnaires de la France entière lui ont mis entre les mains leur honneur et les chances de leur idéal. Nos instituteurs rivalisent avec nos prêtres, également admirés les uns et les autres par l'élite de la nation et par leurs frères d'armes. Le Père de Gironde écrit sur son mémorial intime : « Me conduire de telle manière que nous ne puissions plus être exilés. » Et le journal d'Hervé publie chaque jour des lettres, toute une mystique, où les socialistes s'écrient : « Que nous reprochera-t-on désormais ? Est-elle assez justifiée notre foi interna-

tionaliste qui nous donne la volonté de sauver la France ! »

Ils ont tous une haute moralité commune : le besoin et l'orgueil de ne verser leur sang que pour une cause juste.

Pour nous hausser jusqu'au sommet où vivent les soldats de cette guerre, quel plus beau symbole de l'entr'aide spirituelle qu'ils se donnent que le dévouement du lieutenant-colonel Driant? Driant se porte, au péril de sa vie, auprès d'un de ses lieutenans blessés, et sous le feu de l'ennemi, il reçoit sa confession et lui donne l'absolution.

Cette terre des tranchées est sainte; elle est tout imprégnée de sang, elle est tout imprégnée d'âme...

Cette fraternité, cette vie spirituelle prolongée durant deux ans de guerre, arrivent à donner à certaines unités militaires une âme collective. Certaines de ces âmes paraissent si belles, dégagent un rayonnement si fort, pareil à celui des saints, que d'autres groupes reçoivent un accroissement rien qu'à les admirer.

« C'était en Artois, au printemps de 1915, me dit un jeune soldat, Roland Engerand. Mon régiment arrivait d'un secteur tranquille de l'Aisne, où nous avions fait peu de pertes. La veille, nous venions encore de recevoir un renfort de la classe 15. On nous avait tout habillés de neuf. Nos uniformes d'azur n'avaient pas eu le temps d'être ternis par la boue, la poussière et la pluie; nous débordions d'enthousiasme; nos colonnes, aux cadres complets, avec un officier ou aspirant à la tête de chaque section, allongeaient fièrement leurs trois mille deux cents hommes sur la route. On nous avait dit que nous nous dirigions vers un coin sacré, où tous les yeux étaient tournés. La trouée tant rêvée avait été, quelques heures, virtuellement faite, grâce à l'héroïsme inouï des divisions « de fer » et « d'airain. » Nous allions relever ces troupes, et, en montant aux tranchées par le plus beau crépuscule, nous nous demandions avec un peu d'inquiétude si nous serions à la hauteur de pareils héroïsmes, car une telle succession est lourde.

« Et soudain, voilà que sur la route, dans le soleil couchant qui dorait toutes choses, un fort groupe nous apparut. Des soldats venaient lentement, sans hâte, sans bruit. Des hommes en haillons, portant encore de vieux uniformes bleu foncé, tout déchirés et salis de boue et de sang; des fusils rouillés et

encrassés; des souliers sans nom; des képis rouges, mal recouverts de lambeaux de manchons bleus; et au milieu de tout cela, des figures superbes, sales, hirsutes, aux pauvres traits tirés et durcis, avec des yeux dont le regard entrait en nous jusqu'à l'âme, car il reflétait tous les spectacles sublimes recueillis depuis quinze jours. Ces regards de fièvre et de victoire, quel rayonnement! Ils passaient près de nous, ces hommes, en nous regardant avec curiosité, étonnés de notre luxe et de notre nombre, et, tout en défilant, ils nous disaient seulement : « Ne vous en faites pas. Bon courage, on les a eus! » Tous répétaient : « On les a eus! » Des voix jeunes, des voix de Parisiens, des voix à l'accent plus rude, des voix de l'Est, et cette voix enfin qui avec un accent d'Alsace nous jeta du dernier rang : « Les *Bauches*, on les a eus! » Ils n'avaient retenu que cela de toutes leurs souffrances. Leur capitaine les regardait silencieusement avec une prodigieuse expression d'amour.

« Et pendant que nous montions, tous remués, prendre leur place, ils disparurent, de leur pas lassé et triomphal...

« J'ai compris ce jour-là ce que c'était que la beauté de la gloire. »

Que ce dernier mot d'un enfant est grandiose! Ainsi s'allument à l'héroïsme les cœurs bien nés. Ainsi l'esprit de la frontière, inséré dans les origines du 20e corps et perpétué par lui, court à travers les âmes qu'il embrase.

Et quelquefois cette âme collective parle.

Aujourd'hui, dans le monde entier, chacun connaît cet épisode que d'innombrables articles, des gravures, des poésies ont popularisé. Vous vous rappelez? Les Allemands ont envahi une tranchée et brisé toute résistance; nos soldats gisent à terre, mais soudain de cet amas de blessés et de cadavres, quelqu'un se soulève et saisissant à portée de sa main un sac de grenades, s'écrie : « Debout les morts! » Un élan balaye l'envahisseur. Le mot sublime avait fait une résurrection.

J'ai désiré connaître le héros de ce fait immortel, le lieutenant Péricard. Voici ce qu'il me raconta :

« C'était au Bois-Brûlé, au commencement d'avril 1915. Nous nous battions depuis trois jours; nous n'étions plus dans la tranchée qu'une poignée d'hommes harassés, complètement isolés avec une pluie de grenades sur nos têtes. Si les Boches connaissaient notre petit nombre! Leur artillerie fait rage. Un

lieutenant (son nom m'échappe), qui est venu me soutenir et qui fume sa cigarette en riant aux projectiles, reçoit une balle au-dessus de la tempe. Il s'appuie au parapet, les deux mains derrière le dos, la tête légèrement inclinée. Par la blessure le sang gicle avec force, en décrivant une parabole, comme le vin d'un tonneau par le trou de la vrille. La tête penche de plus en plus, puis le corps s'incline, puis, brusquement, la chute.

« La douleur de ses hommes, qui se jettent en pleurant sur son corps!... Impossible de faire un pas sans marcher sur un cadavre. Je me rends compte, soudain, de la précarité de mon sort. Mon exaltation m'abandonne. J'ai peur. Je me jette derrière un amas de sacs. Le soldat Bonnot reste seul. Il n'en a cure et il continue de se battre comme un lion, seul contre combien?

« Je me ressaisis, son exemple m'a fait honte. Quelques camarades nous rejoignent. Le jour s'achève. Nous ne pouvons pas demeurer ainsi. A droite, il n'y a toujours personne. J'aperçois la tranchée sur une longueur d'une trentaine de mètres, interrompue par un énorme pare-éclats. Si j'allais voir ce qui se passe par là? J'hésite. Puis, un coup de volonté et je me décide.

« La tranchée est pleine de cadavres français. Du sang partout. Tout d'abord, je marche avec circonspection, peu rassuré. Moi seul avec tous ces morts!... Puis, peu à peu, je m'enhardis. J'ose regarder ces corps, et il me semble qu'ils me regardent. De notre tranchée à nous, en arrière, des hommes me contemplent avec des yeux d'épouvante, dans lesquels je lis : « Il va se faire tuer! » C'est vrai qu'abrités dans leurs boyaux de repli, les Boches redoublent d'efforts. Leurs grenades dégringolent et l'avalanche se rapproche avec rapidité. Je me retourne vers les cadavres étendus. Je pense : « Alors, leur sacrifice va être inutile? Ce sera en vain qu'ils seront tombés? Et les Boches vont revenir? Et ils nous voleront nos morts?... » La colère me saisit. De mes gestes, de mes paroles exactes, je n'ai plus souvenance. Je sais seulement que j'ai crié à peu près ceci : « Holà, debout! Qu'est-ce que vous f... par terre? Levez-vous et allons f... ces cochons-là dehors! »

« Debout les morts!... Coup de folie? Non. *Car les morts me répondirent.* Ils me dirent : « Nous te suivons. » Et se levant à

mon appel, leurs âmes se mêlèrent à mon âme et en firent une masse de feu, un large fleuve de métal en fusion. Rien ne pouvait plus m'étonner, m'arrêter. J'avais la foi qui soulève les montagnes. Ma voix, éraillée et usée à crier des ordres pendant ces deux jours et cette nuit, m'était revenue, claire et forte.

« Ce qui s'est passé alors ? Comme je ne veux vous raconter que ce dont je me souviens, en laissant à l'écart ce que l'on m'a rapporté par la suite, je dois sincèrement avouer que je ne le sais pas. Il y a un trou dans mes souvenirs ; l'action a mangé la mémoire. J'ai simplement l'idée vague d'une offensive désordonnée, dans laquelle, toujours au premier rang, Bonnot se détache. Un des hommes de ma section, blessé au bras, continuait de lancer sur l'ennemi des grenades tachées de son sang. Pour moi, j'ai l'impression d'avoir eu un corps grandi et grossi démesurément, un corps de géant, avec une vigueur surabondante, illimitée, une aisance extraordinaire de pensée qui me permettait d'avoir l'œil de dix côtés à la fois, de crier un ordre à l'un, tout en donnant à un autre un ordre par geste, de tirer un coup de fusil et de me garer en même temps d'une grenade menaçante.

« Prodigieuse intensité de vie, avec des circonstances extraordinaires. Par deux fois les grenades nous manquent, et par deux fois nous en découvrons à nos pieds des sacs pleins, mêlés aux sacs à terre. Toute la journée, nous étions passés dessus sans les voir. Mais c'étaient bien les morts qui les avaient mis là !...

« Enfin les Boches se calmèrent ; nous pûmes consolider notre barrage de sacs en avant dans le boyau. Nous nous trouvâmes de nouveau les maîtres dans ce coin.

« Toute la soirée et pendant plusieurs des jours qui suivirent, je gardai l'émotion religieuse qui m'avait saisi au moment de l'évocation des morts. J'éprouvais quelque chose de comparable à ce qu'on ressent après une communion fervente. Je comprenais que je venais de vivre des heures que je ne retrouverais plus jamais, durant lesquelles ma tête, ayant brisé d'un rude effort le plafond bas, s'était dressée en plein mystère, parmi le monde invisible des héros et des dieux.

« A cette minute, certainement, j'ai été soulevé au-dessus de moi-même. Il faut bien que cela soit, puisque j'ai reçu les félicitations de mes hommes. Pour qui a pratiqué les poilus, il n'est pas de Légion d'honneur qui vaille ces félicitations-là.

« Si je vous parais chercher, en vous faisant ce récit, une satisfaction de vanité, c'est que j'exprime bien mal mon sentiment, ma volonté. Je sais que je n'ai rien d'un héros. Chaque fois qu'il m'a fallu sauter le parapet, j'ai grelotté de peur, et la détresse qui m'a saisi en pleine action et que je vous disais il y a un instant n'est pas un accident dans ma vie de soldat. Je ne mérite aucun compliment d'aucune sorte. Ce sont les vivans qui m'ont entraîné par leur exemple, et les morts qui m'ont conduit par la main. Le cri ne sortit pas de la bouche d'un homme, mais du cœur de tous ceux qui gisaient là, vivans et morts. Un homme seul ne pourrait trouver cet accent. Il y faut la collaboration de plusieurs âmes, soulevées par les circonstances, et dont quelques-unes déjà planaient dans l'éternité.

« Pourquoi ai-je été choisi plutôt que tel officier, plutôt que tel soldat, parmi ceux qui furent mêlés à l'affaire et dont l'héroïsme n'a pas, comme mon courage à moi, connu de défaillance? Pourquoi plutôt que le colonel de Belnay qui parcourait les lignes sous la pluie de grenades, ou le lieutenant Erlaud, ou le sous-lieutenant Pellerin, ou l'aspirant Vignaud, ou le sergent Prot, ou le caporal Chuy, ou le caporal Thévin, ou le soldat Bonnot? *(Il m'en citait indéfiniment.)* Pourquoi? on peut recevoir le souffle d'en haut et n'être qu'un pauvre homme.

« Si jamais vous racontez cette histoire, je vous demande instamment de nommer tous ces chefs et ces soldats, car ce serait un mensonge que j'aie l'air de monopoliser la gloire de cette belle journée de notre régiment. Le cri n'est pas à moi seul, il est à nous tous. Plus vous fondrez mon rôle dans la masse, plus vous vous rapprocherez de la réalité. J'ai la conviction de n'avoir été qu'un instrument entre les mains d'une puissance supérieure. »

II

Voilà les faits. En voilà du moins un échantillon, un échantillon du vin qui depuis deux ans fermente sur nos collines, du froment de nos sillons et du sang de nos batailles.

Mais tout cela, est-ce donc rien d'inconnu et d'inattendu? C'est du fruit français, pareil à ce que la vieille nation produisit tant de fois le long des siècles; c'est le vin, le froment, le sang

de toutes nos épopées. Reconnaissons dans notre passé chacun des traits que nous venons de marquer. Les chansons de geste, les croisades, tout le jeune âge de la France regorgent d'innombrables faits accomplis par nos chevaliers et par la *sancta plebs Dei* qui devancent, annoncent les exploits mis à l'ordre de nos armées en 1916.

Le vœu mortel des jeunes Saint-Cyriens... mais c'est un épisode typique de nos chansons de geste. Il n'est de thème qu'elles développent avec plus de fraîcheur et de génie que l'allégresse guerrière, la pureté, la bonne volonté des jeunes héros, les Aymerillot, les Roland, les Guy de Bourgogne dans leur première adolescence. Quand les *Montmirail* et les *Croix du drapeau* font le serment de recevoir le baptême du feu gantés de blanc et le casoar au képi, c'est un chapitre qui revit des « Enfances Vivien. » Le jour que le jeune Vivien est armé chevalier, il jure devant son lignage assemblé de ne jamais reculer en bataille de la longueur de sa lance; et c'est de ce serment qu'il mourra.

Gemens spero, c'est la pensée qu'inspire au territorial le souvenir de ses six enfans. Il se complaît douloureusement à les évoquer. Ainsi ce chevalier dont parle Jacques de Vitry qui, au moment du départ pour la croisade, rassemble autour de lui ses enfans.

« Je les ai tous fait venir, explique-t-il, afin que ma douleur de partir soit plus vive et pour offrir à Dieu un sacrifice plus grand. »

L'esprit d'égalité et de fraternité dans nos tranchées... Joinville raconte que saint Louis travaillait aux tranchées et portait lui-même la hotte.

Nuls n'est vilains s'il ne fait vilenie.

C'est un vers des chansons de geste, comme ce pourrait être un vers de Corneille, comme c'est la pensée de chaque Français et Française en 1916. Durant la bataille d'Antioche, l'évêque du Puy harangue les Croisés : « Nous tous qui sommes baptisés au nom du Christ, nous sommes les fils de Dieu, et des frères les uns pour les autres... Combattons donc d'un même cœur en frères » et le sire de Bourlémont (Bourlémont, la seigneurie au-dessus de Domrémy; le sire de Bourlémont, celui

dont le petit-fils allait connaître Jeanne d'Arc) dit à Joinville qui partait pour la Croisade : « Vous en alès outre mer, or vous, prenés garde au revenir, car nuls chevaliers, ne povres ne riches, ne puet revenir qu'il ne soit honnis, s'il laisse en la main des Sarrazins *le peuple menu Nostre Seignor*, en laquel compaignie il est alez. »

Driant qui se traîne sous la mitraille pour porter l'absolution à un lieutenant qui se meurt... c'est Guillaume d'Orange venant au secours de son neveu Vivien à la bataille des Aliscamps. Il arrive trop tard, il combat longuement pour le rejoindre, ne parvient pas à le retrouver, ni vif, ni mort. Le soir approche. Il chevauche par le champ, très las. Sur son front que le cercle du heaume enserre, des gouttes de sang tombent comme de la couronne d'épines. Le sang de ses plaies se caille sous son haubert. Il cherche vainement Vivien. Enfin, sur l'herbe, à ses pieds, il reconnaît, hérissé de flèches, l'écu de l'enfant. Plus avant, non loin d'une source, sous la ramure d'un grand olivier, Vivien gît inanimé, ses blanches mains croisées sur sa poitrine. Guillaume met pied à terre, l'embrasse tout sanglant, le pleure comme un mort : « Neveu Vivien, jeunesse belle, c'est grand pitié de ta prouesse toute neuve... » Mais peu à peu, entre ses bras, l'enfant se ranime, ouvre les yeux : il avait « retenu sa vie » sachant que Guillaume viendrait. Guillaume d'Orange, ayant loué Dieu, lui demande s'il veut lui dire ses péchés en « vraie confession. » « Je suis ton oncle, nul ici ne t'est plus proche que moi, hormis Dieu ; en son lieu et place, je serai ton chapelain ; à ce baptême, je veux être ton parrain. » Vivien se confesse ; — son grand péché, c'est d'avoir fui, croit-il contrairement à son vœu, — Guillaume l'absout, puis prend une hostie dans son aumônière, le communie. Vivien meurt.

Guillaume d'Orange charge son corps en travers de sa selle pour l'emporter dans sa ville. Mais il ne peut franchir les lignes ennemies. Il rebrousse chemin, rapporte Vivien sous l'olivier. La nuit est tombée, il pourra échapper seul... Pourtant, à la minute de laisser là le corps, un regret le prend ; l'abandonner ainsi seul, dans les ténèbres? Les autres pères, quand leurs enfans meurent, ne les veillent-ils pas? Alors il attache son cheval à l'olivier et commence la veillée.

Sous la ramure noire de l'olivier, le corps de Vivien rayonne et répand dans l'air le parfum du baume et de la

myrrhe. La nuit est douce et sereine. Debout auprès de son fils mort, le comte pleure, il ne peut s'en rassasier. Au matin, il attendit que le soleil fût haut levé et brillât bien clair. Alors il renoua les lacs rompus de son heaume, embrassa Vivien, le regarda une dernière fois;... il se remit en selle; s'achemina à petits pas vers la route que tenaient les Sarrasins, puis venu à la portée d'un arc, il cria son cri d'armes, et, baissant sa lance de frêne, il chargea.

Debout les morts!... ce cri mystérieux du Bois d'Ailly, déjà nous l'avons entendu. Au siège d'Ascalon, les Templiers voient plusieurs de leurs frères pendus par les Sarrasins sur la porte de la cité. Ils sont pris de découragement, ils veulent lever le siège. Mais le maître du Temple leur dit : « Voyez, les morts nous appellent, car déjà ils ont pris la ville. »

On pourrait multiplier à l'infini ces rapprochemens, ces images de la plus jeune France et de la France d'aujourd'hui que l'on disait vieillie, et comme les peintres verriers de nos cathédrales ont souvent juxtaposé les figures de l'ancienne loi en regard de la nouvelle, ici Jonas et la baleine, là le Christ et le tombeau, ici Moïse et le buisson ardent, là la Vierge et la crèche, je pourrais disposer ces notes indéfiniment suivant le même procédé de symétrie pour mettre en relief la ressemblance des petits-fils et des aïeux, et plus profondément la concordance de toutes nos guerres et de la grande guerre.

Le zouave de 1914 qui, du milieu d'un groupe de prisonniers derrière lesquels les Allemands s'abritent, crie aux Français : « Mais tirez donc! » et qui meurt sous leurs balles, nous le connaissions déjà : il y a neuf siècles, les Sarrasins firent monter aux créneaux d'Antioche un croisé prisonnier pour qu'il demandât à ses frères de renoncer à l'assaut. Mais il leur cria d'attaquer. Les Sarrasins lui tranchèrent la tête. Étienne de Bourbon ajoute que la tête, lancée du haut des murs par une baliste, et venue aux mains des chrétiens, riait de joie.

Entre les deux, le chevalier d'Assas.

Le jeune soldat défiguré qui dit : « Si mon père me voyait! Bah! Il ne m'a pas fait pour être beau; il m'a fait pour être brave... » met visiblement à tenir ce propos la même fierté que Montluc à dénombrer ses « sept arquebousades » dont la plus

belle, a son gré, etait celle de Rabastens qui lui avait troué la face.

Le capitaine de F... qui déclare : « Un officier de mon grade, qui fait son devoir dans la condition où je me trouve, ne doit pas revenir vivant, » témoigne d'un esprit de sacrifice qui outrepasse le mot d'ordre de Godefroy de Bouillon, au moment du dernier assaut contre Jérusalem, à la Porte de David : « Ne redoutez la mort, mais alez la quérant. »

Le poète Charles Perrot a été tué devant Arras le 23 octobre : un de ses camarades, le voyant malade, venait de lui dire : « Je vais te remplacer. Tu as toujours fait ton devoir. Repose-toi. » Et Charles Perrot avait répondu : « On n'a jamais fini de faire son devoir. » Ce poète s'accorde avec le chevalier Erard de Sivry qui combattait à Mansourah au côté de Joinville, et cinq chevaliers avec eux, dans une maison ruinée. Atrocement blessé au visage, il hésitait à aller chercher du renfort, de peur qu'on fît un jour reproche à lui et à sa parenté. « Vous pouvez aller, lui répond Joinville, car déjà vous êtes un homme mort ; » mais il ne se contente pas de l'avis de Joinville, il croit devoir demander conseil tour à tour à chacun des autres...

Au bois de la Grurie, une compagnie du 151e régiment d'infanterie barre l'entrée du boyau. Trois hommes seulement peuvent y tenir de front. Quand un homme tombe, un autre prend sa place. Le combat dura deux heures ; trente hommes tombèrent. Incident banal, presque quotidien. Comment ne pas penser à cet épisode des croisades que l'on appelait « le Pas Saladin » et que l'on peignait de toutes parts dans la salle des châteaux ? C'était votre roi Richard, Gautier de Châtillon, Guillaume des Barres, neuf autres chevaliers qui défendaient un défilé devant Jaffa. Tout le Moyen Age regarda ces douze hommes comme des miroirs de la chevalerie et conserva pieusement leurs blasons. Mais nous ne saurons jamais les noms des grenadiers du bois de la Grurie et de tant d'autres tranchées. Ils sont trop.

III

Voilà plus de mille ans que ce fleuve de prouesses coule à pleins bords. Nous venons d'y puiser ; nous n'avons pu saisir

dans le flot qui passe que ce que contenaient nos deux mains rapprochées. Qu'est-ce que tout cela ? Que prouvent ces aventures héroïques et charmantes, cette vie profonde, cette âme française débordée ?

Les Français se battent en état religieux. Les premiers, ils ont inventé l'idée de guerre sainte. Le soldat de l'an II, quand il croit apporter au monde la Liberté et l'Égalité, se dévoue du même élan et dans le même esprit que le croisé de Jérusalem. Quand le croisé crie : « Dieu le veut, » quand le volontaire de Valmy crie : « La République nous appelle, » c'est le même cri d'armes. Il s'agit de réaliser plus de justice et plus de beauté sur la terre. A tous deux, une voix du ciel ou leur conscience dit :

Se vous mourez, esterez sainz martirs (1).

Ce n'est pas chez nous qu'on entreprend des guerres de proie. Des guerres pour la gloire et l'honneur, soit, parfois ! Mais pour soulever la nation unanime, il faut qu'elle se connaisse le champion de Dieu, le chevalier de la justice. Il nous faut être persuadés que nous luttons contre les Barbares, Islam jadis, aujourd'hui Pangermanisme, ou contre les despotes, militarisme prussien et impérialisme allemand.

Les Français défendant la France ont cru presque toujours lutter et souffrir pour que l'humanité fût plus belle. Ils se battent pour leur terre pleine de tombeaux et pour le ciel où règne le Christ, où flottent du moins leurs idées. Ils meurent pour la France, autant que les fins françaises peuvent être identifiées aux fins de Dieu ou bien aux fins de l'humanité. Et c'est ainsi qu'ils font la guerre avec des sentimens de martyrs.

Voulez-vous entendre un grand texte, voulez-vous savoir comment on décidait nos aïeux, il y a neuf siècles, à partir pour la Croisade ? Vous apprendrez en même temps comment nos soldats, aujourd'hui encore, ont besoin qu'on les harangue. Écoutez, c'est le pape Urbain II (un homme de France, né en Champagne) qui prêche au Concile de Clermont en Auvergne. Il dit : « Nation des Français, nation élue de Dieu, comme le montrent tes œuvres, et chère à Dieu, et qui te distingues entre toutes les autres par ton dévouement à la sainte foi et à l'Église, c'est vers toi que va notre parole et notre exhortation...

(1) *La Chanson de Roland.* — L'archevêque Turpin, avant la bataille, à l'armée agenouillée.

A qui peut revenir la tâche de venger les outrages des Infidèles, sinon à vous, Français, à qui Dieu donna, plus qu'à tout autre peuple, la noble gloire des armes, des cœurs grands, des corps agiles, et la force de ployer qui vous résiste? Puissent émouvoir vos âmes et les exciter les actes de vos ancêtres, la prouesse et la grandeur du roi Charlemagne, de son fils Louis et de vos autres rois, lesquels ont détruit les royaumes des païens et reculé les frontières de la Sainte Église!... O chevaliers très preux, issus de lignages invincibles, souvenez-vous de la valeur de vos pères!... » Voilà comment il fallait présenter les choses à nos nobles aïeux. Et c'est ainsi que leur parlaient Jeanne d'Arc, qui se nommait elle-même la « Fille Dieu, » et Bonaparte, et avec lui les généraux républicains, et c'est encore l'esprit dont s'enflamment nos soldats quand ils surgissent des tranchées en chantant *la Marseillaise*, sous la bénédiction de leurs aumôniers.

Sans doute, la raison nous atteint et nous persuade. Nous entendons ceux qui nous disent que la France est un chef-d'œuvre réel et tangible dont il faut maintenir et perfectionner les formes; qu'elle ne peut pas vivre sans Metz et Strasbourg, qu'elle a besoin d'équilibrer son Midi avec des populations du Nord et de l'Est; qu'elle sera désarmée, ouverte, tant qu'il lui manquera ses frontières naturelles... Mais beaucoup demeureraient froids. Et pour se sacrifier, les fils de France veulent toujours n'être pas morts uniquement pour la France.

Il est arrivé que la France brisât la chaîne de ses traditions et perdît jusqu'à ses souvenirs, cependant elle demeurait fidèle à son âme. Dans chaque génération elle fait revivre des Roland, des Godefroy de Bouillon, des Bayard, des Turenne, des Marceau, ne sût-elle plus leurs noms, et toujours elle s'enivre avec des sentimens dont elle ne change que les formules.

Parfois le poème sommeille : jamais il ne fut plus fraternel, plus religieux qu'à cette heure. Comme de nombreux traits de l'Ancien Testament, obscurs et chétifs par eux-mêmes, ne prennent leur plein sens qu'à la lumière du Nouveau, de même les antiques prouesses des chevaliers et de nos aïeux respectés semblent n'être que la préfiguration des choses plus riches et plus saintes d'aujourd'hui. On dirait que l'histoire de notre nation tendait tout entière à ce que nous voyons depuis deux années. Des millions de Français sont entrés dans cet état

d'héroïsme et de martyre qui jadis, aux époques les plus hautes de notre histoire, fut le fait seulement d'une élite. Jeune ou vieux, pauvre ou riche, et quel que soit son *credo*, le soldat français de 1916 sait que la France est une nation qui intervient quand il y a trop d'injustice sur la terre, et dans sa tranchée boueuse, le fusil à la main, il sait qu'il continue les *Gesta Dei per Francos*.

Roland au soir de Roncevaux meurt en murmurant : *Terre de France, mult estes dulz pays*.

C'est avec le même mot et le même amour que meurent les soldats d'aujourd'hui. « Au revoir, écrit Jean Cherlomey à sa femme, promets-moi de n'en pas vouloir à la France si elle m'a voulu tout entier. » « Au revoir, c'est pour la France, » dit en mourant le capitaine Hersart de la Villemarqué. — « Vive la France, je suis content, je meurs pour elle! » dit le brigadier Voituret, du 2e dragons. Et il expire en essayant de chanter *la Marseillaise*. — Albert Malet, dont les manuels ont enseigné l'histoire à nos écoliers, s'est engagé pour la guerre ; une balle l'atteint à la poitrine. Il s'écrie : « Mes amis, en avant! Je suis heureux de mourir pour la France. » Et il s'affaisse sur les fils barbelés devant la tranchée ennemie. « Vive la France, je meurs, mais je suis content! » crient tour à tour l'un après l'autre des milliers de mourans, et le soldat Raissac du 31e de ligne, blessé à mort le 23 septembre 1914, trouve avant d'expirer la force d'écrire au dos de la photographie de sa mère : « Mourir est un honneur pour le soldat français. »

Ils ne veulent pas qu'on les pleure. Georges Morillot, normalien, sous-lieutenant au 27e d'infanterie, mort pour la France dans la forêt d'Apremont, le 11 décembre 1914, laissait une lettre à ses parens : « Si vous ouvrez cette lettre, c'est que je ne serai plus et que je serai mort de la plus belle mort. Ne me pleurez pas trop : ma fin est enviable entre toutes... Parlez de moi par momens comme d'un de ceux qui ont donné leur sang pour que la France vive, et qui sont morts joyeusement... Depuis ma première enfance, j'ai toujours rêvé de mourir pour mon pays, face à l'ennemi... Laissez-moi dormir où le hasard des batailles m'aura mis, à côté de ceux qui comme moi seront morts pour la France : j'y dormirai bien... Mes chers parens, heureux ceux qui sont morts pour la patrie! Qu'importe la vie des individus, si la France est sauvée! Mes bien-aimés, ne

pleurez pas... Vive la France! » — Louis Belanger, âgé de vingt ans, tué à l'ennemi le 28 septembre 1915, avait écrit aux siens : « J'espère que ma mort ne sera pas pour vous un sujet de tristesse, mais une sensation de fierté. Je désire que mon deuil ne soit pas porté, car il ne faut pas qu'au jour de gloire où la France sera restaurée, le noir vienne ternir le soleil dont toutes les âmes françaises seront illuminées. » Pour lui obéir, les billets faisant part de sa mort n'ont point été encadrés de noir, mais bordés d'une bande d'argent. — Hubert Prouvé-Drouot, Saint-Cyrien de la promotion de la Grande Revanche, mort au champ d'honneur, donne pour dernière recommandation à sa mère, en la quittant pour rejoindre son régiment : « Quand les troupes rentreront victorieuses par l'Arc de Triomphe, si je ne suis plus là, mettez vos plus beaux vêtemens et soyez-y! »

Les mères entendent et participent de cet enthousiasme sacré. Devant le lit d'hôpital où gît le corps de son fils mort, un père pleure; la mère, une paysanne, lui prend la main : « Faut avoir du courage, mon homme. Tu vois bien que le petit en avait. » — Un soldat de Bagnères-de-Bigorre, jardinier à Lourdes, meurt à l'hôpital de l'Institut par suite d'une grave blessure: sa femme, appelée par dépêche, arrive trop tard. Devant le corps de son cher mort, elle dit simplement : « Il est mort pour la patrie. C'était sa mère, je ne suis que sa femme. » — Mme de Castelnau, la femme du chef illustre, est à la table de communion; elle prie pour ses trois fils qui se battent. Mais voici que la main du prêtre qui lui présente l'hostie tremble. Elle a compris et dit simplement : « Lequel? »

C'est que les mères françaises soutenues par une force surnaturelle croient que leurs fils en tombant pour la France trouvent, plutôt que la mort, leur épanouissement. L'une d'elles, qui ne veut pas que nous la nommions, emploie ce mot dans une lettre éblouissante de sainte beauté :

Paris, 20 octobre 1915.

« Commandant,

« Je ne saurais assez vous remercier de la fidélité de votre douloureux souvenir. L'anniversaire du sacrifice de mon brave enfant est particulièrement cruel et doux : cruel, parce qu'il me

rappelle un jour où je songeais à lui, sans me douter de l'épreuve que sa vaillance allait me coûter ; doux, parce que je ne saurais évoquer la brusque fin de cette pure et courte vie, sous un autre aspect que celui d'un suprême épanouissement.

« Merci, commandant, de tout ce que vous me dites de mon cher petit soldat ; puisse sa mort glorieuse contribuer à la victoire de notre France, alors je m'agenouillerai, et une fois de plus je dirai : merci !

« Mon cœur de mère reste brisé devant la mort de cet enfant de vingt ans qui était toute ma joie. Ah ! comme à la fois on peut être fier et malheureux !

« Voulez-vous, commandant, être mon interprète auprès de tous ceux qui gardent le souvenir de celui qui est tombé pour la patrie, et leur dire que ma pensée va souvent vers cette terre de Lorraine si chère aux âmes françaises.

« Recevez, commandant... »

Un suprême épanouissement, dit-elle ! Il semble, en effet, que nous n'ayons connu que des chrysalides et que tout un peuple déploie ses ailes. La France éternelle se dégage. C'est pour elle que les fils de France meurent d'une mort pieusement acceptée par les mères,

Une femme du peuple est avertie de la mort de son mari au champ d'honneur, tandis qu'elle tient dans ses bras son enfant qu'elle allaite. Elle chancelle, se redresse et crie : « Vive la France ! » en soulevant son fils vers le ciel... Fils des martyrs, fils de trente générations pareilles, tu vivras demain dans la France de la victoire.

MAURICE BARRÈS.

CHOSES D'ESPAGNE

II[1]

IV

Notre histoire et celle de l'Espagne forment un corps de doctrine sur les rapports du droit et de la force. Rappeler ce corps de doctrine, clair, ancien, constant, nous paraissait le plus sûr moyen de maintenir l'Espagne en concorde avec nous et en fidélité avec elle-même.

Dans l'irritante formule : la force est le droit, tout n'est pas faux. Il y a entre l'énergie physique des hommes une inégalité native qui donne aux mieux pourvus un avantage, non un droit. Mais cette vigueur native, que la mollesse et les vices dépravent, se conserve et s'accroît par l'exercice du travail, la discipline de la sobriété, la continence des mœurs. Il y a donc entre les puissances du corps et les puissances morales un rapport, et un gouvernement de la matière par l'esprit. La supériorité guerrière d'un peuple n'est pas faite uniquement par la dimension des poings, mais encore par la valeur des armes et de la tactique, laquelle supériorité s'acquiert par l'application et les ressources de la pensée. La force est donc pour une part la récompense d'efforts intellectuels et de vertus morales. A ce titre, elle peut prétendre au prestige, inspirer le respect, et quand son emploi légitime la fait dans le monde protectrice des

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

faibles contre la violence, la force est le droit. Mais quand elle s'exerce contre l'indépendance d'un peuple, et plus encore quand elle travaille à l'asservissement de tous, elle détruit le droit.

Elle le détruit, fût-elle employée, par le plus magnifiquement doué des peuples, à étendre partout les ressources de sa culture. Car le plus riche en dons ne les a pas reçus tous. Chaque race se distingue des autres par des aptitudes et des vertus qui lui sont propres, et constituent son apport particulier à la civilisation commune. Des États médiocres de population et dénués de vigueur agressive sont parfois les premiers par la gloire de leurs lettres, leur culte des arts, leur privilège de propager la générosité et l'espoir dans le monde. Ces énergies, pour être les moins créatrices de force matérielle, ne sont pas les moins utiles, les moins nobles, les moins sacrées. Si un État trop idolâtre de soi-même pour respecter les autres, avide, réaliste, dur, ennemi des chimères et qui parmi ces chimères compte la justice et la pitié, emploie la contrainte pour imposer silence aux génies différens du sien et réduire les peuples aux qualités qu'il possède, aux desseins qu'il poursuit, aux pensées qu'il conçoit, il appauvrit l'humanité. Plus encore qu'il n'en mutile la richesse présente, il en menace l'avenir. Pour substituer ainsi, dans la civilisation du monde, aux spontanéités de toutes les races la discipline autoritaire d'un seul peuple, il faudrait au moins qu'il fût sûr de durer sans vieillir. Si la vigueur de son hégémonie s'affaisse en une décadence, quel sort prépare-t-il à la société humaine quand elle n'aura, pour se conduire, ni ses énergies à elle, qu'il aura détruites, ni ses énergies à lui, qu'il aura perdues? Si cette force prétend être légitime comme arme d'un civilisateur violent, où est la preuve que le plus violent, au moment même de sa victoire, soit le plus civilisateur? C'est par sa supériorité matérielle qu'il l'emporte, et plus d'une fois les trésors des races séculaires ont subi une barbarie victorieuse par sa brutalité même.

Dès maintenant, l'Allemagne, quels que puissent être ses dons et par l'usage qu'elle en fait, est barbare. Le plus difficile progrès de la civilisation est sa victoire sur l'instinct primitif qui pousse chaque homme à se préférer à tous les autres; le bienfait suprême de la civilisation est la solidarité qui lie

l'effort de chacun à l'intérêt de tous. La civilisation avance dans la mesure où l'égoïsme recule. Or, toutes les énergies de l'Allemagne ne perpétuent et n'étendent que son égoïsme. Quand, au nom de ses aptitudes, elle aspire à l'hégémonie sur les peuples, ce n'est pas à leur avantage qu'elle songe, mais au sien. Quand elle prétend discipliner l'anarchie des indépendances nationales, elle veut combattre hors de chez elle les activités rivales de sa domination sur l'univers. Quand elle se prépare à mettre l'ordre dans le travail du monde par le conseil d'une volonté unique, experte à répartir partout les tâches selon les aptitudes et les productions selon les besoins, elle entend s'assurer le monopole des industries les plus avantageuses pour elle, abandonner au vulgaire des peuples les besognes inférieures comme eux, et capter à son profit la richesse. Elle s'adjuge un droit naturel sur tout ce qui a une valeur : il explique l'absence de scrupules avec laquelle ses marchands s'approprient les inventions du commerce, avec laquelle ses hommes de tout rang espionnent les secrets des États, avec laquelle ses érudits exercent un droit de suite sur les travaux des savans étrangers et font le silence sur les noms voleurs de gloire à l'Allemagne. Son orgueil pervertit jusqu'à sa religion, le sentiment le plus fait pour apprendre l'humilité à tous ; sa piété ne connaît que la prière du Pharisien, l'homme qui rend grâce à Dieu de n'être pas semblable au reste des hommes.

Si du moins ce dédain tenait tous ceux de son peuple unis jusqu'au sacrifice à la grandeur commune, la générosité des individus ennoblirait l'égoïsme de la race. Et n'est-ce pas cet oubli de soi qui apparaît dans leur fidélité à s'aider les uns les autres au nom de l'Allemagne, dans leur courage à combattre et à mourir pour la grandeur de leur pays? Dans les combats de la paix et de la guerre, ils semblent, à l'image des Germains leurs ancêtres, liés les uns aux autres par des chaînes, tant ils font bloc de leurs forces. Mais quand les Germains se soudaient ensemble, ce n'était que pour garder toute leur puissance d'invasion, et par l'invasion chacun ne voulait que parvenir à sa part de terre fertile et ne songeait qu'à lui seul. De même si l'Allemand d'aujourd'hui a hérité cette discipline, si les groupes qui n'ont les uns pour les autres aucune tendresse, hobereaux, démocrates, conservateurs et socialistes, sont unanimes à suivre l'État dans toutes ses ambitions, ce n'est pas

pour vivre dans une lumière indivise de gloire commune. Leur intelligence réaliste voit dans toutes les conquêtes de l'État la part de chaque Allemand, et est insatiable d'avantages nationaux parce qu'elle est insatiable de butins particuliers. Les colonies offriront aux familles allemandes qui étouffent sur un sol trop étroit des espaces plus larges, les extensions de frontières donneront de nouveaux marchés aux producteurs allemands, la prépondérance militaire assurera à chaque Allemand dans le monde entier les égards, l'influence et les gains. Servir son pays est pour chacun d'eux se servir, et chacun l'aime pour l'amour de soi.

L'Allemagne par sa prétention d'apporter au monde un ordre nouveau, ne fait que rajeunir la plus vieille des erreurs humaines. Chaque peuple dans l'antiquité s'estimait supérieur à tous les autres peuples par la protection de Dieux supérieurs à tous les autres dieux, et croyait que toute la terre lui avait été préparée comme domaine. Tous les peuples pour se la disputer y perpétuèrent les massacres, l'esclavage, les ruines, et de ces ruines la moindre n'était pas celle du génie particulier à chaque race, et qui, l'un après l'autre, disparurent écrasés par les vainqueurs. Rome acheva ces conquêtes dévastatrices en réalisant l'Empire que les autres avaient rêvé. Son œuvre fut aussi parfaite que pouvait l'être la substitution d'un génie solitaire aux multiples spontanéités des races, aussi féconde que pouvait l'être l'omnipotence au service de l'égoïsme. Mais comme elle n'avait pas instruit l'univers à se conduire mais à se soumettre, quand elle ne sut plus commander la décadence d'une race suffit à la chute d'un monde.

C'est de cette chute qu'il fut relevé par le christianisme. Tout l'avenir fut changé par la doctrine qui opposait à l'inégalité des peuples l'égalité des hommes. En fondant cette égalité sur une dignité antérieure et supérieure à toute différence des conditions humaines, l'Évangile amoindrissait l'importance des races. Elles séparent seulement pour les intérêts et le cours de la vie terrestre les êtres dont la destinée commune et principale est une vie immortelle. Une providence raisonnable a divisé entre ces races les dons utiles à la vie présente des hommes, afin qu'ils se rapprochent, se sentent nécessaires les uns aux autres, s'entr'aident, s'aiment, et qu'elles constituent les familles d'une seule société.

Cette société, à la fois diverse de nations et une de doctrines, avait autant de chefs temporels qu'elle avait d'États, et un seul arbitre de sa loi morale, le Pape. Elle voulut que, si les chefs d'État dans leurs territoires nationaux exerçaient la souveraineté, ces souverainetés ne s'élevassent point contre les devoirs de justice, de pitié ou de morale, devenus sa civilisation commune. Par le concert des souverains et du Pape elle créa l'Empereur, des souverains le plus haut, qui par sa prééminence devait unir les nations en une société, veiller sur leur fidélité à la loi chrétienne et diriger l'effort de cette chrétienté vers les œuvres d'intérêt général. C'était une hiérarchie très complète, où tous les intérêts avaient leurs garanties, où les plus élevés et les plus internationaux de ces intérêts avaient pour gardien armé l'Empereur qui représentait l'assentiment volontaire des peuples aux lois civilisatrices de l'Église. Cette société possédait donc l'unité, et c'était l'innovation suprême du catholicisme que au lieu de laisser les races à leurs solitudes haineuses, il leur eût préparé l'alliance de leurs dévouemens au bien universel.

Quand l'Allemagne accuse cet ordre chrétien d'être resté incomplet, quand elle affirme que, s'il constitua les États avec leurs lois nationales, il ne réussit point à grouper les États en une hiérarchie unique, l'Allemagne attente à la vérité.

Jamais le monde n'a connu le bienfait d'un accord durable et volontaire entre les peuples que par l'organisation de la société chrétienne. Mais l'équilibre de ces institutions a été aussitôt mis en péril par la tradition païenne qui survivait dans les peuples même chrétiens, et dès lors l'histoire raconte la lutte entre l'influence qui travaille à accroître entre les hommes les rapports de société et l'influence qui veut perpétuer les rapports de conquête.

L'influence civilisatrice fut l'influence latine. De l'Europe qui est encore la mêlée d'un combat, trois peuples se dégagent, l'Italie, l'Espagne, la France. Tous trois ont reçu dans une intelligence préparée par la culture romaine la morale nouvelle. Consciens de leur importance, ils se seraient respectés, ne fût-ce que par doute qu'ils pussent se vaincre : surtout, pour refréner les tentations de la violence, grandissent en eux, les deux forces les plus étrangères à la force, la foi et le savoir.

Voici comment elles franchirent les frontières de ces peuples pour en mêler les multitudes et en unir les âmes. Sur le sol de l'Italie, de la France et de l'Espagne, les souvenirs religieux avaient leurs sanctuaires, communs à tous les chrétiens. Le zèle, alors dans la nouveauté de son ardeur, se satisfaisait à les visiter et mesurait le mérite du voyage à la longueur de la route. Sans cesse des gens de toute condition passaient d'un pays à l'autre. De Rome en Espagne, à travers la France, les sanctuaires semblaient les stations d'un chemin de croix, nombre de ces haltes étaient célèbres, et, tant l'afflux de nos pèlerins était grand vers l'Espagne, la voie qui des Pyrénées descendait vers Saint-Jacques de Compostelle s'appelait « le chemin des Français. » Le mélange de ces foules, leur piété semblable, l'échange de leurs idées rendu facile par la communauté de la langue latine qui n'était pas encore déformée en langues nationales, tout contribuait à faire là une âme commune. Les sentimens de haine, même d'indifférence, n'étaient plus naturels à ces gens venus de trois pays pour s'unir dans la même prière. Là coulait entre les trois peuples la plus ancienne, la plus profonde et la plus abondante source de familiarité et de bon vouloir. En comparaison des pèlerins, les lettrés étaient bien peu nombreux quand le savoir devint aussi une puissance. Le savoir risque, par ses méthodes comme par ses directions, de grouper ses adeptes en écoles, en pays et de séparer les hommes. Mais comme dans le savoir de ces temps la religion était la maîtresse, elle maintenait entre les études, où qu'elles se poursuivissent, les voies ouvertes, et les érudits avaient d'autant plus la curiosité de connaître les diversités apportées par le travail particulier de chaque nation à ces concordances générales. Les universités de France, d'Italie et d'Espagne attiraient les professeurs et les étudians des trois pays aux leçons les plus célèbres, comme un seul auditoire. La parole du maître, entendue sous les arcades de la docte Bologne, ou notée sur les longues et épaisses poutres qui servaient de pupitres aux étudians de Salamanque, ou dominant les foules assises sur la paille de la montagne Sainte-Geneviève, enseigne à ceux de chaque race à admirer les dons de la race voisine. La puissance de l'enseignement, au lieu de se combattre, se surajoute et répand, sur les disciples venus de toutes parts, son unité.

La forme politique de cette concorde internationale fut le

Saint-Empire, que Charlemagne bâtit sur le ferme assentiment des multitudes latines. La preuve la plus remarquable de la prééminence accordée aux intérêts généraux de la société chrétienne sur les intérêts particuliers de chaque race fut le religieux entêtement des croisades, continuées pendant trois siècles pour que les chrétiens d'Orient ne fussent plus séparés de la civilisation chrétienne. Elles furent surtout l'œuvre de l'Italie et de la France. Et si l'Espagne n'y parut guère, c'est qu'elle en soutenait une plus continue encore, sur son propre sol. Il y avait entre ses diverses régions si peu d'unité qu'on les appelait les Espagnes ; ces dissidences avaient favorisé l'établissement des Maures. Mais comme toutes les Espagnes étaient unes par la foi, elles étaient de la même civilisation, et comme cette civilisation leur semblait le plus grand des biens, chacune d'elles se sentait obligée envers toutes les autres à les délivrer de l'Islam. En vain il est maître de presque toute la péninsule, elles ne comptent ni les chances, ni les périls, elles commencent sans hésitation les huit siècles de misère qu'elles vivront sans défaillance : première et longue acceptation de la morale que, pour un peuple comme pour un homme, le plus impérieux devoir est le plus certain intérêt. Unifié par la lutte et par la victoire, ce peuple reste le serviteur de la même cause : en faveur de la civilisation que l'Islam tient toujours captive en Orient, il est prêt encore quand la France est lasse, et Lépante, la dernière splendeur des croisades, est une gloire espagnole.

Cette consécration d'un peuple à une idée reçut sa récompense, égale au sacrifice. C'est des Asturies, seules échappées aux Maures, qu'était partie l'entreprise de rendre l'Espagne à la chrétienté, et l'Espagne désormais avait pour colonie le plus vaste et le plus riche des continens. Par cette conquête se continue la même œuvre. Colomb est poussé par la sollicitude d'apporter aux multitudes inconnues, qu'il devine, la civilisation ; c'est pour accroître cette civilisation que Ferdinand et Isabelle demandent les terres nouvelles au Pape, alors accepté comme le juge suprême du droit ; et Alexandre accorde le bénéfice à la condition de l'apostolat. L'apostolat fut vite primé par le brigandage, le sort des populations devint atroce : mais il parut atroce, dès lors, parce que le devoir, transgressé par les actes, continuait à tourmenter les consciences. Contre les spo-

liateurs et les cruels, le clergé d'Espagne ne se lassa pas de défendre, parfois au péril de la vie, les indigènes ; et, s'il obtint trop tard pour eux la reconnaissance de leurs droits, du moins ne cessa-t-il pas son effort que le grand conseil de Castille n'eût confessé les fautes et solennellement rappelé aux conquérans cupides et cruels leur mission de régénérer dans un monde nouveau les créatures humaines par la vérité.

C'est la même doctrine que l'Espagne veut servir quand à la Réforme elle oppose partout la résistance inflexible de son orthodoxie. Habituée à défendre contre l'Islam sa foi par le fer, elle employa la même arme contre les protestans, et ne se lassa pas de frapper jusqu'à ce que l'arme se brisât entre ses mains. Elle perdit à cette dernière lutte sa primauté politique, et ses bourreaux et ses victimes demeurent dans le souvenir les témoins toujours vivans d'un fanatisme sans pitié. Sa grande faute fut de n'avoir pas, durant une vie toute guerrière, assez médité la religion qu'elle voulait défendre, de n'avoir pas compris le précepte donné aux hommes par l'obstination du Christ à ne jamais accepter le secours d'aucune contrainte. La grande erreur fut de ne pas reconnaître qu'où l'unité créée par la persuasion se brise, la persuasion seule reste efficace pour rétablir l'unité disparue des esprits. Mais cette erreur était à ce moment celle de tous, les moyens employés furent ceux de l'époque, les mêmes dont usaient les protestans contre les catholiques. Condamnation passée sur les moyens, reste à juger le but. Que la paix des esprits soit pour toute société l'état le meilleur, personne n'y contredira, et cette paix est d'autant plus précieuse que les objets de l'accord sont plus importans. La Réforme, fût-elle par ses différences avec le catholicisme supérieure à lui, apportait au monde un mal profond, la discorde. Si le catholicisme persistait à se croire en possession de la vérité, il n'avait pas le droit de tenir pour légitime une doctrine qui rompait la paix des intelligences, et il était naturel que l'Espagne fût la première à résister. Et, dans l'entreprise où ses fautes furent celles de son temps, ceci fut original : l'Espagne, partout où elle agit, sacrifia son intérêt à ce qu'elle croyait son devoir. Dans les Pays-Bas, ses sujets étaient riches et fidèles, bien que tumultueux : les laisser libres de leur religion était s'assurer, avec leur docilité, des ressources abondantes. L'Espagne ne rêvait pas de conquérir la France : à refuser son secours à

la Ligue, elle s'épargnait la guerre qui, de choc en choc, finit par briser sa « fameuse infanterie » à Rocroy. Moins encore pensait-elle à changer l'Angleterre en possession espagnole : à ne pas tenter l'invasion du pays qu'elle n'entendait pas asservir, elle se gardait intacte sa marine. A laisser aller les choses, elle ménageait tout ce qu'elle hasarda à faire comme elle fit. Or, elle n'avait pour le faire qu'une raison : elle crut que le service de la civilisation passait avant le service de l'Espagne. Elle voulut combattre partout où cette civilisation était combattue; elle lutta jusqu'au bout de ses forces pour sauver la foi.

Et quand elle cessa d'être une grande puissance elle a, par la différence de ses fortunes, parfait l'unité de son caractère. Des nations elle restait la première par sa croyance en un bien essentiel, commun à tous les hommes, supérieur au bien particuliers des États, par sa générosité à servir les autres, par sa constance à se sacrifier pour eux. En elle apparaissent dans leur plénitude le désintéressement et l'héroïsme de la solidarité humaine qui inspira la civilisation latine.

Des ennemis qu'a rencontrés cette civilisation, le plus ancien, le plus constant, le plus redoutable est l'Allemagne. En une place du monde, dès l'origine, s'abrite et se prépare d'avance, contre la doctrine de l'égalité et de la fraternité humaines, la résistance d'une race séparée, résolue à ne vivre que pour elle, et résolue à défendre par son isolement ses aptitudes à la domination. Tels furent les Germains qui refusèrent de se soumettre, même à Rome. Tels furent les Saxons qui prétendaient sous Charlemagne garder leurs vieux dieux, et qui, sans cesse vaincus et jamais domptés, cherchaient toujours des forêts plus profondes pour fuir la société des autres peuples et la poursuite odieuse du christianisme. Quand enfin, devenus les Allemands, ils forment corps avec cette chrétienté et en pratiquent les institutions, c'est pour les fausser. L'Empire, tel qu'il avait été conçu à l'origine, était un magistère confié au plus digne des princes, par le suffrage de ses égaux : quand l'Allemand est devenu assez fort pour que ses chefs obtiennent cette dignité, elle change de caractère. Au lieu qu'elle soit protectrice de la chrétienté, elle devient protectrice de l'Allemagne. Le droit de suffrage est confisqué au profit des

plus puissans parmi les princes germaniques. Parmi ces Empereurs quelques-uns sont sincères dans leur dévouement aux intérêts généraux de la famille chrétienne, mais, même chez ceux-là, domine la race, une race qui n'est pas celle des Empereurs francs. De là leurs premières mésintelligences avec la papauté qui, par ses enseignemens et ses censures, leur devient incommode. Ils veulent que son autorité, au lieu de les avertir et de leur résister parfois, leur obéisse toujours, et ils prétendent faire les Papes. Par là ils prouvent leur inintelligence de la force morale, et désorganisent au profit de la puissance matérielle tout l'équilibre de la société chrétienne. Les deux chefs dont l'accord devait la tenir en ordre la troublent de leur lutte : quand l'Empire est le plus fort, il avilit par ses choix la papauté; quand la papauté l'emporte, pour rester libre, elle affaiblit l'Empire. Celui-ci déjà esquive ses devoirs de charge. C'est la défection des empereurs allemands qui paralyse les croisades. Ils préfèrent, aux expéditions lointaines par lesquelles on ne pouvait que délivrer des peuples, des expéditions moins stériles qui leur permettront d'acquérir ou de rançonner des provinces à leurs portes.

Par les descentes des Empereurs allemands en Italie se rompt le scrupule d'honneur qui, dans les desseins de la Papauté, devait rendre inviolables aux princes chrétiens les possessions chrétiennes. L'exemple tentateur sollicite ceux-ci d'ambitions proches. L'Italie ne leur a pas en vain été montrée comme une proie et, dès le xve siècle, le choc des cupidités a changé en adversaires l'Italie, la France et l'Espagne, les trois peuples dont la solidarité avait donné sa base solide à l'ordre chrétien. L'Église, de moins en moins puissante sur la politique, ne garde plus que sur la morale une autorité affaiblie, mais qui encore gêne trop l'Allemagne, toujours la plus indocile aux disciplines de Rome. Et d'Allemagne s'élève au xvie siècle le premier cri de la révolte qui va rompre l'unité religieuse. Le peuple germanique a suffi à ruiner ce que la collaboration des races latines avait édifié. Il semble, il est vrai, épuisé et comme dissous dans sa victoire. Ses petits États servent aux rencontres et aux pillages de voisins plus forts. Mais il a accompli l'essentiel : il a enlevé aux peuples la communauté de croyance, le sentiment d'une parenté, la sollicitude d'un ordre général. Chacun d'eux n'est plus occupé que de soi, tient les autres peuples pour

des rivaux, le concept païen rajeuni par l'Allemagne a converti le monde. Dès lors il suffira que les défiances et les griefs continuent à dissocier la vieille union, pour que le monde redevienne la forêt dangereuse où chacun se garde et où nul ne se secourt. Il suffira que l'Allemagne y laisse grandir obscurément son torse de lutteur, et choisisse la place et l'instant pour frapper l'un après l'autre chacun de ces peuples isolés.

Depuis le XVIIIe siècle, la forêt a été, sauf un seul jour, favorable au chasseur. Il a fait disparaître dans son corps insatiable Pologne, provinces rhénanes, terres danoises, hégémonie de l'Autriche, régions françaises, autonomie des États allemands; et ce n'étaient que des mesures préparatoires. Il juge le moment venu de les tenter plus définitives, et il ne cache plus que, par la souveraineté du territoire ou du commerce, il veut non seulement subalterniser son alliée l'Autriche et ses adversaires l'Angleterre, la Russie et la France, mais englober les neutres mêmes et que Belgique, Suisse, Hollande, Danemark et États scandinaves appartiennent à son système. Il n'est pas vraisemblable qu'il accomplisse d'un coup un tel changement. Mais, subît-il une déception éclatante, si les États restent dans la division qui est l'alliée permanente de ses desseins, lui, le plus fort des peuples isolés, continuera à entretenir leurs dissentimens, opposera sa prépondérance d'Empire à la faiblesse de chacun, et bravera la révolte collective d'une Europe sans opinion générale. Qui affirmerait que l'avenir ne lui offre pas des chances nouvelles? qu'il ne saura pas les susciter ? Qui affirmerait qu'après un peu de temps passé la conscience de l'univers ne sera pas plus incertaine encore et plus timide qu'aujourd'hui?

L'arrêt aujourd'hui imposé au plan dominateur de l'Allemagne est un délai de grâce accordé à cet univers, pour se défendre en se transformant. Car ce n'est pas seulement l'Allemagne qui menace les nations, mais elles-mêmes qui attirent le danger. Ce danger, le plus redoutable, n'est pas la violence conquérante d'une race et d'une heure, c'est la permanente absence de société entre tous les peuples, et tandis que l'Allemagne travaille seule contre eux, ils travaillent tous pour elle par leur inorganisation.

L'Allemagne triomphe du mal qu'elle a voulu, quand elle reproche au monde actuel d'être une anarchie où chaque État songe seulement à soi. Mais elle a raison de dire que cette

anarchie ne saurait être la destinée définitive de l'univers. Cette anarchie prépare les voies à l'Allemagne : car, des nations isolées elle est la plus prête, et aucune ne l'égale par le génie de l'égoïsme.

Certes son postulat que, les races étant inégales, la race supérieure doit dominer les autres, est démenti par cette vérité que les dons des races sont divers, que tous sont nécessaires au genre humain, et qu'elles doivent rester libres pour le mieux servir. Mais qui a droit d'évoquer cette diversité et ce service, parmi des familles humaines qui restent enfermées en elles-mêmes, qui toutes songent non à donner mais à prendre, et se sont rendues étrangères aux intérêts, et au génie des familles voisines? Et c'est là encore un avantage pour l'Allemagne, car, dans la comparaison des mérites, chaque race ne met en parallèle que ses dons personnels en face des ostentations accumulées par le grand peuple. Puisqu'il prétend devenir le maître de tous, ce sont pourtant les dons de tous qu'il faut mettre en parallèle et montrer par l'ensemble supérieurs aux siens.

Si les nations veulent échapper au joug, il faut d'abord qu'elles reprennent conscience de leurs périls et de leur vocation. Il faut qu'elles se refassent une vie commune, qu'elles redeviennent confiantes les unes dans les autres, fières les unes des autres, et qu'ayant repris le sens des proportions, elles opposent aux qualités allemandes la puissance réunie de leurs aptitudes et de leurs énergies. Il faut surtout, lorsqu'elles opposent au droit de la force et aux facilités de la soumission les fécondités de l'indépendance et le respect de la dignité humaine, ce ne soient pas là de vains mots, mais des réalités efficaces, et qu'ait été trouvé le moyen d'assurer, par une discipline volontaire, l'ordre général contre l'anarchie des égoïsmes nationaux. Car cette autorité manque, elle est nécessaire, et faute d'être assurée par la libre adhésion des États, elle s'établira par l'omnipotence d'un maître.

Dans cette urgence qui met en demeure tous les peuples, lesquels sont le plus appelés, le plus contraints par leur passé à agir, sinon les peuples de race latine?

Eux sont les contradicteurs nés de l'Allemagne. A sa première prétention ils opposent par leur existence seule un démenti perpétuel. L'Allemagne s'attribue l'universalité des apti-

tudes, et eux doivent une renommée universelle à des aptitudes que l'Allemagne ne possède pas. Tandis que l'Allemagne avait pour sa race les yeux de l'avare pour son trésor, la France répandait sur l'espèce humaine les prodigalités de ses sollicitudes. Tandis que l'Allemagne, pour se préférer à tout, enseignait le mépris du désintéressement, l'Espagne se faisait une tradition de préférer le droit à elle-même et poussait à l'héroïsme l'intelligence du sacrifice. Tandis que l'Allemagne enfantait les lettres et les arts, comme les fruits de sa faiblesse, quand elle était incapable d'action, les dédaignait dès le retour de sa force pour suivre son inspiration préférée, la violence, et de cette violence naturelle gardait la marque indélébile dans des brutalités incurables, l'Italie, mère de beauté, dans toutes ses fortunes enfantait le génie triomphant ou consolateur, et répandait la politesse élégante et douce des rapports entre les hommes.

A ces supériorités les trois peuples ont ajouté celle de comprendre que pour se compléter ils devaient s'unir. Tandis que l'Allemagne s'isolait, craignant de perdre ou de partager par tout mélange, ils s'agrandirent en faisant tomber autour d'eux les barrières. Les premiers ils consacrèrent la doctrine que les races diverses sont les familles d'une seule société, que la variété de leurs vocations, par ses plus fructueux labeurs, multiplie un trésor de vérité, de beauté, d'amour, et que cette richesse, accrue par chaque peuple pour le profit de tous, forme le patrimoine indivisible du genre humain. Durant plusieurs siècles, l'apport des trois peuples a suffi à la splendeur de la civilisation générale. C'est par la défaillance de cette civilisation latine envers elle-même, par les retours de l'égoïsme païen dans leur conscience rétrécie, que les autres peuples, relevant leurs murailles les uns contre les autres, se sont trouvés à la fois solitaires et ennemis, et que l'un d'eux a pu dire à tous : « Il n'y a de force que la mienne et de droit que le mien. » Son triomphe serait la défaite de la civilisation latine qui avait trouvé le secret de la victoire et, pour se défendre, doit revenir à son ancienne unité. Si l'adversaire a grandi, sa cause n'est pas devenue meilleure et sa provocation atteint maints peuples, qui jadis n'existaient pas encore et sont aujourd'hui parmi les plus grands. Les peuples latins doivent aux autres l'exemple de la solidarité. Qu'opposant à la solitude

du génie despotique l'alliance des génies émancipateurs, au claquement du fouet germanique, la voix de la liberté humaine, ils donnent un centre et une doctrine à la Sainte Alliance des peuples. Que ceux-ci n'aient plus à choisir seulement entre leur dispersion présente et leur assemblage sous le joug, mais entre la dictature d'une race et la société de toutes.

Et puisque cela même n'est pas assez, et que l'ordre, entre les peuples, doit trouver sa garantie non seulement dans le bon vouloir de leurs intentions, mais dans un pouvoir régulier, constitué stable, élevé par eux au-dessus d'eux-mêmes, pour donner aux droits de la justice et de l'humanité un défenseur mondial, l'initiative des peuples latins est plus urgente. Car ce pouvoir, ils l'avaient conçu, ils l'avaient établi. Personne à leur égal n'a titre pour restaurer, avec les changemens que le temps apporte aux institutions qu'il renouvelle, les pouvoirs universels. Alors, pour l'ambitieuse Allemagne, ce sera la fin de l'espérance même. Car le jour où, de nouveau, le monde possédera une autorité assez tutélaire pour réprimer la violence même accidentelle contre les intérêts d'un seul peuple, l'heure sera passée de la violence permanente contre les intérêts et les libertés de tous.

Telle est la suite d'idées que, de place en place et d'auditoires en auditoires, nous déroulions, au cours du voyage, infatigables chanteurs d'une même chanson.

V

L'Espagne est le royaume de la courtoisie magnifique. Son accueil excelle en grâces très différentes, par lesquelles elle concilie la politesse et le discernement. Les variétés infinies de ses égards se mesurent à ce qu'elle pense des personnes, sans que jamais celles-ci aient à se plaindre. Et fût-ce à des hôtes à qui elle ne doit rien, elle prodigue une générosité qu'elle croit devoir à elle-même.

A cause de cela, cet accueil trouble un peu comme un mystère ceux qui voudraient être sûrs qu'elle les reçoit bien, non seulement pour elle, mais aussi pour eux. Et, au premier abord, quand on n'objectait rien à nos paroles, nous nous demandions si elles semblaient tolérables ou convaincantes. Mais, même chez les plus raffinés, il est des indices qui dis-

tinguent la patience de l'assentiment. Bientôt, nous ne pouvions nous méprendre : plus l'œuvre germanique était exposée d'ensemble, comme la destructrice d'une civilisation latine par l'origine et universelle par le bienfait, plus la conscience à laquelle nous faisions appel répondait à la nôtre. L'Espagne reconnaissait sa part de travail dans cette collaboratiou des peuples et des siècles. Parce que nous demandions audience au nom d'un passé et d'un avenir communs, elle comprenait que nous soutenions sa cause comme la nôtre, nos affirmations se répétaient dans les réponses qui nous étaient faites, notre foi à la dignité humaine, aux indépendances nationales, au génie providentiellement divers des races, était confirmée sans s'amoindrir par ces bouches étrangères, et gagnait même en éclat et en ampleur à passer de notre langue dans cette langue ample et sonore où les mots d'honneur et de devoir sonnent comme des clairons et se déploient comme des drapeaux.

Ce fut donc une seule chose pour ces Espagnols d'admettre que l'enjeu de la présente guerre est une civilisation, et de conclure que, pour le salut de la civilisation latine, ses défenseurs ne seraient jamais trop unis. De cette union, notre rencontre était un commencement. Sans doute, c'était peu que le passage de quelques Français dans quelques villes d'Espagne. Mais nous nous y adressions aux hommes de pensée et d'étude, les plus consciens de la dette contractée par toute nation envers les autres, et de la multiplication transformatrice qu'elles trouvent dans la solidarité. Contre la race unique dont toutes les énergies forgées dans un seul bloc préparent au genre humain une seule chaîne, eux familiers des races diverses étaient les mieux préparés à notre requête de remettre en commun nos forces.

Pour trouver le modèle d'une entente plus intime, l'Espagne n'avait qu'à se souvenir. Sur son sol étaient debout les vieilles capitales de ces rapprochemens entre son intelligence et l'intelligence, son art et l'art, son âme et l'âme de la France. Nous nous rencontrions à notre tour où nos pères s'étaient rencontrés. Quand nous exprimions le regret que l'habitude de ces intimités se fût perdue, nous ne contestions pas que ce fût par notre faute, nous affirmions que, dans cette faute, il y avait de la négligence, sans oubli véritable; que nous ne venions pas interrompre nos caprices d'abstention par le caprice d'une

visite qui serait inutile si elle demeurait isolée. Nous demandions qu'on l'acceptât, comme le premier retour vers de bonnes habitudes, désireux de renouer des rapports avec des parens que, depuis trop longtemps, nous aimions de trop loin et pour qui nous voulions désormais être vraiment des proches. Le consentement de nos voisins a conspiré avec notre désir. Nous avons demandé aux Universités si, comme jadis, il leur plairait d'ouvrir leurs chaires à des maîtres français; elles ont accueilli avec la meilleure cordialité ce projet. Nous savions ne pas nous avancer trop en disant que l'Université de France verrait avec faveur des maîtres espagnols se faire chez nous les ambassadeurs de leur littérature et de leur science nationales. L'ouverture a été accueillie avec le même empressement. Une partie des étudians espagnols a conservé la coutume du Moyen Age et va s'instruire en pays étrangers, attirée aujourd'hui surtout par la science allemande : nous avons exprimé le vœu que ces étudians, plus fidèles à l'ancienne coutume, réapprissent le chemin de la France et de Paris. Nous promettions que s'ils venaient, l'on ferait en sorte que chez nous ils se crussent chez eux. En échange, nous reconnaissions, et surtout pour ceux de notre jeunesse qui se destinent à l'art, l'importance de fréquenter l'Espagne. Non seulement elle a des peintres qui sont les maîtres des maîtres, mais son architecture, si elle n'est pas la première par la beauté simple, est infiniment originale dans les surabondances de ses somptuosités. Et l'Andalousie est le trésor unique et merveilleux d'un art où le génie mauresque a reçu quelque apport du génie espagnol. Pourquoi notre École de Rome n'accorderait-elle pas à ses pensionnaires le droit de passer leur quatrième année en Espagne? L'idée, née là-bas de notre enthousiasme réfléchi, accueillie par nos hôtes comme nn hommage légitime et flatteur, fait en ce moment son chemin à notre Académie des Beaux-Arts, et, sous une forme ou sous une autre, viendra, ce semble, à réalisation. Ces projets trouvent un point fixe où s'attacher : le gouvernement français a fondé depuis quelques années à Madrid, sous le nom d'Institut français, une école supérieure destinée à nos jeunes érudits qu'attirent la littérature et les archives de l'Espagne. Si l'on étend les spécialités et qu'on augmente le nombre des pensionnaires, l'Institut français leur offrira un centre et une direction utiles. Et si, comme certains Espagnols semblaient le souhaiter,

un Institut espagnol était créé à Paris, la jeunesse studieuse des deux pays échangerait une hospitalité d'où seraient bannis les hasards. Plus la jeunesse devenue mitoyenne s'initiera ainsi à la langue, aux mœurs et aux œuvres des deux pays, plus elle y répandra la connaissance, la familiarité et le goût de leurs supériorités. Alors s'effaceront la plupart des préjugés que la rareté des rapports entretient entre les deux races. Sans doute cela est un début. Mais en amitié le plus difficile est de commencer, elle grandit ensuite toute seule. La porte à laquelle nous n'avions guère frappé depuis longtemps nous reste ouverte et hospitalière. Il dépend de nous, à la condition de n'être ni avantageux, ni inconstans, de reprendre notre place d'honneur au foyer de nos voisins.

A quoi bon? objectera plus d'un sceptique. Il s'agit de mener une lutte contre le despotisme de l'Allemagne. S'il faut chercher les alliés pour le rude combat, pourquoi mettre au nombre des plus désirables l'Espagne, dont l'influence pèse peu dans l'opinion du monde? N'est-ce pas à propos d'elle et de sa guerre contre les États-Unis que lord Salisbury distinguait « les nations vivantes et les nations mourantes? » Ne la désignait-il pas, quand, après avoir salué comme les maîtresses de l'avenir celles qui « accroissent d'année en année leur puissance, augmentent leurs richesses, étendent leur territoire, perfectionnent leurs moyens d'action, » il prévoyait une fin rapide à celles qui, faibles, pauvres, dépourvues d'activité, se survivent? Il est certain que l'Espagne n'est plus au nombre des premières par les activités fiévreuses et lucratives. Si cela est toute la vie, elle y assiste plus qu'elle n'y participe. Si un peuple compte par cela seul, elle ne compte pas. Quand lord Salisbury reconnaissait, comme les preuves de la primauté pour les peuples, le mouvement dans les marchandises, l'or et les armées, ce concept tout matérialiste de la puissance semblait en effet suffire. C'était l'époque où le vertige de la richesse attirait même la raison. Mais au nom de la doctrine acceptée par lord Salisbury, l'Allemagne réclame aujourd'hui l'empire du monde, et la conséquence est faite pour inspirer quelque doute sur la justesse du principe. Il est temps de remettre à la fonte, comme le résidu stérile de nos crédulités maints sophismes tenus pour axiomes par notre époque. Il ne sera pas superflu de montrer à propos de l'Espagne

combien est sommaire et grossière la mesure communément acceptée de la hiérarchie parmi les nations.

Que la puissance des armes et des outils, que l'accroissement des échanges, que le progrès de l'universelle fortune, que la trépidation d'un labeur perpétuel surprennent et éblouissent le premier regard, soit. Que ce mouvement ait paru la forme la plus parfaite et la mesure même de la civilisation à des esprits capables de réfléchir, à des chefs de gouvernement, cela est moins explicable.

Avoir écrit cela suffira, j'en ai peur, à me compromettre. Aux yeux de quelques économistes, il n'en faut pas davantage pour devenir suspect de mauvais desseins contre l'industrie, de bouderie contre ses plus beaux tours de force, de complicité avec toutes les oisivetés de la terre, et surtout avec celles des Espagnols. Pour peu qu'on offense un préjugé, on doit s'attendre aux préjugés de sa mauvaise humeur. Avant donc de poursuivre, — et comme jadis, avant de courir les périls de mer, on dictait ses dernières volontés devant notaire, — je déclare solennellement que je n'approuve aucune fainéantise, fût-ce celle des Espagnols, et qu'une loi fondamentale de la vie me semble l'obligation au travail. Mais je pense qu'il y a travail et travail, comme Sganarelle savait qu'il y a fagots et fagots.

Imaginez la société la mieux dotée en casernes, en usines, en comptoirs, en banques, où le labeur de tous ne cesse de chercher et de produire ce qui rend l'existence commode et sûre, où, par suite, tout étant créé pour l'usage des vivans, rien ne soit produit qui mérite de leur survivre, où chaque génération croie avoir accompli toute sa tâche quand elle a épuisé la nouveauté et le profit de progrès matériels que la génération suivante oublie pour d'autres aussi peu durables. Et imaginez par contraste une société moins agitée, même moins active, moins productrice, moins riche, mais où les hommes prennent le temps de regarder hors de leur laboratoire, de leur atelier, de leur vocation lucrative, en eux-mêmes, pour prendre conscience de leur nature, de leurs devoirs les uns envers les autres, et supposez qu'ils aient, par un travail intérieur, fait grandir dans leur âme la tempérance, la justice, la miséricorde, et que, les vertus se transfigurant en beauté, ils aient laissé des monumens durables et inspirateurs comme est l'art. Laquelle des deux est supérieure à l'autre, celle dont les membres ont surtout voulu devenir

meilleurs, c'est-à-dire être plus hommes, ou celle dont les membres ont voulu seulement être actifs, c'est-à-dire mener l'existence et acquérir les qualités des fourmis?

Si les coureurs qu'emporte l'allure progressive de leurs train, et qui attachent à cette allure le plaisir et la fierté de leur existence, consentaient à s'arrêter pour entendre un paysan espagnol, soit que, bien en selle sur sa mule, il suive au pas sa route, soit que juché sans façon à l'arrière de son petit âne, il s'avance plus lentement, soit que, mieux assis encore sur le bord de son champ, il goûte la joie plus parfaite de l'immobilité, voici à peu près ce qu'ils entendraient.

La civilisation est l'école du bonheur pour l'homme. Pour l'homme, être heureux est conformer sa vie à sa destinée, connaître cette destinée est le commencement de la civilisation. Elle progresse d'autant plus que le bonheur assuré par elle appartient à plus d'hommes, avec plus de durée et de plénitude.

Admirer, uniquement ou surtout, une société toute transformatrice, vendeuse et servante de la matière est, par prétérition, déclarer seule certaine ou seule importante la vie terrestre. Admet-on une vie future et sans fin? Quelle inconséquence de déclarer les plus parfaites les sociétés oublieuses de l'œuvre essentielle pour l'œuvre éphémère! N'admet-on pas une autre vie? A quelle misère on réduit les jours de la vie présente! Où les œuvres de la violence et de la richesse occupent seules le monde, elles le rivent à un boulet de fer ou d'or, et la science même s'abaisse quand elle cherche uniquement des profits. Ces œuvres sont instables : les conquêtes se dévorent l'une l'autre, les inventions se détruisent en se succédant, la richesse fuit de mains en mains. Elles sont destructrices de solidarité : elles luttent les uns contre les autres, pas de victoire sans désastre, pas de richesse sans ruine, et comme elles tiennent les espoirs du genre humain enfermés dans l'espace trop étroit de la vie présente, elles excitent en lui les colères contre l'inégalité des conditions, des jouissances, et tiennent prêtes les guerres sociales. Elles laissent inexplorées les hauteurs de la nature humaine.

Or c'est aux hauteurs de la nature humaine que l'Espagne a confié l'essentiel du bonheur humain. Ferme dès l'origine, et persévérante dans la certitude que la créature privilégiée de Dieu a reçu de lui une loi, l'Espagne, en acceptant comme la

volonté perpétuelle de ce Dieu les devoirs qui maintiennent en ordre les sociétés, a sauvé sa vie des incertitudes et des contradictions qui menacent toutes les lois portées seulement par la sagesse humaine. A travers les siècles la famille est demeurée intacte, et la société a gardé la même structure. Les chances différentes de la vie trouvent l'Espagnol philosophe parce qu'il est croyant, il n'est pas humilié par l'inégalité des conditions terrestres, et le socialisme le menace moins que d'autres nations. Son respect pour l'autorité est religieux aussi, et, à cause de cela, aussi étranger à la servilité qu'a la révolte. Il sait que l'homme est naturellement libre, il le reste par sa façon d'obéir dans les choses où il donne sa soumission, et tient à ne pas perdre le gouvernement des intérêts proches qu'il se sent capable de conduire, sa souveraineté sur sa famille et sur lui-même. Ainsi s'est consacrée une fierté et une tradition d'indépendance que d'autres peuples, plus riches de libertés verbales, lui emprunteraient utilement. Entre lui et le pouvoir il y a donc eu une entente de doctrines et une collaboration d'énergies : son histoire s'est écrite comme un livre de piété qui serait un livre de famille, et où les générations successives auraient lu les mêmes leçons. Elle a recommencé huit siècles le signe de la croix avec l'épée. Elle a inspiré et fait surgir un mémorial de pierre, une parure de forteresses et d'églises qui sur tout le sol de l'Espagne dressent l'enseignement de leur beauté diverse et inséparable, font rayonner sur leur double reposoir la double splendeur d'un seul souvenir, et rappellent aux plus ignorans que la gloire de l'Espagne fut le courage lié par un vœu perpétuel à la foi. L'art des peintres et des sculpteurs a trouvé dans cette tradition inspiratrice son originalité la plus féconde, et, par les persuasions mystérieuses de la beauté et les enseignemens efficaces d'un hommage toujours concordant, a rendu plus familière à tout ce peuple la religion de son passé. Le visiteur le plus inattentif ne saurait être aveugle à cette évidence. Elle est claire jusque dans les plus humbles cités. Avec quelle fierté l'Espagne garde les archives de son Amérique découverte et gouvernée, avec quel respect elle veille sur les documens, sur les armes, sur les restes, sur les images de ses souverains et de ses héros. La caresse du regard qu'elle jette sur les plus antiques de ces souvenirs atteste qu'ils lui sont toujours proches. Les choses

en effet nous deviennent lointaines, moins par la distance des jours que par l'écart des pensées entre elles et nous. L'Espagne se sent contemporaine de son passé, et les plus vieux de ses jours ne lui semblent que les aînés de ses jours présens.

Sur tous ces jours se leva l'intelligence révélée par l'Évangile aux hommes. Le sentiment religieux est pour certains une de ces caches obscures et closes qui, dans les vieilles demeures, ne communiquaient pas avec le reste de l'habitation et qu'on n'ouvrait qu'à rares intervalles. Le sentiment religieux est pour l'Espagnol la lumière même de la maison. Il vit en familiarité avec la joie de ses croyances, et cela se reconnaît à son ardeur pour les solennités de son culte. Moins la préoccupation de la vie future est habituelle à l'homme, plus elle l'attriste et l'assombrit : ce n'est pas la gravité que les cérémonies religieuses accroissent en l'Espagnol, elles détendent ses traits, elles déraidissent sa réserve. Il est heureux de ce qui lui confirme sa dignité la plus chère et ses espoirs les meilleurs. Sa foi lui donne des fêtes où, comme David, il danse devant l'arche. Cette joie n'empêchait pas David d'en avoir connu de moins pures et, de même, je ne prétends pas que, malgré la ferveur de son catholicisme, l'Espagnol soit tout zèle et perfection. Il a le sang chaud pour le plaisir comme pour la querelle et n'est pas toujours exemplaire. Mais si en lui la religion a à redouter la révolte des sens, elle n'a pas à craindre la rébellion de l'esprit.

C'est chez nous que le désordre des mœurs a conduit à celui de l'incrédulité et que le dépit contre des commandemens importuns refuse l'existence à leur auteur. C'est sous son nom espagnol un Français que le don Juan de Molière. C'est, venu avant terme, un fils du XVIIIe siècle, quand ce mépriseur d'hommes donne au pauvre « par amour de l'humanité, » quand, pour la joie du scandale, il s'obstine aux désordres mêmes dont il est las, quand il provoque la puissance divine par le sacrilège où il périt en révolté. Le don Juan d'Espagne aussi commence par courre les filles pour le plaisir de la chasse et braconne le gibier qu'il aime; mais, même au plus fort de la passion qui l'emporte, il se sait hors de la voie droite; la première reprise de sa volonté le trouve repenti; la victoire de sa conscience le change en pénitent. Il dépose sur l'autel où on la voit encore son épée, aussi son indépendance, aussi sa fortune et, pour

l'amour de Dieu, offre aux pauvres de son temps le bel et simple hospice où les pauvres d'aujourd'hui bénissent encore les fautes inspiratrices de telles réparations. Et sans doute encore tous les Espagnols qui débutent comme don Juan ne finissent pas comme lui : mais la vie des indifférens mêmes est baignée dans cette atmosphère, ils la respirent et, jusqu'aux choses profanes gardent l'empreinte sacrée qui est le signe de l'Espagne. On montre à Grenade dans le trésor de la cathédrale le premier or qui ait été recueilli au Mexique : ceux qui le rapportèrent en avaient fait une croix. En aucun peuple, que je sache, n'est aussi extérieure, complète, visible, l'armature du catholicisme.

Aux peuples les plus épris de leur modernité et qui tiennent pour leur principal mérite d'avoir sans cesse changé leurs doctrines comme leurs machines et qui lui demandent : Qu'avez-vous créé? il peut répondre : Qu'avez-vous conservé? Ce qui est le plus important pour tout homme et pour tout peuple n'est pas ce qu'ils ont fait, mais ce qu'ils laissent. Que reste-t-il de ce que vous avez créé? Que servent à l'avenir ces activités fiévreuses qui bornent leur ambition à satisfaire les besoins immédiats et tout matériels de chaque génération et ne transmettent à l'avenir ni une tradition, ni un exemple, ni une règle de conduite, ni une beauté? Qu'avez-vous fait de la famille qui semble dissoute dans la mobilité de votre vie? de la société volatilisée par vos expériences? des richesses anéanties par vos révolutions? Le mariage indissoluble n'a pas cessé de féconder mes foyers. Ma race est tempérante, mes mœurs sont pures. Si j'ai donné moins de mon temps aux besoins qui meurent avec chaque génération, j'ai recueilli ce qui survit à la mort des hommes, les réponses à leurs curiosités immortelles. J'ai gardé intactes les règles de leurs plus importans devoirs. J'ai recueilli dans l'art des siècles leurs intelligences différentes et fidèles du beau. Je n'ai pas détruit le passé. Je n'ai pas laissé tarir les sources du sublime.

Que les esprits les plus émancipés du sentiment religieux soient assez libres pour reconnaître son importance dans la vie d'une nation. Rien ici ne rappelle l'illogisme branlant des sociétés sceptiques où tout est en porte-à-faux. C'est sur l'inébranlable que s'est bâtie l'Espagne. La solidité de la base a fait la solidité de son histoire, de son caractère et de ses vertus.

C'est cette solidité qui nous prépare en Espagne une aide sans proportions avec la puissance matérielle de l'Espagne.

Une nation modernisée par la culture intensive de la richesse et du scepticisme serait par avance affaiblie dans sa lutte contre l'hégémonie allemande. Où dominerait le culte de l'intérêt, il deviendrait tentateur. Si on trouvait son compte à se départir de l'intransigeance, si de grands avantages étaient offerts à l'industrie et au commerce en échange d'une résignation aux volontés étrangères, cette nation saurait-elle sacrifier ce qu'elle aurait appris à tenir pour l'essentiel de sa vie ? Préférera-t-elle à sa propre cause la cause commune des peuples, aux calculs de son égoïsme immédiat la liberté générale et l'avenir du monde, aux réalités tangibles les vains mots de désintéressement et d'honneur ? Et si, en elle, une générosité instinctive et illogique s'élevait d'abord contre ces calculs, saurait-elle persévérer ? Qui se trouvera pour soutenir longtemps cette constance ? où l'aurait-il apprise ? sur quoi s'appuierait-il ? quelle opinion le suivra ?

Dans la lutte désormais engagée pour la servitude ou pour l'indépendance de l'univers, lutte grave, dont nul ne peut prévoir ni la longueur, ni les formes, ni les épreuves, si l'Espagne est pour nous une alliée précieuse, c'est que l'Espagne a toujours dans son histoire subordonné ses intérêts immédiats à ses intérêts à terme, son profit à son honneur, c'est qu'elle a considéré que la vie n'était pas un marché, mais un devoir, c'est qu'elle a toujours tenu certains principes comme au-dessus de son choix, de son avantage et de son existence même. Il suffira que les prétentions de l'Allemagne apparaissent à la conscience espagnole comme un attentat à l'ordre du monde, à l'indépendance naturelle des hommes et au patrimoine des races : pour cette conscience tout sera décidé, quoi qu'il doive advenir, et à jamais. L'ambition n'est pas la maîtresse de la race qui a sacrifié sa grandeur à sa croyance. Les épreuves ni le temps ne doivent lasser la race qui a supporté huit siècles de combats, d'insécurité et de misères pour redevenir maîtresse chez elle. La puissance de l'adversaire n'est pas pour troubler la race qui s'est mesurée seule à Napoléon, un univers.

A une lutte de principes nulle nation n'est plus prête que cette obstinée servante des principes. Nulle n'aura plus d'autorité sur toutes les autres par la puissance qui est l'autorité

des heures décisives, le caractère. Elle n'aura pas action seulement sur ses anciennes filles aujourd'hui émancipées, les Républiques de l'Amérique du Sud, encore soumises à sa langue et participantes de sa nature. Partout où se glisseraient les lassitudes et les lâchetés, elles rougiraient sous son regard, et, devant son attitude, les autres peuples trouveront moins difficile le courage qui lui semblera si naturel. Qui garderait rancune à ces vertus de sa croyance? Si l'Espagne déchoit d'elles, c'est qu'elle aura laissé dissoudre ses énergies dans les contagions du scepticisme. Qui souhaiterait qu'à ce prix elle devînt le plus actif et le plus riche des peuples? L'unité d'inspiration qui règne dans la conscience, les actes, les mœurs, l'art et les vertus de l'Espagne vaut bien la plus symétrique abondance dans les tonnes de houille et les balles de coton.

Ce n'est pas que les balles de coton soient méprisables. On s'est volontairement borné dans cette étude à mettre en lumière la force intime de l'Espagne, celle sur laquelle nous pouvons compter davantage et qui doit être le plus ménagée par nous. Mais à la plus religieuse des races même s'applique ce que l'Évangile enseigne en d'autres termes : l'homme ne vit pas seulement de toute parole qui sort de la bouche de Dieu, il vit de pain. Rien n'est plus important pour nous, si nous voulons accroître nos intimités avec notre voisin, que de collaborer avec lui dans la mise en état de son pays. Pour l'Espagnol, la vie quotidienne a ses exigences, bien que tempérées par sa modération naturelle ; lui aussi désire une existence moins précaire, ou moins rude, ou plus brillante. Ce désir, tenace et silencieux comme les passions profondes de l'Espagnol, se manifeste par un réveil progressif du travail et des changemens continus dans l'aspect des contrées. On multiplie les essais de culture ; près de la canne à sucre, la betterave s'est plantée et avec tant de succès qu'elle étend de plus en plus au Nord ses vastes champs. Beaucoup d'usines gâtent pour le voyageur et enrichissent pour l'habitant les admirables régions de l'Ebre et du Guadalquivir. Toutefois, à cause d'une certaine inertie dans la volonté et dans la bourse, l'Espagne a besoin de collaborateurs pour cette mise en valeur de sa richesse encore latente. Les mines sont nombreuses qui attendent des exploitans ; il ne manque au sol, en certaines régions, pour être fertile, que l'eau, et les montagnes d'Andalousie, les plus hautes d'Europe après les Alpes, ont

assez de glaciers et de neiges pour porter au loin, quand on le voudra, la fertilité et la force. Nos ingénieurs, nos agronomes, nos métallurgistes et nos financiers peuvent faire à la fois leurs affaires, celles de l'Espagne et celles de la France. Ils ne sont encore ni assez nombreux, ni assez assidus. S'ils se laissent supplanter par les Allemands, notre entente, bâtie dans les hauteurs des idées, sera minée au ras du sol. Il importe beaucoup que nous soyons les attentifs auxiliaires des intérêts matériels où nous prétendons consolider les sympathies morales.

Mais que cela ne nous fasse pas oublier l'essentiel et supposer que les intérêts matériels suffiraient à nous gagner l'Espagne. Elle est la patrie de don Quichotte et de Sancho Pança, mais ils ne sont pas frères. Sancho est le serviteur, le maître est don Quichotte. Les besognes domestiques sont gouvernées par le paysan, qui gourmande les élans du chevalier. Mais, aux heures décisives, c'est le chevalier qui ordonne, et l'idéal l'emporte sur l'intérêt. Sancho se laisserait prendre à de bons pactes d'affaires avec de bons traitans, sans s'inquiéter s'ils sont germaniques; l'adhésion anx doctrines germaniques sera toujours refusée par le chevalier. L'idolâtrie de l'État a pour invincible rebelle le songeur indépendant qui tient à décider seul sa vocation et ses initiatives, comme redresseur de torts contre l'État lui-même. Le culte de l'égoïsme est le plus contraire à la générosité du vagabond volontaire que l'amour de la justice et des faibles a fait un errant sur les routes de sa patrie, à la recherche de labeurs désintéressés. En Espagne, partout où nous avons soutenu notre commune cause, c'est le chevalier qui nous écoutait. Et il nous a reconnus pour siens quand, au cours d'une guerre sans égale par la cruauté et qui étendait la puissance du mal aux régions jusque là soustraites à son empire, aux profondeurs des mers et du ciel, il nous a entendus nier le droit de la force et mettre notre confiance dans la force du droit.

ÉTIENNE LAMY.

IMPRESSIONS

D'UN

BOURGEOIS DE PARIS

PENDANT LE SIÈGE ET LA COMMUNE

CHARLES AUBERT-HIX

Lorsque mon vieux camarade Paul Bourget me mit en mains un petit portefeuille de figure surannée, qui contenait cinquante lettres de notre ancien maître, M. Charles Aubert, datant du Siège de Paris et de la Commune, et lorsque je les eus lues, il me sembla que ce vivant et sincère témoignage ne devait pas rester inconnu. Ce sont les impressions directes d'un bon Français, plein de bravoure et de simplicité, avec un esprit vif et délié, et un cœur sensible. Elles sont notées au jour le jour, sans façon, sans autre souci que d'informer, au loin, des êtres chers, mais notées par une plume de bon écrivain.

Elles m'ont ému comme elles avaient ému mon ami. Je ne pense pas que personne les lise sans émotion, tant est communicative la chaleur toujours montante de leur vaillante action, la tristesse finale de leur chute, devant les plus horribles désastres. Mais, avec cette émotion, elles apportent un singulier réconfort à ceux qui vivent les longues et lentes heures de la guerre d'aujourd'hui. Nos pères ont su garder leur fermeté d'âme malgré tout, alors qu'après deux mois les forces du pays étaient brisées, ses armées captives, ses moyens de défense improvisés; ils ne la perdirent que dans les convulsions sans cesse renouvelées de la guerre civile.

Nous les admirerons. Nous les plaindrons; et, dès lors, nous

n'aurons plus le courage de nous plaindre. Nous nous comparerons à eux, sûrs de trouver dans cette comparaison de robustes raisons de confiance. Il me semble que nous avons ici, outre des récits palpitans, de belles leçons d'histoire nationale.

I

C'est à Paris en juillet 1870. M. Charles Aubert, ou, comme on dit habituellement, M. Aubert-Hix (1), attend les vacances avec quelque impatience. La fin de l'année scolaire est laborieuse, comme toujours, dans cette rhétorique du lycée Louis-le-Grand où il tient sous son impérieuse, et quelque peu capricieuse autorité, une de ces énormes classes de quatre-vingts élèves, comme on en voyait alors, — la fleur de la jeunesse scolaire de Paris, la pépinière de l'École normale et du Concours général (2). Professeurs et élèves se préparent au repos bien gagné. Il ne reste plus à passer que quelques classes, quelques journées de concours, puis la corvée des distributions de prix. L'été est chaud, sec, fatigant, avec vent, poussière, une sorte de *sirocco*.

Aubert est seul à Paris. Sa famille, fille, gendre, petits-enfans, l'a devancé aux Sables-d'Olonne. Il s'inquiète de savoir s'ils n'ont pas eu trop chaud en route; il ne pense qu'à les rejoindre : quel plaisir il se promet « de ce coin pacifique, où on vit à son aise, entre soi, et tranquillement! » — En attendant, il finit sa besogne. Ces derniers jours ne sont pas sans importance : les succès de l'année vont se décider. On a déjà composé en version grecque, et puis en discours latin (le jeudi 14). « Le sujet était banal : *Metellus demandant au Sénat romain de respecter la vie de Jugurtha vaincu.* Un pareil discours n'aurait jamais été prononcé, ni au Sénat, ni par Metellus, ni à propos de Jugurtha. Enfin!... on ne s'avise pas de tout. » — Ainsi sourit M. Aubert. Le concours du 19 juillet excite fort son attente. C'est le discours français! « J'ai de bons élèves, capables de réussir, » dit le maître; — et il désire le succès (3).

(1) Il était veuf de Mlle Hix, dont le père fut directeur d'une grande institution d'enseignement secondaire, fameuse au début du XIXe siècle, et où Villemain avait fait ses débuts de professeur.

(2) Tous les succès de concours et d'examens se disputaient alors entre Louis-le-Grand et Bonaparte.

(3) Il l'obtint. Le prix d'honneur revint à Raphaël-Georges Lévy, aujourd'hui

Mais il y a bien autre chose en l'air : « Nos élèves sont un peu animés. Ces bruits de guerre les émoustillent. Il faudra, non pas les laisser faire, mais leur rendre un peu la main, et tenir compte des circonstances. » Cependant, « hier au Concours général, tout s'est bien passé pour le Prix d'honneur. On a, par tradition, *sonné les heures*, c'est-à-dire poussé autant de hon! hon ! qu'il y a de coups de timbre. A cela près, bonne journée. »

C'est encore la vie paisible. Quant à Aubert, je le vois d'ici, arpentant les vieilles cours aux murs noirs du vieux lycée, qu'égaie la verdure assez sincère de quelques platanes. Il va d'un pas rapide et nerveux; il laisse flotter au vent les plis de sa toge, que bombe par devant un agréable embonpoint, et dont il rejette les larges manches d'un geste noble; la toque sur la tête est plantée crânement, et un peu de travers. Ainsi pénètre dans sa classe, au fond de la première cour à gauche, notre maître.

C'était, je le déclare, un maître extraordinaire et comme on en a peu vu. Je connais plusieurs de ses anciens élèves : après un demi-siècle, ou peu s'en faut, aucun ne l'a oublié (1).

Dans son enseignement, c'était un classique résolu et pur ; il ne tolérait à ses élèves que bien peu de fantaisies en dehors des siècles sacrés, Périclès, Auguste et Louis XIV. Lui-même, peut-être, se donnait personnellement un peu plus de liberté. Nous savions bien au collège son antipathie pour les romantiques, pour Hugo par exemple, et bien plus encore pour Baudelaire, qu'il avait eu pour camarade de collège (en même temps qu'Octave Feuillet).

« Je l'ai bien connu, votre Baudelaire! — dit-il, certain jour où il venait de confisquer en classe un exemplaire des *Fleurs du mal*. — Je l'ai eu pour camarade. Voulez-vous savoir quel cas faisait de lui Rinn, notre maître ? Or donc, la version du jour était ce texte fameux de Pline le jeune : *Magnum proventum poetarum hic annus attulit.*

— Lisez votre devoir, Baudelaire, dit M. Rinn.

membre de l'Institut, le second prix à Paul Bourget, aujourd'hui membre de l'Académie française.

(1) Je nomme, parmi ses anciens élèves, Paul Bourget et Denys Cochin, de l'Académie française, Noël Valois et Paul Girard, de l'Académie des Inscriptions, Gérard, ambassadeur de France, l'excellent historien Paul Lehugeur. — J'exprime ma reconnaissance à Paul Girard, qui m'a donné, pour cette étude, une aide si efficace.

— « L'année a donné une grande *provende* de poètes... »

— Vous dites ?

— « Une grande *provende*... » répéta Baudelaire.

— Assez! clama M. Rinn. A vous, Feuillet!

Et M. Aubert triomphait. Mais en sachant ses aversions, nous ne savions pas tout. Plus tard, quand je n'étais plus son élève, et que j'allais le voir, fumant sa pipe, sur son balcon de la rue Thénard, en vue des arbres du square Cluny, je découvrais, en l'écoutant, bien des choses. Dans sa jeunesse, il avait côtoyé des cénacles de lettres, connu Balzac quelque peu, et beaucoup Musset, qu'il aimait fort. Mais il aimait fort peu George Sand, qu'il se rappelait dans son logis de garçon, rue Racine. Il racontait sur tout ce monde des histoires un peu vives. Il racontait à merveille. Je me disais qu'il aurait dû écrire ses souvenirs. Il n'écrivit ni cela, ni autre chose, malgré maints projets ébauchés. Ses amis le déploraient, et entre autres Saint-Marc Girardin, avec lequel, sauf sur ce point, il s'entendait à merveille. Était-ce paresse et flânerie? Je ne sais. Mais plutôt, je pense que son tempérament faisait de lui surtout un orateur. Sa parole a régné sur des générations de jeunes gens. Il faisait une classe oratoire, et il était sans doute de cette race des meilleurs rhéteurs de Rome, dont rien ne nous reste, mais que leurs disciples portaient aux nues. « J'ai le sentiment, me dit un vieux camarade, qu'il travaillait peu pour sa classe, et ne nous apprenait pas grand'chose; mais il avait une manière à lui, qui nous prenait. » Il était ardent, tumultueux, enthousiaste, ironique. Il avait un beau regard bleu, humide, au milieu d'un visage rose et frais, encadré de cheveux blancs courts, rudes et frisés. La voix était belle, nuancée, d'un timbre chaud; il la dirigeait avec art.

C'était un lecteur sans pareil; quand il nous déclamait, passionné, persuasif, tels vers d'Horace ou de Virgile, telle page de Bossuet, « l'inflexion seule de la voix valait un commentaire. » Nos jeunes cerveaux en recevaient une incroyable impression. Nous nous rappelons, chacun, telle pensée, tel mot, avec l'accent qu'il y a donné, et non pas autrement. Il éveillait notre réflexion : « Quand je ne devrais à Aubert que certains momens de joie, je serais un ingrat si je l'oubliais. » Ainsi parle le même camarade.

En revanche, malheur à ceux qui ne le suivaient pas où il

voulait les conduire! Il était terrible. Comme il massacrait nos pauvres devoirs, feignant de ne pas comprendre, discutant, clamant : « Mettez une note! » Il nous trouvait bien en arrière sur la génération de sa jeunesse, murmurait contre la décadence des études classiques, et l'invasion, déjà, des *sports*, des langues vivantes et des arts d'agrément. Nous ne travaillions plus assez dur, et puis nous manquions d' « idées générales. » Ce mot-là, c'était son tout; il nous en foudroyait. Quelles formes il prenait d'amusant paradoxe, pour nous inculquer ses principes! Il faut l'avoir vu foncer, les bras croisés, la lèvre sardonique, l'œil étincelant, sur ses élèves surpris, et, à demi-voix, articuler ces mots : « Mes petits amis, vous n'existez pas! » Cela voulait dire : « Vous n'avez pas d'idées générales. »

Il les voulait générales, mais il les voulait personnelles. Il n'aimait pas l'honnête « fort en thème, » et lui préférait un élève même un peu insoumis, mais révélant un caractère. Il ne voulait pas que les prix de l'enseignement fussent « des prix de vertu, comme à Nanterre. »

Quelles étaient ses doctrines personnelles, morale haute, civisme antique, amour de l'ordre et de la liberté, foi en Dieu, christianisme solide et large, à la manière de l'ancienne France, on le découvrira en lisant ses lettres (1).

II

Il écrit la première, en classe, pendant que ses élèves composent; c'est en classe que j'ai voulu, autant qu'il est en moi, le faire apercevoir, avec sa figure, son attitude, son geste, son action, avant de lui donner la parole.

C'est le 15 juillet, alors qu'il ignore encore les événemens qui se sont passés à la Chambre pendant la séance de nuit : « Je comptais vous écrire hier; mais j'ai fait comme la Chambre; mon attente a été vaine. A six heures, comme les journaux vous l'auront appris, tout a été remis en question, et c'est aujourd'hui seulement qu'on saura ce qui a été décidé. Vous comprenez l'angoisse générale! Les déconfitures de Bourse me touchent peu. Ma compassion pour les haussiers et les baissiers

(1) M. Aubert (Jacques-Charles), né à Paris le 29 décembre 1820, entra à l'École normale en 1840, professa à Angoulême, à Angers, puis à Paris, où il occupait la chaire de rhétorique à Louis-le-Grand depuis 1859.

va de pair avec celle que m'inspirent les spéculateurs de farine. Mais que de familles inquiètes! Cette garde mobile, qui semblait n'être qu'un mythe, devient une réalité douloureuse. J'ai des élèves qui partent, d'autres qui sont sur le point de partir. » Le tumulte des rues devient grave; « hier une bande de vauriens a passé près de chez moi en poussant des hurlemens... J'aime à penser que tout cela finira bien; mais les Prussiens ne sont pas des ennemis à dédaigner. C'est une armée de citoyens. On les exerce depuis longtemps à ce métier. » Il pense avec horreur à tant de sang « qui va couler peut-être. »

A la fin de la lettre, plus tard, il a ajouté une ligne : « J'apprends à l'instant que la guerre est déclarée. Vous le saurez avant de recevoir ma lettre. »

Trois jours après : « Paris est d'une inquiétude fiévreuse, et ces départs de troupes répandent dans la population une émotion indicible, que vous partagez de loin. J'ai assisté samedi au départ du 62e. Vous ne pouvez imaginer l'enthousiasme public. De la place du Châtelet au chemin de fer, le boulevard était couvert de monde; des cris, des chants belliqueux, toutes les scènes qu'on ne peut représenter tant elles sont saisissantes. » Parmi ces clameurs, il a le cœur serré. Dans les premiers jours, les bruits qui courent sont plutôt heureux : « On parle, ce matin (18 juillet), du Rhin et de la Moselle franchis. » Mais la lutte sera terrible. On l'espère courte : « Espérons qu'une lutte de quelques semaines suffira à réduire les Prussiens. » Le bon patriote, malgré qu'il en ait, laisse transpirer ses doutes. Mais il y coupe court : « Enfin, enfin! espérons la victoire. » En finissant sa lettre, pour effacer toute fâcheuse impression, il ramasse les bons symptômes et les nouvelles favorables : « Vous ne pouvez vous imaginer l'entrain des troupes. » L'entrain est égal dans le civil : « Cette fièvre gagne tout le monde. Il y aura aujourd'hui une masse d'enrôlemens. » — « J'arrive de l'École de Droit. Là encore, les mêmes agitations. Le doyen que j'ai rencontré m'a dit qu'on examinait d'office les candidats que la mobile réclame, et ceux qui veulent s'engager. »

Dans sa classe, Aubert a un élève dont le père occupe auprès de Napoléon III une place importante; il en profite pour se renseigner : « *Ceci en confidence.* Mon petit X... dînait hier à Saint-Cloud. Le Prince impérial part; l'Impératrice paraissait

fort triste du départ prochain de son mari et de son fils. L'Empereur était rayonnant. On a reçu à table un télégramme qui annonçait la marche en avant des troupes. Le camp de Châlons a pris le chemin de Strasbourg. »

Le 19 juillet, Aubert surveille le Discours français au Concours général; les jours suivans, il continue ses fonctions de professeur de lycée. Les graves événemens de la guerre ne le détournent pas de certains soucis de carrière : à son âge, avec sa haute valeur, il aurait pu prévoir quelque avancement; sa famille l'espérait. Mais il savait, quant à lui, à quoi s'en tenir : « Je ne peux espérer, dit-il, quoi que ce soit de l'administration actuelle. » Il n'était pas impérialiste, tant s'en faut. Je me demande qui l'était au lycée. Point les élèves, en tout cas. Les maîtres pas davantage, ou du moins ils ne le faisaient pas paraître. Aubert ne s'occupait guère alors de politique. Mais il ne cachait pas ses sentimens, ni ses relations sympathiques avec le cercle du *Journal des Débats*.

Il finit donc son année sans penser à plus, et il s'annonce aux Sables-d'Olonne pour le 9 août. Mais les derniers jours qu'il passe à Paris voient peu à peu le ciel s'assombrir. On se tourmente on ne sait de quoi. Après l'enthousiasme de la première heure, l'esprit public commence à marquer quelque nervosité. De petits faits fâcheux s'accumulent; la santé est médiocre; il y a « une petite épidémie de choléra. » La formation des gardes mobiles de la Seine donne lieu à quelques désordres dont on s'efforce d'étouffer le bruit dans les journaux. On se plaint des lenteurs des transports, de la médiocrité des services d'intendance. On gémit de l'imprévoyance des pouvoirs publics. « Ce sont petites misères, impossibles à éviter, et qu'il ne faut pas exagérer. Une bonne nouvelle les balaiera d'un souffle. »

Il arrive des nouvelles plutôt heureuses, mais de peu d'importance, ou, ce qui est pire, trompeuses et venues on ne sait d'où. Et bientôt ce sont les défaites. La Chambre, qui avait clos sa session le 21 juillet, est convoquée d'urgence. A ce seul bruit, on sent vaciller le fragile édifice du pouvoir impérial. Dès ce jour-là, Aubert le voit à terre. Il écrit, le 8 août : « Les esprits sont montés à un point que vous ne pouvez concevoir. Qu'arrivera-t-il de la discussion de demain? Tout est possible, même la déchéance de l'Empereur, dont on parle ici tout haut,

même la République! Ce serait une lâcheté, en face de l'ennemi, au lendemain d'une défaite; je ne comprendrais rien de plus honteux. Mais l'illusion du gouvernement a été complète; l'incapacité semble si évidente, les revers sont si poignans, le ministère a été si maladroit et si faible, que tout est possible. Il faudrait une victoire; mais quel régime que celui où une victoire est nécessaire!... » Il redoutait la révolution très violente, avec une « poussée de l'Internationale. » Elle fut remise à trois semaines, et la « poussée » à quelques mois. Il pensa donc avoir quelque temps devant lui, et partit pour la mer.

III

Malgré tout, il a quelques bons jours sur la jolie plage en croissant de la gracieuse côte vendéenne. C'était un cœur sensible que cet homme vif, ardent, un peu colérique. Il n'aimait rien tant au monde que sa vie de famille, et surtout il adorait les enfans. En quittant ses élèves à la fin de la dernière classe, il disait : « Et maintenant je vais voir mes petits-enfans! » Et bonsoir Cicéron, le lycée et les « idées générales. » En ce tragique mois d'août 1870, il débarque de Paris avec tout un assortiment de vêtemens d'enfant, chapeaux, pèlerines, et de petits outils pour jouer au sable.

Là-bas aussi, avec sa jeune famille, il retrouvait des amis d'Angers, et tous ses souvenirs, et toute sa jeunesse. Le caractère angevin est une marque qu'on n'efface pas. Trente ans de Paris ne l'avaient pas fait perdre à Aubert. Une bonhomie toute ronde se faisait jour de temps en temps, avec la gaieté et la plaisanterie assez vive, mais sans méchanceté. Ajoutez une convivialité chaleureuse, à laquelle il s'amusait à donner une allure un peu rabelaisienne. Il vantait la bonne chère d'un ton lyrique, et non parfois sans surprendre les gens. Il ne craignait pas d'ailleurs de les mystifier quelque peu. Un soir, à dîner, au Ministère de l'Instruction publique, où la cuisine alors était renommée, il a pour voisin un jeune homme lettré, qui attendait de lui quelque propos grave ou délicat; il lui commente le *menu*, et s'étonne de le trouver si froid sur la matière : « Mais le dîner! dit-il; mon jeune ami, Balzac me disait : « Le dîner, c'est l'avenir de la journée! »

C'est dans cette joviale humeur qu'il eût voulu se retrouver

aux Sables, et il espérait au moins en ramasser quelque reste en courant sur la plage avec les enfans. Mais le tourment le mord au cœur : « C'est à peine, dit-il, si on s'aperçoit des agaceries de la mer. » Il ne peut plus se supporter loin de Paris : « Il m'est absolument impossible de ne pas rentrer. Les nouvelles sont nulles ou contradictoires... Je ne veux pas être absent s'il y a un devoir à remplir. J'aurais honte de ne pas m'inscrire, comme tous mes amis, sur les contrôles de ceux qui peuvent concourir à la défense de Paris. »

Après une quinzaine à peine, le voilà de retour. Il y est seul, et souffrant cruellement d'une crise de furoncles. Il ne peut résister cependant au désir de voir et d'entendre :

« Hier, pour me distraire un peu, le bras orné d'une énorme poupée en farine de lin, j'ai pris une voiture pour aller un peu voir ; je suis allé jusqu'à la Halle où on empile le blé en sacs et en tonneaux ; je me suis arrêté un instant sur les boulevards, mais la douleur m'a forcé à rentrer, et, grâce à des bains de main et des cataplasmes, je commence à respirer.

« Vous savez tout ce que je sais, car je n'ai encore pu voir personne, sauf Chaudey, l'avocat (1), avec qui j'ai causé un instant. Le siège de Paris semble inévitable ; les Prussiens sont à une petite distance, et, si ce n'est pas une manœuvre de guerre, lundi ou mardi ou mercredi, ils seront en vue de nos murs. Tout le monde ici est fort résolu ; on ne voit aucune agitation ; la garde nationale se réunit tous les matins sous mes fenêtres, et on part deux fois chaque jour pour un exercice de trois heures. Il y a des groupes sur les boulevards ; on se dispute les journaux ; on fait des provisions, en vue d'une hausse des marchandises alimentaires. Je ne sais trop si je dois m'encombrer de cette façon ; c'est peut-être plus prudent.

« Je ne sais encore quel service on me donnera ; je n'ai pu encore me faire inscrire ; avec mon bras, j'aurais l'air d'un blessé pour rire ; je pense que, mercredi ou jeudi, je pourrai faire mon service. Quelques gardes iront dans les forts ; la plus grande partie demeurera sur les remparts ou plutôt derrière les remparts. On voit beaucoup de femmes et d'enfans qu'on expédie en province. Du haut de mon balcon, c'est une procession continuelle de voitures chargées de bagages ; seulement les

(1) Celui qui fut fusillé par la Commune.

grandes voitures sont rares; il faut le plus souvent se contenter des petites voitures jaunes.

« Quant à la chose publique, si nous avons le temps et l'ordre, tout ira bien. Je ne peux pas croire que Paris ne réussisse pas à se protéger. Les Prussiens jouent leur jeu hardiment, mais je crois qu'ils perdront la partie. Leurs armées seront écrasées; c'est une question de jours et d'heures. Je voudrais la Chambre moins bavarde; mais le sentiment du danger contiendra les plus emportés.

« Le Ministère traverse avec assez de fermeté ces discussions puériles, où chacun s'agite et cherche à se faire remarquer. Il n'y a plus, selon moi, qu'à obéir, tant que l'ennemi sera sur le territoire; après, on verra. » (26 août.)

Il voit donc les choses publiques sous un meilleur jour qu'à son départ, et accorde même quelque confiance au ministère Palikao. Dès lors, le moral est bon dans la partie saine de la population de Paris. Et puis Aubert veut soutenir de loin le cœur de ceux qu'il a quittés, et abonde en détails réconfortans :

« Ce matin, j'ai fait mes provisions chez Potin, pour éviter le renchérissement des marchandises, qui prend des proportions de panique. Cependant, tout le monde revient, et je vous assure que malgré le chagrin que j'ai eu de vous quitter, je m'applaudis d'avoir pris ma résolution. Tout le monde est ici ; on s'arme fort tranquillement, sans peur. D'ici à trois jours, quelques travaux des remparts seront finis; la ville semble dès lors devoir être imprenable; quant aux forces en hommes, elles sont au delà de tout ce que vous pouvez imaginer. On ne rencontre que des soldats, sans compter les douaniers, les marins, l'infanterie de marine, les francs-tireurs ; c'est un monde à n'en plus finir.

« Vous aurez vu, par les journaux, qu'on nettoyait Paris. Je puis vous dire *de visu* que non seulement les repris de justice et les filles ont été expulsés, mais par une mesure générale, tous les Prussiens ou Allemands du Nord, même riches et tranquilles, ont reçu l'ordre de partir immédiatement ; chez les X..., quatre familles ont dû obéir avant onze heures du matin ; on a fermé les caisses, emballé le déjeuner et on est parti. Le général Trochu n'admet aucune hésitation. » (29 août.)

Son bras malade a beau le persécuter encore, il faut qu'il sorte, qu'il coure, qu'il observe. C'est un œil grand ouvert et qui

sait regarder. Il n'a pas encore la force d'aller visiter les remparts ni les forts. Il les croit en bon état. On lui dit que les îles de la Seine sont « bourrées de canons, avec 800 coups par pièce ; » il espère que les Prussiens seront « touchés de ces attentions délicates. » On n'a d'ailleurs aucune raison de savoir s'ils assiégeront ou non Paris. En tout cas le siège serait court. Un officier du génie, qu'il rencontre, lui dit : « S'il n'entrent pas en trois jours, ils n'entreront jamais. » C'était alors une opinion universelle ; j'en puis témoigner par moi-même (1). Personne ne pouvait prévoir l'admirable force de résistance de Paris. L'exilé cependant rassure sa famille sur une interruption possible du chemin de fer, du télégraphe, et donc de la correspondance : « Il faut nous y attendre, » dit-il. Mais si, d'ici quelques jours, le ciel s'éclaircit, il sautera avec joie dans le premier train : « Je m'embarque et je vous arrive. » Les lettres sont pleines de ces incertitudes et de ces espérances que chaque jour varie, pleines aussi de ces petits riens qui sont l'occupation aimable de la vie de famille. Les siens sont revenus en Anjou, et tâchent de lui faire passer quelques victuailles de campagne : ce sont tous ces détails qui donnent la vie au récit.

Il en est de plus poignans. La pensée la plus présente est celle des petits-enfans. Je trouve quelque chose de charmant dans le retour perpétuel des noms, des chers noms enfantins, sous la plume de cet homme énergique et résolu, l'aïeul, qui seul, là-bas, et malade, s'apprête à tenir sa place et à jouer son humble rôle dans le drame qui va commencer.

IV

Car il est malade ; ce feu du sang, que les tourmens du jour ont allumé, lui ôte le sommeil et lui augmente les angoisses. Mais l'approche du danger redouble sa confiance. Il veut croire au mieux, et il va se rassurer près des bons citoyens qui travaillent et veillent, et ne pensent qu'à la patrie :

« Nous sommes ici dans l'attente du grand événement qui doit s'accomplir aujourd'hui ou demain. Peut-être même a-t-il eu lieu hier; nos armées sont en présence ; mais ce que vous

(1) Le 16 septembre, traversant Paris pour rejoindre le gouvernement de la Défense nationale à Tours, l'amiral Fourichon disait devant moi, à mon père, que le siège ne pourrait dépasser deux à trois semaines.

ne savez peut-être pas, c'est que l'armée de Lyon est partie de Paris avant-hier soir pour se trouver à temps sur les derrières des Prussiens. On frémit à la pensée du nombre d'hommes qui vont se rencontrer; peut-être 800 000 hommes en présence, dans un espace de dix lieues. C'est l'avenir de la France qui va se jouer dans cette redoutable journée.

« Ici tout se prépare en cas de malheur; tous les travaux des fortifications touchent à leur fin; nous avons eu les quelques jours de répit que le génie demandait; la Seine est barrée; toutes les portes sont fermées par des maçonneries solides, armées, et des meurtrières; les canons sont en place; les palissades en pieux forment en avant des portes une sorte d'enceinte avancée. Quant aux troupes, on ne voit que cela.

« J'ai vu hier M. de Talhouët (1) pour une affaire; il est, vous le savez, du Comité de Défense; nous avons un peu causé de tout cela... Le maréchal Bazaine a entouré son corps d'armée d'un secret impénétrable. Il a chez lui quinze, vingt sacs de lettres, toute la correspondance de l'armée, tout est retenu par son ordre; on expédiera quand les inconvéniens n'existeront plus. Il paraît en outre que les hommes de guerre du Comité ne se lassent pas d'admirer la conduite de Bazaine; ses manœuvres sont magnifiques. Selon toute apparence, Mac-Mahon l'a rejoint. Enfin on attend et on espère; ma lettre vous arrivera peut-être après la grande dépêche. » (31 août.)

Deux jours plus tard, on attend toujours « la grande dépêche. » L'impression favorable s'accentue : « On commence à croire que Paris ne sera pas assiégé. Les déménagemens de la banlieue n'en continuent pas moins; c'est aux portes un encombrement de toute la journée, et comme on n'entre que par une ouverture étroite et contournée, le passage est fort retardé. » Paris continue à faire d'énormes approvisionnemens; chacun veut être prêt, quoi qu'il arrive : « A la porte de Potin et des autres, il y a des barrières pour contenir la foule, comme aux théâtres à l'heure des représentations. »

Et la défense se prépare. « Des troupes partout; le Champ-de-Mars est transformé en camp de troupes; on loge les soldats partout. Notre collège, que les pompiers avaient occupé, est

(1) Le marquis de Talhouët-Roy, ministre des Travaux publics dans le premier Cabinet Ollivier, démissionnaire au Plébiscite, nommé, en août 1870, membre du Comité de Défense des fortifications de Paris.

habité aujourd'hui par mille gardes forestiers à qui nous trempons la soupe, un peu à nos dépens. On attend 100 000 mobiles que les particuliers logeront. »

Il faut vraiment qu'Aubert se soit senti bien rassuré, car sa lettre suivante (7 septembre) nous fait comprendre qu'il n'a pu résister à la tentation, et qu'il est retourné deux jours à Angers. Il revient, est-il besoin de le dire, chargé de victuailles, fruits, fromages, volailles. Il a respiré : il va mieux. Mais pendant qu'il n'était pas là, le « grande dépêche » est venue, grande et fatale ; les malheurs publics sont entrés dans une phase plus douloureuse ; le siège est devenu presque une nécessité. Paris a fait une révolution. Le bon patriote l'avait prévue d'avance, et d'avance elle l'avait indigné. Elle l'inquiète pour l'avenir. Il prévoit de sombres jours. Il sent le levain de l'émeute dans le peuple des faubourgs.

« Que vous dire de l'état des esprits? Dans quelle résolution, et avec quelles espérances aborde-t-on cette grande épreuve du siège? Qu'y a-t-il de possible dans l'état matériel de la défense? Toute la question se résume en un seul point : tenir trois semaines. Encore faut-il compter qu'un mois ou six semaines seront nécessaires, en attendant qu'une armée se forme, qui puisse tourner autour des assiégeans, couper leurs communications, intercepter leurs convois et laisser au temps le soin de les ruiner. Toujours la même question : y a-t-il des armes? On ne rencontre dans les rues que gardes nationaux manœuvrant ou allant étudier leur poste de combat ; mais toute une partie de la population reste étrangère à ces préparatifs et murmure des paroles hostiles contre ce qu'on est convenu d'appeler des riches. Le gouvernement, si ce qui existe mérite ce nom, n'inspire qu'une confiance médiocre ; on se sent mal à l'aise derrière ces hommes qui ont préféré saisir le pouvoir par un coup de main, au lieu de rester unis à tous dans un suprême et patriotique effort. Tout ce personnel est misérable. Tant de noms de nécessiteux incapables, qui se décernent toutes les places! ce spectacle soulève le cœur ; on ne sent pas la patrie, et c'est par un effort de résignation qu'on se range derrière ces gens qu'aucun pouvoir régulier n'autorise.

« Quant aux mesures prises, on s'en tient à la levée en dehors des hommes mariés avec enfans ; il est déjà presque impossible d'armer les autres. On parle de 90 000 fusils achetés

en Suède; on dit que l'Angleterre nous cède aussi des armes; l'industrie privée s'est mise à l'œuvre; c'est le temps qui est nécessaire, et, selon toute apparence, c'est le temps qui manquera. » Désormais, Aubert craint de voir les événemens se précipiter. Il est sûr du moins que la lettre qu'il écrit passera, parce qu'il la confie à un ami qui part pour Angers. Il l'accompagne de recommandations, qui peuvent bien être les dernières :

« Faisons notre devoir, mes bien chers enfans, et que Dieu nous garde. J'espère que le danger commun n'atteindra pas votre ville qui m'est si chère; j'espère que vous surtout, mes bien-aimés, vous échapperez à ces terribles hasards. Je vous embrasse de tout cœur comme je vous aime : les petits, les grands, tous ceux que nous aimons ensemble. A demain, si je peux; dans le cas où les communications seraient rompues, pensez toujours à moi, comme je penserai toujours à vous. Si quelque malheur m'arrivait, le peu que j'ai d'argent serait caché dans ma bibliothèque blanche, en bas, entre le dernier rayon et le plancher.

« Je vous embrasse encore une fois; il ne faut pas s'attendrir, il faut s'aimer virilement. A demain si je peux; à bientôt si Dieu nous aide. » (7 septembre.)

Cependant, la poste fonctionne encore le lendemain et les jours suivans. Aubert ne veut pas rester sur cet adieu un peu solennel. Il retrouve tout son entrain pour railler les « bavardages d'alarmistes. » Et : « Les renseignemens sont bons; les armemens se complètent. On se raffermit! » Il profite du répit que lui laisse l'ennemi pour réconforter son monde. Le père de famille prend le dessus : « Du moment que je vous sais en bonne santé, j'ai le cœur, sinon content, du moins calme. » Il pense aux « chers petits mignons, » à celle qu'il appelait quand elle était toute petite « la petite furie, » à l'autre qui a un petit bobo à l'œil, à l'aîné : il veut qu'on lui achète une belle carabine, afin qu'il ait l'illusion de prendre les armes, comme les prend à Paris, pour de bon, le grand-père. Et il rit des premières privations : plus de lait! « Je vais prendre du chocolat quoique je ne l'aime guère. »

V

Les divers bruits qui courent, d'intervention diplomatique, de médiation, ne lui semblent pas sérieux. « On parle de paix sans y croire. On prépare la lutte, sans douter qu'elle s'engage d'ici peu de jours. » C'est le moment de l'arrivée en foule des gardes mobiles de province, moment de vie, d'animation, d'agitation pittoresque, que n'a oublié aucun des témoins. « Les costumes sont d'une variété singulière. Quelques compagnies sont très coquettement habillées. Tout le reste a pris la blouse bleue, blanche ou grise. » Pour commencer, on les loge chez l'habitant. C'est une joie générale. Dans la maison de la rue Thénard, il en loge treize : « Le quartier en est plein. » Il n'est pas à plaindre, celui que la chance du billet de logement a mené chez Aubert! Il arrivait de Meaux et était venu à Paris en se repliant devant les Prussiens. « Depuis dix-huit heures, il n'avait pas mangé. Vous pouvez croire qu'il a dévoré mon bœuf, et visité avec soin le fond d'une bouteille de vin d'Anjou! Je le loge, j'ajoute 2 francs à sa solde de 1 fr. 50. On lui fera la soupe le matin pour qu'il n'ait pas l'estomac trop vide. »

Il arrive aussi à Paris des débris des armées vaincues, et ce n'est pas le spectacle le plus consolant : « On rencontre pas mal de soldats qui arrivent de Sedan. Il en passe toute la journée sur les boulevards. » Il y a même des cavaliers : « Pauvres hommes! Leurs chevaux fourbus font pitié! »

L'armement inquiète un peu. Mais on y travaille avec rage. Aubert a fait une tournée sur les remparts et dans un fort. Son impression est satisfaisante.

« Tout ici est en mouvement; les forts sont prêts à une bonne et solide défense. Celui d'Aubervilliers, que j'ai visité hier, a déjà son armement complet. Il est approvisionné de vivres et de munitions pour un temps assez long. J'y suis allé serrer la main d'un de mes élèves qui s'y est enfermé mercredi avec trois compagnies de mobiles; vous pensez que la garnison ne se borne pas à ces braves garçons! Tout cela est consolant, quoique la défense ne laisse pas que d'inspirer des inquiétudes. On fabrique à force des cartouches, on distribue des armes, mais un grand nombre ne reçoit que des fusils à piston, en attendant qu'on puisse les échanger contre des fusils à taba-

tière. Les armuriers n'ont pas une arme à vendre; il faut attendre qu'on en fabrique. L'Angleterre, dit-on, nous en a vendu; la Suède aussi, et on en attend d'Amérique. Nous gagnons du temps, on se prépare, on s'exerce, on entoure la place d'engins destructeurs; tout ce que la science peut mettre en œuvre pour soulever le sol et produire des explosions est employé avec intelligence. J'ai visité hier Bercy et les fortifications, tout est prêt; on démolit, on brûle autour des remparts pour que le jeu de l'artillerie soit libre. » (10 septembre.)

Deux jours plus tard, il revient d'une nouvelle tournée, plus content encore :

« La défense est prête; les munitions abondent; l'esprit général est bon. La garde mobile commence à se discipliner; leur esprit est assez bon, et il paraît qu'ils commencent à pouvoir user de leurs armes. J'ai essayé hier de coucher en joue avec un chassepot; c'est toute une affaire. L'épaulement et le tir combinés offrent une difficulté réelle que l'habitude seule peut vaincre.

« En sortant d'Aubervilliers, je suis allé à Vincennes et de là à Joinville-le-Pont, pour me faire une idée de ce côté de Paris. Vincennes est bondé de canons; les forts sont bien armés. Quant à Joinville, dont le pont doit sauter ce soir, toutes les maisons sont déménagées; à la *Tête-Noire*, je n'ai pas pu trouver une soupe et une tranche de bœuf. A partir de Joinville jusqu'à Paris, même solitude; par-ci par-là, on incendie les bois ou les rideaux d'arbres qui gêneraient la défense. On était en train de ramener le matériel; les habitans avertis montaient en wagon avec leurs pendules, leurs statuettes, ce qu'ils ont ajourné à la dernière heure. J'ai rencontré un petit garçon qui ramenait ses joujoux. Il faut voir la désolation de ces pauvres gens qui vont attendre à Paris l'issue d'une lutte redoutable. »

Le tableau est mélancolique assurément, mais ne respire cependant que la confiance. Ce qui tourmente davantage l'observateur, c'est la sombre et vilaine politique. Certes, il ne regrette pas l'Empire; il en parle sans tendresse : « Jamais peuple n'a été plus impudemment trompé et volé : des arsenaux vides, des cadres dégarnis, un état-major incapable, quelle leçon pour tous, et comme il faudra en profiter! » Mais il ne lui semble pas qu'on en profite. Les nouvelles qui lui arrivent de toute la

France, et surtout d'Angers, lui montrent la ruée au pouvoir d'un monde de journalistes et de politiciens. Il soupire, — mais, bah ! il est résolu à ne se troubler de rien. On réglera plus tard les comptes de la politique : « Il faut aider les bons, se garer des méchans, gagner du temps ! »

Et puis il faut faire son devoir. Aubert est inscrit au 21e bataillon de la Garde nationale, qui aura à garder les remparts entre Montrouge et la barrière d'Italie. Son service commence le 16 septembre. Il y prend grand plaisir ; il va à l'exercice ; il s'essaie au tir, et c'est bien une autre affaire qu'avec un chassepot ! Notre arme était l'énorme fusil à tabatière, si lourd, si inexact au tir, si rude au recul. Quelles gifles il nous donnait, si nous n'y prenions garde !

Mais la société avait son charme ; c'était une douce familiarité avec tous les voisins, la petite bourgeoisie du quartier. Le capitaine c'est le lithographe d'en face ; le commandant, le marchand de produits chimiques du coin de la rue des Écoles. Nous avons tous goûté la camaraderie cordiale, le bon esprit des bataillons qu'on appelait bataillons de l'ordre, ceux du centre de Paris ; nous n'y repensons pas sans un petit coup au cœur ; on y trouvait de braves gens, de bons compagnons de peine et d'espoir ; l'allure militaire manquait un peu, mais non la bravoure, la fermeté, l'amour de la patrie. — « On est unis, on est d'accord ; on sent que la concorde parfaite peut seule nous tirer d'affaire ! »

La dernière lettre, avant l'interruption complète, est du 16 septembre. La voici : « Rien qu'un mot. L'ennemi est aux portes. Nous sommes heureusement en mesure. A l'heure où vous lirez cette lettre, on se battra entre Charenton et Choisy. Je n'y serai pour rien : la lutte aura lieu en avant des forts. Une lettre demain, si elle peut partir. Surtout ne vous inquiétez pas de mon silence. »

VI

La lettre du lendemain ne partit pas. Les suivantes sont sur papier pelure et ont gagné la province en ballon. Il y en a une de septembre, deux d'octobre, trois de novembre, six de décembre, trois de janvier (1). Elles étaient reçues à Angers

(1) Il y en eut d'égarées. Car Aubert écrivait chaque semaine.

avec une curiosité qui dépassait le cercle de la famille : on se les communiquait dans toute la ville.

La première est du 26 septembre. « Voilà un rude régime, pas de lettres de vous depuis près de quinze jours, et pas moyen de vous écrire que de petits billets que le vent emporte. Quand recevrez-vous ces quelques lignes? Vous parviendront-elles? Je n'en saurai rien d'ici au jour du revoir! » Il aurait pu mettre ces mots en devise sur toutes les suivantes. Mais il a pris son parti, comme tous les braves gens de Paris : « Nous allons fort bien, et nous sommes parfaitement tranquilles et résolus. Décidément Paris est une ville qui saura se défendre. »

Quinze jours plus tard, l'impression reste la même et se confirme : « Nos affaires militaires sont en bonne voie ; l'impossibilité absolue d'entrer dans Paris de vive force est aujourd'hui démontrée aux Prussiens; aussi paraissent-ils résolus à convertir en blocus le siège qu'ils avaient préparé. Depuis vingt-deux jours qu'ils sont sous nos murs, ils n'ont pas avancé d'un pas. Pour mon compte, j'ai promené ma longue-vue autour des fortifications sans en avoir rencontré un seul. L'armement de Paris comme *forts* et *remparts* ne laisse rien à désirer. On travaille sans relâche à fabriquer des canons se chargeant par la culasse et des mitrailleuses. On est même parvenu à organiser des ateliers pour la confection des chassepots; enfin, tout marche à souhait. Il faut dire que les nouvelles venues de province ont relevé ici les plus abattus. Je ne peux pas croire que le gouvernement nous trompe. On parle d'armées en formation et presque en marche, on parle de levées considérables. Vous devez maintenant avoir entre les mains ce qu'on a pu acheter d'armes à l'étranger. Cet accord unanime de la France pour le salut commun est le gage assuré de la victoire. En attendant, nous tiendrons bon.

« Le grand mal de notre situation, ce sont les rumeurs qui circulent et que l'on accueille sans réflexion; il y a quinze jours, 100 000 personnes attendaient sur le boulevard Saint-Michel le passage de 40 000 Prussiens qu'on annonçait s'être rendus à Châtillon. Il y a quatre jours, on disait hautement que la province refusait tout concours. L'esprit inquiet va ainsi d'un excès à l'autre. Cependant la solidité commence à s'établir dans les esprits. On se fait à l'idée des dangers et de la mort. Paris se relève; les femmes surtout sont merveilleuses de

résolution et d'énergie. La première lueur d'espérance nous est venue d'un journal de Rouen publié par le *Gaulois*. Depuis, les renseignemens se multiplient et on ne doute plus du succès. » (10 octobre.)

Aubert a commencé son service sur les remparts ; c'est assez dur ; on couche sur la terre nue, à la belle étoile ; les nuits d'automne sont humides. C'est là pourtant qu'on se sent vivre. Prendre part à la lutte, en être au moins spectateur, tel est le désir de tous les bons Parisiens. C'est le moment où les curieux, pour se distraire, prenaient un billet circulaire sur le chemin de fer de Ceinture, afin de pouvoir à la dérobée s'offrir quelque coup d'œil sur les forts et les lignes ennemies. Du haut de son rempart, le garde national voyait bien plus de choses, après qu'au petit jour il était sorti de son mauvais sommeil, réveillé par les premiers coups de canon et le crépitement matinal de la fusillade aux avant-postes. Il se penchait sur le parapet, tout emmitouflé de châles et de passe-montagnes, et cherchait à deviner la signification des bruits et des formes, détonations, flammes, fumées. C'est ainsi qu'Aubert avait suivi le combat de Châtillon, tristement terminé par cette panique des zouaves, qui se continua jusque dans l'intérieur de la ville ; puis il vit prendre le plateau de Villejuif. Quelques jours plus tard, il comprenait très clairement les phases du combat de Bagneux :

« J'ai assisté hier, de mon rempart où j'étais de garde, au combat de Bagneux ; cette fois on avait pris des précautions sérieuses, un secret absolu et 160 pièces d'artillerie. Le combat a commencé jeudi à neuf heures ; l'artillerie a joué d'abord, et son feu a jeté le désordre parmi les Prussiens qui occupaient le village ; nous suivions avec nos longues-vues le mouvement des troupes, qui sont entrées résolument à travers les rues, sous le feu des Badois qui occupaient les maisons. Le village a été enlevé à la baïonnette et on a ramené une centaine de prisonniers. Bientôt la lutte s'est engagée avec les hauteurs de Châtillon où les Prussiens ont démasqué une batterie installée dans un petit bois ; le feu des ennemis a été promptement éteint ; nos troupes montaient bravement. En somme, bonne journée ; l'ennemi a éprouvé des pertes considérables ; de notre côté 40 morts et 70 blessés. Les Prussiens ont demandé un armistice pour enterrer leurs morts. L'impression est ici très bonne ; nos soldats ont retrouvé l'entrain des anciens jours ;

la mobile s'est distinguée comme toujours. » (15 octobre.)

Le spectacle du haut des remparts ne suffit pas à Aubert. Il trouve aussi moyen de sortir de Paris et d'aller quelque peu errer aux avant-postes.

« J'ai voulu voir un peu au delà des fortifications et j'ai demandé un permis de circulation pour me rendre à Courbevoie, au delà du pont de Neuilly; de là, j'ai poussé jusqu'au chemin de fer de Saint-Cloud, dernière limite, que les francs-tireurs seuls peuvent dépasser. Je les voyais tirer dans les vignes sur les sentinelles ennemies. J'avais devant moi Bezons occupé par nos grand'gardes; Colombes à droite, Nanterre à gauche; c'est seulement au delà de la Seine que les Prussiens sont en forces; tout est bien gardé, la ligne, les mobiles, la cavalerie, gardant toutes les issues; de bonnes batteries sont établies sur le chemin de fer. Du reste le Mont-Valérien domine toute cette plaine, qu'il tient sous son feu meurtrier. J'oubliais : je vous dirai que, pour gagner le pont de Neuilly, j'avais fait un détour par l'avenue de Madrid et le bois de Boulogne; toute l'avenue de Madrid est crénelée de barricades. Le bois de Boulogne est en bon état de défense, protégé par les canonnières, et surtout par de formidables batteries établies dans le bois, et surtout à Auteuil et à Boulogne; le château de Saint-Cloud fumait encore; ce n'est plus qu'un amas de décombres. On entend à chaque instant des coups de fusil que les sentinelles échangent d'une rive à l'autre. Toutes ces maisons de Neuilly vides, ces belles demeures qui entourent le Bois fermées ou crénelées, ce silence précédant la lutte, tout cela serre le cœur. Mais il ne faut pas s'attendrir; c'est l'heure des grands sacrifices et des résolutions viriles! Grâce à Dieu, la France surprise et trahie n'a pas succombé dans la première heure; les Prussiens verront beau jeu. » (16 octobre.)

Voici une autre expédition bien plus aventureuse.

« On m'avait beaucoup parlé des Hautes-Bruyères. J'ai voulu voir par mes yeux où en étaient les travaux. Je suis sorti par la porte d'Italie, et comme un gendarme m'avait barré la route à la hauteur de Bicêtre, je me suis rendu à l'hôpital occupé militairement depuis la guerre, et la bonne chance a voulu que le général de Maudhuy, qui commande la brigade, fût précisément le père d'un de mes élèves. Muni d'un laissez-passer, j'ai franchi les postes qui environnent le fort et, après vingt minutes

de marche, j'arrivais aux Hautes-Bruyères; tirez une ligne du fort de Bicêtre à l'Haÿ; au milieu de la distance, sur une hauteur, vous aurez l'emplacement de cette redoute activement achevée et qui canonne à son aise l'Haÿ, Chevilly et les hauteurs de Choisy; les pièces de marine qu'on y installait portent jusqu'à Sceaux; c'est un très bel ouvrage. Les revêtemens en terre offrent peu de prise à l'artillerie ennemie; les soldats sont installés convenablement dans l'arrière-partie de la redoute où les obus seuls peuvent les atteindre. Du haut des remparts, l'intérêt de ces luttes est ce qu'on peut imaginer de plus saisissant. A deux mille mètres dans la propriété ombragée d'un beau parc, pendant que nous regardions avec des longues-vues, le fort de Montrouge a envoyé au beau milieu d'un groupe deux obus qui ont troublé son repos. La justesse du tir des marins est vraiment surprenante. Ils tombent d'emblée là où ils veulent. »

Un autre jour de ce même mois d'octobre, nous le retrouverons au Nord de Paris.

« Jeudi matin, comme je me préparais à sortir, mon ami Billet, lieutenant de mobile caserné à Saint-Denis, est venu me voir. Je lui ai proposé de le reconduire jusqu'à son cantonnement et, malgré quelques difficultés, je suis arrivé à Saint-Denis. A dix heures, déjeuner avec les officiers; à midi, départ avec cinq à six officiers pour visiter les derniers avant-postes. Nous avons commencé par Épinay, où des soldats de la ligne se sont mis en tête de descendre la sentinelle prussienne. Le brave Badois tournait autour d'un gros arbre pour échapper aux balles françaises; nous sommes partis avant qu'on eût réussi.

« D'Épinay, nous avons gagné Villetaneuse où les sentinelles ennemies occupent l'extrémité du village, tandis que les Français occupent l'autre extrémité. Ces messieurs voulaient tirer pour leur compte; je les ai accompagnés jusqu'à la dernière maison; nous marchions isolés le long des murs, pour ne pas offrir trop de prise; arrivés à la dernière maison, nous avons trouvé un incendie; ils avaient brûlé la maison en l'abandonnant. Vous comprenez bien qu'il m'a fallu coucher à Saint-Denis, d'où je suis revenu le lendemain vendredi. »

Ces excursions hardies renouvelaient en lui la confiance. Il prenait plaisir à la communiquer au loin, à la jeter, comme il disait « sur l'aile du vent. »

VII

Octobre lui avait rendu ses occupations professionnelles. Le 7 octobre, il avait repris ses classes (1). On avait concentré tous les élèves des lycées de la rive gauche à Louis-le-Grand rebaptisé Descartes (Aubert trouvait ce changement de nom parfaitement ridicule). On admit même quelques internes. Ainsi put être reconstituée une division unique de rhétorique, où le nombre des élèves oscilla entre 46 et 55; et les quatre professeurs des deux grandes divisions d'autrefois nous donnaient leurs leçons en alternant deux à deux par quinzaine.

Cela laissait le temps à Aubert de circuler, d'observer et de noter. Mais cela lui rendait des obligations, qui lui étaient chères et qui lui furent bienfaisantes, et aussi le contact quotidien de ses collègues. Surtout, l'amitié la plus cordiale le liait à son proviseur, son ancien camarade d'École, Julien Girard, et l'intimité du Siège resserrait cette amitié. La figure de M. Girard appartient à cette histoire ; il y paraîtra désormais souvent, avec son bel amour du devoir et ses vertus antiques. J'ai de lui un souvenir bien présent. Les enfans ont l'œil ouvert plus qu'on ne pense sur les hommes qui les entourent : ils peuvent être injustes dans leurs antipathies; mais leurs sympathies ne les trompent guère.

Mon souvenir est charmant. Il y avait dans notre proviseur, à côté de la gravité que comportait sa fonction, une expression aimable, mais rêveuse, presque mélancolique. C'était un homme modeste, désintéressé, peut-être un peu indolent. On ne s'étonne pas d'apprendre que c'était un fils des pays chauds, né « sous un ciel enchanté, » aux Antilles, dont il aimait, me dit-on, à rappeler les beautés « avec un plaisir attendri. » Presque fameux, dans sa jeunesse pour ses éclatans succès de concours universitaires, il avait restreint ses ambitions à une carrière consciencieuse d'excellent maître d'humanités, à une chère vie de famille. Il avait laissé briller sans envie ses camarades d'école, Vacherot,

(1) Les classes de grammaire étaient rentrées le 3. Nos quatre professeurs de rhétorique étaient, avec M. Aubert-Hix, MM. Merlet, Jacob et Perrot (qui est mort récemment secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions). Je dois des renseignemens précis sur la vie du lycée à la gracieuse obligeance de M. Poullain, secrétaire du lycée et secrétaire de l'Association des anciens élèves.

Geffroy, Martha, et ce Despois, que les écoles adoraient alors pour ses démêlés avec l'Empire et sa traduction de Juvénal.

Aubert est, sur un point, semblable à Girard : ces deux esprits distingués ne devaient laisser aucune œuvre après eux (1). Mais c'est leur seul trait de ressemblance. Ils différaient en tout : Aubert trouvait Girard bien calme, et lui le trouvait « bien mobile ! » Mais ils s'aimaient sincèrement. Ils se sont prêté l'un à l'autre, jusqu'au bout des malheurs publics, une aide fraternelle, qui à certains jours, certes, n'était pas superflue (2).

Et donc, nous allions en classe, et chaque mois, ponr quinze jours, nous retrouvions l'œil d'Aubert, et le clairon enflammé de sa voix. Son aspect avait un peu changé, à cause surtout de la barbe, qu'il avait laissée pousser, en pointe et toute blanche. C'était l'époque où il écrivait à son petit-fils : « Tu ne reconnaîtras pas grand-papa : il a une barbe comme un sapeur ! » Pourtant c'était bien le même homme. Quand il venait faire sa classe en descendant de garde, on voyait sur sa tunique à passepoils blancs, comme jadis sur sa robe, sautiller sa croix de la Légion d'honneur; la noble corpulence était pourtant un peu tombée. Il plantait son képi hardiment, comme autrefois sa toque, sur l'oreille, la tête en arrière, et portait beau.

Et quand un de ses élèves descendait de garde comme lui, il avait l'honneur de poser, dans un coin de la classe, son sac et son fusil, à côté de ceux du maître.

Le travail abattu dans ces classes de Siège n'était pas bien lourd. On le croira. Mais c'est encore à la classe d'Aubert que nos esprits trouvaient le plus de profit. Car son éloquence était toujours là. Comme au bon temps, il restait peu immobile dans sa chaire, mais allait, venait, s'arrêtait, s'asseyait à moitié sur le coin d'une table. Et c'était toujours le même flot de paroles tempétueuses, joyeuses, mordantes. Si l'élève traînait et ânonnait en expliquant tel texte classique, le maître avait vite fait de lui arracher le livre des mains : il lisait, il commentait. Le son de sa voix chaude vibre encore à mon oreille.

Et comme il nous enseignait la foi et la confiance !

(1) Aubert avait consacré des années à un grand ouvrage sur *la Famille*, resté inachevé et inédit. Paul Bourget m'a dit que ces beaux fragmens ont servi beaucoup au développement de sa pensée dans son magnifique roman *l'Étape*.

(2) Girard (Julien-Nicolas), né à la Pointe-à-Pitre le 1er juin 1820, vingt-cinq ans professeur de l'enseignement secondaire, puis tour à tour proviseur des lycées Louis-le-Grand et Condorcet, est mort inspecteur général honoraire, le 4 mars 1898.

VIII

Sa confiance allait recevoir une rude atteinte. La fin d'octobre et les premiers jours de novembre furent lugubres. Ce fut l'échec du Bourget, puis la nouvelle de la chute de Metz. Tout cela effaçait la lueur d'espoir qu'avait apportée M. Thiers, revenu de sa laborieuse tournée d'Europe : on avait entrevu un armistice, l'élection d'une Assemblée, l'avènement d'un pouvoir régulier. Tout cet espoir sombra.

L'émeute du 31 octobre est le plus noir des souvenirs, pour tous ceux qui ont traversé les jours du Siège. J'entends encore, tandis que j'écris, les coups rythmés du tambour, battant le rappel dans mon quartier à la tombée du jour, à l'heure où je rentrais du collège. Je vois le prompt rassemblement de mon bataillon, sa marche silencieuse, dans les ténèbres profondes où le soir sans gaz plongeait alors Paris; l'arrivée, par la place Lobau, à l'Hôtel de Ville, où nous croyions le gouvernement encore captif. Je respire encore l'air étouffé des salles et des escaliers de l'Hôtel de Ville; je vois serrés, empilés les uns contre les autres les uniformes bariolés, et les visages rouges et ruisselans, les yeux hors de la tête, les gueules hurlantes; ce sont des bousculades, discours, cris, poussées folles; c'est une nuit d'allées et venues soudaines, de rixes auxquelles on ne comprenait rien ni ne pouvait rien comprendre. Et puis, l'émeute vaincue, ce retour triomphal dans nos quartiers, et ces lendemains, ces jours de détente, de cordialité fraternelle : chacun respirait, reprenait vie, espoir !

Aubert n'a pas vu les bagarres de l'Hôtel de Ville. Il se trouva au dehors, quelque envie qu'il eût d'être dedans. Mais il donne bien l'image du Paris raisonnable et patriote en ces terribles heures. A vingt reprises différentes, l'émeute avait menacé. Je sais combien on la craignait et la détestait dans les bataillons du centre de Paris (1). On cite ce mot de Sarcey, bon témoin de la bourgeoisie d'alors : « Nous haïssions davantage les Prussiens, mais nous redoutions les Bellevillois. »

L'impression qu'Aubert reçoit de l'émeute du 31 octobre est,

(1) Le bataillon qui a dégagé le gouvernement de la Défense nationale est le 106e. L'arrestation des chefs de l'insurrection a été opérée par les 15e, 16e et 17e des sixième et septième arrondissemens. (Je faisais partie du 17e.)

pour qui sait tout, une image diminuée en partie et en partie outrée des événemens; elle est bien conforme à l'opinion d'alors. Il donne d'ailleurs des détails qui semblent inédits; l'un est curieux, et se rapporte à un homme dont aucun trait de vaillance et de présence d'esprit ne paraîtra extraordinaire, le comte Horace de Choiseul.

« Dès le matin, on avait appris que le Bourget, occupé par nos troupes et attaqué dans la journée de samedi par les Prussiens, avait été repris par la faute du général de Bellemare, qui s'était cru, avec deux canons, en force contre l'artillerie ennemie, quarante canons. Dans cette affaire, il a dû mourir sept ou huit cents hommes, sans compter les prisonniers. Vous n'imaginez pas combien cette perpétuité de guignons et de fautes a rendu ce dernier échec douloureux. Pour accroître encore notre chagrin, arrive l'affaire de Metz dont toutes les douleurs vous étaient connues avant de parvenir jusqu'à nous. Enfin, à deux heures et demie, comme je sortais du collège, où, sous l'impression de tant de coups, j'avais été causer avec Girard, près du pont du Châtelet, je vois accourir une foule affolée. On crie : « Aux armes! » Dix mille gardes nationaux courent à leurs fusils. Deux mauvais sujets avaient déchargé des revolvers sur la place de l'Hôtel-de-Ville, et toujours le même cri : *On égorge nos frères, on tire sur le peuple!* avait retenti dans Paris. Un quart d'heure après, cent gamins escaladaient les grilles et le gouvernement prisonnier était aux mains de Flourens, Blanqui, Delescluze, Mottu et Millière. La moindre imprudence, un ordre mal donné ou mal compris, pouvait amener les plus grands malheurs. Il faut dire que la population tout entière s'est levée en masse contre ces drôles, que quarante mille hommes ont cerné l'Hôtel de ville, délivré le gouvernement, et enlevé les émeutiers. Mais ils se sont retirés, ces misérables, comme des gens qui ont manqué leur coup; ils sont libres, ils se moquent de nous qui, par conscience, ne voulons pas les punir. Hier, on a voté pour savoir si le gouvernement de la Défense nationale avait ou non la confiance publique. En face de l'ennemi, au milieu de toutes ces misères et de toutes ces hontes, voilà où nous réduit l'effronterie de quelques gredins!

« Depuis, l'armistice est devenu la préoccupation générale; on sent qu'une assemblée peut seule prendre en mains les

affaires publiques et investir les pouvoirs de fait d'une autorité suffisante. Je ne vous écris pas plus longuement aujourd'hui. Nos correspondances vont être libres sans doute à partir de samedi ou dimanche. Vous pourrez écrire. » (4 novembre.)

On voit qu'à la date du 4 novembre, Aubert croyait encore au succès de la mission de Thiers à Versailles, à telles enseignes qu'il voyait déjà la correspondance rétablie avec la province. — Le 9, tout espoir est perdu. Le Siège continue et les nouvelles venues du dehors sont telles qu'Aubert peut craindre qu'Angers soit envahi, et que ses enfans aient dû aller chercher plus loin un refuge. Le père dit simplement : « Soyez fermes dans l'orage, » et reprend sa calme assurance.

« Vous avez su le retour de M. Thiers; pendant deux jours, il a conféré avec les ministres, et le mercredi, à l'heure même où il partait en voiture pour l'entrevue annoncée à Versailles, cette misérable échauffourée Blanqui, Flourens et Delécluze éclatait dans nos murs. Sans la présence d'esprit de M. de Choiseul, M. Thiers serait parti convaincu que le général Trochu et ses collègues étaient renversés et que le pouvoir avait passé aux mains de quelques drôles. M. de Choiseul a eu l'heureuse inspiration d'enfourcher un cheval et de courir au galop après la voiture de M. Thiers pour lui annoncer la défaite des insurgés et le retour de l'ordre. C'était plutôt un pressentiment, que l'annonce d'un fait accompli.

« Grâce à Dieu, le bon sens public s'était prononcé contre l'esprit de désordre; à trois heures, la garde nationale prenait les armes; à six heures, le général Trochu était délivré; à deux heures du matin, 40 000 gardes nationaux cernaient l'hôtel de ville et chassaient un tas d'ivrognes qui s'y étalaient à leur aise. Enfin, les électeurs convoqués à une sorte de plébiscite donnaient au gouvernement 525 000 suffrages contre 51 000. On se comptait, on se sentait en nombre; le pouvoir recevait ainsi une sorte de consécration. Il est vrai que dans les élections municipales le même accord ne se produisait pas. Quelques hommes arrêtés par ordre du gouvernement pour l'affaire du 31 octobre étaient élus avec de grandes majorités. Cependant, si on est divisé sur les personnes, on reste unanimes sur la résistance.

« Vous savez maintenant le résultat des conférences de M. Thiers avec les ministres prussiens; deux questions résolues

dans un sens négatif ont amené leur rupture; M. de Bismarck n'a pas admis le ravitaillement de Paris; on a refusé à l'Alsace et à la Lorraine le droit d'intervenir dans les élections. Dans ces termes, d'un côté le démembrement de la France était admis en principe; de l'autre, en mangeant vingt-cinq jours de vivres, Paris se livrait à la discrétion des Prussiens. Le gouvernement a refusé et a bien fait. Dans tous les rangs, dans toutes les classes, on a approuvé cette mesure. Le résultat publié dès dimanche, dans le *Journal officiel*, était accompagné d'un décret qui organisait trois armées, la garde nationale mobilisée, et deux autres commandées par le général Ducrot et le général Vinoy. C'est au général Trochu qu'est réservé le commandement dans son ensemble. Aujourd'hui, un nouveau décret détermine les catégories de gardes nationaux qui vont prendre aux opérations militaires une part active. C'est un effort suprême qui peut nous sauver. La province finira peut-être par comprendre que son sort est inséparable du nôtre; nous ne pouvons pas nous débloquer par nos seules ressources; mais la pensée d'une paix qui ouvrirait aux Prussiens les portes de Paris et leur livrerait la France ruinée, démembrée, déshonorée, cette seule pensée fait horreur. Ceux qui l'admettent comme possible en seraient inconsolables, une fois le fait accompli, et pour mon compte, malgré mon âge, je marcherai avec les autres. Ou nous serons vainqueurs, et j'en aurai ma part, ou la mauvaise fortune nous poursuivra jusqu'au bout et je n'aurai pas le remords d'avoir épargné ma vie.

« On parle des sympathies de l'étranger, j'y crois plus qu'à une intervention efficace; ce qu'il y a de certain, c'est que, pour n'être abandonné ni de Dieu ni des hommes, il ne faut pas s'abandonner soi-même. J'espère encore que l'Europe comprendra son véritable intérêt; j'espère que les sympathies du peuple russe entraîneront le Tsar et détermineront l'Autriche. Pour moi, sans être un fin politique, je ne puis penser que les neutres se soient avancés à ce point pour reculer devant une réponse insolente et dérisoire. » (9 novembre.)

Et l'attente interminable continue.

HENRY COCHIN.

(A suivre.)

L'APPEL DU SOL

PREMIÈRE PARTIE

I. — LE BAPTÊME DU FEU

Le bataillon était engagé sur un plateau. On avançait lentement. La veille, l'étape avait été longue. Les hommes sentaient encore, après trois heures de repos, une quarantaine de kilomètres dans les jambes et, dans les reins, deux journées et deux nuits de voyage. En colonne, par compagnies et par sections, l'un derrière l'autre, les chasseurs se suivaient. Ils marchaient la tête basse, sans un mot, remontant parfois le sac sur les épaules, d'un geste mécanique. Leurs bérets émergeaient des seigles hauts et de l'avoine.

C'était la guerre. On marchait droit devant soi, sans rien épargner. Première dévastation : celle des cultures. Et ces paysans, respectueux hier des moissons ingrates, saisis déjà par une ivresse de meurtre, prenaient plaisir au saccage des champs. Ils assouvissaient leur rancune pour les durs labours des hivers passés, pour les gerbes moisies par la pluie, pour toutes les infidélités de la terre. Quelques-uns, qui étaient réservistes, songeaient, en abattant avec le canon du fusil les céréales lorraines, aux blés qu'ils venaient d'abandonner, à la veille du fauchage, dans les hautes vallées des Alpes et sur les plateaux des Cévennes.

Il faisait encore presque nuit. Le silence était impressionnant. La plaine montait en pente douce jusqu'à une crête, qui bornait l'horizon. A cet endroit, le ciel se frangeait d'une ligne orange. A mesure qu'on avançait, la teinte s'élargissait, des

nuances mauves remplaçaient les gris. Un brouillard humide encadrait la lisière de la forêt.

— Un matin d'Ile-de-France ! cria le sous-lieutenant Lucien Fabre, qui marchait en tête de sa section, au capitaine Nicolaï.

— Un pauvre soleil, répondit l'officier.

De son bras il montrait le disque rose, qui émergeait, face à eux, de la colline et trouait la brume. Il prononçait *povre*. Son poing, qui tenait la pipe allumée, restait tendu vers le soleil, en un geste de moquerie et de pitié. Nicolaï comparait cette aube aux aurores provençales, aux irruptions fantastiques de lumière sur le bleu de la Méditerranée ou sur les cimes rouges de Corse.

Il ajouta :

— Voilà pour le saluer !

Un long sifflement venait de traverser l'air; un éclatement sourd le déchira. Tous les chasseurs levèrent la tête brusquement. Quelques-uns s'arrêtèrent; ceux qui les suivaient les heurtèrent, faillirent les faire tomber; il y eut des protestations :

— Prends garde !

— Mais avance donc !

— *Zou, zou, despatcho te !*

Et, avec cela, une inquiétude vague, un étonnement plutôt du bruit entendu.

Pour le coup, tout le bataillon était réveillé.

Le même sifflement traversa l'atmosphère.

— C'est nos obus qui nous précèdent, expliqua le caporal Gros. Quand on a débarqué, un artilleur m'a prévenu.

Les lourds montagnards adhérèrent à l'explication. Ils n'étaient pas curieux, ils acceptaient le cours des choses, ils ne récriminaient pas. La marche se poursuivit.

De nouveau le bruit aigu se fit entendre, suivi de six détonations. On avait perçu l'éclatement sec par derrière la colonne, pas loin. Un nouvel émoi passa sur le bataillon.

— C'est le baptême du feu, mes enfans, fit le capitaine Nicolaï de sa voix timbrée.

Les rayons obliques du soleil levant l'aveuglaient. Il porta la main à son front pour abriter ses yeux bleus et regarder vers la crête, à l'horizon. On ne voyait rien. La fumée de sa pipe formait, de place en place, un petit nuage qui ne se

dissipait point. Il se retourna, embrassant ses chasseurs d'un beau regard paternel.

— Allons, dit-il, en avant, en avant!

— Alors, c'est eux, mon capitaine? dit un homme derrière lui.

— C'est eux, répondit machinalement Nicolaï, en consultant sa carte.

— C'est eux, répéta l'homme à son camarade.

La phrase avait fait en une minute le tour de la compagnie. Pour le coup, tous se redressèrent. Une grande fierté venait de s'emparer d'eux, parce qu'ils avaient reçu le baptême du feu. Inconsciemment, chacun ressentait un orgueil puissant, — une grande joie, en même temps. Ce n'était que cela! Alors, ce n'était pas terrible... Il y eut comme une détente qui traversa tous les rangs. Le soleil montait enfin dans un ciel tout bleu. On avança plus allégrement.

— Ce n'est guère impressionnant, dit le sous-lieutenant Fabre au sergent Vaissette, qui était à côté de lui.

Vaissette rajusta son binocle et ne répondit pas. Il était naturellement expansif, étant méridional, et bavard, étant universitaire. Car, dans le civil, Vaissette enseignait la philosophie au lycée de Toulon. Mais il aimait, avant de parler, s'être fait une opinion.

On avançait, à présent, dans un champ de betteraves; la terre humide collait aux souliers.

— C'est que, dit le sergent, nous nous sommes fait de ce cataclysme une idée certainement exagérée. Il en est toujours ainsi : l'appréhension ou le désir d'un événement en émoussent par avance la terreur ou la joie.

Il chancela, ayant trébuché contre un sac fauve, qui avait fait partie d'un équipement allemand. Il s'ensuivit un grand tintamarre de son bidon, de son quart et de son fusil. Car Vaissette portait ces objets militaires sans aucune grâce. Son béret lui descendait jusqu'au front et sa musette cachou battait presque ses talons. Il pensa tout haut :

— Les Allemands se retirent.

Et, revenant à son idée, il ajouta :

— Autrefois, c'est le baptême du feu qui impressionnait les recrues. Il leur est indifférent aujourd'hui. C'est qu'on les baptise à coups d'obus et non pas à coups de boulets. Le danger

est pire, mais moins visible, car les canons ennemis sont plus éloignés. Les hommes, qui ignorent le péril, ne le redoutent pas. Souhaitons qu'ils n'aient pas plus peur quand ils le connaîtront. Mais, peut-être, à mesure qu'ils se seront plus familiarisés avec lui le craindront-ils davantage, à l'inverse des soldats de la Révolution et de l'Empire, qui furent de plus en plus héroïques depuis l'angoisse de Valmy jusqu'à Waterloo.

Il avait fini par parler tout seul, s'étant éloigné du lieutenant Fabre, qui guidait sa colonne devant lui, surveillant ses distances. Vaissette rattrapa, en courant, son officier, tenant sa musette, tirant sur son fusil, afin de les empêcher de danser.

— Du reste, dit-il en manière de conclusion à son chef de section, qui, ne saisissant plus la suite des idées, l'entendit avec ahurissement ; du reste, la guerre sera finie avant trois mois.

La crête, à présent, se dressait à deux kilomètres à peine. Tous les regards se fixaient sur elle : chacun comprenait confusément que la manœuvre de la compagnie consistait à l'atteindre. On avait hâte d'y arriver. Sa ligne morne, barrant le ciel, paraissait inquiétante. De là-haut, on verrait enfin largement l'horizon devant soi.

Les compagnies du bataillon s'étaient engagées, à droite et à gauche, dans les bois. La quatrième restait sur le plateau, entre les lisières. Les hommes éprouvaient une impression de solitude. Ils semblaient habitués déjà au sifflement inoffensif qui fendait l'air. Le capitaine Nicolaï ne perdait pas des yeux l'espace qui s'étendait devant lui : au fond du décor, il distinguait une haie, quelques arbustes.

Une détonation formidable retentit.

Nicolaï fit trois pas en avant, comme poussé par le déplacement d'une couche d'air. Ses oreilles bourdonnaient. Il se retourna au bout d'un instant, encore stupide. Derrière lui, il y avait, dans l'argile humide, un trou béant, comme l'orifice d'un puits. La fumée se dissipait alentour. Un chasseur se relevait, à côté, secouait ses vêtemens couverts de boue. Les betteraves étaient déchiquetées. Elles glissaient, avec de la terre molle, au fond du trou qui se refermait. Une main crispée, raidie, émergeait, tenant un fusil, de la terre éventrée.

Les sections s'étaient arrêtées. On avait vu de partout l'éclatement de l'obus tombé entre le capitaine et sa compagnie. Un

grand frisson passait sur tous les chasseurs : le premier d'entre eux venait d'être tué à l'ennemi.

Le sous-lieutenant Fabre et le lieutenant Serre, quittant leurs hommes, s'étaient précipités vers leur chef.

— Vous n'avez rien, au moins, mon capitaine? demanda Serre.

Le sergent Vaissette aussi, sans qu'on sût pourquoi ni comment, était là. Il était fortement impressionné. De sa main fine et sale, il brossait la vareuse du capitaine ; et, dans ce geste, il mettait une tendresse émue et protectrice. Fabre regardait le cadavre du petit fourrier, enfoncé dans le sol. Vaissette eut enfin la vision du tombeau béant. Il pâlit. Machinalement, il consulta sa montre.

— Il est six heures et quart, fit-il.

On ne l'écouta pas. Nicolaï avait tiré son épée du fourreau. Largement, il salua la dépouille couverte de boue, puis, élevant l'arme, il commanda :

— En avant !

Les sections de nouveau s'ébranlèrent. Déjà, les hommes s'étaient calmés. En passant devant le trou de l'obus, ils tendaient la tête, pour tâcher de voir au fond.

Et puis, ce fut épouvantable.

Deux nouveaux percutans venaient d'éclater dans l'intervalle des sections. En même temps, trois déchiremens secs, précis : et les shrapnells et les éclats tombèrent du ciel.

— Couchez-vous! cria le sous-lieutenant Fabre.

Immédiatement, tous les hommes s'allongèrent. Ils restaient immobiles, collés les uns contre les autres, la face contre terre. Ils semblaient rigides. Les détonations bourdonnaient partout, à droite, à gauche, devant, derrière. Par momens, on entendait un cri. Mais pas un homme ne bougeait, comme si le moindre geste eût été un signe fait à la puissance de mort.

On avait soif; on avait la gorge serrée : personne ne parlait. Les hommes ne savaient même pas ce qu'ils ressentaient. Ils tâchaient seulement d'habituer leur oreille à distinguer l'endroit où éclaterait l'engin. Un ou deux malheureux atteints par quelque éclat s'étaient levés, hurlant, pour s'éloigner; ils avaient été recouchés à jamais par l'averse de fer. Cela avait servi de leçon. On ne remuait plus. Certains avaient des crampes. D'autres se croyaient blessés à la jambe, au bras ;

ils se tâtaient avec la main, prudemment. La section, étendue par la plaine, semblait la carapace d'une tortue.

Le lieutenant Fabre était étonné de ne point recevoir d'ordres du capitaine.

— Il faudrait envoyer quelqu'un, dit-il à Vaissette, qui se trouvait à ses côtés.

— J'y vais, répondit celui-ci.

Avant que l'officier eût pu répondre, le sergent courait par la plaine, le buste en avant, exposé à tous les coups, seul debout par cette immensité, buttant contre une betterave, s'enfonçant dans un trou, heurtant un corps allongé, trimbalant tout son équipement, et, le lorgnon pendu par une ficelle à son cou, cherchant son chemin de ses grands yeux inquiets de myope.

Le capitaine, le voyant venir, avait compris :

— Retournez vite en rampant, lui cria-t-il de loin, soucieux de lui épargner une avance de quelques mètres. Qu'on ne bouge pas tant que durera le bombardement. D'ailleurs, je n'ai pas d'ordres.

Vaissette, peu familier pourtant avec les attitudes militaires, s'était mis au garde à vous, fiché droit, telle une statue. Autour de lui l'air sifflait, comme perforé. C'étaient les balles des fusils allemands qui se croisaient.

— Mais couchez-vous donc! hurla le capitaine.

Il ajouta :

— C'est un fou!

Vaissette porta la main à son béret, salua, et, du même rythme de ses grandes enjambées hésitantes, rejoignit son lieutenant. Il s'allongea à côté de lui, lui rendit compte de l'ordre reçu. Il se borna à ajouter, en confidence :

— J'ai eu bougrement peur.

Fabre étendit le bras, lui serra la main. Alors seulement le sergent Vaissette, agrégé de philosophie, comprit que ce qu'il venait de faire était très beau.

Pendant une heure, les explosions continuèrent. Cela devenait morne et terrible. Le soleil brûlait les nuques. De temps à autre, Lucien Fabre tirait sa montre; il lui semblait que l'après-midi devait s'avancer : quelques minutes à peine s'étaient écoulées. Sans interruption, l'air était déchiré par l'éclatement des projectiles. Parfois, quelques balles passaient,

venaient s'aplatir près de vous, se fichant dans le sol, ricochant, faisant voler un morceau de betterave, une motte de terre.

— Mais que font donc nos artilleurs? grogna le caporal Bégou.

— Si ce n'est pas malheureux! répondit son camarade de combat.

Les autres ne disaient rien. Ils ne pensaient même pas. Ils se serraient côte à côte, semblables à des ruminans couchés par les prés, inquiets.

— Tout de même, déclara Vaissette, c'est plus dur qu'on ne croit.

Le lieutenant s'était assis, insoucieux du danger. Tout en promenant ses regards sur sa section couchée, il allumait une cigarette. Les explosions étaient si nombreuses que vraiment il était inutile de prendre des précautions. Vaissette l'avait imité; mais il restait silencieux.

— A quoi songez-vous? lui demanda Fabre.

— Je songe, répondit Vaissette, que pas un de ces hommes n'a pensé à reculer. Je songe qu'ils attendent tous la mort avec une acceptation résignée et stoïque. Nous consentons le sacrifice par une sorte d'instinct, sans en éprouver la beauté ni en percevoir la raison.

— C'est là, repartit l'officier, où se reconnaît l'abnégation complète. C'est un martyre inconscient pour une idée qui nous dépasse. Nous n'avons pas plus la claire notion de cette grandeur que tout à l'heure vous n'avez eu celle de votre courage.

— Croyez-vous, mon lieutenant, reprit Vaissette, que ce fut aussi le cas des guerriers vantés par l'histoire, combattans de Marathon ou soldats de l'an II?

— Sans doute, fit celui-ci, car en présence de la mort, l'être humain n'obéit plus qu'à l'instinct physique de conservation ou bien à une volonté de dévouement, née d'enthousiasmes antérieurs et demeurée en lui par atavisme.

— C'est une discipline militaire et morale, ajouta le sergent. La résignation chrétienne, le fatalisme musulman et le stoïcisme des païens antiques n'ont pas connu de plus belle expression. Cette heure de bataille met pour moi tout cela en lumière. La plus grande noblesse humaine, et la plus haute

vertu, n'est pas de se sacrifier pour le triomphe d'une idée, c'est d'accepter tranquillement la mort, sans savoir. Et c'est la vraie façon de mourir pour son pays...

— Vaissette ! regardez mes héros, interrompit le lieutenant Fabre en lui désignant sa section.

Le sergent, qui avait renoncé à faire tenir son pince-nez, sortit paisiblement d'un étui ses lunettes. Il considéra la section sur laquelle pleuvaient les rayons du soleil au zénith et les éclatemens de la mitraille...

Tous les chasseurs s'étaient endormis !

II. — LA RETRAITE

La pluie... Une averse froide et régulière, qui a lavé toutes les feuilles. On glisse sur la terre, qui s'attache aux souliers, les entoure d'une carapace épaisse. Le précoce automne des pays lorrains semble, en ces derniers jours d'août, triompher déjà de l'été.

Le 36e bataillon de chasseurs alpins était resté, la veille, étendu dans la plaine et caché dans le bois. A la nuit, il s'était avancé jusqu'à la crête. Il l'avait occupée sans combat, les tirailleurs allemands l'ayant évacuée. On comptait quelques morts et plusieurs blessés dans les compagnies. Personne n'avait encore tiré un coup de fusil : on n'avait pas vu l'ennemi. De là-bas, près des batteries sans doute, des projecteurs trouaient l'air. Ils balayaient l'étendue de leurs rayons déployés, semblables aux branches d'un éventail. Le plateau dévalait vers une rivière. Sur l'autre rive, assez loin, une ferme brûlait. Rien ne troublait le silence nocturne.

— Ils tiraient sur nous à une distance de dix kilomètres, disait le capitaine Nicolaï, qui fumait toujours.

— Nous allons le leur faire payer cher, déclara le lieutenant Serre.

Celui-ci manquait d'esprit critique et jamais on ne l'avait pris pour un génie ; mais il était ponctuel et naturellement courageux. Sorti du rang, il était dur pour les autres et pour lui. Ses jugemens étaient prompts ; il les imposait à ses inférieurs, car il avait le sens de la discipline, aimant à les énoncer, sans du reste être en mesure de les défendre; il ne se faisait pas de ce monde et des événemens une conception philosophique.

Nicolaï ne lui répondit pas. Ces obus, venus de si loin, le déconcertaient. Il connaissait à fond son métier : jamais il n'eût pensé qu'on pût employer contre des troupes en campagne de l'artillerie lourde. Les Allemands inauguraient là une tactique nouvelle, qui l'inquiétait.

Le sous-lieutenant Fabre se taisait. Pour la première fois, il venait de réaliser ce qu'était la mort. Les visions de la journée le hantaient. Il se rappelait la main crispée du caporal enfoui dans le trou du premier obus. Il revoyait le crâne saignant d'un de ses chasseurs, la cervelle maculant le béret, l'agonie de l'homme, la pauvre alliance prise au doigt pour la renvoyer à la veuve, la lettre à écrire. Pendant le bombardement, il avait discouru avec Vaissette. A présent, il avait sommeil.

— L'ennui, remarqua Serre, c'est qu'on n'a pas de journaux. Il faudrait savoir ce qu'ont fait les Russes depuis trois jours.

Le capitaine suivait son idée ; il dit encore :

— Nous n'avons prévu l'emploi de canons lourds que contre les fortifications.

Mais Serre ne s'occupait pas de ce genre de problèmes :

— Voilà le Japon, dit-il, qui s'en mêle. C'est regrettable. Quand l'Allemagne aura été anéantie, les airs vainqueurs nous seront interdits : elle pourra toujours nous jeter cette excuse : « Le monde entier était ligué contre nous. »

Nicolaï conclut :

— L'essentiel est que cette artillerie n'ait aucune mobilité. Alors, nos 75 reprendront tout leur avantage.

Ils se turent. La pluie s'était mise à tomber. Leur seul abri était un maigre prunier. Ils étaient accroupis sous l'arbre, enveloppés dans leur longue pèlerine. Lucien Fabre sommeillait.

Le sergent-fourrier apporta un ordre du chef de bataillon.

— A vos sections, vite, nous partons, commanda le capitaine.

Le roulement des sifflets, les appels des sous-officiers réveillaient les hommes. Ils s'étiraient, se frottant les yeux, cherchant leurs fusils, remettant leurs sacs. Quelques-uns voulaient faire le café. Mais on ne devait pas allumer de feu. Puis, on n'avait pas le temps. Les sections s'étaient à peine reformées que déjà l'on était en marche.

— En avant, en avant ! criait Fabre à sa colonne, qui défilait devant lui.

On pénétra à droite dans le bois. En traversant un fossé, les hommes tombaient, roulaient dans l'eau et dans la vase, jetaient tous le même juron. La route était interminable. Puis, on déboucha sur un plateau, qu'on descendit. On longeait à présent un cours d'eau. La quatrième compagnie était en tête. Lorsqu'on dévalait une pente, on apercevait par derrière, dans la nuit grise, tout le bataillon. Quelques hommes s'étaient arrêtés, n'en pouvant plus. Fabre voyait, le cœur navré, sa section se débander. Vaissette était désolé. Il portait deux fusils, afin de soulager un des chasseurs; il courait de l'un à l'autre, pour les encourager; il faisait ainsi au moins trois fois l'étape. Il confia à son officier :

— J'avais gardé des morceaux de sucre en réserve pour moi. Je les ai distribués. Il n'est pas de meilleur aliment.

Il ajouta :

— Que faisons-nous?

— Nous marchons, répondit l'officier. Vous le voyez. Je ne sais rien de plus.

— C'est ce qui me coupe bras et jambes, affirma le sergent qui trottait à côté de Fabre. Je n'ai point de ressort quand je ne connais pas le but.

— Mais personne ne le connaît, Vaissette, fit le jeune homme.

Vaissette était sceptique. Cela le dépassait. Il croyait encore que si son chef ne lui disait rien, c'était par défiance. Celui-ci insista :

— Je ne sais rien!

— Et le capitaine? demanda l'entêté sergent.

— Lui non plus, affirma l'officier.

— Et le commandant?

— Je ne pense pas.

— Et le général? fit brusquement le sous-officier.

Le sous-lieutenant allait proclamer son scepticisme. Mais il songea soudain que Vaissette était son inférieur. Alors, il se tut.

Vaissette avait un esprit subtil, dangereux et entêté. Il ajouta pour lui-même :

— Il faut tout de même bien qu'il y ait une direction...

— Voilà encore la guerre, conclut Fabre. Nous ne savons rien : il faut marcher. Nous ne savions rien : il fallait nous faire tuer. Et nous n'apprendrons que nous sommes vainqueurs que par un ordre du jour du général en chef.

Un peloton de dragons passait sur le bas côté de la route, au grand trot. On criait : « A droite! à droite! » La section s'écartait pour faire place aux cavaliers. Les chevaux vous éclaboussaient jusqu'au visage. Les hommes penchaient la tête sur l'encolure de leur bête, laissaient leur lance battre ses flancs. Le dernier, un maréchal des logis, énervait sa monture à coups d'éperons, afin de provoquer ces écarts qui suscitent l'admiration et la crainte des fantassins. Il avait un casque prussien pendu à sa selle; les chasseurs se le montraient : c'était le premier casque à pointe qu'ils voyaient.

— Où allez-vous? lui cria Lucien Fabre.

— En reconnaissance, mon lieutenant, lui dit le dragon en arrêtant son cheval.

— Mais où ça? poursuivit Fabre.

— Je ne sais pas. Voulez-vous que j'aille le demander à l'officier? fit avec complaisance le maréchal des logis.

— Non, non, merci, répondit Fabre. Continuez!

Et, se tournant vers Vaissette :

— Vous voyez!

Un jour pâle se levait. Mais aucune nuance ne variait la monotonie du paysage, noyé sous la pluie. Les uniformes recouverts d'une couche de boue gluante, le chemin, les arbustes, les collines, le ciel, tout était vêtu de la même couleur grise. L'eau ruisselait de partout. On avait même renoncé à fumer.

La compagnie déboucha sur une large chaussée. C'était une route nationale. Celle-ci, pour le moment, était encombrée par un convoi qui défilait. On s'arrêta. Mais le convoi passait toujours, n'en finissait point. Les chasseurs s'étaient assis le long du fossé. Fabre et Serre se portèrent à hauteur du capitaine qui se tenait à côté du chef de bataillon.

Tous ces véhicules reviennent de la ligne de feu. Leur allure est singulièrement hâtive. Les chevaux peinent. Ce sont des fourgons de munitions, des voitures de vivres, des fourragères, qui se suivent, interminablement. Les conducteurs dorment sur les sièges, cachés sous des toiles de tente ou des sacs.

— Le convoi n'en finit pas. On ne peut pourtant pas l'arrêter, déclare le commandant.

Un caisson arrive, traîné par un seul cheval. Les trois artilleurs ont des pansemens.

— Vous êtes blessés? fait Nicolaï.

Mais ils ne répondent pas. Ils n'ont pas compris. Ils se laissent bercer par les cahots, presque sans connaissance.

Et maintenant, il y a des blessés sur chaque voiture. Une fourragère en porte six étendus, à demi morts. Des chariots réquisitionnés : les bâches vertes, décolorées, ruissellent. Des voitures de livraison : on lit les enseignes : « Au Bonheur des Dames » et « Les Magasins réunis » sous les éclaboussures jaunes. Des omnibus d'hôtels : et des blessés toujours, à l'intérieur, qui s'éveillent à cette aurore triste.

Aucun officier ne parle. Chacun a senti une angoisse étrange l'envahir.

— Il faudrait s'informer, dit le commandant.

Depuis un moment Nicolaï s'obstine à bourrer sa pipe, qui est déjà plus que pleine.

— C'est le convoi d'un corps d'armée qui va se ravitailler, explique Serre.

Mais maintenant, il y a des hommes qui marchent, à côté des voitures. Des blessés, surtout, la tête bandée, le bras en écharpe. Le sang qui a traversé le pansement apparaît décoloré. Quelques chasseurs se sont avancés le long de la route.

— Eh bien? fait l'un.

— Qu'est-ce qu'on a pris! murmure un des blessés qui défile.

— Il ne reste plus un homme à la compagnie, ajoute son camarade.

Nicolaï est intervenu :

— Voulez-vous retourner à vos rangs? fait-il d'une voix brusque à ses hommes.

Un sous-officier du train trotte le long de la colonne. Il passe devant le groupe des officiers. On ne lui demande rien. Mais il sait, lui. Il leur crie :

— Depuis vingt heures, nous battons en retraite sans arrêt. C'est épouvantable!

Personne n'a bougé. Le lieutenant Serre hausse les épaules. Il lui crie :

— Imbécile!

Lucien Fabre n'ose parler à Nicolaï. Nicolaï est très occupé à enlever la boue de son capuchon, avec son mouchoir. Mais le jeune homme n'est pas certain que ce soit l'effet de la pluie si les joues de son capitaine sont humides. Pour lui, une lassi-

tude sans bornes l'a envahi, une détente tragique, qui voudrait s'exprimer en un sanglot. Il cherche des yeux Vaissette. Vaissette est là, derrière, avec la section, qui regarde passer, les yeux dilatés, le lamentable défilé.

Et cela continue. A présent il y a autant de piétons que de voitures. Des canons avec des hommes jusque sur l'affût. De l'infanterie de ligne, des chasseurs à pied, des artilleurs. On ne reconnaît plus les uniformes, tant la poussière et la boue les ont souillés. Il y a des blessés qu'on a déshabillés pour trouver la plaie : ils sont à moitié nus sous l'averse. La matinée est glaciale. La plupart des hommes n'ont plus de sac ni de fusil. D'autres, la veille, sous la brûlure du soleil, ont abandonné même leur capote. Ils sont, à présent, en pantalon garance, chemise et képi. La pluie, régulière, les transperce. Point de compagnies. Pas même de régiment. Tous pêle-mêle. Et chez tous la même hâte, le même épuisement. Un frisson d'épouvante s'est emparé de tous ces gens-là. On dirait que l'ennemi les talonne. Ils marchent aussi vite que le leur permet la fatigue. Ils crèvent de faim.

Bientôt, c'est pire. Parmi les soldats, il y a des civils. Des paysans qui se sauvent : leurs voitures vermoulues, traînées par les rosses dont n'a pas voulu la réquisition. Toute une famille sur un char, allongée sur un matelas. D'autres à pied. Un homme tire, par la corde, une génisse. Une femme pousse une brouette, dans laquelle hurle son enfant. Les vieilles sont endimanchées; elles ont mis, pour partir, leurs meilleures hardes, et relèvent lamentablement leurs robes afin de ne pas se salir. Il y a, là, un petit bourgeois qui trottine, en tenant par les mains ses trois filles : il gesticule avec son parapluie. Il est en veston, sans manteau, une serviette sous le bras, et, sur la tête, un chapeau haut de forme. Il dépasse les bornes du grotesque; on n'a plus envie de rire : il fait pitié.

Nul ne sait où il va. Nul, dans la tourmente, ne s'inquiète du lieu où il couchera le soir. Ils se sauvent devant l'invasion, voilà tout.

Il y a moins de voitures à présent. Mais toute la chaussée regorge de soldats. Ce sont les régimens de l'armée active qui viennent d'être balayés. Des enfans encore. Et des vieillards aussi : les garde-voies des lignes ferrées. Ils ont vu s'annoncer la retraite. Alors ils s'en vont en bourgerons blancs sous l'eau

qui ruisselle. Plusieurs, paternels, portent les enfans de femmes épuisées. Beaucoup de blessés toujours. On s'habitue à les voir; mais leur nombre impressionne. Et puis voici qu'on les bouscule. Un train régimentaire passe sur la route, en sens inverse : il faut lui faire de la place. Quelques hommes, harassés, se couchent sur le talus : on les piétine. Des batteries passent, toutes confondues, les minces canons de 75, les courts rimailhos avec leurs deux attelages. Sur chaque affût, sur chaque caisson, il y a des blessés, parfois une paysanne qui s'est juchée là. Les conducteurs hurlent, frappent les chevaux, bousculent les voitures, écrasent les soldats.

Tous les officiers du bataillon ont fini par se réunir sur le bord de la route. Quant aux hommes, ils ont déjà accepté cet état de choses; ils ont tous regagné leur section; des feux se sont allumés; on a pu boire du café. Le commandant a décidé de traverser le convoi, pour continuer son chemin. Et le bataillon défile, ruisselant d'eau, mais impeccable. On sent que les fuyards éprouvent, à les voir, une honte. Certains apostrophent les chasseurs à la hâte, pour s'excuser.

— Qu'est-ce que vous allez recevoir!

Ceux-ci répondent :

— On y va, on y va!

— Tous les officiers ont été tués!

— Et ta sœur? répond un petit engagé de vingt ans.

Le bataillon, cependant, a traversé la route. Il continue sa marche sous la pluie. Le capitaine Nicolaï a pris le petit sous-lieutenant Fabre par le bras. C'est un gamin, sorti de Saint-Cyr il y a un an. Le vieil officier se sent envahi pour lui d'une tendresse immense. Et le jeune homme, en éprouvant l'affection de ce rude soldat, est ému jusqu'aux larmes.

— J'aurais voulu, dit-il, être tué hier.

Le capitaine n'a pas répondu. Il a laissé éteindre son brûle-gueule.

— C'est honteux, poursuit Lucien Fabre. Un pays où l'on peut voir de pareilles choses ne mérite pas qu'on meure pour lui.

— J'espère, mon enfant, dit Nicolaï, que votre décision a été prise une fois pour toutes, et que maintenant elle est sans appel. Ce ne sont pas des circonstances fortuites, comme la vue de cette retraite, qui peuvent rien changer à la noblesse de ce pays ni à notre volonté de le servir.

Il répéta, dans une sourde extase :

— Servir!

Et dans ce mot il y avait bien, en effet, vingt ans de servitude, la discipline brisant sa volonté, la misère des garnisons, la déception des tableaux où l'on ne figure pas, les accablantes campagnes d'Afrique, les hivers dans les casemates alpines, la nostalgie ce soir des libres manœuvres en montagne, le regret des clartés méridionales, toute une jeunesse flétrie dans l'attente de cette guerre qui tardait à éclater.

— Vous verrez, continua-t-il, que l'obéissance passive, la servitude seront les vertus de cette campagne. L'enthousiasme s'en va, l'abnégation demeure. Ce qui fait notre force en temps de paix la fera plus encore en temps de guerre. Il ne s'agira pas d'être crâne un jour en courant à l'assaut. Il s'agira d'obéir, d'attendre, d'oser, d'entreprendre, de persévérer. Il s'agira d'attaquer ou de subir le feu de l'ennemi après avoir été le témoin d'une retraite. Il s'agira d'aller, soi, de l'avant, quand on en sait qui se cachent. Il s'agira de se faire tuer pour des gens inconnus, à l'arrière, là-bas, qui ne se soucient point de nous, qui s'ingénient à ne point grossir nos rangs, qui édifient des fortunes scandaleuses sur nos cadavres. Voilà, mon enfant, ce que la Patrie attend de vous. Voilà la nature du grand sacrifice. Un sacrifice morne, patient, opiniâtre et simple. S'il doit aller, demain ou dans plusieurs mois, jusqu'à la mort, même alors considérez-le comme une chose simple. Si je tombe, ayez dès maintenant cette volonté d'entraîner votre section ou toute la compagnie. Si vous tombiez, j'accepterais cette douleur avec soumission : elle n'arrêterait pas mon élan à conduire nos hommes où on m'en aura donné l'ordre, par delà les tombeaux.

III. — LA MORT D'UN SOLDAT

Le village de Vassinville, sur le flanc d'un coteau, descend jusqu'à la rivière. Une centaine de maisons blanches autour de l'église, le long du cours d'eau. Alentour, des champs de betteraves, quelques vignes, des houblons mûrs sur leurs perches, des vergers dont les arbres plient sous le poids des mirabelles d'or.

La quatrième compagnie vient d'occuper le village. Les Allemands sont signalés sur l'autre rive. Il y en a partout, dans les prés dont les foins n'ont pas été coupés et dans les hautes

avoines. On est entré dans Vassinville en se glissant le long des maisons éclairées par la lune. Aucun bruit. Pas d'ennemi. Avec une inconscience étonnante les rares habitans dorment. La plupart des maisons sont vides depuis trois jours. Le bétail, oublié, mugit. Le capitaine Nicolaï a fait établir une barricade à la sortie du pont. Toute attaque sérieuse ne peut se produire que par là. Une charrue renversée, une porte, quelques volets, des poutres, des chaises, des sacs de blé trouvés à côté dans un grenier. Le lieutenant Serre tiendra le pont. Quant à Lucien, il est sorti du village avec ses hommes. La crête qui domine à droite, doit être défendue. Elle descend en pente douce ; elle commande plusieurs gués. Le reste du bataillon occupe les hauteurs qui suivent.

Les premières lueurs du jour firent briller la rivière et vibrer la brume, qui traînait sur l'eau jusqu'aux roseaux des berges.

Une sentinelle, qui guettait de l'autre côté du pont, cria :

— Aux armes !

L'homme était hors de lui : il se précipita vers Serre :

— Mon lieutenant, dit-il, ils sont là. Ils sont là. Je les ai vus !

— Bougre d'animal, répondit l'officier, calme-toi. Nous sommes ici pour les recevoir.

Il tâchait de les distinguer en fouillant avec ses jumelles le paysage. En effet, presque invisibles, des uniformes se dessinaient à la lisière des bouquets de bois, parmi les céréales : une ligne de tirailleurs marchant vers le ruisseau.

— Va prévenir le capitaine, dit-il à son ordonnance.

Tous les hommes tenaient leur fusil dans leurs lourdes mains. Ils serraient la crosse pour bien sentir sa protection. Ils ne se parlaient pas. Le danger de la mort paraissait plus réel que deux jours auparavant sous le bombardement. Tantôt, ils s'aplatissaient dans le fossé ou derrière la barricade, pour s'abriter; tantôt, sans prudence, ils sortaient la tête, le buste, pour les voir arriver.

— Ils sont trop loin, déclara Serre.

L'officier repérait la distance avec minutie. Il se tenait au milieu de la route, sans penser au danger, sans émotion.

Un chasseur glissa sur le talus, jurant de toutes ses forces.

— Veux-tu te taire, fit l'officier. Tu auras quatre jours de prison.

Ainsi, borné et courageux, Serre restait ponctuel. Il remarqua encore, non sans étonnement :

— Les voici en tirailleurs. Ils avancent par bonds. C'est curieux : ils manœuvrent comme nous.

Il ajouta, non sans une nuance d'estime pour ses adversaires :

— Ils auraient pu faire leurs classes au bataillon.

Mais tout de suite, pour corriger son éloge :

— Nous les verrons à la charge... J'ai lu, dans le journal, qu'en Alsace, ils se sont rendus pour une tartine de pain.

Les uns derrière les autres, les Allemands s'étaient engagés sur la route droite qui menait au pont. On distinguait leurs casques gris. Leur vue provoqua chez l'officier un mouvement de fureur haineuse. Il n'y tint plus. Les yeux flamboyans, il ordonna :

— A huit cents mètres... sur ces cochons qui avancent... feu à volonté !... Feu !

Une brusque décharge, une décharge unanime de la section. L'énervement des hommes se résolvait, se détendait avec la fusillade. Un crépitement joyeux continua. Il y eut des rires, quelques plaisanteries. Une dizaine d'ennemis avaient dégringolé.

— Visez bien, nom de D... ! visez bien, criait Serre.

Il avait saisi le fusil d'un homme et tranquillement, comme au champ de tir, prenait son temps avant de faire feu.

— Voilà qui doit vous amuser, j'espère.

C'était Nicolaï qui, derrière lui, jugeait les coups.

— Descendez donc leur officier, Serre, dit-il. C'est ce grand diable, à droite, qui court d'un arbre à l'autre.

L'homme désigné tomba. Du coup l'avance était brisée net.

— Cessez le feu ! commanda le lieutenant.

Les hommes s'apostrophaient, se bousculaient, riaient, étaient heureux. On n'avait pas reçu une seule balle.

— Avant, on croit que ce sera terrible, fit un chasseur. Ce n'est pas bien grave quand on y est.

C'était un peu le sentiment de tout le monde. Serre était désappointé.

— Jamais, dit-il, nous ne les aurons au bout de notre baïonnette.

Profitant du répit, les Allemands, cachés derrière les saules, s'enfuyaient.

— Attendez la suite, dit Nicolaï.

— Mais quels sont les ordres? demanda Serre.

— On m'a dit d'occuper Vassinville, répondit le capitaine. La consigne est simple. Nous n'avons qu'à rester ici.

Un ronflement énorme emplissait l'espace depuis un moment. On regardait le ciel; mais on ne voyait que la lumière de la matinée. Un homme pourtant aperçut l'avion. Il planait au-dessus du village, très haut.

— Je vais le faire abattre, dit Serre.

— Mais, s'il est français? objecta Nicolaï.

Serre n'avait aucun doute : c'était un sale oiseau prussien. Il fit ouvrir le feu contre l'appareil. Le capitaine, qui comprenait l'inutilité de cette gerbe de balles, ne s'y était point opposé. Les hommes s'en donnaient à cœur joie. Du reste, c'était bien un aéroplane ennemi; on distinguait à présent sa queue de poisson : il lâcha une fusée dont la fumée flotta dans l'air. Quelques secondes après, des sifflemens passèrent sur le village. Les hommes se mirent à rire. Ils reconnaissaient cette vieille musique.

— L'avion nous a repérés, fit le capitaine. Les obus pleuvent sur la crête, derrière la section de Fabre.

Il partit pour se rendre compte. Les chasseurs continuaient à user leurs cartouches contre l'aéroplane qui, sa besogne terminée, s'enfuyait à tire-d'ailes vers l'aurore. Les shrapnells allemands tombaient sans répit. Mais le tir était beaucoup trop long; ils éclataient cent mètres trop haut. La fumée des explosions, dans laquelle se jouaient les rayons du soleil levant, formait dans l'air limpide six nuages couleur d'orange, de pourpre et d'or.

Une heure passa. Le bombardement continuait inoffensif. Les hommes étaient bien tranquilles.

— La guerre, dit un chasseur, c'est laisser passer le temps.

— Mais nos artilleurs, qu'est-ce qu'ils fichent? fit un autre. On ne les entend jamais.

— C'est à croire, remarqua le caporal Bégou, que nous n'avons ni artillerie, ni aviation.

Serre, tout en surveillant l'horizon, partageait avec son sergent une boîte de conserves. Jamais le singe n'avait été si bon.

— Il y a beaucoup de gelée, observa le sous-officier.

— Quant aux Boches, répondit le lieutenant, ils crèvent de faim. Un blessé l'a dit hier à l'interprète de la division.

C'est ainsi que des propos futiles s'échangeaient sur le champ de bataille. Ni le vacarme des projectiles, ni le sentiment du danger n'empêchaient ces soldats de manger et de vaquer aux occupations placides de la vie.

Soudain, l'eau de la rivière jaillit. Elle montait en colonnes droites, retombait dans le lit et sur les rives : quelques hommes furent mouillés.

— Ils tirent dans l'eau, déclara Serre joyeusement.

— C'est pas loin de nous, observa un homme.

Chacun, de nouveau, s'était terré. D'autres obus tombaient, soulevant d'immenses gerbes, que la lumière irisait.

— Ce sont les grandes eaux, cria Pluchard, un engagé volontaire, qui était Parisien.

Mais les montagnards ne comprenaient ni ne goûtaient sa plaisanterie. Avant l'explosion, on entendait dans l'air un sifflement. L'obus passait au-dessus des têtes.

— Mais ce sont les nôtres! hurla tout à coup Serre.

Ce fut une détente. Tout le monde parlait à la fois. Bientôt le tir fut réglé. Les obus tombèrent dans les champs. D'autres atteignirent une ferme dont les murs volèrent en éclats. Serre put voir la fuite éperdue de la compagnie qui l'occupait, l'affolement des hommes décimés, l'éclatement de la mitraille dans leurs rangs, des membres déchiquetés, des casques et des fusils volant en l'air. Il riait silencieusement.

— Et l'on vient de découvrir, dit-il à son sergent, des obus qui portent à vingt kilomètres. Nos artilleurs en auront bientôt.

Le soleil montait droit dans le ciel bleu. C'était une journée de splendeur et de gloire. Le roulement de l'artillerie emplissait l'air. On sentait que la bataille était engagée sur un front immense et qu'on n'était qu'un point dans l'espace ensanglanté, qu'une minute dans le temps. Les obus français déferlaient en avant. On entendait passer les projectiles ennemis. Il y en avait de tous les calibres. Les uns éclataient avec ce bruit sec de l'acier qui se déchire ; les autres traversaient l'atmosphère avec un son aigu de sifflet ; d'autres, plus gros, donnaient l'impression d'une locomotive en marche. Il y en avait dont le passage faisait le bruit d'une sirène de paquebot. Certains sonnaient,

en arrivant, comme les cloches d'un troupeau. Et voici que, par delà la rivière, Serre remarquait de nouveau l'ondulation des foins, un mouvement dans les seigles que n'effleurait aucune brise, l'avance par les champs d'une ligne grise. Le sifflement des balles immédiatement l'environna.

— Ils y reviennent, dit-il non sans joie, en s'abritant enfin derrière un sac.

A présent, les Allemands savaient qu'il faudrait enlever le village, qu'on se cramponnait à la rivière. Ils prenaient leur temps. Couchés en tirailleurs, ils bondissaient d'abri en abri. Aux abords du village, et surtout autour du pont, c'était une pluie de plomb. Deux chasseurs râlaient, côte à côte : on eût dit que la même balle les avait atteints. Une angoisse avait étreint les autres. Serre lui-même se sentait ému. Le canon de son fusil était chaud. Les soldats ennemis tombaient, fauchés ainsi que des blés mûrs. Cela n'empêchait pas leur front de progresser d'une marche lente et sûre. On avait l'impression d'une marée qui montait vers vous.

— Ils ne reculent pas, les cochons, déclara Serre.

Et, cette fois-ci, il était désappointé à constater le courage de ces rudes soldats.

Les chasseurs tiraient toujours. Mais Serre crut sentir de la lassitude chez eux. Il ordonna :

— Cessez le feu !

Une accalmie suivit son commandement. Les hommes changèrent de position, en soufflant un peu. Ils respiraient à pleins poumons l'air du matin qui dissipait l'odeur de la poudre. Mais ils courbaient tous la tête sous la rafale, dociles, sans penser à rien. Ils étaient aplatis le long d'une digue de gazon bordant la rivière et derrière la barricade. Au-dessus d'eux, les balles volaient, si nombreuses qu'elles paraissaient tisser une toile d'araignée. Un bruit de crécelle depuis un moment énervait les oreilles, dominait les détonations des fusils et l'énorme murmure des batteries.

— Ils ont installé une mitrailleuse, déclara Serre en se levant.

Il était debout. On eût dit qu'il avait dû percer de sa tête le réseau de fer. Il voulait reprendre en mains sa section. Le moment devenait critique. Les hommes se poussaient du coude, l'admirant. Il était correct et propre dans sa tunique, la jugu-

laire de son képi baissée, et tel qu'ils le voyaient aux jours de revues. Il avait pris pour cette première bataille son uniforme de fête dans sa cantine. Il commanda :

— A quatre cents mètres... Faites passer... Feu de salve!

Le commandement circula comme un bourdonnement d'insectes.

— En joue... Feu !

On n'avait entendu qu'une seule détonation. Les hommes avaient repris toute leur confiance. Ils étaient commandés. Ils se donnaient tout entiers, à cette minute, corps et âme, au chef.

— Joue... Feu !

Tous les tirailleurs avaient été fauchés.

Un temps d'arrêt. Une nouvelle vague déferla. C'était terrible. Six fois de suite ils recommencèrent. Six fois de suite ils furent arrêtés dans leur élan.

Mais leur tir et celui de leurs mitrailleuses faisaient des vides autour de Serre. Son sergent agonisait, le crâne ouvert. Le sang inondait sa face, se coagulait dans ses cheveux. De minute en minute, il gémissait : « Maman... maman... » Un homme, à côté de lui, hurlait, le genou fracassé par une balle.

— Tais-toi, lui dit un chasseur. Tu nous empêches de viser.

L'officier n'avait plus conscience de rien. Il ne savait pas ce qu'était devenu le capitaine : il ne s'en souciait point. Il ne voyait qu'une chose : la progression des Prussiens vers sa barricade. Il était en proie à cette idée fixe, à cette volonté unique : n'être pas débordé, tenir !

Nicolaï était monté dans le clocher de l'église. Il avait pu y trouver place à côté de la cloche, vibrant silencieusement au passage des projectiles, d'un vieux hibou sommeillant au milieu de la bataille et des millions d'araignées dont les toiles pendaient, depuis toujours. De là, il dominait tout le paysage. Derrière, les vallons où se défilaient nos batteries, le village où se tenait l'état-major de la division ; sur les flancs, les crêtes où se cramponnaient à l'infini nos bataillons ; à ses pieds, Vassinville occupé par sa compagnie, la rivière réfléchissant la tranquille lumière, puis les houblons, les vergers, les céréales d'où émergeaient les troupes ennemies, la ligne des collines d'où progressait leur masse profonde, l'horizon de la forêt. C'étaient des forces énormes qui attaquaient ; il s'en rendait compte : il ne pourrait pas tenir bien longtemps. Il avait

prévenu le commandant; il avait envoyé un compte rendu à la division; mais le téléphone avec le commandant venait d'être coupé. Quant à la division, il n'en avait pas reçu de réponse.

— Serre connaît son métier, pensa-t-il, en voyant l'effet des feux de salve. Et ses hommes sont de braves enfans.

De ses yeux perçans, il avait remarqué quelques cavaliers ennemis qui, au bas de la crête où se tenait Fabre, arrivaient jusqu'à la rivière. Les balles envoyées par les deux sections du jeune homme étaient sans effet contre cette troupe éparse et mobile. Puis, après avoir pataugé dans l'eau un peu partout, le peloton bavarois repartit au galop.

— Ils ont reconnu les gués, dit Nicolaï. Ça va devenir grave.

Avant de descendre, il jeta dans cette direction un dernier coup d'œil. Il n'avait pas besoin de télémètre. Aucun détail n'échappait à son regard.

La fusillade avait repris, plus intense que jamais, à la barricade. Nicolaï en distinguait le rythme régulier. Il montait vers Fabre. Celui-ci avait vu les premiers tirailleurs qui s'engageaient vers les passages du cours d'eau, il les prenait sous le feu de sa section. Le sous-lieutenant sourit à son officier. Celui-ci arrivait de son pas tranquille de chasseur, son éternelle pipe entre les dents, s'appuyant sur sa canne de montagnard. Il tapa sur l'épaule de Lucien.

— Ce sera dur, fit-il.

Le jeune homme sentait son cœur bondir d'une émotion puissante. Plus le danger grandissait, plus il se trouvait calme, maître de lui, maître de ses hommes. Quelques-uns venaient de dégringoler. Il n'avait pas peur de les exposer. Il lui semblait tout uniment commander une manœuvre, comme le mois d'avant, dans son secteur alpestre. Il avait cueilli des fleurs agrestes, et les avait mises à la ceinture de son étui-revolver.

— Je vais voir Serre, dit Nicolaï. Vous n'avez, quant à vous, qu'à repousser toute attaque.

Il ajouta :

— C'est bien simple.

Il serra longuement la main de son jeune officier.

— Rappelez-vous, dit-il, que votre devoir, au fond, est toujours aussi élémentaire. On ne doit reculer que sur un ordre. Sinon, on reste. Nous ne sommes jamais maîtres de juger que

la situation nous commande de nous retirer. — Sinon, conclut-il en s'en allant, ce serait trop facile.

Il se retourna encore une fois, insoucieux du bourdonnement des balles :

— Vous savez, dit-il, vous aurez beaucoup à faire...

Fabre lui répondit par un signe de tête : il était tout à sa section qui décimait les assaillans.

Nicolaï descendit hâtivement par un chemin encaissé vers le village. Depuis quelques secondes, il n'entendait plus les feux de Serre. Il s'inquiétait. Il se mit à courir. Mais il rencontra l'agent de liaison.

— L'officier vous envoie dire qu'il n'a plus que vingt hommes, mon capitaine.

En effet, Serre, tout seul, ses sergens hors de combat, presque tous ses chasseurs tués, le bras percé d'une balle et saignant, prenait encore en enfilade avec une vingtaine d'enragés le pont et la route, brisant l'élan des sections ennemies.

— Dites à l'officier de tenir jusqu'au dernier chasseur, commanda le capitaine.

Son sergent-fourrier arrivait de chez le commandant. Il lui apportait deux mots crayonnés sur un feuillet :

« Je tiens encore les cotes désignées. Je ne reçois aucun ordre de l'état-major. Gardez, si possible, vos positions. »

Les sourcils broussailleux de Nicolaï se froncèrent. Le sergent eut peur d'avoir commis quelque faute ; il rectifia la position. A dix mètres, un percutant fit écrouler un pan de muraille. Le capitaine ne tourna même pas la tête pour regarder. Il rugit :

— Et la liaison des armes, nom de D... ! Et la liaison avec l'État-major !

Le fourrier tremblait.

Il envoya son ordonnance et deux hommes qu'il avait gardés en renfort auprès de Serre.

— Si j'ai du nouveau, dit-il, je vous préviendrai.

Mais Serre lui faisait parvenir un renseignement : depuis quelques minutes, il n'était plus attaqué.

— Parbleu, murmura Nicolaï, je m'en doutais. Ils ne peuvent franchir le pont. Ils vont porter tout l'effort sur Fabre.

Un chasseur était resté comme observateur dans le clocher.

Il arrivait, hors d'haleine, ayant descendu quatre à quatre les marches et les échelons, au risque de se rompre le cou. Il cria :

— Mon capitaine, mon capitaine, ils f... le camp !

— Remonte là-haut, répondit Nicolaï. Ils abandonnent le pont. Tu me diras s'il n'y a pas des compagnies qui s'avancent sur la rivière.

Il fallait agir. Le bombardement d'artillerie, précis, faisait voler des toitures qui s'effondraient avec des explosions terribles. Une grange flambait comme une allumette. L'incendie, par ce soleil ardent, pouvait se propager. Nicolaï appela ses deux cyclistes. L'un partit pour porter au commandant ce mot laconique : « J'ai besoin de monde et surtout de la mitrailleuse. » L'autre s'en allait vers Rémécourt, à quatre kilomètres, pour remettre à la division un compte rendu succinct et une demande de renforts.

— Il est dix heures, fit Nicolaï, tu seras de retour avant onze heures. Je tiendrai jusque là. Dis-le au général.

Les hommes partirent bravement, à travers champs. La route, arrosée par la mitraille, était impraticable.

Nicolaï descendit jusqu'au pont. Serre était allongé contre le talus de la route. Sa blessure n'était pas grave, mais il avait perdu beaucoup de sang. De l'autre côté de la barricade, il y avait une centaine de cadavres allemands. Presque tous étaient allongés, la figure contre la chaussée. Les branches tombées des arbres, les pierres détachées par le tir, les objets d'équipement, les bidons, les sacs, les fusils formaient un désordre impressionnant. Des flaques rouges entouraient les corps étendus. Il y avait des blessés qui poussaient des cris désespérés ; d'autres qui, par momens, lançaient d'une voix étouffée un long appel. Quatre chasseurs rentraient leurs camarades dans les maisons voisines, ou les allongeaient contre les murs d'un jardin ombragé. Ils mettaient les pansemens des plus atteints. Le sang coulait sur les visages et les uniformes maculés de boue et de poussière. Toutes les blessures, au premier abord, semblaient mortelles. Sorties d'une cave, une vieille femme, qui paraissait folle, parlant toute seule, et une fillette passaient avec un seau de vin et un verre pour offrir à boire aux moribonds.

Nicolaï ne laissait paraître aucune trace d'émotion sur sa

figure bronzée. Il se pencha vers Serre et l'embrassa. Il lui dit seulement :

— Nos pauvres chasseurs !

Il serra la main des cinq ou six hommes qui étaient debout derrière la barricade, autour de Bégou. Ceux-là parlaient tous en même temps, très excités. Ils suaient, la vareuse ouverte, le fusil à la main, s'attendant d'un moment à l'autre à une nouvelle attaque.

— Soyez calmes, dit-il à Bégou : des renforts vont arriver.

Le mot magique illumina les survivans.

— Je n'ai plus beaucoup de cartouches, expliqua le caporal. Je fais prendre dans leur musette celles des morts.

— Vous voyez, dit le capitaine, le feu de l'artillerie diminue. Votre rôle est terminé. Je vais voir vos camarades.

Il remonta dans le village. Mais, au contraire, de minute en minute, la situation devenait plus critique. L'air avait pris une teinte grise, tant les explosions se succédaient rapides et pressées.

— Et mes cyclistes ? dit tout haut le capitaine. Ces animaux-là, quand on les envoie quelque part, ils ne reviennent jamais.

Il était près de midi.

Pourtant il poussa un soupir de soulagement : un sous-officier de dragons venait à lui, à pied, tenant par la bride son cheval qui boitait. Il marchait si lentement, retardé par son cheval, par ses armes trop lourdes, par ses jambières, que Nicolaï courut à lui, lui cria :

— Vous venez de la division ?

— Oui, mon capitaine, fit le maréchal des logis. J'ai un pli.

Il le lui tendit. C'était un ordre, correctement écrit à la machine et dûment enregistré, lui enjoignant de traverser la rivière et de s'établir sur l'autre rive, s'il n'était point attaqué.

— Ils sont fous, déclara Nicolaï.

Il regarda sur l'enveloppe l'heure de départ : on avait envoyé l'estafette à huit heures du matin.

— Vous avez mis quatre heures pour faire quatre kilomètres ! demanda-t-il.

Il était sans colère ; rien ne l'étonnait plus ; il avait pris son

parti de toutes choses : il se savait condamné, lui et toute sa compagnie.

— Je ne pouvais pas passer, expliqua le cavalier, et mon cheval est claqué.

L'officier haussa les épaules et ne répondit pas. Il s'était engagé dans le chemin qui montait vers la cote occupée par la section de Fabre, ce chemin était bordé par des haies de prunelles et de mûres : des oiseaux s'y étaient réfugiés qui chantaient. Il arriva près du jeune homme, que cette longue attente énervait. Mais depuis un moment, celui-ci croyait apercevoir une progression de l'infanterie ennemie vers le cours d'eau. Nicolaï jeta un coup d'œil, remarqua le mouvement.

— Ils sont trop loin, fit-il. Nous n'avons qu'à les laisser venir.

Il fallait élever la voix pour s'entendre, tant les éclatemens des projectiles étaient nombreux et proches. Ils encadraient la section sans d'ailleurs lui faire beaucoup de mal. Les chasseurs étaient allongés, immobiles, l'arme chargée, protégés chacun par un petit tas de terre humide, qu'ils avaient élevé devant eux comme un rempart fragile. Un roulement continu dominait tout : la bataille était déchaînée sur plusieurs centaines de kilomètres.

— Il en est qui meurent à droite jusqu'en Alsace. Il en est qui meurent à gauche jusqu'en Belgique, dit Lucien.

Il ajouta :

— Je n'ai jamais eu une impression d'isolement aussi intense qu'au milieu de ce tumulte.

— A la grâce de Dieu ! répondit Nicolaï.

Il s'était assis, face à la rivière, fixant l'horizon et labourant le sol avec son bâton ferré. Il faisait voler des cailloux et des pommes de terre qu'il sortait du sol : par là seulement se manifestait son énervement. Il exposa la situation à son sous-lieutenant. Il ajouta :

— Je ne sais rien du commandant, la division ne me répond pas, je n'ai pas d'ordres.

— Mais alors, comment peut-on vaincre ? demanda Lucien avec angoisse.

— Il faut bien qu'il y ait un vaincu, répondit Nicolaï...

Il resta songeur, puis il poursuivit :

— Ce ne sera pas nous, si chacun tient. Tenir, là se borne notre rôle ; nous n'avons pas d'autre responsabilité,

Lucien Fabre se sentait déprimé par cette avalanche de mitraille. Mais il souriait, à cause de ses hommes qui, par instant, angoissés, regardaient vers lui.

— J'ai l'argent de la compagnie dans la poche droite de ma vareuse, dit Nicolaï.

— Nous sommes fichus, mon capitaine, répondit le jeune homme. Mais nous mourrons en même temps.

Il ajouta :

— Permettez-moi de vous embrasser.

Le rude soldat l'étreignit contre lui. Alors, tout bas, dans l'oreille, Lucien lui murmura :

— Je crois que j'ai un peu peur.

Le capitaine se leva. Sa silhouette se détacha sur l'horizon. Des balles sifflèrent.

— Parbleu, moi aussi, fit-il de sa voix chantante et calme... Vaissette, faites exécuter un feu de salve à 1 400 mètres, pour avoir vos hommes bien en main... Mais voilà ce qu'il ne faut jamais s'avouer à soi-même... Il faut se donner l'attitude de l'héroïsme : c'est le geste qui nous aide à réaliser le sentiment dont il est le signe. Moi, j'ai attendu cette guerre pendant vingt ans... Je goûte pleinement la beauté de cette minute.

Les chasseurs venaient de saluer d'une rafale la première ligne, lointaine encore, des tirailleurs prussiens.

— Au temps, commanda le capitaine.

Il reprit, se tournant vers Fabre :

— Rien ne nous grandit autant que cet amour du danger.

— Je sens en effet, répondit Lucien, une inquiétude magnifique et sombre.

— Voyez-vous, mon enfant, reprit le vieil officier, chaque minute qui passe est une victoire sur nous-même. Il y a là de quoi alimenter toute une vie de souvenirs...

Ils ne parlèrent pas davantage. L'ennemi débouchait sur les berges.

— Je vous laisse le commandement de vos chasseurs, fit le capitaine. Moi, je n'ai rien à faire qu'à attendre de l'état-major les renforts ou les ordres, qui ne parviendront pas. Je ne suis ici qu'en spectateur...

Fabre commandait ses feux. Ses hommes éprouvaient son ascendant. Il était gai et paraissait insouciant, surveillant les hausses, se promenant sans hâte derrière les tireurs. Les balles

partaient. D'autres arrivaient en un bourdonnement d'abeilles. Des lignes entières d'ennemis s'allongeaient : elles ne se relevaient pas pour un nouveau bond. Pas un Allemand n'avait pu arriver jusqu'à l'eau. Mais des groupes surgissaient de tous les bouquets d'arbres, de tous les carrés d'avoine, de tous les sillons. La masse profonde avançait, malgré les trouées sanglantes de son front, irrésistible, comme animée d'une volonté invincible.

— Ils vont nous déborder, grogna Fabre.

En dépit des ravages de son tir, les uniformes gris passaient la rivière. Des cadavres s'y enfonçaient. La nappe étincelante se marbrait de rose.

Soudain, le lieutenant s'arrêta, l'oreille tendue vers l'ennemi : un bruit étrange venait de lui parvenir. C'était un roulement sourd que perçaient par momens des notes aiguës. Les fifres et les tambours et le chant des soldats prussiens. Une mélopée lente, qui, montant de la vallée, emplissait le paysage. Ils chantaient un cantique, quelque choral de Luther. On eût dit le rythme d'une marche funèbre.

La clameur devient plus intense, plus rapide. Le chant fait place à des cris. Il y a des hurlemens. La musique monotone des fifres domine tout : leurs sons stridens retentissent comme un appel de sabbat. Des compagnies entières ont franchi le cours d'eau. Elles s'étendent le long des rives à l'infini. Elles se lient les unes aux autres, compagnie à compagnie, régiment à régiment, brigade à brigade. Tous les hommes courent vers la crête. La masse pesante semble poussée par une force invisible, qui la balaye vers l'avant. Les lourds casques pointus, les corps épais, semblent soulevés par des ailes.

— Baïonnette au canon !

En quelques secondes, le commandement de Fabre a été exécuté. D'un même mouvement, avec un bruit clair et sec, les lames d'acier sont sorties du fourreau et se sont ajustées au canon des fusils. Un calme immense et joyeux s'est emparé de Lucien.

— A 400 mètres... En joue... Feu !

La ligne des flammes blanches brille sous la baïonnette.

— Feu !

Et les hommes tirent encore.

Fabre, tranquillement, derrière eux, charge son revolver. Il crie :

— Serrez-vous, serrez-vous!

Les deux sections sont là, coude à coude. Les chasseurs manient leur fusil pour s'entraîner à l'assaut. Pas une main ne tremble. Lucien s'est retourné. Le capitaine Nicolaï est derrière lui, le fusil d'un mort à la main.

— C'est le couronnement d'une carrière, lui crie le sous-lieutenant.

Ses yeux resplendissent illuminés. Il se sent environné de gloire.

— Je charge avec vous, répond Nicolaï.

Et, traversant le front de leurs hommes, sans se presser, les deux officiers font quelques pas en avant.

— Commandez la charge! crie Nicolaï, qui s'est porté à droite, en tête de la quatrième section. Les fantassins, à côté de nous, vont charger aussi.

Fabre se retourne vers ses hommes, il étend le bras en avant, et, de tous ses poumons :

— En avant! A la baïonnette!...

Le déclenchement se produit. Une détente de tous ces hommes. Un seul cri de cinquante poitrines. Quelques secondes de folie. Une ruée dévalant la pente parmi les petits sapins. Un mur hurlant, hérissé de baïonnettes. Puis, les chasseurs se dispersent. Deux groupes, courant en triangle vers la masse ennemie, comme au ciel le vol des cigognes. Nicolaï en tête de l'un. Fabre en tête de l'autre, Fabre sans béret, hors de lui, sublime, un revolver dans chaque main tendue, précédé par son ordonnance qui a jeté son sac pour courir plus vite, suivi par Vaissette qui saute les sillons et les jeunes arbres, agile et beau comme un athlète grec.

Alors, ce fut le choc et la mêlée.

Le silence a remplacé les cris d'ivresse. Derrière, le clairon époumoné sonne tout seul la charge, éperdument. On se tue sans bruit, l'arme blanche accomplit sa besogne. Il n'y a que des hurlemens de surprise, d'angoisse et de douleur. La détonation d'un revolver éclate. Tous les yeux sont dilatés. Le sang bourdonne aux oreilles. Nul ne sait ce qui se passe à côté de lui. La baïonnette pénètre d'un coup sec, sans obstacle, où elle peut, dans le ventre ou dans le dos. Immédiatement l'uniforme gris s'auréole d'un large cercle rouge. Quelques faits, dans cet enchaînement désordonné, frappent les yeux de Lucien Fabre :

un officier allemand qui le met en joue, l'éclair des yeux de ce grand gaillard atteint à la fois par sa balle et par la baïonnette d'un chasseur qui le cloue contre un arbre, les moulinets d'un de ses hommes qui tient le fusil par le canon, écrasant les nuques et les visages avec la crosse, les cadavres sur lesquels on trébuche, les blessés qui vous saisissent la jambe ou qui s'étreignent dans un suprême corps à corps, l'acier étincelant, la lame large et plate qui s'approche de la poitrine, et sous la décharge des revolvers des corps qui s'effondrent, des corps qui s'abattent...

. . . . . .

Voici : c'est le grand silence. Lucien regarde autour de lui. Il se réveille. Là-haut le soleil flambe, ivre de clarté. Par terre les blessés râlent, les pauvres vareuses bleues, les tuniques grisâtres, les casques et les fusils, les sacs de fourrure fauve et ceux de toile grise, les cartouchières noires et les musettes brunes jonchent le sol. Les arbustes ont été hachés comme par la grêle. Il y a debout, sur le terrain, quelques chasseurs qui regardent tout autour, revenant à eux-mêmes. Il y a, cent mètres plus loin, des fantassins allemands qui repassent la rivière, qui s'enfuient sur l'autre rive, et Vaissette tout seul, qui accompagne leur course de ses coups de feu et de ses cris.

D'eux-mêmes, les chasseurs sont venus se rassembler autour du sous-lieutenant : une vingtaine tout au plus.

— S'ils reviennent, que ferons-nous? se dit Fabre.

Il n'a point d'autre pensée. La petite troupe a regagné la crête. Les obus pleuvent toujours. Une demi-heure s'écoule. Le jeune homme n'a pas quitté des yeux l'horizon : il n'a qu'une idée, qui l'obsède.

— Mais ils n'auraient qu'à revenir, dit-il à Vaissette.

— Ils ne reviendront pas, répond Vaissette; car nous avons gagné la bataille !

— Cela ne veut rien dire, fait l'officier. Nous sommes trente. Une compagnie aurait raison de nous.

Les Allemands, en effet, n'ont plus attaqué. Par delà le ruisseau, Fabre les voyait creuser la terre, se retrancher.

Un cycliste arrive, essoufflé, rouge, couvert de poussière.

— Je cherche le capitaine, mon lieutenant, dit-il.

A ce mot, Lucien sent un coup brutal qui lui étreint la poi-

trine, puis une angoisse qui s'enfonce en lui, qui demeure. Le capitaine? Il ne l'a plus revu; il n'a même plus pensé à lui. Le cycliste tend un papier; machinalement le jeune officier le prend.

— Donne, dit-il.

Il explique à Vaissette :

— De la division, on nous mande de nous replier devant l'attaque, on ne peut pas nous envoyer de renforts. Il est temps maintenant de recevoir des ordres! Nous dormirons ici sur notre position. Restez : je vais reconnaître les blessés.

Lucien Fabre dévale la pente, comme tout à l'heure pour l'assaut. Il voudrait courir. Mais il marche sans hâte, afin de paraître digne; il sait que ses chasseurs l'observent. Seulement, il parcourt à grandes enjambées le terrain du combat.

Brusquement, il s'arrête. Les larmes jaillissent de ses yeux. Il se raidit pour ne pas chanceler, puis il s'incline vers la terre, à genoux.

Les bras en croix, la vareuse déchirée, la poitrine toute trouée, la barbe brune maculée du sang qui a coulé des lèvres, livide déjà mais ses clairs yeux grands ouverts, le capitaine Nicolaï sourit, tué à l'ennemi.

ADRIEN BERTRAND.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'UNIVERSITÉ DE FRANCE

ET

LA GUERRE

II[1]

Nous avons vu, dans un précédent article, comment le corps d'armée universitaire s'est battu, et comment, pendant le même temps, l'Université a continué d'enseigner et de former ces générations dont quelques-unes sont déjà parties grossir le nombre des combattans, dont les autres auront le privilège, mais la tâche difficile aussi, de jouir de la victoire. L'Université a rempli encore d'autres devoirs. Elle a enfin fait pénétrer ses enseignemens là où on eût cru que toute fonction cessait pour elle. C'est ce qu'il nous reste à montrer.

ŒUVRES DE GUERRE

La France qui étudie entra en relations avec la France qui combat autrement que par l'intermédiaire des maîtres devenus soldats. Il nous faut parler en effet des innombrables œuvres de guerre qui font tant d'honneur à l'Université. L'Université participa d'abord à l'œuvre du Secours national, dont le président était un universitaire, et un universitaire jouissant de l'affectueux respect de tous, M. Appell. Puis vinrent les œuvres plus exclusivement universitaires. La Belgique s'est

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

immolée ; les instituteurs belges, avant que quelques-uns soient recueillis dans nos écoles même, sont dispersés et sans ressources. Immédiatement se fonde l'œuvre du « Franc des camarades belges. » Puis ce sont des Français eux-mêmes qui fuient devant l'invasion. Les instituteurs s'occupent de ce qui les regarde, des enfans de l'âge scolaire, et fondent l'« Accueil français. » Par eux, les petits réfugiés sont placés, soignés, surveillés. Beaucoup en prennent à leur propre charge. Enfin, la guerre fait des veuves parmi les institutrices. Aussitôt des caisses de secours distribuant des allocations journalières sont créées. Une vive impulsion est donnée à cet esprit de solidarité par les Amicales des instituteurs et par la Fédération de ces Amicales. Les noms seuls de ces groupemens étaient connus du grand public et, faut-il l'avouer? pas très avantageusement. On savait que des intérêts professionnels y étaient discutés avec quelque âpreté, et on y redoutait l'invasion de ce qu'on appelait — il y a très longtemps — le pacifisme. Nous sommes rassurés. La Fédération des Amicales vient de publier une plaquette charmante qu'elle vend au profit de l'« Accueil français. » La première image représente un soldat, un soldat-papa, dans son lourd manteau de factionnaire, qui fait la leçon à des enfans attentifs, levant le doigt pour insister sur l'importance du conseil qu'il donne. On devine quel est ce conseil, qui est de ne rien oublier. En réalité, dans ces Amicales, s'était développé un esprit corporatif qui a porté ses fruits. De ces œuvres il faut rapprocher le « Sou des lycées : » chaque élève est invité à apporter chaque semaine dix centimes. C'est sa contribution de guerre à lui, volontaire bien entendu, mais à laquelle la plupart, depuis deux ans, se soumettent avec une régularité toute militaire.

Nous dirons peu de chose de l'adoption du blessé par l'école, parce qu'il y aurait trop à dire. Le blessé fut pour l'enfant l'objet d'une tendresse fraternelle, de cette tendresse exaltée qui est souvent celle du petit frère pour le grand frère. Au prêt, pour lequel ils n'ont pas été consultés, de leurs écoles et de leurs lycées, nos élèves ajoutèrent, après coup, une intention à eux. Et quelle émotion quand ils durent (cela est déjà arrivé) rentrer dans ces salles où l'on avait souffert, et redevenues de simples classes! Entre tous les blessés, ceux de leur école ou de leur lycée ont eu naturellement leurs préférences : pour eux toutes les gâteries, pour eux on se prive de dessert ou on

se rationne au goûter. On les visite, et c'est une récompense que l'on s'efforce de mériter. On chante pour eux le dimanche; on leur donne des représentations; on apporte (n'est-ce pas une charmante idée d'enfant?) on apporte à ceux qui sont pères des poupées pour leurs fillettes. L'établissement féminin le plus proche s'occupe de leur linge et raccommode leurs vêtemens. Bientôt cependant ces dévouemens épars ne suffirent plus aux bonnes volontés; on eut l'ambition des œuvres, et chaque école ou chaque ville tint à avoir la sienne. Quelques-unes sont exquises d'invention et de tendresse : œuvre du morceau de sucre (pour sucrer le café du soldat); — œuvre de l'œuf hebdomadaire (cette œuvre, fondée par les fillettes de Carcassonne, augmenta de 150 œufs par semaine le menu des blessés d'un hôpital); — œuvre des deux légumes, qui eut un objet analogue; — œuvre des oreillers; — œuvre des béquilles; — œuvre de l'argent de poche.

Les maîtres n'eurent qu'à diriger le mouvement, ou quelquefois à le suivre; de leur côté ils apportèrent ce qui est leur richesse à eux, leur science, leur parole et leur cœur. Des conférences furent instituées dans les hôpitaux, qui rencontrèrent les auditoires les plus vibrans. Ou bien ce sont des leçons individuelles qui sont données à ceux qui n'ont pas appris ou qui ont oublié. Et la docilité de ces trop grands élèves récompense de tous les dévouemens. Les maîtresses enfin ont revêtu le voile blanc de l'infirmière. Elles ont fait ce que toutes les Françaises ont fait, et ce qui sera la poésie de ce temps d'horreurs; mais les autres Françaises n'avaient pas une classe à faire en même temps. Une institutrice des Vosges, à qui on demande comment elle peut se partager entre les blessés et ses élèves, répond simplement : « Comme j'avais un service de nuit à l'hôpital, je ne manquais jamais la classe. » — Quand le blessé sort de l'hôpital, toute relation n'est pas rompue entre lui et l'enfant. Nous faisons allusion à cette charmante habitude que, dès le début de la guerre, prirent nos élèves, sur la suggestion de leurs maîtres, celle de saluer les blessés. Dans les grandes villes, où les rencontres sont fréquentes, cette manifestation peut créer une lassitude pour celui qui en est l'objet, après lui avoir causé d'abord une émotion mêlée de surprise. Dans les campagnes, plus rare, elle garde plus de prix; elle signifie, pour celui qui reçoit le salut, une promotion en considération

publique et comme en dignité humaine, pour celui qui l'adresse un sentiment de la dette contractée et une promesse de patriotique émulation.

Le blessé eut un tour de faveur, et c'était justice, dans la sollicitude de l'école. Mais, dès l'automne de 1914, la guerre se prolongeant, l'hiver menaçant, la pensée des misères qui allaient être endurées apparut brusquement intolérable, et alors la France scolaire se mit à tricoter, ainsi d'ailleurs que la France entière. Ce fut comme un vœu. Cette ardeur à prendre l'aiguille dut au caractère mystique qu'elle revêtit de prendre des proportions d'événement, et de mériter une place dans l'histoire si pleine de ce temps. La France fut donc un vaste ouvroir. Mais, dans chaque village, c'est l'école qui est le quartier général de la laine. C'est là qu'on se réunit pour s'entraîner, et aussi se ravitailler. La provision de laine s'épuise-t-elle dans une école laïque, alors on voit un curé partir à bicyclette et faire une râfle dans toutes les merceries des environs. La laine eut son union sacrée. A un an de distance, on ne peut relire sans amusement les divers journaux pédagogiques qui ressemblèrent, durant quelques mois, à des journaux d'ouvrages pour dames. En visitant une école, on croyait visiter un magasin et un atelier tout à la fois : des paquets dans tous les coins, avant ou après la confection, et tous les doigts au travail. On a fait des statistiques de la quantité de laine employée et du nombre d'objets envoyés : elles sont formidables et sans cesse à refaire. Les petits doigts des écolières ont fait ce qu'aucun service d'État ni aucune industrie n'eût pu faire, et économisé des millions..., et nos soldats eurent moins froid.

A la campagne, chacun travailla d'abord pour son soldat. Ensuite une sollicitude collective naquit : il faut penser à ceux à qui personne ne pense. Mais le particularisme eut sa prompte revanche : on veut pouvoir suivre en idée le passe-montagne ou le chandail où l'on a mis, avec la laine, tant d'intentions. Ainsi des régimens devinrent les cliens particuliers d'un lycée. C'est le lycée du département dont tel régiment est originaire; c'est encore celui où le hasard l'a fait cantonner, et où le souvenir de son numéro est orgueilleusement gardé. Les colonels des régimens oubliés adressent leurs réclamations aux chefs universitaires comme à leurs fournisseurs obligés, réclamations toujours écoutées. Il y eut cependant des demandes difficiles à

satisfaire, comme une certaine demande de bottes en toile goudronnée, sur le modèle de celles des mariniers de l'Ouest, et qui préserveraient les pieds de l'humidité des tranchées. Cela sortait des talens ordinaires de nos ouvrières. On prit des informations et la commande fut exécutée. Il va sans dire que des douceurs ne tardèrent pas à se glisser dans les envois utiles, surtout à certaines dates qui provoquèrent le désir d'associer nos soldats aux fêtes de la vie civile, et de leur causer un peu de joie. Puis l'enfant qui fait l'envoi ne résiste pas à la tentation d'y joindre un billet. Il faut bien qu'il y ait dans le paquet quelque chose de son petit cœur. Les chefs répondirent, et il y a ainsi, dans les archives de certaines écoles, des lettres de colonels où s'expriment leur bonté pour leurs hommes et leur orgueil de sentir derrière eux cette petite France frémissante. Des mères de soldats remercièrent aussi, remerciemens infiniment touchans, et enfin des soldats eux-mêmes. Voilà comment nous nous acheminons vers « l'individualisation » du paquet. Tout se perfectionne peu à peu dans cette guerre. Des instituteurs s'arrangèrent pour que chaque soldat de la commune reçût son paquet à lui. N'est-ce pas celui que l'on reçoit avec le plus de joie ? Rien qu'à le prendre des mains du vaguemestre, et à voir son nom sur l'adresse, le soldat cesse d'être un numéro matricule et redevient quelqu'un. Celui qui l'envoie est cependant un inconnu. Mais cet inconnu est un ami, un protecteur. Ce n'est qu'un enfant, mais la protection n'en est que plus douce et ressemble à cette protection ailée dont le soldat d'aujourd'hui, quand il était enfant lui-même, croyait sentir le frôlement. Ainsi se nouèrent des amitiés d'un tour mystique entre l'école et la tranchée.

On ne tarda pas à s'apercevoir que, entre tous les soldats, les plus abandonnés étaient ceux des régions envahies, les « envahis, » comme on dit. Les chefs militaires signalèrent les premiers cet abandon, cette détresse morale. Une note parue dans le *Bulletin des Réfugiés du Nord* et ainsi conçue : « Lesquels d'entre vous veulent une sœur, une marraine, pour remplacer temporairement la famille bloquée ? » provoqua immédiatement des milliers de réponses. Si l'hiver 1915 fut celui du tricot, l'hiver 1916 fut celui des marraines. Pas un aspirant filleul ne resta sans marraine et réciproquement. Quelques habiles, dit-on, en eurent même plusieurs. Le type du filleul

de guerre a vite défrayé la littérature : il y eut les filleuls discrets et ceux qui le furent moins. Mais il y a un type de marraine jusqu'ici moins connu, la marraine collective : c'est une classe de lycée ou une école primaire. Le filleul n'est pas moins bien soigné. Quand il vient en permission, ayant plusieurs familles adoptives, il n'a pas assez de repas pour toutes. Dans quelques établissemens d'instruction, il y a la salle des filleuls, sorte de cercle du soldat plus intime et en miniature. Et on trouve parfois dans nos classes des photographies imprévues : un poilu, entouré de fillettes ou de petits garçons, car les marraines sont souvent des parrains. Ce qu'on ne dira jamais assez d'ailleurs, c'est que la marraine a apporté plus que des secours matériels à qui en manquait, un secours moral qu'on ne supposait même pas, *a priori*, aussi efficace et aussi nécessaire. La marraine devient vite la personne à qui on s'adresse pour les confidences sérieuses, les dernières volontés; car, avec les camarades, on ne sait jamais si eux-mêmes survivront. On lui laisse le soin de prévenir, en cas de malheur, la famille, quand elle pourra être retrouvée : « La date de ma disparition sera celle de l'arrêt de ma correspondance. » Note charmante, après la note grave : on imagina de faire écrire à des papas par des fillettes ou des petits garçons qui portaient les noms mêmes de leurs enfans. — Aux filleuls « envahis » vinrent s'ajouter les filleuls prisonniers, autre institution née d'un autre besoin. Et le même lycée en eut des deux catégories. Il arriva qu'un soldat du Nord eut ainsi des nouvelles de son frère, depuis longtemps disparu. Un hasard heureux avait fait que le même lycée, le lycée de jeunes filles d'Agen, avait les deux frères, les frères Demarque, comme filleuls.

Qu'on se représente la vie d'un établissement scolaire où toutes ces tâches ont été assumées, sans préjudice de la tâche coutumière. Les jeunes filles, dont il a été surtout question, ont eu le sentiment que personne n'avait le droit d'être inutile, et qu'il leur fallait se rendre dignes des hommes. Elles y ont réussi et, dans l'histoire de l'Université pendant la guerre, il devra y avoir une large place faite aux établissemens de jeunes filles. Chaque directrice de lycée a raconté la vie de sa maison depuis 1914. Ces récits se ressemblent et diffèrent tout à la fois. La répétition monotone des mêmes formes de dévouement n'est pas d'ailleurs sans faire sur le lecteur une forte impression. Puis

il y a des initiatives originales qui rompent cette monotonie : à A..., les élèves apprennent à imprimer en Braille pour fournir des livres de lecture aux soldats aveugles ; à B..., des professeurs, deux jeunes filles, ouvrirent une maison de réfugiés et surent l'administrer ; à C..., des maîtresses, accompagnées de soldats éclopés, se rendent au marché, pour améliorer l'ordinaire de l'hôpital, et obtiennent régulièrement de générosités habilement sollicitées des légumes qu'épluchent ensuite les élèves ; à D..., toute petite ville, on ouvrit un vestiaire de réfugiés, et quatre-vingts personnes passèrent au réfectoire, transformé en salon d'essayage. Ces premières lettres de l'alphabet figurent de véritables initiales, et nous pourrions continuer ainsi. Comment ne pas faire mention, par exemple, d'une école où l'on confectionne des vêtemens de deuil pour les mères et les épouses? Le trait commun, c'est que partout ce qu'on pouvait espérer du bon cœur de toutes a été dépassé. « Je vis avec beaucoup de mes élèves, écrit la directrice du lycée Lamartine, depuis huit et dix ans, et avec plusieurs de mes collaboratrices depuis une vingtaine d'années, et je puis dire que j'étais bien loin de connaître toute leur valeur morale. » Il s'est donc produit là aussi un « miracle français. » Devant l'appel brutal des événemens, ces sentimens devinrent aigus : la conscience d'être, entre Français, de la même famille, et la honte éprouvée par les meilleurs d'entre nos enfans de leur propre tranquillité et de leur propre bonheur. Puissent ces sentimens durer! Puissent nos fillettes ne pas laisser rouiller leurs aiguilles, et ne pas perdre l'habitude de regarder, au delà des grilles heureuses de leur lycée, les misères que la guerre n'est pas seule à engendrer!

Voici deux tâches enfin où le rôle de l'école s'annonce, mais ne fait que commencer. La guerre a fait déjà d'innombrables orphelins. Une loi est en préparation qui en remet le soin à l'administration de l'Instruction publique. Si cette loi est votée dans ces termes, elle signifiera ceci : c'est que le premier devoir contracté envers les orphelins est en effet le devoir d'éducation, quelque modalité d'ailleurs que déterminent, pour cette éducation, les préférences paternelles, et des volontés sacrées, quoique parfois inexprimées. L'œuvre des « Pupilles de l'école » s'efforce déjà de créer dans l'école même, pour ceux qui lui sont confiés, une atmosphère de protection. Il y a déjà aussi quelques « frères

et sœurs de guerre, » enfans riches qui prennent en charge l'éducation de l'orphelin pauvre. Une classe d'un lycée de Paris a adopté une orpheline et lui constitue une dot. Des principaux de collège offrent de prendre gratuitement des orphelins pour toute la durée de leurs études. Nous ne parlons que d'initiatives d'ordre universitaire. Il existera des orphelins de père et de mère. Mais, s'il y a des enfans sans foyer, il y a des foyers sans enfant, et parmi ces foyers sont les foyers solitaires de beaucoup de nos institutrices. On les a déjà appelées, comme pour susciter, par la magie du mot, un mouvement qui se répandra sans doute, les « mamans de guerre. » La loi votée trouvera les mœurs faites et les cœurs prêts.

Une occasion s'est présentée où l'Université a fait comme l'expérience de ce dont elle était capable, quand on lui confiait une tutelle. 1 800 enfans serbes sont arrivés en France, la plupart sans parens. Les parens, ou sont morts, ou sont restés sur les routes d'exil. Ces 1 800 enfans ont été répartis dans un grand nombre de nos établissemens. L'État fait les frais de leur instruction et de leur entretien. Mais il y a ce que l'État ne peut prévoir. Chaque établissement a aussitôt constitué des comités de patronage pour ces pupilles momentanés. Ces comités ont pourvu à tout et remplacent, dans la mesure du possible, patrie et famille absentes. Faut-il ajouter que nos fillettes ont accueilli les fillettes serbes en les embrassant, la différence des langues ne permettant pas de manifester autrement les sentimens attendris avec lesquels on les voyait venir de si loin ; que les petits Serbes sont reçus les jours de congé, et pendant les vacances, dans les familles françaises ; et qu'ainsi nos enfans font à notre pays des amis pour toujours? En vérité la guerre, si elle a créé des abîmes, a aussi rapproché et a donné un sens plus plein au mot de fraternité. Dans cette fraternité avertie de nos écoliers, comme dans un sentiment de nature presque familiale, nos orphelins trouveront le plus sûr substitut des affections perdues.

La génération qui grandit devra perpétuer les souvenirs et entretenir les tombes. Pour elle ce soin pieux n'est pas seulement un devoir, mais une dette. Elle se prépare à la payer. Le culte des morts est un des honneurs de ce temps. Celui des morts pour la patrie prend l'importance d'un mouvement religieux. De ce culte les enfans sont les lévites. Dans plusieurs

écoles, l'hymne de Hugo est devenu comme une prière du matin. Dans quelques villes où déjà ont été célébrées des fêtes commémoratives, la jeunesse de nos écoles y a été conviée, symbole de l'espérance mêlée aux regrets, et d'un geste gracieux, mais en même temps recueilli, a jeté des gerbes de fleurs sur les tombes de ses aînés. Des officiers anglais présens à l'une de ces fêtes ont admiré la gravité de ces jeunes officians; la gravité des enfans ne surprend plus un Français. En Lorraine, des tombes sont régulièrement entretenues par les enfans des écoles. Dans quelques villes envahies, nous savons que cette pieuse coutume s'est aussi établie. Et, à l'arrière, des lycées et collèges se sont donné le devoir de fleurir les tombes exilées des soldats morts loin de leur pays et loin du champ de bataille, double tristesse.

Pour ces morts-là, on a fait autre chose encore. Rien n'est triste comme l'enterrement d'un soldat dans une ville inconnue, et que les siens n'ont pu venir suivre. Après le combat, sur le lieu même du combat, toutes les mélancolies s'enveloppent de grandeur; mais, après l'agonie de l'hôpital, la mort et ce qui la suit prennent un aspect plus grand de désolation. Cette sensation éprouvée fut comme un remords. Alors, nos collégiens suivirent d'abord les convois qui partaient de chez eux, du collège converti en hôpital. Puis on jugea que ce n'était pas assez et que, quel que soit l'hôpital, le même hommage était dû. Aussi, derrière le cercueil du soldat, le passant peut voir maintenant de grands collégiens qui représentent la jeunesse française en deuil, et qui, dans l'acte qu'ils accomplissent, trouvent eux-mêmes la plus virile des leçons. Les maîtres veillent à ce qu'elle soit mesurée à l'âge et à ce qu'aucune contrainte ne s'y mêle. Mais le service des morts a, lui aussi, ses « volontaires. » C'est ce qui donne un prix infini à ces manifestations multiples du patriotisme scolaire, entre lesquelles nous avons dû faire un choix. Elles ne sont pas l'obéissance à un mot d'ordre; elles ne sont pas les moyens factices mis en œuvre par une pédagogie méthodique pour entretenir le moral du pays et associer le plus d'énergies qu'il est possible au combat nécessaire. Elles sont spontanées, elles sont le libre épanouissement de sentimens profonds. On cherchait autrefois quelle pouvait bien être l'âme de l'école. La patrie est apparue, plus vivante et plus belle que jamais, dans le péril qu'elle courait, et la question ne se pose plus.

CLASSES SUR LE FRONT

La vision de la mort nous a rapprochés du front. Là, sous la menace constante, là encore, « la classe continue. » L'école est plus que l'école, c'est un lieu de rendez-vous où on vient s'informer et se réchauffer. Des officiers sont attirés par elle, et lui font visite dans les loisirs de leur cantonnement, entre deux combats. Ils daignent parler aux enfans. « C'est ainsi, dit le témoin autorisé qui raconte ces faits, qu'à la faveur de cette horrible guerre, dont ce ne sera pas un des moindres bienfaits, nous voyons se réaliser notre rêve de l'école rendez-vous pacifique pour toutes les bonnes volontés, maison de famille pour les enfans et pour les parens, foyer national de concorde et d'union. »

Oui, tout près du front, la vie scolaire persiste encore. Quel déchirement quand il a fallu définitivement abandonner l'école devant l'ennemi qui avançait ! « Ah! ma dernière classe! écrit un instituteur, j'ai autant souffert que le vieux maître alsacien de Daudet. » Cet instituteur fit bien cependant de congédier ses élèves, car, l'instant d'après, des obus défonçaient l'école. Tout de même on s'obstine, on fait classe n'importe où, et les instituteurs de l'arrière qui, sous l'uniforme de soldat, viennent voir leurs collègues, admirent cette autre forme de courage. Le préfet de la Marne a félicité officiellement une institutrice d'avoir, en rouvrant son école, à la rentrée de 1914, dans un village qui n'existait plus, donné confiance à tous dans la reprise de la vie française. Mais le zèle n'a pas besoin d'être ainsi encouragé; il a, tout au contraire, besoin d'être arrêté. L'autorité militaire s'en charge, et même l'autorité universitaire, là où elle peut pénétrer. On a évité les accidens; mais, plusieurs fois, il s'en est fallu de peu. Dans la Marne, une troupe d'enfans que l'on conduisait à l'examen du certificat d'études a failli être victime d'une rafale soudaine. A Arras, le principal fait reconduire chez lui l'unique élève qui s'est présenté : la classe où il se serait trouvé fut éventrée. A Saint-Dié, le recteur fait suspendre les cours du collège de jeunes filles, le 5 février 1915. Le 6, à quatre heures du soir, heure de la sortie des élèves et de l'arrivée des mamans, un obus éclata à l'entrée même du collège. Une école de la Meuse encore ouverte fut démolie;

mais c'était un dimanche, il n'y avait pas d'élèves. Il y avait, hélas ! l'instituteur qui fut tué. L'institutrice de Paissy (Aisne) fait classe dans une grotte ; elle est surprise par un bombardement, elle groupe les enfans dans la partie de la grotte la moins exposée, les maintient en ordre pendant plus d'une heure, et les abrite de sa personne contre les nombreux éclats en retour arrivant de la grotte et frappant les bancs des écoliers. Ce sont les termes d'une citation bien méritée que nous reproduisons ici.

Les établissemens d'enseignement secondaire ont été fermés dans sept villes seulement, en deçà de la ligne du front : Arras, Soissons, Saint-Dié, Pont-à-Mousson, Sainte-Menehould, Verdun, Reims. Partout ailleurs, on a vécu, — dangereusement. Il semble que ce soit donner une victoire à l'ennemi que de céder et de fermer. « Je ne quitterai mon lycée que s'il menaçait de me tomber sur la tête, » dit un proviseur. Et une directrice : « Je resterai à mon poste jusqu'à ce qu'on m'oblige à le quitter. » Ce qui est aussi admirable que cette ténacité des chefs d'établissement et des professeurs, c'est la confiance des familles, c'est aussi l'héroïsme inconscient et la bonne humeur des enfans. Le courage professionnel ainsi pratiqué se rapproche du courage militaire, et ne continue d'en différer que parce que les jeunes filles en ont leur part. Des professeurs des deux sexes traversent chaque jour, en effet, des zones dangereuses, pour aller faire leur classe. Les élèves, un jour de bombardement particulièrement intense, peuvent manquer le lycée, mais pas les maîtres, bien sûr, ni les maîtresses. On prend quelques précautions, on change les heures de classe, que l'on fait très matinales; on raccourcit les récréations, mais rien d'essentiel n'est sacrifié. Béthune a deux collèges : collège de garçons et collège de jeunes filles. Mais ils sont fondus en un, au collège de garçons. Depuis dix-huit mois, Béthune a subi 58 bombardemens, a reçu 2 800 obus ou bombes. Le collège même a été endommagé. Ce qui frappe l'inspecteur venu de Paris, qui entre dans la maison (car on continue d'inspecter, ne serait-ce que pour aller porter des témoignages d'admiration et de sympathie), c'est combien la vie se déroule simplement, normalement; le danger, si voisin, ne trouble ni les élèves ni les maîtres. Les élèves ont été instruits de ce qu'ils doivent faire en cas d'alerte. Chacun a sa lampe électrique, qu'il prend au premier signal, et

l'on se dirige vers la cave. Des masques contre les gaz asphyxians ont été aussi distribués, et les élèves sont exercés à s'en servir. Aucune inquiétude, aucune bravade non plus dans leur attitude. Quant aux maîtres, presque tous séparés de leur famille ou atteints dans leurs affections, ils n'en laissent rien paraître. Tout le monde travaille comme si on avait l'esprit libre de soucis. On doit au principal et à la directrice d'avoir entretenu, par leur action et leur exemple, ce parfait état de santé morale. Mais Béthune n'a pas été une exception. En général, on se porte bien au front.

Les lycées et collèges de l'académie de Nancy ont eu la bonne fortune, au milieu de leurs épreuves, d'avoir dans leur recteur même, M. Adam, un historiographe. On l'appelait familièrement, en temps de paix, le recteur « frontière, » parce qu'il tenait ferme le drapeau et, au besoin, en agitait les plis. Il ne sera plus bientôt, nous y comptons, le recteur de la frontière. Mais il aura été, en attendant, un admirable recteur du front. Ses récits, que traverse une paternelle émotion, sont d'une dramatique simplicité. Bombardemens, descentes dans les caves, dévouemens dont on n'a même plus conscience, et partout le devoir professionnel obstinément accompli, voilà quelle en est la matière, toujours semblable à elle-même. Malgré lui, le lecteur est attiré par les épisodes qui s'y insèrent : un professeur emmené en otage, une maîtresse placée par l'ennemi comme protection en avant de ses troupes; ou bien une directrice faisant la lecture de journaux allemands au général de Castelnau; un principal qui reconnaît dans un officier bavarois un de ses anciens élèves et obtient de lui, par des remontrances bourrues, que des vies humaines soient épargnées. C'est cependant de la trame uniforme du récit que ressort encore la plus grande leçon. Qu'un seul professeur aille tour à tour enseigner la philosophie à Commercy, Bar-le-Duc et Nancy; qu'une maîtresse, ne trouvant plus d'endroit où faire la classe, aille surveiller à domicile la confection de devoirs qu'elle ne saurait renoncer à donner, ce sont là bien petits faits, sans doute, et qui se passent dans le voisinage de grands faits; mais ce qu'il y a d'important, c'est l'esprit qui anime ces obscurs serviteurs du devoir, c'est le mépris constant du danger, c'est l'exemple qu'ils donnent, c'est la vie qu'ils contribuent à entretenir. A Saint-Dié, les Allemands sommèrent une toute jeune répétitrice d'aller porter

elle-même, à travers balles et obus, une lettre à la mairie. Pour être sûrs qu'elle remplira sa mission, ils gardent sa mère comme otage. Elle partit, bien que fort timide de sa nature. Et la personne qui fit ce récit à M. Adam ajoutait : « Les martyrs devaient s'avancer ainsi dans l'arène. » Elle revint d'ailleurs. Beaucoup de ses collègues lui ressemblent, et ne se doutent pas plus que la petite répétitrice qu'elles font quelque chose de peu ordinaire. Elles vont où il faut aller, sans se soucier du reste. L'héroïsme est devenu un état. Il faut ajouter que l'éducateur, ayant par profession la pensée tournée vers l'avenir, oriente du même côté la pensée des autres, grand bienfait, surtout quand le présent est ce qu'il est. Un publiciste a intitulé une brochure : *Le travail invincible*. Il songe au travail du laboureur. Ce caractère d'invincibilité convient aussi à l'humble travail scolaire : sous l'obus, il persiste et triomphe.

Ailleurs, on descend dans les caves accidentellement, pour laisser passer la tourmente. A Reims, on y vit. Les écoles des caves de Reims ne sont pas seulement un fait-divers pittoresque, elles sont un témoignage de cette volonté de travail dont nous parlons. La rentrée est impossible, en octobre 1914, dans des locaux sans cesse « arrosés. » On patiente un mois, deux mois, espérant une délivrance prochaine. Enfin, en décembre, le maire, M. Langlet, et l'inspecteur primaire, M. Forsant, ont l'idée d'installer des écoles dans des caves. Des réfugiés belges et rémois, qui y avaient déjà cherché un abri, avaient, pour ainsi dire, montré le chemin. Il faut savoir que ce sont des caves particulièrement confortables que celles de Reims, vastes galeries de plusieurs kilomètres de long, creusées dans la craie à des profondeurs variant entre 2 et 10 mètres. La largeur de ces caves varie elle-même entre 5 et 10 mètres. Et la hauteur atteint 3 m. 50. Peu d'humidité et un air renouvelé, grâce à des ouvertures appelées « essores, » percées de distance en distance. On transporte donc dans ces caves le mobilier scolaire : bancs, tables et tableaux noirs. Pour remplacer la gaieté du soleil, on a des plantes vertes, des drapeaux, les portraits des hommes du jour. La maison Pommery eut l'honneur de recevoir la première école. Le succès ayant été rapide, d'autres écoles furent ouvertes dans les caves d'autres maisons. Il y eut quelques déménagemens, mais les écoles transportèrent leurs noms avec elles. Ce sont des noms auxquels on tient : école

Joffre, école Dubail, école Albert-Ier. Ne pas désigner l'école par un nom de quartier avait été une mesure de précaution ; elle aboutit à ces choix heureux. Des caisses ou des fûts de champagne servent de cloisons entre les différentes classes d'une même école. On a jusqu'à une salle de récréation et une salle de gymnastique. Dans l'école Dubail, la disposition est un peu différente. On est dans un cellier plutôt que dans une cave ; ce cellier est une vaste salle de 25 mètres de large et de 60 mètres de long. Elle est divisée par une bâche en deux parties : d'un côté, un cantonnement de troupes, de l'autre, l'école. Ainsi, même dans les sous-sols, université et armée fraternisent. Dans la partie réservée à l'école, quatre classes occupent chacune un angle du quadrilatère. Au centre sont les tout petits. Il y en a de deux ans. L'école Dubail est à 1800 mètres de la première tranchée française. Deux instituteurs, dix institutrices, tous volontaires, font leur classe dans ces écoles souterraines. Le canon, dont le bruit arrive étouffé, fait à leurs leçons un accompagnement sourd auquel on est habitué.

Les petits écoliers de Reims ont eu une bonne presse. Des journalistes leur rendirent visite, puis des dames qui apportaient des bonbons. Il y a peu d'écoles où on ait mangé autant de bonbons depuis la guerre. Les puissantes maisons de champagne, qui leur offrent l'hospitalité, les ont adoptés. Il y a eu, toujours dans les caves, arbres de Noël et cinéma. Les écoliers suisses leur ont écrit de jolies choses, auxquelles ils ont répondu. Ces distractions ne les empêchèrent pas de travailler et de passer avec succès des examens. L' « Accueil français » leur procura des vacances. On s'attendait à ne pas les voir revenir. Les trois quarts revinrent, et ces enfans heureux rentrèrent dans la malheureuse ville en chantant. Leurs parens les attendaient groupés dans une de ces caves-écoles, lieu de réunion désormais consacré. Auparavant, il y avait eu la distribution des prix. Elle eut lieu à l'école Dubail. Le ministre de l'Instruction publique devait venir la présider ; il fut empêché. Le maire, le docteur Langlet, fut alors à l'honneur, comme il a été si souvent à la peine. L'idée même de cette fête souterraine, qui évoque les plus grands souvenirs, était heureuse. Il est conforme à notre humeur de narguer le destin et de sourire aux pires infortunes. A tous les élèves présens,

outre leurs prix, — et des gâteaux, — fut remise cette attestation :

L'élève X..., par son travail et par son assiduité à suivre les cours, malgré le danger et la difficulté des circonstances, a mérité cette récompense.

Dans une cave de Champagne.
Le 332e jour du bombardement.
31 juillet 1915.

DANS LES RÉGIONS ENVAHIES

Et, au delà de la ligne de feu, que deviennent maîtres et élèves ? Nous ne savons pas tout, et nous ne pouvons dire tout ce que nous savons. Nous savons qu'on travaille. Un vieil instituteur de l'Aisne, qui a dû à son âge d'être évacué ensuite par les Allemands, nous a raconté comment il rouvrit son école en octobre 1914, le nettoyage énergique qu'avec des moyens de fortune il lui fit lui-même subir (car elle avait servi à tout), puis l'arrivée successive des élèves « qui ne voulaient pas d'abord y croire. » Le difficile fut d'avoir des plumes. On retrouva heureusement les plumes usagées dans la boîte à craie, où les élèves les déposaient chaque lundi, en échange d'une neuve. On était de bonne garde dans cette école ; et, quand les plumes usagées elles-mêmes vinrent à manquer, ce fut le triomphe du procédé La Martinière. Cette bonne volonté, luttant pied à pied contre les difficultés matérielles, fut l'histoire commune. Des instituteurs allemands demandent à assister à la classe. Ils s'étonnent de ne jamais voir battre les élèves, et cet étonnement fait plaisir. Ceux-ci travaillent bien, et une des tristesses que la prolongation de la guerre apporte à l'instituteur, c'est qu'il ne jouira pas de leurs succès au certificat. Les Allemands, autour de lui, chantent victoire ; mais l'instituteur en croit plutôt le bruit du canon qui ne s'éloigne pas, et il en est à désirer de l'entendre. « Voix du canon, voix de l'espoir, » dit-il stoïquement. Cette persistance de l'amour-propre professionnel et des espérances patriotiques, c'est encore l'histoire commune.

L'organisme plus compliqué d'un lycée ou d'un collège est plus difficile à faire vivre, et surtout à faire revivre. On y a réussi presque partout cependant. Un lycée est administré directement par les Allemands, destiné sans doute par eux aux fils de

leurs officiers. Ailleurs, les Allemands laissent faire. Dans la plupart des villes, les locaux scolaires ont reçu un autre emploi. Mais, même à Longwy, où le principal résume l'histoire de son collège et de sa ville dans ce court *post-scriptum* d'une de ses lettres : Longwy = Herculanum ; même à Longwy, on a trouvé quelque chose. A Lille, c'est l'hôtel du recteur pour le lycée de jeunes filles, la Faculté des lettres pour le lycée de garçons ; à Roubaix, une maison appartenant à M. Motte ; à Tourcoing, un local dépendant de la municipalité. A Douai, une directrice habile a réussi à sauver quelques pièces de son collège, transformé en hôpital. Dans cet hôpital, les infirmières allemandes soignent les blessés allemands, et les maîtresses du collège les blessés français. Ailleurs de simples appartemens privés recueillent les élèves aux heures de classe.

Partout, on fait tout ce qu'on peut. Tous les ordres d'enseignement se confondent, et les femmes enseignent aux garçons un peu plus encore que de ce côté-ci des lignes. Les Allemands ont souvent refusé de rapatrier des institutrices, mettant en avant cette raison, si honorable pour elles, qu'elles rendraient service à leur pays. Il en est donc resté davantage. D'autres fois, ce sont des maîtresses qui, ayant à choisir, ont refusé elles-mêmes d'être rapatriées : la directrice restait ; on ne voulait pas l'abandonner. Que d'actes admirables, aussi simplement accomplis, nous seront racontés un jour! Dans quelques villes, il y a même eu des fantômes de distributions de prix. Le recteur et quelques professeurs de faculté sont allés faire passer des baccalauréats un peu sommaires. On a évité dans la mesure du possible l'immixtion allemande. On a évité l'argent allemand. Des municipalités remettent aux professeurs 30 francs par mois ; ailleurs ce sont des banques qui consentent des avances, ou des caisses d'épargne qui pratiquent les remboursemens de livrets par mensualités. Il reste des villes et des villages où nous ne savons pas de quoi vivent nos maîtres. Que de misères aussi nous seront racontées! On a exigé de certains maîtres des engagemens de neutralité. Il y a eu des refus que l'on a fait expier.

Des renseignemens sûrs nous ont permis de pénétrer dans quelques-unes de ces classes où l'ennemi ne pénètre pas, vrais sanctuaires. Avec quel frisson, que notre piété même accrue n'a pas connu, l'enseignement du français est donné et reçu! On explique les textes avec la ferveur qu'appellent des textes sacrés.

Et les devoirs des élèves ressemblent à des actes de foi. On est entre Français et on ne craint aucune trahison. L'expression contenue cependant des sentimens tire, comme cela arrive souvent, plus de force de cette contrainte même. Nous savons tout cela, et il y a des précisions sous chacun des mots que nous écrivons. Nous savons aussi qu'on fait, en même temps, un sincère effort pour s'abstraire, pour apprendre, pour travailler. Et peut-être est-ce à cet effort dans sa simplicité, que nous devons encore le plus d'admiration et de reconnaissance.

ÉCOLES D'ALSACE

C'est le cœur moins oppressé que nous pénétrons dans les écoles d'Alsace. Elle fut même joyeuse la rentrée de la langue française en Alsace, et la douce langue prit, pour se faire entendre dans le lambeau de terre reconquise, des accens de fanfare. La chronique s'est emparée de la « première classe. » Ce fut à Massevaux, bourg de 3 600 habitans. Un soldat français eut l'honneur de la faire, n'était-ce pas justice? C'était un Alsacien qui sut parler en patois aux enfans, ce qui provoqua de joyeux éclats de rire. La classe roula sur ce thème : la France est notre patrie. Un petit enfant, interrogé sur ce que faisait son père, répond d'une voix forte, un éclair d'orgueil dans les yeux : « Mon père est soldat français. » Décidément ce sera besogne facile que de faire des Français de ces petits Alsaciens. Rapidement, l'enseignement est partout organisé. On pratique pour les leçons de langue la méthode directe. La discipline automatique, qui amusait et choquait nos maîtres au premier abord, s'assouplit entre leurs mains, et les élèves prennent, comme feront leurs parens, l'habitude de la liberté. L'autorité militaire a gardé la haute main sur l'administration scolaire, aidée d'ailleurs par un inspecteur primaire d'un département voisin. Il y a déjà 4 500 élèves avec plus de 100 maîtres ou maîtresses. Dans une forte proportion, des instituteurs et des institutrices en fonctions ont pu être maintenus, présentant des garanties absolues de loyalisme. C'est de bon augure. La même politique sans doute sera continuée. Non que les candidatures fassent défaut pour les fonctions d'enseignement en Alsace. Elles abondent, et déjà une université française de Strasbourg se dessine avec des noms illustres. L'autorité militaire emploie dans une forte proportion

aussi les sœurs de la Congrégation de Ribeauvillé. Les autres maîtres sont, comme celui qui fit la première classe à Massevaux, des soldats, instituteurs dans la vie civile. Les petits écoliers reçurent des visites mémorables : celle du Président de la République, celle du généralissime. De toute la France, et, ce qui est plus touchant encore, de l'Algérie, des lettres leur parvinrent. C'étaient les souhaits de bienvenue de la patrie. Ils répondirent en exprimant, sur un ton de naïve sincérité, leur propre joie : on distingue très bien les lettres dictées par les maîtres de celles qui sont faites par les élèves eux-mêmes. On leur envoya des cartes postales pour leur faire connaître les plus beaux aspects de la patrie rendue, des cahiers avec des rubans tricolores, des livres et des livres. Il en vint tant pour les distributions de prix qu'on constitua, avec ce que l'on ne put employer, des bibliothèques populaires. Ces distributions de prix furent présidées par des généraux. La population, « qui n'avait pas connu de fête véritable depuis 1870, » écrit avec une noble simplicité un Lorrain, donc presque un Alsacien, M. Hinzelin, se pressait sur les bancs. A l'une de ces distributions, une fillette qui avait reçu un prix d'honneur s'écrie : « J'ai un prix de bonheur! » L'enfant avait entendu, cela arrive souvent même aux grandes personnes, ce qu'elle avait elle-même dans son esprit et dans son cœur.

Une cérémonie plus imposante encore qu'une distribution fut l'examen du certificat d'études. Il eut lieu à Rougemont-le-Château (territoire de Belfort). Onze aspirans, et cinq aspirantes vinrent des écoles de Massevaux, Chavannes-sur l'Étang, Montreux-Vieux et Montreux-Jeune. Neuf aspirans, et quatre aspirantes furent reçus. La dictée était une page de Theuriet. Voici quel était le thème de la composition française : *Décrivez votre ville d'Alsace. — Dites pourquoi votre petite patrie est si chère au cœur de tous les Français.* Les copies remises sont conservées, comme des documens scolaires, au Musée pédagogique. Il y en a qui donnent l'impression d'être autre chose que des copies d'élèves, le cri du cœur de l'Alsace. Le jury se composait du recteur de Besançon, d'un professeur de Paris, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, actuellement interprète sur le front, d'instituteurs, et de soldats instituteurs. Celui qui a eu le grand honneur de présider cette séance n'en a pas exagéré l'importance quand, dans le rapport adressé au

ministre, il signale, avec une émotion grave, « le sérieux des enfans et des maîtres, instituteurs civils et militaires, le sentiment profond, instinctif chez les uns, fortement perçu par les autres, de l'acte si simple qui s'accomplissait en ce moment, et qui n'était rien moins que le retour à la France de l'âme et de l'intelligence des enfans de nos bien-aimés frères d'Alsace. »

DANS LES CAMPS DE PRISONNIERS

Allons en Allemagne, suivons les tristes convois de nos prisonniers, entrons dans les camps; nous y verrons encore, chose inattendue, des universitaires faire leur métier et, par le travail qu'ils s'imposent, et auquel ils convient leurs compagnons, adoucir leur sort et celui des autres. Parlons d'abord des institutrices; car il y a des institutrices prisonnières. A Zwickau, où des villages entiers avaient été transportés en exil, deux institutrices des Ardennes, et deux de la Meuse se trouvèrent au milieu de 70 enfans de quatre à treize ans, prisonniers eux aussi. La tentation était trop forte de se dévouer. Mais il fallait une autorisation : elles l'obtinrent; des livres : un sous-officier allemand, professeur de français, prêta trois grammaires. Elles réussirent même à procurer à chaque enfant une ardoise et un crayon. Un morceau de linoleum tint lieu de tableau noir. Les enfans travaillèrent. Le camp fut moins bruyant, et l'atmosphère pour tous fut moins lourde. L'une de ces institutrices écrivait presque gaîment à son inspecteur d'académie :

> Les jours de captivité passeront plus vite, nous l'espérons, dans l'exercice du travail habituel. De loin, monsieur l'Inspecteur d'académie, je suis toujours votre administrée. La distance qui nous sépare n'est que matérielle; et instruire les petits Français prisonniers en Saxe vaut bien, n'est-ce pas, faire la classe aux écoliers libres de France.

A Amberg, en Bavière, le même spectacle d'enfans abandonnés et oisifs inspira à un instituteur et à une institutrice le même dévouement.

Dans les camps de prisonniers militaires, les instituteurs se cherchent les uns les autres, comme font sans doute les hommes de toutes les professions. Cependant peu de métiers tiennent à ce point leur homme. L'habitude, qui est la leur, des groupemens professionnels a fait naître, jusque dans les camps de concentra-

tion, des « amicales », dont les membres se rendent des services de tout genre, d'argent en particulier. Quand un mois de traitement parvient, on ne le garde pas pour soi seul. L'une de ces amicales, à Friedrichsfeld, s'est donné ce nom douloureux : l'Exil. Les instituteurs transportent aussi au camp une autre habitude, celle des « conférences pédagogiques, » et on en voit à Müncheberg qui dissertent sur la meilleure façon d'enseigner l'analyse logique. Ailleurs, on traite de problèmes qui passionnent l'instituteur en France, comme « du meilleur moyen d'assurer la fréquentation scolaire. » Mais il y a quelque chose de mieux que de causer métier entre soi, c'est de faire ce métier. Il y a des illettrés dans le camp. On remédie à l'absence de livres en constituant avec des feuilles détachées une méthode complète de lecture, et on apprend à lire aux camarades. A ceux-là du moins la captivité aura servi à quelque chose. Puis comment ne pas profiter du voisinage d'étrangers pour apprendre les langues étrangères? Il y a des répugnances à l'égard de l'allemand. Mais beaucoup de nos prisonniers reviendront parlant l'anglais, et beaucoup même parleront le russe, qui était peu parlé en France avant la guerre. Le camp de Gustrow, en particulier, est, semble-t-il, une véritable école de langues étrangères. On aurait perdu quelque chose du tempérament national, si on ne se préparait pas à des examens; on se prépare donc au brevet et même aux postes et télégraphes; et ce travail de préparation, dans ces conditions, n'est-il pas un témoignage de bonne santé morale? A Erfurt, il y a même des cours de latin, de sciences appliquées, de droit. Enfin, on fait ce qu'en France on appelle des cours d'adultes; on fait des conférences sur des sujets variés. On permet par là à un plus grand nombre d'auditeurs de participer à cette vie intellectuelle qui hausse la pensée au-dessus de misères trop réelles, et sauve par là de la démoralisation.

C'est à Zossen, près de Berlin, que semble fonctionner l'organisation la plus complète ; c'est du moins celle sur laquelle nous avons le plus de renseignemens. On a fait circuler, de « gourbi en gourbi, » des listes pour se découvrir les uns les autres. On s'est trouvé 109, dont un professeur de Sorbonne, un professeur de lycée, un inspecteur primaire. Les maîtres trouvés, on recruta les élèves. Il s'en présenta 350. Des Belges demandèrent ensuite à être inscrits; et quelques Russes sollicitèrent des leçons de

français. On répartit les hommes par groupes de 20 environ ; et des leçons furent organisées tous les jours de huit heures et demie à onze heures et demie, et de six à neuf. L'amicale de Zossen tient des séances toutes les semaines, et les fonctions de président ne semblent pas être une sinécure : perpétuelle réfection d'un emploi du temps que les départs de maîtres et d'élèves pour d'autres camps troublent sans cesse; enfin, correspondance avec la France. Car en France on sut ce qui se passait. Des sociétés d'aide intellectuelle se formèrent pour ces prisonniers, à l'entretien matériel desquels on s'était d'abord contenté de songer, et qui nous rappelaient que, même mal nourri, le corps n'était pas tout pour eux. L'une d'elles vise en particulier les étudians. Le ministère, les éditeurs envoyèrent les fournitures scolaires réclamées, et des livres. On fut quelque peu étonné de la nature des livres demandés ; et on constata, avec émotion, que quelques-uns là-bas poursuivaient des études difficiles, entreprenaient de véritables travaux, et on salua de loin leur force d'âme. Le délégué de la mission catholique de Fribourg, après avoir visité le camp d'Altdamm, écrivit à la femme d'un inspecteur primaire pour la féliciter du rôle qu'avait joué son mari auprès de ses compagnons de captivité, et qu'il résumait en l'appelant le « chef intellectuel » du camp. Beauconp d'universitaires ont mérité le même jugement et la même appellation. Ils le doivent à ce qu'ils ont représenté, dans les souffrances physiques, la détresse morale et l'ennui pesant, le travail sauveur.

LES UNIVERSITÉS ET LEUR « POLITIQUE ÉTRANGÈRE »

Nous avons moins parlé de l'enseignement supérieur que des autres ordres d'enseignement. En un sens, il a été le plus atteint par la guerre. De plus de 42000 en janvier 1914, le nombre des étudians de nos universités était tombé, en décembre de la même année, aux environs de 10000, et c'est à peine s'il se maintient autour de ce chiffre. Encore les étudiantes et les étrangers représentent-ils presque la moitié de ce total. Il y a donc 32000 étudians en moins. Ceux-là se battent. Les cours ont lieu cependant. La composition de l'auditoire de certains cours est impressionnante : des mutilés et de jeunes veuves, de vraies mutilées elles aussi, qui viennent chercher

les moyens de refaire leur vie. Les sujets des cours publics s'inspirent des événemens, tout en se tenant au-dessus de l'actualité. M. Lanson traite du « développement de l'idéal français de culture nationale et humaine chez les grands écrivains des trois siècles classiques. » Cet exemple marque bien le caractère de ces cours. Enfin on travaille. Les publications scientifiques paraissent. On fait effort pour garder libre une part de son esprit et la donner aux tâches habituelles. Il y en a qui mettent à profit les loisirs de l'hôpital. Il arrive du Val-de-Grâce des communications à l'Académie des Sciences. Il y en a même qui ont prélevé ces laborieux loisirs sur les repos que laissent les combats. La Sorbonne a délivré deux doctorats posthumes. La thèse de M. Daniel, brillant travail sur la détermination de l'âge des arbres et des plantes, dont l'auteur a été tué comme lieutenant d'artillerie, fut achevée dans le voisinage des caissons. Et on a raconté ici même comment Maurice Masson, dont cette Revue porte le deuil, a poursuivi dans les tranchées la correction des épreuves de sa thèse sur la *Religion de Rousseau*, n'ayant pas fui « ce divertissement qui s'offrait à lui. »

Il y a des travaux d'ordre scientifique provoqués par la guerre même : des travaux d'histoire d'abord. On a recherché les causes. On a voulu mieux connaître amis et ennemis, on a ausculté le passé pour y lire le secret de l'avenir. Puis des historiens prévoyans ont pensé à faciliter la tâche de leurs successeurs, en amassant des documens authentiques sur le présent. L'initiative est partie de Grenoble où, dès 1914, un chef, homme de sang-froid, invita les instituteurs à recueillir sur la mobilisation même toutes les notes pouvant servir à l'histoire future; et ces notes prises sur le vif sont comme des instantanés où nous voyons se former, dans les couches profondes du pays, la vague qui devait le soulever. Le ministre de l'Instruction publique donna lui-même ensuite des indications pour la constitution de véritables répertoires de documens. Il ne s'agit pas de l'histoire militaire, ni de cette histoire politique dont les journaux fourniront la matière. Il s'agit de l'histoire régionale et locale qui fut si intense, si riche en manifestations de tout ordre et dont le souvenir risquerait de s'effacer. Tout ce qui touche à la guerre reçoit d'elle un reflet, et prend une valeur historique. Dans le même esprit, on a conseillé à chaque commune de faire des dossiers de lettres parvenues du front, de cahiers de route,

dont les familles permettront au moins de prendre copie. Il y a dans cet effort presque préventif pour tout sauver de l'oubli, et comme pour amasser des reliques, un mélange d'esprit scientifique et d'un véritable esprit de piété.

L'histoire enregistre les événemens ; il s'agit pour d'autres sciences d'en modifier le cours. Comme on parle des arts de la paix, il faut parler aujourd'hui des sciences de la guerre. L'ennemi nous a forcés à mobiliser mécaniciens et chimistes. Ils sont là toute une armée qui fait besogne secrète ; respectons son silence et fions-nous à elle : on pense bien que des savans français ne travaillent pas inutilement. Ils ne travaillent pas non plus sans danger pour eux ; et hier on décorait, sur son champ de bataille à lui, Ernest-Fourneau, chimiste de l'Institut Pasteur, grièvement blessé. — A une autre science de guerre, notre médecine et notre chirurgie militaire, les événemens créent un champ d'expériences de proportions imprévues. Nos médecins, maîtres et étudians, ont été parmi les meilleurs serviteurs du pays qui n'en a eu que de bons. Ils ont été les égaux en courage des plus braves. Ils se sont fait tuer sans chercher à tuer. Alors que le reste de l'humanité n'a plus pour objet que de créer de la souffrance, ils sont restés ceux qui luttent contre elle. Décimés eux-mêmes en face d'obligations qui se multipliaient, ils ont réalisé des miracles d'énergie physique et de dévouement professionnel. Et, chez les hommes de science, l'esprit d'observation et de recherche a été heureusement stimulé. Entre tous les savans, les médecins ont gardé, malgré l'heure, le droit aux joies de la découverte, puisque cette découverte se traduit en applications immédiatement utiles. Aussi jamais les comptes rendus de l'Académie de Médecine n'ont-ils été aussi nourris. On classe les observations, les cas. On constitue officiellement les « archives médico-chirurgicales de la guerre. » L'art de guérir rivalise en progrès avec l'art de tuer. De jeunes étudians font leur thèse, comme l'a faite Maurice Masson, dans des installations souterraines, pendant l'intervalle des dangers et des services. Ils tirent même leurs sujets le plus souvent des expériences de la guerre. Il est arrivé que des chefs de corps, frappés par le spectacle de ce labeur méritoire, ont demandé à signer la préface de ces thèses. Il y a mieux encore. Un jeune médecin auxiliaire, M. Perrin, préparateur à la Faculté des Sciences de

Grenoble, blessé à la cuisse, a fait, dans son lit d'hôpital, une thèse sur son propre cas. Il avait d'autre part reçu la médaille militaire et la croix de guerre. On comprend que le doyen de la Faculté de Médecine de Paris ait tenu à assister à cette soutenance et à féliciter le candidat. Il était impossible de tirer plus élégamment parti de la souffrance et de se montrer envers la mauvaise fortune plus beau joueur.

Si la science française ne chôme pas en France même, nos universités ont mis comme une coquetterie, depuis que la guerre dure, à en assurer et à en étendre le rayonnement au dehors. Nos universités avaient depuis quelque temps une « politique étrangère, » comme on l'a appelée, qui succédait à un trop long effacement. Le moment n'était pas venu d'en changer. Et la France prouva que, ramassée qu'elle était sur elle-même pour une lutte effroyable, elle avait encore assez d'hommes, assez d'argent, assez de liberté d'esprit aussi pour entreprendre des fouilles archéologiques en Grèce ou en Espagne, pour envoyer des maîtres enseigner dans ses jeunes instituts de Florence, de Madrid et de Pétrograd. Avec l'Amérique du Nord en particulier, jamais les échanges de professeurs ne furent plus actifs. Jamais autant de professeurs français ne franchirent l'océan Atlantique, ce qui ne veut pas dire qu'ils le franchirent encore en assez grand nombre. Mais souvenons-nous que, il n'y a guère plus de quinze ans, Brunetière, pour un pareil acte, parut quelque peu paradoxal. Depuis deux ans, MM. Le Braz, Basch, Le Breton, Hovelaque, Buisson, Foucher, Jouffre de la Pradelle, Lichtenberger, Caullery ont suivi le chemin qu'il avait tracé. Cette année l'Alliance française d'Amérique a manifesté le désir d'entendre des professeurs-soldats. On lui a envoyé le capitaine Merlant, relevant à peine d'une grave blessure, et le sergent Coville, auxquels était réservé un accueil enthousiaste. L'exposition de San Francisco, à laquelle la France eut le bon goût de participer, fut pour la France intellectuelle l'occasion d'un hommage presque continu. Des conférences furent données; et, à côté de ces conférences de quelque apparat, deux leçons françaises eurent lieu chaque semaine, faites par M. Delamare, secrétaire général de la Fédération de l'Alliance française en Amérique, et M. Chinard, directeur du département français à l'Université de San Francisco. Cette régularité tranquille d'un enseignement français, à San Francisco, en 1915,

ne manquait pas de noblesse. Un livre : « la Science française » fut publié pour cette même exposition, sous la direction et l'impulsion de M. Lucien Poincaré, où les maîtres de chaque discipline déterminent la large part de la France dans l'histoire de chacune d'elles. Ce livre fut répandu à des milliers d'exemplaires. Des éditions successives le tiendront au courant; des traductions en seront faites. Enfin, par les soins de notre office des universités, une bibliothèque a été constituée des œuvres les plus représentatives de la science et de la littérature de notre pays. Trois mille volumes la composaient; et elle garnissait les murs de la salle où étaient données nos conférences, et qui fut appelée le salon de la Pensée française. Les Américains, qui gardent volontiers leur chapeau sur la tête, n'entraient dans le salon de la Pensée française qu'en se découvrant. Cette bibliothèque a été donnée, sur la demande qui nous en a été faite, à l'université de San Francisco. Et une société a été constituée, sous le nom de société des « Amis de la France », pour en assurer l'entretien et le développement. Cette bibliothèque a eu un autre succès : la ville de Barcelone a demandé qu'une toute pareille lui fût concédée; et M. Lucien Poincaré vient d'aller brillamment l'inaugurer, en même temps qu'une statue de François Arago, que la même ville de Barcelone a voulu élever justement cette année. Modestes victoires, mais qui ne coûtent pas de sang, et qui permettront à l'autre victoire de produire tous ses fruits.

Nous entrevoyons quelques-uns de ces fruits. Jamais le prestige de notre pays n'a été plus grand à l'étranger, prestige dû à nos soldats plus qu'à nos conférenciers sans doute. Mais la France héroïque et la France intellectuelle ne sont qu'une seule France; et c'est bien ainsi qu'elle apparaît à qui la regarde de loin. Ceux qui l'avaient aimée pour le seul charme qui émanait d'elle éprouvent comme un remords de ne l'avoir pas aimée comme elle méritait de l'être; mais à personne elle n'inspire ce sentiment, où il entre autant de défiance que de respect, voué à la force qui n'est que force. Tout ce qui pense dans le monde, et en particulier en Amérique, « croit » en la France, avec la nuance de mysticisme que ce mot comporte. Quel est donc le secret de la France? demandait à M. Hovelaque un Américain étonné, comme tous ses compatriotes, des forces improvisées qui ont jailli de notre sol et de nos âmes.

Ce secret, on s'apprête à venir le lui demander, on s'apprête à venir se mettre à son école. On le dit tout haut. Un illustre professeur de là-bas explique comment le sentiment de répugnance éprouvé pour une nation « à ce point dominée par une philosophie nationale aussi dépravée » a ruiné une autorité intellectuelle établie avec quelle habileté cependant; comment, au contraire, la noble attitude de la nation française se dressant devant l'épreuve « lui a valu un respect profond pour sa vie littéraire ou savante, pour sa culture nationale. » Et il conclut que ces faits ont inspiré aux Américains le désir de s'instruire plus que jamais à l'école et à l'exemple de la France. On ne s'en tient pas aux paroles. Des actes se préparent, nous pouvons l'affirmer. En même temps, la politique prévoyante de nos universités a abaissé la barrière de formalités coûteuses qui, jusqu'ici, faisait souvent reculer les étrangers. Les universités allemandes ont choisi le même moment pour se fortifier par des mesures vexatoires contre l'invasion de la clientèle étrangère, afin de pouvoir dire sans doute qu'elles écartent ceux qui ne viennent plus à elles. Nous osons donc concevoir les plus hautes espérances.

Ces espérances nous créent des devoirs. Nos universités, dont la caisse propre est alimentée par les droits d'inscription, vivent de rien ou de peu, depuis que les étudians les ont quittées. Elles n'ont rien demandé à l'État. On se défend contre la faillite à une heure où il faudrait fourbir son outillage et améliorer son installation, pour recevoir des hôtes attendus. La France a de si lourdes charges, elle aura tant de plaies à panser que des cliniques et des laboratoires risquent d'intéresser médiocrement l'opinion, et d'attendre longtemps le bon vouloir des pouvoirs publics. Il peut même paraître impertinent et impie d'avoir en ce moment de pareils soucis. Il y va cependant d'une chance presque inespérée à saisir, et de l'avenir de notre influence dans le monde. La clientèle scientifique vaut, elle aussi, que l'on fasse quelques frais pour elle. Il faudra donc que les universitaires, qui ont eu toutes les formes de courage, aient le courage d'une apparente inopportunité et de l'indiscrétion.

L'Université a rendu au pays un dernier service. Elle a parlé pour lui pendant qu'il se battait, et ces combats de l'arrière furent aussi des combats. L'Allemagne intellectuelle

avait attaqué, on se souvient comment. Quatre-vingt-treize savans, c'est-à-dire quatre-vingt-treize témoins de la vérité avaient accepté de mentir pour leur patrie. Les universités françaises et les différentes Académies répondirent. Du manifeste des universités françaises, dont les phrases martelées et pressantes semblent avoir été écrites pour le bronze, il n'est que juste de rapprocher la réponse faite par les instituteurs français à leurs collègues allemands. Ceux-ci avaient tenu ce raisonnement : on sait ce que nous valons comme instituteurs; il n'est pas vraisemblable qu'une armée sortie de nos écoles ait commis des atrocités. Les instituteurs français répondirent : cela n'est pas vraisemblable, en effet; mais cela est, et vous discutez sur ce qui est vraisemblable, parce que vous n'osez discuter sur ce qui est. Il faut dire, malgré ces joutes brillantes et quelques articles retentissans, que la propagande française fut pendant longtemps d'une extrême discrétion. N'avions-nous pas notre bon droit qui parlait pour nous ? Et les esprits les plus nobles parmi les neutres ne furent pas insensibles à la dignité de notre silence. Mais, quand il apparut que la guerre devait durer, quand on comprit que la séduction exercée sur les neutres faisait partie du plan de campagne de l'ennemi, il y eût eu quelque naïveté à prolonger ce silence.

Dès septembre 1914, deux professeurs impatiens d'être utiles à leur pays, MM. Rébelliau et Lévy-Brühl, conçurent le projet d'un journal en plusieurs langues. L'Alliance française facilita la réalisation de ce projet, en mettant à leur disposition ses moyens d'action, ses locaux, ses correspondans, son *Bulletin* même qui devint le *Bulletin de guerre de l'Alliance française*. Le premier numéro paraissait le 1er novembre 1914, en français et en espagnol. Cinq mois après sa fondation, le *Bulletin* paraissait en neuf langues et atteignait 70 000 lecteurs. Il paraît aujourd'hui en dix langues : français, allemand, anglais, danois, espagnol, grec, hollandais, italien, portugais, suédois, et touche 200 000 lecteurs. D'autres universitaires, sous le nom d'*Études et documens sur la guerre*, publièrent des brochures dont nous ne citerons pas les titres, parce qu'ils sont connus de tous, et dont quelques-unes eurent le don d'exaspérer l'ennemi. D'autres séries de brochures suivirent, celles de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*, celles de la *Revue hebdomadaire*, etc. Mgr Baudrillart, à la *Société des conférences*, a

fait l'historique de cette propagande française, et a noblement rendu hommage à l'effort des professeurs de l'Université. Qu'il soit permis en retour de se souvenir que la jeunesse de l'éminent prélat appartint à cette Université et lui fit honneur, et de tirer pour elle quelque orgueil de l'admirable propagande à laquelle son nom est attaché. En visant l'étranger, beaucoup de brochures ont d'abord atteint les Français et, les confirmant dans l'instinctif sentiment de leur bon droit, leur ont apporté du réconfort. Cependant il vint à des universitaires encore, sous l'infatigable inspiration de M. Lavisse, l'idée d'une autre tâche : elle consistait à n'avoir en vue que les Français et à ne s'adresser qu'à eux seuls, mais à eux tous. De là les *Lettres à tous les Français*, leçons d'optimisme raisonné, qui furent répandues par dizaines de mille, et que nos instituteurs firent pénétrer dans les plus humbles hameaux. Ainsi tous ont combattu dans l'Université, à l'arrière comme au front. Il n'y a pas de non-combattans, en effet, dans cette guerre. Celui qui se sent quelque forme d'énergie que ce soit, se demande : Que puis-je faire pour mon pays? et le fait. Les professeurs dont nous avons parlé, ne pouvant plus tenir l'épée, se sont mobilisés eux-mêmes pour d'autres batailles. La science, l'autorité, le talent, étaient des armes. Ils s'en sont servis.

L'EXAMEN DE CONSCIENCE DE L'UNIVERSITÉ

Engagée ainsi dans la lutte, l'Université fut amenée à faire un retour sur elle-même, à sonder ses responsabilités et à mesurer l'efficacité de son action. Toute grande épreuve invite à de semblables examens de conscience. Cet examen est plus nécessaire pour ceux qui enseignent, et qui sont comptables pour les autres en même temps que pour eux-mêmes. L'Université prête donc l'oreille, comme le pays entier, aux leçons de la guerre. Mais alors que, après 1870, tous les ordres d'enseignement furent ébranlés par le contre-coup des événemens et durent subir des remaniemens profonds, il semble que les responsabilités lui soient moins lourdes à porter aujourd'hui et qu'une crise pédagogique ne doive pas, cette fois, sortir de la crise politique que nous traversons. L'Université ne prétend pas avoir sciemment façonné cette âme que le pays s'est découverte et que des ressorts mystérieux ont fait jouer. Elle eut la

collaboration heureuse de ce que les philosophes appellent l'inconscient, et où des forces venues du passé s'élaborent. Tout de même ses enseignemens n'ont pas trop mal tourné, et elle a sa part dans le rôle joué par la jeunesse sortie de ses mains. Le pays n'éprouve pas de colère à son sujet, et se tourne plutôt vers elle avec un sentiment de reconnaissance. On lui demandera donc d'abord de rester fidèle à elle-même. Il ne se peut pas cependant que d'aussi grands événemens ne ressortent d'utiles leçons. Elle aura appris d'eux le prix de l'union entre les Français; et la neutralité, qui est sa loi, se teintera de plus de respect encore pour toutes les forces morales qui ont soutenu l'âme française pendant l'épreuve, et de plus d'amitié entre les hommes. Elle aura appris des mêmes événemens l'utilité de la règle, de la discipline, de la coordination des efforts, puisqu'on n'ose plus se servir du mot « organisation. » Il n'est pas douteux, non plus, et nous avons signalé déjà des symptômes de ce mouvement d'opinion chez les élèves eux-mêmes, qu'une prédominance jalouse sera réclamée dans les programmes pour tout ce qui est notre langue et notre tradition. La culture classique bénéficiera de la même faveur, comme une vieille nourrice qui fait partie de la famille. Les pédagogues allemands, dans un accès de nationalisme frénétique, se hérissent en ce même moment, et veulent secouer la superstition de l'antiquité. A quoi bon, écrit l'un d'eux, les discours de Cicéron quand on a ceux de Bismarck? A leur aise! les choses seront plus claires ainsi : d'un côté toute l'humanité du passé et du présent; de l'autre, l'Allemagne. L'amour passionné que nous portons à notre littérature ne souffre pas, chez nous, de l'admiration que celle des autres pays nous inspire, ni de la reconnaissance que nous ressentons pour les lettres antiques. Et, à y regarder de près, cette sécurité de l'affection témoigne d'une foi plus grande dans la valeur de son objet.

On a pu craindre que, l'Allemagne se réclamant de la science et des méthodes scientifiques, elle n'eût réussi à les disqualifier à nos yeux, et que quelque réaction imprudente ne se produisît où elles seraient enveloppées. Ce serait tomber dans le piège, et nos ennemis se réjouiraient du bon tour qu'ils nous auraient joué, en nous faisant croire que la science est allemande. Il conviendra seulement de perdre l'habitude, à laquelle une pédagogie de défaite s'était peut-être trop facilement pliée, d'associer

ces deux mots, et de ne plus parler aussi complaisamment de « science allemande. » La science est française, au moins autant. Il conviendra par suite, et cela est déjà commencé, de revendiquer ces titres de la France dans l'histoire des sciences. Nous avons cité un livre dont tel a été l'objet. D'autres ont paru qui ont pour auteurs les savans les plus qualifiés. Et cette revendication a servi, en même temps, à marquer le caractère de l'esprit français dans les découvertes françaises. Une conscience plus nette de notre génie nous a été donnée; nos gloires sont sorties de l'anonymat où nous les laissions tomber. A tous égards, il était temps que fût faite cette revision et cette comparaison des titres. Malgré ses appétits d'annexion, l'Allemagne n'a pas pu s'annexer la science; nous ne la lui livrerons pas, sous ce prétexte qu'elle l'a compromise par l'usage qu'elle a fait d'elle. Même dans l'ordre des sciences historiques et philologiques, nous continuerons à nous servir de méthodes que nous avions apprises aux Allemands, s'ils nous les ont rapprises. Mais nous nous attacherons en même temps à des qualités que nous n'avons jamais réussi à leur apprendre. Devant toutes les tentations de réaction, nous saurons garder ainsi une mesure française. Même la langue allemande, que boycottent nos enfans, survivra dans nos programmes, si elle y perd un rang auquel elle n'avait pas droit. Nous saurons aussi faire une place plus grande à l'enseignement professionnel, sans retomber dans le défaut d'une excessive imitation. Rien de tout cela ne comporte une révolution. L'édifice s'est montré solide sous l'ouragan, quoique les réparations à faire et les retouches à apporter nous apparaissent mieux. Il serait aussi imprudent, en ce qui le concerne, de vouloir tirer trop de leçons de la guerre, que de n'en pas tirer du tout.

Cet examen de conscience de l'Université a été poussé plus à fond. Et, pour cet approfondissement, l'analyse a été secondée par l'action, qui souvent nous révèle à nous-mêmes. Jamais l'Université n'avait aussi exactement défini pour elle-même les traditions et les principes qu'elle représente. Elle avait enseigné la philosophie, sans se douter qu'elle avait une philosophie à elle; elle avait des aspirations et des tendances que l'aveuglante clarté de la lutte a précisées. Il a fallu que cette guerre extraordinaire mobilisât les idées après les hommes. Toutes les idées françaises se sont rangées en bataille. Alors le pays a

reconnu ce qu'il croyait, l'Université ce qu'elle enseignait. Là est le secret de cette confiance réciproque renforcée; là est un des secrets aussi d'une unanimité qui nous surprend nous-mêmes. Les plus incrédules se sont découvert une foi, les plus réalistes un idéal; et cette foi, et cet idéal sont les mêmes pour tous. Ils sont au fond de l'âme de ceux même qui en reconnaissent d'autres. Et enfin ils ne font qu'un avec les enseignemens essentiels de l'Université. Tandis que, selon la profonde remarque de Renouvier, le culte de la force et du destin est le vice capital de la pensée et de la civilisation germaniques, le culte de la liberté est l'aboutissement de la pensée française de tous les temps, et le centre autour duquel gravitent toutes nos dévotions intellectuelles; il donne chez nous au culte même de la patrie, qu'il complète, comme un horizon plus large et un prestige d'universalité.

L'école française se dresse, forte de ce dogme à elle, en face de l'école allemande. Celle-ci se prétend victorieuse, parce que, au dire de la *Pädagogische Warte*, nos classes auraient manqué de maîtres pendant la guerre. Cela est faux, nous l'avons vu ; et cette victoire ressemble à d'autres victoires allemandes. Mais le débat est plus haut. Il s'agit pour nous d'une croisade philosophique. Le mot a été imprimé pour la première fois, je crois, par M. Boutroux. Mais la pensée a été souvent exprimée. Plus consciente pour l'élite intellectuelle, elle a pénétré les âmes de tous les combattans, et devient pour eux un principe supplémentaire de courage. Tous ont entendu les mêmes voix. Et, l'un d'eux nous l'a dit plus haut, tous ont senti plus ou moins descendre sur eux comme le secours surnaturel de l'idée pour laquelle ils luttent. Ils savent qu'elle peut ne pas empêcher de mourir, mais qu'elle-même ne meurt pas et que les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle.

On a parlé justement de la responsabilité de l'école allemande. Personne, parmi nous, ne s'aviserait de lui reprocher l'ardeur de son patriotisme, car nous avons à un haut degré le sentiment de la réciprocité ; mais elle a sciemment et méthodiquement intoxiqué le peuple qui lui était confié, faisant servir l'éducation à des fins politiques aujourd'hui avouées. En face de cette formidable responsabilité, l'école française n'a rien à se reprocher. Quiconque a franchi son seuil, pour y recevoir le plus haut enseignement ou le plus humble, sait qu'il n'a jamais

été trompé. Or, par cette seule horreur du mensonge officiel, nos maîtres ont, sans même l'avoir cherché, mieux servi leur pays. Ils n'ont pas commis ce péché contre l'esprit qui est de subordonner la vérité. Ils n'ont pas trahi l'enfant qui se livre à eux sans défense. Ils n'ont pas, comme eût dit « leur » Kant, abaissé des fins au rang de moyens. Il en résulte qu'ils n'ont point de part dans le crime présent, s'ils en ont dans la résistance qu'il a rencontrée. L'Université de France a la conscience pure. De nobles combattans se mettent en paix avec Dieu avant d'aller courir le risque de mort. Une des forces de l'Université, à cette heure redoutable qui met à l'épreuve toutes les puissances morales au service de la France, est de se sentir en communion avec le pays, en paix avec la conscience humaine.

Il faut ajouter un dernier mot : Université n'a jamais aussi fortement signifié union, union de tous ceux qui la composent à quelque titre, soldats et civils, hommes et femmes, maîtres et élèves, depuis les grands semeurs d'idées-forces jusqu'à la fillette de l'école de hameau qui a fait, en tricotant, sa campagne d'hiver. Grâce à cette union, les grands exemples ont été répandus, les courages sans cesse exaltés, les leçons ont mieux porté, il y a eu une contagion des bonnes volontés et un courant continu d'énergie. Union sacrée dans l'Union sacrée, qui lui survivra, comme elle l'a précédée, qui fait de l'Université une des institutions les plus robustes et les plus harmonieuses du pays, une force non seulement pour la paix, mais pour la guerre, qui lui a donné de se mesurer avec les devoirs les plus divers et d'apparaître, en face d'eux, comme une grande personne morale.

RAYMOND THAMIN.

LA DÉFENSE ÉCONOMIQUE

CONTRE L'ALLEMAGNE

Aux heures de ses triomphes militaires, la France de la Révolution et du premier Empire affranchit d'abord l'Europe, la domina ensuite quelque peu, mais ne prétendit jamais l'exploiter. Le large souffle d'humanité, venu de chez elle, éveilla les nations et propagea ce principe du droit des peuples que le XIXe siècle a vu mûrir. Tout autre est la guerre préparée par l'Allemagne : régression, retour aux convoitises mondiales des conquérans historiques, modernisé par l'étude de la tenue des livres en partie double ; car ces héros germains, tout en risquant leur vie contre la nôtre, ne perdent jamais de vue, dans leurs rêves de gloire, les moyens de gagner ou d'économiser une pièce de monnaie.

I

Il semblait, voici quelques années à peine, que la créature du XXe siècle, économiquement parlant, n'avait plus de patrie parce que la productivité de l'homme et celle de la terre, multipliée par la science, avait élargi la sphère d'action de chaque individu, de chaque pays, et l'avait étendue jusqu'à la totalité du globe. Mais l'Allemagne s'est brusquement démasquée et l'Europe, pour ne pas devenir sa victime, doit se hérisser de bar-

rières et chercher dans le régime particulariste une arme contre l'agression claironnante d'une industrie militarisée.

Tel était le but de la Conférence où les délégués des huit nations alliées, réunis il y a quelques semaines au quai d'Orsay, ont adopté le plan et formulé les règles de leur défense commune sur le terrain des intérêts matériels. Ces intérêts paraissent aujourd'hui de peu de poids, et qui donc y songe dans la tranchée? Aux heures épiques que nous traversons s'applique la parole de l'Évangile : « Ne vous inquiétez point pour votre vie de ce que vous mangerez, ni pour votre corps de quoi vous le vêtirez ; la vie n'est-elle pas plus que la nourriture et le corps plus que le vêtement? » Quand la nation joue son existence et que ses fils tombent par milliers sous les obus, ce n'est pas pour des traités de commerce qu'ils se font tuer, et la future entente économique ne semble qu'un pâle accessoire de la guerre.

Pourtant elle sera demain peut-être l'un des fruits les plus précieux de la victoire ; et déjà, quoique les traités s'écrivent plutôt sur les champs de bataille que dans les chancelleries, les Alliés, par l'association de leurs ressources et la garantie mutuelle de leurs débouchés, se sont assuré en commun, quelle que soit l'issue de la lutte, des avantages positifs vis-à-vis des Empires centraux.

Partie de ces mesures prises par la Conférence avaient un effet immédiat; il lui fallait codifier les règles, jusqu'ici diverses, interdisant le commerce avec « l'ennemi. » Le Turc, en France, n'était pas *officiellement* désigné comme tel et son bazar restait ouvert; les maisons soumises à l'influence de l'ennemi, ou contrôlées par lui, esquivaient la loi. Tel Suisse, naturalisé Français depuis la guerre, avait racheté, bien que sans fortune, une importante maison allemande et l'avait rouverte; il est clair qu'il ne travaillait pas pour lui-même. En Italie, l'interdiction qui s'appliquait aux marchandises austro-hongroises et, depuis le 4 février 1916, aux allemandes, vise, non *les personnes* comme en France, mais *les choses*.

En Angleterre, cette interdiction n'est pas générale; l'autorité y publie des « listes noires statutaires » de maisons « contrôlées, » « douteuses » et « ennemies. » Les sujets britanniques peuvent continuer à traiter avec les Allemands qui ne figurent pas sur ces listes. Ces différences ne laissaient pas

de préjudicier aux pays où la législation est la plus rude : un Français ne peut acheter des peaux en Argentine, où les détenteurs sont Allemands, tandis que les Anglais le peuvent et nous les revendent avec bénéfice. Ils pouvaient charger dans les ports pour des maisons allemandes de l'Amérique du Sud, mais non pas nous.

Or, les Alliés ont intérêt à empêcher les Allemands établis en pays neutres, au Brésil par exemple, de trafiquer et de gagner de l'argent ; parce que cet argent sert à l'Allemagne pour se créer des moyens de change : chaque jour, dans les radios de Berlin que nous interceptons au passage, se retrouve cette phrase de la *Deutsche Bank :* « Transportez le crédit de 1, de 2 millions que nous avons à votre banque, dans telle ou telle banque de New-York. » En Russie, il y a défense de faire aucun paiement direct ou indirect aux ennemis *sur territoire russe*, et aussi défense d'exporter du numéraire ou des titres pour plus de 500 roubles ; n'empêche qu'il y entre, par le détour d'une voie neutre, *avec paiement de doubles douanes,* nombre de marchandises allemandes.

Il est d'ailleurs des dérogations nécessaires aux prohibitions d'entrée et de sortie ; chaque pays en reste juge et conserve sa liberté à cet égard. Pour les marchandises d'outre-mer, entreposées dans les ports alliés à leur arrivée en Europe, — tel le cacao, pour la distribution duquel Londres, depuis la guerre, a remplacé Hambourg, — si l'on rationnait les neutres trop juste, de larges consignations iraient ailleurs et échapperaient ainsi au pouvoir de limitation de nos amis. Les neutres aussi réexportent certaines matières transformées : 90 pour 100 du cacao reçu d'Angleterre par la Hollande y reviennent à l'état de chocolat, additionné de sucre... probablement allemand.

Mais il était sage de centraliser les règles de sortie : ainsi le caoutchouc, dont la Grande-Bretagne se trouve être par sa marine le principal marché, était octroyé beaucoup plus libéralement aux Pays-Bas qu'à la France, simplement parce que les permis n'étaient pas délivrés à Londres aux Alliés et aux neutres *par les mêmes autorités.* L'on devait également entre Alliés prendre des dispositions concordantes : le gouvernement français avait, dès le début, interdit l'exportation des résineux; il était établi que les essences de térébenthine et les gommes entraient dans la fabrication du camphre synthétique, employé

lui-même à la confection des explosifs. Or, ces produits, que nos compatriotes des Landes n'avaient pas le droit de vendre au dehors, les fournisseurs anglais purent en expédier, aux États-Unis notamment, des quantités considérables; la prohibition de sortie n'ayant été édictée chez eux que longtemps après.

Ces différences de législation, supprimées peu à peu à mesure qu'on les signalait, vont disparaître à la suite de la Conférence, en même temps que s'atténuera la diversité de traitemens des maisons de commerce ennemies dans les États alliés : trois d'entre eux jusqu'ici n'avaient pas mis sous séquestre les établissemens qui se trouvent sur leur territoire, tandis qu'en Angleterre et en Russie la vente et la liquidation de tous ceux dont le maintien ne paraissait pas nécessaire, ont été ordonnées et exécutées : sans aucune spoliation d'ailleurs; après les hostilités, le montant des fonds réalisés sera remis aux propriétaires.

L'Angleterre a étendu cette disposition à ses colonies; les maisons allemandes ont été liquidées et fermées en Égypte comme en Chine, à Hong-Kong. Dans cette dernière localité, 75 pour 100 d'entre elles avaient déjà cessé d'exister en janvier dernier; opération conduite par le gouvernement britannique au mieux des intérêts dont on voulait l'expulsion, non la ruine. Des Anglais, des Américains et des Chinois ont aussitôt remplacé les absens, substituant les produits des États-Unis à ceux de l'Allemagne. La Russie, en vertu d'une loi de février 1915, procède à la vente non seulement des biens mobiliers, mais aussi des terres possédées par les Allemands, environ 3 millions d'hectares, la plupart situées en Tauride, Kersow, Tiflis et Volhynie.

Les inspecteurs chargés de liquider les maisons germaniques ne se laisseront pas duper par les enseignes : lors des émeutes de mai 1915, où le peuple en colère voulait anéantir les boutiques allemandes, il y avait à Moscou trois magasins d'automobiles richement installés, deux français et un allemand, — le *Mercédès*. — La foule saccagea les deux marques françaises ; lorsqu'elle approcha de la firme Mercédès, un homme grimpa sur un réverbère et cria : « Messieurs, nous serions fous de faire du tort à la maison Mercédès, évidemment espagnole ; l'Espagne n'est pas en guerre et, si elle combattait, ce serait à nos côtés. » Sur quoi la multitude passa en criant :

« Vive l'Espagne ! » L'orateur était le propriétaire de la boutique.

II

Il se bornait ainsi à sauver la sienne ; à Berlin, on a plus d'ambition. Le mot d'ordre envoyé par les fondés de pouvoirs de l'impériale boutique allemande est de détruire toutes les boutiques rivales. En Belgique et dans le Nord de la France, en certaines villes qui ont peu souffert de l'artillerie, les *usines seules*, mais *toutes les usines*, ont été systématiquement démolies. Sauf quand elles étaient nécessaires, comme les ateliers Peugeot, à Lille, pour la réparation des canons de 77, ceux d'Homécourt pour une succursale de Krupp, etc., les usines dépouillées étaient toujours les plus récentes et dotées des machines les plus perfectionnées. Une habile sélection faisait abandonner tout ce qui, dans l'outillage, paraissait fatigué ou suranné ; on se bornait alors, par l'enlèvement d'une pièce essentielle, à rendre le matériel non enlevé inutilisable. Des rapports précis nous montrent ces exactions opérées par une administration spéciale, divisée en secteurs, où les chefs de l'armée n'intervenaient pas.

Quelle que soit notre victoire, une indemnité en argent ne remettrait pas plus ces usines en marche qu'elle ne remettrait à flot les cargos torpillés. Il faudra aux industriels, belges et français, pour se procurer le matériel nécessaire, un délai pendant lequel le chômage des manufactures de produits finis entraînerait celui des manufactures d'alimentation. La main-d'œuvre, faute de travail, émigrerait. Ce serait la ruine pour un temps indéterminé. Ce plan machiavélique, nié d'abord puis avoué, sera déjoué, n'en doutons pas, lorsque nous envahirons l'Allemagne, par l'occupation et l'usage des usines germaniques transféré à nos fabricans, aussi longtemps que les nôtres, n'auront pas été reconstituées. En tout cas, les Alliés sont convenus de donner à leurs commandes de matériaux et d'outillage un droit de préférence mutuelle qui en assurera la rapide livraison.

Ils se réserveront aussi les uns aux autres leurs ressources naturelles, durant une période dite de restauration, que l'on

avait proposé d'abord de fixer à deux ans, mais à laquelle, sur la demande de plusieurs États, on n'a pas assigné de terme. Dans le Nord de la France, en Belgique, en Russie, en Serbie, les exploitations minières, les cultures même demeureront suspendues, à la paix, pendant un laps de temps nécessaire pour aménager à nouveau le sol dévasté. De là, dans les produits agricoles et manufacturés, un déficit qui, pour certains, sera de longue durée : les forêts qui ont souffert ne pourront fournir pendant des années aucun bois d'œuvre. Des prohibitions de sortie, adoptées en temps de guerre, seront donc appliquées par les Alliés au charbon, au bois, au fer, à divers métaux et matières premières ou alimentaires, que l'intérêt des pays de l'Entente leur commande de ne plus abandonner aux industries allemandes.

Nos ennemis dépendent de nous, en effet, pour nombre de produits dont nous avons le monopole : la Nouvelle-Calédonie et le Canada possèdent la presque totalité des minerais de nickel, aujourd'hui indispensable à la métallurgie sous forme d'alliage. Sur une production mondiale de 2 200 000 tonnes de minerai de manganèse, la part des Alliés représente 84 pour 100, celle des ennemis 4 pour 100 et celle des neutres 12 pour 100. L'extraction du platine est tout entière aux mains de la Russie. En ce qui concerne les textiles, du côté des Alliés se trouvent 350 000 tonnes de chanvre contre 76 000 du côté des ennemis; ceux-ci n'ont pas de coton, les Alliés en récoltent 1 115 000 tonnes dans leurs colonies. Les quatre cinquièmes du lin cultivé dans tout l'univers sortent de leurs pays; le jute vient exclusivement des colonies anglaises et il est tondu annuellement 70 000 tonnes de laine chez nos ennemis contre 780 000 chez les Alliés.

En nous réservant nos matières premières, nous développerons chez nous des industries que jusqu'ici nous laissions échapper : nous vendions aux Allemands la baryte, base de l'eau oxygénée, et nous leur rachetions cette eau fabriquée par eux, sauf à en être privés en cas d'interruption des rapports commerciaux, comme il est arrivé au commencement de la guerre. Les Allemands s'étaient rendus maîtres de nos principaux gisemens français de minerai d'aluminium, — la bauxite, — les plus riches du monde, et nous revendaient en barres le métal affiné chez eux. Nos alliés ne montraient pas moins d'indo-

lence : l'Allemagne tirait d'*Écosse* et de *Russie* le minerai d'amiante, — l'asbeste, — qu'elle était seule à travailler; et seule elle exploitait le tungstène, métal cher employé pour les aciers de canons, qu'elle allait chercher aux *Indes*.

Elle cherche aujourd'hui à se constituer, pour l'avoir disponible à la fin de la guerre, un stock de matières premières à l'étranger : elle a fait au Chili d'importans achats de cuivre, dont elle a tenté l'envoi fractionné par colis postaux de 5 à 10 kilos; système qui, avec l'incroyable élévation des frets, ne revient pas plus cher que l'expédition en vrac à fond de cale. En Argentine, les Allemands avaient acquis la récolte entière de laine; ils l'ont revendue à la vérité avec bénéfice, dans l'espérance de renouveler leurs provisions à moindres frais, mais notre gouvernement y veille. Il déchiffre chaque jour au passage 350, 400 radios allemands — un volume — relatifs à la préparation commerciale, à la future bataille économique ; ces manœuvres sont poursuivies, sous le couvert de neutres, jusque dans nos colonies françaises de l'Afrique du Nord.

Les Alliés ne songent nullement à faire entre eux l'union douanière ; jamais il n'a été question d'en établir une, mais la crainte que, dans la réunion des huit États, on n'essayât d'imposer à tous quelques règles à cet égard, a été l'une des difficultés rencontrées par notre ministre du Commerce, M. Clémentel, qui fut l'organisateur actif et prudent de cette conférence, l'orienta et la maintint comme président sur un terrain solide et mérite d'en recueillir l'honneur. Chaque État conservera sa pleine indépendance de tarifs et l'on peut augurer dès à présent que, sans aucune vue protectionniste, dans un but purement fiscal, tous, étant également obérés, seraient induits à demander de l'argent à leurs douanes comme à toutes les autres sources de revenus.

Il est présumable que le temps de paix maintiendra automatiquement, par souci financier, les droits élevés qu'a suggérés partout le blocus du temps de guerre. Je ne parle pas des prohibitions absolues qui s'appliquent, en France, à un ensemble de marchandises dont nous sommes surtout vendeurs, *et pour des centaines de millions de plus que nous n'en achetons à l'étranger*, en temps normal ; mais, comme notre industrie présentement paralysée ne peut exporter, nous n'avons guère à craindre de représailles. Reconnaissons toutefois que les droits de douane,

qu'on le veuille ou non, ont des répercussions économiques : la taxe de 33 pour 100 de la valeur, que l'Angleterre impose aux objets de luxe, non pour les empêcher d'entrer, mais simplement pour empêcher l'argent de sortir, a eu pour conséquence de susciter *dès maintenant* la création de certaines industries, notamment celle des articles pour pianos, qui n'existaient pas en Grande-Bretagne.

III

Des taxes similaires ont été établies par la Russie, afin que son froment, lorsqu'elle pourra le vendre, étant payé en monnaie plus qu'en marchandises, fasse remonter le cours du change à l'étranger. La Russie ne fera pas de concession sur son tarif actuel, mais, ce qui revient au même, elle augmentera ses droits d'entrée vis-à-vis de l'Allemagne, dont elle subissait l'ascendant commercial, avant la guerre, à un degré qu'il est difficile d'imaginer.

Ses yeux aujourd'hui sont ouverts; l'association des marchands de Moscou est à la tête du mouvement qui a pour but de secouer le joug économique de l'Austro-Allemagne; son appel a eu un retentissement immense. Le nombre des articles accaparés par les Allemands était d'environ 1 300; ils fournissaient la plus grande partie des machines et métaux travaillés qui représentent le quart des importations russes — 925 millions de francs — pour le fer et l'acier les trois quarts, pour le cuivre les neuf dixièmes, pour l'étain les dix-neuf vingtièmes. De même pour les wagons, voitures et automobiles, 96 millions de francs sur 113; pour les machines de toutes sortes, 267 millions sur 335 venaient d'Allemagne; la Russie fabriquait pour 1 065 000 francs de faux et en importait d'Autriche pour 2 718 000 francs.

D'Allemagne venaient les trois quarts des matières colorantes, les quatre cinquièmes des produits chimiques et pharmaceutiques : d'ailleurs, l'exercice de la pharmacie est en Russie un monopole; il n'y a qu'un pharmacien par 10 000 habitans et il ne peut y en avoir davantage que quand la population augmente. Or, ce monopole, les Allemands seuls en sont investis; tous les pharmaciens sont Allemands ou des provinces

allemandes de la Russie; les inspecteurs aussi et aussi les examinateurs aux universités pour la délivrance du diplôme sont Allemands; il a fallu improviser la préparation des médicamens et des objets d'hygiène, jusques et y compris les thermomètres. « Il faut veiller à l'exportation des produits pharmaceutiques, disait le député von Werder au Landtag de Prusse le 19 février dernier, et ne pas se laisser guider par des considérations sentimentales. La Russie ne peut renvoyer sur le front que 15 pour 100 de ses soldats malades ou blessés (?), tandis que nous en renvoyons 70. »

Bien mieux, en fait de peaux et fourrures, qui sembleraient devoir être une industrie nationale, les Russes dépendaient de l'Allemagne et de l'Autriche pour les tannins, les préparations chimiques, la machinerie et les expéditions mêmes, effectuées par une branche du *German Lloyd* qui n'était « russe » que de nom. Les États-Unis, dont les achats directs ont augmenté depuis la guerre en Russie, se plaignent que les cuirs y soient mal écorchés et conditionnés, qu'ils perdent 12 pour 100 au transport, au lieu de 2 à 4 pour 100 d'après les méthodes américaines et allemandes. Aux Russes les Allemands retournaient même, toutes préparées, pour 17 millions de fourrures qu'ils recevaient *brutes* de Sibérie et de Russie.

Simple détail : quoiqu'il y ait en Russie une masse de hêtres, les rivets ou attaches de hêtre pour les barils employés à l'exportation des beurres de Sibérie venaient tous d'Allemagne. Dans le commerce des laines, des cotons, des soies, des caoutchoucs, les Allemands occupaient la première place, et une place exclusive dans le commerce des chapeaux et bonnets, de la céramique, des articles de bureau, de la joaillerie. Leur rivalité avait même tué certaines méthodes de travail des pierres, autrefois usitées dans l'Oural.

L'Angleterre qui, pendant des siècles depuis le règne d'Élisabeth, avait été prédominante dans l'empire des tsars, y était tellement distancée qu'en 1912 l'augmentation du commerce anglais était de 1 million et celle de l'allemand de 88 millions de francs. Et l'on n'en est pas trop étonné si l'on apprend que nombre de *consuls* et d'*agens consulaires anglais en Russie* étaient avant la guerre de nationalité allemande. Les Allemands n'hésitaient pas à mettre sur leur coutellerie de camelote de Solingen les noms des plus célèbres manufactures anglaises

comme Sheffield; à la question : « Garantissez-vous que cette provenance est exacte? — Nous ne garantissons pas ce qui est écrit sur la marchandise, répondaient-ils, mais nous vendons sur échantillon et nous garantissons seulement la conformité avec l'échantillon. » Système *à double effet*, pratiqué en Allemagne sur une large échelle, par des maisons de bon renom qui, en mettant sur leurs qualités tout à fait inférieures les noms de grands centres anglais, font croire ainsi à leurs cliens que les manufactures anglaises sont très inférieures aux allemandes.

Les commerçans germaniques avaient étudié le tempérament, l'idiosyncrasie des Russes, comme ils ont fait dans l'univers entier avec leurs cliens; ils s'étaient attachés à leur complaire et y avaient réussi. Ils ne s'étaient pas crus, en passant la frontière, appelés à réformer ce peuple immense, pauvre encore, tout voisin en quelques provinces de l'âge pastoral; ils avaient cherché à approvisionner les millions de moujiks suivant leurs moyens et leurs goûts variés, en s'adaptant à leur mentalité et à leurs coutumes d'affaires.

Il est, d'autre part, surprenant de noter combien est petite la part de l'Allemagne dans le développement des industries russes; celles-ci étant, à peu d'exceptions près, aux mains des Français, des Anglais et des Belges, tandis que les Allemands se bornaient à remplir le pays de leurs marchandises à vil prix. N'avaient-ils pas précisément intérêt à contrarier le développement de l'industrie slave? Leur méthode était d'attirer chez eux, par une série d'encouragemens, les matières premières qui abondent en Russie, pour les transformer et les revendre avec profit.

La guerre actuelle a comme forcé la Russie à employer elle-même ses ressources et à créer des manufactures; c'est ainsi, disais-je dans un précédent article, que le blocus est beaucoup plus funeste à l'Allemagne par ce qu'il empêche *de sortir* que par ce qu'il empêche d'*entrer*; les estomacs se remettront plus vite d'une diète forcée que les usines d'une exportation arrêtée. Cet arrêt a suscité, en Russie plus qu'ailleurs, l'activité de beaucoup de branches nouvelles; ce fait, *né de la guerre*, que des ateliers petits et moyens, dont le groupement en temps normal eût été très difficile à réaliser, se soient unis en vue de la défense nationale, aura, pour l'avenir économique du pays,

une grande importance *après la guerre :* un comité d'initiative, composé de 14 patrons, fut nommé par 460 maisons travaillant les métaux, le bois et le cuir ; il expédia aussitôt, dans toutes les directions, 15 missions d'ingénieurs, qui visitèrent et inventorièrent les usines des différens groupes. Le comité ainsi constitué examine et transmet les offres, propose les commandes à tels ou tels spécialistes capables de les exécuter, rédige et passe les contrats entre le gouvernement et ces confrères de toutes classes et s'assure que les livraisons, auxquelles il préside, sont correctes.

N'y a-t-il pas là l'embryon d'un cartel capable de conclure en temps de paix avec l'étranger ? Ce n'est encore, il est vrai, qu'un embryon ; les nouvelles usines que la guerre a fait surgir, en Russie, — au nombre de 400 depuis août 1914, — ou chez certains neutres pour se substituer aux Allemands sont, elles aussi, dans l'enfance. Même avec une haute barrière de douanes la Russie ne peut pas se passer d'un grand nombre d'articles importés ; elle ne saurait improviser leur fabrication intérieure. Mais elle peut procéder graduellement et viser à vendre ses produits ruraux, non plus à l'état naturel, mais travaillés et ayant par suite plus de valeur : farine au lieu de grain, poutres et planches dégrossies au lieu de bois en grume, peaux préparées au lieu de pelleteries brutes, bétail et viande au lieu de fourrages, etc.

La conférence des huit États alliés s'est trouvée unanime pour décider que, la guerre ayant mis fin à tous les traités de commerce qui les liaient aux puissances ennemies, il était essentiel que leur liberté demeurât pleine et entière vis-à-vis des tiers, pendant une période de reconstitution économique dont la durée sera par eux déterminée d'un commun accord. Il n'y aura plus, suivant l'ancienne formule, de « nation la plus favorisée » en général, mais une série de spécifications, de cas particuliers à tel pays ou à telle marchandise à qui l'on réservera les concessions.

Ce régime d'exceptions et de privilèges réciproquement accordés s'accommode fort bien des hauts tarifs, qui seront la règle générale, même en Angleterre : qu'aurait pu donner naguère le libre-échange anglais, comme compensation, à la Russie ou à l'Italie ? Cette question des « débouchés compensateurs, » dont la conférence a posé le principe, est la contre-

partie de l'engagement pris de conserver leurs ressources naturelles pour les pays alliés *avant tous autres*. En Russie l'exportation agricole, qui montait à 3 milliards et demi de francs, — 86 pour 100 du total des sorties, — est une question vitale ; 40 pour 100 de la production des céréales étaient vendus au dehors, la plus grande partie en Allemagne. En Italie 250 à 300 millions de primeurs et de fruits (citrons, asperges, artichauts, matières périssables) étaient servis sur les tables allemandes. Les Italiens comptent dénoncer, afin d'avoir les mains libres, tous leurs traités avec les neutres ; mais Russes ou Italiens n'ont aucune inquiétude sur la question de savoir quand et comment leurs produits alimentaires pourront être dirigés ailleurs, au cas où les empires centraux prétendraient user de représailles à leur égard.

D'abord, l'entente conclue entre coalisés pour se vendre et s'acheter *de préférence* les uns aux autres, dans la limite de leurs besoins, ce qu'ils peuvent se fournir, n'exclut pas le droit pour chacun d'eux de vendre à d'autres les produits dont l'écoulement total ne pourrait s'effectuer en pays allié ; ensuite, des droits élevés n'empêcheront pas l'introduction de ces denrées en Allemagne, et il ne saurait être question nulle part de prohibitions qui iraient à l'encontre des intérêts qu'elles prétendent servir en créant chez nous la pléthore ou la disette, l'avilissement ruineux des prix ou leur exagération factice, destructive de la concurrence, du progrès et du bien-être général.

L'énormité des territoires unis par la fraternité des armes, la diversité de leurs climats, de leurs ressources, de leurs populations, les préserveront de tout calcul égoïste comme de tout privilège oppressif. Nous ne saurions obliger les Russes par exemple à boycotter les machines allemandes, sans leur fournir de quoi les remplacer ; et pour livrer des machines aux mêmes conditions que les Allemands, il faut d'abord que l'acier ne coûte pas 20 à 25 pour 100 chez nous de plus qu'en Allemagne. Il faut par conséquent que notre métallurgie française, loin de s'abriter derrière des droits de douane pour « tenir les cours, » entame résolument la lutte avec ses rivaux étrangers. Pour augmenter nos forces productrices, l'État pourrait concéder après la paix, à des exploitations privées mais *soumises à un cahier des charges nettement défini*, les nombreuses usines toutes neuves que la guerre a fait surgir et dont il est propriétaire.

Rien ne s'oppose à ce que l'acier français, dégagé de tout accord avec nos ennemis d'outre-Rhin, prétende après l'annexion de la Lorraine à une expansion mondiale. Le cartel allemand usait avant la guerre de moyens irrésistibles pour soutenir ses exportations de fer, tout en maintenant des prix élevés à l'intérieur : au fabricant de toute machine expédiée au dehors il concédait une ristourne, ce que ne faisait pas le cartel français.

IV

Loin de renoncer à ses anciens procédés, l'industrie allemande se prépare à les perfectionner encore : c'est le *dumping*, le commerce à coups de ventes à perte. Le *dumping* est un mot nouveau qui désigne une très vieille pratique de la concurrence, l'écrasement d'un rival sous un bon marché transitoire en vue de s'assurer un monopole. Les Allemands, en s'associant pour des ruées commerciales en masses compactes comme à la tranchée, et en associant à cette tactique la force gouvernementale qui leur prête appui, ont élevé le système à la hauteur d'une institution vraiment nationale : primes ouvertes ou déguisées, remboursemens de frais de transport, bonifications occultes accordées par les producteurs entre eux, l'art de « tuer » un compétiteur étranger ou de le contraindre à demander grâce, c'est à quoi excellent nos ennemis.

Aux relèvemens de droits de douanes, dont nous avons maintes fois depuis dix ans entouré l'enfance délicate d'un produit nouveau dans une fabrique française, comme par exemple le permanganate de potasse à Graville-Saint-Honorine, les syndicats allemands ripostaient par des abaissemens de prix correspondans jusqu'à ce que notre usine eût capitulé. Ils usent, pour dompter les audacieux, de la manière douce autant que de la forte : qu'il s'agisse d'instrumens d'optique ou de produits chimiques, ils vont jusqu'à *faire des rentes* à nos manufactures *à la condition de ne pas aborder tel ou tel article;* et une maison française bien connue, qui avait beaucoup perdu à la suite d'une hardie tentative de lutte contre l'Allemagne, s'est résignée à toucher d'un cartel germanique 144 000 francs par an *rien que pour se tenir tranquille.*

Seulement, à généraliser ce renoncement, un pays s'efface

peu à peu de cent domaines; son activité s'atrophie et il s'aperçoit, au jour d'une déclaration de guerre, qu'il reçoit ses explosifs de l'ennemi : au mois d'août 1914, nous fabriquions au plus cinq à six tonnes de mélinite par jour; notre benzol s'en allait en Allemagne pour nous revenir transformé. Il nous fallait, ou déposer les armes ou improviser des industries avec un effort immense; d'où une année entière pendant laquelle nous n'avons pu agir. Ce sera, un jour, un sujet d'étonnement quand on saura d'où nous sommes partis. Tout manquait pour le travail des acides, même les pots de grès, que la manufacture de Sèvres, conviée à cette céramique de défense nationale, se mit à entasser dans ses fours.

Pour qu'il ne soit plus permis aux empires centraux de reconstituer la puissance dangereuse qu'ils avaient acquise, leurs marchandises, leurs navires et leurs sujets seront soumis dans les États alliés à des prohibitions et à des règles particulières, pendant une période de plusieurs années après la paix. Si nous leur laissions jeter sur notre marché, à 50 pour 100 au-dessous du cours, les poutrelles, les cornières, le fer pour construction, qu'ils ont fabriqués peut-être avec notre minerai et notre charbon, nos ouvriers pourraient se trouver sans ouvrage.

Étroitement resserrés par le blocus, nos ennemis, loin de se décourager, font leur plan d'attaque pour l'avenir. Leur « Comité pour l'examen du commerce d'exportation » tient séance dans l'immeuble de la Chambre de commerce de Berlin, présidé à tour de rôle par les représentans des seize sociétés « germano-française, » « germano-italienne, » russe, argentine, etc., dont il est l'émanation. Il a fait distribuer aux intéressés le questionnaire suivant : « 1° Des tentatives ont-elles été faites en vue de remplacer les marchandises allemandes par d'autres? De la part de quelles nations? Pour quelles marchandises? Sur quelles places ou dans quelles régions? — 2° Quelles méthodes emploie-t-on à cet effet? A-t-on pris des mesures législatives, ou a-t-on créé de nouvelles institutions (banques, compagnies de navigation, etc.) pour faciliter le remplacement des marchandises allemandes? — 3° Dans quelle mesure ces efforts ont-ils été couronnés de succès? Et ce succès est-il dû : *a.* A un mouvement national? *b.* Aux défauts des marchandises ou aux erreurs des commerçans allemands?

c. A l'impossibilité de faire venir les marchandises d'Allemagne pour renouveler les stocks épuisés? — 4° Croyez-vous qu'après la paix les anciennes et bonnes relations d'affaires pourront être reprises rapidement ou devons-nous compter sur une vive concurrence? Pour quelles marchandises? Et de quelles origines? »

Ce questionnaire montre les inquiétudes d'outre-Rhin. Ce qu'il ne dit pas, ce sont les efforts des Allemands pour démarquer l'origine de leurs produits. Déjà ils constituent en Danemark et en Suède, avec des hommes de paille originaires de ces pays, des agences de représentation et des sociétés soi-disant danoises et suédoises, dont les patrons apparens ne seront que les commis. En *Suisse*, des industriels *allemands* s'établissent sous des raisons sociales *anglaises;* obligés qu'ils sont de prendre ce détour, attendu que le gouvernement fédéral interdit l'usage de la dénomination « suisse » aux maisons étrangères établies sur le sol de la Confédération. Ainsi, la société « le Métal Blanc » de Pforzheim (grand-duché de Bade) dont le siège social est à Mannheim — capital 30 millions — s'est installée à Glaris (Suisse) comme *White metal manufacturing company*, et ses agens, sous une nationalité d'emprunt, visitent à nouveau l'Italie. D'autres achètent des maisons helvétiques connues et stipulent, dans le contrat d'acquisition, que l'acquéreur *aura le droit de conserver la raison sociale suisse.*

Pour combattre le *dumping* ordinaire nous avons décidé, de concert avec nos alliés, d'adopter la procédure inaugurée avec succès en 1902 par la Conférence internationale des sucres; il s'agira cette fois d'annihiler par une taxe compensatrice, non des primes connues mais des avantages occultes. Le bureau futur évaluera la différence entre le cours d'une marchandise allemande en Allemagne et sur les marchés alliés; et, puisque c'était par exemple en Italie que la métallurgie allemande jetait ses produits au plus bas prix, la différence entre la valeur de la tonne d'acier en Italie et le prix de la même tonne en Allemagne servirait de base au taux ou droit de *dumping* à imposer dans tous les pays de l'Entente sur l'acier allemand.

Une loi de ce genre fonctionne déjà au Canada pour toute marchandise vendue au-dessous du prix normal et la *Federal Trade commission* en prépare une aussi aux États-Unis. Pour exporter chaque année de par le monde un milliard de francs

de produits chimiques et pharmaceutiques, les Allemands importaient eux-mêmes une large partie des matières premières qu'ils transformaient. Ils se virent, faute de réserves suffisantes de nitrates, menacés de manquer d'azote; or l'azote, beaucoup plus que l'argent, est de nos jours le nerf de la guerre. Ce qu'ils recevaient de Norvège était loin de suffire à nos ennemis. Leur gouvernement fit construire, à coups de subventions, pour la fixation de l'azote de l'air, des usines qui se trouvèrent sous toit à la Noël 1914 et qui alimentent présentement leur fabrication intensive d'explosifs, — à elle seule la *Badische Anilin und Soda Fabrik* en fournit 8 000 tonnes par mois; — M. Helfferich, dans des explications « confidentielles » à la commission du budget du Landtag de Prusse, affirme que « l'Allemagne serait désormais à cet égard indépendante de l'étranger pour son armée et pour ses engrais. »

La vérité est que la nouvelle industrie de l'azote en Allemagne est, au point de vue du coût de production, tout à fait artificielle, qu'elle marche avec les énormes commandes faites par l'État à des prix garantissant un large bénéfice; mais qu'elle serait tout à fait incapable de se maintenir après la paix, à moins d'être constituée, comme on en a fait la proposition au Reichstag, en monopole commercial. Ce monopole comporterait naturellement une augmentation du prix des produits azotés en Allemagne, de sorte que les fabriques qui se servent de l'azote pour leurs exportations seraient en infériorité sur le marché mondial.

Quel que soit le parti que prennent les Allemands pour s'affranchir de l'étranger sans se ruiner eux-mêmes, l'étranger est en train de s'affranchir du monopole de fait que la Germanie s'était attribué dans le domaine chimique. C'était de chez elle, on le sait, que sortaient les neuf dixièmes des couleurs tirées de la houille. Ses vingt-deux usines, avec leur outillage perfectionné, leur personnel de chimistes et d'ouvriers spéciaux, étaient soumises pour la vente à une direction unique, qui imposait à toutes des prix et des règles uniformes.

Privée soudain de ces envois allemands, l'industrie textile s'est vue partout fort entravée; des teintures inférieures furent employées; les colorans végétaux, comme le bois de campêche, furent même sur le point de manquer. Les teinturiers, déchargés de leurs engagemens pour la garantie de durée, se plaignirent

moins que leur clientèle. En Angleterre, il fut fait une exposition officielle des échantillons allemands et les professionnels n'en virent aucun qu'il ne leur fût aisé de produire, avec le goudron britannique. Seulement, à ce même goudron dont on extrait les réactifs et les bases des matières tinctoriales, on demande aussi les explosifs et c'est à ce dernier usage qu'il le faut consacrer aussi longtemps que le besoin de munitions doit s'accroître sur le front anglais.

En France, pour ne pas payer les droits élevés sur les produits finis, les Allemands envoyaient, sous forme de *bases*, les matières que traitaient des usines acquises par eux dans la région lyonnaise. Un consortium entre les Alliés, exigeant un capital de 400 millions de francs, est dès maintenant à l'étude : il prévoit la création d'usines internationales dans des centres houillers d'Angleterre, de Belgique et de France, dès à présent choisis, d'où sortiront les élémens premiers à répartir parmi les différens pays de l'Entente. Les fabriques qui les recevront se spécialiseront dans tel ou tel coloris et substance qui, par de mutuelles concessions, s'échangera franc de droit chez tous les Alliés.

En attendant que ces derniers se mettent à l'œuvre, il est arrivé que le Germain, par sa puissance même de sevrer l'univers à son gré de produits nécessaires, a fait surgir en Amérique l'ambition de capter son monopole. A l'action du blocus qui paralyse la sortie s'est jointe la prohibition même de l'Allemagne qui, par une présomption singulière, a cru qu'on ne pourrait se passer d'elle. Or, deux fois plus qu'elle, les États-Unis possèdent du goudron et la plupart des matières premières. Aussi, leur industrie, fouettée par la nécessité, s'est-elle lancée sur cette piste nouvelle ; la hausse atteignant 1 000 pour 100, lui a fait réaliser des bénéfices exceptionnels dont témoignent les cours des valeurs : la *General Chemical* passée de 160 à 310 dollars, la *Semet Solvay* de 90 à 350, la *Dow Chemical* de 140 à 500 et d'autres à l'avenant.

La production des « couleurs synthétiques, » qui était il y a seize mois de 3 000 tonnes aux États-Unis, s'est élevée à 9 000 et atteindra 16 000 à la fin de 1916. Les Américains, prévoyant qu'à la paix les Allemands ne reculeront devant aucun moyen, y compris l'*unfair competition*, pour se débarrasser de rivaux aussi redoutables, prennent d'avance leurs précautions. Les

ministres de Washington, notamment M. Redfield, secrétaire du Commerce, ont annoncé que la législation fédérale serait renforcée, de manière à ne pas permettre aux « maisons étrangères » d'inonder le sol de l'Union de marchandises à vil prix, en vue de tuer des industries indigènes. L'Allemagne a pris peur ; son ambassadeur le comte Bernstorff a exposé en bon apôtre, dans une note à la Maison Blanche, que « son gouvernement avait tout d'abord refusé de permettre la sortie des matières colorantes sauf en échange de marchandises américaines dont ses compatriotes avaient besoin, » — le coton par exemple, — « mais que, voyant l'embarras où cette privation mettait les industriels américains, » l'Allemagne consentait à leur envoyer sans condition 15 000 tonnes de colorans... pour leur être agréable. L'espérance de décourager ainsi les initiatives transatlantiques sera vaine, croyons-nous ; l'élan est donné, il est trop tard.

La tactique adoptée pour les colorans avait été suivie par nos ennemis pour les remèdes ; depuis que le brome ne nous était plus envoyé par eux que sous forme de gaz asphyxians, le bromure de potassium était payé, chez nos pharmaciens, 80 francs le kilo au lieu de 3 francs, et l'aspirine avait monté de 6 francs à 190, jusqu'à ce que nos usines françaises se fussent mises en état de livrer ce produit aux anciens prix.

Or, ces anciens prix étaient de deux sortes : suivant un système fondé sur la badauderie humaine, qui leur permettait de gagner de l'argent tout en défiant la concurrence, les maisons Bayer, de Leverkussen près Cologne, Meister Lucius, d'Hœcht-am-Main, et autres fournisseurs de l'antipyrine, de la phénacétine, du pyramidon, etc., facturaient *le même produit* 100 francs sous leur cachet et 20 francs sans indication de provenance. Dussent-ils perdre un peu à ce dernier chiffre, ils se rattrapaient largement sur le prix fort, parce que la moitié des cliens exigeaient le cachet d'origine. La guerre et le blocus ont bouleversé ces habiles combinaisons.

V

La conférence des Alliés en déjouera d'autres après la paix ; et notamment la mainmise du capital allemand sur les finances,

l'industrie et le commerce des États voisins. La liquidation des maisons ennemies ne donnerait pas tous les résultats qu'on peut attendre, si elle n'était pas complétée par un ensemble de dispositions permettant de discerner, derrière les chefs apparens, les véritables maîtres d'une entreprise, c'est-à-dire les bailleurs de fonds.

Dans une série d'études remarquables sur « *la loi économique des États Alliés,* » l'éminent sénateur italien Maggiorino Ferraris a fort bien montré quels avantages chacun des pays de l'Entente retirerait d'une collaboration plus étroite avec ses coalisés. La *Banca Commerciale*, fondée par l'Allemagne sous couleur d'une aide financière à l'Italie, travailla effectivement avec de l'argent italien ; Berlin exploita l'Italie à outrance et étouffa toutes les industries qui devaient lui porter ombrage.

C'est ainsi que, pour mieux vendre à la péninsule son charbon qui, transitant par les rampes et les courbes de la Suisse, revenait toujours assez cher, les Allemands ne firent aucun effort pour électrifier les usines de la vallée du Tessin et des autres districts où les chutes d'eau devraient logiquement remplacer la houille. L'Italie, qui dispose d'une main-d'œuvre surabondante, pourrait recevoir des Alliés une foule de produits demi-finis qu'elle se chargerait de finir aux lieux et place des Allemands.

Il ne faudrait pas qu'après la guerre le capital allemand, déguisé sous un nom français, pût parler chez nous contre nous-mêmes. A l'heure actuelle il existe en France, comme en Italie, en Angleterre et en Russie, des branches, des filiales, des dépendances ou succursales d'affaires qui ne sont indigènes qu'en partie, ou seulement de façade et de nom, dont les intérêts financiers sont allemands et qui par conséquent gagnent de l'argent au profit de l'Allemagne privée, c'est-à-dire de certaines sociétés ou actionnaires ennemis. La presse allemande enregistre de temps en temps les opérations avantageuses de certaines entreprises fonctionnant en pays alliés dont les Allemands, la guerre finie, recueilleront les fruits.

Les groupes électro-techniques principaux de l'Allemagne qui viennent, en augmentant leur capital, de fonder en Suisse une « Banque pour les entreprises électriques, » ont des branches dans tous les centres importans de l'Europe; ils ont des

participations dans les principales Compagnies de tous les pays du continent. Les groupes allemands possèdent en territoire des alliés, écrivait de Pétrograd le correspondant du *Times*, des affaires électro-techniques pour une valeur approximative de 527 millions de francs. Tout récemment il a fallu aller *jusqu'à la Chambre des Lords* pour faire rejeter la prétention d'une société *allemande*, enregistrée en Angleterre, la « Continental tyre and Rubber company, » de recouvrer une créance de 11 000 livres sterling en pleine guerre. On juge si, disposant d'une organisation puissante, les Allemands tenteront, après la paix, d'assurer leurs positions.

Pour y voir clair, nous allons créer en France le « casier commercial, » système qui existe déjà dans quatorze pays dont l'Allemagne, afin de savoir exactement la nationalité des gens — des Sociétés surtout — avec qui les Français font du commerce. Il sera établi, dans chaque chef-lieu d'arrondissement, des dossiers centralisés à Paris, pour tous les patentés anciens ou nouveaux, faisant connaître en détail, avec leur état de famille et leurs ressources personnelles, la nature de leur fabrication ou de leur trafic. Seuls les citoyens des pays alliés jouiront de la pleine liberté de commerce en France, comme patrons ou simples commis. Nous réserverons aussi désormais à nos nationaux les fonctions d'agens de publicité ou d'assurances. Les fiches individuelles de l' « Institut Schimmelpfeng, » l'office de renseignemens allemands, trouvées par nous dans les maisons sous séquestre et où se voyaient notés les relations, les goûts et surtout la situation pécuniaire de nos commerçans ont servi souvent aux réquisitions militaires.

Les nations ont le commerce qu'elles méritent; l'ensemble des mesures défensives sur lesquelles les délégués à la Conférence se sont mis d'accord a pour objet le bien-être de tous. Le gouvernement, en créant des barrières, devra donc veiller à ce que personne n'en abuse, à ce qu'elles ne protègent pas à l'intérieur des « industries de tout repos. » A côté du *dumping* que nous combattons, il y avait chez les Allemands une volonté forte, de l'audace, le goût du risque et des vastes spéculations comportant de petits bénéfices, toutes choses qui ont aussi fait en France le succès de quelques illustrations de l'usine et du comptoir, individualités puissantes que l'on aimerait voir se multiplier. A côté du bon marché artificiel et menteur, il y a le

bon marché réel, issu de la fabrication en grand, de la spécialisation intelligente.

La contre-partie des prohibitions qui engendreraient la paresse et l'égoïsme, sera l'intervention de l'État, agissant non pas directement comme industriel, mais comme excitateur et régulateur, comme associé aussi. Il existe à Paris des Compagnies fermières du Gaz, des Eaux, du Métropolitain, dont la gestion progressive et prudente peut servir de modèle lorsqu'il sera question pour l'État d'utiliser l'outillage industriel que la guerre lui a mis en mains.

La crise du fret et des transports se prolongera après la guerre; les Empires centraux ont annoncé leur intention d'aménager un réseau de navigation intérieure, par la communication du Danube régularisé avec le Rhin, l'Elbe et l'Oder, qui permettrait des échanges à bas prix de la Baltique et de la mer du Nord avec la Mer-Noire et le golfe Persique. Avant que ces plans grandioses aient trouvé l'argent nécessaire à leur réalisation, les Alliés, qui disposent d'un littoral étendu et de ports excellens, peuvent créer un cabotage commun et rétablir, comme il est déjà proposé au Parlement français, la surtaxe de pavillon pour les navires étrangers, admis en nos ports depuis 1866 sur le même pied que les nôtres. Les transports terrestres seront également l'objet de remaniemens en vue de favoriser le transit dans telle ou telle direction. Chacun des Alliés a beaucoup à faire sur ce terrain, puisqu'en Russie un colis postal de cinq à douze livres, expédié d'une ville à l'autre à l'intérieur de l'Empire, payait 4 fr. 80, et le même, expédié d'Allemagne en Russie ne payait que 2 fr. 50.

Il a été résolu qu'un « Office de transports » établirait des titres uniques (lettres de voiture ou connaissemens) permettant aux Alliés entre eux de s'envoyer directement des marchandises, quels que soient les transbordemens successifs, par fer et par eau, comme d'une gare française à une gare anglaise ou russe, avec des tarifs soudés et combinés. L'Allemagne avait un intérêt majeur à ne pas abandonner les vieux usages à cet égard; elle arrivait ainsi à dénationaliser au passage, au profit de ses commissionnaires, les marchandises qui traversaient son territoire.

Ainsi les Alliés ont, dès ce jour, arrêté en commun les grandes lignes de leur politique commerciale, pour la période

qui suivra la paix ; ils sont prêts à causer avec les neutres, dont l'intérêt sera d'accord avec le leur et qu'ils souhaitent attirer dans leur groupement. MM. Delbrück, Dernburg et autres doivent renoncer à leur espoir de « mettre un traité de commerce dans le traité de paix. » Les Puissances de l'Entente ont, par cette Conférence, entendu se soustraire à la domination industrielle de l'Allemagne ; elles se sont inspirées d'un esprit non belliqueux mais défensif, en prenant à leurs adversaires l'organisation et la discipline à laquelle le Français, nettement individualiste, a longtemps répugné.

Plus la rédaction du programme a été laborieuse, plus le succès de ses promoteurs a surpris les ironistes d'outre-Rhin, qui prédisaient l'avortement de ces assises économiques. Elles ont achevé au contraire, en quelques jours, une tâche que l'on eût cru devoir exiger de longs mois. Le plan est tracé et déjà la construction de l'édifice commence ; au milieu des discussions actuelles où s'échangeaient surtout des idées, ce plan a fixé des règles positives qui serviront, comme une autre indemnité de guerre, à réparer les pertes et à reconstituer la richesse des pays alliés.

G. d'Avenel.

L'ART "GOTHIQUE"

ŒUVRE DE FRANCE

Le pangermanisme n'est pas seulement une doctrine et une entreprise d'accaparement pour le présent et l'avenir ; il ne lui suffit pas de soutenir que l'humanité doit être désormais — et pour son plus grand bien, cela va de soi ! — « organisée » et dirigée, pour ne pas dire plus simplement domestiquée et exploitée, par l'unique *Kultur;* il prétend encore *démontrer* que le passé lui appartient, que tout ce qui s'y est fait de grand et de beau contenait en germe quelque élément « purement germanique, » indispensable levain de l'inerte matière humaine... C'est la thèse que reprenait, le 15 mars 1915, devant ses « dignes concitoyens et concitoyennes » de Göttingen, le docteur H. A. Schmid, professeur réputé de l'illustre université, car tandis que, sur le front, les chefs bombardent et incendient, que les gaz lacrymogènes et axphyxians, les pompes à pétrole enflammé font scientifiquement, sournoisement, leur ignoble besogne, à l'arrière les théologiens, les érudits et les esthéticiens prêchent, dissertent et enseignent. Toutes les forces du *Deutschtum* sont méthodiquement déchaînées ; les soldats sont partis pour asservir le monde, les professeurs travaillent à l'annexion rétrospective de toute la civilisation. Leurs paroles aussitôt recueillies, multipliées par l'imprimerie, répandues par centaines de mille brochures à couverture rouge et noir : *Deutsche Reden in schwerer Zeit* (Paroles allemandes pour les temps difficiles) vont porter jusqu'aux extrémités du pays et chez les neutres la bonne parole et la « vérité, » telles qu'elles doivent être connues... Les arsenaux de la propagande

pangermaniste ne sont pas moins bien pourvus et outillés que ceux de l'artillerie.

Chacun, parmi les plus renommés, a son rôle, — chargé tour à tour d'un plaidoyer ou d'un réquisitoire. Celui-ci cherchera dans les vieilles polémiques de nos journaux et de nos partis tout ce qui peut avilir la France « jugée par les Français » — et il nous faut bien avouer qu'il n'a que l'embarras du choix — jusqu'au jour où la France prend elle-même la parole, répond par l'action et n'a qu'à se montrer telle qu'elle est pour confondre, du même coup, tous ses calomniateurs; tel autre, M. Paul Clemen par exemple, s'acharnera à « prouver » que rien, dans les dévastations de cette guerre, n'est arrivé que par notre faute à nous, Belges ou Français, que les ruines de Louvain, de Malines, de Reims, de Soissons, nous en sommes seuls responsables et coupables (et c'est ainsi qu'un von Bissing rappellera le grand cardinal Mercier au « respect des traités internationaux ! »). Celui-là ira chercher dans lord Byron des argumens contre la politique anglaise ou bien définira, pour ses compatriotes, les raisons et le but de la « Guerre Sainte. » Successivement adaptés à toutes les parties du monde, les thèmes du pangermanisme sont ainsi, des Amériques aux Balkans, exposés, colportés, développés, tantôt sur le mode lyrique, tantôt et plus souvent sous la forme didactique des *Vorlesungen* de leurs universités où ils furent élaborés. Jamais entreprise mieux concertée ne fut montée contre la simple vérité.

Le professeur Schmid a dû, pour sa part, traiter *des Beaux-arts et du germanisme (Deutschtum und bildende Kunst)*. A vrai dire, il y a plus encore que « germanisme » dans ce mot redoutable et mystique. *Deutschtum*, c'est la synthèse de toutes les forces profondes et complexes, de toutes les aspirations, de toutes les capacités et rapacités, de tous les rêves de proie et d'orgueil de la race, depuis que le vieux Dieu complice la créa, par un décret et avec privilège spécial, pour dominer et rançonner le monde... Donc, avec une application tranquille et insinuante, le professeur Schmid, — après avoir rappelé et réfuté sommairement la vieille thèse d'un « art international, » indifférent ou supérieur aux frontières, — a entrepris d'expliquer aux très honorés bourgeois et bourgeoises de la *Wenderstrasse*, immortalisés déjà par Henri Heine au début des *Reisebilder*,

tout ce que le sentiment et la réalisation de la beauté, depuis les origines de la civilisation jusqu'à l'invention du « style moderne, » doivent au génie et à l'organisation du *Deutschtum*. Je ne crois vraiment pas exagérer sa thèse et sa pensée en la résumant ainsi : « Tout compte fait et à bien voir les choses, profondément, à l'allemande, l'art n'a vraiment fleuri que là où la race germanique a pénétré ou a passé. » Vous êtes un peu surpris? Regardez de plus près. Qu'eût été l'Italie du Moyen Age, sans les Lombards? A la Renaissance même, Bellini, Mantegna, — après eux, Titien, — ne sont-ils pas, pour qui sait observer, plus Allemands qu'Italiens? Un fond de germanisme est partout reconnaissable comme support plus ou moins caché de tous les grands mouvemens d'art et de presque tous les grands artistes. Luca della Robbia et Raphaël (qui avait les cheveux blonds) n'échappent pas plus à cette loi que Michel-Ange, dont le visage trahit les origines germaniques et qui d'ailleurs se réclamait lui-même fièrement d'une ascendance qui le rattachait aux comtes allemands de Canossa. Tous ces grands Italiens, « on ne sait quelles nuances de sensibilité ou d'émotivité les rattachent essentiellement à nous, — c'est Schmid qui parle, — dans leur profondeur et leur originalité natives. » Quoi de surprenant dès lors si, dans les fresques célèbres du Ghirlandajo à Santa Maria Novella, les personnages les plus importans, les figures de premier plan nous rappellent si exactement les types rencontrés dans les cantons et petites villes d'Allemagne où la race s'est conservée la plus pure? Mêmes observations pour l'Italie du *Risorgimento* que pour celle du *Rinascimento*. Les plus grands fondateurs de l'Italie moderne ont, presque tous, quelque attache allemande. Garibaldi? radical germanique, cheveux blonds!

Voilà le pangermanisme pris sur le fait. Et sans doute, à ce degré de cuistrerie et d'impertinence, il peut paraître inoffensif... Mais il ne faut pas s'y fier. Et voici d'ailleurs un dernier argument à l'appui de cette prise de possession de toute l'histoire de l'humanité au nom de l'Allemagne : qui donc a, mieux que les érudits allemands, travaillé et brassé la matière historique? et pour ce qui touche plus spécialement à l'Italie, qui donc a plus abondamment étudié, fouillé, pénétré les moindres coins et recoins de l'art italien? Et il y aurait à examiner si ces grands érudits furent, en effet, les meilleurs connaisseurs et

les plus intelligens commentateurs de l'art italien — et de l'art en général... Ce n'est pas aujourd'hui mon objet, mais en lisant Schmid, je me rappelais une conversation de W. Bode avec notre cher Émile Michel. Il s'agissait de Rembrandt et Bode disait : « A présent, j'ai envie d'écrire, tout simplement, un petit livre dans le genre de Fromentin. » Et Émile Michel répondait avec un bon sourire : « C'est une idée : on peut toujours essayer ! »

Il va sans dire qu'après cette incursion dans le domaine de l'art italien, le professeur Schmid a beau jeu, ou croit avoir beau jeu, à revendiquer tout ce qui, par suite d'un long et funeste malentendu, porte, dans l'histoire officielle de l'art, le nom de « gothique. » Certes, je ne veux pas l'oublier, la science allemande, celle où survivait encore l'esprit de l'honnête Allemagne de jadis, a travaillé à établir, — après nos Quicherat et nos Viollet-le-Duc, — que cet art *gothique*, c'est de France qu'il est venu, c'est de l'Ile-de-France qu'il est parti pour commencer la conquête de l'Europe médiévale. Les Dehio, les Dohme, les Goldschmidt, les Weese, les Vöge (je les nommerai tous !) l'ont dit, — et sur plus d'un point, il est juste encore de le reconnaître, ils ont, — surtout pour la statuaire monumentale, ce grand art essentiellement français, — marqué avec plus de précision qu'on n'avait fait avant eux les étapes, en Allemagne, des grandes influences françaises... Depuis quelques années d'ailleurs, la réaction pangermanique contre cette science impartiale se faisait de plus en plus sentir et nous avions déjà repéré les plates-formes où s'établissait sa grosse artillerie, — qui jamais ne mérita mieux le nom d'artillerie lourde (voir par exemple : *die Germanen und die Renaissance in Italien* de Woltmann (Leipzig, 1905) et du même : *die Germanen in Frankreich* (Iéna, 1907). Il s'agit de rattraper aujourd'hui ce que l'on a pu imprudemment concéder. Rien de plus facile ! Oui, accordons que la France a donné à la chrétienté occidentale la forme la plus originale et la plus belle de l'architecture et de la statuaire ; accordons que l'Ile-de-France, le Soissonnais, le Valois, la Picardie en furent le berceau, la terre d'élection... Rien d'étonnant, si ces régions privilégiées furent, plus qu'aucune autre partie du territoire français, pénétrées d'élémens germaniques au temps de la *Völkerwanderung*. Nous parlerez-vous de la brillante civilisation toulousaine au

XIIe siècle ? Toulousains, Languedociens ? Dites plutôt Wisigoths ! Et voilà, du Nord au Midi et de l'Est à l'Ouest, tout le génie français absorbé rétrospectivement par l'unique « Kultur, » expliqué par l'intervention de peuplades iconoclastes qui, parfaitement stériles chez elles, auraient trouvé chez nous, au contact de notre terre et de notre esprit, et après avoir perdu tous leurs caractères ethniques, les aptitudes supérieures dont leurs panégyristes veulent aujourd'hui nous dépouiller à leur profit ! Que nous laisserez-vous, Seigneur !

Dans l'exposé, d'apparence innocente et « objective » de cette doctrine, chaque phrase est comme chargée d'intentions perfides et sournoises. Il s'agit, par exemple, d'indiquer, de rappeler en passant, que la France, après l'avoir créé, a longtemps méconnu, renié son art du Moyen Age (1), que, de nos jours, il s'est trouvé des municipalités sectaires (combien sur l'ensemble du territoire ?) pour en détruire systématiquement les témoins ; que, d'une façon générale, « l'art français est plus et mieux apprécié en Allemagne qu'en France. » Et le professeur Schmid écrit tranquillement : « Il eût été inouï, chez nous, inconcevable que l'État-major allemand eût jamais eu la pensée de transformer les cathédrales gothiques, d'une haute importance artistique ou historique, en postes d'observation ou d'artillerie, au risque d'attirer par là, sur elles, le feu de l'ennemi, comme la chose se passa en 1870 pour la cathédrale de Strasbourg et maintenant pour celles de Reims et de Soissons... » N'ayez pas la candeur de répondre une fois de plus, avec tout le clergé de ces malheureuses églises, avec Mgr Landrieux, alors archiprêtre de la cathédrale de Reims, aujourd'hui évêque de Dijon, qui a noté au jour le jour tout le détail des bombardemens et solennellement protesté contre les allégations mensongères et obstinément répétées des Allemands, avec M. l'abbé

(1) Il n'entre pas dans le plan de cet article de rechercher si l'on ne pourrait relever dans la « littérature » allemande de l'époque classique presque autant de témoignages que dans la nôtre de l'inintelligence et du mépris de cet art, alors universellement méconnu. Joachim von Sandrart, un des auteurs les plus « représentatifs » (au point de vue de l'histoire de l'art), dédiant à l'Électeur de Brandebourg (1675) sa *Teutsche Akademie*, croyait devoir excuser ses vieux Allemands (*unsere alte Teutsche*) d'avoir longtemps « erré dans le labyrinthe de l'architecture gothique, » et le chevalier A. Mengs écrira (en 1781) : « En ces temps malheureux qu'on peut regarder comme le sommeil du monde, qui ne s'est passé qu'en rêves funestes, l'art fut entièrement négligé, ainsi que tout ce qui est louable. »

Landais, archiprêtre de Soissons, que jamais, à aucun moment, un poste quelconque ne fut installé dans les tours; que même, pour enlever à l'artillerie ennemie jusqu'à l'apparence d'un prétexte, on prit la précaution de supprimer les innocentes sonneries des messes quotidiennes. Ne rappelez pas que nous avons de nos yeux vu leurs *Taube* tourner méthodiquement autour de Notre-Dame de Paris, l'encadrer de leurs bombes, provoquer dans les combles un commencement d'incendie, heureusement conjuré à temps (faudra-t-il leur en savoir gré?). Ne leur citez pas enfin tant de textes accablans de leurs théoriciens les plus renommés sur la guerre implacable, sur la terrorisation des non-combattans qui, rendant la victoire plus rapide, diminuera d'autant la durée des atrocités, — ineffable cruauté humanitaire! — Ils savent très bien, au fond, à quoi s'en tenir; mais la petite phrase du professeur Schmid aura fourni à la conscience accommodante et en même temps à l'orgueil de ses compatriotes l'argument pharisaïque dont ils avaient besoin.

Non, la France, la vraie France, celle qui vient de se réveiller et de se retrouver dans une merveilleuse réaction de toutes ses forces profondes et héréditaires contre l'assaut de l'ennemi, n'avait pas perdu, autant qu'ils aiment à le dire, le sentiment de sa continuité historique. C'est du fond de son passé que se sont levées dans la lutte présente toutes les énergies, toutes les clartés de la conscience et de l'âme françaises... Et puisque c'est d'art et de monumens que nous parle le professeur Schmid, si « le vague désir de remonter les âges, » qui s'émut au cœur de Michelet enfant dans les salles du Musée des Monumens français, aux Petits-Augustins, est un sentiment relativement moderne, que de textes pourtant je pourrais produire qui établiraient sans réplique que, même aux temps des pires malentendus, des plus funestes incompréhensions, quelques rappels, quelques sommations jaillies du cœur même de notre peuple, ne cessèrent jamais, du XVIe au XVIIIe siècle, d'interrompre la prescription!... Et n'a-t-on pas vu, aujourd'hui, ceux mêmes qui ne l'avaient pas encore senti, comprendre, à la douleur vraiment filiale et spontanée qui s'est levée en eux, que ces vieilles pierres, sur lesquelles s'acharnaient les bombes incendiaires et les obus de gros calibre, étaient les témoins et les dépositaires, sept et huit fois cente-

naires, des pensées et du génie le plus intime de notre race? Bien mieux que la clameur d'indignation jaillie de tous les points du monde civilisé, leur propre blessure les a avertis qu'avec elles disparaîtrait quelque chose d'essentiel à la personnalité, à la figure, à la beauté de la France, et la voie douloureuse, bordée de tombeaux et de ruines, qui les a conduits jusqu'à ces grandes victimes, les a ramenés aux sources mêmes de notre histoire et de notre nationalité... Quant à nos combattans, ils n'ont pas eu une minute d'hésitation sur la signification véritable et profonde de la lutte et du sacrifice; et l'on pourrait citer les lettres de ceux qui, partis pour « venger Reims, » saluaient au passage, dans la cathédrale de Soissons bombardée, « la France s'offrant dans sa beauté et montrant ses blessures comme pour exalter le courage de ses défenseurs, » et qui donnaient leur vie si pure, si riche de bonheur, dans un sublime élan d'enthousiasme, de « reconnaissance » et de foi patriotiques.

*
* *

Puisqu'il est devenu un des « faits de la cause, » et que dans ce domaine aussi, nos ennemis, non contens d'en saccager présentement les monumens, prétendent rétrospectivement s'en attribuer la gloire, nous voudrions résumer ici, à grands traits, sans appareil d'érudition et d'archéologie, la naissance de cet art français, de cette « œuvre de France, » — *opus francigenum*, comme le dénomma tout le Moyen Age occidental ; — essayer de montrer comment les plus caractéristiques qualités de l'esprit français s'y montrent déjà agissantes et efficaces, et que toutes les forces, toutes les aspirations de la pensée chrétienne y trouvèrent, sous une forme vraiment française, une expression plus claire et plus humaine.

Qu'entendait-on, en somme, par ces mots : travail français, *opus francigenum?* Que voulait dire l'annaliste qui notait que telle église d'Allemagne, dans la seconde moitié du XIIIe siècle, venait d'être reconstruite *opere francigeno* par un architecte venu *ex partibus Franciæ, villâ Parisiensi?*... La manière française, ce fut d'abord, tout simplement, une façon plus pratique, plus analytique, si j'ose dire, et plus souple, de construire les voûtes des églises... En quoi consistait-elle? Un exposé aussi général que celui où nous nous engageons, — non sans témé-

rité, peut-être, — ne saurait comporter de longues explications techniques. Et pourtant, quand on parle d'arts plastiques, c'est-à-dire des différentes manières dont la pensée et l'âme humaine ont marqué de leur empreinte indélébile l'inerte matière, il faut bien entrer dans quelques détails sur les procédés d'exécution qui, non moins que les facteurs moraux, religieux, sociaux, sont à l'origine de tous les renouvellemens des grandes époques de l'art.

Depuis la fin des dernières invasions barbares qui avaient attristé le déclin du règne de Charlemagne et compromis, semblait-il, son prodigieux effort de restauration et de civilisation, aussitôt qu'un embryon d'ordre et de sécurité avait pu se développer, sous la protection des autorités provinciales qui, sur la rude enclume féodale, forgeaient déjà, sans le savoir, les diverses parties de la France future, un des premiers soins du clergé et des fidèles avait été de relever les églises brûlées par les envahisseurs et de ramener les reliques, précipitamment déménagées... Les récits des « translations » occupent dans la littérature du temps une place significative et sont riches en renseignemens sur les croyances, les mœurs et, çà et là, sur l'histoire de l'art.

Au début du XIe siècle, ce mouvement avait déjà pris assez d'extension et les effets en étaient assez appréciables pour qu'un moine de l'ordre de Saint-Benoît, c'est-à-dire d'un des plus grands agens de la civilisation du haut Moyen Age, — qui avait séjourné successivement dans les monastères de Saint-Léger de Champeaux, de Saint-Bénigne de Dijon, de Saint-Germain d'Auxerre et de Cluny, dans les centres d'information et de culture les plus renommés, — pût dresser comme le procès-verbal solennel, précis, poétique et charmant de cette renaissance ou plutôt de cette naissance de l'art chrétien occidental. Il note l'émulation générale à qui élèverait les temples les plus beaux et les plus riches, « comme si le monde, d'un commun accord, ayant dépouillé ses antiques haillons, se revêtait d'une blanche robe d'église, » cette reconstruction universelle des sanctuaires, non seulement dans les évêchés et les monastères, mais jusque dans les plus petits villages *(seu minora villarum oratoria)*, et non pas simple reconstruction, mais réfection en quelque chose de mieux *(in meliora)*. On ne relit pas sans charme ce vieux texte de Raoul Glaber, mille fois et justement cité. En quoi

consistait cette « amélioration ? » Ce n'était pas simple embellissement, mais véritable rénovation. Il s'agissait de remplacer sur les bas côtés d'abord, puis sur les grandes nefs, les anciennes charpentes de bois par des voûtes appareillées en pierre.

Sur les effets de cette substitution, que la comparaison d'une ancienne basilique romaine avec une église « romane » rend sensible aux yeux et à l'esprit, Quicherat fit, — dans la petite salle des cours de l'ancienne École des Chartes de la rue des Francs-Bourgeois, — des leçons qui sont restées, dans mon souvenir, parmi les plus admirables que j'aie jamais entendues. Le premier, il trouva dans le système organique des voûtes un principe, clair et logique, de classification des différentes écoles romanes qui, au cours des XIe et XIIe siècles, eurent à résoudre dans chacune des provinces du futur territoire français cet essentiel problème.

Que de chefs-d'œuvre déjà, au XIIe siècle, étaient sortis de ce grand effort, ceux-là seuls le savent qui ont visité, en pèlerins de notre art national, nos provinces françaises, Auvergne et Languedoc, Saintonge et Poitou, Provence et Bourgogne. De Notre-Dame du Port, de Clermont-Ferrand à Saint-Nectaire, à Orcival, à Saint-Austremoine d'Issoire, — de Saint-Sernin de Toulouse et de Sainte-Foi de Conques, à Saint-Pierre de Moissac et Saint-Caprais d'Agen ; — de Notre-Dame la Grande et Saint-Hilaire de Poitiers à Saint-Pierre d'Angoulême ; — de Sainte-Madeleine de Vézelay et des ruines de l'admirable abbatiale de Cluny à Paray-le-Monial et à Charlieu, — des cloîtres d'Elne, de Saint-Trophime et de Montmajour à Saint-André de Valence... quelle diversité, quelle fécondité ! Mais ces écoles restèrent *régionales*. Si pieuse que puisse et doive être notre admiration, aucune ne devint la maîtresse universelle, l'École Française par excellence. C'est à celle-ci qu'il était réservé de découvrir, de créer le mode de construction, souple, léger et résistant, qui permettrait à la maison de prières chrétienne de satisfaire à cet intime besoin d'essor, à cette aspiration vers le ciel que, dès les débuts de l'époque romane, on sent s'émouvoir et s'ébaucher par le rythme et la répétition des verticales tendues, dans le demi-jour des nefs, sous les voûtes pesantes. Comment s'opéra cette transformation ? Elle ne fut pas l'effet d'un coup de génie soudain et imprévu, mais d'une lente gestation, d'une

élaboration tenace dont les premiers signes ne furent même pas aperçus.

Pendant que naissaient les grandes églises, — la plupart monastiques, — qui restent la gloire de ces puissans ateliers provinciaux, le Nord de la France, et spécialement le cœur même du domaine royal semblait être, était « en retard. » Ni les maçons, ni les imagiers n'y avaient encore rien produit de comparable à ce que l'Auvergne, le Languedoc ou la Bourgogne avaient vu paraître ; mais, sous cette apparente inertie, un grand avenir se préparait.

Au problème de la construction des voûtes, de la résistance aux pesées et aux poussées verticales et obliques que leurs supports ont à subir, quatre solutions principales (si l'on néglige le détail et si on laisse de côté la question très spéciale des coupoles sur pendentifs), toutes inspirées ou renouvelées de la brillante et si « pratique » architecture romaine, avaient été adoptées : berceau continu épaulé sur tout son parcours par les voûtes en quart de cercle, formant comme un étai ininterrompu, des tribunes ouvertes au-dessus des bas côtés ; berceau divisé en travées égales par des arcs, dits *doubleaux*, comme par autant de cintres en pierre survivant aux cintres en bois ayant servi à la construction et par les supports de ces arcs ; — voûtes d'arête, à pénétration, dont les Romains avaient tiré d'incomparables partis (voir celles des Thermes de Cluny à Paris), mais dont l'appareillage présentait les plus grandes difficultés et que les plus hardis architectes bourguignons n'avaient osé essayer que sur les bas côtés ; — enfin, pour diminuer les dangers des poussées obliques des voûtes et les rapprocher autant que possible de la verticale, on donna souvent aux voûtes des grandes nefs et à leurs doubleaux, la forme d'un arc aigu, « brisé » (ou « en tiers-point »). Et il faut noter en passant que la langue commune, en appliquant à ces arcs le nom d'ogive, a créé d'inextricables confusions et déplorablement contribué à la tenace inintelligence d'un système de construction qui était la clarté et la raison mêmes, étant né du bon sens et de la raison de nos maçons français.

Car l'ogive, ou plutôt *la croisée d'ogives*, fut l'invention propre des architectes qui, — dans la région franco-picarde, comprenant l'Ile-de-France, le Valois, le Soissonnais, une partie du Beauvaisis, de la Picardie, et dont Senlis serait à peu près

le centre, — depuis le début du XIIe siècle, et même dès la fin du XIe, travaillèrent à voûter les petites églises, d'où, par une conséquence logique mais qu'ils étaient bien loin de prévoir, devaient procéder les grandes cathédrales. Essayons d'indiquer les caractères du système nouveau. Dans chaque travée, entre les doubleaux, jeter deux arcs transversaux se croisant en diagonale de façon à former une armature indépendante de la voûte, dont chacun des compartimens viendra se poser sur ce squelette, cette charpente de pierre permanente formée par les nervures des arcs doubleaux et ogifs combinés ; simplifier ainsi singulièrement le travail de l'appareillage, retouver en les allégeant tous les avantages des voûtes d'arête, localiser, canaliser si l'on peut dire, les poussées jusque là diffuses, qui viendront dès lors aboutir au point précis où l'architecte aura organisé les supports et les résistances convenables, n'est-ce pas là l'œuvre d'esprits clairs, d'un *bon sens* habile à débrouiller les complications où d'autres se perdaient, à résoudre les difficultés par une analyse rigoureusement conduite des données du problème ? Et telle fut, en son principe, la trouvaille d'où allait naître une grande architecture, hardie, « sublime » au sens étymologique du mot, la plus originale que le monde ait jamais admirée.

Où se fit exactement et pour la première fois cette invention ? A vrai dire, comme elle sortit d'un besoin général, il est fort possible que dans la série des tâtonnemens et des essais poursuivis de toutes parts, elle se soit présentée à l'esprit de plus d'un appareilleur obsédé par le même problème... Mais ce qui est incontestable, évident, et ce qui seul, à vrai dire, importe, c'est qu'il n'existe qu'une région où l'on puisse suivre, comme dans un terrain de germination spontanée et en même temps d'expérimentation méthodique, l'élaboration progressive, l'adaptation raisonnée du procédé nouveau, le développement de ses conséquences, la pleine démonstration de ses possibilités, sous l'action incessante d'une claire logique créatrice, et cette région est justement celle où, jour à jour, la Providence et l'histoire avaient préparé « douce France. » C'est dans les campagnes de l'Oise, du Vermandois, du Parisis, du Valois, par les belles journées du printemps, — quand de toutes parts se gonflent les bourgeons et s'épanouit la végétation qui servit de modèle aux ornemanistes affranchis par la décou-

verte de la nature de toutes les composites grammaires décoratives jusque là en vigueur, — qu'il faut aller se donner la joie de ce spectacle. A chaque détour de la route, un clocher vous invite et chaque sanctuaire vous révèle dans la disposition de son plan, de sa construction, dans le dessin des profils de ses arcs et le système de leur support, une recherche, un progrès, l'intervention d'une pensée active, ingénieuse et suivie. Le paysage est ennobli et comme consacré par cette présence universelle et réelle du travail humain voué à la plus noble tâche. C'est là que la civilisation française a ses titres de noblesse les plus authentiques, et c'est là naturellement qu'ont toujours porté, avec une rage significative, les coups des ennemis de cette civilisation. Avec quelle piété, après le grand jour de la libération et de la purification du territoire, nous reprendrons les pèlerinages en ce moment interdits, avec quelle émotion plus reconnaissante, de quels yeux mouillés de larmes, nous reverrons — et dans quel état ! — de Morienval à Tracy-le-Val, de Saint-Leu d'Esserent à Noyon, de Noël-Saint-Martin à Ourscamp, de Saint-Yved de Braisne à Soissons et à Laon, ces sanctuaires, deux fois saints, plus chers après l'outrage et la blessure, où la France créa pour la chrétienté une beauté nouvelle !

*
* *

Il y eut un lieu, un jour précis où l'effort accumulé, le travail obscur et fécond de deux générations d'humbles architectes « français » se révéla dans les circonstances les plus solennelles, aux yeux de ceux qui, entre tous les contemporains, avaient qualité et autorité pour les comprendre et en tirer tous les effets utiles. Un des plus grands hommes du XIIe siècle, si riche en personnalités puissantes, l'abbé Suger avait, de son abbaye royale de Saint-Denis en France, observé tous les symptômes de cette élaboration d'un système nouveau. Du jour où il avait pris le commandement de la grande abbaye, — si vastes que fussent ses pensées, multiples ses charges, lourdes ses responsabilités, ministre d'État, théologien, administrateur d'immenses domaines, — il n'avait pas eu de soin plus constant et plus cher que l'agrandissement et l'embellissement de sa chère vieille église, qu'il croyait être encore celle de Dagobert. *Ad augmentandum et amplificandum nobile manuque divina*

consecratum monasterium, il avait jour à jour réuni les ressources nécessaires, préparé les voies et moyens. De ses voyages à Rome et en Italie, il avait conservé le secret désir de faire transporter, pour le futur sanctuaire qu'il méditait, les colonnes des Thermes de Dioclétien ! — mais il savait aussi que la terre de France est riche en matériaux (la simple pierre de liais n'a-t-elle pas été jusqu'au XVIe siècle pour nos maçons et nos imagiers la servante la plus docile, la collaboratrice la plus franche et la plus noble ?) et la découverte, la mise en exploitation des carrières de Pontoise l'avaient rempli de joie.

Au cours de tous ses voyages, à Saint-Benoît-sur-Loire, à la Charité, à Cluny, en Saintonge, en Aquitaine (quand il avait dû accompagner l'héritier présomptif de la couronne de France, à la rencontre d'Éléonore d'Aquitaine, sur l'ordre de son bien-aimé roi et ancien condisciple Louis VI), il avait observé, noté tout ce qui pouvait servir son grand projet. S'il avait embauché de tous côtés des peintres verriers, des fondeurs, des mosaïstes, des orfèvres, des sculpteurs, c'est dans le pays le plus proche, dans la région où naissait la nouvelle architecture, où la collégiale de Poissy et l'église Saint-Maclou de Pontoise commençaient de s'élever, qu'il avait pris ses maçons. Dès 1140, on avait pu ouvrir les nouvelles portes de la façade, — plus larges parce qu'il avait été profondément ému par les nombreux accidens survenus aux jours des grands pèlerinages autour des reliques des saints martyrs — et l'on avait travaillé activement à la construction du déambulatoire et du chœur. Il a noté lui-même que, le 19 janvier 1443, tandis que, avant le lever du jour, l'évêque de Chartres célébrait à Saint-Denis la messe conventuelle, une épouvantable tempête s'était déchaînée sur le pays. On en était au point où les piliers et les arcs doubleaux et ogifs déjà construits n'attendaient plus que la couverture des voûtes ; leurs nervures de pierre découpaient sur le ciel le réseau de leurs compartimens rigides, — c'est-à-dire tout l'appareil de la nouvelle architecture, — et Suger passa quelques heures d'angoisse à se demander s'ils résisteraient à la fureur des vents ennemis... *Tantus oppositorum ventorum impetus prælatos arcus... perfringebat...* Tout tremblait *(miserabiliter tremuli)*, mais tout résista, et la démonstration fut ainsi providentiellement faite que l'appareil nouveau était aussi solide que souple et pratique. On acheva de poser sur les arcs la couverture des

voûtes; on mit en place les admirables vitraux pour lesquels Suger lui-même avait ordonné tout un programme iconographique et rédigé en vers latins un savant et mystique commentaire, et le 11 juin 1144,

Annus millenus et centenus quadragenus
Quartus erat Verbi, quando sacrata fuit,

comme il l'a noté, en présence du jeune Roi, de la Reine, d'un grand nombre de barons et d'abbés représentant les plus illustres monastères de la chrétienté, de cinq archevêques et de quatorze évêques, on procéda à la translation des reliques et à la consécration du chœur... Ce fut le plus beau jour de la vie de Suger, et c'est une des grandes dates — la plus grande peut-être — de l'histoire de l'art français.

Dès lors, le branle est donné; l'architecture française est officiellement reconnue ; la doctrine est proclamée. Ce système de construction sur croisée d'ogives qu'elle vient de révéler au monde apparaîtra si efficace que le biographe de Philippe-Auguste, voulant montrer l'importance de l'intervention du Roi comme défenseur de l'Église, écrira qu'il en fut « l'arc ogif, » c'est-à-dire le plus parfait soutien : « *catholicæ fidei validus defensor et ogis.* » L'ère des grandes cathédrales va commencer.

*
* *

Il n'est pas inutile de rappeler ici qu'au moment même où il présidait aux premiers travaux du nouveau Saint-Denis, Suger avait soutenu contre saint Bernard une polémique fameuse. Fallait-il adopter pour les églises le luxe coûteux dont beaucoup de puissans monastères avaient donné l'exemple? Dans une lettre à l'abbé Guillaume, vers 1130, saint Bernard avait protesté, tant au nom du bon sens que de l'économie, contre certains motifs décoratifs où s'était complu l'art roman (monstres enchevêtrés par exemple autour des chapiteaux, survivances barbares) et aussi contre la dépense excessive qui enlevait autant d'aumônes aux pauvres. Suger s'éleva vivement contre cette thèse, qui, si elle avait triomphé, aurait peut-être compromis tout l'essor de l'art chrétien. Certes, il y a de fort belles églises cisterciennes, — leur sévérité, leur nudité n'enlève rien à l'harmonie grave et solennelle de leurs lignes architectu-

rales, Pontigny en reste un admirable exemple; — mais quand on pense que saint Bernard allait jusqu'à redouter comme un élément soit de distraction pour le fidèle soit de dépense inutile, la polychromie décorative des vitraux *(vitreæ albæ fiant)* et la polyphonie des chants liturgiques auxquels les moines de Cluny avaient donné une magnifique extension, comment ne pas se réjouir de l'échec de sa réforme? Nul plus que Suger n'avait pris au sérieux la parole du Psalmiste : *Domine, dilexi decorem domus tuæ.* Il revient sans cesse sur ce point : « Que chacun abonde dans son sens; mais quant à moi, je le confesse, pour la célébration de la sacro-sainte Eucharistie, rien ne sera jamais trop précieux et trop cher *(quæcumque carissima, sacrosanctæ Eucharistiæ administratione... desservire debeant).* D'autres (c'est saint Bernard) nous objectent que la pureté du cœur et de l'esprit suffisent... Sans doute, mais si cette pureté est indispensable, il n'est pas inutile d'y ajouter la beauté des objets du culte et *ce respect de la nature matérielle que notre Sauveur a daigné joindre à son essence immatérielle.* » Et il résumait sa doctrine dans les inscriptions multipliées sur l'édifice, dont l'une, sur les portes de bronze, disait :

Mens hebes ad verum per materialia surgit.

C'est toute la théorie de l'art idéaliste.

A côté de Suger, comment ne pas nommer le délicieux Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, grand humaniste, charmant précurseur d'une véritable renaissance? Ses lettres sont émaillées de citations d'Horace; mais si, par aventure, quelque vers trop païen lui revient à la mémoire, il le supprime ; *tace reliqua,* écrit-il à la place, par exemple quand, célébrant la douceur de ses retraites champêtres au plus profond des forêts,

Me doctarum hederæ prœmia frontium
Dis miscent superis, me gelidum nemus,

il s'interrompt tout à coup pour ne pas avoir à ajouter :

Nympharumque leves cum Satyris chori.

Il défend avec une admirable éloquence toutes les formes de l'art religieux; la musique d'abord : comme le Psalmiste, il veut qu'on célèbre le Seigneur avec la lyre, la harpe, le citharion, les voix bien sonnantes et les trompettes retentissantes; la

sculpture et la peinture ensuite : il rappelle avec délectation les « peintures décentes » qui décoraient son oratoire... Ces deux contradicteurs eurent raison, sans trop de peine semble-t-il, du grand fondateur de l'ordre de Cîteaux... Et celui-ci d'ailleurs par le lyrisme mystique de ses apologies de la Sainte Vierge, par l'influence décisive qu'il eut sur le développement du culte de Marie contribua puissamment à renouveler, à multiplier les sources de l'iconographie qui allait trouver dans les imagiers des *Notre-Dame* de Soissons, de Noyon, de Senlis, de Laon, de Paris, de Chartres, de Reims, d'Amiens et de Rouen d'admirables interprètes.

*
* *

Il ne suffit pas d'un procédé nouveau pour créer un art vivant et expressif : il faut que l'invention de ce procédé coïncide avec un profond mouvement des esprits et des cœurs, qu'elle puisse être mise au service d'un grand besoin social, d'un programme moral sorti du plus intime de l'âme nationale. Si le XIIIe siècle est un grand siècle français, si le vieux Schnaase a pu écrire qu'après le siècle de Périclès il n'en est pas de plus grand dans l'histoire de l'humanité, c'est que dans les cathédrales françaises vinrent se combiner et s'épanouir toutes les forces actives du pays et de la race ; et l'intérêt passionnant qu'offre leur étude est de suivre, dans leur construction et les mille détails de leur statuaire, non seulement le développement d'un système donnant par une sorte de logique active toutes les conséquences contenues dans son principe, mais aussi l'illustration magnifique et plastique d'un grand moment de la pensée chrétienne sous sa forme française. Après que l'invention des arcs ogifs eut été complétée par de nouveaux organes d'appui et de butée, la pile et l'arc-boutant, et qu'il fut bien évident que — la solidité de l'édifice étant assurée par un jeu équilibré de poussées et de résistances — les murs devenaient inutiles et pouvaient sans aucun danger être remplacés par les sublimes verrières qui renouvellent à toutes les heures du jour le mystère et l'enchantement de leurs symphonies colorées, on vit, de décade en décade, s'enhardir la science des constructeurs et l'essor de l'église. Les tribunes qui, à Senlis, à Noyon, au transept méridional de Soissons, à Laon, à Paris, dans toutes les cathédrales commencées dans la seconde moitié du

XIIe siècle, chargeaient encore les bas côtés, disparaissent dès le début du XIIIe. Le grand architecte inconnu de la nef de Notre-Dame de Chartres les trouve incommodes; elles pèsent comme un poids mort, gênent la force ascensionnelle de l'édifice; ceux de Reims et d'Amiens, Jean d'Orbais et Robert de Luzarches, quelques années plus tard, allègent encore le dessin général de la nef, élèvent les collatéraux débarrassés de ce fardeau à une hauteur jusque là inconnue, ouvrent plus larges et plus hautes les fenêtres, tracent avec une légèreté plus élégante les meneaux et les roses qui encastreront les vitraux dans leurs sertissures de pierre, montent les voûtes jusqu'à 40 et 45 mètres, impriment à la masse formidable cet élan dont chaque membre du puissant organisme est animé et multiplie harmonieusement l'impression. Aussi, sous saint Louis, au moment où l'on ajoute à Notre-Dame de Paris ses splendides transepts, juge-t-on que la cathédrale métropolitaine paraît trop archaïque et timide en comparaison de ses cadettes; — on descend alors les fenêtres de la nef aussi bas qu'il est possible, — mais les voûtes des tribunes s'opposent à ce rajeunissement ou du moins le limitent, et c'est dans les prodigieuses roses des deux transepts, c'est dans la Sainte-Chapelle, qui semble faite d'air, de verre et de lumière, que les maîtres de l'Ile-de-France pourront montrer qu'ils ne sont inférieurs en science ni en audace à leurs confrères de Champagne et de Picardie.

Notez d'ailleurs qu'à chaque moment de cette évolution, et parce qu'elle est comme le développement et le jeu d'un vivant organisme, chaque œuvre, prise en soi, se compose harmonieusement et semble définitive. C'est seulement en la comparant à ce qui l'a précédée et à ce qui l'a suivie que nous nous rendons compte de l'espèce d'émulation qui, d'un chantier à l'autre, semble animer les architectes vers des solutions toujours plus hardies. Le rythme de la croissance nous devient alors sensible et, du transept méridional de Soissons, ce chef-d'œuvre parfait de grâce virginale, de mesure, d'harmonie, j'oserais dire « racinienne », à la nef d'Amiens, nous assistons, émerveillés, au travail toujours divers et toujours homogène d'un même esprit, d'une même raison qui sont l'esprit même et la raison de France.

Esprit, logique, raison... Viollet-le-Duc disait volontiers « rationalisme » et l'on voit la nuance qui, tout de suite, fausse la vérité historique en introduisant dans l'étude de notre art du

XIIe et du XIIIe siècle je ne sais, ou plutôt je sais trop, quel sous-entendu de polémiques rétrospectives. D'après lui, les constructeurs et les décorateurs laïques de nos cathédrales auraient été plus ou moins des précurseurs de la Révolution et il croyait trouver dans l'inscription : *libertas*, gravée sur l'écu d'une des statuettes du porche septentrional de Chartres, comme le mot d'ordre de leurs revendications (or, il s'agit tout simplement d'une Béatitude et la liberté qu'elle proclame est celle que donne la vérité : *cognoscetis Veritatem et Veritas liberabit vos).* L'art laïque français aurait donc été une réaction violente contre l'art « monastique, » contre l'art « roman » épuisé et que les populations auraient « repoussé parce qu'il était l'expression vivante de ce pouvoir monastique contre lequel s'élevait l'esprit national; » les ateliers laïques se seraient servis de l'art « comme d'un moyen d'exprimer leurs aspirations lontemps contenues. » Les grandes cathédrales enfin auraient été le résultat d'une alliance entre le haut clergé séculier et les communes : les évêques mettant cette entente à profit pour ressaisir leur autorité spirituelle amoindrie par les trop puissans monastères, affaiblir la féodalité territoriale et consolider leur puissance temporelle ou tout au moins leur influence prépondérante dans les villes.

C'est rapetisser, c'est fausser complètement la vérité historique, en l'espèce si claire et si belle. Certes, dans toutes les parties de la cathédrale, on sent passer comme un grand souffle vivifiant et nouveau. La nature y pénètre, elle renouvelle le vieux décor, complexe et stylisé, fait d'élémens inégalement assimilés et amalgamés selon les écoles, empruntés à l'antiquité, à l'Orient, aux vieux fonds celtique et barbare, à d'abstraites formules géométriques, auxquelles se substitue progressivement une flore de plus en plus naturelle et vivante. C'est d'abord l'arum, les fougères, l'iris, le nénuphar, le cresson, — toutes les plantes d'eau communes dans les bois marécageux de l'Oise; puis interviennent, s'épanouissent et s'enroulent autour des chapiteaux des essences plus variées, de dessin plus souple, plus capricieux que les aroïdées : chêne, érable, vigne, liseron, scabieuse, violette, mauve, fraise, oseille, persil, tout ce que les prairies, les champs, les bois, les herbes du chantier lui-même offraient à la fantaisie des ornemanistes, dès lors affranchis de tout modèle d'emprunt et penchés vers la nature fraternelle. On croit voir s'épanouir partout

ce « printemps diapré de fleurs, verdoyant de feuillages » *(floribus variis vernantem, gramine foliisque virentem)* que le moine Théophile exhortait les artistes à multiplier sur les murs de la maison de Dieu pour inviter la créature à louer son Créateur et à le proclamer admirable dans ses œuvres *(creatorem Deum in creatura laudant et mirabilem in operibus prædicant...)*.

En même temps, dans l'ébrasement des profonds portails, aux tympans, dans les statuettes des voussures, dans les petits bas-reliefs anecdotiques des soubassemens, se déploient progressivement les effets simultanés d'une adresse technique de plus en plus souple et d'un esprit d'observation de plus en plus curieux de la vie, hardi à l'interroger. Un évêque de Mende, Guillaume Durand, à la fin du siècle, notait avec bonhomie, et sans paraître y attacher aucune signification inquiétante, cette émancipation, et il s'en remettait à Horace pour reconnaître aux artistes comme aux poètes un droit égal de choisir et d'oser : *quidlibet audendi*. Les conciles eux-mêmes n'avaient-ils pas proclamé que si la discipline et la doctrine appartiennent à l'Église, l'art est abandonné aux artistes?

Il est tout à fait inutile de chercher ailleurs que dans la continuelle expansion de l'art et de l'esprit entrés en contact avec la nature l'explication de cette liberté croissante qui n'enlève rien de son orthodoxie à la doctrine dont les imagiers sont les interprètes, les libres traducteurs ; elle les guide sans les asservir; ils la rendent, par leurs transpositions, plus accessible aux illettrés, plus vivante et plus populaire; ils sont comme les éditeurs autorisés d'un grand catéchisme pittoresque et plastique que la mère de François Villon lira plus couramment que les livres. Comment parler d'une réaction contre les ordres monastiques, d'un antagonisme entre leur art de cloître et un art « laïque » alors qu'ils avaient, en la personne d'un de leurs chefs, du grand Suger, présidé officiellement à la naissance de celui-ci ? alors que, tant Clunisiens que Cisterciens, ils furent les agens les plus actifs de sa propagation en dehors des frontières et firent élever eux-mêmes, pour leur compte, quelques-uns des chefs-d'œuvre de l'architecture nouvelle : Pontigny, Longpont, Saint-Wandrille, Ourscamp, cette admirable abbatiale cistercienne dont les ruines se dressaient encore il y a quelques mois dans un incomparable et fraternel décor

d'arbres et de verdures et que les obus ont détruite. On peut dire que l'âme même de l'art français, les principes du système d'où il procède, y étaient comme condensés, avec une précision élégante et forte, une indicible évidence, dans le jeu des piliers robustes et le réseau des arcs profilés sur le ciel.

Il suffirait d'ailleurs, pour écarter toute idée d'antagonisme et d'hostilité, de constater l'accueil que les imagiers laïques firent à saint François. A peine l'ordre des Frères Mineurs avait-il pénétré en France, on voit aux tympans de nos cathédrales, à la porte du Jugement dernier, au premier rang de ceux que saint Pierre va introduire dans la Jérusalem céleste, un petit Franciscain dans sa robe de bure, la corde autour des reins. Comment le délicieux « troubadour du bon Dieu, » le poète et le docteur inspiré qui, par l'amour, réconcilia l'ordre de la nature et celui de la grâce, le chantre de notre sœur l'eau et de notre frère le soleil, l'ami des artistes, n'aurait-il pas trouvé le chemin de leur cœur ? Le charmant rêveur qui, dans les travaux des Mois de la cathédrale d'Amiens, s'est assis sous un arbuste en fleurs où chante un petit oiseau, l'illustration des Jours de la création au porche septentrional de Chartres ont toute la grâce, la fraîcheur et la tendresse d'un poème franciscain !

C'est là, dans cette illustration de l'histoire et de la doctrine chrétiennes par l'imagination et la main de nos tailleurs de pierre, « gens de petite extrace, » dira Villon, que nous voyons sur les vitraux et dans les manuscrits coiffés du petit bonnet des artisans et vêtus comme les gens du peuple, qu'il faut se donner la joie de suivre, après l'avoir vu à l'œuvre dans la construction de la cathédrale, la révélation de l'esprit français. Simplification, clarification, filtrage de tous les apports, complexes en leur richesse et confus en leurs origines, des diverses écoles romanes, élimination des conventions, des procédés arbitraires qui, tant pour la construction du corps humain que pour le traitement des draperies, tendaient à devenir des routines d'atelier, telle est d'abord le premier signe de son intervention. Du portail royal de Chartres à la porte occidentale de Senlis, des plus anciens travaux de Sens et de Laon au tympan et aux soubassemens de la porte de la Vierge à Notre-Dame de Paris, c'est merveille d'assister, en moins d'un quart de siècle, à ce « débrouillement » et à cette évolution. Avec

quelle aisance, dès lors et jusqu'à la fin du siècle, la sculpture française se prêtera à toutes les données du programme, à toutes les sollicitations des thèmes religieux! Pour raconter, depuis la création jusqu'au Jugement dernier, l'histoire du monde, groupé, discipliné sous le regard de Celui qui l'ordonne et qui le jugera, — pour donner une apparence vraisemblable à tous les hérauts de l'épopée chrétienne depuis les prophètes de l'Ancien Testament jusqu'aux apôtres et aux saints confesseurs de la foi ; — pour évoquer, au seuil des cathédrales, les grands évêques qui introduisirent le christianisme dans le diocèse et prêchèrent l'Évangile à travers les provinces (un saint Martin, un saint Firmin, un saint Remi, un saint Nicaise) ; — pour mettre sous les yeux des fidèles en vivantes figures le Sauveur lui-même, sa nativité, son enfance, sa prédication, puis son apparition comme Roi de Majesté redoutable au grand jour du Jugement et, à côté de lui, la Vierge Mère que l'imagination populaire fit de plus en plus fraternelle, « humaine, » et dont les *Miracles Notre-Dame* (ces recueils consacrés à sa gloire et dont les manuscrits abondent) avaient multiplié les interventions et les intercessions en faveur de l'humanité pécheresse et souffrante, nos ateliers imaginèrent, créèrent tout un peuple innombrable de statues... Nous commençons à peine à en démêler la diversité, à en classer les groupes. Incorporée à l'architecture, participant de son rythme, mêlée à son organisme, conditionnée par lui et trouvant dans cette subordination bienfaisante bien plus de grandeur et de beauté monumentale qu'elle n'y subit de contrainte, cette statuaire exprime par ses mille formes la pensée, l'âme même qui habitent le temple. C'est là sa vraie signification, sa destination certaine. — Les quelques « grotesques » qu'on a pu relever çà et là, et dont on a beaucoup exagéré le nombre et l'importance, témoignent seulement de la verve décorative et populaire des bons compagnons qui les taillèrent.

Ce n'étaient ni des « docteurs, » ni des « esthètes » et le moderne dilettantisme romantique les a défigurés étrangement dans sa poésie conventionnelle et de clinquant. Voyez-les au travail sur le vitrail qu'ils donnèrent à Notre-Dame de Chartres et où ils sont représentés au vif. Bons ouvriers à leur besogne ; l'un vient d'achever une statue de roi et juge de l'effet ; l'autre, satisfait sans doute de son œuvre, se détourne pour

prendre sur une étagère de la « hutte » un bon verre plein de vin rouge, que le peintre verrier se plut à faire d'un beau rubis transparent et vermeil et il le vide d'un seul coup... Ils savaient et aimaient leur métier; ils avaient dans leur corporation — incomparable école d'apprentissage et de formations technique et artistique — des règlemens, des devoirs et des droits bien assurés; ils trouvaient dans la pensée contemporaine, dans la foi commune, le support puissant, l'inspiration féconde de leurs œuvres, pour l'exécution et l'invention plastique desquelles ils conservaient d'ailleurs une liberté dont elles-mêmes témoignent abondamment. Et, sans souci d'originalité laborieuse et factice, participant en toute sécurité de toutes les forces et disciplines de leur temps, ils apportaient au chef-d'œuvre commun la collaboration de leur génie dont ils ne tiraient pas vanité, qu'ils ignoraient peut-être.

Loin donc d'être née d'une scission, d'une sorte de révolte, la cathédrale fut le chef-d'œuvre d'une véritable union sacrée. Tous les états de la société, depuis le Roi jusqu'au dernier membre de la corporation; toutes les connaissances du temps, toutes les forces profondes de la vie nationale à un moment privilégié de son histoire vinrent y collaborer, s'y exalter en s'y amalgamant. La charte de fondation de Notre-Dame d'Amiens n'employait pas une vaine formule de chancellerie, mais enregistrait une réalité féconde, en constatant pour cette grande entreprise l'accord unanime du clergé et des citoyens sous l'inspiration même de Dieu : *Accedente consensu Ambianensis cleri et populi, tanquam eis fuisset a Domino inspiratum.*

La grande puissance intellectuelle que représentaient les universités n'y resta pas étrangère. Jamais le renom de la France et de Paris ne brilla d'un plus grand éclat dans le monde. Certes, les grandes écoles monastiques avaient été des foyers dont le rayonnement s'était étendu loin au delà de leurs limites. Celle de Saint-Benoît-sur-Loire, qui fut d'abord Fleury-sur-Loire, dès les temps carolingiens, avait porté au loin sa réputation et ses lumières *(luciferam famam de speciali Schola Floriacensi)*; les écoles de Chartres, par l'organisation précoce de l'enseignement du *trivium* et du *quadrivium*, avaient valu à leur cathédrale l'honneur de montrer aux voussures de sa porte royale la première illustration sculpturale des arts libéraux; mais Paris prit au XIIIe siècle une incontestable supré-

matie. Il n'est pas certain que Dante y soit venu, malgré la légende ; mais saint Thomas d'Aquin, Roger Bacon, Albert le Grand comptèrent parmi ses écolâtres. Otto de Freising, dans la préface de sa *Chronique*, constate que désormais les « sciences ont émigré dans les Gaules ; » César d'Heisterbach, dans ses *Dialogues*, proclame que la cité de Paris est la source de la science universelle, *fons totius scientiæ ;* Guillaume d'Armorique admire la foule des étudians avides d'apprendre qui se presse autour des chaires magistrales, *nec legimus tantam aliquando fuisse scholarium frequentiam Athenis vel Ægypto !...* Les rues du quartier des écoles « retentissaient à tous les carrefours d'un fracas de disputes. » Jacques de Vitry, dans son *Histoire occidentale*, compare Paris à une source d'eaux vives fécondant les vergers spirituels de toute la terre : *Civitas Parisiensis, fons hortorum et puteus aquarum vivarum irrigabat universæ terræ superficiem.* La France est « le four où cuit le pain intellectuel de l'humanité. »

De toutes parts, on compile les *Sommes*, dont saint Thomas d'Aquin rédigea la plus célèbre, mais dont les manuscrits innombrables montrent qu'elles répondaient à un besoin universel des esprits de classer, d'inventorier, d'ordonner, comme dans une Encyclopédie méthodique, tous les trésors diffus des connaissances du temps. — Et l'iconographie de nos cathédrales correspond aux grandes divisions du *Speculum universale* de Vincent de Beauvais, le précepteur de saint Louis.

La scolastique, qui s'enliza plus tard en de vaines formules mécaniques, fut d'abord un magnifique effort pour conquérir la foi, pour la posséder par l'intelligence autant que par la conscience, et cette double recherche de la foi par l'intelligence et de l'intelligence par la foi, *fides quærens intellectum, intellectus fidem*, cette noble dialectique éleva, délia, féconda les esprits. Les pauvres imagiers qui, certes, n'avaient pas suivi les cours des universités, en reçurent indirectement le bénéfice ; leur libre interprétation, leur vivante transposition plastique de l'histoire sacrée ne fut pas sans en garder comme un reflet.

Enfin, privilège suprême, le trône de France fut occupé par un Saint, et son prestige intellectuel et politique se compléta, s'ennoblit d'une pure splendeur morale. Après le vainqueur de Bouvines, qui avait abattu l'orgueil et désarmé la rapacité d'un

Otton, on vit à la tête du royaume, au milieu de l'Europe et des violences déchaînées, un représentant authentique de la loi divine de justice et d'amour, vivante dans son cœur et réalisée dans sa vie, — capable certes de parler fortement et de haut à un Frédéric II, mais abandonnant de son plein gré à l'Angleterre des villes qu'il pouvait, — que, politiquement, il devait peut-être garder, — et qu'il cédait par amour de la paix et respect de l'équité... C'est la plus belle des victoires, la seule à jamais assurée... Et ici encore on retrouve, dans le *Saint Maurice* de Chartres ou le *Saint Martin*, dans les admirables statues des saints chevaliers et des apôtres de la charité, comme un pur reflet de l'idéal moral qui, pour la plus grande gloire et le plus grand bien de la France, fut incarné dans son roi au moment même où elle donnait au monde les chefs-d'œuvre de ses cathédrales.

Pour achever de dégager les caractères de « l'œuvre de France, » il faudrait instituer avec celle d'Allemagne une comparaison. Allez, — par la pensée, — de Reims à Bamberg; confrontez les statues des deux cathédrales, celles qui, comme la *Synagogue*, l'*Église*, la *Sainte Élisabeth* de la *Visitation* et la *Sibylle*, sont en étroite connexion. Je ne sais quelle dureté dans l'expression, quelle sécheresse ou quelle application plus gauche et quel manque de mesure et d'eurythmie dans les draperies vous avertiront bientôt du changement de régime et d'école. Même ce qu'ils nous ont directement emprunté, ils l'ont défiguré, et quand on arrive aux Vierges sages et aux Vierges folles de Magdebourg et d'Erfurt, on est en pleine caricature boche.

Il faudrait aussi, — s'il était possible d'embrasser ici d'un coup d'œil toute la suite, tout le déroulement de l'histoire de notre art français, — examiner de très près les modalités qu'il traversa, après l'incomparable période dont nous avons essayé d'indiquer les caractères généraux; — voir si, à l'époque du « gothique flamboyant » par exemple, ou bien après l'établissement en Bourgogne de l'atelier d'un très grand sculpteur étranger Claus Sluter, dont l'influence fut profonde, certes, mais pas aussi universelle qu'on l'a dit, il n'y eut pas chez nous réaction instinctive du vieux fond de bon sens, de mesure, — de l'esprit et du « goût » français, — contre les exagérations, les complications, les partis pris conventionnels qui avaient agité et creusé de tant de plis et replis soulevés les

lourdes draperies des statues, tandis que l'art allemand s'y abandonnait avec je ne sais quel pédantisme et quelle application violente... Ce serait une nouvelle enquête que nous ne saurions aborder dans cet article, mais dont les conclusions ne seraient pas inutiles, si elles devaient nous amener à mieux comprendre comment, à travers tous les changemens des modes, des circonstances, des théories régnantes et des influences contradictoires, un irréductible « esprit » se laisse toujours reconnaître présent et efficace dans toute « œuvre de France. » Depuis les maîtres de nos cathédrales jusqu'à Nicolas Poussin (qui voulait qu'on mît « de la raison partout ») et à Corot, il existe, on pourrait dégager, une tradition « française. » En nous rendant ainsi de plus en plus capables de *comprendre* et d'aimer d'un bout à l'autre de son histoire toute la raison et toute la beauté de notre art, on pourrait du même coup, peut-être, introduire un peu de clarté, d'ordre et de précision dans la conscience des artistes d'aujourd'hui, troublés par tant de « systèmes, » hésitans entre des traditions trop souvent mal connues et mal défendues et des nouveautés plus apparentes que réelles, soucieux d'une « originalité » dont ils ignorent la véritable source et résolus pourtant à se consacrer, après la guerre, au travail sacré d'où devra sortir une France de plus en plus digne, par son art, par ses œuvres, par sa « vertu, » de l'héroïsme de ses soldats et de la gloire de son passé.

André Michel.

LA TRANSFORMATION MILITAIRE

DE

L'ANGLETERRE

1914-1916

Le 23 juillet 1914, l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie surprenait l'Angleterre en pleine illusion pacifique. Et, quelques jours plus tard, le canon de Liége ne lui laissait pas le temps de réfléchir davantage et l'entraînait dans le grand drame européen. L'intervention de l'Angleterre aux côtés de la France et de la Russie faisait entrevoir soudain aux dirigeans de la politique allemande la profonde erreur dans laquelle ils étaient tombés en méconnaissant la mentalité anglaise, en même temps que le danger de la lutte qu'ils avaient déchaînée. Il était trop tard pour reculer ; l'orgueilleuse présomption des chefs militaires ne l'eût pas permis. La question de vie et de mort était engagée. Et puis, malgré le risque imprévu, la formidable machine de guerre germanique n'était-elle pas capable de broyer les armées française et russe, insuffisamment préparées, avant que la « misérable petite armée britannique » ait pu apporter sur le champ de bataille une aide sans lendemain !

On s'étonne aujourd'hui, après deux ans de guerre, que l'empereur Guillaume II et ses conseillers se soient mépris à ce point sur les sentimens de la nation anglaise et sur sa force militaire réelle. Tout au plus accordaient-ils à la flotte anglaise une certaine supériorité du moment vis-à-vis de la flotte allemande, et pensaient-ils qu'elle réserverait son rôle à empêcher

seulement toute action offensive sur les côtes de France voisines de l'Angleterre, laissant les croiseurs rapides de Kiel et de Wilhelmshafen courir et écumer les mers. Cette aberration est d'ailleurs du même ordre que celle qui fit croire à l'État-major de Berlin qu'il n'aurait qu'à frapper à la porte de la Belgique pour obtenir libre passage vers les Flandres françaises, et que l'Italie se conformerait au traité de dupe qui la liait à son ennemie héréditaire, l'Autriche.

La politique de l'Angleterre, même après que l'Entente de 1904 l'eut rapprochée de la France et plus tard de la Russie, avait bien donné, au cours des dernières années, quelques raisons de croire qu'elle voulait avant tout écarter une guerre européenne, même par des sacrifices d'amour-propre personnel, et qu'elle n'y participerait en tout cas que si elle y était absolument contrainte, et seulement dans une mesure proportionnée à ses intérêts. La doctrine du « splendide isolement » et de l'égoïsme insulaire paraissait rester intangible. L'Allemagne avait constaté l'affaiblissement de la diplomatie anglaise après la mort d'Édouard VII. Dans tous les événemens sensationnels qui troublèrent l'Europe depuis 1904, question du Maroc, révolution jeune-turque, crises et guerres balkaniques, l'Angleterre se montra plus soucieuse d'éviter les conflits et de sauvegarder une paix de plus en plus précaire, que de maintenir le juste équilibre européen qui avait été si longtemps l'objet essentiel de sa politique. Elle l'avait oublié en 1870, elle avait laissé l'Allemagne prendre en Europe une place prépondérante, elle lui avait ouvert inconsciemment la brèche par laquelle le pangermanisme allait envahir l'Orient méditerranéen. Et les fautes commises par les ministres tories étaient aggravées par le parti libéral. Le gouvernement libéral était préoccupé surtout de conserver le pouvoir et d'imposer à la couronne et à la vieille aristocratie des lords les réformes démocratiques qui devaient favoriser une nouvelle évolution sociale. Et en 1914 il était acculé à des difficultés de toute nature, en particulier à la question irlandaise, qui menaçait de tourner au tragique et de dégénérer en guerre civile.

La politique allemande, fondée sur l'espionnage international dont elle tenait tous les fils jusque dans les cabinets ministériels, n'ignorait rien de la situation politique de l'Angleterre, et elle connaissait encore mieux sa situation militaire. Seulement,

pénétrée comme elle l'était de la puissance exclusive de la force brutale, elle tira de ces informations trop précises des conclusions prématurées et erronées ; elle crut à l'incapacité militaire, encore plus que politique, de l'Angleterre (1).

Et, à première vue, le tableau que lui offrait l'armée anglaise de 1914 n'était pas de nature à la détourner de son rêve monstrueux d'hégémonie.

*
* *

L'armée anglaise restait en 1914 ce qu'elle avait toujours été : une armée coloniale, destinée à la défense de l'Empire britannique. Elle se recrutait par l'engagement volontaire, base essentielle de tout service armé à l'extérieur d'un pays. On comprend très bien, en effet, l'obligation pour un citoyen de défendre son sol, la terre des ancêtres, la patrie ; mais l'extension de cette obligation, de ce devoir national, à des entreprises de conquête ou de magnificence et à la garde de colonies exotiques, même utiles à la prospérité de la métropole, soulève des objections et des restrictions de conscience ou d'intérêt qui amènent des compromis entre les libres volontés individuelles et les politiques des États. L'Angleterre, plus que toute autre nation, par son exceptionnelle situation géographique, était condamnée à résoudre le double problème de son expansion maritime et commerciale et de sa défense insulaire par un système militaire caractéristique. La flotte de guerre, comme la flotte de commerce, devait tenir la première place dans ses préoccupations, et l'armée n'être pour ainsi dire que l'auxiliaire de sa puissance maritime.

Pendant quatre siècles, l'histoire de l'Angleterre se résuma dans sa grande rivalité avec la France ; elle put donc concentrer ses efforts à l'accroissement continu de sa flotte, qui la rendit bientôt maîtresse des mers, et elle ne donna à son armée que les augmentations nécessitées par le développement prodigieux de son empire colonial et par les circonstances. C'est ainsi qu'elle fut contrainte, au cours des grandes guerres

(1) M. Stead, directeur politique du *Times*, rappelait, dans la conférence qu'il fit à Paris l'hiver dernier, une confidence du roi Charles de Roumanie (un Hohenzollern !), en 1911 : « L'Angleterre a une belle petite armée, mais elle n'a pas d'armée de campagne. Il faut qu'elle s'en fasse une. La paix de l'Europe peut en dépendre. »

du XVIIIe et du XIXe siècle, d'envoyer sur le continent des forces importantes, qui consacrèrent la réputation du soldat anglais, et qu'en 1804, à l'époque de « la grande terreur » de l'invasion napoléonienne, elle forma ces corps de volontaires qui devaient suppléer à l'insuffisance ou à l'absence de l'armée régulière et rendre inviolable le sol britannique (1).

Cependant le principe du service obligatoire existait en Angleterre depuis les temps héroïques de la formation de l'État. La *milice* constituait l'appel aux armes des hommes valides de dix-huit à quarante-cinq ans; le Parlement l'avait sanctionné législativement; mais à mesure que s'affirmaient, avec la sécurité extérieure du royaume, les libertés publiques et privées, le bill de la milice fut irrévocablement suspendu chaque année.

Les modifications profondes apportées dans les régimes politiques et militaires de l'Europe, en 1866 et 1870, par les victoires de la Prusse et par la création du nouvel Empire allemand, laissèrent trop longtemps l'Angleterre indifférente. Confiante en sa supériorité maritime, elle s'enorgueillit de ne pas entrer dans la voie ruineuse des nations armées. Et, malgré les nombreux avertissemens de ces dernières années, malgré que le danger de l'impérialisme allemand fût compris de beaucoup d'Anglais (2), malgré le réveil du sentiment national en

(1) Ces corps de volontaires avaient disparu en 1907 avec la création de la *Territorial army*. Ils viennent de se reconstituer sous la forme de bataillons de volontaires; ils sont composés d'hommes ayant pour la plupart dépassé l'âge du service militaire. Les incursions des zeppelins n'ont pas peu contribué à provoquer les enrôlemens qui ont afflué, en particulier dans le Lancashire et le Yorkshire. Les volontaires concilient leurs occupations civiles avec les obligations d'un service périodique. Équipés et entretenus à leurs frais, ils contribuent à la garde des voies de communication, des usines de guerre, et ont formé un corps d'automobilistes. En leur rendant leur titre officiel, le gouvernement libère pour le front des effectifs correspondans et considérables de réserves régulières et augmente ainsi l'armée de campagne.

(2) En 1908, à Édimbourg, lord Rosebery avait eu beau signaler le danger et s'écrier : « En ce temps où les paroles suivent les coups au lieu de les précéder, il est nécessaire d'être absolument prêt. Le patriotisme, si la nation s'éveillait soudain en présence de l'ennemi, ne fournirait ni troupe exercée, ni armes, ni stratégie; tout cela doit être préparé d'avance. » Lord Esher s'était en vain dépensé pour faire comprendre à ses concitoyens et à ses collègues du Parlement que, dans l' « inévitable combat qui attendait l'Europe avec une puissance numériquement supérieure et mieux organisée pour la guerre que Frédéric et Napoléon ne le furent jamais, » les Puissances insuffisamment organisées seraient condamnées. Le plus populaire des hommes de guerre, lord Roberts, avait désespérément plaidé la même cause dans tout le Royaume-Uni; l'attitude passive du peuple et du gouvernement était restée la même. En Angleterre, on avait le culte de la

France, qui devait aboutir à la loi de trois ans, malgré l'Entente elle-même qui se portait garante de la paix européenne contre les ambitions manifestées ouvertement par les Puissances centrales, les chefs politiques s'obstinèrent à maintenir la proportion traditionnelle entre la flotte et l'armée. Les chefs militaires furent eux-mêmes divisés, et tous les efforts de lord Roberts, le plus populaire des maréchaux anglais après Wellington, se heurtèrent à un parti pris qui était, on le reconnaît aujourd'hui, presque de l'aveuglement. Et n'y eut-il pas, jusque dans l'entourage du gouvernement, des influences germanophiles assez puissantes pour serrer le bandeau sur les yeux des ministres responsables !

Pourtant, en 1907, un essai de réorganisation militaire fut tenté par lord Haldane. Il consista surtout à distinguer l'armée régulière de l'armée territoriale en supprimant la milice et les corps de volontaires. La *Territorial army* se recrutait également par l'engagement volontaire et formait une armée spécialement affectée à la défense de l'Angleterre. Il ne faut pas confondre, en effet, la signification qu'ont les mots : réserve et territoriale, en Angleterre, avec les appellations correspondantes en France et dans les autres armées européennes. Les réserves de l'armée active sont formées des soldats libérés avant la fin de leur service actif à long terme, ou rengagés après leur service. La réserve spéciale reçoit des hommes de dix-sept à trente-cinq ans, engagés pour six ans et pouvant se rengager : ils doivent servir à l'extérieur. L'armée territoriale n'accomplit que des périodes courtes d'instruction. L'armée active régulière comportait deux fractions à peu près égales : 125 000 hommes environ chacune, l'une stationnée dans la métropole, l'autre pour la plus grande partie aux Indes (75 000 hommes) ou échelonnée sur les routes qui y conduisent et tenant garnison dans les autres colonies. La relève se faisait périodiquement.

En prévision d'une guerre européenne, l'Angleterre disposait donc de cette demi-armée, appointée de 116 000 hommes de la réserve régulière et de 65 000 réservistes spéciaux, au total

marine, mais on ne s'intéressait pas à l'armée. On votait son budget sans en approfondir les détails, et l'existence de quelques troupes de parade, à montrer, dans la plaine de Laffan, aux chefs d'État étrangers en visite, paraissait suffire aux préoccupations du peuple anglais. (René Puaux : *L'Armée anglaise sur le continent.*)

315 000 hommes exercés (1). Mais le corps expéditionnaire, la *Field force*, pouvant être transporté outre-mer, n'était calculé qu'à 156 000 hommes : six divisions d'infanterie et une de cavalerie. En réalité, la mobilisation était incomplète, et, en août 1914, on ne put d'abord amener en France que quatre divisions.

La *Territorial army* comptait environ 250 000 hommes au lieu des 300 000 prévus. C'étaient pour la plupart des jeunes hommes de dix-sept à vingt ans, très sportifs, très allans, mais fort peu instruits militairement. Lord Haldane reconnaissait lui-même que l'institution n'avait donné que des résultats insuffisans et qu'il fallait plusieurs mois pour que la territoriale remplît sa fonction après le début de la mobilisation.

En résumé, moins de 600 000 hommes mobilisés, dont une force active de 156 000 hommes ; le reste disponible, mais mal préparé à une campagne de guerre, même sur le territoire national, tel était l'état militaire de l'Angleterre quand elle dut brusquement choisir entre son honneur ou la défaite morale, prélude du triomphe germanique.

Cet exposé, que nous avons réduit le plus possible, était nécessaire pour faire comprendre d'où sont partis la transformation de l'armée anglaise et l'effort extraordinaire qui a été accompli. Et n'oublions pas que la surprise des événemens faillit rendre vain le concours des 80 000 Anglais qui purent débarquer en août 1914 et se joindre à notre armée en Belgique (2), et que sans l'étonnante victoire de la Marne, à laquelle ils prirent d'ailleurs une part glorieuse, on ne sait si l'Angleterre aurait eu le temps de faire cet effort, de réparer des imprévoyances fatales, et si son intervention loyale aurait conjuré les destins. Lorsque l'on songe aujourd'hui au danger que nous avons couru, nous qui avions pourtant une armée qu'on croyait de taille à lutter avec l'armée allemande, on se demande comment nous y avons échappé, et comment l'Angleterre n'a pas compris plus tôt la nécessité de se garder militairement contre l'ennemi formidable qui se dénonçait lui-même !

(1) M. Stead estimait les disponibilités à 363 000 hommes, mais il donne également le chiffre de 156 000 hommes pour la *Field force*.

(2) La manœuvre allemande par la Belgique et la violation de la neutralité belge avaient été envisagées et étudiées, tant dans les articles de presse et de revue que par les états-majors. Les publications militaires allemandes n'en faisaient pas mystère. Le général de Bernhardi l'avait indiquée nettement. L'Angleterre fut cependant aussi surprise par l'événement que la Belgique.

Et il y eut ceci d'étrange, qu'après la Marne devant le recul de l'invasion, le peuple anglais, qui avait été violemment ému à la fois de la violation de la Belgique et des premiers revers de la France, crut que la fortune avait tourné et que les Allemands, pressés alors à l'Est et à l'Ouest par les Russes et par les vainqueurs de la Marne, céderaient au renversement inattendu de leur plan colossal et que, par une chance singulière, la guerre prendrait fin rapidement. Aussi ne se rendit-il pas compte tout d'abord de la prolongation de la guerre et de l'effort qu'elle allait lui imposer. Il y a tout lieu de croire que, si le gouvernement anglais eût été plus perspicace et plus hardi et eût demandé en août 1914 la levée en masse sous la forme du retour au service obligatoire de la milice, il aurait entraîné les masses populaires, quitte à modérer et à adapter ensuite l'application de cette loi de salut public. Il se serait évité bien des difficultés et bien des lenteurs dans l'œuvre qu'il allait avoir à poursuivre et qui a fini par aboutir à la mobilisation totale des forces numériques, économiques, industrielles et financières de l'Angleterre, tout comme si elle avait été placée sous le même régime de la nation armée que les autres États belligérans.

L'évolution de l'esprit anglais, en face du drame terrible qui s'ouvrait tout d'un coup devant lui, fut retardée autant par l'hésitation de ses gouvernans habitués à se régler sur l'opinion publique plutôt qu'à la diriger, que par l'ignorance invétérée où étaient les classes populaires de la situation européenne. Heureusement, à côté des hommes politiques et des diplomates incertains, il se trouva un chef militaire clairvoyant, ferme, résolu, enfin populaire autant que l'avait été lord Roberts. Ce fut Kitchener !

Qu'il ait dit ou non, avec ce laconisme qui le caractérisait, en septembre 1914 : « La guerre durera trois ans au moins : c'est le temps qu'il faut à l'Angleterre pour donner la mesure de sa puissance ! » il fit comme s'il l'avait dit. Et sans parler, ou en parlant le moins possible, en agissant, il a créé l'armée qui, depuis deux ans, grandissant chaque mois, combat à nos côtés et nous garantit la victoire.

Si, dans le tragique naufrage du *Hampshire*, en se laissant emporter au flot qui l'enveloppait d'un linceul sublime, le grand maréchal, dans cette minute suprême où, dit-on, la vie entière repasse devant les yeux dont la lumière s'éteint, a vu se

dérouler sa magnifique épopée guerrière, il se sera dit : « *All right*, l'Angleterre est prête, l'Allemagne est vaincue. » Et il se sera endormi dans sa gloire.

En effet, au vainqueur d'Omdourman, au pacificateur du Soudan égyptien, à celui qui, après avoir combattu dans nos rangs en 1870, rendait hommage, à Fachoda, à l'héroïsme infructueux de Marchand et de ses compagnons, il était réservé de montrer l'exemple de la France à l'Angleterre et de tirer, de concert avec un colonial comme lui, le général Joffre, les conséquences de la victoire de la Marne.

*
* *

La tâche qu'assumait lord Kitchener, au moment où il prenait le ministère de la Guerre, se compliquait du fait qu'il ne s'agissait pas seulement de trouver des hommes et d'en faire des armées à lancer sans trop de retard dans la mêlée, mais qu'il fallait créer en même temps tout le matériel de guerre sans lequel ces armées n'étaient que de la chair à canon. Et à ce dernier point de vue, l'Angleterre était en plus mauvaise condition que la France. Tout son outillage était tourné, en effet, vers l'industrie, et, à part les grands chantiers navals et quelques établissemens militaires, l'usine de guerre n'existait pas. Dans cette improvisation d'une armée, le recrutement des soldats et leur instruction étaient sans doute gênés par les variations probables des engagemens volontaires, mais les difficultés principales étaient d'équiper, d'armer ces masses d'hommes, et d'entourer leur force intrinsèque de toutes les forces de destruction dont les Allemands paraissaient s'être assuré le terrible monopole.

Considérons d'abord les effectifs de ces armées, dites de Kitchener, et qui sont devenues la Grande armée britannique de 1916.

L'appel de Kitchener trouva un écho immédiat dans le patriotisme anglais. Les volontaires affluèrent d'abord. Le maréchal avait déclaré qu'il lui fallait 30 000 hommes par semaine. En septembre 1915, on estimait que près de deux millions d'hommes s'étaient enrôlés. L'Angleterre devint un vaste camp d'instruction, d'où partirent successivement ces divisions nouvelles qui, par armées de 120 000 soldats, allaient tenir le front des Flandres, d'Ypres à la Bassée. A ces troupes

se joignirent les contingens coloniaux, Canadiens et Hindous, d'abord, plus tard Australiens et Néo-Zélandais. Nous en reparlerons plus loin.

Il arriva un moment où le recrutement par engagement volontaire devint insuffisant pour satisfaire aux sacrifices croissans de la guerre. La défection de la Turquie, et plus tard celle de la Bulgarie, qui furent de cruelles désillusions pour les hommes d'État anglais, obligèrent les armées britanniques à élargir leurs opérations en Orient. Il fallut d'abord sauvegarder l'Égypte et le canal de Suez contre les tentatives turco-allemandes, puis eut lieu la tentative de forcement des Détroits qui se prolongea au delà de toutes les prévisions, et qui se termina par un échec déplorable (1).

La constitution de l'armée de Salonique et le maintien d'effectifs assez importans en Mésopotamie préoccupèrent alors l'état-major anglais assez sérieusement pour que lord Kitchener, malgré sa grande expérience de l'Orient, ait été hostile à tout développement des opérations dans les Balkans, au risque de voir tous les rois balkaniques se joindre à leur chef de famille, le Kaiser.

Il devenait évident que, dans une guerre qui tournait à l'extermination, le système de l'engagement volontaire était incapable de remplir les vides. Le sentiment patriotique ne suffisait pas à faire sortir de leur inertie les masses rurales et ouvrières, et d'ailleurs ces dernières trouvaient dans l'énorme accroissement du travail industriel des salaires tels qu'elles restaient à l'usine, autant par intérêt que par le sentiment légitime qu'elles rendaient ainsi service au pays. Alors se posa en termes formels, en octobre 1915, la question de la conscription.

Déjà en juillet 1915, un acte du Parlement *(Registration Act)* avait institué un recensement des hommes en âge de porter les armes; recensement qui préludait à l'établissement d'une liste générale de recrutement *(Register general)*.

La situation à l'entrée de l'hiver 1915 mettait désormais l'Angleterre en face de son devoir intégral d'alliée, et de l'effort décisif à faire pour la victoire. Les Russes avaient dû reculer sous l'ouragan de fer et de feu, et la crise des munitions qui les avait surpris montrait une fois de plus que la supériorité militaire appartenait toujours à celui qui disposait

(1) Voyez notre article sur *la Guerre dans le Levant* dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mai 1916.

de plus de canons et de munitions que l'adversaire. L'armée française avait fait les offensives d'Artois et de Champagne, et portait le poids principal de la lutte sur le front occidental; ses pertes s'accroissaient, et il importait qu'une juste proportion s'établît entre elle et l'armée anglaise.

Le gouvernement anglais le comprenait; il sentait qu'il fallait enfin forcer l'opposition politique et morale qui se dressait devant l'adoption de la conscription. Le mot répugnait plus que le sens. Par un détour habile, lord Derby proposa de faire un dernier et suprême appel aux volontaires, substituant ainsi à la contrainte légale une sorte de contrainte morale fondée sur la gravité des circonstances et réservant le principe de l'adhésion libre individuelle. Un délai assez court, deux mois environ, était laissé au peuple anglais pour donner la mesure de sa clairvoyance et de son dévouement à la chose publique. Lord Derby ne négligea rien pour déterminer un mouvement unanime : l'affiche, la harangue, les meetings, la presse concoururent à ce recrutement par persuasion.

Les résultats contrarièrent d'abord les prévisions optimistes de lord Derby; puis, vers la fin de la période accordée, l'Angleterre se mobilisa. En quatre jours, du 10 au 13 décembre 1915, les bureaux enregistrèrent plus d'un million d'engagemens. Le total atteignit un chiffre réconfortant pour le patriotisme anglais : 2829000 hommes. Sur ce chiffre, 250000 engagés, environ, étaient enrôlés immédiatement dans l'armée active au titre de l'engagement légal ordinaire. Le surplus devait être appelé d'après le *group system*, par classes, en commençant par les célibataires.

Mais ce chiffre énorme de 2829000 inscrits diminua rapidement à la suite des revisions médicales et surtout des exemptions comme indispensables. Le Board of Trade avait dû dresser le catalogue des industries et métiers *nécessaires* tant à la sauvegarde de la prospérité économique et financière de l'Angleterre qu'à l'usine de guerre. L'Angleterre constitue en effet dans la coalition ce qu'on a appelé « la maison centrale d'importation, le Clearing house des paiemens de fournitures de guerre. » Il fallut donc éliminer des listes d'inscrits un très grand nombre d'indispensables (1). En outre, les examens médicaux furent,

(1) Sont exemptés : 1° les hommes faisant partie du corps enseignant ; 2° les fonctionnaires des services publics dans des conditions déterminées et les hommes

comme il arrive dans de tels momens, hâtifs, insuffisans, trop conservateurs.

Il est difficile de préciser quel fut le déchet du recrutement de lord Derby. Il a dû être égal à peu près à 50 pour 100 des inscrits. Mais la loi de conscription fut provoquée moins par cette réduction très sensible du chiffre des hommes à incorporer que par les difficultés qui se présentèrent dans leur incorporation. En effet, les célibataires devaient être incorporés les premiers. Et le gouvernement avait pris l'engagement que, si la proportion des célibataires inscrits par rapport aux hommes mariés n'atteignait pas un taux conforme au chiffre du registre national du recrutement, les hommes mariés seraient déliés de leur engagement, et une loi contraindrait les célibataires récalcitrans à se présenter. Or, les inscrits de lord Derby comprenaient 1 345 000 mariés contre 1 150 000 célibataires. Et l'on constatait que plus d'un million de célibataires s'étaient dérobés, pour différens motifs, à l'appel pressant du volontariat. Pour les atteindre et se conformer à ses engagemens, le gouvernement fit voter par le Parlement la loi de conscription en février 1916... Cette loi concernait donc exclusivement les célibataires et les mariés sans enfant, âgés de dix-huit à quarante ans, et résidant en Grande-Bretagne. L'Irlande était exceptée, mais les Irlandais avaient fourni spontanément une large quote-part à l'engagement volontaire. Les célibataires devaient être appelés dans l'ordre de leur classe d'âge.

La loi avait prévu très libéralement les cas d'exemption comme inaptes et indispensables. Les mêmes inconvéniens se

désignés par l'amirauté ; 3° les membres du clergé de toutes dénominations ; 4° les hommes munis de certificats d'exemption du Board of Trade (indisponibles des divers métiers ou professions) ; 5° les hommes nécessaires au travail national (il s'agit évidemment des usines de guerre, mais le texte pouvait prêter à une interprétation plus étendue suivant les besoins) ; 6° les hommes qui se sont antérieurement présentés comme volontaires et qui ont été refusés pour inaptitude physique après le 15 août 1915 ; 7° les soutiens de famille au sens strict du mot ; 8° les domestiques sur attestation de leurs maîtres ; 9° les hommes « ayant des objections de conscience » sur preuve que leurs convictions sont d'ancienne date, et ne résultent pas d'une conversion *in extremis*.

Cette dernière exemption paraît avoir été empruntée à la loi militaire australienne. Elle intéresse en particulier certaines sectes, tels que les *Quakers*, au nombre de 20 000 actuellement en Angleterre. Ces exemptés seraient soit affectés à des services non combattans, soit enrôlés parmi le personnel civil « nécessaire au travail national. »

Il a été formé depuis des sections de *non-combattans* exclusivement employés aux services de l'arrière.

présentèrent dans l'application. Les tribunaux d'exemption, organisés par la loi, réduisirent notablement les incorporations effectives. Les résultats ne répondirent donc pas à l'attente du gouvernement et aux besoins de l'armée. La crise du recrutement devint aiguë en mars, avec l'appel anticipé des hommes mariés du recrutement de lord Derby.

En effet, l'adoption de la loi de conscription de tous les célibataires suspendait l'appel des hommes mariés qui avaient souscrit à la campagne Derby. On pouvait espérer que les célibataires fourniraient un contingent suffisant. Or, après avoir convoqué les célibataires de Derby et ceux de la conscription, le War Office constatait l'importance du déchet provenant des exemptions. Et il se voyait obligé de faire appel à la catégorie des plus jeunes mariés, dix-neuf à vingt-six ans, le 7 avril, en laissant prévoir que les suivans seraient convoqués à bref délai. Une vive émotion se manifesta dans toute l'Angleterre. Les hommes mariés protestèrent et firent remarquer que les promesses de lord Derby à leur égard n'avaient pas été tenues et qu'un trop grand nombre de célibataires échappaient par les exemptions à la conscription; ils réclamaient, s'ils étaient appelés, que les célibataires exemptés fussent remplacés dans leur emploi indispensable par les hommes mariés. Ces doléances se doublèrent de l'anxiété causée par l'absence du moratorium usité dans d'autres pays, et en particulier en France.

Le gouvernement dut reconnaître le bien fondé de ces protestations et procéder à une revision des exemptions. Mais il était amené fatalement à clore toutes ces difficultés et à réaliser la poursuite de la guerre en faisant accepter et voter le service obligatoire. Ainsi s'est achevée en mai dernier la grande transformation des institutions militaires anglaises, et, on peut le dire, de la mentalité séculaire du peuple anglais. Nous avons donné ces quelques détails, bien sommaires, sur l'évolution du recrutement pendant ces deux années de guerre, afin de faire mesurer l'effort moral que le gouvernement et la nation ont dû accomplir pour libérer leur esprit et adopter enfin les mesures conformes à la plus tragique des vicissitudes que l'Angleterre ait traversées.

Les Allemands ont bien compris ce que voulait dire cette adoption du service obligatoire. Ce n'est pas seulement l'entrée en ligne d'une nation armée avec 5 millions d'hommes, d'une

armée fraîche plus formidablement outillée que l'adversaire, c'est surtout la volonté implacable dont témoigne ainsi l'Angleterre de jeter dans la lutte toute sa force nationale et d'abattre celui qui a déchaîné cette effroyable guerre, et qui mérite à plus juste titre que le grand Empereur, vaincu il y a cent ans, d'être appelé « l'Ennemi du genre humain. »

*
* *

Après les effectifs, examinons l'usine de guerre.

De même que l'armée anglaise s'est transformée en appelant au combat tous les hommes valides capables de porter les armes, l'industrie anglaise s'est adaptée avec une admirable souplesse à l'œuvre de guerre. Et l'effort accompli par elle est aussi extraordinaire que celui du service obligatoire. Les deux efforts se confondent d'ailleurs, mais si l'un a dû lutter contre la vieille et fière tradition de l'*habeas corpus*, dans le sens bien anglais de la libre disposition de sa personne, l'autre a dû briser l'*esprit d'affaires*, caractéristique de la tradition commerciale anglaise, et en même temps la mentalité spéciale de la classe ouvrière.

Le problème de l'outillage militaire, lorsqu'on entend par ce mot l'ensemble des fournitures de tout ordre (vêtemens, fusils, artillerie, munitions surtout) qu'exige une armée en campagne est toujours un des plus malaisés à résoudre ; mais lorsqu'il s'agit de le créer de toutes pièces pour une armée dont les effectifs sont soudainement décuplés, les difficultés paraissent être insurmontables et demander un temps très long pour les vaincre. En même temps, en effet, que la demande s'accroît dans une telle proportion, les ressources de main-d'œuvre s'affaiblissent. Et dans le Royaume-Uni la question devenait d'autant plus importante, voire critique, que, sous le régime des engagemens volontaires, les prélèvemens opérés sur le personnel ouvrier des diverses industries s'effectuaient au hasard, sans plan et sans méthode.

En outre, dans un pays n'ayant pas l'esprit militaire, une difficulté spéciale venait de ce que toute la production était nettement orientée vers les fabrications de paix, et qu'un esprit conservateur excessif avait le plus souvent fait maintenir en service un outillage désuet et peu propre à la production devenue subitement nécessaire. On voit donc immédiatement l'une

des grosses difficultés techniques qui ont été vaincues : l'adaptation de l'industrie de paix à l'industrie de guerre.

Pour mesurer l'effort accompli dans cet ordre d'idées, il faut mentionner :

1° Au point de vue purement matériel, les acquisitions d'outillage indispensable aux États-Unis, l'inventaire de celui existant en Grande-Bretagne et son transfert là où son utilisation pouvait être le plus efficace. Le gouvernement, ayant dû réaliser une improvisation beaucoup plus complète encore qu'en France, a, par certains côtés, fait litière de l'organisation industrielle préexistante et a procédé, dans l'intérêt de la production qu'il voulait intensive, au groupement rationnel de l'outillage.

2° Au point de vue du personnel dirigeant, il a fallu constituer, aux mains de l'État, un état-major technique, chargé de donner l'impulsion, d'assurer la direction et d'exercer la surveillance.

Ces transformations profondes, exorbitantes, de la vie industrielle, ont exigé que des pouvoirs spéciaux fussent obtenus par le gouvernement et, comme il est facile de s'en douter, ce ne fut pas l'œuvre d'un jour, puisque la première loi est en date du mois de juillet 1915. L'action législative s'est trouvée nécessaire eu égard aux circonstances propres du Royaume-Uni.

D'un côté l'Angleterre a été, comme nous l'avons dit, fort longue à comprendre la guerre. Aussi bien dans les milieux intellectuels et patronaux que chez les ouvriers, l'importance vitale de la guerre n'a pas apparu tout de suite. L'attitude même que le gouvernement crut devoir adopter n'était pas pour la faire comprendre au pays dans son ensemble. On se rappelle que pendant plus de six mois la devise britannique fut : « Les affaires continuent comme à l'ordinaire. » Au sein du Cabinet lui-même, l'accord était loin d'être fait sur les modalités à employer pour s'assurer la victoire. A la veille du remaniement ministériel, alors que M. Lloyd George dénonçait la pénurie de munitions et lui imputait à juste titre d'avoir compromis le brillant succès militaire de Neuve-Capelle, le premier ministre et lord Kitchener lui-même soutenaient la thèse inverse, soit au Parlement, soit dans les discours publics.

D'autre part, les industriels, dont le concours n'avait pas été accepté lorsqu'ils l'avaient offert au début des hostilités, ne se montraient pas aussi disposés qu'il le fallait à abandonner leurs fabrications du temps de paix pour se consacrer à la pro-

duction de matériel de guerre. Quant aux ouvriers, ils demeuraient d'autant plus attachés à leurs habitudes et à leurs prérogatives professionnelles qu'ils voyaient le patronat profiter largement de la guerre, alors qu'ils n'obtenaient pas une hausse de salaire suffisante à leur gré.

Le gouvernement était désarmé. En l'absence de toute conscription, il ne pouvait exercer aucune coercition ni sur les patrons, ni sur les ouvriers. En mars 1915, sous forme d'un amendement à la loi de défense du royaume, il fit voter par le Parlement une loi lui permettant de réquisitionner les usines. Mais cette mesure, dépourvue de sanctions efficaces, ne donna guère de résultats. Aussi mal vue par les patrons que par les ouvriers, elle n'empêcha pas l'agitation ouvrière, qui atteignit son point culminant au mois de juin 1915 avec la grève des mines du pays de Galles.

A la manière forte, inapplicable dans l'Angleterre du volontariat, le gouvernement substitua, on l'a vu, la conciliation et la persuasion. Sa loi de juillet 1915, dite loi sur les munitions, consacra les accords librement consentis par les patrons et les ouvriers.

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

1° Le gouvernement a le droit de réquisitionner les usines fabriquant les munitions. Le bénéfice supplémentaire des patrons est fixé à 20 pour 100 en sus du bénéfice moyen des trois dernières années; le solde du profit supplémentaire, soit 80 pour 100, revient à l'État.

2° Par contre, les ouvriers acceptent la suspension des règlemens syndicaux limitant la production, la prohibition des grèves et lock-outs, l'obligation d'engager le nombre de volontaires ouvriers, de métier ou non, nécessaire à la production, et enfin de soumettre à des tribunaux d'arbitrage tous les différends qu'ils pourraient avoir avec leurs patrons.

Cette mesure prise, après qu'un an eut été perdu, a donné des résultats excellens. En dehors des usines nouvelles construites directement par l'État et dont le nombre s'élevait à 26 au mois de février 1916, le nombre des établissemens contrôlés ou, si l'on préfère, réquisitionnés, passe de 345 en juillet 1915 à 3 500 en mai 1916. La population ouvrière employée dans ces usines (les femmes représentant 50 pour 100 des travailleurs) montait dans le même temps de 100 000 à

quelque 2 millions! Effort gigantesque, qui embrasse presque tous les domaines de l'activité industrielle : vêtemens, produits chimiques, métallurgie, constructions mécaniques, mais dont les résultats ne se font que partiellement sentir sur les fronts de combat, parce qu'au fur et à mesure que la production croît, les unités nouvelles sont créées qui en absorbent une part considérable et l'immobilisent jusqu'au jour où ces unités nouvelles viendront renforcer celles des troupes britanniques qui sont sur les théâtres d'opérations.

De l'importance de la production en valeur absolue, on ne peut guère parler. Les mêmes raisons qui font que le gouvernement français ne donne pas d'indications précises, valent pour nos alliés. Dans un livre récent, *l'Effort britannique*, M. J. Destrée, membre de la Chambre des Représentans belge, dit qu'à la fin de décembre 1915, la production des obus était douze fois plus élevée qu'au mois de mai 1915 et il en est de même pour les canons. D'autre part, M. Lloyd George, qui partage avec Kitchener la gloire de cette transformation militaire de l'Angleterre, déclarait récemment que l'usine de guerre anglaise produisait par mois plusieurs centaines de canons et d'obusiers de types léger, moyen et lourd, et, en ce qui concerne les munitions, deux fois plus de munitions pour canons légers et trois fois plus pour canons lourds que ce que l'armée anglaise avait consommé pendant l'offensive de septembre 1915. La production actuelle sera triplée dans un délai rapproché. On frémit à penser à ce déploiement inouï des forces de destruction qui seul peut amener la victoire après la disparition de plusieurs millions d'hommes! Et c'est pourtant le seul moyen d'économiser les vies humaines en supprimant les terribles barrages qui arrêtent les assauts et les plus fiers courages!

*
* *

Nous avons indiqué plus haut que les colonies anglaises avaient apporté à la métropole dès le début de la guerre une aide qui n'a fait qu'augmenter et qui se chiffre aujourd'hui par plusieurs centaines de mille hommes. Ce fut même une des erreurs de la psychologie allemande de s'imaginer que, sur l'immense périphérie de l'Empire britannique, les colonies d'outre-mer, filles de la démocratie anglaise, resteraient, même en cas d'intervention de l'Angleterre, en dehors d'un conflit

qui ne menaçait pas directement leur indépendance politique et leur développement particulier. L'Allemagne oubliait que l'expansion germanique, par le cynisme et l'avidité de sa pénétration dans le monde entier, constituait une menace permanente contre tous les droits déjà acquis et contre les libres concurrences commerciales. Les grandes colonies britanniques ne pouvaient s'aveugler sur le danger que couraient l'Angleterre et les Puissances européennes, attaquées par un adversaire sans scrupule. Aucune obligation militaire ne liait les colonies vis-à-vis de la métropole. C'est librement que le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique Australe, ont mis immédiatement et unanimement leurs soldats et leur argent à la disposition du gouvernement britannique. Dès les premiers jours d'août 1914, le premier ministre du Commonwealth australien définissait le devoir des colonies : « Nous sauverons le grand édifice de la liberté britannique pour la transmettre à nos enfans. Notre devoir est clair... Nous irons jusqu'au bout. » Et plus tard, en septembre 1914, il envoyait à Londres ce message : « L'Australie soutiendra l'Angleterre jusqu'à son dernier shilling. » A l'heure actuelle, l'Australie, dont la population ne dépasse pas 5 millions d'habitans, a enrôlé près de 300 000 hommes, elle entretient sur les fronts six divisions qu'elle recomplète régulièrement. On peut estimer qu'elle a envoyé outre-mer plus de 200 000 hommes.

La Nouvelle-Zélande, qui a adopté le service obligatoire le 2 juin dernier, a envoyé jusqu'ici 25 000 hommes ; elle en fournira encore 30 000 avant la fin de 1916. Plus de 100 000 volontaires se sont déclarés prêts éventuellement à combattre dans les armées anglaises.

Les troupes australiennes et néo-zélandaises, connues sous le nom d'*Anzac* (1), ont d'abord combattu aux Dardanelles, pendant qu'une partie d'entre elles gardait l'Égypte. La chronique et la légende de l'armée australienne se sont identifiées avec l'histoire de la campagne de Gallipoli. Leur bravoure aurait mérité un meilleur résultat. Les troupes françaises qui ont coopéré avec elles gardent le souvenir de la vaillance et de l'humour de ces soldats inconnus. Elles les retrouvent aujourd'hui sur le front occidental, où une partie de leurs

(1) *Anzac* est l'assemblage de A. (Australie) N.-Z. (Nouvelle-Zélande) A. C. (Armée corps), et résume ainsi les corps d'armée d'Australie et de Nouvelle-Zélande. La baie dans laquelle ils ont débarqué aux Dardanelles a gardé ce nom.

divisions viennent d'être transportées pour concourir à la campagne décisive qui va s'ouvrir.

Le Canada avait plus de facilités que l'Australie pour donner une aide immédiate à l'Angleterre; la vieille affection filiale qui unit les Canadiens à la France avait soulevé le sentiment populaire. Les troupes canadiennes ont pris part à la première campagne d'hiver et se sont couvertes de gloire. 150 000 Canadiens environ sont actuellement en Europe, soit en opérations, soit en réserve dans les camps anglais. Plus de 100 000 autres s'entraînent dans les camps d'instruction du Canada. Le recrutement canadien se poursuit avec succès et le gouvernement a autorisé l'augmentation de l'armée nationale du Dominion jusqu'à concurrence de 500 000 hommes. Des Américains combattent dans les rangs canadiens.

L'Union Sud-Africaine (Afrique australe) a assumé pour sa part la guerre d'Afrique. Après avoir conquis l'Afrique occidentale allemande, ses troupes, sous le commandement d'un des plus redoutables adversaires de l'Angleterre dans la guerre des Boers, le général Smuts, poursuivent la conquête beaucoup plus difficile de l'Est-Africain allemand.

L'armée des Indes a été utilisée presque entièrement. Mais le total des contingens volontaires de l'Inde n'a pas été publié. Le corps indien qui a combattu sur le front du Nord n'en formait qu'une petite partie. Les troupes indiennes actuellement en Égypte, à Salonique ou en Mésopotamie, comprennent plusieurs corps d'armée. En outre les souverains indigènes ont tous donné des gages éclatans de leur loyauté féodale en offrant à leur suzerain, l'Empereur-roi, non seulement des contingens de soldats, mais de très larges souscriptions d'argent et de matériel de guerre. L'Inde reste fidèle, comme tous les peuples de l'obédience britannique, comme tous ceux dont le sort a été lié à la France et à la Russie. L'Allemagne, qui croyait entraîner dans la trahison de la Turquie tout le monde musulman, éprouve encore de ce côté l'erreur profonde de son impérialisme colossal.

On voit que le renfort apporté par les contingens coloniaux dépasse 1 million d'hommes. C'est un spectacle admirable et réconfortant de voir ces fils libres de la vieille Angleterre venir prendre leur part de la lutte universelle, sur les lointains champs de bataille de l'ancien monde, pour le droit et pour la justice.

N'oublions pas que la France a trouvé également dans ses

sujets coloniaux d'Afrique et d'Extrême-Orient des soldats aussi dévoués que braves, et qu'ainsi nous voyons, à côté des hommes libres, ceux qui passaient pour être d'une race inférieure se sacrifier afin de délivrer l'Europe et le monde de la tyrannie germanique.

*
* *

Il serait difficile et d'ailleurs indiscret de chercher à évaluer les effectifs anglais, comme conclusion à cette étude. Lord Derby estimait que l'Angleterre pouvait fournir 5 millions d'hommes valides. Le dernier budget de la guerre réduit ce chiffre à 4 millions. Il faut tenir compte en effet du recrutement de la flotte et du personnel absolument indispensable à l'usine de guerre. Ces millions d'hommes ne sont pas d'ailleurs immédiatement prêts à venir sur le front de bataille. Il faut les instruire et les encadrer, il faut former des officiers et des sous-officiers, et cela n'a pas été la tâche la moins délicate dans un pays qui n'avait en somme qu'une armée de métier et un corps d'officiers recruté à peu près exclusivement dans la classe riche.

Mais d'énormes disponibilités comptent ainsi dans la grande réserve stratégique des Alliés, et c'est l'essentiel. Nous savons aujourd'hui que l'armée anglaise sera constamment renforcée, et qu'à la longue, à côté de nos armées réduites, mais dont la valeur reste incomparable, elle sera de moitié dans l'offensive suprême. Nous savons aussi que cette armée accroît en même temps que ses effectifs son expérience guerrière et sa supériorité matérielle : les Allemands l'ont éprouvé dans les rudes combats qui se livrent sur la Somme. Un de leurs critiques militaires, auquel la presse alliée fait trop souvent l'honneur de citer quelques-unes de ses lourdes appréciations, annonçait récemment que la prochaine bataille verrait la fin de l'armée continentale anglaise! Nous ne prétendons pas que les batailles qui suivront verront la fin de la puissante armée allemande, mais nous serons de l'avis d'un autre écrivain allemand, le colonel Gaedke, qui ne manque pas d'impartialité, probablement parce qu'il écrit dans le *Vorwaerts*, et nous dirons avec lui : l'armée anglaise ne fait que commencer.

Général MALLETERRE.

REVUE LITTÉRAIRE

NOUVELLES LETTRES DE LA COMTESSE D'ALBANY (1)

La comtesse d'Albany a connu André Chénier, elle a connu Chateaubriand, Lamartine : ainsi, elle appartient un peu à l'histoire de la littérature française. Puis l'aventure de sa vie est extrêmement romanesque ; elle a tenté les biographes. En 1861, Saint-René Taillandier racontait ici même le roman vrai de cette belle dame qui a été reine sans royaume, et ensuite l'amie d'un poète, et ensuite l'amie d'un peintre. En 1863, Sainte-Beuve lui consacre deux lundis. Depuis lors, il a paru quatre volumes de sa correspondance, les deux derniers pendant la guerre. La comtesse d'Albany, après cela, n'a plus beaucoup de secrets pour nous : à peine lui reste-t-il, en somme, l'inévitable secret de toute âme.

Bonstetten, aimable Bernois et, dit Sainte-Beuve, « presque Athénien, » l'avait rencontrée à Rome, toute jeune et quand les Romains l'appelaient la Reine des Cœurs. Elle était gaie, malicieuse, blonde, « blanche comme une Anglaise, » et des yeux « bleu foncé. » Bonstetten avoue qu'il fut amoureux d'elle. Alfieri lui attribue des yeux « très noirs ; » mais Alfieri ne fut que son amant : je me fie aux yeux bleu foncé dont le jeune Bernois s'éprit, à Rome, un hiver. Une petite

(1) *Lettres de la comtesse d'Albany au chevalier de Sobirats*, éditées par le marquis de Ripert-Monclar (à Monaco ; et à Paris, chez Auguste Picard, 1916). Cf. Léon G. Pélissier, *Le portefeuillle de la comtesse d'Albany* (Fontemoing, 1902) et trois séries de *Lettres inédites de la comtesse d'Albany*, la première en 1904 chez Fontemoing ; les deux autres en 1912 et 1915, dans la *Bibliothèque méridionale*, à Toulouse, chez Ed. Privat et, à Paris, chez Auguste Picard. Saint-René Taillandier a publié en 1862 et en 1863, chez Michel Lévy, *La comtesse d'Albany* et *Lettres inédites de Sismondi, de Bonstetten, de Mmes de Staël et de Souza.*

quarantaine d'années plus tard, à Florence, le Bernois revit la comtesse : « Heureusement, le jour baissait. C'était bien sa voix ; c'était un peu son regard... » Bonstetten rentra chez lui, se regarda au miroir et s'aperçut qu'il vieillissait.

Chateaubriand l'a vue en 1803, à Rome, quand il était secrétaire de la légation. Il lui a trouvé la taille épaisse, le visage sans expression, l'air commun. Il ajoute : « Si les femmes des tableaux de Rubens vieillissaient, elles ressembleraient à Mme d'Albany à l'âge où je l'al rencontrée. » Sainte-Beuve se demande si Chateaubriand ne sacrifie pas volontiers Mme d'Albany à Mme Récamier : mais, quoi ! la beauté de Juliette refuse la comparaison.

Lamartine l'a vue en 1810 : une petite femme, sans légèreté ni élégance ; les traits de son visage, « arrondis » et « obtus. » Aurait-il deviné « la reine d'un empire et la reine d'un cœur ? » Peut-être que non ; mais on n'a pas manqué de l'avertir : « Ses yeux avaient une lumière, ses cheveux cendrés une teinte, sa bouche un accueil, toute sa physionomie une intelligence et une grâce d'expression qui faisaient souvenir, si elles ne faisaient plus admirer... » Ces mots secourables, ne les oublions pas. Mme d'Albany, au bout d'un siècle, a changé encore : et elle nous apparaît, dangereusement, non plus dans la pénombre indulgente où Bonstetten la reconnut à son regard et au son de sa voix, mais dans le jour cru de l'histoire et à la lumière de la vérité. N'oublions pas que, sur son visage, Lamartine crut apercevoir le souvenir du charme évanoui.

Elle était née Louise-Maximiliane-Caroline-Emmanuel, princesse de Stolberg. Et il n'est pas facile de lui assigner une patrie exactement. Par son père, elle était Allemande : le prince Gustave-Adolphe de Stolberg-Gedern appartenait à une ancienne famille de Thuringe. Par sa mère, elle descendait, ou peu s'en faut, de Robert Bruce, roi d'Écosse. Elle eut son berceau à Mons, dans le Hainaut. Son mariage la fit Anglaise. Veuve, son premier amour la fit, en quelque manière, Italienne et Florentine ; son second amour, Française. Dans l'incertitude elle n'a aimé ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni l'Italie et ni la France. Elle paraît estimer davantage les Pays-Bas et conseille au chevalier de Sobirats d'aller y chercher la compagne qu'il souhaite : « Les femmes y sont bonnes, bien élevées et économes ; elles vous conviennent mieux que les Anglaises, qui regrettent toujours leur pays dont les mœurs sont si différentes des nôtres... » Les nôtres : et pour qui se prend-elle ? Son correspondant, le chevalier de Sobirats, est un gentilhomme comtadin. Mais elle ?...

En 1772, elle était chanoinesse de l'abbaye de Sainte-Vandru, en Flandre, et elle avait vingt ans à peine, lorsqu'on lui offrit d'épouser le prince Charles-Édouard, petit-fils de Jacques II, arrière-petit-fils de Charles Ier, l'héritier des Stuarts. Un beau parti, et qu'elle ne refusa point. Mais il n'est si beau parti que tel inconvénient ne gâte. Le prince Charles-Édouard avait de deux ans passé la cinquantaine. Depuis le temps de ses exploits extraordinaires, vingt-sept ans s'étaient écoulés. A l'époque où il débarquait sur le rivage d'Écosse, presque seul, et bientôt ranimait dans les clans une fidélité ancienne, suscitait une armée de montagnards, entrait dans Édimbourg, triomphait à Preston-Pans et puis, vaincu à la bataille de Culloden, disparaissait et se cachait dans les Orcades, jeune héros glorieux et malheureux, Louise de Stolberg n'était pas née. Tardivement, le fiancé de la chanoinesse est devenu un gros ivrogne. Elle l'épousa, peut-être, pour sa renommée d'autrefois. L'équipée de Charles-Édouard était célèbre : on avait applaudi à son audace; on avait plaint son infortune. Sa légende lui faisait une épopée de courage et de mélancolie. Louise de Stolberg épousa le passé du gros ivrogne.

Elle eut à s'en repentir : il la rudoyait et, pris de vin, la dégoûtait. Saint-René Taillandier « voudrait savoir » comment elle fut patiente et bonne, si elle essaya de relever ce prince déchu, de le rappeler au sentiment de lui-même et de sa dignité. Sainte-Beuve n'approuve pas cette exigence ; et il écrit : « Quand un homme a pris l'habitude de tomber ivre mort, il est difficile au cœur ou au bras d'une faible femme de le relever... » Sans doute ! Et il ne s'agit pas de juger cette faible femme, très énergique cependant. Mais, si l'on souhaite de ne pas la méconnaître, il y a une lettre d'elle à son amie Teresa Regoli Mocenni où, dix ans après la mort de Charles-Édouard, elle dit tout simplement et avec une espèce de naïveté : « Je croyais qu'après la mort de mon mari je serais heureuse et tranquille : est arrivée la Révolution, qui me fait vivre dans une inquiétude perpétuelle sur mes moyens d'existence et de sûreté. Vous voyez donc qu'il n'y a jamais à espérer d'être tranquille. » Ces quelques lignes résument assez bien la philosophie de la comtesse d'Albany. Premièrement, elle avait de nature un idéal de tranquillité dans la vie : alors, il ne fallait point épouser un ancien héros, des plus chimériques, et qui se console de ses déboires en buvant. Elle s'en est aperçue, après avoir cédé au désir d'être reine : et elle a résumé son expérience fâcheuse en croyant qu'il suffit de perdre son mari pour être contente ici-bas. Elle avait compté sans les autres accidens; elle avait négligé de prévoir que toutes les calamités ne sont

pas conjugales et qu'il y a, pour empêcher le repos d'un chacun, les révolutions par exemple. Certes, on aurait tort de lui reprocher cette imprévoyance : et pourtant, ce qui l'avait séduite, dans son mari ou, du moins, son fiancé de naguère, c'était en somme une tentative de révolution. Bref, à peine venue à résipiscence, elle détesta les révolutions et les maris. Quant aux révolutions, elle écrit : « Il ne faut jamais être du petit nombre de ceux qui veulent tumultuer, parce que la plupart pensent plus à leur intérêt particulier qu'au bien général. » Et, quant aux maris : « Je ne connais que des maris que je doive détester. » Ce qu'elle en dit, c'est en mémoire du vainqueur de Preston-Pans et à propos du vieil Ansano Mocenni, mari de Teresa, et qu'elle appelle d'habitude « le *zanzaro*, » ou le Moustique. Teresa Mocenni avait eu la sottise de perdre, non pas son mari, mais *l'amico di casa il piu assiduo e della padrona il piu intimo*, Mario Bianchi. Elle regrettait amèrement son erreur, ou l'erreur de la destinée. Mme d'Albany l'encourage à supporter son triste sort ; elle ne l'engage pas du tout à se rapprocher du *Zanzaro*, mais à le subir, tant bien que mal : « Le ciel ou le destin vous a donné cet imbécile pour mari. Il faut le supporter le moins mal que possible, puisque vous ne pouvez pas le changer. Sinon, je vous dirais : plantez-le là et vivez à votre guise ! » Un jour, elle la gourmande : « Vous n'y pensez pas, ma Thérèse, de vous laisser faire des enfans par le *Brontolone!* » Le *Brontolone*, c'est un autre surnom désobligeant du *Zanzaro*. Suivent, au cours de quelques mois et dans toute une série de lettres, diverses plaisanteries où l'on voit que Mme d'Albany s'égayait facilement.

Elle avait « planté là » Charles-Édouard, en son jeune temps, et n'avait pas attendu qu'il mourût, car il n'en finissait pas de boire, et de languir sous le fardeau de l'hydropisie, et de traîner sa femme par les cheveux, si le vin de Chypre lui donnait de l'entrain. Donc, un matin de décembre, en 1780, une respectable dame Orlandini, laquelle descendait de lignée jacobite, déjeunait chez le comte et la comtesse d'Albany, à Florence. Elle proposa de faire, après le repas, une promenade : et l'on irait, au couvent des Dames Blanches, admirer ces broderies où le délicat loisir des nonnes s'évertue La comtesse, bien obéissante, répondit : « Volontiers, si mon mari le permet. » Charles-Édouard le permit. Et il fut de la promenade. Les deux dames entrées dans le couvent, la porte se ferma prestement au nez de Charles-Édouard. Il eut beau frapper, cogner, faire le diable. Enfin, par le guichet, la mère abbesse lui annonça : « Monsieur, la comtesse d'Albany a cherché un asile dans ce couvent ; elle y est sous

la protection de Son Altesse impériale et royale la Grande-Duchesse. » Le Prétendant perdit ainsi sa femme : et tant pis pour lui, certes, s'il l'a réduite à mieux aimer la solitude et le silence que sa royale compagnie ! La solitude et le silence ? Mme d'Albany sut quitter les Dames Blanches. Elle avait gagné à sa cause le cardinal d'York, son beau-frère et le frère de Charles-Édouard, celui-là même qui, après la mort du Prétendant, prit le nom de Henry IX. Le cardinal n'ignorait pas que son frère était un mari détestable ; et il plaignait sa belle-sœur. Il la fit admettre dans le couvent le plus distingué de Rome. Il lui écrivait : « Comme il est probable que le bon Dieu a permis ce qui vient d'arriver pour vous émouvoir à la pratique d'une vie édifiante par laquelle la pureté de vos intentions et la justice de votre cause seront justifiées aux yeux de tout le monde, il peut se faire aussi que le Seigneur ait voulu, par le même moyen, opérer la conversion de mon frère... » Le cardinal épiloguait ainsi sur les projets divins : il ne soupçonnait pas les projets de la jeune femme. Celle-ci n'avait quitté le palais du Prétendant, puis le couvent des Dames Blanches florentines et bientôt elle ne quitta les Ursulines de Rome que pour aller rejoindre, en toute liberté subtilement conquise, le poète Alfieri, son amant. Le cardinal jouait avec innocence le rôle du *Lancelot* dans l'histoire de Paul et de Françoise. Et ce fut dans le palais du cardinal, en sa digne absence, que tout d'abord se retrouvèrent les deux amans. Le cardinal le sut ; il se fâcha : mais un peu tard. Au bout de trois ans, — bien tard ! — le Prétendant consentit à la séparation que sa femme s'était procurée. Il rédigea un manifeste : « Nous, Charles, roi légitime de la Grande-Bretagne... » Considérant ceci, cela, il autorisait la reine légitime de la Grande-Bretagne à vivre d'ores en avant à Rome ou en telle autre ville, « tel étant, disait-il, notre bon plaisir. » Tout le plaisir fut pour la Reine.

Charles-Édouard mourut au mois de février 1788. Mme d'Albany et son poète, à cette époque, étaient à Paris. Alfieri, dans ses mémoires, a orné de toutes vertus et grâces *la donna gentilissima, l'amata, l'adorata donna;* et il nous invite à croire qu'elle eut un peu de chagrin : « Mon amie reçut la nouvelle de la mort de son mari. Quoique cette mort n'eût rien d'imprévu, à cause des accidens qui pendant les derniers mois l'avaient frappé à plusieurs reprises, et bien que la veuve, désormais libre de sa personne, fût très loin d'avoir perdu un ami... » On lui pardonnerait son indifférence ? Mais : « Je vis, à ma grande surprise, qu'elle ne fut pas médiocrement touchée, *non poco computa !* » *Non poco computa,* certes : « Je croyais

qu'après la mort de mon mari je serais heureuse et tranquille ! »

Après la mort de Charles-Édouard, l'une des plus drôles de choses qu'elle fit, ce fut d'aller en Angleterre et d'emmener son amant visiter avec elle son royaume, le royaume qu'elle tenait, ou aurait pu tenir, de Charles-Édouard. Et, si l'on se figure qu'elle voyageait avec modestie, on ne la connaît pas : elle voulut être joliment présentée à la Cour. Sans rancune pour la maison de Hanovre et pour l'« usurpateur, » elle offrit ses hommages à George III et à la reine Caroline. Horace Walpole, étonné du « sens dessus dessous » contemporain, écrit à miss Berry : « On a vu dans ces deux derniers mois le Pape brûlé en effigie à Paris, Mme du Barry invitée à dîner chez le lord-maire de Londres, et la veuve du Prétendant présentée à la reine de la Grande-Bretagne. » Il ajoute que Mme d'Albany « ne parut pas embarrassée le moins du monde. » Elle rédigea ensuite ses souvenirs et impressions de voyage : elle ne peut souffrir Londres ni l'Angleterre, ni les Anglais, ses légitimes sujets, et dans tout le royaume elle n'admire que le gouvernement de George III.

Ss liaison avec Alfieri est célèbre. Alfieri lui-même l'a contée dans la *Vita di Vittorio Alfieri*. Et, quand Lamartine dit que Louise de Stolberg fut « l'autre Laure de cet autre Pétrarque, l'autre Béatrice de cet autre Dante, l'autre Vittoria Colonna de cet autre Michel-Ange, » il cède aux glorieuses prétentions d'Alfieri, lequel avait un jour disposé en un tableau les portraits des quatre grands poètes d'Italie et parmi eux réservé une place, où déjà il posait la couronne de lauriers, — *Digniori !* — pour lui. Et il a écrit : « J'ai élevé un monument à l'amour. J'ai donné à une souveraine déchue une royauté plus haute; et mon nom restera éternellement attaché au nom de la reine d'Angleterre. Parmi les chantres immortels de l'amour, en est-il à qui soit échue pareille destinée ? Ce qui a causé la folie du Tasse est devenu mon triomphe et ma gloire ! » Il serait périlleux de comparer Victor Alfieri avec Michel-Ange, ou Dante, ou Pétrarque; et Mme d'Albany, probablement, avec Vittoria Colonna, ou Béatrice ou Laure. Mais Alfieri se plaisait à organiser de telles analogies.

Et elle ?... On n'a guère publié de lettres d'elle antérieures à l'année 1797. Elle avait, cette année-là, quarante-cinq ans ; elle était l'amie d'Alfieri depuis vingt ans. Leurs lettres d'amour ont disparu : c'est dommage ! Telle que nous la voyons, dans la correspondance de sa maturité, Mme d'Albany est une bonne femme et qui aime bien son amant. « Vous qui avez connu tous les orages du cœur... » lui écrira Sismondi. Mais, à la lire, on ne devine pas les orages. Ou bien, les

orages sont passés. Ou bien, elle est à l'abri. Son amant la trompe quelquefois : à Pise, à Florence et à Sienne, elle a des rivales. On le sait ; et elle s'en doute. Elle n'insiste pas ; elle garde sa mansuétude, au profit de sa tranquillité. Ce n'est pas l'infidélité du poète qui la tourmente : c'est la santé du poète. Il va bien ? Mais Mario Bianchi, l'amant de Teresa Mocenni, est mort. Ainsi, les amans sont mortels, autant que les maris. Mme d'Albany se plaint déjà, quand elle plaint Teresa : « Jugez si je partage vos peines : je tremble toujours qu'il ne m'arrive le même malheur. Le poète se porte bien ; mais à la plus petite chose qu'il souffre, mon cœur est alarmé, comme bien vous pensez, surtout dans ce moment. Que ferai-je sans lui ? Je ne tiens au monde que pour lui. » Il y a là certainement de la tendresse, et un réel souci de soi. C'est le 20 mars 1798 que Mme d'Albany redoutait ainsi son chagrin. Alfieri ne mourut pas avant le 7 octobre 1803. La douleur de Mme d'Albany, alors, fait pitié. Le 9 novembre, elle écrit à notre savant compatriote d'Ansse de Villoison : « Ah ! monsieur, quelle douleur ! J'ai tout perdu : c'est comme si on m'avait arraché le cœur ! Je ne puis pas encore me persuader que je ne le reverrai plus. Imaginez-vous que, depuis dix ans, je ne l'avais plus quitté, que nous passions nos journées ensemble ; j'étais à côté de lui quand il travaillait, je l'exhortais à ne pas tant se fatiguer, mais c'était en vain... Il est heureux, il a fini de voir tant de malheurs ; sa gloire va augmenter : moi seule, je l'ai perdu, il faisait le bonheur de ma vie... » Dix jours plus tard, elle écrit à son ami de Sienne Alessandro Cerretani : « Je suis la plus malheureuse créature qui existe ; j'ai perdu le meilleur et le plus respectable des amis. Le plus grand bonheur qui pourrait m'arriver, ce serait de finir une carrière dont je suis déjà ennuyée depuis dix ans, mais qui m'était moins à charge parce que je la supportais avec un ami que j'adorais depuis vingt-six ans... Je me sens glacer le sang en y pensant, je l'ai toujours devant les yeux. J'ai la tête si faible que je puis à peine écrire. Pardonnez-moi et plaignez-moi. » Le 24 novembre, elle écrit au chevalier Baldelli : « J'ai tout perdu, consolation, soutien, société, tout, tout. Je suis seule dans ce monde, qui est devenu un désert pour moi. Je déteste la vie, qui m'est odieuse, et je serais trop heureuse de finir une carrière dont je suis déjà fatiguée depuis dix ans par les circonstances terribles dont nous avons été témoins : mais je la supportais, ayant avec moi un être sublime qui me donnait du courage. Je ne sais que devenir, toutes les occupations me sont odieuses... » Et elle ajoute : « J'aimais tant la lecture !... » Le 10 mars de l'année suivante, elle écrit à l'archiprêtre

Luti : « Je souffre à tous les instans du jour de la perte horrible que j'ai faite ; voilà cinq mois que j'ai perdu cet ami incomparable, et il me paraît que c'est hier ; je le pleure tous les jours, et rien ne pourra jamais m'en consoler. Vous jugez ce que c'est qu'une habitude de vingt-six ans, et de la manière dont nous vivions ensemble. La philosophie, qui m'a toujours servi dans toutes les occasions de ma vie, m'est inutile dans celle-ci... » D'une lettre à l'autre et d'un mois à l'autre, elle se répète ; et sa douleur n'est pas variée : pauvre femme, toute livrée à la seule idée de son désespoir ! Ce n'est pas une petite douleur qui se lamente et crie avec cette ardeur obstinée.

Mme d'Albany, veuve de son amant, maudit la vie, appelle la mort à son secours et se désole à constater qu'elle a une santé « de fer. » Elle vécut encore vingt et un ans. Et tout, au bout du compte, se passa comme elle avait semblé le prévoir elle-même, jadis, au moment où elle encourageait Teresa Mocenni. Elle disait alors à cette amie éplorée : « J'ai trouvé qu'il n'y a rien de mieux dans les peines du cœur que de forcer la tête à penser et même à épuiser le sujet du chagrin... » Épuiser le sujet du chagrin : c'est assez bien ce qu'elle fait, quand elle se livre à son désespoir et le ressasse perpétuellement. Elle n'épargne ni les mots, ni les sanglots ; elle n'élude absolument rien. Et elle disait aussi à Teresa : « Fortifiez-vous l'esprit en lisant des livres qui sont un peu toniques... » Elle n'oublia point la recette : dès le 9 novembre 1803, écrivant à d'Ansse de Villoison, elle s'informe de cette *Enéide* que M. Delille va publier. Elle disait encore à Teresa : « Je sais bien que votre cœur est déchiré ; mais aidez-vous de la raison, ou plutôt laissez faire le temps, ce tyran destructeur qui dévore même les sentimens les plus enracinés. Il n'efface pas l'amitié, mais il use les pointes aiguës de la douleur. C'est un service que la nature nous a rendu... » Et, quelques jours après : « Lisez-vous un peu ? Vous servez-vous de votre raison ? Il faut dans ce monde avoir cette arme contre les événemens et s'en servir malgré soi. Je conçois que cela est difficile, mais peu à peu on y arrive, et le temps fait le reste. La nature a pourvu à tout ; elle a fait la mémoire de l'homme incapable d'un sentiment éternel, au moins d'un sentiment qui blesse. » Je ne sais pas quel usage fit Teresa Mocenni des conseils qui lui étaient ainsi adressés : les conseils ne servent pas toujours à qui les reçoit, plus souvent à qui les donne. Le programme de consolation que Mme d'Albany avait tracé pour son amie, elle le suivit à la lettre, l'occasion venue. Elle épuisa le sujet de son chagrin ; elle recourut au

divertissement de la lecture ; elle laissa faire le temps ; elle confia son cœur à la nature.

Il y a, chez Mme d'Albany, en toute circonstance et à tout propos, un remarquable souci de la méthode, que les hasards de son existence ne découragent pas. Aucune femme n'eut destinée plus aventureuse ; et aucune femme ne vécut avec plus de circonspection. Sur toute chose, elle a une théorie : elle n'en a pas deux, car l'incertitude lui serait insupportable ; elle en a une, et s'y tient avec énergie.

Elle a une théorie médicale : et elle vous soigne sans barguigner. Elle vous dit : « Je crois que vous ne connaissez pas la cause de votre mal d'estomac. Vous devriez l'étudier : ce doit être abondance d'acides ou d'alcalis. Si on connaissait bien la qualité de l'estomac, on n'aurait jamais mal. » Vous avez mal aux nerfs ? « C'est une folie de dire que vous avez mal aux nerfs. On a mal aux nerfs parce qu'il y a une humeur qui pique ces nerfs, et c'est l'humeur qu'il faut corriger, et les maux de nerfs cessent. » Quand elle apprend la mort de Teresa Mocenni, elle en a l'âme « déchirée ; » et elle annonce : « Les médecins sont des ânes, à Sienne ; s'ils avaient purgé cette pauvre femme à la première maladie, ils l'auraient tirée d'affaire. » L'archiprêtre Luti a de mauvaises digestions : c'est qu'il mange trop de cerises ; « ce fruit fermente dans l'estomac. » Elle-même est enrhumée : c'est « une surabondance d'humeur lymphatique ; » et elle se met au régime de la rhubarbe. Mais, une fois, songeant parmi ses drogues, elle se trompe de flacon, se tamponne les yeux avec de l'alcali volatil : et voici, pendant trois jours, enflés ses yeux qu'elle avait bleu foncé ou peut-être noirs.

Elle a une théorie de l'art épistolaire et la résume comme suit ; « En français, quand on sait écrire, on sait écrire des lettres ; il suffit de mettre sur le papier le discours familier, sans aucune prétention. » Ce n'est pas plus difficile que ça, pour ainsi dire ! Elle vient précisément de lire les lettres de Mme de Sévigné : c'est tout l'enseignement qu'elle a recueilli de sa lecture. Et elle écrit des centaines, des milliers de lettres, quant à elle. Conformément à la leçon qu'elle a prise auprès de Mme de Sévigné, elle met, sans aucune prétention, sur le papier, son discours familier. Quel triste galimatias cela donne ! Si l'on dit qu'elle sait imparfaitement notre langue, elle ne s'en doute pas ; et que le français n'était pas sa langue maternelle : eh ! elle n'avait pas de langue maternelle, comme elle n'avait pas beaucoup de patrie. Elle a choisi le français, pour écrire ; mais elle trouve à l'italien plus de « bautais : » oui, plus de beautés, plus de richesse et

de musique cent fois qu'à notre langue « même perfectionnée par Bossuet et Massillon et Racine. » C'était l'opinion d'Alfieri, c'est la sienne. Pourquoi donc a-t-elle choisi le français, quand elle pouvait écorcher pareillement l'italien de son poète, l'allemand de son père ou l'anglais de son royaume? Elle le dit au chevalier Cerretani : « J'écris en français, parce qu'elle [cette langue] me procure le moyen de dire plus facilement ce que je veux dire ; sinon je préférerais la vôtre... » Oui, je crois qu'elle écrit facilement : il n'y a pas trace d'aucun effort, dans ses longues lettres innombrables; mais quel français ! Elle n'a pas de prétention, mais elle n'a pas de coquetterie : elle est incapable d'en avoir. Et ce n'est pas le style qu'on déplore en lisant ses lettres. Ce qui attriste, c'est qu'on sent que, même traduites en quelque langue d'Europe ou d'ailleurs, traduites en joli français par exemple, ses lettres ne seraient pas jolies. Elle ne nous offre que « son discours familier? » Son discours familier ne vaut rien. Et, je l'avoue, elle m'impatiente parce qu'elle a eu, le 5 mai 1791, l'occasion d'écrire à André Chénier : une lettre de Mme d'Albany à André Chénier ! nous attendons une merveille ; et nous sommes déçus. La belle amante d'Alfieri écrit à l'amoureux de Fanny, de Camille et de Chloé : « Je crois que vos maux viennent de trop manger. Vous êtes gourmand ; l'ambassadeur... » c'est M. de la Luzerne, ambassadeur à Londres... « l'ambassadeur fait bonne chère, vous êtes faible, vous vous y livrez, de là dérivent tous les petits maux et les grandes mélancolies dont vous souffrez. La sobriété préserve de tout cela, elle tient le cœur content et l'esprit joyeux : l'esprit et le cœur dépendent beaucoup du physique... Ainsi donc, pour être maître de ce physique, il faut de la sobriété. Je vois d'ici toutes les objections que vous avez à me faire; parce que je connais votre penchant pour la bonne chère... » Voilà comme elle écrit, jeune encore; et comme elle écrit à André Chénier. Elle attribue à des nourritures ses mélancolies d'amour, son inquiétude poétique et le souci de la liberté française qui tourne mal. Elle ne savait pas et, en 1791, peut-être ne savait-on pas qui était Chénier ? Elle devait le deviner un peu. Elle ne devine jamais rien ! Elle a de fortes certitudes : elle n'a jamais de pressentimens. Elle est énormément dépourvue d'imagination.

Elle a une théorie de la littérature : il faut qu'elle en ait une, pour rendre des jugemens intrépides, et avec une assurance que le goût seul ne permet pas. La *Delphine* de Mme de Staël, elle l'appelle « un salmigondis de choses, d'immoralités et d'extravagances. » Elle n'aime pas du tout Mme de Staël et déclare Mme de Genlis « bien

supérieure à cette folle. » Le *Génie du Christianisme :* « c'est le livre du moment, et qui ne durera qu'un instant ; » pourquoi ? mais parce qu'elle en a ainsi décidé. Chateaubriand l'impatiente : il ne croit pas un mot de ce qu'il dit ; qu'en sait-elle ? « les Français sont fameux pour écrire ce qu'ils ne pensent pas, » et voilà tout. D'ailleurs, elle a trouvé, dans le *Génie du Christianisme*, des pages « assez intéressantes ; » mais « le style est toujours affecté et tiré par les cheveux : il y a des phrases ridicules et qui ne veulent rien dire. » Elle ne craint jamais de se tromper : elle condamne, elle dénigre ; elle tranche sur tout, avec un entrain qui, d'habitude, est le privilège des illettrés. Cependant, elle est savante. Elle lit sept ou huit heures par jour : et à quoi bon ? Elle est pédante ; et elle écrit au chevalier Cerretani : « Je veux vous distraire, monsieur le chevalier, de vos occupations rurales en venant me rappeler à votre souvenir... Vous êtes très louable de vous occuper de cette besogne, qui était aussi celle de Caton l'Ancien, qui a même écrit sur la cultivation. » Elle conduit ses lectures avec une lourde opiniâtreté : « Je suis occupée du théâtre grec ; j'en suis à Eschyle ! » dit-elle un jour : et elle continuera, chronologiquement. A peine aura-t-elle abattu son Eschyle, sans défaillance, elle attaquera son Sophocle, et puis son Euripide. La tragédie d'Agamemnon lui fait dresser les cheveux, affirme-t-elle. Et « quel mari ! » C'est Agamemnon qu'elle exècre. Quant à la pauvre Clytemnestre, elle lui pardonne et ajoute : « On n'oserait plus mettre au théâtre une femme qui se vanterait d'avoir tué son mari ; » les caractères se rélâchent. A présent, une femme tuera son mari, « mais elle en sera au désespoir : » quelle mollesse !

Elle a une théorie de l'existence et, pour ainsi parler, une morale. Ce qu'elle méprisait en feu Charles-Édouard, son mari, c'était « les préjugés de toutes les classes avec les vices des laquais. » Elle est résolument une aristocrate sans préjugés. Elle dédaigne le qu'en-dira-t-on, l'opinion des bonnes gens et les petits scrupules qu'on a si l'on désire ne scandaliser personne. Elle écrit à sa chère Teresa Mocenni : « Dites-moi si on vous laisse tranquille ? Laissez-les dire, nourrissez votre esprit. Votre âme sera au-dessus des commérages, que vous ne devez jamais vous laisser rapporter. Ils ne font qu'avilir l'âme et la rapetisser au lieu de l'élever ! » Elle est déjà un peu nietzschéenne, en quelque sorte. Et si bourgeoise, en quelque manière ! Elle vit dangereusement, avec beaucoup de prudence. Elle a un grand souci de sa gloire et de sa commodité.

Elle ne s'est point lancée à rompre avec le prétendant Charles

Édouard avant de s'être procuré Alfieri; elle n'a point renoncé à la couronne d'Angleterre avant de s'être munie d'une couronne poétique. Et, plus tard, la mort d'Alfieri, son terrible malheur, ne la prend pas au dépourvu : elle a, de longtemps, auprès d'elle le remplaçant du poète, M. Fabre, de Montpellier, peintre et élève de David. Ce Fabre n'est pas ennuyeux. Paul-Louis Courier, dans la *Conversation chez la comtesse d'Albany*, nous l'a montré vif et pimpant, qui, devant la beauté du Pausilippe et de Capri, vous débite ses paradoxes gentiment. Avant la mort du poète, il demeurait avec amabilité à la *Casa Alfieri*, faisant quelques portraits et vivant de son mieux. La comtesse lui rendait ce témoignage : « Fabre peint le Poète mieux que personne! » Et il donnait à la comtesse, quelquefois, des leçons de peinture. Car elle a voulu peindre : et elle a dû peindre avec méthode. La liaison de Mme d'Albany avec ce Fabre, on l'a jugée comme on a pu. Chateaubriand : « Je suis fâché que ce cœur, fortifié et soutenu par Alfieri, ait eu besoin d'un autre appui! » Sainte-Beuve n'a-t-il pas soupçonné là, peut-être, un avis pour Juliette?... On s'est demandé si Mme d'Albany, après la mort d'Alfieri, n'avait point épousé M. Fabre. On l'a même imprimé dans la *Biographie universelle;* mais, sur l'exemplaire de la *Biographie* que possédait M. Fabre, Saint-René Taillandier lut ces mots, de la main de M. Fabre : « C'est faux! » Mme d'Albany aimait beaucoup trop M. Fabre pour en faire un mari. Elle vécut paisiblement, auprès de ce peintre qui avait de l'obligeance et de la bonhomie. Tous deux veillèrent à l'édification du monument d'Alfieri, dans l'église de Santa Croce. Elle vieillit avec ce souvenir et ce compagnon. A la fin de sa vie, elle avait en haine tout l'univers : et elle n'était pas du tout malheureuse. « Je suis à la fenêtre, disait-elle, et je vois passer les événemens... » Elle réussissait à organiser le bon ménage de son pessimisme et de sa curiosité.

Elle a eu le génie de l'organisation. Elle a eu ce médiocre génie, au point de n'être ni malheureuse ni attendrissante. Il n'y a pas beaucoup à rêver autour de sa mémoire. Avec ses cheveux blonds, ses yeux noirs ou bleu foncé, belle, intelligente, et avec sa destinée extraordinaire, elle a peu d'attrait. Et, après tout, elle est boche, née princesse de Stolberg-Gedern.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE SCIENTIFIQUE

L'AVION DE GUERRE

Pour l'historien et le tacticien de l'avenir ce qui caractérisera surtout la guerre actuelle, ce qui la distinguera des guerres du passé, c'est le combat aérien. Entre nos fantassins et ceux des guerres puniques, entre nos artilleurs et les guerriers qui bandaient autrefois les catapultes, il y a en somme beaucoup de ressemblances: et n'étaient les portées un peu plus grandes que les explosifs ont données au jet des projectiles et à leur efficacité, il n'y aurait ici rien qui pût véritablement stupéfier un César ou un Xénophon, s'ils revenaient parmi nous. Mais ce qu'on n'avait jamais vu ni soupçonné, c'est l'homme fait oiseau, enrichi de l'infinité des mouvemens nouveaux et des incroyables visions qu'en conquérant la troisième dimension de l'espace il a conquises du même coup.

L'aviation militaire a pris, par la force des choses, une importance tellement prépondérante, que l'on peut affirmer que si l'un des deux camps en présence n'avait pas entre les mains cette arme, il serait irrémédiablement battu par cela même. Pourtant, comme engin même de combat, l'avion n'est pas d'une efficacité supérieure à celle d'un très petit détachement terrestre bien armé de mitrailleuses, de grenades ou de canons. Mais il a l'avantage inestimable de pouvoir transporter la mort latente qu'il inclut en ses projectiles, là où il lui plaît, et dans des zones vulnérables loin en arrière du front ennemi, là où le fantassin et l'artilleur, rivés au sol par l'inflexible esclavage de la gravité, ne peuvent aller. Mais ceci n'est rien. S'il n'était qu'un merveilleux transporteur de projectiles et d' explosifs à distance, s'il n'était qu'un combattant, qu'un semeur de mort, l'avion

militaire ne serait rien ou peu de chose. Ce qui lui donne surtout une prodigieuse efficacité guerrière, c'est ce qu'il voit plutôt que ce qu'il fait, c'est qu'il est un œil plutôt qu'un poing.

Comme toutes les guerres passées, mais plus peut-être encore qu'elles, à cause de son étendue supérieure dans le temps et dans l'espace, cette guerre est en effet avant tout un problème de *repérage*. Mettez face à face deux adversaires dont l'un, aveugle, soit armé d'une mitrailleuse perfectionnée, dont l'autre, voyant, n'ait qu'un mauvais petit revolver : c'est le premier qui sera vaincu. Entre deux batteries qui se combattent, l'une puissante et formidable, mais ignorant où est son adversaire, et l'autre qui le sait, mais se compose de médiocres et faibles canons, c'est celle-ci qui l'emportera. « *Veni, vidi, vici* » disait César. C'est parce qu'il avait vu qu'il a vaincu, et le grand capitaine exprimait ainsi, sous une forme immortelle, cette vérité que, pour porter des coups qui soient victorieux et avant de le faire, il faut *voir* où on les porte. Voir où est l'adversaire, savoir ce qu'il fait, juger de l'efficacité des coups qu'on lui assène et les rectifier, c'est les trois quarts de l'art de la guerre, et c'est pourquoi le matador fluet et léger reste toujours vainqueur du taureau dont la force supérieure est mal dirigée. L'avion est le plus admirable des observatoires ; il permet de voir d'un coup une vaste étendue de terrain ; bien plus, cet observatoire est mobile ; il n'est plus de pli du sol, plus de masques ou de crêtes dont il ne dévoile la fallacieuse protection ; quelque mouvement, quelque geste que fasse l'adversaire dans le maniement de ses engins et de ses effectifs, « cet œil est toujours là et regarde Caïn. »

D'après cela, nous voyons immédiatement que le principal avion de guerre est l'avion de renseignemens, et ici même encore, il faut distinguer l'avion qui renseigne sur ce que fait l'ennemi, et celui qui renseigne sur ce que nous faisons nous-mêmes, je veux dire sur la façon dont nos projectiles atteignent ou non leurs objectifs. Le premier est l'avion de reconnaissance, le second l'avion de réglage d'artillerie. Mais le tout n'est pas de voir l'ennemi du haut de ce poste d'observation idéal qu'est un aéroplane : il faut empêcher l'adversaire d'user du même avantage. C'est ainsi que sont nés les avions de chasse destinés à abattre et à mettre en fuite les avions de réglage et de reconnaissance de l'ennemi. Comme celui-ci ne manque pas de vouloir, lui aussi, réduire à l'impuissance nos propres avions de renseignemens, il s'ensuit que par la force des choses les avions de chasse se combattent entre eux. Ainsi le combat d'avions, si épique et beau qu'il soit, n'est qu'un corollaire indispensable de cette fonction

essentielle de l'aéroplane militaire : la reconnaissance et le repérage, en un mot la *vision*. Enfin une autre catégorie d'avions combattans est née : celle des avions de bombardemens qui vont en arrière des lignes ennemies, et souvent à grande distance, jeter des explosifs sur ses voies de ravitaillemens, ses usines, ses dépôts et magasins.

Parmi les fonctions actuelles de l'avion militaire, celles-ci sont les principales. Mais il y en a d'autres encore, qu'on n'eût point prévues naguère, que divers épisodes de cette guerre ont enfantées sous la subtile pression des nécessités imprévues, et dont l'importance pourra se développer beaucoup plus que nous n'imaginons aujourd'hui. C'est ainsi, par exemple, qu'à Kut-el-Amara et à Przemysl les avions ont servi à assurer la liaison d'une place assiégée avec l'extérieur, à la ravitailler en nouvelles et même en provisions. C'est ainsi qu'en Serbie, nos avions ont servi à évacuer et mettre en lieu sûr, pendant l'invasion austro-allemande, un certain nombre de blessés. C'est ainsi que... mais il est des emplois ingénieux des avions sur lesquels il vaut mieux pour l'instant faire le silence. En résumé, on peut faire le classement suivant des diverses fonctions des avions militaires :

1° Reconnaissances, service d'éclaireurs, repérage de batteries et de positions ;

2° Réglage des tirs de l'artillerie ;

3° Chasse et combat des appareils ennemis (tant aéronefs qu'aéroplanes) ;

4° Bombardemens ;

5° Ravitaillement, poste, liaison, transport des blessés, etc.

***

Un seul type d'avion pourra-t-il remplir, d'une façon satisfaisante, des fonctions aussi différentes ? Ce n'est pas probable *a priori*, et le vieux principe de l'évangile Lamarckien, d'après lequel la fonction crée l'organe s'oppose dès l'abord à ce qu'un organe unique assure simultanément des fonctions disparates. Ici comme dans tous les domaines où l'on veut que les choses soient poussées à fond avec la plus grande perfection, il doit y avoir une spécialisation, une différenciation des appareils adéquates aux buts à atteindre.

Certains pourtant avaient rêvé un moment d'un appareil volant unique, d'une sorte d'aéroplane « Maître Jacques » qui serait capable tour à tour de combattre très bien, de bombarder ou d'assurer un service de reconnaissance. Ce n'était qu'un rêve, comme l'a prouvé l'expérience qui a amené dans toutes les armées belligérantes la créa-

tion d'avions étroitement spécialisés. Mais ce que l'expérience a démontré, après maints tâtonnemens inutiles, chez nous comme chez nos ennemis, on aurait pu le prévoir *a priori* ainsi que nous allons voir.

Depuis longtemps, on a constaté qu'un cheval de trait ne peut et ne doit pas posséder la même structure et les mêmes qualités qu'un cheval de course ou un cheval de guerre, et les éleveurs ont été conduits ainsi à créer des races chevalines extrêmement diverses, et d'autant plus dissemblables qu'elles assuraient mieux la fonction spéciale à laquelle chacune était destinée. Pareillement et pour prendre un autre exemple, on a depuis longtemps dans la marine renoncé au vaisseau de guerre unique et bon à tout, et différencié profondément le cuirassé porteur d'une grosse artillerie et puissamment blindé, du croiseur moins fort et moins protégé, mais plus rapide, et du vaisseau éclaireur fluet et léger. Dans l'action féconde et efficace, qu'il s'agisse des hommes ou des engins, celui qui est bon à tout n'est pas bon à grand'chose... sauf peut-être, dit-on, dans la politique qui jouit à cet égard d'une grâce toute spéciale.

Ce que les analogies précédentes nous ont déjà laissé entendre : la nécessité d'avoir des types d'avions distincts et séparément adaptés aux fonctions diverses de l'oiseau de guerre, un examen un peu plus attentif va nous le démontrer d'irréfutable manière.

Considérons, par exemple, la question des moteurs d'avion. On sait que la force nécessaire à la rotation de l'hélice est produite par un moteur à explosion. Une certaine quantité d'essence, mélangée à de l'air en proportion convenable y est allumée, grâce à une étincelle électrique, à l'intérieur de plusieurs cylindres où elle déplace alternativement un piston dont le mouvement de va-et-vient, grâce à des transmissions en bielle, fait tourner l'hélice. Or la lutte a été longtemps ouverte en aviation entre deux types de moteurs : les moteurs fixes et les moteurs rotatifs, ainsi nommés respectivement, les premiers, parce que leurs cylindres sont fixes, les seconds parce que les cylindres disposés en étoile autour de l'hélice tournent en même temps que celle-ci. Les moteurs rotatifs sont refroidis par l'air, grâce à leur rotation même dans celui-ci. Les moteurs fixes, au contraire, ont besoin pour ne point trop chauffer d'être refroidis par des radiateurs à ailettes où passe une circulation d'eau. L'augmentation de poids qui en résulte, pour ceux-ci, fait que leur poids est, par rapport à leur puissance, plus grand que dans les moteurs rotatifs.

Ainsi, pour les très puissans moteurs actuellement construits, le

poids du moteur ne s'abaisse pas au-dessous de deux kilos par cheval-vapeur pour les moteurs fixes, tandis qu'il descend à un kilo et demi, dans les bons moteurs rotatifs. Ceci explique le succès qu'ont eu ces derniers dans la période qui a précédé la guerre : par suite de leur poids plus faible, ils permettaient des vitesses plus grandes avec un aéroplane donné, dans les brèves épreuves sportives qui avaient alors tant de vogue. Mais toute médaille a son revers : sans parler même de la délicatesse et de la fragilité plus grandes du moteur rotatif, celui-ci consomme par heure et par cheval plus d'essence que le moteur fixe (environ 350 grammes au lieu de 250). Et alors il arrive ceci : lorsqu'un aéroplane doit faire une randonnée de plusieurs heures, le poids total d'essence qu'il doit emporter à cet effet est beaucoup plus grand pour le moteur rotatif que pour le moteur fixe, et suffit à compenser et au delà le poids plus faible du premier (supposé de même puissance que l'autre). Et ainsi nous arrivons à cette conclusion que si le moteur rotatif est préférable pour les avions qui doivent fournir un service rapide et bref, le moteur fixe reprend au contraire sa supériorité pour les vols de longue durée. Premier et décisif exemple de la nécessité qu'il y a de construire différemment les avions selon le service qu'on leur demandera.

***

Mais il y a plus et nous allons voir maintenant que les qualités exigées pour les divers emplois de l'avion de guerre sont en quelque sorte contradictoires et exclusives les unes des autres.

Tout d'abord il y a une antinomie entre la vitesse d'un avion donné et le poids qu'il transporte. Plus ce poids est grand, plus sa vitesse maxima sera faible et réciproquement. Cela est presque évident *a priori*, et bien connu pour tous les mécanismes tracteurs : locomotives, automobiles, animaux de trait. Ainsi, si sur un avion est monté un moteur de cent chevaux, c'est-à-dire un moteur, qui fournit un travail de 7 500 kilogrammètres par seconde, lorsque la traction du moteur est de 250 kilogrammes (1), l'appareil fait 30 mètres à la seconde ; si le poids tiré n'est que de 200 kilogrammes, la vitesse devient égale à 37 mètres et demi (en supposant parfait, pour simplifier, le rendement de l'hélice).

Parallèlement à cela, il y a également une sorte d'antinomie entre le poids porté par un avion, et l'altitude maxima qu'il peut atteindre

(1) Rappelons que le kilogrammètre est le travail nécessaire pour élever un kilogramme à une hauteur d'un mètre.

et qu'on appelle, comme nous avons vu, son *plafond*. Cela se démontre aussi très facilement, et tombe d'ailleurs sous le sens, puisque, comme je l'ai expliqué, l'altitude du plafond dépend de l'excédent de charge emporté par l'appareil.

Enfin il existe une troisième incompatibilité et fort curieuse : pour un avion disposant d'un moteur donné et portant un certain poids, la vitesse en vol horizontal, et l'altitude maxima, la hauteur du plafond, sont des qualités contradictoires. Voici un raisonnement qui nous fera comprendre cette chose, au premier abord étrangement paradoxale. A un avion dont le plafond est à 2000 mètres coupons légèrement les extrémités des ailes : nous aurons diminué du coup sa force portante, c'est-à-dire sa surcharge maxima, c'est-à-dire la plus haute altitude à laquelle il peut parvenir. Mais du même coup nous aurons augmenté sa vitesse puisque nous aurons diminué sa résistance à l'avancement.

Aussi par des diminutions progressives des surfaces portantes on arriverait à des avions très rapides, mais ne pouvant s'élever qu'à une faible hauteur. Tels étaient les appareils qui, en 1913, gagnèrent la célèbre coupe Gordon Bennet. Portant un seul pilote, du combustible pour une heure seulement, ils faisaient plus de 200 kilomètres à l'heure. Mais ils n'auraient pu s'élever bien haut, et si la course avait eu lieu sur un plateau situé à quelques centaines de mètres d'altitude, à Mexico par exemple, ces merveilleux appareils, ces dieux de la vitesse n'auraient pas même pu quitter le sol.

De tout cela, et sans qu'il soit besoin de poursuivre, comme on le pourrait, notre démonstration, il résulte très nettement qu'on construira très différemment un avion selon qu'on le destine à voler très haut, ou très vite, ou très loin, à porter une faible charge ou un poids considérable. Il y a longtemps d'ailleurs qu'avec son intuition de précurseur, Clément Ader avait deviné cette spécialisation des avions et qu'il écrivait : « Chaque type d'avion doit être constitué pour la fonction qu'il est appelé à remplir. »

Il nous reste maintenant, à la lueur de ces quelques généralités, à examiner le rôle des divers types d'aéroplanes de guerre. Dans cet examen la petite classification que nous avons établie plus haut nous servira de fil d'Ariane. Aussi bien, nous sommes ici dans le royaume qu'ambitionna follement l'audacieux fils de Dédale.

On n'attend d'ailleurs point de moi que je donne ici des renseignemens sur les perfectionnemens récens dus à l'ingéniosité de nos constructeurs et de nos techniciens et qui ont contribué à faire de nos

avions de guerre des adversaires si redoutables pour l'ennemi, des auxiliaires si précieux dans les mains de notre commandement. L'heure n'est point venue encore d'entrer à cet égard dans des détails. Aussi sans aborder aucune des choses qui doivent rester secrètes, vais-je seulement ici indiquer quelques particularités et quelques méthodes des aéroplanes militaires qui sont bien connues de nos ennemis, et appliquées par eux-mêmes comme par nous, ainsi qu'il résulte de leurs publications et de l'examen de leurs appareils tombés entre nos mains. Même ainsi limité, ce rapide examen suffira, j'en suis convaincu, à montrer l'intelligente hardiesse, l'habileté technique, la science que doit posséder aujourd'hui un aviateur militaire digne de ce nom... et nous en avons des légions dans ce cas.

***

L'avion de reconnaissance, l'avion éclaireur, est destiné à explorer le secteur ennemi, les positions et les mouvemens des troupes adverses, à découvrir leurs dépôts de matériel, à définir exactement avant une attaque et pendant celle-ci l'état et la position de leurs retranchemens. En un mot, il est le regard perpétuellement mobile du commandement, sans cesse braqué comme un dard mortel sur l'ennemi.

Dans les guerres anciennes, c'était la cavalerie qui était chargée de ce service de reconnaissance. La guerre immobile de tranchées qui sévit actuellement a réduit ses chevaux à l'état de comparses encombrans. Mais même au début de cette guerre, quand les troupes opéraient de vastes mouvemens stratégiques, le rôle des cavaliers éclaireurs a été infiniment moins utile que celui des avions, car le cavalier ne peut voir que des détails, l'avion voit les grandes lignes, les dominantes d'un champ de bataille et d'une armée en marche, parce qu'il plane, parce qu'il voit les choses d'assez haut pour que les détails sans importance ne lui masquent pas les choses essentielles. Si la bataille de la Marne a pu s'engager victorieusement, c'est en grande partie parce que les rapports de nos pilotes ont signalé une large fissure entre deux des armées envahissantes.

Depuis lors, le rôle des éclaireurs aériens n'a fait que se développer des deux côtés de la barricade. Ce sont généralement des appareils biplaces montés par le pilote qui ne s'occupe que de la conduite de sa machine et par un officier observateur qui est tout à sa besogne de reconnaissance. Celle-ci était faite naguère uniquement à l'œil nu ou à la jumelle ; aujourd'hui on tend à remplacer cette documentation

visuelle, qui est fugitive et sujette à erreurs, par l'observation photographique qui donne des documens sans équation personnelle et qu'on peut ensuite examiner à loisir. Un grand nombre des avions de reconnaissance allemands comme des nôtres sont aujourd'hui munis de téléobjectifs (fabriqués notamment par Zeiss pour nos adversaires) qui donnent des résultats remarquables. Il n'est pas jusqu'au cinématographe qui ne soit aujourd'hui adapté sur certains aéroplanes allemands et alliés. Les résultats ainsi obtenus, tout le monde les connaît par les documens qui ont été publiés dans les journaux illustrés. Grâce à eux, pour n'en citer que le plus récent exemple, notre commandement a été, pendant l'attaque de la Somme, tenu constamment au courant des effets, sur les différentes tranchées, du bombardement préliminaire à l'attaque et des mouvemens des réserves ennemies.

Une autre fonction, non moins importante, des avions éclaireurs est le repérage des batteries ennemies, que les observateurs découvrent par leurs lueurs ou leurs fumées, ou plus à loisir par la position de leur emplacement sur les téléphotographies.

L'hydravion, qui ne se distingue de l'aéroplane que parce qu'il est muni de flotteurs qui lui permettent de reposer sur la mer, joue un rôle tout à fait analogue le long des côtes ou dans les escadres de combat.

De tout ceci il résulte que l'avion éclaireur n'a point besoin d'avoir une grande sphère d'action, c'est-à-dire d'emporter un grand poids de combustible. Il doit pouvoir voler assez haut pour évoluer sans trop de danger au milieu des éclatemens des batteries antiaériennes, et pour échapper aux avions de chasse ennemis qui, volant vite, ont un plafond plus bas; au-dessus de 2000 mètres, d'ailleurs, il peut mépriser les balles de fusil ou de mitrailleuse venues du sol; ses ailes et son fuselage doivent être disposés de façon à donner à l'observateur un champ visuel étendu. En somme, il doit avoir un ensemble de qualités moyennes qui en font le moins spécialisé des aéroplanes militaires.

***

L'avion de réglage d'artillerie est le frère du précédent. Son rôle est de régler le tir des batteries sur les objectifs qui leur sont directement invisibles, ce qui est le cas général. L'avion signale si les coups sont trop longs ou trop courts, ou à droite, ou à gauche, ou au but... ce qui est l'idéal, de diverses manières. Au début de la guerre, les avions faisaient cette signalisation en opérant certaines évolutions, en décri-

vant certaines courbes dont le sens était convenu d'avance. Aujourd'hui ils emploient des procédés plus rapides et moins rudimentaires, et beaucoup sont munis, chez les Allemands comme chez nous, soit d'appareils de T. S. F., soit de fusées de formes et de couleurs variées qui leur permettent de diriger et de rectifier les coups des artilleurs.

L'avion de réglage doit, comme l'éclaireur, avoir un champ visuel étendu devant l'œil de l'observateur ; ses ailes et son fuselage doivent être placés et échancrés en conséquence. Il doit avoir une faible vitesse pour trois raisons : 1° parce qu'à faible vitesse il peut survoler plus facilement, sans s'en écarter, l'objectif examiné : l'idéal serait un appareil de vitesse nulle qui resterait immobile sur les points observés ; 2° parce que sa faible vitesse a pour corollaire un plafond élevé qui lui permet d'échapper plus facilement aux avions-chasseurs ennemis, qui très rapides ne peuvent monter aussi haut ; 3° parce que l'avion de réglage doit pouvoir très facilement atterrir dans le voisinage immédiat de l'officier d'artillerie dont il doit sans cesse prendre les ordres. Pour que cet atterrissage puisse avoir lieu « dans un mouchoir de poche, » suivant l'expression aujourd'hui consacrée dans l'argot aérien, il faut, étant donnée l'exiguïté, fréquente sur le front, des terrains convenables, que l'aéroplane soit aussi peu rapide que possible, car on sait qu'un appareil rapide a besoin d'un très vaste espace pour atterrir sans danger.

Cet appareil doit donc être léger et peu rapide.

***

Les avions de chasse, destinés, comme nous avons vu, d'une part à protéger les avions de reconnaissance et de réglage contre les appareils de chasse de l'ennemi, d'autre part à rendre impossible son service d'éclaireurs aériens doivent être également légers ; mais en revanche ils doivent être aussi rapides que possible.

L'armement des avions de chasse est d'une importance capitale. Quelquefois armés d'un petit canon, ils sont chez l'ennemi comme chez nous plus généralement munis d'une mitrailleuse. Si les avions de chasse allemands (dont le parangon est le célèbre Fokker, pâle copie de notre vieux Morane-Saulnier) ont paru pendant une période qui fut courte et qui est heureusement déjà lointaine, avoir un moment la suprématie, c'est uniquement parce que leurs mitrailleuses déroulaient des bandes de cartouches bien plus longues que les nôtres, à quoi il est heureusement remédié aujourd'hui. Le cri fameux : « Des munitions, des munitions ! » est en effet peut-être plus vrai encore dans

le champ de bataille aérien qu'à la surface du sol. Il est facile de comprendre pourquoi : lorsque deux avions adverses se précipitent l'un contre l'autre, chacun à la vitesse de 150 kilomètres à l'heure, il s'ensuit que leur vitesse relative est de près de 80 mètres à la seconde. A une telle allure, les avions ne sont à portée utile pour se servir de leurs mitrailleuses que pendant un très court instant. Mais il est évident que celui qui aura des munitions plus nombreuses pourra faire durer utilement plus longtemps chacune de ces successives et très rapides passes d'armes qui constituent un combat d'avions. Il sera, lors des dernières passes, encore approvisionné en face d'un adversaire démuni.

De tout cela il résulte aussi que de deux avions également bien approvisionnés, le plus souple et le plus rapide aura un grand avantage sur l'autre parce qu'il sera maître de se dérober à lui ou de l'attaquer sous un angle où lui-même sera hors d'atteinte.

C'est la nécessité d'avoir, pour la chasse, des avions rapides qui a conduit nos ennemis comme nous-mêmes à préférer pour ce genre d'appareils le monoplace. Celui-ci portant un seul homme est plus léger, donc, à moteur égal, plus rapide. En outre et surtout, l'aviateur unique qui gouverne et tire seul peut mieux coordonner sa direction et son tir que lorsqu'il doit partager ces deux fonctions avec un camarade dont les gestes ne peuvent jamais s'harmoniser parfaitement avec les siens. Or dans ces passes rapides comme l'éclair, une erreur d'un dixième de seconde, un décalage insignifiant entre la gouverne et le tir décident de la victoire ou de la chute mortelle. Et c'est pourquoi les Guynemer, les Navarre, les Nungesser, à l'exemple des Garros et des Pégoud, combattent seuls comme les grands chasseurs de la jungle ou de l'azur, comme le lion, le tigre et l'aigle.

Enfin l'expérience a prouvé que les appareils dont l'hélice est placée à l'avant sont, toutes choses égales d'ailleurs, les plus rapides. Mais alors l'aviateur du monoplace de combat qui tire en même temps qu'il gouverne et qui vise en quelque sorte avec tout son avion, en le dirigeant vers le but, doit tirer avec la mitrailleuse à travers l'hélice. C'est ce que fit le premier Garros, grâce à un ingénieux dispositif dont les Allemands ont consciencieusement réalisé des copies serviles, puis des variantes diverses dans leur fokker. D'ailleurs le problème ne se pose pas avec les appareils à deux hélices.

Il faut enfin ranger parmi les avions de chasse, à cause de leur nécessaire vitesse et de leur mission si utile qui est vraiment une mission « de chasse, » ceux de nos appareils qui naguère à Verdun et

plus récemment sur la Somme, ont congrûment brûlé, grâce à d'ingénieuses fusées incendiaires, ces gros ballons cerfs-volans que l'ennemi à le premier utilisés comme observatoires aériens et que nos poilus d'un mot qui, s'il n'est pas très poétique est riche du moins d'exactitude pittoresque, appellent des « saucisses. »

***

L'avion de bombardement est à l'avion de chasse ce que le dreadnought est à un fin torpilleur. Les communiqués nous ont fait connaître depuis longtemps les exploits de ces puissantes escadres aériennes lourdement chargées d'explosifs et qui vont jeter leurs bombes et leurs obus de 90 ou de 155 dans les organisations industrielles et militaires à l'intérieur de la zone occupée par l'ennemi et jusque dans l'intérieur de l'Allemagne. On imagine la sensation que doit produire l'arrivée d'une de ces escadres dont les avions volent en triangle comme un grand vol de canards sauvages, et qu'escortent, tournant autour d'eux comme des chiens de bergers, d'actifs avions de chasse destinés à les protéger contre l'attaque des appareils ennemis.

Le lancement des projectiles (bombes ou fléchettes), du haut d'un avion, est d'ailleurs une opération beaucoup plus complexe et délicate qu'il ne semblerait à première vue. Si l'avion pouvait s'immobiliser complètement au-dessus du point visé, si d'autre part l'air était parfaitement calme, il est évident qu'il suffirait au bombardier pour atteindre son objectif, de lâcher ses projectiles lorsqu'il se trouve exactement au-dessus de lui et dans sa verticale. Mais ces conditions ne sont jamais réalisées : d'une part l'avion a généralement une certaine vitesse par rapport au sol ; les projectiles, au moment où on les lâche, seront donc eux-mêmes animés dans le sens de la marche d'une vitesse horizontale qui tend à les faire tomber en avant de la verticale de lancement. D'autre part, le vent pendant leur chute tend à les faire tomber plus en avant encore, s'il est de même sens que la marche de l'avion ou, dans le cas contraire, moins en avant. La trajectoire d'une bombe d'avion est donc très complexe et a conduit à construire, tant dans les appareils allemands que dans les nôtres, des viseurs de bombardement extrêmement ingénieux, accompagnés de tables de tir tenant compte de toutes les circonstances de lancement, et qui font des bombardemens aériens une opération aussi savante que le réglage d'un tir d'artillerie.

Les avions de bombardement emportent le plus grand poids pos-

sible de projectiles à des distances qui peuvent être considérables. Leur force portante doit donc être notable ; ils doivent en conséquence avoir une grande envergure et des moteurs puissans. Ceux-ci sont couramment d'environ 200 chevaux-vapeur. De plus, ils doivent passer les lignes à une altitude qui les mette à l'abri des tirs d'infanterie, c'est-à-dire à 2 000 mètres. Ceci conduit à limiter la vitesse de l'avion, et ne permet pas d'augmenter indéfiniment son poids, car son plafond deviendrait alors trop bas. C'est cela non moins que la loi de résistance des matériaux qui a empêché les avions géans, qui ont fait l'objet d'intéressantes tentatives, d'être jusqu'ici utilement généralisés.

***

Pour compléter ce bref tableau de ce qu'on fait aujourd'hui pour la patrie dans le fluide royaume aériforme, nous pourrions par quelque anticipation hardie tenter d'imaginer ce qu'on y fera plus tard. Nous pourrions par exemple rêver avec M. de Guiche, — puisque aujourd'hui on n'a le droit de rêver que de choses guerrières, — d'avions belliqueux, frères jumeaux et symétriques des sous-marins, et qui par-dessus la mer des nuages iront, en se guidant au compas et au sextant, bombarder quelque lointaine citadelle.

Mais le réel vraiment suffit aujourd'hui à notre étonnement. Si le bonhomme Homère, si Virgile, si notre poète épique médiéval revenaient parmi nous, et si d'aventure ils regardaient en l'air, ils trouveraient sans doute bien puérils, et bons tout au plus à amuser les petits enfans, les combats de leur Achille, dont les pieds ne furent point si légers que ceux de Pégoud, de leur pieux Enée, de leur brave Roland lui-même. Certes par leur valeur ces légendaires héros furent égaux peut-être à nos navigateurs de la nue. Mais combien les gestes de ceux-ci sont plus beaux, plus étrangement poétiques, plus véritablement épiques, derrière les bras bourdonnans de l'hélice, dans ce char de métal que le feu fait glisser sur l'azur dix fois plus vite que ne galopa jamais un cheval, le doigt sur ce tube creusé ainsi qu'un roseau qui déverse, comme une corne d'abondance, la mort incluse en mille fruits d'airain. Si Platon a voulu bannir les poètes de sa république, n'est-ce pas après tout parce qu'ils n'avaient pas assez d'imagination et que leurs rêveries sont toujours bien pauvres à côté du réel, et surtout du possible?

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis quinze jours, nous respirons mieux. Nous avons un poids de moins sur la poitrine; et tout autour de nous, de l'horizon, plus proche et plus familier, de la Somme ou de Verdun aux plus lointaines extrémités du champ de bataille presque universel, — laissons-leur pour compte leur « mondial ! » — l'atmosphère s'est éclaircie; l'offensive russe, la contre-offensive italienne, l'offensive franco-anglaise, l'ont traversée comme autant de rayons : il est monté de la confiance et de la sérénité en nous, à mesure qu'il passait dans l'air de l'action combinée, coordonnée et conduite. L'œuvre, ébauchée l'autre quinzaine, s'est développée au cours de celle-ci, en des proportions de plus en plus vastes et dans des conditions de plus en plus favorables. Sur la Somme, nous avançons, au Nord et au Sud de la rivière. L'armée britannique, consolidant ses gains et doublant les étapes, aligne son front, multiplie ses coups de main, étend ses prises. Là-bas, dans l'Est, Kouropatkine s'empare de trois lignes de tranchées allemandes, à la barbe de l'ogre Hindenburg à qui l'on a ôté, pour en faire présent au Kronprinz, ses bottes de sept lieues, l'élite de ses troupes inutilement sacrifiées. Linsingen est battu; Bothmer l'a été et va l'être; si l'armée de Pflanzer ne l'est plus, c'est qu'elle n'est plus une armée, et que Pflanzer ne commande plus. Le prince Léopold de Bavière et les archiducs autrichiens sont rentrés dans le silence, qu'aimènt les princes aux heures d'infortune. Où est le maréchal Mackensen, cet homme-volant qu'on signalait partout dans le même moment? N'est-ce pas lui qui, sous le nom de ses lieutenans, vient de se faire déconfire, et dont on tâche de sauver le prestige en le cachant? L'armée du Caucase, vigoureusement poussée par le grand-duc Nicolas, continue sa marche en Asie Mineure. Par Baïbourt et Gumuch-Hané, entre Erzeroum et Trébizonde, elle tient la seule bonne route qui rattache la Turquie d'Europe à la Perse et aux régions d'où elle tire

une forte part de sa nourriture. Du val Lagarina au val Sugana, pied à pied, Cadorna repousse les Impériaux et chasse l'archiduc héritier de l'héritage usurpé, du paradis lombard-vénitien dont l'épée italienne lui ferme à jamais la porte. Sur des milliers de kilomètres, l'artillerie lourde écrase les obstacles, ouvre les voies ; l'artillerie de campagne prépare la conquête du terrain, l'infanterie l'achève. Spectacle nouveau, à force d'être oublié, et signe gros de promesses : on a revu des cavaliers. L'armée tout entière (et chacune des armées alliées dans chacune des zones de guerre) fait d'excellent travail. Pour l'aider, les civils, qui pareillement ont bien « tenu, » n'ont qu'à ne pas la gêner.

Peut-être a-t-on remarqué le souci scrupuleux avec lequel nous nous sommes gardés, quoique l'occasion en ait été fréquente, de traiter ici des questions qui eussent pu être dites de politique intérieure. A peine en avons-nous, au passage, quand il était impossible de l'éviter, effleuré quelqu'une d'une main que nous aurions voulue légère. Ce n'est pas seulement ou ce n'est pas surtout par crainte de compromettre une « union sacrée » que rien, nous en sommes assurés, — mais il est bon de le répéter pour le dehors, — ne pourra rompre entre Français, jusqu'à la victoire et la paix qui la consacrera, si longtemps que nous devions les attendre, si cher que nous devions les acheter. C'est qu'en vérité, à nos yeux, au milieu d'événemens qui dépassent et débordent si extraordinairement le cadre de notre vie habituelle, il n'est plus, il n'existe pas de questions de politique intérieure. Les disputes d'opinion, les querelles d'intérêt, les rivalités des partis, les ambitions ou les agitations des hommes, n'ont pas de commune mesure avec la seule chose qui importe : le salut de la patrie ; et si des malheureux ont la fatuité ou l'audace de les y rapporter, elles sont, auprès de lui, comme des points imperceptibles qui se perdent dans l'immensité, comme des infiniment petits, tellement voisins du néant qu'ils ne méritent pas d'en être distingués. Premièrement, que la patrie soit sauvée ; qu'elle le soit par n'importe qui, et n'importe de quelle manière ; mais elle ne peut l'être que s'il y a un gouvernement, et s'il n'y en a qu'un.

Ces réflexions nous viennent tout naturellement à l'esprit, au sortir d'une des séances où la Chambre des Députés s'est occupée, sur l'initiative opiniâtre de certains de ses membres, d'une dernière invention et découverte intéressant sans doute la défense nationale, mais risquant de l'intéresser à rebours, les « commissaires aux armées. »

Comment n'en parlerions-nous pas, puisque tout le monde en parle, et qu'au surplus il s'agit là non d'une question de politique

intérieure, au sens vulgaire du terme, mais bien d'une question plus large et plus haute, de plus de conséquence aussi, relative à l'organisation des pouvoirs publics, face à l'ennemi, en pays envahi, au bout de la deuxième année de guerre ? Une telle question a des aspects historiques et théoriques qui permettent de négliger les autres et d'en aborder le fond sans atteindre, ni viser, ni nommer personne. En la prenant par son meilleur côté, c'est réellement un problème de grande politique, qu'il serait à la fois plus convenable et plus aisé d'étudier dans la chaire qu'à la tribune. Le danger vient de ce qu'il est tout ensemble abstrait et concret, et de ce que la solution qui lui sera donnée en doctrine pourrait, en pratique, nous conduire très loin, quelles qu'aient été d'ailleurs la loyauté des intentions, l'honnêteté et même la sévérité des précautions.

Commençons par poser le fait dans une exacte procédure parlementaire. Par une « proposition de résolution, » la Chambre est appelée à « nommer une « délégation directe chargée du contrôle effectif et sur place aux armées de la République. » La mission de contrôle des délégués serait « permanente et générale. » Elle ne comporterait « aucune intervention dans les ordres relatifs aux opérations militaires. » Le Gouvernement serait « invité à faire assurer aux délégués, par l'autorité militaire..., le libre et complet exercice de leur mandat, ainsi que toutes les facilités nécessaires à son exécution. » Quant à l'exposé des motifs sur lesquels s'appuierait la résolution, il est réduit à peu près à ce motif unique : « donner force exécutoire » à l'ordre du jour voté par la Chambre, le 22 juin, pour clore son comité secret. La proposition de résolution, liée étroitement à l'ordre du jour, comme une seconde partie ou une conclusion, en sera donc la traduction, valant ce qu'elle vaut, en un acte, sinon législatif, — c'est une simple proposition de résolution qui ne saurait, dans son effet le plus plein, engager que la Chambre elle-même, — pourtant quasi législatif, — c'est un vœu d'assemblée souveraine que le Gouvernement ne saurait, au moindre risque, écarter sans conflit.

Un des auteurs de l'ordre du jour l'a demandé : est-ce une traduction fidèle ? et il a répondu que non. Les deux textes, placés en regard l'un de l'autre, vont tout de suite faire apparaître les différences. L'ordre du jour du 22 juin disait : « Tout en s'abstenant strictement d'intervenir *dans la conception, la direction ou l'exécution des opérations militaires...* » La proposition de résolution traduit : « La mission de contrôle... ne comporte aucune intervention *dans les ordres relatifs aux opérations militaires.* » L'ordre du jour du 22 juin

disait : « Elle (la Chambre) entend veiller à ce qu'en vue de ces opérations, *la préparation des moyens offensifs et défensifs, industriels et militaires* soit poussée avec un soin, une activité et une prévoyance correspondant à l'héroïsme des armées de la République. » La proposition de résolution traduit : « La mission de contrôle... s'exerce sur *l'ensemble des moyens mis à la disposition des armées, notamment état et utilisation des effectifs, fonctionnement des services, armemens, aéronautique, ravitaillemens de toute nature, transports et voies de communication, matériel destiné à l'aménagement du terrain et à la protection des hommes, hygiène des troupes.* » L'ordre du jour du 22 juin disait : La Chambre « décide d'instituer et d'organiser une délégation directe qui exercera, *avec le concours du Gouvernement*, le contrôle effectif et sur place de *tous les services ayant la mission de pourvoir aux besoins de l'armée.* » La proposition de résolution traduit ou abrège : « La Chambre nomme une délégation directe *chargée* du contrôle effectif et sur place *aux armées de la République* ; » elle ajoute : « La mission de contrôle des délégués est permanente et générale ; » et elle corrige : le concours du gouvernement est ramené et borné à « l'invitation » à lui adressée de « faire assurer aux délégués par l'autorité militaire... le libre et complet exercice de leur mandat. » A ces délégués investis trimestriellement (mais c'est un détail) de « la mission de contrôle permanente et générale, » le ministre de la Guerre délivrera une carte d'identité, dont « l'établissement » remplira et épuisera toute sa collaboration. Du rapprochement de ces trois paragraphes dans le premier et dans le second texte, il résulte qu'en traduisant ainsi l'ordre du jour du 22 juin, la proposition de résolution des 7 et 13 juillet, nous ne disons pas : le « trahit, » — il n'y a point de *traditore* dans l'affaire, — mais certainement le transpose.

Et voici le sophisme. Il consiste à faire de la formule : « décide d'instituer et d'organiser une délégation directe... » une espèce de prescription impérative, et comme un verset du Coran ; à emprisonner la Chambre dans son vote, tout en renversant le sens du scrutin, ou en le travestissant, ou du moins en le sollicitant tendancieusement, en prenant l'accessoire pour le principal ; à considérer comme acquis que les 444 députés qui, le 22 juin, se sont prononcés pour l'ordre du jour ont exprimé ce jour-là précisément la volonté des 97 qui se sont prononcés contre. C'est plus que l'interprétation, c'est l'exécution par la minorité des intentions ou prétendues intentions de la majorité. Que ne pourrait-on pas dire, à ce propos, de l'inconvénient d'écrire mal ! Et que de vérité dans cette réflexion : « Si l'ordre du jour avait

été rédigé en français, il n'y aurait pas maintenant besoin de tant l'expliquer ! » Au fait, qu'est-ce qu'a voulu la Chambre, à l'issue de ses débats en comité secret? Il se peut, il est même sûr que, parmi les 444 membres de la majorité, un certain nombre ont en effet voulu « instituer et organiser, une délégation directe... le contrôle effectif et sur place. » Il se peut qu'un certain nombre aient adopté l'ordre du jour tout justement à cause de cela. Mais c'est le petit nombre. Et il est sûr aussi qu'un certain nombre l'ont adopté malgré cela. Le plus grand nombre, de beaucoup, n'y a point entendu malice. Il n'a vu là, s'il l'y a vu, qu'une clause de style, un geste coutumier de la vie parlementaire, où bien des gestes, par bonheur, restent vains. Il a cru bonnement qu'il n'en arriverait rien; ceux mêmes qui purent avoir et marquer de l'hésitation l'immolèrent au devoir d'affirmer, le plus pleinement possible, dans des circonstances qui interdisent toute autre attitude, l'unité de la nation, de ses représentans et de son gouvernement. Un ordre du jour de confiance, c'est au vrai, c'est au fond, c'est avant tout et après tout ce que fut l'ordre du jour du 22 juin : confiance dans le ministère, parce qu'il faut un gouvernement, pour qu'il soit un gouvernement. Les sages, sans être des sceptiques, pensèrent que le reste était littérature. Ils firent la grimace, car ils la trouvèrent mauvaise, mais finirent par se résigner. Auraient-ils lieu de s'en repentir aujourd'hui?

La Commission de l'armée, — puisque, chose singulière, c'est elle qui d'elle-même se dessaisit, nous allions dire : se désarme, — et son rapporteur, n'ont eu, en somme, qu'un argument: « Tu l'as voulu, Georges Dandin! » Et le plus étrange est que Georges Dandin ne l'a pas voulu, mais que, peut-être, par l'affirmation et la répétition, la suggestion et l'obsession, on le lui aura fait rétrospectivement vouloir. Maintenant, par quel procédé la Chambre instituera-t-elle et organisera-t-elle cette délégation directe, qui exercera, en son nom, le contrôle effectif et sur place? Élira-t-elle vingt ou trente délégués au scrutin de liste, avec vote limité, sur désignation par les groupes? Ou seront-ce les commissions qui enverront des missions, et, dans ce cas, tous les commissaires, ou seulement quelques-uns d'entre eux seront-ils missionnaires? Si c'est à elles qu'au bout du compte on s'en remet, les Commissions nommées il y deux ans, à tout autre fin que la guerre, seront-elles maintenues, ou seront-elles préalablement renouvelées? C'est ce qui doit laisser tout à fait indifférent quiconque, n'étant ni membre d'une de ces Commissions, ni même membre de la Chambre des Députés, n'est pas non plus candidat à la « délégation per-

manente et générale aux armées de la République ; » et c'est pourtant ce qui, depuis des semaines, soulève les passions au Palais-Bourbon Mais qu'il soit prudent ou téméraire, utile ou pernicieux, d'instituer et d'organiser cette délégation, de quelque tonneau qu'on la tire et de quelque étiquette qu'on la pare, c'est ce dont la Chambre paraîtra plus tard ne s'être pas assez préoccupée ; et c'est pourtant ce qui doit inquiéter tout Français qui, voulant forcer le victoire, veut, comme le veut la raison, — raison d'État et simple raison, — conserver ou créer les conditions de la victoire. La preuve est faite une fois de plus qu'à prendre les mots autrement que dans les congrès des partis et dans les couloirs, le point de vue parlementaire n'est pas toujours le point de vue politique.

Nous aurons donc, sauf accident, une délégation de députés chargée d'une mission de contrôle permanente et générale. Le bloc de marbre où on la taillera est déjà devant la Chambre, qui s'en montre fort embarrassée. Sera-t-il dieu, table ou cuvette ? Directs ou à deux degrés, choisis par elle sans intermédiaire, désignés par les commissions, les bureaux ou les groupes, elle souhaite et redoute en même temps, — les uns le désirent, les autres le craignent, — que ses délégués rappellent, et peut-être imitent les « représentans du peuple en mission près les armées, » de 1791 à 1797. Car l'invention n'est pas nouvelle. Les prototypes du genre, et encore ! ce sont ces deux envoyés dont nous avons, à la fin de notre précédente chronique, narré brièvement l'aventure d'après le *Discours sur la première Décade*, que le Sénat romain avait détachés au consul Fabius, et que ce général, rétif au contrôle, mit sans façon, s'il est permis de s'exprimer ainsi, dans un pli de sa toge. On a évoqué d'autre part, à la tribune même, le haut Moyen Age, et le commencement des temps modernes, Charlemagne, Charles VII et Richelieu. Mais il paraît que c'est fantaisie de songer, à propos de nos contrôleurs, aux Saint-Just et aux Levasseur, aux Barras et aux Fréron, aux Robespierre le jeune et aux Saliceti, aux Albitte et aux Gauthier, aux Choudieu et aux Gaston, aux Duquesnoy, aux Antiboul, aux Bô, Bollet, Deville, Duroy, Goupilleau, Hentz, Lefiot (de la Nièvre), Monestier (du Puy-de-Dôme), et aux cinquante couples de conventionnels s'en allant deux par deux, bottés, empanachés, « ceinturés » d'un flot de rubans tricolores : troupe où, comme dans toutes les troupes, il y en eut pour tous les goûts et pour tous les rôles : du bon, du médiocre et du pire ; de l'odieux, du grotesque et du nul ; de l'autorité, de l'arbitraire et de l'anarchie. On nous a fait toucher du doigt la différence. La Convention prescrivait

à ses commissaires de ne « laisser aucune place vacante de l'armée, » et, en vertu de leurs instructions, ils étaient « obligés » de nommer aux emplois sans titulaire. La Chambre des Députés de 1916, au contraire, prescrivait aux siens de ne point ni jamais « intervenir dans les ordres relatifs aux opérations militaires. » Et il y aurait de quoi faire d'autres distinctions encore, dont la principale est celle-ci. La Convention était la Convention, et la Chambre des Députés ne l'est point. La Convention était une assemblée unique : la Chambre des Députés n'est qu'une des parties d'un Parlement qui se compose de deux assemblées, dotées toutes deux, à quelques prérogatives près, seulement en matière budgétaire, de pouvoirs identiques et égaux : qu'adviendrait-il si le Sénat, jaloux de la Chambre, instituait et organisait, à son tour, une délégation directe chargée d'une mission de contrôle permanente et générale aux armées de la République? Et puis enfin, au temps de la Convention, on était en période révolutionnaire : Dieu merci, nous n'y sommes pas. Il nous suffit qu'il y ait un Comité de salut public, qu'il y en ait un seul, et que ce soit le Gouvernement.

Nous reconnaissons franchement le bien fondé de ces observations. Mais nous savons en revanche par combien de points les situations, si différentes qu'on les juge, qu'elles semblent, qu'elles doivent et qu'elles veuillent être, se rapprochent; nous savons avec quelle facilité les pensées et les volontés se déforment, à l'aller des jours et à l'user des choses, dans le jeu des institutions politiques. Nous n'en donnerons qu'un exemple. On a vu que la mission de contrôle des délégués s'exercerait « sur l'ensemble des moyens mis à la disposition des armées, notamment état et utilisation des effectifs, fonctionnement des services, armemens... etc.; » ils en feraient, chaque quinzaine, rapport à la Chambre. Or, sur quoi, dans le détail, portaient les « comptes décadaires » rendus par le ministre de la Guerre au Comité de salut public, et sur quoi, en conséquence, la Convention pouvait-elle être conduite à faire porter son contrôle? Retournez de quelques pages en arrière et comparez : « L'état où se trouve chaque armée. — Si elle est suffisamment munie. — Ce qui a été fait en général pour y pourvoir. — La communication des abus qui ont été découverts ou réprimés. — L'état où se trouve la nouvelle formation de cavalerie, la quantité d'armes qu'ont donnée les ateliers pendant la décade. — L'aperçu de l'état des caisses de la guerre, les découvertes qu'ont produites la surveillance et la correspondance des commissaires généraux et ordonnateurs. — Les différentes phases de l'esprit public dans les armées, les bonnes ou mauvaises mœurs qui

s'y introduisent, l'occupation qui a été donnée aux troupes qui n'étaient pas sur le théâtre de la guerre et qui pourraient être utilement employées. » Et le résultat, après expérience ? Cet œil et cette oreille, qui sont dans tous les murs, terrorisent, démoralisent et paralysent tout : pour un courage ou une valeur qu'ils stimulent, ils en empêchent et en glacent dix ; ils ne suscitent guère et ne soutiennent que des incapables et des intrigans. Personne n'accepte plus le commandement. Tout ce qui a l'étoffe et le caractère d'un chef se récuse. Lorsque, par hasard ou contrainte, ils ont accepté, « les généraux tremblent des dénonciations et sont effrayés de leur responsabilité ; c'est ce qui les rend moins entreprenans. » Recueillant là-dessus ses souvenirs, le duc de Rovigo écrira littéralement : « On fuyait un représentant du peuple presque comme on fuit une bête enragée... Leurs décisions, qu'ils rendaient avec toute l'importance de l'ignorance, les couvraient de ridicule. » Le plus brillant de tous, Saint-Just, ne fut pas si brillant! Un amateur d'autographes a cité triomphalement une lettre du « triumvir » à Hoche. Il a oublié de dire que la grande pensée de Saint-Just, à la veille de Wissembourg, était de remplacer Hoche par Pichegru, et qu'au lendemain de Wissembourg, ses manigances faillirent perdre le héros vainqueur. On peut, sans blasphème, réclamer plus de clairvoyance et moins d'ingratitude. Si les représentans en mission excitèrent parfois à faire de grandes choses, ils en firent souvent de très petites. Commissaires de la Convention ou commissaires de la Chambre, tant mieux s'ils ne se ressemblaient pas, ou ne se ressemblaient qu'en bien ; mais fatalement, parce que c'étaient et ce sont des hommes, ils se ressembleraient en tout.

« Romantisme historique, » jette-t-on du haut d'un soi-disant « réalisme » qui, non sans dédain, incrimine « le poids des idées préconçues, » des « habitudes de pensée » et de « l'éducation. » Mais dans quel « romantisme politique » tombe celui-là même qui en sourit, s'il se lance aussitôt en une dissertation à la manière de Rousseau sur « la force des démocraties, » et les formes nouvelles qu'en affecteraient, dans des sociétés en rupture totale avec le passé, la guerre et le gouvernement! Eh! oui, il y a des formes nouvelles; mais le fond ancien subsiste, le fond éternel. Dussent un scepticisme élégant ou un nihilisme brutal s'en scandaliser, le Dieu de la guerre et du gouvernement est, comme dit le poète, « un Dieu tel aujourd'hui qu'il fut dans tous les temps. » L'unité est et demeure son essence. Les conditions de la guerre et du gouvernement sont, de nature et de nécessité,

infiniment, inéluctablement, plus permanentes et plus générales que ne pourrait l'être aucun contrôle qu'il plaise à la Chambre d'instituer et d'organiser. En ce qui concerne la force même, la vertu militaire des démocraties, il y aurait beaucoup à dire, et peut-être aux constatations de la seconde année de guerre s'opposeraient les leçons de la première; mais ce n'est pas le moment. Pour conclure vite et net sur ce sujet, sans nier les services du contrôle, il serait aveugle, il serait fou de mettre en balance le gouvernement, le commandement et le contrôle. Que le contrôle nous éclaire, mais que le gouvernement et le commandement nous sauvent! L'heure où il faut maintenir l'État à sa densité la plus lourde et la porter à sa plus haute tension est une heure où il faut, non le desserrer et le disperser, mais en faire aboutir tous les nerfs à la tête et tous les ressorts à la main.

Nos affaires vont bien, n'en troublons pas le cours, ne coupons pas la chance. Regardons plutôt en Allemagne, et félicitons-nous, Chez nous, cette question même des commissaires aux armées, quelque solution qu'elle reçoive, a déjà perdu, dans la discussion, beaucoup de son venin. De même, on avait pu ne pas accueillir sans méfiance la formation des Chambres en comité secret : leurs séances se sont heureusement terminées; « l'union sacrée » en est sortie plus solide, plus profonde, plus sincère qu'auparavant. En Allemagne, il y a bien encore une façade d'union, dont on bouche les lézardes, et que le sentiment national, la fidélité dynastique, l'instinct de la conservation, recrépissent, mais la fissure est sous l'enduit. « Quand il n'y a plus de foin au râtelier, » un proverbe français nous enseigne ce qui se passe. Ce n'est pas, comme on l'a trop dit, ou dit trop tôt, que l'Empire soit « affamé; » il n'est encore que très gêné; mais l'homme, et même l'Allemand, ne vit pas seulement de pain. Au degré d'orgueil délirant où ce peuple s'est spontanément et a été artificiellement élevé, le pain n'est plus le premier aliment. L'Allemagne supporte mieux un jour sans viande qu'elle ne supportera un jour sans illusion. La victoire se fait rare : de là, les polémiques sur « les buts de la guerre, » qui entretiennent le mirage, mais qui minent le terrain et préparent l'effondrement. L'Allemagne vit, non pas depuis deux ans, mais depuis quarante-six ans, sur le dogme, qui jusqu'alors n'avait pas rencontré d'hérétiques, de l'invincibilité de ses armes. Avant de partir en guerre, en partant, après qu'elle a été partie, elle n'a pensé qu'à ce qu'elle allait prendre. C'est dans le sens le plus matériel que, pour elle, la guerre est une industrie; elle la fait pour « gagner » : *Germani ad prædam*. Ses succès du commencement, ses

« conquêtes » de 1915, lui ont aiguisé l'appétit : l'occupation de la Belgique, de dix départemens français, de la Pologne, de la Serbie, du Montenegro, l'a grisée : il n'est pas un docteur d'université qui ne se soit senti l'âme ou l'imagination de Pyrrhus, pas un ingénieur qui n'ait ouvert son compas et mesuré les kilomètres carrés. C'était fini, puisqu'il fallait finir ainsi et ici, pour bien finir. Fini, à la lettre, les fins de la guerre étant remplies. Le vaincu n'avait qu'à s'incliner et à passer sous le joug de l'Allemagne satisfaite, qui lui accorderait une paix à sa mode. On traiterait, en prenant pour base « la carte de la guerre, » laquelle, cela va de soi, n'avait pas de revers, et où ne figureraient ni les mers interdites ni les colonies perdues.

Le chancelier en personne l'annonça au Reichstag, et, par le Reichstag, à qui de droit, aux neutres et au monde. L'instant n'était pas mal choisi, ou du moins pas mal saisi. « Le peuple allemand a atteint le sommet de la montagne et n'a plus à gravir qu'un tout petit tertre pour apercevoir la terre promise de la paix, » a écrit la *Deutsche Politik ;* lisons « de la paix allemande ; » mais elle l'a écrit trop tard, le 23 juin, après l'offensive de Galicie et la bataille navale du Skagerrak, qui, de la part de la Russie et de l'Angleterre, sont, quoi qu'elle en ait dit, tout autre chose que des actes de désespoir, en pleine contre-offensive italienne, en pleine offensive franco-britannique. Quand M. de Bethmann-Hollweg a parlé, c'était la dernière minute où l'Allemagne était sur la crête ; devant elle, s'allongeait la pente qui redescend, mais elle n'y avait pas encore été poussée ; il pouvait donc parler encore d'une paix « *ehrenvoll*, » d'une paix « pleine d'honneur, » c'est-à-dire, en bon allemand, pleine de profit. Cependant, il ne le fit que d'une voix qui parut faible, et d'un cœur qui parut tiède. Il y mêla des accens de mauvaise humeur, se plaignit des gazetiers et des libellistes, et de tous ceux en général qui aggravent comme à plaisir, par des conseils qu'on ne leur demande pas, les difficultés de sa tâche. Nous avons appris récemment, par une indiscrétion du socialiste officiel Scheidemann, que lorsque, non pas hier, mais il y a un an, les Six Associations économiques présentèrent au chancelier leur programme annexionniste, M. de Bethmann-Hollweg ne leur dissimula pas qu'il le désapprouvait entièrement. Dès ce moment, le chancelier de l'Empire n'avait plus une foi ardente et intacte, il avait des doutes. On ne ferait pas, à la paix, ce qu'on voudrait, mais ce qu'on pourrait. A la grande fureur des pangermanistes, des agrariens, des vieux conservateurs, des hobereaux, des « capitaines d'industrie » et des chefs de bande, des hommes de négoce et

des hommes de bourse, des hommes d'argent de toutes les espèces, et aussi des hommes à principes, philosophes et historiens, qui n'admettent pas qu'on leur change leur Prusse, et pour qui leur Prusse est changée si la guerre ne se clôt pas par un gros bénéfice, ne donne pas un gros dividende d'influence, d'admiration et de puissance. M. de Bethmann Hollweg est devenu la cible, mal défendue par la censure, de leurs plaisanteries et presque de leurs outrages. Ni piqûres ni coups plus rudes ne lui sont épargnés. Tant qu'il n'a eu affaire qu'à M. Kapp et à *Junius Alter*, il a pu refuser les cartels et mépriser les insolences ; négliger même les attaques du professeur Brandenburg, et de MM. de Reventlow, Heydebrandt ou Westarp, personnages plus considérables. Mais un protagoniste entre ou rentre en scène, qui n'est rien de moins que M. le prince de Bülow.

Entre le chancelier et son prédécesseur, il y a, de longue date, une vive antipathie. On ne sait ce que M. de Bethmann-Hollweg pense de M. de Bülow, mais on sait ce que M. de Bülow dit, laisse dire ou fait dire de M. de Bethmann-Hollweg, et ce sont des propos tout crus, qui étonnaient naguère les cercles diplomatiques. Résumons-les en indiquant, avec une extrême politesse, que M. de Bülow ne croit pas du tout que M. de Bethmann-Hollweg soit, ainsi que des courtisans de sa fortune l'en louaient au mois d'août 1914, le plus intelligent des Allemands et même des hommes qui vivent aujourd'hui. M. de Bülow a au moins cette raison de ne pas le croire, qu'il est persuadé que le plus intelligent des Allemands, c'est lui-même, et qu'au dehors, partout où il a passé, à Rome notamment, où il avait fixé sa résidence, on lui accordait volontiers qu'il en était le moins allemand. Maintenant on répète à l'envi que le chancelier est aussi incapable de conclure la paix qu'il l'a été de conduire la guerre, et que seul l'ancien chancelier aurait eu et aura les talens nécessaires. Le duel s'engage sur des positions retournées, M. de Bethmann-Hollweg ayant derrière lui la plus grande partie du Centre, avec MM. Bachem et Erzberger, — autre adversaire de M. de Bülow, dont il a plus d'une fois foulé pesamment les chemins ; — une partie des nationaux-libéraux ; une fraction des progressistes-radicaux ; dans le fond, la majorité socialiste ; le prince de Bülow, soutenu par les conservateurs et les nationalistes-impérialistes. Nous apporterons, à en déterminer les conditions et à en suivre les péripéties, une attention d'autant plus éveillée qu'il s'agit en réalité bien moins d'une question d'ordre intérieur que d'une question d'ordre international. Si M. de Bülow et M. de Bethmann-Hollweg se déchirent, et si dans

leur querelle se jettent tous les partis brouillés et confondus, n'en cherchons la cause qu'où elle est : l'Allemagne sent ou n'est pas loin de sentir qu'elle est vaincue.

Quant aux autres faits de la quinzaine, qu'en d'autres temps nous eussions retenus, nous ne pouvons qu'en dresser sommairement le calendrier. — La grève des chemins de fer espagnols et la grève générale qu'elle contenait en germe ont avorté ; grâces en soient rendues à notre vieil ami don Gumersindo de Azcarate, qui présida le Comité d'arbitrage. — Le conflit provoqué entre l'Italie et l'Allemagne par la rupture des conventions ouvrières et financières, rupture dont il est clair que l'Allemagne a pris l'initiative, conformément à son génie et à ses habitudes, ce conflit, qui est peut-être le véhicule de la fatalité, n'en est évidemment qu'à sa naissance : nous aurons à y revenir. — Nous aurons également à revenir sur la démission du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Sazonow, sur ses causes et ses conséquences, si elle en a eu et si elle en a d'autres que de substituer à un homme d'État fatigué par la maladie et par un long exercice du pouvoir un homme d'État dont l'énergie est toute fraîche, mais dont les directions seront invariablement les mêmes. — Le cas du « sous-marin de commerce » *Deutschland* et de son congénère fournira à la *Revue*, pour sa prochaine livraison, la matière d'une étude spéciale. — Mais quand bien même toute une flottille aurait franchi sans encombre l'Atlantique, quand bien même, au retour, elle ne se serait pas empêtrée dans les mailles de quelque filet d'acier, il n'y aurait pas de quoi nous émouvoir. Ce n'est pas la voile allemande que le vent gonfle, c'est la nôtre. Des souffles nous viennent à la fois des cimes, des steppes et du large.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

LES CATHOLIQUES ALLEMANDS

ET

L'EMPIRE ÉVANGÉLIQUE

En d'autres temps, qui semblent bien lointains, nous conduisions leur histoire jusqu'à l'instant, glorieux pour eux, où devant eux Bismarck capitula. Nous aimions à les laisser vainqueurs de Bismarck, à saluer en eux le triomphe de la force morale sur la brutalité des lois prussiennes et des lois d'Empire. Dans certains cercles à Berlin, et puis, à Trèves, sur certaines lèvres sacerdotales dignes d'être écoutées, nous surprenions, depuis quinze ans, des murmures d'inquiétude ; et ces murmures signifiaient aux nouveaux dirigeans du catholicisme allemand qu'ils se laissaient égarer et diminuer, insensiblement, par l'usage qu'ils faisaient de leurs succès, et par la méthode qu'ils suivaient pour en jouir. Et visiblement, depuis qu'avaient cessé contre eux les vexations violentes, une courbe se dessinait dans leur histoire. Il ne nous semblait pas que l'instant fût venu de la définir ; nous voulions espérer, encore, qu'elle n'accusait pas un fléchissement des consciences. Nous redoutions une telle conclusion, nous attendions...

La gloire d'un Windthorst couvrait et protégeait ceux qui se présentaient comme ses descendans, — comme ses Épigones, ainsi que l'on dit là-bas ; elle masquait l'oubli dans lequel lentement ils laissaient tomber ses maximes et la tactique subtile par laquelle ils y dérogeaient. « Vous n'avez pas de Windthorst, nous disaient-ils à nous, catholiques de France. Nous voilà, regardez-nous ; nous devons être vos modèles. » Ils avaient

d'adroits tours de phrase pour se confondre avec Windthorst, pour dire « nous » en parlant de lui. Espérant bénéficier de l'auréole de cet ancêtre et de son renom d'impeccabilité politique, ils le proposaient et se proposaient eux-mêmes comme un seul et même exemple. Il y eut un de leurs congrès dans lequel certains Français, venus en observateurs, furent conviés à s'expliquer, en séance privée, sur la situation de l'Église en France ; et l'on eut une telle façon de les plaindre, et de les sermonner, et de leur infliger, pesamment, un cours de politique religieuse, et de pleurer sur eux, et peut-être ensuite de sourire, que ce genre de rendez-vous perdit pour eux tout attrait. L'Église de France, au lendemain de la séparation, dépensait d'admirables efforts pour adapter son apostolat aux besoins populaires et faire surgir du sol des églises nouvelles : on en parlait peu, — ou point du tout, — dans la presse catholique d'outre-Rhin, et je ne sais guère qu'un publiciste de langue allemande qui ait à cet égard rendu pleine justice à la France : c'était un prêtre de la Suisse alémanique, M. l'abbé Nunlist, curé de Berne. Mais parmi les notabilités officielles du catholicisme allemand, il était de mode d'opposer ce qu'elles appelaient leurs « victoires » à ce qu'elles appelaient nos « défaites : » on se réjouissait de ne pas ressembler aux catholiques de France, on en remerciait Dieu, et l'on nous criait à nous, pauvres publicains : « Pourquoi la France n'a-t-elle pas un Centre ? »

La question nous paraissait tendancieuse, et d'ailleurs mal posée; et dans l'avant-propos du livre où nous rendions hommage à l'ancien Centre, nous sentions le devoir de mettre en garde les catholiques de France « contre toute velléité d'imitation factice et d'adaptation artificielle (1). » Mais les conseils allemands se poursuivaient, récidivaient : « Vous fonderiez un Centre, reprenait-on, si vous aviez un Windthorst. » On aimait mieux nous faire la leçon, au nom de feu Windthorst, que de nous trop laisser voir que sur les bancs mêmes du Centre on était en passe d'oublier ses leçons.

On eût voulu que le Centre, depuis ses lointains débuts jusqu'à ses plus récentes démarches, nous apparût comme un bloc homogène, s'imposant à notre hommage. Cela, nous ne pouvions l'admettre; cette simplification eût été une falsifica-

(1) *Bismarck et l'Église : le Cullurkampf*, I, p. XXXIII (Paris, 1911).

tion. Une étude du catholicisme allemand sous l'empereur Guillaume II ne pouvait se présenter comme un prolongement de l'histoire de l'ancien Centre, mais plutôt comme la constatation d'une cassure. Nous laissions la cassure se dessiner pleinement, avant d'aborder cette page d'histoire toute neuve, et peut-être imprévue pour beaucoup, qui exigeait que certaines façades fussent transpercées, qu'un certain trompe-l'œil fût détruit.

La guerre, soudainement, a mis en lumière, — en une lumière crue, — tout ce que ces façades cachaient, tout ce que ce trompe-l'œil dissimulait. Ne cherchez plus le Centre de Windthorst ; il est devenu le parti de M. Erzberger. Les déconcertantes évolutions qui l'ont fait ainsi dévaler sont désormais assez nettement accusées pour que nous puissions dire aux nouveaux conducteurs de l'action catholique allemande : « Si nous ne parlons plus de vous comme nous parlions de Windthorst et de ses amis, c'est parce que ce qu'ils étaient, vous avez cessé de l'être, et ce qu'ils voulaient, vous avez cessé de le vouloir ; vous vous servez de leurs noms respectés comme d'un paravent ; mais nous avons le droit, nous, de vous mettre en contradiction avec eux, et de montrer qu'il n'y a rien de commun entre leur historique vaillance, que nous continuons d'admirer, et vos demi-abdications, vos coquets manèges, votre savante souplesse à l'endroit de l'Empire évangélique. »

I

Windthorst acceptait comme un fait l'unification germanique telle que l'avait concertée la Prusse ; mais il en déplorait les méthodes ; il gardait à cette dynastie de Hanovre, qu'avait détrônée Bismarck, une intime fidélité ; et ses efforts patiens, ses tenaces interventions, visaient à sauvegarder, bon gré mal gré, dans un empire qui se caporalisait, certaines survivances légitimes des anciennes autonomies. C'est un Guelfe, disait de lui Bismarck ; c'est un particulariste, reprenaient en chœur les organes bismarckiens. Guelfe, particulariste, ce n'étaient pas là des injures, aux yeux de Windthorst : il lui plaisait au contraire que Souabes et Bavarois, Hanovriens et Rhénans, fussent ainsi invités à se tourner vers lui comme vers le défenseur éventuel de leurs traditions entamées, de leurs libertés compromises, de leurs consciences menacées.

La génération catholique dont il faisait partie avait un instant songé, en 1848, à je ne sais quelle résurrection romantique du vieux Saint-Empire ; et l'on avait vu surgir, en face de ce beau songe, l'idée d' « une Allemagne unitaire et puissante, d'une Allemagne en rupture avec Rome, d'un grand Empire gouverné par un Empereur évangélique. » C'est Lassalle en personne, le socialiste Lassalle, qui, dans son drame : *Franz von Sickingen*, avait ainsi, dès 1858, dessiné d'avance l'édifice qu'allait construire Bismarck (1). Il fut avéré, tout de suite après Sedan, que le rêve évangélique de l'israélite Lassalle avait prévalu sur les évocations historiques du passé catholique : un grand Empire s'était fondé, un Empereur évangélique le gouvernait, et les liens avec Rome se rompaient. Un membre du Centre, l'abbé Majunke, publiait un opuscule : *l'Empire évangélique*, pour commenter cette vicissitude d'histoire. Et Bismarck la résumait, — Bismarck, architecte d'Empire et faiseur d'Empereur, — dans un discours qu'il tenait au *Landtag* en juin 1872 : « La Prusse avec sa dynastie évangélique, déclarait-il, a pris un plus puissant développement politique. Dans la guerre contre l'Autriche, la puissance qui, en Allemagne, formait proprement le boulevard de l'influence romaine, succomba, et l'avenir d'un Empire évangélique apparut nettement sur l'horizon. » L'œuvre était dès lors définie, — définie par son auteur. Vingt ans plus tard, exhibant sur une place d'Iéna ses amertumes de fonctionnaire congédié, il déclarera qu'il était « engagé par serment envers l'autorité séculière d'un Empire évangélique (2). »

Au nom de cet Empire évangélique, — avant même que Bismarck ne l'eût solennellement baptisé, — la lutte contre Rome fut entamée. Quoi qu'en dise, aujourd'hui, par l'effet d'une étrange amnésie, M. le professeur Schroers, de la Faculté de théologie catholique de Bonn (3), cette lutte fut d'abord une lutte d'Empire. Bismarck, malignement, excita la Bavière contre Rome; et cette antique puissance catholique, achevant de s'humilier, appela contre les prêtres le bras séculier de l'Empire évangélique. Une loi contre les délits de chaire témoigna que,

(1) Bourdeau, *le Socialisme allemand et le nihilisme russe*, p. 250 (Paris, 1892).
(2) Bismarck, *Politische Reden*, éd. Horst Kohl, V, pp. 289-309, et XIII, p. 144.
(3) *Deutsche Kultur, Katholizismus und Weltkrieg* (publication collective éditée par Georg Pfeilschifter), pp. 55-56 (Fribourg, 1915).

pour faire face à l'Église, la législation d'Empire était prête. Et puis la lutte, peu à peu, se resserra dans les limites de la Prusse, de la Hesse et de Bade : l'Empire, en refusant d'inscrire dans sa constitution la liberté des confessions religieuses, avait d'avance émancipé les caprices sectaires des divers parlemens, et d'avance acquitté leurs attentats.

II

Dix-huit ans s'écoulèrent : par des voies diverses et qui furent à certaines heures divergentes, Windthorst et Léon XIII furent vainqueurs de Bismarck : le *Kulturkampf* cessa. Mais alors s'élevèrent, dans les Églises évangéliques d'outre-Rhin, des voix apeurées, pour rappeler que « les catholiques étaient les plus dangereux ennemis, que l'héritage de Luther offrait à l'Allemagne la plus profonde des sources de vie, que l'unité germanique marquait un triomphe spirituel de la Réforme, et que la paix avec Rome était une aberration (1). »

Une vaste *Ligue évangélique* se forma, messagère de ces doctrines ; des influences officielles, à la cour de Berlin, la propageaient et l'orientaient. Elle arrêtait ses regards sur le Brandebourg, où des immigrans catholiques s'installaient ; elle chargeait une voix, à Berlin même, de sonner l'alarme. « Ici, en Marche, nous sommes protestans jusqu'aux os, » avait dit jadis Frédéric-Guillaume Ier. Le pasteur Rogge, dans une conférence de guerre, commentait ce mot (2). La *Ligue* avait su choisir son orateur, dont les fonctions ordinaires, — fonctions de cour, — consistaient à prêcher devant un autre roi de Prusse.

L'aumônier militaire Hermens, de Magdebourg, discourait longuement sur « le danger commun contre lequel devaient lutter le protestantisme et la nationalité allemande dans les Marches d'Alsace et de Pologne. » Son angoisse s'épanchait en une thèse, qui recélait un programme d'action : l'Alsace et la Pologne étaient désignées à la sollicitude conquérante des pasteurs prussiens ; on les lançait à l'assaut du clergé catholique, ennemi du germanisme ; c'était encore, pour l'Empire,

(1) Beyschlag, cité dans Pesch, *Der Krach von Wittenberg*, pp. 452-454 (Berlin, 1894).

(2) *Die Zunahme des Katholicismus in der Provinz Brandenburg, Vortrag gehalten von D. Rogge* (Leipzig, 1893).

une façon de dompter ces terres rebelles, que de s'y comporter en pouvoir évangélique. « Ce qu'on fait dans les Marches orientales pour l'Église évangélique, professait l'aumônier Hermens, cela se fait aussi pour l'existence allemande, pour l'État allemand, pour l'Empire allemand (1). » Un autre jour, ce docteur en conquêtes écrivait : « Le nouvel Empire allemand a des racines essentiellement protestantes (2). » On inaugurait, en 1895, un monument à Luther sur la place publique d'Eisenach, et l'orateur officiel proclamait à son tour : « Ce qui ne put pas réussir à l'Espagnol, — à l'Espagnol aveugle à la vérité, — la grâce de Dieu l'a accordé au Hohenzollern avec ses paladins allemands, — un Empire protestant de nation allemande. Il faudrait que le peuple allemand s'oubliât lui-même, pour oublier son Luther, cet homme allemand par excellence *(dieses deutschesten Mannes)* (3). »

Ainsi s'épanouissait la propagande patriotique de la *Ligue*, que l'on déclarait « fondée pour la protection des intérêts évangéliques-allemands, intérêts aussi allemands qu'évangéliques, aussi évangéliques qu'allemands. » Entre protestantisme et germanisme, la *Ligue* affirmait une indissoluble solidarité, et cette affirmation, à la fin du XIXe siècle, devint facteur d'histoire. Prédicans prussiens et saxons descendirent en Autriche pour y annoncer, au nom du germanisme, l'Évangile de Luther. Il y avait là, à portée de leurs prèches, huit millions d'Allemands ; on rêvait qu'à la longue on pourrait les amener à la Réforme, « de peur qu'ils ne fussent perdus pour le germanisme. » Et l'Église romaine, en deux ans, se vit abandonnée par vingt-deux mille fidèles, Allemands de Bohême, Allemands de Styrie : soucieux d'agir en bons Germains, ils se firent protestans. Ils avaient appris du pasteur Meyer, surintendant à Zwickau, président du *Comité pour l'Église évangélique en Autriche*, qu'Allemand et Romain sont des termes irréconciliables (4). Et, pour mieux les en convaincre, une voix d'outre-tombe avait retenti, celle d'Ernest-Maurice Arndt, ce Tyrtée de la Prusse, appelant aux armes pour « le bon combat contre l'Antechrist de Rome, contre le prince de ce monde, contre le

(1) Hermens, *Die gemeinsame Gefahr der evang. Kirche und der deutschen Nationalität in der Diaspora der deutschen Grenzmarken*, p. 66 (Leipzig, 1896).

(2) Hermens, *Das deutsche Reich und der evang. Bund*, p. 7 (Dresde, 1896).

(3) Kieser, *Festrede zur Enthüllung des Luther-Denkmals*, p. 5 (Eisenach, 1895).

(4) Fr. Meyer, *Die evang, Bewegung in Oesterreich*, p. 18 (Leipzig, 1899). Voyez notre article dans la *Revue* du 15 mars 1902 : *L'Allemagne en Autriche*.

monstre invincible, » et commandant de frapper sur lui, et de frapper encore, et de frapper toujours, « avec la massue septentrionale de Thor. » Jadis le baron de Bunsen, ministre de Prusse à Rome, avait mérité les complimens d'Ernest-Maurice Arndt, en aidant le Hohenzollern, son maître, à installer la Réforme dans ces deux grandes métropoles religieuses, Rome et Jérusalem (1) ; c'est sur terre autrichienne, maintenant, que la Réforme disséminait ses postes. Car il fallait prendre l'offensive, pour n'avoir point à se défendre chez soi : « Rome, gémissait douloureusement le pasteur Scholz, Rome veut dompter et finalement abattre l'esprit de Wittenberg, l'âme de la race germanique. L'optimisme à l'endroit de Rome est une injustice criante contre la patrie (2). »

Officiellement, l'Empire et Rome vivaient en paix, et l'Empire même s'affichait, vis-à-vis de ses sujets catholiques, comme une souveraineté supérieure aux nuances confessionnelles et pareillement impartiale pour toutes *(paritätisch)*. Mais, dans les masses profondes où sourdement les idées cheminent, où lentement se préparent les courans d'avenir, des doctrines de guerre religieuse s'insinuaient ; des suspicions s'échafaudaient, qui taxaient les catholiques de n'être que des Allemands de seconde catégorie ; des croisades évangéliques s'organisaient, dans l'Empire et hors de l'Empire.

III

Windthorst alors n'était plus ; et l'une des voix auxquelles désormais le Centre déférait était celle d'Ernest Lieber. On accusait l'Église romaine d'avoir été l'ennemie de la Prusse évangélique : Lieber, en guise de réponse, avait, dès 1892, présenté à l'opinion allemande une petite brochure, dans laquelle se dessinaient, sous la plume d'un érudit catholique, deux physionomies de Jésuites du début du XVIIIe siècle, qui avaient aidé l'électeur de Brandebourg à devenir roi de Prusse (3). On accusait les catholiques d'être les ennemis de l'Empire : Lieber ripostait en apportant leur concours pour

(1) Goyau, *L'Allemagne religieuse, le Catholicisme*, 1800-1848, II, p. 132-136.

(2) *Aus den Verhandlungen der XI General Versammlung des evangelischen Bundes zu Magdeburg vom 3 bis 6 Oktober 1898*, p. 2 (Leipzig, 1898).

(3) Thoemes, *Der Anteil der Jesuiten an der preuss. Königskrone*, Berlin, 1892.

parachever l'unité allemande. La massive façade de l'édifice bismarckien dissimulait une mosaïque de législations diverses : Lieber, conducteur du Centre, accepta la « patriotique » besogne de présider à l'unification juridique de l'Allemagne. De par Bismarck, l'Allemagne n'avait plus qu'une armée, qu'une diplomatie ; de par la commission que Lieber fit travailler, elle n'eut qu'un code, elle n'eut qu'un droit, et ce triomphe suprême de l'idée de centralisation acheva, pour le peuple allemand, l'histoire du XIXe siècle. Mais où donc était le vieux particularisme de Windthorst? Où donc cet ancien parti pris du Centre de « ne sacrifier l'autonomie des États particuliers et leur droit de se gouverner eux-mêmes que dans la mesure où les intérêts de la collectivité l'exigeaient absolument (1) ? » Où donc, enfin, la préoccupation d'assurer à ces divers États une certaine intégrité des coutumes, une certaine indépendance des disciplines? Le nouveau Code civil nivelait toutes ces diversités. Windthorst avait barré la route aux audaces de l'idée unitaire ; Lieber, lui, la leur ouvrait toute grande.

Avec son équipe de gens du Centre, il était l'industrieux contremaître qui, dans la bâtisse fraîchement achevée, s'occupait de cimenter encore les moellons, et de consolider les fondemens, et de surveiller les craquemens ; mais d'un geste discourtois, la *Ligue évangélique* et ses promoteurs berlinois continuaient d'exhiber sur la façade l'écriteau malveillant, l'écriteau d'ostracisme : *Empire évangélique*. A vrai dire, les pouvoirs officiels s'abstenaient désormais de cette formule; mais lorsque le Centre, périodiquement, présentait au *Reichstag* la motion dite de tolérance, destinée à libérer le culte catholique des entraves surannées qu'il rencontre encore dans certains petits États de l'Empire, le *Reichstag* regimbait.

Le Centre acceptait, d'une humeur placide, cette défaite de principe, que régulièrement il subissait; son opportunisme cherchait des consolations, et les trouvait. Avec Lieber comme pilote, il était devenu, peu à peu, parti de gouvernement : il semblait que cela commençât de lui suffire. Il aimait ce prestige nouveau, qui lui valait de n'être plus qualifié de parti ennemi de l'Empire. Se voyant reconnu comme une demi-puissance par la haute bureaucratie, il se flattait, avec une vanité toute neuve,

(1) Article 1 du programme du Centre (1871).

d'être désormais un fragment de la force d'État, — de ce qu'en Allemagne on estime le plus. Le mot de Windthorst : « Celui qui entre dans le Centre doit renoncer aux avantages de ce monde, » était périmé. Windthorst avait des successeurs qui détestaient ces mortifications héroïques, et qui, — tel M. Pierre Spahn, — préféraient s'acheminer vers la caste nobiliaire, vers le titre d' « Excellence. »

Parmi ces hommes nouveaux, satisfaits d'ailleurs à bon marché, deux personnalités surgirent, pour endormir dans les foules croyantes les susceptibilités traditionnelles, et pour abolir en elles, tout doucement, l'état d'esprit qu'avaient créé les heures de disgrâce. L'un de ces éducateurs était M. le professeur Martin Spahn; et l'autre, M. le député Mathias Erzberger. Ils soulevèrent d'abord, parmi leurs coreligionnaires, des réserves gênées; mais, insensiblement, l'éclat de leur rôle en fit accepter l'imprévu.

L'école d'historiens catholiques ou catholicisans, issue du mouvement romantique, tenait en médiocre estime la maison des Hohenzollern, qui devait à un vol de biens d'Église les origines de sa fortune. Avec M. Martin Spahn, les jugemens changèrent : prestement, les Hohenzollern furent amnistiés pour ce péché, comme pour beaucoup d'autres. Il semblait qu'en vue d'installer parmi les catholiques le culte de la famille impériale, il voulût les accoutumer à faire abstraction de leurs croyances et de leurs susceptibilités de catholiques lorsqu'ils jugeaient des choses allemandes : une cloison étanche s'éleva entre leurs convictions confessionnelles et leurs aspirations d'Allemands, et leur enthousiasme pour tous les ouvriers de la grandeur germanique ne comporta plus aucunes réticences. De même qu'avant la guerre de 1870 l'historien Sybel, émissaire de la science prussienne à l'Université de Münich, avait officiellement implanté dans les intelligences bavaroises les conceptions berlinoises de l'histoire allemande, de même depuis quinze ans M. Martin Spahn, catholique s'adressant à des catholiques, s'est efforcé d'abolir en eux les habitudes de pensée qu'un Janssen ou qu'un Onno Knopp leur avait suggérées; il les a dressés à l'admiration de toute l'Allemagne moderne, sans en exclure tout ce qui, dans cette Allemagne, est le fruit, proche ou lointain, de la Réforme du XVIe siècle. Le Grand Électeur, Bismarck : voilà ses hommes. C'est dans une collec-

tion d' « histoire mondiale par monographies, » éditée par une librairie catholique de Mayence, qu'il a glorifié le Grand Électeur ; et c'est à la librairie même de *l'Association populaire pour l'Allemagne catholique*, c'est dans ce centre de München-Gladbach où se concerte l'action catholique allemande, qu'il a récemment publié son opuscule sur le Chancelier de fer, — sur cet « homme fort *(gewaltiger)*, qui sut ouvrir au peuple allemand les portes des temps nouveaux. »

Cette éducation historique comportait des conclusions politiques : M. Martin Spahn les déduisait. Il voulait qu'à la génération catholique qui s'était plutôt soumise à l'unification bismarckienne qu'elle n'y avait collaboré, et qui lui paraissait avoir été captive, tour à tour, de certaines utopies romantiques et de certains scrupules confessionnels, une autre génération succédât, qui ferait, dans l'Allemagne telle quelle, une politique réaliste, activement nationale, voire nationaliste. Intérieurement, l'un des articles de cette politique est la germanisation de la Pologne : rien n'est plus contraire aux traditions de Windthorst ni plus conforme aux désirs de la *Ligue évangélique ;* mais M. Martin Spahn n'est pas homme à s'embarrasser de pareilles objections. Quant à la politique extérieure, la brochure qu'il a fait paraître l'an dernier sous ce titre : *En lutte pour notre avenir* (1), réclame l'ascension de l'Allemagne du rang de grande puissance *(Grossmacht)* au rôle de puissance mondiale *(Weltmacht)*. C'est le Secrétariat social des Étudians, installé à München-Gladbach, qui s'est chargé de la diffusion de cette brochure. Le temps n'est plus où les dirigeans de l'action catholique ne toléraient l'attitude intellectuelle du jeune professeur que par égard pour son père, leur collègue dans le Centre. Le voilà devenu, dans le parti, une façon de publiciste officiel ; et ses opuscules naissent, vivent, essaiment, rayonnent, avec la complicité constante de cette *Association Populaire pour l'Allemagne catholique*, dont Windthorst, il y a trente ans bientôt, forma les premiers cadres.

Dans les respectables outres qu'avait aménagées Windthorst, on fait couler, décidément, un vin singulièrement nouveau. J'en atteste M. Mathias Erzberger, ce député souabe qui depuis quinze années était sur la brèche toutes les fois que s'agitaient

(1) *Im Kampf um unsere Zukunft* (München-Gladbach, 1915).

en Allemagne des questions maritimes ou coloniales, et qui sans relâche poussait les populations allemandes, soumises au même empereur par Bismarck, soumises aux mêmes lois par Lieber, vers la conquête économique de l'univers. La correspondance de presse où s'alimentaient les organes du parti était elle-même nourrie par sa turbulente pensée ; et les rapports que périodiquement il consacrait à l'activité du Centre affermissaient son ascendant personnel. Il aimait s'ériger en théoricien de l'épanouissement germanique et des droits absolus du germanisme à s'épanouir. Un jour de 1913, il crut devoir rassurer, — ou bien endormir, — un journaliste belge en lui représentant que la Belgique pouvait compter sur les traités, que le Centre était là pour en assurer le respect (1). Mais deux ans plus tard, lorsque les droits absolus du germanisme paraîtront exiger que certains chiffons de papier soient déchirés, M. Erzberger parlera, agira, comme s'il n'y avait plus de place, en son esprit, pour la vieille idée chrétienne de la subordination de la politique à la morale, et plus de place, en sa conscience, pour le souci de la morale. Et cédant à sa griserie, on le verra commettre les lignes que voici :

A la guerre, la plus grande absence de scrupules, si l'on y va intelligemment, coïncide en fait avec la plus grande humanité. Quand on est en situation d'anéantir Londres par un procédé approprié, cela est plus humain que de laisser un seul de nos camarades allemands perdre son sang sur le champ de bataille, car une telle cure radicale amène la paix au plus vite. L'hésitation et la temporisation, la sensiblerie et les égards sont d'impardonnables faiblesses. Une action décidée et sans scrupules, voilà la force, et la victoire suit (2).

Nous voilà loin des maximes que professait, il y a quarante ans, une autre notabilité du Centre, Hermann de Mallinckrodt. « Je me tiens sur le terrain du droit, disait-il, tel qu'il est défini par les traités (3). » Il réclamait la « pleine justice » *(volle Gerechtigkeit)* pour les nationalités non allemandes qui appartenaient à l'Empire. « L'honneur suprême du pays, insistait-il, commande que l'Empire conduise sa politique de la façon la plus loyale. » Lorsqu'un Mallinckrodt prononçait le mot

(1) *Journal de Bruxelles*, 26 août 1913, cité dans René Johannet, *La Conversion d'un catholique germanophile*, lettre ouverte de *M. Émile Prüm à M. Mathias Erzberger*, p. 139, n° 2 (Paris, 1915).

(2) *Der Tag*, 1915, n° 30 (cité dans Johannet, *op. cit.*, p. 48).

(3) Pfülf, *Hermann v. Mallinckrodt*, 2e édit, p. 392 (Fribourg, 1901).

« droit, » c'était une conscience qui s'efforçait d'éveiller d'autres consciences. Lorsque ce mot s'égare aujourd'hui sur les lèvres de ses successeurs, il s'agit d'un droit qui s'affirme par des gestes de violence et qui se donne l'illusion d'être créé par ces gestes ; il s'agit du vieux droit du poing *(Faustrecht)*.

Il n'était point dans l'esprit d'un Mallinckrodt et d'un Windthorst, de faire s'acheminer l'histoire du passé germanique vers une apothéose de la dynastie « évangélique » des Hohenzollern ; il n'était point dans l'esprit d'un Mallinckrodt et d'un Windthorst de sacrifier aux convoitises nationales les règles strictement humaines du droit des gens ; il n'était point dans l'esprit d'un Mallinckrodt et d'un Windthorst, de subordonner au désir d'un rôle « national » leur programme de défense religieuse. M. Roeren, M. le comte Oppersdorff, montraient naguère au Centre les terribles écueils vers lesquels il se laissait entraîner : le Centre restait sourd. Par leur bouche, c'étaient Mallinckrodt et Windthorst qui continuaient de parler. Le Centre actuel, hélas ! est trop soucieux d'écouter Guillaume II pour prêter l'oreille aux morts qui parlent.

Mais il était plus facile à la nouvelle génération catholique de se libérer de certaines traditions, que de désarmer certaines défiances : les adhérens de la *Ligue évangélique*, les prosélytes des groupemens pangermanistes demeuraient debout, sans cesse à l'affût, pour empêcher ces défiances de s'assoupir. On voyait le journaliste Frédéric Lange, grande autorité en matière de pangermanisme, dénoncer dès 1900, comme « sans doute suspect, le zèle avec lequel les ultramontains adoptaient le mot d'ordre nouveau (1). » Le fondateur de la *Ligue pangermaniste*, Hasse, affichait son hostilité personnelle à l'endroit de Rome, non point pour raisons métaphysiques, — un bon pangermaniste n'en a cure, — mais pour raisons politiques, tirées des nécessités de l'*All-Deutschland*.

La multiplicité des confessions, écrivait-il en 1905, est le principal obstacle au développement national de l'Empire allemand. Nous ne renoncerons pas à l'espoir de rendre à la population de l'Empire l'unité confessionnelle. Toutefois la nécessité d'Églises nationales allemandes est non seulement d'ordre religieux, mais d'ordre national. Des considérations d'ordre national exigent qu'on détache les catholiques romains de

(1) Lange, *Reines Deutschtum*, p. 230-231 (cité dans Andler, le *Pangermanisme continental*, p. 170 (Paris, 1915).

l'influence étrangère, c'est-à-dire italo-romaine, et qu'on fonde une Église nationale catholique allemande (1).

Ainsi, tandis que la *Ligue évangélique* opposait à Rome l'Allemagne d'aujourd'hui, la *Ligue pangermaniste* opposait à Rome l'Allemagne de demain : elle reprenait le rêve d'Église nationale allemande, de « christianisme allemand, » au nom duquel certains juristes du *Kulturkampf* avaient persécuté l'Église. L'Empire issu de Sadowa et de Sedan avait, dès l'origine, fait planer sur les catholiques certaines menaces : elles continuaient de gronder, elles continuaient de vouloir se transformer en actes : seule, l'attitude des catholiques avait changé (2).

IV

La guerre éclata : victime et peut-être dupe de son Empereur, l'Allemagne entière s'ébranla. Elle apparaissait unie. Mais l'esprit de la *Ligue évangélique* avait poussé des racines profondes, et quelques faits, très menus, mais douloureusement éloquens, assombrissaient l'horizon catholique.

Le 26 juillet 1914, quatre jours seulement avant que le crime impérial fût consommé, un certain surintendant Brüssau, haranguant en Silésie ses ouailles évangéliques, concluait en ces termes :

> Nos pensées s'arrêtent devant la grave question : guerre ou paix? Demain nous apportera la réponse. Mais nous savons dès maintenant que la guerre qui viendra sera en fin de compte la lutte spirituelle du protestantisme allemand contre le catholicisme slave et romain, peut-être aussi contre la semi-religion anglo-saxonne, car jamais l'Angleterre n'a été protestante-évangélique dans le sens que nous donnons à ce mot.
>
> Par le fait même, nous connaissons l'issue finale de cette guerre : l'esprit du protestantisme allemand est vainqueur dans l'histoire du monde, Luther et les siens triomphent (3).

Les épées n'avaient pas encore quitté les fourreaux ; et ce pasteur professait que d'ores et déjà l'Allemagne était victorieuse, et Luther avec elle. Dès le lendemain de Sadowa, un prédica-

(1) Hasse, *Das deutsche Reich als Nationalstaat*, p. 64. (Andler, *op. cit.*, p. 258).

(2) Voyez, pour plus de détails, l'étude de M. Edmond Bloud aux pages 245-320 du livre : *L'Allemagne et les Alliés devant la conscience chrétienne*, publié par le Comité catholique de propagande française à l'étranger.

(3) Cité dans *la Koelnische Volkszeitung*, 28 mars 1916.

teur à la cour de Berlin, Guillaume Hoffmann, avait audacieusement pronostiqué la conquête de toute l'Europe, y compris la Turquie, par l'Évangile de Luther (1). Sedan est notre victoire, avaient dit quatre ans plus tard certains pasteurs évangéliques d'outre-Rhin ; et nous ne devons pas oublier en quels termes indignés Frédéric Lichtenberger, au nom du protestantisme alsacien, semonçait un certain docteur Fabri, pasteur à la Cour, lui aussi, qui présentait les victoires allemandes comme le couronnement providentiel de l'œuvre de Luther, et 1870 comme complétant 1517 (2). D'autres Fabri, en 1914, n'attendaient même plus la victoire pour faire entonner à leur Église les mêmes cris de triomphe ; et l'on allait voir se dresser en 1915, comme en 1871, certains représentans autorisés du protestantisme français, pour déchirer le pavillon religieux dont se couvraient les abominations germaniques et condamner au nom de l'idée même de Dieu cette blasphématoire caricature qu'est le « Dieu allemand (3). »

Mais ce n'est pas en vain que, pendant un quart de siècle, des brochures populaires soufflent la haine contre une confession religieuse : un jour arrive où cette haine devient ouvrière d'action brutale. L'équation entre protestantisme et germanisme, équation factice, et que répudie avec horreur le protestantisme universel, n'était à l'origine qu'une conception d'intellectuels ; mais à mesure qu'elle fut glissée dans les cerveaux de la masse par la propagande de la *Ligue évangélique*, elle prit le rôle d'une idée-force, qui était prête à agir. 1914 sonna pour elle l'heure d'agir ; et, comme en 1870, la préface de l'action fut un mensonge. On raconta que nos avions insultaient Nuremberg, et le grand branle-bas commença. Du fond de la lointaine Prusse, des corps d'armée s'engouffrèrent sur les routes de l'Ouest ; et certains catholiques rhénans eurent une impression d' « amertume » et de « douleur » lorsqu'ils virent avec quelles mines « méfiantes, » avec quels évidens « préjugés » beaucoup de soldats évangéliques, marchant vers la Belgique, traversaient la région de Dusseldorf. Ils savaient, ces soldats, que la région

(1) Carl Hoffmann, *Wilhelm Hoffmann*, II, pp. 174 et suiv. (Berlin, 1880).

(2) *Revue chrétienne*, 1871, p. 225-262.

(3) Lisez en particulier les articles de M. Wilfred Monod sur le manifeste des quatre-vingt-treize (*Revue chrétienne*, 1914, p. 646-677), et de M. Henri Monnier sur le Dieu allemand et la Réforme (*Revue chrétienne*, 1915, p. 140-155).

était catholique ; on eût dit qu'elle était déjà, pour eux, une terre à demi ennemie (1). C'est que déjà la nocive équation, qui n'était jadis qu'un jeu de philosophes ou bien une interprétation d'historiens, faisait son œuvre au fond des têtes; c'est elle qui chargeait d'hostilité les regards de ces Prussiens de l'Est, habitués à suspecter les catholiques d'être de mauvais Allemands. On entra en Belgique : là, tout de suite, l'équation déchaîna des ravages; elle suscita l'incendie des sanctuaires, le massacre des prêtres. L'ivresse survenait, — ivresse d'alcool, ivresse de sang, — et rendait ces brutes accessibles à tous les bruits qu'on leur jetait en pâture : les catholiques belges finissaient par leur apparaître comme autant de francs-tireurs, dont les prêtres guidaient le bras. Un témoin protestant, ancien professeur à l'Institut technique de Dordrecht, M. Grondijs, constatait que presque tous les régimens dirigés vers Louvain étaient composés d'élémens protestans; que la haine contre les prêtres était manifeste. Il entendait les soldats crier : A bas le catholicisme ! Il voyait injurier les prêtres ; il était là, à Louvain, lorsqu'ils furent arrêtés en masse. « Si je suis tué, déclarait l'un de ces prêtres, je meurs pour ma foi catholique ; car c'est à la fureur protestante contre notre clergé catholique que je succombe en victime (2). » « Attention, disait M. Grondijs au gouverneur militaire, vous ne pouvez justifier toutes ces arrestations, il serait impolitique de donner à la guerre le caractère d'uue guerre religieuse (3). »

Cependant les rumeurs qui taxaient les prêtres d'assassins prévalaient contre ces sages remarques et trouvaient accueil dans certains régimens catholiques. « Nous sommes catholiques, criait-on à un vicaire de Louvain ; mais vous êtes des cochons et des démons noirs (4). » Un roman militaire intitulé *l'Effondrement de l'ancien monde*, tiré à cent cinquante mille exemplaires, avait décrit d'avance, dès 1906, une entrée des Allemands en Belgique, et la résistance de la « turbulente population belge, excitée par des prêtres fanatiques (5). » Il y avait des lecteurs de ce roman, protestans et catholiques, parmi les hordes qui piéti-

(1) Pfeilschifter, *Religion und Religionen im Weltkrieg*, p. 87 (Fribourg, 1915).
(2) Pfeilschifter, *op. cit.*, p. 88.
(3) *Royaume de Belgique : réponse au Livre Blanc allemand du 10 mai 1915*, p. 248 (Paris, 1916).
(4) *Réponse au Livre Blanc*, p. 361.
(5) *Réponse au Livre Blanc*, p. 53.

naient la Belgique : lorsqu'on leur parlait des crimes des prêtres, ils reconnaissaient ce qu'ils avaient lu, et ils se vengeaient.

Au reste, une voix s'élevait, une voix dont en Allemagne, mais seulement en Allemagne, on a l'habitude de dire qu'elle ne ment jamais : c'était la voix de Guillaume II. L'empereur évangélique, inaugurant par une inexactitude, qui ne devait pas être la dernière, la longue série de ses messages au président Wilson, lui télégraphiait, le 4 septembre 1914, que dans cette guerre de guérillas, des prêtres belges avaient commis des cruautés sur des soldats blessés, sur des médecins, sur des infirmières (1). Prêtres et religieux, dans Louvain, n'ont fait que prêcher le calme, rectifiait le 10 septembre, dans la *Gazette populaire de Cologne*, le prêtre Sonnenschein. Le Bureau allemand de défense ecclésiastique *Pax*, le délégué du cardinal-archevêque de Vienne (2), instituaient des enquêtes qui justifiaient à leur tour le clergé belge. Mais l'effet des légendes populaires et de l'affirmation impériale survivait aux démentis; dans la région d'Hildesheim, les ouvriers protestans insultaient leurs camarades catholiques; en Prusse orientale, dans l'Eifel, des prêtres étaient gravement outragés (3), et certains publicistes catholiques tremblaient que les foules évangéliques ne prissent bientôt argument des prétendues atrocités sacerdotales de Belgique pour conclure à une connexion entre le catholicisme et l'anti-germanisme.

Des publications se succédaient, en effet, où s'affirmait, avec une insistance de plus en plus pénible pour les catholiques, l'identité entre germanisme et protestantisme.

Un article intitulé : *La Transformation de la situation religieuse par la guerre*, paraissait en septembre 1914 dans une revue théologique protestante, sous la signature du pasteur Dietrich Graue : « Nous Allemands, expliquait-il, nous devons remplir notre mission historique. » Et il continuait :

Elle a nom protestantisme. C'est là un mot étranger, mais c'est une chose qui nous est à tous familière, une chose qui n'est pas le privilège de l'Église évangélique, mais qui est vivante dans tous les cœurs vraiment allemands. Son plus grand prophète fut Kant, avec son mot d'airain : Tu peux, car tu dois. Il y a protestantisme, là où un homme se dévoue pure-

(1) *Réponse au Livre Blanc*, p. 60.
(2) *Réponse au Livre Blanc*, p. 75-79.
(3) Incidens d'Elbing, de Sombrot, dans l'Eifel (Johannet, *op. cit.*, p. 78).

ment et simplement à son devoir, de sorte que sa conscience y dise oui. Protestante est la grandiose préparation de notre état-major, que nous admirions au jour de la mobilisation. Protestante est la solide tenue de notre peuple aux époques de menace pour son existence; protestant est l'esprit de nos combattans. Eh bien! que ce soit ensuite notre ambition de demeurer protestans jusqu'aux os. Tous les services divins. toutes les organisations ecclésiastiques des confessions existant chez nous, n'ont de valeur qu'autant qu'elles aident notre peuple à remplir cette mission historique qui est sienne : cette mission, je le redis, s'appelle protestantisme (1).

Les catholiques d'Allemagne étaient prévenus; ils savaient dans quelle mesure et pour quelles fins on accordait une valeur à leur Église. Quelques mois s'écoulaient, et dans un organe des missions évangéliques, M. Julius Richter écrivait :

Le peuple allemand a rendu au monde l'Évangile, au siècle de la Réforme; il a sûrement, aujourd'hui encore, cette destination mondiale d'apporter le christianisme à l'humanité, dans sa conception la plus profonde, dans sa plus riche plénitude. Aucun peuple n'a au même point que le peuple allemand laissé pénétrer toute sa culture, jusqu'à ses derniers principes, par l'esprit chrétien. En ce sens, ce n'est peut-être pas trop dire que d'affirmer que l'Allemagne évangélique est l'évangéliste des nations. Dans cette profonde conception du christianisme, l'esprit allemand et la foi allemande sont fondus en une indissoluble unité (2).

Mais un Dietrich Graue, mais un Julius Richter, n'étaient que des théologiens s'adressant surtout à des théologiens. Les catholiques d'Allemagne allaient connaître de plus pénibles affronts. Un Anglais qui s'est fait le théoricien du pangermanisme, M. Houston Stewart Chamberlain, eut la pensée de destiner aux soldats, dans leurs tranchées, un petit catéchisme semi-politique semi-religieux, qui leur prêcherait le culte de l'Allemagne; et dans cet opuscule de propagande patriotique, signé d'un favori de l'Empereur et qu'un bon Allemand ne pouvait accueillir d'un œil indifférent, les lignes suivantes s'imposaient aux regards des soldats catholiques :

Luther n'est pas un grand homme qui naquit accidentellement en Allemagne. Lui et l'Allemagne ressemblent plutôt à une pièce de monnaie,

(1) *Protestantenblatt*, 16 septembre 1914, p. 835 et suiv. (cité dans Pfeilschifter, *Religion und Religionen*, p. 89). « On devra se souvenir de ces paroles, ajoute mélancoliquement le professeur Pfeilschifter, pour pouvoir comprendre des hommes comme M. Frédéric Masson déclarant qu'à Louvain les protestans allemands ont voulu atteindre le centre de la culture catholique. »

(2) *Allgemeine Missionszeitschrift* (cité dans *Allgemeine Rundschau*, 5 février 1916, p. 77).

su r l'une des faces de laquelle sont représentées les aspirations mal définies d'un milieu de forces obscures, et sur l'autre se trouvent les traits d'un homme disparu, qui a donné une forme à toutes ces vagues aspirations, devenues, grâce à lui, des réalités. Luther et l'Allemagne ont grandi inséparablement... Chez Luther, Religion ne veut pas dire Église, mais englobement de la vie et de la patrie, considérée comme un don divin. C'est pourquoi on peut dire que la puissante Allemagne actuelle, c'est l'Allemagne de Luther. L'Allemagne parle ses discours, pense ses pensées, accomplit ses actes, comme il l'a voulu : les questions de dogme n'inquiètent pas l'esprit allemand. Qui connaît bien Luther connaît bien l'Allemagne (1).

C'est ainsi que la brochure de M. Chamberlain, ravitaillement intellectuel des armées en marche, rendait plus concrète et plus vivante, pour les cerveaux des militaires, l'équation entre protestantisme et germanisme : cette abstraite formule se transformait en une identification de l'Allemagne avec Luther, en une incarnation de l'Allemagne dans la personne de Luther.

Les civils, à l'arrière, voyaient leurs enfans leur rapporter de l'école ou des policiers leur présenter, pour qu'ils en fissent l'acquisition, un gros livre de M. Hintze sur les Hohenzollern et leur œuvre, publication à demi officielle, qui commémorait le cinquième centenaire de l'achat de l'électorat de Brandebourg par les Hohenzollern : ce bréviaire de leur gloire mêlait habilement l'hommage à la dynastie impériale et les attaques contre Rome; et perdant patience, un aristocrate catholique de Westphalie écrivait : « L'affaire doit être portée à la tribune. Si nous ne prenons pas notre défense en main, il arrivera ce qui s'est déjà passé au temps du *Kulturkampf :* on envoie nos fils sur le champ de bataille et, en guise de récompense, on nous foule aux pieds. »

On avait envoyé sur les champs de bataille de Belgique les enfans des familles catholiques, et ces familles apprenaient d'un autre publiciste, M. Karl Zimmermann, que l'Allemagne devrait tôt ou tard consolider sa conquête en engageant, sur le sol belge, une lutte contre le catholicisme (2). Des troupes bavaroises, ardemment catholiques, avaient pris leur part, là-bas, des victoires allemandes ; elles les avaient aidées de leurs bras et peut-être de leur sang, scellées par des violences et peut-être par des crimes; elles avaient obéi, jusqu'au bout, aux gestes homicides de la Prusse. Et voici qu'on leur laissait prévoir,

(1) Coppinger, *Un Catéchisme pangermaniste*, p. 35 (Paris, 1916).
(2) *Das Problem Belgien* (Iéna, 1915).

comme deuxième acte de l'occupation, une offensive politique contre le catholicisme. A l'avant-garde de cette offensive, une thèse historique s'échafaudait : elle soutenait que le germanisme, jusqu'au XVIe siècle, avait été le maître du terroir belge, et que l'Église romaine, en dérobant la Belgique à la Réforme, c'est-à-dire à la forme germanique de l'idée chrétienne, s'était rendue responsable de la décadence du germanisme sur la Sambre et sur l'Escaut.

Les conséquences d'une pareille thèse n'échappèrent pas à M. Julius Bachem, directeur de la *Gazette populaire de Cologne* (1); et l'on sentit qu'il devenait chagrin, à la pensée que pour germaniser la Belgique certains Allemands y souhaitaient une politique anticatholique. M. Bachem peut se rassurer; l'heure est proche où les catholiques belges n'auront plus besoin de la pitié des catholiques d'Allemagne. Mais je retiens ce fait, qu'un aussi avisé politique, qui a jadis vécu les heures du *Kulturkampf*, crut devoir passer outre à certaines consignes d'optimisme pour jeter le cri d'alarme. On s'est vivement scandalisé, au delà du Rhin, lorsque nous notions, dans les plus cruels épisodes de l'invasion allemande en Belgique, la survivance de l'esprit du *Kulturkampf* (2); et l'un des anciens collaborateurs de M. Bachem à la *Gazette populaire* a, dans la *Revue générale* de Munich, annoncé notre « suicide littéraire (3), » tout comme la *Gazette de Francfort* annonçait récemment le suicide philosophique de M. Émile Boutroux. Mais voici que l'invitation même de M. Bachem nous amène à ressaisir l'esprit du *Kulturkampf* dans les suggestions de M. Zimmermann, qui n'iraient à rien de moins qu'à battre en brèche, dans la catholique Belgique, la religion traditionnelle du pays.

M. Bachem, regardant de plus près, constatait que dès maintenant, et comme pour préparer le futur *Kulturkampf* belge, on publiait avec fracas la traduction d'un vieux roman historique dû à la plume d'un pamphlétaire anticatholique, Charles de Coster (4) : les Gueux y étaient exaltés; la Contre-Réforme du XVIe siècle, diffamée. On présentait ce livre comme une « créa-

(1) *Allgemeine Rundschau*, 18 décembre 1915, p. 975.

(2) *La culture germanique et le catholicisme*, p. 29 et suiv. du livre : *La guerre allemande et le catholicisme* (Paris, 1915).

(3) *Allgemeine Rundschau*, 15 janvier 1916, p. 30.

(4) Charles de Coster. *La légende et les aventures héroïques, joyeuses et glorieuses d'Ulenspiegel* (Bruxelles, 1860 et 1893).

tion magistrale provenant des terres allemandes reconquises, comme une œuvre qui, sans réserve, combattait dans le cléricalisme l'esprit welche. » M. Bachem relevait dans cette propagande un sérieux symptôme du « désir passionné, enflammé, » dont s'exaltaient en Allemagne « certains cercles radicaux-libéraux, » et qui les poussait à préconiser en Belgique une politique anticléricale. Il était même assez troublant de les voir se prévaloir, — à tort ou à raison, nous ne savons, — d'un article du jeune baron de Bissing, fils du gouverneur même de Belgique : « Cet article, disait joyeusement M. Zimmermann, a dû retentir aux oreilles du clergé belge comme une sonnerie de combat (1). »

Il y a quatre-vingts ans, une sonnerie de combat retentissait en Prusse Rhénane : l'archevèque de Cologne était jeté en prison, la Prusse traitait en parias les catholiques; et de Liége à Cologne s'échangeait l'idée d'une « fédération belgo-rhénane, » qui les protégerait. On se redisait alors, entre Rhénans et Belges, le mot de Montalembert : « La Prusse est nécessairement l'ennemie de la Belgique, car l'exemple de la liberté belge est le dissolvant du despotisme. » Par une sorte de contagion morale, comme l'indiquait en 1837 *le Conservateur Belge*, la Belgique influait sur les Rhénans : elle les aidait à se tenir droits devant Berlin (2). Et lorsque en 1848 les catholiques d'Allemagne formèrent des associations pour assurer contre toute menace nouvelle leurs libertés reconquises, c'est sur la méthode des catholiques belges qu'ils réglèrent leurs propres méthodes. Se doutaient-ils alors que, moins d'un siècle après, l'Allemagne embrigaderait leurs petits-fils pour l'essai d'une conquête qui viserait à ravir à la Belgique sa personnalité, et qui peut-être ensuite mettrait en péril sa foi ?

Car il ne s'agit de rien de moins, pour certains pangermanistes, que d'une expulsion féroce de toute la population wallonne francisée et de tout le clergé belge, coupable, disent-ils, d'avoir excité et aidé, contre les troupes allemandes, « les manifestations de haine et de brutalité bestiale de la population belge. » Ces mots et ces sauvages projets s'étalaient en janvier 1916, dans un *Mémoire sur la Belgique*, publié par *l'Association allemande d'Empire (Deutscher Reichsverband)*, « dont la ten-

(1) Jules Lebreton, *Études*, 20 mai 1916, p. 442-443

(2) Lukas Schwahn, *Die Beziehungen der katholischen Rheinlande und Belgiens in den Jahren 1830-1840* (Strasbourg, 1914).

dance essentielle est l'anti-ultramontanisme (1). » Observez qu'en janvier 1916 les démentis formels qui lavèrent le clergé belge des accusations infamantes portées contre lui pouvaient être considérés comme acquis à l'histoire; mais l'*Association allemande d'Empire* feignait de ne pas connaître ces démentis. Ils étaient la réfutation implicite d'un télégramme impérial : c'en était assez pour qu'on tentât de les laisser ignorer à la masse du public. Et l'on voyait, par ailleurs, le ministre de la Guerre de la catholique Bavière empêcher la diffusion d'un livre du P. Duhr, Jésuite (2), où les calomnies contre les prêtres belges, et quelques autres encore, étaient dûment réfutées.

Ainsi se multipliaient d'étranges signes de malveillance à l'endroit du catholicisme, tandis que soldats catholiques et soldats protestans, confondus sous les mêmes drapeaux, étaient jetés à la boucherie par la volonté impériale, cruelle comme la Fatalité, aveugle comme elle.

V

D'expérience, les catholiques d'Allemagne savaient qu'après Sedan la Prusse évangélique avait prétendu consommer sa victoire en jetant à l'Église de Rome un défi persécuteur. Et des indices nouveaux les avertissaient qu'après la victoire nouvelle qu'ils escomptaient pour leur Empire, ils devaient s'attendre, comme en 1870, à être derechef des victimes. On vit bientôt cette morose certitude induire un certain nombre d'entre eux à une politique de fléchissement, de concessions, de capitulations, suprême ressource, pensaient-ils, pour amortir le choc du futur *Kulturkampf*. L'esprit qui leur dictait cette attitude n'était d'ailleurs que la sanction naturelle des évolutions dont au cours des vingt dernières années le Centre avait offert le spectacle.

Plusieurs publications catholiques se succédaient, pour justifier en face des neutres les déloyautés de la diplomatie allemande ou les brutalités des armées allemandes. Deux d'entre elles, même, groupaient une élite de collaborateurs; l'une s'intitulait : *Culture allemande, catholicisme et guerre mondiale;* l'autre : *Le catholicisme allemand dans la guerre mon-*

(1) Jules Lebreton, *Études*, 20 mai 1916, p. 439-440.
(2) *Koelnische Volkszeitung*, 30 mai 1916.

diale. Le premier volume se terminait par une conclusion d'évêque ; une préface d'évêque ouvrait le second (1).

Voilà donc des sources autorisées : les aspirations qui s'y dessinent, les tactiques qui s'y essaient, les thèses qui s'y ébauchent, méritent d'être observées.

Il y a quelques années, une librairie protestante d'outre-Rhin publiait deux volumes sous ce titre : *Nos éducateurs religieux*. Moïse et le Christ ouvraient la galerie; Bismarck la fermait. Il semblerait, à lire certaines pages catholiques de l'heure présente, qu'un nouvel éducateur religieux a surgi pour le peuple allemand : il n'est autre que Guillaume II. J'en atteste un prêtre de Paderborn, qui par ailleurs, — je tiens à le dire, — multiplie charitablement ses efforts pour venir en aide à nos prisonniers : c'est M. le chanoine Rosenberg. Étudiant « l'idéal religieux chez l'Empereur et dans le peuple, » il s'arrête avec émotion devant la « profonde religiosité » de son Empereur, devant ses sentimens de piété. Il salue, en lui, une « force d'édification, » « une force d'enthousiasme. » Il se courbe devant cette « grandeur morale, » devant cette « conscience religieuse et morale : » ainsi se dresse la physionomie de l'Empereur, devant ses sujets catholiques, comme celle d'un héros de moralité chrétienne (2). Et de ce héros, insensiblement, on fait un docteur en christianisme.

Inaugurant à Jérusalem, en 1898, l'église luthérienne de la Rédemption, Guillaume se mettait solennellement en scène dans un bruyant procès-verbal. Il revendiquait pour ses ancêtres, Frédéric-Guillaume IV, Guillaume Ier, Frédéric III, la gloire d'avoir installé la Réforme dans Jérusalem ; il s'honorait, lui,

(1) Nous ne nous occuperons pas de ces pages épiscopales, non plus que des écrits pastoraux publiés depuis deux ans par les évêques d'Allemagne. M. le professeur Knoepfler, de la Faculté de théologie de Munich, a dirigé vingt-deux pages d'offensive contre les mandemens de notre épiscopat (Pfeilschifter, *Deutsche Kultur*, p. 269-290) ; et M. le professeur Krebs, de la Faculté de théologie de Fribourg, reproche à nos évêques de faire « alterner la politique avec les outrages à l'ennemi. » Nous avons, en France, une autre conception de la hiérarchie catholique et de l'unité catholique ; nous estimons que ce serait mal venger des évêques français que de traiter irrespectueusement des évêques allemands, et que tous ensemble, chefs légitimes dans une seule et même Église, sont justiciables de l'Évêque des Évêques, et non de M. le professeur Knoepfler ou de M. le professeur Krebs. Ceux-ci pensent apparemment d'une autre façon : nous nous étions déjà laissé dire, au cours des dernières années, que certains professeurs des Facultés de théologie catholique allemandes étaient devenus assez ignorans des prérogatives du Saint-Siège.

(2) *Der deutsche Katholismus im Weltkrieg*, p. 1-3 (Paderborn, 1915).

d'avoir parachevé l'œuvre. M. le docteur Hœber, directeur au grand séminaire de Cologne, traite cette aventure avec sérénité : il nous explique qu'« en tant que roi de Prusse l'Empereur se considère spécialement comme défenseur de l'Église évangélique, comme gardien des richesses de foi de la Réformation, et que, comme tel, il demeure solidement attaché à cette croyance, que la maison de Hohenzollern et le royaume de Prusse sont solidement liés au protestantisme (1). » On ne saurait commenter l'éloquence palestinienne de l'empereur Guillaume avec plus d'exactitude que ne le fait ici M. Hœber; et respectueusement il ajoute qu'aucun catholique allemand n'a vu dans cette éloquence « une allusion méprisante ou polémique à la foi catholique. » C'est probablement qu' « aucun catholique allemand » n'aura lu la *Nouvelle feuille d'Église saxonne* se réjouissant, en 1898, que « le catholicisme eût été critiqué par l'Empereur devant les pasteurs évangéliques de l'Orient, en un langage vif et qui portait. » L'Empereur d'ailleurs, à Bethléem, parlait d'une intelligible voix : « C'est à nous le tour, » déclarait-il. Il marquait ainsi que c'était à la Réforme et à l'Empire que revenait la tâche de montrer à l'Islam la religion chrétienne. Le Patriarcat catholique de Jérusalem, la Custodie Franciscaine, s'imaginaient avoir rempli cette tâche : « C'est à moi le tour, » signifiait l'Empereur allemand. Et le journal du pasteur Stoecker interprétait : « Ce que chercha par de sanglantes croisades le moyen âge catholique, le protestantisme actuel l'obtient par un pacifique pèlerinage; » et la *Nouvelle feuille d'Église Saxonne* constatait que « la Réforme avait été désignée comme la seule confession chrétienne qui eût en elle la force de renouveler l'Orient; » et le *Messager d'Empire* célébrait l'impériale équipée comme une victoire « du protestantisme, tombant à pic, à la façon d'un clair rayon de lumière, sur l'obscure hiérarchie romaine. » Il y a treize ans, les feuilles catholiques d'outre-Rhin firent bon accueil au livre où nous groupions et commentions ces textes (2). Les temps sont changés, et M. Schroers, de Bonn, témoigne maintenant à toutes les manifestations palestiniennes de son Empereur et Roi une admiration respectueusement ingénue : il salue même, dans l'un de ces augustes prêches

(1) Pfeilschifter, *Deutsche Kultur*, p. 349.
(2) *Vieille France, Jeune Allemagne*, p. 195-226 (Paris, 1903).

faits au nom de Luther, « une profession d'authentique croyance au Christ, à laquelle le plus rigoureux des catholiques peut trouver édification, une profession de généreuse charité chrétienne, de généreuse tolérance (1). »

Sous d'autres plumes ce culte de l'Empereur prend un aspect plus systématique encore ; il semble s'étendre à tous ses actes, à tout son être. J'en atteste M. Pfeilschifter, qui forme à Fribourg les futurs prêtres badois. Il a publié, sous le titre : *Religion et religions dans le conflit mondial*, un livre informé. « En notre héroïque Empereur, écrit-il, sont merveilleusement personnifiées les forces religieuses d'aide céleste et la foi religieuse dans la divine destination mondiale du peuple allemand (2). » Et sur ces mots, le livre s'achève, faisant avenue vers cette définition mystique de l'Empereur, hommage du professeur catholique à l'évêque suprême de l'Église évangélique prussienne.

Lorsqu'on trouve de pareils termes pour la glorification religieuse du souverain, il est naturel qu'on s'attache à vouloir croire — et faire accroire à Rome — que la confession dont il est le chef a cessé d'avoir des sentimens inamicaux à l'endroit de l'Église romaine. On masque d'un sourire et d'un air de sérénité la peur intime qu'on éprouve d'avoir bientôt à subir un second *Kulturkampf;* et l'on épie, ou bien l'on élabore, certains motifs de se rassurer. M. le doyen Kiefl, de Ratisbonne, est passé maître en cet art; il dépense beaucoup de curiosité intellectuelle à rechercher les indices précurseurs d'un certain esprit de paix religieuse, et beaucoup de bonté d'âme à les trouver (3). Mêmes tendances chez M. le curé Rieder de Bonndorf (4) : il lui faut bien peu de chose pour que son âme s'ouvre à l'optimisme, très largement, très candidement. Il prend un livre sur la vie spirituelle allemande, œuvre d'un professeur protestant; il constate que l'édition récente est moins hostile au catholicisme que ne l'étaient ses devancières. Le professeur est devenu plus clément : pour désarmer, il ne demande plus à l'Église romaine que trois petits sacrifices : elle devrait expliquer que ce n'est pas le fait de lui appartenir, à elle, mais d'appartenir au Christ, qui est la condition du salut; elle devrait

(1) Pfeilschifter, *Deutsche Kultur*, p. 59.
(2) Pfeilschifter, *Religion und Religionen im Weltkrieg*, p. 105 (Fribourg, 1915).
(3) Pfeilschifter, *Deutsche Kultur*, p. 319-342.
(4) *Allgemeine Rundschau*, 29 janvier 1916, p. 63-65.

reconnaître que là où existe la foi protestante, le Christ est effectivement vivant, et que la foi catholique n'est qu'une simple adhésion à une doctrine ecclésiastique; elle devrait enfin cesser d'insister pour le rappel des Jésuites. M. le curé Rieder prend acte de ce triple ultimatum, non sans une gêne un peu chagrine, mais il laisse entrevoir cependant, en se rappelant les précédentes éditions, qu'un arc-en-ciel commence de resplendir. « Quelques agitations haineuses et offensantes : » c'est à quoi paraît se réduire, pour le P. Lippert (1), l'action profonde et constante exercée par la *Ligue évangélique;* et lorsqu'il s'agit de haines qui, en Belgique, se sont révélées homicides, incendiaires, et qui déjà concertent des persécutions pour le lendemain, on peut trouver que le P. Lippert pratique avec complaisance l'art des euphémismes.

VI

De l'indulgence à la coquetterie la route est brève. Pour apprivoiser la *Ligue évangélique*, dont on sent intérieurement qu'elle est en train de s'armer, ne pourrait-on lui faire le sacrifice de certaines habitudes de piété qui lui déplaisent? Et savamment on prépare le sacrifice, et on l'accomplit.

Une certaine philosophie allemande, pour laquelle, au dire d'un professeur du séminaire de Pelplin (2), les Français se montrent depuis quelque temps trop sévères, aboutissait à supprimer toute notion de vérité transcendante et à faire de l'homme lui-même la source de tout ce qui, *pour lui*, est vérité. De là à ramener la religion allemande à n'être que le produit et l'expression d'une certaine collectivité humaine qualifiée peuple allemand, il n'y avait qu'un pas. La religion allemande doit être, en quelque mesure, fille du germanisme : voilà l'idée qui peu à peu, au cours du XIXe siècle, s'insinua dans les esprits. L'apologétique protestante s'en empara : Luther fut célébré comme l'homme foncièrement allemand *(kerndeutsch)*, comme représentant l'assimilation du christianisme par l'âme germaine, l'adaptation du christianisme à l'immanence germanique, et comme ayant créé, par son émancipation à l'endroit de Rome, une façon authentiquement teutonne d'être chrétien. Et l'hommage même

(1) Pfeilschifter, *Deutsche Kultur*, p. 87.
(2) Pfeilschifter, *Deutsche Kultur*, p. 117-132.

qu'on rendait à Luther tournait au préjudice d'une autre gloire, celle de saint Boniface : celui-ci, tout Allemand qu'il fût, était couvaincu de lèse-germanisme, pour avoir fortifié les liens entre l'Allemagne et Rome, ce qui était le contraire d'une œuvre *kerndeutsch*, d'une œuvre foncièrement allemande. La confession de saint Boniface relevait d'un Évangile « sémitique » et d'une organisation « romaine ; » la confession de Luther relevait encore d'un évangile « sémitique, » mais avait proscrit, du moins, cet autre élément exotique, l'influence de Rome. Là-dessus, certains pangermanistes raffinèrent (1) ; et ce qu'ils reprochèrent, eux, à saint Boniface, ce fut tout simplement d'avoir fait l'Allemagne chrétienne, d'avoir créé un lien religieux entre l'âme allemande et la lointaine Palestine, d'avoir détruit les vieux arbres sacrés qui, seize siècles avant la statue d'Hindenburg, satisfaisaient la religiosité allemande, et d'avoir renversé la gloire d'Odin, dieu foncièrement allemand *(kerndeutsch)*. Le Christ était encore un dieu etranger : ne pouvait-on proposer aux consciences allemandes une divinité plus authentiquement allemande, une divinité qui fût autrefois issue de leurs propres aspirations, qui fût éclose du terroir indigène? Oui certes, ce parachèvement pouvait encore s'imaginer; il suffirait de substituer au Dieu étranger, à Jéhovah ou à son fils Jésus, un Dieu allemand. Odin retrouva des adorateurs; et contre Boniface un nouveau grief s'éleva, celui d'avoir autrefois acheminé l'âme allemande vers un ciel qui n'avait plus rien d'allemand.

Voici maintenant que parallèlement à cette apologétique protestante dont les protestans des autres pays déclarent hautement qu'elle diminue Luther en localisant la portée religieuse de son œuvre, parallèlement à ces bizarres essais de renouveau païen qui font du ciel lui-même une sorte de *Hinterland* allemand, certains catholiques, heureusement protégés contre les suprêmes outrances par la rigueur de leur dogme, esquissent à leur tour d'attristans mouvemens de condescendance. Puisqu'ils ne peuvent songer, eux, à exiger un Dieu *kerndeutsch*, hôte du Walhalla, ou un christianisme *kerndeutsch*, sorti de la Wartburg, ils aspireront du moins à conduire les pèlerinages allemands aux pieds de quelque madone qui soit vraiment allemande. Rien de plus frappant, à cet égard, que le sérieux avec

(1) Voyez notre livre : *Vieille France, Jeune Allemagne*, p. 261-269. Paris, 1903.

lequel un prêtre de Munich explique, dans une revue bavaroise, que par égard pour le protestantisme il faut se garder d'une dévotion exagérée pour la Vierge de Lourdes (1). Vise-t-il, d'aventure, les adhésions données naguère par sept archevêques et évêques d'Allemagne à la supplique par laquelle l'évêque de Tarbes sollicitait du Saint-Siège l'extension à l'Église universelle de l'office commémoratif des apparitions de Lourdes? Quelles que soient les démarches, — actes épiscopaux ou pèlerinages populaires, — auxquelles s'appliquent les patriotiques censures de notre ecclésiastique bavarois, c'est vers les madones de la patrie allemande qu'il veut détourner les hommages de ses ouailles. L'Allemagne catholique, depuis le début du xxe siècle, se sentait attirée vers les Pyrénées, pour y prier la Vierge : une association s'était fondée, pour organiser ces pieux exodes ; ils avaient lieu deux fois l'an ; le dernier qui précéda la guerre, en mai 1914, amenait plus de trois mille pèlerins. Et ce même mois de mai 1914 voyait s'acheminer vers Lourdes le neuvième pèlerinage bavarois, le sixième pèlerinage du diocèse de Trèves, le troisième pèlerinage wurtembergeois, le premier pèlerinage badois. Un usage se propageait à travers le Wurtemberg : on y faisait choix de certains sites pittoresques pour y aménager des reproductions de la grotte pyrénéenne. Halte-là! signifie la catholique *Revue générale* de Munich : elle craint que cette émigration des prières, que cet accueil fait à une dévotion française, ne choquent les protestans de l'Empire, avec lesquels elle espère bien qu'après la guerre l'harmonie sera meilleure. « Une lutte inouïe se livre, grondent les *Feuilles mensuelles de l'Allemagne du Sud :* l'existence entière du germanisme est en jeu; il s'agit de savoir si nous ne prierons pas plus volontiers notre madone *allemande* d'Altœtting : certainement, elle ne nous écoutera pas moins que la madone de Lourdes, si nous voulons déjà faire un retour vers notre Seigneur Dieu allemand, qui si visiblement a écouté et béni la prière de notre Empereur protestant et des Allemands de toutes confessions (2). » Pesamment et naïvement, le baron catholique qui signe ces lignes, fait à cette vieille madone, authentiquement indigène, et au « Seigneur Dieu allemand, » l'injure de vouloir rehausser leur piédestal, du même geste fier, et jalousement « germanique, »

(1) *Allgemeine Rundschau*, 11 mars 1916.
(2) *Süddeutsche Monatshefte*, décembre 1915, p. 452.

dont certains autres redressent l'effigie d'Odin. Cette crise passera, j'en ai confiance ; elle aura son terme, au jour où l'orgueil germanique aura connu les humiliations décisives.

VII

Que, par égard pour les susceptibilités nationalistes, les catholiques d'Allemagne songent à changer l'adresse de leurs prières et à rompre avec certaines habitudes de piété, c'est un fait qui déjà mérite surprise. Mais là ne s'arrêtent point leurs concessions : lorsque des verdicts d'ordre moral doivent être portés, la conscience catholique allemande vacille et dévie. Elle souscrivit au début de la guerre le manifeste des quatre-vingt-treize intellectuels : on vit parader parmi eux quelques théologiens catholiques estimés jusque là. Elle adhère, aujourd'hui, avec une allègre désinvolture, aux paradoxes qu'ont inventés, pour justifier la violation de la Belgique, les docteurs politiques de Berlin. M. le professeur Ebers, juriste catholique de Munster, ose écrire : « La France a abaissé la Belgique jusqu'à en faire l'instrument de sa politique de revanche, l'Angleterre a abaissé la Belgique jusqu'à en faire sa contrescarpe. L'Allemagne n'a fait aucun usage du droit qu'elle avait de marcher contre la Belgique parjure ; elle lui a tendu la main pour sauver son autonomie et son indépendance. La Belgique a repoussé cette main, elle n'a qu'à en subir les conséquences (1). » De telles formules consacrent cette hypocrisie en vertu de laquelle l'Allemagne, opprimant un peuple, lui signifie qu'elle le libère, et prétend lui tendre la main même dont elle le frappe. Que les catholiques de Prusse se reportent à trente-cinq ans en arrière, la presse bismarckienne qui voulait alors sceller leur oppression tenait exactement le même genre de propos. « Nous vous tendons la main, leur disait-elle, nous voulons vous libérer de Rome. » C'est parce que leurs prêtres repoussèrent alors cette main, qu'ils subirent la prison, la déposition, l'exil. Et voilà qu'aujourd'hui leurs professeurs sont complices dans cette comédie, tragique s'il en fut, que l'Allemagne déroule en Belgique : à leur tour ils cisèlent l'argument à la faveur duquel l'oppression se présente comme une libération.

(1) Pfeilschifter, *Deutsche Kultur*, p. 116.

Il semblerait que leur catholicisme même, que la santé intellectuelle qui en devrait être le fruit, dussent les élever au-dessus de ces sophismes artificieux, et leur faire abhorrer cette étrange sanction politique de l'identité des contraires. Que leurs intelligences se soient laissé contaminer, je le comprends et l'excuse, mais leurs consciences elles-mêmes, au lieu de demeurer des consciences catholiques, fidèles à la notion du bien et du mal, du juste et de l'injuste, du oui et du non, sont devenues des consciences « allemandes; » et c'est là, pour des consciences, une triste épithète, depuis le jour où l'Allemagne s'est fait connaître comme systématiquement dédaigneuse des « chiffons de papier. »

M. le professeur Sauer, de Fribourg-en-Brisgau, ne parle point en prêtre assurément, ni en archéologue, mais en interprète de la conscience allemande, quand il s'essaie à justifier par des motifs militaires les ruines de nos cathédrales. « La guerre, écrit-il, ne connaît, dans l'entrée en scène et dans l'action des forces dont elle dispose, aucunes barrières et aucun autre intérêt que les siens (1). » Nous voilà loin du droit des gens chrétien, édifié par les papes du Moyen Age, — par des papes contre lesquels d'ailleurs s'insurgea constamment l'esprit d'absolutisme des empereurs de Germanie.

Et c'est au nom de la conscience allemande, mais non point, certes, de la conscience catholique, que la *Revue générale* de Munich fait l'apologie d'une guerre sous-marine ne s'imposant aucunes réserves *(rücksichtslos)* (2). Mais la conscience allemande a des heures de subtilité : elle s'habille, parfois, d'une phraséologie catholique ; elle fouille alors la théologie, le droit canon, les livres ascétiques, pour faire le procès d'un cardinal. M. Julius Bachem, M. Contzen et leurs confrères d'Augsbourg appuient formellement de leur « blâme théologique, » d'un blâme « qu'on ne saurait formuler assez énergiquement, » les menaces et les mesures du gouverneur Bissing contre le cardinal Mercier. A les entendre, le primat de Belgique « fait de sa dignité ecclésiastique un abus inqualifiable, et des dommages peuvent en résulter pour les intérêts de la religion (3), » et M. Schwering se

(1) Pfeilschifter, *Deutsche Kultur*, p 182.

(2) *Allgemeine Rundschau*, 25 mars 1916, p. 203. De même, la *Gazette populaire de Cologne* a appuyé de toutes ses forces le programme du grand amiral Tirpitz, et approuve l'assassinat juridique du capitaine Fryatt.

(3) Voyez Lebreton, *Études*, 20 mai 1916, pp. 443-447.

lamente sur ces pauvres Flamands si maltraités, eux bons Germains, par cet archevêque hostile au germanisme (1). Le cardinal Mercier continuera d'incarner la fierté de son peuple, la liberté de son Église, la dignité de l'âme humaine, en face des verdicts théologiques élaborés par la conscience allemande.

Il est d'ailleurs frappant qu'aux heures où cette conscience affecte de vouloir s'abreuver aux sources mêmes de la Révélation, elle commence par y faire un choix audacieux : laissant de côté l'Évangile, elle se replie, elle se concentre sur certains textes de l'Ancien Testament. J'ai sous les yeux un petit livre de M. Peters, professeur de théologie à Paderborn, dont la couverture se pavoise des couleurs allemandes. Il s'appelle : *La Guerre du Seigneur, lectures bibliques, prières et chants pour le temps de guerre, tirés de l'Ancien Testament* (2). Il est dédié aux « lutteurs de Dieu. » « Nos soldats, y lisons-nous, sont en bataille, aujourd'hui, pour le maintien des idées fondamentales de la moralité chrétienne dans la vie des peuples. C'est une guerre de Dieu, un combat pour Dieu et pour la loi divine, pour le christianisme et la culture chrétienne... C'est une sainte guerre de Dieu, comme l'étaient les guerres du Seigneur, pour lesquelles le peuple de Dieu s'élança si souvent contre Égyptiens et Amalécites, Moabites et Chananéens, Madianites et Amorrhéens, Philistins et Assyriens, Babyloniens et Syriens. » Là-dessus, M. Peters aligne plusieurs passages des saints Livres sur les antiques guerres judaïques, et puis un certain nombre de psaumes ; et cet ensemble compose une sorte de manuel du croisé allemand, tiré de l'Écriture.

Bossuet pensait aussi, lui, qu'on devait rechercher dans l'Écriture certaines leçons pour les États ; mais Bossuet ne perdait pas de vue qu'à l'Ancien Testament l'Évangile avait succédé, et il écrivait : « On peut rabattre de cette rigueur ce que l'esprit de douceur et de clémence inspire dans la loi nouvelle, de peur qu'il nous soit dit, comme à tous ces disciples qui voulaient tout foudroyer : « Vous ne songez pas de quel esprit vous êtes. » (Luc, II, 55.) Un vainqueur chrétien doit épargner le sang, et l'esprit de l'Évangile est là-dessus bien différent de celui de la loi (3). » Le théologien de Paderborn est plus exclusif que

(1) *Allgemeine Rundschau*, 15 avril 1916, p. 264-265.
(2) *Der Krieg des Herrn*. Paderborn. 1914.
(3) *Politique tirée de l'Écriture sainte*, livre IX, art. 6, propos. 10.

l'évêque de Meaux : le dernier livre de l'Écriture auquel il se réfère pour l'instruction des soldats en guerre est le livre des Macchabées. L'Allemand catholique doit-il donc se battre comme si le Christ n'était pas venu ?

VIII

La Réforme du XVIe siècle voulut revenir au pur Évangile et directement prendre contact avec le Christ; au terme de cet élan qui remontait quinze siècles d'histoire, il se trouva que certaines âmes avaient fait régression au delà de saint Paul, au delà même du Christ, et qu'elles s'étaient enracinées dans un certain esprit d'exclusivisme religieux, qui les amenait, comme autrefois le peuple d'Israël, à se distinguer de tout le reste des hommes, et à s'opposer à eux. L'Ancien Testament en main, puritains de Cromwell et Genevois de Calvin se considéraient comme les élus spéciaux de Dieu, comme les privilégiés d'une exceptionnelle vocation, comme formant des groupemens de choix, étrangers et supérieurs à l'ensemble de leurs frères humains : l'humanité, pour eux, apparaissait comme une sorte de gentilité; et la façon qu'ils avaient de lire la Bible abolissait en eux l'intelligence de l'Évangile et de saint Paul. L'Allemagne prussienne devint à son tour victime de ces mauvaises méthodes de lecture : ses pasteurs lui ont redit à satiété qu'elle était le peuple élu ; l'évangélisme allemand a laissé prévaloir l'esprit d'exclusivisme de l'ancienne Alliance sur l'esprit de douceur et de paix dont l'Évangile demeure le messager. Mais si les origines exclusivement germaniques de la Réforme luthérienne la prédisposaient à un certain nationalisme religieux, pouvait-on s'attendre à ce que cet esprit d'orgueilleuse élection, qui érige la morgue nationale en vocation divine, se propageât parmi les dirigeans du catholicisme allemand ?

Une des personnalités les plus notables de l'*Association populaire pour l'Allemagne catholique*, M. Brauns, compare nettement l'Allemagne au peuple d'Israël; et c'est du haut de la chaire qu'il esquisse le parallèle.

C'est le créateur et le maître du monde, dit-il, qui a donné aux Allemands des qualités et des talens spéciaux, et qui nous ordonne de pulluler avec ces talens pour la plus grande gloire de Dieu et le salut de l'humanité. Chaque peuple qui a en lui la force suffisante, qui produit les

hommes nécessaires, qui a de hautes vertus morales et des qualités matérielles, a reçu de Dieu une mission comme il advint pour le peuple d'Israël. Quand la haine et l'envie nous dénient cette mission, nous avons le droit absolu et même le devoir strict de saisir l'épée.

Or il se trouve que le peuple pourvu par Dieu d'une telle mission est à l'étroit dans ses frontières : et de cette autre circonstance, M. Brauns, — toujours du haut de la chaire, — conclut que, pour le mettre plus au large, des conflits peuvent s'imposer.

Du fait de sa mission divine et du fait de sa richesse en population, l'Allemagne tient des droits, — droits supérieurs aux anciens principes qui réglaient les rapports des peuples.

Il n'a pas été donné à ceux qui ont posé ces principes, explique M. Brauns, de voir le grandiose développement de la culture de peuples d'importance planétaire indépendans et juxtaposés, la construction parfaite de l'organisme de l'État, l'enchevêtrement et la complexité de toutes ces questions. C'est le résultat de la dernière évolution. Les problèmes économiques et sociaux de l'avenir ne se posent plus comme dans le passé... Si l'on étudie à fond la vie des peuples et des États, si l'on recherche les conditions de leur développement, si l'on explore les débuts de l'évolution de la civilisation de l'humanité tout entière ainsi que ses tendances actuelles, on sera amené à reconnaître qu'un peuple peut être forcé de recourir aux armes, même pour un but d'agression, afin d'épanouir, librement et indépendamment des autres peuples, la vie à laquelle il a droit, grâce à la saine fécondité de sa population et à ses aptitudes civilisatrices et morales (1).

L'éloquence religieuse, ainsi maniée, devient un instrument d'État. Elle ne va pas jusqu'à dire, comme l'affirmait à l'occasion de la Pentecôte un organe conservateur de Berlin, que cette fête est la fête de l'esprit allemand, et que l'Esprit-Saint et l'esprit allemand sont inséparables (2). Mais si la correction théologique éloigne M. Brauns d'une phraséologie ridicule, je trouve peut-être plus dangereuse la subtile façon dont il sanctifie, à proprement parler, la mission de l'Allemagne et ses belliqueuses méthodes; et ce n'est point seulement des écrits philosophiques d'outre-Rhin, mais de certains sermons également, que l'on peut dire, avec le très regretté Victor Delbos, que la doctrine n'y est qu'« un vernis intellectuel dont l'Allemagne recouvre la simple affirmation de sa cupidité et de ses instincts. »

(1) Nous empruntons ces citations au périodique dirigé par M. le chanoine Gaudeau : *La Foi catholique*, janvier-mars 1916, p. 29-35.

(2) *Koelnische Volkszeitung*, 15 juin 1916.

IX

Voilà deux années, bientôt, que se prolongent et s'aggravent ces complaisances étranges qui tendent à faire de la théologie la servante de la politique, et d'une politique de proie. On ne remarque pas qu'en face de ces courtoisies excessives la *Ligue évangélique* se soit relâchée de son hostilité. Les suggestions de paix religieuse que développait dernièrement un théologien protestant d'Erlangen, M. Bachmann (1), ne trouveront assurément dans les conseils de cette *Ligue* aucun écho. Ne faisait-elle pas imprimer, au dernier mois de décembre, le discours médiocrement prophétique, mais éminemment significatif, par lequel le surintendant Brüssau, à la veille de la guerre, avait annoncé le commun triomphe de l'Allemagne et de Luther? Ce discours avait été un soufflet pour toute la fraction catholique de l'armée allemande : les catholiques furent péniblement surpris de voir que la *Ligue évangélique* en multipliait l'écho. Le professeur Dunkmann, en 1915, publiait dans une revue protestante un article qui faisait espérer aux catholiques que, pour lui tout au moins, l'équation entre germanisme et protestantisme avait cessé d'exister; mais les voici tout déçus, en 1916, parce que, dans un certain manifeste sur l'avenir du protestantisme, il affirme que ce n'est que par le « principe de civilisation protestante » que les puissances centrales pourront être victorieuses; et l'un d'eux, qui me fait l'honneur de penser à moi en lisant M. Dunkmann, avoue naïvement que je pourrais bien trouver en ces pages de quoi me repaître *(neue Nahrung)* (2). Mais non, je ne m'en repaîtrai point, non plus que de tant d'autres, plus acerbes, où se révèle une passion si violente, que la *Gazette populaire de Cologne* se laisse aller, elle-même, à d'anxieux pronostics :

> Une telle passion, dit-elle, peut nous donner un avant-goût des luttes intensives après la guerre. Il est nécessaire que, du côté positif et chrétien, on se prépare dès maintenant aux chaudes luttes décisives qui nous attendent après la guerre avec la plus grande certitude (3).

(1) *Allgemeine Evangelisch-lutherische Kirchenzeitung*, 21 et 28 janvier 1916.
(2) *Allgemeine Rundschau*, 29 avril 1916, p. 298.
(3) *Koelnische Volkszeitung*, 15 mars 1916.

Déjà certains entrevoient le point de départ de ces luttes ; déjà nous les voyons définir le tout prochain *casus belli*. Devant eux, un vaste plan s'étudie, à l'instigation d'un professeur d'Iéna, pour unifier toutes les Églises évangéliques allemandes sous l'hégémonie de l'Empire (1). Ils pressentent qu'une fois l'établissement évangélique dûment asservi, l'Empire se retournera vers l'établissement catholique pour le subordonner à son tour. Les aspirations du pouvoir civil à régner sur l'Église déchaînèrent le premier *Kulturkampf;* il leur semble que derechef ces aspirations s'éveillent, déjà prêtes à en déchaîner un second.

Les catholiques auront donc à lutter, ils le savent. Pour conjurer l'orage, ils veulent avoir fait tous les sacrifices, même parfois celui de leur devoir. Ils sont fils et petits-fils, pourtant, de ces vainqueurs du *Kulturkampf*, qui n'immolèrent jamais au désir d'une paix factice l'esprit d'intégrité chrétienne.

Plus heureuse que les Églises évangéliques, qui, de par leur constitution même, sont comme encerclées dans le cadre de l'État, et qui dès lors doivent régler leurs jugemens moraux et politiques sur ceux du maître impérial, l'Église catholique d'Allemagne trouvera tôt ou tard, nous l'espérons, dans le sentiment de ses liens supérieurs avec le reste de la catholicité, le remède aux aberrations inconscientes d'un certain nombre de ses fidèles, aux aberrations conscientes d'un certain nombre de ses professeurs. Égarés qu'ils sont par l'atmosphère de nationalisme religieux dans laquelle les fait vivre l'Empire évangélique, ils ont besoin de réapprendre, à l'école de Rome, que, sous le règne du Nouveau Testament, aucune des nations chrétiennes ne peut prétendre à cette sorte d'élection qui fut celle du peuple juif ; et qu'elles sont toutes ensemble les membres d'un même corps ; et que le rôle à jouer dans ce corps ne peut être qu'un rôle de membres. Obnubilés qu'ils sont par l'atmosphère de relativisme philosophique qu'a créée la pensée allemande, il leur faut s'imprégner à nouveau d'une doctrine conforme à la droite raison, d'une doctrine qui n'a pas renoncé à définir ce qu'est la vérité. Volontiers dédaignaient-ils la théologie romaine ; un docteur de Rome, murmuraient-ils parfois, n'est qu'un âne en Germanie : *doctor Romanus, asinus Germanicus*. Tout fiers qu'ils soient, eux, d'être des docteurs de Ger-

(1) Reichmann, *Stimmen der Zeit*, XC (1916), pp. 421 et suiv

manie, ils agiront sagement en redemandant aux docteurs de Rome les principes absolus de morale, supérieurs aux caprices du souverain, supérieurs aux aspirations des peuples. Paralysés qu'ils sont, enfin, par une sorte de crainte angoissée d'un second *Kulturkampf*, c'est à l'école, encore, de l'intransigeance romaine, qu'ils reprendront l'habitude de considérer la persécution comme un honneur et de la préférer aux concessions intellectuelles qui lèsent la vérité, aux coquetteries politiques qui dérogent à la dignité. C'est seulement en redevenant pleinement catholiques, qu'ils se dégageront de cet immense fatras d'erreurs « nationales, » instigatrices de crimes « patriotiques, » auxquelles s'abandonne avec une sorte de délire la pensée germanique.

Les déviations de l'orgueil et le cynisme des maximes ont isolé le peuple allemand dans la famille humaine ; il s'est rendu comme étranger à cette famille ; et les révoltes de conscience qu'il a provoquées d'un bout à l'autre du monde ont ratifié cette sorte d'ostracisme qu'à force de jouer au surhomme il semble avoir, tout le premier, décrété contre lui-même. Ce n'est pas en voulant être plus Allemands que le commun des Allemands, ce n'est pas en se faisant les émules des plus extravagans pangermanistes, que les catholiques d'Allemagne aideront à la réintégration de leur peuple dans la famille humaine, et qu'ils avanceront pour leur peuple l'heure du pardon. Il faudra du temps, beaucoup de temps, dans l'Ancien Monde et dans le Nouveau, pour que le désarmement des consciences, atrocement froissées par les gestes de l'Allemagne, succède à la démobilisation des armées : les catholiques d'Allemagne s'en rendent-ils compte ? Prévoient-ils que la civilisation n'oubliera pas facilement l'attitude criminelle de la *Kultur ?* Leur catholicisme, s'ils veulent bien en prendre nettement conscience et déclarer humblement qu'ils en ont conscience, peut leur redevenir un lien avec une partie de l'humanité. Mais pour qu'ils puissent et qu'ils osent se prévaloir de ce lien, il faudra que leurs jugemens sur leur propre patrie, et sur les agissemens de cette patrie, s'inspirent désormais de la morale catholique, et non point de la morale impériale ; il faudra qu'ils renoncent à chercher à Berlin la science du bien et du mal. Et déjà peut-être, si nous en croyons certaines rumeurs, on voit s'éveiller au cœur des foules bavaroises, sous le regard gêné des chefs catholiques officiels, je ne sais quel regret du temps où

la Bavière, membre d'un Saint Empire catholique dont la cime était à Vienne, échappait à toutes les servitudes intellectuelles, à toutes les servitudes de conscience, qu'impose l' « évangélique » suzeraineté des Hohenzollern. L'avenir mesurera la force de ces regrets; l'avenir calculera de quel poids ils devront peser dans les décisions futures.

« Le nouvel Empire, écrivait dernièrement le professeur F. X. Foerster, est né de l'esprit païen, de l'individualisme purement national et égoïste qui a pris possession de l'humanité depuis la Renaissance, qui a trouvé en Bismarck son praticien le plus génial et le plus conséquent, et qui devait fatalement aboutir à une catastrophe, comme tout ce qui dans le monde essaie d'agir ou d'édifier contre l'esprit de la vérité chrétienne (1). »

La *Ligue évangélique*, ayant eu connaissance de cette définition de l'Empire, a fait instruire contre le professeur Foerster une sorte de procès en hérésie par l'Université de Munich, et l'a fait condamner. Un Mallinckrodt, dans les années qui suivirent immédiatement l'autre guerre, eût signé ces lignes délinquantes; un Ketteler les eût commentées. Mais pas un seul instant je n'ai cru que, sur les bancs du Centre actuel, quelqu'un pût se lever pour défendre contre la *Ligue évangélique* la liberté universitaire et pour partager avec M. le professeur Foerster l'honneur de préciser, au nom de la « vérité chrétienne, » ce qu'est en réalité l' « Empire évangélique. »

GEORGES GOYAU.

(1) *Friedenswarte*. juin 1916 (cité dans le *Temps*, 21 juin 1916).

UN
GRAND ÉGYPTOLOGUE FRANÇAIS

GASTON MASPERO

La France vient de perdre, en la personne de Gaston Maspero, le maître le plus autorisé de l'égyptologie contemporaine, un de ses savans les plus illustres, un de ceux qui, par ses travaux, par son action, par sa vie entière, lui ont fait le plus d'honneur.

A l'émotion profonde des premiers jours, doit succéder maintenant, parmi ses confrères et ses amis, comme parmi tous ceux qui ont profité de sa science, le recueillement pieux du souvenir. Au moment où une vie si utile, si active, si bien remplie, vient de se terminer, il importe d'en rappeler sommairement les traits caractéristiques, afin d'en faire mieux apprécier toute la valeur. Elle a été, dans sa simplicité, dans sa rectitude, un bel exemple de volonté constante, de développement méthodique et continu, d'attachement passionné à un même labeur, poursuivi sans hésitation ni défaillance depuis l'adolescence jusqu'à la vieillesse. Elle a été aussi, par les qualités intellectuelles et morales qui l'ont honorée, une insigne manifestation de tout ce qui vaut chez nous aux véritables savans estime et respect. Qu'il soit permis à un des plus anciens amis de Maspero, à un des témoins attristés de sa fin subite, de dire ici, en ravivant ses souvenirs, ce qu'il a été, ce qu'il a voulu, ce qu'il a fait.

I

Né à Paris, le 23 juin 1846, Gaston-Camille-Charles Maspero était, par sa famille, d'origine italienne. Peut-être dut-il à cette ascendance quelque chose des qualités que l'on attribue communément à nos voisins d'au delà des Alpes, la finesse et la souplesse de l'intelligence. Mais ce qui semble avoir prédominé en lui de bonne heure, ce fut la curiosité sérieuse, associée à une remarquable volonté de travail. Il était doué, en outre, d'une rare faculté d'assimilation et d'une mémoire excellente. Il fit ses études comme interne au lycée Louis-le-Grand, de 1853 à 1865. Il se destinait à l'École normale, et son goût très prononcé pour les études historiques pouvait faire pressentir de loin son orientation future. D'ailleurs, il ne négligeait rien et réussissait en tout. De bonne heure, il trouva sa voie. Lui-même aimait à rappeler plus tard comment sa vocation d'égyptologue s'était éveillée devant le simple spécimen d'écriture hiéroglyphique que donnait le *Manuel d'Histoire ancienne* de Duruy. Son esprit pénétrant et réfléchi, stimulé par un sens très vif de la réalité vivante, avait entrevu là autre chose qu'un objet de pure curiosité. Il se mit à fréquenter le musée égyptien du Louvre, il s'arrêta devant ces monumens et ces inscriptions auxquels la plupart des visiteurs n'accordent guère qu'un regard rapide en passant. Voulant absolument les comprendre, c'est-à-dire en somme se rendre compte de ce qu'avait été le peuple dont ils représentaient les idées et les croyances, les mœurs et les sentimens, il se procura, sur ses très modiques ressources, quelques mémoires des égyptologues les plus renommés alors, de Chabas, d'Emmanuel de Rougé. Il les étudia comme il savait étudier. En rhétorique, il déchiffrait déjà cette écriture dont le secret n'était encore connu que de bien peu d'adeptes. Cela ne l'empêchait d'ailleurs aucunement de posséder autant de grec et de latin que n'importe qui d'entre ses condisciples. En 1865, à dix-neuf ans, il était reçu à l'École normale dans la section des lettres.

Cette adolescence, austère et studieuse, l'avait mûri, sans lui faire perdre l'entrain ni la vaillante humeur de la vingtième année. Reçu licencié en 1866, il s'adonnait plus spécialement, dès sa seconde année d'École, à l'histoire, en vue de

préparer l'agrégation. Le travail énorme qu'exigeait alors cette préparation semblait léger pour lui. Non seulement il y associait ses études personnelles d'égyptologie, qui l'occupaient plus que jamais, mais son esprit demeurait ouvert à tout. Il faisait un jour, devant notre excellent maître, Jules Zeller, une leçon des mieux documentées sur la journée d'un empereur de Byzance, d'après les textes du temps; mais, simultanément, il lisait un peu de tout, y compris les poètes contemporains, dévorait notamment la *Légende des siècles* de Victor Hugo, dont il savait par cœur des morceaux étendus, et se complaisait fort aux romans de Dickens, qui lui offraient d'ailleurs l'occasion de perfectionner, en commun avec un de ses camarades, sa connaissance de l'anglais. Les joyeuses aventures de M. Pickwick le délectaient particulièrement; car il y avait, dans cette nature profondément sérieuse, un côté enjoué et une sorte de naïveté de jeunesse, qui lui prêtaient un charme très vif. Sans être musicien, il aimait la musique et il avait appris à lire une partition. Il fréquentait assidûment les concerts populaires que donnait alors, chaque dimanche, le vaillant Pasdeloup. C'était de plus, en ce temps lointain, un grand amateur de sports et de jeux. Aucun de ses camarades n'était plus assidu ni plus ardent que lui à la partie de barres ou aux exercices de gymnastique qui suivaient généralement le repas de midi, et aucun n'y avait plus de succès. Il se faisait ainsi le tempérament robuste qui, plus tard, devait lui permettre de supporter longtemps la fatigue, sous le climat de l'Égypte.

Une circonstance imprévue l'empêcha de se présenter à l'agrégation d'histoire en 1868, comme il en avait eu l'intention. A cette date, il avait quitté l'École depuis un an. A la suite d'une de ces manifestations politiques auxquelles la jeunesse s'est laissé entraîner de tout temps, il avait été victime d'une mesure répressive, de la part d'une administration timorée, qui aggrava l'importance des faits, au lieu de s'appliquer à les atténuer. Profitant aussitôt d'une occasion qui s'offrait à lui, il était parti bravement pour l'Amérique du Sud, et il servait d'auxiliaire, dans l'Uruguay, à un savant de Montevideo, qui prétendait démontrer qu'une des langues du Pérou était un dialecte sanscrit. Maspero, sans doute, fit intérieurement toutes les réserves nécessaires, mais il gagna du moins à cet exil temporaire ce qu'on gagne toujours à voyager, une plus ample expé-

rience ; et, en outre, il put ainsi jeter un coup d'œil sur le domaine, bien peu exploré alors, des antiquités et des langues américaines. Cette aventure le détourna de l'enseignement secondaire : il n'eut pas à le regretter.

Un an auparavant, une rencontre plus ou moins fortuite l'avait mis en relations avec le grand égyptologue français Mariette, de passage à Paris. Celui-ci, informé de ses études et de son savoir précoce, avait voulu le mettre à l'épreuve, en lui faisant traduire deux textes récemment découverts, notamment la stèle dite *du Songe*, trouvée par lui-même et encore inédite. Le succès fut complet. La traduction du jeune normalien parut dans la *Revue archéologique*. Elle le classa parmi les égyptologues, entre lesquels son éducation universitaire devait lui assurer rapidement un rang d'honneur.

II

L'École pratique des Hautes-Études venait d'être fondée en 1868 par Victor Duruy. Maspero, peu après son retour d'Amérique, y entra, en 1869, comme répétiteur de langue et d'archéologie égyptiennes. Quatre ans plus tard, en 1873, il présentait à la Faculté des lettres de Paris deux thèses qui lui valurent le titre de docteur ès lettres. Toutes deux, bien entendu, se rapportaient à ses études favorites : la thèse principale traitait du *Genre épistolaire chez les anciens Égyptiens*. C'était la première fois que l'égyptologie affrontait le jugement de la Faculté. Celle-ci n'eut qu'une courte hésitation. En accueillant la science nouvelle, elle lui reconnut droit de cité dans l'Université.

Cette science, qui avait dû, comme on le sait, son premier essor aux admirables découvertes de Champollion, avait pris pied avec lui au Collège de France dès 1831. Elle était française d'origine, elle recevait en France une investiture officielle. Bien que Letronne, qui occupa, de 1832 à 1848, la chaire laissée vacante par la mort prématurée de Champollion, ne fût pas à proprement parler un égyptologue, il rendit à l'égyptologie de réels services, en lui apportant le concours de sa grande érudition d'helléniste et de sa critique pénétrante. Il eut pour successeur Charles Lenormant, dont les connaissances archéologiques lui profitèrent aussi. Mais les progrès qu'elle avait faits pendant ce temps se manifestèrent surtout par l'enseignement

d'Emmanuel de Rougé, spécialiste éminent, qui professa au Collège, de 1860 à 1872. Quand sa mort rendit vacante la chaire qu'il avait si brillamment occupée, on pouvait être embarrassé pour lui trouver un digne successeur. Le choix de l'assemblée des professeurs se porta sur le jeune répétiteur de l'École des Hautes-Études, qui, depuis près de cinq ans, attestait, par ses leçons et par ses travaux, les progrès constans de son savoir. Il fut proposé en première ligne, à l'âge de vingt-six ans. Un peu effrayé d'un accès si rapide aux honneurs, le ministre réfléchit longuement, puis fit de lui un chargé de cours; ce fut seulement le 4 février 1874, que son successeur le nomma titulaire.

Maspero a donc été professeur de philologie et d'archéologie égyptiennes au Collège de France pendant près de quarante-deux ans, de 1874 à 1916. Ce long enseignement fut, il est vrai, interrompu à deux reprises par ses séjours en Égypte, dont l'un dura près de six ans et l'autre quatorze; soit, en tout, une absence d'une vingtaine d'années. Il reste qu'il a professé en personne au Collège pendant environ vingt-deux ans et, simultanément, à l'École des Hautes-Études pendant une durée presque égale.

Ce n'est pas ici le lieu de s'étendre sur ce côté, par trop spécial, de son activité scientifique. Disons simplement que, grâce à sa double fonction de professeur et à son esprit d'organisation, il fut à même de donner un enseignement d'égyptologie plus complet et plus coordonné que cela n'avait été possible auparavant. Ses cours ont roulé sur l'archéologie, l'histoire, la grammaire, l'explication des textes, la religion. Il y manifestait au plus haut degré cette variété d'aptitudes et de connaissances qui l'a toujours servi merveilleusement. Visant avant tout aux résultats utiles, il n'a jamais cherché à grossir son public en lui présentant des exposés brillans, mais plus ou moins superficiels. Il s'adressait à un petit nombre d'auditeurs, qu'il se proposait d'instruire véritablement. Plusieurs de ses élèves sont devenus à leur tour des maîtres.

A l'École des Hautes-Études était réservé l'enseignement d'initiation, comprenant les élémens de la langue et les exercices de traduction faits par les élèves eux-mêmes sous sa direction. Dans ses leçons du Collège de France, il exposait en général soit les résultats de ses études personnelles, soit ceux des plus récentes découvertes, discutant les questions douteuses,

développant ses propres vues, à l'aide des textes qu'il traduisait et commentait. Ceux dont il avait à faire usage étaient souvent des textes non interprétés encore, dont beaucoup de parties étaient extrêmement obscures, sinon inintelligibles, pour les meilleurs égyptologues. Maspero s'attaquait hardiment aux difficultés, sans craindre de compromettre son autorité de savant dans des tentatives nécessairement conjecturales. Il croyait au raisonnement bien conduit. Sa méthode consistait à étudier successivement les diverses interprétations possibles, à éliminer, par une critique serrée, celles qu'il jugeait inacceptables, à mener ainsi les esprits, à travers une série de déductions coordonnées et progressives, vers la seule qui lui parût vraiment satisfaisante. Il y avait, dans sa manière de faire, de la loyauté, de la hardiesse, de la confiance en la raison. Il y mêlait souvent des intuitions heureuses. Et, à supposer que la solution proposée ne fût pas définitive, la démonstration en elle-même constituait une leçon excellente, qui, d'ailleurs, avait fait surgir, chemin faisant, quantité d'aperçus ingénieux, de suggestions profitables.

L'égyptien des anciens monumens, par l'obscurité de ses formules surabondantes, par l'indécision de ses constructions, offre au traducteur des difficultés toutes particulières, presque insurmontables parfois. Une exactitude rigoureuse est indispensable, et pourtant il faut bien s'arranger pour être compris. Maspero s'était fait, comme traducteur, une méthode, et il en a donné d'innombrables exemples, qui ont fait loi, en France du moins. Ce ne fut pas le moindre des services rendus par son enseignement.

III

Mais, quelle qu'ait été l'importance de son rôle comme professeur, ce qu'il a fait pour la science pendant ses séjours en Égypte fut encore, à n'en pas douter, supérieur en valeur comme en notoriété.

Au cours de l'année 1880, l'état de santé de Mariette, qui avait si glorieusement représenté la science française en Égypte, laissait prévoir sa fin prochaine. Il était à craindre qu'après lui notre influence n'y fût supplantée par celle de l'Allemagne. Pour prévenir ce danger, le ministre de l'Instruction publique,

grâce à l'initiative prévoyante de M. Xavier Charmes, conçut l'heureuse idée d'y établir, au Caire, une mission permanente. Maspero se trouvait naturellement désigné pour en être le chef. Il accepta ce titre avec toutes ses responsabilités, et, en décembre 1880, ayant tout préparé avec son activité coutumière, il partait, accompagné de deux élèves égyptologues, MM. Loret et Bouriant, d'un arabisant, M. Dulac, et d'un dessinateur, M. Bourgoin. De cette mission devait naître l'Institut français d'archéologie orientale.

La savante colonie arriva au Caire le 5 janvier 1881. Mariette était mourant. Il eut à peine le temps d'accueillir celui qui allait si heureusement continuer et développer son œuvre. Il succombait le 18 du même mois, laissant vacante la charge de directeur des fouilles et du musée de Boulaq. Elle fut donnée à Maspero le 8 février suivant.

C'était une grande joie pour cet égyptologue passionné que de se trouver ainsi transporté tout à coup au milieu de ces monumens qu'il n'avait pu étudier jusque là que dans des livres ou des documens écrits. Il allait enfin pouvoir les interroger par lui-même, en découvrir de nouveaux, faire connaissance directe avec les lieux où les anciens Égyptiens avaient vécu, s'expliquer le passé par une comparaison incessante avec le présent. Il lui devenait possible de vérifier ce qu'il avait pressenti, de compléter ce qu'il avait seulement ébauché. Aussi, malgré la lourde charge d'un service à organiser, malgré les difficultés et les dangers suscités par la révolte d'Arabi pacha en 1882, ce premier séjour en Égypte fut-il pour Maspero une période d'intense activité scientifique et de remarquables découvertes (1).

Il avait ses desseins. Il apportait avec lui d'importantes questions à résoudre. Sa première ambition fut de demander aux pyramides leur secret, entrevu seulement par Mariette dans les derniers mois de sa vie, à la suite de la découverte de la sépulture royale de Méthésouphis. A peine installé dans ses fonctions, il faisait attaquer, à Sakkarah, la pyramide du roi Ounas, et il avait la satisfaction de voir immédiatement se développer la

(1) Rappelé en France par un ordre du gouvernement au moment où l'explosion du fanatisme mettait en grand péril la vie des étrangers, il sut, par sa présence d'esprit, assurer le départ et le salut de tous ceux dont la sécurité lui était particulièrement confiée. Il revint en Égypte, quelques mois plus tard, dès que cela fut possible.

démonstration commencée. On y découvrait, non seulement le sarcophage royal, mais toute une série de textes hiéroglyphiques, contenant des formules de rituel, des prières destinées à préserver le défunt des mauvaises rencontres dans le monde infernal et à lui assurer une existence bienheureuse. On apprenait ainsi ce qu'on pouvait demander à ces antiques monumens, et, du même coup, apparaissait presque tout l'ensemble des croyances qui s'y rattachaient. Continuant ses fouilles révélatrices, il explorait successivement, dans le même lieu, les pyramides de Pépi Ier, Pépi II, Téti III. Le déchiffrement des inscriptions qui tapissaient les parois intérieures de ces vieilles sépultures lui permettait de reconstituer la série des rites en usage sous l'ancien Empire, au temps de la Ve et de la VIe dynastie. Rien encore n'avait projeté tant de lumière sur la religion de l'Égypte et sa première civilisation. Et, comme cette religion elle-même se montrait pleine de survivances des âges précédens, on pouvait désormais apercevoir, à travers ce passé si lointain déjà, un autre passé plus lointain encore, dont on n'avait eu jusque là aucune notion. Une telle découverte faisait faire un grand pas aux études égyptologiques. Elle aurait suffi, seule, à assurer le renom de son auteur.

Il est impossible, naturellement, de rapporter ici, année par année, les travaux d'exploration qui remplirent cette période de 1881 à 1886, où chaque saison de fouilles apportait à l'infatigable chercheur des résultats merveilleux. Il les a exposés lui-même, avec une exactitude et une précision qui ne laissent rien à désirer, dans une série de rapports annuels, qui sont autant de documens précieux. Publiés dans le *Bulletin de l'Institut égyptien*, en 1885 et 1886, ils y seront longtemps consultés par les spécialistes.

Pendant tout ce temps, malgré les circonstances défavorables signalées plus haut, il réussit à maintenir en pleine activité les chantiers ouverts par Mariette et à en ouvrir lui-même de nouveaux pour une exploration méthodique des vieilles nécropoles. On y travaillait soit à consolider les temples qui menaçaient ruine, soit à déblayer les édifices à demi ensevelis ou dont l'accès avait été peu à peu fermé par l'entassement confus des débris. Rien, du reste, ne se faisait au hasard. Il avait en tête tout un plan de travail méthodique, qui devait se développer peu à peu Et, pour le mener à bien, quand les res-

sources lui manquaient, il savait s'en procurer en faisant appel au public. C'est ainsi qu'avec le produit d'une souscription ouverte par le *Journal des Débats*, il put commencer le travail qui a dégagé en partie le Grand Sphinx de Gizeh du monceau de sable d'où émergeait sa tête mutilée. C'est ainsi encore qu'à partir de 1884, il entreprenait de rendre au jour le célèbre temple de Louxor, enfoui sous la butte où s'élève le village du même nom. Il s'agissait de faire revivre un des souvenirs magnifiques de l'antique « Thèbes aux cent portes, » de la ville des Thoutmès, des Aménothès, des Séti et des Ramsès. Grâce à lui, l'œuvre immense d'Aménothès III, le Memnon des Grecs, et de Ramsès II, leur Sésostris, fut, en partie au moins, rendue à l'admiration des visiteurs modernes. D'autres ont continué ce qu'il avait commencé; mais il est juste que la meilleure part d'une reconnaissance bien méritée remonte à lui.

Ce fut à peu de distance de là, sur l'autre rive du Nil, qu'il fit, en 1881, une de ses plus retentissantes trouvailles, celle des momies royales, actuellement exposées au musée du Caire. Celle-là fut vraiment due à son génie de chercheur. Depuis plusieurs années, avant même de venir en Égypte, son attention clairvoyante, à laquelle rien n'échappait, avait relevé certains indices qui lui donnaient lieu de soupçonner qu'une cachette importante devait se trouver dans cette région. Dès qu'il en eut le moyen, il entreprit une enquête en règle. Il la conduisit avec autant de fermeté que d'adresse. Pressé de questions et réduit aux aveux, un homme du pays dut enfin révéler l'existence d'un puits ignoré, près du sanctuaire de Déir-el-Bahari. Maspero le fit fouiller. On sait comment il en exhuma bientôt onze momies royales des XVIIIe, XIXe et XXe dynasties, ainsi que celles de reines et princesses du même temps, sans compter les restes d'un important mobilier funéraire. Cette découverte sensationnelle fit en son temps grand bruit dans le monde. Arrachés à la nuit de ce souterrain, où ils gisaient abandonnés, les vieux rois d'Ouasit revinrent à la lumière du jour en plein XIXe siècle, et ils trouvèrent, dans une vitrine de musée, le genre de popularité auquel, assurément, ils s'étaient le moins attendus.

Ces travaux assidus et les effets du climat de l'Égypte n'avaient pas été sans exercer une fâcheuse influence sur la santé de Maspero.

On a vu plus haut qu'il dut revenir en France en 1886 et y séjourna jusqu'en 1899. La seconde période de son activité archéologique en Égypte s'étend de la fin de 1899 jusqu'en 1914, date de son retour définitif.

IV

Cette seconde période eut un caractère un peu différent de la première. L'influence anglaise avait modifié déjà et modifiait de plus en plus l'administration khédiviale. La pacification du pays, l'ordre qui s'y établit, le mouvement de réorganisation qui s'y fit sentir à partir de 1886, le développement de ses relations commerciales, y attiraient une foule toujours croissante d'étrangers. Des entreprises s'organisaient pour y amener des caravanes de visiteurs et pour les promener à forfait parmi les monumens de l'antiquité. Le vieux musée de Boulaq, devenu insuffisant, avait été transporté en 1890 à Gizeh, dans l'ancien palais d'Ismaïl pacha, fort mal approprié à sa destination nouvelle. Mais on achevait, en 1901, de lui préparer un nouveau domicile sur l'autre rive du fleuve, dans le plus beau quartier du Caire, à Qasr en-Nil, et, en 1902, le nouveau directeur inaugurait l'édifice, élevé, un peu à la hâte malheureusement, sur les plans, excellens d'ailleurs, de l'architecte français Dourgnon. Lui-même s'installait, tout près de ses collections, dans l'élégante demeure, d'aspect oriental, où nombre de Français et d'étrangers ont trouvé l'accueil le plus hospitalier. C'est là qu'il a passé quatorze années d'un travail incessant, dont fait foi la seconde série de ses rapports annuels, publiés de 1899 à 1913.

Il était maintenant le chef très occupé d'un personnel nombreux, qu'il avait autrefois commencé à former, et qui, accru par ses successeurs, se complétait et s'organisait définitivement sous sa direction. Ce personnel, qui ne comprenait encore, en 1899, lorsqu'il arriva, que vingt-quatre fonctionnaires et agens subalternes, en comptait cent quatre-vingt-dix-sept en 1911.

Après l'accord anglo-français de 1904, l'Égypte fut répartie, quant au service des antiquités, entre quatre inspecteurs en chef, qui prirent résidence à Louxor, Assiout, Sakkarah, Mansourah. Grâce au patriotisme avisé de Maspero, il avait été stipulé que le directeur et deux inspecteurs en chef seraient

français. Chacun de ces inspecteurs en chef avait sous ses ordres plusieurs inspecteurs ordinaires, secondés eux-mêmes par des agens subalternes, préposés et gardiens. Deux directeurs des travaux s'y adjoignaient. Cette organisation, qui fut son œuvre, assurait un service indispensable ; mais elle lui imposait une lourde tâche. Le directeur, assisté d'un comité consultatif d'archéologie, devait personnellement se tenir en relations constantes avec tous ses subordonnés, recevoir leurs rapports, leur donner les instructions nécessaires ; et, en outre, traiter avec le gouvernement toutes les questions qui intéressaient le service. Fort heureusement, il y avait en Maspero un organisateur et un administrateur, qui n'étaient pas inférieurs à l'archéologue.

Tenant à voir tout par lui-même, il employait deux ou trois mois d'hiver, chaque année, à une tournée d'inspection. Il partait vers le 15 décembre, remontait le Nil jusqu'à Assouân sur une vieille dahabiyéh, construite une quarantaine d'années auparavant pour un prince de la famille khédiviale et, depuis lors, affectée au service du musée. Puis, abandonnant son remorqueur, il redescendait le fleuve à la rame, s'arrêtant partout où sa présence lui semblait utile. Ce voyage annuel, entre des rives historiques, était d'ailleurs pour lui un demi-repos. Il aimait cette navigation paisible, qu'il faisait avec Mme Maspero et à laquelle il associait parfois des amis, des compagnons de travail. Elle lui procurait le plaisir de revoir des sites connus, pleins de souvenirs, des lieux dont l'histoire lui était familière, des aspects de la nature et de la vie orientale, qu'il observait toujours avec la même curiosité intelligente et le même intérêt. Il séjournait plus ou moins longtemps aux chantiers de fouilles, il allait voir les travaux en cours, il se faisait rendre compte de tout, et communiquait à tous, non seulement ses idées, mais ses conseils pratiques, son activité, son esprit. Vers le printemps, il rentrait au Caire, satisfait, comme administrateur, d'avoir embrassé d'un coup d'œil tout l'ensemble de son service, et, comme historien, d'avoir renoué commerce plus intime avec l'âme de l'ancienne Égypte.

Une grande administration ne va pas sans un gros budget. Maspero, doué au plus haut degré du sens pratique si nécessaire à la conduite des affaires, n'était pas homme à négliger ce point de vue. Soit en obtenant des augmentations de crédits

du gouvernement anglo-égyptien, soit en créant lui-même de nouvelles ressources, il réussit à grossir notablement les fonds disponibles de son service. Quelques chiffres ne seront peut-être pas inutiles pour témoigner de son influence et des résultats qu'il savait obtenir. Son budget, qui était, en 1899, de 265 464 francs, atteignait déjà en 1904 un chiffre de 536 692 francs, et s'élevait, en 1911, à 679 380 francs. En outre, les entrées au musée et les permis de visite des monumens apportaient un supplément de ressources qui augmentait rapidement. Le produit en était de 94 692 francs au mois de juin 1899; il atteignait 349 336 francs à la fin de 1910. Maspero attachait avec raison la plus grande importance à la partie financière de son administration, comprenant bien que tout le reste, c'est-à-dire le principal à ses yeux, en dépendait.

Cette chose principale, c'était, comme on le comprend, l'œuvre archéologique qu'il menait plus activement que jamais. Mais comme il sentait bien l'impossibilité de la réaliser entièrement par lui-même ou par ses auxiliaires réguliers, il avait, sagement, fait deux parts des terrains de fouilles : l'une, qu'il réservait au gouvernement égyptien, c'est-à-dire à sa propre direction, l'autre qui pouvait être concédée, par des autorisations spéciales, soit à des chercheurs connus, soit à des sociétés offrant les garanties suffisantes. Régime conçu dans un esprit vraiment pratique et qui, depuis lors, a trouvé sa justification dans l'expérience.

Sans entrer, ici non plus, dans une énumération détaillée de ce qui fut fait par lui ou d'après ses instructions, rappelons seulement la reprise des fouilles dans les pyramides de Sakkarah, la découverte du tombeau d'Amenhotp III à Déir-el-Bahari, le relèvement des colonnes écroulées qui avaient soutenu le plafond de la salle hypostyle du temple de Karnak, un certain nombre de trouvailles mémorables, comme celle de la *favissa* de Karnak, d'où furent retirées plusieurs milliers de statues ou statuettes, le redressement des colonnes formant le portique du beau temple ptolémaïque d'Edfou, le déblaiement de la nécropole civile de Thèbes à Cheik Abd-el-Gournah, celui du célèbre Ramesseum, temple funéraire de Ramsès II, enfin le désensablement du grand sanctuaire d'Abou-Simbel dans la Haute-Égypte.

Une de ses grandes préoccupations pendant cette période fut

de prévenir l'écroulement d'un certain nombre de temples anciens qui menaçaient ruine. Elles se portaient spécialement sur ceux de la Haute-Égypte, que le relèvement du barrage d'Assouân, décidé en 1906, condamnait à être submergés annuellement et exposait ainsi à une destruction rapide. Épris de ces grands monumens du passé, il voulait les sauver, s'il était possible, ou, à tout le moins, en retarder la fin.

C'est à cette œuvre de préservation que, secondé par ses deux chefs de travaux, MM. Barsanti et Bazaire, il consacra, pendant cinq ans, une bonne part de ses soins. Dès 1907, il obtenait du représentant du gouvernement anglais, sir Eldon Gorst, un crédit de 1 600 000 francs, pour essayer de prévenir les effets désastreux de l'immersion inévitable. Cette somme fut partagée entre les travaux de consolidation, habilement exécutés par M. Barsanti, et l'exploration des nécropoles nubiennes, qui fut commencée par M. Reisner. En même temps, il faisait photographier tout ce qui risquait de disparaître, voulant qu'il en subsistât au moins une image précise et détaillée.

Ces temples et ces nécropoles, il s'appliquait aussi à les défendre contre un danger d'un tout autre genre, celui du pillage mercantile et des dégradations intéressées. Dès 1901, il avait élaboré un projet de loi pour la protection des monumens en Égypte ; mais les difficultés résultant des capitulations avaient empêché qu'il ne fût accepté. Il ne se découragea pas. Il ne se décourageait jamais. Le mal, d'ailleurs, allait croissant. Dans son rapport annuel de 1910, il écrivait avec douleur : « La fouille illicite se poursuit sur tout le territoire, sans que nous soyons capables, je ne dis pas de la supprimer, mais simplement de la restreindre. Des nécropoles entières sont vidées, des chapelles sont dépecées, des murs sont démolis. Les statues trop lourdes sont brisées et les morceaux en sont achetés sous main par les marchands de profession, qui les revendent aux amateurs et aux pourvoyeurs de musées. » Ce ne fut toutefois qu'en 1912, grâce au très puissant concours de lord Kitchener, qu'il eut enfin la satisfaction de voir promulguer, le 16 juin, la loi si nécessaire qui était son œuvre. Il put se dire, ce jour-là, qu'il avait bien mérité de l'antique Égypte.

L'organisation des musées, dans un pays où se multiplient les découvertes et où affluent les visiteurs, a une importance capitale. Ils sont indispensables, non seulement pour la conser-

vation des objets dont la garde ne pourrait être assurée sur place, mais aussi pour offrir à ceux qui veulent s'instruire des séries de pièces bien choisies et bien classées. Maspero avait activement travaillé, pendant sa première direction, au développement du musée de Boulaq, créé par Mariette. Il eut tout le mérite de l'aménagement excellent du musée du Caire. Dès 1900, on avait commencé à en imprimer, sous sa direction, le *Catalogue général*. Continué depuis lors par ses soins, ce catalogue est devenu un répertoire de premier ordre, dont les planches reproduisent tous les objets qui offrent un intérêt à l'artiste ou à l'historien. Une même pensée l'inspirait dans la création des musées provinciaux dont il avait conçu le projet et qu'il a commencé à organiser. Destinés à recueillir surtout des objets déjà représentés dans les séries du Caire, ces musées devront faciliter aux visiteurs des localités célèbres l'intelligence des monumens de la région et de leur histoire.

Dans cette brillante carrière de chef de service et d'administrateur, Maspero a eu certainement de grandes satisfactions. Il a pu faire beaucoup pour la science à laquelle il s'était voué. Il a eu le plaisir de le constater par lui-même, de sentir son œuvre s'élargir et progresser d'année en année, et aussi celui de la voir comprise, admirée même, presque unanimement. Les honneurs qui lui ont été conférés ont dû prendre pour lui une valeur particulière parce qu'ils étaient vraiment les témoignages de services éclatans. Il était devenu membre de l'Académie des Inscriptions dès 1883, à l'âge de trente-sept ans. D'autre part, le gouvernement égyptien et le gouvernement anglais lui donnèrent, l'un et l'autre, les plus hautes marques de leur estime et de leur gratitude, Mais il eut aussi à subir, en raison de ses fonctions et de la conscience qu'il mettait à les bien remplir, des épreuves pénibles, au moins dans ses dernières années. Elles lui furent d'autant plus sensibles qu'il devait moins s'y attendre et qu'il s'efforçait d'ailleurs, par une discrétion qui avait sa fierté, de les dissimuler le plus possible. Cette amertume secrète, s'ajoutant aux fatigues physiques qu'il n'avait jamais voulu s'épargner, contribua sans doute à l'altération de sa santé, avant qu'il se décidât à quitter définitivement l'Égypte. Elle fut, à n'en pas douter, une des causes de sa fin prématurée.

V

Soit au bord du Nil, soit en France, Maspero a été, par ses nombreux écrits, l'interprète assidu de l'antique Égypte. En cette qualité, il a réalisé une œuvre dont la valeur égale l'étendue.

Elle se compose, pour une part considérable, de mémoires savans, qui, étant destinés aux spécialistes, ne peuvent être ni analysés, ni même énumérés dans une étude telle que celle-ci. Publiés d'abord dans divers recueils, bulletins ou revues, beaucoup sont aujourd'hui réunis dans la *Bibliothèque égyptologique*, qu'il avait fondée en vue d'y grouper les écrits, dispersés ou inédits, des égyptologues français. C'est en lisant là ses belles *Études de mythologie et d'archéologie égyptiennes*, qu'on peut se rendre compte du travail auquel il s'est livré sur la religion de l'ancienne Égypte. On y voit, en particulier, se développer ses idées personnelles à propos du rôle qu'il attribuait à la magie, et surtout sa conception, si juste, de la multiplicité primitive des cultes et des croyances, trop méconnue avant lui. Dans le *Recueil des travaux relatifs à la philologie et à l'archéologie égyptiennes et assyriennes*, dont trente-six fascicules ont paru, de 1870 à 1914, sa part est fort grande aussi. On y trouve toute une série de mémoires se rapportant à la grammaire, et notamment à la question difficile de la vocalisation, qui a divisé les égyptologues. C'est sur ce terrain qu'il prit position contre l'école de Berlin et contre son chef, Adolf Erman. Il n'appartient qu'aux égyptologues de profession de se faire une opinion sur ce dissentiment. Toute cette partie de l'œuvre de Maspero, quelle qu'en soit l'importance, leur est d'ailleurs plus ou moins réservée. Ce sont d'autres ouvrages qui ont établi dans le grand public sa renommée de science et de talent.

Il est vrai que les uns et les autres ont des caractères communs. Aucun savant n'a été plus soucieux que lui du détail précis, de la documentation exacte et complète. Aucun ne s'est astreint plus résolument aux tâches ingrates, mais nécessaires, aux statistiques, aux classemens laborieux, aux descriptions scrupuleuses, aux mensurations patientes. Profondément convaincu que toute science repose sur l'étude la plus attentive

des faits, il a mis cette conviction en pratique toujours et partout. Mais, d'autre part, il se rendait parfaitement compte de l'insuffisance du fait qui n'est pas éclairé et comme illuminé par l'idée. Fidèle à l'esprit de la science française, il comprenait, aussi clairement que personne, que la fin de toute recherche historique est l'éternelle humanité, dont il s'agit de dégager l'identité permanente sous la série des aspects divers qui se succèdent dans le temps. Toutes ses études sur l'Égypte antique aboutissent en somme à nous montrer, derrière les témoignages écrits ou les représentations figurées, des hommes, qui, tout en ayant des traits à eux, ressemblaient à leurs descendans.

Sa grande *Histoire des peuples de l'Orient classique*, publiée, de 1895 à 1898, en trois magnifiques volumes, enrichis d'une admirable illustration, est le remaniement et le développement d'un ouvrage de même titre, mais beaucoup moins étendu qu'il avait fait paraître vingt-cinq ans auparavant. La variété de son savoir lui a permis d'y embrasser, dans un large exposé, l'évolution de tous les peuples de l'Asie antérieure et de la vallée du Nil, Égypte, Syrie, Chaldée, Judée, Assyrie, Médie, Perse, Mésopotamie, Arménie, Anatolie, jusqu'à l'époque des conquêtes d'Alexandre. En dehors même de son domaine propre, il a pu s'y montrer parfaitement informé de toutes les découvertes, et de tous les travaux qu'elles avaient suscités. Il s'était donné, par ses études personnelles, le moyen de les contrôler et le droit de les juger. Son ouvrage, lorsqu'il parut, représentait exactement l'état de la science à la fin du XIXe siècle. Mais ce n'était pas là son seul mérite. Ce qui en fait une des grandes œuvres historiques de notre temps, c'est qu'à cette solide documentation se superposent des qualités d'un autre ordre. Le premier, il a su faire, non plus une série d'histoires partielles et juxtaposées des vieilles nations orientales, mais une histoire vraiment une et synthétique de l'Orient tout entier. Le premier, il a saisi et mis pleinement en lumière les relations des peuples entre eux, leurs points de contact, le conflit de leurs vues et de leurs intérêts. Personne, d'ailleurs, ne les avait non plus caractérisés si nettement, chacun dans leur individualité propre. Voici l'Égypte avec ses dynasties, sa hiérarchie officielle, sa féodalité, ses sanctuaires, ses nécropoles, ses religions étranges et diverses, ses mœurs et ses ins-

titutions si particulières, l'Égypte de Memphis, de Thèbes, de Saïs, celle du Delta et celle du haut Nil. Nous voyons ses rois bâtisseurs de pyramides et de temples, ses rois prêtres, ses rois conquérans. Ses armées défilent sous nos yeux dans leur équipement authentique, sous la conduite de leurs princes, montés sur leurs chars de guerre. Nous assistons à leurs victoires sanglantes, aux massacres de prisonniers, aux cérémonies triomphales. Et nos regards se reportent cependant, par échappées, sur la vie des cités, sur leur commerce et leur industrie, sur les petits métiers et les petites gens, sur l'agriculture. Il en est de même pour la Chaldée, pour les pays syriens. Puis l'historien fait surgir devant nous le terrible empire d'Assour : l'ambition et l'orgueil des Salmanazar et des Tiglatphalazar se détachent en traits saisissans dans ce tableau plein de vie. Il nous explique le déclin de leur puissance et, plus loin, le relèvement de l'empire ninivite au VIIIe siècle. Sargon et Sennachérib, Asarhaddon et Assourbanabal passent devant nos yeux, tels que leurs sujets ont pu les voir dans leurs palais monumentaux ou dans l'appareil formidable de leur force guerrière. Ils tombent pourtant à leur tour. Les Mèdes leur succèdent. Et alors le récit nous retrace les étonnantes conquêtes de Cyrus, la constitution de l'empire perse, édifice magnifique et fragile, qui dure deux siècles, puis se dissout peu à peu, jusqu'au jour où il s'écroule enfin sous les coups d'Alexandre, qui ouvre l'Orient à l'hellénisme. Véritable et tragique épopée, féconde en péripéties émouvantes, si l'on ne considère les choses que par leur côté dramatique, mais histoire éternellement riche en enseignemens, si l'on s'attache à l'étude des causes et à l'enchaînement intime des faits. C'est le mérite de Maspero d'avoir su mettre en lumière ces deux aspects de son sujet.

Pour l'illustration de ce bel ouvrage, à laquelle il s'est attaché avec amour, il disposait de ressources abondantes, qu'il a su choisir et mettre en œuvre de la manière la plus heureuse. Dessins de paysages, photographies de bas-reliefs, statues et statuettes, bijoux, objets d'art, armes et ustensiles, dispersés dans les grands musées d'Égypte et d'Europe, tous ces documens lui étaient connus, tous étaient classés dans sa mémoire. Il se fit un plaisir de les adapter à son récit, de façon à faire passer sous les yeux de son lecteur les scènes et les personnages

dont il parlait. Son goût, sa science et ses connaissances techniques s'unirent pour constituer, à côté de l'œuvre proprement historique, une œuvre artistique, qui en est le meilleur commentaire.

Mais l'intérêt éclairé qu'il prenait aux choses de l'art est surtout attesté par deux ouvrages plus spéciaux, l'*Archéologie égyptienne*, publiée en 1887 dans la Bibliothèque de l'enseignement des beaux-arts, et l'*Égypte*, qui a paru en 1912, dans la collection *Ars una* (Bibliothèque générale de l'Art). Conçus en vue du même objet, ils sont cependant très distincts. L'*Archéologie* traite successivement de l'architecture civile et militaire, de l'architecture religieuse, des tombeaux, de la peinture et de la sculpture, des arts industriels. Chaque genre, considéré à part, y est étudié à son tour. Dans l'*Égypte*, au contraire, l'ordonnance de la composition est essentiellement chronologique. L'auteur y retrace, selon l'ordre des temps, les débuts de l'art en Égypte, l'art thinite, l'art memphite, l'art thébain, l'âge saïte et la fin de l'art égyptien. Cette simple différence en dit long sur l'évolution de l'égyptologie entre ces deux époques. Les distinctions de dates, qui apparaissaient, un peu incertaines encore, en 1887, s'étaient précisées en 1912. Les productions de l'art avaient pris leur place bien déterminée dans le temps, elles avaient été rattachées plus sûrement aux changemens dynastiques, c'est-à-dire aux époques de l'histoire, et elles s'étaient assez multipliées, par l'effet des découvertes, pour que chaque âge pût être caractérisé avec précision. Maspero était plus capable que personne d'en dégager tantôt les grands traits distinctifs, tantôt les nuances délicates. Dans ces deux ouvrages, il s'est d'ailleurs appliqué également à l'explication historique et technique, tout à fait indispensable, quand il s'agit d'objets aussi étrangers à nos habitudes. « Leurs mérites, comme il l'écrivait très justement, n'éclatent pas tout d'abord. On ne les saisit qu'après une étude patiente, et l'on doit les enseigner aux gens qui n'ont pas le temps de chercher eux-mêmes à les découvrir (1). » Il les enseignait donc, et il le faisait avec la clarté, la précision qu'on pouvait attendre d'un observateur très pénétrant, très habile à éclairer les choses du passé par celles du présent. Habitué à fouiller du regard les infinis détails des

(1) *Égypte*, p. 309.

stèles et des parois où étaient retracées les scènes les plus diverses, il n'en laisse rien échapper de ce qui peut et doit nous intéresser. Mais cet effort d'attention ne nuit en rien chez lui ni à l'intelligence de l'ensemble, ni à la vivacité des impressions. C'est le charme de son *Égypte* que les nombreux passages où il esquisse rapidement quelque aspect d'un site ou d'un monument qui l'avait frappé, et qu'il n'oubliait plus. Parlant, par exemple, des célèbres colosses d'Abou Simbel : « Je les ai étudiés, nous dit-il, de nuit et de jour, sous tous les angles et sous tous les jeux de la lumière. Le matin, dans la pâleur de l'aube, ils semblent sonder l'horizon lointain d'un regard sombre et dur : bientôt pourtant, quand le soleil, glissant sur le versant de la montagne, a gagné leur visage, leurs yeux s'éclairent, leurs lèvres frémissent et sourient, et l'on dirait, pendant un instant, qu'un frisson de vie contenue court sur leur corps (1). » Le plaisir est grand de voyager en imagination avec un compagnon de route qui voit si bien et qui analyse ainsi ce qu'il voit.

Ce jugement ne sera sans doute pas démenti par ceux qui ont lu ses *Contes populaires de l'Ancienne Égypte*, dont quatre éditions ont paru, ou les feuilletons qu'il donnait, de temps à autre, dans le *Journal des Débats* et qu'il a réunis sous le titre de *Souvenirs d'Égypte*, ou encore ses impressions de voyage, adressées au *Temps*, et recueillies dans ses *Ruines et paysages d'Égypte*.

VI

Telle fut l'œuvre de Maspero.

Sa vie a été vraiment un bel exemple de volonté droite, intelligente, sûre d'elle-même. Le hasard des circonstances, qui fait presque seul les succès de tant d'autres, n'a eu qu'une part insignifiante dans les siens. Tout jeune, il a choisi sa voie, non parce qu'elle lui apparaissait comme facile ou avantageuse, mais parce qu'elle lui ouvrait l'accès à des régions de science peu explorées encore et qu'il jugeait dignes de l'être. Il a mesuré, dès ses premiers pas, tout ce que ce choix exigeait de lui, et, sans s'arrêter à aucune considération étrangère, il s'est

(1) *Égypte*, p. 197.

donné absolument à cette vocation réfléchie. Pour la réaliser, rien ne l'a rebuté, en fait de travail patient et d'efforts prolongés. A travers les péripéties de son existence, il s'est attaché, sans dévier, à ce qui en était à ses yeux la tâche principale, profitant des circonstances, non pour l'alléger, mais au contraire pour la développer, pour la compléter, pour l'achever, autant que cela était en son pouvoir. Une énergie puissante l'animait; énergie discrète, qui n'aimait pas à se manifester bruyamment, qui ne se dépensait pas en déclarations inutiles, mais qui se retrouvait toujours égale à elle-même, aussi incapable de découragement qu'étrangère à toute vaine exaltation.

Bien qu'il eût conscience, comme il était juste, des services éminens qu'il avait rendus à la science, il n'y avait en lui ni infatuation ni dédain. Il se considérait comme obligé en conscience de faire tout ce qu'il faisait. Et il savait trop combien sont lents les progrès de nos connaissances, en quelque genre que ce soit, et combien elles comportent de lacunes, pour s'imaginer, comme il arrive à d'autres, qu'il ne restait rien à faire en dehors de ce qu'il avait fait. Attaché à ses idées, tant qu'elles lui paraissent vraies, il ne prétendait s'imposer à personne. Il mettait ses élèves en état de travailler par eux-mêmes, leur montrait les routes à explorer, mais se gardait de les tenir ensuite en lisières. Il était attentif sans jalousie aux recherches de ceux qu'il aurait pu considérer comme des rivaux, rendait justice à leurs travaux, faisait volontiers connaître leurs découvertes. Sa grande autorité d'égyptologue n'a jamais été employée à empêcher qui que ce soit de se produire et de faire œuvre utile.

Ce savant éminent était un homme simple, bon et serviable, un ami sûr, délicat et dévoué. Son commerce était charmant d'aménité, de bonne grâce, sans aucune prétention. Sa conversation plaisait par un agréable mélange de souvenirs, d'observations fines, d'aperçus personnels, d'informations étonnamment variées.

Grâce à ces qualités naturelles, sa vie, à tout prendre, et malgré les épreuves dont personne n'est exempt, fut heureuse, jusqu'à la mort de son fils Jean, jeune savant plein d'avenir, tombé au champ d'honneur en février 1915. Ce coup terrible l'atteignit au moment où il venait de rentrer en France, très fatigué; et malgré son grand courage naturel, soutenu par son

patriotisme, il s'en fallut de peu qu'il n'y succombât. Il fut sauvé de cette crise par les soins constans, par le dévouement quotidien de la femme, aussi courageuse que distinguée, qui, après l'avoir aidé vaillamment dans sa tâche, sut alors surmonter sa propre douleur pour alléger la sienne. Il n'en était pas moins frappé à mort. Il survécut un an encore, affaibli physiquement, mais d'ailleurs en pleine possession de ses facultés, remplissant, avec son exactitude scrupuleuse et son intelligence administrative, les fonctions de secrétaire perpétuel, auxquelles un vote unanime de l'Académie des Inscriptions l'avait appelé en 1914, comme successeur de Georges Perrot. Sa vie, toutefois, était menacée à tout instant. Le 30 juin 1916, au moment où s'achevait une des séances hebdomadaires de l'Académie, il défaillit subitement. La mort l'avait pris en pleine activité, dans l'exercice de ses fonctions. Il succombait à son poste, comme un bon combattant.

La France gardera le souvenir du grand savant qui a largement développé l'œuvre de Champollion et de Mariette. Elle retiendra avec reconnaissance un nom doublement honoré, par le labeur et la science du père, par la mort héroïque du fils.

MAURICE CROISET.

QUATRE MOIS EN RUSSIE

PENDANT LA GUERRE

Sur l'autre versant des tranchées : ainsi pourrait-on, d'après la carte de la guerre, définir la situation géographique de la Russie par rapport à ses alliés d'Occident, qui sont séparés d'elle par toute l'étendue de l'Empire ennemi. Un voyage compliqué, moins difficile pourtant qu'il n'en a l'air, permet de tourner le barrage que les Allemands ont établi au centre de l'Europe. En sept jours, pour peu que les circonstances s'y prètent et que le voyageur sache s'y prendre, il est possible de se trouver transporté de Paris à Pétrograd ou inversement. On a franchi deux mers, la Grande-Bretagne jusqu'à Newcastle, la presqu'île scandinave de bout en bout. On est passé tout près du cercle polaire arctique, dans les parages où Regnard s'émerveillait d'avoir rencontré des Lapons. On a vu les capitales de cinq États, soit neutres, soit belligérans, dans la diversité des conditions que la guerre leur a faites. Et l'on emporte de l'Europe septentrionale une image qui, malgré la rapidité de la vision, frappe l'esprit par la netteté des contrastes.

Nous débarquions à Bergen, à la fin du mois de janvier, quelques jours après qu'un incendie avait ravagé la ville. Les décombres fumaient encore. Pourtant la tristesse de cette catastrophe n'empêchait pas qu'on ressentît comme une étrange impression : celle d'entrer dans un monde qu'on aurait connu autrefois, celle de revoir des spectacles disparus. Des sensations abolies se levaient du fond de la mémoire. En vérité, c'était comme un fantastique conte du Nord... Nous commencions à oublier ce que c'est qu'un peuple qui vit en paix. En France et

aux portes de la France, tout évoque la pensée de la guerre. La Suisse elle-même a mobilisé, et nous y avions retrouvé, quelques mois plus tôt, l'appareil militaire, des armes, des uniformes, la voie ferrée gardée, les frontières défendues et soumises à une stricte surveillance. Mais Londres plein de soldats, Hyde Park devenu Champ-de-Mars, la libre Angleterre au régime des passeports et de la fouille, n'était-ce pas, quand on se rappelait le passé, quelque chose de plus surprenant encore ? C'est pourquoi l'on se trouvait reporté à des temps lointains, on serait tenté de dire à un autre âge, en pénétrant dans cette laborieuse Norvège et dans son atmosphère de tranquillité et de détente. Presque seul, le royaume des fjords peut se dire à l'abri des tempêtes qui assaillent le restant du monde européen. Il n'en reçoit que les dernières ondes, celles, surtout, qui viennent émouvoir ses sympathies. A ses portes, déjà, la guerre donne un ébranlement plus fort.

Stockholm est une ville aristocratique et de haute allure; c'est la capitale d'un pays qui unit, à un grand passé politique et militaire, une vie moderne, intense et développée : elle a des palais comme Versailles et des banques comme Berlin. La Norvège est une simple démocratie de pêcheurs et de négocians, la patrie des méditatifs « consuls » d'Ibsen. Mais Stockholm aime les arts et recherche le luxe. D'Allemagne même, en ce moment, y vient, qui le peut, jouir d'une existence confortable et manger à son appétit. Gœthe, qui connaissait les siens, leur a fait dire par la bouche du bourgeois de *Faust :* « Rien de meilleur, à mon sens, qu'une causerie de guerre quand les peuples là-bas s'assomment entre eux. On est à la fenêtre, on boit son petit verre, on voit les barques pavoisées filer au cours de l'eau... » Et, sans doute, cette disposition essentielle de la bourgeoisie allemande n'a pas changé. On est bien, dans la « Venise du Nord, » pour s'y donner, loin du régime spartiate des cartes de pain et des jours sans viande, le plaisir de s'asseoir à table en sécurité. Mais, depuis Gœthe, l'Allemand a renforcé quelques-uns de ses caractères. Il a relevé la devise : *Du fer, intus et extra.* Le dressage national est parfait, l'esprit politique et militaire a profondément pénétré les classes moyennes elles-mêmes. Les familles allemandes qui viennent à Stockholm faire de la suralimentation font en même temps de la propagande. Cette propagande est dirigée

par M. de Lucius, qui se flatte d'être le plus parisien des diplomates allemands, qui languit loin du boulevard, qui imprime ses cartes de visite en français, qui fait même des calembours dans notre langue, comme Frédéric II, toutes proportions gardées, composait des vers voltairiens, tandis qu'il se battait avec nos armées. A la tête d'une légation nombreuse, bien organisée, munie de moyens puissans, renforcée d'auxiliaires de bonne volonté qui vont porter dans tous les milieux la parole allemande, M. de Lucius a pu croire quelquefois qu'il arriverait à ses fins et qu'il convaincrait la Suède de s'allier à l'Empire allemand.

En repassant à Stockholm, à mon retour de Russie, j'ai pu porter le témoignage sincère que le prétendu danger russe était de pure imagination, qu'il était inventé par les Allemands, inventé de toutes pièces, et que personne, dans toute l'étendue de l'Empire russe, n'avait jamais songé une seconde à des difficultés avec la Suède, n'avait même eu l'idée qu'il en pût surgir. C'est de quoi est bien convaincu, d'ailleurs, M. de Wallenberg, le sage ministre des Affaires étrangères du roi Gustave V. Trop sage, cependant, au gré de certains Suédois, ceux qu'on appelle les « activistes, » ceux qui ne goûtent pas les bienfaits de la paix et qui voudraient tirer leur pays du repos, l'introduire dans la lutte glorieuse... Pour quels objets? Ils ont du mal à le définir avec précision, et c'est justement cette absence de véritables « buts de guerre, » comme on dit chez les Allemands, qui a fait avorter leur campagne. Mais l' « activisme » ne se rencontre pas seulement chez les officiers et chez les aristocrates. Les intellectuels, en grand nombre, en sont pareillement pénétrés. Les lettrés le propagent et il rayonne des universités : il y a un militarisme et un « activisme » de la chaire. Ainsi, par un étrange phénomène de contagion, l'appétit de la guerre s'est développé en Suède, le sentiment est né, au cœur de quelques-uns, qu'un pays qui n'aurait pas pris part à cette grande mêlée serait diminué aux yeux de l'histoire. Et puis, les souvenirs, les traditions militaires sont remontées à la tête de beaucoup de Suédois. Ce n'est pas en vain qu'ils ont dressé dans leurs cités les statues de Gustave-Adolphe et de Charles XII. Ce n'est pas en vain que leurs fantassins portent encore le même chapeau galamment retroussé que les mousquetaires de Wrangel, pendant la guerre de Trente Ans. Mais les Suédois

qui rêvent d'un nouveau Lutzen voudraient le gagner avec les Impériaux et non plus contre eux.

La Suède, — en partie, du moins, — avait fini par croire, contre l'évidence et à force de se l'entendre dire, que la Russie pourrait bien méditer une agression de son côté, nourrir de noirs projets à son égard. Et la Suède a pris quelque temps des précautions militaires, de ces dangereuses précautions qui conduisent parfois à la théorie de la guerre préventive, c'est-à-dire à la tentation de se servir de l'instrument qu'on a forgé. Entre Stockholm et Haparanda, en janvier et en mai aussi, nous avons vu beaucoup de troupes suédoises, nous en avons vu beaucoup trop. Ainsi, jusqu'au seuil des régions polaires, se font sentir les effets de la guerre européenne, et la Laponie recueille encore, quoique affaiblies et presque mourantes, les ondes de cette électricité que les champs de bataille dégagent.

Entre Haparanda, dernière station suédoise, et Tornéo, ville frontière russo-finlandaise (prononcez Tornéa pour faire plaisir aux Russes), coule une large rivière, glacée pendant six mois d'hiver, également impraticable au moment où la glace n'est pas encore assez forte pour supporter les traîneaux et au moment où la débâcle commence. Sur les deux rives, la gare de Suède et la gare de Finlande se regardent sans communiquer. Jusqu'à la guerre, le trafic était si rare qu'on ne sentait pas même l'utilité d'un raccordement, qui, pour un mince profit, eût exigé la construction d'un pont coûteux. Aujourd'hui, ce pont est décidé et il sera le symbole de la paix assurée et de la confiance rétablie entre la Russie et la Suède. Cependant, sur les deux rives du fleuve, où le froid, en hiver, est cruel, où, l'été, les moustiques abondent, les voyageurs affluent, les marchandises s'entassent. Tornéo, du côté de l'Europe occidentale, est la véritable porte d'entrée de l'Empire russe, et non seulement de l'Empire russe, mais de ses énormes dépendances et des contrées de l'Extrême-Orient auxquelles elles touchent. De Londres, de Paris, même de Rome, le chemin le plus court qui conduise au Japon passe par ce Tornéo qui a tout juste les dimensions d'une de nos gares de banlieue. Dans ses bureaux de gendarmerie, où la sévère épreuve du passeport est imposée, on voit défiler toutes les races de l'Europe et de l'Asie lointaine. Tornéo est comme le goulot étroit de l'immense bouteille qui s'appelle la Russie...

*
* *

Ce serait une erreur de croire que la Russie ne s'aperçût que peu de la guerre. On est tenté de se l'imaginer, en raison des colossales distances de l'Empire, qui sont toujours censées changer les proportions des choses, et de ses ressources en hommes qui sont en effet les plus vastes dont dispose aucun État. La Russie a mobilisé des millions et des millions de soldats. Il lui en faut pour mener la guerre sur trois fronts, depuis Riga jusqu'aux bords de l'Euphrate. Il lui en faut pour assurer l'ordre jusqu'en Perse, veiller sur le ruban de ses frontières asiatiques, maintenir en respect les brigands de Mongolie. Et elle en trouve, elle en trouvera longtemps dans son énorme population masculine, si vigoureuse, où l'élément rural domine plus qu'en aucun autre pays. Cet hiver, nous avons vu appeler sous les drapeaux de nombreuses catégories (étudians, fils de veuves, aînés de familles nombreuses), qui, jusqu'ici, étaient légalement dispensées de servir. C'étaient de beaux et robustes jeunes hommes, qu'on instruisait et qu'on entraînait dans les rues, sur les places de Pétrograd, jusque sur la vaste Néva glacée, et dont le bon équipement, neuf et soigné dans les détails, frappait le regard : les officiers turcs, après la prise d'Erzeroum, n'ont-ils pas dit que les Russes avaient gagné la partie avec leurs bottes?... Ce sont ces solides recrues qui viennent de renforcer les armées de Broussilof et qui ont permis à l'armée russe de prendre sa brillante offensive d'été.

Ces levées ne se font peut-être pas sentir sur l'ensemble de la vie autant que la mobilisation l'a fait en France. Pourtant, à Pétrograd, l'*isvotchik*, le traditionnel cocher rembourré de plume, à la ceinture voyante, est devenu plus rare et plus exigeant aussi. L'hiver dernier, le chauffage a été un problème assez sérieux pour les habitans de la capitale : les bras ont suffi avec peine à abattre le bois nécessaire et, surtout, les moyens de communication, occupés par les exigences militaires, n'ont plus été en rapport avec les besoins d'une capitale excentrique. C'est ainsi qu'une certaine crise des approvisionnemens est survenue et qu'il a fallu recourir au moyen héroïque des jours sans viande dans un pays agricole qui produit toutes choses à foison.

La vie de société et la vie de plaisir, surtout, ont reçu des

restrictions sévères. Sans doute le théâtre, le ballet, conservent leur éclat et leur attrait. Plus que n'importe quel aliment, la musique et le spectacle sont le premier besoin des Russes. Il faut penser, pour savoir la place que la danse et le chant occupent dans leur vie, à ce grand seigneur qui, durant ses séjours à l'étranger, saisi d'une nostalgie soudaine, rentrait à Pétersbourg d'une traite, se rendait droit aux Iles et, pénétrant dans un restaurant, payait royalement pour qu'on vidât le jardin et que le concert tzigane jouât pour lui seul. Ainsi, l'on ne saurait, à cet égard, apprécier l'état d'esprit des Russes pendant la guerre d'après ce que nous voyons chez nous. La vie de théâtre est restée aussi brillante que par le passé parce qu'ils n'ont pas non plus notre conception du deuil, notre idée que la perte d'un parent ou qu'une épreuve nationale doivent faire qu'on se prive de plaisirs, même de plaisirs esthétiques. Kchesinska et Chaliapine ont donc gardé leur place au milieu des préoccupations du jour. D'ailleurs, l'une danse, l'autre chante généreusement pour les blessés de la guerre, pour les veuves et pour les orphelins. Et, dans la *Vie pour le tsar*, dans *Boris Godounof*, Chaliapine touche les fibres profondes du patriotisme russe.

Cependant, la vie nocturne, d'ordinaire si animée, est à peu près suspendue. L'impossibilité de souper à Pétrograd, la fermeture des restaurans à onze heures en hiver, à une heure pendant les nuits blanches, c'est une prodigieuse nouveauté. Surtout l'interdiction du vin et de l'alcool est un signe des temps, le plus grand, peut-être, du sérieux avec lequel le gouvernement russe a conçu la guerre. La suppression de la *vodka* a été l'indiscutable bienfait de l'autocratie, une mesure radicale que, seul, pouvait prendre un pouvoir plus fort que toutes les résistances des intérêts privés et qui se détermine librement d'après l'intérêt général. Le lecteur sait déjà ce qu'a été cette immense réforme, les conséquences économiques qu'elle a portées. Il nous suffira de dire ici que ces conséquences sautent aux yeux du voyageur, non pas seulement par la disparition des scènes d'ivresse, mais par les symptômes de richesse publique qui apparaissent de toutes parts et qui en sont la conséquence. Peu de temps après notre arrivée à Pétrograd, nous exprimions devant M. Bark notre heureuse surprise d'avoir vu, malgré la vie chère, malgré les bas cours du rouble, tant de

signes d'aisance, tant d'argent circuler. Et le ministre des Finances n'hésitait pas à rapporter ces effets à l'interdiction de l'alcool qui, en libérant le monde rural d'une passion tyrannique, permettait, pour la première fois en Russie, la formation d'une épargne paysanne. Cette épargne s'est immédiatement traduite par un accroissement de l'activité commerciale. Partant d'une vue très juste et que l'événement ratifiait quelques semaines plus tard, le ministre nous annonçait même que cette épargne rustique, bien que naissante, viendrait collaborer aux emprunts de l'État et renforcer les finances de l'Empire...

Mais, à la suppression de la *vodka* populaire, devait répondre une mesure équivalente pour les classes supérieures. Il ne serait pas dit que, seul, le riche pourrait boire. De là l'interdiction des vins de luxe, du champagne, des liqueurs de choix, interdiction appliquée et maintenue sans défaillance, en dépit des habitudes et des mœurs. On retrouve là une tradition de la Russie impériale, celle des réformes et du progrès imposés par en haut. C'est ainsi que, jadis, Pierre le Grand avait inculqué à son peuple la civilisation occidentale et fait trancher par voie d'autorité les longues barbes de ses boyards.

Il va sans dire que l'on n'a pas manqué de tricher un peu dans les restaurans de Pétrograd. Les délinquans, surveillés, ont pu s'en tirer parfois à bon compte. On se racontait l'histoire de ce traiteur qui, ayant imprudemment consenti à servir, au fond d'une tasse, de l'eau-de-vie à un fonctionnaire de la police, s'en était tiré avec de l'esprit. « Qu'est-ce que ça sent? » avait demandé d'une voix sévère le représentant de l'autorité. Et le coupable de répondre : « Excellence, je crois que ça sent trois mille roubles d'amende. » Cependant, des récidivistes, qui ne croyaient pas que la répression pût être vraiment sérieuse, ont tâté de la prison, et l'exemple a instruit les autres. A Moscou, autrefois, les orgies étaient coutumières et célèbres. Elles faisaient partie des usages et passaient pour inoffensives. Là aussi, pourtant, elles ont disparu, ou, du moins, elles ont dû se cacher, échapper aux regards d'une autorité vigilante. En sorte que la Russie qui se bat est une Russie sobre, qui respecte sa dignité. N'oublions pas d'observer, au surplus, que l'interdiction du vin a eu pour conséquence de faire apparaître sur toutes les tables une vieille boisson russe, le *kvas* populaire et rustique de pain ou de pommes. Ainsi, par un curieux choc en retour, jusque

dans les détails de la vie ménagère, la Russie se « renationalise. » C'est un des effets généraux les plus sensibles de la guerre. Nous en retrouverons plus d'un exemple.

C'est à un phénomène du même ordre que l'on a assisté dans la question des langues. L'interdiction de parler allemand, qui est affichée sur tous les murs, a peut-être rencontré plus de résistance que l'interdiction de boire du champagne. L'habitude est ancienne : elle tenait, dans la capitale surtout, à de nombreuses causes, où les origines historiques et ethniques, les relations commerciales, le voisinage, une immigration qui finissait par ressembler à une colonisation véritable, multipliaient leurs influences. La langue allemande se croyait droit de cité dans la capitale de l'Empire russe. Intellectuels, gens du monde et des affaires la parlaient également, étaient également cliens des universités, des villes d'eaux ou des Bourses d'Allemagne. Mille circonstances, grandes ou petites, traduisaient ce qu'en d'autres pays on a nommé l'emprise germanique. On remarquait que, sur les bords de la Néva, les pharmaciens, pour ne parler que d'eux, portaient tous des noms allemands. La presse allemande locale, rédigée et imprimée sur place, avait un tirage considérable. Mais quoi ! Pétersbourg, Cronstadt, Péterhof, Oranienbaum, sont-ils des noms de Russie? Contre cette invasion, une réaction énergique s'est manifestée avec la guerre. Elle a montré la nature grave, le caractère nouveau de l'ample et profond conflit. Il y a soixante ans, pendant la guerre de Crimée, le théâtre Michel n'avait pas fermé ses portes, ni cessé un seul soir de jouer le répertoire français. C'est que cette guerre franco-russe était une guerre diplomatique, on peut même dire, du moins à cet égard, une guerre de cabinets, une guerre d' « ancien régime, » qui ne mettait pas les grandes passions nationales en action. Il n'en va pas de même du vaste choc de peuples et de nationalités d'aujourd'hui. Et voilà pourquoi le baptême nouveau de la capitale fondée par Pierre le Grand a une signification symbolique si remarquable. L'Allemagne a affecté de n'y voir qu'une passagère et naïve fantaisie du slavisme, une manifestation sans portée. Elle n'a jamais voulu croire à « Pétrograd. » Grosse erreur psychologique : ce changement d'un nom consacré a été l'expression d'un état de choses nouveau et d'un état d'esprit sérieux. Il faut s'en rendre compte, ou il le faudra tôt ou tard.

Si la guerre doit marquer, pour la Russie comme pour tous les belligérans, le commencement d'une autre ère, bien des symptômes permettent de croire que cet avenir s'ouvre sous le signe du nationalisme. La question des langues est digne d'attention à cet égard. Jadis, pour initier la Russie à la civilisation européenne, le pouvoir autocratique avait vaincu la xénophobie, brisé la haine native et atavique de l'étranger. Aujourd'hui, la Russie aurait tendance à se passer de ses éducateurs occidentaux, à concevoir ses idées, sa langue, sa littérature comme se suffisant à elles-mêmes. Ici, la guerre aura hâté une évolution qui, depuis quelques années, se laissait pressentir. L'allemand est proscrit, il ne peut plus être parlé dans les rues ni dans les boutiques. Mais voilà qu'en même temps, par mesure de sécurité générale et pour remédier à l'espionnage, l'usage des langues étrangères, celles des pays alliés eux-mêmes, a été interdit au téléphone, — et Dieu sait la place que tient le téléphone dans la vie des grandes cités de Russie : nous n'en avons en France aucune idée. Il faut donc de toute nécessité que le Français, l'Anglais qui résident là-bas, possèdent au moins les élémens de la langue russe. Ils ne peuvent plus se reposer sur le célèbre polyglottisme de leurs hôtes. Plus d'un, qui ne l'eût jamais pensé, a dû se mettre à parler le russe et ne s'en tire pas si mal. Et cela aussi est un fait qu'on ne saurait négliger parce qu'il semble accidentel. Par là, un coin de l'horizon apparaît, l'avenir dessine un trait de sa figure : la guerre de 1914 aura peut-être marqué pour la Russie le commencement d'un renouveau de vie nationale, personnelle et originale.

C'est d'ailleurs une idée qu'on entend exprimer souvent et sous des formes diverses, quelquefois très vagues, mais qui toutes reviennent à dire que la guerre de 1914 désignera en Russie la date d'une délivrance. Cette libération est conçue par rapport aux influences étrangères. Ce n'est pas, à vrai dire, que la conception philosophique du conflit soit toujours la même chez nos alliés qu'en Occident. Il faut se souvenir qu'on est de l'autre côté de l'Europe, de l'autre côté de l'Allemagne : le point de vue s'en trouve affecté. Les rapports de la Russie avec le monde germanique, au cours des âges, n'ont pas eu tout à fait le même caractère que pour nous Latins. L'Allemand n'apparaît pas comme le Barbare, dont les hordes, de siècle en siècle,

ont franchi le Rhin pour conquérir et dévaster nos campagnes. Les Germains sont pour nous ce que les Tatars-Mongols ont été pour les Slaves. L'Allemand, au contraire, a été connu du peuple russe sous la forme du « colon, » du parasite exploiteur, du maître impitoyable qui traitait le moujik comme du bétail : comme les nègres d'une sorte de « planteur américain, » disait Herzen. De là est née la haine du paysan russe pour le *Niemetz*, l'étranger, le « muet » qui ne parle pas sa langue, qui le méprise, qui le bat et qui l'exploite. « Tout ce qui est bon pour l'Allemand est la mort du moujik, » dit un vieux proverbe de la Russie rurale. Cette idée ancienne, toujours puissante sur le peuple, a réapparu avec la guerre de 1914, mais peut-être aggravée. Par les échos qu'ils ont eus de cette guerre, les paysans russes eux-mêmes ont compris qu'il s'agissait de la plus grande entreprise d'asservissement que l'Allemagne eût jamais tentée. L'un d'eux disait à son maître, surpris de voir s'éveiller tant de raison chez le rustre : « Il faut que les Allemands soient battus, barine, sinon, vois-tu, ils nous attelleront à la charrue, toi comme moi. » C'est de ce sentiment que sont parties, l'an dernier, à Moscou, les émeutes populaires dirigées, quelquefois d'ailleurs avec une absence de discernement regrettable, contre tout ce qui était suspect de représenter encore le patronat allemand.

On pense bien que les classes cultivées partagent de plus près nos idées sur le caractère général du conflit. Là encore, pourtant, il y a eu, si je puis dire, des révélations de la dernière heure. D'une part, dans le passé, la politique russe n'a pas toujours suivi, on le sait, une ligne uniforme vis-à-vis des affaires d'Allemagne. Il y a même eu longtemps une tradition d'entente entre la Russie et la Prusse qui ne pouvait manquer de laisser subsister des relations, de puissantes habitudes, des manières de voir les choses et de penser. Dans le monde de « l'intelligence, » il y avait quelquefois aussi (pas toujours) un préjugé favorable à l'Allemagne philosophique, une espèce de sympathie née de l'étude. Métaphysique allemande, musique allemande avaient créé de ces liens de la pensée souvent plus difficiles à rompre que ceux du cœur. Nous avons connu tout cela en France au milieu du XIXe siècle. Nous savons comment Michelet, comment Renan perdirent leurs illusions en 1870 et la peine qu'ils eurent à les perdre. A cet égard, la guerre de 1914

pourrait bien être capable de produire chez les intellectuels russes le même effet, d'exercer le même retentissement que la guerre de 1870 chez nous. La barbarie allemande, les cruautés allemandes ont révélé une Allemagne à laquelle on se refusait à croire. Le livre du colonel Rezanof, qui relate les atrocités commises par les armées de Guillaume II sur le front oriental, livre rempli de faits et de témoignages objectivement présentés, n'a pas pu laisser de doutes pour ceux-là mêmes qui habitaient loin des territoires envahis. L'heureuse propagande du « Comité Skobelef » a fait connaître aussi, par les preuves sans réplique de la photographie, ce que c'est que la guerre allemande : une vue de la maison de Chopin dévastée et souillée par des soldats allemands, les soldats du peuple qui passait pour incarner la Musique, aura fait mieux que tous les discours pour ruiner dans plus d'un esprit incrédule la légende d'une Allemagne artiste.

Les intelligences politiques s'élèvent plus haut encore. Devant nous, cet hiver, dans une maison de Pétrograd, la conversation s'était engagée sur les causes, les origines, la nature de la guerre européenne. Tout à coup, un témoin des événemens passés, un ancien ministre russe, M. de T..., homme de haute autorité et d'expérience, laissa tomber ces paroles :

— Cette guerre, pour moi, est une guerre de rédemption. Oui, laissez-moi le dire comme je le pense, moi qui ai vécu ces temps anciens ; la Russie et l'Angleterre rachètent aujourd'hui l'erreur qu'elles ont commise en 1870, en laissant la puissance prussienne grandir sur la défaite de la France.

Quelques jours plus tard, cette mystique réaliste de la guerre, cette vue profonde sur l'enchaînement des causes historiques, devaient s'illustrer d'une manière saisissante. Nous apprenions que le petit-fils du chancelier Gortchakof venait d'être grièvement blessé sur la ligne de feu. Et nous nous souvenions alors que, douze mois auparavant, le petit-fils de Gladstone avait été tué en Artois. Ainsi, les deux hommes qui quarante-cinq ans plus tôt, avaient tenu entre leurs mains les destinées de l'Europe, ceux qui, selon l'expression de M. de T..., avaient laissé la grandeur prussienne s'élever sur la défaite de la France, Gortchakof et Gladstone se trouvaient, après deux générations, frappés par le même ennemi dans leur propre des-

cendance, dans leur propre chair... Cette idée, qui réveille le dogme antique de la réversibilité, est aussi, en définitive, celle qui, traduite politiquement, a fondé la Triple Entente. Peut-être, comme Michelet l'a écrit dans son petit livre si curieux, daté des premiers jours de 1871, *La France devant l'Europe*, quelques-uns avaient-ils cru alors que le désastre de la France serait un événement heureux, qu'il ouvrirait toute l'Europe à la Russie. Mais l'empereur Alexandre II, qui avait bu à la victoire prussienne de Wœrth, avait été le premier à revenir de cette erreur, à distinguer le péril allemand. Dès l'alerte de 1875, il avait tracé l'esquisse de la coalition anglo-franco-russe, indiqué le redressement d'équilibre que l'avenir devait imposer. A cet égard, la doctrine politique de la Russie est aujourd'hui établie avec force. La guerre l'a solidement fixée et, la presse aidant, elle l'a vulgarisée aussi. C'est pourquoi l'on peut dire que cette conception d'hommes d'État est devenue une idée presque populaire.

Cependant, sur trois fronts, la Russie combat trois ennemis différens. Et cette diversité même donne à sa guerre des formes, des aspects et des caractères multiples. Au Caucase, c'est avec le Turc que le soldat russe est aux prises. Et le Turc est « l'ennemi héréditaire, » celui contre lequel il a toujours fallu se battre, contre lequel le peuple nourrit des querelles et des rancunes historiques. De ce côté, les objectifs aussi sont traditionnels. Ils sont compris et sentis de tous. Il s'agit d'achever le vieux programme national, d'arriver à la mer libre, besoin vital. Il s'agit d'ouvrir à la Russie une nouvelle fenêtre, l'issue de tout temps désirée : et cette idée, cet instinct, cette espérance donnent des ailes aux armées du grand-duc Nicolas qui envahissent l'Asie Mineure... Mais, sur le front autrichien, changement de physionomie. Là se trouve un adversaire bariolé, tantôt hongrois, tantôt croate, tantôt tyrolien, mais des rangs duquel sort parfois quelque Tchèque, quelque Triestin qui fraternisent. Nous avons vu, dans les rues de Kief, se promener, presque en liberté, des groupes de ces « prisonniers » volontaires qui semblaient avoir retrouvé une patrie. Sur ce front, plein de surprises, les soldats russes ressentent obscurément que la guerre qui se fait est une guerre politique, qui ne met guère en jeu les passions nationales, puisque, au contraire, il arrive que l'on se retrouve entre frères de même race. Et puis,

l'armée austro-hongroise, jusque dans ses élémens solides et attachés à leur drapeau, n'est pas encore parvenue, il s'en faut de beaucoup, à ressembler à l'impitoyable machine de guerre qu'a montée la Prusse. Dans le soldat autrichien, il arrive que le soldat russe retrouve un homme. Quant au soldat allemand, c'est, comme il dit, le « diable, » c'est-à-dire un ennemi cruel, orgueilleux, entêté, fécond en maléfices et en ruses, avec qui nulle communication n'est possible. Plus d'une fois, emportant d'assaut les tranchées allemandes, les voyant aménagées avec tant de soin, avec un esprit industriel si pratique, le soldat russe s'est étonné dans son bon sens : « Puisqu'ils ont tout ce qui nous manque, disait-il des Allemands, que viennent-ils chercher parmi nous, si ce n'est la domination de nos corps et de nos âmes ? » Et c'est ainsi que le paysan russe a conçu l'Allemagne méphistophélique.

*
* *

J'ai entendu en Russie, surtout pendant la première partie de mon séjour, beaucoup de plaintes au sujet de la préparation de la guerre. Il va sans dire que « le gouvernement » était, neuf fois sur dix, rendu responsable de ces lacunes et de ces insuffisances. A quoi un Français ne pouvait s'empêcher de répondre :

— Ah ! prenez garde que vous reprenez exactement, de votre point de vue libéral, les reproches que l'opposition de droite, en France, adresse au Parlement.

La vérité est que l'Allemagne, par sa guerre « préventive, » a surpris la Russie en pleine réorganisation militaire, une réorganisation qui ne devait produire ses effets que des années plus tard. Ah ! certes, non, ce n'est pas en Russie qu'il faut venir, si l'on veut découvrir les traces du prétendu complot et de l'agression dont l'Allemagne s'est dite la victime. Comme la France, comme l'Angleterre, le conflit européen a trouvé la Russie en véritable état d'innocence. On ne savait pas ce que serait cette guerre. On ne calculait pas les efforts, surtout l'effort industriel, qu'elle exigerait. On a été trop long à reconnaître l'importance des munitions. Mais cette faute, est-ce que, à des degrés divers, ce n'a pas été celle de tous les Alliés ? Les Russes ont peut-être seulement commencé à la reconnaître et à la corriger plus tard que nous.

A ce sujet, on a beaucoup parlé de trahison en Russie : il ne faudrait pas en voir plus qu'il n'y en a eu. Il est à remarquer, d'abord, que toutes celles que l'on a connues l'ont été par les châtimens exemplaires qui les ont punies. Ce n'est pas un État faible que celui où l'on sait si énergiquement réprimer et où la sanction est si près du crime. Lorsque la méfiance et le soupçon se propagent, tourmentent et troublent l'esprit public, la peine capitale est le critérium qui fait distinguer les accusations vraies des fausses. On avait répandu le bruit, cet hiver, à Pétrograd, qu'une personne fort connue, appartenant à la société, avait été arrêtée parce que son salon était un centre d'espionnage. Comme les familiers de la maison, les curieux et les journalistes avides d'informations se succédaient au téléphone : « Répondez que je suis pendue, » commanda cette femme d'esprit à ses domestiques. C'est par des pendaisons effectives et impitoyables que la Russie a appris qu'en effet il y avait eu quelques traîtres : la sévérité et la promptitude de l'exemple n'auront pas encouragé les imitateurs. Quant au général Soukhomlinof, dont on connaît la triste aventure, je n'ai pas à prendre sa défense, ni même à plaider pour lui les circonstances atténuantes. Il y a, contre cet ancien ministre de la Guerre, des chefs d'accusation dont plusieurs sont graves. Et si des faiblesses domestiques, des entraînemens du cœur les expliquent, ils ne les excusent pas. Quand on lui reproche de n'avoir pas prévu le nombre d'obus qui devait être nécessaire, d'avoir même refusé certaines offres de concours pour la fourniture des munitions, il est permis de penser qu'il a pu être commis ailleurs, — et l'Allemagne n'est pas exclue, — des erreurs équivalentes dont les auteurs n'ont jamais passé pour des traîtres. Sans compter que le général Soukhomlinof était ministre de la Guerre avant et pendant les heureuses offensives de la première partie de la campagne, en sorte que, pour tout ce qui touche à l'organisation générale, c'est à lui, en bonne justice, que le mérite de ces succès devrait revenir. Mais le fait important et qui demeure, celui sur lequel l'attention doit se fixer, c'est qu'un général, la veille encore ministre de la Guerre, ait été arrêté et déféré à la justice, dès que des accusations précises ont pesé sur lui. Au moment où nous quittions Pétrograd, le général Soukhomlinof était détenu à la forteresse Saint-Pierre et Saint-Paul, dans le même cachot de la même citadelle qui a

servi jadis pour le tsarévitch Alexis, le mauvais fils de Pierre le Grand. Un système de répression qui ne recule pas devant des manifestations aussi éclatantes, qui a derrière lui des exemples historiques aussi frappans, doit nous laisser sans inquiétudes. Peut-être ce système entretient-il dans l'imagination populaire la légende des trahisons. Encore vaut-il mieux que celui qui consisterait à laisser les trahisons ignorées et impunies, quand il vient à s'en produire.

Une période heureuse, des succès comme ceux qu'a remportés le général Broussilof suffisent d'ailleurs à dissiper les méfiances et les mécontentemens presque inévitables excités par des revers passagers. Si l'offensive d'été a pu réussir, c'est justement parce que les nouvelles armées russes ont recueilli les fruits de l'expérience et du travail silencieusement accumulés pendant les quinze derniers mois.

On a beaucoup travaillé, en effet, depuis l'évacuation de la Galicie et de la Pologne. L'administration, — couramment nommée la « bureaucratie » dans le langage péjoratif de l'opposition, — a fait des efforts que le public n'apprécie pas toujours avec assez de justice, parce qu'il ne se rend pas assez compte des obstacles et des difficultés. De leur côté, les commissions de la Douma et du Conseil de l'Empire ont donné une impulsion heureuse à maints rouages de la défense nationale. On a vu surgir, aussi, de la terre et du peuple russe, des institutions originales dont l'action a été bienfaisante. Telle est l'« Union des Zemstvos et des Villes. » Cette organisation, qui, dans la Russie proprement dite, groupe les assemblées locales de la quasi totalité des gouvernemens, n'était, à l'origine, qu'une œuvre d'assistance et de secours aux blessés. Elle a fini par compter dans ses hôpitaux plus de lits que la Croix-Rouge, plus que l'administration militaire elle-même.

Je revois encore, à Moscou, le prince Lvof, président de l'Union, m'en expliquant le mécanisme dans le bureau nu et sans luxe où il passe ses jours et ses nuits au travail : car on a peine à croire à la simplicité des Russes, à la facilité avec laquelle ils négligent l'apparat, le cérémonial, même le confort. Chez eux, le dernier souci d'un comité qui se fonde est bien de posséder un hôtel, des meubles, une livrée, un équipage... Rien de plus intéressant que la manière progressive dont l'Union est arrivée, un besoin en appelant un autre, à subve-

nir aux nécessités les plus diverses, équipant l'armée, lui fournissant des attelages, et, à la fin, des munitions même. On touche, par cette activité et par cette énergie, ce qu'il y a dans le peuple russe de plus décidé à vivre et à vaincre. On trouve là une haute expression du sentiment national. Pourtant, nos amis de Russie permettront-ils qu'on présente une observation et un regret? Entre les organisations diverses qui se partagent les besognes de la guerre, il y a une émulation qui va peut-être trop loin, qui, poussée jusqu'à la rivalité, nuit à la collaboration, disperse au contraire les efforts. Certaines manifestations nous ont fait penser parfois à nos divisions gauloises, qui, au cours de l'histoire, ont été funestes à la patrie, ont fait la joie secrète de l'ennemi du dehors. M. Stürmer a été conduit, en ces derniers temps, à prendre, à l'égard de l'Union des Zemstvos et des Villes, des mesures restrictives, à interdire les congrès des divers comités de guerre. L'observateur impartial doit reconnaître qu'il se faisait à ces congrès un peu trop de politique. De même la Douma, dont la bonne volonté est certaine, qui a bien mérité de la défense nationale, n'est pas sans avoir commis quelques imprudences. Malgré l'appel patriotique d'une partie des chefs socialistes, il s'est produit, dans l'industrie de guerre, quelques grèves regrettables. N'ont-elles pas, pour une part, été la conséquence de discours que l'ouvrier russe, encore bien jeune, bien sujet aux entraînemens, est toujours disposé à prendre au pied de la lettre? Les incidens de l'usine Poutilof ont coûté au général Polivanof le portefeuille de la Guerre. Ce n'était peut-être pas sans raison. Et le général avait-il assez calculé qu'une parole tombée de la tribune de la Douma peut avoir pour effet de ralentir la production de l'artillerie?

Mais ces accidens sont peu de chose si on les compare à l'ensemble des résultats atteints, à la marche générale du pays vers une exploitation méthodique et une application rationnelle aux besoins de la guerre de ses immenses ressources. Les vastes proportions de la Russie, sa diversité, ses distances, la dissémination de ses centres de travail, ont alourdi, ralenti la mise en train et ne permettent pas que son effort se manifeste aux yeux aussi nettement que dans les grands pays de concentration industrielle comme la France et l'Angleterre. Qui pourrait se flatter de rassembler d'un coup d'œil le labeur de l'énorme Empire? La guerre serait peut-être finie avant

l'enquête. Tout ce qu'on peut demander au voyageur, c'est de rendre compte des signes qu'il a été à même de recueillir. En voici deux, parmi d'autres, qui expriment, d'une façon presque symbolique, la volonté de la Russie résolue à forger les instrumens de sa victoire.

*
* *

Lorsque Napoléon fut arrivé en vue de Moscou, il s'arrêta longuement sur une éminence d'où la ville aux innombrables églises apparaît. Le « Mont des Moineaux » est une des promenades préférées des Moscovites. De là, quand le soir tombe et que le soleil s'incline sur les tours farouches et bizarres du Kremlin, allumant les bulbes dorés des cathédrales, la vaste cité où bat le cœur de la Russie semble encore plus mystérieuse.

Naguère, au pied de cette colline où Napoléon a médité et peut-être aperçu pour la première fois la folie de son entreprise, une usine allemande s'élevait. C'était la succursale d'une célèbre maison de Francfort, une des plus grandes fabriques de produits chimiques qui soient au monde. L'installation en était parfaite, le laboratoire peut-être le mieux monté, le plus complet qui existât en Russie. La bibliothèque était composée avec un choix excellent. Là, tout se trouvait réuni pour produire beaucoup, pour travailler vite et bien. En pleine guerre, des chimistes allemands y travaillaient même encore, lorsqu'un officier français, membre de notre mission technique en Russie, à la recherche d'ateliers pour le chargement des obus, découvrit l'an dernier cette oasis scientifique. D'abord, il fit envoyer les chimistes au fond de la Crimée. Puis, exploitant l'organisation allemande avec le réalisme de France, il adaptait, en quelques semaines, à la fabrication des munitions de guerre, les bâtimens de la société de Francfort. C'est ainsi qu'au pied du Mont des Moineaux, où le souvenir de Napoléon vit encore, l'ancienne usine de nos ennemis est devenue, par la collaboration franco-russe, un des centres d'approvisionnement les plus actifs de l'artillerie de nos alliés.

Depuis, sur un autre point de la banlieue de Moscou, une autre usine, élevée, elle aussi, par les Allemands, a été mise sous séquestre et réservée pour la préparation des explosifs. Une troisième sert à composer des gaz asphyxians. L'Allemagne n'avait pas prévu ces représailles lorsqu'elle avait installé à

Moscou, avec ce coûteux déploiement de luxe scientifique, et pour mieux s'emparer du marché russe, des succursales de son industrie. C'est un acte de bonne guerre où l'on distingue un grain d'ironie française. C'est aussi un indice de l'activité, de la décision, de l'esprit pratique avec lequel notre mission militaire a aidé la Russie à résoudre le problème des munitions. D'autre part, du côté russe, il a fallu une intelligence élevée de la situation pour adopter les procédés de nos spécialistes, se mettre à leur école, suivre leurs conseils et s'en rapporter à leur expérience : il s'est formé une collaboration que les Russes ont eux-mêmes appelée « fraternelle. »

Nos officiers étaient arrivés avec des méthodes nouvelles et aussi avec des habitudes, une façon de voir les choses qui risquaient de ne pas s'accorder avec les habitudes et les idées de la Russie. Pourtant, il n'y a eu ni heurts, ni sérieuses difficultés, Après les hésitations inévitables de la mise en train, tout a marché à souhait. M. Albert Thomas, pendant son voyage d'études, a pu encore constater l'importance des résultats obtenus. La mission, dès l'origine, ne comprenait pas moins de vingt-quatre officiers, techniciens remarquables, dont le chef, le colonel P..., est une des autorités de nos arsenaux. Ces officiers français, que d'autres peu à peu sont venus rejoindre, demandés par les autorités russes elles-mêmes, on les trouverait à l'œuvre sur les points les plus divers de l'Empire. On ne les rencontre pas seulement à Moscou, à Pétrograd, dans les grandes usines métallurgiques du Donetz. Il y en a jusqu'au Caucase, jusque dans le lointain Oural. Quelle grande idée donne de lui-même notre pays quand on le voit assez riche en talens et en hommes, assez généreux, assez intelligent des nécessités d'une guerre de coalition pour se priver de pareilles forces, ou plutôt pour comprendre qu'en les prêtant à ses alliés, qu'en aidant ses alliés à développer leurs moyens d'action, il avance le succès de la cause commune ! Tel est l'esprit qui vivifie les alliances. En même temps, ce sont des germes semés pour l'avenir. Aux industries de guerre créées sur son propre sol, la Russie devra, à la paix, de pouvoir se passer de l'Allemagne, dont elle était tributaire pour les produits chimiques. Ce sont même, en partie, des chimistes alsaciens, engagés volontaires ou officiers de notre armée, qui auront apporté à l'industrie russe le moyen de s'affranchir des chimistes

allemands. Tels sont les fruits que la Russie tirera de cette collaboration qui fait également honneur aux deux pays alliés. Mais cela, ce ne sont pas seulement les autorités militaires impériales qui l'ont compris. L'initiative privée s'en est aussi mêlée. Je sais tel riche marchand de Moscou, un de ces *kouptzi* dont l'audace dépasse souvent celle des hommes d'affaires américains, qui a fourni des fonds considérables pour l'installation d'une usine de guerre conforme au plan français, et la hardiesse de ce négociant moscovite a permis de réaliser d'un seul coup ce qui, sans lui, eût demandé des formalités, peut-être de longs délais.

Le *koupetz*, qui avance plusieurs millions de roubles pour la fabrication des explosifs selon la formule française, fait peut-être une affaire. Pourtant, il a confiance dans son pays, un sentiment national l'anime, il désire, il veut aider la victoire. La même passion, la même volonté se retrouvent dans une tout autre sphère. Deux moines, l'an dernier, deux dignitaires du clergé noir, se présentaient au colonel P... « Nous avons dans notre monastère, dirent-ils au chef de la mission française, des tours, de la main-d'œuvre. Nous pouvons produire tant d'obus par jour. Nous venons nous mettre à votre disposition. »

Ces moines étaient les supérieurs du couvent fameux de Serghiévo-Troïtsa (on dirait, à peu près, en français, la Trinité-Saint-Serge), qui se trouve à soixante verstes de Moscou. La « laure » de Troïtsa est assurément pour le voyageur une des plus remarquables curiosités de l'Empire, quelque chose de plus frappant que la laure de Saint-Alexandre Nevsky ou que celle de Kief, quelque chose, peut-être, de plus étrange encore que le Kremlin lui-même. Illustre à travers la Russie orthodoxe, ce monastère est une ville. Il est même une citadelle. Sans doute, ses tours et ses murailles ne tiendraient pas longtemps contre l'artillerie de notre siècle. Mais, au temps des faux Démétrius, les Polonais l'ont vainement assiégé. En 1812, les Français, dit-on, se seraient mis en marche pour s'emparer de ses richesses, et la légende veut qu'une intervention miraculeuse les ait égarés dans les forêts voisines. « En sorte, disait avec énergie le successeur des moines militans qui nous montrait l'étrange forteresse, en sorte que jamais l'étranger n'a foulé ce sol sacré. Depuis l'expulsion des Tartares, cette terre a toujours été russe, ces sanctuaires n'ont jamais été pro-

fanés. » Par là, Saint-Serge est un lieu d'élection et de privilège, et c'est ce qui le désigne entre tous à la vénération des pèlerinages. Dans ce réduit national, les empereurs de Russie ont trouvé parfois un refuge, toujours une retraite pour la méditation. On voit, sur les remparts, les dalles qui marquaient la promenade de Pierre le Grand, et c'est là que le fondateur de la Russie moderne a médité son œuvre. A son tour, trois fois en trois années historiques, Nicolas II sera venu se recueillir, sera venu écouter « la voix de la terre russe » dans l'ermitage impérial qu'enferme Troïtsa : en 1912, après les cérémonies du centenaire de l'invasion napoléonienne, en 1913, pour le troisième centenaire de l'avènement des Romanof, — et enfin, au mois d'août 1914, quelques jours après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie.

Avec ses souvenirs, ses reliques, ses miracles, ses richesses, Troïtsa est un des points vitaux de la religion orthodoxe, un des lieux sacrés du patriotisme et de la foi russes. Quand on découvre l'amas de ses constructions multicolores, ses dômes et ses clochers inimitables, on serait tenté de se croire en face d'une ville chinoise. Quand on voit ses cloîtres et ses thébaïdes répandues aux solitudes d'alentour, on se trouve reporté à l'ascétisme des antiques églises d'Orient. Or, cette cité de moines, de théologiens et d'ermites est, en même temps, une grande cité industrielle. Qui croirait que, près de la châsse et des restes de Saint Serge, deux mille ouvriers travaillent pour la guerre? Derrière les murs qui ont résisté aux Polonais et abrité Pierre le Grand contre les Strélitz en révolte, grâce aux richesses accumulées au cours des âges et qui, plus d'une fois, déjà, ont aidé à sauver l'Empire, on tourne aujourd'hui des obus qui serviront contre un envahisseur nouveau, contre l'envahisseur allemand. Serghiévo-Troïtsa remplit encore son rôle historique. Ainsi continuent de s'allier dans la guerre présente ces traditions nationales et ces traditions religieuses dont l'union fait comprendre ce que les Russes veulent dire quand ils parlent de la « Sainte Russie... »

*
* *

La Sainte Russie a trouvé la Russie libérale à ses côtés dans la guerre, comme les « deux Frances » dont a parlé un jour un écrivain suisse, s'y sont rassemblées. Un fils de M. Milioukof,

l'homme peut-être le plus « représentatif » du parti constitutionnel-démocrate, a été tué sur le front : ce sang aura scellé entre Russes un nouveau pacte. Et c'est un autre chef cadet qui a prononcé ce mot qui est plus qu'un mot d'esprit, qui est peut-être un mot historique : « Trois choses ont sauvé l'Europe : la France en gagnant la bataille de la Marne; l'Angleterre en assurant la liberté des mers; les libéraux russes en ne faisant pas de révolution. »

Cependant, il arrive en Russie que l'on entende encore parler de révolution. C'est même un propos de conversation courante. Il impressionne d'abord. Très vite, on s'aperçoit mieux qu'il ne correspond guère à la pensée des classes les plus éclairées ni des personnes les plus influentes. On remarque aussi que, là même où l'on paraît appeler un profond changement politique, on ajoute toujours que le moment serait mal choisi, que les circonstances ordonnent la tranquillité et l'union à l'intérieur. Quiconque envisage une révolution ne conçoit jamais qu'une révolution « à terme, » une révolution qui devra être, à tout le moins, reportée après la guerre. A la longue, l'observateur est tenté de conclure que l'idée de révolution, en Russie, pourrait bien se survivre à elle-même, être en voie de passer à l'état d'habitude verbale. Il évoque même quelquefois le « mythe révolutionnaire, » dont la théorie a été faite par un sociologue français. Selon la nature des esprits, selon le degré de culture ou les intérêts des classes, selon les points de vue régionaux, toujours importans en Russie, le mythe conserve plus ou moins de netteté et d'action, il subsiste à l'état plus ou moins pur. On peut constater qu'il s'altère davantage chez les hommes que leur situation ou leurs fonctions ont mis à même d'apercevoir les réalités et les difficultés des problèmes politiques nationaux. Le mot, digne d'un esprit véritablement politique, que nous citions tout à l'heure, montre qu'un certain nombre de réflexions ont fait leur chemin. Quoi! l'absence de révolution en Russie a sauvé l'Europe au même titre que notre victoire de la Marne? Mais comment une révolution qui ne serait pas bonne pour la Russie pendant la guerre le deviendrait-elle après? Et l'idée, passant de l'absolu au relatif, le prestige n'en est-il pas atteint?... Voilà ce que l'on peut se demander.

L'esprit de modération et d'opportunisme qui se manifeste

chez les hommes les plus distingués parmi ceux qui représentent les idées libérales est assurément l'une des choses qui nous ont le plus vivement frappé. Un véritable esprit gouvernemental paraît vouloir se former là. On en est déjà à « sérier les questions. » C'est que, en Russie comme ailleurs, la guerre a déterminé bien des réflexions, corrigé bien des points de vue. A la Douma, la constitution du bloc progressiste, qui exclut seulement l'extrême-droite et l'extrême-gauche socialiste, a eu pour effet de former une sorte d'opinion moyenne. Cette opinion s'exprime par des formules dont la bénignité surprend, indigne quelquefois les libéraux de l'âge héroïque, ceux qui en sont restés au programme des revendications intégrales. Un cadet comme M. Milioukof, par exemple, a renoncé pour le moment au principe du ministère responsable devant la Douma. Partisan du possible, il se contente de la formule du Bloc : « Un ministère composé d'hommes jouissant de la confiance publique. » Lorsque M. Milioukof est venu à Paris, au mois de mai, il a beaucoup surpris le rédacteur d'un de nos journaux socialistes en manifestant cette modération. Mais, parmi les Russes eux-mêmes, l'étonnement n'avait pas été moins vif. Et, dans l'opinion radicale, les troupes sont peut-être restées plus intransigeantes que les états-majors. Même il m'est arrivé d'entendre tels grands seigneurs un peu anarchistes, — et lorsque le grand seigneur incline vers l'anarchie, il n'est pas rare qu'il y verse, — se plaindre des professeurs et des avocats, traîtres à l'idéal de la liberté. Ces professeurs, ces avocats, ont seulement acquis de l'expérience, ce qui jusqu'ici manquait le plus au monde brillant de l' « intelligentsia. » J'ai été frappé de la simplicité et du naturel avec lesquels un des députés les plus remarquables du parti cadet me dit un jour qu'il s'était trompé pendant toute une partie de sa vie en admettant que l'ère belliqueuse fût close pour l'humanité et qu'il regrettait amèrement son erreur. Rien dans notre conversation ne sollicitait un aveu de cette nature. Ce qu'il y avait de spontané, de libre, de sincère dans ces paroles, ce dédain de toute tricherie, de toute explication avantageuse, me donnèrent l'impression rare de la virilité et de la maturité intellectuelle. Le même levait les bras au ciel en parlant de ceux qui croient pouvoir, en Russie, négliger le fait monarchique, négliger aussi la puissance de sentiment, l'immense pouvoir de suggestion historique que le nom seul de

l'Empereur représente... A notre avis, le nombre des partisans de l'idée constitutionnelle qui commencent à accepter l'idée d'une évolution régulière dans le cadre des institutions de l'Empire, peut être, en définitive, regardé comme accru et comme renforcé par les événemens de la guerre. Chez les « progressistes » eux-mêmes, doctrinaires plus entiers, théoriciens sévères, j'ai distingué quelquefois une hésitation. Oh! sans doute, ils gardent une foi, une confiance inébranlable dans la vertu des institutions libres. Tout s'arrangera par la liberté, tous les problèmes seront résolus par elle, même les plus difficiles qui se posent à la Russie, celui des nationalités et des « allogènes » par exemple. De quel ton j'aurai entendu parler de donner « un *Home rule* à la Pologne! » Cette admiration de la Constitution britannique, cette ardeur à l'imiter vont si loin qu'on serait parfois tenté de se demander si, pour achever la ressemblance avec le modèle anglais, il ne faudrait pas encore de l'eau tout autour de la Russie. Mais l'ironie ne serait pas de mise. On ne la comprendrait pas. Et les progressistes sont bien loin d'être seuls à rendre ce culte à la « Mère des Parlemens. » Peut-être justement ce culte, en dépit du caractère théorique de leur opposition, serait-il capable de les incliner, à la longue, à admettre la possibilité d'un accommodement aux institutions existantes. J'ai retenu la netteté avec laquelle M. E..., un des chefs les plus écoutés du progressisme, me dit un jour que, tout en n'étant pas certain que l'avenir dût voir cette évolution paisible sur laquelle d'autres comptent, il tenait au moins pour exclue l'hypothèse d'une « révolution sérieuse. »

Au fond, quel est le grand débat politique de la Russie d'aujourd'hui? Il semble que, là-dessus, la guerre ait produit quelque clarté. S'agit-il d'obtenir le régime parlementaire intégral, avec ministère responsable? Nous avons vu que, dans la gauche elle-même, les hommes politiques les plus clairvoyans ont rejeté au second plan cette partie de leur programme. Le « Bloc progressiste » est d'accord pour se borner à demander la présence au pouvoir d'hommes qui jouissent de la confiance de la nation. La formule est séduisante peut-être. Elle est assez captieuse aussi. Mais où sont ces hommes? Qu'est-ce qui les désigne? A quelles marques les reconnaître? Et puis, des personnalités assez populaires auprès de tant de millions de Russes pour posséder leur confiance existent-elles? Peuvent-elles même

exister ? C'est, dit-on, l'objection qui s'est élevée jusqu'ici dans les cercles du pouvoir contre cet article fondamental du Bloc. Et l'objection n'est pas sans force. En réalité, la vraie question est une question de contrôle, et c'est à cela que se ramènent la plupart des conflits véritablement sérieux qui surgissent entre la Douma et le gouvernement.

Il est de mode d'accabler la bureaucratie russe, de la rendre responsable de tous les mécomptes et de tous les maux du pays. Il est vrai qu'elle a eu, qu'elle a encore à remplir une tâche immense et qu'elle se refuse à partager. Il est vrai qu'elle n'est pas infaillible, qu'elle a ses défauts, après avoir eu jadis ses tares. Mais pourrait-on se passer d'elle? Et par quoi la remplacerait-on dans sa fonction historique ? Voilà peut-être le vrai problème. On devine ce que peut peser aux administrés l'omnipotente hiérarchie instituée par Pierre le Grand. Mais que deviendrait l'État russe privé de l'épine dorsale que son créateur lui a donnée ? On doit se le demander aussi et il serait imprudent de répondre à la légère. « Ne médis pas du *tchine*, il n'y a que cela de bien fait en Russie : » ce sont des paroles que Dostoïevski a mises dans la bouche d'un de ses personnages. Elles font réfléchir autant que ces suggestions d'un observateur attentif de la vie russe : « Avant de médire des *tchinovniki*, pensez au succès de l'œuvre énorme d'administration qu'ils ont réalisée et qu'ils continuent. Ces incommensurables pays soudés les uns aux autres, sans doute, à certains points de vue, il était plus aisé de les embrasser que s'il se fût agi de colonies éparses. Mais il faut dire qu'à d'autres égards leur juxtaposition rendait leur résistance plus périlleuse et que le frémissement de l'un d'eux menaçait toujours de se propager parmi tous. A travers cet immense Empire, un peu grâce à l'effort ininterrompu des *tchinovniki* aux casquettes multicolores, règne, analogue à la paix romaine, la paix russe (1). »

On est sensible aux abus, aux lacunes du système. On néglige les services rendus. C'est une disposition d'esprit assez générale en Russie et nous avons longtemps connu la même en France. Nos penseurs, nos intellectuels, au XIXe siècle, ont commencé à réhabiliter l'État et ses organes du jour où ils ont été plus frappés de la protection et des avantages que la nation

(1) Louis Arqué, *Les modifications dans l'équilibre des classes sociales en Russie.*

en retire que de la discipline à laquelle l'individu est astreint. Telle a été, chez nous, la leçon philosophique de 1870. La Russie n'a encore trouvé ni son Renan ni son Taine. Et nous savons bien qu'on reproche justement à la bureaucratie ce qu'elle n'a pas fait dans la guerre de 1914. Mais quel esprit dressé aux bonnes méthodes voudrait faire l'expérience de ce qui se fût passé si la Russie, au moment où elle devait affronter cette tourmente, eût été privée d'un des instrumens historiques de sa vie, de son développement et de son expansion nationale?

Nous avons beaucoup entendu dire qu'on verrait « du nouveau » en Russie après la guerre. « Du nouveau, » c'est un mot qui se prête à bien des interprétations. Une rénovation peut se concevoir de bien des manières. Et souvent nous avons pensé au grand patriote russe qui, au commencement du xxe siècle, avait entrepris de rénover son pays et de réformer au lieu de révolutionner. Stolypine avait prévu les orages européens. Il avait voulu mettre la Russie en état de résistance et, pour cela, il l'avait réorganisée et fortifiée à l'intérieur. Avant lui, la Russie avait eu un empereur à l'esprit vaste et au cœur généreux, qui avait commencé une œuvre semblable à la sienne : Alexandre II a été assassiné. Avec Stolypine, la Russie a eu un ministre qui, ainsi que le proclame, à Kief, l'inscription de sa statue, a mérité la reconnaissance de la nation russe : il a été assassiné encore... Contre Stolypine, dont on oublie les services, et qu'on accuse d'avoir « consolidé la réaction, » il subsiste des rancunes qui n'ont pas désarmé. Ce serait à désespérer de la raison et du progrès, si cet homme d'État n'avait laissé aussi des admirateurs et des élèves. Et nous avons été frappés de voir son portrait à la place d'honneur dans bien des maisons : chez un octobriste comme M. Goutchkof ou chez un nationaliste comme le comte Bobrinski. Son école est celle de la politique nationale et du bon sens. Ceux qui la représentent, c'est par exemple M. Sazonof qui vient de quitter, vaincu par la fatigue, un poste où il s'est montré à la fois patriote russe, fidèle ami de la France et bon Européen. C'est encore M. Krivochéine qui a été au pouvoir et qui sans doute y reviendra. Il semble qu'il y ait là une précieuse réserve pour la nation.

Les Russes aiment citer ce mot d'un de leurs poètes : « Avec l'esprit, on ne comprend pas la Russie. Avec une

archine on ne la mesure pas. Pour connaître la Russie, il faut croire et avoir la foi. » Plus qu'aucun autre, la Russie est le pays des surprises. On en éprouve à chaque pas, et de tous les genres. On y rencontre des libertés qui étonnent d'abord sur cette terre de l'autocratie, qui choquent même un peu les Français accoutumés à la centralisation et à l'omnipotence de l'État. C'est ainsi qu'il existe à Pétrograd une vaste et riche Université réservée aux femmes. C'est une institution privée, dont le conseil d'administration est indépendant. Pourtant, le recteur choisi par le conseil reçoit des appointemens de l'État. Les diplômes obtenus par les étudiantes de cette Université libre ont la même valeur que ceux de l'État. Le professeur qui me montrait les salles de cours et les bibliothèques était un vieux libéral, un élu de la première Douma, et qui jadis avait fait de la prison pour la cause : je pus lui dire qu'en France on ne concevait pas la liberté d'enseignement poussée à ce point. S'agit-il d'institutions populaires ? Notre démocratie n'a pas l'idée de ce qui a été tenté, — à quelques pas de la célèbre forteresse de Pierre et Paul, — par un membre de la famille impériale, et avec quel succès ! Le *Narodni Dom*, la maison du peuple, a été fondée par le grand-duc d'Oldenbourg pour donner à la population modeste et ouvrière de Pétrograd un lieu de réunion et des récréations artistiques. C'est aujourd'hui un palais, qui renferme plusieurs théâtres, où, pour quelques kopeks, trente mille personnes peuvent chaque soir entendre l'opéra, le drame, la comédie, où les plus illustres chanteurs, ceux dont le cachet se paye plusieurs milliers de roubles, ne dédaignent pas de se faire entendre. On mange aussi, au *Narodni Dom*, et des cuisines gigantesques y préparent des repas appétissans, quoique économiques. M. Poincaré, à l'un de ses voyages officiels en Russie, a visité ce palais du peuple. C'est en effet une des curiosités de la Russie contemporaine qu'une pareille institution, dont l'équivalent n'existe pas ou bien végète dans les pays de démocratie à tendance socialiste, et qui prospère dans l'Empire des tsars. Mais la Russie n'est-elle pas la terre de ces apparentes contradictions? N'a-t-elle pas la République et le régime des assemblées à ses origines et dans son passé, avec *Monseigneur Novgorod la Grande* et la *Vetché?* Est-ce que le servage, au lieu d'être une survivance, n'a pas été chez elle une fondation des temps relativement modernes?

Est-ce qu'elle n'a pas pratiqué le communisme bien avant qu'il eût été prêché en France et en Allemagne ? Est-ce qu'enfin la hardiesse de ses législateurs n'a pas étonné bien souvent, au point qu'on a pu dire du code de Catherine II qu'il contenait des axiomes « à renverser des murailles ? »

Je n'ai jamais eu l'impression que la Russie pouvait se définir le pays de l'inattendu autant que le jour du mois de février 1916 où l'Empereur est venu « prier avec la Douma. » C'était un coup de théâtre, en effet : pour la première fois depuis que l'institution existe, le souverain paraissait au palais de Tauride. L'assemblée, prorogée, puis convoquée de nouveau, revenait en session d'assez mauvaise humeur. Une heure à peine avant la séance de rentrée, le président était officiellement averti que Sa Majesté en personne allait venir. J'étais dans la salle des Pas-perdus du palais jadis construit pour Potemkine, et où se réunissent aujourd'hui les représentans du peuple russe, lorsque cette nouvelle imprévue se répandit. Elle illumina aussitôt les visages, et si quelques démocrates notoires s'éclipsèrent, ce fut pour aller revêtir la redingote qui leur paraissait convenir à la solennité de la circonstance. Bientôt, Nicolas II, sans apparat, en simple uniforme de campagne, avec une suite peu nombreuse, entrait au milieu d'une double haie de députés dont beaucoup portaient la chemise paysanne et qui acclamaient avec enthousiasme le *Gossoudar Imperator*. Pour le témoin étranger, il y avait là une inestimable manifestation de loyalisme et d'union nationale, qui détruisait les spéculations intéressées que l'ennemi de Berlin fondait de longue date sur les divisions de la Russie. On lisait la satisfaction du patriotisme sur le visage rayonnant du président Rodzianko qui, dans son incarnation nouvelle, garde sa belle prestance de colonel de cavalerie. Quelques instans plus tard, l'assistance entière s'agenouillait, priait avec les prêtres devant les saintes images, pour le tsar, pour la famille impériale, pour la Russie, remerciait Dieu pour les succès que les armées russes venaient, peu de jours auparavant, de remporter sur les Turcs. La voix puissante du président de la Douma dominait les autres, donnait le ton à ce chœur des classes et des partis. Et ce qui frappait peut-être le plus vivement le spectateur venu d'Occident, c'était ce mélange des pompes religieuses à la vie politique. Des chants sacrés dans cette Douma dont l'esprit est si libre !

C'était pour nous comme un paradoxe. C'est un fait, pourtant, que l'anticléricalisme, en Russie, n'est pas une opinion politique et que l'on voit, — sauf chez les progressistes et à l'extrême gauche, — des popes siéger parmi les groupes les plus avancés...

A part les socialistes, dont les bancs d'ailleurs étaient vides, tous les députés, debout, chantèrent l'hymne national, tandis que l'Empereur, affable et grave à la fois, traversait la salle des séances. Parmi les circonstances tragiques qu'a déjà connues son règne, au milieu d'événemens nouveaux dans l'histoire de Russie, de problèmes que n'ont pas eu à résoudre ses prédécesseurs, Nicolas II a toujours su prendre les décisions et les initiatives nécessaires. Nous avons, pendant cette journée du palais de Tauride, suivi avec un intérêt puissant l'expression, les regards, les mouvemens de ce souverain qui commande à 175 millions d'hommes. Sur son visage, avec quelle rapidité succédaient, aux signes d'une émotion contenue, ceux d'une attention clairvoyante appliquée aux moindres détails de cette scène historique ! On sentait que, parmi les dons qui aident l'Empereur à venir à bout de sa tâche, il possède ceux de l'observation, du jugement et de la mémoire. Il a aussi la volonté. Au cours de cette guerre contre l'Allemagne, Nicolas II, invariable dans ses résolutions, aura été le centre vivant de la résistance de l'Empire. Par son ferme propos de vaincre Guillaume II, à qui il ne pardonnera ni ses outrages, ni sa félonie, il fait penser à ce qu'un historien russe a écrit d'Alexandre Ier. « Convaincu par l'expérience de longues années que ni les pertes infligées à Napoléon ni les traités conclus avec lui ne pourraient arrêter son ambition, Alexandre résolut de poursuivre la guerre jusqu'au renversement de son ennemi. » Ce qu'a fait le tsar de 1814, le tsar de 1914 le recommence, mais contre l'héritier de celui que ses prédécesseurs du XVIIIe siècle avaient nommé « l'outrecuidant voisin. » Et si les Hohenzollern ont été le « rocher de bronze » de l'État prussien à travers les péripéties de l'histoire, le granit des Romanof n'est pas moins dur. Le sentiment de l'intérêt national et la tradition dynastique s'unissent chez Nicolas II pour le déterminer à conduire la guerre jusqu'au bout. Quand il n'y aurait pas sa parole loyale donnée aux Alliés, sa conscience lui interdirait encore de laisser à son fils un Empire plus petit que celui qu'il a reçu de son père. Partie du trône, cette inébranlable volonté anime les

ressorts de l'État, se propage aux extrémités de la nation. Elle est, pour la Russie en guerre, une de ses plus grande forces, une de ses sécurités.

*
* *

L'Allemagne, pourtant, a pu croire qu'elle trouverait en Russie des influences favorables et qui agiraient pour elle. Elle espérait, par exemple, avoir convaincu une partie de l'opinion conservatrice que l'Empire allemand représentait à travers le monde les principes de l'ordre et de l'autorité. S'il existe des conservateurs, en Russie, qui nourrissent une illusion pareille, il faut croire qu'ils évitent la société des Français, car je n'en ai pas rencontré. Au surplus, il est notoire que l'Allemagne souhaitait à ses adversaires de l'Est une révolution qui les eût affaiblis, voués au désordre et à la défaite. Longtemps, ses journaux ont eu une rubrique de « la fermentation en Russie » qui, depuis quelques mois, a disparu faute d'alimens. Car l'Allemand est conservateur pour lui-même et révolutionnaire à l'usage des autres. C'est une vérité d'expérience qu'a encore démontrée la machination allemande de Dublin et la tentative de « République irlandaise. » La Russie conservatrice a été sensible à cette preuve. Il n'en est pas moins vrai que la propagande allemande sait très bien souffler le chaud et le froid et, quand l'extrême droite lui manque, se rabattre sur l'extrême gauche. Ainsi, une partie du monde socialiste russe s'est germanisée par l'influence de Karl Marx. Par lui, a été acquise l'indulgence à tout ce qui était allemand et, jusque dans la guerre, c'est la monarchie autoritaire et militaire des Hohenzollern qui aura bénéficié des doctrines marxistes chez leurs dociles élèves de la démocratie sociale russe. Il est à remarquer que les groupes libertaires ont réagi tout différemment. Indépendans par les idées, ils sont même, on peut le dire sans raillerie ni paradoxe, les héritiers d'une certaine tradition nationale : la passion des peuples slaves pour la liberté, leur goût pour l'égalité de partage n'a cessé de se manifester au cours de l'histoire... Du fond de l'exil même, les libertaires les plus illustres ont élevé la voix contre l'Allemagne. Leur protestation a été comme l'écho de celle que Bakounine, adversaire de Karl Marx, avait fournie dès 1871 : « L'Empire knouto-germanique, écrivait Bakounine, que le patriotisme allemand

élève aujourd'hui sur les ruines de la France, promet de surpasser en horreur l'Empire de toutes les Russies. Voyons, l'Empire russe, tout détestable qu'il est, a-t-il jamais fait à l'Allemagne, à l'Europe, la centième partie du mal que l'Allemagne fait aujourd'hui à la France et qu'elle menace de faire à l'Europe tout entière? » Il y avait du prophétisme dans ces paroles d'un révolutionnaire qui avait déjà soutenu contre les socialistes allemands des luttes pénibles. Et l'on y découvrirait aussi, peut-être, les traces d'un nationalisme nouveau, qui, conjugué avec l'idée libérale et appuyé sur elle, commençait, du temps de Bakounine, à se répandre en Russie.

L'école historique contemporaine, dont Albert Sorel aura été l'un des maîtres, a fait une découverte qui, dans le domaine de la politique et de la sociologie, peut être regardée comme équivalant à celles de la science dans le monde physique. Grâce à cette découverte, nous pouvons comprendre aujourd'hui les formidables mouvemens dont l'Europe a été agitée au cours du XIXe siècle. Tour à tour, en s'éclairant, en se libérant, en prenant conscience d'eux-mêmes, les peuples contemporains se sont élevés à l'idée de nationalité et à l'idée de race. Un instinct puissant les a poussés à rompre l'ancienne organisation de l'Europe pour s'agglomérer selon leurs affinités. De là, les guerres pour l'indépendance et pour l'unité que l'Allemagne, l'Italie, puis les populations balkaniques, auront successivement entreprises. Et puis, un jour est arrivé où les États formés, comme l'Empire allemand, au nom du principe des nationalités, se sont sentis à l'étroit entre leurs frontières. L'expansion est devenue pour eux un besoin. Le droit des nationalités voisines a été méconnu. Il a même commencé à leur apparaître comme une menace. Alors naît la tentation de briser par la force les aspirations à l'indépendance et à l'unité de ces races, détestables rivales, qui veulent s'affranchir et vivre leur vie à leur tour : telle a été la cause profonde de la guerre de 1914, l'existence de la Serbie faisant obstacle à l'expansion allemande. Ainsi s'est produit le choc du monde germanique et du monde slave que Renan avait annoncé, où la fatalité devait entraîner la France. En Russie et dans les pays balkaniques, l'opinion publique se sera éveillée plus tard qu'en Italie et en Allemagne à la conception des nationalités. Elle s'est passionnée pourtant, à son heure, pour le principe idéal qui a déterminé de nos jours

les grandes luttes des peuples. Eh bien! la guerre de 1914 aura-t-elle eu le même caractère de croisade que la guerre de 1877, la guerre sainte du slavisme pour la délivrance des frères opprimés? C'est un des points que, pendant notre voyage, nous avons cherché à éclaircir.

Il est bien remarquable que le règne d'Alexandre II, rempli par tant de réformes généreuses à l'intérieur, ait été marqué à l'extérieur par une grande tentative pour réaliser le programme slavophile. L'affranchissement des paysans au dedans avait ainsi pour corollaire au dehors la libération des chrétiens encore soumis au joug des Turcs. Dans une certaine mesure et sous une forme nouvelle, ce parallélisme se sera revu de nos jours. Assoupi depuis les déceptions du congrès de Berlin, remplacé par l'attrait des conquêtes d'Extrême-Orient, le mouvement slave n'a repris de vigueur qu'à partir de 1905. Il a accompagné le renouveau libéral, suivi les premiers pas de la vie constitutionnelle. En même temps que la Douma, ont reparu les congrès du slavisme. On les a appelés « néo-slaves. » C'était une renaissance, en effet, à laquelle manquaient seulement peut-être les apôtres, les excitateurs et les poètes de l'école primitive, une renaissance qui n'aura trouvé ni un Katkof ni un Ignatief. Plutôt qu'une doctrine, c'était une opinion diffuse qui s'exprimait par des désirs ou par des doléances, et non pas par un programme. Le gouvernement russe, profondément attaché à la paix, soucieux de ne pas troubler l'Europe, de ne soulever aucune cause de conflit, sachant surtout très bien que c'était par l'Orient que viendraient les complications redoutables, s'appliquait à apaiser les esprits, à atténuer les chocs. Il écartait les excitations, et, d'autre part, il s'abstenait de relever les provocations des deux Empires germaniques. Non seulement dans les comités slaves, mais dans la presse, dans le grand public, cette attitude n'était pas toujours approuvée ou, en tout cas, n'était pas comprise. Cette prudence paraissait de l'effacement. Plus d'une fois, la Douma a demandé que la Russie suivît, en Orient surtout, une politique plus résolue et plus active. En 1909, lorsque, pour éviter la guerre, le gouvernement russe, quoi qu'il lui en coûtât, reconnut l'annexion de la Bosnie, l'opinion publique fut certainement froissée dans une fibre profonde. Aurait-il été possible, en 1914, d'aller plus loin dans la voie des concessions, de laisser tomber le nouveau défi

de l'Empire allemand et de livrer aux Puissances germaniques, avec les Serbes, tout l'Orient chrétien? En admettant même que, par ce moyen, on eût évité la guerre, détourné l'agression préméditée de l'Allemagne, qu'eût pensé cette fois le peuple russe de cet abandon sans retour de ses frères de race? Il y aurait eu un mécontentement profond, des manifestations populaires, qui sait? peut-être des émeutes, ont répondu plusieurs députés libéraux à la question que je leur posais sur ce point. L'un d'eux me dit même ce mot qui, semble-t-il, éclaire beaucoup de choses : « En politique étrangère, le parti libéral n'a pas de doctrine. Mais il a des sentimens. »

C'est un sentiment, en effet, et un sentiment presque irrésistible, qui a poussé la Russie à prendre la défense des Slaves de l'Orient contre l'Allemagne, comme elle l'avait prise autrefois contre les Turcs. Mais c'est un sentiment populaire, un instinct confus des masses, qui n'aura pas trouvé de doctrinaires dans les partis. Jadis, le slavisme n'avait été pour le peuple russe qu'un des aspects de sa tradition nationale, monarchique et religieuse. Il semble que, de nos jours, il ait trouvé pour se réveiller, un autre levain. Libéralisme et nationalités : un demi-siècle avant, ces deux élémens réunis avaient travaillé l'Italie et l'Allemagne, où le patriotisme unitaire, le patriotisme de race, avait commencé par être libéral et, comme disait Metternich, jacobin. Sous une forme nouvelle, sans doute, plutôt comme une association de forces que comme une association d'idées, la rencontre des deux principes se sera reproduite de nos jours dans le monde russe. En tout cas, le problème des nationalités slaves de l'Orient se sera posé pour lui dans la première phase de sa vie constitutionnelle, et il l'aura résolu par l'intervention. Telle est la comparaison que l'on peut faire de ce mouvement national avec les grands mouvemens nationaux du XIXe siècle qui, eux aussi, avaient eu pour conséquence de vastes guerres. En tenant compte de la différence considérable des situations, il est possible, à l'aide de ce rapprochement, de commencer à comprendre la marche des esprits dans la Russie contemporaine.

Cependant, l'idée slave a subi une déception amère. La trahison bulgare a profondément troublé les cœurs. La Bulgarie, fille chérie du slavisme, où tant de Russes avaient des amitiés, des liens, des sympathies, à qui, souvent, allaient même leurs

préférences, avait déjà désobéi bien des fois, manqué gravement à l'union de race, laissé pressentir son ingratitude. En 1913, en se livrant, malgré l'avertissement solennel du Tsar, à sa passion de *vendetta*, elle avait annoncé la rupture. Cette fois, elle l'a consommée. Ses plus fidèles amis, ceux qui avaient encore voulu excuser la « nuit perfide » du 17/30 juin 1913, ont dû se détourner d'elle. Le coup a été douloureux pour les slavophiles. Il rappelle la première désillusion que les précurseurs du slavisme avaient ressentie lorsque, au congrès de 1867, ils avaient dû s'apercevoir que la langue, la religion, les mœurs, les intérêts nationaux divisaient les Slaves, empêchaient de concevoir non seulement l'espérance d'une unité à peu près comparable à celle des peuples italiens et des peuples germaniques, mais l'espoir d'une simple fédération. L'irréparable rupture de la Bulgarie aura définitivement conduit à reconnaître que cette triste réalité, vaguement entrevue en 1867, gouvernait la politique balkanique. C'est pourquoi elle aura engendré peut-être plus de tristesse que de colère.

L'expérience pourrait bien avoir refroidi, chez les Russes, le sentiment de la fraternité slave. Elle n'a rien changé, pourtant, à leur haute estime ni à leurs sympathies pour les Tchèques, dont le sort futur les intéresse vivement. Elle a renforcé leur amitié pour les Serbes et leur détermination de rétablir la Serbie dans ses droits. Plus d'un slavophile, au nom du principe des nationalités, avait admis, jusqu'à la défection des Bulgares, la thèse des théoriciens et des politiques de Sofia quant à la Macédoine. Aujourd'hui, leur point de vue est retourné. Le président du plus important des comités slaves nous disait qu'il avait longtemps jugé que, selon l'ethnographie et le droit, la Macédoine devait appartenir aux Bulgares, mais que, maintenant, il pensait résolument qu'en vertu de l'histoire et de la justice de la guerre, elle devait faire retour aux Serbes. Enfin, la Pologne elle-même a bénéficié de cette revision générale des idées. A la faveur des événemens, bien des souvenirs irritans sont tombés. Un rapprochement s'est fait, précisément, sur le terrain commun de la lutte contre le germanisme. Il m'a été donné, par exemple, de voir l'accueil empressé que l'aristocratie moscovite réserve aux réfugiés polonais. C'est par milliers que les Polonais du royaume sont venus chercher un asile à Moscou, où le consul général de France à Varsovie les a accom-

pagnés. La Pologne aura encore, dans cet exode, au milieu d'épreuves nouvelles, montré sa vitalité, attesté sa volonté de renaître. A Moscou, l'élite polonaise, qui entretient la tradition et le feu sacré de la nationalité, a reconstitué ses œuvres, réouvert ses cercles, où le Français de passage est toujours cordialement reçu. Aux vœux et aux espérances des Polonais, que fortifient les déclarations de l'empereur Nicolas II, le voyageur français, en 1916, peut répondre que jamais, depuis les partages, l'horizon de la Pologne n'a été si clair. La Prusse elle-même n'a-t-elle pas rompu le vieux pacte des trois Cours qui, si longtemps, avait réduit à l'impuissance le bon vouloir de la Russie? C'est pourquoi l'avenir de la nationalité polonaise se trouve lié à la défaite du germanisme et à la victoire des Alliés.

*
* *

La guerre a produit à peu près les mêmes effets chez tous les peuples qu'a surpris l'agression de l'Allemagne. Menacés dans leur indépendance et dans leur être, ils se sont repliés sur eux-mêmes. Ils ont soumis à un sévère examen leurs idées anciennes. Ils ont attaché plus de valeur à leurs intérêts nationaux. La Russie n'a pas échappé à cette règle. La guerre, en particulier, a éveillé son attention sur les dangers que la pénétration et la colonisation allemandes présentaient à l'intérieur. De là sont parties les campagnes d'épuration du *Novoie Vremia*, qui, à la Douma, ont trouvé leur écho. Quant au dehors, la Russie s'est mise à désirer une politique active et positive, propre à lui apporter les réalisations que les efforts et les sacrifices qu'elle a faits dans la guerre lui permettent d'espérer.

Ici encore, il est bien remarquable que le programme maximum de la politique étrangère russe soit le plus souvent présenté par les élémens libéraux. M. Milioukof, par exemple, qui est, pour les questions extérieures, le spécialiste le plus distingué et le porte-parole ordinaire des partis de gauche, a témoigné, en plusieurs occasions, ses tendances à une sorte d'impérialisme radical. Sur maints sujets, ses idées paraissent aller beaucoup plus loin que celles du gouvernement russe, telles que les exprimait en particulier M. Sazonof. Il y a là, pour l'historien, quelque chose d'assez semblable au nationalisme qui se développait dans le libéralisme français sous la monarchie de Juillet et en opposition avec elle.

Il pourra devenir important d'observer de très près le caractère, les manifestations et le développement de ce nationalisme libéral. Nous ne pensons pas qu'il doive se former une Russie des Jeunes-Russes. Et l'on s'avancerait peut-être avec imprudence dans les voies de l'analogie, en affirmant que des Jeunes-Russes apporteraient nécessairement à la France la même désillusion que les Jeunes-Turcs lui ont ménagée. On s'étonne cependant, on éprouve un certain malaise chaque fois que l'on découvre dans les milieux de gauche les traces d'une rancune inapaisée contre la France. Cette rancune, on en connaît l'origine. On sait de quelle erreur d'optique, de quelle injustice elle procède. Beaucoup de libéraux russes reprochent à la démocratie française d'avoir manqué à ses principes et à ses devoirs en se désintéressant de la politique intérieure de la Russie, en ne les appuyant pas contre le gouvernement qu'ils combattaient. Seuls, parmi eux, les esprits politiques consentent à reconnaître que la France devait se faire scrupule, s'interdire même d'intervenir dans les affaires intérieures de son alliée, que les convenances et les usages le voulaient, que, sans cette condition essentielle du « chacun maître chez soi, » l'alliance n'eût pas duré. Mais le propre de l'esprit de parti est d'étouffer les autres sentimens. En Russie, il a conduit souvent les milieux radicaux à l'iniquité vis-à-vis de la France. C'est ainsi que les journaux avancés ont parfois tenu un langage peu sympathique à l'égard de notre pays, attaqué des personnalités françaises. L'organe des Cadets, la *Retch*, pendant les jours décisifs de la fatale semaine de juillet 1914, est allé jusqu'à insinuer que la France hésitait à remplir les obligations de l'alliance. Sans doute, la communauté des batailles a chassé ces mauvais souvenirs et renouvelé l'atmosphère. Mais les partis ont quelquefois, comme les nations, des rancunes traditionnelles plus fortes que la raison elle-même. On peut espérer que, chez les libéraux russes, la tradition changera de nature et de place. Pour le moment, il faut bien tenir compte d'un préjugé que j'ai encore entendu exprimer, toujours avec courtoisie, mais pourtant avec force.

Cette observation doit nous rappeler que, si l'alliance franco-russe s'est nouée par l'accord réciproque et la convenance des intérêts, un autre élément y a eu sa part. C'étaient les liens de la civilisation et de la langue. Il serait enfantin de

s'imaginer que Russes et Français fussent nés et dussent toujours naître doués d'amour les uns pour les autres. L'histoire est là pour montrer que cet attrait mutuel ne s'est manifesté qu'à la longue. En dehors des nécessités d'État, des lois de l'équilibre européen, et peut-être, si l'on y tient, de la ressemblance de quelques traits superficiels du caractère, ce qui a servi au plus haut point le rapprochement franco-russe, c'est que, depuis au moins un siècle, l'élite de la Russie était devenue française de langage et de mœurs. Cela n'empêchait pas qu'on se battît. Mais cela formait comme un pont, même en cas de bataille. Dans la grande cour du Kremlin, on est surpris de voir l'inscription qui commémore la prise des canons de l'armée napoléonienne rédigée d'un côté en russe, de l'autre en français. Cette vieille et forte habitude a puissamment agi pour nouer l'alliance. Les hommes qui l'ont faite, du côté russe, empereurs, ministres, aristocrates, possédaient notre langue et nos usages, connaissaient et aimaient nos lettres et nos arts. C'est par là qu'ils étaient surtout nos parens. L'alliance franco-russe n'aurait jamais été si intime, si elle n'avait bénéficié de ce qui subsistait en Russie de la société de l'ancienne Europe, fondée sur l'universalité de notre langue et la prééminence de notre civilisation.

Dans la *Dame de Pique*, nouvelle de Pouchkine dont l'action se passe à la fin du XVIIIe siècle, et d'où l'on a tiré un des opéras les plus populaires du répertoire russe, on voit une gouvernante reprocher à des jeunes filles de bonne éducation de danser « comme des servantes » des danses de leur pays. Danse, costume, idiome national : c'étaient alors, ce furent longtemps des choses qu'il convenait de laisser aux paysans. Mais, au cours des années, on a vu se réhabiliter ce qui était proprement russe. La Russie s'est créé une littérature, un art, les instrumens d'une éducation capable de se suffire à elle-même. Un observateur renseigné comme M. Émile Haumant, dans son bel ouvrage sur la *Culture française en Russie*, a pu noter que l'étudiant russe perdait de son aptitude célèbre au polyglottisme à mesure qu'il sentait moins vivement, pour le développement de son esprit, le besoin de posséder à fond les langues étrangères. Quant au français, en particulier, indépendamment de la concurrence que l'allemand a pu lui créer parmi les marchands comme chez les intellectuels, il reste une distinction de la nais-

sance, le signe d'une éducation supérieure, en un mot une marque aristocratique. Presque tous les libéraux auxquels nous faisions allusion tout à l'heure le parlent à la perfection. Beaucoup ont étudié en France. Toutefois, ils représentent des classes qui sont russes et ne sont que russes. Mandataires, ils ne pourront manquer de subir à la longue l'influence de leurs mandans. Leur personnel même ne se recrutera peut-être pas toujours dans la même élite. Si une classe nouvelle se développait, si des élémens, qui, jusqu'ici, se tenaient à un niveau intellectuel et social trop bas pour prendre part aux affaires, y apparaissaient, y faisaient sentir leur influence, il faudrait évidemment compter avec la possibilité d'un changement d'esprit, et les relations dont la fréquentation d'une Russie francisée nous a fait prendre l'habitude pourraient revêtir alors un caractère différent.

Ce sont d'ailleurs les vues d'un avenir lointain. Les vraies préoccupations du jour sont et doivent aller à la guerre, la guerre qui, selon la parole énergique de sir Edward Carson, « avale tout. » Et la guerre aura très certainement pour effet de précipiter et de cristalliser les tendances nationalistes qui, en Russie comme dans la plupart des pays européens, s'annonçaient déjà si nettement depuis quelques années. Ce nationalisme, nous croyons en avoir montré les formes et les manifestations diverses. Il représente, à coup sûr, dans la lutte que la Russie soutient en ce moment contre trois adversaires, un élément qui, joint à ses forces traditionnelles, constitue pour l'Empire un gage d'endurance et, par conséquent, de victoire.

JACQUES BAINVILLE.

L'APPEL DU SOL

DEUXIÈME PARTIE (1)

IV. — UNE ÉTAPE

Un soir, le bataillon, reconstitué comme par miracle, fut embarqué dans un train militaire. On voyagea toute la nuit; les hommes hurlaient dans les wagons, pour tuer le temps; peu à peu ils s'apaisèrent, s'assoupirent. L'allure lente du convoi était exaspérante; à chaque gare il s'arrêtait : on croyait qu'il n'allait pas pouvoir continuer sa marche. Le nom des villages était inconnu : de petites bourgades lorraines. On s'éloignait de la frontière, on se dirigeait vers l'Ouest : le chef de train ne savait rien. Les stations étaient endormies et désertes. On ne voyait que les lanternes de la locomotive trouant la nuit. La machine sifflait, démarrait péniblement, et c'était un nouveau bond jusqu'à la prochaine gare.

Au matin, on s'arrêta en pleine voie : on n'allait pas plus loin. Il fallait faire vite, pour laisser repartir le convoi, pour en laisser avancer d'autres. Il y avait dans ce paysage sévère, encadré de hautes collines et de bois, une animation extraordinaire. Des automobiles surtout filaient sur la route. Au loin, on entendait le canon.

Les compagnies à peine formées, le bataillon était déjà en marche. Personne ne savait où l'on se trouvait, où l'on se dirigeait. On s'était engagé dans un chemin, à travers bois. Le commandant, en tête, était en grande conversation avec un

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

officier d'état-major qui était venu à sa rencontre. On sortit de la forêt sur un plateau d'où l'on pouvait découvrir une assez vaste étendue : des falaises à gauche, dont la craie mettait seule une blancheur dans le jour gris et le paysage, des croupes de plus en plus hautes et boisées vers la droite.

— Nous devons être en Champagne, déclara Vaissette.

On calcula la distance parcourue, en tenant compte de la vitesse du train et des heures de route. Ce qui étonnait tout le monde, c'était le bruit de la canonnade.

— C'est certainement le camp de Châlons, expliqua Fabre.

Un paysan passait dans une charrette. Il regardait avec étonnement défiler les bérets bleus.

— Ou sommes-nous? lui cria l'officier.

— A Lauquois, répondit l'homme, en arrêtant sa bête.

— Mais où ça, dans quel pays?

Le malheureux ouvrit de grands yeux. Il était abasourdi. Il fit : « C'est à une lieue. » Puis il reprit sa route en haussant les épaules.

Mais un officier d'artillerie rattrapait la colonne, au trot de son cheval. Fabre lui fit signe de s'arrêter. C'était un petit sous-lieutenant ; il n'avait pas vingt ans. Lucien prit l'animal par la bride et chemina à côté du cavalier.

— Où sommes-nous, je vous prie ? lui demanda-t-il. Nous venons de débarquer.

— Dans la Marne, répondit ce dernier. La rivière est à cinq kilomètres. C'est là où sont défilées mes batteries que je rejoins et que vous entendez.

— Mais sur quoi tirez-vous? demanda Fabre.

L'artilleur crut à une plaisanterie du fantassin. Puis, voyant son sérieux, il se demanda si l'émoi de quelque engagement précédent ne lui avait pas troublé le cerveau. Il se contenta de sourire, de tout son visage imberbe et gras. Il ajouta :

— Vous avez reçu l'ordre du jour ? On ne doit plus reculer.

Fabre s'arrêta brusquement, tirant sur la bride du cheval, qui encensa de l'encolure et fit un écart.

— Mais où sont les Prussiens? cria-t-il.

— Ce matin on dit qu'ils ont pris Paris, répondit l'artilleur. Mais, puisque nous ne devons plus battre en retraite, nous les aurons.

Il avait dit cela si tranquillement, et sa figure poupine avait une expression si puérile que cela augmentait encore le tragique de la nouvelle. Puis, en s'excusant, il avait repris le trot.

— A Paris..., à Paris..., répétait Fabre, comme frappé par un coup de massue.

On avait obliqué à droite, et l'on avançait de nouveau dans la forêt. Lucien avait fait appeler Vaissette, qui accourait.

— Vaissette, dit-il, savez-vous où sont les Prussiens?

Le sergent comprit qu'il s'agissait d'une mauvaise nouvelle. Il demanda :

— Ils ont pris Liége?

L'officier répondit :

— Ils sont à Paris...

Le sergent fit : « Ah! » Ce fut tout. Les deux amis marchèrent en silence le long de la colonne, sans oser échanger leurs impressions, courbés dans le brouillard et sous le poids de leur pensée. A présent, on suivait une large chaussée. Comme quelques jours auparavant, on croisait des files lamentables fuyant devant l'invasion. L'exode de toute une population vers l'intérieur : des familles entières dans une voiture centenaire, des isolés restés avec entêtement jusqu'au dernier instant dans la maison, des femmes à peine vêtues ou endimanchées comme pour la noce, des paysannes lamentablement drôles dans leurs atours à la mode des villes provinciales, un vieillard conduisant son bétail, une grand'mère tirant par le bras un gros garçon qui souffle dans son mirliton.

La nouvelle a circulé d'un bout à l'autre de la colonne. Elle n'émeut pas les hommes, car il faut du temps à ces montagnards pour réaliser les choses. Du reste, le soldat en campagne accepte tout sans étonnement et sans murmure, les joies, les douleurs et la mort : la fatigue l'a dompté. Pourtant, le caporal Gros est pris d'un immense et universel dégoût. Voilà qu'il ne croit plus à rien, lui qui était le canal de toutes les nouvelles et l'écho de tous les bruits. Et Bégou ne peut pas lui remonter le moral. Ils n'ont plus foi dans les Japonais, ni dans les obus de Turpin qui tuent à trente kilomètres, ni dans le rouleau compresseur des Russes.

— C'est la faute de nos artilleurs, gronde le caporal. Ces fainéans, tu ne les vois jamais.

— On est mal gouverné, conclut Bégou.

Ces explications leur suffisaient. L'une indiquait la cause immédiate et précise de la défaite : la faiblesse de l'artillerie. L'autre leur en fournissait les raisons générales et vagues.

Les chasseurs se portèrent sur le côté de la route. On criait : « A droite ! à droite ! » Un convoi automobile défilait à toute vitesse, les rattrapait. Fabre et Vaissette se retournèrent en se rangeant. C'était une théorie d'autobus parisiens. Ils passaient, dans la brume, couverts de boue; on n'avait pas eu le temps de les repeindre : ils étaient tels que quelques semaines auparavant sur les boulevards : seule, la plaque indicatrice du parcours avait été enlevée. Fabre les revit traversant avec fracas les rues et les avenues; il se rappela les heures d'attente sous l'averse, les grosses lanternes de couleur se croisant dans les carrefours, les soirs d'hiver pluvieux de la capitale, les lumières de la place Clichy, ces deux mots « Madeleine-Bastille, » la gloire des couchers de soleil sur la Seine et le Louvre, et la pompe des crépuscules faisant flamboyer l'arche immense de l'Étoile. Les autobus se perdaient au loin sur la route, s'enfonçaient dans le bois.

— Paris !... Paris !... songeait Lucien.

Cependant la colonne marchait toujours.

Les hommes avaient faim. En Lorraine, on avait, pendant les étapes, du blé pris à pleines poignées le long des routes, des pommes de terre qu'on faisait cuire au moindre arrêt, qu'on mangeait presque crues et brûlantes, ces mirabelles dont l'or parsemait les vergers; un homme en emplissait son béret, rattrapait en courant la colonne, distribuait les fruits à toute l'escouade. Sur ces confins de la Champagne et de l'Argonne, il n'y avait rien à glaner; on n'avait pas touché de vivres; on avait faim. Tout le long de la route, les chasseurs avaient ramassé des morceaux de bois, les avaient mis sur leur sac, pour faire un feu et le café : cette eau chaude et sucrée, qui n'a guère que le goût de fer-blanc de la gamelle et des quarts, est l'huile qui fait marcher la machine humaine qu'est un régiment. Mais on n'avait pas fait de halte assez longue pour allumer les brindilles, on avançait presque sans arrêt.

— Faut croire qu'ils ont besoin de nous le plus tôt possible, déclara le caporal Gros.

— Heureusement que nous sommes là, répondit Angielli.

C'était un Marseillais, employé dans les docks, un colosse

à la voix énorme, un meneur de grèves. Il avait rejoint son corps à la première heure ; il donnait l'exemple de la discipline et de l'entrain. Il était bavard, mais il agissait. Il annonçait par avance les exploits dont il était capable ; mais, depuis qu'il était au feu, il n'avait pas eu une seconde de défaillance. Naguère, il avait joué du couteau dans bien des bars marseillais ; mais, chargeant avec Fabre et Nicolaï, il avait été à l'assaut comme à une réunion publique.

— Encore un petit kilomètre, dit Angielli de sa voix claironnante. Coquin de sort, c'est pour la Sociale !

Et la section faisait un grand effort, continuait. Les chasseurs franchissaient ce kilomètre, puis un autre. Vaissette leur tenait des discours, Angielli poursuivait ses tirades. Ils ne les comprenaient pas ; ils ne pensaient guère à la Sociale, vraiment ; ils ne pensaient qu'à leurs reins où pesait le sac, au fusil qui sciait l'épaule, aux ampoules des pieds.

Rousset aussi était bavard. Malgré sa gorge sèche, le souffle court provenant de la vitesse de la marche, il parlait aux camarades qui l'entouraient, à Servajac, le plus silencieux et le plus docile. Rousset se plaignait toujours ; il était doucement paresseux. C'était un de ces paysans des plaines provençales, de ces riches vallées indolentes qui s'ouvrent des Alpes vers le Rhône, endormies sous leurs oliviers et leurs vignes, et dont les ravins sont fleuris de lauriers-roses et de figuiers. On l'avait promu cuisinier : il se montrait à la hauteur de sa fonction.

Servajac était Cévenol : âpre et dur comme le roc de ses cimes déboisées, sauvage comme ses torrens ou comme le vent qui souffle sur les causses.

— Il vaut encore mieux, dit Rousset, être étendu dans un champ sous les balles que de tricoter ainsi avec ses jambes.

Vaissette avait entendu ; il intervint :

— Souviens-toi qu'on fait la guerre autant avec nos jambes qu'avec nos fusils.

Car Vaissette se rappelait que c'était là une des théories de Napoléon. Et comme tous les Français, et comme l'État-major lui-même, il en était encore aux dogmes du grand vainqueur d'Austerlitz.

— Si c'est pas malheureux ! conclut Rousset.

— Qu'on marche ou qu'on soit arrêté, qu'est-ce que ça fait ? déclara Servajac.

Son corps était incapable de ressentir aucune fatigue, ses muscles étaient de fer : alors, que lui importait? Il ne savait qu'une chose : il avait quitté son champ de seigle, ses moutons et ses châtaigniers ; il ne pouvait les retrouver encore, puisque c'était la guerre. Que lui importait donc qu'on l'employât à telle chose ou à telle autre ? Il se disait cela confusément.

— Et toi, tu t'en f... aussi ? demanda Rousset à Diribarne.

Mais Diribarne ne répondit même pas. C'était un Basque. Il parlait mal le français et ne comprenait pas le provençal qu'employaient entre eux la plupart des chasseurs. Fabre n'avait jamais pu se rendre compte si cet homme savait pourquoi l'on était en guerre, et contre qui : il était la servitude militaire dans sa plénitude, mais aussi dans toute sa grandeur. Sa docilité était la même, qu'il s'agît d'exécuter une corvée ou d'avancer sous le feu.

A mesure que se prolongeait l'étape, les conversations particulières avaient cessé. Personne ne parlait, personne ne pensait. Il n'y avait plus, défilant sur la route, qu'un troupeau conduit par les officiers comme par des bergers.

De temps à autre, on traversait un village. La nuit tombait. Le bruit de la bataille s'était apaisé. Derrière les murs des habitations, on devinait que des êtres se reposaient. En apercevant la lumière des fermes ou des maisons dans les hameaux, les chasseurs se représentaient un intérieur comme celui qu'ils avaient laissé là-bas, au pays : il y avait un chien qui aboyait sur la porte, des poules que rentrait une femme, un enfant qui pleurait dans la maison. Les hommes se disaient que là des gens s'attablaient autour de la soupe, qu'ils avaient un feu, qu'ils auraient un lit : ils sentaient plus cruellement leur ventre vide, l'humidité pénétrant leur vareuse, le voyage en fourgon et les kilomètres interminables dont leur corps était tout courbatu.

Vers minuit, on s'arrêta; mais il était interdit d'allumer le moindre feu : impossible de boire quelque chose de chaud. On n'avait pas de vin dans les bidons. Avec la permission de l'officier, les hommes se partageaient, par camarades de combat, une boîte de conserves. Beaucoup s'étaient endormis sans manger, dans le fossé ou à même la route. Quelques traînards rejoignirent les compagnies.

On repartit. Ce fut plus pénible encore : les lourds souliers

traînaient sur la chaussée, la rabotaient : il n'y avait plus de rangs; on marchait pêle-mêle, en sommeillant, lentement. Tous les kilomètres, un ou deux chasseurs quittaient la colonne et s'effondraient, anéantis. Angielli, pour se réveiller et ranimer les courages, avait voulu chanter une chanson de marche, mais il n'avait pas rencontré d'écho; alors, il s'était tu. La compagnie, pourtant, était plus compacte que les autres : la volonté de son chef la galvanisait. Ce gamin de Fabre allait à pied, sans parler non plus, à cause de la fatigue, mais partout présent, tantôt près de l'un, tantôt près de l'autre.

Peu à peu, le paysage s'éclaira. Une magnifique lumière d'été emplit l'air : le soleil séchait la route, buvait l'eau des pèlerines et des vareuses. Le bruit courait, on ne sait pourquoi, qu'on arrivait au cantonnement. Les derniers kilomètres furent les moins durs. En effet, le bataillon pénétrait dans un village. Les fourriers avaient à peine eu le temps de reconnaître les secteurs. Les habitans s'étaient presque tous enfuis. Un régiment de fantassins était déjà cantonné; c'étaient des réservistes · ils regardaient passer le bataillon de chasseurs. Ils étaient en manches de chemise, le képi sur l'oreille, le pantalon rouge tout neuf, éclatant, arrêté aux hanches.

— Une garde nationale ! dit Angielli.

D'eux-mêmes, les chasseurs avaient redressé le torse, pris une allure militaire. L'esprit de corps et la longue habitude d'une discipline sévère faisaient quand même un bel outil de ces troupes éreintées. La quatrième compagnie s'arrêta devant une maison et son grenier à foin qui lui avaient été désignés. La gaîté du jour s'était emparée de la troupe. Les chasseurs faisaient flamber un peu partout des foyers sur lesquels bouillait déjà le café. Rousset et quelques camarades surveillaient dans le verger un grand feu. Les marmites, posées par couples, chantaient : on avait trouvé des légumes en abondance dans le champ : l'odeur de la soupe chaude emplissait l'air, attendrissait ces hommes.

Soudain, un cri mit la compagnie en émoi : un chasseur venait de voir déboucher dans le village les fourgons de ravitaillement. Vaissette courut à la distribution. Il voulait tout surveiller, comme s'il eût été le capitaine. Les hommes de corvée s'offraient en masse. Ils revinrent avec la viande, des pains, du sucre, du café, du lard. Une joie immense illuminait

la scène. Toute la compagnie par sections, par escouades, était allongée dans la prairie, derrière la grange. Des pruniers et des cerisiers y laissaient pleuvoir une ombre légère. On mangeait. Les rires et les cris emplissaient l'air. Nul ne songeait aux camarades fauchés quelques jours avant et dormant dans les plaines lorraines, nul ne songeait aux périls de demain. On mangeait. Vaissette voulait goûter de toutes les soupes, de tous les ratas; on l'appelait à droite, à gauche; il avait la bouche pleine. Il tenait entre les doigts des morceaux de viande chaude; il se brûlait. Il jouissait d'une volupté physique aussi large, aussi rustique que celle de ses hommes. Il évoqua par l'imagination les repas que font les héros d'Homère; et ce n'était pas simplement une comparaison littéraire, mais il songeait que l'aède grec avait su dépeindre les héros tels qu'ils étaient, tels qu'ils sont dans tous les temps, et qu'en tous les temps aucun plaisir ne vaut celui de manger.

Et, debout au milieu de la prairie comme un pasteur gardant son troupeau, le lorgnon pendant sur sa chemise fripée, car il avait quitté sa vareuse, le béret tiré sur les yeux pour les protéger du soleil, Vaissette déchirait à belles dents une tranche de viande bouillie. Il se dit, toujours songeant à l'*Iliade*:

— Une œuvre n'est éternelle que si elle est traversée par un large souffle d'humanité...

Une clameur arrêta le cours de ses pensées. Le sergent rajusta son binocle pour en saisir la cause. Angielli et Diribarne débouchaient d'un cellier, suant, leurs muscles d'acier raidis, pliant sous le poids d'une barrique de vin! Ce fut du délire. Tous les hommes se précipitaient autour du tonneau, ivres avant d'avoir bu. Le vin ruisselait dans les quarts, dans les marmites encore grasses de soupe, dans des seaux de toile dérobés à des cavaliers, dans les bidons. Angielli, à cheval sur le tonneau, dépoitraillé, hurlant, tapant des mains, semblable à un Bacchus antique, criait :

— Au vin! Au vin, troun de l'air!

Il tapait comme un sourd sur la barrique et jurait :

— Il y en a des *otres*... Il y en a des *otres*...

Et sa voix et sa joie et ses gestes évoquaient les autres barriques de la cave. Il insistait :

— Ce n'est pas cher, bougre de bon sang! Au vin... Au vin!

Et les chasseurs tendaient leurs récipiens à Diribarne, grand

dispensateur des voluptés, avalaient d'un trait le liquide et s'essuyaient d'un geste brusque de la main la moustache ruisselante. Leurs yeux riaient de plaisir. Ceux qui avaient déjà bu se mirent à chanter. Vaissette voulait avoir sa part. Puis il s'inquiéta : « D'où vient le tonneau ? » Le respect de la propriété s'éveillait en lui ; il murmura à mi-voix : « Ce n'est pas bien honnête. » Mais comment résister à cette énorme liesse de toute une compagnie ? Il vit le vin dont le jet, sortant de la tonne, était éclairé par un maléfique rayon de soleil : il prenait tous les tons du carmin, de l'incarnat, de la pourpre, de l'écarlate. Et le sergent tendit son quart, attendant son tour. Mais Rousset avait rempli une cruche pour verser quelques litres dans le bouillon ; car ce breuvage donne du cœur au ventre et ranimerait les morts ; nul soldat ne l'ignore. Il offrit la cruche au sergent. Et celui-ci, la tenant par les côtés rebondis comme ceux d'une amphore antique, faisait couler le vin dans sa gorge, buvait à même le goulot, jouissant de tout son être.

— C'est la bonne vie, déclara Rousset.

— T'en fais pas, répondit Gros. Quand on sera rentré chez nous, il faudra pas que les autres nous embêtent.

Servajac répondit par un juron énergique.

Le sens de ces paroles n'était peut-être pas très clair. Mais les hommes se comprenaient entre eux. Ils affirmaient leur camaraderie, l'union qui distinguerait « ceux qui y avaient été, » leur volonté de pouvoir parler haut pour avoir été à la peine.

Angielli, enroué à force de crier, chantait, tandis que Diribarne tournait devant le tonneau, sautait, avançait, reculait, exécutant une danse de son pays. La voix du débardeur marseillais dominait le tumulte :

En passant près du moulin
Et ton-ton-taine...

Et le sergent Vaissette, rouge comme un ivrogne, ruisselant de sueur, les yeux vagues d'ivresse et de myopie, tenant sa gamelle dans la main droite, agitant son béret de l'autre main, le sergent Vaissette reprenait le refrain...

Puis le calme revint. Les chasseurs tombaient sur l'herbe comme des masses, terrassés par la fatigue, et s'endormaient. Toute la compagnie allongée par la prairie, à l'ombre des

arbres fruitiers, s'abandonnait au sommeil. Les ronflemens se fondaient en un bruit sourd et continu.

Le premier, Diribarne s'éveilla. Ce corps d'acier ne pouvait jamais se reposer que quelques heures. Servajac, lui aussi, ouvrit les yeux. Ils s'étirèrent. Ils regardèrent leurs camarades étendus par le champ.

— On dirait, fit Servajac, qu'ils se sont couchés pour laisser passer les obus.

— Je ne croyais pas, déclara Diribarne, qu'à la guerre on aurait du bon temps.

Servajac réfléchit longuement et lui dit :

— C'est selon : il y a du bon et du mauvais.

Puis il se tut. La conversation entre ces deux êtres était lente et rare : ils ruminaient leurs paroles; ils ne trouvaient pas facilement les mots pour exprimer leur pensée profonde. Et du reste, ces mots leur apparaissaient si précis, quand ils s'agençaient pour former une phrase, qu'ils leur semblaient trahir plutôt que traduire des sentimens encore obscurs et vagues. Servajac avait allumé une courte pipe; Diribarne mâchait voluptueusement une pincée de gros tabac de cantine; il demanda :

— Tu y pensais, toi, à la guerre?

— Et toi? demanda Servajac.

Diribarne remua la tête négativement. Il expliqua :

— Chez nous, c'est loin d'ici.

Et son bras montrait le lointain horizon où le chasseur entrevoyait les côtes, les gaves, le ciel des pays basques, puis, à l'opposé, la direction de la frontière.

— Et vous, sergent, vous vous attendiez à la guerre? demanda Servajac à Vaissette qui s'était levé et mettait un peu d'ordre dans sa toilette.

— J'espérais qu'ils n'oseraient jamais nous attaquer, répondit le sergent.

Toute la compagnie s'était réveillée. Une grande activité s'emparait d'elle. Les hommes se brossaient; ils enlevaient la boue de leurs lourdes chaussures, bandaient leurs molletières, nettoyaient leurs fusils, lavaient leurs gamelles. Un groupe s'était formé autour de Servajac et de Vaissette : les hommes admiraient leur sergent parce qu'il parlait bien.

— Il sait vous tourner les choses! affirmait Bégou avec enthousiasme.

Et Bégou s'y entendait : il tenait un café dans une sous-préfecture provençale où il était conseiller municipal. Servajac remarqua :

— Ça cesse de paraître terrible, dès qu'on n'est plus sous le feu. On se croit en manœuvres. On n'y pense plus.

Et c'est bien, en effet, la grâce accordée à ceux qui sont engagés dans ce drame : pendant les intervalles qui en séparent les actes, il semble ne plus exister pour ceux mêmes qui le vivent.

Le Cévenol insista :

— Non, on ne pense plus à la guerre. On se laisse vivre...

Les autres l'approuvaient. Certes, il n'était pas capable de se faitre l'interprète du sentiment commun : ses paroles étaient tout de même l'écho de ce qu'ils éprouvaient confusément. Vaissette, qui était psychologue, démêlait ces nuances.

— Ce qui t'étonne, observa-t-il, c'est de ne pas te dire à chaque instant : « Je me bats pour la France. » Que ce soit pendant la bataille ou dans ce moment, tu n'en reviens pas de n'êtes pas plus ému, plus inquiet.

— C'est vrai, dit Servajac.

— Je vais t'expliquer cela, fit Vaissette. Le jour où tu as revêtu cet uniforme, tandis que la cloche de tous les villages de France et les tambours des crieurs publics annonçaient la mobilisation, tu t'es donné tout entier à la nation. Elle te possède. Elle nous possède tous. Nous ne réfléchissons plus à rien : ce serait inutile. Nous sommes un instrument de l'énorme machine, nous ne sommes plus nous-mêmes. C'est le pays qui a pris ton âme. M'as-tu compris ?

Ils n'avaient pas tous compris, mais tous donnaient leur assentiment. Vaissette continua :

— Pourquoi te bats-tu, Diribarne ?

Diribarne eut un geste vague. Il ne pouvait expliquer. Il savait bien pourtant. Rousset intervint :

— Puisqu'on nous a attaqués... dit-il.

— Sans doute, répondit le sergent. Mais ce n'est pas tout. Pourquoi ce pays attaqué veut-il se défendre jusqu'à la mort ?

— Pour la fin des guerres, déclara Angielli.

Diribarne avait trouvé :

— Oui, pour qu'ils ne nous embêtent plus, et qu'on soit les maîtres chez nous.

Le caporal Gros eut un mot sublime de simplicité, de candeur, de vérité :

— Il faut bien se battre, coquin de sort, pour être les plus forts et qu'on ne soit plus un peuple de vaincus.

— Moi, je me suis engagé pour reprendre l'Alsace, assura Pluchard.

Il venait de Montmartre et, dans le civil, était mécanicien.

— Qu'en penses-tu, Servajac? demanda le sergent.

— Il y a du vrai dans tout ce qu'ils disent, répondit le chasseur. Moi, je ne me suis pas demandé pourquoi nous nous battions, mais une voix me criait : C'est nous qui avons raison, puisque c'est nous la France. Alors, je me ferai tuer s'il le faut. C'est mon idée.

« Les braves gens! » pensa Vaissette. Et il se sentait l'âme redevenue aussi simple que celle de ces hommes, aussi humble, aussi résolue dans le sacrifice et dans le dévouement.

V. — « MORITURI TE SALUTANT »

— Vaissette, dit Lucien Fabre, j'ai beaucoup de choses à vous apprendre. Je viens de voir le commandant : j'ai tout un lot de nouvelles. Allons fumer une pipe un peu plus loin.

L'aube se levait, la forêt s'emplissait d'une clarté confuse et verte. Depuis la veille au soir, le bataillon avait repris sa marche : il allait au canon. Maintenant on approchait de la ligne de feu : ce n'était plus seulement le grondement de la bataille qu'on entendait, mais l'éclatement des obus ennemis et l'explosion de nos pièces. On distinguait les coups; les batteries tiraient régulièrement et sans arrêt; ce devait être un grand combat d'artillerie. Sur la chaussée, les échelons se succédaient sans intervalle. On faisait une folle dépense de munitions.

Pendant toute la nuit, les chasseurs avaient cheminé dans le bois, par des layons où l'on enfonçait jusqu'aux chevilles : il ne fallait pas encombrer les routes réservées au passage des trains, des ambulances, des voitures allant au feu ou en revenant. A présent, on s'était arrêté. Les hommes, assis sur la terre mouillée, regardaient le jour nouveau découper les arbres, les animer de sa lumière grise ; ils étaient fatigués : certains mangeaient leur pain, ou bien s'endormaient, appuyés épaule contre épaule, dos contre dos, comme des enfans.

Fabre et Vaissette firent quelques pas en avant, s'écartant du chemin : les arbrisseaux du taillis leur cinglaient la figure et la mouillaient. Le terrain s'affaissait brusquement; un ravin de plus en plus profond creusait le sol. Il y avait là de vieux arbres, des chênes centenaires, des troncs étendus sur la terre par une coupe de bois entreprise quelques semaines auparavant. Ils s'assirent sur un de ces troncs que la mousse entourait déjà. Fabre rompit le silence.

— Vaissette, le commandant vient de recevoir les plis de la division. Nous faisons ici une halte de deux heures. Je dois vous annoncer d'abord que vous êtes nommé sous-lieutenant.

— Oh ! mon lieutenant, répondit Vaissette.

Il ne trouva pas d'autre mot... Il était rouge de plaisir.

— Ne me dites plus : mon lieutenant, répondit Fabre. Nous voici camarades après avoir été amis. C'est ainsi que vont les choses dans l'armée : tout y est à l'inverse de ce qui se passe dans la vie.

— Pas tout, protesta Vaissette.

— Vous voilà déjà militariste, parce que vous avez un galon d'officier... Aussi bien, ce que je disais n'était qu'une boutade.

— Ce qui m'effraye, reprit Vaissette, ce sont mes nouvelles responsabilités : jamais je ne serai à la hauteur de ma tâche.

— Vous voulez rire. Notre métier d'officier de compagnie est aussi humble que grand. Il vous suffira de veiller aux détails matériels dans votre section, demain comme hier : avec cela, gardez votre courage calme au feu, votre ascendant moral sur vos hommes; c'est tout ce que je vous demande. Car la volonté de vaincre ou de mourir qui mène au combat une centaine de soldats est dans l'âme de l'officier subalterne qui les commande. De même notre décision est dans le cœur de notre commandant. C'est ainsi que le grand chef gagne d'abord la victoire en lui-même, puis dans la poitrine de ses millions d'hommes, avant de la gagner sur le terrain.

Lucien Fabre s'était mis à fumer comme un vieux troupier. Il frappa sa pipe contre son talon, pour en faire sortir la cendre. Puis, il emplit de tabac le fourneau. Il reprit :

— Seconde nouvelle : je suis promu lieutenant et je garde le commandement de la compagnie. Et maintenant, voici qui est plus important : le gouvernement est parti pour Bordeaux,

mais les Prussiens ne sont pas à Paris. La bataille décisive est engagée. Dans quelques heures nous allons donner.

Il ajouta plus gravement ,

— Nous allons donner jusqu'à la mort. J'ai répondu de ma compagnie au commandant. Je n'ai pas à vous en dire davantage.

Ces paroles étaient dites simplement, à mi-voix ; nulle mise en scène, ni dans le décor, ni dans les mots, rien de théâtral : la canonnade poursuivait son bruit monotone, les chasseurs ronflaient, inconsciens. Et soudain, pourtant, un frisson venait de s'emparer de ces deux êtres. Leurs yeux brillaient. Ils avaient pâli un peu. La plus froide, la plus implacable décision habitait en eux. Ainsi, depuis quelques heures, un souffle immense passait sur tous ces soldats appelés à mourir.

— J'ai un ordre du jour du général en chef, dit Fabre. Allons le lire aux hommes.

Ils se levèrent tous deux et rejoignirent, à travers les fourrés, la compagnie. Il leur semblait avoir vieilli, être grandis. Leur démarche était plus pesante et plus volontaire. Fabre appela son ordonnance.

— Tiens, voici du galon d'argent. Tu vas en coudre un second près de celui qui se trouve déjà sur ma tunique. Tu en coudras aussi un, en enlevant les galons de sergent, sur la vareuse du sous-lieutenant Vaissette.

Le chasseur semblait frappé de stupeur. Tant d'événemens étaient pour l'abasourdir. Il ne dit mot, cherchant dans son sac une aiguille, du fil, et dans sa poche son énorme couteau. Il s'acquitta rapidement de sa tâche. Ce n'était point élégant, mais c'était solide. Le nouveau galon, sur la veste de Lucien, étincelait de blancheur à côté du galon gris et passé. Le mince galon sur celle de Vaissette soulignait la place où la large sardine de sous-officier s'était étalée.

La nouvelle s'était répandue parmi les hommes. Du coup, tout le monde s'était réveillé. La compagnie était assemblée. Fabre fit signe qu'il avait à parler. Les chasseurs se serrèrent, se bousculant, tendant la tête, formant un cercle comme pour ecouter la théorie. Le lieutenant s'exprima en termes tout unis, sans élever la voix. Il ajouta :

— Camarades, je vous présente votre nouvel officier, le sous-lieutenant Vaissette. Pour moi, je prends le commandement

de la quatrième compagnie. J'attends de vous ce qu'en aurait obtenu le capitaine Nicolaï.

Et voici que soudain tous les hommes avaient senti que cette minute était solennelle. Ils revoyaient la charge de l'autre jour, ils se rappelaient leur capitaine. Angielli murmurait :

— Nom de D... nom de D...

— Maintenant, ajouta Lucien Fabre en haussant un peu la voix, écoutez-moi bien. Les Allemands sont arrivés jusqu'ici. Ils ont envahi une partie de la France. Depuis hier est engagée la bataille dont dépend la destinée du pays...

La voix de l'officier tremblait un peu. Tous les hommes étaient haletans. Il dit encore :

— Mes enfans...

Lucien avait vingt ans. Tel chasseur, dans la compagnie, aurait pu être son père. Mais sa parole avait, ainsi, tout son sens de tendresse et d'autorité. En d'autres circonstances, il eût prononcé un discours plus long. Il savait par expérience que les paroles enflammaient ses hommes. Mais ce jour-là, c'était différent. Toute emphase eût détonné. Il allait, d'une voix sourde, contenue, étouffée, qui remuait, dans leurs profondeurs, les âmes des chasseurs. Ils se pressaient autour de leur chef, angoissés, la bouche ouverte. La brume et le rideau d'arbres cachaient les autres compagnies; la solitude était complète : le silence n'était coupé que par la voix des batteries.

Fabre poursuivit :

— Nous allons être engagés de nouveau, dans quelques heures. Ce sera plus dur qu'aucun des combats où nous avons déjà donné. A ce moment-là, vous ne penserez plus qu'à tenir en vous protégeant, à avancer en vous défilant, à bien viser, à charger, à obéir à vos chefs. Vous ne songerez plus qu'à remplir votre devoir de soldat. C'est maintenant qu'il faut que vous décidiez que votre sacrifice ira jusqu'à la mort.

Ces paroles simples ne dépassaient pas ces âmes simples, qui en saisissaient le sens et le rythme. Et sans doute Lucien n'était-il ainsi que l'obscur interprète de la patrie. Par lui parlait la voix de la nation qui allait frapper l'oreille de ces hommes. C'était l'appel autoritaire du sol de France, de ses collines et de ses brouillards, de ses plaines, de ses bois, de ses fleuves et de ses montagnes, de sa lumière ardente, des faubourgs de toutes ses cités, des fermes de tous ses villages.

C'étaient vingt siècles d'histoire qui soufflaient sur ces têtes, et des centaines de générations dont renaissaient les martyrs, depuis les soldats des cohortes de Marius, qui écrasèrent les Cimbres, jusqu'aux régimens de Wimpfen, qui furent anéantis dans le charnier de Sedan. C'était tout cela qui se respirait dans l'air de la journée, dans le frisson des feuilles agitées, dans la voix du jeune officier, dans le bruit continu des détonations. Un frisson courait dans cette compagnie. Et c'était le même qui soulevait le bataillon, tous les bataillons de tous les régimens, toutes les divisions, toutes les armées sur cette ligne de feu où ils allaient s'élancer.

— Camarades, poursuivit Fabre, vous avez senti, je le vois, qu'on est heureux de mourir pour la France.

Ce fut tout. Les hommes avaient compris. Servajac avait revu une haute prairie cévenole et le vent dans les châtaigniers; Angielli, les tavernes des quartiers marseillais enfiévrées de disputes politiques; Rousset, le champ d'oliviers et de vignes dormant au soleil; Pluchard, les cabarets de la Butte, le Moulin de la Galette et les dimanches populaires au bord de la Marne; Diribarne, le vol des palombes sous les verts ciels d'automne des côtes et des cimes pyrénéennes : ce qui était vraiment pour chacun d'eux la France, ce pour quoi ils l'aimaient. Et c'était très vague, aussi vague que le souvenir des parens, des amours laissées là-bas; tout était indistinct en eux comme l'appel de la patrie; mais leur détermination était précise et nette : ils mourraient, s'il le fallait, ce soir ou demain. Et c'est pour cela que la France ne pouvait pas être vaincue.

Alors, le lieutenant Lucien Fabre ajouta :

— Camarades...

Mais il se reprit. C'était en chef qu'il devait parler. Il parlait à ceux qui allaient mourir, aux élus de la Patrie.

— Soldats, dit-il à ses chasseurs, je vais vous lire l'ordre du jour du général en chef.

Il s'arrêta pour respirer et déplia le papier où il avait inscrit les quelques phrases que tout à l'heure lui avait dictées le commandant. Sa voix était devenue plus coupante, sa parole plus martelée : il était dans l'exercice de sa noble fonction. Les chasseurs soumis à l'étroite et magnifique discipline du bataillon s'étaient redressés, les mains dans la position réglementaire. Et quand leur officier annonça : « Ordre du jour aux Armées, »

ils portèrent tous, d'un geste brusque, la main au béret pour saluer l'ordre du général.

Et Lucien Fabre lut :

« Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière. Tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer... »

Le sous-lieutenant Vaissette, qui avait essuyé les verres de son binocle, remarqua que tous ses chasseurs pleuraient.

VI. — LA BATAILLE

La troisième et la quatrième compagnie attendaient derrière la lisière d'un petit bois. Profond était le silence, comme la nuit était profonde. Mais on dormait mal : à l'aube on devait donner l'assaut. L'ennemi était là, à douze cents mètres, sur la crête : on n'en était séparé que par un terrain vallonné et par un ruisseau que tenaient, aux avant-postes, les deux premières compagnies, formant la première division. Peu à peu pourtant le sommeil invincible avait gagné les hommes. Beaucoup seraient tués dans quelques heures; ils le savaient : ils dormaient.

Les officiers de la division, troisième et quatrième compagnie, s'étaient réunis, pour attendre ensemble les événemens : Fabre et Vaissette, le lieutenant d'Aubres et le capitaine de Quéré.

Le capitaine de Quéré commandait la troisième compagnie du bataillon, celle qui devait être engagée en même temps que la compagnie de Lucien. Il était assis, à cette heure, à côté du jeune homme. Il tremblait de fièvre. Une crise de ces fièvres, rapportées des colonies, terrassait son corps maigre, mais ne venait pas à bout de sa volonté.

Une étrange figure de soldat. Il avait voulu être prêtre. Une soif d'activité, d'action physique, avait fait de lui un officier; mais il était resté un moine avec les plus rudes chastetés du corps et de la pensée. C'était un esprit d'une haute culture. Rien ne lui était étranger au royaume des lettres et de la philosophie; mais il n'aimait vraiment que les poètes du dix-septième siècle et les écrivains latins. Le dix-septième siècle,

il en revivait l'esprit, il en sentait en lui les passions : il était de ceux qui parmi nous peuvent encore éprouver une haine passionnée contre Pascal. Au surplus, il aimait la discussion. Admirable cerveau dogmatique, il manquait de sens critique. Les choses pour lui étaient absolues, nettes et sans fêlure, comme sa science et comme sa foi. Il était violent, autoritaire et têtu. Ses yeux de mystique évoquaient une société et un ordre de choses qu'il se créait à l'image de son âme. A la lettre, il vivait en des temps révolus depuis deux cents ans. La France était pour lui celle du traité de Nimègue, dans l'apogée pompeuse du règne de Louis le Grand. L'armée, plus que tous les autres grands corps de l'État, avait à ses yeux l'ordonnance des jardins de Versailles : ses chefs, à l'instar du prince de Condé et du maréchal de Turenne, la mèneraient au passage du Rhin aussi glorieusement que le 12 juin 1672.

Le capitaine de Quéré était Breton : quinze ans de commandement à la légion étrangère, sous tous les ciels d'Afrique, n'avaient point brûlé le brouillard rêveur de ses yeux. Breton comme Chateaubriand, il conciliait comme il pouvait le romantisme du vicomte avec ses idées et son tempérament de classique. D'ailleurs pénétré d'une ardente sympathie pour la Compagnie de Jésus, à laquelle appartenait un de ses frères, quelques camarades l'accusaient plaisamment d'être un jésuite en robe courte et ceint d'une épée.

Il était sans crainte par cette nuit, et presque sans inquiétude : il ne craignait ni pour lui, car il faisait bon marché de sa vie labourée par les mortifications, ni pour le pays, car il ne doutait pas de l'issue de la bataille. Il croyait à l'invincibilité de nos armes, à la purification par le feu et le sang de nos propres tares, à notre mission rédemptrice, *ad majorem Dei gloriam.*

— Ils vont être écrasés, prononça-t-il.

Son lieutenant, d'Aubres, était, lui aussi, de cet avis.

— Je parierais, dit-il, que les Cosaques sont aux portes de Berlin. Et les escadres anglaises ont déjà dû mener les cuirassés allemands par quelque mille pieds de profondeur dans les eaux de la Baltique et de la mer du Nord.

Ainsi le lieutenant d'Aubres et le capitaine de Quéré avaient même opinion. Mais, chez le premier, ce n'était que l'effet d'un optimisme irraisonné. Chez l'autre, c'était peut-être un défaut de sens critique, c'était sûrement, par delà les modalités du

temps, une claire vision mystique des réalités vivantes de l'avenir.

Les quatre officiers étaient assis sur la terre ; leur pèlerine les protégeait du brouillard qui tombait ; ils parlaient à voix basse, pour ne pas déranger les hommes qui dormaient et pour ne point troubler le silence nocturne. Lumineuse, une fusée lancée par l'ennemi jeta sur la lisière de la forêt les éclairs limpides de ses feux. Quéré se leva. Sa longue silhouette osseuse le faisait ressembler à don Quichotte. L'obscurité revenue, il se rassit.

— C'est long, ces heures qui précèdent l'attaque, [illegible] Vaissette.

Le capitaine eut un geste pour signifier : Qu'importe ?

— Vous pensez qu'ils seront écrasés, mon capitaine? demanda Lucien Fabre.

— Me croyez-vous capable de douter des destinées de la Patrie ? répliqua fièrement de Quéré. Je m'en voudrais de me poser cette question, surtout au moment de l'assaut.

— Moi, je ne sais pas, dit Vaissette, mais je fais mienne dans les graves circonstances la parole de Guillaume de Nassau, qu'on appela le Taciturne. Il pensait que point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer.

— Et moi, répondit le capitaine, qui ai peut-être l'âme d'une trempe moins solide, — ce dont, au reste, je m'excuse, — j'ai besoin de croire pour commencer et poursuivre toute action. Aussi bien le ciel a voulu que jamais la foi ne m'ait manqué : et c'est la grâce que je vous souhaite.

Il se tut. Il rêva. Tous rêvaient comme lui. Fabre revoyait sa jeunesse, de petits incidens de son enfance, la figure de sa mère.

— Ma mère, confia-t-il à Vaissette, était très blonde. J'avais l'âme si tourmentée, quand j'étais petit, que je pleurais le soir à l'idée qu'elle pouvait mourir. Et voici que je mourrai sans doute avant elle. Un jour...

Il ne poursuivit pas, tout à ses souvenirs. Ainsi ces hommes rudes redevenaient des enfans. Et ils passaient des plus graves pensées à la puérilité de propos naïfs. Le capitaine de Quéré, lui-même, se rappelait avec émotion la lande bretonne, son âpre désert, son peuple d'ajoncs au bord des marécages, les cris lugubres des grenouilles et des crapauds, toutes les terreurs du vent et de la nuit dans les salles du manoir paternel.

— Nous étions très pauvres, raconta Vaissette. Quels sacrifices pour m'élever! On ne se passait aucune fantaisie à la maison. Une fois, c'était ma fête, mes parens n'avaient même pas pu m'acheter un souvenir. On m'expliqua la dureté de la vie, la nécessité des petites économies. Ce fut une sévère leçon, et j'avais le cœur bien gros. Ma mère plus que moi. Et puis, quand je fus couché, elle vint m'apporter quelque chose : un petit porte-cartes à elle qu'on lui avait offert jadis, et dont, presque une paysanne, la brave femme ne pouvait se servir... Je n'ai jamais eu de ma vie une joie plus grande, ni reçu de plus beau cadeau... Fabre, si je meurs, prenez sur moi ce pauvre portefeuille et renvoyez-le à maman, qui le reconnaîtra.

— C'est tout cela, voyez-vous, ajouta le capitaine, qui compose notre Patrie : les souvenirs de notre enfance, le paysage où nous avons grandi, le sourire de nos mères, de nos épouses ou de nos fiancées, les autels de notre foi, ou l'école de notre incrédulité. Vaissette et moi, peut-être n'aimons-nous pas notre pays pour des raisons pareilles, mais nous l'aimons pareillement.

. . . . . .

— Voici le moment de se préparer, dit le capitaine de Quéré.

Les ordres circulèrent : « Allons, debout, debout!... Aux armes!... Faites former les sections!... » Les sergens s'affairaient, couraient de groupe en groupe. Certains chasseurs dormaient comme des masses, malgré le branle-bas. D'autres battaient le briquet, frottaient des allumettes : c'était à croire, ma parole, qu'ils allaient faire le café et allumer du feu. Le bois s'était empli d'un bourdonnement que troublait de temps à autre le cliquetis d'une baïonnette, le juron d'un homme qui ne retrouvait pas son sac ou son fusil.

A droite, dans une clairière, deux batteries venaient d'arriver : en quelques secondes, elles se mettaient en position. Les artilleurs coupaient des branches pour cacher leurs pièces; les conducteurs ramenaient leurs chevaux en silence; les servans, enveloppés dans leur manteau sombre, battaient tranquillement la semelle. Huit canons s'alignaient; on les distinguait dans l'ombre. L'éclairage vacillant des lanternes qu'on promenait faisait scintiller, comme un coffre d'or, les douilles des obus dans les caissons. Il n'y avait pas un bruit superflu, pas un geste de trop : on eût dit l'activité sage des abeilles autour de la ruche. De là une impression d'ordre se dégageait qui

réconfortait les chasseurs. Quelques-uns s'étaient approchés des artilleurs.

— Vous allez leur en envoyer, hein? pour nous soutenir, dit Bégou.

— On est ici pour ça, répondit un maréchal des logis.

Et il passait sa main sur le long affût gris, le caressant. Il y avait dans le ton de sa réponse un peu de pitié pour les fantassins; dans la voix de Bégou, il y avait eu un accent de supplication.

— Si seulement on avait assez de munitions, dit le sous-officier.

— Allons-nous donc manquer de munitions? demanda Bégou avec angoisse.

— Ce n'est pas qu'on en manque, déclara l'artilleur; mais il n'y en a jamais assez.

L'aube parut. Une lumière blafarde buvant la nuit, et très bas, vers l'orient, dans le brouillard, un soleil pâle. L'air parut éclater. Comme s'il y avait eu entente entre les adversaires, les canons allemands, là-bas, par delà les crêtes, et les canons français, ici dans la clairière, venaient d'envoyer une rafale, pour saluer, semblait-il, le lever du jour. Puis le silence absolu et la paix des matinées d'automne.

De Quéré se tenait avec Fabre à la lisière du bois. Ils observaient en face, sur la hauteur, les positions ennemies, qu'envahissait la clarté de l'aurore. Plus bas, dans un ravin, une partie du bataillon attendait l'ordre d'attaque. Un officier d'artillerie les rejoignit. Il expliqua :

— Je dois soutenir l'offensive de votre bataillon.

— Je ne comprends pas, dit le capitaine, que les Allemands ne soient pas déjà sur nous. Leur armée déclenchée est en branle depuis la Belgique, avançant toujours, chassant nos troupes devant elle. Elle a l'air de savoir que nous allons maintenant lui barrer le chemin de l'invasion.

— Le commandement ennemi doit être prévenu de nos mouvemens et de nos intentions, dit Lucien. Il attend sans doute d'avoir derrière lui des masses plus profondes pour donner l'attaque.

— Nos aéroplanes ont signalé ces dernières, qui arrivent, fit l'artilleur. Mais vous ne serez pas attaqués sans une forte préparation d'artillerie.

Il ajouta, en s'en allant :

— Vous savez où est mon poste. Prévenez-moi, si je puis vous rendre service.

En effet, quelques instans après, des obus allemands tombèrent en avant de la lisière du bois. Un percutant, en explosant au milieu d'une escouade qui se tenait au bord d'une allée forestière, avait fauché un orme et trois pruniers sauvages, tué cinq hommes, les enterrant dans l'immense entonnoir qu'il avait creusé, aspergeant la tombe d'une averse dorée de petites prunes mûres.

Le capitaine de Quéré courut vers la fosse ouverte. La terre remuée dans ses profondeurs se tachait d'une nappe de sang. Il leva les yeux vers le ciel où s'épanouissait la lumière, comme pour le prendre à témoin du sacrifice de ces enfans. Il se signa. Après une seconde de méditation, semblant répondre aux paroles du prêtre invisible, qui absolvait ces martyrs, humble servant ainsi qu'en son enfance et tout pénétré de son sacerdoce, il murmura :

— *Et lux perpetua luceat eis!*

Il se hâta de rejoindre Lucien qui observait devant lui la chute des engins de l'ennemi et tâchait de reconnaître ses mouvemens. Après l'orée du bois, il y avait à franchir un terrain dénudé qui s'infléchissait d'une pente de plus en plus rapide vers un ruisseau. Pour descendre, on pouvait se défiler : il y avait des arbustes, deux ou trois chemins encaissés, des haies, des ravins, quelques meules de paille. Mais ensuite, il fallait remonter la pente jusqu'au village de Laumont, l'objectif de l'attaque : une véritable falaise, pas le moindre accident sur ce sol, un terrain tout à fait découvert, pas le moindre pli, pas même sur un espace d'un kilomètre un bouquet d'arbres : un véritable glacis. Près du ruisseau, des prairies, puis des champs dont les paysans avaient coupé et rentré le blé.

Le soleil levant faisait luire le clocher de Laumont, éclairait de rayons obliques le champ de bataille.

— Ceux de nous qui dîneront là-haut ce soir pourront s'estimer heureux, déclara le capitaine de Quéré.

Il s'obstinait à étudier avec ses jumelles les tranchées allemandes, en haut de la crête, en avant du village, et toutes les défenses de l'ennemi.

— Il faudrait savoir, dit-il, s'ils n'ont pas eu le temps d'établir un réseau de fils de fer.

Et il expliquait à Fabre :

— A droite votre secteur. A gauche le mien. Vous essayerez de rester en liaison avec moi. Il s'agit d'avancer, quelles que soient les pertes. Cette fois-ci, c'est pour tout de bon.

— Je suis sûr de ma compagnie, répondit Fabre. Quand même elle serait réduite à dix hommes, ces dix hommes arriveront à Laumont.

— Nous tâcherons de progresser aussi rapidement l'un que l'autre, reprit le capitaine. Nous nous engagerons dès que les deux premières compagnies auront franchi le ruisseau et monteront le glacis. Nous formons la seconde vague. Il y en a une troisième derrière nous, si nous ne pouvons aborder.

En effet, les deux premières compagnies, éparses en tirailleurs, attendaient de franchir le filet d'eau. Elles étaient cachées en bas dans les sillons, dans les terres ravinées, derrière les boqueteaux. L'ennemi ne pouvait les voir. Mais, prodigue, son artillerie envoyait de temps à autre des obus sur leurs abris comme sur la forêt où se tenait la deuxième division.

Le fracas de la bataille s'accentua. La crête de Laumont, les maisons du village, les fermes brillaient d'éclairs rapides. Par momens une lueur soudaine embrasait une vitre. Le plus souvent, c'était le feu de batteries allemandes mal défilées; parfois c'était un de nos obus qui explosait. Mille flèches de lumières différentes se croisaient, blanches, métalliques, dans la clarté rose de l'aube; on aurait cru que des projecteurs étaient en action : cela fatiguait le regard.

En même temps, un bruit étrange assourdissait les oreilles. Ce n'était plus le fracas des explosions et le bruit des obus ou des balles trouant l'air. C'était un son plus lointain, plus ample, plus dense, plus compact. Toute l'atmosphère vibrait. Les tempes et les dents en étaient énervées. Et ce son-là ne croissait, ni ne diminuait, car c'était le tumulte immense et régulier de la bataille.

— Mon capitaine, c'est à notre tour, dit Fabre.

Il avait retrouvé ce calme, cette lucidité qui ne l'avaient pas quitté pendant l'attaque de Vassinville.

En effet, la première division s'ébranlait. Le fanion jaune du fourrier agité un instant avait prévenu Lucien. Et les

chasseurs, ayant franchi le ruisseau, escaladaient le glacis.

— A Dieu vat! fit le capitaine de Quéré, fils d'une lignée de marins bretons.

Il tendit la main au jeune homme, qui l'étreignit. Puis ils se séparèrent en courant, pour prendre leur place en tête de leur compagnie. Lucien trouva la sienne qui attendait, toute prête. Il n'eut que le temps d'échanger un regard avec Vaissette : ils se comprirent. L'angoisse leur [illegible] la gorge ; mais ils sourirent.

[illegible] compagnie déboucha [illegible] sections formées en lignes de tirailleurs couraient [illegible] le plateau. A leur gauche s'engageait aussi la troisième, de Quéré en avant, la tête haute, son grand corps maigre se détachant dans la lumière, agitant un bâton, sa seule arme, en larges moulinets.

Un bond, puis un autre. Un autre encore. Bientôt on aurait franchi tout l'espace découvert. Les sections, enlevées par leurs gradés, ne sentaient point l'horreur de s'offrir sans abri à la grande clarté limpide du jour. Les uniformes bleus se levaient de terre, couraient le dos baissé, le béret enfoncé, se recouchaient, se dressaient encore pour franchir quelques mètres. On eût dit les courtes lames successives de la marée qui monte, les vagues bleues de la Méditerranée.

Les obus allemands, rares d'abord, tombaient à présent sur le terrain en une averse régulière : il y avait des morts et des blessés dans chaque section. En avant, les projectiles éventraient la terre, s'y enfonçaient en laissant rejaillir, comme l'eau d'un bassin, des gerbes de poussière. C'était un tir de barrage si puissant qu'il était impossible de passer...

Depuis une heure la compagnie était allongée, sans un mouvement, dans la prairie. Les chasseurs d'abord n'avaient pas été trop émus. Maintenant, on trouvait que la plaisanterie se prolongeait, durait trop. Plus le temps passait, plus la crainte de la mort grandissait chez les hommes. Ils suaient à grosses gouttes. Le soleil et le roulement des obus leur alourdissait le cerveau. Un immense halètement d'angoisse contractait et dilatait leurs poitrines. Des blessés hurlaient.

— Aussi, c'est pas la guerre, c'est la boucherie, fit Rousset.

— Imbécile, tais-toi, cria le caporal Gros.

Rousset s'obstinait :

— C'est la boucherie.

L'ennemi était si près, sur la crête voisine, qu'on entendait le grincement des mitrailleuses qui crachaient sur la première division.

— Ce moulin là fait du sale café, cria Angielli.

Il clignait de l'œil au caporal, au sergent, à tous les gradés : il fallait distraire les camarades. Mais ses lazzis n'avaient aucun succès. Les camarades restaient immobiles dans l'herbe, comme des lézards. Servajac coupait du foin avec ses dents. Un éclat venait d'atteindre Diribarne, le décapitant, la tête était presque détachée du tronc, le sang sortait en bouillonnant.

Rousset répéta :

— C'est la boucherie.

— As-tu fini, cria Gros, ou je te tape dessus ?

Il ajouta :

— C'est les meilleurs qui sont tués, et c'est les autres qui se plaignent...

— Bon Dieu, regardez l'officier !

Le lieutenant Fabre était debout. Sous l'avalanche des shrapnells, des éclats et des balles de plomb, il restait impassible, regardant avec ses jumelles vers la position ennemie, consultant sa carte, crayonnant des notes. Le déplacement d'air provoqué par les obus était tel que son béret s'envola. Il courut après lui, le ramassa par terre, comme si un coup de vent le lui eût enlevé sur le boulevard, le battit contre sa jambe pour faire partir la poussière, et le remit sur sa tête. Il avait aperçu de Quéré, arrêté aussi par le tir et lui envoyait des signes d'amitié.

Douze pièces allemandes se trouvaient à mille mètres. Une batterie de canons lourds était à peine plus distante et pas mieux cachée. On voyait les éclairs secs et blancs au départ de chaque coup. Deux fois depuis une heure, Fabre les avait signalées à notre artillerie, dans le bois. Vainement. Cette fois encore, le commandant lui répondait que ses renseignemens étaient trop vagues pour permettre de régler le tir. Alors il s'était levé, repérait la place exacte sur sa carte d'état-major, dessinait un croquis, appelait son ordonnance.

— Porte ça aux artilleurs, dit-il.

Le chasseur se mit à ramper, puis, pour aller plus vite, se dressa, détalant vers la forêt. Un obus explosa, juste au-dessus

de sa tête, à quelques mètres de hauteur. La gerbe de balles et d'éclats s'arrondit, comme une ombrelle. L'ordonnance s'était arrêté, cloué au sol; l'averse tomba : il disparut dans le nuage blanc de l'éclatement. Quand la fumée se dissipa, l'homme était debout, sans une blessure, sans une contusion. Tout étonné de se sentir encore vivant, il riait. Il tendit le bras, la main ouverte, en un geste large, comme on fait pour constater qu'il ne pleut plus, et, rassuré, reprit sa course.

Une demi-heure passa : dix siècles. [illegible] l'ennemi se pourvoit. [illegible] revint : l'officier d'artillerie lui avait [illegible] il ne fallait [illegible] renseignement précis. Nous [illegible] de munitions. Je n'ai pas assez d'obus pour arroser sans un objectif nettement défini. »

— Bien, bien, dit Fabre. Les sacrifices de l'infanterie rachètent le manque de matériel. Le sang de mes hommes ne leur coûte pas cher!

Il était furieux. C'était encore la faute des états-majors! A quoi pensaient-ils d'envoyer ces compagnies à l'assaut sans préparation d'artillerie? Il se leva encore une fois, contempla ses hommes étendus par le champ, le dos rond, prosternés, tels des musulmans pour la prière.

— Qu'importe, dit-il, nous vaincrons!

Un agent de liaison lui apportait un mot de Vaissette.

« Qu'attendons-nous? » demandait celui-ci.

Il ajoutait une réflexion plaisante : « Je songe sous ce bombardement que le Fabrice de Stendhal a assisté à la bataille de Waterloo sans s'en douter. Je vous assure que, pour l'instant, je me doute que nous participons à une bataille qui comptera dans l'histoire... »

En *post-scriptum*, le sous-lieutenant avait griffonné : « Si nous ne devons pas nous revoir, songez à mon portefeuille. »

Mais la figure de Lucien se rasséréna : nos batteries avaient ouvert le feu. Quelques flocons de fumée venaient d'éclater sur Laumont, s'étaient joyeusement dissipés dans l'air : on réglait le tir. Puis, avec une rapidité folle, les rafales se succédaient. On entendait les obus passer. Ils explosaient en même temps sur les pièces allemandes, et tout de suite arrivait une nouvelle rafale. Les maisons du village s'effondraient; des morceaux d'acier et de bois sautaient en l'air, pulvérisés. Nos obus pénétraient dans les positions ennemies comme une faux dans les

blés. Les batteries prussiennes s'étaient tues brusquement.

— Ces braves soixante-quinze ! murmura Lucien.

Il s'était dressé. Profitant du répit, il enlevait sa compagnie, la lançait vers les ravins qui descendaient au ruisseau, lui faisant franchir par surprise tout l'espace découvert. On s'engageait sur le terrain protégé par des mouvemens du sol, des fourrés et des pépinières de jeunes poiriers. Pour un moment, on était sauvé.

Mais on ne devait pas rester longtemps dans le ravin. Les premières compagnies d'assaut remontaient le glacis en rampant sous la fusillade continue de l'ennemi. A gauche, de Quéré continuait sa progression. A droite, des fantassins surgissaient d'un petit bois, d'autres d'un village. Plus loin encore, des zouaves débouchaient d'un talus. Cela formait une chaîne ininterrompue. On sentait les bataillons soudés aux autres bataillons. On avait l'impression d'une masse. Les chasseurs suffoquaient sous l'ardent soleil. Ils gardaient dans les oreilles le bruit des détonations, le souvenir de l'horreur subie en silence, pendant l'heure précédente. Ils savaient que ce n'était qu'un commencement. Plusieurs avaient pâli. Servajac se taisait farouchement ; il songeait à son camarade Diribarne, décapité à côté de lui. Tous, ils se savaient condamnés à mort. Mais tous, une force immense, qu'ils ne comprenaient pas, s'était emparée d'eux, les poussait à l'action. Nul ne songeait à marchander son sacrifice; ils étaient le jouet des événemens et du destin : ils obéissaient à l'appel du sol.

Rousset répétait machinalement :

— C'est la boucherie, c'est la boucherie.

— Mais oui, c'est la boucherie, répondit Angielli, puisque c'est la guerre.

Il ajouta :

— Ça ira.

Et il fredonna l'air révolutionnaire.

Cependant ils regardaient les fantassins qui entraient dans la zone de feu. Plusieurs tombaient. Les pantalons rouges parsemaient, comme des fleurs d'été, les sillons et les champs.

A leur tour, ils allaient pénétrer dans la fournaise. Du regard, ils reconnaissaient le terrain devant eux. Un peu d'eau à franchir, un lit presque desséché, et l'on serait dans la région infernale. A quelques mètres, une ligne de tirailleurs

était étendue, tous les hommes correctement alignés; on les eût dits à l'exercice; ils ne bougeaient pas : la même mitrailleuse les avait allongés et raidis. Il faudrait les franchir. Après, c'était le vide, le vide immense, le vide épouvantable du champ de bataille. Quelques cadavres épars se distinguaient à peine, se confondaient presque avec les mottes de terre ou l'herbe. Rien. L'immensité déserte. C'est cet espace qu'il faudrait traverser, tout ce glacis, interminable, jusqu'à la ligne ennemie.

Les chefs des quatre sections s'étaient mis à la tête de leurs hommes dispersés en tirailleurs. Brusquement, Lucien Fabre enjamba le ruisseau, courut par le terrain uni. Le déclenchement s'opéra. Toute la compagnie, comme une machine, suivait. Les balles faisaient frémir l'air, comme si du vent sifflait. Quelques hommes s'écrasèrent à terre. Les autres suivaient, de leurs regards enivrés, les gestes de leur sergent. Le bond était terminé : ils se couchèrent.

Il fallut se relever. Vingt mètres à franchir. On s'allongea de nouveau. Se redresser, c'était narguer la mort. Le caporal Bégou, la gorge traversée par une balle, étouffant, s'était assis, battant l'air de ses bras. D'autres projectiles lui trouèrent les poumons. Au troisième bond, Rousset s'effondra. Un obus l'avait scalpé, faisant voler le crâne et la cervelle. Même lorsqu'on s'aplatissait, les balles ricochaient, vous couvraient de terre et de cailloux, vous frappaient. Les bidons et les gamelles traversés rendaient un son métallique et sec : quelques-uns étaient percés comme une écumoire. Et c'était aussi le bruit sourd des balles entrant dans les sacs, pénétrant dans les chairs.

Cependant les rafales d'artillerie se suivaient, se croisaient dans un infernal tapage. La terre semblait tressaillir. Tout le ciel grondait. L'air flambait.

Vaissette, au début, essayait de suivre les indications de Fabre. Il tâchait de rester en liaison avec ses sous-officiers et, à sa gauche, avec une section du capitaine de Quéré. A présent, ce n'était plus possible. Il avait la tête en feu, il sentait vaciller sa raison, il ne savait qu'une chose qu'il répétait machinalement :

— C'est trop long... c'est trop long...

Et il n'avait plus qu'un désir, impérieux et violent : arriver coûte que coûte sur l'ennemi. La colère grondait en lui contre ses hommes qui n'avançaient pas.

Lucien Fabre sentait également la folie le gagner. Mais il conservait encore toute sa présence d'esprit. Il fallait progresser plus vite ; sinon, pas un homme n'aborderait aux défenses prussiennes. Derrière lui, il voyait d'autres échelons, d'autres vagues qui suivaient sa compagnie. On était à présent trop près de l'ennemi, pour que le mouvement continuât d'être si lent : c'était lui offrir une cible par trop facile.

— Il faut en finir, dit Lucien.

Il regarda derrière lui. Il avait un clairon, son ordonnance, un caporal-fourrier : il les envoya tous trois recommander aux chefs de sections de faire activer les bonds. Lui-même se porta auprès de Vaissette pour donner ses ordres.

— Par bonds de vingt mètres. Un bond toutes les minutes. Dans un quart d'heure, nous serons assez rapprochés pour l'assaut.

Les serre-files, derrière les sections, poussaient les hommes.

— Attention : pour un bond jusqu'aux betteraves, hurla Vaissette... en avant !

La section, hypnotisée, se soulevait de terre, ondulait, débouchait dans le champ.

— Pour un nouveau bond de vingt mètres... en avant !

Un blessé hurlait. Un autre labourait la terre avec ses pieds.

— Attention... Jusqu'au sillon, criait Vaissette... en avant !

On obéissait, en pliant la nuque, en courbant la tête sous l'orage. Les balles, comme une pluie, cinglaient.

— Courez à toutes jambes, nom de D... ! en rasant le sol. Comblez les vides, comblez les vides... Serrez sur moi. Serrez sur moi !

La voix de Vaissette tonnait au milieu de la fusillade et des détonations.

— Encore un peu de courage, et c'est fini... Garde à vous... Pour un bond... Jusqu'à la fin du labour... Garde à vous... En avant !...

Il franchit l'espace désigné. Mais il le franchit seul. La section n'avait pas suivi...

Du coup, il éclata.

Sans souci du péril, debout sous l'averse, il se démenait comme un possédé, revenant à sa section.

— Allez-vous me suivre, bougres d'animaux ?

Les chasseurs, terrifiés par le feu, ne bougeaient pas.

Vaissette continua :

— Je vais vous apprendre à bouffer la terre!... Je vais vous taper dessus!...

Et, du pied, il frappait un homme qui ne remuait pas. Vaissette se pencha sur lui : c'était un cadavre.

— Ah! dit-il, l'imbécile! il est mort.

Il eut un mot sublime :

— Si vous n'avancez pas, je vous abats à coups de revolver.

La menace de son arme était dérisoire, en présence du torrent de feu qui mugissait sur les têtes.

Il cria :

— En avant!

— Vive la Sociale! clama Angielli.

Le débardeur se leva et courut derrière Vaissette. Toute la section, en hurlant, s'ébranla, se précipita sur le terrain, franchit cent mètres.

— Nous y sommes! criait le sous-lieutenant.

Il triomphait. Un soulèvement léger du sol mettait ses tirailleurs à l'abri.

— Serrez sur le centre, disait-il... Baïonnette au canon... Faites aligner la section... Mon Dieu, j'ai cru que nous n'y arriverions jamais... Ah! je parie qu'il y a encore des traînards.

Il allait se lever. Mais il se sentit tiré par sa vareuse : c'était Angielli.

— Ne bougez pas, nom de D..., dit le Marseillais. Sans ça, vous êtes fichu.

Il se colla la face contre terre. Il n'avait plus notion de rien. Il ne savait plus où il était. Il savait seulement qu'il ne fallait pas faire de mouvement.

Soudain, un tressaillement agita son corps. Il se souleva sur le poignet, prêtant l'oreille. Là-bas, à gauche, il venait d'entendre l'appel d'un clairon. Cela semblait venir des sections du capitaine de Quéré... Mais non, le rythme des obus seulement, la fusillade, le crachement saccadé des mitrailleuses. Il avait été l'objet d'une hallucination...

Ah! cette fois, c'étaient bien les notes du clairon... Elles éclataient, lointaines encore, perçant le fracas de la bataille. Tous les hommes les avaient entendues. Ils les écoutaient, haletans. La musique cuivrée avait des ailes. La *Marseillaise* volait par les airs, comme un ordre impérieux de victoire.

Alors un frisson courut par toute la troupe. Là-bas, les derniers accens du chant national s'éteignaient; mais voici qu'ils renaissaient pour retentir de nouveau, plus proches. Le sous-lieutenant Vaissette se levait, transporté. Il était ivre de gloire. La lumière du jour flamboyait. Derrière lui des notes résonnaient. Il se retourna. Sans un ordre, le clairon Marsanne, debout sous la mitraille, ruisselant de sueur, les joues gonflées, écarlate, faisant passer toute son âme dans le souffle de ses poumons, sonnait aussi la *Marseillaise*.

— Serrez sur moi, clamait l'officier. Pour l'assaut... Pour l'assaut!...

Les chasseurs s'étaient tous levés. Plusieurs hurlaient. Ils répétaient :

— Pour l'assaut, pour l'assaut!

A droite, à gauche, partout, très loin, des autres bataillons, ou, tout à côté, des sections voisines, les appels du chant sublime se répondaient, se mêlaient, s'épanouissaient.

— En avant. A la baïonnette!

Vaissette courait à l'ennemi.

La section suivait. Les bérets bleus couvraient le glacis. Ils sortaient de chaque sillon, de chaque motte de terre, de chaque trou. A côté d'eux, les képis rouges surgissaient aussi des labours et des blés. C'était la plaine, avec ses fleurs, rouges et bleues, qui marchait.

L'immense vague humaine déferlait sur la ligne allemande.

ADRIEN BERTRAND.

(La dernière partie au prochain numéro.)

IMPRESSIONS

D'UN

BOURGEOIS DE PARIS

PENDANT LE SIÈGE ET LA COMMUNE[1]

CHARLES AUBERT-HIX

IX

Le 18 novembre, Aubert a une joie infinie : il reçoit des nouvelles ! C'est le soulagement de la pire douleur, l'absence, torture de tant de cœurs tendres dans la clôture du cercle de fer ! On la souffre en silence, mais peu à peu elle use les nerfs. Chaque lettre, par un mot, un trait, en laisse échapper le secret. Il y en a bien peu qui ne fassent mention du départ des ballons, avec tous leurs incidens. Aubert, après avoir porté lui-même ses lettres à la poste centrale, allait le plus souvent voir partir les ballons qui les emportaient, et qui prenaient leur vol soit de la gare d'Orléans, soit de la place Saint-Pierre, à Montmartre. C'est là, je m'en souviens, que je l'ai rencontré avec mon père, et plus d'une fois. Il s'imposait, pour ne point manquer à ces départs, des fatigues qui n'étaient guère dans ses goûts. « Le ballon doit partir ce matin, à sept heures, et je n'ai que le temps de vous donner en hâte quelques nouvelles. Il faut que je sois à six heures un quart rue Jean-Jacques-Rousseau. »

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

On s'enquérait ensuite de la destinée des ballons ; on observait les girouettes pour suivre le vent; on savait les accidens qui avaient abîmé certains ballons dans les lignes ennemies; on apprenait l'heureux passage de quelques autres par le retour des pigeons.

On rêvait, à chaque fois, que ces bienheureux pigeons porteraient avec eux une ligne, un mot, en échange des longues lettres qu'on avait écrites. Bien rares étaient les privilégiés, à qui l'assurance était donnée que les chers êtres du dehors étaient toujours en vie, — assurance toute sèche, mais où tant de joie était déjà contenue! Nul n'était prêt à goûter cette joie mieux qu'Aubert. Il a comme une fringale de cordialités de famille. Dans la suite de ses jours solitaires, les dates qui passent lui ramènent les anniversaires, tristes ou joyeux, un deuil ou bien une fête. Le 4 novembre, il écrit en *post-scriptum :* « Et c'est pourtant ma fête ! » Un autre jour, il voit passer l'échéance de ses cinquante ans. Mélancolique pensée. Un jour, il est de garde; c'est le 23 octobre, et c'est la date du mariage de sa fille, béni quelques années plus tôt par cet être angélique qui fut son élève, l'abbé Henri Pereyve. Cette fois, tant bien que mal, il a fallu qu'il en fît une fête, et, muni de deux bouteilles de Corton, tirées de sa cave et apportées à la barrière d'Italie, il a organisé une petite bombance, avec trois camarades, dans une guinguette près des remparts. On a bu, la larme à l'œil, aux époux lointains!

Et les petits-enfans! Un jour, place de la Bastille, il a vu, hésitant à passer la rue, une dame, avec une petite fille, grande comme une des siennes. Il dit : « Je me suis offert à porter la fillette, pour tenir un instant dans mes bras un être qui me rappelât mes petits chéris. »

Voilà où il en était, quand les nouvelles lui sont venues. La lettre que voici, la scène qu'elle évoque me semblent faire partie du tableau du Siège, de la psychologie du Bourgeois de Paris dans sa sinistre séquestration :

« Que vous êtes de bons et aimables enfans, mes chers amis! Quelle joie vous m'avez donnée au milieu de tant d'amertumes! Dans la soirée de mardi, j'étais blotti chez moi, bien tristement, et je m'étais endormi sur mon divan ; à onze heures, deux gros coups de sonnette me réveillent. Je cours à ma porte, et j'y trouve un employé du télégraphe, qui m'annonce une dépêche

d'Angers. C'était à n'y pas croire ! Vous dire avec quel singulier mélange de joie et d'angoisse j'ai brisé l'enveloppe, c'est bien inutile ; j'avais tant à espérer et tant à craindre ! Votre phrase si bien rédigée m'a ravi. J'ai remercié Dieu, qui m'envoyait ce soulagement ; la soirée s'est continuée assez longtemps, dans un bien-être moral que j'étais heureux de vous devoir. Lorsque, le lendemain, j'ai fait part de ma joie à Girard et à mes collègues, leurs complimens m'ont touché. En sortant de classe, il a fallu prendre son fusil et partir pour vingt-quatre heures aux remparts ; là encore, j'ai reçu bien des félicitations et fait bien des envieux ; en une heure, de bouche en bouche, la nouvelle a circulé, et on est venu me regarder rien que pour voir un homme qui avait reçu une lettre. Je n'exagère rien ; ce que je vous dis là est la vérité pure. Souffrir au point de vue matériel est certainement douloureux, quoique, en somme, jusqu'ici, j'aie à peine éprouvé les tiraillemens d'une nourriture médiocre ; mais souffrir dans ses affections les plus vives et les plus profondes, ne pas oser penser même à ses enfans, de peur que le découragement et presque le désespoir ne vous prenne, c'est le supplice que je n'oserais pas souhaiter à mon plus cruel ennemi. Ce pauvre X... est venu, comme beaucoup d'autres, me complimenter ; lui aussi il a sa femme et sa fille en Touraine, son fils dans l'armée de la Loire. « Vous avez du calme pour deux mois, » me disait-il ; et en parlant ainsi, ses yeux étaient pleins de larmes ! Songez que, depuis le siège, c'est-à-dire en deux mois, cinquante personnes à peine avaient reçu des lettres, et que M. Thiers n'avait consenti à se charger que d'une vingtaine de billets. Vous pouvez donc vous dire, mes chers enfans, que vous avez fait un heureux, bien heureux. Comme toujours, vous avez été pour moi d'une affection attentive et fidèle dont je vous remercie bien profondément. » (18 novembre.)

Il avait « du calme pour deux mois ! »

X

Dès le milieu de novembre, s'effacent les lugubres souvenirs de l'émeute, du passage de Thiers, des espérances évanouies. On discute encore sur la capitulation de Metz, et l'on pèse les responsabilités possibles :

« Vous savez, sans doute, quels bruits circulent à propos de

la capitulation de Metz; l'honneur des généraux en serait fort maltraité; on parle de marché misérable, de trahison. Dans ces malheurs que nous traversons, il ne faut pas s'étonner de ces agitations. Qu'y a-t-il de vrai? Je ne sais qu'en penser. On se refuse à croire de pareilles monstruosités. Cependant, le passé du maréchal Bazaine n'est pas parfaitement net. Quant à moi, j'estime que les gens honnêtes doivent suspendre leur décision. On finirait par n'oser plus croire à la probité et à l'honneur. »

On travaille à la défense avec acharnement; on prépare la Garde nationale à un rôle plus actif. D'heureux bruits sont venus de province. Les âmes des braves gens sont solides. On s'attend à de graves événemens. Aubert profite de ses quinzaines de liberté pour continuer avec audace ses explorations de banlieue. Nous le retrouvons à Aubervilliers, où il couche chez un ami, aux Hautes-Bruyères, une autre fois à Nogent.

« Hier, j'étais aux Hautes-Bruyères et regardais tirer le moulin Saquet. Le tir est déjà bon, mais les pièces m'ont paru d'une portée faible. Pendant une heure au moins, il a défilé devant nous un convoi prussien, passant un peu au delà de Choisy-le-Roi par Rungis et Fresnes pour rejoindre Versailles. Il y avait quatre à cinq cents fourgons. Quelques pelotons de uhlans escortaient le convoi. On aurait pu tirer des Hautes-Bruyères, mais à cette distance le tir manque de précision et de réelle utilité.

« Lundi, j'avais pris la route de Champigny; on peut aller maintenant en chemin de fer jusqu'à Nogent, sur la route de Vincennes. Après une visite au fort de Nogent, je suis revenu à Joinville, pour voir où avait eu lieu l'engagement de Champigny. C'est la Faisanderie qui a attaqué le village et délogé les Prussiens. Une manœuvre de mitrailleuses bien dirigée a jeté bas bon nombre de fuyards. Quelques maisons incendiées attestent que la lutte a été rude. Pendant que je fouillais avec ma lunette tous les recoins du village et des environs, je voyais à travers la prairie les manœuvres des francs-tireurs, courant deux à deux et allant débusquer les sentinelles ennemies. Cette guerre est la seule qui soit possible encore autour de nos murs. » (18 novembre.)

Le lendemain il part pour le fort d'Aubervilliers et y reste deux jours. Tout va bien, en somme. La nouvelle de la victoire d'Orléans a ragaillardi les Parisiens. Car tout l'espoir raisonné

est dans l'action commune des assiégés et de l'armée de secours.

Mais la première lettre que nous ayons de décembre marque le premier coup de déceptions cruelles (1). Cette lettre commencée le 4 et finie le 8 est comme un écho vivant des événemens. Le 4, le Parisien est sous le coup des batailles sanglantes de la Marne, un peu déçu par les résultats, confiant encore; mais entre la première et la seconde partie de la lettre, sont tombées les mauvaises nouvelles. La victoire d'Orléans n'a pas eu de lendemain : dans une note d'une ironique courtoisie, Moltke a appris à Trochu la défaite. Voici, dans quelques lignes, la sensation de ces cruels événemens. Entre le premier et le second fragment de la lettre, l'écriture même est changée. Elle devient lâchée, hâtive, comme haletante :

« Depuis la lettre que je vous ai envoyée hier, rien de nouveau n'est survenu, et le *Journal officiel*, dont on attend le rapport avec impatience, ne s'est pas encore expliqué. Nous restons donc sur cette impression de deux bonnes journées, dans l'attente de celles qui suivront. L'opinion n'est ici ni exaltée, ni découragée; on est résolu, on a confiance; on sait cependant que de mauvais jours peuvent reparaître, et que l'heure de la délivrance n'est pas encore arrivée. Les combats du 30 novembre et du 2 décembre ont coûté cher, quoique les pertes de l'ennemi soient énormes en comparaison des nôtres. Le temps s'est subitement refroidi; il gèle fortement, et l'armée du général Ducrot est redescendue à Vincennes pour bivouaquer dans le bois. Nos braves amis devaient souffrir beaucoup, sur les hauteurs, d'une température aussi rigoureuse. Toute la question est dans l'arrivée plus ou moins prompte, plus ou moins opportune des armées de secours. Où est l'armée de la Loire? Où sont les troupes de Bourbaki? Quelles forces se sont détachées d'ici pour les arrêter dans leur marche? Quant à nous, il résulte de l'expérience tentée que l'armée du général Ducrot est bonne, que notre artillerie est notablement supérieure à l'armée prussienne; dans une situation où nous pouvions les atteindre, leurs boulets tombaient à deux cents mètres des

(1) Aubert a joint à sa lettre deux numéros d'une petite feuille imprimée qui paraissait le mercredi et le samedi sous ce titre : LETTRE-JOURNAL DE PARIS. *Gazette des absens* (imprimée par Jouaust et vendue au *Figaro*, rue Rossini). Plusieurs des lettres suivantes seront écrites sur les dernières pages de ces numéros, laissées libres pour la correspondance.

lignes françaises, ce qui n'empêche pas que la lutte ne nous ait coûté des pertes sensibles. Nos soldats ont montré tout le courage, toute la solidité des vieilles troupes, elles ont soutenu le feu avec autant de sang-froid qu'elles montraient d'élan et d'ardeur dans l'attaque à la baïonnette. Non seulement le gouvernement leur rend cette justice, mais les blessés eux-mêmes reviennent aux ambulances avec une fermeté et une satisfaction vraiment touchantes. Vous n'imaginez pas quel luxe de secours on a organisé pour les recueillir et les ramener; on ne rencontrait dans Paris que des voitures consacrées à ce service; d'abord les voitures des ambulances, très bien organisées; ensuite des omnibus, des voitures de déménagement, des voitures de maître, des fiacres, où le drapeau de la Convention de Genève, blanc avec une croix rouge, ou une simple croix rouge peinte sur les panneaux, devaient faire respecter aux belligérans le service des blessés. Hier encore ces transports continuaient. On a surtout apprécié le service des mouches, mises en réquisition pour transporter nos braves amis. Tous les médecins sont consignés et à leur poste; les sœurs de charité vont du champ de bataille aux hôpitaux; deux cents frères des écoles chrétiennes, sous la conduite du frère Philippe, accompagnent les... »

Le texte s'arrête brusquement et reprend après un blanc :

« ... Cette lettre était commencée dimanche et je comptais vous l'envoyer lundi; l'attente de nouvelles plus complètes m'a fait retarder mon envoi. Mardi et mercredi, j'ai passé ma journée aux remparts. Mais quelle triste soirée mardi, à l'annonce qu'Orléans était repris et notre armée battue! Une sorte de stupeur a accueilli cette communication; mais Paris s'est promptement remis de cet émoi. On s'est dit qu'en fait de nouvelles, la loyauté des Prussiens pouvait paraître suspecte; on a pensé ensuite qu'une armée comme celle de la Loire ne pouvait pas disparaître en quelques heures, que la perte d'Orléans n'entraînait que des conséquences limitées. Enfin, deux heures après, l'esprit public s'associait pleinement à la réponse du gouvernement. Vous savez mieux que nous, mes bons amis, ce qu'il y a de vrai dans ces communications. Depuis bientôt cinq jours, pas un pigeon n'est arrivé ici; on attend avec calme et courage; mais cette ignorance presque absolue est une épreuve dont vous ne pouvez pas mesurer l'amertume. »

Après cela, la correspondance est plus brève, moins fournie de détails; il paraît clairement que l'optimisme, désormais, représente à l'esprit un devoir plus qu'une opinion. La formule en revient brève, nette, très noble : « Personne ici ne songe à désarmer. Cette résolution inébranlable de Paris est-elle d'accord avec vos désirs, et voulez-vous la paix ou la guerre, c'est ce que nous ne voulons pas démêler. Dans les épreuves morales, alors qu'on ne peut pas s'entendre et se concerter à son aise, il suffit qu'à distance chacun fasse son devoir. Marcher devant soi est toujours la vraie route : on y retrouve ses vrais amis. »

C'est le ton de toutes les lettres.

Autour de la Noël, les combats furent très douloureux : un froid sibérien sévit pendant quinze jours. Il n'empêche pas notre curieux Parisien d'aller jeter un coup d'œil en banlieue :

« J'ai assisté à la bataille de mercredi des hauteurs de Belleville. Notre artillerie a fort malmené les Prussiens. C'était un feu roulant. Vous auriez été émerveillés comme moi du dévouement de tous. Malheureusement, l'attaque du Bourget n'a pas réussi, et quelques compagnies, entre autres un corps de marins, ont été fort éprouvées. Le lendemain jeudi, rien à signaler. La journée de vendredi s'est passée par un froid glacial. Pas un coup de canon du côté des Prussiens. On les voyait massés au Blanc-Ménil, deux grandes lignes noires, et en avant une série de pelotons échelonnés sur la côte, tout cela immobile comme des soldats de bois. De notre côté, on s'évertuait à travailler la terre pour ménager contre le Bourget une attaque moins périlleuse couverte par des tranchées profondes; mais le sol est si dur que nos braves amis n'avançaient guère. Cependant, le fort d'Aubervilliers, le fort de l'Est et la batterie de la Courneuve tiraient sur les Prussiens, et au mouvement de leurs lignes qui, de temps en temps reculaient, il était facile de penser que notre tir les inquiétait.

« Le lendemain samedi, j'ai pu sortir de Paris, et je suis allé coucher à Aubervilliers. J'ai visité nos batteries établies dans la plaine et je me suis approché à cent mètres des travailleurs à cinq cents mètres du Bourget. Nos travailleurs avançaient lentement, mais sans être inquiétés. A la Courneuve, j'ai vu les fameuses locomotives blindées et nos batteries de marine. Mais tout sentiment de curiosité cédait à la profonde tristesse

de voir nos soldats soutenir une si effroyable température. Des accidens graves se sont produits en assez grand nombre ; on a dû évacuer des hommes dont les pieds s'étaient congelés dans la tranchée. On a beau les couvrir, leur donner du bois et une nourriture solide; il serait impossible de prolonger la lutte active, si le temps ne devenait plus clément. Hier déjà il faisait moins froid; aujourd'hui, il y a une amélioration sensible. » (Lundi 26 décembre.)

Et le Parisien se soutient. Pourtant, on s'aperçoit que sa santé finit par souffrir, et que ses forces baissent. C'est de quoi il parle peu. Il ne s'attarde pas à gémir sur le jeûne forcé. Nous n'y pensions guère ! Il s'amuse çà et là à noter le prix fantastique des denrées, à titre de curiosité, et voilà tout. Dès septembre, le beurre vaut 6 francs la livre. En octobre, un poulet 18 francs et une oie 30 francs. (La même oie valait 100 francs à Noël.) Le charcutier du coin n'a plus en montre que quelques morues ; Aubert s'en paie une. Un jour, il achète un chou, un autre jour un pied de céleri. Il faut bien s'ingénier : dès le 13 octobre, on n'a plus que 100 grammes de viande par jour : « A peine pour sa dent creuse ! »

Qu'importe ? « On se serrera un peu le ventre, et vous nous trouverez un peu maigris. » Vers la fin, il dit : « Bah ! nous n'avons pas encore mangé nos semelles de bottes ! » — et il fait cette réflexion philosophique : « Manger mal et mal dormir, on s'y fait, et pour mon compte, je suis confondu du peu qui est nécessaire à la vie ! »

Où est le gourmet d'autrefois? — Est-ce bien lui qui pousse vers les absens ce cri du cœur : « Je mangerais bien dix ans du cheval pour avoir un mot de vous ! »

XI

A la fin de décembre, la population ne doutait pas que Paris serait bombardé. Dans les grandes crises, le peuple a vite fait de deviner sans erreur la volonté des maîtres de l'heure. Ainsi voyait-il approcher ce que nos pédans et barbares ennemis appelaient le « moment psychologique. » Pourtant, Aubert croit devoir rassurer sa famille : il ne juge pas, jusqu'à nouvel ordre, le bombardement direct de la ville possible, « sauf du côté de Neuilly. » — Ce qui peut y faire croire, c'est que

l'artillerie ennemie bombarde les forts : « Plus de 3000 bombes ont été lancées sans résultat appréciable ; les obus portaient mal et tombaient le plus souvent en avant des forts. Nous avons eu huit morts et cinquante blessés, dont quatre officiers de marine. C'est à recommencer. Mais je vous défie d'imaginer une pareille musique ! De huit à dix heures, le bruit était formidable. C'est seulement à cinq heures qu'on a su le résultat. Paris ne s'est ému en aucune façon de ces menaces. On veille et on est sur ses gardes. »

On se plaint bien plus du froid. La misère du peuple est digne d'une grande pitié. Le 31 décembre, Aubert est de garde : il a devant lui la plaine morne et glacée : « C'est là, dit-il, que je verrai finir cette sinistre année. »

Pourtant le 5 janvier 1871, la douce âme poétique de l'empereur Guillaume s'était épanouie en ce billet fameux adressé à sa pieuse épouse : « Le bombardement de Paris a commencé aujourd'hui, par un splendide soleil d'hiver. »

Le bombardement fut accepté par la ville avec un calme et une gaieté que tous les historiens ont constatés. Le temps était beau, le froid beaucoup moins vif, et chacun voulait voir le nouveau spectacle inédit que l'ennemi nous donnait. Je me rappelle moi-même avoir fait des patrouilles pour empêcher les curieux de s'approcher des lieux où les obus tombaient le plus dru. Aubert écrit :

« Mes bons amis,

« Nous venons de traverser une rude journée ; le bombardement direct de Paris est commencé ; dans la nuit de mercredi, vers onze heures, les Prussiens ont ouvert le feu et jusqu'au lendemain six heures du soir, ils l'ont entretenu avec une régularité édifiante. C'est notre quartier qu'ils ont honoré particulièrement de leur attention ; par-dessus les forts de Montrouge, de Vanves et d'Issy, ils faisaient pleuvoir des obus sur la rue Mouffetard, Montrouge, le cimetière Montparnasse, et une partie de Grenelle. Quelques projectiles sont tombés sur le boulevard Saint-Michel, à la hauteur de l'École des mines, et sur le Luxembourg. Comme tapage, c'était effrayant. Comme résultat, sur les édifices et sur les maisons particulières, il en reste à peine une trace ; quant à la population, trois ou quatre personnes ont été atteintes, malgré la curiosité qui attirait à ce

spectacle une foule innombrable de curieux. Ces obus sont de proportion énorme : 55 centimètres de hauteur, 33 de diamètre ; vous voyez que nos chers ennemis ne nous traitent pas légèrement.

« Aujourd'hui, tout est rentré dans le calme ; c'est à peine si, de loin en loin, un coup de canon se fait entendre. Pour avoir été bombardés, nous ne nous en portons pas plus mal. Décidément, c'est à recommencer. Un de mes élèves montrait ce matin en classe à ses camarades l'éclat d'obus qui était tombé dans son jardin ; l'épaisseur de ces projectiles est considérable ; mais quand on n'est pas surpris, il est facile de s'en garer, et un long sifflement avertit les promeneurs. En somme, à tout cela, rien de grave ; si l'incendie ne se met pas de la partie, nous en rirons tout à notre aise. Mais hier, avec nos fontaines gelées, une pluie de pétrole nous aurait beaucoup gênés. » (6 janvier 1871.)

Aubert s'inquiète bien plus des nouvelles menaces d'émeutes : « Quelques agitateurs ont voulu profiter de cette démonstration pour afficher leur éternelle Commune ; partout on a arraché leurs placards rouges, et si l'envie leur prenait d'aller plus loin, quelques coups de fusil régleraient le compte de ces misérables. » — Ce n'était pas encore le dernier mot de ses tourmens ! — « Voilà le dégel arrivé. Les pigeons se décideront-ils à reprendre leur vol vers Paris ? Ces chers petits oiseaux sont frileux, et dès qu'ils ont froid aux pattes, ils se remisent. C'est pourtant notre plus cruelle souffrance. » Après ces longs mois passés dans l'ignorance, l'angoisse se complique ; on n'ose même plus désirer savoir : « L'inquiétude me fait reculer à la seule pensée d'un nom. Où êtes-vous ? Qu'un mot me rendrait heureux ! Et encore, qui sait ? »

Le quartier Latin continua les jours suivans à recevoir un grand nombre d'obus. La Sorbonne, l'École normale, le lycée Henri-IV furent atteints, et nombre d'édifices des environs. Le lycée Louis-le-Grand fut épargné, ou à peu près (1). Mais l'École Sainte-Barbe qui lui est contiguë avait eu plus que sa

(1) La vieille supérieure de l'infirmerie, sœur Adrien, qu'ont connue tant de générations de lycéens, se rappelait nettement qu'un obus était tombé dans le jardin de l'infirmerie, après avoir ébréché seulement la corniche d'un bâtiment. On n'en parla pas. — Sur le bombardement de Sainte-Barbe, voir : *Histoire de Sainte-Barbe*, par Clovis Lamarre, 1900.

part. Le 9 janvier, M. Girard avait dû installer un dortoir, pour ce qui restait d'internes, dans une des caves, et s'était installé lui-même avec sa famille dans la cave voisine.

Le mercredi matin 11 janvier, sur ordre du Ministre, tous les lycées de la rive gauche durent fermer leurs portes. A huit heures, comme de coutume, ce jour-là (que je ne puis oublier), Aubert était venu faire sa classe. J'ai raconté ailleurs cette dernière classe (1), — comment Aubert, quand nous fûmes assis sur nos bancs, — nous étions six en tout, si j'ai bonne mémoire, — prit un livre, et, ainsi qu'il faisait souvent, se mit à lire et à commenter. Le livre était un Thucydide, et le passage choisi, le discours de Périclès sur les jeunes Athéniens morts pour la patrie. Jamais Aubert ne fut plus éloquent. Après qu'il eut fini cette magnifique leçon de patriotisme, il nous annonça sans phrases que le lycée, jusqu'à nouvel ordre, fermait ses portes, — et il nous embrassa tous les six.

Quant à lui, à peine libre, il reprit ses explorations. Voici, je pense, la dernière :

« J'arrive à l'instant d'Aubervilliers où j'ai passé deux jours, et j'apprends que l'ennemi a continué sur nos quartiers son œuvre de bombardement. Ma rue n'a pas été visitée de nouveau, mais à partir du boulevard Saint-Michel et de la rue des Écoles, c'est toujours la même pluie de projectiles. Je vous écris en toute hâte pour vous rassurer à mon égard. Demain, c'est-à-dire dimanche 15, je vous écrirai plus longuement. Les dommages matériels, quoique sérieux, ne mettent pas en danger le quartier. Malheureusement, il y a eu quelques victimes. C'est une œuvre de sauvages, qui ne restera pas impunie. Ma lettre de demain sera remise lundi à la poste, pour que son départ soit plus assuré. Ne vous inquiétez pas, et soyez certains que je prendrai pour moi toutes les précautions nécessaires.

« J'ai assisté cette nuit, dans la plaine Saint-Denis, à un engagement qui a duré trois heures. Les Prussiens ont attaqué la Courneuve et Drancy, avec force artillerie. Ils en ont été pour leurs frais. Ces combats de nuit ont un aspect terrible ; mais l'obscurité rend le tir moins sûr et moins meurtrier. On s'attend toujours à une grosse affaire ; mais tout est subordonné aux nouvelles que nous recevrons de vous. »

(1) *Le Correspondant*, 10 février 1915.

Enfin, il y a une dernière lettre écrite pendant le Siège. Il faut la lire tout entière pour se figurer au vrai la force d'âme incroyable des assiégés de Paris, exténués de faim et de froid, séparés du monde depuis quatre mois, bombardés à mort depuis trois semaines, — leur résolution inébranlable, et qui durait encore après la bataille de Buzenval, après l'émeute du 22 janvier. Il faut la lire avec fierté, avec respect :

« Mes chers enfans,

« Deux mots seulement. Nous venons de passer une triste semaine. A la journée du 19, le pauvre Trochu a perdu la tête, et sa dépêche désolée était une inconcevable exagération. Nos pertes sont peu sensibles; on les évalue à 1 500 hommes; c'est beaucoup, si l'on compte le deuil et les larmes; ce n'est rien en comparaison du sacrifice qu'il faut accepter. Quant à l'émeute de dimanche, elle a duré vingt minutes, deux décharges, quelques victimes, tout a été fini. La question des vivres seule est grave. — Je ne vous parle pas de Chanzy; vous en savez plus que moi... Le général Vinoy remplace Trochu. Il ne me paraît pas possible que ce brave général ait accepté seulement le triste devoir de signer la capitulation de Paris. On va donc se battre à outrance, Nous jouons notre dernière carte. S'il faut un miracle, d'honnêtes gens peuvent le demander à Dieu. La ville de Paris se doit à elle-même de ne pas offrir seulement à la patrie la résignation de son appétit aux abois. Ne nous dissimulons pas la gravité du péril; chacun de nous peut y tomber. — Vous savez si je pense à vous; pensez à moi, et priez Dieu pour la France... » (23 janvier 1871.)

Une semaine de plus. Toute cette fièvre, tout cet héroïsme s'éteint, et ne laisse plus vivant qu'un seul désir angoissé : avoir des nouvelles, — savoir : « Je n'ose penser. J'attends avec un sentiment d'angoisse que je n'ose exprimer. Je recueillerai tout mon courage pour ouvrir la première lettre. » (2 février.)

Cette première lettre arriva le 7. Aucune douleur personnelle ne s'ajoutait aux malheurs de la patrie. Tout allait bien. Les cœurs restaient brisés, les espérances confondues, l'avenir noir. Mais enfin on pouvait se reprendre à vivre, et la tragédie semblait finir.

Il restait le lugubre épilogue.

XII

Le 13 février, Aubert reprend ses classes par quinzaines, à la façon du Siège. La correspondance avec la province met longtemps à se rétablir régulièrement; mais on se contente de peu, après de telles privations. On est au courant des faits et gestes des êtres chers, et c'est le principal. L'entretien se renoue, doux, familier, intime entre le père, les enfans, les amis, sur les santés, les projets, les détails sérieux ou plaisans de la vie de chaque jour. Il y a un tel ressort dans l'homme qu'il se reprend à sourire au sortir des ombres de la mort. La belle humeur d'Aubert reparaît et même son bel appétit. Il ne craint pas de corser sa lettre de quelques détails gastronomiques, pot-au-feu, rôtis, — une certaine dinde dont l'eau nous vient à la bouche. Cela se rencontre, dans ses lettres, avec les tristes souvenirs, et aussi avec les graves et doux conseils de travail, d'économie, d'amour du devoir.

Enfin, il retourne à Angers à la fin de février, et tous les liens de la vie de famille sont renoués. C'est un peu de joie. Pourtant, l'image des malheurs publics n'est pas loin. En revenant de son voyage, Aubert la retrouve péniblement sur sa route.

« D'Orléans à Paris, vous ne pouvez rien concevoir de plus triste. Aux Aubrais, les Prussiens sont encore occupés à déménager; mais des Aubrais à Paris, la ligne est encore sous leur surveillance. A Artenay, on nous a fait reculer d'un kilomètre pour rentrer en gare et laisser passer un général prussien. » — A Paris, l'encombrement est extrême : « Cinq fiacres pour trois cents personnes; on loue une voiture à bras, et on suit à pattes son commissionnaire. » — Mais c'est Paris, vivant et renaissant. Quoi? Il y a même des théâtres et des concerts : « Pour moi, dit Aubert, cette idée ne m'est pas encore entrée dans la tête. Je ne blâme pas ceux qui s'amusent; je les laisse faire et ne leur porte pas envie. »

Mais il retrouve la vie qu'il aime, sa maison, son travail : « J'ai défait ma caisse, planté mes fleurs, déballé mes pommes. » — Et voilà que reprend la bonne et salutaire routine des devoirs professionnels, non plus à la volée comme pendant tant de mois, mais régulièrement. On a chanté la messe du

Saint-Esprit, et les classes régulières vont rentrer officiellement. Et comment rêver à de nouvelles misères?

Cette lettre est du 14 mars 1871.

La même semaine, les nouvelles misères ont commencé leur lamentable cours, et combien plus lamentable que celui des jours du Siège! Aubert va continuer à écrire pour informer sa famille des événemens; mais combien son ton est changé! « On vit tristement, et ce mélange de douleur et de honte est doublement pénible. » Mais sa sensibilité et son observation pittoresque ont vraiment de quoi s'exercer :

« Rien de nouveau, rien de plus que ce qui était hier. La nuit s'est passée en fanfares pour tenir le peuple éveillé. J'ai peu dormi et ma bougie a beaucoup brûlé. On ne sait à Paris rien du dehors. Où est l'Assemblée? Où est le gouvernement? On les dit à Versailles, on les dit à Tours. Vous en savez beaucoup plus que moi. Nos ouvriers ont recommencé leurs promenades qui, bientôt, les lasseront. A quel exercice passeront-ils? Contre une résistance qui ne se montre nulle part, ces barricades leur paraîtront insensées, je l'espère. Il y en a place du Panthéon, place Vendôme, place de la Bastille, rue Saint-Martin, tout autour de l'Hôtel de Ville. Ce matin, une longue proclamation expose la vertu et l'innocence du Comité central; une affiche convoque pour demain aux élections; vous comprenez que je n'y paraîtrai pas. Le bruit court que vingt bataillons s'étaient dirigés sur Versailles. J'en doute, la perspective d'y rencontrer quelques Prussiens les aura fait réfléchir. Nous sommes toujours dans la même disposition, attendant les ordres de l'Assemblée. Qu'elle agisse, qu'elle décide, nous obéirons. Mieux vaut prendre son temps et ne pas venir chercher ici une défaite qui aggraverait les choses. Que vont faire les Prussiens? J'espère qu'ils ne se réengageront pas dans la lutte qui, il est vrai, sera sans danger. Vous imaginez que toutes ces pensées sont bien noires. Ah! ma bonne quinzaine d'Anjou! » (20 mars.)

Il espère un instant que la population saine de Paris va résister, ainsi qu'elle l'avait fait au 31 octobre. C'est le jour où la Commune a versé le sang de braves citoyens sans défense : « On vient de tirer, place Vendôme, sur une manifestation sans armes, composée de bourgeois, et les plus tristes bruits circulent. Assurément, le sang a coulé. Les boutiques se ferment. Les gardes nationaux prennent les armes. On va se

défendre. » (22 mars.) — Il y eut, en effet, des tentatives de résistance, avec bravoure, mais sans direction. Aubert endossa son uniforme, négligé depuis deux mois.

« J'aurais voulu vous écrire hier, mais il m'a fallu endosser mon uniforme et passer la journée entière sous les armes. Grâce aux efforts d'honnêtes citoyens, nous nous sommes réunis dans notre quartier même, et nous avons occupé en force l'École polytechnique. Le 21e et le 59e étaient massés là, au nombre de mille hommes environ. Vers cinq heures, deux bataillons dissidens ont demandé à se joindre à nous, et nous les avons accueillis. Notre quartier est désormais à l'abri d'un coup de main. A Saint-Germain-l'Auxerrois, treize bataillons du Comité central se sont présentés rue de Rivoli, en face du jardin; imaginez un pêle-mêle de fous, de coquins et d'imbéciles. Ils ont braqué et chargé deux canons en face de nos amis qui n'ont pas bougé; une heure après, de braves gens étaient intervenus. Le Comité central abandonné par sa troupe restait impuissant à engager le combat; d'un commun accord, on convenait de faire les élections jeudi, dans les termes prescrits ou acceptés par l'Assemblée nationale; c'était la proclamation de l'amiral Saisset qui avait enfin gain de cause. Le Comité maintient ses élections pour dimanche; on le laissera s'agiter. Ils vont se dissolvant chaque jour. La question semble donc se résoudre; la soirée a bien fini; la matinée est bonne. Nous éviterons une bataille, mais quel métier! » (25 mars.)

Ce beau mouvement tournait en désordre et confusion. « En quelques heures, revirement complet. Les élections qui pouvaient avoir lieu jeudi, avec assentiment de l'Assemblée, étaient maintenues à dimanche par ordre du Comité central. Bon nombre d'hommes d'ordre ont voulu tenir leur parole et se sont décidés à voter quand même, pour éviter l'effusion du sang. » Aubert n'en voulut rien faire : « Je me suis abstenu, décidé à me maintenir sur le terrain légal, d'accord avec l'Assemblée. D'ailleurs, ce n'est déjà plus un Conseil municipal que l'on prétend avoir élu, c'est une Assemblée commune. Toutes ces folies sont déplorables et honteuses. »

Après ces dérisoires élections, la tyrannie de l'émeute s'établit avec tous ses excès puérils et violens. Pendant les premiers jours, Aubert n'ose plus écrire, ou n'écrit que quelques mots, et recommande qu'on lui réponde seulement: « Nous allons bien, ou mal. »

XIII

Bientôt il trouva moyen de recommencer sa correspondance, et nous le suivons jour par jour. Le vieux lycée s'est ressenti, dès le début, du désordre public. C'est le grand souci d'Aubert. Ici, j'ai la bonne fortune de pouvoir recourir, en même temps qu'à ses lettres, à celles de M. Julien Girard : elles sont belles, vaillantes et touchantes. Il y est sans cesse question d'Aubert. C'est une noble chose de voir comme ces bons citoyens ont jusqu'au bout poursuivi sans trembler l'accomplissement de leur devoir. Le gouvernement légal ne leur avait pas ordonné de cesser les classes; il leur restait encore des élèves assez nombreux, « la valeur, dit M. Girard, d'un bon petit lycée de province. » A ceux-ci s'ajoutaient bientôt les élèves fugitifs du petit lycée de Vanves, chassés par la brutalité des fédérés.

Et les maîtres? Il en restait fort peu. Persévéreraient-ils jusqu'au bout? M. Girard s'efforçait de les retenir, sans savoir s'il y réussirait. Ils avaient leurs défauts naturels, que les circonstances n'avaient pas adoucis. Celui-ci se blesse de tout : « C'est un crin. » Un autre trouve difficile de faire une classe avec le tapage que font les fédérés logés dans une des cours du lycée; et peu à peu ils reprenaient leur liberté les uns après les autres. Aubert fut, jusqu'en mai, le plus ferme soutien de son proviseur.

Le lycée n'a guère un jour de calme. Ce sont sans cesse les visites des officiers fédérés, de la municipalité, d'autorités improvisées, de personnalités mal définies. Dès le 30 mars, la mairie réquisitionnait les grandes salles dont peut disposer le lycée pour tenir des réunions publiques. D'ailleurs, on n'en tint pas. Mais la crainte pesait, et devait s'aggraver encore.

Aubert n'eût pas été lui-même, s'il n'eût repris, malgré tout, ses habitudes du Siège, les sorties plus ou moins subreptices, les tournées de banlieue. Il eut la chance de trouver à Joinville-le-Pont une brave buraliste « fort polie, fort complaisante, » et quelque peu héroïque, qui lui fit passer ses lettres, et à laquelle nous devons de connaître ses beaux récits. Et l'on verra que sa bonne plume n'épargnera pas les membres de la Commune, « les uns violens, les autres faibles, tous réunis par le fait qu'ils sont compromis, et qu'une transaction ne pourrait avoir lieu sans qu'ils fussent soumis à l'action des lois. »

Voici le début de leur règne :

« L'entrée de Paris est interdite à toute troupe régulière; tous les citoyens valides sont enrôlés dans la Garde nationale. Ils ont nommé à tous les ministères ; les scellés sont apposés sur la caisse des Compagnies d'assurances; les entrepôts de tabac saisis sont au pillage ; la monnaie requise et frappée ; les postes arrêtées, même pour Paris. Déjà des réquisitions frappent les marchands de denrées alimentaires, charcutiers, épiciers, cabaretiers. Corazza, au Palais-Royal, nourrit par jour cent frères et amis. Ils prennent partout où ils peuvent prendre, mais ce grattage ne saurait durer longtemps ; l'administration de Versailles, en suspendant tous les services, leur a partout coupé les vivres ; l'octroi, sur lequel ils comptaient, ne fournit que des sommes relativement insignifiantes. Ce n'est pas cent ou deux cent mille francs qu'il leur faut par jour, c'est cinq ou six millions par semaine, pour payer le courant... De gré ou de force, qu'ils le veuillent ou ne le veuillent pas, le pillage leur est imposé comme une nécessité absolue. En auront-ils le temps? Là est toute la question.

« Quelle est au fond la situation vraie? ceci est plus difficile à déterminer. Moi qui ne suis pas dans les coulisses, je ne peux vous donner qu'une appréciatiation toute personnelle. Il n'est pas douteux que Paris ne soit las de cette servitude, et ne se sente profondément humilié ; cette impression de la bourgeoisie commence à s'étendre au peuple ; on rencontre plus de blouses et d'ouvriers en journée ; les femmes d'ouvriers poussent leurs maris à rentrer dans les ateliers ; les processions de gardes nationaux armés sont regardées par tous avec un mépris évident. Mais de cette désapprobation tacite à une résistance ferme, énergique au besoin, la distance est encore considérable. C'est toujours le danger qui retient : « Ils ont des canons, » voilà le grand mot, et cet épouvantail retient beaucoup d'honnêtes gens. On souffre, mais on ne veut pas courir le risque de mourir. — En attendant, le Comité arrête ceux-ci, ceux-là, sous les prétextes les plus futiles ; il veut des otages qui garantissent la sécurité des plus compromis. Du reste, il faut bien le dire, la division commence à se mettre parmi ces malfaiteurs, et déjà on peut distinguer chez eux trois partis tranchés, qui, par la force des choses, s'attaqueront et se détruiront. La question de temps seule est grave, et il importe que cette

extermination mutuelle ne soit pas achetée par de grands malheurs publics. Quoi qu'il en soit, on compte parmi eux trois opinions tranchées : les partisans de la Commune, qui exagèrent les franchises municipales ; ceux-là ne sont que des imprudens ; les socialistes, dont la doctrine va droit à bouleverser la société en attaquant les seuls principes qui la soutiennent ; enfin, une véritable horde de misérables qui n'ont des anciens Jacobins que la paresse et les vices. C'est à eux que la société devra son salut par l'imminence du péril qu'ils lui feront courir. Déjà, ils sont les plus forts ; la terreur qu'ils inspirent au Comité central commence à se faire sentir ; on les reconnaît à ces visages sinistres dont l'aspect ne frappe les regards qu'à certaines époques de trouble profond et de commotion violente. Un peu de patience encore, et la population ne les confondra plus avec personne ; l'action des lois pourra s'exercer sur eux sans que personne se sente menacé. Voilà, autant que j'en puis juger, l'état réel de Paris, état grave, qui semble appeler la guerre civile et rendre une collision armée inévitable. Mais à côté du mal, on commence à voir et à pressentir le remède ; entre les égarés et les méchans, la distance s'élargit. Vienne l'engagement matériel, et ceux qu'on croit si forts seront livrés par leurs excès mêmes.

« Hier, une démonstration violente a eu lieu dans mon quartier, sous mes fenêtres. De midi à trois heures, les clairons, les tambours appelaient aux armes la garde du Comité ; il faut bien le reconnaître, leur nombre était encore considérable, mais il ne s'agissait pas d'une bataille. Par un beau soleil, tout honteux, j'imagine, d'éclairer ces turpitudes, une trentaine, une quarantaine de bataillons se rassemblaient pour célébrer, autour du Panthéon, le triomphe de la Commune. Le drapeau rouge flottait déjà sur trois pavillons de l'Hôtel de Ville, aux Tuileries, au Palais de Justice, au Tribunal de Commerce, à tous les ministères ; Notre-Dame n'avait pas même été épargnée. On a voulu l'arborer sur le dôme du Panthéon ; à trois heures et demie, la croix a été sciée, une salve d'artillerie a annoncé la grande joie, l'heureuse nouvelle, et les bataillons ont défilé autour du monument. Beaucoup de fracas et de politique déclamatoire ; au fond, un gros désordre, une pensée de sang, l'excitation à la guerre civile. » (1er avril.)

Le 4 avril, une troupe de fédérés envahit le lycée. Un

délégué de la Commune somma le proviseur de livrer les armes qu'il tenait cachées. On fit une perquisition minutieuse, et l'on ne trouva rien. Les bataillons de la Garde nationale qui ne voulaient pas servir l'émeute s'étaient dispersés : les hommes et les fusils avaient disparu. La Commune prétendait les retrouver. Elle avait décrété la « levée en masse, » et tous les hommes de dix-sept à cinquante ans devaient par force prendre part à la guerre civile. Un fédéré ivre vociférait dans la figure du proviseur et des professeurs : « Je vous tiens pour responsables ! »

M. Girard savait fort bien que, du lycée, les serviteurs, les maîtres, les élèves que leur âge exposait à la levée étaient partis, — et parmi eux son fils. Il sut rester calme, ferme, courtois. La perquisition se renouvela deux fois. Entre temps, aux portes du pacifique lycée, des factionnaires montaient la garde. Et ce n'étaient pas là des plaisanteries ! La chasse aux réfractaires se faisait dans le quartier. Ceux qui ne voulaient pas obéir assez vite étaient poussés à coups de baïonnette dans le dos. M. Girard l'a vu de ses yeux.

« Le gâchis augmente, dit Aubert, et se tourne en violences. La Commune, furieuse de ne pouvoir réussir dans ses attaques contre Versailles, essaie d'organiser à Paris une sorte de terreur. On a arrêté l'archevêque de Paris mardi dernier ; le matin, on arrêtait, rue de Sèvres, les PP. Olivaint et Caubert. Hier, c'est au curé de Saint-Sulpice qu'on s'en est pris ; il a été arrêté dans la sacristie. Notre curé de Saint-Séverin est aussi à la Conciergerie, ainsi que plusieurs chanoines. Des perquisitions ont été faites, aux Dominicains, sous mes fenêtres, chez les Jésuites de la rue des Postes et de la rue de Sèvres. Ce sont des gages que l'on cherche, et les personnes arrêtées doivent servir d'otages. » (7 avril.)

Au milieu d'avril, il reste deux cent cinquante élèves rue Saint-Jacques, presque tous externes. Le soir venu, « le lycée est triste, et ce vide est sinistre avec les bruits de fusillade et de canonnade. » — « Pourtant, dit M. Girard, nous faisons toujours la classe ! »

Aubert est resté seul des quatre professeurs de rhétorique. Il a réuni les deux divisions en une, et cela lui fait une quinzaine d'élèves. Il passe le meilleur de son temps avec son cher Girard, dont la sérénité souriante lui inspire une haute admiration.

Leur parti est pris de garder et d'occuper, jusqu'à la dernière limite, les pauvres enfans qui leur restaient confiés. Ils sont résignés pour cela à accepter des insurgés tout ce qu'il est impossible de refuser, mais de n'avoir avec le soi-disant gouvernement que les rapports strictement nécessaires ; ils ne consentiront jamais à reconnaître son autorité.

On reçoit toujours des visites ; c'est un « colonel » chamarré de galons, un problématique « ingénieur » qui pue l'eau-de-vie à dix pas. On leur fait l'accueil le plus poli et le plus calme. On s'en tire. Au départ, l' « ingénieur » prend Girard par le bouton et l'appelle : « Mon cher ami. »

Il faut bien aller à la mairie, pour débattre les intérêts du lycée. On y voit s'étaler, magnifique et familier, le citoyen Régère, tout à fait bon prince. Il dit au proviseur : « Vous ne connaissez pas le citoyen Vaillant ? Vous avez tort. Allez le voir de ma part. C'est mon ami ! » En rentrant, M. Girard écrit à son fils : « Je n'irai pas. S'il m'invite, je n'irai pas. S'il me somme, je lui exprimerai mon refus. Ce sera ma retraite, celle des professeurs, la fin des classes. » Telle était la ligne que s'étaient tracée, au péril de leurs jours, ces maîtres si sages, si braves, l'honneur de l'enseignement français.

Ils n'allèrent pas jusqu'à l'extrémité qu'ils avaient prévue. La Commune sans doute les oublia. Girard tiendra bon jusqu'au bout. Aubert hésitait un peu.

« N'étant utile à rien ici, je suis quelquefois tenté d'aller vous rejoindre ; mais, à moins qu'une nécessité plus grande me chasse, il me semble que mon devoir est de rester. Toujours mêmes rigueurs contre les prêtres, sans que jusqu'ici elles aillent au delà de l'emprisonnement, accompagné d'une nourriture misérable et du système cellulaire. On arrête ces malheureux, on les détient et on les relâche, quitte à les reprendre.

« Hier, la Commune a supprimé quatre journaux : *le Soir*, *la Cloche*, *l'Opinion nationale* et *le Bien public*. Vous comprenez qu'ils n'ont pas pour cela cessé d'exister. Quelques gamins les colportent dans la rue en criant : *l'Avant-Garde* ou *le Cri du Peuple*, et on a encore quelques nouvelles. D'ici deux à trois jours, la mesure qui atteint ces feuilles sera sans doute étendue à tout ce qui n'est pas communeux.

« C'est l'affaire d'Asnières qui a exaspéré la Commune : les

Fédérés y ont subi un rude échec, tant tués que blessés et noyés; si le Dombrowsky n'avait pas couru au grand galop de son cheval pour faire fermer les portes, tous ses bataillons rentraient à Paris. Hier, on a enlevé Bécon, qui domine la Seine entre Courbevoie et Asnières, et cette position bien fortifiée gênera étrangement les insurgés. Les Ternes, Levallois, Asnières deviendront inhabitables, et, comme les troupes occupent toute la presqu'île de Gennevilliers, de ce côté Paris sera sans défense. Le voisinage des Prussiens qui tiennent Saint-Denis ne permet au delà aucun mouvement de troupes à la Commune.

« Quant à la vérité sur les pertes des Fédérés, elle commence à transpirer : Neuilly est encombré de blessés et de morts. Pour les blessés, on les ramène quand on peut, et, comme les chirurgiens même de troisième ou de quatrième ordre sont écartés des ambulances avec le plus grand soin, vous pouvez juger quelle assistance ils rencontrent. Les morts sont cachés dans les caves et dans les écuries, où on les entasse; et, sous prétexte de rendre la défense plus rapide et plus sommaire, comme dit Cluseret, on brûle les habitations, afin de faire disparaître ces traces compromettantes. On fait, cependant, quelques enterremens à Paris : hier, c'était le convoi d'un pauvre garde national; des immortelles à toutes les boutonnières et même au sein des femmes (c'est l'expression fédérale); quatre drapeaux rouges flanquant le corbillard; dans la bière, un malheureux qui s'est fait tuer sans savoir pourquoi. Triste temps, passions bien aveugles; en haut, des coquins capables de tout; en bas, un peuple de moutons qui a entrepris de faire savoir au monde jusqu'où peut aller la patience, pour ne pas dire la lâcheté, qui est le vrai mot!

« Quel rôle jouons-nous ici? En réalité, arrêtés ou non, nous sommes les otages de ces gens-là. Il va falloir subir un nouveau siège et achever le peu qui reste de pain noir. Que faire? Mon ami Girard ne songe pas à fermer la maison. Ce qu'il y a de certain, c'est que nous ne serons pas payés ce mois-ci. J'ai prévu ce cas, et vous n'avez pas à vous inquiéter. Mais beaucoup n'auront pas eu la même prévoyance et pourront être embarrassés.

« Je vous écrirai encore samedi, mes bons amis, et je porterai ma lettre à Clichy pour qu'elle vous arrive plus tôt.

Adressez-moi toujours mon courrier à Joinville ; dans cette direction, je suis toujours sûr de pouvoir sortir. Allons, de la patience et du courage ; tenons ferme contre l'orage ; ce qui arrive était inévitable. Quant à cet insensé de Jules Favre, qui stipulait que la Garde nationale resterait armée, il organisait d'avance la guerre civile. Du reste, quelle que soit la part de Paris dans ce crime national, souvenez-vous que nos murs sont le théâtre du combat, mais qu'en réalité, tout ce qu'il y a de taré et de perdu en France s'est donné rendez-vous ici ; sans compter ces bandits italiens et ces misérables Polonais qui sont venus faire ici la chasse à l'homme. Dire qu'une population n'a pas honte de ce servage, qu'elle n'en voit pas l'odieuse évidence ! Comme je souffrais mardi, à Joinville, quand je voyais, du fort de Gravelle, les Badois armés de longues-vues, et contemplant la bataille ! Où sera la fin ? Où est le remède ? Que faire pour le présent ? Comment préserver l'avenir ? On s'y perd, et la raison n'est pas moins troublée que le cœur. » (20 avril.)

A la fin d'avril, nouvelle descente des Fédérés au lycée. Le 30, ils sont venus arracher de la porte cochère le drapeau tricolore qui avait continué d'y flotter, et ils ont ordonné au proviseur de le remplacer par le drapeau rouge. Girard est bien décidé, et Aubert l'approuve. Il le laissera mettre par force, comme il a été fait au lycée Saint-Louis. Mais il ne le fera pas placer lui-même, quoi qu'il arrive. L'ordre ne se renouvela pas.

Ces dangers retiennent Aubert auprès de son ami, encore qu'il ait été fort souffrant. Il poursuit ses observations en banlieue, assiste à des combats, voit s'accumuler des ruines : « Les progrès de nos amis, dit-il, sont sensibles, mais lents. Ils prennent un village, un pâté de maisons, un pli de terrain. Leurs ouvrages se dessinent autour des remparts. Deux pensées les dominent : épargner leurs troupes et ménager Paris. » Et cependant, quel est, dans la ville, l'état des esprits ?

« Quant à l'intérieur de Paris, les nouvelles ne sont ni bonnes, ni mauvaises ; une lassitude générale se manifeste partout ; le commerce s'épuise en frais sans profit ; c'est pitié de voir les négocians sur le seuil de leurs maisons, regardant passer les acheteurs qui n'achètent pas... Les gardes nationaux montrent chaque jour moins d'ardeur pour le triste métier

qu'on leur fait faire; un bataillon presque tout entier, celui de Ménilmontant, a été détruit il y a deux jours; c'est une désolation dans ce quartier; chaque jour amène de nouvelles victimes; il faut compter par jour un à deux cents morts.

« Les mesures soudaines ou violentes se multiplient. Avant-hier, la Commune a fait arrêter Cluseret. Les uns disent qu'il a réussi à s'échapper; les autres prétendent qu'on a pu mettre la main sur ce drôle. Des bruits très divers circulent; on parle de trahison; on parle d'orgies honteuses faites au ministère de la Guerre. En attendant, on enlève les jeunes gens dans leurs maisons, dans la rue, pour les conduire aux forts où ils sont gardés à vue; ceux surtout qui avaient servi sont saisis et emmenés sans pitié; il est vrai qu'on les nomme officiers, mais pour peu qu'ils bronchent, on tire dessus. Ah! ils voulaient nommer leur général en chef! Aujourd'hui, on ne leur permet même plus de nommer un caporal. Il faut voir les figures des chefs, colonels, commandans, officiers; au coin d'un bois, rien qu'à les voir, on cacherait sa bourse et on chercherait un revolver. Non! non! jamais pareille humiliation n'aura été infligée à une ville; la seule pensée d'une servitude aussi complète et aussi patiemment subie fait horreur.

« Ce qui frappe surtout, c'est que le retour à des idées sensées ne s'annonce pas comme prochain. Hier, sur les buttes Montmartre, j'entendais les conversations de toute cette foule; à chaque décharge d'artillerie, on entendait : « Ah! c'est nous qui tirons! » et quand le coup semblait bien tiré, on applaudissait. Je me disais en moi-même : « Non ce n'est pas *nous*, c'est un tas de coquins qui a réussi à armer des fous. » Tant que nous ne serons pas revenus au sentiment de la loi, Paris ne pourra être gouverné que par la force. Je ne vous parle pas du vertige d'idées irréligieuses qui s'est emparé de Paris; tous n'en sont pas atteints, mais outre un certain nombre de bourgeois, depuis les petits boutiquiers jusqu'aux derniers de la classe ouvrière, cette fureur a tout entraîné. On a fermé les églises, on a fermé les ouvroirs, les maisons de secours, les écoles de sœurs; ce sont les femmes de gardes nationaux qui fonctionnent à 1 fr. 50 par jour. Vous imaginez ce que doit être un pareil enseignement. Défense d'y parler du nommé : Dieu. » (2 mai.)

Une seule diversion à ces tristes observations, le spectacle étrange du grand cortège des francs-maçons :

« Un dernier détail : vous avez pu lire dans les journaux que la société des Francs-Maçons devait faire une grande démonstration. Dans quel sens? Les uns prétendaient qu'il s'agissait d'adhérer à la Commune; les autres n'y voyaient qu'une démarche pacifique. Ce qu'il y a de certain, c'est que les loges ont déclaré que le fait des individus n'engageait pas la société. J'ai assisté au défilé. Ce spectacle en tout autre temps eût paru curieux. Le cortège touchait déjà au Cirque, lorsque les dernières députations n'avaient pas dépassé la tour Saint-Jacques. De la Bastille, on voyait la tête et la queue; jamais vos processions n'ont eu autant de bannières; les hommes appartenant à toutes les conditions avaient fort bonne tenue; la foule regardait, avec grande curiosité, les rubans bleus, rouges des maçons, ainsi que les emblèmes dont ils étaient chamarrés. On prétend que la Commune s'était servie d'un certain nombre d'individus dont elle avait grossi le cortège des vraies loges. Je n'en sais rien. »

Le 3 mai, Aubert se décide brusquement à partir. Il n'y tient plus. Le courage ne manque pas, mais les forces. Et d'ailleurs il n'a plus d'élèves. M. Girard le comprend, l'approuve et ne le retient pas. Aubert parti, il sera seul, car aucun professeur ne reste, — seul avec un employé, et un vieux maître d'étude, M. Toussaint, que les élèves ne connaissaient que sous ce nom : *le père Flan.* — Il réunira ce qui reste d'enfans d'âges divers dans une salle unique : « Je ferai une étude, dit-il, avec l'économe et le père Toussaint (1). »

En tout cas, il donnait à ces enfans-là une belle leçon de stoïcisme.

XIV

Aubert avait écrit à Angers : « Je pense pouvoir m'échapper quelques jours, quitte à revenir pour l'assaut. » — Il tint parole et il revint « pour l'assaut. »

Le 24 mai, il était de retour à Versailles et remuait ciel et terre pour être autorisé à rentrer dans Paris en feu. Tout d'abord il essaie, sans y réussir, de s'adjoindre à M. Taschereau, que le gouvernement envoyait dans Paris pour tâcher de sauver

(1) Un souvenir à ce vieux brave, trente-cinq ans surveillant à Louis-le-Grand : Toussaint (Jules-Auguste), né à Toul en 1816, mort en 1874.

la Bibliothèque nationale. Il va demander à M. Thiers lui-même une permission, et le poursuit pour cela jusqu'à l'Assemblée nationale; M. Thiers vient de faire connaître les faits de la lutte abominable, les crimes, les incendies : « Chacun connaissait les nouvelles, dit Aubert; mais quand M. Thiers les a communiquées officiellement, on eût dit que chaque détail était nouveau pour tous. On est consterné. »

Le jeudi 25 mai, à neuf heures et demie, il écrit de Versailles : « On entend encore le son du canon. » Ce soir-là même, ou le lendemain matin, il trouve moyen d'entrer dans Paris, et, le samedi 27, il fait passer deux lettres pour rassurer ses enfans sur lui et sur ses deux sœurs, qui étaient dans Paris et qui ont vu la mort de près.

Girard l'a vue d'aussi près, lui, avec quelques élèves, avec l'économe et le père Flan, qui sont restés dans le lycée, tandis que le quartier du Panthéon, muni de barricades, miné, était enlevé d'assaut par les chasseurs à pied (1). Dans l'école voisine, Sainte-Barbe, quatre enfans, quelques surveillans étaient restés aussi, passant les nuits dans les caves, les jours sur les portes, dans les rues. L'angoisse de ces veillées, de ces furtives excursions entre les barricades, au sifflement des balles, tout cela a fait le sujet d'un admirable récit que tout le monde a lu : *Dans la bataille*. Car un des quatre enfans restés à Sainte-Barbe était Paul Bourget. Il était là, il a vu, il a souffert. Ce sont, dit-il, « les heures affreuses de ma jeunesse, où j'ai eu, adolescent, une trop précoce révélation de la férocité de la vie. »

Quoi de plus poignant que son tableau du quartier Latin, dans les « lumineuses, tièdes journées de douceur printanière, » de mai 1871? Ce sont ces sortes de vacances générales, les rues vides de voitures, mais pleines de promeneurs, — de filles qui chantent en se donnant le bras, — les cafés pleins à déborder, — et tout autour le canon, le sifflement des balles. Aubert est arrivé vers la fin de ces scènes et quand les saturnales avaient tourné en sombre et sanglante tragédie.

« Grâce à Dieu, mes sœurs sont en sûreté et j'ai trouvé ma maison debout. On s'est battu deux jours autour de la maison de Caroline et, pour échapper aux balles, la pauvre femme a dû rester tout le temps sur un fauteuil, dans le coin de la salle

(1) M. Girard a fait la classe jusqu'au 22 mai.

à manger; on lui a passé du pain dans un sac. Une heure plus tard, on mettait le feu à sa maison, et l'incendie de la Croix-Rouge la menaçait, quand la ligne est arrivée. Ses fenêtres, son balcon et par derrière sa cuisine ont été criblés de balles. Vous voyez que mes craintes n'étaient que trop fondées. Quant à Élisa, elle a vécu un jour entier ayant, au pied de sa maison, une barricade sur la rue Godot-de-Mauroy, une autre sur la rue Caumartin, et entendant la fusillade et les obus qui partaient sous ses fenêtres. Ici encore, les troupes sont arrivées à temps. Quant à ma pauvre rue Thénard, on s'y est battu six heures; une barricade fermait le boulevard Saint-Germain, une autre, ou plutôt deux autres, défendaient la rue Saint-Jacques au boulevard Saint-Germain et à la rue des Écoles, sans compter quatre barricades du Collège de France au lycée. Du reste, hier depuis trois heures du matin, les obus ont commencé à pleuvoir sur notre quartier, et après trente heures nous les entendons encore; cette nuit, il a été impossible de dormir. Comme notre pâté de maisons se trouvait dans la direction de plusieurs obusiers, c'était un véritable déluge. Les Fédérés tiraient à toute volée du Père-Lachaise. Hier, de trois heures à cinq heures nous en avons compté soixante-treize; jugez du reste. Enfin la lutte touche à son terme; on entend encore le canon dans la direction de la barrière du Trône; c'est là que l'insurrection, acculée contre les remparts, succombera dans quelques heures.

« Tout ce que vous disent les journaux est vrai, et la réalité dépasse le récit qu'ils en donnent. C'est navrant et hideux. Les Tuileries n'existent plus; l'Hôtel de Ville n'est plus qu'un monceau de ruines; la partie du Palais-Royal qui donne sur la place est anéantie; toutes les maisons de l'avenue Victoria, y compris le Théâtre-Lyrique, sont incendiées; les magasins de Pygmalion s'écroulent; les Finances ne sont qu'une fournaise; la maison de la Société hygiénique, rue de Rivoli, n'a plus que les quatre murs; celle qui fait face, rue de Rivoli, à la colonnade du Louvre, dans l'alignement de Saint-Germain-l'Auxerrois, est effondrée; le Palais de justice et la Préfecture de police brûlaient encore hier soir; il m'a paru que la Sainte-Chapelle avait échappé; du moins la flèche et la charpente sont intactes. Une partie de la rue du Bac, la rue de Verneuil, une partie de la rue de Lille ne présentent plus qu'un monceau de pierres calcinées. Quant à la rue Royale, à l'endroit où la rue Saint-Honoré

et le faubourg se rejoignent, c'est un spectacle abominable. Six ou sept maisons du côté du faubourg, deux en face se sont écroulées, et on essaie en vain d'y étouffer le feu.

« Je vous parle seulement de ce que j'ai vu. Vous n'avez pas l'idée de la désolation publique. Aussi les terribles représailles exercées contre ceux qu'on trouve les armes à la main semblent-elles toutes légitimes. On ne sort pas de Paris; j'ignore si on expédie encore beaucoup de prisonniers à Versailles; dans tous les cas, la troupe, au moment du combat, passe par les armes tout ce qu'elle trouve derrière une barricade; bon nombre de membres de la Commune ont déjà subi cette redoutable justice.

« J'ai vu hier fusiller X... J'étais à déjeuner chez Foyot; un sergent l'a amené; le nom seul de cet homme prononcé dans la foule a été son arrêt de mort. Déjà, on l'avait placé sur le trottoir, au-dessous de l'horloge, et les spectateurs s'écartaient pour laisser passer le peloton; un prêtre s'est approché, mais X... a refusé son assistance; le général qui commande au Luxembourg est survenu; il a donné l'ordre que le condamné fût conduit au Panthéon et fusillé sur les marches en présence de tout le quartier. J'ai suivi ce triste cortège; on a fait monter le misérable jusqu'au haut des marches: là, il a dû se mettre à genoux et, en une seconde, justice était faite. Songez que cent barils de poudre avaient été, par son ordre, descendus dans les caves du Panthéon; le colonel Lisbonne avait pour instruction formelle d'y faire mettre le feu, et si un coup de fusil n'avait couché à terre ce drôle, tout notre quartier sautait... Convenez du reste que, pour mon compte, je l'ai échappé belle; les mêmes précautions et les mêmes ordres concernaient le théâtre Cluny; on a pu arrêter le feu avant qu'il eût pénétré dans les caves où la poudre était amassée. Mon voisin Rigault a été fusillé au coin du café Soufflet, entre la rue Racine et la rue des Écoles; celui-là encore ne l'avait pas volé. » (27 mai 1871.)

Pour le moment, la colère domine tout. Mais, le mouvement d'indignation passé, Aubert retrouve son bon cœur natif; ses yeux se troublent; le spectacle désolant de la répression de l'émeute l'afflige profondément. Pourtant, il ne peut pas écarter la pensée du châtiment nécessaire des meurtriers et des incendiaires.

« Tout cela est horrible! Mais si vous pouviez voir le spectacle de Paris, cette nappe de feu qui entoure la ville, les

incendies qui éclatent partout, à chaque instant, vous comprendriez l'exaspération publique. Il n'y a pas de quartier où, dans une heure, on n'arrête dix femmes portant du pétrole dans une boîte à lait, et jetant ce terrible liquide dans une cave; aussi tous les soupiraux sont-ils murés, ou bouchés avec du bois et de la terre; toutes ces misérables sont saisies accomplissant ces ordres sauvages...

« Encore le canon, toujours le canon! Ces misérables ont fusillé vingt et un Dominicains à la barrière d'Italie. La plupart des otages ont eu le même sort. On ne sait rien de précis sur l'archevêque. Les bruits les plus sinistres circulent sur la Roquette où on avait évacué bon nombre de ces malheureux. Il n'y a pas de châtiment qui égale ces abominations!... »

Et par momens, la pitié entre encore dans son cœur, et, déchiré entre deux sentimens contraires, il reprend : « Cela est horrible! »

Son esprit, cependant, ne trouve de refuge, de baume, de douceur que dans la pensée de ses enfans; parmi les horreurs et les terreurs, il retrouve encore place pour les doux soucis domestiques. Le contraste est délicieux. Qu'est-ce qui le préoccupe? Quand il a passé en Anjou, on parlait de chiens enragés : « C'est mon cauchemar, » dit-il, et il multiplie les prudentes recommandations. — Mais il supplie, en revanche, qu'on ne s'inquiète pas pour lui : « Soyez sans crainte! » — On aurait certes pu en avoir. Le dimanche 23, le dernier jour de la lutte, l'intrépide garde national est allé se joindre aux troupes qui achèvent la répression. A trois heures et demie, à l'heure où les derniers rebelles font leur soumission, Aubert est rue Oberkampf auprès d'une batterie d'artillerie.

XV

Telle est l'œuvre de guerre de notre ardent maître; il semblait assurément promis à des destinées plus pacifiques. Un des élèves qui ont vécu avec lui ces jours exceptionnels devait prendre la charge de faire connaître ses sincères et pathétiques récits.

Charles Aubert-Hix survécut dix ans à peine aux événemens de la guerre et de la Commune. Il devint en 1873 inspecteur de l'Académie de Paris, et ceux qui l'ont vu passer pendant

ses tournées, dans les classes, un peu comme la foudre, ont gardé, comme ses élèves de Louis-le-Grand, le souvenir de son œil étincelant, de sa voix, de sa verve d'éloquence.

Mais il n'était plus tout à fait le même. Il avait reçu un coup. Il s'en aperçut peu à peu, quoi qu'il en eût. A la fin de l'année terrible 1871, comme on s'inquiétait pour lui d'un hiver aussi froid que celui du Siège : « Bah! disait-il, le soleil viendra toujours assez tôt. Le froid sec est bon aux vieillards, et je m'en arrange parfaitement. Je crie mes douleurs. J'ai peine à lever le bras. Je tire l'aile. Mais je n'en respire pas moins à pleins poumons. »

Cependant, l'estomac avait faibli. Loin de lui, dindes, Corton, et même l'aimable vin d'Anjou qu'il trinquait à plein verre avec les gardes mobiles en septembre 1870. — « Je bois du lait. » — Ce mot est triste. Il ne remonta jamais tout à fait la côte. Quand il mourut le 29 décembre 1880, il avait tout juste soixante ans.

Il avait subi de trop fortes souffrances pendant les dix mois de son épreuve.

Oserions-nous bien y comparer les nôtres, celles des deux ans que nous venons de passer, où la honte n'a jamais eu place, et qui nous laissent inébranlés dans la confiance et dans l'espoir?

HENRY COCHIN.

LA VIGILE DU POÈTE

GABRIELE D'ANNUNZIO ET LA GUERRE

Du milieu des hantises de sa jeunesse, l'âme du prestigieux poète du *Feu* et de *Laus Vitæ* s'est, de tout temps, élevée, par élans fougueux, vers les régions sereines. Adolescent, il s'est éveillé des pires erreurs de son individualisme pour écouter ses compagnons et appeler « Aux armes ! » Lui aussi, comme notre Mallarmé, il était « hanté d'azur. » Il interrompait la strophe amoureuse pour clamer : « O mer ! ô mer ! ô mer ! » Parfois, il semblait au jeune homme que déjà le jour était venu et que la Nef du Salut abordait :

... A la voile ! à la voile ! Oh ! vents, au delà des sirtes infâmes, poussez ma voile. — Que ma honte reste derrière moi, avec mes délices mortes ! — Avec les fleurs, les fruits de poison sur l'arbre mort — Mon cœur rêve une vie plus large et une plus fière mort... A moi, gloire promise !

La religion de la mer eut, la première, la vertu d'arracher l'auteur des *Odes navales* à ses préoccupations personnelles. Avant les crises morales qui devaient le renouveler, cette mer Adriatique sur laquelle il était né, — non pas sur la côte, mais bien à bord d'une « paranzolla » aux voiles triangulaires et couleur d'ocre, — cette mer lui inspira des poèmes où frémissent les revendications de tout son peuple, tel ce souvenir à Trieste :

En longs habits de deuil, seule sur le rivage comme la veuve... debout sur le seuil désert, sans cris ni sanglots, tu regardes à travers ton voile funèbre. — Et tu vois loin, très loin, au delà de la mer, — en qui tu espères...

La triste sœur asservie veut continuer de croire à la réalisation de la promesse des siens : elle ne se lamente point ; elle

prépare les héros. Mais comment ne douterait-elle pas, à la fin? Elle demande si la honte sera éternelle, le servage éternel. Rien ne répond :

... Toi! ô toi, navire d'acier, glissant, rapide, vivant, palpitant comme si le métal enfermait un cœur terrible... premier messager de mort sur la mer disputée... toi, réponds! Le Destin est certain, et, pour ce jour, les feux s'allument sur les autels.

Alors, le poète bénit les navires, par lesquels l'Italie verra sa force première renaître; il glorifie la flotte éparpillée là entre la mer et le soleil, prête pour le conflit suprême, force nouvelle consacrée à la victoire.

Plus on avance à travers l'œuvre de Gabriele d'Annunzio, plus on y voit se préciser, rayonner, le double rôle d'oracle et d'animateur, qu'il va jouer dans les destins de son pays. A l'heure de l'avènement du jeune roi Victor-Emmanuel au trône de la jeune Italie, le poète le sommera de faire sortir le pays de sa coupable apathie :

... Le destin t'a élu, rappelle-toi, pour la haute entreprise audacieuse! Tends l'arc! Allume la torche!... Exalte le fort!... Ouvre à notre force la porte des empires futurs, — car si le dommage et la vergogne durent — quand l'heure sera venue, parmi les rebelles, tu verras aussi celui qui, aujourd'hui, ici, te salue.

Des yeux de l'âme, d'Annunzio voit surgir dans le lointain, resplendissant au regard de son espérance, le héros libérateur, celui qui effacera le dégoût, l'écœurement, l'angoisse des âmes, rapportera, sur le sol de Dante, la beauté avec la gloire, toutes deux éclairées par les lueurs sanglantes des torches guerrières. Il chante *le Chant augural pour la nation élue :*

... Italie, Italie! Consacrée à la nouvelle aurore, un aigle sublime de race titanique ignorée, avec des plumes blanches, apparaît dans la lumière : et voici resplendir un peplum, ondoyer une chevelure. N'est-ce pas la victoire d'Athènes et de Rome? La Niké? La Vierge sainte? Italie! Italie!

Cependant, rares sont ceux dont, autour de lui, l'esprit vibre à l'unisson de son esprit. Il surprend des sourires de scepticisme sur les lèvres amies, des éclairs d'ironie dans les yeux de ses compagnons de plaisir lorsqu'il entonne *Le chant pour tous les hommes*, glorifie la guerre, honnit la vie qu'il a vécue. A son tour, il défie ses compagnons, il les appelle « Aux armes : »

... Allons, allons! si encore il y a, au monde, des actions à accomplir belles comme les plus belles promesses des songes virils; si encore il y a des monstres à vaincre, des énigmes à résoudre, des charniers à purifier, des cœurs humains à faire crier, des cris d'amour et d'orgueil vers la vie, allons, allons!... S'il y a encore des sources où s'abreuver après les luttes, des collines silenciences soutenant des amphithéâtres de marbre consacrés aux tragédies, s'il y a des musiques, des hymnes, s'il y a encore des lauriers, allons!

On ne l'écoute point. Verra-t-il les siens s'enlizer jusqu'au cœur, dans la boue lâche du siècle? Verra-t-il la troisième Italie « s'étendre sous chaque ruffian comme une prostituée, et Rome, à l'ombre des chênes sacrés, faire paître les porcs? » Jusqu'à quand « l'oie sans ailes habitera-t-elle le Capitole et la taupe sans yeux le Quirinal? » C'est ainsi qu'en l'âme juvénile de Gabriele d'Annunzio, comme en son Italie au temps des Borgia, le bien s'était battu avec le mal; la plus dangereuse oisiveté avec le plus vif amour des lauriers; l'impétuosité irrésistible des plus mauvaises passions avec ce mysticisme qui monte vers le ciel, comme le plus pur encens.

Laquelle de ces Puissances triompherait à la fin? Qui vaincrait? L'angoisse moderne pénétrerait-elle cette âme profonde, ce vase de myrrhe, empli de tout le bien et de tout le mal?

***

Lorsque parut, — en 1910, — le dernier roman de Gabriele d'Annunzio, ces questions ne pouvaient plus se poser depuis longtemps, pour ceux qui, familiers avec la langue italienne, avaient médité l'œuvre entière, — non seulement du dramaturge et du romancier, mais surtout du poète.

Tantôt comme un filet d'eau à peine visible, tantôt comme un brusque torrent qui écume, partout, ils y avaient senti circuler cette spiritualité latine que les soucis matériels ne peuvent jamais entièrement dessécher, qui ne disparaît sous terre que pour rejaillir et refléter, avec plus de pureté, les clartés du ciel.

L'apparition de *Forse che sí, forse che nó* fut une révélation pour le public peu italianisant. Les cœurs sincères s'émurent, s'interrogèrent, s'exaltèrent. Les fatalités de la chair, les liens qu'elle noue entre les êtres, les déchirures qu'elle laisse dans les corps et dans les âmes, quand la magie du désir est abolie, voilà quelle avait été jusqu'alors la matière préférée des romans d'Annunzio. On y avait vécu comme en une géhenne où l'Idée

serait prisonnière et où le possédé d'amour s'épuiserait à la recherche de l'inconnu. Ce qu'avait poursuivi, à travers les licences de sa libre audace, ce héros des héros qu'est Gabriele d'Annunzio lui-même, ce n'avait pas été cette « cause première, » dont la sensation confuse occupe l'élite de l'humanité. Rarement le romancier avait paru se ressouvenir du Ciel. Quelle était donc la notion nouvelle qui traversait le dernier roman comme un rayon glissé dans des demi-ténèbres, et soudain éclairait l'invisible?

Pour se sauver de l'avilissement et de la destruction qu'une femme lui apportait, Paolo Tarsis, le héros du dernier livre annunzien se connaissait deux refuges : l'amitié virile et la mort. L'amitié venait de lui manquer. Dans son métier de constructeur d'ailes, il avait eu un cher compagnon qui avec lui avait poursuivi le rêve icarien. Il avait vu cette terrible chose : son ami tomber des nuages, s'écraser à ses pieds. Restait donc la mort. Paolo Tarsis va se tourner vers elle. Il veut la trouver au sommet de ce songe ancien, dont les bras d'une femme perverse l'avaient arraché. Dans son chantier déserté, il ira chercher l'aéroplane qui se rouille, il se lancera vers la voûte bleue ; il se laissera tomber du ciel.

Avec son appareil ailé Paolo Tarsis arrive au point de l'espace d'où le héros fraternel a été précipité. Il tremble à la pensée, peut-être impie, de surpasser l'Ombre chère. Perplexité sublime qui dure quelques secondes. Puis, avec sa douleur en croupe, il s'élève plus haut, toujours plus haut — vers la Victoire, supérieure à tout.

Et voici que, parvenu à cette hauteur de miracle et d'héroïsme, Paolo Tarsis, ou plutôt Gabriele d'Annunzio, sent les ailes qui le portent s'élancer avec une souplesse de prodige. Pourquoi résister? Aussi bien tomber plus loin, ailleurs. Mais l'oiseau divin est en humeur de conquête. Il plane, il avance, il est maître de l'Infini. La terre fuit sous son vol : les villes, les fleuves, les campagnes passent. Voici la mer, voici l'autre rive de la mer. Voici, belle et triste sur ses bords, la fière Sœur exilée.

C'est là que l'aviateur viendra, à la fin, par sa volonté reconquise, atterrir sans secousses. Il partait pour la mort? Il vient de découvrir la raison de vivre. Au delà de ce que l'homme connaissait, il a vu s'ouvrir, devant son énergie, comme aux temps prédestinés, le domaine des espérances illimitées, et son

bonheur est si profond, qu'il ne sent même pas la douleur physique que lui cause une brûlure de l'essence répandue sur son pied.

***

Il est une vertu qui revêt aisément chez les hommes la couleur d'une Religion : c'est le Patriotisme. Il a, avec la religion, ce lien direct : au nom d'un idéal très élevé, il impose à celui qui s'y livre la nécessité du sacrifice. Comment les anciens Romains qui consultaient, avant d'aller se battre, les entrailles des animaux, et, après la bataille, s'annexaient les dieux des peuples vaincus, ont-ils pu pratiquer avec grandeur les plus hautes vertus militaires? C'est que, en dehors des temples, ils adoraient l'Idée même de la Patrie avec une force d'amour telle qu'elle leur faisait faire avec joie le sacrifice de leur vie.

Depuis sa vingt-cinquième année, par ces *Odes navales* sur lesquelles palpitent comme sur l'azur méditerranéen les trois couleurs, Gabriele d'Annunzio a aimé et ranimé les espérances de sa patrie d'une ferveur croissante. Avec ses los, — si splendidement inspirés qu'il faut remonter aux lyriques grecs pour retrouver avec une langue si châtiée une telle vigueur d'accent, — il est entré sur le terrain de la politique militante et, bien avant la guerre, il faisait « caviarder » par le ministère Giolitti des vers contre l'Autriche que son audace et sa passion pour son pays l'avaient poussé à écrire. D'Annunzio ne s'effraya pas de cette leçon ; au contraire. Dans les audacieux poèmes épiques nationaux que sont ses *Chants des gestes d'Outre-mer*, il clama prophétiquement, avec un rare sens héroïque de l'action, l'enthousiasme, la foi, les exploits futurs de l'Italie contemporaine guerrière. C'est l'âme même d'un peuple qui s'élance, éclate en puissance de vie, en passion d'énergie. On lit en exergue sur une page du volume cette presciente vision, empruntée à son *Chant augural pour la nation élue*, publié dès 1901 :

... Que tu voies un jour la mer latine se couvrir — de carnage à ta guerre, — et pour tes couronnes se plier tes lauriers et tes myrtes, — ô toujours renaissante, ô fleur de toutes les races, arome de toute la terre, Italie, Italie consacrée à la nouvelle aurore avec la charrue et la proue.

Le poète est sûr de la nécessité d'une « union latine. » Auguralement il la voit décidée et conclut : Hélène, duchesse

d'Aoste, Hélène de France, amazone intrépide et suave, n'est-elle pas déjà l'otage royal ?

Et il chante cette princesse, Italienne de sang français, aux pieds de laquelle l'Italie a le droit d'offrir un hommage d'encens, puisqu'elle a fait siennes les inquiétudes de sa nouvelle patrie, et que, sur le pont du navire guerrier, qui ramenait du carnage les morts aux tombes maternelles, cette douceur de femme latine s'est inclinée sur les lits, où saignaient les blessés :

... Bénie soyez-vous, Hélène de France, dans notre mer qui vit saint Louis armé de la croix et de la lance. Bénie soyez-vous, car le commandement d'amour revient sur les mêmes eaux en votre âme... Dame de France, vous savez ce que vous portez, Vous portez, avec votre navire, les Rêves et les Ailes, et les Roses futures et le Chant nouveau au milieu de ces âmes et de ces souffrances. O Hélène qui, au front de nos morts, voyez empreinte la vertu de Rome, pour le grand pacte latin, vous portez aujourd'hui la verveine augurale au milieu de votre chevelure.

« Pour le grand pacte latin... » Le poète lyrique qui, depuis tant d'années, nourrissait dans son âme une volonté immense de puissance, l'auteur enivré des *Odes navales*, de la *Laus Vitæ*, des *Chants du Souvenir et de l'Attente*, de *La Nef*, de *Plus que l'Amour*, prévoit enfin l'accomplissement de son rêve ; il chante, en une vaticination presque sauvage :

... Douce France, ô sœur unique, par l'espoir muet qui se mire dans les eaux claires de ta Moselle..., par les champs mémorables d'où monte ta folle alouette en appelant, où les peupliers de la Meuse frémissent, où le sang crie dans le sillon, — France, reçois et garde la joyeuse promesse d'une plus grande vengeance que te fait toute cette chair sanglante. Coupe pour nous avec ta hache ancienne une branche au chêne lorrain sur la colline où Jeanne veille. Enroule, à la branche rude, la verveine qui jadis fut consacrée à nos pères, et envoie-nous l'offrande. L'éclair luit sur les statues voilées : pour nous aussi, l'éclair luit de ce côté. Sur le Capitole sans féciaux, nous suspendrons ta guirlande. Et toi, occupe le ciel de tes ailes, guerrière ailée. Nous, de nos chantiers, nous pousserons dans la mer de vastes vaisseaux...

Et tout ce prestigieux livre de *Merope* sonne comme un appel frénétique aux armes. Il retentit du choc des mêlées, des éclats des obus, de tout le fracas des batailles à venir. Tripoli qui en est le prétexte n'est, pour le poète des *Chants de l'Attente*, que la pierre à aiguiser où s'affilent les épées d'Italie pour le rachat suprême contre les fortunes inconnues :

... Celle-ci est notre veillée d'armes. Le soleil décline entre les cieux et les tombes. Entendrons-nous à l'aube sonner le clairon? Verrons-nous à l'aube le héros se lever?... Souviens-toi, mon âme, et attends... Il viendra en silence vainquant la mort, le héros nécessaire... Rappelle-toi et attends. Pour nous brille, dans le futur entrevu, un bien qui, pour se révéler, veut le martyre d'un nouveau Christ...

Il est, lui, d'Annunzio, celui qui annonce. Il sera, lui, d'Annunzio, le disciple de ce Christ auquel, avant de mourir, il voudrait un moment ressembler : il sera son « signe. » Et il est transfiguré. Une puissance occulte le hausse vers la lutte héroïque. Tout homme armé est son frère : « il cherche le fer et le feu qui tuent; le paradis est à l'ombre des épées. »

***

Il y a quatorze mois, à l'heure où l'Italie, devenue notre alliée, est entrée en lutte à côté de l'entente contre les Puissances germaniques, elle avait elle aussi un martyre à venger.

Malgré son magnifique « risorgimento, » malgré sa jeune puissance constituée fortement, malgré sa longue alliance forcée avec l'ennemi héréditaire, l'Italie moderne n'avait jamais pu oublier le demi-siècle pendant lequel l'atroce monarchie des Habsbourg, bourreau haineux, avait traité, avec la plus lâche brutalité un peuple dont le crime était de vouloir l'unité nationale.

D'autre part, ni la rébellion des « muratiens, » ni l'élection du pape Pie IX, ni le génie héroïque d'un Daniel Manin, ni la collaboration magnifique d'un Cavour, d'un Victor-Emmanuel et d'un Garibaldi, pas même Magenta, pas même Solférino, n'avaient pu rendre à l'Italie, mutilée et frémissante, ni Trente, ni Trieste, ni l'Istrie.

Or, pour les cœurs italiens, l'Istrie, Trieste et Trente sont ce que, pour nos cœurs français, est l'Alsace-Lorraine. De même, pour la sûreté des frontières italiennes, contre l'invasion, Trente et Trieste, sont ce que Metz et Strasbourg représentent pour les nôtres. S'il nous faut les rives gauches du Rhin, il faut à l'Italie les crêtes des Alpes, de la Suisse à la Carniole; la côte orientale, de l'Adriatique jusqu'au Montenegro. L'horrible besogne de dénationalisation, de viol moral que, depuis quarante-cinq années, l'Allemagne fait supporter à notre Alsace, l'Autriche en fait subir depuis quarante ans, avec cynisme, l'outrage, aux provinces qu'elle a ravies à son « alliée » l'Italie.

*
* *

Taciturne, exilé volontaire, banni sans armes, abreuvé de loin de toute la souffrance et de tout l'opprobre de son pays, le poète du *Chant de l'Attente*, avait, pendant des jours sans nombre, épié en vain l'heure de la Revanche. Son divin mal s'était nourri de soi-même. Au moment tragique où sa seconde patrie, notre douce France, s'était levée, avec une seule âme, pour l'heure sainte du combat, sa volonté de vaincre brillant dans ses yeux clairs, Gabriele d'Annunzio avait senti trembler son cœur. Des pages magnifiques de fraternité et de prescience pour la sœur latine jaillirent de sa plume. Dès le 30 septembre 1914, Gabriele d'Annunzio écrivait un impétueux et splendide article, où il faisait appel au génie des races latines et adjurait ses compatriotes de se ranger, sans retard, à côté de cette France, dont la nature rend l'Italie solidaire, et de soutenir, avec elle, la lutte suprême contre la menace de servitude levée par les Barbares sur tous les peuples méditerranéens.

Celui qui, depuis des années, ne s'était jamais lassé de redresser les dieux sur les autels de l'Italie et de vénérer les choses saintes, de s'efforcer de rallumer, contre les vapeurs des marais, l'idée pure, vers laquelle sa race est conduite par la constance de son génie, celui-là ne manqua pas l'occasion propice d'enseigner aux siens la haine nécessaire, de les exciter contre le « Tedesco » qui serre toujours l'Italie du côté du cœur et « ne lui permet de respirer que d'un seul poumon. » A l'heure du risque, Gabriele d'Annunzio revendiqua l'honneur de ses prédictions. Il se donna le droit de parler haut, par-dessus les monts. S'il n'avait pas été entendu jusqu'alors, il était sûr d'être écouté, à la fin, par tous ceux qui, délivrés des mensonges, sentaient enfin leur courage renaître, et, haussés sur leurs talons solides, étaient prêts à fouler la terre ennemie. Il les exhortait :

... Jusques à quand le sort d'un grand peuple unanime pourra-t-il être retardé par les hésitations de quelques hommes qui se montrent incapables de mesurer la profondeur du drame auquel nous assistons avec de si hauts pressentimens? Pendant des années, notre vie civile fut corrompue par la fausseté d'une alliance qui, en offensant nos instincts les plus tenaces, semblaient nous plonger dans une sorte de barbarie inerte et morne... Le sort des Habsbourg est déjà fixé dans les desseins des Hohenzollern, ces parvenus! Le littoral de l'Adriatique, avec les ports de Trieste, de Pola, jusqu'à la pointe méridionale, et la Dalmatie, devien-

drait un « Reichsland » sous le régime d'un « statthalter » casqué, et servirait de base à la thalassocratie germanique dans la Méditerranée. Ce n'est pas là un vain songe impérial ; mais c'est l'énergie bien tendue de toute une race qui veut, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, modeler la matière humaine à sa ressemblance. Je crains que nous n'en soyons pas assez convaincus, même devant les horreurs récentes... L'idéal d'un peuple digne de vivre ne précède pas ces faits, — mais il est l'irradiation de ces faits ; — jamais, même aux époques d'esclavage et de honte, jamais ne fut plus impérieuse la nécessité de l'action.

Toute la presse de la Péninsule publia, commenta, discuta, avec une fièvre contagieuse, les paroles de « l'Interprète de signes et de songes, du Révélateur de figures cachées. » L'Italie prenait feu à la flamme dont brûlait son grand citoyen volontairement exilé. A son exhortation formidable, formulée à Paris, en juin 1914, à notre Sorbonne, lors de l'émouvante séance de la « Confédération latine, » l'Italie répondit par des cris d'approbation jaillis du fond des consciences, et projetés à la manière dont les laves surgissent du cratère des volcans italiens et submergent les cimes.

Ainsi, dès les premières journées de la guerre, Gabriele d'Annunzio s'était acharné à livrer, à côté de nous, le grand combat pour la cause latine et l'accord des deux patries. Dès lors, il a vu poindre, se lever, pour son Italie, le jour de pourpre. Dès lors, il n'a cessé d'appeler le moment sacré, où délivré des cauchemars de la honte, il rentrerait dans sa patrie et, par sa parole, non plus lointaine, mais vivante, mais proche, — prophétique comme le songe des prophètes, — il donnerait au pacte latin qui devait s'accomplir la plus éclatante confirmation nationale. Et le voici à Quarto pour la *Sacra dei Mille*.

On est aux premiers jours de mai 1915. Le poète a quitté le sol de la France. Il a voyagé les yeux voilés par l'émotion, sans rien voir. Il a reconnu seulement le visage de la Patrie ; il en a bu seulement l'air enflammé. Il a senti les âmes tendues. Les villes n'y étaient plus de pierre, mais toutes faites d'humaine substance. Au bord de l'Adriatique, il a salué Gènes qui escalade le ciel par toutes ses terrasses. Il lui a apporté un don de vie, lui a annoncé une victoire. Il a imploré des siens un acte de foi :

...Haut les cœurs, plus d'hésitation, plus d'angoisse, plus de courroux, plus de honteux marchandages ! Nous ne laisserons pas déshonorer l'Italie, nous ne laisserons pas la Patrie périr en ce printemps douloureux ! Ici on renaît ! Ici on fait l'Italie plus grande ! Que le sort s'accomplisse ! Que ce

qui est nécessaire s'accomplisse! Que la résurrection de la Patrie s'accomplisse! Nous devons le vouloir! Nous le voulons! Vive l'Italie plus grande! Vive la juste guerre!

Et Gênes, tout entière debout cette nuit-là, Gênes conquise, poussa le cri bref de la volonté latine : « *Fiat! Fiat!* »

***

Rome devait répondre à Gênes d'un cri pareil et si haut que son écho déferla jusqu'à ce rocher de Quarto d'où Garibaldi veillait sur les destins de la Patrie. Ainsi, à l'heure décisive, unanimement, l'Italie avait choisi pour vivant drapeau son poète, l'un des plus grands du monde, celui qui représente l'incarnation de sa race. La nuit du 17 mai, chaude d'héroïques souvenirs, assemblé au Campidoglio, muet sous les étoiles aux pieds de son jeune Roi élu pour la gloire, le peuple de Rome palpita aux accens pathétiques de la « Voix » qu'il s'était donnée.

Avec son magnifique don verbal, avec sa puissance innée d'exalter la multitude, le grand citoyen Gabriele d'Annunzio parla au cœur de son peuple. Pendant des momens splendides, il réincarna à ses yeux l'âme des aïeux. Superbement, il fit resplendir pour lui l'idéal irrédentiste, le rappela à sa vraie tradition de colère contre l'ennemi « descendu du pays pluvieux et surgissant de l'Alpe pour se ruer dans les plaines ensoleillées de la Lombardie ; » habilement, il suscita le courroux de la foule, et alluma sans merci son cœur innombrable, avec des paroles pour brandons :

... La Patrie est perdue, si aujourd'hui nous ne combattons pas pour elle avec toutes nos armes ! Il faut gagner la suprême bataille contre l'ennemi intérieur, avant de s'élancer d'un élan unanime vers la sainte « Revanche. »

Avec le geste, le timbre, le rythme qui électrisent, l'Animateur rappela sans crainte, au Roi, la parole impérieuse de Cavour : « L'heure suprême pour la monarchie savoyarde a sonné. » Au peuple, il répéta, sans peur, la rude menace du Libérateur de Marsala : « Celui qui, aujourd'hui, ne s'arme pas, est un lâche ou un traître. »

Enfin, embouchant la trompette retentissante, Gabriele d'Annunzio jette le dernier appel héroïque, celui qui devait retentir des deux côtés des Apennins et soulever tous ceux qui étaient capables de sentir que, pour la justice souhaitée, il y

avait encore à mourir. Ivre d'amour et d'épouvante, transfiguré par une vertu maternelle qui le soulevait, le portait, le poète n'était plus qu'une offrande d'amour, un cri vers l'aurore, un clairon aux lèvres de la race élue :

Voyez, je tremble, voyez, je chancelle... Il vient, il vient le Seigneur invoqué. Il enflamme la nuit... Or, il dit : « Qui donc enverrais-je, ô annonciateur des choses saintes, qui donc ira pour nous ? » Je dis : « Me voici, envoyez-moi, Seigneur... Je n'ai plus de chair ni d'os autour de mon âme haletante pour franchir les fleuves et les montagnes ; déjà, sur la borne milliaire, à la clarté des Pléiades, je lis le nom ineffaçable et j'entends les chevaux des Dioscures hennir... O Victoire, sauvage comme la cavale qui paît l'asphodèle dans le désert romain... O désirable, si jamais, seul et anxieux, j'interrogeai tes vestiges, loin du peuple vêtu d'ignominie et de paix... O Vierge, accompagne mon message, affermis ma voix. »

Ce que le poète avait appelé avec des hymnes, ce qu'il avait annoncé dans la vigile et l'attente au milieu de l'amertume des larmes, ce qu'il avait hâté par les strophes vengeresses et par les strophes d'amour allait s'accomplir. A côté de la France guerrière, debout la face à la lumière, vêtue de pourpre et les doubles ailes attachées à ses pieds nus, l'Italie allait se dresser, elle aussi en armes, moissonneuse farouche, dans le soleil :

... O Italie, ô France ! J'entends par-dessus les sépulcres fendus et par-dessus tes lauriers hérissés, Victoire, le tonnerre des aigles qui se précipitent vers l'Est et de toutes leurs serres déchirent la nuit.

L'heure fatidique a sonné, non pas acceptée, mais voulue, voulue avec cet orgueil qui est la poésie de l'action, voulue, lourde de maux et de sacrifices inouïs. Pour la plus noble cause, il y a encore à combattre, et quand, lavée dans ses pleurs et dans son sang, la France resplendit, plus belle que jamais, qui serait à côté d'elle, sinon la sœur latine ?

Le sort en est jeté. L'Italie n'est plus liée aux empires centraux. La déclaration de guerre a éclaté dans Rome enfiévrée. Autour de la colonne Trajane, on a chanté la *Marseillaise*. Les drapeaux français se sont confondus avec les drapeaux italiens. Le 23 mai 1915, Gabriele d'Annunzio a pu télégraphier à Maurice Barrès :

Nous avions deux patries, et ce soir nous en avons une seule, qui va de la Flandre française à la mer de Sicile. C'est la poésie qui fait le don réel et merveilleux à notre amitié militante : *Fidem signemus sanguine*. Votre frère.

Alors, dans l'âme délivrée de l'Annonciateur, éclate une joie

sauvage. D'inapaisés désirs se lèvent en lui : il veut voir sa patrie, ivre de force, ivre de gloire, dépasser en force, dépasser en gloire toutes ses alliées; que tarde-t-elle? pourquoi ces atermoiemens? pourquoi ces lenteurs? écouterait-elle encore, par hasard, les doucereux conseils de ses infâmes corrupteurs? que fait-elle? où sont ses sacrifices, ses héros, ses morts? Le poète la harcèle, la hante; il crie à ses frères :

... Où est votre gloire?... Avez-vous appris à vivre sous terre, enfoncés dans la fange jusqu'à la ceinture?... Avez-vous appris, placés sous une croix de feu, à vous y masquer comme les mimes, à chanceler dans les agonies sublimes, aveuglés par des larmes stupides et atroces? Qui vous dévaste? Qui vous affame? Combien de vos gens sont-ils sans foyer, dans les pleurs et les grincemens de dents? Comptons! Celui qui souffre le plus aura droit de primogéniture sur le grand héritage. Il aura la meilleure part!

L'Italie revendique à présent cette « meilleure part, » elle sent que chaque jour qui s'écoule sans lutte est perdu pour elle. D'un bond sauvage, elle gravit les hautes cimes où l'air pur, terni par les fumées du sang, est la solitude des forts : du Cherso glacé à l'Isonzo rapide, elle va éterniser la gloire de ses héros.

Gabriele d'Annunzio entame les hymnes vastes de jubilation : *Pour la Nation, Pour les Citoyens, Pour les Combattans, Pour le Roi.* Il élève des *Prières* au Dieu de l'Italie. En des « Odes » magnifiques, il verse des torrens de jeunesse, des torrens d'enthousiasme, des torrens de sang vers les Alpes, vers la mer. Mais tant de dons faits à la Patrie ne contentent pas l'âme brûlante du poète-citoyen. Il se souvient de l'inscription caractéristique qu'il a fait imprimer en tête d'un des volumes de ses *Laudi : Navigare necesse est.* Oui, naviguer est nécessaire, vivre n'est pas nécessaire. Il dépose sa lyre, il prend les armes. Il sera le compagnon et le pilote des héros qu'il a animés.

Monté dans l'avion choisi, il a la joie de survoler Trieste, de pouvoir lui jeter des cris d'espoir. Puis, comme son Paolo Tarsis, il aura la fière volupté d'escalader le ciel et, plus heureux que lui, il pourra disputer l'espace à l'ennemi féroce abattu.

Aussi bien, la grande ombre d'Icare hante le poète. Ne l'a-t-il pas chantée autrefois? Aujourd'hui, il la voit s'étendre, comme alors, par les golfes chauds de la Méditerranée; suivre, comme alors, le sillon de la nef dans les airs. Elle aime la voix

de l'homme avide de hauteur, avide d'abîmes, et qui commande dans la tempête. Gabriele d'Annunzio sera cet homme-là. Il écoutera d'en haut la voix des naufragés, il luttera, il vaincra, il apercevra une destinée nouvelle qui vaut que l'on vive et que l'on meure. Il ne songe plus à raffiner son intellectualité pour en faire l'instrument le plus subtil qui soit, ni à tendre sa sensibilité jusqu'à en faire la plus vibrante des harpes; c'est du côté de l'action que, ivre d'infini, il voit la route ouverte.

Déjà au temps où il s'abandonnait à toutes les sollicitations de sa nature, Gabriele d'Annunzio n'avait-il pas eu la fugitive vision de cette flamme de beauté qui éclaire le chemin, empêche de rouler au précipice? A présent, elle resplendit devant lui. Elle est comme un feu sacré sur l'autel de la Patrie. A cette clarté, l'Enfant de Volupté a retrouvé le chemin perdu. Aux combats des sens, aux joies matérielles, il préfère désormais la mystique activité du sacrifice. Il s'écrie : « Là où est le sacrifice, là est la déité! » Une puissance inouïe l'agite, l'exalte.

Et il s'offre à la mort.

*
* *

Mais la tâche de l'Animateur en vérité n'est pas finie.

Pour que se matérialisent les grandes destinées, que par une étrange divination, l'auteur adolescent des *Odes Navales*, — alcyon né sur la mer, — avait déjà prédites à son pays, il faut que, « soldat blessé sur la mer, » Gabriele d'Annunzio reprenne, réaccorde sa lyre. Il faut qu'en une ultime vaticination généreuse, plus large que les précédentes, plus surhumaine encore, il fasse appel au génie de sa race. Il faut que, par la magie du Verbe, il suscite une solidarité jamais connue sur la terre, une fusion telle du sang et des esprits entre les peuples alliés, qu'ils suivent d'une seule âme le sort de chaque bataille.

Alors, par un miracle suprême, le jour où se réaliseront ses prophéties, Gabriele d'Annunzio, — Homère de l'Italie guéri ou non de sa glorieuse cécité, — verra, de ses yeux extasiés d'aède et de héros, l'Italie, avec ses rudes chevaux des Maremmes et toutes ses bannières déployées au milieu des bannières fraternelles, célébrer la victoire des nations sur la horde et entrer en triomphatrice dans les villes impériales.

JEAN DORNIS.

LE SOUS-MARIN ALLEMAND DE BALTIMORE

Au commencement du mois dernier, le 9 juillet, des télégrammes d'Amérique annonçaient au monde entier qu'un grand sous-marin allemand, le *Deutschland*, venait d'arriver à Norfolk et, de là, se rendait à Baltimore. Ce sous-marin se donnait pour un navire de commerce. Il apportait une cargaison, — des substances tinctoriales, — et se proposait d'en emporter une autre, composée surtout de caoutchouc, de nickel, peut-être de métaux rares, en un mot de matières ayant une grande valeur sous un poids relativement faible et entraînant peu d'encombrement.

La question se posait aussitôt : quelle créance pouvait-on accorder à ces allégations ? Ne se trouvait-on pas en face d'une nouvelle fourberie de l'Allemagne et ce prétendu navire de commerce n'était-il pas ce qu'avait toujours été jusqu'ici le sous-marin, ce qu'il semblait devoir être toujours, un engin de guerre ? Quel traitement convenait-il donc de lui appliquer ? Fallait-il l'inviter à quitter les eaux américaines dans les vingt-quatre heures, comme tout navire belligérant ; ou bien devait-on, l'acceptant comme navire de commerce, l'autoriser à séjourner à Baltimore et à s'y livrer en pleine liberté à ses opérations de trafic ?

Ces préoccupations n'étaient pas les seules qui agitassent les esprits des Américains et de leur gouvernement. Le jour où le *Deutschland* était apparu dans l'ancien port virginien des Sudistes, un problème s'était trouvé résolu brusquement qui, depuis le commencement de la grande guerre, depuis surtout le développement des opérations sous-marines à la mode alle-

mande, hantait tous les cerveaux de l'autre côté de l'Atlantique, Un sous-marin, un submersible de grande taille, pouvait donc le plus simplement du monde franchir 3 600 milles marins et, sans crier gare, — qu'on me passe le mot, — émerger au beau milieu d'une rade américaine !...

Ce n'était pas que les navires de plongée n'eussent déjà fait de très longues traversées, ni même qu'ils ne fussent passés d'un continent à l'autre, puisque des sous-marins construits au Canada étaient arrivés sans encombre en Angleterre. Mais il s'agissait de traversées fréquemment coupées par des escales, facilitées en tout cas par des ravitaillemens clandestins; et quant aux submersibles du *Dominion*, on savait qu'ils avaient été soigneusement convoyés dans ce voyage d'Amérique en Europe, beaucoup plus facile, tous les marins le disent, que celui d'Europe en Amérique. La difficulté vaincue dans le cas du *Deutschland* apparaissait donc grande et d'autant plus grands les mérites du bateau aussi bien que ceux de son personnel. Excellent effet moral à l'actif de l'Allemagne !

Au fond, pour être réelle, cette difficulté n'appartenait aucunement à l'ordre de celles que l'on considère, *a priori*, comme insurmontables, — sauf à les surmonter à force de patience, de volonté, d'ingéniosité, puisque aussi bien l'homme finit par venir à bout de tout ce qu'il entreprend.

D'abord, les escales qui reposent et ravitaillent étaient possibles, malgré l'apparence, à condition que l'on consentît à s'écarter sensiblement de la route directe, de la route la plus courte (qui n'est d'ailleurs pas la ligne droite, tracée sur une mappemonde, du point de départ, en Europe, au point d'arrivée, en Amérique). En été, — et c'est le cas, — on pouvait adopter un trajet jalonné par les Féroë, l'Islande et le Sud du Groenland, toutes terres danoises, neutres, où l'on avait licence de séjourner au moins vingt-quatre heures, si l'on était considéré comme navire de guerre et tant qu'on le voulait si l'on passait pour navire de commerce. Il restait à la vérité, du cap Farewell aux premières eaux américaines, un vaste espace de mers fort dures, dangereuses quelquefois, à cause des icebergs. Mais des Allemands ne pouvaient être embarrassés pour se procurer abri et combustible liquide dans une base écartée du Labrador, dans une crique à peu près déserte du New-foundland. On sait assez quelles complicités ils savent se ménager partout, et que, d'ail-

leurs, il n'est point sur le globe, à l'heure qu'il est, de coin si retiré où l'on ne puisse trouver du pétrole et de l'essence.

En hiver, pour être plus long, le trajet n'en était que plus facile, s'imposant à peu près par les routes de l'Atlantique tropical. Après un ravitaillement « discret » dans une des baies voisines du cap Finistère, on pouvait atteindre les Canaries ou, mieux, le point le plus au Sud du territoire espagnol du Rio-de-Oro, sur la côte d'Afrique. Là encore on trouverait, à point nommé, un trafiquant allemand ou « hispano-germain, » vendant d'habitude du pétrole aux tribus demi-nomades de la Mauritanie et, les réservoirs remplis, on affronterait sans préoccupations trop vives les 2 300 milles de la traversée de l'Atlantique jusqu'à la hollandaise et accueillante Paramaribo. Après quoi, un « raid » fort ordinaire de 900 milles conduirait le sous-marin à l'abri des petites Antilles, chez d'autres neutres, les Danois de Saint-Thomas, dont la bienveillance ne pouvait être douteuse. C'était au reste la dernière escale de ce long voyage, car, de Saint-Thomas, on n'était plus qu'à un millier de milles de la Floride, à moins de quatorze cents du cap Hatteras.

D'autre part, si l'on prétendait aller tout droit au but en acceptant bravement les risques de fâcheuses rencontres sur les routes usuelles de l'Atlantique Nord, il n'était que de donner des « rendez-vous à la mer » bien étudiés et bien déterminés à des *cargos* neutres très authentiquement chargés pour l'Amérique, mais à qui l'on persuaderait sans difficulté, — en y mettant le prix, — de cacher au fond de leurs cales quelques caisses de combustible liquide et de s'arrêter en pleine mer le temps nécessaire pour procéder à un transbordement relativement facile avec des manches bien disposées.

Et enfin la meilleure solution était peut-être encore de combiner ces deux-ci en fixant les rendez-vous, non plus au large et en plein Atlantique, mais à l'abri, — « sous le vent, » — de la côte d'une des escales que j'indiquais tout à l'heure.

En fait, le *Deutschland* n'a pas, de l'aveu du président de la société qui l'a fait construire, suivi la route directe d'Europe aux États-Unis. « Il ne la suivra pas davantage pour revenir, » ajoute M. Alfred Homann (1), et je le crois volontiers.

De plus, certains vapeurs qui traversèrent l'Atlantique à la

(1) Interview par le correspondant du journal hongrois *Vilag*, d'après le *Matin* du 18 juillet.

même époque que le sous-marin affirment l'avoir aperçu accosté à un navire qui semblait le ravitailler. Mais il se peut bien que l'imagination joue un grand rôle dans ces allégations.

*
* *

Quels qu'eussent été les procédés de ravitaillement adoptés et la route suivie par le grand submersible, le fait est qu'il se trouvait à Baltimore le 10 juillet, qu'il s'y présentait comme navire de commerce, et, donc, que le gouvernement des États-Unis allait être obligé de trancher une question toute nouvelle et fort délicate : le *Deutschland* était-il réellement un navire de commerce ? N'était-il pas plutôt un navire de guerre déguisé, et même, à prendre les choses à un point de vue absolu, un sous-marin pouvait-il jamais être considéré autrement que comme un engin de guerre ?

On sait que le Cabinet de Washington s'est tiré d'affaire en décidant, — après minutieux examen d'une Commission technique, — que le *Deutschland* était bien, lui, un navire de commerce, puisqu'il n'avait aucune arme, ni aucun dispositif apparent destiné à en recevoir, et qu'au demeurant il montrait une cargaison de matières tinctoriales, mais qu'il s'agissait d'un cas d'espèce et que les autorités des États-Unis se réservaient de procéder, chaque fois qu'un cas semblable se produirait, à un nouvel examen que suivrait une nouvelle décision.

Les Puissances alliées avaient peut-être compté sur une attitude qui s'inspirât moins du désir de ménager les deux partis, mais il ne semble pas qu'elles aient fait des efforts décisifs pour faire prévaloir leurs vues, qui tendaient à établir qu'un sous-marin ne peut être, n'est « en soi » qu'un navire de guerre.

Examinons ceci.

Tout d'abord, il est évident que le fait, pour un bâtiment quelconque, de *montrer une cargaison* ne suffit pas pour lui conférer la qualité de navire de commerce. Rien n'empêche un croiseur de prendre dans ses soutes, sinon dans ses « cales, » des matières ou des objets confectionnés ayant une grosse valeur sous un faible volume. Il n'en sera pas moins un navire de guerre. Oui, mais cessera-t-il de l'être et pourra-t-il se présenter dans un port neutre pour y rester plus de vingt-quatre heures, s'il fait la preuve que ses canons ont été débarqués? Peut-être ; il faudra, toutefois, que les autorités du port en

question n'aient pas de bonnes raisons de croire que ces bouches à feu ont été, pour ainsi dire, *entreposées*, à bord d'un autre bâtiment, un simple « cargo, » qui se tient au large, tout prêt, sur un signal de T. S. F., à rallier le pseudo-navire de commerce, quand celui-ci sera hors des eaux territoriales et à lui rendre alors son armement.

Or, si cette opération n'est pas du tout impossible, ne s'appliquant du moins qu'à des canons de calibre moyen, bien plus facile encore est, évidemment, celle qui consisterait à restituer à un sous-marin ses torpilles automobiles. Nos amis d'Amérique en conviendraient certainement, si la question leur était posée. Ils pensent d'ailleurs avoir paré à toute difficulté de ce côté-là en s'assurant que le *Deutschland* n'avait point de tubes lance-torpilles. Malheureusement, cette garantie est illusoire, par la bonne raison que le grand submersible allemand peut être réarmé avec des *torpilles renfermées dans de simples tubes-carcasse*, qu'il disposera le plus aisément du monde sur son pont par des moyens de fortune étudiés et préparés d'avance.

J'ajoute qu'à ces torpilles automobiles rien ne l'empêche de joindre des mines automatiques. Celles-ci pourront encore être placées sur le pont, sous la réserve de ne pas se trouver dans l'axe des tubes-carcasse de lancement. S'il y a des difficultés à cela, pourquoi notre prétendu sous-marin de commerce n'embarquerait-il pas ces dangereux engins comme de simples colis (1)? Il trouvera bien le moyen de les mouiller, je veux dire de les jeter par-dessus bord, car ce seront sans doute des mines libres, aux endroits favorables qui lui auront été désignés.

Reste la question de l'artillerie. J'accorde qu'il ne serait pas aussi facile d'en installer à bord d'un sous-marin en pleine mer, et qu'en tout cas les dispositions indispensables, prises d'avance, n'auraient pas échappé aux yeux d'enquêteurs compétens. Mais, en fait, il paraît que le *Deutschland* a déjà, et très ouvertement, deux canons légers, de 57 millimètres, disent les uns, de 76, disent les autres. Seulement, affirme son capitaine, ce ne sont là que des « canons de défense » contre les navires marchands armés et, — pourquoi pas? — contre les submersibles anglais ou français, ceux-là mêmes que la nouvelle jurisprudence des États-Unis concède aux vapeurs ou voiliers de

(1) Je le suppose muni d'écoutilles susceptibles de laisser passer des caisses d'assez fortes dimensions.

commerce les plus incontestablement pacifiques. On ne saurait, sans injustice criante, refuser à l'innocent sous-marin allemand le privilège que l'on accorde aux bâtimens des Alliés. C'est entendu. Malheureusement encore, rien ne ressemble plus à un canon d'attaque qu'un « canon de défense : » « Qu'à cela ne tienne, s'écrient les pro-germains, le *Deutschland* n'a que des cartouches à blanc. Il ne veut faire que des signaux sonores, des signaux d'alarme, en cas de péril imminent. » Soit ! mais, — à supposer qu'il n'ait pas réussi à dissimuler des cartouches à obus dans un double fond, — le *cargo* qui lui remettra ses tubes lance-torpilles lui fournira sans la moindre difficulté les munitions nécessaires à ses canons.

Or, remarquons-le parce que ceci touche au fond même de la question, placées à bord d'un *navire de plongée*, essentiel engin de surprise, qui peut émerger brusquement à quelques mètres d'un paquebot pris de court, ces pièces légères sont beaucoup plus dangereuses et ont un caractère beaucoup plus offensif que si elles arment un *navire de surface*. Celui-ci, en effet, on le voit venir de loin et l'on peut prendre à loisir ses précautions contre une attaque éventuelle. Et rien ne montre mieux quelle erreur commettent, de bonne foi sans doute, ceux qui consentent à assimiler le *Deutschland* à un navire de commerce ordinaire.

Mais je vais plus loin, et j'affirme que ce sous-marin, fût-il absolument dépourvu d'armes, pourrait encore avoir ce « caractère offensif » qui est la marque certaine de l'instrument militaire. Il suffirait pour cela que le constructeur l'eût doté d'une étrave renforcée, appuyée à l'arrière sur un « compartiment de choc » très cloisonné.

Ce submersible qui émerge brusquement, comme je le disais tout à l'heure, à quelques mètres d'un paquebot, qui l'empêche donc d'arriver au contact de cette carène mince et de la déchirer ou de l'enfoncer au-dessous de la flottaison ? Oh ! ce sera une collision bien accidentelle, certainement, et due à une fausse manœuvre, à une erreur d'appréciation, au caprice d'une machine qui s'est refusée à battre en arrière en temps opportun. En attendant, le malheureux *cargo* coulera à pic, entraînant avec lui les objets confectionnés, les matières, les munitions, les appareils particulièrement précieux pour les Alliés qu'il portait dans sa cale et qui l'ont recommandé à

l'attention du commandant du *Deutschland*, quand celui-ci séjournait dans les ports américains.

J'y insiste encore et je demande que l'on veuille bien ne pas perdre de vue ce point capital dans toutes les discussions relatives à l'application aux sous-marins des règles du droit international maritime : de par ses facultés mêmes, un navire de plongée est toujours, « en soi » et forcément, un engin offensif, qui peut être *immédiatemement* utilisé comme navire de guerre. Il doit donc être considéré comme tel.

*
* *

Affirmerai-je maintenant avec une égale assurance que le *Deutschland* fera effectivement œuvre de belligérant? Évidemment non. Le pourra-t-il, d'ailleurs, traqué comme il va l'être, ne pouvant plus bénéficier pour son trajet de retour du secret qui avait été soigneusement gardé sur le moment de son départ et sur le point d'origine de sa traversée d'aller? Et puis il faudrait encore qu'il tombât exactement sur un navire isolé appartenant aux Alliés et qu'il valût la peine de détruire, au risque de se compromettre soi-même. On ne peut demander de faire une croisière régulière, fût-ce seulement de quelques heures, à un sous-marin qui traverse l'Atlantique et qui n'aura jamais trop de combustible dans ses caisses.

Mais alors, quel est le but du voyage du grand submersible? Croirons-nous, vraiment, qu'il est venu faire du commerce à Baltimore? *Faire du commerce*, dans le sens utilitaire que l'on donne d'ordinaire à ce terme, évidemment non encore. On a prouvé sans contestation possible, — et ce n'était pas difficile! — que le *rendement économique* d'un sous-marin serait, dans les conditions actuelles d'établissement et de fonctionnement de ce genre de véhicule, tout simplement déplorable. Mais s'il ne peut être question de véritables transactions commerciales impliquant le transport de marchandises de toutes catégories, il est parfaitement admissible que le gouvernement allemand, — qui est certainement en rapports étroits avec la Compagnie de construction de Brême, — ait chargé le *Deutschland* de rapporter, en échange de ses substances tinctoriales et peut-être de ses titres financiers, des matières relativement précieuses, en tout cas indispensables à ses industries de guerre et qui commencent à lui faire défaut. On a parlé, à ce sujet, de nickel et

de caoutchouc. Il a été question aussi de vanadium et autres métaux rares. En ce qui touche le caoutchouc, qui est d'ailleurs assez encombrant (1), il semble que nos adversaires en aient encore, ne serait-ce que grâce à des procédés de revivification. Mais peu importe. Il ne manque point en Amérique de matières brutes ou demi-ouvrées, et d'objets confectionnés que l'Allemagne recevrait avec reconnaissance. Sans aller plus loin, que ne parle-t-on des poudres vives, des succédanés de la mélinite ou seulement de la poudre B? Pour une puissance engagée dans un tel conflit et à qui le coton n'arrive plus en suffisance, il ne serait certainement pas indifférent de recevoir, par quinzaine, 200 ou 300 tonnes de cellulose nitrée, toute prête à être employée, ou de trinitrotoluène, chargement ordinaire, affirme-t-on, de ses obus de grosses pièces, en tout cas de ses mines sous-marines et de ses torpilles.

Mais ceci nous conduit à essayer d'évaluer la capacité de transport du sous-marin allemand « commercial. »

Essayer, dis-je, car il est bien difficile d'arriver à des précisions sérieuses sur ce sujet, du moins avec les renseignemens fournis par la presse. Celle d'Amérique varie dans ses appréciations du simple au double et donne au *Deutschland* aussi facilement 1 000 que 2 000 tonnes de déplacement total. J'avoue que je penchais d'abord pour le premier de ces chiffres, au moins en ce qui touche le déplacement en surface, qu'il convient de majorer de 25 pour 100 environ, si l'on veut avoir le déplacement en plongée. Mais un examen plus approfondi de la question et l'avis de certains techniciens m'inclinent maintenant un peu plus vers le second.

C'est d'abord qu'en dépit de la confiance qu'on peut mettre dans les ravitaillemens, — autorisés ou clandestins, — en cours de route, il vaut toujours infiniment mieux se suffire à soi-même ou au moins réduire au minimum, à une seule escale, par exemple, le nombre des interventions étrangères. Car enfin, les Alliés veillent. Leurs croiseurs, leurs *destroyers*, leurs appareils aériens ouvrent toujours de bons yeux. Avec cela, ils commencent à avoir partout leur police, leur contre-espionnage, leurs agences de renseignemens, et toutes les fois que l'on

(1) On affirme en ce moment que le chargement de caoutchouc a été mis « en vrac » dans les compartimens extérieurs de « water ballast. » L'eau qu'on introduira dans ces compartimens n'altèrera pas la précieuse gomme.

touche terre, on risque fort d'être dénoncé au groupe de croisière le plus proche. A cet égard, les ravitaillemens en pleine mer valent mieux. Mais ils ne sont pas toujours aisés. L'Atlantique Nord est peu clément aux navires de faibles dimensions. Et puis on est vu, on est remarqué, et la T. S. F. joue aussitôt, si l'on reste accosté quelque temps à un *cargo-boat*. Les routes de cette mer si fréquentée sont un peu comme celles de terre. On s'y rencontre, on s'y salue et on échange des propos, ne fût-ce que sur la longitude et la latitude.

Qu'on ne pense pas, d'ailleurs, qu'un sous-marin, justement parce que sous-marin, puisse passer inaperçu beaucoup plus qu'un autre bâtiment. Je surprendrai peut-être les personnes qui ne connaissent pas la marine nouvelle, en leur donnant la définition usuelle et un peu ironique du sous-marin : « c'est un bâtiment qui navigue en surface. » On n'ajoute pas, chez nous, mais tout le monde le sait, que ce bâtiment combat en plongée et qu'au demeurant, il plonge toutes les fois qu'il se voit ou se sent poursuivi, toutes les fois aussi qu'il traverse des parages hostiles, toutes les fois même que, le long d'une côte, de simples pêcheurs le peuvent apercevoir.

Quoi qu'il en soit, au large, dans les vastes espaces de l'Atlantique, un *Deutschland* se tiendra toujours en surface, même après avoir rechargé ses accumulateurs au moyen de sa dynamo actionnée par le moteur à combustion interne et avoir ainsi recouvré ses facultés de marche en plongée. En user autrement et naviguer en plongée sans raison péremptoire, ce serait diminuer à plaisir, dans des proportions considérables, le rendement de la provision de force motrice, c'est-à-dire le rendement du combustible liquide emmagasiné à bord, puisque, je le répète, c'est au moyen de celui-ci que l'on revivifie les accumulateurs d'électricité, que cette transformation d'énergie cause déjà une perte sensible et qu'en dernière analyse la propulsion en plongée est évidemment beaucoup plus coûteuse que la propulsion en surface, à vitesses égales (1).

Tant il y a qu'un accroissement marqué du poids du combustible emmagasiné est d'autant plus désirable pour un sous-marin qu'il ne s'agit pas seulement pour lui d'augmenter son rayon d'action, mais surtout de se donner de plus grandes

(1) On peut admettre la proportion de 3 à 1, *grosso modo*.

garanties de sécurité. Il n'y a que la plongée qui sauve...

S'il en est bien ainsi, comme on n'en peut douter, et que d'ailleurs il soit très désirable, pour un véhicule de transport, de diminuer le poids total de l'appareil moteur, sans rien sacrifier du rayon d'action en surface et en plongée, ne se pourrait-il pas que les Allemands eussent substitué un type de moteur relativement léger à celui dont je viens de parler tout à l'heure, qui est bien le type courant dans la navigation sous-marine et qui présente beaucoup d'avantages, mais auquel on reproche avec raison sa complication et le poids considérable des accumulateurs nécessaires pour la marche sous l'eau?

Quelques techniciens croient que le *Deutschland* est mû par une machine qui ne comporte qu'une seule source d'énergie, celle que fournit une chaudière à pétrole que l'on chauffe à la manière ordinaire dans la marche en surface et qui, emmagasinant pendant cette période, grâce à d'ingénieux artifices, une quantité considérable de calories, les restitue pour la propulsion pendant la période de plongée.

C'est d'ailleurs encore une idée française et qui a été appliquée en France. Malheureusement, certaines « questions à côté » ont fait abandonner trop tôt des expériences qui ont été reprises en Allemagne au grand chantier de *Germania*, à Kiel, succursale de l'usine Krupp. Et il existe maintenant, là-bas, une chaudière d'E... — Krupp, très proche cousine de celle qu'inventa, ici, l'ingénieur M...

N'insistons pas. Aussi bien les données que nous avons sur le *Deutschland* et sur la série qui doit le suivre sont encore trop incomplètes, trop imprécises pour conclure à autre chose qu'à la préoccupation bien certaine des Allemands d'arriver à augmenter dans la plus forte proportion possible le « disponible » de leur nouveau submersible en tonnage utilisable pour des cargaisons de nature spéciale. Je pousserai même jusqu'à croire qu'ils n'ont pas donné à ce bâtiment une vitessse maxima en surface dépassant quatorze ou quinze nœuds, la vitesse en plongée n'allant pas au delà de huit ou neuf. On avait parlé de 20 nœuds en surface. C'est beaucoup. Appliquée à une coque de 1 500 tonnes seulement, cette vitesse exigerait le développement d'une puissance de 6000 à 7000 chevaux représentant un poids de 250 tonnes, au moins, quelque remarquable que pût être le rendement du moteur employé.

En somme, en tenant compte de tous les élémens évaluables avec une certaine approximation, on arrive à cette conclusion que le *Deutschland*, s'il pèse en tout 2000 tonnes, peut en consacrer 700, au moins, à son chargement. Répétons-le, si nos adversaires réussissaient à organiser un service régulier — bi-mensuel, par exemple — de transport entre l'Amérique et l'Allemagne avec des bâtimens de ce type, ils auraient résolu un problème fort intéressant au point de vue de leurs industries de guerre et de leur armement.

Oui, mais un service régulier! Comment y songer quand on n'est même pas assuré que le *Deutschland*, — qui laisse, au moment où j'écris, les bords de la Chesapeake, — atteindra jamais ceux de la Weser ou de l'Elbe! Et s'il y arrive, à quelle époque sera-ce? Il a mis vingt-sept jours à faire son voyage d'aller, quand l'attention n'était pas encore attirée sur lui et que nul croiseur ne pensait à le rechercher.

Mais aujourd'hui!... On a vu de quelles précautions le capitaine Kœnig s'entoure pour franchir même les eaux territoriales américaines où, déjà, il aperçoit des mines, des filets, des pièges de tout genre. Et ceci m'entraînerait, si je pouvais penser à entreprendre une telle étude, à exposer les moyens d'action des marins alliés contre les submersibles, en général, et contre le *Deutschland* en particulier. Il n'y faut pas songer. Je rappellerai seulement deux faits qui peuvent servir de base à l'établissement de mesures rationnelles pour la capture des bâtimens de ce type. Le premier, c'est que leur rayon d'action en plongée est, comme je le disais tout à l'heure, nécessairement réduit, malgré tous les progrès que l'on a pu faire en ce qui touche le poids des moteurs et celui de l'approvisionnement de combustible qui leur est réservé. Si ce rayon d'action ou, qu'on remarque bien ceci, l'*intervalle qui sépare deux émersions consécutives* est à peu près connu, on sent quel parti peuvent tirer de ce renseignement des chasseurs avisés, pourvu qu'ils soient assez nombreux pour battre l'estrade sur les divers secteurs de cercles ayant pour centre commun le point bien constaté où s'est produite la dernière plongée.

Le second fait est que ces très grands submersibles, — j'ai eu déjà l'occasion de le dire ici même, — ne peuvent prendre leur plongée et naviguer avec quelque sécurité dans cette situation que par des fonds assez élevés. Il leur faut « de l'eau sous

la quille, » d'abord parce que leur hauteur même ne laisse pas d'être considérable, relativement, ensuite parce que, en raison de leur longueur, la moindre inclinaison accidentelle peut les conduire à « raguer » fort dangereusement le fond de la mer (1). Alors qu'un petit sous-marin navigue assez facilement par 10 mètres de fond, il en faut au moins 20 pour un submersible de 1 500 à 2 000 tonnes. Or la limite des fonds de 20 mètres est assez éloignée du cordon littoral des dunes de la Frise orientale pour que des destroyers ou des croiseurs légers puissent y aller attendre un *Deutschland* sans risquer grand'chose, soit au point de vue des canons de côte, soit au point de vue des mines. Ce *Deutschland*, qui aura navigué en plongée pendant presque tout son parcours dans la mer du Nord, à partir du parallèle du Firth of Forth, du moins, sera donc forcé d'émerger un peu avant de se trouver dans la zone de protection de la défense fixe allemande.

« Peut-être, me dira-t-on ; mais il y a la défense mobile. Ce précieux submersible, si attendu, sera *recueilli* et protégé au moment de son émersion par les flottilles de *Hochsee torpedoboote*... Soit! Mais alors il y aura bataille, et cela ne saurait nous déplaire, d'autant mieux que, dans le conflit, le submersible émergé recevrait probablement des coups fâcheux.

Je m'arrête là. Le sujet est de ceux qui, si on se laissait entraîner, fournirait la matière d'une forte brochure. Je ne ferai plus qu'une observation et, celle-ci, de portée générale.

Le *Deutschland*, accueilli d'abord, de l'autre côté de l'Atlantique, avec une stupeur peu bienveillante, — car enfin, il était aisé de sentir la menace de cette apparition soudaine de la « puissance allemande » au cœur de la Grande République, si peu préparée à la guerre ; — le *Deutschland*, dis-je, a fini par être l'objet des manifestations répétées, bruyantes, tendancieuses, évidemment, grâce aux menées des pro-germains, d'une curiosité plutôt sympathique. Que les Américains du Nord, avec leur mentalité anglo-saxonne, fussent surtout frappés de la valeur de *l'effort sportif*, si l'on peut ainsi dire, accompli dans une traversée si chanceuse, à tous égards, nul doute pour qui les connaît. Il n'en reste pas moins que l'empereur allemand, a atteint l'un des buts qu'il se proposait. Il a su frapper des

(1) Ce danger, toutefois, est atténué, si les hélices sont dans l'axe médian, ou à peu près, comme celles des torpilles automobiles.

imaginations qui commençaient à se montrer rebelles à l'admiration du *Deutschthum*.

Il ne compte pas s'en tenir là, sans doute, et déjà il fait annoncer un prochain voyage de Zeppelin au delà de l'Atlantique. N'en discutons pas encore la possibilité. Ce ne serait, après tout, que l'affaire d'une « bonne série de vents d'Est, » pour prendre les choses au seul point de vue de la marine d'autrefois. Ce que je veux dire, c'est que, du côté des Alliés, on néglige peut-être un peu trop certains moyens d'action sur les neutres qui ne sont pas inutiles autant que nous le persuade notre belle foi dans la justice de notre cause et dans le succès final de nos armes. Est-il donc impossible, pour ne parler que des sous-marins, de faire exécuter par l'un des nôtres, ou plutôt par un groupe des nôtres, non pas une opération purement sportive ou dont l'utilité militaire n'apparaît pas immédiatement, mais une véritable action de guerre d'une haute importance en même temps qu'un exploit sensationnel? Certes, si nous le voulions bien, et avec persévérance, et avec cette belle ingéniosité que ne nous a pas fait perdre le souci des opérations quotidiennes d'une guerre navale plus difficile, plus ingrate que brillante, certes! nous le pourrions...

De ces exploits où l'imagination se complaît volontiers, il en est un que nous avons essayé déjà de réaliser, mais auquel nous avons dû renoncer, desservis que nous étions par un certain nombre de circonstances défavorables, en particulier par quelques détails extérieurs de la construction de nos bâtimens de plongée : c'est la pénétration dans les rades défendues où se tiennent, jusqu'ici fort tranquilles, les escadres ennemies.

Je me garderai de rien dire sur les moyens d'obtenir ce résultat, mais on me permettra bien d'affirmer que ce résultat peut être atteint. Les difficultés à vaincre sont de l'ordre de celles dont l'étroite et intelligente collaboration du marin et de l'ingénieur doit venir à bout. Le jour où les « manchettes » des journaux de Baltimore porteraient en grosses lettres la nouvelle du torpillage des cuirassés allemands par des sous-marins alliés entrés, malgré tous les obstacles, dans la Jade ou dans l'Elbe, l'*exploit* du *Deutschland* serait assurément bien oublié.

Contre-Amiral Degouy.

LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

JUGÉE

PAR LES ÉTRANGERS

II [1]

PENDANT LA GUERRE

Ne nous lassons pas d'interroger sur nous-mêmes les étrangers, surtout les neutres. Dans la grande crise que nous traversons, que pensent de nous ceux qui nous ont vus vivre?

I

Adressons-nous d'abord à la Suisse. La Suisse est admirablement placée pour avoir sur les belligérans une opinion précise et raisonnée. Véritable carrefour des nations, partagée entre diverses langues, diverses races et diverses influences, limitée et comme cernée par la France, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, elle connaît bien tous ses voisins, qu'elle a pratiqués et étudiés de longue date. Très jalouse, et à juste titre, de son indépendance non seulement politique, mais intellectuelle et morale, d'autant plus jalouse peut-être qu'elle est un plus petit État, et qu'elle a plus à se défendre contre certaines « infiltrations » étrangères, elle offre, par sa situation même, par ses traditions aussi, des garanties d'équité et d'impartialité qui rendent son témoignage particulièrement précieux pour les

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai

observateurs sans parti pris. Ajoutons à cela qu'elle a su se tenir à l'écart, mais non pas « au-dessus de la mêlée. » Si la Suisse officielle s'est prudemment abstenue de certaines manifestations et de certaines paroles qui auraient eu leur élégance morale et leur noblesse (1), si elle s'est enveloppée dans une neutralité un peu pharisaïque et vite intimidée devant les exigences de la brutalité allemande, il faudrait être un peu naïf pour s'en étonner et pour s'en plaindre : les hommes sont les hommes, et la force a toujours un grand prestige auprès des faibles ; la France avait eu d'ailleurs le très grand tort de s'être fait battre en 1870, et ce sont là de ces fautes que l'on met du temps à oublier, et à pardonner ; de plus, chacun sait qu'aucun pays, avant la guerre, n'avait peut-être plus fortement que la Suisse subi l'empreinte germanique, — si ce n'est la Belgique ; et enfin, on ne saurait en vouloir à la petite Confédération suisse de ne pas s'être montrée plus héroïque que la grande Confédération américaine. On doit même lui en vouloir d'autant moins que le gouvernement fédéral a fait, au total, tout ce qui était en son pouvoir pour humaniser la guerre qui faisait rage à ses frontières, pour en atténuer les effets et pour en soulager les misères, et que le peuple suisse, dans son ensemble, a su exprimer très librement, et parfois non sans mérite, ses indignations et ses sympathies morales, et qu'il a déployé, pour remédier aux maux, — ou aux crimes, — des belligérans un véritable génie d'organisation humanitaire, de dévouement et de charité. L'Allemagne victorieuse n'aurait, suivant sa coutume, apprécié que faiblement ces services, si même elle ne les eût point payés d'une annexion, au moins économique. La France victorieuse, et ses fidèles alliés, sauront s'en souvenir.

Pour toutes ces raisons, l'opinion suisse sur la France en guerre est de celles qu'on ne saurait négliger. Et dès maintenant on peut signaler aux historiens de l'avenir plusieurs volumes où ils pourront puiser à pleines mains des informations précises et des impressions clairvoyantes.

Un certain nombre des pages qui les composent ont d'abord paru dans les deux plus importans journaux de la Suisse fran-

(1) N'oublions pas d'ailleurs que le Parlement suisse est le seul de tous les Parlemens d'États neutres qui, par la bouche de son doyen d'âge, M. Henri Fazy, président du Conseil d'État du canton de Genève, ait fait entendre une protestation contre la violation de la neutralité belge.

çaise, le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne*. Ces deux journaux, dont l'honorabilité et le désintéressement sont au-dessus de tout soupçon, car ils ne nous ont pas toujours été favorables, — et sans être au courant des tentatives de corruption germanique, j'imagine qu'on eût donné cher en Allemagne pour acheter leur complicité ou leur silence, — ces deux journaux ont, dès le début de la guerre, vu très nettement où tendaient les ambitions tudesques, et, sans se départir d'une rigoureuse impartialité, ils ont défendu avec un courage, une indépendance, une élévation de pensée qui leur font le plus grand honneur la cause des libertés européennes et de la moralité internationale. Le directeur du *Journal de Genève*, M. Georges Wagnière, a prêché d'exemple. Il a fait un premier voyage en France au mois d'octobre 1914 ; le mois suivant, en compagnie de divers correspondans de journaux étrangers, il a pu visiter les principales parties du front français ; il a consigné ses observations et ses souvenirs dans une série de « lettres » qui forment un très intéressant recueil intitulé : *1914 : Près de la Guerre* (1). Un rédacteur de la *Gazette de Lausanne*, M. F. Chavannes, a réuni en les complétant dans un volume les *Lettres de France* qu'il adressait à son journal aux mois d'octobre et de novembre 1914, c'est-à-dire au moment même où M. Wagnière voyageait, observait et écrivait de son côté (2). Comme pour faire suite à ces « dépositions » de deux témoins oculaires, un dramaturge, chroniqueur et romancier suisse, M. Benjamin Vallotton, est venu en France et y a séjourné aux mois de décembre 1914 et janvier 1915 ; et les lettres que ce « sergent suisse » écrivait pour la *Gazette de Lausanne* composent aujourd'hui, grâce à l'initiative du directeur du journal, M. Ed. Secrétan, un très vivant petit livre, qui s'intitule : *A travers la France en guerre* (3). Enfin une femme de grand

(1) Georges Wagnière, *1914 : Près de la Guerre*, 1 vol. in-16 ; Genève, A. Jullien.

(2) F. Chavannes, *Lettres de France écrites à la « Gazette de Lausanne »*, 1 vol. in-8 ; Lausanne, Constant Tarin, et Paris, Georges Crès.

(3) Benjamin Vallotton, *A travers la France en guerre, Souvenirs d'Alsace*, lettres d'un sergent suisse extraites de la *Gazette de Lausanne* (se vend au bénéfice de la Croix Rouge suisse et française), 1 vol. in-8 ; Paris, Fischbacher, 1915. — M. Vallotton a publié récemment sous ce titre : *Ce qu'en pense Potterat* (1 vol. in-16, Paris, Payot), un fort intéressant roman dont M. André Beaunier a rendu compte dans la *Revue* du 1er mars. — Et l'on peut compléter ses *Souvenirs d'Alsace* par la brochure de M. Ed. Bauty, rédacteur en chef de la *Tribune de Genève, En Alsace reconquise, Impressions de front, 1915*, in-8° ; Berger-Levrault.

talent et de noble cœur, le plus remarquable écrivain d'imagination, à mon gré, de la Suisse romande, Mme Noëlle Roger, a publié ces derniers mois une série d'émouvans *Carnets d'une infirmière*, notes prises du mois de septembre 1914 au mois d'août 1915 au chevet de nos soldats blessés (1). Car, en dépit d'une ingénieuse et trop modeste fiction qui voudrait égarer notre gratitude, c'est bien l'auteur de *Docteur Germaine* et du *Feu sur la Montagne*, et non pas une soi-disant « amie infirmière, » qui a rédigé ces notes d'hôpital, « recueilli ces bribes de vie héroïque. » Venue à plusieurs reprises en France au cours de la première année de guerre, non point en « écrivain, » mais en « infirmière, » pour soigner, consoler, guérir, bref, pour se dévouer et pour « servir, » Mme Noëlle Roger a assisté à de si touchans et si nobles spectacles, qu'elle a cru n'avoir point « le droit de laisser perdre ces choses. » Et elle nous a livré son « témoignage. » Et comme les bonnes actions sont parfois récompensées, même en ce monde, elle se trouve, presque sans l'avoir voulu, avoir ainsi composé le meilleur de ses livres, et celui auquel nous pouvons souhaiter la plus large diffusion.

On le voit, ces diverses publications se complètent les unes les autres. Elles forment, par leur réunion, un tableau d'ensemble très spontané et très sincère, très varié aussi et très vivant, de notre pays pendant la grande guerre. Il n'y a qu'à les lire, à rapprocher les uns des autres les innombrables « petits faits vrais » qu'elles renferment, pour voir s'ordonner et se composer sous nos yeux, dessinée par des mains étrangères, l'image morale de la France d'aujourd'hui.

*
* *

Chez un peuple en guerre, ce qui importe assurément, c'est le « moral » de l'armée. Mais quand l'armée n'est pas une simple armée de métier, quand l'armée, comme chez nous aujourd'hui,

(1) Noëlle Roger, *les Carnets d'une infirmière* (*Soldats blessés*, — *Silhouettes d'hôpital*, — *Figures de héros*, — *Héroïques femmes de France*, — *Entre camarades*), 6 fascic. in-8; Paris, Attinger, 1915. — Les *Carnets* ont été traduits en allemand.

Mme Noëlle Roger vient de faire paraître à la librairie Perrin, sous le titre *le Cortège des victimes : Rapatriés d'Allemagne*, un volume bien émouvant sur le passage des évacués à travers la Suisse, et elle a publié, il y a quelques mois, un remarquable roman, *le Feu sur la montagne*, qui pose avec beaucoup de force un curieux cas de conscience auquel les scènes et les souvenirs de la mobilisation suisse servent à la fois de cause occasionnelle et de cadre (Attinger, éditeur).

c'est toute la nation, il se fait de l'arrière au front une circulation ininterrompue, un échange perpétuel de sentimens, d'idées et de préoccupations par où s'effacent, ou tout au moins s'atténuent les divergences que, parfois, l'on a pu constater entre la population civile et les soldats. L'état d'esprit qui règne dans l'armée, c'est en somme, avec les nuances que comporte la vie de discipline et d'action, celui qui domine chez ceux qui sont restés au foyer, et pour bien comprendre l'un, il n'est pas mauvais d'observer l'autre.

Les journalistes suisses que nous étudions, comme il était naturel, ne se sont pas attardés dans la France de l'arrière ; c'est le front surtout qui les attirait, les villages bombardés, les champs de bataille encore fumans; bref, ce qu'ils venaient chercher et recueillir, c'étaient, par-dessus tout, des « visions de guerre. » Pourtant, ils ont tous, plus ou moins rapidement, traversé Paris, et même la province. L'un a poussé jusqu'à Bordeaux, et jusqu'à la Méditerranée. Et ils notent sobrement, simplement ce qu'ils voient : scènes de mobilisation, comme nous en avons tant vu, départs de convois militaires, trains de blessés ou de malades. Çà et là des notations plus rares, et qui méritent d'être relevées. Voici, dans une petite gare du Midi, « un vieux à barbiche Napoléon III qui s'est fait amener dans un fauteuil roulant, et qui regarde les vengeurs de 70. » A Avignon, s'exerce un régiment étranger. Espagnols, Suédois, Polonais, Turcs, Italiens, Grecs, toutes les nationalités, sauf l'allemande, y sont représentées. Pour la plupart ouvriers ou employés qui étaient en France au moment de la déclaration de guerre, ils se sont engagés pour nous prouver leur sympathie et nous payer leur dette d'hospitalité. D'autres sont venus de bien loin, de Smyrne, de Beyrouth. Ils sont contens de servir, contens du sergent qui les exerce. Au repos, ils se groupent librement entre eux. Et M. Chavannes admire beaucoup cette liberté dans la règle qui lui paraît caractériser l'art français, le génie français héritier du génie romain, et qui fait non seulement les beaux palais et les beaux tableaux, mais aussi les belles armées et les vastes empires. Et il admire non moins vivement cette « attraction que la France exerce dans le monde, » « ce vaste empire colonial presque dégarni en ce moment et où personne ne bouge, d'où viennent au contraire tant de troupes, brunes ou noires. » En un mot, il a eu là la

claire révélation de la discipline et de la sympathie françaises.

Deux traits entre tous semblent avoir frappé ces divers témoins de notre France. Le premier est « une sorte de camaraderie générale, » une familiarité, une chaleur de fraternité qui rapproche les gens de toutes les classes dans « la communauté d'un immense intérêt. » La grande famille française a pris d'elle-même une conscience qu'elle ne perdra plus; jamais le sentiment de la patrie commune n'a été chez nous plus fort et plus vivace que depuis dix-huit mois, et le cas, — qui n'est point isolé, — d'un homme comme M. Gustave Hervé est, à cet égard, singulièrement significatif. Chacun sent, par toutes les fibres de son être, qu'il est une infime partie d'un tout, qu'il y a quelque chose qui le dépasse, et à quoi il a le devoir de sacrifier, s'il le faut, sa personne éphémère; et cette idée, ce sentiment, presque cette sensation a fait régner dans le pays qui passait pour le plus divisé de l'Europe une « union sacrée » sans précédent, et dont les heureux effets, selon toute vraisemblance, survivront même à la guerre. — Un autre trait, c'est l'esprit de décision que l'on constate partout, à tous les degrés de l'échelle sociale, et qui « bien loin de faiblir, augmente de jour en jour. » « Personne en France ne voulait la guerre (1). » On l'a accueillie avec gravité, mais avec « un grand serrement de cœur, un universel regret. » « Soit que les instincts belliqueux de la race lentement se réveillent, soit que le sentiment de la menace se fasse plus fortement sentir, bien loin qu'on voie les marques de quelque lassitude, la passion guerrière va croissant. Le caractère même que l'Allemagne imprime à cette guerre, — et on en pensera ce qu'on voudra, *mais on ne saurait le nier après tant de faits qui vont tous dans le même sens,* — ce caractère de violence, d'extermination, comme s'ils voulaient faire la place nette pour y mettre autre chose, d'autres gens, d'autres villes, d'autres cathédrales, « plus grandes et plus belles, » ce

(1) Que la France n'ait pas voulu la guerre, c'est une vérité qui est aujourd'hui admise, non seulement chez les neutres, mais même en Allemagne, tout au moins parmi les esprits un peu cultivés et informés. A ceux qui hésiteraient encore, on peut dédier un mot, — dont je puis garantir l'absolue authenticité, si je n'en puis révéler ou trahir la source, — de l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Schœn en personne. C'était au moment de son départ de Paris. On lui parlait du tragique conflit qui venait d'éclater. « Personne, dit-il, ne m'empêchera de dire la vérité. Et la vérité, c'est que le gouvernement français non seulement a fait tout le possible pour éviter la guerre, mais qu'il a même fait l'impossible. »

caractère même a exalté en France le sens de la guerre. De la guerre de défense, mais aussi de la guerre implacable et sans faiblesse. » C'est M. Chavannes qui parle ainsi. Mais M. Secrétan, dans la préface qu'il a écrite pour le livre de M. Vallotton, dit exactement la même chose, au nom de tous ses compatriotes qu'il a interrogés : « J'ai rencontré un grand nombre de Suisses qui avaient parcouru ou visité la France depuis le mois d'août 1914... *Tous, sans exception*, m'ont dit leur admiration et leur respect devant le calme, la fermeté, j'ose dire la sérénité des Français, autorités et peuple... *Ce peuple est là qui attend, avec une patience que rien ne lasse et une confiance que le temps grandit, l'heure où sonnera la délivrance.* Il sait qu'elle ne sera obtenue qu'au prix de sanglans et cruels sacrifices. Il est prêt à tout. Il veut venger l'outrage. Il veut la victoire. Il sait qu'il l'aura. » Nous autres, Français, nous savons bien que ces lignes, écrites en février 1915, sont au moins aussi vraies aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a plus d'un an ; mais nous sommes heureux que des étrangers, — et des neutres, — nous rendent ce libre témoignage.

Suivons-les à Paris. Pendant la paix, il est probable, — ils le laissent parfois entendre, — que, tout en subissant son charme, ils ont dû, à l'instar de tant d'autres, penser et dire un peu de mal de la grande ville brillante et bruyante où le luxe et le plaisir éclaboussent si souvent le labeur modeste et le recueillement de la pensée. Ils ne reconnaissent plus leur étourdissant et gai Paris d'autrefois. « Paris, écrit M. Wagnière, est une ville grave et austère, où toute vie de plaisir est suspendue : plus de théâtres, plus de concerts, plus d'autres spectacles que les cinématographes où l'on représente des scènes militaires. Les restaurans et cafés sont fermés à neuf heures et demie. Et le soir, les grands boulevards, qui gardent pendant le jour l'animation réduite des temps de vacances, sont silencieux et abandonnés. » M. Chavannes nous donne la vraie raison de cette gravité nouvelle. Ce qu'on appelait jadis « le vrai Paris » n'était pas du tout le vrai Paris : c'était un Paris factice, artificiel, non français, un Paris cosmopolite, pour tout dire. Et la grande tempête a emporté tout cela. Disparu, tout ce clinquant, ces excentricités, ce luxe tapageur, cette agitation malsaine. « Disparus, les faux Américains et les pseudo-Anglaises de Munich, ou de Vienne... Et à la place, le vrai

Paris, que masquait et fardait le faux Paris, un peuple presque toujours élégant et joli, toujours modeste d'allures. Un peuple tranquille, laborieux, honnête, un peu badaud, modeste (ce mot revient toujours), modeste dans son air, dans sa tenue, un peuple charmant. » Et un peuple qui a le respect et le culte de ses morts, et qui sait être généreux, — M. Vallotton note qu'au cimetière de Pantin « les tombes allemandes sont aussi fleuries, et que rien ne les distingue des tombes voisines, » — et qui surtout sait être brave. M. Chavannes nous conte le joli trait que voici. Au moment où des avions allemands jetaient des bombes sur Paris, et où l'on s'attendait à un bombardement et à un siège, une dame charitable avait été chargée par une de ses riches amies de province de lui envoyer cinq familles pauvres ; tous les frais étaient payés ; elle n'en put trouver une seule ; une femme lui répondit : « J'aime mieux rester ; mon mari est à l'armée ; j'aime mieux avoir aussi ma part de danger. » Et ce peuple parisien qui n'a pas voulu quitter Paris est enchanté d'y être resté. « Il est à l'aise à présent, il est de bonne humeur, *heureux d'être enfin seul chez lui.* »

« Chez lui : » il faut donner au mot toute sa vigoureuse précision. Cette bravoure calme et modeste du peuple de Paris, elle a pour cadre naturel et nécessaire ces monumens, ces places, ces avenues dont la discrète beauté révèle un sens si exquis de la mesure, et qui, avec tant d'aisance, atteignent à la grandeur, non point par de « colossales » virtuosités, mais par la fine justesse des proportions et la simplicité de l'ordonnance. Entre les âmes et les pierres il y a comme une secrète et subtile harmonie. « On se tromperait, — dit excellemment M. Chavannes, — si l'on se figurait cet esprit héroïque très violent de ton, d'un lyrisme très monté. Ce ne serait pas français. Ce qui est français (regardez les vieux tableaux, les vieilles images religieuses d'Épinal, songez aux classiques), *c'est la tranquillité dans le tragique, presque l'immobilité, c'est la raison dans l'héroïsme...* Alors, dans la disparition de tout ce qui était factice et étranger, dans l'héroïsme simple du moment, cette grandeur du visage de Paris, épurée et ennoblie, s'élève jusqu'au solennel et au sublime, et une émotion vous saisit devant elle *comme devant une belle tragédie.* »

Oui, c'est bien là l'âme et le visage du Paris de la guerre, et jamais, je crois, nous n'avons été mieux compris.

*
* *

Rapprochons-nous de la ligne de feu. Ne nous attardons pas trop avec nos guides sur les champs de bataille où, hier, s'est déroulée la plus formidable action de l'histoire. Les impressions qu'ils en ont rapportées, ce sont celles que nous en rapportons tous, quand nous allons, même longtemps après, en pèlerinage à ces lieux sacrés où le plus noble sang français a coulé pour le salut de la France et du monde. A les visiter aujourd'hui, comme l'on comprend que la bataille qui s'est engagée là, dans ces plaines aimables, parmi ces coteaux modérés, au sein de ce clair paysage français, *devait* être la rencontre décisive de cette guerre inexpiable! En avait-il conscience, le généralissime qui, d'un geste, arrêtait là l'épuisante retraite de ses soldats et les lançait sus à l'ennemi? Se disait-il que, semblables au géant de la fable, ils reprendraient force et courage au contact de la terre maternelle, et qu'une sorte de *genius loci* allait désormais veiller sur eux et soutenir leur élan? Comme on voudrait connaître les pensées qui agitaient alors son âme, et les émotions, les alternatives de crainte et d'espérance par lesquelles il dut passer! Comme on voudrait le revoir des yeux du corps et le suivre par l'esprit dans ces journées suprêmes!... Il semble bien que personne, sur le moment, n'ait vu toute l'importance et toute l'étendue de la victoire française. Comme tous les grands événemens de l'histoire, elle n'a pris son véritable sens et sa portée symbolique que peu à peu, avec le temps, en venant d'elle-même se ranger dans la perspective historique. Mais cette confiance presque mystique dans la victoire finale que nous avons tous, et qui étonne et confond un peu l'étranger, c'est de la victoire de la Marne qu'elle date. Le jour où la redoutable infanterie de l'armée d'Allemagne a reculé devant les armes françaises, ce n'est pas seulement une puissante armée allemande, c'est l'Allemagne elle-même qui, sur un champ de bataille *français*, a été vaincue par la France.

De ce gigantesque effort, de cette lutte véritablement épique, les souvenirs matériels commencent à devenir rares. Des villages bombardés, des maisons incendiées et pillées, des églises détruites, — je ne sais guère de plus douloureuse vision que les ruines lamentables de la pauvre église de Barcy, — et,

çà et là, dans les champs, des tombes que surmonte une modeste croix, et où flotte un drapeau, voilà tout ce qui reste aujourd'hui de cette mêlée effroyable. A l'époque où MM. Wagnière, Vallotton et Chavannes ont visité ces champs de carnage, les vestiges de la terrible bataille étaient plus nombreux et plus parlans, et ils ont pu les noter à l'usage de leurs lecteurs. Mais si les traces visibles de la grande tourmente sont destinées à promptement disparaître, les souvenirs moraux subsistent. Les trois écrivains suisses en ont recueilli d'une authenticité indiscutable, et qui tous confirment ce que nous ont appris les enquêtes officielles sur les « atrocités » de la guerre allemande. Leur témoignage, peu suspect, est bon à relever. « Je n'ai aucun parti pris, — écrit M. Wagnière, — aucune haine, aucune antipathie à l'égard des Allemands... Je compte parmi eux de bons amis, si hospitaliers et fidèles. J'aime leurs écrivains, leurs grandes villes si vivantes, leurs belles cathédrales où l'on fait de si admirable musique. *Ce que je vois, ce que j'entends n'en est pour moi que plus pénible.* Ils ont voulu mener la guerre durement, sans pitié. Et ce mot d'ordre des chefs (1) a suffi pour déchaîner chez certains de leurs hommes les pires instincts et produire d'horribles violences... Sur ces ruines, pour longtemps encore, la paix et l'amitié ne pourront pas fleurir. Il n'y aura place que pour le soupçon, la rancune et la haine. Le haut commandement de Berlin a pensé qu'il amènerait plus vite la France à merci par la terreur. *C'est le contraire qui se produit.* » Ces déclarations, si impartiales et si mesurées, et d'autant plus probantes, d'un honnête homme font plaisir à entendre.

Le terrorisme allemand a si peu affecté la résolution française que ni nos habitudes, ni notre caractère n'en ont été modifiés. L'invasion à peine repoussée, en pleine zone de guerre, la vie a repris son cours normal. M. Wagnière, qui a parcouru les environs de Reims en octobre 1914, s'émerveille

(1) Non seulement des chefs, mais de l'Empereur lui-même. Voyez, dans l'*Amende honorable* de l'Espagnol Francisco Melgar (Paris, Bloud et Gay, 1916), le texte de la lettre confidentielle de Guillaume II à François-Joseph : « *Mon âme se déchire*, — disait le document, — mais il faut absolument tout mener à feu et à sang, égorger hommes et femmes, enfans et vieillards, ne laisser debout ni un arbre, ni une maison. Avec ces procédés de terreur, les seuls capables de frapper un peuple aussi dégénéré que le peuple français, la guerre finira avant deux mois... »

d'un spectacle auquel il ne s'attendait guère : « C'est le vignoble le plus célèbre du monde. Et malgré la guerre on n'en laissera pas perdre la récolte. Des vendangeurs et des vendangeuses, accroupis entre les ceps, coupent les grappes... Sous le soleil, dans cette claire matinée d'automne, la vendange s'accomplit en silence, à deux pas des batteries, sous le canon... » Et, pareillement, les atrocités allemandes ne nous ont point, par contagion, rendus cruels. Les prisonniers, les blessés allemands, — les témoignages recueillis sont unanimes là-dessus, — sont, à tous égards, fort bien traités, « avec une bonté, — écrit M. Chavannes, — je dirais même une affabilité (bien que strictement), qui a encore plus de prix. » Un prisonnier écrit aux siens : « Remerciez Dieu qu'il m'est permis de voir un si joli morceau de terre. » Et un autre : « Je vis en France tel Monsieur le bon Dieu. » Et il leur arrive de perdre les grossiers préjugés qu'on leur a inculqués contre nous. M. Chavannes conte qu'un blessé, qu'il n'interrogeait pas, se mêla à la conversation pour dire : « Les Français, ce sont des catholiques ! » Et insistant : « Ce sont des catholiques, des vrais catholiques ! » « Il disait le mot avec une force sourde, profonde, comme une protestation têtue et passionnée contre quelqu'un, et j'ai compris qu'on avait dû lui dire que les Français étaient tous des impies. » Hélas ! nous savons trop, et de source trop sûre, que si M. Chavannes et ses confrères avaient voyagé en Allemagne, et avaient pu interroger *librement* nos prisonniers et nos blessés, ils n'en auraient point rapporté des impressions aussi optimistes (1).

Ils ont tous trois visité Reims : la ville martyre, comme il est trop naturel, attirait leur curiosité et leur sympathie. Ils nous ont conté les étapes de son calvaire : premier bombardement, le 4 septembre, — « un malheur dû à une malheureuse [*sic*] hasard, » comme ils disent, les Boches, avec leur habituelle hypocrisie, — pour terroriser, en dépit des engagemens les plus formels, une ville qu'ils savaient ouverte et désarmée ; soixante civils massacrés ; puis occupation paisible, et enfin la retraite, accompagnée de sinistres menaces, et souillée des coutumières ordures. Et le 19 septembre, six jours après l'entrée des troupes

(1) Voyez, entre autres témoignages écrasans, celui de l'abbé Augustin Aubry, prêtre du diocèse de Beauvais, *Ma captivité en Allemagne*. Lettre-Préface de Mgr Baudrillart, 1 vol. in-16 ; Paris, Perrin.

françaises, le bombardement recommence. Il faut que Reims paye pour Paris, reçoive les obus incendiaires qui étaient destinés à la capitale. Bombardement systématique, sans aucune nécessité militaire, — il va sans dire que le soi-disant prétexte des canons français installés sur la place et des postes d'observation établis sur les tours de la cathédrale est, de l'aveu de tous les témoins, un mensonge et une absurdité, — et bombardement qui ne s'explique que par le désir d'assouvir une basse vengeance, l'espoir d'affoler un peuple brave et l'orgueil d'étonner le monde par une folle rage de destruction. Et depuis lors, ce sont les maisons qui s'écroulent, les incendies qui s'allument, les victimes innocentes qui tombent, c'est la vie dans les caves. Au mois de décembre 1914, on parlait d'un millier de victimes, d'un demi-milliard de dégâts ; un tiers de la ville était rasé, un autre tiers très endommagé, le dernier tiers à demi indemne.

Quant à la cathédrale, l'impression qu'elle laisse, c'est celle d'un accablement morne et d'une infinie tristesse, comme devant quelque chose d'odieux, d'irréparable et d'inutile. « Devant le désastre, on demeure sans parole, » écrit M. Vallotton. Et M. Chavannes : « ... J'avais vu déjà bien des ruines... J'étais fait à l'épreuve, j'étais blasé et un peu fatigué, peu disposé à m'exagérer les choses : j'ai été frappé d'une stupeur incomparable. Pendant un long moment, je suis resté là, interdit. Cela dépassait tellement ce que j'attendais !... Ce n'est plus une cathédrale, une vivante œuvre d'art ; c'est un corps, c'est un cadavre déformé de cathédrale. L'impression qu'on ressent devant un cadavre encore contracté par une mort violente, on la ressent seule ici : l'horreur. »

*
* *

Suivons nos voyageurs directement sur le front, et recueillons leurs impressions sur la vie et le moral de nos soldats. *A Jove principium.* L'un d'eux, M. Georges Wagnière, a eu la bonne fortune d'être présenté au généralissime. Je suis sûr que ce dut être pour lui l'un des meilleurs momens de son voyage en France. Nous sommes, avec raison, très fiers entre nous de « notre Joffre ; » nous le serions peut-être davantage encore si nous pouvions nous représenter avec exactitude l'extraordinaire popularité du général en chef à l'étranger. Le vainqueur de la

Marne y est passé à l'état de symbole, et nous savons qu'en Allemagne même on ne lui marchande ni le respect, ni l'admiration. La légende est là qui le guette, et je ne serais point étonné que l'on eût déjà transformé, simplifié, à l'usage des imaginations populaires, les principaux traits de sa personnalité morale. De ce méditatif, on a fait un « taciturne ; » de cet homme remarquablement équilibré et d'un si merveilleux sang-froid, on a fait un « impassible. » Ne nous en plaignons pas : c'est la condition et la rançon de la gloire, de la gloire militaire surtout, cette gloire dont l'auréole est faite de gratitude, d'affection, de confiance et de fidèle admiration. Mais il n'est pas mauvais, de temps à autre, de se remettre en face du modèle vivant, et de recevoir l'impression directe de cette puissante sérénité qui se dégage avec tant de force de ses moindres attitudes. « Ce que la photographie ne rend pas, écrit M. Wagnière, et ce qui apparaît tout de suite chez le général Joffre, c'est la distinction de sa personne, son extrême simplicité, son manque d'apprêt, l'autorité de son geste sobre, le regard sérieux d'un homme qui a conscience de ses responsabilités... Il parle lentement, d'une voix chaude, un peu basse, avec un léger accent du Midi. » Il a le temps de lire les journaux, puisqu'il félicite le directeur du *Journal de Genève* des chroniques militaires du colonel Feyler : « Sans posséder les élémens de fait qui sont dans les mains des états-majors, il a su, dit le général Joffre, deviner la vérité. » Et quand les journalistes rassemblés lui adressent leurs remerciemens, « le général écoute d'un air grave, le buste légèrement penché en avant, la main droite pendant le long du corps, la main gauche à la hauteur de la poitrine. Puis il prononce ces mots : « Nous n'avons pas voulu la guerre ; elle nous a été imposée. Mais la nation est décidée à tous les sacrifices ; elle fera tout son devoir jusqu'au bout, jusqu'au triomphe final. Et ce triomphe, nous l'aurons. »

Cette foi absolue dans la victoire finale est partagée par tous les soldats français, depuis le général en chef jusqu'au plus humble troupier. MM. Wagnière et Chavannes ont été présentés à plusieurs généraux, et ils se louent de leur simplicité, de leur bonne grâce, de l'amabilité de leur accueil. A Verdun, c'est le général Sarrail qui explique le rôle de son armée pendant la bataille de la Marne : « Je n'avais que trois corps d'armée. Les

Allemands en avaient le double. Nous avons tenu bon... Maintenant, nous sommes à forces égales. » Au quartier général de la 5e armée, M. Chavannes est reçu par le général Franchet d'Espérey, et par ses officiers d'état-major avec une camaraderie charmante : le déjeuner qu'il fait en leur compagnie lui laissera un délicieux souvenir, tant il fut « agréable, plein de bonne humeur et de gaîté. » Quant au général, voici son portrait : « Un homme encore jeune, noir de cheveux, trapu, au profil fin; je le comparais dans mon esprit à une courte hache, carrée, solide, au tranchant aiguisé. » Et le journaliste ajoute : « Je ne puis dire assez la bonne volonté qui m'a paru régner dans cet état-major, comme je l'avais vue d'ailleurs régner dans toute l'armée; une extrême bonne volonté de tous. Et une grande abnégation! Pas plus le général que ses officiers ne semblait penser à soi et à ses succès personnels : la France, voilà celle de qui uniquement ils ont souci, prêts, j'en ai eu l'impression, à faire abstraction de leur personne, s'il le fallait. Une parfaite confiance d'ailleurs. » Et sur l'entrain, le parfait naturel, la santé morale, la cohésion, la décision, l'intimité confiante qui règne à tous les degrés de la hiérarchie militaire, il ne tarit pas. « Deux ans de campagne comme cela, et la France sera de nouveau un peuple où la discipline s'accordera avec la familiarité, l'ordre avec la liberté, un peuple incomparable, le premier peuple du monde, une fois de plus! » Sachons à notre armée un gré infini d'inspirer à un étranger ces sentimens d'admiration et de réconfortant optimisme.

Venons-en enfin à nos modestes soldats, à tous « ces braves gens qui vivent dans le danger, l'affrontent sans cesse avec courage, avec gaîté et qui, agissant toujours, ne prononcent que des paroles simples et raisonnables. » Tous ceux qui les ont vus à l'œuvre souscriraient à ce mot d'un de leurs chefs : « Nos soldats? c'est à se mettre à genoux devant eux. » M. Vallotton, qui a parcouru quelque trois cents kilomètres du front, constate « partout, malgré la pluie, malgré le vent, malgré les champs délavés où l'on enfonce jusqu'à la cheville, le même entrain, la même bonne humeur, la même volonté de vaincre, » et le même espoir et la même certitude de la victoire. — « Mot de passe : le sourire! nous dit une sentinelle transpercée jusqu'aux os par la pluie glaciale. Et l'on est confondu de tant de courage paisible, d'une si belle vaillance devant la tâche monstre. »

Dans les tranchées, dans les cantonnemens, au repos, dans les trains qui transportent les permissionnaires, le même mot est sur toutes les lèvres : « Il faut les avoir. On les aura. » M. Vallotton a voyagé avec un humble fantassin de première classe, qui a combattu cinq mois dans l'Argonne, et qui a été blessé ; il nous rapporte en quelques pages très pittoresques et très vivantes les propos de « ce magnifique garçon : » ils sont admirables de simplicité héroïque, de vivacité intelligente, de verdeur et de naturel, et ils symbolisent si bien le soldat français d'aujourd'hui ! Ne pouvant les reproduire ici, je veux au moins citer le nom de celui qui les a tenus : Charles Couet, du 346e régiment d'infanterie territoriale, de Bonny-sur-Loire (Loiret). A Gien, il descend, plus ému d'aller retrouver sa femme et ses enfans que « d'aller au feu. » — « J'ai regardé, écrit M. Vallotton, Charles Couet s'éloigner dans la nuit. Il marchait à grands pas. *Si j'avais osé, je l'aurais rappelé pour l'embrasser.* » Ah ! comme l'on comprend, et comme l'on partage ce chaud sentiment de sympathie admirative !... Sois béni, petit soldat français, pour avoir, sans y tâcher, et rien qu'en étant toi-même, si complètement représenté la France !

Ces enfans de France, si braves et si naturellement guerriers, ont des délicatesses de langage et d'attitude qui, parfois, surprennent ceux qui ne les connaissaient guère. M. Chavannes a voyagé longtemps avec une quinzaine de soldats rieurs et bavards. « Il y avait, dit-il, des jeunes femmes dans le wagon ; pendant les douze heures que dura le voyage, pas un de ces quinze garçons ne dit une parole ou ne fit une plaisanterie que n'eussent pu entendre les oreilles les plus chastes. » Et, si braves qu'ils soient, ils ne sont pas cruels. Écoutez Clouet parler des charges à la baïonnette : « Je vous dis que ça, c'est horrible. Il le faut, mais c'est horrible. C'est comme si on traversait des crapauds. Seulement, c'est pas des crapauds, c'est des hommes. Après, on n'ose pas seulement les regarder. On est fier d'un côté, sûr, et triste de l'autre, *triste à pleurer*. Il y en a un qui a dit à celui qui était assis devant lui, déjà tout pâle, les yeux à moitié fermés : « Mon pauvre ami, as-tu bien mal ? » — « J'ai vu, dit un autre, un des nôtres embrasser celui qu'il venait de tuer. Il faut, c'est sûr, il faut. On recommencera même. La cause est juste... Ça tenaille le cœur tout de même... »

Faut-il s'étonner que des cœurs si humains soient aussi des esprits justes et épris de justice? Un soldat disait à M. Chavannes à propos des prêtres : « Il n'y a pas, il faut reconnaître qu'il y a quelque chose en eux qu'il n'y-a pas dans les autres... Et ils savent nous parler... J'ai vu des rouges, — alors, des vrais rouges, — leur serrer la main et leur dire merci. Le moral de l'armée française leur doit beaucoup... » Et leur équité s'étend sans effort jusqu'à leurs adversaires. Certes, ils les détestent, non pas comme ennemis, mais comme auteurs de tant d'atrocités inutiles. Mais ils ne contestent aucune de leurs qualités militaires. « Tous, ils reconnaissent la valeur des Boches, l'habileté de leurs tireurs, leur ténacité, leur courage. » « Pourquoi, puisqu'ils sont courageux, font-ils tant de cochonneries? » se demande un clairon, qui ne parvient pas à résoudre cette énigme psychologique ; et le mot exprime à merveille la différence des deux mentalités. Ajoutez à cela que le soldat français aime le travail bien fait, et que, l'appréciant en connaisseur, il sait rendre hommage à ceux qui l'exécutent, ces derniers fussent-ils ses pires ennemis. Or, il est incontestable qu'il y a un « métier des armes, » et que les Allemands le connaissent et le pratiquent fort bien. M. Chavannes a finement noté ce trait du caractère français. « On sait, dit-il, à quel point le Français est homme de métier, à quel point il est ouvrier, bon ouvrier, habile ouvrier, formé par une tradition qu'il apprend, respecte, perfectionne... Un métier héroïque, voilà ce que c'est que la guerre pour les Français, et pourquoi elle leur convient si bien. Pour les deux raisons : le métier et l'héroïsme. Les récentes transformations de l'uniforme : le couvre-nuque bleu et le pantalon de toile bleue qui se met par-dessus le pantalon rouge accentuent encore cet air ouvrier du soldat français, cette jolie et libre tenue d'ouvrier français. Les uniformes trahissent sans doute un esprit profond : l'uniforme français est toujours plus une tenue d'ouvrier, l'uniforme anglais est une tenue de sportsman amateur..., et l'uniforme allemand est une tenue de parade (la grande tenue) ou (la petite) une tenue de forçat. »

Et si je voulais résumer d'un mot l'impression d'admirative et libre sympathie que ces trois témoins ont emportée de leurs visites à notre armée, je ne saurais en trouver d'autre, plus expressif et plus profond tout ensemble, que celui-ci, que

M. Vallotton a pieusement recueilli de la bouche d'un simple sergent français : « Car enfin, nous, on lutte pour la cause de la liberté, *de la gentillesse dans le monde.* » Vraiment, plus j'y songe, et plus il me semble que l'âme tout entière de la France d'aujourd'hui est dans ce délicieux mot-là.

*
* *

Ce n'est pas quitter nos soldats que de nous asseoir, avec Mme Noëlle Roger, à leur chevet d'hôpital. La vie, — la vie active, insouciante et saine, — trompe souvent sur la qualité des âmes; la douleur et la mort ne trompent jamais. Elles sont la suprême expérience, l'épreuve décisive, la pierre de touche par excellence. Et il faut dire qu'à cet égard, rien n'est plus réconfortant, si rien n'est plus douloureux, que la lecture des *Carnets d'une infirmière.*

Ah ! oui, certes, elle est douloureuse, cette lecture, si douloureuse même que, parfois, on laisse là le livre pour échapper à l'obsession de tout ce sang répandu, de ces hideuses blessures, de toute cette souffrance et de tous ces deuils. On y revient pourtant, et il faut y revenir, pour pouvoir maudire, en pleine connaissance de cause, les auteurs responsables de pareilles boucheries, et, surtout, pour bien sentir toute l'étendue de notre dette envers ceux qui se sont si simplement sacrifiés pour nous. Parmi toutes les scènes émouvantes ou tragiques dont Mme Noëlle Roger a été le témoin, ou la confidente, il en est deux qui symbolisent avec une force extraordinaire la double leçon qui se dégage de cette affreuse guerre. Dans la première, elle nous représente un malheureux père qui arrive trop tard pour revoir son fils. « Alors, dans la chapelle mortuaire, droit, immobile, il eut un grand sanglot qu'il refoula. Puis, ses deux poings serrés, les ongles entrant dans sa chair, il cria, les yeux fixés sur le cercueil, il cria le nom de celui qui aurait pu empêcher la guerre, et qui l'avait voulue : Ah ! Guillaume... Guillaume ! .. Et cette protestation déchirante de ce vieil homme tout gris, tomba comme le plus effroyable des reproches. » — Une autre fois, on a transporté dans la salle d'opérations un pauvre petit soldat, Georges Laurent, au mince visage blanc, au regard douloureux et absorbé. L'opération commence. Tout à coup, on s'aperçoit que « la petite figure blanche, immobile, ne respirait plus. » On essaie de le ranimer. Vains efforts : tout est fini. Et

alors, dans la stupeur générale, dans le lourd silence apitoyé, une voix s'élève. C'est l'abbé, à genoux, dans sa blouse d'infirmier, qui récite les prières des agonisans : « Sortez de ce monde, âme chrétienne, au nom de Dieu le père tout-puissant qui vous a créée... » Lisez, dans les *Carnets d'une infirmière*, ces deux admirables pages : « Vous toutes les mères, qui pleurez, ne sentez-vous pas autour de vous cette compassion infinie? Elle monte à vous de toutes les villes et de toutes les campagnes, de tous les cœurs qui pensent avec douleur et reconnaissance à celles qui ont donné leurs fils... Tous les jours qui commencent et tous les jours qui s'achèvent vous apportent, dans votre chambre, cette compassion respectueuse et tendre, cette universelle compassion humaine; elle vous enveloppe silencieusement et peuple votre solitude... » Mais cette compassion ne doit pas être le facile, l'éphémère émoi d'une sensibilité oublieuse; elle doit vivre à jamais en nos cœurs et se traduire en actes de pitié fraternelle. De tous ces jeunes gens qui sont morts pour que la France vive, de ceux qui nous les ont donnés, nous sommes, nous, les survivans, les éternels débiteurs. S'ils n'avaient pas versé pour nous le plus pur de leur sang, nous n'aurions plus de patrie. Les heures lumineuses de notre vie seront désormais faites de leurs souffrances. Sachons nous souvenir et payer nos dettes. Si de cette guerre infernale le lien social ne devait pas sortir plus intime et plus fort, ce serait à désespérer de la race humaine.

En dépit des visions de douleur et de mort qu'a fixées pour nous Mme Noëlle Roger, ce n'est pas la désespérance qui se dégage de son livre. C'est bien plutôt comme un parfum d'héroïsme. Elle a conscience d'avoir vécu parmi des héros, et elle s'exalte à nous conter leurs « gestes. » C'est d'abord le radieux souvenir de la victoire de la Marne. Épuisés, démoralisés, n'en pouvant plus, battant en retraite, brusquement on leur jette l'ordre de s'arrêter, de faire front; et, joyeux, ils oublient tout, privations et fatigues, et ils courent à la mort comme à une fête. « Toute leur vie, ils garderont cette vision merveilleuse : les hommes las, tristes, se dressant tout à coup, transfigurés parce qu'on leur permettait de tenir, consciens de sauver le pays, enthousiasmés de mourir afin de refouler l'envahisseur. » Et l'on ne compte plus leurs traits de bravoure. « Eh bien! oui, j'ai fait mon devoir, s'écrie l'un d'eux, qui va mourir de sa blessure..

J'aurais pu me cacher, si j'avais voulu. Et ce qui m'est arrivé aurait été évité peut-être... Mais je ne l'ai pas voulu. J'ai marché en avant sur la première ligne. » Un autre a fait mieux encore. Sous la mitraille ennemie, il n'a pas voulu fuir, pour sauver de la mort un Allemand blessé ; il a payé sa charité d'une terrible blessure et de la perte de sa jambe, et, sur la table d'opérations, comme pour s'excuser d'avoir eu pitié d'un ennemi qu'il avait surpris à terre, sanglant, la photographie de sa petite à la main, il murmure : « Ce sont de pauvres diables... des hommes comme nous. » Un autre enfin, la veille de sa mort, écrit à sa mère : « Ma pauvre maman, je suis entre deux haies et les balles sifflent derrière ma tête. Je te fais mes adieux. Peut-être que je ne te reverrai pas... Mais ne te tourmente pas... *Je suis gai... Je chante toujours... Je chanterai jusqu'au bout...* » Le brave enfant ! Il ne s'est pas douté qu'il était sublime, et que ces simples lignes au crayon méritaient de passer à la postérité la plus reculée. Et ces officiers, si courageux et si tendres, qui s'avancent seuls sous les balles, et qui, le soir du combat, pleurent « comme des enfans » sur leurs bataillons décimés, et que leurs hommes trouvent « bien méritans, » et qu'ils pleurent, eux aussi, de toutes leurs larmes, quand ces chefs qu'ils aiment tombent à l'ennemi ! Chefs et soldats, leur bravoure ne se limite pas au champ de bataille : elle les accompagne dans les trains sanitaires, sur leur lit de douleur, et jusque sur la table d'opérations. Et dans les grandes affres de la mort, elle ne les abandonne pas davantage. Croyons-en là-dessus Mme Noëlle Roger : « Chaque matin, en arrivant, je passe dans les salles du rez-de-chaussée, où l'on isole les agonisans. Elles m'apparaissent revêtues d'une sorte de grandeur poignante : c'est là que se consomme le sacrifice. Et ces hommes, dont la mort s'approche comme une délivrance, me semblent des héros plus pathétiques encore que ceux qui sont tombés d'un seul coup dans l'ivresse de la bataille. *Jamais une plainte, jamais une parole de révolte...* Leur chair gémit, mais ces âmes n'ont point de défaillance. *Nous n'entendons pas une invective contre cette guerre sacrée.* »

L'héroïsme ne serait pas l'héroïsme, s'il n'allait de pair avec la modestie. Et tous ces braves gens qui, tant de fois, ont risqué leur vie, et que, de temps à autre, la médaille militaire ou une citation à l'ordre du jour vient récompenser de leur tranquille audace, sont d'une modestie charmante. Ils ne parlent guère de

leurs exploits, et souvent même ils les cachent. « Madame, dit l'un d'eux, on n'aime point avoir l'air de se vanter. » — « Il y en a tant à récompenser, qui en ont fait davantage! » dit un autre qu'on félicite de sa croix de guerre. Et ils sont aussi d'une délicatesse exquise. Quand l'un d'eux va plus mal, ils sont touchans de discrétion, de sollicitude apitoyée. Et au contraire, quand un de leurs camarade entre en convalescence, ils accompagnent ses premiers pas d'une sympathie émue et prévenante que l'autre leur rendra en fines attentions, en encouragemens persuasifs, en consolations efficaces. Les soins que leur prodiguent de douces mains féminines, ils les payent en menus témoignages de gratitude attendrie. « On vous donne bien du mal, madame, » est un mot qui revient souvent dans leurs propos. Et si discrets, si timides même, si peu exigeans! « Ici, on est au paradis! » disent-ils, contens, malgré leurs souffrances, de ne plus être « là-bas, » de jouir d'une sorte de « trêve heureuse. » « Ils ont coutume, écrit Mme Noëlle Roger, de nous donner plus que nous ne leur donnons. Quelle nuance de respect délicat, presque filial, dans l'affection qu'ils nous témoignent! » Et elle conte un trait qui en dit long sur la qualité d'âme de ces simples. Une de ses amies, veuve, avait accueilli chez elle une douzaine de soldats convalescens. Un soir, au retour d'une de leurs sorties, elle apprend qu'ils ont longé le cimetière, et elle ajoute comme involontairement : « C'est dans ce cimetière que mon mari est enterré. » « Alors l'un d'eux répondit : — Oh! nous le savions bien, madame... Et nous sommes allés sur sa tombe pour le remercier... Après tout ce que vous avez fait pour nous, nous tenions à aller le saluer. » Elle fut bouleversée. L'acte de ces soldats, quel hommage adorable à celui qu'elle aimait! Elle murmurait : « Non, personne ne m'avait donné cela avant eux... » — Citons encore cet autre trait qui fera peut-être concevoir à quelques Allemands la différence de nos âmes. Dans une reconnaissance, une patrouille française rencontre quatre Allemands grièvement blessés, sans nourriture. Les Français s'arrêtent, donnent leurs provisions. Trois blessés se raniment, mangent et boivent avec avidité. Le quatrième fait signe qu'on ne peut plus rien pour lui. Alors « le plus jeune Français, un soldat de vingt ans, tout triste de ne pouvoir rien lui donner, se rapproche doucement, s'agenouille, et met un baiser sur le front mouillé du soldat ennemi. Le contact de la joue imberbe,

des lèvres fraîches amena comme une ombre de sourire sur le visage du mourant. Le petit soldat français avait trouvé moyen d'évoquer autour de cette agonie une présence aimée, une tendresse de femme, le visage maternel, peut-être... Il avait donné le bienheureux viatique... »

Jusqu'à quel point la guerre qui, par ailleurs, est une si funeste chose, a-t-elle fait éclore dans les âmes de nos soldats ces dispositions qu'on pourrait croire nouvelles? Il est certain que l'épreuve, le voisinage journalier des terribles réalités de la vie et de la mort, la douleur sous toutes ses formes, tout cela affine l'âme et l'ouvre à des préoccupations inattendues. Mais quoi! si ces préoccupations n'existaient pas, au moins à l'état latent, la guerre et ses misères seraient impuissantes à les faire surgir dans les cœurs; la guerre ne crée rien, elle développe et elle révèle. Mais précisément parce qu'elle met à nu, si l'on peut ainsi dire, le fond des âmes, elle détruit bien des conventions, et ruine bien des préjugés. Dans la fraternité des champs de bataille et des hôpitaux, les distinctions sociales s'abolissent ou s'effacent; la véritable égalité humaine apparaît; les méfiances s'évanouissent. Tous ces soldats d'une même chambre d'hôpital, ce sont comme les membres d'une grande famille, un moment séparés par la vie, qui se retrouvent et tâcheront de ne plus se perdre de vue. Et assurément, chez tous les peuples en guerre, cette fusion des classes doit s'opérer, plus ou moins complètement. Mais il est probable que, chez les Français, l'humeur volontiers égalitaire, l'instinct démocratique, l'esprit de sociabilité, le don de sympathie doivent rendre les rapprochemens plus nombreux, plus complets et plus intimes. Et c'est bien ce qui ressort du livre de Mme Noëlle Roger. « Aussi, maintenant que j'ai pu constater et juger par moi-même, écrit un soldat, jamais je n'oublierai. Et beaucoup feront de même, après avoir mal jugé auparavant. » Et l'écrivain suisse nous conte une délicieuse histoire, que je vais gâter en la résumant, mais qu'on lira, je l'espère bien, dans l'original. Il s'agit de deux jeunes gens, Pacard et Pascalin, l'un, enfant trouvé, l'autre, fils de millionnaire, que le hasard a rapprochés dans leurs lits de douleur, et qui sont devenus deux amis inséparables. Et rien n'est plus touchant que de les voir se rendre mille petits services réciproques, et mettre tout en commun, plaisirs et projets : leur plus grande joie est d'être assis en face l'un de

l'autre, sans rien se dire, avec l'intime satisfaction de se sentir naturellement compris. Évidemment, sans la guerre, Pacard et Pascalin se seraient éternellement ignorés, et, ce qui est plus grave, éternellement méconnus.

Il manquerait quelque chose aux *Carnets d'une infirmière*, si l'on n'y apercevait pas quelques silhouettes de soldats blessés et guéris qui repartent au front. C'est peut-être à ce moment-là qu'ils donnent la plus juste mesure de leur âme. Car enfin, après la longue épreuve qu'ils ont faite de la guerre, de la souffrance, qui leur en voudrait, au moment du départ, de connaître quelque défaillance? Or, ils ne montrent aucune faiblesse. Très droits, un peu silencieux, dans leurs uniformes remis à neuf, ils se sentent redevenus soldats. Mais ce n'est plus le radieux premier départ; ils n'ont plus le sourire aux lèvres. « Je les regardais, nous dit Mme Noëlle Roger, et je sentais bien que leur volonté n'est point ébranlée. Seulement, aujourd'hui, ils savent. Ils ont vu... Ils ne vont plus *là-bas* comme à une fête, en se grisant de paroles et de chansons. Ils ont vu les camarades tomber à leur côté. Ils sont tombés eux-mêmes. Ils connaissent l'effroyable risque. Alors ils sont graves. Ils partent. C'est le devoir. Ils l'acceptent d'un cœur affermi. Mais ils ne se sentent plus des enfans insoucians comme naguère. Ils sont des hommes clairvoyans et mûris. Et leur résolution silencieuse, leur sacrifice averti m'apparaissent d'une grandeur qui dépasse toutes les autres. L'admiration que j'éprouve remplit mes yeux de larmes... »

Ces larmes, cette admiration unanime, et qui, par delà nos soldats, s'étend à toute la grande patrie qu'ils symbolisent et qu'ils défendent, quel hommage plus spontané, plus glorieux, plus désintéressé la France pourrait-elle souhaiter?

II

Tournons-nous maintenant vers un autre peuple neutre. L'Espagne, — M. Louis Bertrand l'a bien montré ici même, — est assez divisée à notre égard, et la propagande germanique y a déployé ses plus « colossales » malices, y a exploité avec la plus sereine perfidie nos erreurs ou nos ignorances de vaincus. Pourtant, nous avons là-bas des amis : je n'en veux pour preuve

que ce petit volume de *Voix espagnoles* (1) où l'on a récemment rassemblé divers témoignages autorisés d'intelligente sympathie. Et il y a aussi en Espagne des gens qui, s'étant tout d'abord mépris sur notre compte et sur celui de nos adversaires, reconnaissent loyalement leur erreur : témoin ce Francisco Melgar, dont on vient de traduire pour notre édification la très instructive *Amende honorable* (2). Et enfin l'Espagne nous a envoyé un fort remarquable écrivain, dont divers ouvrages ont été déjà traduits en français, et qui, pendant plusieurs mois, depuis le début de la guerre, a visité les parties de la France qu'ont piétinées, que piétinent encore les armées combattantes. M. Gomez Carrillo a intitulé les deux livres où il a consigné ses impressions : *Parmi les ruines* et *le Sourire sous la mitraille* (3) : livres douloureux, parfois, mais livres sincères et vivans, et qui resteront sans doute comme l'un des témoignages étrangers les plus brillans et les plus précieux que nous puissions invoquer sur nous-mêmes.

Les Allemands, quand ils les connaîtront, — car j'imagine qu'ils doivent, pour la plupart, les ignorer encore, — ne pourront guère les utiliser pour leur apologie personnelle. Ce neutre, qui d'ailleurs sait rendre hommage, comme nous-mêmes, aux qualités d'organisation et de courage de nos adversaires; ce neutre a vu, de ses yeux vu, les beautés de la guerre allemande. Il a parcouru les champs de bataille de la Marne, de l'Argonne, de la Champagne, de la Lorraine et des Vosges; il a visité les charmans villages autour de Meaux, il a visité Senlis, Reims, Clermont-en-Argonne, Arras, Lunéville et Pont-à-Mousson; il a contemplé toutes ces ruines, ces destructions inutiles, et que les tristes nécessités de la guerre ne suffisent pas à expliquer; il a interrogé les témoins et les victimes survivantes de l'invasion étrangère; et de tous ces spectacles, de toutes ces enquêtes il a rapporté une commune impression de pitié, d'indignation et d'horreur. Ce sont partout, ou presque partout, les mêmes

(1) Pages d'histoire : *Voix espagnoles*, préface de E. Gomez Carrillo, 1 broch. in-16; Paris, Berger-Levrault.

(2) *En Desagravio*, par Francisco Melgar (Paris, Bloud et Gay, in-16, 1915); la traduction française, *Amende honorable*, a paru chez le même éditeur, avec un Avant-Propos de M. Morel-Fatio.

(3) E. Gomez Carrillo, *Parmi les ruines*, traduit de l'espagnol par M. J.-N. Champeaux, 1 vol. in-16; Paris, Berger-Levrault, 1915; — *le Sourire sous la mitraille*, traduction de Gabriel Ledos, revue par l'auteur, 1 vol. in-16; Berger-Levrault, 1916.

histoires : vols, pillages, incendies, scènes d'ivrognerie et de violence; et partout, sous les mêmes prétextes inventés de coups de feu tirés par les civils, ce sont, sur l'ordre des chefs, des exécutions en masse. En vérité, l'Empereur a-t-il songé, — car c'est lui, nous le savons aujourd'hui, qui a commandé cette guerre de bandits, — a-t-il songé qu'il légitimait par avance les plus terribles représailles, et qu'un jour peut-être il se repentirait d'avoir proposé à ses troupes l'exemple d'Attila? M. Gomez Carrillo nous rapporte les propos d'un général allemand à une vieille dame qu'il força d'assister au défilé de ses troupes; l'opinion allemande sur la France s'y étale avec une brutale et réjouissante naïveté : « En France, le bien-être et la richesse ont détruit les vertus nationales... C'est un pays dégénéré. Lorsque nous l'annexerons à notre Empire, nous lui rendrons sa force d'autrefois en croisant notre race avec la sienne. S'ils comprenaient leurs véritables intérêts, tous les Français célébreraient notre victoire comme un événement sauveur... C'est Paris qui gangrène la nation. Dans huit jours, lorsque nous entrerons à Paris, nous nous mettrons tout de suite à le purifier, à y établir l'ordre social. Notre Empereur a une mission sacrée à remplir : celle de sauver ce peuple désuni et efféminé. » — « Purifier » un peuple en le pillant, en le massacrant, en l'incendiant, en violant ses femmes et ses filles, c'est assurément une leçon de morale évangélique que seuls des pharisiens risquent de ne pas comprendre! Et qu'on ne dise pas qu'un peuple ne saurait être rendu responsable des excès de sa soldatesque. La soldatesque a agi par ordre, et l'exemple est venu de haut. Si ce n'est pas le Kronprinz, c'est une « Altesse » qui a dévalisé le château de Baye. A Raon-l'Étape, — et dans combien d'autres villes! — les femmes d'officiers sont venues participer au pillage et s'affubler des toilettes françaises qu'elles avaient volées. Voit-on les femmes d'officiers français « cambrioler » les luxueuses demeures de Cologne ou de Munich? Ce sont là, nous pouvons en être assurés, des représailles auxquelles nous ne nous livrerons pas. Quoi que fassent un jour nos soldats exaspérés en Allemagne, — et leurs chefs, hélas! pourront-ils les retenir? — il y a des infamies qu'ils ne commettront jamais, et qui resteront l'éternel privilège du pays où la guerre et le banditisme sont restés synonymes. On verra alors de quel côté sont les appétits de jouissance, l'amour du « bien-être et de la

richesse, » de quel côté « les vertus nationales; » et les neutres, comme M. Gomez Carrillo, pourront alors se livrer à d'instructives comparaisons.

En face de cette brutalité, de cette basse immoralité, de ce grossier matérialisme dont la nation « élue » a donné tant de preuves, quelle a été, quelle est encore, d'après l'écrivain espagnol, l'attitude des populations civiles françaises? A l'égard des envahisseurs, ce qu'elles éprouvent, c'est sans doute de la haine et de la colère, mais c'est peut-être surtout du mépris. Même sous la botte allemande, elles ont le sentiment profond, indéracinable, et qui se traduit de mille manières, de l'irréductible supériorité française. Elles sont d'une autre race que ces sinistres vainqueurs d'un jour; elles ont un autre idéal; elles ont une autre âme; bref, elles appartiennent à une humanité supérieure. Elles souffrent, mais elles sourient quand même : elles se moquent des grotesques combinaisons de couleurs que les lourdes Allemandes improvisent avec les élégans produits de leurs vols. « Je me rappelle encore, dit un médecin de Raon-l'Étape, la face d'une bonne Teutonne, grasse, imposante et blonde, qui se mit un costume de ma femme et qui s'en allait par ici, étouffant et demandant où elle pourrait trouver un corset parisien. » Et ce sourire, que M. Gomez Carrillo a failli trouver « presque criminel » parmi tous ces spectacles de deuil et de désolation, l'écrivain se rend vite compte que, bien loin d'être une preuve d'insensibilité, de légèreté ou de faiblesse, il est au contraire un signe de force, « le bon sourire qui cache les grandes douleurs et qui pousse aux grandes actions, » et ce que Rudyard Kipling appelle « l'invincible bouclier de la France. » « Peuple sublime, s'écrie-t-il, combien mal te connaissent ceux qui, en te contemplant parmi tes ruines, ignorent que le sourire est la fleur divine du véritable héroïsme! »

De fait, ce n'est pas à l'armée seulement que fleurit le véritable héroïsme. Dans les villes bombardées, les habitans s'obstinent à rester, enfans, femmes ou vieillards, sous mille prétextes, « curieux de vivre une perpétuelle vie de périls, d'émotions, d'effroi. » A Reims, c'est la propriétaire d'un hôtel qui refuse de partir, et les deux garçons de salle qui l'assistent, et qui voudraient bien s'en aller, restent eux aussi pour ne point l'abandonner : « Je ne sais, dit-elle, comment nous sommes encore en vie... Depuis des mois que cela dure!...

Moi, si mon mari n'était pas à la guerre, j'aurais déjà fermé l'hôtel et je serais partie, *mais puisque lui s'expose, moi aussi je veux m'exposer...* » Combien d'autres sont ainsi ! « Les Allemands eux-mêmes, d'après leurs déclarations, ne s'expliquent pas une telle obstination, un tel amour du terroir, une telle résistance à la menace perpétuelle, et, comme Gœthe, il y a cent ans, ils se demandent quel secret possède la terre de France pour enraciner ainsi les âmes dans chaque village, dans chaque campagne, dans chaque ville. » Sous le canon, en pleine zone de guerre, la vie normale a repris son cours : les boutiques sont ouvertes, les usines fument, des vieillards et des enfans labourent et sèment ; et cette activité sereine, nous conte M. Gomez Carrillo, est pour le journaliste américain qui l'accompagne un juste sujet d'émerveillement. A Sermaize, dont il ne reste pas pierre sur pierre, les villageois réunis projettent de reconstruire bien vite leurs demeures, pour que, l'été prochain, « après la victoire, les baigneurs puissent venir comme d'habitude » et que « lorsque les gars reviendront de la guerre, ils aient où coucher. » Et voici ce qu'à l'autre bout de la France, d'une petite ville de Savoie, une mère écrivait à son fils prisonnier à Strasbourg : « Je suppose que si l'on t'a pris, c'est que tu étais blessé et que tu ne pouvais te défendre ; viens bientôt pour que je puisse te soigner ; mais si tu n'es pas blessé et si tu t'es rendu, ne reviens jamais, parce que la ville aurait honte de toi. » Propos digne d'une Spartiate, et que nous sommes reconnaissans à M. Gomez Carrillo de nous avoir conservé. Lui qui citait Rudyard Kipling tout à l'heure, il est probable qu'il souscrirait entièrement à ce pittoresque jugement de l'écrivain anglais qui a visité après lui la France en guerre, et qui l'a très sincèrement admirée : « La France entière dirige son effort vers le front, absolument comme ceux qui font la chaîne pour combattre un incendie se passent les seaux d'eau de main en main. Quittez le feu et remontez à la source. Vous ne trouverez ni interruption, ni hâte apparente, mais un effort incessant. Chacun et chacune a son seau d'eau, grand ou petit, et personne ne songe à se demander comment il convient de s'en servir. »

*
* *

Descendons jusqu'à l'incendie. M. Gomez Carrillo faisait partie de la caravane de journalistes étrangers et correspondans de

guerre que le gouvernement français avait, à plusieurs reprises, invités à visiter notre front ; sur bien des points, son témoignage corrobore donc celui de M. Georges Wagnière ; mais il a sa personnalité à lui, ses impressions à lui, et il n'insiste pas sur les mêmes choses que ses confrères. Il a rencontré plusieurs généraux dont il a tracé plus ou moins brièvement le portrait. Je regrette qu'il n'ait pas été présenté à deux ou trois des chefs qui, selon toute vraisemblance, sortiront le plus glorieux de cette guerre : au général Foch, l'un des principaux vainqueurs de la Marne, le vainqueur de l'Yser et de la Somme ; au général de Castelnau, le tenace et douloureux vainqueur du Grand-Couronné et de Verdun. Mais sans doute l'écrivain espagnol se réserve pour un volume ultérieur, car je crois avoir vu de lui un fort intéressant et vivant article sur le général de Castelnau. On trouvera du moins dans son premier volume un bref récit plein de verve des combats épiques du Grand-Couronné, qui durent laisser un si cuisant souvenir à l'orgueil de l'impérial vaincu. Et l'on y trouvera aussi une description du premier champ de bataille de Verdun, et le récit, par le général Sarrail, des combats livrés dans cette région contre les troupes du prince impérial. Le général s'est fait le guide de ses hôtes pour la visite des forts et des tranchées : guide aimable, souriant, familier, et qui s'arrête volontiers pour adresser à ses soldats, à « ses enfans, » comme il les appelle, quelques paroles d'amitié paternelle. Ces manières, si différentes de celles des officiers allemands, font l'admiration du correspondant danois. « C'est charmant, répète-t-il à chaque instant, c'est charmant... Quel peuple charmant ! » « Il ne peut concevoir avec sa tête d'homme du Nord l'idée de tant de familiarité et de tant de légèreté dans la tragédie, de tant de bonhomie unie à tant de courtoisie, en plein champ de bataille. » Et le général Sarrail, au dire de M. Gomez Carrillo, n'est point une exception. « Dans nos récentes visites aux états-majors, écrit-il, nous avons rencontré d'autres généraux, et tous nous ont produit des impressions identiques d'aimable simplicité. Nous avons vu Marjoulet, sérieux, cérémonieux et aussi distingué de manières sur sa terrasse hérissée de batteries que dans un salon parisien ; nous avons vu Palacot, à peu de distance de l'ennemi, dans un château seigneurial, où il paraissait nous recevoir pour une fête ; nous avons vu, parmi les buissons d'un bois, vivant comme un guerrier primitif, le

fameux Michelet, hirsute, couvert de peaux rustiques, et qui, lorsqu'il parle avec ses hommes, ressemble à un patriarche au milieu de sa tribu ; nous avons vu enfin Gérard, le soldat philosophe, toujours préoccupé de problèmes transcendantaux... Et chez tous, à toutes les heures, nous avons trouvé, malgré le labeur intense qui les accable, une grâce exquise et un admirable esprit de justice. »

C'est naturellement au général Joffre que M. Gomez Carrillo consacre ses plus longues pages. Lui aussi, il proteste contre la légende d'un Joffre « taciturne, mystérieux et lugubre, » que dément d'abord sa « bonne et franche figure. » « De terrible il n'y a, dans ce visage, que les sourcils, ces sourcils blancs, touffus et hirsutes, qui auraient suffi à Raffet pour faire une superbe paire de moustaches au plus fier de ses grenadiers. Le reste est fin et robuste à la fois. Fines et presque féminines, les mains, aux ongles de nacre minutieusement polis; fins, ses yeux verts, fins et malicieux, avec leur reflet d'émeraude, qu'adoucit un fond humide de tendresse infinie; fin, le profil, malgré la bouffissure pourprée de la face et l'épaisseur des moustaches blanches. Et les manières aussi sont fines. » Ce qui frappe surtout l'écrivain espagnol dans la personne du généralissime, c'est la carrure athlétique, en opposition avec la délicatesse des traits, et il voit dans cet assemblage « le contraste caractéristique de la race. » Le général Joffre lui représente « le type parfait du montagnard des Pyrénées » et lui remet en mémoire les infatigables et intrépides « héros pyrénéens » de la légende ou de l'histoire. Et peut-être a-t-il raison. Il cite un mot assez curieux du généralissime au colonel Echagüe : « Lorsque j'entends le catalan et le castillan, il me semble qu'on me parle la langue de mon âme. » « Nous sommes d'une noble famille espagnole, » avait dit sa sœur, et, s'il faut en croire M. Gomez Carrillo sur le grand chef, « il y a quelque chose de noble, de noble Espagnol, altier, grave, fier, dans son port et dans son regard. » Mais le père était tonnelier, et l'origine plébéienne se trahit dans la démarche et l'encolure. Sans être à proprement parler éloquent, le général « parle clair, cherchant les termes précis, et il ponctue ses discours par des mouvemens du bras, énergiques et larges. Sa main droite paraît s'emparer des idées, les presser et en exprimer le suc pour l'offrir, à la fin, en un geste net à ceux qui l'écoutent. Tout est action en lui.

Dans ses prunelles vivaces, les éclairs passent, brillent, illuminent la pensée et ensuite disparaissent comme pour alimenter le foyer intérieur des méditations. On dirait que son visage sévère méconnaît presque le doux repos des sourires. » Son langage, son attitude expriment la décision, la confiance, et en même temps la simplicité, la modestie. Il ne dit pas : « Nous aurons la victoire; » mais : « Nous l'avons. » Il souhaite que ses visiteurs voient tout, se rendent compte de tout : « Nous autres, dit-il, nous ne craignons pas la pleine lumière. » Et c'est à ses hommes qu'il rapporte toutes ses victoires : « Voilà ceux qui gagnent les batailles, et non moi... Le rôle du généralissime est presque terminé lorsqu'il a établi sa ligne d'attaque et qu'il a disposé en ordre les armées qui doivent combattre. » A l'un des journalistes qui le félicitent d'avoir gagné la plus grande bataille de tous les temps, il répond : « Ce que je sais, c'est que j'aurai bientôt gagné un repos définitif dans une maisonnette des Pyrénées... » Propos de Cincinnatus? Ou, comme le veut M. Gomez Carrillo, désir de fier isolement « pour vivre avec les souvenirs des heures sublimes? » Les deux peut-être; mais en tout cas, comme nous sommes loin là de la jactance tudesque!

* *

Pareillement, « les admirateurs exclusifs de la discipline prussienne » ne sauraient trouver leur compte à un contact prolongé avec les soldats de Joffre. Chez eux point de morgue, aucune différence de caste, rien de cette discipline rigide qui brise les volontés et les rend incapables d'initiative. « A condition que dans le combat tout soit impeccable et que le travail soit bien fait, le reste n'importe guère... Le généralissime inspire de la vénération, mais point de crainte, et les pioupious l'appellent joyeusement grand-père. » La bonne humeur, la gaîté enfantine ne sont point proscrites, mais recommandées, et les officiers en prennent leur part; ils ne partagent pas seulement les dangers, mais la vie de leurs subordonnés, et un journaliste japonais, que cite M. Gomez Carrillo, constate qu' « en France, un capitaine est très capable de dormir sur la paille au milieu de ses hommes, et que très souvent il boit à la même bouteille que ses soldats. » Aux yeux du soldat français, les grades symbolisent non point des différences sociales, mais des diffé-

rences d'études et de compétence. Toutes les professions sont confondues dans la cordiale uniformité du même esprit militaire et dans la plus savoureuse familiarité. « C'est plus qu'une armée, c'est une formidable famille qui a pris les armes pour défendre le foyer commun. » Les plus doux, les plus pacifiques dans la vie civile n'ont pas été les moins ardens à s'improviser soldats, et quelques mois de campagne ont suffi à les transformer en vieux grognards. « La bravoure et l'amour des aventures guerrières, qu'un demi-siècle de paix semblait avoir étouffés dans les cœurs, se réveillent à la voix du canon avec toutes les gentilles inconsciences et toute la générosité bon enfant des temps épiques. » Et cet instinct guerrier est tel qu'il s'adapte avec une étonnante souplesse à toutes les exigences, à toutes les modalités de la guerre moderne. Il est infiniment probable que l'une des raisons qui, après ses échecs de la Marne et de l'Yser, ont fait adopter à l'état-major allemand la guerre de tranchées est la pensée que le tempérament français ne saurait point s'en accommoder : il a voulu user notre patience. Il s'est trompé une fois de plus sur notre caractère. A cette guerre si dure et si longue, si obscurément meurtrière, sans rien perdre d'ailleurs de « son héroïsme chevaleresque, » le soldat français a su s'adapter, avec résignation d'abord, puis avec un souriant entrain, « donnant partout un exemple de sang froid que l'univers admire, non sans un peu d'étonnement. » « J'avoue, écrit le Japonais Bauno, que je ne croyais pas les Français capables de ce méthodique acharnement. » Et d'après tous les témoignages qui nous arrivent du dehors, cette surprise admirative du journaliste japonais et de M. Gomez Carrillo a été partagée par tous les étrangers, et plus peut-être encore que la victoire de la Marne, elle aura contribué à retourner en notre faveur l'opinion universelle.

C'est, semble-t-il, depuis que la guerre de tranchées sévit sur tout le front occidental que le mot « poilus » a fait fortune pour désigner le troupier français. Le mot est un peu vulgaire, avouons-le, un peu démocratique tout au moins; et je sais quelques délicats qui n'ont pu encore s'y accoutumer. M. Gomez Carrillo n'a pas de ces scrupules d'élégance aristocratique. « Les poilus! A dire vrai, je ne sais ni d'où est sorti ce sobriquet, ni ce qu'il signifie exactement. Mais je le répète avec plaisir, parce que je lui trouve une saveur âpre et gaie, mélange de badinage

et d'épopée, qui fait penser aux appellations que se donnaient les volontaires de Bonaparte... Poilus!... Depuis Joffre jusqu'à la dernière recrue, il n'en est pas un seul qui ne soit un poilu. Et il faut voir l'orgueil avec lequel chacun s'écrie : On est des poilus! Et il faut noter l'enthousiasme avec lequel tous, parlant d'un général fameux, murmurent : En voilà un poilu! Dans le terme poilu se trouve résumée la gamme entière des vertus du soldat, avec son héroïsme, ses sacrifices, sa bonne humeur et ses misères. »

Les « poilus » ne sont peut-être pas tous des héros, mais les héros abondent parmi eux. Jamais, — les Allemands eux-mêmes en conviennent, après nous avoir tant méconnus et tant dédaignés, — jamais le mépris joyeux de la mort n'a été plus commun qu'aujourd'hui dans cette France qui passait pour dégénérée. Parmi tous les traits d'héroïsme français que nous rapporte M. Gomez Carrillo, il en est quelques-uns qui, ses livres une fois fermés, s'imposent à notre mémoire d'une façon particulière. C'est d'abord l'histoire de ce commandant « tout petit, rageur, mal embouché, tempêtant contre tout, » mais riant et plaisantant sous la mitraille, et qui, à Montfaucon, soutient toute une semaine, avec des forces très réduites, une terrible contre-attaque de la Garde prussienne. En tête de sa colonne, il tire comme un diable, et, à chaque coup, affirme avoir tué un général. Une balle lui casse le bras gauche; il refuse de se laisser bander et continue à tirer. Un fragment d'obus lui crève un œil. « Alors, horrible et superbe, la figure pleine de sang, il se mit à marcher en avant, comme un fantôme. » Il criait : « Frères, il faut mourir. En avant! » Tous le suivent. Et, contre toute espérance, l'unité est sauvée, la position est maintenue, et, à la fin, ce sont les Prussiens qui reculent. — Et ce sont ensuite les exploits de la « compagnie des audacieux. » Une nuit, ils se proposent d'aller couper un solide réseau de fils de fer. Ils sont arrivés en rampant et vont commencer leur travail. Tout à coup un énorme réflecteur électrique les éclaire comme en plein jour, et les mitrailleuses allemandes les déciment. Ils ne veulent ni se rendre, ni reculer, et ils décident de continuer leur besogne sous le feu de l'ennemi. Les hommes tombent en grappes : les autres coupent toujours. « Rendez-vous! » leur crie-t-on. Pour toute réponse, un lieutenant de Marseille entonne un air provençal, tous les

autres reprennent en chœur. Hélas! peu à peu, le chœur faiblit, et plus d'un n'acheva pas le couplet commencé. Enfin, tous les fils de fer sont coupés, et les survivans reçoivent l'ordre de regagner en rampant, et sans chanter, les tranchées françaises. Le réflecteur et la mitraille ennemie les accompagnent, et plusieurs encore s'affaissent en chemin. Ils étaient partis deux cents, ils rentrent quarante. — Et voici enfin un épisode du siège du fort de Troyon. Une pluie de fer et de feu est tombée sur le fort et l'a réduit en ruines. Un parlementaire allemand s'avance pour demander la reddition; et le dialogue suivant s'engage entre lui et le commandant du fort : « Nous rendre! Jamais. — Toute résistance est inutile; nos forces occupent la région, et la forteresse n'est plus qu'une ruine. — Qu'importe! — Aujourd'hui on vous accordera les honneurs de la guerre, tandis que demain vous devrez vous livrer sans conditions. — Nous vous livrerons nos cadavres, mais jamais vous ne nous aurez vivans. — Pour la troisième fois, rendez-vous! — Pour la troisième fois, non! » L'officier allemand paraissait sincèrement et profondément ému. Immobile, contemplant les ruines de Troyon, il resta quelques instans silencieux. Puis, s'adressant à nous tous, il s'écria : « C'est terrible, mais c'est admirable. — C'est le devoir, et rien de plus, » acheva le commandant. Deux heures après, le bombardement recommence ; puis, les Bavarois montent à l'assaut: mais fauchés par l'artillerie française, ils reculent, les renforts arrivent; la garnison et la position sont sauvées.

Comme tous les autres observateurs étrangers, M. Gomez Carrillo note que « la jolie bravoure française, faite de générosité et d'élégance, » reste humaine, même en pleine action, et qu'elle est toujours équitable pour l'adversaire. Chefs, soldats, tous ceux qu'il interroge, sans exception, rendent hommage au courage des Allemands. « Il n'en est pas un seul qui ne nous ait répondu : Ils sont admirables! » « Ah! les bougres, ce sont de rudes soldats! » s'écrie un vieux colonel que l'écrivain a interviewé au passage. Et un jeune lieutenant d'artillerie, racontant l'attaque d'un pont que défendaient deux batteries de 75 par un régiment de la Garde prussienne, disait : « C'était pitié de les voir tomber en masse, graves et solennels comme s'ils célébraient un rite... Moi, du fond de mon âme, je priais Dieu pour eux... Quelles troupes! » Les Allemands ne

diront pas que leurs ennemis, — leurs vainqueurs, — leur ont mesquinement marchandé les justes éloges.

Mais l'héroïsme français, par-dessus toutes ses autres qualités, en a une qui lui appartient bien en propre, et qui, véritablement, l'illumine : il n'est point guindé, il n'est point morose, il sait sourire. Ce trait a vivement frappé M. Gomez Carrillo, — ainsi qu'en témoigne le titre de son dernier volume, — et il a sur « l'incurable sourire de la race » plus d'une jolie page. Si celle-ci qui termine son premier livre, et qui doit donc exprimer son impression dernière, ne figurait pas, quelque jour prochain dans les anthologies de la littérature espagnole contemporaine, j'en serais infiniment surpris :

« Ceux qui ne connaissent Paris qu'avec sa fièvre perpétuelle et ses crispations permanentes n'ont pas la moindre idée de ce qu'est la gaîté française, ingénue, bruyante, guillerette, galante, fraîche, loquace, saine et robuste. « Rire gaulois, » disent les étrangers. Je préfère évoquer le rire athénien, fin et plein de ces nuances délicates qui surprennent chez le peuple et qui surprennent encore davantage chez le peuple armé et en guerre. « Ces hommes, écrivait avec un peu de mauvaise humeur le vieil Aristophane, en parlant des soldats de son époque, ont des tendances à ne voir l'existence que comme une partie de plaisir. » Des soldats de Joffre on pourrait dire la même chose. Les Allemands les taxent de légers, de superficiels, d'irrespectueux. A leur point de vue, les Allemands ont raison. Chaque peuple a les défauts nécessaires de ses qualités. Sans cette légèreté superficielle, comment la France d'aujourd'hui et de toujours pourrait-elle supporter les malheurs que le destin lui a fait subir?... En riant et en chantant, elle a su traverser les plus tristes phases de son histoire. En chantant et en riant, elle est toujours arrivée à échapper à la prostration dans laquelle les peuples graves, comme l'Espagne, comme la Turquie, tombent aussitôt qu'ils se sentent abattus. Ah! si la pauvre France de 1870 n'avait pas eu son rire!... *Mais ceux qui ne voient pas ce qu'il y a de profond, de sérieux, de presque religieux sous cette légèreté, ne connaissent pas l'âme du pays.* Marcher à la mort en chantant et en plaisantant, c'est sanctifier la frivolité. Où y a-t-il au monde des héros comme ceux de cette race, si ce n'est dans les gestes épiques de la Grèce? D'autres peuples ont lutté par intérêt, par amour de l'indépendance, par vanité sacrée. Seule,

la France a lutté pour le simple désir de lutter, par pure volupté du péril, pour la noble joie du sacrifice. Cherchez la raison des plus brillantes batailles de l'ancienne France, et vous ne la trouverez pas toujours. Mais, en échange, vous trouverez, aux heures mêmes des désastres, la même chevaleresque élégance et la même joie héroïque. Contemplez une collection de portraits de héros européens, de héros anglais, de héros allemands, de héros espagnols, de héros français. Tous vous inspireront un égal respect. Dans tous, vous trouverez un air égal de force et d'énergie. « Ils sont d'une même famille, » penserez-vous. Mais, en examinant mieux leurs traits, vous noterez bientôt que c'est seulement sur les figures des Français qu'existe le sourire. Et cela, qui ne semble rien à ceux qui étudient les guerres au point de vue technique, c'est ce qui, à travers les siècles, donne à l'Histoire de France son éclat léger et discret, uniquement comparable à celui de la légende athénienne. »

Ah! oui, la fine, jolie, intelligente et piaffante page!

Voilà donc cinq témoins étrangers et neutres qui viennent de déposer impartialement devant nous sur la France d'aujourd'hui. Je les ai interrompus le moins souvent possible, et le plus souvent que j'ai pu je leur ai cédé la parole. N'ayant point « sollicité » leurs textes, je me garderai bien d'en dégager moi-même une conclusion générale qui risquerait, à des yeux prévenus, de paraître trop avantageuse. Mais il me semble que ce ne sera ni trahir, ni dépasser leur pensée à tous, mais au contraire la résumer sous sa forme la plus fidèle, que d'emprunter, pour finir, à Mme Noëlle Roger, ces quelques lignes si sobrement éloquentes :

« Souffrance oblige... A tous ces hommes qui ont répondu à l'appel, obéi à l'ordre, à toutes ces femmes, ces mères qui ont donné le meilleur d'elles-mêmes, à ce peuple entier qui se sacrifie avec une vaillance souriante, nous devons, tout le reste de notre vie, chaque matin et chaque soir, une pensée de tendresse reconnaissante. »

VICTOR GIRAUD.

REVUES ÉTRANGÈRES

LA GRANDE RETRAITE RUSSE DE 1915 RACONTÉE PAR UN TÉMOIN ANGLAIS

On the Russian Front, par R. Scotland Liddell, un vol. 8°, illustré. Londres, librairie Simpkin, 1916.

M. Scotland Liddell est un journaliste anglais qui, au printemps de 1915, après avoir assisté à la chute d'Anvers, — et sans doute poussé surtout par la curiosité de « voir du pays, » — s'en est allé en Russie avec une lettre de recommandation pour Son Excellence Alexandre Goutchkoff, directeur du service impérial de la Croix-Rouge sur tout le « front » de Pologne. Dès le milieu de mai, M. Liddell s'est trouvé attaché, en qualité d'infirmier, à une grande ambulance occupant une demi-douzaine de tentes, dans une sauvage et magnifique forêt voisine de la ville de Staro-Radziwillow, mais plus voisine encore de la « ligne de feu. » D'heure en heure, un petit tramway amenait à l'ambulance des blessés, russes ou allemands, qu'un groupe nombreux d'infirmières de la Croix-Rouge, — ou, comme on dit là-bas, de « sœurs » volontaires, — soignaient avec une sollicitude et une efficacité merveilleuses. Mais les véritables « impressions de guerre » de l'écrivain anglais n'ont commencé qu'environ deux semaines plus tard, le matin du 31 mai, après une terrible canonnade allemande qui l'avait tenu éveillé durant toute la nuit. C'était la première fois que l'ennemi s'essayait, sur le « front » russe, à lancer des obus pleins de gaz asphyxians.

Une aube grise se leva, dont la faible lueur nous permit d'apercevoir un wagon s'avançant lentement vers nous, sur les rails du tramway. Il y avait là six soldats qui, la tête penchée en dehors du wagon, s'efforçaient

misérablement d'aspirer un peu d'air. L'ennemi venait d'attaquer leur armée avec des obus asphyxians, et ces malheureux étaient empoisonnés. Leurs poumons étaient affreusement brûlés. Nous les déposâmes, sur des brancards, dans l'espace sablonneux qui séparait la tente où nous couchions de celle où logeaient les blessés ; et bientôt l'un des médecins accourut auprès d'eux. Impossible d'imaginer un spectacle plus atroce que celui de ces hommes en train d'étouffer. Trois d'entre eux moururent presque tout de suite, parmi des souffrances inoubliables. Mais cela même n'était encore rien, en comparaison de ce que nous allions voir au cours de la journée.

Car sans arrêt, maintenant, d'autres wagons nous arrivaient, pareillement chargés d'hommes empoisonnés. Un bon nombre de ceux-ci étaient morts pendant le trajet : dans un des wagons, trois cadavres gisaient sur les corps de trois moribonds. Au bout d'une heure, nous avions à soigner plus de 500 hommes. Vers la tombée du soir, nous avions reçu 2 100 hommes empoisonnés, sans compter des centaines d'autres qui n'étaient que blessés. De ce nombre, 143 sont morts dans notre camp, et près de 500 ont succombé les jours suivans, après que nous les eûmes envoyés dans les hôpitaux réguliers de Girardow et de Varsovie.

Tout l'espace entre les tentes était encombré de brancards. Infirmières et médecins s'épuisaient en efforts désespérés pour rappeler à la vie ces pitoyables victimes de la barbarie allemande. Des paysans polonais, hommes et femmes, voire des enfans, affluaient de tous les villages d'alentour et travaillaient avec nous sans un instant de répit : ils faisaient boire aux malades des tasses de lait ou d'eau, leur baignaient la tête, renouvelaient infatigablement des compresses d'eau froide sur leur front et leur poitrine. Mais, hélas ! dans bien des cas tout secours humain était impuissant. Nos tentatives de respiration artificielle, en particulier, n'avaient guère d'effet. Nous voyions les infortunés devenir tout à coup d'un rouge pourpre, nous les voyions tirer hors de leurs lèvres une langue toute noire, et puis c'était la mort par manque d'air, une mort hideuse et terrible. Pour ma propre part, j'ai eu à laisser succomber ainsi soixante-sept hommes.

Pendant cette première attaque de gaz empoisonnés, plus de 7000 soldats russes ont péri, c'est-à-dire l'équivalent de deux régimens entiers. Aussi bien y a-t-il eu un régiment qui s'est trouvé presque tout à fait anéanti ! J'ajouterai que le quart environ des victimes sont mortes dans les tranchées. Grâce à son nouveau procédé d'attaque, l'ennemi n'a pas eu de peine à s'emparer des tranchées russes de première ligne : mais bientôt un régiment sibérien s'est élancé sur lui à la baïonnette, et l'a honteusement chassé, après lui avoir infligé de très lourdes pertes. Et l'on a découvert, à ce moment, que presque tous les soldats russes empoisonnés que l'ennemi avait trouvés gisant dans les tranchées *avaient été, par surcroît, égorgés ou grièvement blessés à la baïonnette.*

La lendemain, M. Liddell et ses compagnons se sont occupés à enterrer les morts. Ils ont creusé deux grandes fosses, — selon l'usage des Russes, qui déposent volontiers ainsi les corps de leurs

compagnons dans ce qu'ils appellent des « tombes fraternelles. » Les victimes du gaz asphyxiant y furent placées vêtues de leurs uniformes, après que, simplement, l'on eut vidé leurs poches pour en envoyer le contenu à leurs familles, M. Liddell nous fait une description touchante du contenu de ces poches de soldats russes. « Presque chacun d'eux avait une bourse, mais le plus souvent vide, ou bien avec quelques sous de cuivre. Beaucoup de bagues d'argent, dont la plupart s'ornaient étrangement d'une tête de mort, avec des pierres vertes et rouges en guise d'yeux. L'un des hommes n'avait absolument, dans ses poches, qu'un bouton de métal et un petit morceau de sucre tout souillé. Un autre avait une photographie de femme à peine distincte, enveloppée dans un morceau de toile rouge. Quelques-uns avaient des portefeuilles renfermant des lettres, des photographies de leurs parens et d'eux-mêmes. Ces dernières montraient de superbes figures d'hommes à la mine franche et brave, contrastant de la manière la plus tragique avec les misérables ruines humaines que ces jeunes héros étaient devenus en moins d'une journée. Et puis il y avait encore des clous, des bouts de ficelle, toute sorte d'objets comme l'on en trouve, chez nous, dans les poches des gamins de l'école primaire. »

Autour des deux « tombes fraternelles, » creusées pour ces centaines de morts de la nuit du 30 mai, s'étendait un petit cimetière dont chaque croix était constamment entretenue et fleurie par les blessés du camp ou par des femmes polonaises de la région. Sur les croix, des mains malhabiles avaient inscrit des vers d'une poésie naïve et charmante, comme ceux-ci : « Chers enfans de la Pologne, lorsque viendra le mois doré de mai, — apportez-nous des fleurs, car c'est pour votre pays que nous sommes morts ! » Ou bien encore ; « Ne soupire pas, chère forêt! — Tu ne saurais souhaiter de meilleurs frères — que ceux qui dorment ici d'un sommeil reposant ! »

Et à peine le personnel sanitaire du camp commençait-il à oublier un peu l'émoi de cette catastrophe de la dernière nuit de mai, que soudain les Allemands, ayant « repéré » l'emplacement d'une ambulance où leurs soldats, comme je l'ai dit, étaient traités avec le même soin que les blessés russes, se sont mis lâchement à la bombarder! Le matin du lundi 7 juin, pendant que M. Liddell déjeunait sous sa tente, un obus est venu éclater presque devant ses yeux, et puis un autre et un autre, dont aucun, par bonheur, n'a atteint son but. Sur-le-champ, les infirmières ont commencé à transporter ailleurs la centaine de blessés. Des paysans, cette fois encore, étaient accourus pour

les aider dans leur tâche. En compagnie de l'un d'eux, M. Liddell revint à dix reprises prendre des blessés ; et, pendant ce temps, plus de vingt obus tombèrent à côté d'eux. Dès la nuit, toutes les tentes se trouvaient dressées dans un autre endroit, jusqu'au jour où, de nouveau, instruits par leurs espions, les Allemands recommenceraient leur odieuse besogne !

Car, sans aucun doute possible, c'est par des espions qu'ils avaient été renseignés sur le lieu de l'ambulance. Chaque jour, M. Liddell entendait parler d'espions déguisés en paysans, ou bien en officiers de régimens russes. L'audace de ces gaillards était incroyable. « Deux d'entre eux avaient hardiment installé un téléphone entre les lignes allemandes et l'arrière du front russe. J'ajouterai que ceux-là ont été pris, et que les Russes, lorsqu'ils arrivaient à s'emparer d'un espion, ne craignaient pas de le traiter de la bonne manière. Une autre fois, un espion costumé en paysan a été arrêté tout près de notre camp, tandis qu'il envoyait des signaux lumineux à l'ennemi, par une nuit sans lune. Une autre fois encore, un espion portant l'uniforme du 3e corps d'aviateurs dînait tranquillement dans la grande salle de l'Hôtel de l'Europe, à Varsovie, lorsqu'il y vit entrer deux véritables officiers de ce corps. Non moins tranquillement, l'espion se lève, et sort de la salle. Les officiers le suivent, le voient monter dans une somptueuse voiture automobile, sautent dans une autre voiture, et parviennent enfin à empoigner l'espion, — qui ne risquera plus, désormais, de dénoncer personne. »

Jusque vers le milieu de juillet, — où allait s'ouvrir la « grande retraite, » — M. Liddell est resté dans cette ambulance de la forêt de Staro-Radziwillow dont il ne se lasse point de nous décrire l'existence journalière, mêlée de travail et de poésie. Qu'on lise, par exemple, cette peinture d'un service funèbre, — où d'ailleurs l'écrivain anglais s'avise, je ne sais trop pourquoi, de « découvrir quelque chose d'étrange et de barbare (1) : »

Pour chacun de ces services, le prêtre avait coutume d'arriver à cheval, escorté d'un soldat. Les deux chevaux étaient attachés à la clôture de bois qui entourait le cimetière ; le prêtre se dépouillait de son manteau, et apparaissait vêtu d'une robe pourpre, avec une lourde croix d'argent

(1) Il est vrai que M. Liddell « découvre » aussi « quelque chose de chinois » dans l'exquise politesse native du paysan russe, qui le porte à traiter un officier étranger de : « Votre Noblesse ! »

suspendue à son cou. Il déposait à terre son manteau, son large chapeau de feutre noir, et commençait tout de suite la cérémonie funèbre, pendant que le soldat mort, recouvert d'un linceul, gisait sur un brancard tout au bord de la fosse. Le prêtre chantait une strophe, le soldat entonnait la suivante, et puis les deux voix s'unissaient harmonieusement.

Un jour, trois soldats, deux paysans, un infirmier, et moi, assistions au service. Les paysans, mon collègue, et moi, nous trouvions chargés d'apporter le corps. En chemin, nous avions rencontré les trois soldats, qui, après s'être découverts, s'étaient mis à marcher lentement derrière nous. Et voici encore que, pendant le service, une vieille paysanne sortit brusquement du bois! Elle était toute petite, les pieds nus, avec un fichu d'un rouge vif autour de la tête. Lorsque déjà la cérémonie approchait de sa fin, le prêtre prit l'une des bêches, en toucha les deux côtés de la fosse, et murmura des paroles en faisant des signes de croix. Aussitôt l'un des paysans sauta dans la fosse, et y déposa le cadavre, qu'un autre de ses compagnons lui avait mis en mains. Sur quoi le prêtre prit un peu de terre avec la bêche et la jeta dans le tombeau, que les paysans, ensuite, se hâtèrent de combler.

Mon collègue et moi étions sortis du cimetière, pour être témoins du départ du prêtre. A la poterne de bois, celui-ci nous offrit à chacun une cigarette, en alluma une pour son compte, puis remonta sur son cheval et s'enfonça sous les arbres de la forêt. Les trois soldats continuaient à errer parmi les tombes, en multipliant les signes de croix. La petite vieille avait disparu. Mais au moment où j'allais m'éloigner, je la vis qui, de nouveau, se glissait sous la clôture de bois, revenant de la forêt. Ses bras étaient tout remplis de branches de chêne et de sapin. Elle attendit patiemment que l'on eût achevé de dresser un tertre, sur la fosse récente ; et puis elle s'occupa de décorer celle-ci, recouvrant la terre jaune d'une couche de verdure. Après quoi je la vis encore s'agenouiller en prière, au pied de cette tombe d'un soldat inconnu.

Parfois aussi M. Liddell, en manière de divertissement, est allé passer quelques heures dans la tranchée russe. Cette précieuse faveur lui a été accordée par un général dont le nom devait bientôt nous devenir familier presque à l'égal de celui de son admirable chef, le général Broussilof. Au printemps de 1915, le général Sakharof n'était encore que commandant d'une division. « C'était, nous dit M. Liddell, un homme charmant et d'un accueil infiniment aimable. Il occupait une modeste chambre que lui avaient cédée, dans leur maison, des paysans d'un village polonais. Des enfans aux jambes nues jouaient bruyamment dans le corridor de la maison, lorsque je m'y présentai pour demander au général la permission d'entrer dans les tranchées. La chambre où je fus introduit n'avait, elle-même, qu'un mobilier des plus sommaires : le lit de sangle du général Sakharof, quelques chaises et deux tables. Sur l'une des tables, devant laquelle était assis

le général, une grande carte était entourée d'un *samovar*, de deux ou trois verres, de nombreux papiers, et d'un pot rustique contenant des bleuets. Sur la seconde table se trouvaient d'autres papiers, quelques journaux russes et polonais, une boîte de fer-blanc pleine de biscuits, et une bouteille d'eau minérale. Toute la garde-robe du général pendait à des clous, derrière la porte. »

Mais surtout, dans la tranchée et ailleurs, ce sont les soldats russes que M. Liddell a eu l'occasion d'observer. Ajouterai-je qu'il me paraît les avoir observés d'un point de vue trop foncièrement « anglais, » avec une tendance excessive à condamner ce qu'il « découvrait » chez eux d'« enfantin, » — comme déjà, tout à l'heure, dans le contenu de leurs poches? A chaque instant nous devinons qu'il serait tenté de regarder comme des preuves d'un manque naturel d'intelligence tels traits qui, en fait, attestent seulement un grand fonds d'ignorance, ou bien encore le dédain d'une race d'enfans pour les réalités de la vie pratique. Peu s'en faut qu'il ne pousse même son injuste rigueur jusqu'à nous dénoncer comme contradictoire et dénuée de « sérieux » l'attitude du soldat russe à l'endroit des prisonniers allemands. « Le soldat russe s'en va au combat avec des vantardises puériles touchant les terribles choses qu'il fera si, par malheur, un soldat allemand lui tombe sous la main. Il jure d'arracher morceau par morceau la peau de l'ennemi, il jure de le hacher en tranches menues, de lui faire subir toute espèce de supplices plus monstrueux les uns que les autres. Mais qu'un soldat allemand ait la chance de tomber vraiment sous la main de ce féroce adversaire, et aussitôt le voici traité comme le plus honoré des hôtes et des amis! Le soldat russe lui parlera avec une bonté merveilleuse. Il lui offrira la plus grosse partie de sa ration quotidienne, afin que le pauvre diable ne risque pas de souffrir de la faim. Il lui donnera jusqu'à ses cigarettes, — ce trésor si coûteux, si malaisément obtenu! — et du matin au soir il tournera autour de lui pour veiller fraternellement à son bien-être. Et puis, lorsque l'ennemi ainsi traité s'en ira vers le camp lointain où l'on garde les prisonniers, avec quelle sollicitude affectueuse le soldat russe lui serrera la main et lui donnera une dernière cigarette, et combien ardemment il le plaindra, au fond de son cœur! »

Oui, c'est chose certaine que M. Liddell n'est point parvenu à comprendre l'âme du soldat russe. Il nous rapporte un mot du général Sakharof, lui disant que « le plus grand malheur du soldat russe est d'être resté un enfant; » et il nous déclare que, « maintenant qu'il connaît mieux les Russes, il se trouve d'accord, sur leur compte, avec

le général. » Mais, en réalité, tout porte à croire que celui-ci, sous l'apparente sévérité de son jugement, admirait et enviait, chez ses héroïques « enfans, » cette naïveté souriante et ce « détachement » des intérêts matériels qui affligent l'esprit, plus « positif, » de l'écrivain anglais. Et d'autant plus, d'ailleurs, devons-nous attacher de prix à la manière dont ce dernier se voit quasiment forcé de louer les qualités militaires de ce peuple, dont la véritable nature lui demeure fermée :

Individuellement, le soldat russe est, sans contredit, le plus magnifique soldat du monde entier. Il s'arrange à merveille du froid ou de la faim, et supporte les pires épreuves sans un seul mot de plainte. Avec cela, un courage indomptable. Au milieu des plus terribles dangers, il joue, il danse, il chante, il s'amuse. Blessé, les membres en miettes et le corps déchiré, vous ne l'entendrez pas proférer un murmure. Transportez-le d'une tente à l'autre, soumettez-le au traitement le plus douloureux : il se laissera faire en silence, et son beau visage n'exprimera rien qu'une foi respectueuse dans votre savoir, une gratitude ingénue pour votre bonté!

Ainsi M. Liddell, d'un bout à l'autre de son livre, ne cesse pas de rendre hommage aux trésors d'énergie et de résignation renfermés au fond de l'âme de chaque soldat russe. Mais nous avons l'impression qu'il juge cette âme de trop haut, — ou, plutôt encore, de trop loin, — au lieu d'avoir su se mettre à son niveau comme l'ont fait, avant lui, non seulement un poète de l'espèce de M. Stephen Graham, mais aussi l'obscur et ignorant boutiquier anglais dont j'ai eu naguère l'occasion de raconter ici l'étonnante aventure (1). Tandis que, d'autre part, aucun des livres provenant du « front oriental » qu'il m'a été donné de lire jusqu'ici ne m'a semblé aussi riche en renseignemens documentaires sur les divers aspects de l'organisation pratique de l'armée russe. Faute pour lui de vouloir ou de pouvoir comprendre ce qui se passait au dedans des « enfans » intrépides dont il partageait lui-même, vaillamment, les plus rudes épreuves, personne n'a mieux observé les dehors de leur vie, leur manière de manger et de se vêtir aussi bien que leur manière de se battre, et comment ils souffrent, et avec quelle confiance « puérile » et sublime ils accueillent la mort. Voici, par exemple, dès le début de son livre, une sorte de petit « tableau » qui m'a, pour mon compte, fort intéressé et qui aura de quoi, sans doute, instruire utilement plus d'un lecteur français :

Le soldat russe fait la guerre pour une somme moyenne de trente sous par mois. En temps de paix, il reçoit un peu moins, environ six sous par

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1916.

semaine. Son uniforme et ses bottes lui sont donnés par le gouvernement, comme aussi, on l'entend bien, sa ration quotidienne. Tous les mois il obtient un quart de livre de thé, cinq livres de sucre, et une demi-livre de savon, toutes choses qu'il est tenu de faire durer jusqu'au mois suivant. Joignez à cela, chaque jour, deux livres et demie de pain noir, trois quarts de livre de viande avec de la soupe à volonté, et une assiette de *kacha* ou bouillie de gruau.

L'ordre de ses repas est le suivant : à six heures, chaque matin, il prend du thé avec du pain noir, — et il va sans dire que, sa ration de pain lui étant donnée pour la journée entière, plus il en mange à ce premier repas et moins il lui en restera pour le dîner de midi et pour le thé du soir. Car c'est à midi qu'a lieu son repas principal, qui consiste dans les susdits trois quarts de livre de viande bouillie avec accompagnement de soupe épaisse aux choux ou à la betterave, et de *kacha* d'orge ou de sarrasin. On s'assied à quatre autour d'un plat d'où l'on se sert, à tour de rôle, par grosses cuillerées. Deux heures sont accordées pour ce repas de midi. Et puis, à sept heures, encore de la soupe, après laquelle ceux des soldats qui ont l'instinct de l'économie recourent à leur ration mensuelle de thé, en y ajoutant ce qu'ils ont conservé de leur ration quotidienne de pain. Mais encore, naturellement, cette répartition des repas n'a-t-elle lieu que dans la mesure où veulent bien la permettre les occupans ennemis de la tranchée d'en face.

Tous les mois, aussi, le soldat russe reçoit deux livres de racines de tabac hachées à la grosse. Ce tabac « officiel, » il le fume dans sa pipe ou bien en fait des cigarettes, avec un papier blanc, épais et rugueux, qu'il achète par larges feuilles et découpe ensuite à sa convenance. Que s'il veut des cigarettes avec du vrai tabac, force lui est de les payer de son argent. Mais, aussi bien, ces cigarettes forment-elles d'ordinaire son unique achat, avec pourtant, de loin en loin, dans les occasions solennelles, de petits pains blancs qu'il tient pour un régal princier.

Et toujours est-il que, depuis le mois de mai, notre infirmier-amateur vivait assez tranquillement dans sa pittoresque ambulance en pleine forêt, observant à loisir les hommes et les choses, lorsque soudain, vers les premiers jours de juillet, de très fâcheuses nouvelles sont venues troubler son repos. On assurait que l'armée russe de Galicie battait en retraite, devant une poussée formidable de l'artillerie austro-allemande. Bientôt sans doute l'ambulance devrait être évacuée, transportée à Varsovie ou même plus loin à l'Est, — car il n'y avait pas jusqu'à la possibilité de conserver Varsovie qui n'apparût, désormais, bien douteuse. Le mercredi 14 juillet, M. Liddell eut la surprise de voir que des tranchées « de réserve, » voisines de l'ambulance et habituellement presque vides, étaient remplies de soldats debout devant les créneaux, le fusil en main. D'un instant à l'autre, évidemment, l'on pouvait s'attendre à la brusque arrivée du flot

envahisseur! « La nuit suivante, nous dit M. Liddell, fut une des plus lugubres de ma vie, une de celles que je voudrais le moins avoir à revivre. On nous avait permis, cependant, de nous coucher sous la tente, mais avec défense de nous dévêtir. » Après quoi la nuit du 15 au 16 juillet fut, au contraire, très calme, et de nouveau l'on put croire tout danger écarté. Mais voici que, le lendemain vers midi, arriva décidément l'ordre d'évacuer l'ambulance! « Cette fois, nul moyen de songer à une fausse alerte. Sans le moindre doute, l'ennemi approchait. Et, de fait, le même soir, la plus grosse partie de l'infanterie de notre division passa sur la route, en face de notre camp, pareille à un cortège sans fin de noirs fantômes, parmi les ténèbres. C'était la grande retraite qui avait commencé! »

Sur tout le chemin jusqu'à Varsovie, l'écrivain anglais fut témoin d'un spectacle navrant, mais combien curieux et combien mémorable! De toute la région à l'Ouest de Varsovie, d'innombrables milliers d'habitans polonais fuyaient l'invasion d'une race de brigands. Plutôt que d'affronter ces hordes féroces, dont ils connaissaient trop la haine et le mépris pour tout ce qui est slave, ils avaient quitté leurs demeures et s'en allaient devant soi, ils ne savaient où, emportant dans leurs bras ce qu'ils avaient de plus cher au monde. « Je vis notamment, nous raconte l'écrivain anglais, une femme qui n'avait pris avec soi qu'un grand balai et un petit panier. Un vieillard endimanché tenait dans une main la masse extravagante d'un parapluie d'il y a cent ans, et dans l'autre une cage avec deux canaris. Nombre d'enfans portaient de la volaille vivante, soit dans des paniers ou suspendue à leur bras, les jambes liées. Un petit garçon se traînait péniblement avec un ample berceau de bois sur ses épaules. Mais ce qui m'étonnait le plus était d'observer combien de femmes emportaient seulement des fleurs ou des plantes dans un pot de terre. Peut-être ces pauvres femmes avaient-elles l'idée de sauver là, du moins, un peu de la terre qui entourait leur maison natale? »

A Varsovie, après un séjour de moins d'une semaine, M. Liddell est monté, le matin du jeudi 5 août, dans l'avant-dernier train russe qui a pu librement s'éloigner de la capitale polonaise, tandis que déjà une grosse partie de celle-ci était occupée par les troupes prussiennes. Le train suivant, le dernier, contenait les officiers et soldats du génie qui allaient faire sauter les ponts de la ville, et retarder ainsi la poursuite allemande. Sans arrêt maintenant, jusqu'à la fin du livre, l'écrivain anglais nous décrira les scènes les plus notables de cette

« grande retraite » dont il nous avoue qu'elle ne laissait pas de lui causer un mélange d'inquiétude et de sourde colère, — celle-ci encore aggravée par la vue du placide optimisme de son entourage. Et pourtant M. Liddell reconnaît aujourd'hui que son entourage avait raison contre lui. L'un des derniers chapitres de son livre est intitulé : *La fin de la grande retraite*. Nous y lisons avec quelle rapidité merveilleuse l'armée russe qui, la veille encore, lui semblait hors d'état même de se défendre, s'est mise depuis lors en posture offensive, de telle sorte qu'il n'a plus été possible à l'ennemi d'avancer d'un seul pas. « Notre miracle russe! » me disait naguère, de ce brusque sursaut, l'un des assistans du général Broussilof. Et bien que, ici encore, l'observation trop « positive » de M. Liddell échoue à nous faire apprécier l'importance, à la fois, et l'insigne beauté poétique du « miracle, » il n'en résulte pas moins de la lecture de son livre qu'une nation d' « enfans » est parvenue à contenir le choc puissant d'une armée d' « hommes mûrs, » sans pareille au monde pour sa science de la chimie, et la force pratique de sa « méthode, » et son indépendance de tous scrupules moraux. Veut-on avoir un nouveau trait, par exemple, du mépris souverain de cette armée allemande pour les « enfantillages » que sont, à ses yeux, le droit des gens et la simple pitié, — le simple souci de respecter en soi l'élément qui met l'homme au-dessus de la bête sauvage?

Le lundi 30 août, nous avons vu arriver à Narewka un soldat russe qui venait d'échapper à la prise des Allemands. Sa veste d'uniforme était tachée de sang, et nous découvrîmes avec horreur qu'une moitié de sa langue avait été arrachée, depuis la pointe jusqu'à la racine. Je me trouvais avec M. Gordof, délégué de la Croix-Rouge et deux médecins militaires, lorsque l'homme ainsi mutilé a mis par écrit son histoire. Je reproduis en même temps ici une photographie que j'ai faite à ce moment (1).

Le soldat, Siméon Pilouguine, était canonnier de la quarante-et-unième brigade d'artillerie. Pendant la retraite du 26 août, l'excès de fatigue l'a empêché de suivre ses camarades. Une patrouille de cavalerie allemande, l'ayant trouvé couché au bord de la route et presque évanoui, l'a conduit devant un officier.

L'officier, lui parlant en langue russe, s'est offert à lui payer tous les renseignemens qu'il consentirait à donner : mais le soldat n'a point voulu accepter d'argent. Alors l'officier lui a posé diverses questions. « Combien y avait-il de régimens russes dans la région? En quel endroit arrivaient les munitions pour l'artillerie? Combien de munitions sa compagnie avait

(1) Et combien je regrette de ne pouvoir pas reproduire, à mon tour, cette photographie, si horrible qu'elle soit! De telles images en disent plus long que tous les récits, sur la « culture » allemande. (T. W.)

elle avec soi? » etc. Le soldat, résolument, a refusé de répondre; en conséquence de quoi, l'officier allemand l'a frappé sur la tête avec son poing, et lui a donné des coups de plat de sabre sur les jambes. Et puis, comme Pilouguine s'obstinait à garder le silence, un soldat, sur l'ordre de l'officier, a pris un couteau et lui a tranché, en longueur, une moitié de sa langue. Cela fait, l'officier lui a déclaré que, s'il persistait à ne pas répondre à ses questions, par écrit ou par signes, le général en présence duquel on allait le conduire lui ferait couper l'autre moitié de la langue, sans compter d'autres châtimens plus terribles encore.

Le soldat russe a donc été emmené vers la demeure du général, sous la garde d'un soldat allemand, et tandis que l'officier marchait derrière eux. Soudain Pilouguine, à qui la douleur et la crainte avaient rendu des forces, a pris son élan et s'est enfui dans un bois que l'on traversait. Le soir tombait, le bois était sombre, et bien que le soldat et l'officier aient tiré sur lui à plusieurs reprises, le malheureux a eu la chance de leur échapper. Après avoir erré dans le bois pendant quatre jours, il venait de nous être amené par une patrouille de Cosaques qui l'avaient trouvé, eux aussi, gisant inanimé non loin des lignes russes. Les médecins de notre ambulance, après avoir examiné l'état de sa langue, et après s'être renseignés sur son compte auprès des officiers de sa batterie, ont déclaré que nul doute n'était possible touchant l'entière exactitude de son récit. Pilouguine a été envoyé à Moscou, par un train de la Croix-Rouge.

Mais pour en revenir à la « grande retraite » de l'été de 1915, M. Liddell n'en est plus, aujourd'hui, à penser que les généraux russes auraient pu l'éviter. Dans l'un des chapitres les plus intéressans de son livre, il nous explique de quelle façon un manque de munitions, d'ailleurs tout provisoire, a rendu impossible à l'armée de soutenir l'assaut des obus allemands, — en joignant à son texte le témoignage supplémentaire d'une photographie où nous apercevons une longue rangée de canons russes que l'on n'a même pas déchargés de leurs wagons, faute d'avoir de quoi les alimenter. Pendant les quelques semaines qui ont précédé et suivi la prise de Varsovie, surtout, cette disette d'obus s'est fait sentir désastreusement. Un grand nombre de canons russes en étaient réduits à ne pouvoir tirer que deux coups par jour! Et c'est dans ces conditions que l'armée en retraite n'a pas cessé un seul jour de combattre l'ennemi avec une ténacité, un courage, et souvent un bonheur qui, lorsque enfin il nous sera permis d'en savoir le détail, nous étonneront à l'égal des plus beaux exploits des héros de légendes. « A Narewka, — nous dit à ce propos l'écrivain anglais, — notre ambulance contenait plusieurs milliers de blessés russes et un groupe de huit cents blessés allemands. Or, tandis que chacun des Russes avait été blessé par un obus ou une balle de fusil, *il n'y avait pas un des huit cents Allemands qui n'eût*

été blessé à la baïonnette ! Et la même différence se manifestait dans tous les autres hôpitaux dont j'ai eu l'occasion d'entendre parler. Partout, les blessures des prisonniers allemands leur avaient été infligées à la baïonnette. En réponse aux canons allemands, les soldats russes n'avaient que leurs bras! Voilà, en vérité, qui a de quoi nous prouver suffisamment l'éminente supériorité du soldat russe, comme individu! Aussi bien les Allemands eux-mêmes se rendent-ils assez compte de cette supériorité. Jamais ils n'acceptent volontiers un duel d'infanterie avec leurs adversaires; et jamais, en fait, un duel de cette sorte n'a manqué de leur être funeste. »

Et pareillement sans doute le soldat russe, de son côté, s'est toujours rendu compte de cette « supériorité » personnelle qui, tôt ou tard, finirait à coup sûr par lui procurer la victoire, — pour ne rien dire de la présence chez lui d'un élément tout « enfantin, » si l'on veut, — ou bien encore tout « chrétien, » — qui l'empêche de s'abandonner au désespoir alors même que les circonstances semblent liguées contre lui. Le fait est que, pas un instant, le tableau que nous offre M. Liddell de la « grande retraite » d'il y a un an ne cesse de garder une couleur de résignation calme et recueillie, malgré toute sorte d'épisodes tragiques parmi lesquels il me suffira de citer l'obstination quotidienne, et vraiment « infernale, » des Allemands à bombarder les hôpitaux et trains sanitaires ornés des emblèmes de la Croix-Rouge. « Le matin de notre départ de Gainowka, un aéroplane allemand a lancé des bombes sur nous, expressément dirigées contre les deux côtés de notre camp. Un peu plus tard, un Taube a fait tomber 33 bombes sur les trains de la Croix-Rouge qui stationnaient dans la gare de Narewka. » Chaque jour, ainsi, la mort plane de très près sur les blessés et sur les héroïques « sœurs » qui tendrement leur prodiguent leurs soins : mais à peine la dernière bombe a-t-elle éclaté, qu'une fois de plus, au risque de choquer M. Liddell par leur manque de « sérieux, » sœurs et blessés, se regardant comme décidément sauvés de tout danger par la protection des Puissances célestes, se retrouvent prêts à pardonner la monstrueuse agression des aviateurs qui ont failli les tuer, en se disant, — avec notre soldat anglais de l'autre jour, — que « tout cela n'est que l'effet naturel de la fameuse *culture* allemande ! »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Voilà déjà quinze jours que le Gouvernement de la République française a adressé aux gouvernemens des Puissances neutres sa *Note sur la conduite des autorités allemandes à l'égard des populations des départemens français occupés par l'ennemi.* Partout cette note a soulevé, dans sa précision froide, un même mouvement d'indignation et de dégoût. Non seulement chez nous, mais bien loin de chez nous, nul homme à qui rien d'humain n'est étranger n'a pu la lire sans que ses yeux s'emplissent de larmes. Mais il n'est pas trop tard pour y penser encore ; de pareils crimes ne se prescrivent point par deux semaines, et nous ne pouvons ni ne voulons nous taire. Le Gouvernement français a protesté officiellement auprès des gouvernemens neutres : la presse quotidienne a saisi de ces faits monstrueux ce qu'on nomme « le grand public ; » et il en a frémi, mais, avec ce frisson même, il a presque épuisé son action. La *Revue des Deux Mondes*, qui, depuis un siècle bientôt, se fait honneur de représenter pour sa part, devant l'univers civilisé, l'esprit français et la conscience française, ne se résout pas à croire qu'elle ne puisse pas être utilement entendue de ceux-là qui, en tout pays, s'ils ne sont pas le nombre, sont le levain des foules, qui, à tout le moins, en dégagent les sentimens et leur donnent une expression. C'est à eux, en particulier, qu'est dédiée cette histoire qui est de l'histoire, et où ne vont parler que les documens.

A la date du 30 juin 1916, le ministre de la Guerre écrit au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères :

Dans les premiers jours d'avril, des affiches avaient offert aux familles sans ouvrage de les installer à la campagne, dans le département du Nord, pour travailler aux champs ou pour abattre des arbres. Devant le peu de succès obtenu par cette tentative, les Allemands résolurent de recourir à la force. A partir du 9 avril, on les voit opérer des rafles, soit dans les

rues, soit à domicile, enlevant pêle-mêle hommes et jeunes filles, les expédiant on ne sait où. La mesure allait bientôt se généraliser et s'exercer de façon plus méthodique. Un général et beaucoup de troupes arrivèrent à Lille, entre autres le 64e régiment venant de Verdun; le 29 et le 30 avril, fut affiché l'avis à la population où celle-ci était invitée à se tenir prête à une évacuation forcée. Immédiatement le maire protestait, l'évêque allait trouver le commandant de la place, les doyens envoyaient des lettres indignées; rien n'y fit.

Le samedi saint, à trois heures du matin, les rafles méthodiques commençaient à Lille, par le quartier de Fives; à Tourcoing, par le quartier de la Marlière; à Roubaix. Après une interruption le jour de Pâques, l'opération se poursuit pendant toute la semaine, finissant à Lille, par le quartier Saint-Maurice. Vers trois heures du matin, les rues étaient barrées par la troupe, baïonnette au canon, mitrailleuses en travers de la chaussée, contre des gens désarmés. Les soldats pénétraient dans les maisons, l'officier désignait les personnes qui devaient partir, et, une demi-heure après, tout le monde était emmené pêle-mêle, dans une usine voisine, et, de là, à la gare où s'effectuait le départ. Les mères ayant des enfans de moins de quatorze ans étaient épargnées; les jeunes filles de moins de vingt ans n'étaient emmenées qu'avec une personne de leur famille. Mais cela n'enlève rien à la barbarie de la mesure. Les soldats de la landsturm rougissaient de se voir employés à pareille besogne. Les victimes de cet acte brutal montrèrent le plus grand courage ; on les entendit crier : « Vive la France! » et chanter *la Marseillaise* dans les wagons à bestiaux qui les emportaient.

On dit que les hommes sont employés à la culture, à la réfection des routes, à la fabrication des munitions, aux tranchées. Les femmes sont chargées de faire la cuisine et la lessive des soldats et de remplacer les ordonnances des officiers. Aussi, pour ces rudes besognes, a-t-on pris de préférence des servantes, des domestiques, des ouvrières. Dans la rue Royale, à Lille, il n'y a plus de servantes. Mais il s'est trouvé des jeunes filles de courage dans la bourgeoisie, qui n'ont pas voulu que les jeunes filles du peuple soient seules à partir. On cite Mlles B... et de B... qui ont tenu à accompagner les filles de leurs quartiers.

Les malheureuses gens, ainsi réquisitionnées, ont été dispersées depuis Seclin et Templeuve, jusqu'aux Ardennes. Leur nombre est évalué à environ 25 000 pour les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing. Le quartier de la Place à Lille, les communes de Loos, Haubourdin, la Madeleine, Lambersart auraient été épargnées.

Tel est le récit authentique des faits, en une seule page, en un simple rapport, qui devient, par la vertu de la vérité, un acte d'accusation impitoyable, impérissable. Il n'y a pas un mot à y ajouter, mais on peut, à l'aide des pièces mêmes, d'après lesquelles il a été dressé, humbles griffonnages souvent, tout dépourvus de littérature, en renforcer quelques accens. Parcourons donc ce dossier. La principale des

pièces qui le composent est la longue lettre, d'un pathétique allant jusqu'au tragique, qui a été remise « par M. D...., ancien receveur particulier, à M. Jules Cambon, ambassadeur de France, ancien préfet de Lille. » Écrite le 30 avril, dans la fièvre de l'émotion, elle peint au vif ces scènes déchirantes. Admirable lettre, maintenant publiée comme elle devait l'être, et répandue dans le monde entier à des centaines de milliers d'exemplaires. Mais elle a un *post-scriptum*, qui n'est ni moins beau, ni moins triste, ni moins édifiant. Il n'a pas été reproduit. Le voici, un peu abrégé :

Cette lettre n'exagère rien, vous pouvez la communiquer : qu'elle fasse bien connaître ce peuple à ceux qui n'auraient pas encore assez de haine et de mépris pour frayer encore avec eux après la guerre... Vexations et privations de toutes sortes... Défense d'entrer en ville d'autre viande que celle du Comité (de ravitaillement) et nous avons eu deux fois 150 grammes par personne en quatre mois; encore la paie-t-on cinq francs la livre, même au Comité... Beaucoup ne se nourrissent plus que de riz... Un jour, un wagon de poisson et d'œufs nous arrivent, ils sont, contre tout droit, arrêtés et envoyés en Allemagne. L'autre jour arrive encore pour notre ville, par le Comité, 55 000 francs de viande. Une série de vexations l'arrête et la laisse se putréfier sur place. Les pommes de terre ici et aux environs se gâtent, on ne les laisse pas entrer et les forces diminuent... Je ne dis pas cela pour qu'on nous plaigne, mais pour vous montrer que, même physiquement, nous ne sommes pas soutenus pour les tortures morales que nous subissons, privés de tout réconfort, de toutes nouvelles de vous. Aussi la mortalité augmente d'une façon effrayante : 45 pour 100 sur une population réduite de moitié. Des cas de folie nombreux dans certaines régions, cela ne nous étonne pas. Nous sommes à bout de forces, il faut être constamment en état de veille pour défendre et soutenir les pauvres gens.

Il nous sera permis de souligner, quoiqu'il n'en soit pas besoin, un ou deux traits de ce *post-scriptum*, ceux d'abord ou s'affirme une vaillance qui ne veut pas désespérer, avec une continuelle attention au devoir national et social. « *Je ne dis pas cela pour qu'on nous plaigne... Il faut être constamment en état de veille pour défendre et soutenir les pauvres gens.* » Et ce ne sont pas des traits personnels. Ce n'est pas la qualité d'une âme choisie, mais, parce que choisie, solitaire ou rare. Même note, d'un son aussi pur, dans une autre pièce : « Plus cela va mal, plus il nous semble que nous approchons de la délivrance. » Ailleurs, c'est la colère qui domine, au spectacle « des filles, des fillettes, des jeunes gens de quatorze ans, » arrachés des bras de leurs mères, « empaquetés dans des tramways réquisitionnés, expédiés comme des troupeaux d'esclaves pour une destination inconnue. » — « Quelle haine impuissante pour le moment! mais,

plus tard, quelle responsabilité pour l'autorité supérieure, du *fantassin* au général! *Dis bien à notre fils tout cela.* » Ou c'est la plainte, non sur soi-même, mais sur tout ce peuple martyrisé : « La décision, comme ils le disent, est irrévocable; les esclaves n'ont qu'à se taire. Nous sommes dans leurs mains... Que reste-t-il de plus à exiger de nous, si ce n'est de nous vendre sur les places publiques des villes allemandes? » Chez d'autres, la rage trouve l'épithète qui convient: « Mesure d'apaches, » gronde un témoin. Mais il connaît les Allemands : « Avec eux, il ne faut plus s'étonner de rien. » Et voici l'idée persistante : « Il faudrait que toute la France, toutes les nations connaissent ce nouveau crime, avec sa préparation sournoise, ses apparences mensongères, sa fourberie déguisée. » Un mot revient fréquemment, et c'est le mot propre pour désigner cette cohue qui est chassée on ne sait où : un troupeau. Dans ce troupeau, il y a de tout : des hommes faits, des femmes, des « gamines de quinze ans, » de jeunes garçons de quatorze ans, « collégiens en culottes courtes. » Exode lamentable. Cependant, sur toute cette tristesse, la fierté, et peut-être l'ironie française, pique sa cocarde. On se redresse pour défiler. « Les soldats emmenaient les victimes à la gare de Saint-Sauveur sans que les parens puissent les accompagner; elles y restèrent jusqu'au soir où des wagons à bestiaux munis de planches en guise de bancs les emportèrent. Elles partirent au cri de : *Vive la France!* et au chant non moins prohibé de la *Marseillaise*. C'est la première fois depuis l'occupation qu'on entendit ce chant et cette acclamation. *Malgré leur désolation, les partans devant l'ennemi eurent de la tenue.* » La pièce suivante insiste là-dessus, comme sur un bon tour : « Tous ces pauvres gens se demandaient où et pourquoi on les emmenait; il y avait, je t'assure, de tristes tableaux, et, à côté de cela, toujours le côté gai, car on entendait des groupes chanter, les uns des chants patriotiques, les autres des refrains à la mode, et, comme ils stationnaient à la gare toute la journée, des groupes jouaient aux cartes en attendant le départ... On peut même dire que la majeure partie a été gaie ou plutôt faisait contre mauvaise fortune bon cœur, à l'ahurissement des Boches qui n'en revenaient pas de voir le caractère français, ne reculant devant aucun sacrifice. »

Ainsi ceux qui s'en vont se contraignent à sourire, pour que ceux qui restent pleurent moins. Mais ceux qui restent! « Malgré cela, c'est pénible de se voir à leur merci, car tout chez eux est fausseté, et on se demande dans quel but cette évacuation et dans quel état de santé et de moral ces gens reviendront. » — « Rien des événemens ne m'a

indignée autant que cet acte infâme, criminel par ses conséquences et ses possibilités, accompli sous le couvert de l'humanité. Ces familles sont en pleurs de ces séparations forcées. Des parens sont devenus fous de voir leur fille ou leurs filles dans cet inconnu si plein de dangers et d'embûches, d'autres en sont morts, et moi, j'ai béni le ciel pour tous ces mois de séparation qui m'ont au moins épargné cette dernière angoisse, si justifiée, hélas! » — « Une femme a une sueur de sang en se voyant prendre son jeune fils ; on le lui ramène, elle ne le reconnaît plus. » Oui, ceux qui restent, et qui ne savent pas, qui ne savent rien, ni où, ni pourquoi, ni jusques à quand !

Premièrement, pourquoi? On cherche, on suppose, on ne sait pas. A défaut de motifs, un prétexte : « Je dis prétexte, car il y aura certainement d'autres raisons, celle de nous embêter, celle d'exercer des représailles bruyantes, car ils savent bien qu'on les aura, et celle de mettre la main sur la population masculine de dix-sept à cinquante-cinq ans, ce qui s'expliquerait surtout s'ils ont envie de préparer leur retraite. Mais pourquoi prennent-ils les femmes dans la proportion de 20 à 30 p. 100, d'après ce qu'on voit depuis plusieurs jours? Est-ce pour des travaux agricoles, comme ils le disent? Est-ce pour former des camps de concentration? Est-ce pour repeupler la région des Ardennes que l'on dit dépeuplée, ou avoir autant de civils à opposer à notre avance là-bas qu'il n'en resterait ici? Je veux croire encore qu'ils se sont embarqués dans cette sale affaire avec leur lourdeur habituelle, l'ordre vient d'en haut, les subalternes, y compris le Gouverneur, exécutent; les protestations des maires et de l'évêque ont été rejetées. » — « Les bruits les plus invraisemblables circulent; il s'agirait de représailles du gouvernement allemand pour le blocus anglais ou pour un fait similaire d'enlèvement de civils fait par le gouvernement français dans les colonies allemandes conquises, ou d'un projet de repeuplement de régions insuffisamment habitées, soit en vue de la récolte, soit en vue d'une protection contre le bombardement des alliés. Quoi qu'il en soit, toutes les familles sont dans l'angoisse. »

Et eux, eux-mêmes, que disent-ils? Sur le moment, la proclamation du commandant militaire de Lille, qui fut affichée, portait : « L'attitude de l'Angleterre rend de plus en plus difficile le ravitaillement de la population. Pour atténuer la misère, l'autorité allemande a demandé récemment des volontaires pour aller travailler à la campagne. Cette offre n'a pas eu le succès attendu. En conséquence, les habitans seront évacués par ordre et transportés à la campagne. Les

évacués seront envoyés à l'intérieur du territoire occupé de la France, loin derrière le front, où ils seront occupés dans l'agriculture et nullement à des travaux militaires. Par cette mesure, l'occasion leur sera donnée de mieux pourvoir à leur subsistance. » Et, à présent, le Gouvernement impérial, inquiet, malgré tout, du retentissement de la Note française, bien qu'il affecte le calme d'une résolution prise dans l'intention la meilleure, fait dire par l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord :*

L'administration allemande n'a aucune raison de cacher qu'elle a fait transporter de nombreux milliers d'habitans français des deux sexes des grandes villes dans les Flandres françaises. Elle a d'ailleurs l'intention de continuer à le faire.

Les Français et leurs alliés ont eux-mêmes rendu ces mesures nécessaires. Par leurs agissemens, contraires au droit des gens, pour rendre plus difficile le ravitaillement de l'Allemagne et des contrées occupées par les troupes allemandes, ils sont parvenus à ce qu'au moins dans les grandes villes des régions occupées près du front de combat, le ravitaillement de la population civile ne pouvait plus être assuré d'une manière conforme aux intentions de l'administration allemande et selon les devoirs de cette administration...

L'administration allemande devait donc choisir entre laisser les populations civiles françaises dans un état de nourriture insuffisante, qui pouvait, avec le temps, gravement nuire à ces populations, ou prendre des mesures appropriées pour remédier à ce manque de nourriture.

Dans ce dessein, l'administration allemande décida de transporter ailleurs une partie des populations civiles des villes importantes et très peuplées et par conséquent difficiles à ravitailler et de les établir dans des régions moins peuplées, où il serait plus facile de leur distribuer des vivres. On put en même temps réaliser le plan de fournir à ces contrées peu peuplées la main-d'œuvre nécessaire aux travaux agricoles dans l'intérêt même de ces populations.

Retenons l'aveu. Mais rejetons l'excuse. « Le ravitaillement de la population civile ne pouvait plus être assuré, au moins dans les grandes villes, » prétend, au nom du Chancelier, la *Gazette de l'Allemagne du Nord.* Les documens répondent : « Les Allemands ne se sont jamais souciés de nous nourrir, et le ravitaillement n'a jamais été aussi bien assuré, sauf pour la viande. » Ils avaient déjà répondu : « *Un jour, un wagon de poisson et d'œufs nous arrivent, ils sont, contre tout droit, arrêtés et envoyés en Allemagne.* » Quant à fournir « aux contrées peu peuplées la main-d'œuvre nécessaire aux travaux agricoles, dans l'intérêt même de ces populations, » il eût du moins fallu ne pas leur présenter comme volontaire cette immigra-

tion forcée, au risque et sans doute avec la pensée d'allumer entre anciens habitans et nouveaux arrivans des rivalités fratricides. Au surplus, est-ce que tous ceux dont on fit les exécuteurs de ces basses œuvres parurent convaincus de l'innocence de l'opération? On eut beau avoir « fait venir, pour cette sale besogne, des soldats ou plutôt des brutes d'un autre endroit, à seule fin qu'il n'y ait pas de relations ni de faiblesses vis-à-vis des familles qui auraient imploré la pitié; » « à Roubaix, les officiers de la Garde se sont refusés... à enlever la nuit des femmes et des enfans. Ici, c'est le 64e venant de Verdun qui s'y est prêté. D'aucuns auraient mieux aimé, disaient-ils, rester dans les tranchées... Ils auront au moins la croix de fer et le nom de ce glorieux fait d'armes décorera leur drapeau. » « Quelques officiers allemands ont refusé de marcher, quelques soldats pleuraient, le reste brutal. » — « Larmes de désolation des parens et des enfans ainsi brutalement séparés n'attendrissaient pas les brutes allemandes. Parfois cependant un officier moins cruel se laissait attendrir par un désespoir trop grand et ne désignait pas toutes les personnes qu'il aurait cependant, — aux termes de ses instructions, — dû séparer. « Les Allemands, en faisant cette ignoble chose, reconnaissent avoir mis sur leur drapeau une tache ineffaçable. Plusieurs officiers et soldats sont enfermés en citadelle pour s'être refusés à la besogne. » Mais ceux qui ne s'y refusent pas, ceux qui en font l'apologie, ceux qui ne s'attendrissent pas, ce sont les savans, les « intellectuels, » les apôtres de la « Kultur, » et ce sont les grands chefs : « Par contre, un Boche, docteur en philosophie et en droit politique, un pasteur, a dit à un monsieur qu'on ne reculerait devant rien pour le salut de l'Empire. » Et un peu plus haut : « Monseigneur et monsieur le maire ont eu plusieurs entretiens courageux avec le général. Comme Monseigneur défendait énergiquement la population, ces paroles courtoises lui furent servies : « *Vous, l'évêque, taisez-vous et sortez...* » Comme il est naturel, la cruauté s'accompagne, çà et là, de lâcheté : « Mlle L..., la plus jeune, qui sort de la typhoïde et d'une bronchite, voit le sous-officier, qui emmenait sa bonne, s'approcher d'elle : « Quelle triste besogne on nous fait faire! — Plus que triste, monsieur, on pourrait dire barbare. — Voilà un mot bien dur, vous n'avez pas peur que je vous vende? » et, de fait, le traître la dénonce; on lui donne sept minutes, et on l'emmène nu-tête, en chaussons, à la recherche du colonel qui préside à cette noble bataille, et qui la condamne, lui aussi, à partir, malgré l'avis du docteur. »

C'en est assez, et il est inutile de feuilleter la fin du volume, où sont rappelés, en masse, des faits tout semblables, antérieurs aux déportations de Lille. Ils se rapportent d'une manière générale au « travail imposé aux populations des départemens envahis : Travail de nuit ou sous le feu, hors de la résidence, sans rémunération, sans nourriture, collaboration forcée aux opérations de guerre ; obligation, sous menaces, de fournir des renseignemens à l'ennemi, collaboration au pillage, civils employés comme boucliers. » Vieillards de 70, de 75, de 80 ans, garçons de 16 ans, de 14, de 12, femmes et filles, frappés à coups de poing, à coups de pied, à coups de crosse de fusil, à coups de cravache, à coups de martinet, femmes, sur lesquelles on s'amuse à vider préalablement un broc d'eau froide, avec une sorte de raffinement sadique. Tout ce pauvre monde tiré de ses pauvres maisons pillées, traîné par les chemins, dépouillé jusque de ses vêtemens, jeté par tas dans des wagons à bestiaux où il séjourne quarante-huit, soixante-douze, et plus de quatre-vingts heures, en une promiscuité abominable, mourant de faim et de soif en route, pour aller achever d'en mourir au fond des casemates inondées et glacées d'un camp d'internement où plus rien ne lui est laissé ou ne lui arrive de ce qui était sien, personnes et biens, gens et choses ; puis, un matin, repris et ramené en pays occupé, à l'aventure, ailleurs que chez lui, parqué là, poussé au-devant des balles françaises, changé en bouclier vivant ; tout ce pauvre monde, même les vieux dont les jambes se dérobent et qui sont fusillés s'ils tombent, même les petits hurlant de peur, même une mère portant un bébé de dix-huit mois ! Ce livre-là, le Livre Blanc, la Note du 2 août, et les quatre rapports de la « Commission instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens, » auxquels on peut joindre le résumé publié par le ministère des Affaires étrangères, *les Violations des lois de la guerre par l'Allemagne*, forment, avec les Livres Gris belges, qui les complètent et qui les corroborent, le plus poignant des livres de calamité et de misère, une encyclopédie de la scélératesse. Comme préface, la violation de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique, la violation de la frontière française avant la déclaration de guerre ; comme corps de l'ouvrage, les assassinats de prisonniers et de blessés, combattans, médecins ou aumôniers ; le pillage, l'incendie, le viol, encore l'assassinat, cette fois sur des « civils ; » toutes les violations de la Convention de Genève, emploi de projectiles interdits, procédés de guerre déloyaux ; le tout établi non seulement par des témoi-

gnages français, mais par des témoignages allemands eux-mêmes ; emploi de liquides enflammés et de gaz asphyxians, bombardement de forteresses sans avertissement, de villes non défendues, et d'édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance ; actes de cruauté à l'égard de populations inoffensives ; en appendice, une troisième fois, l'assassinat, le meurtre juridique de miss Cavell, le meurtre juridique du capitaine Fryatt. Et il y a ce que les flots ensevelissent. Et il y a ce que cache le rideau de fer ; ce que l'on sait fait redouter davantage ce que l'on ignore.

Tout cela, assurément, n'est pas nouveau. Les rapts de Lille, de Roubaix, de Tourcoing ne sont pas les débuts des Allemands dans le crime, ni même dans ce crime. Dès qu'ils ont eu envahi la Belgique, dès le 25 août 1914, à Louvain, ils s'y sont essayés en maîtres. Ils en ont jalonné leur marche. C'est donc un système. C'est donc « l'armée la plus disciplinée, » comme disaient dans leur manifeste les Quatre-vingt-treize, c'est la nation la plus organisée, c'est l'État le plus gouverné du monde, que nous avons en face de nous. Et ce sont donc les crimes, non de quelques bandits ou de quelques détraqués, mais de toute une armée, de toute une nation, de tout un État ; c'est le crime de l'Allemagne, c'est le Mal allemand. Mal endémique et perpétuel, avec des accès de fureur chronique. Les historiens, les philosophes, les juristes de l'Empire, « conseillers intimes actuels et Excellences, » ou désireux de le devenir, ont mis en théorie la pratique frédéricienne, et les militaires, à leur tour, mettent en pratique la théorie impérialiste de la germanisation par la spoliation et l'extermination. Lorsque le gouvernement allemand invita le gouvernement belge à céder à la menace allemande pour épargner au pays les « horreurs de la guerre, » il n'était personne en Belgique qui ne crût que « les horreurs de la guerre devaient se limiter à celles du champ de bataille. » Mais ce n'est pas ainsi que l'entend l'Allemagne. « Sois dur, Landgrave ! » est le mot d'ordre qui, du Grand Électeur et de ses ancêtres, à Bismarck, à Moltke et leurs successeurs, circule dans la politique prussienne. A la terreur par l'horreur. Pour nous, la noble femme dont la lettre demeurera comme un monument de douleur, s'écrie, après avoir conté le supplice de nos villes : « Surtout, surtout que nos soldats ne nous vengent pas, là-bas, par de tels actes : ce serait souiller notre beau nom de Français ! » Voilà leur âme et voilà la nôtre, car, dans ce drame sans égal, ce sont bien leurs âmes que les peuples montrent. La leur et la nôtre sont incommunicables, et ce n'est pas seulement par le bord, selon le mot de Michelet, c'est par le fond que les deux

races ne se pénètrent pas. Ils n'ont rien à nous dire. Qu'ils coupent, en ce qui nous concerne, leurs commentaires d'hypocrisie et de mensonge. Nous ne leur demandons rien. Nous ne voulons rien d'eux, pas même une explication.

Mais nous nous tournons vers les neutres. Aux neutres nous avons quelque chose à dire, quelque chose à demander, bien moins pour nous que pour eux-mêmes. Arbitres et témoins de l'humanité, qu'ils jugent nos ennemis et qu'ils nous jugent. Depuis plus de deux ans, l'Allemagne et ses acolytes pèchent chaque jour contre l'humanité entière, même contre les neutres, par « les quatre élémens, » la terre, l'eau, l'air et le feu, dont ils ont fait le théâtre ou l'instrument de leurs crimes. L'orgueil allemand et la crédulité allemande ont fini par s'épanouir dans le cas de folie collective le plus prodigieux qu'ait jamais constaté l'histoire. Ils ne disent plus seulement : « l'Allemagne au-dessus de tout, » mais : « l'Allemagne au lieu de tout. » Après avoir découvert le *Surhomme*, ils ont découvert le *Surpeuple*, la *Surnation*, le *Surétat ;* et il va de soi que, pour eux, tout cela, c'est eux. Comme l'Allemagne, à ses propres yeux, par un décret nominatif de la Providence, est tout cela, comme elle est la raison, la sagesse, l'intelligence, la vertu, le travail, l'énergie, l'organisation, elle n'a qu'à déclarer sa volonté, qui sera nécessairement la formule supérieure du droit, et que sa mission est d'imposer au reste de la terre, pour son bien, en reculant, s'il le faut, les bornes de l'épouvantable. Nous qui ne sommes pas neutres, qui sommes engagés dans la bataille, nous avons fixé notre choix. Nous voulons être simplement des hommes, un peuple, une nation, un État; et nous nous chargeons de prouver à cette horde de pédans ensanglantés que ce n'est pas la moindre faute de leur psychologie grossière que d'avoir « surévalué » la « surterreur. »

Eux, cependant, les neutres, ils sont hommes aussi; ils sont aussi des peuples, des nations, des États; ils sont aussi menacés, aussi offensés que nous par l'odieuse entreprise de lèse-humanité. Leurs signatures sont au bas de ces conventions de La Haye dont le gouvernement français a pris soin de placer le texte en épigraphe à chacun des chapitres de son Livre Blanc. Parmi eux, il y a la Scandinavie, Danois, Norvégiens et Suédois, qui estiment à si haut prix l'attachement au sol natal, l'indépendance de la personne ; il y a la Hollande et la Suisse, terres d'asile et de liberté; il y a la Roumanie, héritière orientale de Rome ; il y a la chevaleresque Espagne et son roi-chevalier; il y a les États-Unis, dont tant de gestes furent, ils s'en font

gloire, dirigés contre une oppression ; il y a les Républiques latines de l'Amérique du Sud : l'une d'elles, le Brésil, s'est déjà prononcée. Il y a enfin la plus vénérable et la plus formidable des Puissances spirituelles, celle de qui Bismarck disait que se mettre en conflit avec elle, c'était renouveler la lutte de Jacob avec l'Ange. Il y a la Puissance qui ne peut pas être vaincue, parce qu'elle ne peut pas être atteinte. Nous ne saurions songer avec indifférence à l'appel que, pour quelques nègres enlevés dans la forêt équatoriale, le zèle apostolique d'un Lavigerie inspirait au génie d'un Léon XIII. Aujourd'hui, ces choses ne se passent point au centre de l'Afrique, chez des païens et des idolâtres. Le monde attend une grande parole, qui ne sera pas une parole de paix, tant qu'elle n'aura pas été une parole de justice. Puisqu'une fois encore il faut redire : *Scilicet conscientiam humani generis...*, est-ce que la moitié de l'humanité va laisser en silence abolir la conscience commune de l'humanité ? Soyons francs. Que craindraient les neutres ? La force? L'Allemagne ne l'a plus.

Et elle commence à savoir qu'elle ne l'a plus. Cette quinzaine même, le 2 août, nous sommes entrés dans la troisième année de la guerre. Tous les souverains et chefs d'État ont profité de l'occasion pour dresser en quelque façon le bilan sommaire des deux premières années. La note donnée par les Alliés est celle d'une confiance simple et sûre. L'empereur de Russie, le roi George, le roi Albert, le roi d'Italie, l'empereur du Japon, le roi de Serbie, M. Poincaré, leurs ministres, les généraux, ont tenu, presque dans les mêmes termes, le même langage. D'un bout à l'autre de l'empire britannique, c'est-à-dire sur toute la surface du globe, 3000 meetings, à la même heure, ont répété le même serment. De son côté, l'empereur Guillaume a essayé d'emboucher la trompette, en deux proclamations lancées l'une à son armée et l'autre à son peuple. Mais le souffle manque, ou il est court, et, dessous, on entend comme un râle. « La puissance et la volonté de l'ennemi ne sont pas brisées. Nous devons continuer l'âpre lutte pour la sécurité de ceux qui nous sont chers, pour l'honneur de la patrie et la grandeur de l'Empire. Dans cette lutte décisive, quels que soient les moyens adoptés par l'ennemi, nous resterons en cette troisième année, ce que nous avons été. » Ou bien : « Nous avons encore de dures épreuves devant nous. Il est vrai qu'après la tempête terrible de ces deux années de guerre, tous les cœurs humains aspirent au rayon de soleil de la paix ; cependant la guerre continue parce que le but de nos ennemis est aujourd'hui encore l'anéantissement de

l'Allemagne. Nos ennemis seuls sont responsables du sang qui sera encore versé. »

Ce n'est pas l'accablement, mais c'est la lassitude. Ce n'est pas l'abandon, mais c'est le doute. Et la voix de l'Empereur est ici la voix de l'Empire : elle s'enfle vainement en rodomontades qui tremblent. Conférenciers, publicistes, sauf une poignée d'énergumènes, et critiques militaires s'accordent jusqu'en leur désaccord. L'invocation à Hindenburg, la reprise même de la piraterie sont des signes. Moralement, l'Allemagne est battue. Si « moralement » voulait dire : « en morale, » elle le serait depuis le premier jour. Seulement, son amoralité la rend invulnérable à une défaite morale. Il faut qu'elle soit battue matériellement, et qu'elle sente le châtiment dans sa chair. Battue avec le marteau de son dieu Thor, dont on lui cassera le manche entre les mains. Elle le sera. « Je ne veux pas dire, précise le général Joffre, en son laconisme ordinaire, que la ruine de l'Allemagne est arrivée, mais je dis qu'elle arrivera. » Alors on pourra suivre l'idée émise à plusieurs reprises par M. Asquith, de déférer à une sorte de tribunal international et de faire condamner, comme criminels de droit commun, tous ceux qui seraient reconnus coupables des actes dont le nom allemand est souillé. Cette guerre a créé tant de nouveau qu'on ne voit pas pourquoi la paix n'en créerait point. Un grand pas serait fait vers le règne du droit, s'il était désormais acquis que personne, si haut soit-il, ne se joue impunément du droit. Le droit des gens deviendrait un droit positif, la morale d'État une morale avec obligation et sanction. L'humanité aurait sa revanche; la Cour de La Haye, bafouée comme à plaisir, ne serait plus si ridicule. Et c'est une raison de plus pour nous, et pour les nations qui, avec nous, crurent à la valeur de « ces chiffons de papier, » de ne vouloir qu'une paix pleinement victorieuse.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-QUATRIÈME VOLUME

JUILLET — AOÛT

Livraison du 1er Juillet.

Pages.

L'Italie après un an de guerre. — I. *Un peuple sous les armes*, par M. Louis BERTRAND 5

La Correspondance de M. Thiers pendant la guerre de 1870-1871. — *Lettres inédites de Thiers, Jules Favre, duc de Broglie, Mignet*, etc. 51

La Bataille navale du 31 mai, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. 79

Le Chemin sans but, dernière partie, par Jules-Philippe HEUZEY. 97

Le Front britannique et les fronts voisins (avec 3 cartes), par M. Henry BIDOU 130

Le Budget et les impôts nouveaux, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques 171

D'Annunzio et la musique, par M. Camille BELLAIGUE. 188

Revue littéraire. — *Un nouveau livre sur La Fontaine*, par M. André BEAUNIER. 205

Revue scientifique. — *Un peu d'aérotechnique*, par M. Charles NORDMANN. 217

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 229

Livraison du 15 Juillet.

Choses d'Espagne. — I, par M. Étienne LAMY, de l'Académie française. . . 241

Comédies et Proverbes. — *Il faut toujours compter sur l'imprévu*, proverbe en un acte, par Gérard d'HOUVILLE. 259

L'Université de France et la guerre. — I, par M. Raymond THAMIN. . . . 294

Le Problème franco-allemand du fer, par M. Louis DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences. 325

L'Apôtre des Indes et du Japon. — François de Xavier. — IV. *Vers le Japon*, par M. André BELLESSORT. 352

Pages.

LETTRES D'ANGLETERRE. — II. *IMPRESSIONS D'OXFORD ET DE CAMBRIDGE*, par ***. 379
PROPOS D'UN COMBATTANT, par PIERRE KHORAT. 398
CHEZ NOS AMIS DE L'AUTRE FRANCE, par M. ANDRÉ LE BRETON. 426
ANGELLIER, POÈTE DE LA GUERRE, par M. ÉMILE LEGOUIS. 445
REVUES ÉTRANGÈRES. — *UN PRISONNIER DE GUERRE ANGLAIS AU CAMP DE WITTENBERG*, par M. T. DE WYZEWA. 456
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 469

Livraison du 1er Août.

LES TRAITS ÉTERNELS DE LA FRANCE, par M. MAURICE BARRÈS, de l'Académie française 481
CHOSES D'ESPAGNE. — II, par M. ÉTIENNE LAMY, de l'Académie française. . 504
IMPRESSIONS D'UN BOURGEOIS DE PARIS PENDANT LE SIÈGE ET LA COMMUNE. — *CHARLES AUBERT-HIX*. — I, par M. HENRY COCHIN. 529
L'APPEL DU SOL, première partie, par M. ADRIEN BERTRAND. 556
L'UNIVERSITÉ DE FRANCE ET LA GUERRE. — II. *ŒUVRES DE GUERRE. — LES CLASSES SUR LE FRONT. — DANS LES RÉGIONS ENVAHIES. — DANS LES CAMPS DE PRISONNIERS*, par M. RAYMOND THAMIN. 587
LA DÉFENSE ÉCONOMIQUE CONTRE L'ALLEMAGNE, par M. le Vicomte GEORGES D'AVENEL. 619
L'ART « GOTHIQUE » ŒUVRE DE FRANCE, par M. ANDRÉ MICHEL. 641
LA TRANSFORMATION MILITAIRE DE L'ANGLETERRE (1914-1916), par M. le Général MALLETERRE 666
REVUE LITTÉRAIRE. — *NOUVELLES LETTRES DE LA COMTESSE D'ALBANY*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 685
REVUE SCIENTIFIQUE. — *L'AVION DE GUERRE*, par M. CHARLES NORDMANN . . 697
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques 709

Livraison du 15 Août.

LES CATHOLIQUES ALLEMANDS ET L'EMPIRE ÉVANGÉLIQUE, par M. GEORGES GOYAU. 721
UN GRAND ÉGYPTOLOGUE FRANÇAIS. — *GASTON MASPERO*, par M. MAURICE CROISET, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres 757
QUATRE MOIS EN RUSSIE PENDANT LA GUERRE, par M. JACQUES BAINVILLE. . . 778
L'APPEL DU SOL, deuxième partie, par M. ADRIEN BERTRAND. 815
IMPRESSIONS D'UN BOURGEOIS DE PARIS PENDANT LE SIÈGE ET LA COMMUNE. — *CHARLES AUBERT-HIX*. — II, par M. HENRY COCHIN 846
LA VIGILE DU POÈTE. — *GABRIELE D'ANNUNZIO ET LA GUERRE*, par JEAN DORNIS 875
LE SOUS-MARIN ALLEMAND DE BALTIMORE, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. . 888
LA FRANCE D'AUJOURD'HUI JUGÉE PAR LES ÉTRANGERS. — II. *PENDANT LA GUERRE*, par M. VICTOR GIRAUD. 901
REVUES ÉTRANGÈRES. — *LA GRANDE RETRAITE RUSSE DE 1915 RACONTÉE PAR UN TÉMOIN ANGLAIS*, par M. T. DE WYZEWA 935
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 947

Paris. — Typ. PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 53498.

3 9090 007 526 540